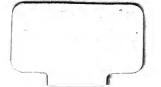
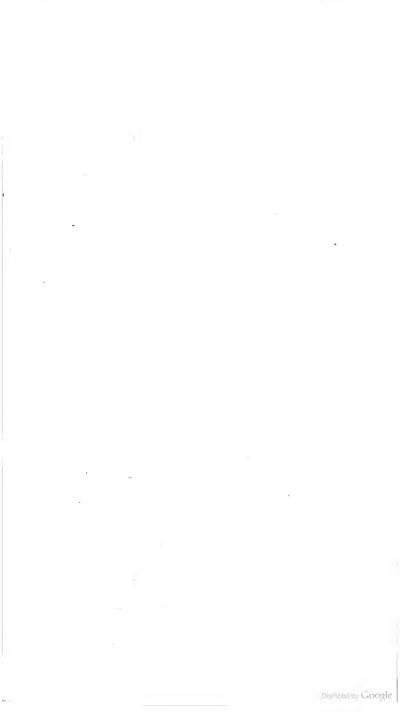




Mason. C. 64.





SECTION IX.

RUSSIE (ET POLOGNE).

RUSSIE ET AUTRICHE 1).



Les Relations commerciales entre les deux États furent pour la première fois réglés, en 1785, par des Actes simultanément publiés à Saint-Pétersbourg et à Vienne 4).

Manifeste de l'Impératrice de toutes les Russies 1 Novembre. (Cathérine II), concernant le Commerce et la Navigation des Sujets autrichiens dans l'Empire de Russie, donné à St. Pétersbourg, le 1 Novembre

(v. st.) de l'an de grâce 1785 °).

1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. V. Des Relations entre la Russie et l'Autriche, §. 458. Commerce. . l. c. Part. II. T. I. p. 157. (en français.)] p. 439. - d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 441.

2) Déclaration de S. M. l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II), sur les Principes de la Neutralité, en date de St. Pétersbourg, du 28 Février (v. st.) 1780. [von Dohm, Materialien, Livraison IV. p. 177. 274. (en français.) -Secret History of the armed Neutrality together with Memoirs, official letters, etc. illustrative of that celebrated Confederacy, written originally in french by a german nobleman (Londres 1792. in 80.) p. 167. (en français.) - Annual Register, 1780. p. 347. (en anglais.) - Aug. Hennings, Sammlung der Staatsschriften die wührend des Krieges von 1776-1783, sowohl von den kriegführenden als auch von den neutralen Mächten öffentlich bekannt gemacht worden sind (Altona 1784, 1785, T. I. II. in 8°.) T. II. p. 408. (en français.) - Martens, Recueil, T. III. p. 158. (en français.) - Schoell, Hist. abr. T. IV. Chap. XXI. p. 34. 35. sqq. (Sommaire.)]

3) Acte d'Accession de l'Empereur romain (Joseph II) aux Principes de la Neutralité armée, en date de Vienne, du 9 Octobre 1781. [Imprime separement à St. Pétersbourg, in fol. (en russe et en français.) - von Dohm, Materialien, Livraison IV. p. 274. (en français.) - Martens, Recueil, T. III. p. 257. (en français.) - Schoell, Hist. abregee, T. IV. Chap. XXI. p. 55. (Sommaire.) - d'Hauterive et de Cussy.

4) Une discussion de Préséance avait retardé la conclusion d'un Traite de Commerce entre la Russie et l'Autriche; l'Empereur prétendait signer cet Acte le premier, et l'Impératrice ne voulait pas signer la seconde. On éluda la difficulté en rédigeant à Pétersbourg un Manifeste en russe, et à Vienne un Edit en allemand, et en réunissant ces deux Pièces où chacun des deux Souverains apposa le premier sa Signature au bas de l'Acte écrit dans sa langue. (Cte. de Segur, Memoires ou Souvenirs et Anecdotes (Paris 1826. T. I - III. in 8°.) T. II. p. 369. 373.)

5) Ignaz de Luca, Politischer Codex oder wesentliche Darstellung sümmtlicher die K. K. Stauten betreffenden Gesetze und Anordnungen im politischen Fache (Vienne 1789. sqq. T. I - XIV. in 8°.) T. III. B. Handlung vertrag. - Johann Heinrich Busse, Journal von Rufsland (I. Jahrgang, T. 1. Julius bis December 1793. T. Il. Januar bis Junius 1794. II. Jahrgang. T. I. Julius bis December 1794. St. Petersbourg.) II. Jahrgang. T. I. p. 142. (en allemand.) - Nouvelles extraordinaires, 1786. No. 13-16. (en français.) - Storia dell' anno 1786. p. 162. (en italien.) - de Steck, Essai sur les Consuls, p. 299. (en français.) - Borel, De l'Origine et des Fonctions des Consuls, Append. p. 90. (Extrait en français. Art. XIX. et XXVI.) - Martens, Recueil, T. IV.

Nous voulons qu'il soit prêté dans Notre Empire partout, aux Sujets de la Monarchie autrichienne, toute l'Assistance et tous les Secours possibles, dans ce qui peut faciliter les Progrès de leur Commerce.

Selon les Principes de la Tolérance généralement établie dans Nos États, ils jouiront d'une parfaite Liberté de Conscience, et ils pourront vaquer librement, soit dans leurs propres Maisons, soit dans des Bâtiments ou Églises, que Nous avons destinés ou accordés à cet esset, au Culte de leur Religion, sans y être jamais troublés ni inquiétés en aucune saçon.

Nous accordons de même aux Sujets de S. M. l'Empereur, dans tous les Pays de Notre Domination, les Droits, Franchises et Exemptions dont y jouissent les Nations européennes les plus favorisées; et Nous voulons qu'en conséquence ils profitent de tous les Avantages, au moyen desquels leur Commerce pourra s'étendre et fleurir dans Notre Empire; de façon pourtant, qu'à l'exception des susdits Droits, Franchises et Prérogatives, autant qu'elles leur seront nommément accordées ci-dessous, ils soient soumis dans leur Commerce et Trafic aux Tarifs, Ordonnances et Lois établies dans Nos États.

Art. VIII. Les Navires des Sujets autrichiens, qui seront obligés par des Tempêtes, ou pour se soustraire à la Poursuite de quelque Pirate, ou aussi pour quelque autre Accident, de se refugier dans Nos Ports, pourront s'y radouber, se pourvoir de toute Chose nécessaire, et remettre en Mer librement; et Nous défendons expressément qu'en pareil Cas ces Navires soient assujétis à aucune Visite ni Payement de Droits de Douane ou de Port; à Condition pourtant, que pendant leur Séjour dans Nos Ports, ils ne puissent rien tirer de leur Cargaison, ni exposer aucune Marchandise en Vente, et qu'ils se conforment en tout aux Lois, Statuts et Coutumes établis dans Nosdits Ports; mais au Cas qu'ils voulussent mettre quelques Marchandises en Vente, ils seront assujétis à la Teneur de Nos Tarifs et Ordonnances relatives à ce Sujet.

Art IX. Nous défendons pareillement qu'aucun Navire, ni marchand ni de guerre autrichien, ni personne de son Équi-

donné à cet Acte et à celui publié à Vienne, la qualification de Traité. (Voyez la note qui précède.)

p. 72. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 174 (Sommaire.) C'est à tort que les Publicistes précités ont

page, soit arrêté, ni les Marchandises saisies dans Nos Ports; mais en laissant ce nonobstant pleine Liberté à Nos Tribunaux de procéder selon les Lois et Formes judiciaires contre les Propriétaires du Navire ou de la Cargaison, qui auraient contracté des Dettes personnelles dans les Pays de Notre Domination, ou aussi contre ceux d'entre eux ou de leur Équipage, qui se seront rendus coupables de quelque Délit ou Crime, dans quels Cas ils seront assujétis aux Lois et Ordonnances de Notre Empire.

Art. X. A tous Nos Départements d'Amirauté Nous enjoignons de ne point forcer aucun Navire, appartenant à des Sujets autrichiens, de servir en Guerre, ni pour aucun Transport quelconque contre son Gré.

Ils prêteront de même toute l'Atlention requise, ainsi que tous Nos Sujets, à ce que les Navires de S. M. l'Empereur, s'ils échouaient ou faisaient Naufrage sur les Côtes de Notre Empire, éprouvent, tant pour leurs Équipages, que pour les Navires mêmes et les Effets, tous les Secours et toute l'Assistance possible, en acquittant cependant les mêmes Frais et Droits, auxquels, selon Notre Ordonnance de Navigation de 1781 1), Nos propres Sujets sont assujétis en pareil Cas.

Les Art. XII.-XVII. inclusivement, traitent du Maintien du Système de Neutralité armée — de la Visite des Bûtiments respectifs en haute Mer — de la Contrebande et des Marchandises libres.

Les Sujets d'une Puissance en guerre avec Nous, qui se trouveront au Service de la Monarchie autrichienne, et ceux qui s'y seront naturalisés ou auront acquis le Droit de Bourgeoisie, même pendant la Guerre, Nous voulons qu'ils ne soient point envisagés ni traités par Nos Officiers de Mer sur un autre Pied que les Sujets autrichiens nés.

Nous ordonnons que les Consuls, que S. M. l'Empereur des Romains aura établis dans Nos États, pour l'Avantage de Ses Sujets commerçants, y jouissent de toute Protection des Lois; et quoiqu'ils n'y pourront exercer aucune Sorte de Jurisdiction, ils pourront néanmoins être choisis du Gré des Parties pour Arbitres de leurs Différends; mais il sera toujours libre à ces mêmes Parties, de s'adresser de préférence à Nos Tribunaux,

les Assurances), publié le 25 Juin 1781. (Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. F. p. 424. 425.

Règlement impérial pour la Navigation commerciale sur les Rivieres, les Lacs et les Mers, etc. (renfermant d'amples Dispositions sur le Droit de Naufrage,

auxquels lesdits Consuls, en tout ce qui concerne leurs propres Affaires, seront également subordonnés.

Tout Appui possible sera prêté aux Sujets autrichiens contre ceux de Nos propres Sujets, qui n'auront pas rempli les Engagements d'un Contrat fait selon les Formes prescrites et enrégistré à la Douane: et, à cet Esset, Nous voulons qu'il leur soit donné, en Cas de Besoin, par Nos Tribunaux, l'Assistance et la Protection nécessaires, pour contraindre les Parlies à comparaître en Justice dans les Endroits mêmes, où ces Contrats auront été conclus et enrégistrés, et pour y obliger les Contractants à l'Exécution de tout ce qu'ils y auront stipulé.

Art. XXI. Pour la plus grande Sûreté du Commerce des Sujets de S. M. l'Empereur dans Nos États, Nous ordonnons de veiller à ce que les Gens qui interviennent, sous Autorité publique, aux Achats et Ventes des Marchandises, soient intelligents et de bonne Foi.

Nous accordons pleine Liberté aux Sujets autrichiens, établis dans Notre Empire, de tenir dans les Endroits de leur Demeure, des Livres de Commerce en telle Langue qu'ils voudront, sans que l'on puisse à cet égard rien leur prescrire, ni les obliger à produire leurs Livres de Compte, si ce n'est pour se justifier en Cas de Banqueroute, de Fraude ou de Procès; mais dans ce dernier Cas ils ne seront tenus de présenter que les Articles nécessaires à l'Éclaircissement de l'Affaire dont il sera question.

Art. XXIII. S'il arrivait qu'un Sujet autrichien sit Banqueroute en Russie, sans avoir acquis le Droit de Bourgeoisie, Nous ordonnons que les Créanciers, sous l'Autorité des Magistrats et des Tribunaux de chaque Endroit, nomment ') des Curateurs de la Masse, auxquels tous les Effets, Livres et Papiers de celui qui aura fait Banqueroute, seront consiés. Et alors les Créanciers, qui auront à prétendre aux deux Tiers de la Masse, s'ils opinaient en saveur d'un Arrangement quelconque, concernant la Distribution de cette Masse, leur Suffrage entraînera celui des autres Créanciers, qui seront obligés de s'y soumettre.

Mais quant à ceux parmi les Sujets autrichiens, qui seront naturalisés ou qui auront acquis le Droit de Bourgeoisie dans

¹⁾ Il faut lire dans Steck, l. c. p. 312. Art. XXIII. ligne 5 d'en haut, nomment au lieu de nommément.

Nos États, ils seront soumis en Cas de Banqueroute (comme dans toutes leurs autres Affaires) aux Lois, Ordonnances et Statuts de Notre Empire.

Nous permettons aux Sujets autrichiens, établis dans Nos États, d'y bâtir, acheter, vendre et louer des Maisons dans toutes les Villes qui n'ont pas des Droits de Bourgeoisie et des Priviléges contraires à ces Acquisitions; et quant aux Maisons que lesdits Sujets autrichiens posséderont, nommément à St. Pétersbourg, Moscou et Archangel, aussi bien qu'à Cherson 1, Sévastopol 2 et Théodosie 1, elles seront exemptes

1) Kherson [qu'il ne faut point confondre avec l'ancienne Cherson ou Cherrone *)], Cheflieu du Gouvernement de Kherson, assez grande Ville, d'environ 10,000 habitants, régulièrement hâtie, avec une Forteresse et un Port forme par le Liman **) ou Embouchure du Dnièpr (Boristhène). Elle fut fondée en 1778, et fortifiée en 1784, et était autrefois importante par ses vastes Chantiers militaires et son Arsenal. Elle est déchue aujourd'hui par la prospérité d'Odessa, qui s'est emparée de presque tout sen Commerce, et par la Translation de l'Amiranté et des grands Chantiers de construction à Nikolaïeff, causée par le mauvais air qui enlevait tous les ans beaucoup de monde, et par les difficultés qu'opposaient aux gros navires les bas-fonds situés à l'entrée de son Port. (H.ym, l. c. p. 129. - Adr. Balbi, 1. c. p. 491. - Langlois, 1. c. T. III. p. 41. Col. 1. - Vollständiges Handbuch, Sect. 111. T. II. p. 623. - J. H. Schnitzler, La Russie, la Pologne et la Finlande. Tableau statistique, géographique et historique de toutes les Parties de la Monarchie russe prises isolément (Paris 1835) Liv. II. Chap. III. p. 722.)

2) Sévastopol, très petite Ville, nouvellement bâtie sur l'emplacement du Village tatare Akhtiar, très importante par son Port, un des plus beaux de l'Europe, par ses immenses Magasins de la Marine militaire, son Arsenal, ses vastes Casernes, et ses Fortifications. C'est la Station de la Flotte russe de la Mer Noire pendant l'hiver. (Heym, l. c. p. 784. — Adr. Balbi, l. c. p. 492. — Voltstündiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 651. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1102. Col. 2. — Schnitzler, l. c. Liv. II. Chap. III. p. 735.)

3) Théodosie ou Féodosie, l'ancienne Coffa (Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 1. Venise II. p. 42. Col. 1. note 2.), Villa très déchue en comparaison de ce qu'elle a été

") La Ville que les Grecs et les Romains nommaient Cherson on Cherrhone, les Russes Korsoun, les Italiens Sarson, et les Tatars Sari-Kijrman, était située sur la Presqu'île formée par les Ports de Sévastopol et de Balaklava, dans la Mer Noire. Cette Ville, très grande et très populeuse, formait l'Entrepôt principal du Commerce avec les Peuples du Nord. Elle avait été fondée par les Héracliens du Pont, au commencement du VI e siècle av. J. Chr. Les Romains l'enleverent à Mythridate. Constantin le Grand l'affranchit de toute espèce d'impôts, l'an 322 dep. J. Chr. - Les Russes en firent la conquête en 988, sous le Règne de Il·ladimir le Grand. Elle est entièrement tombée en ruines aujourd'hui, on n'y voit plus que des Aqueducs d'une construction remarquable et un Couvent grec. - Bischoff et

Möller, Vergleichendes Wörterbuch der alten, mittleren und neuen Geographie (Gotha 1829, in 89.) se trompent (p. 302. Col. 2.) en disant qu'elle porte aujourd'hui le nom de Eupatoria. (Heym, l. c. p. 128. Art. Cherson. p. 170. Art. Eupatoria ou Koslov.—Adr. Ealbi, l. c. p. 492. Art. Eupatoria ou Koslov.—Langlois, l. c. T. Il. p. 884. Col. 1. Art. Eupatoria ou Koslov.—Vollständiges Handbuch, Sect. Ill. T. Il. p. 656. Art. Koslov.—Schnitzler, l. c. Liv. II. Chap. III. p. 732.)

*') Liman, dérivé du grec λιμήν, baie, port. On désigne par ce nom une inondation ou continue ou divisée en branches, formée à l'embouchure d'un fleuve, sur un terrain plat, fangeux ou sablonneux, qu'on suppose avoir été occupe autrefois par les eaux de la de tout Logement de Gens de Guerre, aussi longtems qu'elles leur appartiendront, et qu'ils y logeront eux-mêmes; mais les Maisons qu'ils donneront ou prendront à Louage, ne seront pas exemptes des Charges et Logements prescrits. Dans toutes les autres Villes de Notre Empire, les Maisons achetées ou bâties par les Marchands autrichiens, qui pourront s'y établir, ne jouiront pas des Exemptions, accordées seulement dans les Villes cidessus spécifiées. Si cependant Nous jugeons à propos de faire acquitter en Argent la Fourniture des Logements militaires '), les Marchands autrichiens y seront assujétis comme les autres.

Ceux des Sujets autrichiens, qui voudront quitter les Provinces, Villes et États de Notre Domination, n'y doivent éprouver aucun Empêchement, et Nous voulons, qu'en ce Cas il leur soit accordé, avec les Précautions toutefois reçues et d'Usage, dans chaque Endroit, les Passeports nécessaires, pour qu'ils puissent se retirer et emporter librement leurs Biens apportés ou acquis, après avoir préalablement acquitté leurs Dettes, ainsi que les Droits fixés par les Lois, Ordonnances et Statuts de Notre Empire. Nous exceptons seulement de cette Stipulation ceux qui, d'après les Lois du Pays où ils se sont établis, en sont devenus les Sujets.

Les Biens, meubles et immeubles, délaissés par la Mort des Sujets autrichiens dans Nos États, passeront librement et sans Obstacle quelconque aux Personnes qu'ils auront instituées leurs Héritiers par Testament, ou qui seront appelées à leur succéder ab intestat, suivant les Lois et les Constitutions des Pays respectifs, lesquelles pourront en Conséquence prendre tout de suite Possession de l'Héritage, ou par Eux-mêmes ou par Procuration, aussi bien que les Exécuteurs testamentaires,

pendant la domination des Génois sur ces centrées, et plus tard sous le Gouvernement des Khans de Crimée, mais encore importante par son Port franc et son Commerce. (Heym, l. c. p. 176. — Adr. Balbi, l. c. p. 492. — Langlois, l. c. T. l. p. 426 Col. 2. Art. Caffa. — Vollständiges Handbuch, Sect. Ill. T. II. p. 653. — Schnitzler, l. c. Liv. II. Chap. III. p. 735.)

1) La Version donnée par Steck et par Martens porte ,, quartiers militaires." Comparez ce que nous avons dit plus haut, p. 821. Col. 2. note 7., touchant l'emploi du mot quartier.

mer qui s'est retirée. (Langlois, l. c. T. III. p. 154. Col 1. — Raimond, Supplément au Dict. de l'Académie, p. 497. Col. 2. Définition très incorrecte, tirée du Dict. de Boiste.) Le mot Liman, joint à plusieurs noms turcs et russes, désigne le port que forme l'emparent de l'ausses, désigne le port que forme l'emparent per l'ausses, désigne le port que forme l'emparent per l'ausses de l'

bouchure d'une rivière. (Malte Brun, Dict. géographique portatif, T. I. Vocabulaire de mots génériques, servant à expliquer le sens des noms géographiques les plus importants dans les principales langues, p. XVI. Col. 1.)

s'il y en avait de nommés par le Défunt; et lesdits Héritiers disposeront ensuite à leur Gré de l'Héritage qui leur sera échu, après en avoir acquitté les différents Droits, établis par les Lois de Notre Empire.

Et au Cas que les Héritiers, étant absents ou mineurs, n'auraient pas pourvu à faire valoir leurs Droits, alors Nous ordonnons, que toute la Succession soit inventoriée par un Notaire public, en présence du Juge ou des Tribunaux du Lieu, accompagné du Consul autrichien, s'il y en a un dans le même Endroit, et de deux autres Personnes dignes de Foi, et déposée ensuite dans quelque Établissement public, ou entre les Mains de deux ou trois Marchands, qui seront nommés à cet Effet par ledit Consul, ou, à son Défaut, entre les Mains de ceux qui, d'Autorité publique, y auront été désignés, afin que ces Biens soient gardés par eux, et conservés pour les légitimes Héritiers et véritables Propriétaires. Et, supposé qu'il s'élevât une Dispute sur un pareil Héritage entre plusieurs Prétendants, alors les Juges de l'Endroit, où les Biens du Défunt se trouveront, décideront le Procès par Sentence définitive, selon les Lois établies.

Nous voulons, qu'au Cas que la Paix sut rompue (ce qu'à Dieu ne plaise!) entre les deux Monarchies, ni les Navires et les Biens des Sujets autrichiens ne soient confisqués, ni leurs Personnes arrêtées; mais qu'il leur soit accordé au moins l'Espace d'une Année, pour vendre, débiter ou transporter leurs Effets, et pour se rendre dans cette Vue partout où ils le jugeront à propos, après avoir acquitté cependant les Dettes qui peuvent être à leur Charge.

Ceci doit s'entendre pareillement de ceux des Sujets de S. M. PEmpereur, qui serviront par Mer ou par Terre, et Nous permettons pour ce Cas aux uns et aux autres, avant ou à leur Départ, de céder à qui bon leur semblera, ou de disposer selon leur bon Plaisir et Convenance de ceux de leurs Effets, dont ils n'auront pu se défaire, ainsi que des Dettes qu'ils ont à prétendre; et les Débiteurs doivent être obligés à payer ces Dettes, comme s'il n'y avait pas eu de Rupture.

Art. XXVIII. Tous les Articles ci-dessus, Nous ordonnons qu'ils soient strictement et inviolablement exécutés dans toute l'Étendue de Notre Empire, pendant l'Espace de douze Années, à dater du Jour de la Publication du présent Manifeste.

Édit impérial et royal, touchant le Commerce 1785, et la Navigation des Sujets russes dans les États héréditaires 1) de S. M. I. et R., donné à Vienne, le 12 Novembre 1785 2).

Nous voulons que dans Nos États héréditaires il soit donné aux Sujets de l'Empire russe 3), toute l'Assistance et tous les Secours possibles, dans tout ce qui pourra faire fleurir leur Commerce. (Comp. l'Art. I. du Manifeste russe.)

Ils jouiront dans Nos États héréditaires, conformément aux Principes de Tolérance qui y sont établis, d'une parfaite Liberté de Conscience, et ils pourront exercer le Culte de leur Religion, soit dans leurs propres Maisons, soit dans les Bâtiments ou Églises que Nous accorderons ou destinerons à cet Effet, librement, sans pouvoir être troublés ni empêchés en aucune Manière. (Comp. Art. I. du Manifeste russe.)

De même, Nous accordons aux Sujets de S. M. Imp. de Russie les Facultés, Libertés et Prérogatives dont jouissent dans Nos États héréditaires les Nations européennes les plus favorisées. Nous voulons par conséquent qu'ils profitent de tous les Avantages qui pourront contribuer à étendre et à faire fleurir leur Commerce, bien entendu cependant, qu'à l'Exception desdites Facultés, Libertés et Prérogatives, pour autant qu'elles seront nommément accordées ci-dessous, ils soient assujétis pour tout ce qui regarde d'ailleurs leur Commerce et Trafic, aux Tarifs de Douane, Ordonnances et Lois établies dans Nos États héréditaires. (Comp. l'Art. III. du Manifeste russe.)

Si des Navires, appartenant à des Sujets russes, venaient à être obligés par la Tempête, ou par la Poursuite d'un Pirate, ou par d'autres Accidents, de chercher Refuge dans un

1) Voyez pour la dénomination d'États héréditaires, donnée aux différentes Parties dont se compose la Monarchie autrichienne, T. I. du Manuel, Liv. I. Chop. V. Sect. XI. Autriche. §. 1. p. 506. note 1. et 2. p. 507. Col. 1. note 1. p. 508. Col. 1, note 1.

2) Ignaz de Luca, Politischer Codex, T. III. B. Handlungsvertrag. (en allemand.) — Hamburg. Address-Comtoir Nachrichten, 1786. No. 18. sqq. (en allemand.) — Joh. Heinr. Busse, Journal von Rufsland, II. Jahrgang. T. I. p. 138. (en allemand.) — Mercure de France, 1786. Févr. p. 104.146. Mars p. 5. (en français.) — Nouvelles extraordinaires, 1786. No. 13-15. (en français.) — Storia dell' anno 1786, p. 162. (en italien.) — v. Stech, Essai sur les Consuls, p. 318. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 160. (en français.) — Les Traductions données par les Publicistes précités sont très peu correctes; celle que nous donnons a été faite sur le Texte allemand, qui se trouve dans de Lucq, l. c.

3) Il faut lire dans la Traduction rapportée par Steck "Sujets de la Monarchie russe," au lieu de "Sujets de la Monarchie autri-"chienne." Port de Nos États héréditaires, il leur sera permis de s'y radouber et de se pourvoir de tout ce qui leur sera nécessaire, et de remettre ensuite à la Voile, sans aucun Empêchement, et Nous défendons expressément, qu'en pareil Cas les Navires soient assujétis à aucune Espèce de Visite (Recherche) ni Payement de Droits par les Douanes de Nos Ports; à condition toutesois qu'ils ne débarqueront rien de leur Cargaison, ni n'exposeront aucune Marchandise en Vente, et qu'ils se conformeront en tout aux Lois, Réglements et Coutumes établies. Mais au Cas qu'ils voulussent vendre quelques Marchandises, ils devront être assujétis à la Teneur de Nos Ordonnances et Tarifs de Douane. (Comp. l'Art. VIII. du Manifeste russe.)

Nous défendons pareillement, qu'aucun Navire marchand ou de guerre russe, ni personne de son Équipage, soit arrêté ou que les Marchandises qui s'y trouvent soient saisies dans Nos Ports. Mais il reste réservé à Nos Tribunaux la Faculté de procéder selon les Lois et Formes judiciaires accoutumées contre tels Propriétaires des Navires ou de leurs Cargaisons, qui auraient contracté des Dettes personnelles dans Nos États héréditaires, et contre ceux des Propriétaires et des Équipages sans exception, qui auraient commis quelque Crime ou Délit, dans quel Cas ils seront traités conformément aux Lois du Pays et aux Ordonnances en vigueur. (Comp. l'Art. IX. du Manifeste russe.)

Art. XII. Nous défendons à tous les Gouverneurs des Ports dans Nos États héréditaires, de jamais forcer aucun Bûtiment, appartenant à des Sujets russes, à aucun Service de guerre ni de Transport quelconque. (Comp. l'Art. X. du Manifeste russe.)

Ant. XIII. De même, lesdits Gouverneurs, et en général tous Nos Sujets, apporteront tous les Soins nécessaires, pour que si des Navires, appartenant à des Sujets de S. M. Imp. de Russie, venaient à échouer ou à faire Naufrage sur les Côtes de Nos Etats, il soit prêté auxdits Navires, aussi bien qu'aux Personnes et aux Biens qui s'y trouveront, toute l'Assistance possible. En revanche, ils devront acquitter les mêmes Frais et Droits, auxquels Nos propres Sujets sont assujétis en pareil Cas, en vertu de Nos Ordonnances. (Comp. l'Art. XI. du Manifeste russe.)

Les Art. XIV - XIX. inclusivement, traitent du Maintien du Système de Neutralité ar-

mée – de la Visite des Bûtiments respectifs en haute Mer – de la Contrebande et des Marchandises libres. (Comp. les Art. XII – XVII. du Manifeste russe.)

Nous voulons que les Sujets d'une Puissance en guerre avec Nous, qui auront pris Service dans les États de Russie, ou qui y auront été naturalisés, ou qui y auront obtenu le Droit de Bourgeoisie, quand même cela aurait eu lieu pendant la Guerre, soient envisagés et traités par Nos Officiers de Mer sur le même Pied que les Sujets russes nés. (Comp. l'Art. XVIII. du Manifeste russe.)

Les Consuls établis dans Nos États héréditaires par S. M. Imp. de Russie, pour l'Utilité de Ses Sujets commerçants, devront jouir sur tous les Points de la Protection des Lois. Et quoiqu'il ne leur appartienne point d'y exercer aucune Espèce de Jurisdiction. ils pourront néanmoins, du Gré des Parties, être choisis pour Arbitres de leurs Différends; mais il sera toujours libre auxdites Parties de s'adresser de préférence à Nos Tribunaux, auxquels lesdits Consuls seront d'ailleurs subordonnés dans toutes leurs propres Affaires. (Comp. l'Art. XIX. du Manifeste russe.)

Toute l'Assistance possible devra être prêtée aux Sujets russes contre ceux de Nos propres Sujets qui n'auront point rempli les Engagements contractés envers les premiers. Nous ordonnons par conséquent à tous Nos Tribunaux, et nommément à Nos Tribunaux de Banque (Wechselgerichte), où les Contrats auront été enrégistrés, de rendre aux Sujets russes, dans les Procès qu'ils pourraient avoir, la plus prompte Justice, conformément aux Lois et à la Procédure établies dans Nos États héréditaires. (Comp. l'Art. XX. du Manifeste russe.)

Art. XXIII. Afin de procurer au Commerce des Sujets de S. M. Imp. de Russie toute la Sûreté possible, Nous ordonnons qu'on ait Soin de n'admettre, pour intervenir, sous Autorité publique, aux Achats et Ventes des Marchandises, que des Personnes intelligentes et de bonne Foi. (Comp. l'Art. XXI. du Manifeste russe.)

Nous permettons aux Sujets russes, établis dans Nos États héréditaires, de tenir dans les Endroits de leur Demeure, des Livres de Commerce en telle Langue qu'ils voudront, sans que l'on puisse à cet égard rien leur prescrire, ni les obliger à produire leurs Livres de Compte ou de Commerce, à moins que ce soit pour leur Justification en Cas de Banqueroute, de Fraude ou de Procès, cependant. dans ce dernier Cas, ils ne seront tenus de produire que les Articles nécessaires à l'Éclaircissement du Différend dont il s'agira. (Comp. l'Art. XXII. du Manifeste russe.)

Dans le Cas qu'un Sujet russe, qui n'aurait point acquis le Droit de Bourgeoisie dans ces Pays, fit Banqueroute dans Nos États héréditaires, ses Créanciers devront, sous la Surveillance du Magistrat ou du Tribunal du Lieu, nommer ') des Curateurs de la Musse (Curatores ad massam), auxquels on devra confier tous les Effets, Livres de Compte et Papiers de celui qui aura fait Banqueroute. Et lorsque ceux des Créanciers, dont les Titres réunis se montent aux deux Tiers de la Masse (Cridamasse ')), tomberont d'accord sur un Arrangement quelconque, pour la Distribution de ladite Masse, les autres Créanciers devront acquiescer à leur Décision et s'y conformer.

Mais ceux des Sujets russes, qui auront été naturalisés dans Nos États, ou qui y auront acquis le Droit de Bourgeoisie, seront soumis dans les Cas de Banqueroute, comme dans toutes leurs Affaires, aux Lois, Ordonnances et Statuts de Nos États héréditaires. (Comp. l'Art. XXIII. du Manifeste russe)

An. XXVI. Nous permettons aux Sujets russes, établis dans Nos États héréditaires, de bâtir, d'acheter et de vendre des Maisons dans les Villes où des Constitutions municipales (bürgerliche Verfassungen) et des Priviléges ne s'y opposent point, et Nous voulons que les Maisons qu'ils posséderont, nommément à Vienne, Presbourg, Temeswar, Trieste, Léopol (Lemberg) et Brody, soient exemptes de tout Logement militaire, aussi longtems qu'ils posséderont et habiteront eux-mêmes lesdites Maisons, mais celles qu'ils prendront ou donneront en Louage, ne seront point exemptes des Charges de Logement accoutumées.

Dans toutes les autres Villes de Nos États héréditaires, les Musons que pourraient bâtir ou acheter les Commerçants russes,

insolvable. (Heyse, Allgemeines verdeutschendes und erklürendes Fremdwörterbuch (Hanovre 1838. T. I. II. in 8°). T. I. p. 228, Art. Concurriren. p. 263. Art. Crida. — Adelung, Glossar. manuale, T. I. p. 782. Col. 2. Art. Crida. \$99.)

¹⁾ Il faut lire, dans la Traduction rapportée par Steck "nomment" au lieu de "nom-"mément."

Crida, fait du latin du moyen âge, Crida signifie en allemand la même chose que Concurs (Concursus Creditorum), Faillite, Banqueroute. Cridarius, Débiteur

qui y sont établis, ne jouiront point de cette Exemption, qui n'est applicable qu'aux six Villes ci-dessus nommées. Si cependant Nous jugions à propos de faire acquitter en Argent les Logements militaires dans lesdites six Villes, les Commerçants russes devront être assujétis à cette Mesure comme tous les autres. (Comp. l'Art. XXIV. du Manifeste russe.)

Art. XXVII. Ceux des Sujets russes qui seraient disposés de quitter Nos Provinces, Villes et États héréditaires, ne devront en aucune manière en être empêchés, et Nous voulons qu'en pareil Cas il leur soit expédié, avec les Précautions prescrites et d'Usage dans chaque Endroit, les Passeports nécessaires, afin qu'ils puissent se retirer librement avec leurs Biens apportés ou acquis, après avoir préalablement payé leurs Dettes et acquitté les Droits fixés par les Lois, Ordonnances et Statuts. Nous n'exceptons de cette Concession que ceux qui, d'après les Lois du Pays où ils se sont établis, en sont déjà devenus les véritables Sujets. (Comp. l'Art. XXV. du Manifeste russe.)

Les Biens meubles et immeubles que des Sujets russes laisseront après leur Décès, dans Nos États héréditaires, passeront librement et sans Obstacle aux Personnes appelées à recueillir la Succession, soit par Testament du Défunt, soit ab intestat, conformément aux Lois et Statuts des Pays respectifs.

En conséquence, lesdites Personnes pourront tout de suite prendre Possession de l'Héritage, soit par elles-mêmes, soit par Procuration, et la même Chose est entendue pour les Exécuteurs testamentaires que le Défunt pourrait avoir institués. A la suite de quoi lesdits Héritiers, après avoir acquitté les différents Droits établis par les Lois du Pays, pourront disposer à leur Gré de l'Héritage qui leur sera échu.

Mais en Cas que lesdits Héritiers, pour cause d'Absence ou de Minorité, n'auraient pas pourvu à faire valoir leurs Droits d'Héritage, Nous ordonnons qu'alors un Inventaire formel de toute la Succession soit dressé par un Notaire public en présence du Juge ou du Tribunal du Lieu, avec le Concours du Consul russe, s'il y en a un sur les Lieux, et de deux autres Personnes dignes de Foi, après quoi ladite Succession devra être déposée dans quelque Lieu de Dépôt public, ou bien être remise entre les Mains de deux ou trois Commerçants, désignés par ledit Consul, ou

bien à défaut du Consul, entre les Mains de telles Personnes que l'Autorité publique choisira à cet esset, asin que le Tout soit gardé par lesdites Personnes de la meilleure manière possible, et conservé pour l'Héritier et Possesseur légitime. Mais si un tel Héritage était réclamé et contesté par plusieurs Prétendants, la Jurisdiction de l'Endroit où se trouvent les Biens formant la Succession, devra, par Voie de Justice et conformément aux Lois du Pays, décider le Procès intenté à ce sujet. (Comp. l'Art. XXVI. du Manifeste russe.)

Si (ce que Dieu veuille empêcher!) la Paix venait à se rompre entre les deux Cours impériales, Nous voulons que ni les Navires, ni les Biens des Sujets ne soient confisqués, ni leurs Personnes arrêtées, mais qu'il leur soit accordé un Terme d'une Année au moins, pendant lequel ils pourront vendre, aliener ou emporter leurs Biens et Effets (Habschaften), et se rendre dans cette Vue partout où ils voudront, après avoir acquitté préalablement les Dettes qui peuvent être à leur Charge. Nous voulons que ceci doive être entendu également de tous les Sujets russes, qui se trouvent à Notre Service de Terre ou de Mer, et Nous permettons à ceux qui se trouvent dans l'un ou l'autre Cas, de céder à qui bon leur semblera, non seulement telle Partie de leurs Biens et Effets, dont, avant leur Départ, ils n'auraient pu se défaire, mais aussi les Dettes actives qu'ils auront à prétendre, ou bien d'en disposer selon leur bon Plaisir et Convenance, et leurs Débiteurs seront obligés de payer lesdites Dettes comme s'il n'y avait point eu de Rupture. (Comp. l'Art. XXVII. du Manifeste russe.)

Nous voulons que tout ce qui est ordonné dans les Articles ci-dessus, soit observé invariablement et de la manière la plus exacte, partout dans Nos États, pendant douze Ans, à dater du Jour de la Publication de la présente Lettre-patente.

Les Dispositions, enoncées dans les deux Actes qui précèdent, n'ont point été renouvelées.

RUSSIE (ET POLOGNE) ET AUTRICHE.

Le Traité d'Amitié, signé à Vienne, entre la Russie et l'Autriche, le 3 Mai (21 Avril) 1815 1), ne renferme que quelques Stipulations en faveur des Sujets mixtes, sur la Navigation et la Liberté du Commerce.

1) Traité d'Amitié entre la Russie (Alexandre 1) et l'Autriche (François I), signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815. [Annexe No. 1. à l'Acte du Congrès de Vienne. — Klüber, Acten des Wiener Congresses (Erlangen 1815-1835. T. I-IX. in 8°.) T. V. p. 121. — Schoell, Recueil de Pièces officielles, T. VIII. Acte du

1198 LIV. III. CHAP. I. SECT. IX. RUSSIE. §§. 2. 3.

Une Convention relative au Commerce des Provinces polonaises de la Délimitation de 1772, fut signée à Saint-Pétersbourg, le 17 (5) Août 1818 1).

La Russie (et Pologne) entretient:

- à Venise, un Consul-général et un Vice Consul,
- à Alt-Orsova, à Trieste et à Brody, des Consuls,
- à Raguse, un Vice-Consul,
- à Fiume, un Agent consulaire 2).

L'Autriche entretient:

- à Odessa, un Consul-général et un Chancelier de Consulat,
- à St. Pétersbourg, un Consul-général,
- à Varsovie, un Consul-général,
- à Archangel, Moscou et Riga, des Consuls,
- à Taganrog, un Vice-Consul 1).

§. 2

RUSSIE ET BAVIÈRE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et la Bavière.

La Bavière entretient:

à Moscou, Odessa, Riga et St. Pétersbourg, des Consuls 1).

§. 3.

RUSSIE ET BELGIQUE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et la Belgique.

La Russie entretient:

à Anvers, un Consul 5).

Congrès de Vienne, p. 107. Du Même, Hist, abrégée, T. XI. Chap. XLI. p. 74. (Sommaire.) — Martens, Recueil, Suppl. T. VI. p. 225. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. 1. p. 177. (Extrait.)

1) Convention conclue à St. Petersbourg, le 17 (5) Août 1818, entre S. M. P'Empereur de toutes les Russies, Roi de Pologne (Alexandre I) et S. M. l'Empereur d'Autriche, Roi de Hongrie et de Bohème (François I), en Conséquence des Stipulations du Traité du 3 Mai (21 Avril) 1815, concernant le Commerce des Provinces faisant partie du Royaume de Pologne, tel qu'il existait en 1772. (Martens, Recueil, Suppl. T. VIII. p. 540. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 443.)

- 2) Hof- und Staats-Schematismus des oesterreichischen Kaiserthums, 1839. T. I. p. 235-237. – Almunach de Gotha, 1840. p. 8-11.
- H. u. St. Schemat. 1839. T. I. p. 223
 226. Alm. de Gotha, 1840. p. 78—83.
- 4) Hof- und Staats-Handbuch für das Königreich Bayern, 1835. p. 109. – Alm. de Gotha, 1840. p. 80–82.
 - 5) Alm. de Gotha, 1840. p. 12.

6. 4.

RUSSIE ET BRÉSIL.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et le Brésil.

La Russie entretient:

- à Rio de Janeiro, un Consul-général,
- à Bahia et à Fernambouc, des Consuls 1).

§. 5.

RUSSIE ET CHINE 2).

Les Relations entre la Russie et la Chine datent du commencement du XVII e siècle. Elles s'établirent lorsque la première de ces Puissances, par ses conquêtes rapides en Sibérie 3), subjugua les Pays situés au Sud et à l'Est du Lac Baïkal. Les Mantchoux 4) avaient

- 1) Alm. de Gotha, 1840. p. 14, 15.
- 2) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. VIII. Des Relations entre la Russie et l'Asie. p. 449. 450, §. 471. Chine; 1. Possessions. §. 472. 2. Commerce. - Scherer, Histoire raisonnée du Commerce de la Russie (Paris 1788. T. l. II. in 80.) T. II. Chap. X. - Jul. Klaproth, Memoires relatifs à l'Asie (Paris 1824. in 8º.). De la Frontière russe et chinoise. p. 1 - 80.
- 3) Fischer, Histoire de Sibirie, depuis la Découverte de cette Contrée, jusqu'à son entière Conquete par les Russes. Saint-Petersbourg, 1774.
- 4) Mantchou. La Mantchourie, si confusément décrite dans nos Géographies, l'est pourtant bien clairement dans celle des Chinois. Tout le pays forme le Gouvernement de Schengyn ou Schin-Yang, divisé en deux Fou ou Sous-Gouvernements; celui de Fyn-tien ou Leao-Tong au Midi, sur la Mer Jaune, et celui de Mantchou, sur l'Amour et la Mer de Corée.

Tribus, telles que les Dutcheri, sur les bords de l'Amour, vers le milieu de son cours, les Solons, sur l'Argoun et autres, ne paraissent se distinguer que par des nuances de civilisation. Les Mantchoux, sous le nom de Nisutché, ont soumis, avant le XII e siècle, les Leao ou Khitan, dont ils étaient auparavant les vassaux, et qui habitaient la Province de Moukden; ils envahirent, en 1115, le Nord de la Chine, où leurs Princes sondèrent la Dynastie dite de Kin ou de l'Or. Dépouillés par les Mongols, ils retournèrent dans leurs monts sauvages d'où ils sortirent de nouveau, sous le nom de Mantchoux, pour faire la conquête de la Chine entière (1644 - 1659), qui leur garde encore une obéissance mélée de haine et interrompue par des révoltes partielles *).

Les Mantchoux appartiennent à la grande

race, nommée Toungouse par les Russes et

les Tatars, mais qui s'appelle Oven dans sa

propre langue. Les Daouriens sont Man-

tchoux, mais mèlés de Mangols. Plusieurs

Les Mantchoux ont connu l'Agriculture, et

*) Du Halde t), T. IV. p. 3-21. 77. 547. note a. - Asiatisches Magazin, verfast von einer Gesellschaft Gelehrt n, hersusgegeben von Julius Klaproth (Weimar 1802. T. l. II. in 8°.) T. I. No. III. p. 300, Art. II. No. IV. Art. IV. p. 328, T. II.

No. l. Art. III. p. 136. Eroberung von China durch die Man-tcheu. - Memoires relatifs à l'Asie, par M. Jul. Klaproth (Paris 1824. in 80.) p. 441 - 454. Notice sur l'Origine de la Nation des Mandchoux. -Joh. Heinr. Plath, Die Völker der Mand-

t) J. B. Du Halde (de la Compagnie de Jesus), Description géographique, historique, chronologique, politique et physique de l'Empire de la Chine et de la Tartarie chinoise (La Haye 1736, T. I-IV. in 40.) Cet Ouvrage a été composé sur les Mémoires manuscrits et imprimés des P. P. Martin

Martini - Ferdinand Verbiest - Philippe Couplet - Gabriel Magalhaens - Jean de Fontaney - Joachim Bouvet - Jean-François Gerbillon - François Noël - Louis Le Comte - Claude Visdelou - Jean Baptiste Regis - Joseph Henry de Premare -François-Xavier Dentrecolles - Julien Plaplacé, en 1644, la Race de leurs Princes sur le Trône de la Chine; ils étaient alors trop occupés de la Soumission entière de cet Empire et de la Conservation de leur Conquête, pour

même ont eu un Code de Lois, avant la conquête qu'ils firent de la Chine. Cette extension de puissance a nui à leur pays, car les meilleures familles du pays ont émigré en Chine.

D'après les Relations des Missionnaires Jé-

suites, les Mantchoux n'ont ni Temples, ni Idôles; ils révèrent un Être suprème qu'ils nomment l'Empereur du Ciel. Cependant la religion des Mantchoux établis en Chine, se rapproche du Chamanisme*). Des trois grandes Nations de l'Asie centrale, les Man-

schurey (Goetting ue 1830, T. I. II. in 8°.)
T. I. p. 227. sqq. T. II. tout entier. — Histoire générale de la Chine, T. X. p. 406.
T. XI. p. 1. sqq. — Recherches sur les Langues Tartures, ou Mémoires sur différents points de la Grammaire et de la Littérature des Mandschous, des Mongols, des Ouigours et des Tibetains, par Mr. Abel-Rémus at (Paris 1820, in 4°.) T. I. p. 2. sqq.

*) Chamanisme, une des plus anciennes et en même tems la plus répandue de toutes les Religions idolútres, professée aujourd'hui par les Finnois et les Tatars idolâtres, les Samolèdes, les Ostiakes, les Habitants de la Sibérie orientale, les Insulaires de l'Océan Pacifique, les Bourêtes, et plusieurs autres Peuplades sauvages, tributaires de la Russie. Les Chamanistes adorent l'Etre suprème, Createur du Monde. Ce Dieu tout-puissant, que les différentes Peuplades désignent par diverses dénominations, voit tout et connaît tout, mais il ne s'intéresse nullement aux actions de l'homme. Impassible de sa nature, les prières ne peuvent le fléchir, les crimes l'irriter; il ne punit ni ne récompense. D'après l'opinion générale, il est invisible et habite ordinairement le Ciel ou le Soleil; quelquesuns même adorent le Soleil comme son image. Les Chamanistes croient qu'après la Création, l'Etre suprême confia le Gouvernement du Monde et le Sort du Genre humain aux soins d'une foule de Dieux qui lui sont subordonnés, mais qui souvent agissent de leur propre gré et sans attendre son impulsion. Ces Dieux du second ordre se partagent en bons et mauvais; il en existe des deux Sexes, mais ils ne contractent pas de mariage entre eux. Les Dieux de la première Serie ou les Dieux favorables, president chacun à une

branche spéciale dans l'administration du Monde: quoiqu'ils soient, en général, portés à faire du bien, ils sont très vindicatifs, lorsqu'ils se trouvent offensés, et punissent séverement le coupable. Le Soleil, la Lune, les Étoiles, les Nuages, l'Arc-en-Ciel, le Tonnerre, l'Orage, le Feu, l'Eau, la Terre, les principales Rivières et Montagnes, sont compris au nombre des Divinités; il y en a aussi pour la Santé, la Chasse, le Voyage, les Enfants, les Bestiaux, etc. La liste des mauvais Dieux est au moins aussi longue. Le plus grand d'entre eux qu'on nomme ordinairement Chaîtan (Satan), est presque aussi puissant que l'Etre suprème lui-même; sa méchanceté est excessive, et il ne peut être que très rarement appaisé par les Prêtres ou Chamans, qu'il honore de sa faveur. Les autres Dicux malfaisants, qui sont sous ses ordres, habitent au sein de la Terre, des Eaux, des Volcans ou des Forets, et ils sont les principaux auteurs de tous les malheurs qui arrivent dans ce monde. Les Chamanistes qui vivent plus près de la Russie, adorent Saint-Nicolas, auquel ils attribuent toute la Puissance dont jouit cet Empire. - Les Chamanistes pensent que le Monde une fois créé ne finira jamais. Selon eux le sort des hommes et des animaux ne change point après leur mort, et reste tel qu'il était pendant leur vie. L'homme se compose du corps et de l'ame ; il jouit du libre arbitre, cependant sa houne ou mauvaise fortune dépend des Dieux et des Démons, qui punissent sévèrement l'Impicté, l'Irrévèrence envers les Idoles, la Fourberie et la Cruauté. Dans toute autre circonstance, il ne peut s'attirer leur courroux, parce qu'ils ne s'en soucient guères s'il est fainéant ou laborieux, fidèle ou infidèle à son épouse, gourmand ou sobre, mangeant du gi-

cide Hervieu — Cyr Contancin — Pierre de Goville — Jean-Armand Nyel — Dominique Parrenin — Pierre Jartoux — Vincent de Tartre — Joseph-Anne-Marie de Mailla — Jean-Alexis Gollet — Claude Jacquemin — Louis Porquet — Emeric de Chavagnac — Antoine Gaubil — Jean-Baptiste Jacques. — L'Avertissement dans le T. I. p. LXXIV – LXXX. contient le Catalogue des Ouvrages sur l'Empire chinois, publiés depuis 1531 jusqu'en 1729. qu'ils eussent pensé à s'opposer aux agrandissements de la Russie sur leurs Frontières septentionales. Bientôt le nouvel Empire mantchou fut menacé d'un autre côté par Galdan

tchoux peuvent être considérés comme les plus rapprochés de l'état de civilisation, surtout depuis qu'ils ont fait la conquête de la Chine; et leurs progrès à cet égard doivent encore avoir été plus grands, puisqu'un des derniers Empereurs a ordonné que les meileurs livres de la Chine fussent traduits dans la langue des Mantchoux.

Les trois langages des Mantchoux, des Mongols et des Tatars différent radicalement l'un de l'autre. Mr. Langlès, qui a publié un Dictionnaire mantchou^{*}), affirme que

bier qu'il a tué lui-même, ou bien le dérobant Quoiqu'ils aient une croyance aux autres. ferme dans l'autre vie, ils se la figurent cependant panvre et remplie d'amertume; ce qui fait qu'ils ont une grande peur de mourir: les Prêtres seuls quittent la vie avec résignation, soutenus par l'espérance qu'ils jouiront dans l'éternité du bonheur des Saints. -Chez les Chamanistes, la femme est inférieure en tout à l'homme. Créée seulement pour les besoins de ce dernier, pour procréer des enfants et vaquer aux travaux domestiques, elle est méprisée et considérée comme une marchandise, qu'on peut échanger ou vendre, et traitée avec la dernière sévérité. Etre immonde, en horreur aux Dieux, elle est, surtout au moment des règles et pendant les couches, un objet de dégoût pour les hommes et meme pour les animaux; son contact est reputé impur: aussi a-t-elle des chevaux, des selles, des bancs et meme des vases et autres ustensiles de ménage qui sont particulièrement affectés à son usage, et dont les hommes ne peuvent se servir avant de les avoir purifiés. Il lui est défendu enfin d'assister aux céré-monies religieuses et de s'asseoir auprès du foyer commun. Cependant, malgré cette répugnance que les Chamanistes montrent généralement pour les Femmes, ils ont des Prètresses qui possèdent le même pouvoir, et jouissent de la même vénération que les autres Pretres. Ces Pretres, qu'on nomme ordinairement Chamans, c. à. d. Ermites soupirants et Maitres des Passions, sont toujours choisis par les Dieux eux-memes, qui manifestent leur choix par des convulsions et autres signes d'irritation nerveuse, auxquels sont sujets les Elus des leur enfance. Ils sont en géaml très verses dans les mystères de leur Religion, mais du reste absolument ignorants, et ne se distinguant de la populace ni par leurs richesses, ni par aucune règle particuliere dans leur vie. Les Chamuns se vantent d'avoir des relations fréquentes avec les Etres supérieurs, de connaître les motifs de leur courroux et les moyens de les appaiser; ils predisent l'avenir, rendent des oracles, expliquent les songes, etc. Les Chamanistes n'ont point de Temples ni d'autres Édifices destinés au culte religieux; les cérémonies se font dans un champ ouvert, sur une colline, ou sur les bords d'une rivière, le plus souvent pendant la nuit, et toujours auprès d'un grand feu. Leurs Idoles sont grossières et pour la plupart difformes; ainsi le Tschiptschipkan est tout simplement une porte de pin, à laquelle en accroche les oiseaux apportés en offrande; le Tis est une longue perche fourchue, entre les deuts de laquelle est suspendue une tête de renard ou deux tètes d'oiseaux. Leurs Fêtes solennelles sont au nombre de trois: celle du Printems, qui commence leur année, et où l'on apporte en offrande les prémices de toutes productions, surtout le lait, priant les Dieux de leur accorder une bonne année; celle de l'Été et celle de l'Automne, qui a lieu au mois d'Octobre, et pendant laquelle on offre en sacrifice une pouliche (petite jument). Lorsqu'ils prient, ils tournent leur visage vers le Soleil ou vers les Idoles, et quelquefois vers les Victimes offertes en sacrifice. Leurs prières sont ordinairement brèves, et servent à exprimer leurs voeux. - Le Chef du Chamanisme est le Dalai Lama, Prêtre qui, en quelque sorte, est cense ne jamais mourir. (Dict. de la Conversation, T. XII. p. 359. Cel. 2. - Malte Brun, T. II. Liv. XLIV. p. 587. T. III. Liv. LXI. p. 445. Liv. LXVI. p. 577-579. - Asiatisches Magazin, T. I. Cah. Il. Art. VI. Ueber die Fo-Religion in China. p. 149-169. - Conversations-Lexikon, T. IX. p. 706)

") Dictionnaire tartare-mantchoufrançais, composé d'après un Dictionnaire mantchou-chinois, par Mr. Amyot, Missionnaire à Pékin; rédigé et publié avec des Additions et l'Alphabet de cette langue, par L. Langlès, Officier de NN. SS. les Maréchaux de France (Paris 1789-1790. T. 1-III. in 4°.) — Du Mième, Alphabet tartare-mantchou, dédié à l'Académie royale des Inscriptions et Belles-Lettres, avec des détails sur les lettres et l'écriture des Mantchoux (Paris 1787. ou Kaldan 1), le Chef des Eleutes ou Soon-gar (Dzoun-gars), qui non seulement soutenait son Indépendance, mais qui s'efforçait aussi de détacher les Tribus mongoles 2) de l'Alliance des Mantchoux. Kang-hi 3), un des plus grands Empereurs qui aient régné en Chine, fit aux Eleutes des guerres sanglantes qui ne se terminèrent qu'à la mort de Galdan, arrivée en 1697. C'est alors seulement que cessèrent les troubles en Mongolie, troubles assez connus en Europe 4).

c'est le plus parfait et le plus savant des Idiomes tutars, sans en excepter celui du Thibet, quoiqu'il n'ait été écrit qu'au commencement du XVII e siècle. A cette époque, le Monarque des Mantchoux chargea des savants de dessiner des lettres d'après celles des Mongols. L'Alphabet des Mantchoux présente quinze cents groupes de syllabes, que Mr Lunglès a essayé de réduire à vingtneuf lettres, dont la plus grande partie a trois formes différentes, suivant qu'elles doivent se trouver au commencement, au milieu, et à la fin d'un mot. Cette langue est remarquable par la fréquence des onomatopées *) ou mots imitatifs, par son extrême douceur qui n'admet jamais que deux consonnes se suivent sans l'intervention d'une voyelle, par sa richesse en particules, qu'en annexe aux mots et qui en modifient le sens, par le grand nombre d'inflexions données au verbe, comme dans l'hébreu et l'arabe, et particulièrement par un fait qui semble toucher à la migration des Peuples. La langue mantchoue, qui regne à l'extrémité erientale de notre Occident, renferme heaucoup de racines qui ressemblent à celles des langues européennes. Ce ne sont point des mots relatifs aux Arts qui auraient pu être apportés par les prisonniers de guerre allemands que les Mongols entrainèrent en Asie; ce ne sont pas des mots imitatifs dont la ressemblance est presque toujours fortuite. La ressemblance d'ailleurs ne s'étend qu'aux langues gothico-germaniques et latino-grecques, qui ont elles-mêmes des rapports avec le sanscrit **). Rien dans le mantchou ne paraît celtique ni esclavon; un seul trait rappelle le sarmate ou lithunen ***); mais ce trait est encore commun aux langues indogermaniques. Ces racines, communes à des langues séparées par toute l'étendue d'une moitié du monde, indiqueraient que les Mantchoux serient originaires des environs de la Perse et de l'Inde. (Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LXI. p. 440 - 447. — Plath, 1. c.)

1) Les Russes lui donnent le nom de Bouchtou-Khan. (Plath, l. c. T. l. p. 328.)

2) Du Halde, T. IV. p. 21. 39. 71.

3) Kang-hi (Tranquillité imperturbable) n'est proprement pas le nom de cet Empereur; c'est celui des Années de son Règne; en mantchou Elkhe taifin, et en mongol Ænke-amogolong. (J. Klaproth, Mémoires, p. 5. note 1.)

4) Jo. Unkowsky, Neueste Historie der östlichen Kalmükey, etc. dans Müller, Sammlung rufsischer Geschichte (St. Petershourg 1732-1764. T. I-IX. in 80.) T. l. p. 123. sqq. - Histoire générale de la Chine (du Père de Mailla) (Paris 1777 -1778. T. 1-XII. in 4°.) T. XI. p. 78-299. - Du Halde, T. IV. Les Voyages du Pere Gerbillon en Tartarie, 1691 - 1698. - De Guignes, Histoire générale des Huns (Paris 1765. T. 1-IV. en 5 Vol. in 40.) T. IV. p. 102. sqq. - Pallas, Sammlung historischer Nachrichten über die mongolischen Völkerschaften (St. Petersbourg et Leipzig 1776 - 1802. T. I. II. gr. in 40.) T. I. p. 36. sqq. - Plath, l. c. T. I. p. 326 -356.)

in 4°.) — Rémus at, Recherches sur les langues tartares, T. l. Chap. IV. De l'Orthographe, de la Grammaire et de l'Étymologie des Man de hous, p. 89—150. — J. Klaproth, Chrestomathie Mandehou, ou Recueil des Textes Mandehou, destiné aux personnes qui veulent s'occuper de cette langue (Paris 1828. in 8°.) — Plath, l. c. T. II. p. 998—1037, — Malte-Brun, Précis de la Géographie universelle, T. III. p. 445—447.

*) Onomatopée, du grec d'ὄνομα, nom, et de ποιέω, faire, former: formation d'un nom. Figure de mots formés sur la ressem-

blance de la chose qu'ils signifient. Cliquetis (des armes), Trictrac, sont des mets formés par onomatopée. (Lunier, l. c. T. III. p. 15. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XLI. p. 43. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XVI. p. 438. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 72.)

**) Sanskrit, la langue sacrée des Hindoux.

***) La syllabe bu, servant d'auxiliaire dans le Passif mantchou; c'est le beuvi (je fus) des Sarmates-Lithuamiens, le be des Anglais, le bin (je suis) des Allemands, le fui des Latins. (Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LXI. p. 447. note 1.) Cependant les Mantchoux avaient déjà commencé à résister aux Russes 1) sur le Fleuve Amour 2), et ces hostilités continuèrent longtems avant qu'une Convention fixat les Frontières entre les deux Empires.

En 1688, le Khan blanc³), Roi des Oros⁴), avait envoyé en Chine une Ambiassade, chargée de demander qu'un Lieu sit marqué pour consérer sur le rétablissement de la Paix. L'Empereur accueillit cette proposition, désigna un Territoire près de la Rivière Selenga⁵), pour la Réunion des Plénipotentluires réciproques, consia cette Négociation à deux grands Seigneurs de sa Cour, les sit accompagner par plusieurs Mandarins de divers Ordres⁶), et

1) Müller, I. c. T. II. p. 320. sqq. — Histoire générale de la Chine, T. XII. Notice historique sur les Entreprises des Russes, p. 61-108, — Plath, I. c. T. I. p. 54 sqq.

2) L'Amour, Fleuve de l'Asie arientale, nait dans la Tatarie chinoise (Mongolie), sous le nom de Kerlon (en russe Argoun), descend des Monts Kinhan par 40° 30' de Latitude N., court au S. E., puis au N. E., arrose le pied des Monts où il prend sa source, traverse le Lac Koulon, separe la Russie d'Asie de la Mantchourie, depuis son confluent avec le Gan jusqu'à sa jonction avec la Schilka , près du Fort de Balaklawa; à ce point il arrose au S. E. la Mantchourie, décrit un grand arc le long des Monts de Siolki, se grossit du Songari, et tournant au N. E., débouche par 52º 40' de Latitude N. et 137° 30' de Longitude E. dans une Baie de la Mer d'Okhotsk *). Les Mongols lui avaient donné le nom de Karamouran, Fleure noir ; les Toungouses lui donnent celui d'Amour, depuis le Fort Balaklawa; les Mantchoux l'appellent Sanghalian - Oula, le Fleuve noir, et les Chinois He-loung-Kiang, le Fleuve du Dragon noir, ou Héchouy, l'Eau noire. - L'Amour, navigable depuis sa réunion avec le Gan, se couvre annuellement de glaces, malgré son extréme rapidité. Il donne son nom de Sanghalin à la Mer, à l'Ile et au Détroit voisin de son Embouchure. Son Cours a plus do 800 lieues. (Du Halde, I. c. T. III. p. 121. T. IV. p. 230. - Müller, I. c. T. II. p. 253, 293, 294, 296, 311. 337. T. III. p. 96. 108. 185. 286. 288. T. Vl. p. 131. 132. - Histoire générale de la Chine, T. XII. Notice historique, p. 73. et p. 98. note 2. - Die neuen Entdeckungen

der Russen zwischen Asien und America (Aus dem Englischen des Herren Coxe übersetzt) (Francfort et Leipzig 1783 "). T. I. II. en un Volume.) T. II. Chap. II. p. 334. note . · Büsching, Magazin, T. II. No. VII. p. 483 - 518. Nachrichten von dem Amur-Flusse. - Histoire du Fleuve Amur (Amsterdam 1766. in 120.) - Plath, l. c. T. I. p. 5. 6. - Ritter, Die Erdkunde im Verhältnifs zur Natur und zur Geschichte des Menschen, oder eine allgemeine vergleichende Geographie, T. II. Liv. II. Asie. Vol. I. (2de Edition. Berlin 1832. in 80.) Part. I. Sect. I. Chap. l. p. 103. - Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LX. p. 434. — Adr. Balbi, l. c p. 748. — Langlois, l. c. T. I. p. 123. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 236. - Penny Cyclopaedia, T. 1. p. 477. Col. 1. - Ersch und Gruber, 1. c. T. III. p. 434. Col. 2. - Mc. Culloch, Dictionary geograpical, etc. p. 98. Col. 1.)

3) Khan blanc, en mantchou Tsakhan Khan. (Klaproth, Memoires sur l'Asic, p. 79. note 1. p. 97. — Voyez plus haut p. 1143. Col. 1. contin. de la note ***. de la p. 1147. Col. 2.)

4) Oros est le nom que presque toutes les Nations asiatiques donnent aux Russes; en turc Ourous et Oros; en chinois O lo szu. (Klaproth, l. c. p. 29. Col. 1.)

5) Du Halde, l. c. T. IV. p. 164. 175. 522.
— Ritter, l. c. p. 527. — Malte Brun, l. c.
T. Ill. Liv. LVIII. p. 345. — Adr. Balbi, l. c.
p. 783. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1087.
Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV.
T. I. p. 144.

 Comparez plus haut p. 621. Col. 1. la note *. — Les Mandarins ont pour marque

"Na Mer d'Okhotsk, vaste Gelfe du grand Océan oriental ou boréal, renfermé entre le Kamtchatha, la Province russe d'Okhotsk (Sibérie), une partie de la Tataric chinoise, et l'îlle de Sanghalin. Les lles Kourilles et partie de celles d'Yrso ferment en partie son ouverture dans l'Océan. (Adr. Balbi, le. p. 782. 785. 787. 792. — Langlois, l. c. I.III. p. 583. Cel. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 237.)

**) William Coxe, Account of the Russian Discoveries between Asia and America; to which are added the Conquest of Siberia and the History of the Transaction and Commerce between Russia and China (Londres 1780, in 4°, seconde édition.) — Comp. W. Th. Lowndes, Bibliographer, Manual of english Litterature (Londres 1834, T. I.—IV. in 8°.) T. I. p. 500. Col. 1.

leur adjoignit les deux Missionnaires, le Père Thomas Pereira (Jésuite portugais) 1) et le Père Jean François Gerbillon (Jésuite français) 2), afin que si les Russes (ou Moscovites) voulaient s'expliquer en latin, ou en quelque autre Langue de l'Europe, ils pussent leur servir d'Interprêtes.

Cependant les hostilités entre les Eleutes et les Mongols-Kalkas 3), ayant interrompu les communications entre les deux Empires, les Plénipotentiaires chinois retournérent sur leurs pas, après avoir exposé dans une Lettre, adressée aux Plénipotentiaires russes 4), le motif de leur départ, et les points sur lesquels ils avaient à se plaindre. Le Plénipotentiaire en Chef des Busses répondit que, puisqu'on ne pouvait se réunir cette année pour traiter de la Paix dans des Conférences réglées, il attendrait encore tout l'hiver sur les Frontières des Terres appartenantes à son Maltre: que cependant il priait les Ambassadeurs chinois de lui faire savoir incessamment, en quel Lieu et à quelle Époque ils pourraient s'assembler pour tenir ces Conférences, et que, pour savoir plus précisément leurs intentions et faire connaître les siennes, il leur enverrait au plus tôt des Députés avec des Lettres pour eux, et qu'il les priait de recevoir et de traiter ces Députés avec honneur, comme des Gens faisant partie de son Ambassade, et de les dépêcher incessamment, leur faisant donner de bons Guides jusque sur les Frontières des Terres sujètes à leur Empereur, comme aussi de leur fournir des Vivres et les Voitures nécessaires 3).

En 1689, les Plénipotentiaires russes ayant député un Envoyé pour renouveler la demande qu'on nommat un Lieu sur les Frontières des deux Empires, afin d'y tenir les Conférences de la Paix, l'Empereur désigna à cet effet la Ville de Nertchinsk 6) ou Niptchou 7).

divers animaux; les uns une grue, les autres un lion, d'autres un aigle, d'autres un paon, etc. etc. etc. selon la classe à laquelle ils appartiennent. Tous passent par plusieurs examens avant d'ètre admis au Mandarinat. — Depuis que les Tatars se sont rendus maîtres de la Chine, la plupart des Tribunaux sont mipartis, c. à. d. qu'au lieu d'un Président, on a établi deux, l'un tatar, l'autre chinois. (Art de vérifier, T. VIII. dep. J. Chr. p. 394. note 1. — Du Halde, l. c. T. IV. Table des Matières. — Histoire générale de la Chine, T. XI. p. 444, 445. 479. 480.)

1) En chinois Sou-gé-chin. (Histoire générale de la Chine, T. XI. p. 128.)

2) En chinois T chang-tching. (lbidem, p. 128.)

3) Du Halde, l. c. T. IV. Table des Matières. — Histoire générale de la Chine, T. XII. Table des Matières. — Plath, l. c. p. 325—334. — Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LX. p. 434.

4) La Souscription de la Lettre, traduite en latin par les Jésuites, était en ces termes: ,,Les Envoyés du très sage Empereur, Grands ,, de son Palais, Songolou, son Capitaine des "Gardes du Corps, et Conseiller d'État: Tong "que Kang, Cong du premier ordre"), Chef "d'un Éteudard impérial "), oncle de Sa Ma-"jesté impériale: Arnhi, Président du Tribu-"nal des Affaires étrangères: Ma laoyé, "Grand Enseigne d'un Étendard impérial, et "les autres, envoyent cette Lettre aux Am-"bassadeurs et Grands Plénipotentiaires de "leurs Majestés les Tzars de Moscovie ""), "Okolnitch, Théodore-Alexiewitch "Golowin et ses Compagnons." (Gerbillon, Premier Voyage en Tatarie, en Pannée 1688, dans Du Halde, l. c. T. IV. p. 146.6)

5) Gerbillon, l. c. p. 162.

6) Nertchinsk, Ville de la Russie d'Asie (Irkoutsk), Chef-lieu du District du même nom. C'est un des plus affreux lieux d'exil qu'il y ait en Russie. (Second Voyage fait par ordre de l'Empereur de la Chine, en Tatarie, par les Pères Gerbillon et Percira, en l'année 1689, dans Du Halde, l. c. T. IV. p. 221. — Histoire générale de la Chine, T. XII. Notice historique, etc. p. 104. note 2. — Müller, Sammlung, T. II. p. 365. 372. 414. 423. T. III. p. 143. 464. 465. 508.

*) Cong est une des premières Dignités de l'Empire, qui revient à celle des Ducs et Pairs. dure rouge, rouge à Bordure blanche, et bleue à Bordure rouge. La Couleur verte est celle des Troupes purement chinoises, qu'on appelle pour cela Lou ki, les Soldats de la Bannière verte. (Du Halde, l. c. T. I. p. 143. — Plath, l. c. p. 984.)

***) Iwan Alexiewitch et Pierre (1) Alexiewitch.

[&]quot;) Les Troupes tatares, qui composent la Garde impériale, sont divisées en huit Corps, dont chacun a sa Bannière (Étendard, Drapeau), distinguée ou par la Couleur jaune, blanche, rouge, bleue, ou par la Bordure, savoir, jaune à Bordure rouge, blanche à Bordure, savoir, jaune à Bordure rouge, blanche à Bordure,

Les Plénipotentiaires chinois, accompagnés des Pères Jésuites Gerbillon et Pereira, se mirent en route le 13 Juin; ils arrivèrent à Nertchinsk le 31 Juillet. L'opiniatreté qu'on mit de part et d'autre occasionna, dès les premières Conférences, de grands débats qui durèrent plusieurs jours, et avec tant de vivacité qu'on fut plusieurs fois sur le point de rompre et d'en venir à une guerre ouverte; enfin, les difficultés ayant été aplanies par la Médiation du Père Gerbillon, la Paix fut signée, le 7 Septembre 1689, et jurée dans une
Église des Busses à Nertchinsk, a près quoi les Plenipotentiaires se séparèrent, pour retourner chacun auprès de leurs Souverains 3).

Le Traité 9), composé de VI Articles, établit que les Russes démoliraient le Fort de

- Heym, l. c. p. 528. - Adr. Balbi, l. c. p. 791. - Langlois, l. c. T. III. p. 487. Col. 2. - Vollst. Handbuch, Sect. III. T. II. p. 75.)

7) Niptchou. C'est le nom que les Mantchoux donnent à la Ville de Nertchinsk. (Jul.

Klaproth, Memoires, p. 29.)

8) Le Cortège de cette Ambassade était composé de huit à neuf mille Hommes, dont trois mille pour servir d'escorte; il y avait cent cinquante Mandarins, douze mille Chevaux, trois mille Chameaux, et cinquante Casous. Quoique les Moscovites eussent moins de monde, cependant ils vinrent avec autant d'appareil, et ne le cédèrent point en magnificence aux Chinois. (Histoire générale de la Chine, T. XI. p. 126. continuation de la note 1. de la p. 125)

9) L'Interprète moscovite et le Père Gerbillon furent chargés de rédiger le Traité en latin, et ils en firent deux Copies: dans celle destinée pour les Chinois, l'Empereur était nommé avant les Tzars, et dans l'autre pour les Russes, on donna le premier Rang aux Grands-Ducs de Moscovie et à leurs Ministres. Le Préambule était conçu dans les termes suivants:

"Par ordre du très grand Empereur:

"Song-Houtou, Capitaine des Officiers de "la Garde du Corps, Conseiller d'État et "Grand du Palais;

"Tong - Koué - Kang, Grand du Palais, "Cong du premier ordre, Seigneur d'un des "Étendards de l'Empire, et Oncle de l'Em-"pereur;

"Lang-tan, Seigneur d'un des Étendards "de l'Empire;

"Sapso, Général des Camps et Armées de "l'Empereur sur le Fleuve Saghalian-Oula, "et Gouverneur général des Pays circon-"voisins;

"Lang-tartcha, Seigneur d'un des Éten-,, dards de l'Empire;

"Ouenta, second Président du Tribunal des "Affaires étrangères *) etc.

"Nous étant assemblés proche le Bourg de "Niptchou, l'an XXVIII de Kang-hi **), du-

*) Voyez pour les différentes espèces de Tribunaux ou Cours souveraines, leur Organisation, leurs Attributions, etc. Du Halde, l. c. T. II. p. 26. De la Forme du Gouvernement de la Chine, des différents Tribunaux, des Honneurs qu'on leur rend, de leur Pouvoir et de leurs Fonctions.

") Chronologie chinoise. La tradition ancienne et constante des Chinois nous apprend que dés le tens de Yao t), c'est à dire plus de 2000 ans avant J. Chr., il y a eu à la Chine deux années différentes; une ennée civile tt) qui était lunaire, et une antée estronomique ttt), qui était solaire, et qui servait à régler l'année civile. Cette année civile était composée de douze Luncs, auxquelles on ajoutait de tems en tems une treizième. Dès le tems même d'Yao, l'année solaire était supposée de 365 jours et 6 heures, égales à notre année julienne⁰), et chaque quatrième année était de 366 jours, comme l'année bissextile⁰⁰).

Les jours, chez les Chinois, étaient divisés en cent Ké; chaque Ké avait cent minutes, et chaque minute cent secondes. Cet usage a subsisté jusqu'au dernier siècle, où les Chinois, de l'avis du Père Schall, Président du Tribunal des Mathématiques OOO), ont

f) Tout ce qu'on reconte sur les tems qui ont précédé Yao, n'est, au jugement de tous les bons critiques, qu'un amas de fables et de traditions obscures qui ne méritent aucune créance.

¹¹⁾ Voyez plus haut T. II. du Manuel, P. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon, M. p. 299. Col. 1. note o.

ttt) Ibidem.

Oldidem, p. 295. Col. 1. note t. T. I. Oldidem, p. 295. Col. 1. note t. T. I. Oldidem, Manuel, Appendice, No. VIII. p. XXXIX. Col. 1. note tt.

OOO) La Science de l'Astronomie est très ancienne à la Chine, et la preuve est consignée dans ses Annales à l'an 2159 avant notre Ère. A cette époque on punit de mort deux

Yaksa (Albasin), et fixa la Limite entre les deux Empires (Art. 1. et II.); il fut stipulé

"rant la VII e Lune, avec les Grands-Am-"bassadeurs Plénipotentiaires, Théodore "Alexiewitch Golowin, etc. et ses "Compagnons, afin de réprimer l'Insolence

commencé à diviser chaque jour en 24 heures, chaque heure en 60 minutes, et chaque minute en 60 secondes, etc., de manière que le jour n'est composé que de 96 ké, et chaque ké équivaut à 15 minutes ou un quart d'heure, suivant notre manière de compter, au surplus, le jour civil commence à minuit, et finit à minuit suivant.

On partage la durée d'une révolution solaire, depuis un Solstice 1) jusqu'à l'autre, en douze portions égales, chacune de 30 jours 10 heures 30 minutes; on donne à chacune de ces portions le nom de Tzić, et on la subdivise en deux parties distinguées par les noms de Tchong-ki et de Tzić-ki ††): ,le Tchong-ki, ou le Ki, placé au milieu des deux Tzić qu'il sépare, répond, dans notre méthode astronomique, au premier degré de chaque signe. C'est ce Tchong-ki qui détermine le nom de la Lune dans laquelle il se trouve; ainsi la Lune du Solstice est celle pendant le cours de laquelle le Soleil se trouve au Tchong-ki, ou au premier degré de Caper ††1).

Astronomes, et le principal metif de leur disgrace était d'avoir manqué une Éclipse du Soleil. Les Chinois ont eu de tout tems un Tribunal de Mathématiques, occupé nuit et jour à observer les mouvements célestes et à en dresser des Cartes, et nous lui sommes redevables d'une longue suite d'observations, comme cela est démontré par les recherches du Père Gaubil et par l'Histoire de la Chine. Mais en quelque estime qu'ait été l'Astronomie, et quoiqu'elle entrat même dans l'éducation d'un Souverain O), elle fut très négligée vers la fin de la troisième Race, et on ne pensa à réparer ses pertes que sous le règne de Han-Outi, après deux siècles de troubles. Elle ne le fut pas moins sous les Song, et les Annales n'offrent point de Dynastie si peu fertile en Astronomes CO). Depuis l'établissement des Tatars Mantchoux à la Chine, l'idee d'entretenir l'émulation parmi les Astronomes chinois, et d'autres raisons politiques ⁰⁰⁰), ent fait admettre des Européens dans le Tribunal, et c'est la dernière révolution qu'ait éprouvé cette science chez les Chinois.

- t) Solstice, du latin Solstitium, point où le soleil est le plus étoigné de l'Équateur, et où il semble stationnaire; époque où cela a lieu. Solstice d'été, 21 Juin; Solstice d'hiver, 22 Décembre.
- 11) Il y a eu dans la suite quelques changements dans l'usage de ens noms de Tchong-ki et de Tzié-ki, ce dernier ayant été employé pour marquer la première partie du Tzié.
- tit) Zodiaque, du gree ζωδιακός, sait de ζῶον, animal; parce que les Signes du Zodiaque sont tous représentes sous des noms et des figures d'animaux.

Le Zodiuque est une Bande ou Zone sphérique d'environ 18 degrés de largeur, partagée en deux parties égales par l'Écliptique ...

Eclipse, du grec εκλεινήις, défaut, privation, formé de λείας, manquer, défaillir: Défaut ou Privation de lumière, parce que dans les Éclipses le Soloil ou la Lune paraît nous manquer.

On nomme Éclipse, le phénomène qui ar-

rive lorsqu'un astre disparaît, en tout ou en partie, soit qu'un autre astre nous en dérobe la vue, comme dans les Éclipses de Solcit ou d'Étoile, soit qu'il cesse réellement d'être éclairé, comme dans les Éclipses de Lune ou dans celles des Sotellites de Jupiter.

Écliptique se dit de tout ce qui appartient aux Éclipses.

Écliptique se dit plus particulièrement d'un Cercle ou d'une Ligne sur la surface de la Sphère céleste, que le centre du Soleil paraît décrire chaque année par son mouvement propre. Dans la réalité l'Écliptique est l'Orbite (le Chemin ou la Ligne) terrestre, l'Orbite annuelle ou le grand Orbe, on tant qu'on la regarde comme la trace que la Terre décrit par son mouvement annuel. Elle est discrit par son mouvement annuel. Elle est discrit par son mouvement annuel. Elle est discrit par son mouvement annuel.

O) Hist. de la Chine, T. I. à l'an 1115 avant J. Chr.

oo) Ibidem, T. VIII. aux années 1168 et 1199 après J. Chr.

⁰⁰⁰⁾ Nouveaux Mémoires chinois, T. II.

Écliptique, du grec ἔκλειψις, Éclipse, parce que les Éclipses n'arrivent que lorsque la Lune est dans ou près du Cercle qui porte ce nom.

que tout ce qui s'était passé antérieurement serait enseveli dans un éternel Oubli (Art. III.);

"de certaines Canailles, qui, faisant des "Courses hors des Limites de leurs Terres "pour y chasser, pillent, tuent et excitent "des Troubles et des Brouilleries, comme

Depuis les Han †) (205 ans avant J. Chr.) jusqu'à présent, les Chinois ont commencé

leur année civile par le premier jour de la Lune, dans le cours de laquelle le Soleil entre

et terminé par deux Cercles que les Planètes () ne passent jamais.

Le Zodiaque est divisé en douze parties appelées Signes, et ces Signes ont les noms de douze Constellations qui y répondaient autresois; mais le mouvement des Étoiles d'Occident en Orient, fait que les Etoiles ne répondent plus aux mêmes parties du Zodiaque. Les douze Signes ou Constellations du Zodiaque sont, le Bélier (Aries), le Taureau (Taurus), les Gémeoux (Gemini), l'Écrévisse (Cancer), le Lion (Leo), la Vierge (Virgo), la Balance (Libra), le

Scorpion (Scorpio), le Sagittaire (Sagittaire), le Capricorne (Caper, Capricornus), le Verseau (Aquarius) et les Poissons (Pisces). (Lunier, l. c. T. III. p. 544. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. Lil. p. 479. Col. 1. — Thomas Keith, New Treatise on the Use of the Globes, or a philosophical View of the Earth and Heavens (Londres 1834. in 8°.) Part. 1. Chap. 1. p. 4 27. 29.)

t) La Chine, désignée en général dans les livres chinois, sous le nom de Tien-hia, Ciel inférieur, et de Tchong-Koué, Ro-

visée en 12 Signes ou parties égales, et la Terre parcourt environ un signe par mois

On appelle Noeuds, les endroits où l'Écliptique est coupée par les Orbites des Planètes. L'Écliptique est ainsi nommée, parce que toutes les Éclipses arrivent quand la Lune est dans ou proche les Noeuds, c. à. d. proche de l'Écliptique.

L'Écliptique est placée obliquement, par rapport à l'Équateur Q), qu'elle coupe en deux points, c. à. d. au commencement du Beller et de la Balance, ou dans les points équinoctiaux, époque à laquelle les jours sont égaux aux nuits par toute la terre; ainsi le Soleil est deux fois chaque année dans l'Équateur. Le resta de l'année, il est du côté du Nord ou du côté du Sud.

L'Obliquité de l'Écliptique, ou l'Angle qu'elle fait avec l'Équateur, est d'environ 23 degrés 28 minutes. Les Points de la plus grande Déclinaison (Dislance) de chaque côté, s'appellent Points solsticiaux. (Voyez pour les mots Éclipse, Écliptique, Lunier, I. c. T. II. p. 21. Col. 2. p. 22. Col. 1. — Diet. de la Conversation, T. XXIII. p. 48. Col. 1. p. 56. Col. 2. — Th. Keith, I. c. Part. I. Chap. I. p. 3.40. — Penny Cyclopaedia, T. IX. p. 265. Col. 1. p. 484. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. III. p. 511. — Orbite, Lunier, I. c. T. III. p. 24. Col. 2. — Diet. de la Conversation, T. XIII. p. 127. Col. 1. — Th. Keith, I. c. P. I. Chap. I. 9. 39. — Noeuds,

Lunier, l. c. T. II. p. 581. Col. 1. - Dict. de la Conversation, T. XL. p. 211. Col. 1. - Th. Keith, I. c. Part. I. Chap. I. p. 39. - Equinoxe, Equinoxial, Lunier, l. c. T. II. p. 127. Col. 2. - Dict. de la Conversation, T. XXV. p. 61. Col. 2. - Th. Keith, I. c. Part. I. Chap. I. p. 8. - Penny Cyclopaedia, T. IX. p. 492. Col. 1. - Conversations-Lexikon, T. I. p. 349. - Declinaison, Lunier, I. c. T. I. p. 470. Col. 2. - Dict. de la Conversation, T. XIX. p. 356. Col. 2. - Th. Keith, l. c. Part. I. Chap. I. p. 5. - Penny Cyclopaedia, T. VIII. p. 344. Col. 1. - Conversations - Lexikon, T. III. p. 86. - Solstice, Lunier, I. c. T. III. p. 341. Col. 1. - Th. Keith, I. c. Part. I. Chap. I. p. 8. - Conversations - Lexikon, T. X. p. 348.)

 Planète, du grec πλωνήτης, errant, dérivé de πλωνή, erreur, égarement: Étoile errante.

Les Planètes sont des corps célestes qui font leur révolution autour du Ciel, et changent continnellement de position par rapport aux autres Étoiles, d'où leur vient le nom d'Étoiles errantes que leur ont donné les Anciens.

Les Planètes se distinguent ordinairement en principales et secondaires.

Planètes principales sont celles qui tournent autour du Soleil; telles sont, Mercure, Vénus, la Terre, Mars, Vesta (découverte

autour duquel se fait le mouvement diurne; il est également éloigné des deux Poles du

⁾ Équateur, du latin acquator, formé d'acquo, j'égale. Grand Cercle de la Sphère,

que, de part et d'autre, on ne recevrait plus aucun Transfuge ou Déserteur (Art. IV.), et

,, aussi pour déterminer clairement et dis-,, tinctement des Bornes entre les deux Em"pires, de la Chine et de la Moscovie, et , enfin pour établir une Paix et une Intel-

dans le Signe qui exprime netre Signe des Poissons. Les douze Lunes de l'année ci-

vile sont distribuées en quatre Classes, qui portent le nom des quatre Saisons. La pre-

yaume du milieu, a porté successivement les noms des différentes Familles impériales qui l'ent gouvernée. Celui de Chine que nous lui donnons, vient des Tatars et des Indians qui le prononcent Théine; et il est certain que c'est le nom que cet Empire portait vers le milieu du III e siècle avant J. Chr., dans le tems qu'il était gouverné par la Famille de Théin, qui trouva moyen d'en réunir les différentes parties sous sa puissance, en détruisant les Princes qu'il es possèdaient.

Les Chinois, de même que les Phéniciens, les Égyptiens, les Babyloniens, les Assyriens, et d'autres Peuples de l'Orient, ont été policés, cultivés et savants dès leur origine, et ne remontent point comme les Grecs, les Romains et les autres Peuples de PEurope, à des siècles d'ignorance et de barbarie.

A l'égard de leur origine, il est vraisemblable qu'ils étaient une des Colonies de la dispersion qui fut occasionnée dans les plaines de Sennaar O, par la confusion des langues.

le 29 Mars 1807, par le Dr Olbers, de Brème), Junon (découverte le 1 Septembre 1804, par Mr. Harding, de Lilienthal, dans le Duché de Brème), Ceres (découverte par Mr. Piazzi, le 1 Janvier 1801, Astronome royal à Palerme, en Sicile), Pallas (découverte le 28 Mars 1802, par le Dr. Olbers), Jupiter, Saturne, Uranus (découverte à Bath, en Angleterre, par le Dr. Herschel, le 13 Mars 1781), qui est aussi appelée Herschel ou Georgium Sidus. T. XLIV. p. 208. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XVIII. p. 211. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 599.)

Planètes secondaires sont celles qui tournent autour de quelque Planète principale,
comme centre, de la méme manière que les
Planètes principales tournent autour du Soleil. Telles sont, la Lune qui tourne autour
de notre Terre, et les autres Planètes qui
tournent autour de Saturne et de Jupiter et
d'Uranus, et que l'en appelle Satellites D.
(Keith, New Treatise, P. I. Chap. I. p. 38,
Chap. V. p. 146—171. — Lunier, l. c. T. III.
p. 118. Col. 2. — Dict. de la Conversation,

O) Sennaar. Le Royaume de Sennaar étendait autrefois sa domination sur toute la Nubie méridionale, à l'Est du Nil, jusqu'à Dongolah, et même sur le Kordofan. Depuis 1822, le Chef de ce Royaume autrefois si puissant (fondé au commencement du XVI e siècle par les Chelouk), est vassal du Vice-Roi d'Egypte, et ne possède plus que le tiers environ de son ancien territoire. C'est des Plaines de Sennaar que partirent, après la Confusion des Langues, les Enfants de Sem, qui allèrent chercher un Établissement aux extrémités de l'Orient; ils s'arrêtèrent dans la Partie septentrionale du Pays, qu'on nomma depuis la Chine. (Genèse, Chap. XI. - Art de verifier, T. IV. avant J. Chr. p. 5. -Adr. Balbi, l. c. p. 849. - Vollständiges Handbuch, Sect. VI. T. I. p. 336.)

Monde, et ses Poles sont les memes que ceux du Monde. On le nomme Équateur ou équinoxial, parce que, quand le Soleil est dans ce Cercle, il y a égalité entre les jours et les nuits. Quand il est tracé sur les Cartes géographiques, on l'appelle la Ligne équinoxiale, ou simplement la Ligne. (Malte Brun, 1. c. T. II. Chap. XXIII. p. 1. sqq. — Lunier, 1. c. T. III. p. 122. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXV. p. 52. Col. 2. — Th. Keith, 1. c. Părt. I. Chap. I. p. 3. — Penny Cyclopacdia, T. IX. p. 484. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. 1. p. 348.)

Un Satellite était originairement celui qui en accompagnait un autre pour sa sureté ou pour exécuter ses commandements.

Conversations-Lexikon, 1. 1. p. 348.)
 Satellite, du latin Satelles, Satellitis, Garde d'un Prince.

Chez les Empereurs d'Orient, c'était une Dignité ou Charge d'un Capitaine des Gardes du Corps. On a donné ensuite ce nom à des Vassaux, et enfin à ceux qui tenaient des Fiefs qu'on appelait Sergenteries. On ne le dit plus qu'en mauvaise part, pour désigner un homme qui est aux gages d'un autre. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. III. p. 286. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T.XLVIII. p. 256. Col. 2. — Th. Keith, l. c. Part. I. Chap. l. p. 39. — Conversations-Lexikon, T. IX. p. 664.)

que les Sujets respectifs, séjournant dans l'un et l'autre Empire, demeureraient dans le même

"ligence éternelle, Nous sommes convenus, ,, par un Accord mutuel, des Articles sui-,, vants: etc. etc. " On fit quatre Copies de ce Traité; deux en latin, traduites, l'une en tatar (mantchou) pour la Chine, et l'autre en moscovite pour

mière Lune a le nom de Tching, exprimé par un caractère qui signifie ce qui est juste, ce qui est conforme à la règle établie; et on ajoute ordinairement à ce caractère celui

Ce sut Yao, qui amena, dit en, cette Colonie dans la Chine, et qui sonda la Monarchie chinoise avec Chun, qu'il sit sen collègue, et qui devint son successeur.

legue, et qui devint son successeur.

Les Souverains qui, depuis Chun, ont possédé la Chine jusqu'à nos jours, se divisent en XXII Dynasties ou Familles, dont

- la Ire est celle des Hia, qui a pour auteur Yu, surnommé Ta ou le Grand^o), et commence, suivant l'opinion la plus probable, à l'an 2198 (et non 2207) avant J. Chr. Elle subsista 441 ans, sous 17 Empereurs;
- la II e succèda l'an 1766 avant J. Chr. Elle porta d'abord le nom de Chang, ensuite celui de Yng, et dura l'espace de 656 ans, sous 30 Empereurs;
- la III e, dont Ou-vang fut le Chef, nommée des Chéou ou Tchéou, subsista l'espace de 855 ans, depuis l'an 1110 avant J. Chr. jusqu'à l'an 255, sous 35 Empereurs;
- la IV e nommée des Tsin, ne subsista que 43 ans, depuis l'an 246 avant J. Chr. jusqu'en 203, sous 4 Empereurs ⁰⁰);
- la Ve appelée des Han, reconnaît pour Fondaieur Lien-Pang 000), soldat de fortune, qui monta sur le trône l'an 203 avant J. Chr., et prit le nom de Kao-Tsou. Elle sub-

- sista pendant 424 ans, sous 27 Empereurs, et s'éteignit avec *Lieou-Hiei*, l'an 221 de l'Ère chrétienne;
- la VI e des Héou-Han ou Han

) postérieurs, subsista 44 ans, sous 2 Empereurs, depuis 221 jusqu'en 265;
- la VII e appelée des Tsin, subsista 155 ans, sous 15 Empereurs, depuis 265 jusqu'en 420;
- la VIII e des Song subsista pendant 59 ans, sous 8 Empereurs, depuis 420 jusqu'en 479;
- la IX e des Tsi, donna 6 Empereurs, et ne subsista que 23 ans, depuis 479 jusqu'en 502; la Xe des Léang, subsista l'espace de 55 ans,
- la Xe des Lèang, subsista l'espace de 55 ans, sous 4 Empereurs, depuis 502 jusqu'en 557; la XI e des Tchin, subsista l'espace de 33 ans.
- sous 5 Empereurs, depuis 557 jusqu'en 590; la XII e des Soui, denna 2 Empereurs, et na
- subsista que 29 ans, depuis 590 jusqu'en 619; la XIII e des Tang, subsista l'espace de 288 ans, sous 20 Empereurs, depuis 619 jus-
- la XIV e des Heou-Leang ou Leang postérieurs, ne subsista que 16 ans et ne donna que 2 Empereurs, depuis 907 jusqu'en 923;

qu'en 907;

- la XV e des Heou-Tang ou Tang postérieurs donna 4 Empereurs et subsista 14 ans, depuis 923 jusqu'en 937;
- O) Yu-Ta, que Chun s'était associé préférablement à ses propres enfants, fut le premier qui rendit la Couronne et le Sacerdoce qui y était joint, héréditaires dans sa Famille. Depuis ce tems-là il fut défendu, sous peine de la vie, à tout autre que l'Empereur d'offir des sacrifices.
- 00) Le second Empereur de cette Famille, Tché-hoang-ti, Successeur de Cheng-tiang-vang, fit élever cette fameuse muralle de briques, longue d'environ 500 lieues, qui separe la Chine de tous les Peuples qui l'envirannent. (Du Hadde, l. c. T. IV. Tahle des Matières. Denkwürdig keiten über die Mongolei von dem Mönch Hyakinth (Bitschourin), aus dem Rufsischen übersetzt von Karl Friedr. von der Borg (Berlin 1832, in 80. T. 1—III. en un Volume) T. l. p. 35-42.)
- coo) C'est sous son règne qu'on inventa le papier (de soie), l'encre et les pinceaux qui tiennent lieu de plumes à la Chine.
- e) La Chine alors se trouva divisée en trois Empires, qui subsistèrent en même tems : celui de Héou-Han, celui des Ouei, et celui des Ou; et c'est ce que les Chinois appellent San-Koué, ou les trois Royaumes. La Dynastie des Héou-Han, qui étaient une branche des Han, posséda les seules Provinces de Pa et de Cho, et ne subsista que 43 ans, ayant fini l'an 265; celle des Quei domina 45 ans, dans la Partie septentrionale de la Chine; celle des Ou posséda, pendant 59 ans, la Partie méridionale de la Chine, et établit sa Cour à Tchang-son, puis à Nan-king. Ces trois Puissunces furent abattues par les Tein, qui réunirent tout l'Empire sous leur obéissance, et fondèrent la Dynastie de leur nom, en 265.

état où ils se trouvaient au moment de la Signature du Traité (Art. V.); par l'Art. VI. il

la Russie. Les deux Exemplaires latins seulement furent scellés des Sceaux des deux Nations. Les Ambassadeurs respectifs ayant la Main posée sur leur Exemplaire, jurèrent

du Printems: Au Printems Lune Tehing, et au Printems seconde ou troisième Lune. Pour les trois autres portions, au nom de la Saison, on ajoute quelquefois, du moins dans les anciens livres, le lieu de cette Lune dans la Saison première, seconde ou dernière de PÉté. Par exemple, quelquefois on désigne cette Lune par le lieu qu'elle occupe dans l'année civile; en Été, quatrième Lune; en Automne, septième Lune; neuvième en Hiver, dixième Lune, etc.

Le détail des anciens Calendriers est très peu connu. On ignore quel était l'ordre des Intercalations par rapport aux années, et comment on dist ibuait les mois de 30 et de 29 jours, ou les Luues grandes et petites, comme les nomment les Chinois. Sous les Han, on se servait d'un Cycle 1) de 19 ans, dans lequel on intercalait la 3e, la 6e, la 9e, la 11e, la 14e, la 17e et la 19e années; mais on n'a point de preuves que cet usage ait été suivi dans les tems plus anciens; on n'en a pas non plus du contraire.

Les Chinois ont eu de très bonne heure, outre la distinction des Tchong-ki, ou Signes dans l'année astronomique, et des Lunes dans l'année civile, une méthode singulière pour déterminer les jours et pour en marquer le quantième. Dans leur Calendrier, les jours sont distribués par soixantaines, c'est à dire par des Cycles de soixante, de même que les notres le sont par Semuines tt) ou Cycles de sept jours: quelques changements et quelques réformations qui aient été faits à ce Calendrier, soit pour les Intercalations, soit pour la quantité des Lunes, soit pour le lieu de la Lune Tching dans l'année astronomique, on n'a jamais touche à l'ordre des jours. Ces jours ont eu, dans le Cycle de 60, l'ordre qu'ils auraient eu, s'il n'y avait point eu de changement, à peu près comme il est arrivé dans notre Culendrier, lors de la réformation grégorienne ttt): le quantième du jour dans le mois fut change sans que l'on touchat à son quantième dans le Cycle hebdomadaire o); c'est à dire que le jour,

la XVI e des Héou-Tsin ou Tsin postérieurs, ne subsista que 10 ans, sous deux Empereurs, depuis 937 jusqu'en 947;

la XVIIe des Héou-Han ou Han postérieurs, ne subsista que 4 ans seulement, sous 2 Empereurs, depuis 947 jusqu'en 951;

- la XVIII e des Héou-Tchéou ou Tchéou postérieurs dura 9 ans, sous 3 Empereurs, depuis 951 jusqu'en 960;
- la XIX e des Song, donna 17 Empereurs, et dura 319 ans, depuis 960 jusqu'en 1279;
- la XX e des Yuen ou Mongous, qui dura 89 ans. sous 8 Empereurs, depuis 1279 jusqu'en 1368;
- la XXI e appelée les Ming, qui subsista l'espace de 276 ans, sous 17 Empereurs, depuis 1368 jusqu'en 1644;
- la XXII e cello des Ta-tsing (la très pure) ou Mantchoue a fourni jusqu'à présent 6 Empereurs:
- 1º Le fondateur, Yong-Tschin, fit la conquête de la Chine, en 1644; il mourut en 1661.
- 2º Kang-hi, mort en 1722.
- 3º Yong-Tsching, mort en 1735.
- 4º Kien-long, qui résigna le 9 Février 1796.
- 5º Kiu-King , mert le 2 Septembre 1820.
- 6º Tao-Kouang (en mantchou Doroi-

- Eldengghi, qui signifie, la Splendeur de la Ruison), second fils de Kia-King, né en 1784, succèda à son père, le 2 Septembre 1820.
- (Histoire générale de la Chine, T. I.—XI.
 Art de vérifier, T. IV. avant J. Chr.
 p. 3. sqq. T. VIII. depuis J. Chr. p. 374
 499. Ktüber, Genealogisches StaatsHandbuch, Francfort 1839. LXVII. Jahrgang. p. 367. Genealogisch-historischstatistischer Almanach (XV e année 1839.)
 Weim ar 1839.
- 't) Voyez T. I. du Manuel, Appendice, No. VIII. p. XXXIX. Col. 1. note t.
- tt) Les Chinois ont aussi un Cycle de sept jours, suivant l'ordre des sept Planètes, le même absolument que notre Semaine, mais qui ne paraît pas aussi ancien que le Cycle de soixante jours.
- ttt) Voyez plus haut T. H. du Manuel, Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. M. p. 297. Col. 1. continuation de la note t. de la p. 295. Col. 1.
- Hebdomadaire, du grec ἐβδομιὰς, semaine, d'ἐπτὰ, sept: Chose qui se renouvelle chaque semaine; ouvrage, feuille hebdomadaire.

fut statue que toutes sortes de Personnes, de quelque Condition qu'elles pussent être, pour-

au nom de leur Maître, d'observer fidèlement le Traité, et prirent Dieu à témoin de la sincérité de leurs intentions. Comme les Commissaires chinois avaient ordre de jurer la

qui. sans la réformation, eût été le 5 Octobre 1582, fut compté pour le 15e de ce mois, mais ce jour demeura le 6e du Cycle, ou le Vendredi, comme il haurait été sans la réformation.

Nos Chronologistes ont éprouvé, en bien des occasions, de quel secours était pour eux, dans la vérification des dates, le quantième du mois joint au quantième du Cycle helidomadaire; par-là ils ont démontré qu'un évènement marqué, p. e. à un Lundi, 6 Janvier, ne pouvait être arrivé dans telle année, et qu'il sallait le rapporter à une autre année. La méthode chinoise a le même usage dans la Chronologie; on désigne la date d'un évènement, en joignant au quantième du Cycle le nom de la Lune dans laquelle s'est trouvé ce jour, et quelquefois même le quantième de la Lune; on y joint le nom du Prince qui regnait alors, et ordinairement on marque l'année de son règne. En voici un exemple pris du Chi-King ou Livre des Cantiques. Sous le regne de Yéou-vang, Empereur de Tcheou, le premier de la dixième Lune, au jour Si-mao, vingt-huitième du Cycle, il y eut une éclipse de soleil; la Chronique de Tsou-chou marque la sixième année de Yéouvang, laquelle est, par son calcul, de même que par celui de Sse-ma-tsien, l'an 776 avant Jes. Chr. Il faut examiner, par le calcul, si le premier jour de cette dixième Lune, ou de celle du signe de Libra ou Tchong-Ki de l'Équinoxe d'automne, fut 1º le vingt-huitième d'un Cycle; 2º le jour d'une Syzigie t) écliptique. On trouve par le calcul, 10 que le 6 Septembre de cette année, fut le vingthuitieme d'un Cycle; 20 que le soleil étant au cinquième degré de Virgo ou du neuvième Tchong -ki, il y eut ce meme jour une Syzigie écliptique. Cette dixième Lune dure 30 jours : ainsi, ayant commencé au cinquième

degré de Virgo, elle finit au cinquième degré de Libra, et elle contient l'entrée du soleil dans le dixième Tchong-ki, ou dans celui de l'Équinoxe d'antomne.

On voit par-là que ce Cycle de 60 est d'un grand usage pour vérifier les époques dans la Chronologie chinoise. Il est vrai que dans les dates où le quantième de la Lune n'est pas déterminé, il peut y avoir une incertitude de quelques années. Supposons, p. e., que l'on marque un évènement dans la première Lune, au premier jour du Cycle, sous le règne d'un Empereur, mais sans spécifier ni le quantième de son règne, ni celui de la Lune; supposons encore que le calcul nous donne pour une des années de ce règne, le quantième marqué du Cycle au vingt-neuvième de la Lune; alors il arrivera que pendant quelques-unes des années suivantes, le même jour du Cycle pourra se trouver encore dans la même Lune: mais 1º cela n'ira qu'à quelques anuces; 20 il n'y a gueres d'époques dans lesquelles l'année du règne ne soit pas marquée; 3º la durée du total des règnes étant connue, il arrive rarement que toutes les années auxquelles le calcul peut convenir, se trouvent renfermées dans le même règne; 40 enfin, si on n'avait qu'une seule de ces dates, on pourrait peut-être attribuer au hasard le rapport donné par le calcul; mais comme on en a plusieurs, et qu'il s'en trouve parmi elles qui sont peu éloignées les unes des autres, si l'on aperçoit dans toutes le même rapport, alors il n'est plus possible de l'attribuer au hasard.

Le Cycle chinois de 60 a un autre avantage, qu'il est bon de remarquer. Chaque année solaire ayant seulement cinq des soizante notes du Cycle des jours qui reviennent sept fois, et les cinquante-cinq autres ne revenant que six fois, cette méthode l'em-

Hebdomadier ou Hebdomanier, titre claustral, Chanoine qui est de semaine pour Officier.

Hebdomade, Bénéfice d'un Hebdomadier; Semaine. (Dict. de l'Académie. – Lunier, L. c. T. 11. p. 330. Col. 1.)

t) Syzigie, du grec συζυγία, conjonction, formé de σύν, ensemble, et de ζευγνύμι, joindre: joindre ensemble. Ce Terme sert à indiquer la Conjonction et l'Opposition d'une Planète avec le So-feil; il s'emploie surtout en parlant de la Lune. Les Éclipses n'arrivent que dans les Syzigies. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. III. p. 406. Col. 2. — Dict. de lu Conversation, T. L. p. 251. Col. 1. — Th. Keith, l. c. Elymological Table, p. 363.)

raient aller et venir réciproquement, avec toute Espèce de Liberté, des Terres sujètes à

Paix par le Dieu des Chrétiens, dans la pensée que rien ne pouvait avoir plus de force sur les Moscovites, pour leur faire observer inviolablement le Traité, ils composèrent une

porte de beaucoup sur la nôtre, dans laquelle le même jour de la semaine revient jusqu'à 52 ou même 53 fois dans une seule année; ainsi le même jour de l'année julienne revient en général au même jour de notre semaine toutes les septièmes années, au lieu que ce n'est qu'à la 81 e année que ce jour revient au même quantième du Cycle chinois de 60, parce que le plus petit des nombres divisibles par 60 que peuvent donner ces années, c'est celui de 29,220 jours, ou de 80 ans juliens. C'est dejà beaucoup, comme l'on voit; car le tems de l'évenement dont on examine la date, étant rarement sujet à une incertitude de 80 ans, on sait certainement à laquelle de ces 80 années on doit le rapporter.

Mais il y a plus; les années civiles, employées dans l'Histoire pour la Chronologie, sont des années lunaires, réductibles à des Périodes de 27,739 jours, ou 76 ans, supposées ramener les Syzigies au même jour de l'année solaire. Cette Période, qu'on nomme Pou, contient 39 jours au-delà des Cycles, et il faut 20 de ces Périodes, ou 1520 ans, pour ramener les mêmes jours des Lunaisons t) au même jour du Cycle et de l'année astronomique tt).

Le Cycle de 60 a encore deux usages daus le Calendrier chinos. Le premier est de dater les années; p. e. l'année 1783 est la 40 e d'un Cycle, l'année 1784 est la 41 e, et l'an 1804 la première du Cycle suivant: on marque à la tête du Calendrier de chaque année son quantième dans le Cycle, et cet ordre n'est jamais ni interrompu ni dérangé.

Le second usage du Cycle de 60 est celui que l'an en fait pour désigner les Lunes de l'année civille: cet usage est du tems dos Han au plutôt, et les Lunes intercalaires n'étant jamais comptées, mais seulement les Lunes ordinaires, ce Cycle se renouvelle tous les cinq ans, qui contiennent cinq fois douze ou soixante Lunes régulières. Ainsi la première Lune de l'année 1783 ayant été la 51 e d'un Cycle, les premières Lunes de toutes les sixièmes années, soit en remontant, comme 1778, 1773, etc., soit en descendant, comme 1789, 1793, etc., seront aussi les 51 es d'un Cycle.

Mr. Freret †††) (Mémoires de l'Académie

t) Lunaison, du latin lun atio; Intervalle de tems qu'il y a entre deux nouvelles Lunes qui se suivent immédiatement. (Dict. del Académie. — Lunier, l. c. T. Il. p. 471. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXXVI. p. 70. Col. 2.)

tt) Ce calcul repose sur les fausses hypothèses des Astronomes chinois; car ces 1520 ans contiennent 11 jours 18 heures au-delà des révolutions solaires vraies, et 4 jours 21 heures au-delà des mois synodiques ⁹) vrais: et pour trouver une l'ériode astronomique qui donnât le retour de tous ces mêmes caractères chronologiques, il faudrait lui donner une quantité de plusieurs milliers d'années.

ttt) Nicolas Frèret, Pensionnaire et Secrétaire perpétuel de l'Académie des Belles-Lettres, naquit à Paris, le 15 Février 1688, et mourut dans la même ville, le 8 Mars 1749. Il se voua particulièrement à l'étude de l'Histoire, de l'Antiquité, de la Chronologie et de la Géographie; les monuments de sa plume savante et féconde seront à jamais l'honneur et le modèle de l'érudition française; il posséda le génie de la science, au plus haut degré peut-être où il soit donné à l'intelligence humaine d'atteindre. Il est incontestablement le premier dans un genre où la France produisit une foule d'hommes supérieurs. Ses ouvrages sont tous disséminés dans le vaste Recueil de l'Academie des Belles-Lettres, à l'exception de la Défense de la Chronologie, qui fut imprimée séparément, Paris 1758. in 40., et de quelques Dissertations qui parurent sans le nom de leur auteur. Ses Oeuvres complètes ont été recueillies et pu-

 O) Synodique, du grec σύνοδος, fait de σύν, avec, ensemble, et d'όδος, voie, chemin.

On donne ce nom aux Révolutions des Ptanètes, considérées relativement à leur Conjonction au Soleil, que l'on appelait autreleis Synode; de sorte que le tems qui s'écoule entre une Conjonction moyense et la suivante, s'appelle Révolution synodique.

Mois synodique, c'est la Révolution synodique de la Lune, ou l'intervalle entre les deux Conjonctions successives de la Lune au Soleil. (Lunier, l. c. T. III. p. 402. Col. 2. — Comparez plus haut T. I. du Manuel, Appendice, No. VIII. p. LVI. Col. 1. note *) l'un des deux Empires, dans celles de l'autre, pourvu qu'elles eussent des Patentes (Passe-

Formule de serment; ils avaient intention de lire cette Formule à genoux, devant une Image du Dieu des Chrétiens, et d'adorer l'Image en se prosternant jusqu'à terre, suivant leur

des Inscriptions et Belles-Lettres, T. XVIII. p. 178. sqq.) soutient, d'après l'opinion commune et ancienne des Chinois, suivie du tems même de Confucius †), ou du moins avant la

bliées par Septchènes, en 20 Vol. in 120. Paris 1796. Mais cette édition, si fastueusement intitulée, est extrémement défectueuse et incomplète. Les Ouvrages philosophiques de Frèret, publiés en 4 Vol. in 80., par le libraire Bastien de Paris, ne sont point de l'ecrivain dont ils portent le nom. Le Mémoire sur l'Origine des Grecs n'a vu le jour, pour la première fois, que dans le T. XLVII. des Mémoires de l'Académie des Belles-Lettres, publiés en 1808, par l'Institut de France. Le lecteur, curieux de connaître les Manuscrits de Frèret, pourra consulter la Notice détaillée qu'en a donnée Sainte-Croix dans le Magasin encyclopédique (Deuxième année. T. V. p. 228. sqq. (Biographie universelle, T. XVI. p. 28. Col. 1.)

t) Confucius, dont le véritable nom est Koung-Tsee ou Kong-Fou-Tsee, naquit l'an 551 avant J. Chr., dans la Principauté de Lou (aujourd'hui Province de Chan-Tong), de la plus ancienne et la plus illustre famille de la Chine, qui, selon tous les Historiens, remente jusqu'à Hoang-Ti, regardé comme le premier Législateur de l'Empire chinois: elle avait donné des Ministres, des Princes, des Empereurs, dont l'un fut le célèbre fondateur de la Dynastie des Chang, l'an 1766 avant J. Chr. Cette Maison de Koung, reconnue par l'État, subsiste encore avec gloire à la Chine, et comptait, en 1784, soixanteonze générations depuis Confucius: généalogie unique dans le monde, puisqu'elle embrasse plus de quarante siècles O). Mais ce qui rehausse le plus la gloire de cette Famille, c'est d'avoir donné le jour à celui que la Chine place avec orgueil au premier rang de ses grands hommes, - elle l'appelle le Saint-Maitre, le Sage par excellence, - et que les Nations les plus éclairées s'accordent à regarder comme un des plus grands Philosophes qui aient paru dans le monde. Il s'adonna de très bonne heure à la connaissance des Lois et des Usages en vigueur dans les tems les plus reculés de l'Empire chinois. Son érudition et la gravité précoce de son

caractère lui firent confier à l'àge de dix-sept ans un petit Mandarinat, qui lui donnait inspection sur la vente des grains et des autres denrées nécessaires à la consommation d'une grande ville; il obtint tant de succès dans l'exercice de cette charge qu'il fut bientôt élevé à une fonction beaucoup plus importante, qui lui attribuait la surveillance générale sur les campagnes et sur l'agriculture. Il avait déjà apporté de grandes améliorations dans cette partie essentielle de l'Économie publique, et faisait le bonheur de ses administres, auxquels il savait inspirer ses vertus, en même tems qu'il augmentait leur bien-être, lorsque la mort de sa mère vint l'enléver à ses travaux, avant qu'il fût entré dans sa vingt-cinquième année. D'après les anciennes Lois de la Chine, alors presque tombées en désuétude, à la mort du père ou de la mère, tout emploi public était interdit aux enfants. Confucius, qui avait pour système que toutes les vertus sociales et politiques ont pour fondement le respect des anciens Usages, voulut joindre l'exemple au précepte, en se montrant rigide observateur des vieilles contumes, et, après avoir fait célébrer les obséques de sa mère, en se conformant aux cérémonies funèbres usitées dans les premiers tems de l'Empire, il se renferma dans sa demeure et y passa trois ans dans la solitude et la méditation. Ces trois années de retraite décidérent de sa glorieuse destinée. Livré pendant tout ce tems à une étude continuelle, il réfléchit profondément sur les principes éternels de la morale, sur leurs applications diverses et sur les moyens de rendre les hommes meilleurs, seul but que doive se proposer la Philosophie. Il résolut donc, non pas de s'isoler de la société pour se livrer exclusivement à une vie contemplative, écueil où ont échoué les génies les plus éleves et les plus amis du bien, mais de rester au milieu des hommes en sacrifiant son repos et sa fortune, et en consacrant sa vie à leur instruction.

La Dynastie des Tchéou, qui occupait alors le trône impérial, penchait vers sa décadence;

o) Plath , l. c. T. I. p. 293. note 2. — Mémoires concernant la Chine T. XII. Table

généalogique de la Famille de Confucius, à la suite de sa Biographie par Amiot.

ports ou Certificats), constatant qu'elles viennent avec Permission, et il leur serait permis

usage. Ils s'étaient encore proposé de brûler ensuite cette Formule, signée de leur Main et scellée du Sceau des Troupes de l'Empereur; mais les Moscovites craignant qu'il n'y

destruction des anciens livres, 1º que l'Empereur Hoang-tit) avait, le premier, réglé la forme de l'année; 2º qu'il avait établi l'usage du Kia-tzé on Cycle de 60 jours,

les Princes tributaires, qui se trouvaient les maitres d'une grande partie du sol chinois, affectaient l'indépendance, et le droit d'introduire dans leurs Etats respectifs des formes particulières de Gouvernement. Le faste et la licence régnaient dans leurs Cours; leurs guerres étaient continuelles. Ces désordres ayant influé sur les Peuples, ils s'étaient insensiblement relàchés des antiques maximes. Confucius entreprit de faire revivre parmi ses Concitoyens l'attachement et le respect pour les Rites et les Usages anciens, à la pratique desquels se rattachaient, selon lui, toutes les vertus sociales et politiques. Non content d'expliquer à ses compatriotes de tous les ordres, les préceptes invariables de la morale, il se proposa de fonder une École, de former des Disciples qui pussent l'aider à répandre sa Doctrine dans toutes les parties de l'Empire, et qui en continuassent l'enseignement après sa mort. Il eut aussi à cerur de consigner sa Doctrine dans une suite d'ouvrages également destinés à reproduire les maximes de la vertueuse antiquité, dont il ne prétendait être que le Commentateur et l'Interprête. Toutes les parties de ce plan ont été exécutées par le Philosophe chinois. La mission noble et sublime à laquelle il s'était dévoué, sema sa vie de dégouts et d'amertume; il fut en butte à la contradiction; acqueilli dans quelques Cours, il se vit dédaigné et presque un objet de risée dans plusieurs autres. A la fin de sa carrière, épuisé par les travaux d'un long et pénible enseignement, il regrettait encore que sa Doctrine n'ent recueilli que de stériles applaudissements; il était loin de prévoir l'immense succès qu'elle devait obtenir après lui, et l'influence durable qu'elle aurait

un jour sur sa Nation. Aucun Philosophe, aucun Sage de l'Antiquité n'a eu, en effet, la brillante destinée de Confucius, et n'a reeucilli autant d'honneurs posthumes; jamais la Doctrine d'aucun d'eux n'a eu, comme la sienne, la gloire de s'associer à la Législation d'un grand Peuple; celle du Philosophe chinois continue, depuis plus de deux mille ans, à régir l'Empire le plus vaste et le plus peuplé de l'Univers. - Au sortir de sa retraite, Confucius s'occupa aussitôt de l'exécution du plan qu'il avait formé. Nous ne le suivrons pas dans tous les détails de sa vie active et publique, nous en indiquerons seulement les principaux faits. Après plus d'une année de séjour dans le Royaume de Tsi, où il avait été accueilli avec la plus grande distinction, mais où il désespéra de faire adopter ses idées de réforme, il se rendit, accompagné de quelques-uns de ses Disciples, à la ville capitale, résidence des Empereurs de Tchéou, pour y observer les formes du Gouvernement et l'état des moeurs publiques. Il obtint la permission de fouiller dans les Annales de l'Empire, et d'extraire un grand nombre de faits et d'observations dont il crut avoir besoin pour les ouvrages qu'il méditait. Il revint ensuite dans le Royaume de Lou, sa patrie, où il se fixa pendant dix ans. N'ayant pu vaincre l'indifférence du Roi pour ses idées d'amélieration et de progrès, Confucius se berna à la vie privée, et profita de son loisir pour propager ses Doctrines et éclairer ses Concitoyens. Sa maison devint un Lycée 0), toujours ou-

révoir l'immense succès qu'elle devait obtenir

t) L'an 2698 avant J. Chr. (Art de vériprès lui, et l'influence durable qu'elle aurait

fier, T. 1V. avant J. Chr. p. 8.)

Lycée, du grec χύχειον; lieu près

cré à Apollon, nommé Lycoctone, d'où lui

Lycee, du grec λύπειουν; lieu près d'Athènes, orné de portiques et de jardins,
 nì Aristote) enseignait la Philosophie: il fut construit tout auprès d'un Temple consa-

cré à Apollon, nommé Lycoctone, d'où lui a été appliqué le nom de Lycée.

Ce mot s'est dit par extension de tout lieu où s'assemblent des gens de lettres; mais dans

Aristote, Philosophe, naquit à Stagire,
Ville de la Macédoine, la première année de
la 99e Olympiade (384 avant J. Chr.). Il
mourut l'an 322 avant J. Chr. (Biogr. universelle, T. II. p. 456, Col. 1. — Dict. de

la Conversation, T. III. p. 77. Col. 1. —
Penny Cyclopaedia, T. II. p. 332. Col. 1.
— Conversations-Lexikon, T. I. p. 395. —
Ersch und Gruber, I. c. T. V. p. 273. Col. 1.)

de vendre et d'acheter tout ce qu'ils jugeraient à propos, et de faire un Commerce réciproque.

eut de la Superstition dans cette Cérémonie, ou ne voulant pas s'astreindre à des pratiques étrangères, décidèrent que chacun juverait à sa manière: cependant, les Chinois renon-

qui servait, dans l'usage civil et populaire, à distinguer les jours de la même manière que

les semaines y servent parmi nous; 3º que le jour duquel on avait commencé à compter

vert à tous ceux qui cherchaient à s'instruire. La manière d'enseigner de ce Philosophe n'était nullement celle qu'employaient alors les autres maitres dans les Écoles et les Gymnases 0), où le tems de chaque exercice et les matières des leçons étaient toujours fixes et déterminés. Les Disciples se rendaient chez lui lorsqu'ils le jugeaient à propos, et ils se retiraient de même. Il dépendait d'eux de diterminer le sujet des leçons, en demandant des éclaircissements sur tel ou tel point de morale, de politique, d'histoire on de littérature. Confucius a compté plus de trois mille Disciples, mais il ne faut pas croire que ce nombre format une masse d'auditeurs, toute composée de jeunes gens, réunis habituellement autour du Maitre pour se former sons sa d'scipline. Ces Disciples, qui avaient reçu en différents tems les leçons du Philosophe de Lou, étaient la plupart des bommes d'un age mur, déjà engagés dans la carrière des emplois, et vivant au sein de leurs familles, des Lettrés, des Mandarins, des Gouverneurs des Villes, des Officiers militaires, les uns et les autres répandus dans tous les États tributaires qui partageaient la Chine. Tendrement attachés à leur Maitre, ils s'en rapprochaient avec empressement toutes les fois que leurs voyages, ou ceux mêmes de Confucius, leur en fournissaient l'occasion. Ils s'honoraient de professer sa Doctrine, et en étaient les zélés propagateurs dans les lieux où ils résidaient. Observons néanmoins, que parmi ses Disciples, un petit nombre, plus passionnés pour l'étude de la Philosophie, s'étaient plus particulièrement attachés à la personne de leur Muitre; ils vivaient avec lui, l'entouraient sans cesse, et le suivaient presque partout. Confucius jouissait depuis plusieurs an-

nées du repos et des douceurs de la vie privée, lorsque le Souverain de Lou vint à mourir. Le nouveau Roi ne partagea point l'indifférence de son prédécesseur pour le Philosophe; il s'empressa de l'appeler à la Cour, et après lui avoir conféré successivement les fonctions les plus importantes, il le nomma enfin son Premier-Ministre. Ce fut alors que Confucius fit éclater la sagesse de ses théories par l'heureuse application qu'il lui fut permis de leur donner. L'activité, le courage, le désintèressement qu'il montra dans l'exercice de sa charge, opérèrent une véritable révolution dans sa patrie. Il réforma l'administration de la justice, régla la perception des impôts, augmenta considérablement le produit des terres par les améliorations qu'il apporta à l'agriculture, et s'appliqua surtout à corriger les moeurs par l'autorité de ses maximes et de ses exemples. Protecteur courageux des intérêts du Peuple, il punit sévèrement les abus de pouvoir, et ne craignit pas de s'attirer la haine des Grands en faisant décapiter en sa présence un des hommes les plus puissants de la Cour, qui s'était convert de crimes, et qui devait à son crédit l'impunité dont il avait joui jusqu'alors. Les immenses avantages que Confucius avait procuré à son pays excitèrent la jalousie d'un Prince voisin; le Philosophe finit par être victime de ses puissantes intrigues, et fut contraint de s'éloigner de son ingrate patrie. Il occupa le tems de son exil, qui dura onze ans, à des voyages dans les différents États de la Chine, mais sans jamais en franchir les limites, comme on l'a supposé sans fondement. Quelquefois recherché et applaudi, il fut plus souvent en butte à la persécution; plus d'une fois il faillit perdre la vie. Il épronva les

l'organisation actuelle de l'instruction publique il est particulièrement consacré à désigner ce qu'on estendait autrefois par Collège. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. II. p. 473. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXVI. p. 109. Col. 1. — Conversations - Lexikon, T. VI. p. 783.)

 Oymnase, du grec γυμνάσιον, formé de γυμνός, nu; parce qu'on était nu ou presque nu, pour se livrer aux exercices du Gymnase, lieu où les Grecs s'exerçaient aux exercices du corps.

Gymnastique, l'Art d'exercer le corps pour le fortifier. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. II. p. 320. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXXI. p. 256. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XI. p. 508. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. IV. p. 1034.)

On tomba d'accord que les Grands Ambassadeurs des deux Cours se donneraient récipro-

cèrent à leur Formule, et firent le même Serment que les Russes; après quoi le Plénipotentiaire moscovite remit aux Envoyés de la Chine, les deux Exemplaires du Traité,

le premier des Cycles, avait été celui d'un Solstice d'hiver; 40 qu'au commencement de

ce premier jour des Cycles, c. à. d. à l'heure de minuit, le soleil et la lune avaient été ré-

dernières extrémités de la misère, endura la faim, manqua d'asyle; il se comparait à un chien, qu'on a chasse du logis. "J'ai, disaitil, "la fidélité de cet animal, et je suis traité "comme lui. Mais que m'importe l'ingratitude "des hommes? Elle ne m'empéchera pas de "leur faire tout le bien qui dépendra de moi. "Si mes leçons restent infructueuses, j'aurai "du moins la consolation intérieure d'avoir "fidèlement rempli ma tache." Rentré enfin dans sa patrie, il y vécut en homme privé, et passa les dernières années de sa vie à la révision de ses ouvrages, qu'il eut le bonheur de voir termines avant la maladie, dont les suites l'enlevèrent à la 73 e année de son age, 479 ans avant notre Ere. Confucius avait essuvé des chagrins amers dans sa vieillesse. Il avait perdu son épouse, et, peu d'années après, son fils unique Koung-Ly, qui ne laissa que le jeune Tsée-Szé, seul rejeton par lequel sut continuée la postérité du Philosophe. La mort de plusieurs de ses Disciples les plus chers avait encore ajouté à l'amertume de ces pertes. - On est redevable à Confucius d'avoir mis en ordre les principaux Ouvrages historiques et politiques des Chinois, et d'y avoir porté la lumière. Il s'occupa toute sa vie à la Révision des Six King ou Livres sacres, où se trouvent rassembles les plus anciens monuments écrits des Chinois. Il composa aussi le Che-King, le Tchun-Tsicou, qui contient une partie des Annales du Royaume de Lou, et le Chou-King, dans lequel il a consigne les maximes fondamentales de la Morale politique, et présenté la vie et les discours des Empereurs, des Ministres et des Sages de la haute Antiquité, qu'il a jugés dignes d'être presentes comme modèles. On a de lui un Dialogue sur la Piété filiale, intitulé le Hiao-King, qu'il composa pour rendre un hommage particulier à cette vertu, dont il se montra toujours le plus zélé et le plus éloquent apôtre. - Mais les deux Ouvrages qui présentent l'ensemble le plus complet de la Morale et de la Politique du Philosophe chinois, sont le Ta-Hio (la grande Science) et le Tchong-Yong (le Juste-Milieu), qui ont été attribués aussi à deux de ses Disciples, qu'on

suppose les avoir rédigés d'après les enseignements de leur Maitre. On y joint encore le Lun - Yu ou Livre des Sentences, compilation en 20 chapitres des Maximes de Confucius, mais dont plusieurs semblent s'écarter de sa Doctrine et de ses Principes. - Confucius ne fut pas seulement un profond Philosophe, il fut aussi un grand Ecrivain. La concision et l'énergie de son style, qu'il est impossible de rendre dans aucune Traduction, font encore aujourd'hui l'admiration des Chinois. Il n'a eu jusqu'à présent que des imitateurs qui n'ont pu, dans leurs meilleurs Ouvrages, égaler le mérite des endroits les plus ordinaires du Chou-King ou du Tchun-Tsieou. - Il n'est pas vrai, comme l'ont pensé quelques Écrivains, que Confucius ait imposé une Legislation à la Chine, et ait change la Religion de ce pays. Il n'a jamais eu l'autorité nécessaire pour publier des Lois, et tous ses efforts au contraire eurent pour but de ramener aux auciens Usages, et de faire revivre l'esprit et les vertus des tems antiques. Mais il est vrai aussi de dire qu'il donna une telle impulsion aux idées philosophiques, qu'il changea la face de la société et amena une véritable révolution dans les moeurs par l'autorité de ses exemples, et surtout par l'immense influence de sa Doctrine. Ce qui caractérise Confucius, c'est la modestie dont il fit preuve toute sa vie, et l'entière abnégation qu'il fit de lui-même, malgré la conscience qu'il avait de son mérite supérieur, et de l'importante mission qu'il avait et qu'il disait lui-même avoir à remplir. Il eut pu facilement passer pour un Prophète inspiré chez des Peuples moins ignorants et moins superstitieux que les Chinois. Il n'entra jamais dans sa pensée de jouer un tel rôle. Simple et ennemi de l'ostentation, il se borna à cultiver et à professer la morale; il ne voulait pas meme qu'on lui attribuat sa Doctrine, et il repétait sans cesse que ses Maximes n'étaient autres que celles des Suges de la vertueuse Antiquite, qu'il s'était proposés pour modèles. Sa morale n'a rien d'outré, elle est toujours simple, naturelle, conforme à la nature de l'homme, et prouve le tact exquis avec lequel sa raison supérieure lui faisait éviter ciproquement chacun deux Exemplaires dudit _ ruit , scelle de leur Sceau, et enfin, que ce

et reçut d'eux les siens en latin et en moscovite. Ils s'embrassèrent au son des instruments de musique dont ils étaient accompagnés. Le Russe fit servir une Collation, qui

uois au signe de Caper, au point du Solstice, et que ce moment avait été celui d'une Syzigie; 5º que vers l'an 400 avant J. Chr., on comptait plusieurs mille ans depuis ce Solstice; c. à. d. qu'il y avait au moins 2000 ans. Ces trois derniers points sont dans l'Ouvrage de Meng-Tzét), qui vivait plus de 300 ans avant J. Chr. Finalement, Mr. Freret place le commencement du premier Cycle et celui du rège de l'Empereur Hoang-ti à l'an 2455 avant J. Chr.; il ajouta ensuite, qu'ayant

calculé pour toutes les années veisines du tems auquel a pu règner Hoang-ti, afin de découvrir si, dans quelqu'une de ces années, le Solstice et la Syzigie ont pu se trouver réunis vers l'heure d'un jour Kia-tsé commengant, il n'a trouvé que la soule année 2450 avant J. Chr., qui donnât cette réunion. Cette année 2450 était la sixième du règne de Hoang-ti, suivant la Chronologie de Trouchou; et c'est par cette raison que Mr. Freret place le commencement du Cycle chinois

toute exageration. Elle roule principalement sur les devoirs qu'imposent les relations du Souverain et des Sujets, du Père et des Enfants, de l'Époux et de l'Épouse. Il appuie avant tout sur la pratique de cinq Vertus essentielles: 1º l'Humanite; 2º la Justice; 3º l'exacte Observation des Cérémonies et des Usages établis; 40 la Droiture, c. à. d. cette Rectitude d'esprit et de coeur qui fait qu'on recherche toujours le vrai; 50 la Sinccrite ou la Bonne-Foi. - Le Chou-king n'est pas, comme l'ont cru quelques Ecrivains, un livre d'Histoire, mais simplement un livre de Morale; c'est le plus beau et le plus révere de tous ceux que la Chine a produits; il commence à l'Empereur Yao, qui monta sur le trone l'an 2357, avant notre Ère, et finit à l'an 624 avant J. Chr. Nous avons une Traduction française de cet Ouvrage, due au Père Gaubil, Paris 1770. in 4º. Le Tchun-Tsicou contient une partie des Annales du Royaume de Lou, depuis l'an 722 avant notre Ere, et retrace les évènements qui y ont eu lieu durant 242 ans. Bayer a publié le Texte chinois du commencement du Tchun-Tsicou dans les Memoires de l'Académie de Pétersbourg. Le Ta-Hio, traduit en latin, ou plutôt paraphrasé O) par le P. Ignace de Costa, le Tchong-Yong par le P. Intercetta, et la premiere partie du Lun-Yu, ont été publiées avec le Texte chinois, imprimé horizontalement entre les lignes. Cette édition, commencée à Nan-king et terminée à Goa, est extremement rare en Europe. La Puraphrase latine, augmentée par les P. P. Couplet,

Herdtreich et Rougemont, a paru sous ce titre: Confucius Sinarum Philosophus, Paris 1687. in fol. Celle du Tchong-Yong avait dejà paru, en 1672, sous le titre de Sinarum scientia politico-moralis, dans le T. II. de la Collection de Melch. Thévenot 00). La Morale de Confucius, Philosophe de la Chine, Amsterdam 1688. in 80. est un Extrait de ces divers Ouvrages: on les retrouve avec des commentaires beaucoup plus diffus dans l'Ouvrage du P. Noël, intitule Sinensis imperii libri classici VI, Prague 1711. in 40. C'est d'après ce dernier Ouvrage que l'Abbé Pluquet a publié les Livres classiques de l'Empire de la Chine en 7 petits vol. in 180. Paris, Didot, 1784 et 1786. Une excellente Vie de Confucius forme le T. XII. des Mémoires sur les Chinois. (Biogr. universelle, T. IX. p. 410. Col. 1. - Dict. de la Conversation, T. XVI. p. 188. Col. 1. - Conversations - Lexikon, T. VI. p. 276. - Penny Cyclopaedia, T. VII. p. 445. Col. 2. - Ersch und Gruber, l. c. T. XVI. p. 369. Col. 1. Art. Chinesische Litteratur.)

1) Meng-Tzé ou Meng-Tséou, nommé pendant sa vie Meng-Kho, et par les anciens Missionnaires Mencius, naquit à la fin du IV e siècle, dans la Ville de Tseou, actuellement dépendante de Yan-Tcheou-Fou, dans la Province de Chang-Toung. Il mourut vers l'an 314 avant J. Chr., à l'àge de 84 ans. Il est considéré comme le premier des Philosophes chinois après Confucius. (Hist. générale de la Chine, T. II. p. 271, 280, 294 — 296. — Eiogr. universelle, T. XXVIII. p. 302, Col. 2.)

III.

o) Voyez plus haut T. l. du Manuel, Addenda, p. LXXX. l'Addition à la p. 113.

⁰⁰⁾ Melchisedech Thévenot, Voyageur, né

à Paris vers 1620, mort le 29 Octobre 1692. (Biogr. universelle, T. XLIV. p. 377. — Falkenstein, l. c. T. III. p. 48-51.)

Traité, avec tous ses Articles, serait gravé en langue tatare (en mantchou), chinoise, mos-

vins d'Europe, pendant laquelle on se félicita mutuellement sur l'Amitié qui venait d'être à l'an 2455. Cependant il est évident, par

consistait en confitures et en trois sortes de

établie entre les deux Puissances. (Histoire

le calcul, que l'année 2455 n'est que la troisième année d'un Cycle, et non la première, puisqu'il est certain que l'année 1744 de J. Chr. est aussi la première d'un Cycle. Ainsi le premier Cycle aura du commencer à l'an 2457 avant J. Chr., et on peut supposer que ce Cycle de X.

1. Kia. 6. Ki.

2. Y. 7. Keng.

3. Ping. 8. Sin.

4. Ting. 9. Gin.

5. Vou. 10. Kouei.

Ces dix Troncs et ces douze Branches liés ensemble alternativement de la manière snivante: Kia-Tse, Y-Tcheou, Ping-Yn, Ting-Mao, etc. etc. Kia-Su, Y-Hai, Ping-Tse, etc. etc.; Kia-Chin, Y-Yeou, Ping-Su, etc. etc.; Kia-Ou, Y-Vei, Ping-Chin, etc. etc.; Kia-Tchen, Y-Ssé, Ping-Ou, etc. etc.; Kia Yn, Y-Mao, Ping-Tchen, etc. etc. ne reviennent à leur premier point qu'après 60, et forment par conséquent la Période de 60 années t) tt).

Le Cycle de 60 ans est, dit-on, de la pre-

générale de la Chine, T. XI. p. 132. continuation de la note 3. de la p. 127.)

premier Cycle, suivant Mr. Freret, précède de deux ans le règne d'Hoang-ti.

Le Cycle de 60 est composé de deux autres Cycles, l'un de dix caractères, appelés Chékan ou les dix Troncs, et l'autre de douze caractères, appelés Ché-eulh-tchi, les douze Branches.

Cycle de XII.

1. Tsé. 7. Ou.

2. Tcheou. -S. Vei.

3. Yn. 9. Chin.

4. Mao. 10. Yeou.

5. Tchen. 11. Su.

6. Sse. - 12. Hai.

mière antiquité. L'histoire chinoise que l'Empereur Kang-hi, mort à la fin de 1722, a fait traduire en tatare, commence à mettre les caractères du Cycle à l'an 2357 avant J. Chr.; d'où l'on conclut que l'Empire chinois remente au-delà de cette Époque. Mais cette raison ne paraît point démonstrative: on a pu après coup, et depuis que ce Cycle est inventé, l'appliquer aux années qui ont précède son invention, comme nous avons appliqué l'Êre de J. Chr. à tous les siècles qui ont précédé Denys le Petit ttt) qui en est

t) On peut voir cette Combinaison dans l'Histoire générale de la Chine, T. XII. p. 3. et dans l'Art de vérifier les Dates, T. VIII. depuis J. Chr. p. 371.

tt) Voyez dans l'Histoire générale de la Chine, T. XII. Table générale des Matières, p. 111. Avis sur l'Orthographe et la Prononciation des Mots chinois.

ttt) Denys, surnommé le Petit, en raison de sa taille, était un Moine originaire de Scythie, qui vint à Rome dans le commencement du VI e siècle; il fut fait Abbe, et s'acquit

une grande réputation par ses Ouvrages sur la Théologie et la Discipline ecclésiastique. Il est célèbre surtout dans la Chronologie, puisque ce fut lui qui, en renouvelant le Cycle pascul de Victor O), trouva une Période de 532 ans, qui commençait dans l'année de l'Incarnation 00), et qu'on nomma Période Dionysienne; il introduisit aussi l'usage de compter par les années écoulées depuis l'Arènement de J. Chr. - Denys mourut en 540, sous le règne de Justinien. (Biogr. universelle, T. XI. p. 116. Col. 2.)

l'Église de Rome, sous le Pentificat de Saint-Léon le Grand, l'an 457, à l'occasion de la dispute qui s'était élevée entre les Grecs et les Latins, au sujet de la Paque de l'an 455. (Art de verifier, T. l. (Edit. in 40. Paris 1818.) Dissertation sur les Dates des Chartes et des Chroniques, §. XIII. Du Cycle Pascal. p. 19. Col. 1.)

OO) Voyez plus haut T. II. du Manuel, P. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. N. p. 302. Col. 1. continuation de la note ttt. de la p. 301.

O) Cycle pascal. Le Cycle du Soleil est composé de 28 ans, et celui de la Lune de 19 ans. De ces deux Cycles, de 28 et de 19 ans, multipliés l'un par l'autre, on en a composé un troisième, qui est appelé le Cycle pascul, parce qu'il sert à trouver la Paque. Ce Cycle est appelé par quelques Anciens, Annus magnus, et par d'autres Circulus ou Cyclus magnus. Nous l'appelons aujourd'hui la Période Victorienne, parce qu'elle a été composée par Victorius, natif d'Aquitaine, à la persuasion d'Hilaire, Archidiacre de

covite et latine, sur des Pierres, qui seraient posées aux Bornes établies entre les deux

l'inventeur. Ces caractères sont Kia-Chin, qui appartiennent à la 41 e année d'un Cycle. Ainsi il faut supposer que co Cycle a commencé l'an 2397, 40 ans avant le règne d'Yao. Dans le Tribunal des Mathématiques, c'est un usage immémorial de fixer la première année du premier Cycle à la 81 e année de l'Empereur Yao. Cet usage est une raison un pen meilleure; mais après tout, elle ne prouve pas qu'il soit de la première antiquité. Cette invention pouvait n'être que du premier siècle de J. Chr., ou plus tard même, et l'usage en être aujourd'hui immémorial. Pour décider cette question, il faudrait savoir qui est le premier qui s'en est servi, et en quel tems il a vécu. L'an 1684, 23 e de Kang-hi, était le premier du LXVII e Cycle de 60 ans dans le Tribunal. Ainsi, dans cette hypothèse, le commencement du premier Cycle est de l'an 2277 avant J. Chr. Mais, suivant l'Ilistoire chinoise déjà citée, traduite par ordre de Kang-hi, cette même anuée 1684 est la première du LXIX e Cycle.

Il y a une autre manière de compter les années, fort usitée à la Chine, mais peu familière aux Européens. Cette manière s'appelle Nien-hao. L'an 163, avant l'Ère chrétienne, l'Empereur Ouen-Ti, à qui une Inscription, fabriquée par un Tao-ssét), promettait une longue vie, voulut que cette année, la XVII e de son règne, fût regardée comme la première, et il lui donna le nom de Heou, c. à. d. postérieure, suivante, donnant à entendre par cette expression qu'il regardait cette année comme la première d'un nouveau regne. Ce Monarque est le premier qui ait introduit l'usage de ces Nien-hao ou titres d'années. Un Empereur, à son avenement au trône, donne le nom aux années de son règne. Il ordonne, p. e., qu'elle s'appellera Ta-te: en consequence de cet Edit, l'année suivante sera nommée première année Ta-té; on continuera de nommer les autres années, seconde, troisième année Ta-té, etc., jusqu'à ce qu'il plaise au même Prince ou à son Successeur de rendre un autre Édit, en consequence duquel l'année ne s'appellera plus Ta-1c, mais prendra le nom, p. e., de Hoang-Kin, ou tel autre qu'il plaira au Souverain de lui imposer.

Ces noms particuliers, empruntés de quelque événement mémorable ou de pure fantaisie, sont composés pour l'ordinaire de deux mots, et tiennent lieu de date dans les Lettres, dans les Livres de compte, dans les Almanachs et dans la Conversation. L'Histoire les marque avec exactitude, et ils s'y trouvent toujours accompagnés de la note cyclique de l'année. (Les Japonais, imitateurs des Chinois, en ent introduit l'usage daus leur Empire, l'an 650 de l'Ére chrétienne.)

Cette multiplicité de noms, qui semble donner plus de certitude aux Époques de l'Histoire, y jetterait la plus grande confusion, si on n'avait l'attention de dresser des Tables exactes, pour les réduire aux années de notre Ère; ainsi, p. e., si je trouve citée dans quelque Livre chinois, la cinquième année dite Kouang-ho de l'Empereur Ling-ti des Han, il faut que je sache que ce Prince, monté sur le trone l'an Méou-tchin ou 45 e du 48 e Cycle, c. à. d. l'an 168 de l'Ère chrétienne, a changé quatre fois de noms de règne dans l'espace de 22 ans qu'il a occupé le trône; qu'il prit d'abord le nom de Kienning, qu'il garda quatre ans, ensuite celui de Hi-ping, c. à. d. Joie égale, qu'il conserva pendant six ans; qu'à la onzième année de son regne, il prit le nom de Kouangho ou d'illustre Concorde, qu'il quitta après six ans, pour prendre celui de Tchongping ou de seconde Concorde, qu'il conserva six autres, c. à. d. jusqu'à sa mort arrivée l'an 189. Au moyen de ce Calcul nous savous que la cinquième année dite Kouangho est la quinzième année du règne de l'Empereur Ling-ti, et par conséquent l'an 182.

Comme les écrivains chinois, depuis l'an 163 avant J. Chr., ne connaissent guère d'autre méthode d'indiquer les époques, il est indispensable pour ceux qui veulent étudier l'Histoire de la Chine dans les sources, d'avoir continuellement sous les yeux, non seulement une idée exacte du Cycle chinois, mais encore un Catalogue des Nien-hao, avec leur rapport aux années de notre Ere avant et de

t) Tao-fsé, Magicieus, disciples de Laotie 0). (Hist. générale de la Chine, T. XI.

p. 562. T. XII. Table des Matières, p. 279. Col. 1.)

O) Lao-Tsée ou, plus exactement, Lao-Tseu, connu aussi sous le nom de Lao-Kiun, l'an des plus célèbres Philosophes de l'Asie orientale, naquit environ 600 ans avant J. Chr.

dans la Province de Hou-kouang. (Biogr. universelle, T. XXIII. p. 383. Col. 1. — J. P. Abel Rémusat, Mélanges asiatiques, T. I. p. 88.)

Empires, pour y servir d'un Monument éternes de la bonne Intelligence qui doit régner entre eux 1).

En 1692, Ysbrand Ides (natif de Gluckstadt), qui se trouvait au service de Pierre le Grand, fut envoyé comme Ambassadeur à Péking, pour aplanir de nouvelles Difficultés

survenues depuis le Traité de Nertchinsk 2).

Pendant les troubles parmi les Mongols, plusieurs petites Tribus des Hordes du Tousiètou-Khan et du Tsetsèn-Khan, qui a ses păturages plus à l'Est, s'étaient détachées de
leurs Princes, et refugiées dans les Pays situés au Sud et à l'Est du Baïkal. Elles y menièrent
une vie nomade entre la Selenga, l'Ouda, le Khilok, le-Tchikoi, la Dzida, l'Onon et l'Ingoda. Quelques-uns de leurs Chefs, qui avaient des partisans nombreux et des familles considérables, réunirent sous leur Domination beaucoup de ceux qui, fatigués de la guerre, ou
séparés de leurs Compatriotes, venaient journellement se fixer dans les l'ays baignés par les
Rivières que nous venons de nommer. Ils y vivaient tranquillement sous les Lois de la Russie, qui leur accordait sa Protection contre les Prétentions de leurs anciens Maitres mongols. Ils payèrent Tribut à cette Puissance, et se reconnurent ses Sujets.

Les Che's de ces petites Tribus furent confirmés dans leurs Dignités par des Diplômes impériaux, et jouirent d'une Protection spéciale. Comme toutes les Peuplades de la même Nation, ces Mongols professaient la Religion de Chekiamouni ou de Bouddha 3), que

1) Gerbillon et Pereira, Second Voyage, en l'année 1689, dans Du Halde, 1. c. T. IV. p. 242. (Version française du Traité in extenso). — Histoire générale de la Chine, T. XI. p. 125. sqq. (Sommaire). — Müller, Sammlung, T. I. p. 495—515. — T. II. p. 404—448. — Coxe, Entdeckungen, T. II. p. 339. 340. — Scherer, Histoire raisonnée, T. II. Chap. X. p. 6. 7. — Art de vérifier, T. IX. dep. J. Chr. p. 55. — Jul. Klaproth, Archiv für asiatische Litteratur (St. Pétersbourg 1810. in 40.) p. 159—209. — Du Mème, Mémoires relatifs ù PAsie, p. 2. 77—80. — Plath, 1. c. p. 357. — Bitter, 1. c. p. 103.

2) Eberhard Ysbrand Ides, Dryjaa-

rige Reize naar China, etc. Amster dam 1704. in 40.; traduit en français sous le titre de Voyage de Moscou à la Chine, dans Recueil de Voyages au Nord (Amster dam 1727. in 80.) T. VIII. p. 1-217. — Relation du Voyage de M. Evert Ysbrand, Envoyé à l'Empereur de la Chine, en 1692— 1694, par le Sr. Ad. Brand*) (Amsterdam 1699, in 80.) — Ritter, l. c. p. 104, 105.

3) Bouddhaīsme eu Bouddhisme. Le Bouddhisme eu la Religion de Bouddha, qui parait s'être formé dans l'Inde, environ mille ans avant J. Chr. Nous ne savons pas encore positivement si elle est une réformation du Brahmanisme **), ou si celui-ci n'est pas d'une date postérieure dans sa forme ac-

puis J. Chr. 1). (Art de vérifier, T. VIII. depuis J Chr. p. 364. sqq. — Hist. generale de la Chine, T. XII. p. 1. sqq. — J. Klaproth, Verzeichnifs der chinesischen und mandschuischen Bücher und Handschriften der Königlichen Bibliothek zu Berlin (Paris 1822. in fol.) p. 5—32. Nian-chaö qder Ehrennamenwelche die chinesischen Kaiserihren Regierungsjahren beigelegt haben.)

*) Brand faisait partie de la Suite de l'Ambassadeur Ysbrand.

**) Le Brahmanisme reconnaît Parabrahma

pour Dieu principal; mais ce Dieu n'agit point, et il délègue ses pouvoirs à Brahma, à Fichnou, à Chiva, et à une foule de Divinités subalternes prépaées au Gouvernement du monde. Brahma préside à la Terre, Vichnou à l'Eau, et Chiva au Feu. Ces trois personnes ne sont pourtant qu'un seul Dieu et forment la Trinité indienne, nommée Trimourti. Les Hindous, qui professent cette Religion, ont plusieurs Livres sacrés, nommés Véda; ils sont écrits en sanskrit, et forment leur Code religieux et philosophique: ils admettent la Métempsycose tt), et d'après

1) Une Table des Cycles se trouve dans l'Art de vérifier les Dates, T. VIII. dep. J. Chr. p. 373. et un Catalogue des Nienha o dans le T. XII. de l'Histoire générale de la Chinc, p. 4-12.

tt) Metempsycose ou Metempsychose, du grec μετά, qui marque changement, d'èν, en, dans, et de ψυχή, àme. Passage de l'àme d'un corps dans un autre. (Lunier, l. c. T. II. p. 520. Col. 1. — Dict. de la Connersation, T. XXXVIII. p. 55. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. XV. p. 137. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 323. Art. Seclemanderung. — Noël, Dictionnaire de la nous appelons communement la Religion haïque. C'est pour cette raison, qu'à l'occasion

tuelle. Le Bouddhisme rejette la division des Castes. Il est, dans tous les Pays où il s'est répandu, le même pour ses degmes principaux, qui ont transformé les farouches Nomades de l'Asie en hommes vertueux, et ont fait sentir leur influence bionfaisante jusque dans la Sibérie. Sa Hiérarchie diffère dans

les divers pays; mais cette différence ne doit pas nous faire envisager le Bouddhisme autrement que comme une Religion unique, dans laquelle il n'y a aucune division. Il suppose, comme le Brahmanisme, une série perpétuelle de créations et de destructions du monde. Cette croyance purement métaphysique '),

cette Croyance, certaines Castes s'abstiennent de la chair de tous les animaux. Le
Brahmanisme ordonne de modérer ses passions, enseigne l'immortalité de l'âme, sa purification par les pénitences et abstinences
volontaires, et une foule de pratiques religreuses. Tous les Membres de cette Religion,
qui s'étend sur presque toute l'Inde, sont divisés, des la plus haute antiquité, en quatre
Castes, entre lesquelles toute Alliance est
défendue. (Voyez plus haut p. 937. Col. 1.
note 1.)

Le Culte brahmanique est accompagné d'un grand nombre de cérémonies et de coutumes solennelles. Il en a d'horribles, telles que la procession du Dieu de Jagrenaut, dont le char pesant écrase sous ses roues les fanatiques qui, en s'y précipitant, croient trouver à la sois la mort la plus glorieuse et une éternelle felicité. Il y a d'autres fêtes où regne le tumulte, où préside la licence, et où le Lingam t) est promené aux yeux de la multitude presternée. Les ablutions et les lustrations forment une partie principale du culte brahmanique. Les images des Divinités sont lavées solennellement dans les fleuves et les étangs sacrés. Plusieurs fleuves, tels que le Gange, la Nerbouddah, le Krichna, etc. etc. sont réputés sacrès. Les Hindous font plusieurs pélerinages. L'usage barbare des femmes des deux premières Castes, qui s'immolent sur le cadavre de leurs époux, est un reste des sacrifices humains autrefois très fréquents. Encore dans ces derniers tems, dans les épidémies et calamités publiques, on a vu des Brahmans ou Brahmines se précipiter

eux-mêmes du haut d'une tour comme offrande expiatoire. Les Hindous ont une foule de Temples, nommés Pagodes, d'un mot emprunté au persan (poghedag) t1); il y en a plusieurs qui sont remarquables sous le rapport de l'architecture et de leurs dimensions. (Majer, Religion des Brahma (Leipzig 1818. in 80.) - Malte Brun, l. c. T. Il. Liv. XLV. p. 587. T. IV. Liv. LXXI. p. 140 - 144. - Adr. Balbi, l. c. p. 71. - Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. III. p. 69. - Björnstjerna, Das brittische Reich in Indien (traduit du suedois, Stockholm 1840. in 80.) p. 47-77. - Dict. de la Conversation, T. VIII. p. 286, Col. 2. Art. Brahma. p. 278. Col. 1. Art. Brachmanes. - Penny Cyclopaedia, T. XII. p. 230. Col. 1. Art. Hindus. Castes of. - Conversations-Lexikon, T. II. p. 166. Art. Brahma et Brahmanen. - Noël, Dict. de la Fable, T. I. p. 252. Col. 2. Art. Brahma. Ibidem, p. 255. Col. 2. Art. Brahma Logum, Brahmas, Brahme. - Ersch und Gruber, l. c. T. XII. p. 209. Col. 2. Art. Brahma. Ibidem, p. 217. Col. 2. Art. Brahmanen.)

*) Métaphysique, du grec μετά, après, et de φυσικά, physique; après la Physique, parce que c'est le Traité d'Aristote qui est placé après celui de la Physique. D'autres veulent que μετά signifie ici au-delà, au-dessus, au-dessus de la Physique, parce que les matières que traite la Métaphysique sont d'un ordre supérieur à celles que traite la Physique.

On comprend plus spécialement sous la dé-

Fable (Paris 1823. T. l. II. in 8°. 4 e édition.) T. II. p. 143. Col. 2.)

t) Lingam, Lingar chez les Hindous, Phallus chez les Egyptiens, Image des parties viriles. (Noël, Diet, de la Fable, T. II. p. 43. Col. 2. Art. Lingam. Ibidem, p. 374. Col. 2. Art. Phalliques, Phallogogie, Phallophories, Phallus. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 651. Art. Lingam. T. VIII. p. 492. Atl. Phallus.) tt) Lunier, l. c. T. III. p. 40. Col. 2. —
Diet. de la Conversation, T. XI.I. p. 427.
Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. VIII.
p. 227. — Penny Cyclopaedia, T. XVIII.
p. 129. Col. 2. — Noël, Diet. de la Fable,
T. II. p. 306. Col. 1. — d'Herbelot, Bibliothèque orientale, ou Dictionnaire universel, contenant généralement tout ce qui regarde la connaissance des Peuples de Porient (Maestricht 1776. in fol.) p. 545.
Col. 1. Art. Malmoud.

des grandes Fêtes annuelles ou mensuelles, veaux Sujets russes passaient en grosses

n'admet pas l'existence d'un Être suprême; il est remplacé par l'espace lumineux qui renferme en soi le germe de tous les êtres futurs. Mais cet espace lumineux n'est pas la région la plus haute du monde; au dessus est placée une troisième région qui est éternelle et indestructible : c'est là que réside la cause primitive de la destruction du monde périssable. L'existence est regardée par les Bouddhistes comme le véritable mal, car tout ce qui existe est sans réalité et seulement un produit de l'illusion qui trompe les sens. Pendant que toutes les parties intellectuelles, dispersées dans la matière, depuis la plus haute région lumineuse jusqu'aux régions infernales, se dépouillent de ce qu'elles ont contracté de matériel, se purifient, se perfectionnent et finissent par se réunir, l'esprit universel, indestructible, qui conserve tout pendant un tems incalculable, reste dans le repos, jusqu'à ce que les Lois du Damata ou Destin, nécessitent une création nouvelle, de laquelle sont cependant exceptés les êtres qui, en se dépouillant totalement de la matière, sont devenus Bouddhas et restent plongés dans le Nirvana, ou l'éternité du néant, état opposé à celui de l'existence dans la matière. Ces êtres séjournent dans la région indestructible, située au-delà de l'espace lumineux. C'est pour conserver le souvenir de la vraie doctrine, et pour rendre les hommes capables de la suivre, que ces bienheureux descendent de tems en tems sur la terre, se revétissent d'un corps, et se montrent aux hommes. Les principaux d'entre eux ne paraissent qu'une fois: ce sont les Bouddhas proprement dits; les autres, nommés Boddhisattva, se manisestent plusieurs fois dans différentes Incarnations, jusqu'à ce qu'ils atteignent le rang des premiers pour ne plus se montrer dans le monde. Ces êtres parfaits exercent un

empire absolu sur leur ennemi, qui est la matière, et sur ses formes séduisantes. Disposant en maître de Maya ou l'Illusion qui trompe les sens par ses métamorphoses *), ils la peuvent détruire à volonté, ou se servir d'elle pour opérer le salut du genre humain. C'est de cette manière que s'effectuent toutes les Incarnations des Bouddhas; leurs ames descendent sous la forme de rayons lumineux, et prennent un corps sous l'enveloppe de Maya. Ils ne font rien sans un dessein spécial; leurs opérations ne sont jamais violentes, elles ne restreignent nullement le libre arbitre des êtres inférieurs, qui sont enchainés par la matière, et pour le salut desquels ils sont descendus.

Dans l'age actuel du monde, quatre Bouddhas ont dejà paru; le dernier d'entre eux était Chekiamouni ou Gautama **); un cinquième doit encore venir avant la destruction de ce monde, c'est le Bouddha Maitri ou Maîtari. La Secte de Ceylan, et de l'Inde au - delà du Gange, l'annonce au contraire pour l'an 4457 de notre Ère, époque à laquelle finira la période de 5000 ans, qui devait suivre la mort de Chekiamouni.

Les Bouddhistes regardent l'univers comme habité par différentes classes d'êtres; ils sont ou Tchama, c. à. d. réproductions par naissances; ou Roupa, Dieux matériels ou visibles; ou Aroupa, immatériels ou invisibles. Ces êtres montent par des transmigrations progressives d'un degré inférieur à un supérieur, suivant leur bonne ou mauvaise conduite dans leur état précédent, jusqu'à ce qu'ils obtiennent finalement la béatitude du Nirvana, ou de la non-existence, c. à. d. d'une existence purgée de tout ce qui est matériel, et par conséquent nullement sujète aux impressions de Maya ou de l'Illusion. Chaque homme a son bon et son mauvais génie, qui le sur-

nomination de Métaphysique, la science qui traite des premiers principes de nos connaissances, des idées universelles; des êtres spirituels. (Lunier, l. c. T. II. p. 519. Col. 2. - Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 51. Col. 1. - Penny Cyclopaedia, T. XV. p. 135. Col. 1. - Conversations - Lexikon, T. VII. p. 321. - Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 143. Col. 1.)

*) Métamorphose, du grec μεταμύρφωσις, formé de μετα, préposition qui marque changement, et de μορφή, figure, forme: changement de forme, de figure, transforma-

tion. (Lunier, l. c. T. II. p. 518. Col. 1. -Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 45. Col. 2. - Noël, Dict. de la Fable, T. Il. p. 142. Col. 2.)

**) Chekiamouni naquit dans le pays de Caschmire, environ mille ans avant notre Ere. Il est révéré comme un Dicu, sous le nom indien de Bouddha, que les Chinois ont converti en Foto, Foe et Fo. (d'Ohsson, Histoire des Mongols depuis Tchinguiz - Khan jusqu'à Timour Bey ou Tamerlan (La Hay c et Amsterdam 1834. T. I-IV. in 80.) T. II. Liv. III. Chap. 1. p. 370.)

troupes la Frontière chinoise, pour al leurs Dévotions à l'Ourga 1), c. à. d. la Ré-

veillent sans cesse, et notent toutes ses actions; à sa mort, son âme, citée au Tribunal du Souverain des Enfers, est soumise à un jugement qui prononce quelle sorte de corps elle doit habiter. Les individus renaissent selon la nature de leurs oeuvres, dans une classe supérieure ou inférieure à celle où ils se trouvaient en dernier lieu, depuis l'ordre des esprits célestes jusqu'à celui des malheureux condamnés aux plus affreux tourments de l'Enfer. Entre ces deux points extrêmes de l'immense chaîne des êtres, sont placés les Génies inférieurs, les Hommes, les Animaux et les Monstres, quatre grandes classes qui offrent des gradations à l'infini. Ces derniers sont représentés sous toutes sortes de formes monstrueuses. On peut conjurer leur maligne influence par certaines formules que des Hommes saints, élevés au rang des Dieux, ont composées dans l'ancienne langue de l'Inde. Cette dectrine comprend une vaste Mythologie; et c'est dans la description des huit enfers et des tourments qu'on y fait subir aux âmes des réprouvés, que les Docteurs de la Secte ont surtout exercé la fécondité de leur imagination.

La Religion de Bouddha recommande la pratique de toutes les vertus, et défend pardessus tout d'ôter la vie à un être animé, de s'approprier le bien d'autrui, de commettre l'adultère, le mensonge et la calomnie. Sa Doctrine secrète enseigne que l'homme, pour atteindre au plus haut degré de perfectionnement et de sainteté, doit se dépouiller de tous désirs, devenir insensible au plaisir comme à la douleur, n'être plus affecté des objets extérieurs, demeurer dans un état d'impassibilité absolue, et n'exister que pour la contemplation des choses divines; alors son àme, n'ayant plus besoin d'être purifiée par la transmigration, s'élève au rang des Divinités.

De même que tous les êtres quittent coninuellement une existence pour une autre, de même les mondes qu'ils habitent éprouvent des changements. Gautama lui-même ne connaît ni le commencement ni la fin de cette chaine non interrompue de systèmes mondains. Teus les êtres qui habitent le Loka on l'univers, produit par une succession de destructions et de reproductions, sont classés de la manière suivante:

Les H-mmes et les Dieux locaux, appelés Nat, qui inspectent et jugent les Hommes; ils ont pour serviteurs des bons et des mauvais Génies. Cette classe a sa résidence sur la terre, et dans les régions atmosphériques, qui comprennent le Mont Bienno et les six cieux des Deva, superposés les uns aux autres, et se surpassant dans le même ordre en éclat et en splendeur.

La seconde classe est celle des Roupa ou Dieux visibles; elle occupe les seize cieux plus élevés jusqu'au vingt-deuxième du Brahma-loka.

Dans la troisième se trouvent les Étres immatériels, qui, ayant été des Sectateurs zélés de la Doctrine de Bouddha, occupent les quatre cieux les plus élevés du vingt-troisième au vingt-sixième. Enfin les Bouddhas résident dans le Bon, ou l'Empire qui couvre tous ces cieux.

On appelle Gandjour la Collection tibétaine des principaux Livres classiques des anciens Bouddhistes de l'Inde, dans laquelle sont même compris des ouvrages grammaticaux et lexicographiques. Elle se compose de 108 volumes. Les Tibétains et les Mongols ont construit des Temples uniquement pour renfermer ces saints volumes. Comme les Sectateurs de Bouddha pensent qu'il suffit, pour que les prières adressées à la Divinité soient efficaces, qu'elles soient mises en mouvement, soit récitées par la bouche de l'homme, soit écrites et agitées par un moyen quelconque; on voit dans ces Temples un grand nombre de Cylindres ') qui tournent

1) Ourga**), en chinois Kourèn-Maïmatchin, sur la rive droite de la Tóta, capitale des Khalkas; petite ville d'environ 800 maisens, avec une pepulation de 4000 Chinois qui font le commerce. (Hyakinth, l. c. T. I. p. 78. — Adr. Balbi, l. c. p. 758. — Voltstündiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 294. — Langlois, l. c. T. V. (Supplém.) p. 231. Col. 2.)

^{*)} Cylindre, du grec αυλίνδρος, rond en longueur, comme une colonne, formé de αυλίνδος, rouler, tourner.

Cylindre se dit dans un très grand nombre d'arts mécaniques, d'un instrument ayant la forme cylindrique, ou d'un rouleau. (Lunier,

l. c. T. I. p. 453. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XVIII. p. 396. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. VIII. p. 250. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 962. — Ersch und Gruber, l. c. T. XX. p. 416. Col. 2.)

^{**)} Ourga ou plutôt Ourgou, mot mongol,

sidence du Khoutoukhtou 1) mongol. Luce ints y fréquentèrent les Écoles ecclé-

continuellement par le moyen d'un moulin à eau; ils renferment les volumes du Gandjour, dont le contenu, ainsi agité, doit être d'une influence très heureuse sur le bien-être du geure humain. Dans les grandes solennités, on allume aussi un guéridon de 108 lampes, qui représente les 108 volumes du Gandjour, et qu'on fait tourner dans le même sens que les Cylindres. Les Chapelets des Prêtres boud-dhistes se composent également de 108 grains.

Coubilai fut le premier des successeurs de Deheuguiz-Khau *), qui s'écarta de son précepte d'indifférence religieuse; il avait embrasse la Religion de Bouddha, qui commençait à se propager parmi les Mongols. La Philosophie de Confucius **), avec ses principes de morale et de justice, faits pour servir de base à l'établissement du bon ordre dans la société, ne pouvait pas avoir d'attraits pour des conquérants féroces. Les pratiques superstitieuses des Prêtres Tuo-fse ***) auraient eu plus d'empire sur les Mongols; mais dejà les Prêtres de Bouddha, qui de l'Ourgorie et du Tibet s'étaient répandus dans les camps des Princes dehinguiziens, y avaient surplanté les Cames auxquels ils étaient bien supérieurs en savoir. Ces Prêtres, appelés Lamas chez les Mongols, Ho-schans à la Chine, et Bouzes au Japon, se vouaient au célibat et vivaient habituellement dans des cellules, placées autour de leurs Temples, où la Divinité était représentée sous les formes allégoriques les plus bizarres.

Coubitai éleva, en Janvier 1261, à la dignité de Chef de cette Heligion, dans son Empire, un jeune Lama, nommé Mati Dhwàdscha, mais plus connu sous le titre de Patha Lama, ou de Suprème, Saint Lama. Né à Sazghia dans le Tibet, issu de l'une des familles les plus illustres de ce pays, et distingué par un rare mérite, il s'était acquis les bounes graces et la confiance de Coubilaï, qui, en lui conférant ce suprème Sacerdoce, l'investit de la Puissance temporelle dans le Tibet, avec le titre de Hoi de la grande et précieuse Loi, et celui d'Instituteur de l'Empereur. Telle fut l'origine des Grands Lamas.

Le Bouddhisme, né dans l'Hindoustan,

n'v est plus généralement répandu. Le peu de Sectateurs qui lui restent dans cette vaste contrée, y portent le nom de Bauddhas, car la croyance des Djainas du Dekkan est déjà un Bouddhisme modific. Les autres Hindous ne regardent Bouddha que comme une Incarnation de Vichnou. Sa Religion subsiste encore daus le Nepûl dans toute sa pureté, ainsi qu'au Tibet. Elle y avait éte portée autrefois, ainsi que dans la Boukharie; elle est encore en vigueur à Ceylun; de cette île importée dans l'Inde au-delà du Gange, elle est professée dans les Empires de Birman et d'Annam, dans la Chine, la Corée, le Japon, par une partie considérable de la population non lettrée. Les Bouddhistes honorent Bouddha comme une intelligence suprême, manifestée dans la personne de Chekiamouni.

La Hiérarchie établie dans le Tibet au XIII e siècle, a successivement répandue son influence sur les Nations mongoles et quelques Toungouses. Il faut se garder de prendre cette Hiérarchie pour une branche ou modification du Bouddhisme. La personne du Dalai-lama n'est regardée que comme une Incarnation d'une Divinité bouddhique, qui, pendant tout le tems, a eu une prédilection pour les contrées situées au Nord de l'Inde. La série des Dalai-lama actuels ne commence que dans la première moitié du XV e siècle. Ils ont une Hiérarchie régulière, établic au Tibet et en Mongolic. Le Bonddhisme, dans ses institutions et pratiques extérieures, offre une ressemblance surprenante avec l'Eglise romaine. Chez les Bouddhistes on retrouve des Pontifes, des Patriarches charges du Gouvernement spirituel des Provinces, un Conseil de Prêtres supérieurs qui se réunissent en Conclave t) pour élire le

1) Khoutoukhtou. Les Mongols désignent par le nom de Khoutoukhtou la Divinité incarnée, c. à. d. le suprème Pontife que les Tibétains appellent Pakba, et les Chinois Scheng-seng. (Hyakinth, l. c. p. 216.—d'Ohsson, l. c. p. 372. note.—Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 294.—Pallas, Sammlungen, T. II. p. 424—428.432.)

qui signifie accroissement, augmentation. Les Mongols et les Chinois se servent, pour désigner cet endroit, de préférence du mot Kourèn. (Hyakinth, l. c. T. I. p. 79. note ".)

^{*)} Voyez plus haut T. II. du Manuel, P. I.

Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italic. §. 1. Venise. G. p. 35. Col. 1. note †.

^{**)} Voyez plus haut p. 1213. Col. 1. note t.
***) Voyez plus baut p. 1219. Col. 1. note t.

¹⁾ Conclave, de l'italien conclave, formé

siastiques, et les Membres du Clergé de de deux côtés des Limites, conservèrent entre eux des liaisons intimes. Des dibétains et mongols se rendirent chez les mongols russes, et s'y établirent. Ces maisons trop étroites ne pouvaient être indifférentes mi à la Russie ni à la Chine. Des Disputes, des Vols et d'autres Désordres, avaient déjà obligé les deux Gouvernements respectifs de défendre à leurs Sujets de funchir la Frontière.

Ysbrand réussit non seulement à lever les Difficultés qui menaçaient le maintien de la Paix entre les deux Empires, mais il obtint encore du Gouvernement chinois, en faveur des Caravanes russes, expédiées par la Couronne, les mêmes Libertés que le Traité de Nertchinsk avait concèdées aux Particuliers. On accorda aux Caravanes russes une Hôteleite dans la Ville de Péking, et toutes les Personnes qui en faisaient partie étaient défrayées par l'Empereur de la Chine pendant la durée de leur Séjour dans la Capitale.

L'Empereur Kang-Hi avait porté la condescendance jusqu'à permettre aux Russes de bâtir, dans un Faubourg de Pèking, une Église, desservie par des Prêtres du Rite grec, eveyés de Sibérie, et entretenus aux dépens même du Trésor impériul. Cette l'aveur était moins ville aux Curavanes, qui ne s'arrétaient ordinairement que deux ou trois mois à Pè-king, et qui avaient leurs Prêtres particuliers, qu'aux Familles russes, qui se trousient établies dans cette Cupitule, dont les unes avaient établies dans cette Cupitule, dont les unes avaient établies prisonnières avant la Poix de 1689, et les autres étaient des Transfuges. Les bons traitements qu'elles avaient éprouvés pendant

Pontife, et dont les insignes mêmes ressemblent à ceux des Cardinaux, des Couvents de Maines et de Religieuses, des Prières pour les morts, la Confession auriculaire, l'Intercession des Saints, le Jeûne, le Baisement des pieds, les Litanies, les Processions, l'Eau lustrale. Le Bouddhisme est de toutes les Religions celle qui probablement compte aujourd'hui le plus grand nombre de croyants '), (von Bohlen, De Buddhaismi origine et actate definicudis tentamen (Koenig sberg 1827, in So.). — Jean Pierre-Abel Rémusat, Mélanges asiatiques ou Choix de morceaux

du latin con clavium, appartement séparé et serme à cles.

Assemblée des Cardinaux pour l'élection d'un Pane.

L'origine du Conclave n'est pas fort ancienne; c'est le successeur de Clément IV, mert à Viterbe, en 1268, qui y a donné lieu. Les Cardinaux assemblés depuis deux ans, ne pouvant s'accorder sur son élection, avaient fermé le projet de se séparer et de quitter Viterbe; mais les habitants, informés de cette résolution, fermèrent les portes de la villo par le conseil de Saint Bonaventure, et annoncèrent aux Cardinaux qu'ils ne sortiraient pas que ce Pape ne fut nommé. Cette conduite détermina le Concile de Lyon, qui se fair en 1274, à établir le Conclave et à en facr les Règles dans une Constitution qui est observée à quelques changements près.

Le lieu du Conclave est à Saint Pierre sa Valican; on en mure toutes les portes et les fenètes en hiver, excepté un panneau qui y porte une lumière fort sombre. En été toutes les fenètres sont ouvertes, on ne ferme que la première porte, mais elle l'est de quatre serrures et de quatre verroux, avec une seule ouverture, où l'on sert à manger aux Cardinaux enfermés. On dresse dans les salles, qui sont fort amples, autant de cellules qu'il y a de Cardinaux présents à l'élection; après

trois jours on ne sert plus que d'une viande, et après cinq autres jours on ne sert que du pain et du vin. Toutefois cette règle, dans les derniers tems, n'a pas été observée à la rigueur. (Lunier, l. c. T. l. p. 361. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XVI. p. 56. Col. 2. — Penny Cyclopuedia, T. VII. p. 434, Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 783. — Ersch und Gruber, l. c. T. XIX. p. 7. Col. 1.)

*) Il est impossible de rien dire de positil sur le nombre de Sectateurs que compte chaque Religion actuellement existante sur le globe. Un zele maladroit engage les divers parties à exagérer leur nombre. Les incrédules surtout, vers la fin du XVIIIe siècle, ont mis une importance ridicule à exagérer le nombre des Mahometans et des Païens. Le nombre de ces derniers a été aussi extraordinairement exagéré de nos jours par les Missionnaires protestants dans différents Tableaux qu'ils ont publies. Plus instruits dans leurs dogmes que versés dans les calculs compliqués qu'exige la solution de ce problème, ces hons Religieux ne se sont pas seulement doutés des difficultés qu'ils avaient à surmonter pour asseoir leurs estimations sur des bases au moins probables, sinon certaines.

Le Tableau suivant offre la comparaison

leur Captivité, leur avaient fait perdre le dése comourner dans leur Patrie après la Paix

critiques et de Mémoires relatifs aux Religions, aux Sciences, aux Coutumes, à l Histoire et à la Géographie des Nations orientales (Paris 1825. T. I. II. in 8°.) T. 1.

des calculs fournis par les Géographes les plus distingués; nous remarquerons toutefois que ces estimations t) ne sont et ne peuvent être que de simples approximations.

 Ces estimations peuvent être regardées comme contemporaines, puisque les deux plus anciennes, celles de Malte Brun et de Mr. Grabers, ne remontent qu'à 1810, 1813, et celle de M.M. Walkenaer et Eyries, dans la nouvelle édition de la Géographie de Pinkerton, et celle de Hassel sont de l'année 1827.

Le Christianisme avec	Malte Brun.	Graherg.	Pinkerton.	Hassel.	Balbi.
et Subdivisions) .	228,000,000.	236,000,000.	235,000,000.	252,000,000.	260,000,000.
Judaïsme	5,000,000.	5,000,000.	5,000,000.	3,930,000.	4,000,000.
Islamisme	110,000,000.	120,000,000.	120,000,000.	120,105,000.	96,000,000.
Brahmanisme	60,000,000.	60,000,000.	60,000,000.	111,353,000.	60,000,000.
Bouddhisme avec tou- tes ses Branches	150,000,000.	150,000,000.	180,000,000.	315,977,000.	170,000,000.
Toutes les autres Reli- gions (O)	100,000,000.	115,000,000.	100,000,000.	134,490,000.	147,000,000.
Total	653,000,000.	686,000,000.	700,000,000.	937,855,000.	737,000,000.

Nr. Balbi compte pour l'Église latine ou occidentale (catholique) 139,000,000.
 l'Église grecque ou orientale avec toutes ses Branches 62,000,000.
 les Églises protestantes avec toutes leurs Subdivisions 59,000,000.

Total 260,000,000.

00) On comprend sous cette Rubrique, les Religions de Confucius, de Sinto 10, le Culte des Esprits 20, la Religion des Sikhs 20, le Magisme 0 etc. et le Fétichisme 00.

a) La plus ancienne de celles qui dominent au Japon (Adr. Balbi, l. c. p. 74. – Malte Erun, l. c. T. IV. Liv. LXII. p. 485. – Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 606. Col. 1.)

 La Religion primitive des plus anciens habitants de la Chine.

Cette Religion a beaucoup de dogmes communs avec celle de Confucius, sculement Pexistence individuelle des Génies et Demons indépendants de la partie de la nature à laquelle ils président, y est mieux reconnue. Ce Culte a dégénéré en Polythéisme E) et en Idolatrie par l'ignorance de ceux qui l'admettent. Les Prêtres et Prêtresses voués au célibat, pratiquent la Magie, l'Astrologie, la Nécromancie KK) et mille autres superstitions ridicules. On les nomme Tao-fsé ou Docteurs de la Raison, parce qu'un de leurs dogmes fondamentaux, enseigné six siècles avant notre Ète par Lao-tseu, l'un de leurs maîtres, est celui de l'existence de la Raison primordiale, qui a créé le monde. (Adr. Balbi, l. c. p. 74. — Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LXV. p. 552. — No ël, Dict. de la Fable, T. II. p. 13. Col. 1. Art. Lao-hium.)

● Le Nanékisme ou la Religion des Sikhs ou Sciks, institué par Nanck, en 1419, dans la Province de Lahore dans l'Hindoustan. C'est un mélange de Brahmanisme et

E) Polythéisme, du grec πολιός, plusieurs, et de Σεός, Dieu: plusieurs Dieux. Système de Religion qui admet la pluralité des Dieux.

Polythéisie, celui qui professo le Polythéisme. (Lunier, 1. c. T. III. p. 139. Col. 1. — Dict, de la Conversation, T. XLIV. p. 381. Col. 1. — Malte Brun, 1. c. T. II. Liv. XLV. p. 586. — Adr. Balbi, 1. c. p. 1213. — Conversations - Lexikon, T. VIII. p. 695.)

KK) Nécromancie ou Nécromance, du grec νεκρομαντεία, composé de νεκρός, mort, et de μαντεία, divination. L'art prétendu d'évoquer les àmes des morts pour en savoir quelque chose. (Lunier, l. c. T. II. p. 574. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XL. p. 26. Col. 1. — Noël, Dict. de la Fable, T. III. p. 204. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 747.)

de Nertchinsk, et aux termes du Tro on ne pouvait les y contraindre. Le climat de Pé-

p. 100. 113. 129. 146. *). - Pallas, Sammlungen, T. II. p. 1-356. - Geschichte der Ost-

Mongolen und ihres Fürstenhauses, verfast von Ssanang Ssetsen Chungtaidschi,

") Nouveaux Mélanges asiatiques, ou Recueil de morceaux critiques, etc. (Paris 1828, T. I. II. in 8°.) Ce Recueil est formé non seulement des principaux Articles fournis par Abel Rémusat au Journal des Savants, au Journal asiatique, aux Mines de l'Orient et autres Recueils français et étrangers, mais encore de la plus grande partie des Opuscules que A. Rémusat avait publiés jusqu'en 1829; des Notices fournies par lui à la Biographie universelle; d'Extraits des Mémoires et Dissertations lus à l'Académie des Inscriptions, de l'Art. Chine du Dictionnaire universel de Géagraphie, publié par Kilian, etc. etc. (Quérard, La France littéraire ou Dictionnaire bibliographique des Savants, Historiens et Gens de Lettres de la France, ainsi que des Littérateurs étrangers qui ont écrit en français plus particulièrement, pendant les XVIII e et XIX e siècles (Paris 1827—1838, T. 1-1X, cet Ouvage n'est pas encore achevé), T. VII. p. 519. Col. 2.)

D'autres Écrivains, qui élèvent la Population du Globe à 1,000,000,000, donnent les estimations suivantes:

Autres Sectes	et	I	aï	ens	en	4	I fr	iqu	ie,	en	A	mė	riq	ue,	et	c.	77,000,000.
Brahmanisme																	200,000,000.
Bouddhisme.									•						•		380,000,000.
Islamisme .	٠	٠	٠					•								•	140,000,000.
Judaïsme .	•	•	٠				•	•		٠	٠		٠		•		3,000,000.
Christianisme																	200,000,000.

Total 1,000,000,000.

d'Islamisme. (Adr. Balbi, l. c. p 75. — Malte Brun, l. c. T. IV. Liv. LXVIII. p 44. - Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 195. Col. 1.)

O) Le Magisme ou la Religion de Zoroastre. Ce Culte très ancien admet l'existeace d'un Étre suprème appelé Zerwan ou le Tems sans bornes, d'où sont émanés deux Principes, l'un bon, appelé en ancien persan, Ehoro-Mezdao, ou Oromaze par les Grees; l'autre mauvais, en ancien persan, Enghreo-Manioch, par les Grecs Arimone. Ils se combattent; le bon remportera à la fin une victoire complète. Zoroastre admet trois Mondes: un supérieur, spirituel, séjour de la lumière primitive et de la force productrice; un Monde moyen, visible, où regnent Oromaze, Roi de la lumière, et Mithra, réunion des forces actives et passives de la nature ; enfin une Région inférieure des ténèbres, séjour d'Arimane et de sa suite malfaisante, les Dews ou Dives. Il reconnait une Ilierarchie d'Etres célestes et purs, dérivant d'Oromaze, que les Persans invoquent comme des Genies bienfaisants. L'homme, d'origine céleste, était d'abord d'une nature lumineuse et pure, mais ayant succombé à l'influence desastreuse d'Arimane, il perdit ses prerogatives; cependant, en combattant continuellement contre le mauvais Principe, il aura part à la restauration universelle de toutes choses. La plus grande partie de ce Culte consiste en purifications, en ablutions, et en cérémonies qui tendent à rapprocher de la lumière. C'est devant le Feu sacré qu'on les pratique et que l'on récite les différentes formules de prières prescrites dans le Rituel de Zoroastre. Sa Doctrine est consignée dans le Zend-Avesta, écrit dans la langue morte dite Zend. Le Magisme se conserve encore parmi les Parsis ou Guebres dans le Kerman, en Perse, à Surate et dans le Guzarat dans l'Hindoustan. Dans le premier siècle du Christianisme, il se répandit dans l'Empire romain un Culte venu de la Perse, connu sous le nom de Culte Mithriaque, qui offrait de grandes ressemblances avec la Religion de Zoroastre, mais dans lequel le Dieu Mithra, fils d'Oromaze, chargé de la conduite du Soleil et du gouvernement du Monde, médiateur entre Oromaze et les hommes, était l'objet d'une adoration spéciale. (Malte Brun, l. c. T. III. Liv. LV. p. 265. - Adr. Balbi, 1. c. p. 74. 75. - Noël, Dict. de la Fable, T. 11. p. 72. Col. 1. Art. Mages. - d'Herbelot, 1, c. p. 539. Col. 2. Art. Magius. -Diet. de la Conversation, T. XXXVI. p. 300. Col. 2. Art. Mages. - Penny Cyclopuedia, T. XIV. p. 280. Col. 2. Art. Magi. - Conversations-Lexikon, T. VII. p. 30. Art. Magier.)

king, la douceur des moeurs chinoises, la facilité de se procurer une vie commode par un

der Ordus; aus dem Mongolischen übersetzt und mit dem Original-Texte, nebst Anmerkungen, Erläuterungen und Citaten aus andern unedirten Originalwerken, her-

Arimane, voyez dans d'Herbelo', l. c. p. 65. Art. Aherman. — Noël, Diet. de la Fable, T. l. p. 52. Col. 1. — Biogr. universelle (Partie hythologique), T. I.III. p. 114. Col. 1. — Diet. de la Conversation, T. III. p. 67. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. II. p. 318. Col. 2. Art. Arimanes. — Conversations. Lexihon, T. III. p. 19. Art. Dämomen. — Ersch und Gruber, l. c. T. II. p. 253. Col. 1.

Dives, voyez dans d'Herbelot, 1. c. p. 280. Col. 1. Art. Div. — Noël, Diet. de la Fable, T. II. p. 475. Col. 1. — Biogr. universelle (P. myth.), T. LIV. p. 105. Art. Devs. — Dict. de la Conversation, T. XXI. p. 287. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 417. Art. Persische Religion. — Walter Scott, Minstrelsy of the Scottish Border: consisting of historical and romantic Balads, collected in the Southern Counties of Scotland; with a few of modern Date, founded upon local Tradition (Edinbourg 1812 T. 1-III. in 89. 5 e édition.) Dissertation sur les Superstitions populaires, en tête du Recueil.

Guèbres ou Parsis. (Malte Brun, l. c. T. Il. Liv. XLV. p. 588. — Adt., Balti, l. c. p. 74, 75. — d'Herbelot, l. c. p. 358. Col. 1. Art. Glebr. p. 693. Col. 1. Art. Parsi. — Noël, Dict. de la Fable, T. I. p. 663. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXI. p. 160. Col. 1. Art. Guèbres. Bidem, T. XIII. p. 292. Col. 2. Art. Parsis. — Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 481. Col. 2. Art. Persia: Religion. — Conversations-Lexikon, T. IV. p. 529. Art. Gebern.)

Mithra, voyez dans Noël, Diet. de la Fable, T. II. p. 158. Col. 2. Art. Mithras. p. 159. Col. 2. Art. Mithriagues. — Eiogr. universelle (P. myth.), T. LV. p. 104. Col. 2. — Diet. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 228. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 421.

Oromaze, voyez dans d'Herbelot, l. c. p. 687. Col. 2. Art. Ormoz. — Noël, Dict. de la Fable, T. II. p. 289. Col. 2. Art. Ormusd. p. 290 Col. 2. Art. Oromase. — Biogr. universille (P. myth.), T. LV. p. 222. Col. 2. Art. Ormuzd. — Dict. de la Conversation, T. XII. p. 213. Col. 1. — Penny Cyclopacia, T. XVII. p. 25. Col. 2. — Conversations. Lexikon, T. VIII. p. 9. Art. Ormuzd. — Ersch und Gruber, l. c. Sect. Ill. T. V. p. 452. Col. 1. Art. Ormuzd.

Zend-Avesta, voyez dans d'Herbelot, l. c. p. 10. Col. 1. Art. Abesta. p. 917. Col. 1. 2. Art. Zend. — Noël, Diet. de la Fable T. II. p. 852. Col. 2. — Diet. de la Conversation, T. L.II. p. 459. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. XII. p. 469.

Zoroastre, voyez dans d'Herbelot, l. c. p. 919. Col 1. Art. Zerdascht ou Zaradascht.

Noël, Diet. de la Falle, T. III. p. 836.
Col. 1. — Biogr. universelle, T. III. p. 434.
Col. 1. — Diet. de la Conversation, T. III. p. 486. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 528.)

OO) Fétichisme K). Le Fétichisme est la Religion du plus grand nombre des habitants de l'Afrique, puisque c'est la Religion que professent encore presque tous les Nègres, quelques Peuplades de la Famille atlantique, et presque tous les Indigenes de Madagascar. Ces Nations abruties, qui voient dans les objets les plus communs qui les environnent, des sujets de leur adoration, paraissent généralement admettre un bon et un mauvais Principe; ils ont des Jours heureux et malheureux; leurs Prêtres sont des Jongleurs adroits, qui prétendent préserver les hommes et les animaux de l'influence des mauvais Esprits. Quelques-uns de ces Peuples ont un Fétiche national et suprème : les Quidah ou Widah, par exemple, adorent le Serpent; un ordre de l'rêtres et de jeunes Filles sont destinées à servir ce Monstre dans une espère de Temple, où il est somptueusement nourri. Les féroces Bissagos adorent le Coq; les Benins, qui regardent leur propre Ombre comme un Fétiche, ont pour Idole principale, outre leur Roi, un Lezard. Le Fétiche prin-

E) Le mot Fétichisme paraît avoir été formé au Sénégal par les navigateurs, et dériver du portuguis feitizo (et non pas fetisso), objet fêté, divinisé, charme. (Roquefort, Diet. étymol. T. l. p. 316. Col. 1. — Novo Diccionario francez-portuguêz (Lisbonne 1803. in 8°. septième édition.) — Anth. Vieyra, Dictionary of the Portuguese and English Language, corrigé et augmenté par J. Dias do Canto (Londres 1827. T. l. ll. in 8°.) — Heyse, Frendwörterbuch, T. l. p. 415.)

peu de travail, les avaient toutes fixées à la Chine. Leur petite Église n'était point dange-

ausgegehen von Isaac Jacob Schmidt (St. Pètersbourg et Leipzig 1829. in 4°). – d'Ohsson, 1. c. T. II. Liv. III. Chap. I. p. 367–372. – Hyakinth, 1. c. T. II. p. 138. - Neue Nordische Beyträge zur physikalischen und geographischen Erd- und Välkerbeschreibung, Naturgeschichte und Ockonomie (St. Petersbourg et Leipzig

cipal des Achantics est le Fleuve Tando, celui des Habitants du Dankas le Fleuve Cobi. tandis que le Rio-Volta ou Adirray l'est des Habitants d'Odentie. Dans l'Akkra, la Hiene; à Dixcore et à Anamabou, l'Alligator; à Ussue, le Chakal, et par tout l'Achantie, le Vautour, sont adorés comme des Divinités. L'Iguana K) est le grand Fétiche de Bonny et le Requin celui des Calabars, tandis que celui des Dahomey est tantit un Leopard et tantôt une Panthère, auxquels on immole tous les ans des victimes humaines. Les Negres, qui habitent près des Cataractes de la Bousempra sur la Côte d'or, révèrent ces Cascades comme leur Idole suprême, et les Agocos, qui demeurent près des Sources du Nil en Abyssinie, sacrifient depuis un tems immémorial au Génie de ce Fleuve. Les récits du Maure Sidy Hamed nous représentent les Habitants de Wassenah adorant la Lune, ainsi que plusieurs Peuplades de la Nubic et d'autres contrées de la Région du Nil et de l'Afrique intérieure; ceux des environs du Cap Mesurado en Guinee, adorent le Soleil. Des Arbres, des Pierres, la Lune et quelques Astres, sont les objets du Culte des féroces et puissants Gallas, etc. etc. Outre ces Fétiches, les Nègres ont encore des Grisgris KK), espèces d'Amulettes KKK) préser-

vatrices de petits Dieux domestiques. Chez les Tribus du Nord de l'Amérique, il y a des Manitous, des Ockis; on trouve des Divinités analogues parmi les Américains méridionaux. Les Insulaires de la Polynesie n'ont pas moins d'Idoles et de ces Marmousets (6) apportés par les voyageurs pour les cabinets des curieux; on en a rencontré chez les Sibériens, et jusqu'au Kamtschatka, au Groënland, en Laponie, comme parmi les Ostiaques, les Samoiedes. La plupart de ces Nations, toutefois, n'ont pas une foi bien vive dans leurs Idoles. Lorsque les prières et les sacrifices n'en obtiennent pas un grand succès pour la chasse ou dans leurs guerres et leurs amours, Pallas & p) et d'autres voyageurs ont vu ces Sibériens rosser leurs Burkhans ou les briser en leur reprochant l'ingratitude dont ils payaient ces supplications. (Malte Brun, 1. c. T. IV. Liv. LXXX. p. 436. Liv. LXXXI. p. 668. - Adr. Balbi, 1. c. p. 830. - Noël, Dict. de la Fable, T. I. p. 599. Col. 1. -De Brosses, Du Culte des Dieux fétiches ou Parallèle de l'ancienne Religion d'Égypte avec la Religion actuelle de Nigritie (Dijon 1760. in 120.) traduit en allemand par Pistorius (Stralsund 1785.). - Dict. de la Conversation, T. XXVII. p. 29. Col. 1. - Conversations - Lexikon, T. IV. p. 91.)

K) Iguane. Genre de Reptiles assez semblables aux Lézards dans leurs formes générales, très commun dans toute l'Amérique méridionale, où il habite les bois sur les lisières des fleuves et des eaux vives. (Cuvier, Le Règne animal distribué d'après son organisation, pour servir de base à l'Histoire naturelle des Animaux et d'introduction à l'Anatomie comparée (Paris 1817. T. 1-IV. in S°). - Dict. de la Contratation, T. XXXII. p. 382. Col. 1. - Penny Cyclopaedia, T. XII. p. 437. Col. 2.)

Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académie, p. 413. Col. 2.

Amulette, du latin a mu letum, fait de l'arabe hamalet, prétendu préservail qu'on porte sur soi pour se garantir des sortièges, malélices, sorts, maladise, conjurations, et autres accidents fâcheux. (Roquefort, l. c. T. I. p. 28. Col. 2. — Heyse, Fremdwörterbuch, T. I. p. 50. — Dict. de

la Conversation, T. II. p. 109. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 477. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 248. — Ersch und Gruber, I. c. T. III. p. 428. Col. 2. — J. B. Salgues, Des Erreurs et des Préjugés répandus dans les diverses Classes de la Socièté (Paris 1815 – 1818. T. I-III. in 8°.) T. II. p. 412. sqq.)

Marmouset, petite figure grotesque.
 (Dict. de l'Académie.)

ΦΦ) Pierrc-Simon Pallas, Naturaliste et Voyageur célèbre, naquit à Berlin, le 22 Septembre 1741; il mourut dans la même ville, le 8 Septembre 1811. (Biogr. universelle, T. XXXII. p. 437. Col. 2. où l'on trouve une Notice raisonnée de ses principaux ouvrages. — Dict. de la Conversation, T. XLII. p. 23. Col. 2. — Penny Cyclopuedia, T. XVII. p. 171. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 242.)

reuse au repos de l'Empire, comme l'ont été les Établissements des Jésuites; d'ailleurs l'Empereur Kang-Hi favorisait la Liberté de Conscience. Ces Familles russes, s'étant mélées depuis aux Familles chinoises, abandonnèrent le Christianisme, mais leur Église a longtems subsisté encore.

Il fut établi que les Caravanes de Sibérie joniraient toujours de cette Église, quand elles viendraient apporter des Fourrures et d'autres Objets de Commerce à Péking: le Voyage, le Séjour et le Retour se faisaient en trois années. Le Gouverneur de Sibérie sut chargé de la Direction de ce Commerce.

L'Échange ainsi organisé des Pelleteries et antres Productions russes contre les Marchandises chinoises 1), procura des profits immenses au Trèsor du Tzar.

Sur la demande de l'Empercur Kang-Hi, le Tzar Pierre I envoya vers ce Monarque, en 1715, le Chirurgien anglais, Thomas Garrein, accompagné du Lieutenant Laurent Lange (natif de Stockholm). Ce dernier avait pour Instruction de se procurer des Renseignements exacts sur toutes les diverses branches du Commerce chinnis, et sur l'état des Affaires à la Frontière. De retour à Pétersbourg, Lange informa son Mâtre des nombreux Désordres qui résultaient des Relations trop faciles entre les Peuplades limitrophes 2). En effet, la bonne Intelligence entre les deux Empires était sérieusement compromise par les excès que les Busses, excités par leur intempérance habituelle, commettaient tant à Péhing que sur la Rivière d'Argoun, où les deux Nations tenaient une Foire qui durait pendant la plus grande partie de l'année. Les plaintes se multiplièrent au point que le Gouvernement chinois menaça les Russes de leur interdire l'Entrée de l'Empire et du Pays des Mongols.

Pierre choisit alors, en 1719, Leff Wassiliënitch Ismailoff, Capitaine de ses Gardes, pour Ambassadeur à la Cour de la Chine, et lui adjoignit comme Sercétaire d'Ambassade le Lieutenant Lange, le même qui quatre ans auparavant avait fait le Voyage de Péhing. Cette Ambassade produisit un heureux effet, et on se concerta de part et d'autre sur les Mesures les plus efficaces pour maintenir le Commerce et les Liaisons amicales entre les deux Empires 3).

1781-1796. T. I-VII. in 80.) T. II. No. IX. p. 208. 213. note e. - Schmidt, Über die Verwandtschaft der gnostischen philosophischen Lehren mit den Religionssystemen des Orients, vorzäglich dem Buddhismus (Leip-21g 1828 in 80.). - Edw. Upham, The History and Ductrine of Budhism, with Notices of the Kappovism or Demon Worship and of the Bali or Planetary Incantations of Ceylon (Londres 1829, in fol.) - Noël, Dict. de la Fable, T. I. p. 262. Col. 1. - Malte Brun, I. c. T. H. Liv. XLV. p. 587. - Adr. Ballii, l. c. p. 71 73, 75. 76, 630, 733. 750. 773. 1213. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 339 - 342. - Dict. de la Conversation, T. VII. p. 461. Col. 2. Art. Bouddha, Bouddhisme, - Penny Cyclopaedia, T. V. p. 526. Art. Buddha, Buddhism. - Conversations-Lexikon, T. II. p. 296. Art. Buddha. - Ersch und Gruber,

Buddhaysmus.)
Des Notions intéressantes sur le Bouddhisme se trouvent dans le Journal des Savants (Janvier 1821); dans l'Asiatic Journal
et dans le Quarterly oriental Magazine
(Calcutta T. 1—VI.).

1. c. T. XIII. p. 330. Col 2. Art. Buddha,

1) Les Marchandises que l'on tirait de la

Chine, consistaient surtout en lingots d'or et d'argent, et en pierres précieuses qui avaient beaucoup plus de valeur en Russie qu'à Pé-king. La Chine fournissait encore du Thé, de la Soie, une espèce de Toiles mélées de Coton, que les Russes appellent Kitay, teintes en rouge, bleu et autres Couleurs, avec une grande quantité de Perles, de Musc et d'Anis. (Scherer, l. c. T. II. Chap. X. p. 10, 11.)

2) Pallas, N. N. Beiträge (Leipzig 1781.) T. II. p. 83. - Ritter, l. c. p. 105.

3) Journal von Lorentz Langens Reise nach China, dans (Friedr. Christ. We. ber), Das veränderte Rufsland, in welchem die jetzige Verfassung des geist- und weltlichen Regiments, der Kriegsstaat, die Finunzen, etc. etc. vargestellt werden (T. 1. seconde édition. Francfort et Leipzig 1744. in 40. T. II. Hannovre 1739. T. III. Ibidem 1740. in 40.) T. I. p. 72. sqq. -Journal du Sr. Lange, contenant ses Negociations à la Cour de Chine, en 1721 et 22, avec des Remarques, dans Recueil de Voyages au Nord, T. VIII. p. 221-371. -G. J. Unverzagt *), Die Gesandtschaft Ihro Kais. Majestät von Grofs . Rufsland an den sinesischen Kaiser, 1719, von Petersburg nach Pekin (Lubeck 1725. in 80.). -

^{*)} L'Auteur faisait partie de la Suite de l'Ambassadeur.

Après le départ d'Ismailoss, en 1721, Lange resta à Péking comme Agent de l'Empereur de Russie, pour surveiller et protèger le Commerce et les Caravanes de sessiets; mais tout à coup le Gouvernement chinois obligea cet Agent à quitte la Capitale et à retourner en Bussie, sous prétexte que la Résidence d'un Agent étranger à Péking était incompatible avec les anciennes Maximes et les Lois fondamentales de l'Empire. A peine l'Agent eut-il quitté les Frontières de la Chine, que de nouveaux excès commis par les Russes, dans la Résidence du Khoutoukhtou mongol, firent naître des plaintes auxquelles il ne fut plus possible de remédier; d'ailleurs certaines fraudes que les Russes pratiquérent dans le Commerce des Fourrures 1), achevèrent d'indisposer les Chinois coulre eux. En conséquence, une Ordonnance de l'Empereux Kang-Hi, émanée en Janvier 1722, statua que tous les Russes seraient chassés de l'Empire et du Pays des Mongols. Cet Ordro fut exécuté avec une sévérité inflexible; en renvoya tous les Ruschands russes, qui s'étaient rendus à la Foire de l'Ourga, et on leur signifia en même tems que dorénavant leurs Caravans n'auraient plus la Permission de venir à Péking 2).

L'Empereur Kang-Hi mourut à cette époque (20 Décembre 1732), et son Successeur Young-Tching 3) insista fortement sur la Fixation d'finitive des Frontières. Lange était revenu en Russie avec la dernière Caravane, et, par suite des Différends continuels, le Commerce des Russes avec la Chine se trouvait complètement anéanti. Cependant le nouveau Souverain chinois se montrait disposé à la Conclusion d'un nouveau Traite, en manifestant le désir avant tout de voir la Frontière des deux Empires déterminée, afin de rompre toute Liaison entre scs Mongols et ceux qui vivaient sous la Domination russe; le Gouvernement russe, de l'autre côté, attachait un grand prix à obtenir la Révocation de l'Ordonnance qui fermait à ses Sujets l'Accès de la Chine et du Pays des Mongols, et à rétublir les Relations commerciales sur l'ancien pied. Pour arriver à ce double but, également important pour les deux Puissances, le Cabinet de St. Pétersbourg euvoya, en 1726, le Comte Sawa Wladislawitch Ragousinski 1), comme Ambassudeur plénipotentiaire en Chine, avec l'ordre de mettre tout en oeuvre pour aplanir les Difficultés qui jusqu'alors avaient empèché la Fixation de la Ligne de Démarcation et l'Établissement du Commerce sur un pied stable et avantageux. A son arrivée à Péking, cet Ambassadeur fut très bien accueilli par le Monarque chinois. On convint d'établir un Congrès à la Frontière même, pour mettre fin à toutes les mésintelligences. Ce Congrès se composait d'une part du Comte Sama Wladislamitch et de ses Conseillers, et de l'autre du Conseiller d'Etat intime, Président du Tribunal des Cérémonies et Assesseur du Département des Affaires de l'Intérieur, Tchabina; du Conseiller d'État intime, Assesseur du Département des Provinces extérieures, et premier Grand de la Bannière entièrement rouge, Tégout, du Vice Président du Collège de la Guerre, Toulichin, et du Prince mongol Tsereng-wang, Adjudant général de l'Empire de la Chine, et allié par mariage à la Maison régnante.

Conformément aux Dispositions prises à Pèking, ce Congrès s'assembla en 1727, auprès du Boro ou Boura, Ruisseau qui se jette dans la Selenga. Les Négociations commencèrent entre les Personnes nommées Arbitres des deux côtés. C'étaient des Mongols
de distinction et des Anciens des Tribus. Les Chinois élevaient des prétentions excessives
expendant le Comte Sa na parvint, par sa fermeté, à les faire renoncer à la plus grande partie de ces demandes, et le travail pénible de fixer une immense Ligne de Démarcation entre
les deux plus grands Empires du Monde, fut terminé de la manière la plus amicale.

On conclut une Convention préalable, datée du 10 Août (v. st.) 1727, par laquelle la

John Bell of Antermony *), Travels from St. Petersburg in Asia (Glasgow 1763.

T. I. II. in 4°.) — Ritter, I. c. p. 105. 106.

J) On imputait aux Russes d'avoir mélé du Plomb dans les queues et les pieds des Fourares qu'ils vendaient au poids. (Scherer, I. c. T. II. Chap. X. p. 14.)

2) Müller, Sammlung, T. VIII. p. 504 -513. - Voltaire, Histoire de Russie, Part. II. Chap. XII. - Scherer, I. c. T. II. Chap. X. p. 7-14.

3) Young Tching est encore un nom de Règne. Il signifie Droiture perpétuelle, en mantchou Khowaliyasoun-Tob, et en mongol Naireltou-Tib. (Klaproth, Mémoires relatifs à l'Asie, p. 5. note 1.)

4) Gentilhomme ragusais (illyrien) au service de Russie.

^{*)} Bell était attaché à l'Ambassade en qualité de Medecin.

Frontière sut fixée en général 1), et il sut décidé qu'en établirait, au Peint eù la Frontière touche au Ruisseau Kiakhta 2), un Entrepôt de Commerce pour les Négociants des deux Empires. Pour éviter à l'avenir tous les Désordres, il sut également stipulé que les Habitants de la Frontière ne pourraient trassquer que dans ce Lieu. Chacune des Hautes Parties contractantes se réservait le Droit de reprendre ceux de ses Sujets qui, pendant la Fixation des Limites, avaient dépossé la Frontière et s'étaient établis sur le Territoire étranger. On devait séparer les Sujets des deux Empires, qu'en trouvait habiter ensemble, pour éviter que les Tribus limitrophes ne se consondissent ensemble.

Par la même Convention préliminaire, il fut également décidé qu'on insérerait en détail, dans le Traité définitif, tous les Articles concernant la Ligne de Démarcation à tracer.

Après la Conclusion du Traité définitif, ratifié à Péking, le 21 Mai 1728, les Commissaires des deux Empires firent expédiés pour inspecter la Frontière proposée, avec ordre d'y ériger des May aks 8), Signaux ou Colonnes limitrophes, et de séparer les Sujets respectifs. Du Ruisseau de Kiakhta à l'Ouest jusqu'à la Frontière des Eleutes-Dzoun-gars, cette Inspection eut lieu sous la Direction du Stolnik 4) et Commissaire de Frontière, Etienne Andrémitch Kolitcheff, et du côté des Chinois, sous celle du Doroï-Amban Besing ga. Du Kiakhta à l'Est, jusqu'à la Source de l'Argoun, l'Inspection se fit par les Secrétaires d'Ambassade Invan Glassounoff et Siméon Kireef, et par le Conseiller d'État chinois Khoubitou. Les deux Commissions rédigèrent des Procès-verbaux sur leurs travaux, dans lesquels les Fleuves, Rivières, Ruisseaux, Lacs, Montagnes, Vallées et Plaines, auprès desquels on devait élever des Colonnes limitrophes, et trouvent nommés et exactement décrits. Le Procès-verbal de Kolitcheff est daté du 27 Octobre, et celui de Glasounow et Kireeff du 12 Octobre de la même année 3).

Le Traité définitif entre les deux Empires sut signé et proclame à la Frontière, le

21 Octobre (v. st.) 1727.

Traité de Paix et de Limites entre la Russie 1727, (Cathérine Alexiewna) et la Chine (Young-Tehing), conclu, signé et promulgué sur la Frontière des deux Empires, le 21 Octobre 1727 °) (septième Jour de la septième Lune de la cinquième Année de Khôwaliyasoun-Tob) °).

Pré-

- Voyez pour les détails Klaproth, 1. c.
 8-10.
- 2) Le Ruissrau et la Bourgade de Kiakhta, on plutôt Kiaktou, dérivent leur nom du mongol Kia, Chiendent (Triticum repens), qui y croît en grande quantité, et qui offre nne excellente pâture pour le bétail. (Klaproth, l. c. p. 9. nete 2:)
- 3) Le mot Mayak (MARKE) est russe, et désigne un Signal, une Marque, et aussi Fanal, Phare. Les Colonnes ou Signaux limitrophes, à la Frontière chinoise, s'appellent eu mongol Ob o, mot également reçu en mantchou. (Klaproth, l. c. p. 14. note l.)
- 4) Спольникъ, Stolnik, Dignitaire de la Cour des anciens Tzars. Ce Terme ne s'emploie plus aujourd'hui, depuis que la Dignité qu'il désignait a été abolie.
- Voyez pour les détails Klaproth, l. c. p. 12-27. Comparez Ritter, l. c. p. 106. Plath, l. c. p. 576. 577.

6) Le Traité ayant été rédigé au nom de l'Impératrice Cathérine (I), dont on ignorait alors le décès, la Ratification ne fut effectuée que le 14 Juin 1728, au nom de l'Empercur Pierre II; elle fut échangée auprès du Kiakhta.

En mantchou, l'original de ce Traité est appelé Dchouwan emou Khatsin-ni bitkhe, ou l'Écrit des onze Articles.

En mongol on le nomme Namats ou Namits.

- Ce Traité fut originairement rédigé en mantchou, et on le traduisit après en Latin et en russe. Ces deux Traductions sont inexactes dans plusieurs endroits. (Klaproth, l. c. p. 27, 28.)
- 7) Vayez plus haut p. 1205. Col. 1. la note **. touchant la Chronologie des Chinois, et p. 1231. Col. 2. la note 3. qui se rapporte au mot Young-Tching.
- 8) Ritter (l. c. p. 106-109.), Plath (l. c. T. II. p. 577.), Müller (Sammlung, T. VIII.

Préambule.

Par ordre de l'auguste Empereur du Royaume de Daitsing ') se réunirent pour conclure un Traité de Paix, et pour fixer les Frontières,

· Tchabina, Conseiller intime, Président du Tribunal des Mandarins s) et Assesseur du Ministère de l'Intérieur;

Tégout, Conseiller intime, Président du Tribunal qui gouverne les Provinces extérieures 6), et Grand Drapeau tout rouge;

Toulichin, Vice-Président du Ministère de la Guerre '); et L'Ambassadeur de l'Impératrice des Oros, le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch.

Ces Chargés des Affaires des deux Empires se rendirent à Niptchou (Nertchinsk), pour conclure un Traité de Paix, et pour déterminer la Frontière; voici les Articles qu'ils rédigèrent avec exactitude:

Les Art. I. et II. concernent le Rétablissement de la Paix, et la Conduite à tenir de part et d'autre pour en assurer le Maintien à l'avenir.

p. 513, sqq.) et Scherer (l. c. T. II. Chap. X. p. 15.) disent que les Plénipotentiaires russes et chinois conclurent deux Traités, l'un le 20 Août 1727, concernant particulièrement la Démarcation (c'est la Convention préliminaire du 10 Août v. st. dont nous avons parlé plus haut) et l'autre le 21 Octobre de la même année, qui comprenait tous les autres Objets sur le quels ils avaient été chargés par les Cours respectives de statuer. Coxe, Entdeckungen, T. II. p. 345. ne fait mention que d'un seul Traité, qu'il appelle le Traité de Kiakhta, et auguel il donne la date du 14 Juin 1728. (Nous avons dit plus haut que c'est celle de la Ratification par la Russie.) -Scherer et Coxe ne donnent qu'un Sommaire très peu correct des Stipulations arrêtées de part et d'autre. - Müller rapporte une Traduction allemande des Articles IV. et V. du Traité du 21 Octobre, qu'il appelle le Traité general (General-Tractat). - Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1023., donne aux Traités de Limites et de Commerce, qu'il cite, la date du 20 Août 1727, en s'appuyant sur le témoignage de Müller et

Nous avens adopté la Traduction française, donnée par Klaproth, Mémoires relatifs à l'Asie, p. 28-44.

Une autre Traduction française a été rappertée par Mr. Frédéric Murhard, dans Nouveaux Suppléments au Becueil de Traités de Martens (Goettingue 1839, T. I. II. in 8°.) T. I. p. 711. L'Éditeur dit que les Traductions lotine et russe de ce Traité sont inexactes sur plusieurs Points *), et il assure que la Traduction française, qu'il rapporte, est aussi fidèle que possible; nous remarquerons toutefois qu'elle diffère sur plusieurs points de celle de Klaproth.

- 1) Daitsing, en chinois Thai theing, est le nom de la Dynastie mantchoue actuellement régnante en Chine. (Klaproth, l. c. p. 28.)
- 2) Khafan-ni dehourgan, en chinois Li-Pou. (Klaproth, ubi supra. — Grosier, De la Chine, ou Description générale de cet Empire, rédigée d'après les Mémoires de la Mission de Péking (3e édition. Paris 1818. T. I—VII. in 8°.) T. V. p. 29.)
- 3) Toulergí golo be dasara dehourgan, appelé aussi Monggo dehourgan, ou le Tribunal mongol, en chinois Li-fan youan. Il gouverne les Provinces situées en-dehors de la grande Muraille. On pourrait aussi le nommer Tribunal des Affaires étrangères, parce qu'il est chargé des Nègociations et des Communications avec les Puissances étrangères et avec leurs Ambasades. (Klaproth, l. c. p. 28, note 3.)
- 4) Tchooktsai dchourgan, en chinois Ping-pou. (Klaproth, l. c. p. 28. note 4. Grosier, l. c. T. V. p. 32.)

^{°)} La même Remarque a été faite par ${\it Klaproth}, {\it voyez}$ plus haut p. 1232. Col. 2. note 6: III. 79

Art. III. Le Pays situé entre le Corps de Garde de l'Empire des Oros, auprès du Ruisseau de Kiakhta et le Signal (Obo) de l'Empire du Milieu, situé sur le haut du Mont Orkhoïtou, doit être également partagé, et on doit y élever un Signal (Obo), qui servira comme Marque de la Frontière. Au même Endroit on doit aussi établir l'Entrepôt de Commerce, et y expédier des Commissaires (Kamisar)......

Le Reste de cet Article concerne la Ligne des Frontières entre les deux Empires.

Maintenant que la Fixation de la Frontière des deux Empires est déterminée, et qu'aucun Transfuge ne peut plus être admis, il a été convenu avec le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, d'établir un libre Commerce entre les deux États.

Le Nombre des Négociants, qui penvent aller tous les trois ans à Peking, ne doit pas surpasser deux-cent, comme il a été fixé antérieurement. Quand ce ne sont que des Commerçants 1), ils ne seront plus entretenus comme autrefois 2). Mais on n'exigera aucun Impôt, ni du Vendeur, ni de l'Acheteur.

Quand ces Négociants arriveront à la Frontière, ils devront en donner l'Avis par écrit. Après la Réception de cet Avis, on expédiera un Officier (Khafan), pour les recevoir et les accompagner à cause du Commerce.

S'ils achètent pendant le Yoyage des Chameaux, des Chevaux ou des Vivres, ou s'ils louent des Ouvriers, ils les doivent achèter ou louer à leurs Dépens.

Les Négociants seront sous les Ordres d'un Chef, chargé de soigner leurs Affaires, et s'il survient des Différends entre eux, ce sera lui qui les accordera. Si ce Chef des Négociants est un Homme d'un haut Rang, il doit être reçu et traité conformément à son Rang.

On voit que ce Chef était destiné à remplir les Fonctions de Consul, sans toutesois en porter le Titre.

Toute Espèce de Marchandise peut être vendue, excepté celles que les Lois des deux Empires défendent.

On ne doit pas permettre à qui que ce soit de rester secrètement et sans la Permission de son Chef dans le Pays étranger.

¹⁾ La différence entre Négociants et Commerçants n'est point expliquée. — La Traduction française, donnée par Mr. Murhard, porte Marchands et simples Commerçants.

²⁾ La Traduction française précitée, portes au contraire "on devra, de plus, fournir à "leur Entretien, comme autrefois."

Si quelqu'un meurt, tous ses Biens, de quelque Espèce qu'ils soient, seront remis aux Gens de son Pays, comme il a été convenu avec l'Ambassadeur de l'Empire des Oros, le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch.

Outre le Commerce fait par les Caravanes des deux Empires, on établira encore sur les Frontières réciproques, auprès de Kiakhta, du Selengga et de Niptchou (Nertchinsk), des Maisons pour le Commerce ordinaire, qui, selon qu'on le jugera nécessaire, seront entourées de Haies et de Palissades '). Ceux qui se rendent à ces Endroits pour faire le Commerce, doivent exactement suivre la Route directe. Si quelqu'un d'eux s'éloigne de cette Route, pour faire le Commerce en d'autres Lieux, toutes ses Marchandises seront confisquées au Profit du Gouvernement. On installera des deux Côtés un Nombre égal d'Officiers, qui seront sous les Ordres de Chefs d'un Rang égal, et chargés de protéger ces Lieux. Les Différends seront accommodés de la Manière convenue avec l'Ambassadeur des Oros, le Comte illyrien, Sawa Wla disla witch.

L'Habitation des Oros dans la Capitale (Péking) servira dorènavant à loger les Voyageurs Oros 2).

Sur la Demande du Comte illyrien, Sawa Wladislamitch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, et avec l'Assistance des Grands de l'Empire du Milieu, qui soignent les Affaires des Oros, on a construit, auprès de cette Habitation, un Temple (Miao). Le Prêtre (Lama), qui réside dans la Capitale, y logera avec trois autres Prêtres pour l'aider. Lorsque ceux-ci arriveront, ils seront entretenus, comme leurs Prédécesseurs, et employés audit Temple (Miao). Il sera permis aux Oros d'exercer leur Culte avec toutes ses Cérémonies et de réciter leurs Prières 1).

¹⁾ Müller, l. c. T. III. p. 514. — Coxe, l. c. T. II. Chap. II. p. 347. — Scherer, l. c. T. II. Chap. X. p. 15.

⁷⁾ Müller, I. c. T. VIII. p. 518. et Scherer, I. c. T. II. Chap. X. p. 16. nous disent, que la Maison des Russes (der Rufsische Gesandten-Hof) était un Hôtel ancien-

nement occupé par les Députés de l'Ile de Corée*), qui, en 1719 déjà, avait été assigné à l'Ambassadeur de Russie, Ismailoff.

³⁾ Müller, l. c. T. VIII. p. 518. nous apprend que cette Église grecque lut consacrée à la Vierge, en 1732, et pourvue d'un Archimandrite*) et du nombre nécessaire de Prêtres.

[&]quot;) Les Rois de Corée, confondus parmi les autres Vassaux chinois, envoient à Péking un Tribut annuel et des Ambassadeurs que l'on y reçoit d'une manière peu distinguée. (Langtois, 1. c. T. I. p. 639. Col. 2. — Voltständiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 370.

[—] Dict. de la Conversation, T. XVII. p. 190. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. VIII. p. 8. Col. 1. — Conversations - Lexikon, T. VI. p. 303.)

^{**)} Archimandrite, du grec ἀρχή, prin-

Quatre Garçons Oros, sachant la Langue et l'Écriture russe et latine, et deux autres plus âgés, lesquels le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, a laissés dans la Capitale pour apprendre la Langue chinoise, doivent demeurer dans le même Lieu. Leur Entretien sera payé par le Gouvernement, et lorsqu'ils auront achevé leurs Études, ils pourront retourner quand on les demandera.

Quant à la Correspondance entre les deux Empires, il est très nécessaire que les Lettres soient fermées d'un Cachet. Le Tribunal des Provinces extérieures est chargé d'expédier au Sénat (Sanat yamoun) des Oros les Lettres de l'Empereur du Milieu pour l'Empire des Oros, après y avoir mis son Sccau 1). Les Lettres de l'Empire des Oros pour l'Empire du Milieu doivent être expédices au Tribunal des Provinces extérieures, et munies du Sceau de l'Empire des Oros, ou du Cachet du Gouverneur de Tobolsk (Tobol Khotonni da). Tous les Papiers relatifs à la Frontière ou aux Entrepôts de Commerce, et concernant les Déserteurs ou les Vols, doivent être signés et cachetés par le Tousiyetoukhan Wajal dordzi et le Wang Dandzin dordzi, s'ils viennent de l'Empire du Milieu; et par les Commandants des Villes limitrophes, s'ils viennent de l'Empire des Oros. La Correspondance réciproque entre le Tousiyetoukhan 2) Wajal dordzi et le Wang Dandzin dordzi

 Coxe, l. c. p. 346. note *. nons dit, que les Chinois insisterent sur cette Stipulation, parce que l'Empereur de la Chine trouvait au dessous de sa Dignité de correspondre directement avec la Cour de Bussic.

2) Le premier Tousiyetoukhan des Kal-

kas, qui s'est soumis aux Mantchoux, après que ceux-ci eurent battu totalement le Galdan des Eleutes, était Tchakhoun dordzi, un des Ancètres de Dondan dordzi. Dans la 30e année de Khang-Ili (1691), on tint une Diète générale auprès du Lac Doloon

cipal, et de μάνδρα, troupeau, étable, et par métaphore 1), monastère. Chez les Grecs, le Chef, le Supérieur d'un Monastère, Abbé régulier.

Archimandritat, Dignité, Bénéfice d'un Archimandrite. — Cette qualification de Chef du Troupeau pourrait s'étendre à tous les Supérieurs ecclésiastiques, et, en effet, on a donné quelquefois ce nom à des Archevèques,

même chez les Latins; en le trouve dans ce sens dans la vie de Saint. Sévère, Evêque de Ravenne. (Lunier, l. c. T. I. p. 100. Cel. 2. — Roquefort, Dict. étymologique, T. I. p. 38. Cel. 2. — Dict. de la Conversation, T. III. p. 5. Cel. 1. — Penny Cyclopaedia, T. II. p. 276. Cel. 2. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 370.)

le sens naturel des mets en une autre signification, qui ne lui convient qu'en vertu d'une comparaisen qui se fait dans l'esprit. (Lunier, l. c. T. II. p. 519, Col. 1. — Roquefort, l. c. T. II. p. 62. Col. 2.)

Métaphore, du grec μεταφωρά, transposition, dérivé de μεταφέρω, dont la racine est φέρω, je porte. Figure de Rhétorique qui renferme une comparaison et change

avec les Oros, doit se faire par des Hommes envoyés exprès, et seulement par la Route de Kiakhta. Cependant, il est permis de prendre le Chemin le plus court, s'il s'agit d'une Affaire de haute Importance. En Cas de Contravention à ce Réglement, le Wang de la Frontière, et les Commandants des Villes des Oros, doivent s'en informer réciproquement, et après avoir examiné le Délit, punir chacun ses Coupables.

L'Art. VII. concerne les Lieux limitrophes situés près de la Rivière d'Oude 1) et autres qui avaient déjà été l'Objet d'une Négociation avec l'Ambassadeur russe, le Comte Golowin (Art. 1. du Traité de Nertchinsk, du 7 Septembre 1689, voyez plus haut p. 1206.); il fut convenu que les Frontières de ces Pays resteraient encore cette fois-ci indéterminées entre les deux Parties, mais qu'elles seraient réglées ultérieurement par des Ambassadeurs ou par Correspondance.

Art. VIII. Les Commandants des Frontières des deux Empires, doivent décider, d'après les Lois de la Justice et sans Délai, toutes les Affaires, et s'ils les trainent en longueur pour leur propre Intérêt, chaque Empire doit les punir d'après ses Lois.

Si d'un Côté ou de l'autre on envoie de grands ou de petits Chargés d'Affaires, ils doivent se rendre préalablement à la Frontière, et donner Avis de leur Mission et de leur Rang. Il ne faut pas les retenir longtems à la Frontière, et on doit y envoyer quelqu'un pour les recevoir. Après la Réception d'une Lettre d'Invitation, on leur donnera à chaque Relai des Vivres, et on les recevra avec Respect. A leur Arrivée, ils seront logés et défrayés 2); s'ils viennent dans une Année pendant

noor, il fut donné de nouveaux Titres aux Noyon et Taidzi des Kalkas, et l'on divisa cette Nation en Dchassak, Bannières et Compagnies. (Klaproth, l. c. p. 33. note 1.)

1) Oude, Oude. Il y a quatre rivières dans l'Empire russe qui portent ce nom. Celle dent il est question dans l'Art. VII. coule dans le Gouvernement et le District d'Irkoutsk, et débouche dans la Mer d'Okhotsk, non loin de ses sources. Les Marchands russes font

chaque année un petit commerce d'échange avec les Tatars Batskie et d'autres Peuples de ces contrées. (Heym., l. c. p. 907. — Langlois, l. c. T. Ill. p. 620. Cel. 2.)

2) On fournit au Chef de la Mission par jour un Mouton, une cruche de Vin, une livre de Thé, un pot de Lait, deux onces de Beurre, deux Poissons, deux cruches d'Huile pour les Lampes, une livre de Légumes sccs, quatre onces de Soya"), quatre onces de

seolus japonicus) 1), dont on exprime le jus, et qu'on fait fermenter après y avoir mélé une certaine quantité de froment (ou d'orge) et de sel. Le Soya est d'un usage presque général en Chine et au Japon. (Joh. Chr.

[&]quot;) Soya, liqueur brune et d'un goût piquant; elle vient des Indes orientales; on s'ent; peur assaisonner les viandes et le poisson. Elle est tirée d'une espèce de fuscole (fêve), nommée Dolichos Soja (Pha-

¹⁾ Linné, Systema Plantarum (édition de J. J. Reichard) (Francfort sur Mein 1779—1780. T. 1—IV. in S^Q.) T. III. p. 451.—De Candolle, Prodromus systematis naturalis Regni vegetabilis (Paris

^{1824—1838.} T. I.—VII. in 8°.) T. II. p. 396. No. CLXXIV.— William Roxburgh, Flore Indica (Serampore 1832. T. I.—III. gr in 8°.) T. III. p. 314.— Nemnich, Catholicon der Naturgeschichte, T. I. Col. 1436.)

laquelle le Commerce n'est pas permis, ils ne doivent pas apporter de Marchandises.

Si, pour quelques Affaires importantes, on envoie un ou deux Courriers, ils doivent présenter leurs Papiers aux Officiers de la Frontière, qui leur fourniront des Chevaux de Relai, des Conducteurs et des Vivres, sans qu'ils aient besoin d'en donner l'Avis préalable. Le Tout comme il a été convenu avec l'Ambassadeur de l'Empire des Oros, le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch.

La Correspondance par Lettres et par Messagers, entre les deux Empires, étant de la plus haute Importance, elle ne doit souffrir aucun Retard; si donc à l'avenir on ne répondait pas aux Lettres envoyées, et si on retenait inutilement les Messagers, ce serait agir contre le Contenu du Traité de Paix. Dans ce Cas on ne recevra ni les Ambassadeurs, ni les Négociants, jusqu'à ce que de pareilles Difficultés soient terminées, et alors seulement on permettra le Passage.

L'Art. X. concorne la Punition des Transfuges, des Déserteurs, des Voleues, de part et d'autre, et des Individus du bas Peuple, qui passeront la Frontière sons Passeport.

Art. XI. Ce Traité de Paix, conclu entre les deux Empires, a été échangé de la Manière suivante: l'Ambassadeur de l'Empire des Oros, le Comte illyrien, Sawa Wladislawitch, remit une Copie en Langue oros et latine, munie et confirmée par un Sceau, aux Grands de l'Empire du Milieu, et les Grands de l'Empire du Milieu remirent au Comte illyrien, Sawa Wladislawitch, Ambassadeur de l'Empire des Oros, une autre Copie en Langues mantchoue, oros et latine.

Ce Traité a été exactement imprimé et distribué à tous les Employés des Frontières, afin que son Contenu soit généralement connu.

On avait cru que la Conclusion de ce Traité terminerait les Discussions entre les deux

Vinaigre et une once de Sel. Tous les 9e jours, pendant qu'il s'arrête dans la Capitale, il reçoit comme un témoignage particulier de la Bonté impériale, quatre Plats de la Table

de l'Empereur, et dix Chaudrons remplis de Thé, préparé à la manière des Mantchoux, (Géographie officielle de l'Empire chinois, publiée par ordre de l'Empereur Kien-long.)

Schedel, Vollstündiges allgemeines Wuaren-Lexikon für Kaufleute, Commissionnüre, etc., so wie für alle welche sich in der Waarenkunde unterrichten wollen, in Verbindung mit Mehreren herausgegeben von Otto Linné Erdmann (Leipzig 1833—1835. T. I. II. gr. in 8°. ciaquième édition.) T. II. p. 469. Col. 1. — Joh. Carl Leuchs, Allgemeines Waaren-Lexicon, oder vollständige Waarenkunde (Nuremberg 1835—1836. T. I. II. in 8°.) T. II. p. 361.)

Empires, mais il en survint fréquemment de nouvelles, causées par les Sujets respectifs qui passèrent la Frontière et qu'en ne punissait pas. A la vérité, le Traité de Paix laissait beaucoup de vague sur cet Article; ce fut ce qui détermina l'Impératrice Cathérine II de charger, en 1767, le Commissaire Kropotoff, d'examiner et de réformer le Traité de Paix conjointement avec les Plenipotentiaires chinois, qui s'étaient rendus pour ce même Objet à Kiukhta, afin de faire cesser toutes les Plaintes.

En conséquence, ou rédigea et on ajouta un Supplément au Traité de Paix, et l'Article X. fut changé entièrement. La Convention, conclue l'Année XXXIII. d'Abhai mehhiyekhe 1), le 19e Jour de la 9e Lune (18 Octobre 1768) 2), porte: que les onze Articles du Traité de Paix devront être maintenus éternellement invariables; que cependant on a trouvé necessaire d'oter les (Khaskhan) Chevaux-de-frise 3) oros, du Voisinage du Mont Bourgoutai, à Bitsikou, Khochoo et autres Lieux, pour conduire la Frontière sur le Dos des Montagnes; mais que tout restera comme il a été fixé antérieurement, près des deux Dépôts de Commerce, Kiakhta et Tsourkhaïtou (Tsouroukhaïtou), où l'en ne paye aucune Entrée. Que, des Erreurs s'étant glissés dans l'Exemplaire russe et latin du Traite de Paix, et plusieurs Points essentiels ayant été oublies, on a jugé à propos de les corriger et rectifier. De plus, que les Discussions, qui ont eu lieu entre les deux Puissances, seront vouées à l'Oubli, et que les Transfuges ne seront pas redemandes; que ce qui avait été statué dans le Xe Article, concernant la Manière d'empêcher les Vols et la Désertion parmi les Sujets limitrophes et respectifs, paraissant trop équivoque et indéterminé, on a rejeté entièrement le Xe Article de la Convention, lequel a été rédigé de nouveau et érigé en Loi, qui devra être observée à la place de l'ancienne. Que, d'après la nouvelle Convention, chaque Partie devra veiller, dorenavant sur ses Sujets; afin que de pareilles Choses n'arrivent plus. Que si, à l'Assemblée (Congrès) annuelle, qui doit avoir lieu à la Frontière, on donne Avis de Vestiges découverts et d'autres Accidents semblables, les Commandants des Frontières seront tenus de les examiner sans Délai et avec Loyauté. Que si, au contraire, guidés par leur propre Intérêt, ils negligeaient leur Devoir, chaque Partie devra les punir d'après ses Lois. Quant à la Recherche, à l'Arrestation des Brigands et la Punition de ceux qui passent illicitement la Frontière, on y a pourvu par la nouvelle Rédaction de l'Art. X. 4).

 En chinois Khian loung, nom honorifique des années du Règne de l'Empereur Kuo tsoung chun houang ti, son Règne a duré de 1736 à 1795. (Klaproth, l. c. p. 53 note 1.)

2) Klaproth, l. c p. 53. note 2.

3) Cheval-de-frise. Machine de guerre, qui est une grosse pièce de bois, traversée de longues pointes qu'elle présente de tous cités. On met des Chevaux-de-frise à l'entrée d'une brèche, pour arrêter les assiégeants. L'Infanterie se sert aussi de Chevaux-de-frise plus légers, pour arrêter la Cavalerie en campagne. Cette Machine a été ainsi appelée, parce qu'elle a été inventée par les Hollandais de la Province de Frise à Groeningue. (Lanier, l. c. T. I. p. 292. Col. 2. – Dict. de la Conversation, T. XIV. p. 13. Col. 2. – Penny Cyclopaedia, T. VII. p. 57. Col. 2. – Conversations Lexikon, T. X. Art. Spanische Reiter.)

4) Après la lecture du Traité conclu en 1727, entre la Russie et la Chine, qui ne contient rien d'humiliant pour la première, en

se tromperait si l'on supposait que cette Puissance est regardée par la dernière comme son égale. Dans l'Instrument même on ne trouve rien qui puisse faire présumer que la Chine s'arroge une Suprématie sur la Russie; mais il suffit de jeter les yeux sur la Description de cet Empire, tirée de la Géographie officielle des Mantchoux *), pour y voir que l'Empire des Tzars est regardé comme un État soumis au Prince qui gouverne l'Empire du Milieu. Le Chemin même par lequel on doit recevoir les Ambassadeurs et le Tribut russe, y est indique par le Reglement chinois. Peut-être des Diplomates répondront que, puisque la Chine n'a jamais reçu la moindre Marque de Soumission de la part de la Russie, en deit traiter la vanité ridicule de la première avec tout le mépris que mérite toute prétention inseutenable. Ces Diplomates aurent tort aux yeux des Chinois et aux yeux des Européens en état de juger la question.

D'après les idées reçues en Chine, toute Puissance étrangère, qui y envoie une Ambussade, se reconnait par le fait soumise

^{*)} L'Impression de cet Ouvrage, commencée par Ordre de l'Empereur Kien-long, fut achevée en 1804.

La Convention conclue sut échangée de la Manière suivante: Les Grands de l'Empire du Milieu en remirent un Exemplaire en langues mantchoue et mongole, muni du Sceau, au Commissaire plénipotentiaire des Oros, et celui-ci remit aux Grands de l'Empire du Milieu un autre Exemplaire en langue des Oros, et pareillement muni du Sceau. Pour la rendre généralement connue, il sut convenu qu'on distribuerait des Copies imprimées de cette Transaction aux Sujets limitrophes des deux Cotés 1).

L'immense Ligne de Démarcation, qui sépare les deux Empires les plus grands du Monde, commence à l'Ouest, à la Rivière Bouktourma, et finit à l'Est, aux bords de la Mer d'Okhotsk. Sa Largeur est de 5, 10 et 30 toises 2), suivant la nature du pays qu'elle par-

ù l'Empereur. En chinois, cet Acte de Soumission est désigné par les mots la itchao, ,, venir rendre Hommage." Cette expression ne s'applique ordinairement qu'à la première Ambassade du même Peuple; pour les suivantes on se sert des mots la it Koung, , venir porter le Tribut." Qu'on ouvre les Annales chinoises, et on verra qu'en 166 de notre Ére, l'Empereur Antonin envoya une Ambassade qui offiri le Tribut à Houon-ti, de la Dynastie des Han; qu'en 284 une autre l'apporta aux Tsin, et que la même chose eut lieu en 637 et 719. On trouvera que l'Espagne est soumise depuis 1576, la Hollande depuis 1653, et le Papa depuis 1725.

Dans l'explication d'une Mappe-Monde, publiée en 1794, à Pching, on lit: "à la 58 e , année de Khian-loung (1793), les Anglais, "qui se trouvent à l'extrémité du Nord-Ouest "du Monde, et qui dans les anciens tems "n'avaient jamais pénêtré en Chine, traver-"sérent les deux Océans pour venir rendre "Hommage à l'Empereur." La seconde Légation anglaise sera traitée dans les Annales de l'Empire, comme ayant porté le Tribut.

On voit donc que l'Envoi d'une Ambassade est une Marque de Soumission, et que les Présents qu'elle apporte sont regardés comme une chose due à l'Empereur. Aussi sont-ils appelés Koung (Vectigalia, Tributa). Le mot Koung signifie en général tout ce qu'un Inférieur offre à son Supérieur naturel.

Plusieurs personnes ont jugé que, pour des Intérêts politiques ou commerciaux, on pourrait facilement fermer les yeux sur l'arrogante vanité des Chinois, pourvu que l'Ambassade remplisse le but proposé. On serait tenté de se ranger de cette opinion, si ce n'était un fait certain que jamais une Ambassade en Chine ne pourra remplir son but. Les Chinois, loin de négocier avec les Envoyés des Puissances étrangères, ne les regardent que comme des Gens venus de la part de leur Maitre, pour présenter son Respect et le Tribut du à son Supérieur.

La manière fixe et immuable de traiter avec le Gouvernement chinois, est celle d'adresser par écrit les demandes qu'on a à faire, au Gouverneur de la Province où l'on aborde; celui-ci les envoie à Péking, au Li fan youan (Collège des Affaires étrangères), qui ne manque jamais d'y faire réponse. Mais il n'y a pas d'exemple que les Chinois aient traite avec un Ambassadeur, s'il ne vient pas à la tête d'une Armée. Les Mantchoux ont fait quelques Concessions à la Russie, parce qu'ils la craignaient dans le tems, et parce qu'ils prévoyaient que le Commerce à la Frontière de la Sibérie, et les Caravanes russes qui se rendraient à Péking, feraient du bien aux Mongols Kulkus, ruinés par les longues guerres avec le Galdan des Eleutes. Dans d'autres circonstances et dans un autre tems, la Cour de Péking ne se serait peutêtre pas montrée si traitable.

La chose la plus inutile qu'on puisse faire est donc d'envoyer des Ambassades en Chine, puisqu'elles ne peuvent avoir de but, et ne servent qu'à mettre les Gouvernements européens dans une position humiliante. Que les Ambassadeurs fassent ou ne fassent pas les Cérémonies prescrites par les Lois du céleste Empire, peu importe; le mal qu'on veut éviter en refusant de s'assujétir aux neuf Génufaxions devant l'Empereur ou devant son Trône, est déjà fait par l'Envoi même de la Mission. (Klaproth, l. c. Description de la Russie, traduite du chinois. Introduction, p. 81—84. Remarques historiques, p. 93—96.)

1) Klaproth, l. c. p. 45-53. — Ritter, l. c. p. 106. (cité avec la fausse date de 1767.)

 Toiso, du latin tesa, fait de tensus, Participe de tendere, tendre, étendre. Mesure qui varie selon les lieux où elle est en usage, et dont un se sert pour mesurer différentes dimensions.

On appelle aussi Toise, un Instrument en forme de Règle, qui a la longueur de cette mesure, et sur laquelle ses parties sont gravées. La Toise dont on faisait usago à Pa-

ceurt. Elle n'appartient en propre à aucun des deux Pays, et forme leur véritable Limite. Cette Frontière doit être protégée par les deux Puissances, et ne peut être franchie qu'aux Endroits fixés pour le Passage. On y a établi des Corps-de-Garde plus ou moins éloignés les uns des autres, selon que le Nombre d'Habitants du Voisinage l'exigeait; les mêmes circeastances déterminérent aussi le Nombre de Soldats qu'on y tient.

Les Corps-de-Garde respectifs sont tous placés vis-à-vis l'un de l'autre, à une distance qui leur permet de s'observer mutuellement. Ils ne sont éloigneis ordinièrement que de 5, 10, jusqu'à 20 werstes 1) de la Frontière même. Chaque jour la Ligne de Démarcation est soigneusement visitée, non seulement pour empécher qu'on ne la franchisse, mais aussi pour mettre obstacle à toute Communication entre les Peuplades limitrophes. Dans les contrées sauvages et montagneuses, où la distance entre les Corps-de-Garde est plus considérable, on a élevé sur les hauteurs et les rochers, et dans les plaines et les forêts, des Monceaux de terre ou de pierres, pour indiquer la Direction de la Frontière; dans les Endroits où elle est traversée par des Ruisseaux, on avait placé de chaque côté, des Poteaux entre l'esquels on tesdit des Cordes de crins de chevaux, qui furent cachetées à l'extrémité contre le Poteau, de manière que personne ne pouvait passer la Frontière, sans s'en apercevoir.

Les Membres du Congrès parcoururent, en 1727, toute cette Ligne, et convinrent que chaque Poste serait gardé par des Cavaliers mongols bien armés; leur Nombre est de vingt à trente Hommes, avec un Commandant obligé de faire visiter journellement la Frontière jusqu'au Corps-de-Garde voisin. Dans les contrées désertes, cette Visite ne se fait pas tous les jours, à cause des grandes distances à parcourir. Les Postes avancés se trouvent tout près de la Frontière; ils sont composés de plusieurs Hommes, et assez éleignés de leurs Corpsde-Garde. Leurs chevaux restent toujours attachés, afin qu'ils ne dépassent pas la Frontière. Le principal devoir du Commandant d'un Corps-de-Garde, est de reconnaître lui-même journellement la Ligne de Démarcation, pour examiner si on n'y aperçoit pas, sur le gazon ou sur le sable, des traces d'hommes qui auraient traversé la Frontière. Les Mongols, comme tous les Habitants des Steppes 2), ont la vue si pergante, que même à cheval, la plus petite Trace n'echappe pas à leurs yeux. Aussitot qu'on a découvert quelque Vestige, on descend de cheval et en cherche avec grand soin à le suivre sur la ligne neutre, sans l'effacer. Si la Trace est celle d'un cheval, ou d'un autre animal domestique, on l'entoure avec de petits morceaux de bois, des pierres ou du gazon, pour ne pas la perdre. Après y avoir placé une Sentinelle, on avance vers le Poste opposé jusqu'à la première Vedette 8), en lui criant d'envoyer le Commandant avec une Escorte. Les deux partis se rendent à l'Endroit où se trouve la Trace, pour examiner de quel côté elle est venue et où elle conduit. Alors les Commandants réciproques entourent avec des Pieux et des Cordes fines cachetées aux Pieux, l'Endroit où l'on a marché pendant les recherches, pour empécher que d'autres Voleurs ou Transfuges ne se servent de ces Traces pour dépasser les Limites. Le parti sur le Territoire duquet conduit la Trace, est obligé de la suivre jusqu'à l'Endroit où elle finit, pour s'informer scrupulcusement si quelque Etranger y est arrivé, ou si des Vols et des Brigandages ont été commis. Si l'on découvre les Déserteurs, on les reconduit au Corps-de-Garde auquel on

ris, avant l'établissement du nouveau Système métrique, était de 6 pieds de Roi. Dans ce sens on appelle Toise de Roi la longueur de six pieds.

On appelle Toise courante, la mesure en longueur de quelque chose que ce soit, dont la hauteur est partout la même.

On appelle Toise carrée, une Étendue carrie qui a en tout sens la même quantité de pieds que l'Instrument appelé Toise. Et l'on appelle Toise cube, un Corps qui a autant de Longueur, autant de Largeur et autant de Prolondeur que contient de pieds le même Instrument. (Grand Focabulaire français, T. XXVIII. p. 108. Col. 2. — Lunier, l. c. T. III. p. 455. Col 2. — Conversations-Lexibon, T. XI. p. 305. — Noël, Carpentier

et Puissant fils, Dictionnaire des Inventions, des Origines et des Découprtes (Bruxelles 1837, gr in 8º.) p. 525. Col. 1. — Adr. Balbi, l. c. Tableau comparatif des Monnaies et des Poids et Mesures, p. 1307.)

Voyez plus haut p. 486. Col. 1. note *.
 Voyez plus haut T. II. du Manuel, P. I.

Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 2. Genes. II. p. 104. Col. 1. note †.

3) Vedette, de l'italien Vedetta. C'est le nom d'une Sentinelle de Cavalerie, c'est un Cavalier qui fait le guet pour la garde d'un Camp, d'une Place, etc. Mettre en vedette, ètre en vedette. (Lunier, l. c. T. III. p. 505. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. II. p. 492. Col. 1. — Conversations - Lexikon, T. XI. p. 605.) appelle le Commandant du côté opposé, pour les reprendre. Ces sortes d'Affaires sont traitées judiciairement, et les Jurisdictions des Frontières s'informent réciproquement du Résultat, pour se donner toute Satisfaction possible.

De cette Manière, la Frontière est protégée et maintenue intacte; les Liaisons illicites entre les deux Peuples limitrophes sont réprimées. C'est par de pareils soins, qui paraîtront minutieux, que la Ligne de Démarcation s'est conservée jusqu'aujourd'hui comme elle a été fixée par le Congrès de 1727 et de 1768.

Le premier et principal Entrepôt de Commerce sut établi sur le Ruisseau de Kiakhta, qui tembe dans le Boro, à 91 werstes de Seleginsk 1), et le second près du Gan qui s'unit à l'Argoun, à Tsouroukhaîtou. Toul Commerce particulier cessa à l'Ourga et aux autres Lieux de la Frontière; de même que les Liaisons entre les Bouriates et les Mongols.

La Chancellerie de la Frontière, composée des Juges nécessaires, fut établie à Selenginsk; c'est de là que devaient partir les Courriers pour l'Ourga et Péking. A 9 werstes de Selenginsk et sur les bords du Tchikoï, on construisit le petit Fort de Strelka, avec une Église, sous l'Invocation de Saint-Pierre et Saint-Paul. Cet Endroit, auquel les Marchandises destinées pour les Caravanes pouvaient arriver par eau, en devint le principal Dépôt, et on y établit aussi la Douane pour le Commerce avec la Chine.

Lorsque le Congrès des Frontières, qui dura depuis le 10 Août 1727, jusqu'au 21 Octobre de la même année, cut fini ses travaux, et que le neuveau Traité eut été signé, une Caravane de 205 Personnes fut aussitôt expédiée pour Péking, sous la Direction de l'Agent Lange 2).

L'année suivante, on établit le premier Corps-de-Garde russe, auprès du Ruisseau de Kiakhta, dont la Source se trouve dans une Contrée haute et boisée à 26 werstes au Sud de la Rive du Selengga. Il coule de là en Mongolie, en se dirigeant au Sud. Ce Fort recut le nom Troitzoi Sanuk Krepost, d'après celui de son Église et du Comte Sanua. On l'appelle aussi simplement Kiakhta 3). Par le Traité, la Limite et la Porte du Commerce, des deux Empires, avaient été fixées à 3 werstes de Troitzkoi, dans la Vallée arrosée par le Kiakhta. On y érigea deux Colonnes de Limites, près desquelles furent placés les Entrepoiss de Commerce de chaque côté, tout près de la Frontière, à une distance de 120 toises l'un de l'autre.

Au milieu de l'Entrepôt russe qui, comme le chinois, est d'une forme carrée, est le Bazar 4) bâti en bois, dans lequel se trouve une Chapelle construite en pierre. A l'Est on vuit une Église russe, et au Sud, près de la Porte chinoise, les Casernes, le grand Corps-de-Garde, et la Maison du Commandant. Les Habitations des Négociants occupent le reste de l'espace. Ce Lieu est entouré de Chevaux de-frise; et au milieu de chacun des quatre côtés il y a une Porte surmontée d'un Beffroi 9). Les Cosaques destinés au service

1) Selenginsk ou Selinginsk, petite Ville dans le Gouvernement d'Irkoutsk, où se trouve selon Cochrane, un établissement de Missionnaires anglais qui, malgré leurs travaux jusqu'en 1820, n'avaient pu parvenir à convertir un seul individu. (Adr. Balbi, l. c. p. 789. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1087. Cel. 2. — Voltst. Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 294.)

2) Neue Nordische Beiträge, T. II. No. VII. p. 83 – 159. Tagebuch einer in den Jahren 1727 und 1728 über Kjacht anach Peking unter Anführung des Agenten Lorenz Lange gethanen Karavanenreise. — Ritter, I. c. p. 107. (cité.)

3) Müller, Sammlung, T. III. p. 460. sqq. — Coxe, Entdeckungen, T. II. Chap. III. p. 350. sqq. — Heym, l. c. p. 324. — Adr. Balbi, l. c. p. 789. — Langlois, l. c. T. III. p. 46. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. l. p. 598. — Dict. de la Conversation, T. XXXIV. p. 122. — Penny Cy.

clopaedia, T. XIII. p. 209. Col. 1. - Conversations-Lexikon, T. VI. p. 184.)

4) Buzar. (Voyez T. 1. du Manuel, Liv. III. Chap. I. Sect. I. France. §. 47. p. 191. Col. 1. note 1.) Par imitation, on donne, à Paris, et dans quelques autres Villes, le nom de Bazur à certains lieux couverts où sont réunis des marchands tenant boutique d'Étoffes, de Meubles, de Bijouteries, etc. (Dict. de l'Académie. — Dict. de la Conversation, T. V. p. 69. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. IV. p. 74. Col. 1. — Mc. Culloch, 1. c. p. 125. — Conversations-Lexikon, T. 1. p. 719. — Ersch und Gruber, 1. c. T. VIII. p. 5. Col. 2.)

5) Beffroi. Tour ou Clocher d'où l'on fait le guet, et où il y a une cloche pour sonner l'alarme. On a sonné la Cloche du Beffroi.

Il so dit aussi de la cloche qui est dans le Beffroi: Sonne: le Beffroi; le Beffroi sonne; et de la Charpente qui porte les cloches. Il faut refaire le Beffroi de cette tour. de la Frontière, demeurent avec leurs Familles hors de la Place. Dans leur petit Faubourg, également entouré de Chevaux-de-frise, se trouvent aussi le Dépôt impérial de Rhubarbe, les Bureaux du Gouvernement, la Chancellerie, un Corps-de-Garde, et trois Chapelles.

"Quasi bée effroi," dit Nicot dans son grand Lexique latin et français"), "car il "est expressément fait pour béer, c. ù. d. "pour regarder, et faire le guet en tems "soupçonneux, et pour sonner à l'effroi." Mr. Charles Nodier, dans son Dictionnoire caisonné des Onomatopées françaises (Paris 1828. in 8°.), remarque cependant qu'un instrument, d'airain creux et sonore, s'appelait bel en breton, et que de là peut venir longlais Belfry, et le français Belfroi.

Dans son Acception spéciale, le Beffroi était une cloche qu'on ne sonnait que dans des circonstances particulières, et pour annoncer un évènement notable, comme la naissance ou la mort d'un haut personnage, d'un incendie (Tocsin) **). Le Beffroi sonnait aussi pour convoquer les habitants d'une cité. Sous le régime féodal, c'était la grande tour où, dans quelques Provinces de France, on plaçait la ban-cloche (Campana bannalis) ***). C'était un édifice privilégie; d'anciennes Chartes de Communes mentionnaient le Droit de ban-cloche ou Beffroi dans les immunités accordées aux cités. Paris avait trois Beffrois, à l'Hôtel de Ville, au Polais, à la Samaritaine. Le Beffroi sonnait pendant vingt-quatre heures pour la naissance d'un

Fils de France (Voyez plus haut p. 607. Col. 2. note tt.). Le Signal du massacre de la Saint-Barthélemi devait être donné par la cloche de la Sainte-Chapelle du Palais; ce fut par un contre-ordre que ce Signal fut en effet donné par une cloche de Saint-Germain l'Auxerrois. Le Carillon de la Samaritaine n'existe plus; il a été détruit avec la Fontaine, qui était surmontée d'un Campanile t). On peut maintenant considérer comme Beffroi la grosse cloche de l'Église metropolitaine (Notre-Dame); on ne la sonne que dans les grandes selennités publiques, et dans des circonstances tout à fait extraordinaires. C'est ainsi qu'on sonna le Tocsin dans les trois fameuses Journées de Juillet 1830.

On appelait aussi Beffroi, ces grandes Tours mobiles élevées sur des roues, et qui, avant l'invention de la poudre à canon, étaient dirigées le plus près possible des murs d'une place assiégée, et s'élevaient à la hauteur des remparts. Ces machines colossales portaient des soldats armés. (Diet. de l'Académie.—
Grand Vocabulaire français, T. III. p. 569. Col. 2. — Ménage, Diet. étymol. de la Langue française, T. 1. p. 170. Col. 1. —
Du Cange, Gloss. ad Scriptores medine et infimae latinitatis, T. 1. Col. 1096. v. Bel-

*) Voyez plus haut p. 474. Col. 2. note **.

**) Tocsin. Bruit d'une cloche qu'on tinte à coups pressés et redoublés pour donner l'alarme, pour avertir du feu, etc. Dés que l'ennemi parut, on sonna le Tocsin. Sitôt qu'on sonna le Tocsin, les habitants accourarent de toutes parts pour éteindre le feu. On sonna le Tocsin sur eux. Les factieux sonnérent le Tocsin pour amenter le Peuple.

Dans quelques villes, la Cloche du Tocsin, ou simplement Le Tocsin, la Cloche destinée à sonner le Tocsin. Le Tocsin est bien placé dans rette cour.

On dit figurément, sonner le Tocsin sur quelqu'un, exciter contre lui le public.

On dit aussi figurément, il a sonné le Tocin, d'un Orateur dont les paroles sont propres à soulever, à enflammer la multitude. (Dict. de l'Académie.)

Ce mot vient de toquer, frapper (du latin tangere), et de sing (du latin signum), qui signifiait autrefois une cloche. (tangere signum).

En quelques lieux on appelle encore petits Sings les petites cloches. Il y a aussi un vieux proverbe qui dit: "on en fuit bien les "Sings sonner," pour dire, on en fait beauceup de bruit. (No dier, Onomatopées, p. 264. — Roquefort, 1. c. T. II. p. 426. Col. 1. — Noël et Carpentier, 1. c. T. II. p. 875. Col. 2. — Roquefort, Closs. de la langueromane, T. II. p. 628. Col. 1. Art. Toc-sein.)

***) Voyez Roquefort, Glossaire, T. I. p. 128. Col. 1.

 Campanile, Terme d'Architecture. Clocher ou Flèche à jour; petite tour ouverte, légère et haute, dans laquelle sont suspendues des cloches.

Quelques - uns disent Campanille, et font ce mot (transporté de l'italien en français) du féminin.

Il en est en forme de tour ronde ou carrée, qu'on bâtit tout près des Églises, mais dont elles ne font point partie: on les voit surtout en Italie, où cet usage est général, et on les y appelle du nom générique Campanile. Les plus remarquables sont ceux de Bologne, de Florence et de Pise. (Diet. de PAcadémie. — Diet. de la Conversation, T. X. p. 173. Col. 1.)

L'Entrepot de Commerce s'appelle ordinairement Нижняя Плопия, Nischniaia Plotnia (Digue basse ou inférieure), pour le distinguer du Fort Troitzkoi Sawsk, situé plus haut, qui porte le nom de Берхняя Плошня, Werkhniaïa Plotnia (Digue haute ou supérieure). Ce dernier renserme un Dépôt de Marchandises russes avec une Église entourée de Chevaux-de-frise. La Chancellerie et la Douane, transférés postérieurement ici de Saint-Pierre et Saint-Paul ou Strelka, sont près de la l'orte de l'Eglise. La Maison du Directeur des Douanes et du Commerce est vis-à-vis. La Route qui y conduit est hordee de chaque coté d'un Parapet 1) très élevé; elle est traversée par un Ruisseau; le Pont sur lequel on passe est fermé par des Chevaux-de-frise, qui se haussent, pour laisser l'accès libre aux voitures; une Sentinelle y est constamment en faction. Les Marchandises et les Voyageurs qui vont à la Frontière ou qui en viennent, sont obligés de passer par cette Porte. Le Corps-de-Garde est à gauche, et une seconde grande Eglise se trouve vis-à-vis. D'ici, la Route à la Frontière chinoise tourne au Sud; à droite de cette Route on voit la Chancellerie des Affaires des Frontières; c'est un long bâtiment près duquel se trouve l'Habitation du Commundant de la Frontière. Cet Endroit a une population considérable, les rues sont spacieuses, et les maisons, quoique bâties de bois, sont très propres. La foule de Commergants avec leurs Domestiques, la Garnison et les Cosaques des Frontières, rendent cette petite Ville très vivante. On y remarque parmi les Habitants des Negociants de Moscou, de Koursk, de Kazan, et de la Sibérie, des Boukhares, des Bouriates, des Mongols, des Eleutes, des Toungouses et plusieurs Individus appartenant à d'autres Nations, qui tous s'y rendent pour faire le Commerce. Un Faubourg, hors de la Porte du Nord-Ouest, est destiné actuellement aux Commis et aux Marchands voyageurs, et surtout aux Mongols russes qui y amènent continuellement des Bestiaux pour les échanger contre des Marchandises. Un grand nombre de ces derniers y campent sous des Tentes de feutre. Ils ont des Courtiers de Commerce, choisis parmi leurs Compatriotes. Souvent ils s'engagent au nombre de cinquante pour une Solde annuelle, à remplacer les Cosaques dans le service de la Frontière. Les environs de Kiakhta sont boisés et riches en sources et en prairies. Le Paysan russe gagne beaucoup en transportant des Denrées à Kiakhta, où il échange des Fourrures, des Peaux, du Suif, contre des Marchandises chinoises.

On voit donc que le Kiakhta supérieur est beaucoup plus important que le Kiakhta inférieur ou moyen. Dans ce dernier il ne se fait que de grands Échanges, et toujours très à la hâte. Après la Conclusion de ces Marchés, les Marchandises qui vont en Russie sont apportées sans délai au Kiakhta supérieur, pour y être visitées à la Douane, et expédiées au Lieu de leur destination.

A droite et à gauche de la Colonne des Limites russes, on a posé une Haie de Chevauxde-frise, qui s'étend à une distance de plusieurs lieues, à travers les montagnes et les vallées. Cela empéche les Bestiaux que les Mongols russes vendent aux Chinois, de retourner d'où ils viennent.

La Ville et l'Entrepôt chinois s'appellent Mai mai tchin 2) ou Bourg du Commerce.

fredus. — Roquefort, Dict. étymologique, T. I. p. 344. Col. 2. — Noël et Carpentier, Philologie française, ou Dict. étymologique, critique, historique, anecdotique, littéraire, etc. (Paris 1831. T. I. II. in 80.) T. I. p. 113. Col. 1. — Roquefort, Glossaire de la langue romane (Paris 1808. T. I. II. in 80.) T. I. p. 143. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. V. p. 173. Col. 1.) 1) Parapet, de l'Italien Parapetto, co

Élevation dont la masse est ordinairement destinée à couvrir des soldats contre l'effet du canon.

sur quoi on appuie la poitrine.

En général, on donne le nom de Parapet à tout ce qui borde une ligne, pour se couvrir contre le feu de l'ennemi. (Lunier, l. c. T. III. p. 56. Col. 1. — Grand Vocabulaire français, T. XXI. p. 6. Col. 2. — Diet. de la Conversation, T. XLII. p. 150. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 241. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 269. Art. Brustwehr.)

2) Souvent on rerit aussi la dernière syllabe de ce mot tething, ce qui signifie, endroit entouré d'une muraille ou de palissades. (J. Klaproth, l. c. p. 63, note 1. — Langlois, l. c. T. Ill. p. 237. Col. 2. — Adr. Balbi, l. c. p. 789. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 99. 294. — Ritter, l. c. p. 107. — Penny Cyclopaedia, T. XIII. p. 209. Col. 1. Art. Kiachta.)

Ce Lieu, qui forme aussi un carré, est plus grand que l'Entrepôt russe. Il est palissadé, ayant trois Portes sur le côté du Nord et autant sur celui du Sud. Toute la Ville est entourée, en dehors des Palissades, d'un Plancher un peu élevé au-dessus du sol. Les Portes du côté *russe* sont cachées par de grandes Planches, jointes ensemble en forme d'un immense Écran, sur lequel on lit le caractère Fou on Bonheur. Les Chinois croient que ces Écrans empéchent l'action de toute influence nuisible, et même des imprécations que les Russes pourraient proférer contre eux. Il y a des Corps-de-Garde aux quatre Angles de la Ville, et un autre sur le côté septentrional, entre Mai mai tchin et l'Entrepôt russe. Il veille sur l'immense quantité de Charrettes à deux roues, sur lesquelles les Eusses amènent les Marchandises, et qu'ils laissent ici en dépôt.

L'amour de l'ordre et un esprit soigneux distinguent le Chinois de toutes les autres Nations avec lesquelles il fait le Commerce à Kiakhta; il est en méme tems plus rusé et plus adreit que le Juif en Europe et l'Arménien dans l'Asie mahométane. Les Chinois qui viennent à Kiakhta, sont tous des Provinces de Pe tchi li et de Chan si. Ils paient à leur Gouvernement un Droit pour la Permission du Commerce avec les Russes. Presque tous les Négociants chinois parlent le mongol, qu'ils apprennent pendant le Voyage de Péking à la Frontière. Il y en a aussi qui parlent assez le russe pour faire leurs Affaires, sans avoir besoin d'un Interprète; mais leur prononciation est souvent inintelligible. Cependant cette connaissance imparfaite leur donne une supériorité marquée sur les Marchands

russes, qui n'apprennent que bien rarement quelques mots de chinois.

A gauche de la Porte méridionale de Mai mai tchin se trouve l'Habitation du Commandant mantchou, ou du Dzargotchi (Arbitre). Il y a dans sa cour un Corps-de-Garde, composé ordinairement de cinquante à cent Cavaliers mongols armés. Les Commandants ne sont pas toujours du même Rang, et la durée de leur Séjour n'est pas fixée. A côté de la Maison du Dzargotchi, on voit deux Temples magnifiques, dont l'un est consacré à Gésur Khan 1), et l'autre au Dieu appelé en mongol Ergetou Khomchim, et Nidé bère usuktchi.

Des Mongols et des Mantchoux de distinction viennent souvent à Mai mai tchin, pour y acheter des Marchandises russes et chinoises. Ils les trouvent ici plus facilement et à meilleur marché que dans leur Pays. On voit aussi beauconp de Boukhares qui y demeurent à cause du Commerce de Rhubarbe 2) dont ils ont le monopole.

Les Busses de Kiakhta entretiennent des Liaisons intimes avec les Chinois, qui viennent et serient librement pour les Affaires de Commerce. Le Dzargotchi et les Employés russes se rendent des Visites réciproques. Cette libre Communication n'est toutesois permise que pendant le jour, chacun doit être rentré chez soi sitôt que du côté russe on a battu la Retraite, et qu'on a tiré dans la cour du Dzargotchi la Bombe d'artifice, qui annonce la Cloture des Portes des deux Endreits.

1) Gesur Khan. C'est le nom mongol d'un heros personnifié qui vivait du tems des San Koue, ou des trois Royaumes, entre lesquels la Chine était partagée au commencement du Ille siècle de notre Ere. (J. Klaproth, l. c. p. 67. - Voyez plus haut p. 1209. Col. 2. note .)

2) La Rhubarbe (Rheum palmatum), en mongol Gesegouna iin undosoun, communément chara modon, et en chinois Is houang, est apportée à Kiahhta par les Boukhares, originaires de Khamil, Khachgar, Tourfan et Khotian. Ils vont chercher la racine fratche à Si ning (en mongol Selin), Capitale d'un District de la Province de Kan-sou, et la remettent à l'Apothicaire nommé tireur juré du Gouvernement russe. La patrie de cette plante est le pays montagneux, arrosé par la partie supérieure du Fleuve Jaune, avant son entrée en Chine, le Tangout et les l'rovinces de Kan-sou, Chensi et de Szu-tchhouan. (J. Klaproth, l. c. p. 72. note 1. - Noël, etc. Dict. des Inventions, p. 461. Col. 2. - Jacobson, Technologisches Wörterbuch (Berlin et Stettin 1781 - 1784. T. 1-IV. in 40.) fortgesetzt von Gottfr. Erich Rosenthal (Berlin et Stettin 1793-1795, T. V-VIII. in 40.) T. VII. p. 68. Col. 2. Art. Rhabarber. - Schedel, Vollständiges allgemeines Waaren-Lexikon, T. 11. p. 272. Col. 2. - Leuchs, Allgemeines Waaren-Lexikon, T. Il. p. 170. - Savary, Dict. universel de Commerce, T. II. Col. 1414. -Mac Culloch, l. c. p. 985. - Grand Vocabulaire français, T. XXV. p. 114. Col. 1. - Dict. de la Conversation, T. XLVII. p. 108. Col. 1. - Conversations - Lexikon, T. 1X. p. 256.)

Le Dzargotchi exerce la Jurisdiction à Mai mai tchin, et il ajuste les Différends entre les Chinois et les Mongols. Tous les Négociants qui arrivent de la Chine, sont obligées de lui présenter leur Permission de commercer. Son Adjoint porte le Titre de Bochkha ou Commissaire: c'est ordinairement un Mantchou: son Autorité est très limitée e qui a rapport à l'immense Frontière, depuis le Gerbitchi jusqu'à l'Irtiche, est non seulement communiqué par ècrit à la Chancellerie de Frontière à Kiakhta, mais aussi au Dzargotchi chinois. S'il s'agit d'Affaires de peu d'importance, elles sont jugées sur le champ.

Pour mieux administrer la Police des Limites, on les a partagées en différentes Portions, soumiese chaeune à un Inspecteur. Celui-ci est obligé d'habiter à un des lieux les plus peuples de la Frontière, de sorte qu'il est toujours très occupé. Ces Inspecteurs sont autorisés à s'aboucher, pour les Affaires qui surviennent, avec les Autorités chinoises et mongoles les plus proches de leur Résidence. La Chancellerie de la Frontière russe arrange tout ce qui concerne l'Inspection militaire des Limites, par un Commissaire qui traite avec le Bochhha chinois. Il arrive aussi qu'on envoie des Courriers de l'Ourga à Irhoutsk 1) et vice versa. La distance entre ces deux Endroits est à peu près de 700 werstes. C'est le Dargotchi qui est chargé de l'Expédition de ces Co-rriers. Ceux qui partent de chez les Chinois sont toujours au nombre de cinq à la fois, savoir, un Bochhha avec un Adjoint, un Copiste et deux Domestiques. Ils font ce Voyage à cheval, et avec la plus grande rapidité. Outre le Thé mongol, les Courriers russes et chinois reçoivent deux Moutons vivants, avec lesquels ils préparent eux-mêmes leurs repas. Les Praux appartiennent au Bochhha.

Jamais les Chinois, les Mantchoux et les Mongols n'ôtent le Bonnet, pour saluer ou pour témoigner leur Respect, même dans les plus grandes Cérémonies. Ils ne saluent qu'en laissant tomber les bras imperceptiblement, fléchissent les genoux 2) jusqu'à terre, el pronucent en même tems quelques mots d'une froide politesse. C'est de la même manière qu'ils se présentent chez le Gouverneur d'Irkoutsk. Les Chinois exigent que les Employés russes les saluent à l'européenne, et ôtent leurs Chapeaux.

L'objet qu'on s'était proposé en établissant un Dépôt de Commerce à Kiakhta, a étè rempli complètement; mois on l'a manqué totalement à Tsouroukhaïtou sur l'Argoun, parce que la 'situation de ce dernier endroit était extrémement incommode 3). Les Négociants russes peuvent transporter leurs Marchandises par éau jusqu'à 26 werstes de Kiakhta. Ce Transport s'effectue sur la Selengga jusqu'au Village d'Oust-Kiakhta, auprès du Ruisseau du même nom, qui a sa source au Nord du côteau de Kiakhta. La Route pour Tsouroukhaitou, au contraire, passe par des montagnes escarpées, qui la rendent très fatignante et très pénible. Les Chinois n'y apportent que peu de Marchandises. Maintenant ils s'y rendent au mois de Juin, en venant de la Ville de Non ou Naun 1). Un Officier supérieur mantchou et sa Suite les accompagnent. Cet Officier est en même tems chargé d'impocter la partie de la Frontiere, qui se dirige le long de l'Amour et de l'Argoun. Les Marchandises que les Chinois y apportent sont du Thé en Briques 1), en chinois Tchouan tchha, et en russe

1) Irkoutsk, Ville de la Russie d'Asic (Sibèrie orientale), Chef-lieu du Gouvernement et du District du même nom, vis-à-vis du Confluent de l'Irkoutsk et de l'Angara, près du Lac Baikal. (Heym, l. c. p. 214. — Adr. Bulbi, l. c. p. 788. — Langlois, l. c. T. 11. p. 1333. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 595.)

 Ces Génuflexions sont répétées trois fois devant un Prince ou Général, et on avance un pas à chacune. Devant l'Empereur, on en fait neuf en trois intervalles. (J. Klaproth, l. c. p. 75. note 1.)

Müller, I. c. T. III. p. 464. — Coxe,
 l. c. T. II. Chap. V. p. 391. — Ritter, I. c.
 p. 107.

4) Naun, petite ville de la Mantchourie,

située dans le Gouvernement de Tschitschikar, sur la rivière Nonni. (Langlois, l. c. T. III. p. 472. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. IV. p. 258.)

5) Le Thé en briques, ou Thé saturno, est une des qualités les plus inférieures de Thé. Les Cultivateurs du Thé dans la Province de Fo-kien, après avoir d'abord séparé les feuilles fraîches et vertes des feuilles sèches, sales et gâtées, mèlent à ces dernières une substance glutineuse, et en font une pâte, qui, après avoir été chauffée dans des fourneaux, est ensuite pressée et réduite dans une forme semblable à celle des Carreaux de Briques; elle prend, lorsqu'elle est infusée, une couleur rougeâtre, ce qui a donné lieu à la dénomination que lui donnent les Russes de Thé

Кирпичный Чай (Kirpitchnol Tschaï), du Tabac à fumer, de grosses Toiles de Coton blanches et bleues (Daba), quelques Étoffes de Soie, de la Soie à coudre, et différentes outres Bagatelles, tant à l'usage des Russes qu'à celui des Mongols. Ils échangent ces Articles contre du Bétail, des Fourrues, des Peaux de mouton, du Cuir de Russie 1), des Daps ordinaires, etc. etc. Les Chinois ne sont ce Commerce que pour se consormer au Traité.

D'après ce même Traité, les Russes avaient le Droit d'envoyer tous les trois Ans une Caravane à Péking. Cependant on ne s'est pas souvent servi de cette Permission, et depuis 1727 on n'en a expédié que six; savoir, en 1727 à 1728 2), 1732 3), 1736 à 1737 4),

en Briques (Кирпичный Чай, Kirpitchnoï Tschaï). Cette masse compacte qu'on infuse dans de l'eau bouillante, ou du lait, en y ajoutant du sel, et qu'on dit être très nourrissante, a le gout d'un faible bouillon de viande; elle est d'un usage général dans la Sibèrie et dans toute l'Asie orientale; les Bouriates, les Tatars, les Toungouses, les Mongols, etc. ne se nourrissent souvent pendant des semaines entières que de cette infusion. Les Chinois en font un grand Commerce, mais ne s'en servent jamais cux-memes. (Schedel, Vollst. allgem. Waaren-Lexikou, T. II. p. 357. Art. Saturno; p. 588. Art. Thee, Ziegelthee, Steinthee, Thee-Kuchen. - Voyez l'Art. Thee dans Jacobson, Technologisches Wörterbuch, T. VII. p. 529. Col. 2. - Leuchs, Allgem. Waaren-Lexikon, T. II. p. 461. 472. - Savary, Dict. universel de Commerce, T. II. Col. 1755. T. IV. (Suppl.) Col 611. 612. - Mac Culloch, l. c. p. 1138. sqq. - Dict. de la Conversation, T. I.I. p. 43. Col. 1. - Conversations-Lexikon, T. Xl. p 161. - J. Klaproth, Reise in den Kaukasus und nach Georgien, in den Jahren 1807 und 1808 (Halle et Berlin 1814. T. I. II. in 8º.) T. II. Part. II. Bemerkungen über die chinesische Grünze, gesammelt auf einer Reise im Jahre 1806, p. 477. Mongolischer Tafelthee.)

1) Cuir de Russie (communément Cuir de roussi). On désigne par ce nom une peau préparée par un procédé qui lui communique une odeur forte et très durable, d'un caractère facile à reconnaître, mais vive sans être prévisément désagréable, et qui défend tout à fait ce cuir de la piqure des insectes, qu'elle éligne même des lieux où il est placé. Cette propriété, dont le Cuir de Russie jouit au plus haut degré, en rend l'emploi précieux dans la reliure des livres si sujets aux attaques des insectes et des vers de plusieurs espèces. Ce moyen de repousser des insectes nuisibles consiste dans l'impregnation du cuir

avec une huile extraite de l'écorce extérieure du bouleau par la distillation. Quant à la coloration des Cuirs de Russie, qui sont teints en rouge et en noir, les procédés en sont communs à toute autre teinture de ce genre. Les Cuirs rouges sont les meilleurs; il y en a, au surplus, de diverses qualités, dont les plus estimées sont celles de Yaroslavl, de Kostroma et de Pskof. - Il est vraisemblable que les Tatars ont été anciennement en possession de cette branche d'industrie, et que c'est d'eux que les Russes ont appris la manière de donner à leurs Cuirs cette mollesse, ce lustre et ce grain *) qu'on a vainement essayé jusqu'ici d'imiter dans d'autres pays. (Ricard, Traite general du Commerce, T. I. Part. I. Liv. II. §. 4. p. 275. 276. 298. 299. - Savary, Dict. universel de Commerce, T. I. Col. 1625. Art. Cuir de Russie. T. Il. Col. 1874. Art. Vache de Russie. - Jacobson, Technologisches Wörterbuch, T. II. p. 322. Col. 2. Art. Juften. T. VI. p. 172-175. Art. Juften. - Schedel, Vollst. allgem. Waaren-Lexikon, T. I. p. 594. Col. 2. Art. Juchten. - Leuchs, Allg. Waaren-Lexikon, T. l. p. 682. Art. Juchten. - Schnitzler, Statistique et Itinéraire de la Russie, Chap. V. p. 130. - Schubert, Handbuch der allgemeinen Staatenkunde von Europa, T. I. Part. I. p. 229. 230. — Mac Culloch, l. c. p. 1000. Art Russia Leather. - Dict. de la Conversation, T. XVIII. p. 297. Col. 1. Art. Cuir. - Conversations-Lexikon, T. V. p. 814. Art. Juften.)

2) Voyez plus haut p. 1242.

3) Cette Caravane n'est point citée dans l'Ouvrage de Ritter.

4) Neue nordische Beiträge, T. II. No. VIII. p. 160. Tagebuch einer im Jahre 1736, unter Anjührung des Kanzleiraths Lange und des Commissars Firsot von Zuruch aitu durch die Mongolei nach Peking verrichteten Karavanenreise. — Ritter, l. c. p. 107.

plus gros, plus menu que l'autre; De la Soie d'un beau grain; Ce maroquin est d'un beau grain, (Dict. de l'Académie.)

^{°)} On appelle Grain, les petites aspérités qui couvrent la surface de certaines étoffes, de certains cuirs, etc. Ce Basin a le grain

1741, 1746 et 1755 1). Ces Caravanes n'étaient que d'un très mince Avantage pour le Commerce russe. Le projet d'établir une Compagnie d'Actionnaires, à laquelle la Couronne avait céde le Privilège des Caravanes, n'eut point de suite 2). Des Différends entre les deux Empires étant survenus en 1759, on suspendit d'abord l'Expédition d'une nouvelle Caravane, et l'Impératrice Cathérine II défendit, par son Ordonnance du 10 Août, v. st. 1762 3), teute Expédition ultérieure de Caravane pour le Compte du Gouvernement. Elle abandonna en même tems aux Particuliers le Commerce de Kiahtta, qui prospéra par-là considérablement, et rendit inutiles les Caravanes à Péking. Au reste, le Commerce russe à Kiakhta est beaucoup moins considérable qu'on le croit communément. Le prix de toutes les Marchandises qu'on y échange, surpasse rarement la somme de 24 millions de francs par an, et ne s'élève souvent qu'à 6 millions. Depuis que les Américains et les Anglais apportent une grande quantité de Pelleteries à Canton, les Fourrures russes trouvent moins de débit à Kialhta. Pour suppléer à ce Déficit dans la Balance annuelle, on y envoie beaucoup de Draps de qualité moyenne, qu'on achetait autrefois tous en Silésie, mais dont la plus grande partie se fabrique actuellement en Russie.

Depuis la Suppression des Caravanes, en 1762, le Gouvernement russe se borne à entretenir la Mission ecclésiastique, stationnée à Péking, en vertu de l'Art. V. du Traité de 1727 (Veyez plus haut p. 1235.), qui se compose de trois Prêtres du Rite grec, et de six jeunes Gens russes, qui se vouent à l'étude des Langues chinoise et mantchoue, lesquels reçoivent leur instruction dans le Collège impérial. Cette Mission est relevée de dix en dix ans 3). Une Commission spéciale, instituée par l'Empereur de la Chine, est chargée d'examiner les Élèves plusieurs fois dans l'année, et les Résultats de ces Examens sont publiés dans la Gazette d'État de Péking. En 1830, les Fonctions de Commissaire Examinateur avaient été déléguées à Song, Président du Département de la guerre, et à Pao-schang, Mandarin du Tribunal des Rites et de l'Instruction publique. L'Empereur avait lui-même choisi les Thèmes qui furent donnés aux Élèves; sur les Travaux fournis par ces derniers, dix obtinrent la première note et cinq la seconde; le travail des Élèves fut soumis à l'Empereur, qui confirma le Jugement des Commissaires. En même tems, deux Hommes de lettres chinois, qui s'étaient perfectionnés dans la langue russe au point de pouvoir traduire en chinois quelques Documents russes, furent généreusement recompensés par l'Empereur 5).

La dernière Ambassade de Russie en Chine înt envoyée par l'Empereur Alexandre I. La partie diplomatique înt confiée au Comte Théodore Golonkin, la partie scientifique au Comte Jean Potocki °). Elle partit le 17 Octobre 1805, et se rendit par Irkoutsk à Kiakhta,

1) Les Caravanes expédiées dans les années de 1741, 1746 et 1755, ne sont point citées dans l'Ouvrage de Ritter.

2) Scherer, l. c. T. II. Chap. X. p. 19.

3) Müller, Sammlung r. G. T. VIII. p. 520. — Coxe, l. c. T. Il. Chap. II. p. 350. — Aug. Wilh. Hüpel, Versuch die Staatsverfassung des rufsischen Reichs darzustellen (Rig a 1791—1793. T. I. II. in 8°.) T. I. Sect. VI. Art. III. p. 567. 563.

4) Ritter, l. c. p. 108. 109. — G. F. Timkowski*), Voyage (en russe.) (St. Pétersbourg 1824.). G. F. Timkowski, Voyage à Péking à travers la Mongolie, traduit du russe par Mr. N., revu par J. B. Eyries, publié avec Corrections et des Notes, par J. Klaproth (Paris 1827. T. I. II. in 8°. avec Atlas). La Traduction allemande de cet Ourrage, exécutie par Schmidt, et publice à Leipzi g 1825. T. I – III. in 8°., est pleine d'erreurs et manque de toute critique.

5) Voyez le Supplément à la Gazette universelle d'Augslourg, No. 61. du 1 Mars 1840. Article Rufsland und China. et le Supplément à la même Gazette, No. 129. du 8 Mai 1840. Art. Rufsland nach der Darstellung der Chinesen, qui coutient un Extrait de la deraière édition de la Géographie publiée par ordre de l'Empereur Kien-long, dont l'impression fut terminée en 1804.

6) J. Klaproth se trouva parmi les savants

qui s'y trouvait stationnée. Une nouvelle Mission a été expédiée en 1831.

^{*)} L'Assesseur de Collège G. F. Timhowski était le Chef de la Mission russe, envoyée à Péking, de 1819 à 1821, pour relever celle

où elle fit un Séjour de deux mois et demi; et, après avoir passé la Frontière chinoise, le 1 Janvier 1906, elle pénétra jusqu'à l'Ourga. Ici, le Cérémonial auquel les Chinois prétendirent assujétir l'Ambassadeur, donna lieu à des Disputes que le Comte Golowkin termina, en renonçant à poursuivre son Voyage, et en retournant sur ses pas, après avoir séjourné pendant deux mois à l'Ourga 1).

§. 6.

RUSSIE ET COURLANDE 2).

Convention de Commerce et de Limites entre 1783, S. M. impériale de toutes les Russies (Cathérine II) et Son Altesse le Duc (Pierre) et les États des Duchés de Courlande et de Sémigale, faite et conclue à Riga, le 21 (10) Mai 1783). (Original en allemand.)

Le prétendu Droit de Naufrage '), cet ancien Usage barbare, que les Lois et les Constitutions ont si souvent déjà prohibé, doit entièrement cesser en Courlande. Aucun Navire ou Bâtiment, soit qu'il aille dans un Port de l'Empire de Russie, soit qu'il en retourne, qui aura échoué ou qui se trouvera en danger d'échouer, ne pourra être forcé d'accepter des Secours qu'il n'aura pas demandés, mais afin d'encourager d'autant plus le

qui accompagnèrent l'Ambassade. - Jules-Henri Klaproth, fils de Martin Henri Klaproth *), naquit à Berlin, le 11 Octobre 1783; il se voua très jeune à l'étude des Langues asiatiques, et particulièrement à celle du chinois. Après avoir publié le Magazin asiatique (Weimar 1802. sqq.), il fut nommé Adjoint de l'Académie de St. Pétersbourg pour les Langues asiatiques. Il accompagna le Conte Golowkin à son Ambassade en Chine, en 1805, et fut chargé à son retour par l'Academie de faire un Voyage dans les Provinces du Caucase. Il quitta le service de la Russie, en 1812, se rendit en Italie, et fétablit à Paris, en 1815, où le Roi de Prusse le nomma Professeur des Langues asiatiques. Après des travaux aussi nombreux qu'importants, qui le placèrent parmi les Orientalistes les plus célèbres de son tems,

il mourut à Paris, le 24 Août 1835. (Conversations-Lexikon, T. VI. p. 219. — Quérard, La France littéraire, T. IV. p. 302. Col. 2.)

- 1) Ritter, l. c. p. 107, 108.
- 2) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. V. Courlande. p. 417. Col. 1. note 1.
- 3) Neues St. Petersburger Journal, 1783.
 T. II. p. 177. (en allemand.) Tschoulkoff, Description **), T. VII. p. 81. (en
 allemand et en russe.) Martens, Hecueil,
 T. III. p. 596. (en allemand.) La Traduction française, que nous donnens, a été
 faite sur le Texte allemand, rapporté par
 Martens.
- 4) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. III. Sect. XI. p. 144. Col. 1. note 3.

") Voyez plus haut p. 563. Col. 1. note 5.

^{&#}x27;) Martin Henri Klaproth, né à Wenigeod, le 1 Décembre 1743, mort à Berlin, le 1 Janvier 1817. Célèbre Chimiste, Membre de l'Académie des Sciences de Berlin, Associé étranger de l'Institut de France et de plusieurs autres Académies et Sociétés savantes. Il a rédigé un Système minéralogique, principalement basé sur les principes constitutifs des minéraux. Ses découvertes,

et surlout ses moyens particuliers d'analyse, ont guidé plusieurs Chimistes français, qui lui doivent une partie des heureux résultats qu'ils ont obtenus. (Biogr. univers. T. XXII. p. 458. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 218. — Quérar d, La France littéraire, T. IV. p. 301. — Penny Cyclopaedia, T. XIII. p. 244. Col. 1.)

Zêle des Habitants de la Côte à secourir les Bâtiments naufragés, il est arrêté qu'il sera accordé aux Bâteaux venant au Secours desdits Bâtiments, une rixdale d'Albert') à chaque Homme employé dans lesdits Bâteaux, pour le Travail de Jour, et une rixdale pour le Travail de Nuit, et la Moitié de cette Somme à ceux qui seront employés à travailler sur la Terre ferme. Tout Propriétaire ou Seigneur d'une Terre (Gutsbesitzer), aussi-

1) Albertusthaler, Albertiner, Kreutzthaler , Burgunderthaler. On comprend sous cette dénomination, les écus frappés en Flandre, au titre amélioré de 1598. Après que Philippe II d'Espagne eut abandonné la Flandre à sa fille Claire Isabelle Eugenie et à l'Archiduc d'Autriche Albert *), les ècus nommés Philippes ou Philippus (Philippsthaler, **), qui jusqu'alors avaient été la monnaie courante dans tous les Pays-Bas, disparurent peu à peu et furent remplacés, dans les Provinces - Unies, par les Leuwendaalders, écus au Lion (Löwenthaler) ***). En Flandre, on frappa des ducatons t), au même pied que les Philippes, mais comme cette monnaie ne répondait point au titre établi dans l'Empire romain, en 1559, et qu'il en résultait de grands inconvénients pour le Commerce, on frappa de nouveaux écus au titre de l'Empire, et ils furent appelés Albertus (Albertiner) ou écus de Bourgogne (Burgundershaler), ou bien ècus de la Croix (Kreutzthaler), parce que sur le revers se trouvait la Croix bourguignonne

de St. Andrétt). Le Commerce ne tarda pas à répandre cette nouvelle monnaie, en Courlande, en Livonie, en Pologne et en Turquie, et bientôt en les imita dans d'autres États. Le Duc de Brunswick en fit frapper, en 1747, l'Impératrice Marie Thérèse pour la Hongrie, en 1752; les Ducs de Holstein, en 1753; les Rois de Prusse, en 1767 et 1797, enfin les Ducs de Courlande, de 1752 jusqu'en 1780. — On divisait à Riga l'évu d'Albert en 90 gros (Albertus gulden).

Le poids des écus d'Albert, ou Albertus de Flandre, était de 4 deniers, au titre de 213 carats. Sa valeur était d'environ 8 livres de France, où cependant il n'était reçu qu'au marc dans les Hôtels de Monnaie, pour être fondu et converti en Louis d'or. (Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 32. Col. 2. — Savary, Dict. de Commerce, T. I. Col. 64. — Ersch und Gruber, l. c. T. II. p. 366. Art. Albertusthaler.)

^{*)} Voyez plus haut p. 448. Col. 1. note *.

^{**)} Encyclopédie méthodique, Commerce, T. III p. 377. Col. 1. — Savary, Dict. T. II. Col. 1078.

^{***)} Voyez plus haut p. 945. Col. 1. note **.

t) Encyclopédie mèthodique, Commerce, T. II. p. 50. Col. 2. — Savary, Dict. T. I. Col. 1774.

tt) On distingue plusieurs sortes de Croix. 1º La Croix grecque, dont les quatre bras sont égaux. 2º la Croix latine, dont un des quatre bras est plus long que chacun des trois autres. 3º la Croix de St. André; c'est une Croix grecque, qui repose sur deux de ses bras: le chevalet sur lequel on seie les bûches en travers, les pliants d'une table, sont des Croix de St. André, qui, du reste, sont bieu représentées par la lettre X. — On lui a donné le nom de St. André, parce qu'on as-

sure que la Croix sur laquelle l'Apôtre St. André souffit le martyre, avait cette forme, quoique celle qu'on prétendait conserver à St. Victor de Marsille ne différat point de la Croix du Sauveur du Monde. Philippe, Duc de Bourgogne et de Brabant, avait obtenu et transporté à Bruxelles une partie de cette Croix.

Le plan de presque toutes les Églises catholiques représente une Croix grecque ou latine. Celui de l'Église de Ste. Genevière (Panthéon) à Paris, est une Croix grecque; celui de la Cathédrale de la même ville est une Croix latine (Dict. de la Conversation, T. XVIII. p. 257. Col. 2. Art. Croix. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 264. Art. Andreas. — (Zedler), Universal-Lexikon, T. II. Col. 174. Art. St. Andreas. — Ersela und Gruber, l. c. T. IV. p. 36. Col. 1. Art. Andreas. — Biogr. universelle, T. II. p. 119. Art. André)

tôt qu'il aura été averti qu'un Navire a échoué sur la Côte de son Territoire, devra y poster des Gens sûrs, pour qu'aucune Partie des Marchandises transportées à terre ne soit volée ni détournée; et en même tems, afin que des Mesures d'autant plus efficaces puissent être prises pour la Sûreté des Marchandises échouées, il devra rapporter le Cas à Riga, et donner Connaissance au Ministre impérial de Russie à Mitau ou aux Consuls à Libau ou Windau, qui seront les plus proches du Lieu du Naufrage, et les Frais occasionnés par ces Avertissements devront être remboursés sans la moindre Objection. Aucun Propriétaire n'ôsera se permettre d'empêcher ses Sujets de s'employer à secourir lesdits Bâtiments.

S. M. impériale ayant déjà donné à cet égard les Ordres nécessaires dans Ses États, les Courlandais, dont les Navires ou Bâtiments pourraient naufrager, jouiront également des Avantages résultant de l'Exécution desdits Ordres.

Les Marchands russes qui sont établis, ou qui à l'avenir pourraient s'établir à Mitau ou dans d'autres Villes de la Courlande, pourront librement et sans aucun Empêchement, trafiquer avec tous les Produits de la Russie, soit bruts soit manufacturés, les acheter, les revendre et les mettre en Vente dans des Échoppes ou Boutiques (Buden). Ils pourront fréquenter les Foires publiques (Landes-Jahrmärkte), et ils auront la Faculté d'acquérir des Maisons, Jardins et Boutiques, et dans ce Cas ils acquitteront, à l'instar des autres Bourgeois et Habitants courlandais, les Charges, Droits et Impôts-fonciers accoulumés, mais ils ne pourront être obligés à payer des Droits à d'autres Corporations et Communautés (Zünfte und Gemeinheiten), à moins qu'ils n'aient été admis à en faire partie. Ils jouiront de toute la Plénitude de la Protection du Ministre et des Consuls de S. M. impériale de toutes les Russies. Aucun des Magistrats municipaux n'ôsera se permettre de confisquer leurs Marchandises, mais toutes les Plaintes à leur Charge devront être portées par-devant le Ministre ou les Consuls précités, sous la Surveillance desquels lesdites Plaintes devront impartialement et définitivement être jugées par les Tribunaux ordinaires.

En Matière criminelle, les Marchands russes resteront soumis aux Lois du Pays, cependant le Ministre et les Consuls de S. M. impériale de toutes les Russies auront Soin de veiller à

ce qu'il ne leur soit point fait de Tort.

Les Ouvriers munis de Passeports russes, et dispersés dans le Plat-Pays, ne seront point soumis à la Jurisdiction des Nobles (adeliche Jurisdiction), comme cela a été le Cas jusqu'ici. Ils jouiront, en tout et pour tout, de la Protection du Ministre et des Consuls de S. M. impériale de toutes les Russies, et dans le Cas de Plainte contre lesdits Ouvriers, ce sera au Ministre ou aux Consuls susmentionnés qu'on devra s'adresser, lesquels, d'après la Nature des Circonstances, transmettront les Plaintes aux Tribunaux compétents, pour y être examinées, conformément à la Teneur de l'Art. VIII. qui précède.

Toutes les Conventions antérieures entre S. M. impériale et le Duc et les États de Courlande et Sémigale, ainsi que tous les Rapports antérieurement établis entre les anciens Ducs et la Ville de Riga conservent leur Force et Vigueur pleine et entière, en autant qu'il n'y a point été dérogé par la présente Convention.

La Russie entretenait: des Consuls à Libau et à Windau.

§. 7

RUSSIE ET CRACOVIE.

L'État politique de la Ville libre de Cracovie a été fixé par le Traité du 21 Mai 1815, entre l'Autriche, la Prusse et la Russie 1); et confirmé par les Art. VI-X. de l'Acte du

Congrès de Vienne du 9 Juin de la même année 2).

L'Art. VI. du Traité précité porte ,, qu'il est entendu et expressément stipulé qu'il no , pourra être accordé dans la Ville libre et sur le Territoire de Cracovie, aucun Asyle ou , Protection à des Transfuges, Déserteurs ou Gens poursuivis par la Loi, appartenant aux , Pays de l'une ou de l'autre des trois Puissances contractantes, et que sur la Demande , d'Extradition, qui pourra en être faite par les Autorités compétentes, de tels Individus , seront arrêtés sans Délai et livrés sous bonne Escorte, à la Garde qui sera chargée de , les recevoir à la Frontière."

Cette Stipulation est nommément confirmé par l'Art. IX. de l'Acte du Congrès 3).

1) Traité additionnel relatif à Cracovie, son Territoire et sa Constitution,
conclu entre les Cours d'Autriche (François I), de Prusse (Frédéric Guillaume III) et de Russie (Alexandre I),
signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815.
[Annexe No. III. à l'Acte du Congrès de
Vienne, (en français.) — Klüber, Actes,
T. V. p. 138. (en français.) — Schoell,
Pièces officielles, T. VIII. Acte du Congrès

de Vienne, p. 157. (en français.) — Gesetzsammlung für die Königl, preufsischen Statzten, 1815. No. 12. p. 161. (en français et en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 372. (Extrait en français.)

2) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 372, où il faut lire 21 Avril au lieu de 21 Mai.

3) MM. d'Hauterive et de Cussy, en citant l'Art. IX. de l'Acte du Congrès de Vienne,

La Russie entretient:

à Cracovie, un Consul-général, revêtu du Caractère de Ministre résident 1).

6. 8.

RUSSIE ET DANEMARK.

(Voyez plus haut Sect. VII. §. 24. p. 1064.)

§. 9.

RUSSIE ET DEUX-SICILES.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. I. §. 23. p. 238.)

§. 10.

RUSSIE ET ESPAGNE.

(Voyez plus haut Sect. III. §. 15. p. 485.)

6. 11.

RUSSIE ET ÉTAT DE L'ÉGLISE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et l'État de l'Église.

La Russic entretient:

à Ancone et à Cività Vecchia, des Consuls,

à Fermo, un Vice-Consul 2).

§. 12.

RUSSIE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Une Convention, touchant la Navigation de l'Océan pacifique, avait été conclue entre les deux Puissances, le 17 Avril 1824 3).

Traité de Navigation et de Commerce, 1832, entre S. M. l'Empereur de toutes les Russies (Nicolas I) et les États-Unis de l'Amérique du Nord, conclu à St. Pétersbourg, le 18 (6) Décembre 1832 *).

ès 9 Juin 1815, oublient de dire que la Dispuition exprimée dans cet Article n'est que la Confirmation de celle qui avait déjà été ribble par l'Art. YI. du Traité du 3 Mai de la sème année.

1) Almanach de Gotha, 1840. p. 17.
2) Alman. de Gotha, 1840. p. 35. 36.

3) Convention entre la Russie (Alezandre l) et les États-Unis de l'Amèique septentrionale, concernant la Narigation de l'Océan Pacifique et les Établissements à former sur la Côte NordOuest d'Amérique, signée à Pétersbourg, le 17 (5) Avril 1824. (Original en français.) [Jon. Elliot, p. 400. (en anglais et en français.) — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld) T. X. Part. II. p. 1010. (en français.) — Lesur, Annuaire, 1824. Append. Documents historiques, P. II. p. 644. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 331. (en français.)] 4) British and foreign State Papers, T. XX. 1832—1883. publié en 1836. p. 267. (en an-

glais et en français.) - Martens, Recueil,

Les deux Parties contractantes auront la Faculté d'avoir dans leurs Ports respectifs des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Commissaires, de leur Choix, qui jouiront des mêmes Priviléges et Pouvoirs dont jouissent ceux des Nations les plus favorisées, mais dans le Cas où lesdits Consuls voudraient faire le Commerce, ils seront soumis aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont soumis les Particuliers de leur Nation, à l'Endroit où ils résident.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre on la Tranquillité du Pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, ne requissent leur Intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions; bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux sont autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leur Pays. Ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, prouvant par la Communication des Régistres de Navires, ou du Rôle de l'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait partie de l'Équipage, et cette Réclamation étant ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée.

De tels Déscrteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être détenus jusqu'au Moment où ils seront rendus aux Navires

Suppl. (par Murhard) T. XIV. p. 604. (en anglais et en frunçais.) — Acts passed at the first Session of the twenty-third Congress of the United States. Published by Authority. Washington 1834. in 8°. Appendice, p. 1. (en anglais et en français.) Ce Traité est omis dans le Recueil de M.M. d'Hauterive et de Cussy. auxquels ils appartiennent, ou renvoyés dans leur Patrie par un Bâtiment de la même Nation, ou un autre Bâtiment quelconque. Mais s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de quatre Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Toutesois, si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti ') de l'Affaire, aura rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Les Sujets et Citoyens de chacune des Hautes Parties contractantes, auront, dans les États de l'autre, la Liberté de disposer de leurs Biens personnels, soit par Testament, Donation ou autrement, et leurs Héritiers, étant Sujets ou Citoyens de l'autre Partie contractante, succéderont à leurs Biens, soit en vertu d'un Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur Place, et en disposeront à Volonté, en ne payant au Profit des Gouvernements respectifs, d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens, sont assujétis en pareille Occasion.

En Cas d'Absence des Héritiers, on prendra provisoirement desdits Biens les mêmes Soins qu'on aurait pris en pareille Occasion des Biens des Natifs du même Pays, jusqu'à ce que le Propriétaire légitime ait pris des Arrangements pour recueillir l'Héritage. S'il s'élève des Contestations entre les différents Pré-

1) Le Participe nanti n'a point l'Acception dans laquelle il a été employé par le Réducteur du Texte français. Au lieu de "Tri-"bunal nanti de l'Affaire," il aurait fallu dire "Tribunal saisi de l'Affaire."

Nantir, signifie donner des Gages pour Assurance d'une Dette. Cet homme ne prète point si on ne le nantit auparavant. — Il temploie aussi avec le Pronom personnel. Il ma perdra rien dans cette mauvaise affaire, il tétait nanti de bons effets, il tétait nanti de bons effets, il tétait nanti

En Termes de Palais, se nantir des Effets d'une Succession, s'en saisir comme y ayant droit, s'en emparer par précaution, sauf à rapporter.

Nentir avec le Pronom personnel, signifie familièrement, se garnir, se pourvoir de quelque chose par précaution. Je me suis nanti d'un bon manteau contre la pluie.

Il signifie encore, absolument, faire des profits dans un emploi, dans une place, et les mettre en réserve. Cet homme s'est bien nanti avant de sortir de cette place. Il a perdu sa place, mais il est bien nanti.

Nantissement. Gage, ce qu'on donne à un Créancier pour Sureté de ce qui lui est du.

Pays de Nantissement. Les lieux où la Coutume voulait que pour avoir Privilége sur les biens d'un Débiteur, on fit inscrire sa Créance sur le Régistre public. (Dict. de l'Académie.)

Saisir d'une Affaire un Tribunal, une Jurisdiction, procéder devant un Tribunal, porter devant lui une Affaire. Il a saisi la Cour royale de son Affaire. La seconde Chambre du Tribunal de première instance est saisie, a été saisie de cette Affaire. (Dict. de l'Académie.) tendants, ayant Droit à la Succession, elles seront décidées en dernier Ressort, selon les Lois et par les Juges du Pays où la Succession est vacante '). Et si, par la Mort de quelque Personne, possédant des Biens-fonds sur le Territoire de l'une des Hautes Parties contractantes, ces Biens-fonds, venaient à passer, selon les Lois du Pays, à un Sujet ou Citoyen de l'autre Partie, et que celui-ci, par sa Qualité d'Étranger, fût inhabile à les posséder, il jouira du Délai fixé par les Lois du Pays, et dans le Cas où les Lois du Pays actuellement existantes, n'en fixeraient aucun, il obtiendra un Délai convenable pour vendre les Biens-fonds et pour en retirer et exporter le Produit sans Obstacle, et sans payer au Profit des Gouvernements respectifs, d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays où se trouvent les Biens-fonds sont assujétis en pareille Occasion.

Mais cet Article ne dérogera en aucune Manière à la Force des Lois qui ont déjà été publiées ou qui pourraient l'être par la suite, par S. M. l'Empereur de toutes les Russies, pour prévenir l'Émigration de Ses Sujets.

Art. XI. Si l'une des Parties contractantes accorde par la Suite à d'autres Nations quelque Faveur particulière, en fait de Commerce ou de Navigation, cette Faveur deviendra aussitôt commune à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement, si la Concession est gratuite, ou en accordant la même Compensation si la Concession est conditionnelle.

Le présent Traité, dont l'Effet s'étendra également au Royaume de Pologne, pour autant qu'il peut lui être applicable, restera en Vigueur jusqu'au 1 Janvier de l'An de Grâce 1839, et si un An avant ce Terme l'une des Hautes Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une Notification

1) Le Texte anglois porte ,, of the land , wherein the said goods are." Le Rédacteur du Texte français aurait donc du dire ,, du pays où la succession est ouverte."

En Jurisprudence on dit la Succession, la Substitution est ouverte; elle est ouverte à un tel, et mieux au profit d'un tel, pour d're que la Personne dont il s'agit est dans le cas de recueillie la Succession, ou d'entrer en Jouissance de la Chose substituée. (Dict. de l'Académie.)

Succession vacante, en Jurisprudence, signific, Succession que personne n'a réclamée lorsqu'elle a été ouverte, ou à laquelle on a renoncé.

Curateur aux Biens vacants, Curateur établi pour la Régie et Conservation des Biens qui n'ont point de Propriétaire certain. (Dict. de l'Académie.)

L'Art. X. ne statue point sur les Successions vacantes, c. à. d. sur les Successions que personne n'a réclamées ou auxquelles en a renoncé, mais "sur les Contestations entre "les différents Prétendants ayant droit à "la Succession." officielle, son Intention d'en faire cesser l'Effet, ce Traité restera obligatoire une Année au-delà, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration de l'Année qui commencera après la Date d'une semblable Notification.

La Russie entretient:

- à New-York, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à Boston, un Consul-général,
- à Baltimore et à Philadelphie, des Consuls,
- à Charleston, Norfolk, Nouvelle-Orléans et à Portland, des Agents de Commerce 1).

Les Etats-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Archangel, Odessa, Riga, Saint-Pétersbourg et Taganrog, des Consuls,
- à Cronstadt, un Vice-Consul et un Agent de Commerce 2).

§. 13.

RUSSIE ET FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 39. p. 143.)

§. 14.

RUSSIE ET FRANCFORT (SUR LE MEIN).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et la Ville libre de Francfort (sur le Mein).

La Ville libre de Francfort entretient:

à Moscou, Odessa et St. Pétersbourg, des Consuls ').

§. 15.

RUSSIE ET GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 33. p. 815.)

§. 16.

RUSSIE ET GRÈCE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et la Grèce.

1) Alm. de Gotha, 1840. p. 2. 3. 5. 6. 7.

2) lbidem, p. 78-82. — List of Ministers, Consuls and other diplomatic and commercial Agents of the United States in foreign Countries. Department of State, April. 1. 1839. p. 4. 3) Staats-Kalender der freien Stadt Frankfurt, 1830. in 8°. p. 80. — Alm. de Gotha, 1840. p. 80. 82.

1258 LIV. III. CHAP. I. SECT. IX. RUSSIE. §§. 17-20.

La Russie entretient:

- à Nègrepont, un Consul pour la Grèce septentrionale et l'Ile de Nègrepont,
- à Syre, un Consul 1).

La Grèce entretient:

à Odessa et à Taganrog, des Consuls 2).

· 8. 17.

RUSSIE ET HANOVRE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et le Hanovre.

Le Hanovre entretient:

- à Archangel, Cronstadt, Libau, Moscou, Odessa et Pernau, des Consuls,
- à St. Pétersbourg, un Consul et un Vice-Consul 1).

§. 18.

RUSSIE ET HESSE (ÉLECTORALE).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et la Hesse électorale.

La Hesse entretient:

à Pétersbourg, un Agent de Commerce 1).

§. 19.

RUSSIE ET LUCQUE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et le Duché de Lucque.

Le Duché de Lucque entretient: à Odessa, un Consul 5).

cood, an comour j.

§. 20.

RUSSIE ET MECKLEMBOURG (SCHWÉRIN).

Il n'existe point de Traité de Commmerce entre la Russie et le Mecklembourg (Schwerin).

La Russie entretient:

à Rostock, un Consul-général pour tout le Grand-Duché,

- 1) Alm. de Gotha, 1840. p. 59. 60.
- 2) Ibidem, p. 81. 82.
- 3) Hof- und Staats-Handbuch für das Königreich Hannover, auf das Jahr 1838.
- in 8°. p. 88-92. Alm. de Gotha, 1840.
- 4) Almanach de Gotha, 1840. p. 82.
- 5) Almanach de Gotha, 1840. p. 81.

- à Wismar, un Vice-Consul ').
- Le Mecklembourg (Schwerin) entretient:
 - à Riga et à St. Pétersbourg, des Consuls,
 - à Cronstadt, un Vice-Consul 2).

§. 21.

RUSSIE ET OLDENBOURG.

Il s'existe point de Traite de Commerce entre la Russie et le Grand-Duché d'Oldenbourg.

- La Russie entretient:
 - à Oldenbourg, un Vice-Consul ').
- Le Grand-Duché d'Oldenbourg entretient:
 - à Archangel, Libau, Moscou, Riga et St. Pétersbourg, des Consuls,
 - à Cronstadt et à Windau, des Vice-Consuls 1).

§. 22.

RUSSIE ET PAYS-BAS.

(Voyez plus haut Sect. VI. §. 33. p. 969.)

§. 23.

RUSSIE ET PERSE.

Depuis que le Tear Ivan IV Wassiliéwitch s'était rendu Maître de Kasan et d'Astrakan (en 1552 et 1554) ⁶), la Russie eut quelques Relations commerciales avec la Peste. Sous Alexis Mikhailovitch (1645—1676), des Échanges réguliers s'établirent entre l'Europe et l'Asie; ils se multiplièrent à Astrakan, depuis que Pierre I donna un Port à cette Ville et tous les Priviléges d'une Place de Commerce.

La première Convention entre la Russie et la Perse fut conclue entre Pierre le Grand et Schah Hussein, en 1717 °).

Jaloux de procurer à sa Nation le Commerce de la Soie de Perse, le Tzar avait fondé à Chamakhi 7) en Chirvan 8) une Société de Commerce, qui commençait à prospérer lors-

- 1) Grofsherzoglich Mecklenburg-Schwerinscher Staats-Kalender, 1838. p. 10. — Alm. de Gotha, 1840. p. 65. 66.
- 2) Geherz. M. Schw. St. Kal. 1838. p. 9. - Alm. de Gotha, 1840. p. 79. 81, 82,
- 3) Alm. de Gotha, 1840. p. 68. 4) Ibidem, p. 78 - 83.
- 5) Karamsin, Geschichte des Rufsischen Reichs, T. VII. Chap. VIII. p. 336. sqq. Chap. IX. p. 370. sqq. — Schoell, Cours d'Histoire, T. XXI. Liv. VI. Chap. IX. Sect. III. p. 259. et p. 272. — Art de verifier, T. VIII. dep. J. Chr. p. 306.
- 6) Müller, Sammlung R. G. T. VII. p. 187.
- 7) Chamakhi, ou Schamakië, Chef-lieu de la Province de Chirvan, et autrefois du Khanat de Chamakhi, dans une plaine, sur l'Aksou. (Adr. Balbi, l. c. p. 793. Langlois, l. c. T. IV. p. 1064. Col. 2. Vollatändiges Handbuch, Sect. IV. T. 1. p. 767.)
- 8) Chirvan ou Schirvan, Province de la Russie d'Asie, bornée au Nord par le Daghestan, à l'Est par la Mer Caspienne, au Sud par la Perse, et à l'Ouest par la Province de Géorgie. (Adr. Balbi, l. c. p. 793. Langlois, l. c. T. IV. p. 1109, Col. 2. Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 754, sqq.)

que les Lesghiens 1) la détruisirent. Dans une de ces Incursions, qu'à la faveur des Troubles de Perse ils firent en Chirvan, Chamakhi fut pillee, et les Russes qui y étaient furent massacrés. Les Lesghiens trouverent dans leurs Magasins des Marchandises valant près de quatre millions 2). Pierre prit les Armes 3) et entra en Vainqueur, le 22 Août 1722, à Derbent 4); il retourna ensuite à Moscou, où il fit, au mois de Décembre, une Entrée triomphale, pendant que son Armée continua la Guerre qui fut de courte durée, puisque le Schah Thamas 5), presse par l'usurpateur Mir-Mahmoud, envoya au mois d'Août 1723, un Ambassadeur à Saint Pétersbourg, pour réclamer les Secours du Tzar auquel il céda, par le Traité d'Alliance du 12 Septembre de la même année 6), les Villes de Bakou 7) et de Derbent, el les Provinces de Ghilan 8), Mazanderan 9) et Astérabad 10) 11). Ce Traité ac-

1) Lesghiens ou Lesghis, Peuplade de la Circassie, Province de la Russie d'Asie. Ceux qui habitent les montagnes vivent de brigandage; ceux des villages s'adonnent à l'agriculture. (Adr. Bulbi, l. c. p. 104. 465. 787. 795. - Langlois, l. c. T. I. p. 589. Col. 2. Art. Circassie ou Tcherkases. T. Ill. p. 141. Col. 1. Art. Lesghistan. - Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 220. et p. 729.)

2) Müller, l. c. T. VII. p. 186. - Scherer,

1. c. T. I. Chap. IX. p. 229. sqq.

3) Manifeste du Tzar Pierre I, pour exposer les Motifs qui l'ont engage à entreprendre une Expédition en Perse, en date du 15 Juin 1722. (En langue tature, turque et persane.) [Haigold (Schloetzer) *), Neuverundertes Rufsland, oder Leben Catharina II, aus authentischen Nachrichten beschrieben (Riga et Mitau 1769, T. I. 1772. T. II. Annexes, T. I. II. Riga et Leipzig 1770. in 8º.) T. II. p. 86. (en allemand.) - Müller, l. c. T. VII. p. 215-220. (en allemand.)]

4) Derbent ou Derbend (Albana), en turc Demir - Capi (Porte de Fer), dans le moyen age Bab-ul-abwab (Porta Portarum), Ville très ancienne de la Russie d'Asie, Chef-lieu du Daghestan, au pied d'uno montagne, sur le bord occidental de la Mer Caspienne, est entourée de Remparts flanqués de Tours, et défendue par une Citadelle. (Adr. Balbi, l. c. p. 796. — Langlois, l. c. T. II. p. 726. Cal. 2. - Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 742.)

5) Schah Thamas 11, fils de Schah Hussein, et Compétiteur de Mir-Muhmoud qui avait pris le titre de Sultan au lieu de celui

de Schah.

6) Traite d'Alliance entre l'Empereur de Russie (Pierre le Grand) et le Roi de Perse (Thamas II), conclu à Saint-Pétersbourg, le 12 Septembre 1723 (v. st.). (Du Mont, l. c. T. VIII. Part. II. p. 75. Col. 2. (en français.) - Schmaufs, Corp. j. g. acud. P. II. p. 1959. (en allemand.)

7) Bakou ou Badkou, petite Ville forte de la Russie d'Asie, sur la Mer Caspienne, dans la Province de Chirvan, autrefois Capitale du Khanut, et aujourd'hui du District de ce nom. (Adr. Balbi, l. c. p. 793. -Langlois, l. c. T. I. p. 252. Col. 1. - Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 765.)

8) Ghilan, Province de la Perse, bornée au Nord-Ouest par la Province russe de Chirvan, au Nord-Est et au Nord, par la Mer Caspienne, au Sud-Est, par la Province Mazanderan, au Sud, par celle d'Irak-Adgemi, et à l'Ouest, par celle d'Adzerbidjan. (Adr. Bulbi, l. c. p. 673. - Langlois, l. c. T. II. p. 1077. Col. 1. - Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 599, 603.)

9) Mazanderan (l'ancienne Hyrcanie), Province de la Perse, bornée au Nord par la Mer Caspienne, au Nord-Est par le Khorazan, à l'Est et au Sud par lo Tabaristan, à l'Ouest par lo Ghilan. (Adr. Balbi, 1. c. p. 673. - Langlois, l. c. T. III. p. 311. Col. 2. - Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. Il. p. 591.)

10) Asterabad, Ville faisant un commerce très important, dans la Provinco de Mazanderan, sur la rive gauche du Gourgan, près de la Mer Cuspienne. (Adr. Balbi, L. c. p. 673. - Langlois, I. c. T. I. p. 208. Cel. 1. - Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 597.) 11) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. VIII. Des Relations entre

la Russie et l'Asie. §, 473. Perse. p. 450. où il faut lire ligne 7. d'en bas "sous le "Sceptre de la Perse," au lieu de " sous " le Sceptre de la Russie." En donnant le Sommaire, Mr. de Martens s'est trompé; il a confondu les Stipulations du Traité de 1732 avec celles que renferme le Traité de 1729. Le locteur aura remarqué que nous sommes bien rarement dans le cas de relever une Erreur ou une Omission dans l'excellent Ouvrage de Mr. de Martens. - Schoell, Cours d'Histoire, T. XXXV. Liv. VII. Chap. XVIII.

Sect. IV. p. 190.

^{*)} Voyez T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. p. 402. Col. 1. note 2.

corde (Art. IV.) aux Sujets des deux Parties la Faculté de commercer librement dans les Élats respectifs.

Après une Guerre, qui suivit de près ce Traité, la Paix de 1729 sit rentrer Astéràliad et Macanderan sous le Sceptre de la Perse, et on sixa de nouveau les Limites entre les deux États.

1729, Traité de Paix concluentre la Russie (Pierre II)
13 Février: et la Perse (Ashruf), conclu dans la Province de
(v. st.) Ghilan, à l'Endroit nommé Riaschtsché (Rescht) 1),
le 13 Février 1729 (v. st.) 2).

L'Art. IV. stipule que les Ambassadeurs et Envoyés de part et d'autre seront reçus et traités sur les Frontières par les Gouverneurs et Commandants respectifs, après une préslable Notification de leur Passage, avec la même Amitié et les mêmes Honneurs que par le Passé; et à leur Betour on leur fera le même Traitement 3).

L'Art. V. statue sur les Titres dont se servirent dans leurs Lettres d'Amitic les deux

Parties contractantes.

Art. VII. Si quelque Sujet de part et d'autre, de quelque Condition qu'il puisse être, se réfugie chez l'une des deux Puissances, on le renverra avec sa Famille et ses Effets, sans lui accorder aucune Protection.

Les Sujets et Habitants des deux Empires et des Pays y appartenant, pourront en toute Liberté, pour l'Avantage du Commerce, transporter et faire venir des Pays respectifs toutes Sortes de Marchandises, tant par Eau que par Terre, en payant les Droits ordinaires comme ci-devant. Il sera permis aux Sujets russes de commercer dans toute la Perse, et d'y bâtir pour leur Sûreté et celle de leurs Caravanes et Marchandises, des Maisons et des Magasins. Ils pourront aussi librement traverser la Perse, avec leurs Marchandises et Caravanes, pour se rendre aux Indes et autres Royaumes. Les Persans jouiront des mêmes Avantages en Russie, par rapport au Commerce.

1) Rescht (Riaschtsché), grande Ville, sur une bauteur baignée par le fleuve de Sia-nid; Capitale de la Province de Ghilan. (Adr. Balbi, 1. c. p. 673. — Langlois, 1. c. T. IV. p. 892. Col. 1. — Follstündiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 603.)

2) (Weber), Das veründerte Rufsland, T. II. p. 155. (Sommaire en allemand.) — Scherr, I. c. T. II. p. 208. (en français.) — Rousset, Supplément au Corps univerted diplom. T. II. P. II. p. 250. (en françuis.) — Schmaufs, Corp. j. g. academ. P. II. p. 2117. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 104. (Extrait en français.)

3) En Perse et en Turquie il est d'usage de saire recevoir à la Frontière, les Ministres étrangers par un Officier, chargé de pourvoir à leurs Besoins pendant la Durée du Voyage jusqu'à la Capitale. Cet Officier, décoré du titre de Mihanandar *), est ordinairement choisi parmi les Chambellans (Capid gi-Bachi) du Souverain. (d'Ohsson, l. e. T. VII. Liv. IX. p. 486.)

turc-français, T. II. p. 1059. Col. 2. — von Hammer, Geschichte des osmanischen Reichs, T. I. Liv. X. p. 429. T. X. p. 358.)

[&]quot;) Mihmandar. Celui qui est chargé de loger, de nourrir, les hûtes, les étrangers, les passagers. (Kieffer et Bianchi, Dict.

En Cas de Mort de quelque Marchand de l'une ou de l'autre Nation, ses Maisons, Marchandises et Magasins seront conservés avec Soin, et restitués aux Héritiers sans aucun Dommage, ou à ceux qui seront commis par les Cours ou Magistrats respectifs, et pourvus d'un Ordre par écrit, pour recevoir les Effets du Défunt.

Na dir Kouli¹), Général du Schah Thomas II, avait résolu de réunir de nouveau à la Perse les trois Provinces que Pierre le Grand en avait détachées; l'Impératrice Anne de son côté était fort disposée à rendre des Conquêtes extrémement prévaires, dont le Maintien exigeait la prévence continuelle d'une forte Armée sur les Frontières de l'Empire. Cette Restitution ayant été convenue entre les deux États, les Limites des Pays respectifs surent réglées par le Traité du 21 Janvier 1732, et la Russie obtint en échange des Privilèges de Commerce d'une haute Importance²).

Traité de Paix, de bonne Intelligence et de 21 Janvier. Commerce, entre l'Impératrice de Russie (Anne) (v. st.) et le Roi de Perse (Schah Thamas II), conclu à Riaschtsché, le 21 Janvier 1732 1).

En Conséquence, S. M. le Schah déclare pour lui et ses Successeurs, de vivre avec S. M. impériale et son Empire dans une perpétuelle et inviolable Amitié et bon Voisinage, et de tenir pour ses Ennemis ceux qui le seront de S. M. impériale, accordant aux Sujets de S. M. impériale de commercer librement dans toutes les Terres et Places de sa Domination, sans payer aucun Droit pour les Marchandises apportées de Russie en Perse, soit qu'elles y soient achetées ou troquées. à quelle Fin le Schah commandera à tous ses Officiers dans les Villes et Provinces, de n'exiger aucun Droit ni Présent des Marchands russes, et sur la Vue de la Déclaration des Officiers russes sur la Frontière, qu'ils sont véritablement Sujets de la Russie, les laisser commercer sans payer de Droit, dans toutes les Places de la Perse. Et au Cas qu'ils voulussent passer aux Indes ou autres Pays, pour y négocier, de les laisser passer par Mer ou par Terre, sans payer aucun Droit, et sans exi-

1735, les deux Provinces par un Traité d'Al-Bance dirigé contre les Turcs, qui fist alors signé. (Schoell, Cours d'Histoire, T. XLIV. Liv. VIII. Chap. XXIII. Sect. 1. p. 196.)

¹⁾ Voyez plus haut p. 637. Col. 1. note **.
2) Le Daghestan et le Chirvon, situés au Nord du Kour, restèrent aux Russes, sans que les Persans les cédassent formellement. Derbent devint alors la Résidence du Général ou Gouverneur russe. Ces deux Provinces devinrent bientot le sujet d'une Contestation; Schah Nadir demanda qu'elles fussent également rendues. Comme les Affaires de Pologne occupaient alors fortement l'Impératrice (Ann e), elle céda et fit rendre, en

³⁾ Rousset, Recueit, T. VII. p. 457. (en français.) — Rousset, Supplém. au Corps univ. dipl. T. II. P. II. p. 326. (en français.) — Scherer, I c. T. II. p. 112. (en français.) — Müller, Sammlung, T. I. p. 154. (en allemand.) — d'Hauterive et de Cassy, I. c. Part. II. T. V. p. 106 (Extrait en français.)

ger d'eux aucun Impôt au Profit de S. M. le Schah, ni aucun Don ou Présent pour eux. Mais, étant requis, de leur rendre bonne Justice en fait de Dettes ou Dommage, sans soussirir qu'il leur soit fait le moindre Tort.

De même, il est permis auxdits Marchands de bâtir, dans des Endroits convenables, des Maisons et Magasins, pour y serrer leurs Marchandises, et les Officiers persans leur marqueront à cet Effet lesdits Endroits et leur prêteront tout Secours.

Si quelque Vaisseau on Bâtiment, chargé de Marchandises des Russes, venait à périr (dans un Endroit) sous la Domination de S. M. le Schah, on donnera toute Sorte de Secours à ceux qui seront en Danger, pour sauver leurs Effets, et tout Pillage et Vol dans ces Occasions, est défendu sous griève Peine.

Si quelque Sujet russe venait à mourir en Perse, ses Effets, sans en détourner ou retenir aucun, seront remis contre Quittance, à ses Compagnons ou Parents.

- S. M. impériale promet, de Son Côté, aux Sujets du Schah, qui viendront négocier dans Ses États, ou qui y passeront pour (se rendre dans) d'autres Pays, qu'ils y jouiront de toutes les Franchises et Avantages qui peuvent s'accorder, suivant les Usages et Constitutions de Son Empire, et, qu'à leur Réquisition on leur rendra une exacte Justice; et, à cet Effet, il sera ordonné à tous les Officiers de S. M. impériale, dans les Villes, de leur accorder toute Sorte de Franchise, et de les protéger dans leur Commerce.
- S. M. impériale promet aussi que, lorsque quelques Marchands de la Cour du Schah viendront en Russie avec de bonnes Attestations, (certifiant) qu'ils sont envoyés pour acheter des Marchandises pour Sa Majesté, (lesdites Marchandises) ne payeront aucun Droit, comme Effets appartenant au Schah, et lesdits Marchands seront reçus, suivant l'ancien Usage, avec toute Sorte d'Égards, et reconduits de même, s'ils sont véritablement Persans'), et s'ils n'achètent rien pour d'autres que pour le Schah.

Il a été aussi réglé et statué qu'il sera libre à chacun des Contractants de tenir à la Cour de S. M. impériale, et à celle de S. M. le Schah, des Ministres de tel Caractère

¹⁾ On appelle dans la prose française, Perses, les anciens Habitants de cet Empire, et Persans, ceux d'aujourd'hui. (Grand Vocabulaire français, T. XXI, p. 472. Col. 2.

[—] Boiste, Dict. (Édit. de Bruxelles 1835, in 4°.) Dict. des Difficultés, p. 38. Col. 3. — Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académie, p. 612. Col. 3. v. Perses.)

que le demandera l'Importance de la Négociation; et l'on donnera de part et d'autre auxdits Ministres tel Logement et Appointement par Jour 1) qu'il conviendra à leur Caractère.

1) Il était anciennement d'usage en Orient de défrayer les Ministres étrangers depuis leur Entrée sur le Territoire musulman, jusqu'à leur Arrivée dans la Capitale, de les leger, et de leur donner un Traitement pendant les premiers mois de leur Résidence à la Cour du Souverain.

Jusqu'à la fin du dernier siècle, tous les Ministres étrangers envoyés en Turquie ont été défrayes de la Frontière à la Capitale, et ceux des Puissances limitrophes recevaient un Traitement de cent, cent cinquante, ou deux cents piastres (turques) par jour, pendant les trois ou quatre premiers mois de leur Résidence. Les Provisions de toute espèce, et le Traitement en numéraire, que la Porte fournissait ainsi aux Ministres étrangers, étaient compris sous la Dénomination de Tainn. En 1589, la Porte fournissait à un Ambassadeur de Perse, entre autres Articles, 100 moutons et 100 pains de sucre par jour, outre une somme considérable par semaine. Après la Paix de Vasvar, conclue en 1665, l'Ambassadeur d'Autriche, Comte de Leslie, recevait cent cinquante piastres par jour, et tout ce qu'il fallait pour sa table et ses écuries. Mais lorsque la Porte établit elle-même des Missions auprès des Cours européennes, elle abolit cette ancienne pratique, et depuis 1794, elle n'a plus accordé le Tainn, qu'aux Ambassadeurs extraordinaires des Puissances voisines. Elle était même dans l'usage, chaque fois qu'il se tenait un Congrès sur son Territoire, d'assigner un Traitement pécuniaire aux Negociateurs étrangers, aux Ministres des Puissances médiatrices, et à leurs Subordonnés.

Anciennement les Ministres européens lograient dans l'Enceinte même de Constantinople, et, pour l'ordinaire, dans une grande Hôtellerie qui leur avait été destinée, et qui a longtems conservé le nom d'Eltchi-Khan ou d'Hôtel des Ambassadeurs. Les Bayles de Venise furent les premiers qui habitèrent Péra; les autres Ministres ne tardèrent pas a suivre leur exemple, et depuis longteus ils sont tous établis dans ce Quartier et sur les Rives du Bosphore, dans les Villages de Therapia, Buyuhdéré et Belgrad.

L'usage de défrayer les Ambassadeurs du

Logement, de la Table et de l'Habillement, se pratiquait très anciennement à Rome, et fut transmis par les Grecs du Bas-Empire aux Turcs et aux Vénitiens. A Rome, les Ambassadeurs recevaient Locum, c. à. d. le Logement, Lautia, la Nourriture grais, et Vestimenta, les Habillements. Ces trois âctes d'Hospitalité sont appelés par les Turcs Konak (le Logement), Tainn (la Nourriture), et Caftan (l'Habillement).

Les Envoyes europeens ne regurent d'aberd que des Caftans (Voyez plus haut T. Il. da Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. 1. Sect. Ill. Art. V. Espagne, I. Aragon, A. p. 253, Col.1. note 2.). Un Ambassadeur extraordinaire de la Cour d'Autriche fut le premier revelu d'une Pelisse de Zibeline, en 1644, distinction reservée alors parmi les Ottomans pour les Pacha à 3 queues, et les trois premiers Personnages du Corps des Oulema *). Mais, sous Achmed III l'ou en revint aux Caftant, et la Porte tint ferme sur ce point, jusqu'en 1772, qu'elle dérogea en faveur d'un nouveau Ministre de Suede, Mr. Ulric de Celsing; des lors cette Concession devint commune à tous les Ministres étrangers. Nous avons dit plus haut **), que sous le règne du Sultos Mahmoud II les Pelisses ont été remplacées par des espèces de Manteaux, qu'en appelle Harvana. (Lüdeke, Beschreibung des türkischen Reichs (Leipzig 1778, 1780. 1789. T. I. III. in 8°.) T. I. Sect. VI. §. 38. p. 312. - von Hammer, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung, T. II. Chap. IV. p. 153. - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 486-488. 497. 498. - Kieffer et Bianchi, Dict. turc-français, T. l. p. 310. Col. 1. - Charles Auguste Weisske, Considérations historiques et diplomatiques sur les Ambassades des Romains, comparces aux modernes (Zwickau 1834. in 80.) P. II. §. 36. C. Hospitium. Chap. II. Prérogatives, Privilèges des Ambassadeurs, p. 52 - 55. §. 37. D. Ceremonial et Etiquette (Audiences) a) Des Envoyes etrangers u Rome, p. 55-59. Chap. Ill. Dépense de Voyage, Appointements et Présents, §. 42. A. Voyage des Envoyes, p. 66-68.)

^{*) **)} Voyez plus baut T. I. du Manuel, Appendice, No. VIII. p. L. Col. 1. note *.

De même, il sera permis aux Contractants de tenir des Agents ou Consuls dans les autres Villes, où ils trouveront convenable, et il leur sera rendu le Réspect qui convient à leur Charge; et les Officiers de ces Villes auront Ordre de les respecter, ainsi qu'il convient, et de les protéger contre tout Dommage et Insultes, comme aussi, sur leurs Rémontrances, d'administrer bonne Justice lorsqu'il aura été fait quelque Tort aux Sujets des deux Souverains, et faisant donner Satisfaction à ceux qui auront souffert quelque Dommage.

La Compagnie russe, établie en 1759, pour le Commerce de Perse, ne subsista que pendant cinq ans I).

Un nouveau Traite de Commerce fut conclu en 1783 2).

1) Compagnie russe de Commerce en Perse. Les Priviléges d'une Compagnie pour le Commerce de la Perse et de l'Arménie, avaient été fixés par les Édits de 1675, 1681 et 1684, ainsi que par les Oukases de 1711 et 1716. Cependant, les Entreprises, auxquelles on se livra d'abord avec ardeur, eurent peu ou point de succès, et furent bientit abandonnées.

Par un Ordre du 6 Juillet 1759 (v. st.), l'Impératrice Cathérine II, en se référant à un Oukase de Pierre le Grand, du 8 Novembre 1723 (v. st.), accorda à l'Arménien Mannete Nascharoff, fils d'Isachanoff, le Privilège d'établir une nouvelle Société de Commerce, qui jouirait du Droit exclusif de trafiquer avec la Perse, le Ghilan, et les Côtes de la Mer Caspienne, à l'exclusion seulement du Commerce du Sel, dont le Monopole était exercé par deux Nobles, le Chevalia Woronzoff et le Brigadier Melgounoff.

Le Fonds de la Compagnie, dont la Direction suprême fut confiée à Manvela Nascharoff, assisté de 7 Co-Directeurs, consistait en 4000 Actions, de 150 roubles cheune. Les Étrangers ne pouvaient devenit Actionnaires. La Compagnie avait un Comptoir principal à Astracan, et des Comptoirs subsidiaires à Kizlar*), Moscou et Saint-Pétersbourg. La Société était subordonnée, pour toutes les Affaires purement commerciales, au Sénat dirigeant, à l'exclusion de toute autre Autorité, mais quant aux Matières civiles et criminelles, elle restait soumise aux Tribunaux ordinaires. Le Bilan des Affaires de la Compagnie devait être dressé à la fin de chaque année, et la Perte ou le Gain réparti parmi les Intéressés. (Büsching, Magazin für die neue Historie und Geographie, T. IX. p. 153-162. Ihro Kaiserlichen Majestüt Selbstherrscherin von ganz Rufsland Befeht, aus dem dirigirenden Senat an das Commerz-Collegium, en date du 6 Juillet 1758. — Scherer, l. c. T. I. Chap. IX. p. 248, sqq.)

La Compagnie ne prospéra point. Elle fut supprimée, ainsi que toutes les autres Sociétés de Commerce, par le §. 9. de l'Oukase de l'Empereur Pierre III, du 27 Mars 1762, qui rend libre le Commerce avec la Perse. Des Consuls, établis à Bakou et à Enzili, furent charges de surveiller le Commerce des Particuliers dans ces deux Places, afin d'éviter toute espèce de Fraude. L'Impératrice Catherine confirma cette Disposition par le §. 16. de son Oukase du 31 Juillet de la même année. (Büsching, Magazin, T. III. Befehl Kaiser Peters Ill an den Senat, en date de St. Pétersbourg, du 27 Mars 1762, p. 364 - 374. Befehl der Kuiserin Catharina II, en date de St. Pétersbourg, du 31 Juillet 1762, p. 375-384.)

2) Ce Traité de Commerce, cité dans Hüpel, l. c. T. I. Sect. VI. Art. III. p. 559. note * et dans Politisches Journal, nebst An-

[&]quot;) Kizlar ou Kizliar, Ville et Forteresse importante de la Russie d'Asie, dans la Province du Caucase, Chef-lieu de District, sur un des bras du Térek, dont la population so compose principalement d'Arméniens, parmi III.

lesquels on compte plusieurs millionnaires. (Adr. Balbi, l. c. p. 796. — Langlois, l. c. T. III. p. 60. Col. 1. où il faut lire "Russie "d'Asie," au lieu de "Russie d'Europe." — Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 486.)

La Russic entretenait à cette Époque: à Bakou 1), à Rescht et à Enzili 2), des Consuls 9).

Les Relations entre les deux États furent interrompues par la Guerre de 1796 *), que l'Empereur P a ul termina sans que les Rapports futurs fussent arrêtés par un Traité de Paix.

1813, Traité de Paix et d'Amitié perpétuelle, con12 Octobre. clu entre l'Empire de Russie (Alexandre I) et ce(v. st.) lui de Perse (Feth-Ali), le 12 Octobre 1813 (v. st.),
dans le Camp russe, sur le Territoire de Karabag en Gulistan, sur la Rivière de Seïwa'), l'an de J. Chr. 1813, le
12 Octobre (v. st.), et suivant le Calendrier persan, l'an 1228,
le 29 du Mois de Schewal').

Les Vaisseaux marchands russes auront, comme autérieurement, le Droit de naviguer le long des Côtes de la Mer Caspienne, et d'y aborder. En Cas de Naufrage, les Persans leur donneront amicalement du Secours.

Les Bâtiments persans auront aussi, comme auparavant, le même Droit de Cabotage le long des Côtes de la Mer Caspienne, et celui d'aborder sur le Rivage russe; et en Cas de Naufrage, les Russes leur donneront toute l'Assistance nécessaire.

Quant aux Vaisseaux de guerre, comme, avant la Guerre, ainsi que durant la Paix et dans tous les Tems, le Pavillon russe a seul flotté sur la Mer Caspienne, il aura aussi maintenant sous ce Rapport le même Droit exclusif qu'auparavant, de manière

zeige von gelehrten und andern Sachen, Année 1784. T. I. p. 355. T. II. p. 969. ne se trouve dans aurun des Recueils de Traités que nous avons été à même de consulter.

- 1) Büsching, Magazin, T. III. p. 371. 381.
- Enzili, Ville d'Asic, Perse (Ghilan), sur la côte S. O. de la Mer Caspienne. (Adr. Balhi, l. c. p. 669. Langlois, l. c. T. II. p. 842. Col. 1. Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 603.)
- 3) Le Consulat à Rescht sut établi en 1721. (Müller, l. c. T. VII. p. 226.)
- Le Consulat à Enzili fut établi à la suite du Traité de Commerce de 1783. (Hüpel, l. c. T. l. p. 456. 564. — Adress Kalender, pour l'année 1789, publié à St. Pétersbourg.)
- 4) Manifeste de l'Impératrice de Russie (Cathérine II), portant Déclaration de Guerre contre la Perse, en date de St. Pétersbourg, le ? Mars 1796. [Imprimé

- en russe et en persan, à St. Petersbourg, in fol. Martens, Recueil, T. VI. p. 586. (en allemand.)]
- 5) Aucun des Ouvrages de Géographie, que nous avons été à même de consulter, ne fait mention du Pays de Gulistan. Adr. Balbi, l. c. p. 787. cite le cidevant Khanat de Karabagh; un District de ce nom est mentionni dans Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. II p. 650. et dans Penny Cyclopaedia, T. XI p. 175. Col. 1. Kieffer et Bianchi Dict. turc et français, T. II. p. 626. Col. 2 citent, sous le nom de Gulistan, une Forteress. dans la Province de Chirvan.
- 6) Martens, Recueil, Supplém. T. VIII p. 59, (en français.) — d'Hauterine et d Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 108. (Extrai en français.)
- 7) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 12 Octobre (v. st.) 1813, soit exacte la date correspondante de l'Hégire sera le 1 et non le 29 de la Lune de Schewal.

qu'outre la Puissance russe, aucune autre ne puisse arborer un Pavillon militaire sur la Mer Caspienne.

Outre les Articles ci-dessus, Leurs Majestés l'Empereur de Russie et le Schah de Perse sont convenus que les Ministres respectifs des deux Cours, qui, en Cas de Besoin, auront été envoyés dans les Résidences de Leurs Majestés, seront reçus conformément à leur Rang et à l'Importance des Missions dont ils seront chargés. Les Agents ou Consuls accrédités, selon l'ancien Usage, par L. M. dans les Villes où Elles le jugeront nécessaire pour la Protection du Commerce, et qui ne pourront avoir plus de dix Personnes à leur Suite, seront considérés et honorés d'une Manière conforme à leur Rang, en qualité de Fonctionnaires accrédités; il sera donné des Ordres pour que non seulement ils ne soient point insultés, mais encore pour que dans le Cas où les Sujets respectifs des deux Puissances auraient quelques Plaintes à faire, on procède, d'après leurs Représentations, de la Manière la plus impartiale, pour qu'il soit fait Réparation entière à l'Offensé.

Quant à ce qui concerne les Relations commerciales entre les Sujets de L. M., qui sont munis de Certificats de leur Gouvernement, ou des Commandants des Frontières, qui attestent qu'ils sont réellement Négociants et Sujets russes ou persans, il leur sera permis de se rendre librement, par Terre et par Mer, dans les États des deux Puissances contractantes, d'y demeurer pour faire le Commerce, aussi longtems qu'ils le jugeront à propos, et de s'en retourner, également sans éprouver de Retard. Ils pourront vendre et échanger les Marchandises importées de Russie en Perse, et réciproquement.

En Cas de Décès d'un Sujet russe venu en Perse, ou domicilié dans cet État, sa Fortune et ses Biens, tant meubles qu'immeubles, étant considérés comme des Biens appartenant à des Sujets d'une Puissance amie, les premiers seront délivrés sans Délai et sans Recèlement, contre Quittance, suivant les Lois, à leurs Associés ou à leurs Parents, et il sera permis à ceux-ci de vendre les seconds ') à qui bon leur semblera, à leur Gré et à leur plus grand Avantage, ainsi que cela se pratique dans

¹⁾ La Version donnée par Martens, et reproduite par MM. d'Hauterive et de Cussy, porte ,,les premiers," mais il est évident

qu'il faut lire "les seconds," c. à. d. les Biens immeubles, les premiers se rapportant aux Biens meubles.

tous les États civilisés, quelle que soit la Puissance dont dépendent les Intéressés.

1828, Traité de Paix entre la Russie (Nicolas I)
22 Février. et la Perse (Feth-Ali), conclu au Village de Tourk(v. st.) mantchaï'), le 22 Février 1828 (v. st.), et le 5 de
Schiaban 1243 de l'Hégire 2)').

L'Art. VIII. reproduit la Stipulation contenue dans l'Art. V. du Traité de 1813. (Voyez plus haut p. 1266.)

S. M. l'Empereur de toutes les Russies, et S. M. le Schah de Perse, ayant à Coeur de resserrer par tous les Moyens les Liens si heureusement rétablis entre Eux, sont convenus que les Ambassadeurs, Ministres et Chargés d'Affaires, qui pourraient être réciproquement délégués auprès des Hautes Cours respectives, soit pour s'acquitter d'une Mission temporaire, soit pour y résider en Permanence, seront reçus avec les Honneurs et Distinctions analogues à leur Rang, et conformes à la Dignité des Hautes Parties contractantes, comme à l'Amitié sincère, qui les unit, et aux Usages du Pays. On conviendra à cet Esset, moyennant un Protocole spécial, du Cérémonial à observer de part et d'autre. (Comp. plus haut p. 1267. l'Art. VII. du Traité de 1813.)

S. M. l'Empereur de toutes les Russies et S. M. le Schah de Perse, considérant le Rétablissement et l'Extension des Relations commerciales entre les deux États, comme un des premiers Bienfaits que doit produire le Retour de la Paix, sont convenus de régler dans un parfait Accord, toutes les Dispositions relatives à la Protection du Commerce et à la Sûreté des Sujets respectifs, et de les faire consigner dans un Acte séparé et ci-annexé '), arrêté entre les Plénipotentiaires respectifs, et qui est et sera considéré comme faisant Partie intégrante du présent Traité de Paix.

S. M. le Schah de Perse réserve à la Russie, comme par le Passé, le Droit de nommer des Consuls ou Agents commerciaux, partout où le Bien du Commerce l'exigera, et Il s'engage à faire jouir ces Consuls et Agents, chacun desquels n'aura pas une

¹⁾ Tourkmantchaï ou Turkoman-Tischeji. (Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 618.)
2) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 22 Février (v. st.) 1828, soit exacte,
la date correspondante de l'Hégire sera le 6
et non le 5 de la Lune de Schiaban.

³⁾ Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld) T. XI. p. 564. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XI. p. 164. (en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 112. (en français.)

4) Cet Acte n'a point été publié.

Suite de plus de dix Individus, de la Protection, des Honneurs et des Priviléges affectés à leur Caractère public.

S. M. l'Empereur de toutes les Russics promet de Son Côté d'observer une parfaite Réciprocité à l'Égard des Consuls ou Agents commerciaux de S. M. le Schah de Perse. En Cas de Plainte fondée de la part du Gouvernement persan, contre un des Agents ou Consuls russes, le Ministre ou Chargé d'Affaires de Russie, résidant à la Cour de S. M. le Schah, sous les Ordres immédiats duquel ils seront placés, le suspendra de ses Fonctions, et en conférera provisoirement la Gestion à qui il jugera convenable. (Comp. plus haut p. 1267. l'Art. VII. du Traité de 1813.)

La Russie entretient:

à Tabris (ou Tauris), un Consul-général,

à Téhéran, un Consul 1).

6. 24.

RUSSIE ET POLOGNE.

Traité de Paix et d'Alliance entre la Russie 1686, (Iwan V et Pierre I) 2) et la Pologne (Jean III (Sobieski)). Fait dans la Résidence de Leurs Majestés tzaréennes à Moscou, l'An du Monde 7194 1), le 26 e Jour du Mois d'Avril (v. st.), et de la Naissance de Notre Seigneur J. Chr. l'An 1686, le 6 e Jour du Mois de Mai (v. st.). (Original en russe et en polonais.) 1).

1) Almanach de Gotha, 1840. p. 72.

2) Après la mort de Fédor II Alexiéwitch, arrivée en 1682, ses fils, Iwan et son frère consanguin Pierre, régnérent conjointement, jusqu'en 1696, où Iwan mourut. (Art de vérifier, T. VIII. depuis J. Chr. p. 320.)

3) Voyez plus haut T. II. du Manuel, P. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. M. p. 299. Col. 1. contin. de la

note t. de la p. 295. Col. 1.

4) UInstrument russe n'a jamais été publié.
— Traktaty między mocarstrami Europeyskiemi, T. l. p. 224. (en polonais.) — Koch,
Becueil de Traités qui n'ont pas encore vu
le Jour, T. l. p. 198. (en latin.) p. 229. (en
français.) — Schoell, Histoire abrégée,
T. XIII. Chap. LV. p. 100. sqq. (Sommaire.)
bidem, p. 100. Traduction latine faite sur
'Original russe. Mr. Schoell dit que la Tra-

duction française, faite sur l'Instrument polonais, et donnée par Koch, est faite avec une grande négligence.

La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version latine.

Mr. de Martens a été induit en erreur, en citant (Cours diplomatique, T. II. p. 985.), comme deux Actes séparés, le Traité de Paix entre la Russic et la Pologne, du 6 Mai 1686, et le Traité d'Alliance entre les mêmes Puissances, contre les Tures. Un seul et même Traité scella la Paix définitive et l'Alliance entre les deux États (Schoell, Hist. abrégés, T. XIII. Chap. LV. p. 100.) et le prétendu Traité séparé d'Alliance offensive, en date du 14 Avril 1686, rapporté dans Du Mont, l. c. T. VII. P. II. p. 125. (Extrait en français.) — dans Histoire des Troubles de Hongrie, T. III. Liv. XVIII. p. 222. (Extrait en

L'Art. 11. statue sur les Titres dont se serviront les deux Hautes Parties contractantes. Comme tous les Royaumes et Empires sont dans l'Habitude d'augmenter leurs Revenus publics par les Droits qu'ils percoivent des Hommes exerçant le Commerce, en Conséquence, Nous ') appuyant sur l'Amitié et l'Amour fraternel solidement établis entre Nos deux Puissants Souverains, Nous sommes convenus de statuer aussi à cet Égard, qu'à dater de la Conclusion de la présente Paix perpétuelle, il sera libre aux Sujets de l'un et l'autre Puissant Souverain (c. à. d. de Leurs Majestés tzaréennes et de S. M. royale), qui exercent le Commerce, à l'exception seulement des Juifs, d'apporter toute Espèce de Marchandises non prohibées, tant dans les Pays de la Domination de L. M. tzaréennes, et leur Capitale, c. à. d. Moscou, que dans les Pays de la Domination de S. M. royale, et Scs Villes principales, Cracovie, Varsovie et Wilna, en acquittant, à l'Endroit désigné à cet Effet, le Droit légal qu'on a Coutume de payer dans l'un et l'autre État: Que de même il sera permis aux Marchands de la Ville de Smolensk et autres, de faire transporter sur la Dwina à Riga et de retour à Smolensk, des Marchandises de tout Genre, en acquittant également le Droit usité.

Mais, asin que ce même Commerce puisse atteindre le But, pour lequel il doit s'établir, on devra veiller le plus possible à ce qu'il ne soit point exigé des Marchands d'autres ni de plus forts Droits que la Loi ne prescrit, ni qu'il ne leur soit sait aucun Dommage, ou que leurs Marchandises soient retenues, comme Nous savons que cela est arrivé très souvent jusqu'ici, et que par là la Liberté dudit Commerce soit entravée, mais qu'au contraire toute Espèce de Liberté, en sait de Commerce, leur soit accordée de part et d'autre.

Les Nobles polonais, habitués jusqu'ici à lever sur les Marchands des Impôts à leur bon Plaisir, et à les détourner de cette Manière du Commerce, s'abstiendront dorènavant de cet Usage, et la même Chose sera observée de la part de S. M. tzaréenne.

Art. XXVI. Nous sommes aussi convenus et avons arrêté que les Ministres du premier Ordre (qu'on appelle Ambassa-

français.) et dans Londorp, Acta publica, T. XII. p. 512. (Extrait en allemand.) n'est qu'une mauvaise Traduction de l'Instrument polonais du Traité de Paix et d'Alliance, du 6 Mai 1696.

¹⁾ Ce sont les Ambassadeurs extraordinaires et Plénipotentiaires des deux Parties contractantes, qui statuent au nom de leurs Souverains respectifs.

deurs), exerçant leurs Fonctions dans l'un et l'autre État, devront paraître, tant devant L. M. tzaréennes, que devant S. M. royale, la Tête découverte, en raison de la haute Dignité de Leursdites Majestés 1), lesquels Ambassadeurs, ainsi que les Ministres d'un Ordre inférieur, et leurs Courriers ou Messagers publics (Cursores publici) devront de part et d'autre être bénévolement accueillis et congédiés de même, sans aucun Délai, et avec les Honneurs dus à leur Caractère. Pour l'Entretien des Ministres de l'un et l'autre Ordre, et de leurs Courriers on Messagers publics, ainsi que de toute leur Suite, on assignera, tant dans l'Empire de Russie, que dans le Royaume de Pologne et dans le Grand-Duché de Lithuanie, depuis l'Instant de leur Arrivée aux Frontières, jusqu'à ce qu'ils les repasseront, savoir, à un Ministre du premier Ordre 400, à celui du second Ordre 50, et aux Courriers ou Messagers 30 roubles par Semaine. De même, on donnera aux Ministres du premier Ordre, 150 Chevaux pour le Transport de leurs Bagages; à ceux du second Ordre 50, et aux Courriers ou Messagers 30; et de plus on fournira auxdits Ministres et à leurs Courriers ou Messagers, tant en Hiver qu'en Été, autant de Bois et d'Eau que Besoin sera. Mais lorsqu'il arrivera auxdits Ministres ou à leurs Courriers ou Messagers, de se rendre selon l'Usage auprès des Puissants Souverains (ad magnos Dominos), pour s'acquitter de certaines Commissions, alors ils devront d'abord leur en donner Avis, pour que ceux-ci leur fassent fournir toutes les Choses nécessaires à leur Entretien, ainsi que les Chevaux, et afin que pendant la Route, et pendant toute la Durée de leur Mission près des Princes, auprès desquels ils sont envoyés, on leur rende, tant à leur Arrivée qu'à leur Départ, jusqu'au Retour à la Frontière, tous les Honneurs qui leur sont dus, sans en rien retrancher.

Conjointement avec lesdits Ambassadeurs, il sera permis aux Marchands d'entrer avec leurs Marchandises dans les États respectifs, et même de se rendre dans les Villes capitales, savoir dans la Ville de Moscou, la Résidence de Leurs Majestés tzaréennes, et à Cracovie, Leopol et Varsovie, qui sont les Villes principales de S. M. royale et du Grand-Duc de

"magno Domino, S. R. M., ob eminentem "corum dignitatem intecto Capite ap-"pareant."

¹⁾ Le Texte latin porte: "ut legati primi "ordinis (Ambassadeurs dicti) officia "sua in utraque parte obeuntes, tum coram "magnis Dominis, SS. Czareis M.M. quam

Lithuanie; ils y pourront, jusqu'au Départ desdits Ambassadeurs, vendre leurs Marchandises, le faisant publiquement bien entendu, et non pas clandestinement; mais aussitôt que lesdits Ambassadeurs devront partir, les Marchands ne pourront plus s'arrêter un seul Instant dans lesdites Villes, mais ils seront tenus de se mettre immédiatement en Voyage, pour retourner avec les Ambassadeurs dans leur Patrie. Quant aux autres Gens formant la Suite de ladite Ambassade, ils devront s'abstenir de débaucher 1) des Hommes de quelque Condition que ce soit, et de les emmener avec eux, et celui qui contreviendrait à cette Défense, subira le Châtiment mérité.

Il est défendu aux Marchands d'introduire des Marchandises prohibées en Russie, telles que le Tabac et l'Eau de Vie.

Les Art. XXVIII. et XXIX. statuent sur le Service des Courriers, des Messagers et des Postes.

Par l'Art. XXX. il est convenu que les Parties contractantes feront part à leurs Alliés de la Conclusion du présent Traité, afin qu'ils ne l'ignorent point, et afin d'avancer

et de faire fleurir le Commerce.

L'Art. XXXI. stipule que si l'un des Hauts Contractants vensit à mourir, son Successeur déclarera par ses Ambassadeurs, à l'autre Puissance, le Désir qu'il a de maintenir cette Paix éternelle, et l'autre Partie ne manquera pas de donner réciproquement une pareille Déclaration; on confirmera de part et d'autre ledit Traité, et loin de l'affaiblir, on s'efforcera à le rendre plus indissoluble encore.

Il est arrêté par l'Art. XXXII. que si l'un des deux Instruments du présent Traité venaît à se perdre ou à s'égarer dans la Chancellerie d'une des Puissances contractantes, la Paix n'en sera pas moins inviolablement maintenue, et l'on en observera religieusement tous les Artheles, tels qu'ils se trouvent exprimés dans l'Instrument conservé par l'autre

Puissance.

Traité d'Amitié et de Garantie perpétuelle

1768,
24 Fèvrier. entre l'Impératrice de Russie (Cathérine II) et le
Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne, signé à Varsovie, le 24 (13) Février 1768, avec deux
Actes séparés du même Jour 2).

1) Débaucher, corrompre la Fidélité de quelqu'un. Il essaya de débaucher les troupes. On lui débaucha ses soldats. — Débaucher un domestique, un ouvrier, l'engager à quitter son maître pour passer au service d'un autre. (Dict. de l'Académie.)

2) Prawa, Konstytucyey Przywileie Królestwa Polskiego y Wielkiego Księstwa Litewskiego y wszystkich Prowincyi (1347–1780) (Varsovie 1732–1790. T. I–VIII. in fol.) c. à. d. Lois, Constitutions et Privilèges du Royaume de Pologne et du Grand-Duché de Lithuanie, ainsi que de toutes les Provinces, T. VII. p. 562–606. (Le Traité en russe et en polonais, les Articles séparés en polonais et en latin.) — (D. Gralath) Trakaty, Konvencye handlowe y granicznc, wszelkie publiczne umowy,
między Rzecząpospolitą Polską y
obcemi Pánstwami od Roku 1764 dotąd to jest do Roku 1791, za Panowania Stanisława Augusta Zawarte w swych Oryginalnych lęzykach
zebrane y dla wygody powszechney
podane do druku (Varsovie 1791. T. I.
II. in 8°.), c. à. d. Traités, Conventions,
Actes publics de Commerce et de Délimitation des Frontières, entre la République de
Pologne et les Monarques étrangers, depuis

L'Art. VIII. stipule que les Sujets de part et d'autre pourront librement faire le Commerce, qu'on les protégera de toute Manière, et que loin de les opprimer par des Droits et des Frais excessifs, on leur accordera tous les Encouragements possibles à l'instar des autres Nations amies.

Le Traité du 18 (7) Septembre 1773 1) stipule (Art. VIII. et IX.) qu'on dressera des Actes séparés sur tout ce qui aura rapport au Bien et à l'Avantage des deux États, ainsi qu'au Commerce entre les deux Nations.

Le premier Acte séparé, du 15 Mars 1775 2), contient des Modifications du premier Acte séparé annexé au Traité de 1768.

(Second) Acte séparé entre S. M. l'Impératrice 1775, 15 Mars. de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne, fait à Varsovie, le 15 Mars 1775 ³).

Les Sujets des deux États pourront librement retirer dans toute l'Étendue des deux États respectifs, les Deniers prêtés sans Hypothèque, toutes les autres Dettes, les Héritages et Successions, aussi bien que les Dots, sans en payer la Traite foraine 1), bien entendu que l'Exemption de la Traite foraine n'aura lieu que pour le Terme de six Années, à compter du Tems où sera ouvert le Droit des Intéressés.

Dans les Procès civils, qui existent ou qui pourront venir à exister entre les Sujets des deux États, on ob-

l'année 1764 jusqu'aujourd'hui, c. à. d. jusqu'à l'année 1791, conclus sous le Règne de Stanislas Auguste, recueillis dans la langue du Texte original et livres à l'Impression pour l'Utilité publique, T. I. p. 39 -143. (Le Traité en russe, avec des Caractères polonais, et les Articles séparés en latin.) - Wenck, 1. c. T. III. p. 651 - 713. (Le Traité en polonais et en latin, les Articles separes en latin.) - Martens, Recueil, T. I. p. 535-589. (Le Traité en latin et en allemand, les Articles séparés en latin.) - Une Version très incorrecte des Articles separes se trouve aussi dans Chr. Gottlieb von Friese, Beyträge zu der Reformationsgeschichte in Polen und Litthauen (Varsovie 1786. T. I. II. in 80.) T. II. p. 329-403. (en latin et en allemand.) -La prétendue Traduction française, qui se trouve dans le Mercure historique et politique, T. CLXIV. p. 94. et qui a été reproduite dans Moser, Versuch des europüischen Völkerrechts, T. VI. p. 270., est remplie de fautes et d'incorrections.

1) Traité entre S. M. Plopératrice de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la Sérenissime République de Potogne, signé à Varsovie, le 18 (7) Septembre 1773. [Prawa, Konstylucye, T. 1. p. 22. (en français.) — J. W. Jezierski, Traktaty Polskie z sąsiedniemi mocarstwy zawarte od Roku 1618 (Varsovie 1798), in 8º.) c. à. d. Traités de la Pologne, conclus avec les Puissances voisines, depuis Pannée 1618. (Ce petit Recueil renferma des Extraits des Traités depuis 1618 jusqu'à 1775.) p. 133. (en polonais.) — Martens, Recueil, T. II. p. 129. (en français.) Une Traduction allemande a été imprimée à Vienne, 1773. in 4º. — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 60. (Sommaire.)]

2) Acte séparé entre S. M. l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne, signé à Varsovie, le 15 Mars 1775. [Prawa, Konstytucye, l. c. p. 57. (en français.) — Martens, Recueil, T. II. p. 136. (en français.) — Schoell, Hist abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 63. (Sommaire.)]

3) Prawa, Konstytucye, l. c. p. 63. (en français.) — Martens, Recueil, T. II. p. 141. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 66. (Sommaire.)

4) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Addenda, p. LXXXII. add. à la p. 189. ligne 16.

servera la Règle ordinaire que le Demandeur suive la Jurisdiction du Défendeur, et tout Criminel doit être puni dans le
Lieu du Délit. S. M. le Roi et la République de Pologne promettent au reste de prendre des Arrangements efficaces, pour qu'il
soit toujours administré bonne et prompte Justice aux Sujets de
S. M. l'Impératrice de toutes les Russies; et que surtout l'Exécution soit donnée aux Sentences émanées en dernier Ressort des
Tribunaux. S. M. l'Impératrice promet également bonne et
prompte Justice aux Citoyens polonais, qui pourront avoir des
Procès dans Ses États, et en général on maintiendra de part et
d'autre les Transactions, les Sentences, et l'Exécution des Décrets émanés en dernier Ressort, ou confirmés par les Constitutions avant la Prise de Possession des Provinces cédées à S. M.
l'Impératrice.

(Troisième) Acte séparé entre les mêmes Puis1775,
15 Mars. sances, touchant le Commerce entre les États des
deux Parties contractantes. Fait à Varsovie,
le 15 Mars 1775 1).

Voulant encourager et protéger le Commerce entre les Habitants des deux États, les deux Hautes Parties contractantes confirment, de la Manière la plus solennelle, tout ce qui a été jusqu'ici conclu entre Elles, par rapport au Commerce réciproque, et nommément entre autres l'Art. XVIII. du Traité de 1686 ²) et l'Art. VIII. de celui de 1768 ³), ainsi que les Constitutions faites en faveur des Marchands russes commerçants dans les États de la République de Pologne, et leur permettent de trafiquer et de demeurer librement dans leurs États pour les Affaires de Commerce.

On établira des Consuls de part et d'autre, si le Besoin le demande, en s'engageant de les protéger et favoriser en tout et partout, autant qu'il sera possible, pour encourager et faire fleurir par là d'autant plus le Commerce, comme cela se pratique par les autres Nations amies et alliées, et les deux Hautes Parties contractantes se promettent en tout la plus parfaite Réciprocité.

Art. II. Il y aura donc à l'avenir un Commerce libre entre les Habitants des deux États. Et comme la République de

¹⁾ Prawa, Konstytucye, l. c. p. 69. (en français.) — Martens, Recueil, T. II. p. 145. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée,

T. XIV. Chap. LX. p. 66. (Semmaire.)
2) Voyez plus haut p. 1270.

³⁾ Voyez plus haut p. 1273.

Pologne ne saurait, au Sortir de Troubles si longs et si fâcheux, embrasser d'abord tous les Avantages possibles de son Commerce sutur, les deux Hautes Parties contractantes se réservent de spécifier à l'avenir, tout ce qui peut contribuer à ces Avantages et à maintenir une Réciprocité parfaite, qui convient entre deux États voisins et amis.

Quoiqu'il ait déjà été stipulé par les Traités précédents (confirmés par le présent), que les Douanes et Péages des Particuliers sont abolis, S. M. le Roi et la République de Pologne promettent de nouveau, de faire observer cette Stipulation le plus strictement possible, et de faire punir rigoureusement celui ou ceux qui oseraient y contrevenir.

De même, Ils promettent que la Justice aux Marchands russes, trafiquant en Pologne, en Cas qu'ils seraient lésés par les Sujets polonais, sera toujours rendue sans aucun Délai et sur le Champ, afin que le Commerce ne soit pas interrompu ni retardé.

Pareillement S. M. impériale de toutes les Russies promet la même Chose de Son Côté aux Marchands de Pologne trafiquant dans Ses États.....

Il sera libre et permis aux Marchands et Sujets des deux Puissances, en Cas de Maladie, et en quelque Tems que ce soit, avant ou même à l'Article de la Mort, de léguer par Testament ou par quelque autre Disposition que ce puisse être, ou de donner les Marchandises, Effets, Argent, Dettes à recevoir et tous Biens meubles, qui leur appartiendront, ou qui devront leur appartenir, à l'Heure de la Mort, dans toute l'Étendue de leurs États. Et s'il arrivait que quelque Marchand russe vint à mourir en Pologne, ou un Marchand polonais en Russie, soit qu'il ait testé ou non, ses Marchandises, Effets, et Tout ce qu'il pourra laisser, seront remis, sans en rien détourner, ou retenir, contre Quittance à ses Compagnons, Parents, ou à celui qui se présentera pour les recueillir, bien entendu que les Testaments, ou le Droit de succéder ab intestat, seront prouvés selon les Lois, dans les Lieux où la Personne sera décédée, et que, sur tout ce qui sera transporté hors du Pays, il sera payé un Droit de dix pour cent de sa Valeur.

Traité de Cession et de Limites entre S. M.

1793,
1793, l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II)
et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la Répu-

blique de Pologne, signé à Grodno, le 22 (11) Juillet l'An de Grâce 1793 ').

L'Intention réciproque des Hautes Parties contractantes étant de faire jouir désormais leurs Sujets respectifs des Fruits de l'Union et de l'Amitié sincère, qui subsisteront dès aujourd'hui entre Elles, en leur procurant surtout tous les Avantages d'un libre Échange de leurs Besoins, et d'une Circulation facile des principaux Articles de leur Industrie, autant que cela sera compatible avec les Principes de Commerce introduits chez Elles: S. M. impériale de toutes les Russies, et S. M. le Roi et la République de Pologne, s'engagent formellement à se prêter à tout Arrangement et Proposition propres à faire fleurir le Commerce des deux Nations; et tout ce qui sera stipulé séparément par la Suite, à ce Sujet, aura la même Force et Valeur que si cela avait été inséré Mot à Mot dans le présent Traité.

Si les Hautes Parties contractantes, après la Conclusion de ce Traité solennel, jugeront convenable et nécessaire pour le Bien et l'Avantage de Leurs États respectifs, de s'accorder sur d'autres Stipulations nouvelles, il sera dressé un Acte séparé, lequel aura la même Force et Valeur que s'il était inséré ici Mot à Mot.

Traité d'Alliance entre S. M. l'Impératrice de 1793, toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la Sérénissime République de Pologne, signé à Grodno, le 16 (5) Octobre 1793 °).

L'Art. II. confirme les Traités précédents, de Moscou de 1686, et de Varsovie de 1768 et 1773, ainsi que celui de Gradno, du 22 (11) Juillet 1793.

Art. XVII. A la suite de l'Article précédent, et en Exécution de la Promesse que se sont réciproquement faite les Hautes Parties contractuntes, dans le Traité de Grodno, du 22 (11) Juillet dernier (Art. VI.) de concourir le plutôt possible à des Arrangements relatifs au Commerce, S. M. l'Impératrice de toutes les Russies, et S. M. le Roi et la Sérénissime République de Pologne, vu l'Amitié étroite et l'Union intime, qui doivent s'éta-

aux No. 94. 95. 96. (en français.) — Public Advertiser, 1793. No. 18542. (en anglais.) — Mart ens, Recueil, T. V. (1re édition, p. 222. 2de édition, p. 536.) (en français.) — Schoell, Hist. abrègée, T. XIV. Chap. LXII. p. 144. (Sommaire.)

¹⁾ Nouvelles extraordinaires, 1793. No. 66. 67. 68. Suppl. (en français.) — Martens, Hecueil, T. V. (1re édition, p. 162. — 2 de édition, p. 530.) (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXII. p. 139. (Sommaire.)

²⁾ Nouvelles extraordinaires, 1793. Suppl.

blir et se consolider à jamais entre les deux Nations, à la suite du présent Traité, voulant que toutes les Classes de leurs Sujets respectifs participent aux Avantages qui y sont stipulés, conviennent que le Bienfait accordé à la Noblesse des deux Nations, par l'Article précédent 1), soit étendu dans le même Sens aux Murchands des deux États, de manière que tous les Marchands polonais, dans l'Empire de Russie, et tous les Marchands russes dans les Domaines de la République de Pologne, jouissent dorènavant, dans les États respectifs des deux Hautes Parties contractantes, des mêmes Droits, Avantages, Priviléges et Prérogatives, dont jouissent à présent ou jouiront à l'avenir les Marchands de chacun des deux États, bien entendu que ces Marchands seront assujétis à toutes les Lois et Charges de Commerce et de Bourgeoisie actuellement existantes, et qui seront promulguées à l'avenir dans les États respectifs; les Hautes Parties contractantes voulant que la Déclaration solennelle, contenue dans cet Article, embrassant, par une Disposition générale, toutes les Stipulations qui auraient pu être détaillées dans un Traité à part, tienne lieu du Traite de Commerce, qu'Elles s'étaient engagées à conclure à cette Occasion.

§. 25.

RUSSIE ET PORTE OTTOMANE 2).

4

RUSSIE ET BAS-EMPIRE 3) OU EMPIRE GREC (AVANT 1453).

En 906, Oleg, Grand-Duc, ou plutôt Grand-Prince de Russie 4), poussé par le désir d'acquérir de la gloire et de faire du hutin (car on ne lui connaît point d'autre motif), entreprit une grande Expédition contre Constantinople, que les Écrivains russes nomment Tzargrad, Ia Ville des Césars. Il descendit le Dnieper sur 2,000 barques, portant 80,000 hommes, avec lesquels il franchit les Cataractes de ce Fleuve 5), soit en glissant entre les Écueiis,

1) L'Art. XVI. stipule que les Gentilshommes russes et polonais jouiront dans les États respectifs des Parties contractantes, des mêmes Droits et Priviléges.

2) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. VII. Des Relations entre la Russie et la Porte othomane. §. 466 -470. p. 445-448. — d'Hauterive et de Cussy, I. c. P. II. T. V. p. 135.

Le Bas-Empire, c. à. d. l'Empire romain à son tems de Décadence, que les uns font commencer au Régne de Valérien (253 – 260), et les autres à celui de Constantin (306 – 337).

On entend plus particulièrement par la dé-

nomination d'Histoire du Bas-Empire, ou d'Histoire Byzantine, l'Histoire des Empereurs d'Orient, depuis le l'Artage de l'Empire romain on Empire d'Orient et d'Occident, jusqu'à la Conquète de Constantinople par les Turcs, en 1453. (Lunier, l. c. T. II. p. 70. Col. 2. — Dict. de l'Académie. — Schoell, Cours d'Histoire, T. I. Introduction générale, Chap. I. p. 61. sqq.)

4) Voyez plus haut T. l. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. p. 398. Col. 1. note *.

5) Dnieper ou Dnepr (Borysthène), appelé Ousi par les Tatars, naît dans le Gouvernement de Smolensk, District de Belsk, près soit en faisant porter les embarcations à dos d'hommes. Parvenu à l'Embouchure du Fleuve, Oleg fit marcher por terre la Cavalerie, qui traversa la Bulgarie et arriva devant Constantinople, dont elle dévasta les Environs; la Flotte, après avoir cotoyé la Mer Noire, se présenta devant le Port que Léon le Philosophe avait fait fermer par une Chaîne; c'était l'unique défense dont cet Empereur s'était avisé. Léon envoya aux Russes des Vivres et du Vin, que ceux-ci refusèrent d'accepter, craignant qu'ils ne fussent empoisonnés. On entra cependant en Négociation, et la Paix fut conclue à Constantinople, en 907, aux Conditions snivantes:

1º Les Grecs payeront à l'Armée du Grand-Prince 12 grivnes 1) par homme, et autant pour les Villes de Kiev, Tschernigof, Pereïaslavl, Polotsk, Rostof, Ljoubetsch et autres,

où regnaient les Princes Vassaux d'Oleg 2).

de Gorodki, petit Village dans des marais couverts de bois et hordés de collines. Ses sources sont très près du Volga et de la Dwing. Il coule d'abord au S. O., ensuite au S., se dirige après à l'E. S. E., en formant un coude près de Kief; redescend au S., tourne au S. O. et se jette entre Otchakof et Kinbourn dans la Mer Nuire, après avoir forme auparavant un Liman *) de la longueur de 16 lieues, dans beaucoup d'endroits de 1 à 21 lieues de large. Ce Fleuve, dont la longueur du cours est de 350 lieues, parcourt les Gouvernements de Smolensk, de Mobilev; il separe ce dernier de celui de Minsk; là il se grossit des Rivières de Drouetz, Soja, Berezina, Mezia, Bassile et Griaza; il entre après dans le Gouvernement de Tschernigof, où le Pripetz, la Desna, le Troubeje, le Soupoi, la Zolotonocha viennent s'y jeter; passant alors devant Kief, il traverse le Gouvernement d'Ekaterinoslav, puis celui de Kherson, où il regoit les Rivières Rosse, Bazavlouk, Ingouletz, Psiol, Vorskla, Orel et Samara. Il a des rives bien encaissées, et dont le terroir est excellent; mais ses eaux sont troubles, à cause du sable qu'il entraîne par sa rapidité.

Le Dnieper, navigable depuis Smolensk ou Dorogobouge, offre dans un espace de 15 lieues, treize Cascades ou Cataractes au-dessous de Kief. On peut cependant, durant le printems, lorsque les eaux sont hautes ou de moyenne élévation, franchir ces Cascades avec des barques qui ne tirent pas beaucoup d'eau. Cet obstacle à la navigation est cause que les Marchandises qui descendent ce Fleuve pour Kherson ou la Mer Noire, doivent être déharquées près la Samara-vieille et portées de là sur des chariots, l'espace de 18 lieues, jusqu'au Fort d'Alexandrovsk, à l'Embouchure de la Moskovka; là elles sont rembarquées, et continuent leur navigation sans obstacle jusqu'à l'Embouchure du Fleuve, pendant plus de 100 lieues encore. On s'occupe mainte-

nant des moyens de faire sauter les Cascades, ou de remédier de quelque autre manière à cet inconvenient. Au-dessous des Cataractes, le Dnieper est couvert d'Iles jusqu'au Liman. Ses meilleures Pécheries sont entre Kherson et son Embouchure. On ne rencontre sur tout son cours que le seul Pont de Kirf, construit de Radeaux de 1638 pas de long. On enlève ce Pont vers la fin d'Octobre, avant que le Fleuve charrie, et on le rétablit au printems. On voit sur le Dnieper beaucoup de moulins construits sur des pontons. (Langlois, I. c T. II. p. 750, Col. 2. - Karamsin, Geschichte des rufsischen Reiches, T.L. Chap. V. p. 106. sqq. - Philipp Strahl, Geschichte des rufsischen Reichs (Hambourg, T. I. 1832. T. II. 1839.) T. I. A. p. 70. **). - Müller, l. c. T. IX. p. 4.)

1) A cette époque, des Peaux de martre

et de petit-gris remplaçaient chez les Russes l'Argent monnaye; plus tard les Museaux et d'autres pièces de la peau de ces animaux représentaient la Valeur des Marchandises. Ces pièces portaient sans doute une certaine Marque imprimée par l'Autorité. Les liaisons avec Constantinople firent connaître aux Russes les Monnaies d'or et d'argent; mais à côté d'elles les Peaux furent encore employees. Du tems de Wladimir le Grand (980-1015), une grivne signifiait une certaine quantité de Peaux de martre, équivalente à un marc d'argent; cependant le prix de cette Monnaie fictive baissa successivement, et au XIII e siècle, une grivne d'argent valait sept grivnes de peaux. Voyez pour la valeur des grivnes, Karamsin, l. c. T. l. Chap. X. p. 202, 203, et dans les notes au T. I. p. 386. note 486. - Strahl, l. c. T. I. Période II. Chap. IX. p. 454. - Büsching, Magazin, T. VIII. p. 373. 381. - Schoell, Cours d'Hist. T. III. Liv. III. Chap. XIV. p. 161.

2) La Guerre était à cette époque, chez les

Slaves comme chez les Peuples scandinaves

^{*)} Voyez plus haut p. 1189. Col. 2. note **.

^{**)} Cet Ouvrage n'est pas encore complet.

et germains, une des branches de l'Industrie

Le T. II. embrasse la Période de 1224-1505.

2º Les Ambassadeurs que les Grands-Princes de Russie enverrent à Constantinople, seront entretenus dans cette Ville aux Frais du Trésor impérial.

3º l. Empereur sera tenu de fournir aux Marchands et Voyageurs russes qui se rendront en Grèce, pendant six mois, le Pain, la Viande, le Vin, les Poissons et les Fruits, nécessaires à leur Subsistance: les Russes pourront fréquenter les Bains publics, et ils recevrent, lersqu'ils voudront retourner dans leur Pays, les Provisions, les Ancres, Cordages, Voiles et tout ce dont ils pourront avoir besoin.

Le Grand-Prince de son Côté accepta les Conditions suivantes, stipulées par les Grecs:

1º Les Russes qui ne séjourneront point à Constantinople pour Affaires de Commerce, n'aurent aucun Droit à la Subvention mensuelle de la part du Trésor impérial.

20 Il sera defendu aux Ambassadeurs russes, d'exercer des Vexations sur les Habitants des Districts ou Lieux de l'Empire grec qu'ils traverseront.

3º Les Russes ne pourront demeurer à Constantinople que dans le Quartier de Saint-Mammat 1º 2); ils devront prévenir de leur Arrivée les Autorités de la Ville, qui ferent inscrire leurs Noms, et leur assigneront ce qui sera nécessaire à leur Entretien; ils ne pourront entre dans la Ville que cinquante à la fois, et par une scule Porte désignée à cet effet, non armés et sous la Conduite d'un Officier impérial; ils pourront faire librement le Commerce à Constantinople, et seront exempts de tout Péage.

Cet Accord verbal fut solennellement jurc par les deux Parties. Léon prêta Serment sur l'Evangile, Oleg et ses Compagnons le prétèrent sur leurs Armes; ils prirent à témoin Péroun et Wolofs 3), les Divinités des Slaves. Oleg suspendit son Bouclier à la Porte de Constantinople, et retourna, chargé de richesses, à Kief 4).

Il paraît qu'on était convenu qu'Oleg enverrait à Constantinople des Ambassadeurs, chargés de conclure un Traité d'Amilié et de Commerce. Cette Ambassade eut lieu en 911, et le Traité écrit qu'on signa au mois de Septembre, est le plus ancien Document de ce geare dans les Annales russes.

Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce, § Septembre. conclu le second Dimanche de Septembre, huitième Jour de ce Mois dans la quinzième Indiction ³) l'An

nationale. Oleg était obligé non seulement de partager le Butin et les Contributions de la Guerre avec l'Armée, mais encore de stipuler en faveur de ceux qui étaient restés dans leurs Foyers.

1) Saint Mammès ou Mammas, Berger en Coppudoce, martyr à Césarée, vers l'an 274; sa fête, le 17 Août chez les Latins; le 2 Septembre chez les Grecs. (Art devérifier, T. II. dep. J. Chr. Catalogue des Saints, p. 81.)

2) Voyez Banduri, Imperium orientule (Paris 1711. T. I. II. gr. in fol. fig.) T. II. p. 719. — Du Cange. Constantinopoli Christiana, seu Descriptio urbis Constantinopolitanae (Lutetiae Parisiorum 1682. Liv. 1-IV.) Liv. IV. p. 185. — von Hammer, Constantinopolis und der Bosporos (Pesth 1822. T. I. II. gr. in 8°.) T. I. p. 472.

3) Strahl, l. c. T. I. Introduction, Chap. II. p. 18-22.

4) Karamein, I. c. T. I. Chap. V. p. 108. — Art de vérifier, T. VIII. dep. J. Chr. p. 258. — Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII. p. 313.

5) Les Indictions sont une Révolution (Période ou Cycle) de quinze années, qu'on re-

commence toujours par l'Unité, lorsque le nombre de quinze est fini. On ne sait ni l'origine de cette Période, ni quand, ni pourquoi elle fut établie.

On prétend que l'Indiction était le nom d'un Tribut (Indictio tributaria) que les anciens Romains levaient tous les ans dans les Provinces, pour fournir à la paye des soldats qui avaient quinze ans de service.

L'Indiction comme Impôt annuel, se trouve énoncée dans une Loi de Dioclétien et de Maximien, publiée l'an 286 dep. J. Chr., où il est dit que "l'Indiction n'impose aucune "Taxe personnelle, parce qu'elle ne regarde "que les Fonds: Indictiones non per-"sonis, sed rebus indici solent."

En la considérant comme Époque, il est certain qu'on ne peut la faire remonter plus haut que le tems de l'Empereur Constantin (306 — 337), ni descendre plus bas que celui de Constance (337 — 361). Les premiers exemples qu'on en trouve dans le Code Théodosien (Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. Ill. Sect. I. §. 2. p. 18. Col. 1. note 6.), sont du Règne de Constance, meri en 361. Dans ces premiers tems, il n'est pas

6419 de la Création du Monde (911), entre les Empereurs Léon VI, Alexandre et Constantin VII d'une part, et le Grand-Prince Oleg et les illustres Boiars "qui sont sous "sa Main." (Ce Traité fut probablement rédigé en Langue grecque et slavone.) 1) 2).

aisé de fixer les années pour les Indictions, parce que tous les Auteurs ne leur assignent pas la méme Époque. Quelques-uns mettent la première Indiction en 312, le plus grand nombre en 313, d'autres en 314, et il s'en trouve enfin qui la placent en 315.

Saint Athanase (Evèque d'Alexandrie, le 27 Décembre 326, mort le 18 Janvier 373), est le premier Auteur ecclésiastique qui ait employé la Date de l'Indiction.

On distingue communement trois sortes d'Indictions:

La première est celle de Constantinople: elle commence avec le mois de Septembre 312. Les Empercurs grecs s'en servaient, et on l'a aussi connue en France.

La seconde, plus commune en France et en Angleterre, est celle dont on attribue l'établissement à Constantin, et que sur ce fondement on appelle constantinienne, ou impériale, ou césaréenne. Son commencement est fixé au 24 Septembre 312.

La troisieme sorte d'Indiction commençait au 25 Décembre ou au 1 Janvier, selon que l'un ou l'autre de ces deux Jours était pris pour le premier de l'année. Les Papes, surtout depuis Grégoire VII (1073-1086), l'ont souvent employée dans leurs Bulles; c'est la raison pour laquelle on la nomme romaine ou pontificale. Elle n'a pas été inconnue en France: on en trouve des vestiges dans plusieurs anciens Écrivains, et dans les Diplomes des Empereurs Carlovingiens. C'était même presque la seule qu'on suivit en Dauphiné, dans le XIV e siècle:

La première année de chaque Cycle de l'Indiction s'appelle Indiction Ire, et ainsi de suite jusqu'à la XVe.

En remontant de l'an 312, on trouve que la première Année de l'Ére chrétienne aurait été la IV e Indiction, si cette manière de compter le Tems eût été alors en usage: d'où il s'ensuit que, pour trouver l'Indiction de quelque année que ce soit, depuis J. Chr., il faut ajouter le nombre de 3 au nombre donné, et, divisant la somme par 15, s'il ne reste rien, cette année sera l'Indiction XV e; s'il reste un nombre, ce Reste donnera l'Indiction que l'on cherche. Ainsi, si l'on demande le

nombre d'Indiction et l'Année de la dernière Indiction, en 1839, ajoutez 3 à 1839 et divisez 1842 par 15, le quotient 122 vous apprend qu'il y a eu 122 Indictions, et le Reste 12, qu'on est dans la XII e année de la CXXIIIe Indiction. (Dom de Vaines, Dict. raisonne de Diplomatique, T. I. p. 321. Art. Date de l'Indiction. T. II. p. 25. Art. Indiction. - Art de verifier, T. I. dep. J. Chr. §. IV. p. 36. - Du Cange, Gloss. mediac et infimae Latinitatis, T. III. Col 1393. sqq. - Ideler, Handbuch der mathematischen und technischen Chronologie, T. 11. p. 352. sqq. 359. sqq. - Dict. de la Conversation, T. XXXIII. p. 5. Col. 2. où au lieu de "et "le reste, 14, qu'on est dans la quatorzième "année de la 123," il faut lire " et le reste, ,,9, qu'on est dans la neuvième année de "la 123." - Conversations-Lexikon, T. IX. p. 378. Art. Römerzinszahl.)

1) Müller, Sammlung rufsischer Geschichte, T. I. No. I. Art. II. p. 17. Ibidem, No. V. Art. II. p. 409. (Version très incorrecte, portant la fausse date de 912.) (en allemand.) - Scherer, Hist. raisonnee du Commerce de la Russie, T. I. Chap. VII. p. 207. sqq. Ibidem, T. II. Pieces justificatives, No. IX. p. 183. (en français - avec la fausse date de 912, que l'Auteur fait correspondre à l'année 6425 de l'Ere grecque, tandis qu'elle répond à l'année 6419.) Traduction très incorrecte, qui au lieu de X Articles est divisée en Xl. - Karamsin, l. c. T. L Chap. V. p. 113. (en allemand.) - Strahl, l. c. T. I. A. p. 72. (en allemand.) - Histoire de l'Empire de Russie, par Karamsin (Paris 1819, 1820 T. I - VIII. traduite par MM. St. Thomas et Jauffret. 1823. T. IX. par Mr. St. Thomas 1826. T. X. Xl. in 8°. par Mr. de Divoff.) T. I. Chap. V. p. 165. (en français.) - Art de verifier, T. VIII. depuis J. Chr. p. 258. (Sommaire, portant également la fausse date de 912.) -Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII. p. 314. (Sommaire.) - La Traduction française, que nous donnons, a élé faite sur la Version allemande, rapportée par le Traducteur de Karamsin et par Strahl. 2) Voyez plus haut p. 1147. Col. 1. note t.

Dy anthy Google

Le Préambule dit expressément que les Articles ci-après n'ent point été arrètés verbalement comme autrefois, mais qu'ils ont été rédigés par écrit et confirmés par Serment.

Avant toutes Choses, Nous voulons Nous reconcilier avec Vous, Grecs, Nous aimer de toute Notre Ame les Uns les Autres, et ne point permettre que quelqu'un de ceux qui sont sous la Main de Notre illustre Prince Vous offense, mais au contraire Nous efforcer, tant que Nous pourrons, de maintenir constamment et invariablement cette Amitié. Conservez de même Vous, Grecs, un Amour invariable envers Notre illustre Prince et envers tous ceux qui sont sous la Main de l'illustre Oleg. Mais en Cas de Contravention ou de Délit, Nous procéderons de la Manière suivante:

Le Délit devra être prouvé par des Témoignages, mais là où il n'y aura point de Témoins, ce ne sera point le Demandeur, mais le Défendeur qui devra prêter Serment, et chacun prêtera le Serment conformément à sa Croyance.

And III. Si un Russe tue un Chrétien, ou si un Chrétien tue un Russe, il devra être mis à Mort sur le Lieu même où il aura commis le Crime. Si le Meurtrier s'évade et qu'il se cache, ses Biens écherront aux plus proches Parents de celui qui aura été tué; toutefois la Femme du Meurtrier ne pourra être privée de sa Légitime '). Mais si le Meurtrier s'évade sans laisser aucun Bien, il devra être considéré comme étant sous Jugement, jusqu'à ce qu'il soit trouvé, et alors il devra immédiament être puni de Mort.

Celui qui frappera un autre, soit avec un Glaive, soit avec quelque autre Instrument, payera, d'après la Loi russe, cinq litras d'argent 2); celui dont les Biens ne suffiront pas pour acquitter cette Amende, payera ce qu'il pourra; il se dépouillera même de tous les Vêtements qu'il porte, et lorsqu'il aura fait Serment, selon sa Croyance, qu'il n'a ni Parents ni Amis disposés à le racheter, il sera déchargé de toute Responsabilité ultérieure.

Si un Russe vole quoi que ce soit à un Chrétien, ou un Chrétien à un Russe, et que le Voleur, pris sur le fait, veuille faire Résistance, le Propriétaire de la Chose volée

¹⁾ Légitime. La Portion assurée par la Loi à certains Héritiers sur la part hérédilaire, qu'ils auraient eu en entier, si le Défont n'en avait disposé totalement ou partielle-

ment, par Donations entre viss ou testamentaires. (Dict. de l'Acudémie.)

²⁾ Voyez pour la Valeur des litras, Karamsin, l. c. T. I. Notes p. 3, 28, No. 312.

pourra le tuer sans encourir aucune Responsabilité, et reprendre ce qui lui appartient; mais quant au Voleur qui se laissera prendre, sans faire de Résistance, il lui sera permis seulement de le lier. Si un Russe ou un Chrétien, entrant dans une Maison, sous Prétexte de quelque Recherche à faire, et qu'au lieu de reprendre ce qui lui appartient, il se saisisse par Force de ce qui ne lui appartient pas. il devra le restituer au Triple.

Si la Tempête jette un Navire grec sur une Terre étrangère, où Nous Nous trouvons, Nous, les Russes, Nous prendrons ledit Navire avec sa Cargaison sous Notre Garde et l'expédierons pour la Grèce, en le convoyant à travers tous les Endroits dangéreux, jusqu'à ce qu'il soit en Sûreté. Mais, si à cause de la Tempête, ou à cause d'un autre Obstacle quelconque, ledit Navire ne pouvait regagner sa Patrie, Nous assisterons les Rameurs et Nous conduirons ledit Navire à un bon Mouillage en Russie. Les Marchandises, et tout ce qui se trouvera d'ailleurs sur ledit Navire sauvé par Nous, pourra être librement vendu; et lorsque Nos Ambassadeurs se rendront apprès du Tzar en Grèce, ou que Nos Marchands partiront pour la Grèce, pour y faire des Achats, ils devront loyalement y conduire ledit Navire, et remettre, sans en rien détourner, tout le Produit des Marchandises vendues.

Si un Russe tuait un Homme appartenant audit Navire, ou qu'il volât quoi que ce soit, il sera puni conformément à ce qui a été stipulé plus haut.

Les Grecs seront tenus d'agir de la même Manière envers les Navires russes.

Les Art. VII. et VIII. concernent les Captifs et Prisonniers de guerre, ainsi que les Esclaves vendus et les Fuyards.

Si un Russe, employé au Scrvice du Tzar chrétien, vient à mourir en Grèce, sans avoir disposé de ses Biens, et qu'il n'ait point de Parents, ses Biens seront transmis en Russie à ses bons et proches Parents; mais s'il a fait des Dispositions, les Biens seront remis à l'Héritier désigné par le Testament.

Si, parmi les Marchands russes, ou parmi d'autres Russes, séjournant en Grèce, il se trouvait des Criminels, et que ceux-ci fussent réclamés, pour être punis dans leur Patrie, le Tzar chrétien sera tenn de les faire renvoyer, même contre leur Gré.

Et les Russes seront tenus d'agir de la même Manière par rapport aux Grees.

Asin d'assurer l'Exécution inviolable du présent Traité entre Nous, Russes et Grecs, Nous l'avons fait coucher par écrit sur deux Parchemins avec du Cinabre ') 2). L'Empereur grec les a signés de sa propre Main, en prêtant Serment par la Sainte-Croix et la Trinité indivisible (unzertrennlichen eingebornen Dreieinigkeit) d'un seul Dieu, et a donné l'un des Parchemins à Notre Prince (unserer Durchlaucht), et Nous, les Ambassadeurs russes, lui avons remis l'autre, en prêtant Serment, d'après Notre Croyance, tant pour Nous que pour tous les autres Russes, d'observer les Articles de Paix arrêtés, ainsi que l'Amour entre Nous, les Russes et les Grecs. Le second Dimanche de Septembre, huitième Jour de ce Mois, dans la XV e ladiction de l'An 6419 de la Création du Monde 2).

1) Cinabre ou Cinnabre, en latin Cinnabarium, fait du grec κίναβρα, qui signifie mauvaise odeur.

Minéral rouge, fort pésant, qui résulte d'une combinaison naturelle ou artificielle du Mercure avec le Soufre.

Le Cinabre factice a les mêmes propriétés que le Cinabre naturel; en masse, cette Substance minérale est d'un violet plus ou moins fencé; réduite en poudre fine, elle est d'un rouge très vif, et prend alors le nom de Vermillou. La préparation s'en fait avec de l'Urine ou de l'Esprit de vin. On se sert encore du Cinabre factice pour peindre le Verre, teindre la Cire d'Espagne, colorer les Émaux et les Cartes à jouer.

Les Anciens connaissaient le Cinabre; les Dames s'en servaient pour relever l'éclat de leurs levres, et les Triomphateurs s'en barbouillaient le corps à leur entrée dans Rome. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. l. p. 311. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XIV. p. 340. Col. 2. Art. Cinabre. T. Lll. p. 78. Col. 2. Art. Vermillon.)

2) L'Encre rouge, c. à. d. composée de Vermillon, de Cinabre, ou de Pourpre, est très commune dans les Manuscrits; mais il no s'en trouve cependant pas où elle règne d'un bout à l'autre. Cette couleur est beaucoup plus rare dans les Diplômes que dans les Manuscrits, et peut-être n'y a-t-il pas de Chartes totalement écrites d'une Encre différente de la noire. (?)

L'Encre rouge ou de pourpre était une Encre distinguée, puisque les Empereurs d'Orient en avaient fait choix, privativement à toute autre personne, pour souscrire leurs Lettres et les Diplômes dressés en leur nom, et que l'on pouvait refuser de reconnaître, comme venant de l'Empereur, tout Rescrit dont la Signature n'aurait pas été d'Encre de Pourpre.

Ce fut l'Empereur Léon qui, par Sa Loi VI e de l'an 470, statua que le Décret impérial ne serait point estimé authentique, s'il n'était signé de la main de l'Empereur avec le Cinobre. Cette Loi n'a pas toujours eu son Effet quant à la Force du Décret, mais les Signatures des Empereurs grees, quand ils en mettaient, n'ont point varié depuis pour la Couleur jusqu'à la fin de cet Empire.

Ce Droit, dont ils avaient été si jaloux, les Empereurs le communiquèrent, au XII e siècle, à leurs proches Parents, puis à leurs Grands-Officiers, comme une Marque distinctive. Ils se réservèrent alors privativement la Date du Mois et de l'Indiction en Caractères rouges.

En Occident, tous ces Usages n'eurent pas lieu, et Chusles le Chauve (840 – 877) est peut-être le seul Roi de France, le seul Empereur d'Occident, qui ait donné quelques Chartes dont les Monogrammes soient en Vermillon. (Dom de Vaines, l. c. T. I. p. 511. Art, Encre rouge.)

3) Aucun Historien du Bas-Empire ne parle ni de l'Expédition d'Oleg à Constantinople, ni du Traité de S11. Leur silence ne prouve absolument rien contre la vérité du fait: on sait que l'Histoire de Constantinople de cette Époque, est très défectueuse. Igor, qui succéda à Oleg, en 912, entreprit, en 941, une Expédition contre l'Empire grec. Sa Flotte que, par une exagération évidente, les Chroniqueurs font monter à 10,000 Barques, exerça d'horribles Dévastations sur les Côtes de la Mer Noire. L'Empereur romain Lecapène envoya contre lui le Protovestiaire 1) Thé ophane: ce Général attaqua la Flotte près du Phare du Bosphore, et lançant sur elle le Feu grégeois 2), la mit en une Dévoute complète. Pour réparer cette perte, Igor équipa, trois ans après, en 944, une nouvelle Flotte, et renforça son Armée par des Warègues 3), qu'il fit venir de Scandinavie, et par des

1) Πος σοβεστιάριος, Protovestiarius, Officier, Grand-Dignitaire de la Cour
des Empereurs de Constantinople, dont les
Fonctions répondaient à peu près à celles que
dans les Cours d'Occident remplissait le
Grand-Maitre de la Garderobe. (Codin
Curopalata, De officiis Constantinopol.
Liv. II. No. 62. — Du Cange, Gloss. ad
Script. mediae et infimae Graccitatis, T. I.
Col. 192. 193. v. Βέστης. — Du Même,
Gloss. ad Script. med. et inf. Latinitatis,
T. V. Col. 933. — Grand Vocabulaire français, T. XXIII. p. 426.)

2) Feu grégeois. Feu dout l'intensité s'accroît par le contact de l'eau. Son mouvement est contraire à celui du Feu naturel; il se porte indistinctement dans toutes les directions que l'instrument qui le lance. On lui donna d'abord le nom de Feu grec, et ensuite celui de Feu gregeois, dont l'Étymologie est la même, parce que les Grecs employèrent les premiers ce terrible moyen de destruction. Les Historiens byzuntins attribuent l'invention du Feu grégeois à un Grec Syrien, nommé Callinicus *), qui, en 668, le porta en Grèce et l'employa avec le plus étonnant succès dans les Guerres de l'Empereur Constantin IV (surnomme Pogoniat, c. à. d. le Barbu) **) contre les Sarrasins; il sauva Constantinople, en brulant leur Flotte dans l'Hellespont. -C'était un mélange de matières faciles à s'enflammer, entre autres de Naphte et de Soufre; on en remplissait les Brulots qu'on làchait contre les Vaisseaux ennemis après y avoir mis le feu; on le langait aussi en le soufflant par des Tuyanx de Cuivre, garnis à leur extrémité d'Etoupes enflammées, ou bien la matière enflammable, soit pulvérisée, soit mélée avec de l'Huile, était renfermée dans des Vases de terre que les Soldats lançaient à la main, après avoir allumé une Amorce qui y était attachée. On ne pouvait l'éteindre qu'avec du Vinaigre, de l'Urine ou du Sable, ou avec des Cuirs d'animaux récemment écorchés. Il paraît qu'au commencement du Xe siècle, le Feu gregeois était encore inconnu aux autres Nations. Il fut mis au rang des Secrets de l'Etat, par Constantin Porphyrogenète, qui, dans l'Ouvrage dédie à Romain, son fils, sur l'Administration de l'Empire, lui enjoint, lorsque les Barbares lui demanderent du Feu grégeois, de répendre qu'il ne lui est pas permis de leur en donner, parce qu'un Ange, qui l'apporta à l'Empereur Constantin, défendit de le communiquer aux autres Nations, et que ceux qui avaient osé le faire, avaient été dévorés par le Feu du Ciel, des qu'ils étaient entres dans l'Église. Cependant, malgre les Précautions des Empereurs grecs, la Composition du Feu grégeois vint à être connue ou découverte par leurs ennemis. Le Père Daniel, dans son Histoire du Siège de Damiette, en 1249 ***), sous Saint Louis, rapporte que les Turcs en firent alors un terrible usage.

La Poudre à Canon, dont l'emploi dans la Guerre date du XIII e siècle, fit tomber en oubli le Feu grégeois. (Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. I. Chap. XV. p. 33. — Grand Vocabulaire français, T. X. p. 415. Col. 1. — Lunier, l. c. T. II. p. 203. Col. 1. — Diet. de la Conversation, T. XXVII. p. 40. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. IV. p. 832.)

3) Warègues. Les Savants ne sont point d'accord sur le Peuple désigné par ce nom. Mr. Schoett, dans son Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII. p. 308. dit , 1. Les , Warègues ne peuvent avoir été que des , Normands, c. à. d. des Scandinaves habi-, 1, 1 ant sur la Mer Baltique, que Nestor 1) , 2 appelle la Mer Warègue." Compare

^{*)} Biogr. universelle, T. VI. p. 551. Col. 2. Art. Callinique.

^{**)} Pogoniat, fait du grec Πωγωνιατής, dérivé de πώγων, la Barbe.

^{***)} Le Père Gabriel Daniel (Historiographe de France; ne à Rouen, en 1649,

mort le 23 Juin 1728) Histoire de la France, depuis l'établissement de la Monarchie française dans les Gaules (Paris 1755–1757. T. I–XVII. in 4°.) T. I. p. 422.

t) Nestor, le Père de l'Histoire russe, né l'an 1056, dans la Russie méridionale, prit l'Habit à l'àge de 17 ans, dans le Couvent

Petchenegues 1), qu'il prit à sa solde. Romain Lecapene envoya à sa rencontre des Ambassadeurs, qui trouverent Igor près des Bouches du Danube, et acheterent la Paix aux mêmes Conditions que Leon VI avait acceptées en 906.

Strahl, I. c. T. I. Période I. p. 55. sqq. — Schnitzler, La Russie, la Pologne et la Finlande, Liv. I. Chap. II. p. 14. sqq. — Büsching, Magazin, T. XVI. p. 327 — 348.

1) Les Petchénègues, chassés en 833 de leur Demeure entre l'Oural, l'laik et le Wolga, par les Ouzes, étaient entrés dans le Pays des Khazares, avaient chassé les Madgyars de leurs Demeures entre le Don et le Pruth, et arrivèrent vers 914 sur le Daisper. Repoussés de Klef, ils se tournérent vers le Danube, et occupérent la Bess-

arabie, la Moldavie et la Valachie. Chassés de ces Pays par les Cumans, ils s'établirent dans l'ancienne Dace, nommée depuis la Transylvanie. En 1091, le Roi La dislas força le Khan petchénègue d'accepter le Baptème et de reconnaître la Suzeraineté de la Hongrie. (Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII. p. 315. T. III. Liv. III. Chap. XIV. p. 148. T. VI. Liv. IV. Chap. XXII. p. 209. — Strahl, l. c. T. I. Introduction. Chap. III. p. 27. — Karamsin, l. c. T. I. Chap. VI. p. 118.)

des Cavernes (Peczerskij monastyr) à Kief, où il mourut vers l'an 1116. On a de lui sen Patericon et sa Chronique.

Dans le premier de ces Ouvrages, il a écrit la Vie des Hommes illustres et pieux qui avaient vécu avant lui dans son Monastère (Kief, à l'Imprimerie du Monastère des Cavernes, 1661 et 1702; Moscou 1759. in fol.) La première Partie du Patericon a pour Titre: Pars prima, in quà reperiuntur Vitue Sanctorum venerabilium et Θεοφόρων Patrum nostrorum Peczericorum, scriptae a venerabili nostro patre Nestore, chronographo russico. L'Ouvrage, écrit en vieux slavon, ne neus est point parvenu en entier; nous ravons que les Extraits qu'en fit Siméon, Evéque de Wladimir et de Susdal, dans le XIII e siècle.

La Chronique de Nestor, beaucoup plus importante, nous est parvenue en entier, et dans un grand nombre de Manuscrits. C'est le plus ancien Monument que les Russes possedent pour l'Histoire de leur Pays et de leur Littérature: elle est aussi écrite en ancien slavon. Selon lui, le nom de la Russie a commence vers l'an 852, à être connu. Nestor suit les évenements jusqu'en 1116. Sa Chronique fut continuée par Sylvestre, Abbe de Saint Michel, qui mourut à Kief, en 1123. Deux autres Religieux ont pousse la Chronique, l'un jusqu'en 1157, l'autre jusqu'en 1203. Ces quatre Ecrivains forment la première Classe des Annales russes, qui ont été continuées jusqu'au XVI e siècle; mais la Collection entière a conservé le nom de Nestor. La Partie qui lui appartient incontestablement, se distingue par la simplicité et la gravité du Style. L'Auteur met toujours ses Personnages en action. En parcourant sa Chronique, on croit lire les Livres histo-

riques de l'Ancien Testament. Les meilleurs Manuscrits de la Chronique de Nestor et de ses Continuateurs, sont ceux de Pouschkin et de Troitzka. On en avait donné une Traduction allemande, très inexacte (Pétersbourg 1732). Nestor a reparu dans les différentes Collections de Chroniques, que les Russes ont publiées depuis une cinquantaine d'années. Schloetzer (Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. IX. Russie. p. 402. Col. 1. note 2.) en donna le Texte russe (en lettres latines), conféré d'après huit Manuscrits qui avaient été imprimes depuis 1767, et neuf qui ne l'ont jamais été, avec une Traduction allemande et un Commentaire historique et critique. Cependant, il mourut avant d'avoir achevé son Ouvrage, qui ne comprend que l'Histoire des cinq premiers Grands-Ducs, jusqu'en 980. - La seule Traduction qui ait encore paru en langue française, de la Chronique de Nestor, est celle de Mr. Antoine Louis Paris, faite sur le Manuscrit dont un Prince Radzivil, Gouverneur à Koenigsberg, enrichit la Bibliothèque de cette Ville, et qui, pendant la Guerre de sept ans, fut enlevé par les Russes et transporté à Saint Pétersbourg (Paris 1834 - 1835. T. I. II. in 8º.). Cette Traduction est accompagnée de notes précieuses, quoique incomplètes sur des faits d'un ordre majeur. (Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII p. 304, note 1. T. VI. Liv. IV. Chap. XXI. p. 191. T. XI. Liv. V. Chap. XXV. p. 164-166. - Karamsin, l. c. T. I. Sources de l'Histoire de Russie jusqu'au XVII e siècle. I. Annales. p. XIX. -Dict. de la Conversation, T. XL, p. 78. Col. 1. - Conversations-Lexikon, T. VII. p. 764. -Biogr. universelle, T. XXXI. p. 88. Col. 2.)

L'année suivante (945), l'Empereur et le Grand-Prince s'envoyèrent derechef des Ambussadeurs, et un nouveau Traité solennel fut conclu à Constantinople.

Traité de Paix et de Commerce, conclu entre 995, 20 Avril. Igor, Grand-Prince de Russic, et les Empereurs grecs Romain, Constantin VII et Étienne, fait à Constantinople. en l'année 6453, l'an de J. Chr. 945, dans la IV e Indiction, le 20 Avril. (Original en grec et en slavon.) 1). Le Grand-Prince russe et ses Boïars pourront envoyer en Grèce, sans aucun Empêchement, des Navires avec leurs Ambassadeurs et leurs Marchands, ainsi que cela a été arrêté anciennement. Les Marchands porteront des Bagues (ou Anneaux) en Argent, et les Ambassadeurs des Bagues en Or: à compter d'aprésent, les uns et les autres devront être munis de Lettres de la part du Prince russe, qui spécifieront le Nombre d'Hommes et de Vaisseaux envoyés, et qui constateront leurs Intentions pacifiques. Celui qui se présentera sans une pareille Lettre, sera mis sous Garde, et y restera jusqu'à ce que le Prince russe en soit informé. Si le Détenu résiste, il encourt la Peine capitale, et le Prince russe ne vengera point sa Mort, et s'il s'évade en Russie, Nous, les Grecs, informerons le Prince russe de son Évasion, afin que le Prince procède à son Égard comme

Art. III. Les Russes, qui ne viendront point pour Affaires de Commerce, ne recevront point la Subvention mensuelle.

Le Grand-Prince ordonnera à ses Ambassadeurs et aux Russes venant en Grèce, de ne commettre aucun Désordre, ni dans les Villages ni ailleurs sur le Territoire grec; ceux qui viendront à Constantinople, ne pourront demeurer que près du Couvent de Saint-Mammas, et alors l'Empereur grec enverra des Personnes, qui inscriront leurs Noms sur un Régistre, et qui leur assigneront leur Subsistance, savoir, aux Ambassadeurs ce qui est fixé pour eux (den Gesandten nemlich das Gesandtschaftliche), et aux Marchands la Subvention mensuelle, et cela d'abord

il le jugera à propos.

¹⁾ Müller, l. c. T. I. No. I. Art. II p. 22. sqq. No. V. Art. II. p. 412. sqq. (Version allemande très inexacte.) — Scherer, l. c. T. II. Pièces justificatioes, No. X. p. 193. (Traduction française, très inexacte, qui, au lieu de XV Articles, n'en contient que XIII.) — Karamsin, l. c. T. l. Chap. VI. p. 123. (Version allemande.) — Strahl, l. c. T. I. A.

p. 79. (Version allemande.) — Schoell, Cours d'Histoire, T. II. Liv. II. Chap. XVIII. p. 316. (cité.) — Hist. de Bussie par Karamsin (Traduction française), T. I. Chap. VI. p. 186. (en français.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version allemande, rapportée par Strahl.

à ceux de Kief, ensuite à ceux de Tschernigof, et puis à ceux de Perejaslavl. Ils ne pourront entrer dans la Ville que par unc seule Porte, jamais plus que 50 Hommes à la fois, et toujours accompagnés par un Officier impérial, mais après cela ils pourront faire le Commerce tant que cela leur fera Plaisir, et jusqu'au Moment où ils repartiront de Constantinople.

..... Conformément au Traité antérieur, les Russes qui quitteront Constantinople, devront recevoir des Grecs tout ce qui sera nécessaire à leur Retour et à l'Équipement de leurs Navires; mais ils ne pourront passer l'Hiver dans le Voisinage de Saint Mammas, et ils devront retourner dans leur Pays avec une bonne Escorte. (Comparez plus haut p. 1279. les Art. II. et III. des Stipulations faites par les Russes par le Traité de 907, et les Art. II. et III. des Stipulations faites par les Grecs.)

L'Art. IV. concerne les Esclaves qui s'évadent de part et d'autre. (Comparez plus baut p. 1282, l'Art. VIII. du Traité de 911.)

Ant. V. Si un Russe essaye de détourner (ou soustraire) quoi que ce soit à un Grec, le Voleur devra être puni rigoureusement. Si on le saisit, il devra payer le Double de la Valeur (de l'Objet qu'il aura volé); et si un Grec fait un Vol à un Russe, il subira la même Peine que l'autre. (Comparez plus haut p. 1282. l'Art. V. du Traité de 911.)

Art. VI. S'il arrive qu'un Grec fait un Vol à un Russe, ou un Russe à un Grec, le Voleur devra restituer non seulement ce qu'il aura volé, mais encore la Valeur de cet Objet, mais si la Chose volée était déjà vendue, le Voleur devra en payer la double Valeur et être puni conformément aux Lois russes et grecques 1).

Si les Russes trouvent une Barque grecque, jetée en quelque Lieu que ce soit, sur le Rivage, ils ne devront faire aucune Injure à l'Équipage, et quiconque volera quoi que ce soit de ladite Barque, ou qui privera de la Liberté ou tuera quelqu'un de l'Équipage, devra être puni conformément aux Lois russes et grecques 2). (Comparez plus haut p. 1282. l'Art. VI. du Traité de 911)

Si les Grecs, soumis à l'Autorité de l'Empereur grec, commettent un Crime, le Prince russe n'aura point le

¹⁾ Les Articles V. et VI. ne font, dans la 2) Cet Article est le VIII e de la Version rapportée par Karamsin, qu'un seul rapportée par Karamsin.

Article, qui est le V e.

Pouvoir de les punir, mais ils devront subir, en verta d'un Ordre de l'Empereur grec, la Peine qu'ils auront méritée.

Si un Grec tue un Russe, ou un Russe un Grec, les plus proches Parents du Mort se saisiront du Meurtrier et le tueront. Si le Meurtrier s'évade et s'enfuit, ses Biens écherront aux Parents du Mort, mais s'il s'évade et qu'il ne laisse aucun Bien, on devra le chercher partout, et lorsqu'on l'aura trouvé, il devra être mis à Mort. (Comparez plus haut p. 1281. l'Art. III. du Traité de 911.)

L'Art. XIV. reproduit la Stipulation énoncée dans l'Art. IV. du Traité de 911. (Voyez plus haut p. 1281.) 1).

Nous tous (Grecs), tant que Nous sommes, avons fait écrire la présente Convention sur deux Feuilles de Parchemin; l'une d'elles, que Nous avons munie de la Souscription de Nos Noms, et que Nous avons confirmée par Serment, est destinée pour l'Empereur grec; l'autre a été signée par Nous Ambassadeurs et Marchands (russes). Ceux qui partiront (pour la Russie) avec les Ambassadeurs grecs, devront remettre la Feuille dont ils seront Porteurs, au Grand-Prince russe et à ceux qui dépendent de Lui, et ceux-ci, après l'avoir reçue, devront prêter Serment de remplir fidèlement et sincèrement tout ce dont Nous sommes convenus et ce qui a été couché par écrit sur lesdits Parchemins, et confirmé par la Souscription de Nos Noms.

Et Nous (Russes) tous, tant que Nous sommes, qui avons été baptisés, avons prêté Serment à la Cathédrale de Saint-Élie'), en mettant devant Nous la sainte et vénérable Croix et ladite Feuille de Parchemin, d'observer fidèlement ce qui y est écrit, et de n'enfreindre aucune des Stipulations convenues. Celui des Nôtres, que ce soit le Prince lui-même ou quelqu'un d'autre, Chrétien ou Non-baptisé, qui y contreviendra, qu'il soit privé de tout Secours de Dieu, qu'il soit Esclave dans ce Monde-ci et dans l'autre, et qu'il périsse par ses propres Armes. Mais, les Russes non-baptisés devront, en prêtant Serment, mettre par Terre leurs Boucliers, leurs Glaives nus avec leurs autres Armes et leurs Bagues') (ou Anneaux), et jurer qu'Igor, tous les Boïars

¹⁾ Les Art. XII. XIII. et XIV. sont les XI e, XII e et XIII e de la Version rapportée par Karamsin.

²⁾ L'Église de Saint-Élie à Kief. (Voyez Karamsin, l. c. T. I. Notes. p. 334. note 343.)

³⁾ La Version donnée par Strahl porte "Ringkragen," mais cet Écrivain ne donne point d'explication de ce met. Nous avons adopté la Version donnée par le Traducteur de Karamsin, qui porte "Ringe."

et Sujets russes, observeront toujours et à toute Perpétuite ce qui est exprimé dans ledit Parchemin. Quiconque, soit Prince ou Sujet russe, baptisé ou non-baptisé, agira contre la Teneur de la présente Convention, méritera de périr par son propre Glaive, qu'il soit maudit de Dieu et de Peroun, parce qu'il rompt son Serment. Quant au Grand-Prince Igor, puisse-t-il être juste, Nous conserver Son Amour sincère, et ne le point laisser s'étein-dre, tant que le Soleil luira, et que le Monde entier subsistera, actuellement et dans tous les Tems à venir.

Si la Politique, qui avait dicté ces Traités, eut toujours animé les Princes russes, si la bonne Foi ou leur Intérêt personnell eut pu les maintenir dans les Dispositions dont ces Conventions leur faisaient une Loi, jamais les Invasions des Barbares ne seraient devenues assi funestes à l'un et l'autre Empire; mais la Jalousie ne tarda pas à rompre cette Alliance, et fit prendre les Armes aux Princes russes.

Les Grecs, plus sages et plus prudents, d'ailleurs plus enclins au Commerce, qu'avides de faire des Conquétes, prévinrent une Rupture irréparable, en achetant la Paix à force de Présents. Ainsi, les Rapports commerciaux entre les deux Empires restierent à peu près sur le même pied, jusqu'à ce que les Querelles toujours renaissantes des Grands-Princes rustes, et les Guerres intestines qui divisaient la Russie en différents partis, et la déchiraient continuellement, eussent facilité aux Tatars les moyens de les assujetir les uns après les autres 1).

B.

RUSSIE ET EMPIRE TURC (DEPUIS 1453).

Les premières Relations directes entre les Tzars de Russie et les Sultans ottomans, depuis que ces derniers avaient transporté le Siège de l'Empire à Constantinople, remontent au XVI e siècle 2).

Le Tzar Jean IV envoya, en 1539, au Sultan Suléyman un Ambassadeur, qui fut accueilli à Constantinople avec les plus grands honneurs 8).

En 1557, le Sultan Suléyman I adressa à Jean IV une Missive écrite en lettres d'or, dans laquelle il rappelle l'ancienne Amitié existante entre les deux États; il donne à Jean le Titre de Tzar fortuné et de sage Prince, et recommande à sa Protection des Marchands ottomans qu'il envoyait à Moscou pour y acheter des Fourrures 4).

Jean IV envoya, en 1570 et 1577, des Ambassadeurs à Constantinople 5), pour féliciter Sélim I sur son Avènement au Trône, et mainteuir la Paix sérieusement compromise par les Projets hostiles du Sultan sur Astrakhan et Kasan.

Es 1677, à la suite du Traité de Paix signé à Zuranno 6), le 27 (16) Octobre 1676 7),

- 1) Scherer, 1. c. T. I. Chap. VII. p. 210. sqq. 2) Mr. Schooll se trompe grossicrement, en dissat dans son Histoire abrégée des Traités, T. XIV. Introduction, p. 246, où il rend cempte de la guerre de 1677, entre les Russes et les Turcs: "cette guerre est remarquable "comme la première qui ait eu lieu entre "cas deux Peuples, Lesquels auparavant se "comaissaient à peine de nom."
- 3) Karamsin, l. c. T. VII. Chap. VI. p. 229. 4) Karamsin, l. c. T. VII. Chap. IX. p. 386. - von Hammer, Geschichte, T. III. Liv. XXXV, p. 532.
- 5) Karamsin, l. c. T. VIII. Chap. III. p. 143. 144. von Hammer, ubi supra.

- 6) Zuranno (Zuranna, Zuran), Bourg en Galicie, situé au confluent de la Smica dans le Dniester. (Langlois, l. c. T. IV. p. 1674. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. 1. T. II. p. 438.)
- 7) Traité de Paix entre Jean III, Roi de Pologne, et Mahomet IV, Empereur des Turcs. Fait à Zurawno, le 27 (16) Octobre 1676. (Theatrum Pacis, T. II. p. 590. (en latin.) Theatrum Europaeum, p. 1065. (en allemand.) Hörschelmann, l. c. T. I. p. 1087. (cité.) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. XLII. p. 324. Du Mont, l. c. T. VII. Part. I. p. 325. Col. 1. (en latin.) Schoell, Hist. abr. T. XIV. p. 246. (cité.)]

entre la Pologne et la Porte, les Russes, qui avaient été les Alliés des Polonais, se virent obligés de continuer seuls la Guerre contre les Turcs. L'Armée musulmane fut complètement défaite. Le Grand-Visir ne réussit qu'avec peine à en ramener les débris à Andrinople, et se hâta de conclure, sous la Médiation du Khan des Tatars, en 1681 1), avec les Russes une Trève de vingt ans, peudant lesquels ceux-ci devaient rester Maîtres de la partie de l'Ukraine 2), à laquelle les Polonais avaient renoncé. Il fut convenu (Art. VIII.) qu'un an avant l'Expiration du Traité, la Russie enverrait un Ambassadeur pour solliciter le Maintien de la Paix (Allora d'ovrà venire un Ambasciatore d'i Moscovia a d'implorare e supplicare la pace), et que les Séculiers, ainsi que les Religieux, pourraient se rendre librement à Jérusalem avec des Passeports de la Porte (Art. XII.).

Le Souvenir de la première Expédition malheureuse contre les Russes s'est profondément gravé dans la Mémoire des Turcs, Mr. de Dietz 3), un habile Diplomate et savant Orientaliste, qui a fait un long Séjour à Constantinople, désigne, dans sa Préface aux Considérations de Resmi Achmet Efendi, le Souvenir de cette première Déroute comme une des Causes de la Peur que les Russes n'ont cessé d'inspirer depuis lors aux Musulmans.

Les Russes, après avoir pris part [en vertu des Art. X — XV. du Traité d'Alliance conclu avec la Pologne, à Moscou, le 6 Mai 1686 4] à la Guerre entre la Pologne et la Porte, conclurent avec les Turcs une Trève de deux ans, dont les Articles furent signes à Carlowitz 5, le 24 Janvier 1699 (25 Décembre 1698) 6), laquelle fut convertie par un Traité signé à Constantinople, le 13 Juillet 1700 7), en une Puix de trente ans.

- 1) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVII. p. 370. (Substance.) p. 729. (in extenso en italien.)
- 2) Ukraine, ancienne dénomination de la partie S. O. de la Russie européanne, très fertile, arrosée par le Dniepr, le Dniester, et la Donetz. L'Ukraine forme actuellement les Gouvernements de Kief, de Podolie, de Pultara et de Kharkof ou Slobodes d'Ukraine. (Malte Brun, Dict. géographique portatif, T. II. p. 891. Col. 2. Adr. Balbi, l. c. p. 490. Langlois, l. c. T. IV. p. 1482. Col. 2. Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 579. sqq.)
- 3) Henri Frédéric de Dietz, né à Bernbourg, le 2 Septembre 1751, mort à Berlin, le 8 Avril 1817. D'abord Directeur de la Chancellerie de Magdebourg, il se fit connaître comme savant Jurisconsulte par la publication d'un Ouvrage sur la Tolérance et la Liberté de la Presse (Dessau 1781.); mais entraîne par un gout dominant vers l'étude des langues orientales, il demanda et obtint la place, alors vacante, de Charge d'Affaires de Prusse à Constantinople. Tout en se dévouant aux fonctions de cette place, il étudia les langues arabe, turque et persane, avec une telle application, que bientôt il les écrivit et les parla avec autant de facilité que de purete; il recueillit en peu de tems une quantité considérable de Manuscrits, dans lesquels il trouva des renseignements précieux sur l'Histoire et l'Administration de l'Empire ot-

toman. A son avenement au trône, en 1786, Frédéric Guillaume II anoblit Dietz, et le nomma son Envoyé extraordinaire et Ministre plenipotentiaire pres la Porte ottomane. Rappelé en 1790, il fut mis à la retraite avec le titre de Consciller de Légation. Les plus remarquables de ses Ouvrages sont: Wesentliche Betrachtungen, oder Geschichte des Krieges zwischen den Osmanen und Russen, in den Jahren 1768 - 1774, von Resmi Achmed Efendi, aus dem Turkischen übersetzt und mit Anmerkungen erläutert (Halle 1813. gr. in 80.). - Denkwürdigkeiten aus Asien, in Künsten, Wisseus haften, Sitten, Gebräuchen, etc. (Halle 1811 et 1815. T. l. II. gr. in 80.) (Voyez Heinsius, Allgemeines Bücher - Lexikon, T. V. Col. 132. 133. - Biogr. universelle, T. LXII. (Suppl.) p. 479. Col. 1.)

- 4) Voyez plus haut p. 1269.
- 5) Carlowitz ou Karlovacze, Ville dans la Limite militaire *) de l'Esclavonie (Sirmic), sur la rive droite du Danube, au-dessous de Peterwardein, au pied d'une montagne qui environne la Ville de trois côtés. (Adr. Balbi, l. c. p. 248. Langlois, l. c. T. I. p. 407. Col. 1. Vollständiges Handbuch, Sect. 1. T. II. p. 639.)
- 6) Instrumentum Turcicum Armisticii ad duos annos, inter Mustapha Hun Turcarum Sultanum, et Petrum Alcziovicium M. Czarum atque totius Russiae Autocratorem initi etc. Anno Hegirae

^{*)} Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XI. Autriche. §. 2, p. 507. Col. 1. note 2.

Quoique la Paix eût été confirmée à Constantinople, en Décembre 1709 ⁸), la Porte déclara néanmoins la Guerre à la Russie, le 20 Novembre de l'année suivante. Cette Guerre se termina par la Paix de Falczi ou du Pruth, signée en 1711. C'est la première Transaction entre les deux Peuples dans laquelle nous trouvons une Disposition relative au Commerce.

Traité de Paix entre S. M. Tzaréenne Pierre 1711, le Grand, Alexiéwitch et Achmet (III), Khan, Sultan des Turcs, faite au Camp turc, dans le Voisinage de la Rivière de Pruth, le 6 de la Lune de Djemaziul-Achir de Pan 1123, ou le 22 Juillet 1711 (v. st.) °).

1110. (Grund und Umständlicher Bericht von denen Römischen Kayserlichen und Ottomannischen Grofshothschafften wadurch der Karlowitzische Friede auf 25 Jahr heschlossen und darauf bestütiget worden, p 30. (en latin.) - Herm. Franc. Frid. ab Audlern, Corpus Constitut. Imp. T. 1. Append. p. 150. (en latin.) - Du Mont, l. c. T. VII. P. II. p. 446. Col. 1. (en latin.) -Theatrum Europ. T. XV. p. 528. (en allemand.) - Lünig, Negotiorum publicorum Sylloge (Leipzig 1694. T. 1. II. in 40.) T. II. p 133. 139. (en latin.) - Müller, Sammlung Rufsischer Geschichte, T. II. p. 216. l'Instrument russe, p. 220. l'Instrument turc. (en allemand.)

Instrumentum Moscoviticum ejusdem Armisticii ad duos Annos, inter Petrum Alexovicium Magnum Czarum, totias Russiae Autocratorem, et Mustapha Han , Turcarum Sultanum , initi , per Mediationem Wilhelmi III, Regis Magnae Britanniae et Ordinum Generalium Foederati Belgii, suh spe quod interim velus Amicitia, sive per Pacem perpetuam, sire per Inducius coalescat et renovetur. Actum in Congressu Carlowizii, die 25 Decembris Anno Nativitatis Christi 1698. (Grand und umständlicher Bericht etc. p. 29. (en latin) - ab Andlern, l. c. T. I. Append. p. 151. (en latin.) - Hörschelmann, I. r. T. I. Col. 67. (Sommaire en allemand.) - C'est à tort que, dans les Recueils précités, la Trève conclue entre les Russes et les Turcs, porte la date du 25 Décembre 1698; elle fut signée le 24 Janvier 1699. Voyez von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LX. 673. note n. - Du Mont, l. c. T. VII. P. II. p. 447. Col. 1. (en latin.) - Theatrum Europaeum, T. XV. p. 529. (en allemand.) - Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 281. 282. (Sommaire)

7) Ce Traité, qui contient XIV Articles, n'a jamais été publié. On en treuve un Précis dans Bacmeister, Journal de Pierre le Grand, T. I. p. 17. — von Hammer, I. c. T. VII. Liv. LXI. p. 25. (Sommaire.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 282. (Sommaire.) — L'Auteur du Theatrum Europaeum prétend qu'une entière Liberté de Commerce sur la Mer Noire a été accordée par ce Traité aux Russes; mais le Journal de Pierre le Grand ne fait aucune mention de cette Concession.

8) Traite entre Pierre Alexionitz, Czar de Moscovie, et Achmet Chan, Sultan des Turcs, pour le Renouvellement et la Confirmation de la Paix conclue pour trente ans, l'an 1700, entre le même Czar et Mustapha II, Sultan des Turcs, fait à Constantinople, l'an 1121 le 1r Jour du Mois de Schewal, autrement Avril 1710. (Imprimé séparément à La Haye, en 1711. in 40., par Ordre de S. M. tzurcenne. (en français.) - Hörschelmann, l. c. T. l. Col. 68. (cité.) - Zinke, Ruhe des jetzt lebenden Europa, in Sammlung der neuesten Friedensschlüsse (Cobourg 1726 1727. T. 1. II. in 4°.) Sect. III. p. 1161 - 1170. (en al-lemand.) - Europ. Herold, T. II. p. 484. (en allemand.) - Rousset, Suppl. au Corps univ. diplom. T. H. P. II. p. 78. Col. 2. (en français.) - Schoell, Hist. abregee, T. XIV. Chap. LXVI. p. 285. (cité.) - C'est à tort que, dans les Recueils précités, ce Traité porte la date du mois d'Avril 1710; il fut signé en Décembre 1709, et ratifié au commencement de l'année 1710. Voyez von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXII. p. 143. D'ailleurs, le 1 r de la Lune de Schewal de l'an 1121 de l'Hégire, ne répond point au mois d'Avril 1710, mais au 23 Novembre 1709.

9) La Paix du Pruth fut signée à Falczi *) ou dans la Plaine dite Ous-guetschdi **)

^{*)} Falczi (Falschi ou Faltsi), Ville de la

Art. IV. Les Marchands pourront venir avec leurs Marchandises sous la Domination bien gardée, mais personne ne pourra résider à la Haute Porte en qualité d'Ambassadeur 1).

Les Turcs déclarèrent de nouveau la Guerre à la Russie, le 28 (17) Décembre 1711, cependant les Ministres d'Angleterre et de Hollande ayant interposé leur Médiation, et les Négociateurs russes, qu'on avait retenus à Constantinople, comme Otages, ayant gagé le Grand-Vézir Youssouf et d'autres Personnages influents de l'Empire, il fut signé, le 16 (5) Avril 1712, un nouveau Traité de Paix pour vingt-cinq ans 2).

Le Traité de Constantinople ayant encore été rompu à la fin de 1712, un nouveau Traité

pour vingt-cinq ans sut signe à Andrinople, le 24 (13) Juin 1713 8).

(c. à. d. où l'on a perdu l'esprit) (et non pas Hoesgesti, comme l'écrit Mr. Schoell), située entre Housz ***) et Falczi.

On trouve dans Du Mont, l. c. T. VIII. P. I. p. 275, deux Copies de ce Traité, qui différent en plusieurs Points essentiels. L'une de ces Copies (p. 275. Col. 1.), en langue française, envoyée de Constantinople par un Ministre public, paraît avoir été faite sur l'Instrument turc, expédie par le Grand-Vezir; au lieu que l'autre (p. 275. Col. 2.), en langue latine, qui a été communiquée aux États-généraux des Provinces-Unies, par l'Ambassadeur de Russie, est vraisemblablement tirée de l'Acte signé par les Plénipotentiaires du Tzar, et délivré aux Turcs. L'Instrument turc fut signé le 2 Août (21 Juillet), celui des Russes deux Jours plus tard. - Voy. Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 2468. (en italien et en français.) - La Combe, Geschichte der Staatsverunderungen des rufsischen Reichs, mit Verbesserungen, Zugätzen und Anmerkungen von Joh. Fridr. Joachim (Halle 1761-1764. T. I -III. gr. in 8°.) T. I. p. 211. sqq. (en allemand.) - Schmaufs, Einleitung zur Staatswissenschaft (Leipzig 1760. T. I. II. gr. in 40.) T. II. p. 310. (en allemand.) -Adelung, Europäische Staatshistorie, T. I. §. 446. (en allemand.) - Lamberty, Mémoires, T. VI. p. 475. (en italien.) p. 476. (en latin.) - Hörschelmann, Europ. Staats-, Kriegs- und Friedens-Lexikon, T. I. Col. 225. (Sommaire en allemand.) - von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXII. p. 157. 158. (Semmaire.) - Schoell, Hist.

abrégée, T. XIV. Chap. LXVI. p. 288. sqq. (Sommaire.)

 L'Exemplaire russe de ce Traité ne dit rien de la Défense faite au Tzar d'avoir un Ambassadeur à la Porte. (Schoell, l. c. p. 259. note 4.)

2) Traité de Paix et d'Amitie entre S. M. tzaréenne (Pierre I le Grand) et la Porte ottomane (Achmet III), signé et scelle à Constantinople, le 16(5) Avril 1712, sous la Médiation des Ambassadeurs de la Grande-Bretagne (Anne) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, auprès du Grand Seigneur. [Hörschelmann, l. c. T. II. Col. 92. (Sommaire.) - Zinke, l. c. Sect. III. p. 1241. (en allemand.) - Schmaufs, Staatswissenschaft, T. II. p. 312. (en allemand.) - Du Mont, l. c. T. VIII. P. I. p. 297. Col. 1. (en français.) - Rousset, Suppl. au Corps univ. diplom. T. II. P. II. p. 89. Col. 2. (en français.) - Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 1264. (en français.) - von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXIII. p. 162. (cité.) - Schoell, Hist. abregee, T. XIV. Chap. LXVI. p. 292. (Sommaire.)]

3) Renovazione della Pace di Pruthe della Confirmazione d'essa, fatta a li 5 d'Aprile 1712 trà la Fulgida Porta ottomana e la Maestà Czarea di Moscovia per 25 anni. In Adrianopoli, li 5 du Giugno 1713. (L'Instrument russe de ce Traité, signé par les Ministres du Tan, est écrit en langue russe et accompagne d'une Traduction italienne.) [Rousset, Suppl. au Corps univ. diplom. T. II. P. II. p. 110. (en

nom. (Langlois, l. c. T. II. p. 900. Col. 2.

— Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. I.
p. 830. 831.)

^{**)} Ous-guetschdi, fait de Ous, Intelligence, esprit, et de guetschdi, participe passif du verbe guetchmek, être, devenir sou.

Voyez Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 133. Col. 2. ous. T. II. p. 571. Col. 1. guetchmek.

^{***)} Housz ou Husch, Ville de la Moldavie, dans le Zinut de Falezi. (Langlois, l. c. T. II. p. 1298. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. 1. p. 831.)

Ces Traités rensermaient différentes Stipulations qui blessaient la Dignité du Monarque russe, et qui pouvaient amener de nouvelles Guerres. Pierre le Grand, dont toute la Politique tendait alors à affermir sa Domination sur la Mer Baltique, désirait maintenir la bonno latelligence avec la Porte, et écarter tout ce qui pouvait donner lieu à une Rupture. En conséquence, il ordonna à ses Ministres de faire une Révision des Traités du Pruth, de Constantinople, et d'Andrinople, et de rédiger un Projet de Paix perpétuelle, qui, en modifiant quelques Dispositions de ces Traités, en renouvelât les plus essentielles et ajoutât celles que le Changement des Circonstances pouvait exiger. Alexis Daschkoff, Ministre de Rassie à Constantinople, réussit à faire adopter ce Traité. On en dressa deux Instruments, l'un en russe, l'autre en turc. Ils furent échangés le 16 (5) Novembre 1720. Ce fut par ce Traité que la Porte consentit à permettre la Résidence d'un Ministre russe à Constantinople.

Traité de Paix perpétuelle entre S. M. le 1720, 16 Novembre. Tzar (Pierre I le Grand), Autocrate de toutes les Russies, et la Sublime Porte ottomane (Achmed III), fait et conclu à Constantinople, le 16 (5) Novembre 1720 1).

Et puisqu'une Paix perpétuelle vient d'être conclue entre les deux Hauts Empires, et que, en raison des Désordres mentionnés plus haut, qui pourraient survenir, et pour les faire cesser plus promptement, comme aussi pour maintenir plus efficacement une Amitié constante et une Correspondance et Communication sûre, il sera nécessaire qu'il y ait toujours un Envoyé ou Résident de la part de S. M. tzaréenne de toutes les Russies près la sublime Porte, il a été convenu qu'un tel Envoyé ou Résident de S. M. tzaréenne résidera dorénavant près la sublime Porte, et qu'il jouira, lui et toutes les Personnes de sa Suite, absolument de la même Liberté et Considération dont jouissent à la Cour de S. M. sultanique les Ministres des autres Têtes couronnées qui vivent en Paix et Amitié avec la Porte ottomane. (Comparez plus haut p. 1292. l'Article IV. du Traité du Pruth de 1711.)

italien, daté du 5 Juin.) Ibid. p. 112. (en français, daté du 3 Juillet.) — Gedenckschriften, betreffende het Leven van Karel XII. Koning in Sweden geduurende syn Verblyf in het ottomannische Gebied, etc. etc. beschrecten door d. Heer Willelm Theyls (Interprète et Chancelier de l'Ambassade des Pays-Bas à Constantinople) (Ley de 1721. in 8°.) p. 129. (en français, daté du 3 Juillet.) — Nordberg, Leben Carls XII. König von Schweden (1745—1751. T. 1—111. in 161.) T. III. Preuves, p. 267. (en français, daté du 3 Juillet.) — Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 2471. (en français, daté de l'an 1713.) — Hörschelmann, 1. c. T. 1.

Col. 13. (en allemand, daté du 3 Juillet 1713.) – von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXIII. p. 166. (Sommaire.) daté du 24 (13) Juin 1713. – Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVI. p. 296. (Sommaire.)]

1) Bacmeister, Beytrüge zur Geschichte Peters des Großen (Riga 1774 – 1784, T. I — III. in 8°). T. II. §. 475. p. 189. T. III. Annexe. No. XXI. p. 415. (en allemand.) von Hammer, 1. c. T. VII. Liv. LXIV. p. 256. (Sommaire) — Schoell, Hist. abregée, T. XIV. Chap. LXVI. p. 298. (Sommaire.) — La Traduction française, que nous donnons, est faite sur la Traduction allemande, rapportée par Bacmeister. L'Empire de toutes les Russics étant un Empire monarchique et indépendant, le Don, qui se faisait autresois aux Khans et aux Tatars de la Crimée, ne sera plus acquitté, ni maintenant, ni dans aucun Tems sutur, par S. M. tzaréenne, ni par aucun de ses Successeurs. Mais lesdits Khans et Tatars de la Crimée, ainsi que les autres Tatars, devront s'abstenir d'exiger le Don, et de rien faire ouvertement ni secrètement, qui soit contraire à la Paix, mais au contraire se tenir tranquilles.

Les Marchands, tant les Sujets de S. M. tzaréenne, que les Sujets de S. M. sultanique, pourront librement aller, venir et trafiquer dans les Empires respectifs russe et turc. De même, les Russes, tant les Séculiers que les Moines, jouiront de la Liberté ordinaire de faire des Pélérinages à Jérusalem, et de se rendre dans tels autres Lieux qui sont dignes d'être visités. On ne pourra exiger de ceux qui feront ces Pélérinages, aucun Tribut, Khuradsch ni Peschkesch ') 2), ni à Jérusalem ni nulle part ailleurs, et on ne pourra pas non plus leur extorquer de l'Argent pour les Passeports dont ils devront être pourvus. De plus, et ce conformément au Commandement divin, on ne devra causer aucun Tort ni Dommage aux Ecclésiastiques russes qui séjourneront sur le Territoire de la sublime Porte.

Les Troubles qui érlatèrent en Perse, en 1722, et qui coutèrent le Trône à la Famille des Soft 3), faillirent aussi à brouiller la Russie et la Porte. Pierre le Grand crut pouvoir profiter de l'Anarchie qui régnait en Perse, pour s'agrandir du côté de la Mer Caspienne. Il s'empara des Places de Bokou et Derbent, et se fit céder, par le Traité d'Alliance du 12 Septembre 1723 (v. st.), les Provinces de Ghilan, Mazandran et Astérabad, par Thamas II, fils du Schah Hussein, qu'il promit d'assister contre Mir-Mahmoud, Usurpatent du Trône d'Ispahan 3. Ces Mesures inquiétèrent la Porte, dont l'Empereur se trouva ainsi le Voisin; elle envoya une Armée en Géorgie, pour observer les Progrès des Russes, et s'emparer de quelques Lambeaux de la Monarchie persone. Le Divan pencha même pour qu'on expulsât les Russes des Provinces qu'ils avaient occupées, mais l'Ambassadeur de Fiance à Constantinople interposa sa Médiation, et réussit à faire conclure, le 13 (24) Juin 1724, un Traité par lequel les Acquisitions faites aux Dépins de la Perse furent partagées entre les deux Parties 3).

1) Peschkesch, Don, Cadeau, Présent.

A la Cour du Sultan, un Capidgi Bachi
est chargé de ranger, dans la seconde Cour
du Sérail, les Présents offerts à Sa Hautesse
par ses Sujets ou par les Ministres étrangers, au nom de leurs Souverains. Il porte
le titre de Gardien des Présents, Peschkeschd ji Bachi ou Peschkeschdschi
Agha. (d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. l. Chap.II.
Sect. V. p. 22. — von Hammer, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung, T. II.

Chap. I. p. 46. Chap. VII. p. 420. — Du Mème, Geschichte des osmanischen Reichs, T. VII. Liv. LXIV. p. 271.)

 Les mots Gara'sch et Peskasch, qui se trouvent dans la Traduction allemande, donnée par Bacmeister, sont des Altérations de Kharadsch et Peschkesch.

3) Voyez plus haut p. 777. Col. 1. note .

4) Voyez plus haut p. 1260.

5) von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXIV. p. 304 - 308. (Sommaire.) - Schoell, La Guerre déclarée par la Bussie à la Porte, en 1736 1), se termina après de longues Négociations, en 1739, par la Paix de Belgrade.

Traité de Paix définitive entre la Russie 1739, 18 Septembre. (Anne) et la Porte (Mahmoud I), signé à Belgrade, le 18 Septembre 1739 2), sous la Médiation de la France (Louis XV).

Si, après la Conclusion et Ratification du présent Traité de Paix, quelqu'un des Sujets des deux Puissances, ayant commis quelque Délit, Désobéissance ou Trahison, se retire et se réfugie dans un des deux Empires, il ne pourra en aucune Manière être reçu ou protégé, mais il sera incontinent rendu, ou du moins chassé hors des Terres de l'Empire où il se trouvera, afin que par de tels Hommes infâmes il ne s'excite aucun Refroidissement ou Contestation entre les deux Empires: excepté seulement ceux qui, dans l'Empire de Russie, se seront saits Chrétiens, et ceux qui, dans l'Empire ottoman, se seront saits Mahométans; et dorénavant, si quelque Sujet de la Russie s'enfuit dans les États de la Porte ottomane, ou, si quelque Sujet de la Porte s'enfuit en Russie, lorsqu'il sera réclamé et demandé d'une part ou de l'autre, il sera réciproquement rendu.

Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVI. p. 300. denue une Traduction française de ce Truité dont le Texte original n'a jamais été imprimé. Schoell a tiré ce Truité d'un Manuscrit de la Bibliothèque royale de Berlin, qui renferme le Journal des Commissaires russes, nommés pour fixer les Limites convenues à Constantinople. Le Journal et l'Instrument sont en allemand; celui-ci est traduit du turc. Le Rédacteur du Journal est le Major Garber.

1) Manifeste de la Cour de Russie, pour justifier la Guerre qu'elle a déclarée au Grand-Seigneur, en forme de Lettre du Comte d'Ostermann au Grand-Vèzir, en date du 12 Avril 1736. (Rousset, Suppl. T. II. P. II. p. 569. (en français.) — Mercure historique, T. Cl. p. 37. (en français.) — Europ. Staats-Canzlei, T. LXXIV. p. 304. (en français.)]

2) L'Original italien sut signé au nom de la Russie par le Marquis de Villeneuve, Ambassadeur de France, agissant comme Médiateur; l'Original turc par le Grand-Vezir. — Mémoires historiques, politiques et littéraires sur la Eussie, etc. par le Général de Manstein (Lyon 1772, T. I. II.

in 80.) - Mémoires secrets de la guerre de Hongrie, pendant les Campagnes de 1737, 1738 et 1739, par le Comte de Schmettau (Francfort 1786, in 80.) - Umständliche auf Original - Documente gegründete Geschichte der Unterhandlung des Belgrader Friedens. (L'Éditeur de cet Ouvrage est le Comte de Neipperg, fils de celui qui négocia la Paix de Belgrade entre l'Autriche et la Porte.) - Mercure historique, Novem! re 1739 et Mars 1740. p. 300. (en français.) - Schmaufe, Staatswissenschaft, T. Il. p. 609. (en allemand.) - Etat politique de l'Europe, T. IV. P. II. p. 158. (en français.) - Wenck, I. c. T. I. p. 368. (en italien et en français.) - Laugier, Hist. des Négociations pour la Paix conclue à Belgrade, le 18 Septembre 1739 (Paris 1768. T. l. Il. in 120.) T. II. p. 336. (en français.) - Hörschelmann, l. c. T. l. Col. 865. (Sommaire en allemend.) - Flassan, I. c. T. V. Pér. VI. Liv. III. p. 101. - von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXVII. p. 543. (Sommaire.) - Schoell, Hist abrégée, T. XIV. Chap. LXVIII. p. 382. (Sommaire.) - d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 136. (Extrait en français, Art. IX. X. Xl. et XIII.)

Le Commerce, étant le Fruit de la Paix qui procure aux États et aux Peuples toute Sorte d'Abondance, sera permis aux Marchands, Sujets de la sublime Porte, qui pourront l'exercer librement dans toutes les Russies, de la même Manière qu'il est permis aux Marchands des autres Puissances, et en payant les mêmes Droits. Et réciproquement, il sera permis à tous les Marchands, Sujets de l'Empire de Russie, d'exercer aussi librement le Commerce dans les États de la Porte ottomane.

Mais, pour ce qui regarde le Commerce des Russes sur la Mer Noire, il sera fait sur des Bâtiments appartenant aux Turcs.

Il sera permis, soit aux Séculiers, soit aux Ecclésiastiques russes, d'aller librement visiter, soit la sainte Cité
de Jérusalem, soit les autres Lieux qui méritent d'être visités;
et il ne sera exigé de ces Passagers ou Pélérins à Jérusalem
ou ailleurs, aucun Tribut ou Payement par les Sujets de l'Empire ottoman; on leur donnera les Passeports nécessaires, comme
la sublime Porte a Coutume de les donner aux Nations amies
de l'Empire ottoman. De plus, on ne fera aucun Tort ou Violence, selon la Loi divine, aux Ecclésiastiques russes, tout le
Tems qu'ils seront sur les Terres de la Domination ottomane.

L'Art. XII. stipule que, quant au Titre impérial dont il a été fait mention de la part de S. M. de toutes les Russies, on en traitera incessamment à l'amiable, et on en conviendra à la Satisfaction des deux Parties, selon que le requiert la Convenance et la suprème Dignité et Puissance de S. M. impériale.

Pour affermir encore davantage la Paix entre les deux Empires et la Sûreté des Articles du présent Traité et de tout ce qu'exigeront les Affaires des Sujets respectifs, la Résidence du Ministre de S. M. impériale est permise à la Porte 1), avec le Caractère que Sadite Majesté jugera convenable; et les-dits Ministres avec toute leur Maison, relativement aux Priviléges

"beaucoup de Prudence et de Courage. Ce"lui qui veut jouir de quelque Considération
"à la Cour ottomane, doit faire le fanfa"ron et mettre de l'ostentation dans tout
"ce qu'il fait (mufs baar prahlen und
"seine Sachen grofs machen). Il faut
"que sa Cour soit puissante, et il ne doit
"pas être chiche de Présents. C'est ce que
"les Français ont su ménager le mieux, Aussi
"jouissent-ils d'une grande Considération."

¹⁾ Hörschelmann, l. c. T. I. Col. 865—870. en donnant le Sommaire du Traité de Belgrade, ajoute à l'Art. XIII. la note suivante: "On ne voulait point autrefois tolérer des "Ministres résidant à Constantinople. Les "Turcs disaient: ""Ces Résidents sont des ""Espions; ils prennent des informations; ", "cela ne peut que nous être nuisible." " Enfin cependant, ils s'accommodèrent à to-"lérer des Résidents. Les Ministres êtrangers, envoyés dans ce pays, ont besoin de

et Franchises, comme en tout le Reste, seront maintenus et respectés comme les Ministres des autres Puissances les plus distinguées.

Et, asin que la présente Paix et bonne Amitié entre les deux Empires soit encore mieux établie et affermie des deux parts, on enverra des Ambassadeurs extraordinaires, dans le Tems qui sera déterminé ci-après et fixé du Consentement des deux Cours; lesquels Ambassadeurs seront, avec Égalité, échangés sur la Frontière, honorés et traités avec les mêmes Cérémonies, et en la même Forme et Manière qui se pratique pour les Ambassadeurs réciproques entre les Puissances les plus distinguées et la Porte ottomane, et ces Ambassadeurs seront chargés, en signe d'Amitié, de porter des Présents mutuels, convenables à la Dignité de leurs Majestés impériales.

Les Stipulations du Traité de Belgrade furent complétées par trois Conventions postérieures, la première faite au Camp turc devant Nissa 1), le 3 Octobre 1739 2), la seconde et la troisieme faites à Constantinople, le 28 Décembre 1739 3) et le 7 Septembre 1741 4).

La Paix entre les deux États, quoique déjà déclarée perpétuelle, fut renouvelée par un Acte séparé, signé à Constantinople, le 10 Avril 1747 °), l'Impératrice Élisabeth ayant insisté sur ce que son Nom remplaçat dans l'Instrument de la Paix celui du malheureux Prince Iwan °).

La Compagnie de Commerce du Levant 7), instituée en 1757, fut supprimée en même

sur la Nissava. (Adr. Balbi, l. c. p. 536.

— Langlois, l. c. T. III. p. 522. Col. 2. —
Vollst. Handbuch, Sect. III. T. l. p. 647.)

2) Wenck, l. c. T. I. p. 388. (en français.)

— Laugier, l. c. T. II. p. 367. (en français.)

— von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXVII.

1) Nissa ou Nisch, Place forte en Servie,

- von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXVII. p. 54t. (Summaire.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVIII, p. 387. (Sommaire.)
- 3) Wenck, l. c. T. I. p. 393. (en français.)

 Laugier, l. c. T. II. p. 365. (en français.)

 von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXVII.

 p. 543. (Sommaire.) Schoell, l. c. p. 388.
 (Sommaire.)
- 4) Mercure historique, 1741. p. 499. (en français.) Wench, l. c. p. 538. (en français. von Hammer, l. c. T. VIII. Liv. LXVIII. p. 22. (Sommaire.) Schoell, l. c. p. 390. (Sommaire.)
- 5) von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXVIII. p. 88., où il faut lire, ligne 13. d'en haut, Elisabeth au lieu de Cathérine.

L'Auteur reproche avec raison à Schoell, d'avoir omis de faire mention de cet Acte dans son Histoire abrégée des Traités.

- 6) Iwan VI Antonowich, né le 23 Août 1740, d'Antoine-Ulric de Brunsvick Bevern et d'Anne de Mecklenbourg; proclamé Empereur à l'âge de deux mois, déposé l'année suivante et renfermé à la Forteresse de Schlusselbourg, où il fut assassiné dans la nuit du 4 au 5 Juillet (v. st.) 1764. (Art de vérifier, T. VIII. depuis J. Chr. p. 341. et 347.)
- 7) Compagnie du Commerce russe dans le Levant. L'Impératrice Élisabeth avait fait publier dans l'Empire, dès l'année 1753, que ceux des Négociants, qui voudraient entreprendre un Commerce direct de Temernikof*) à Tzaragrad ou Constantinople, en Productions russes, et y établir, à l'instar des autres Nations, des Comptoirs et des Facteurs, eussent à se présenter au Sénat, qui leur accorderait toute espèce d'Assistance. Pendant trois ans, cette Publication, renou-

^{*)} Temernikof ou Fort Saint-Dimitri, petite Ville forte dans le Gouvernement de Yekaterinoslaw, sur la Rivière Temernik. (Heym,

l. c. p. 139. - Leves que, Histoire de Russie, T. VI. p. 261.)

tems aver toutes les autres Compagnies privilégiées, par les Oukases du 27 Mars et 31 Juillet 1762. (Voyez ci-après p. 1299. Col. 2.)

velée encore une fois, en 1755, ne produisit aucun effet. Sur la fin de l'année 1756, le Fabricant Chastatoff de Moscou, et deux Négociants, Schemaekin de Kalouga, et Yaroslawzoff de Yaroslaw, demandèrent l'Autorisation d'exploiter exclusivement ce Commerce, sous le nom de Compagnie de Commerce de Russie, pour Constantinople, Venise, et le reste de l'Italie. Ce Privillège leur fut accordé tel qu'ils l'avaient demandé.

L'Ordonnauce que cette Compagnie obtint du Sénat, en date du 17 Février (v. st.) 1757, contient relativement à la Formation, à l'Administration et aux Priviléges de la Société, les Dispositions suivantes:

La Compagnie sera composée des trois Directeurs, Chastatoff, Schemackin et Yaroslamzoff, qui payerontensemble trois cents Actions à cinq cents roubles chaoune, s'il n'y a pas d'autres Intéressés. Ceux qui désireront l'être, et qui sont de véritables Sujets de S. M. impériale, payeront chacun cent autres Actions, mais ils devront faire enrégistrer leurs Noms dans l'Espace de six mois; passé ce Terme, ils en demeureront exclus. Aucun Négociant étranger ne pourra y être admis (Art. 1V.).

Chacun des Intéressés pourra, en son particulier, ajouter à la Masse telle Somme qu'il jugera à propos, de laquelle les Directeurs lui donneront un Reçu, et aucun des autres Intéressés no pourra s'y opposer (Art. V.).

Les Directeure pourront, par la suite, pour le Bien de la Compagnie, s'aggréger encore deux autres Directeure, à la charge par ceux-ci de payer les Actions nécessaires pour leur Admission, et ces Directeurs seront exempts de Logements militaires et d'autres Servitudes (Art. VI).

Les Directeurs seront tenus de présenter au Sénat les Noms de tous ceux qu'ils admettrent comme Membres de ladite Compagnie (Art. VI.).

Le Comptoir en Chef de la Compagnie sera établi à Moscou; un second Comptoir devra être formé, soit à Temernikof, soit près de la Douane Tscherkassienne '). Le Gouvernement s'entendra avec la Compagnie sur la Cession d'un Emplacement pour les Maisons, Mugasins, etc., dont elle pourra avoir besoin pour l'établissement du second Comptoir, et il sera permis à ladite Compagnie de prendre à son Service des Employés pour les Besoins du Comptoir, auxquels elle donnera de ses propres Fonds un Salaire proportionné (Art. VII.).

Si la Compagnie a des Envois de Marchandises ou de Numéraire à faire, il lus sera fourni une Escorte de Troupes régulières ou de Cosaques du Don, laquelle Escorte sera soldée et entretenue aux Frais de ladite Compagnie jusqu'à son retour, tant qu'elle sera employée au Service de ladite Compagnie (Art. XI.).

Les Bûtiments, qui arrivent de Constantinople à Temernikof, n'étant point, comme tout le Monde sait, assez solidement construits pour que l'en puisse leur confier des Marchandises avec Sureté, le Ministre résident à Constantinople sera chargé de demander la Permission au Diwan, pour que la Compagnie puisse construire ses propres Bûtiments dans la Mer Noire (Art. XII.).

Les Actions de la Compagnie, ses Livres et ses Comptoirs, ne pourront en aucun Cas être saisie ni confisquée pour Dettes, ni par la Couronne, ni par des Particuliers (Art. XIII.).

La Compagnie ne sera soumise, dans toutes les Matières civiles et commerciales qui la concernent, qu'à la seule Jurisdiction du Sénat dirigeant: les autres Collèges, Chancelleries, Magistrats et Cours de Justice, ne pourront s'y ingérer, et devient se borner à protèger ladite Compagnie contre toute Espèce de Tort et de Dommage; quant aux Matières criminelles, elles ressortiront aux Tribunaux appelés à en connaître par les Lois de l'Empire.

La Compagnie poura, dans la Correspondance, ainsi que dans l'Expédition des Passeports, dont elle munira les Employés à son Service, se servir d'un Sceus portant les

[&]quot;) Vieux-Tscherkask, Ville de la Russie d'Europe (Cosaques du Don), anciennement Chef-lieu du Gouvernement des Cosaques du Don, sur la rive droite de ce Fleuve, qui y forme une lle par un de ses bras, nommé Aksaï, lequel rend la Ville malsaine par ses débordements annuels.

Le Nouveau-Tscherkask n'existe que depuis quelques années. On l'a bâti à cause des inondations auxquelles la vieille Ville est sujette. (Hcym, l. c. p. 882. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1450. Col. 2. p. 1451. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 672.)

Les Troubles de la Pologne, qui eurent pour Résultat le Démembrement de cettle République, occasionnèrent aussi la Guerre de 1768, entre les Russes et les Turcs, qui commence une Époque de Décadence dans l'Histoire politique de la Porte ottomane. Ce fut le Cabinet de Versailles, qui excita le Divon à déclarer la Guerre à la Russie, pour mettre des Bornes à la Prépondérance de cette Puissance 1). Les Parties belligérantes n'ayant pu

Armes de l'Empire, et ayant pour Légende *) le Titre de la Compagnie (Art. XV.).

Dans le Cas où les Émployés et les Marchandiese expédiées par la Compagnie seraient détenus ou pillés, la Couronne lui accordera l'Assistance nécessaire, soit par le Ministre impérial résidant à Constantinople, soit par les Gouverneurs et Officiers dans l'Intérieur de l'Empire (Art. XVII.).

Le Bilan ") général des Affaires de la Compagnie devra se faire irrévocablement à la Fin de chaque Année. Les Bénéfices, consistant en Argent complant, seront partagés entre les Actionnaires au Prorata "") de leur Mise de Fonds, et si (ce que Dieu ne veuille permettre), la Compagnie essuyait des Pertes, elles seront reparties en Portions égales sur toute la Masse des Actionnaires. Tous les Actionnaires auront le Droit d'examiner les Livres de Compte de la Compagnie, mais personne ne pourra objecter contre les Dépenses qui auront été vérifiées et approuvées par le Comptoir en Chef (Art. XVIII.).

La Compagnie obtiendra, à l'instar des autres Marchands de l'Empire, pour ses Besoins éventuels, des Avances de la Banque de Commerce établie à Saint-Pétersbourg, en payant annuellement les Intérêts fixés par la Loi (Art. XIX.).

Les trois Directeurs de la Compagnie aurent des à présent le Titre de Directeurs du Commerce, et, afin de les faire jouir d'une plus grande Cousidération, parmi les Européens et les Asicatiques, ils jouiront du Privilège de porter l'Épée. Le Fabricant Chastatoff portera le Titre de Premier Directeur, et à mesure que la Compagnie étendra ses Opérations, on accordera d'autres Titres et Distinctions honorables auxdits Directeurs (Art. XX.).

La Compagnie pourra, par la suite, faire des Changements dans ses Statuts, en les soumettant toutefois à l'Approbation supérieure (Art. XXI.).

Tels étaient les Privilèges et le Régime particulier de cette Compagnie, qui fut supprimée en 1762, conjointement avec toutes les Entreprises du même genre. (Büsching, Magazin, T. IX. p. 135-150. - Scherer, l. c. T. l. Chap. VIII. p. 215 - 229. - Weber, Das veründerte Rufsland, T. II. p. 34.) 1) Monifeste du Grand-Vézir pour la Déclaration de guerre contre la Russie, remis aux Ministres étrangers, date du 30 Octobre 1768. (Hist. des Revolutions de Pologne, depuis la Mort d'Auguste III jusqu'en 1775, par l'Abbé Joubert (Varsovie 1775, T. I. II. in 8°.) T. II. p. 322. (en français.) — Mercure histor. et politique, 1768. T. II. p. 612. 688.)

Manifeste de la Russie, contenant sa Déclaration de guerre contre la Porte, daté du 18 Novembre 1768. (Mercure hist. et polit. 1769, P. I. p. 105.)

Observations de la Cour de Russie sur le Manifeste de la Porte. (Mercure hist. et polit 1769. P. 1. p. 227-242.)

Hist. de la Guerre entre la Russie et la Turquie, et particulièrement de la Campagne de 1769 (Saint-Péters bourg 1773.) — Extrait du Journal des Opérations de

^{*)} Légende, se dit d'une Inscription gravée circulairement près des bords, et quolquesois sur la tranche 1) d'une pièce de monanie, d'un jeton, d'une médaille. Les anciens ècus de six fiancs avaient pour Lègende sit Nomen Domini benedictum. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. II. p. 438. Col. 2. — Dict. dela Conversation, T. XXXIV. p. 470. Col. 2.)

^{**)} Bilan. Terme de Jurisprudence commerciale. État indiquant la Situation de l'Actif et du Passif d'un Négociant en faillite. — Il se dit aussi de la Balance que l'on établit entre ce qu'on possède et ce qu'on doit, sans pour cela être en état de faillite, et seulement pour se rendre compte de sa Situation. (Dict. de l'Académie.)

^{***)} Voyez plus haut p. 626. Cel. 1. note *.

¹⁾ Tranche, signifie, en Termes de monsaie, la circonférence des espèces, autour de laquelle on imprime une Légende ou un Corécacet, pour empécher qu'on ne les rogne-

⁽Lunier, l. c. T. III. p. 468. Col. 1. Cette Acception du mot Tranche, oubliée dans le Dict. de l'Académie, se trouve dans le Suppl. de Raymond.)

s'accorder sur les Conditions de la Paix, dans les Conférences ouvertes au Congrès de Folchang 1), en 1772 2), et à Bucharest, en 1773 3), les Hostilités furent reprises. Dès l'Ouverture de la Campagne de 1774, la Fortune de la Guerre se déclara en faveur des Russes. Bientôt le Grand-Vézir, voyant son Armée prête à se débander, sa Communication avec Andrinople coupée, et n'osant se franchir une issue l'épée à la main, demanda un Armistice. Le Feldmarcchal Roumanzoff le lui refusa et exigea la Conclusion immédiate de la Paix aux Conditions qu'il lui prescrivit: elles furent acceptées par un Traité rédigé au Camp russe de Koutchouk-Kaïnardgi 4), le 21 (10) Juillet 1774, Anniversaire de la Bataille du Pruth.

Traité de Paix perpétuelle et d'Amitié entre 1774, PEmpire de Russie (Cathérine II) et la Porte ottomane (Abdul Hamid), conclu le 21 (10) Juillet 1774, dans la Tente du Commandant en Chef, le Feld-Maréchal Comte de Roumanzoff, près du Village de Kutchuk-Kaïnardgi, sur la Rive droite du Danube, etc. 5). (Instru-

la seconde Armée impériale de Russie, depuis qu'elle a été confiée aux ordres du Général en Chef etc. Comte de Panin, c. à. d. depuis la fin de la Campagne de 1679 jusqu'à la fin de celle de l'année 1770, dans Büsching, Magazin für die neue Hist. und Geographie, T. IX. No. III. p. 89. Mémoires du Bn. de Tott, sur les Turcs (Amsterdam 1785. T. I - IV. in 80.) Lettres de Mr. Peyssonel, contenant des Observations sur les Mémoires de Tott (Paris 1786. in 80.) - Resmi Achmed Efendi, Wesentliche Betrachtung etc. (Voyez plus haut p. 1290. Col. 1. note 3.) -Beitrag zur Geschichte des gegenwürtigen Krieges (Breslau 1771. in 80.) - Recit historique des principaux Évènements de la guerre de 1768, entre la Russie et la Porte, formant le 3 e Vol. des Essais de Géographie, de Politique et d'Histoire sur les Possessions de l'Empereur des Turcs en Europe (Neuchâtel 1784, in 80.) - Historisches Tagebuch des Krieges zwischen Rufsland und der Pforte, von 1768 bis 1774 (Vienne 1788. in 80.) - Guerre des Russes contre les Turcs, par le Bn. de Dampeaux (Londres 1774. in 80.) - Geschichte des Krieges zwischen Rufsland, Polen und der ottomanischen Pforte (Leipzig 1773. T. I -XXXVI. in 40.) - Flassan, Hist. de la Diplomatie française, T. VII. Périede VII. Liv. V. p. 82.)

1) Fokschang ou Foktchan, Ville située sur

la Milkow, qui la partage en deux parties, dent la partie orientale appartient à la Moldavie, et la partie occidentale à la Valachie. (Adr. Balbi, l. c. p. 539. — Langlois, l. c. p. 941. Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 807.)

2) Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXIX. p. 417. (Sommaire.) — Mercure hist. et polit. 1772. T. II. p. 365. 420.

Schoell, l. c. p. 419. (Sommaire.) —
 Merc. hist. et polit. 1773. T. I. p. 604 — 618.

4) Kutchuk-Kainardgi, Village dans la Turquie d'Europe (Ey alet de Roumélie, Sandschak de Silistrie) sur la Dristra. (Langlois, l. c. T. III. p. 93. Cel. 1. — Vollsiändiges Handbuch, Sect. III. T. 1. p. 640.)

5) Imprimé séparément à St. Pétersbourg, 1775. en français, in fol. - Mercure hist. et polit. 1774. T. II. p. 439. (en français.) - Moser, Versuch, T. X. P. II. p. 176. (en français.) - Storia dell' anno 1774. p. 243. (en italien.) - Fortgesetzte neue genealogische Nachrichten *), T. XIV. p. 71. (en allemand.) - (M. G. Köster), Die neuesten Staatsbegebenheiten mit hist. und polit. Anmerkungen (Francfort et Mayence 1776-1782. T. I-VIII. in 80.) 1778. p. 295. (en allemand.) - Martens, Recueil, T. II. p. 286. 287. (en italien et en français.) - von Hammer, l. c. T. VIII. Liv. LXXII. p. 441. sqq. - Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXIX. p. 426. sqq. (Sommaire.) - d'Hauterive et de Cussy, l. c.

Neue genealogisch historische Nachrichten

(Leipzig 1750 – 1762. T. I – XIII. in 8°.). Fortgesetzte neue genealogisch historische Nachrichten (Leipzig 1762 – 1777. T. I – XIV. in 8°.).

^{*)} Genealogisch historische Nachrichten von den vornehmsten Begebenheiten (Leipzig 1739-1750. T. 1-XII. in 8°.).

ment russe, en Langue russe et italienne; Instrument turc, en Langue turque et italienne.)

L'Art. II. reproduit la Stipulation contenue dans l'Art. VIII. du Traité de Belgrade de 1739, concernant l'Extradition des Criminels des deux Nations, qui viendraient se réfugier dans les États respectifs. (Voyez plus haut p. 1295.)

Ant. V. Après la Conclusion de cette heureuse Paix et le Renouvellement de l'Amitié sincère et du bon Voisinage (della sincera limitrofa amicizia), la Cour impériale de Russie aura toujours auprès de la sublime Porte un Ministre du second Rang, c'est à dire un Envoyé ou bien un Ministre plénipotentiaire; et la sublime Porte témoignera à son Caractère toutes les mêmes Attentions et Égards dont Elle use envers les Ministres des Puissances les plus distinguées; et dans toutes les Fonctions publiques, le susdit Ministre suivra toujours immédiatement celui de l'Empereur d'Allemagne, s'il a le même Caractère que lui, et s'il a un autre Caractère, c. à. d. ou supérieur ou inférieur, alors le Ministre russe devra suivre immédiatement l'Ambassadeur de Hollande, et, en son Absence, celui de Venise. (Comparez plus haut p. 1296. l'Art. XIII. du Traité de Belgrade de 1739.)

An. VI. Si quelqu'un de ceux qui se trouvent au Scrvice actuel du Ministre de Russie, pendant son Séjour près de la sublime Porte, ayant fait quelque Vol, ou commis quelque Crime ou autre mauvaise Action punissable, voulait, pour se soustraire au Châtiment, se faire Turc, il ne pourra point être repoussé, mais après qu'il aura subi la Peine méritée, et après que tous les Effets volés auront été restitués en entier, conformément à la Déclaration faite par le Ministre, il pourra être admis à professer la Loi mahométane. Ceux qui, étant ivres, diront qu'ils veulent se faire Mahométans, ne devront être reçus qu'après que leur Ivresse sera passée, et leur Raison revenue dans son État naturel, et même alors leur Déclaration devra être faite en Présence d'un Interprète, envoyé par le Ministre, et de quelque autre Musulman impartial.

La sublime Porte promet de protéger constamment la Religion chrétienne et ses Églises; et aussi Elle permet aux Ministres de la Cour impériale de Russie, de faire dans

Part. II. T. V. p. 138. (Extrait en français. Art. II. V—X. XII. XXII.) — La Traduction française, rapportée par les Publicistes pré-

cités, est très peu sidèle. Celle que Nous donnons, a été faite sur le Texte original italien. toutes les Occasions des Représentations, tant en faveur de l'Église construite à Constantinople, et mentionnée ci-après dans l'Art. XIV., que pour ceux qui la desservent, promettant de prendre ces Représentations en Considération, comme étant faites par une Personne considérée au Nom d'une Puissance voisine et sincèrement amie.

Art. VIII. Il sera libre et permis aux Sujets de l'Empire de Russie, tant séculiers qu'ecclésiustiques, de visiter la sainte Ville de Jérusalem et autres Lieux dignes d'être visités, et on n'exigera de ces Passants et Voyageurs, ni à Jérusalem, ni ailleurs, ni sur la Route, par qui que ce puisse être, aucun Kharadsch, Contribution, Droit ou autre Imposition; mais de plus encore ils seront munis de Passeports et Firmans convenables, tels qu'on en donne aux Sujets des autres Puissances. Pendant leur Séjour dans l'Empire ottoman, il ne leur sera fait le moindre Tort ni Offense, mais au contraîre, ils seront sous la Protection la plus rigide des Lois. (Comparez plus haut p. 1296. l'Art. XI. du Traité de Belgrade de 1739.)

Les Interprètes, employés auprès des Ministres russes résidant à Constantinople, de quelque Nation qu'ils soient, étant des Personnes employées dans les Affaires d'État, et conséquemment servant les deux Empires, doivent être considérés et traités avec toute Sorte de Bienveillance, dans les Affaires dont leurs Supérieurs respectifs les auraient chargés, et ils ne devront point être molestés.

Pour l'Avantage commun et réciproque des deux Empires, il y aura une Navigation libre et sans Obstacles pour les Vaisseaux et Bâtiments marchands, appartenant aux deux Puissances contractantes, dans toutes les Mers qui baignent leurs Terres; et la sublime Porte permet aux Vaisseaux et Bâtiments marchands russes la libre Entrée dans ses Ports et dans chaque Endroit, absolument de la même Manière qu'en jouissent les autres Puissances dans le Commerce qu'Elles font de la Mer Blanche dans la Mer Noire, et Elle leur permet de même d'entrer dans tous les Ports, sur les Côtes et Rivages, ainsi que dans les Passages et Canaux, qui joignent ces Mers. Pareillement, la sublime Porte permet aux Sujets de l'Empire russe, de faire dans Ses États le Commerce de Terre, ainsi que celui par Eau, y compris la Navigation sur le Danube, confor-

mément à ce qui a été expliqué ci-dessus dans le présent Article, avec tous les mêmes Priviléges et Avantages dont jouissent dans Ses États les Nations les plus amies, et que la S. P. favorise le plus dans les Priviléges de Commerce, telles que la française et l'anglaise; et les Capitulations de ces deux Nations et celles des autres, de même que si elles étaient insérées ici, Mot pour Mot, devront en toute Circonstance servir de Règle, tant pour le Commerce que pour les Marchands russes, lesquels, en payant comme ceux-ci les mêmes et semblables Douanes, pourront importer et exporter toute Espèce de Marchandises, et aborder à tous les Ports et Côtes, tant dans la Mer Noire, que dans les autres Mers, ainsi qu'à Constantinople. (Comparez plus haut p. 1296. l'Art. IX. du Traité de Belgrade de 1739.)

En accordant de la Manière ci dessus aux Peuples respectifs la Liberté du Commerce et de la Navigation sur toutes les Eaux, sans Exception, les deux Empires permettent également à leurs Marchands de s'arrêter dans les États respectifs tout le Tems que leurs Affaires et leurs Intérêts l'exigeront, et Ils leur promettent aussi la même Sûreté et Liberté dont jouissent les Sujets des autres Cours amies.

Et comme il est de la plus urgente Nécessité de maintenir l'Ordre en toute Chose, la S. P. permet aussi l'Établissement de Consuls et de Vice-Consuls, dans tous les Lieux où l'Empire de Russie le jugera nécessaire, et lesdits Consuls et Vice-Consuls seront considérés et respectés à l'instar des Consuls des autres Puissances amies. La S. P. permet auxdits Consuls et Vice-Consuls d'avoir près d'eux des Interprètes nommés Barataires (Bératlu) 1, c. à. d. qui ont des Patentes, les munissant des Patentes impériales, et ces Interprètes devront jouir des mêmes Prérogatives dont jouissent ceux de la même Condition au Service de l'Angleterre, de la France et des autres Nations.

De même, l'Empire de Russie permet aux Sujets de la S. P. de faire le Commerce dans Ses États, sur Terre et sur Eau, avec les mêmes Prérogatives et Avantages dont jouissent toutes les Nations les plus amies, en payant les Douanes accoutumées. En Cas de Fortune de Mer ou de Désastre, que pourraient essuyer les Bâtiments dans leur Navigation, les deux Empires seront tenus de leur donner tous les mêmes Scoours, qui, en pa-

¹⁾ Voyez plus haut p. 310. Col. 1. note 5. et note **.

reil Cas, se donnent aux Nations les plus amies, et les Choses qui leur seront nécessaires leur seront fournies au Prix usité.

Art. XII. Lorsque la Cour impériale de Russie voudra faire des Traités de Commerce avec les Africains, c'est à dire avec les Régences (Cantoni) de Tripoli, Tunis et Alger, la S. P. s'oblige d'employer son Autorité et son Crédit, pour l'Accomplissement du Désir de ladite Cour, et de garantir par rapport aux dites Régences le Maintien de ce qui aura été stipulé dans ces Traités.

La S. P. promet d'employer, dans tous les Actes et Lettres publiques, en Langue turque, ainsi que dans tout autre Cas, le Titre d'Impératrice de toutes les Russies, c. à. d. Temāmen ') Roussièlerin Padischah. (Comparez plus haut p. 1296. l'Art. XII. du Traité de Belgrade de 1739.)

La Haute Cour de Russie pourra, à l'instar des autres Puissances, en outre de la Chapelle dans l'Hôtel du Ministre (Chiesa domestica), construire une Église dans le Quartier de Galata, dans la Rue nommée Beg Oglou, laquelle Église sera publique et nommée Russo-grecque, et elle sera toujours sous la Protection du Ministre de cet Empire, et à l'Abri de toute Vexation et Insulte.

Les deux Empires sont convenus d'annuler et de mettre dans un éternel Oubli tous les Traités et Conventions antérieurement passés entre Eux, y compris celui de Belgrade, à l'exception seulement de la Convention faite en 1700 ²).

Art. XXVII. Mais, afin de conclure et de confirmer d'autant plus efficacement la présente Paix et sincère Amitié entre les deux Cours, il sera envoyé, de part et d'autre, des Ambassadeurs extraordinaires, qui confirmeront le Traité établi de Paix et les Ratifications impériales; et, avec le Consentement des deux Cours, on fixera les Époques pour l'Envoi de telles Ambassades solennelles. Les deux Ambassadeurs se rencontreront en même Tems sur les Frontières, et ils seront reçus, traités et respectés avec les mêmes Formalités (Usanze) et Cérémonies, qui s'observent dans les Ambassades respectives entre la Porte et les Puissances européennes, pour lesquelles Elle a le

¹⁾ Temāmen, entièrement, totalement, intégralement. (Voyez Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 327. Col. 2.) Temāmen Roussićterin, signific donc, de toutes les Eussies."

²⁾ Voyez pour l'Exception réservée dans cet Art. Martens, Recueil, T. II. p. 308. note °.

plus d'Égards. Et, comme Signe d'Amitié, il sera réciproquement envoyé, par lesdits Ambassadeurs, des Présents conformes à la Majesté des deux Empires. (Comparez plus haut p. 1296. 1297. les Articles XIII. et XIV. du Traité de Belgrade de 1739.)

La Russie avait imposé aux Turcs des Conditions, qui leur paraissaient impossibles à supporter; ils cherchèrent d'abord à les éluder, et bientôt les enfreignirent ouvertement. Une nouvelle Guerre semblait alors inévitable; l'on s'occupait même déjà de part et d'autre à en faire les Préparatifs, lorsque, par l'Entremise de la France, on parvint à un Accommodement.

1779, Convention explicative du Traité de Paix 10 Mars. perpétuelle et d'Amitié, conclu à Kutchuk-Kaï-(v. st.) nardgi, le 21 (10) Juillet 1774, faite et signée entre l'Empire de Russie (Cathérine II) et la Porte ottomane (Abdul Hamid), à Constantinople, le 10 de Mars (v. st.) l'an 1779 1.

L'Art. I. confirme le Traité de Kaïnardgi avec ses deux Artieles séparés 2), à l'exception des Articles auxquels il sera dérogé ci-après.

Objets de Commerce entre les deux Empires, on est convenu de part et d'autre de s'en expliquer et d'en former une Convention à part, sur la Base et conformément au Sens des Capitulations françaises et anglaises, en les adaptant au Commerce de Russie, autant que sa Nature en est susceptible.

Celte Convention servant d'Annexe et d'Éclaircissement au Traité de Paix conclu à Kaïnardgi, doit être regardée comme une Partie dudit Traité, et conserver éternellement la Force et la Sainteté des Engagements y stipulés des deux parts.....

Cette Convention ne rétablit cependant pas la parfaite Harmonie entre les deux États. Un Vaisseau de guerre russe, qui entra, en 1780, dans le Canal de Constantinople, donna lieu à de nouvelles Discussions, parce que la Porte n'avait accordé par l'Art. XI. du Traité de 1774 (Voyez plus haut p. 1302.) l'Entrée de ce Canal qu'aux seuls Navires marchands. Elle disputa aussi à l'Impératrice le Droit d'établir des Consuls en Moldavie et en Valechie; elle céda cependant sur ce dernier Point, et il fut conclu à cet égard, en 1781, une Convention, qui n'a jamais été imprimée 4).

1) Imprimé par autorité en Russie, (en français.) — Martens, Recueil, T. II. p. 653. (en français.) où cette Convention est qualifiée d'explicatoire au lieu d'explicative.— Schoell, Hist, abrégée, T. XIV. Chap. LXIX. p. 440. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cussy, 1. c. Part. II. T. V. p. 143. (Extrait en français. — Art. I. VI. VII.)

2) C'est par l'Art. I. de la Convention explicative, qu'on a connu l'existence de deux Articles secrets de la Paix de Kaïnardgi. (Schoell, l. c. T. XIV. Chap. LXIX. p. 434, et p. 440. note 2.)

3) L'Art. VI. stipule sur le libre Passage des Faisseaux marchands russes, de la Mer Noire dans la Mer Blanche, et de la Mer Blanche dans la Mer Noire.

4) Schoell, Histoire abregée, T. XIV. Chap. LXIX, p. 444. note 1.

Le Traité de Commerce, dont la Conclusion avait été stipulée par l'Art. VI. de la Convention explicative de l'année 1779, fut enfin négocié et signé à Constantinople, le 21 (10) Juin 1783.

Traité de Commerce entre l'Empire de Russie 1783, 21 (10) Juin. (Cathérine II) et la Porte ottomane (Abdul Hamid), conclu à Constantinople, le 21 (10) Juin 1783 4).

La sublime Porte permet entièrement 2) à tous les Sujets russes en général, de naviguer librement et d'exercer leur Commerce dans tous Ses États. tant par Terre, que sur les Mers et Eaux, et sur le Danube, et partout où la Navigation et le Commerce pourront convenir aux Sujets russes: c'est pourquoi il sera libre à tout Commerçant russe de voyager, demeurer et rester dans les États de la Porte, sous la Protection particulière de son Gouvernement, aussi longtems que l'Avantage de son Commerce pourra l'exiger.

Les deux Parties sont convenues que leurs Sujets pourront entrer en tout Tems dans leurs Ports, Lieux et Villes, avec leurs Vaisseaux et Bâtiments ou Chariots et autres Voitures propres pour le Transport; y exercer le Commerce et y avoir leur Demeure, et que les Mariniers, les Pussagers et les Vaisseaux, tant ceux de la Porte que ceux de la Russie (quand même il y aurait parmi l'Équipage quelques Personnes de Nations étrangères), seront reçus amicalement, et que, des deux Côtés, on ne forcera, sous aucun Prétexte, ni les Matelots, ni les Passagers, à entrer au Service contre leur Gré, en excluant toutesois les Sujets de chaque Partie, au Cas qu'ils soient nécessaires au Service de leur Souverain.

Si quelqu'un de l'Équipage, ou un Matelot, s'évade du Service ou du Vaisseau, il devra être rendu de suite, à moins qu'il n'ait pris la Religion dominante du Pays, où il désirera de rester, c'est à dire, s'il ne s'est pas fait Musulman en Turquie, ou Chrétien en Russie.

2) Il faut lire dans Martens, l. c. p. 616. Art. 1. ligne 1. "permet" au lieu de "promet."

¹⁾ Tschulkoff, L. c. T. VII. Part. I. p. 113. (en russe et en français.) - Carl Renatus Hausen, Staatsmaterialien und historische Aufklürungen (Dessau 1784. T. I. II. in 80.) (en françuis.) - Neues St Petersburgisches Journal, 1783. T. III. p. 158. (en allemand.) - Nouvelles extraordinaires, 1784. No. 31-42. (en français.) - Martens, Recucil, T. III. p. 615. (en français.)

⁻ Schoell, Hist. abregée, T. XIV. Chap. LXIX. p. 446. (Sommaire.) - d'Hauterive et de Cussy , L. c. Part. II. T. V. p. 148. (en français.) - Neus avens adopté la Traduction française, donnée par Martens et reproduite par MM. d'Hauterire et de Cussy, en rectifiant les Erreurs qui s'y sont glissées.

Pareillement, il sera libre aux Sujets des deux Parties d'acheter, dans lesdits Endroits, après avoir payé les Prix effectifs, Tout ce dont ils auront besoin, et de radouber et calfater leurs Vaisseaux, Bâtiments et Chariots, et d'acheter toutes les Provisions nécessaires pour leur Subsistance et Voyage, et de rester et partir desdits Endroits selon leur bon Plaisir, sans aucun Empêchement ou Gêne; cependant ils seront obligés certainement de se conformer aux Droits et Réglements des États des deux Empires, dans lesquels ils se trouveront, dans tous les Cas au sujet desquels il n'aura pas été fait de Réglement à part dans le présent Traité de Commerce.

Les Marchands, et en général tous les Sujets russes, pourront voyager dans les États de la Porte avec les Passeports qui leur seront donnés en Russie: si cependant outre cela le Ministre, ou quelqu'un des Consuls russes, demandait des Passeports de la Porte pour eux, ou nommément pour quelqu'un d'entre eux, ils devront leur être donnés sans Délai par les Tribunaux établis à cet Effet; et, pour un plus grand Avantage des Sujets russes, ils pourront porter les Habillements que chacun porte dans son Pays, et exercer dans l'Empire ottoman leurs Affaires sans Obstacle.

Pareillement, on ne devra pas exiger d'eux le Droit nommé Kharadsch, ni aucun autre Impôt, et, après qu'ils auront payé les Douanes, établies en vertu du préseut Traité, pour les Marchandises qu'ils auront avec eux, les Pacha, Kadi et autres Officiers scront tenus de les laisser passer sans Empêchement.

Pour une égale Sûreté des Sujets de la Porte, dans les États de la Russie, ceux ci seront munis, pour les Affaires de Commerce, des Passeports et Certificats nécessaires pour leur Route, de manière que tous les Marchands et Sujets de la Porte, qui, pour les Marchandises qu'ils auront avec eux, auront payé les Douanes fixées par les Tarifs, pourront continuer leur Route sans aucun Empêchement, partout où ils voudront.

Comme, depuis la Paix éternelle, conclue avec la sublime Porte à Kaïnardgi, en 1774, les Sujets russes font le Commerce de leurs Biens, et en partie même par le Moyen de leurs propres Bâtiments, et qu'ils viennent dans les Villes et Ports de l'Empire ottoman, se reposant sur la Sûreté et la Solidité de la Paix, la sublime Porte s'engage à ce qu'il soit donné à leurs

Vaisseaux, qui pourront souffrir en Mer et avoir besoin de Secours, l'Assistance nécessaire de la part des Vaisseaux de guerre et autres qui se trouveront dans leur Proximité, et que pareillement, les Commandants de ces Vaisseaux ne négligent rien en faveur de l'Avantage et du Secours des Sujets russes, mettant tout leur Soin et Attention à leur procurer, pour de l'Argent, toutes les Provisions nécessaires; et si, par de fortes Tempêtes, leurs Vaisseaux étaient jetés sur un Banc de Sable, ou sur le Bord de la Mer, les Gouverneurs, Juges et autres Chefs doivent leur prêter Secours, et leur restituer, sans Difficulté, toutes les Marchandises et Biens sauvés du Naufrage.

Pareillement, la Cour impériale de Russie s'engage réciproquement, de son Côté, à donner, par ses Vaisseaux de guerre et autres, tout Secours à ceux de la Porte, et d'observer à l'égard des Sujets ottomans tout ce qui a été établi dans le présent Article en faveur des Russes.

Si, par quelque Malheur, les Vaisseaux russes faisaient Naufrage sur les Côtes de l'Empire ottoman, on leur prêtera de la part de la Porte tout le Secours nécessaire, en recherchant les Biens et en réparant le Vaisseau naufragé, et on n'exigera aucun Droit et Impôt des Marchandises qui seront sauvées et chargées sur un autre Vaisseau pour être transportées à l'Endroit de leur Destination, au Cas que ces Marchandises ne soient pas vendues dans le premier Endroit.

Par contre, on s'engage de la part de la Russie, en Cas de quelque Malheur ou Naufrage d'un Vaisseau turc, de lui accorder toute Aide et Assistance, et en général, de donner aux Sujets commerçants de la sublime Porte tous les Soins nécessaires en pareil Cas.

Les Marchands, les Drogmans, et tous les Sujets russes en général, pourront aller et venir librement, tant par Terre que par Mer, pour vendre, acheter et commercer dans les États de la sublime Porte, et, après avoir payé les Droits de la Douane, ils ne devront pas être arrêtés sur leur Route, ni inquiétés, pour quoi que ce soit (d'aucune Manière), de la part des Officiers de la Marine et autres Troupes de la Porte, et réciproquement, la Cour impériale de Russie permet aux Sujets de la Porte d'aller et venir librement, par Mer et par Terre, dans les États de l'Empire de Russie, pour leur Commerce et Affaires

mercantiles, sans être arrêtés nulle part en chemin, dès qu'ils auront payé les Droits selon les Tarifs de la Russie.

La sublime Porte s'engage à ne point forcer les Marchands russes à acheter ou vendre des Marchandises contre leur Gré, en faveur de quelques Compagnies privilégiées, ou de quelques autres Sociétés, ou des Monopoleurs, et par là même de ne pas les assujétir à aucune Gêne ou Embarras dans leur Commerce.

Pareillement, les Sujets de la Porte jouiront de cette même Liberté dans les États de la Russie.

Art. VIII. Si un Sujet russe se trouve endetté dans les États de la Porte, on demandera du Débiteur même le Payement de ses Dettes, et nullement de quelque autre Sujet russe, et ce dernier, n'ayant pas cautionné pour l'autre, ne doit pas même être cité en Justice, et il n'y a que le Débiteur seul qui soit obligé de répondre de tout; et réciproquement, on agira de même en Russie, avec les Sujets de la Porte ottomane.

Si un Sujet russe vient à mourir, ses Biens et Effets, sans que personne ose s'y ingérer, seront remis à ses Exécuteurs testamentaires, et s'il meurt ab intestat, ses Biens seront donnés, par l'Entremise du Consul de Russie, en garde à ses Compatriotes; à quoi les Officiers du Fisc et du Droit d'Aubaine ne doivent mettre aucun Obstacle, n'y s'y ingérer d'aucune Manière.

Les Marchands, les Drogmans et les Consuls russes, dans leurs Ventes et Achats qu'ils feront aux Sujets de la Porte ottomane, ainsi que dans leur Commerce, Cautionnements et autres Affaires de Justice, doivent se présenter devant le Kadi (Juge), où leurs Contrats seront enrégistrés, afin qu'en Cas de quelque Différend, on puisse faire les Recherches nécessaires et prononcer la Sentence dans ces Affaires litigieuses: en conséquence, si quelqu'un '), sans avoir rempli ces Formalités, et sans être muni de ces Documents de Justice '), voudrait intenter un Procès à un Sujet russe, ne produisant que de faux Témoins, on ne permettra point de pareilles Supercheries, et on n'écouteru point des Demandes ') contraires à la Justice.

¹⁾ La Version donnée par Martens et reproduite par MM. d'Hauterive et de Cussy, porte: "celui qui,"

²⁾ La Version précitée porte: "celui qui, "sans être muni de ces Formalités et Do-

[&]quot;cuments de Justice." On est muni de Documents, mais on n'est point muni de Formalités.

³⁾ La Version précitée porte ,, leurs De-

Pareillement si, par pure Avidité d'Argent, quelqu'un portait une Plainte contre un Sujet russe, et qu'il l'accusât d'avoir dit des Injures, on empêchera que le Sujet russe ne soit offensé ni accusé, tout comme aussi, s'il se fût absenté à cause de ses Dettes ou autres Fautes, on ne devra absolument pas attaquer ou inquiéter, en aucune Manière, un autre Sujet russe, innocent dans cette Affaire, et qui n'aura pas cautionné pour lui.

Tout ce qui a été arrêté dans le présent Article, pour la Sureté des Russes, qui commercent dans les États de la sublime Porte, la Cour impériale de Russie promet également de l'observer de Son Côté vis-à-vis des Sujets de la Porte ottomane, commerçants en Russie, et pour éviter tout Empêchement dans l'Exercice de leur Commerce, leurs Contrats ou autres Engagements, avec les Sujets russes, par rapport aux Affaires de Commerce, seront enrégistrés, et les Différends qui parsois pourront naître entre eux, levés.

Si quelque Sujet russe se trouvait en Esclavage, dans les États de la Porte, et que le Consul le déclarât effectivement être Russe, il sera présenté avec son Procurcur à la Cour de Su Hautesse, pour faire l'Examen de toutes les Circonstances qui le regardent, et le rendre ensuite à la Demande dudit Consul; tout comme aussi, si dans les États de la Russie il se trouvait des Sujets de la Porte ottomane, ils seront rendus à la sublime Porte, sans la moindre Difficulté, après qu'on en aura donné les Preuves nécessaires; toutefois cependant on ne les rendra de part et d'autre, que dans le Cas où ils n'auront point pris la Religion dominante du Pays, car ceux-là ne doivent pas être rendus.

Quant aux Sujets russes, qui pourront à l'avenir demeurer dans l'Empire ottoman, la sublime Porte s'engage à ne pas exiger d'eux le Droit nommé Kharadsch.

Les Art. XI. XII. XV. et XVI. statuent sur la Conduite à tenir par les Vaisseaux de guerre des deux Parties, qui se rencontreront en Mer, et sur la Protection réciproque des Pavillons respectifs.

Mais, asin que les Sujets de la Porte ne puissent pas, pour exercer leur Commerce, partir à l'Insu de la sublime Porte, on est convenu qu'ils n'obtiendront le Passeport nécessaire à cet Esset, de la part du Ministre de Russie, autrement qu'après une Information préalable à ce sujet du Gouvernement de la Porte, et après que celui-ci lui aura demandé

ledit Passeport; tout comme aussi les Sujets russes seront obligés, pour l'Exercice de leur Commerce, dans les Villes qui sont dans l'Intérieur de la Domination ottomane, d'obtenir de la part de la Porte le Firman dont ils auront besoin; laquelle s'engage, en vertu du présent Article, de l'accorder chaque fois à la Réquisition du Ministre de Russie, et d'ordonner de faire donner lesdits Firmans dans les Provinces par les Pacha ou Commandants, à la Réquisition des Consuls de ladite Puissance.

Quand les Capitaines des Vaisseaux, ou les Patrons des Bâtiments russes, auront besoin de faire calfater, donner les Suifs et radouber leurs Vaisseaux, les Commandants dans toutes les Villes, Forteresses et Ports de la Porte, ne devront non seulement pas mettre Obstacle à ce qu'il leur soit fourni, pour de l'Argent, la Quantité de Suif, Goudron, Poix, Ouvriers et Instruments, dont ils auront besoin, mais ils devront aussi les assister autant qu'il leur sera possible, et, s'il arrive que, par quelque Malheur, un Vaisseau russe vienne à manquer d'Agrés, on permettra d'acheter les Ancres, Voiles et autres Matériaux nécessaires pour son Appareillage '), mais on ne demandera pas pour cela des Présents des Sujets russes. Et, lorsque les Vaisseaux sous Pavillon russe se trouveront dans quelque Échelle 2), les Fermiers, Mussélim ') et autres Officiers, ainsi que les Kharadschi '), ne devront pas les arrêter, sous Prétexte qu'ils doivent percevoir les Droits de Kharadsch des Passagers, qui devront être conduits sans Obstacle à l'Endroit de leur Destination, et s'il s'y trouve des Raya ou Sujets de la Porte, ceux-ci doivent payer ledit Droit, étant arrivés à l'Endroit de leur Destination.

Un Secours réciproque et la même Assistance seront accordés, dans les États de la Russie, aux Vaisseaux de la Porte ottomane, auxquels on fournira sans Obstacle, pour de l'Argent, le Suif, le Goudron, la Poix, les Ouvriers et les Instruments, ainsi qu'en Cas de Malheur, les Ancres, Voiles et les Matériaux nècessaires pour l'Appareillage de Vaisseau.

¹⁾ Appareillage, Terme de Marine. Action d'appareiller (c. à. d. de mettre à la voile) ou de s'y disposer. (Dict. de l'Académie.)

La Version précitée porte: "Appareil," qui, dans cette Acception, n'est point français. 2) Voyez plus haut p. 943. Col. 2. note °.

³⁾ Mutessélim, vulgairement Mussélim. (Andréossy, l. c. Table des Matières,

p. 512. — Voyez plus haut p. 731. Col. 2. nete 5.)

⁴⁾ Kharadschi, Collecteur du Kharadsch. Kharadschi Baschi, Collecteur en Chef (von Hammer, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung, T. Il. Chap. IV. p. 151. — Kieffer et Bianchi, l. c. T. l. p. 466. Col. 1.) 5) Voyez ci-dessus la note 1.

Art. XVII. La Nation russe devant être regardée dans les États de la sublime Porte ottomane, à l'égal de la française et de l'anglaise, comme étant les Nations les plus favorisées par Elle'), la Porte s'engage aussi par le présent Article, d'accorder aux Sujets russes tous les Priviléges et Honneurs accordés auxdites Nations et à d'autres Nations libres 2); tout comme dans l'Empire russe, on accordera réciproquement aux Sujets de la Porte, les mêmes Égards dont jouissent les Nations les plus favorisées et amies de la Russie.

Art. XVIII. Les Vaisseaux sous Pavillon russe, qui arriveront dans les Échelles de l'Empire ottoman, devront être reçus amiablement, et pourront y acheter, pour leur Argent, toutes les Boissons et Vivres dont ils auront besoin, et personne ne devra les empêcher de les acheter, vendre et transporter, ni exiger d'eux pour une pareille Permission aucun Droit ni Présent. Et réciproquement, les Vaisseaux de la Porte ottomane seront reçus dans les États de la Russie avec Bienveillance, et on leur permettra, sans aucun Empêchement, d'acheter, pour leur Argent, les Vivres dont ils auront besoin.

Les Articles XX-XXII. XXIV-XXIX. stipulent sur le Payement des Douanes et autres Droits sur le Commerce, et sur le Tarif à suivre conformément à l'Arrangement conclu, le 5 Septembre 1782, entre la Russie et la Porte.

Art. XXIII. On n'exigera pas des Sujets russes de nouveaux Impôts, appelés Kassabiyé '), Reft ') '), Badsch '), Yassakouli

¹⁾ La Version précitée porte: "comme des "Nations qui en sont les plus favorisées."

²⁾ La Version précitée porte: "dont on "se sert vis-ù-vis d'elles et d'autres Nations "libres."

³⁾ Le reste de cet Article stipule sur le Payement des Douanes.

⁴⁾ Voyez plus haut p. 104. Col. 1. note **.

⁵⁾ Voyez plus haut p. 962. Col. 2. note 3.

⁶⁾ La Version précitée porte "Rest" au lieu de "Reft."

⁷⁾ Voyez plus haut p. 121. Col. 2. note 1.

sakouli '), et on ne prendra pas plus de 300 aspres pour le Droit de bon Ancrage, appelé en turc Sclamet Resmi ').

Les Art. XXX - XXXVII. concernent le libre Passage des Vaisseaux marchands russes de la Mer Noire à la Mer Blanche, et de retour.

Ant. XXXVIII. Si, en Cas d'une Nécessité urgente, on a besoin de frêter un Vaisseau russe pour le Compte de la sublime Porte, les Commandants ou autres Officiers chargés du Frêt, doivent en informer le Ministre russe ou les Consuls, là où il s'en trouvera, pour désigner les Vaisseaux qu'ils trouveront propres à cela; et, dans les Endroits où il n'y aura point de Consuls russes, les Bâtiments pourront être frêtés, de leur propre Gré, par le Capitaine ou Patron du Vaisseau, et le Prix dont on sera convenu leur devra être payé en conséquence sans Retard; mais en Cas même d'un pareil Besoin, la Porte ne frêtera le Vaisseau russe autrement, que d'après un Accord volontaire, et on ne devra surtout pas arrêter d'autres Vaisseaux, qui ne seront pas frêtés, et particulièrement pas ceux qui seront déjà chargés de quelques Marchandises, car ces derniers ne doivent absolument pas être obligés à les décharger, et on ne leur doit faire aucune Insulte.

L'Art. XXXIX. concerne les Vaisseaux marchands russes destinés pour des Pays ennemis.

L'Art. XL. définit la Contrebande de guerre.

L'Art. XLI. stipule qu'on ne punira point les Sujets russes, qui serviront sur des Natires turcs, employés à exporter des Vivres dont l'Exportation serait prohibée.

L'Art. XLII. concerne les Sujets russes qui acheteront des Vivres sur des Bûtiments

L'Art. XLIII. stipule que la Confiscation du Vaisseau n'entrainera point la Confiscation de la Marchandise.

En permettant aux Sujets des deux Empires de porter leurs Marchandises dans les États respectifs, il a été convenu de part et d'autre, qu'ils pourront avoir des Endroits et des Magasins propres à y mettre leurs Marchandises et les y conserver, ainsi que des Maisons pour y demeurer. Les Gouvernements respectifs des deux Parties contractantes veilleront à ce que les Sujets, de part et d'autre, en faisant entre eux des Contrats pour le Bail des Maisons et Magasins, remplissent tous les Engagements qu'ils contractent à cet Effet. En Cas de Plainte au sujet de l'Inexécution de ces Conditions 1), on accordera toute dide et Justice possible; c'est à quoi la Cour impériale de Russie s'engage vis-à-vis des Sujets de la Porte, et pareillement, la

¹⁾ Voyez plus haut p. 1131. Col. 2. note 6.
2) Voyez plus haut p. 1131. Col. 1. note 2.
3) La Version précitée porte: ,, au sujet ,, de manque à ces Conditions."

HI. 84

sublime Porte ottomane vis a-vis des Commerçants russes, qui seront domiciliés dans ses États.

Les Art. XLV — XLVII. concernent le Commerce de la Soie, du Biz, du Café, de l'Huile, des Cotons en laine et filés, du Maroquin, de la Cire, des Cuirs, des Fruits et du Sel.

Art. XLVIII. Pour prévenir tout Abus qui pourrait résulter de la part des Vaisseaux marchands, naviguant sous Pavil-

lon russe, la Cour impériale de Russie, pour témoigner l'Amitié qu'Elle porte à la sublime Porte ottomane, consent à ce que son Ministre, résidant auprès de celle-ci, réponde du Pavillon.

Art. XLIX. Les Ministres russes seront exempts du Droit et Impôt appelé Badsch et autres, sur tous les Effets importés pour leur Compte, soit pour en faire des Présents ou pour leurs Habillements, ainsi que sur les différentes Provisions de Vivres et de Boissons pour leur propre Usage.

Art. L. Les Drogmans, au Service des Ministres de Russie, sont exempts du Droit de Kharadsch, de celui de Kassabiyé et d'autres semblables, connus sous le Nom de Tekalifi-Urfiyé¹)²).

Des Priviléges et Droits accordés aux Sujets russes jouiront également les Drogmans et autres Personnes au Scrvice du Ministre et des Consuls russes.

Comme, en vertu de l'Art. XI. du Traité de Kaïnardgi (Voyez plus haut p. 1302.), la Cour impériale de Russie a le Droit de nommer des Consuls dans toute l'Étendue de la Domination ottomane, où la Russie voudra en avoir pour les Affaires de Commerce, la sublime Porte s'engage par le présent Article de n'y porter aueun Empêchement, afin qu'ils puissent jouir de tous les Droits et Priviléges qui leur sont dus, à l'instar des Consuls et Vice-Consuls français et anglais, comme ceux d'une Nation amie et la plus favorisée, quand même il ne se trouverait sur les mêmes Lieux aueun Consul, soit français ou anglais.

Les Pacha, Kadi, et autres Commandants dans les États de la Porte, ne défendront aucunement aux Consuls ou à leurs Substituts, d'arborer le Pavillon ou les Armes de leur Souverain.

Pour veiller à la Sûreté des Maisons, où les Consuls seront logés, ils pourront demander les Janissaires qu'ils voudront, et les Janissaires seront protégés par les Oda Buschi')

¹⁾ Voyez plus haut p. 962. Col. 2. note ... ,, ourfé."

²⁾ La Version précitée porte ,, Tchaelif- 3) Voyez plus haut p. 125. Col. 1. note 2.

et autres Officiers, sans que ceux-ci puissent pour cela exiger d'eux le moindre Impôt ou Gratification.

Les Consuls russes et ceux qui en relèvent, comme les Drogmans et les Marchands, pourront faire du Vin dans leurs Maisons, et en faire venir de même du dehors pour leur propre Consommation, sans que personne puisse les en empêcher.

Lorsqu'on enverra du Raisin, pour en faire du Vin, dans les Maisons des Consuls, Drogmans et autres Personnes relevant de la Cour impériale de Russie, ou, lorsqu'on portera chez eux du Vin pour leur Provision, l'Agha des Janissaires 1), le Bostandji Baschi 2), le Topdji-Baschi 6), les Voïvodes 1) et autres Officiers, n'exigeront aucun Droit ou Gratification pour le Transport ni pour l'Importation 1) de ces Vins.

Lorsque quelqu'un voudra entrer en Procès avec les Consuls établis pour Affaires de Commerce, on ne les arrêtera point, ni on ne mettra point le Scellé à leurs Maisons, mais le Procès devra être informé à la Porte. Dans le Cas où on produirait des Ordonnances, publiées avant ou après la Conclusion du présent Traité, contraires au présent Arrangement, elles seront nulles et de nul Effet, et on agira à cet Égard conformément au présent Article.

Les Consuls et Commerçants russes, se trouvant en Litige avec des Consuls et Négociants d'une autre Nation chrétienne, peuvent se justifier auprès du Ministre russe, accrédité à la Porte, si les deux Parties litigantes é) y consentent. Et, si elles ne veulent point que leur Procès soit informé par les Pacha, les Kadi, ou autres Officiers, ni par les Inspecteurs des Douanes de la Porte '), alors ceux-ci ne pourront pas les y obliger, ni s'ingérer aucunement dans leurs Affaires, sans le Consentement des deux Parties en Litige ').

¹⁾ Agha des Janissaires (Yenitscheri Aghassi). Le Chef du Corps des Janissaires. (d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. VII. Chap. l. Art. l. p. 313. — von Hammer, Staatsverfassung, T. II. Chap. V. p. 197. 201. 291.)

²⁾ Voyez plus haut p. 126. Col. 1. note 2.

³⁾ Voyez plus haut p. 127. Col. 1. note 2a.

⁴⁾ Voyez plus haut p. 127, Col. 1. note 2b.

⁵⁾ La Version précitée porte nainsi que pour l'Importation."

⁶⁾ La Version précitée porte "litigieuses" au lieu de "litigantes." Nous remarquerons

que les Plaidants sont les Parties litigantes; et le Droit, l'Affaire, le Point, le Cas, qui est ou qui peut être en Litige, est ce qu'on appelle la Matiere litigieuse. (Dict. de l'Académie.)

⁷⁾ La Version précitée porte: "les Pacha, "les Cadi, les Officiers, et par les Inspec-"teurs des Douanes de la Porte."

⁸⁾ La Version précitée porte "alors ceux-"ci ne pourront pas les obliger ni s'ingérer "aucunement dans leurs Affaires, sans le "Consentement de toutes les deux parties "en litige."

Art. LIX. Personne, dans les États de la sublime Porte, ne pourra forcer les Consuls russes de comparaître en Personne devant les Tribunaux, lorsqu'ils ont leurs Drogmans; en Cas de quelque Besoin, les Sujets de la Porte ottomane pourront s'expliquer sur leurs Affaires avec les Drogmans envoyés par les Consuls.

Pour protéger les Vaisseaux russes en Mer contre les Corsaires barbaresques, ainsi que pour mettre les Consuls et les Marchands russes à l'Abri des Insultes dans les Ports. où ces Pirates peuvent mouiller, la sublime Porte s'oblige à weiller, de la Manière la plus sévère, à ce que les Pacha, Commandants et autres Officiers dans l'Empire ottoman, protègent et défendent les Consuls et les Marchands russes. Et, lorsque le Ministre et les Consuls russes auront vérifié par des Témoignages, que les Vaisseaux arrivés aux Ports ou Forteresses appartenant à la Porte, jouissent effectivement de la Protection du Pavillon russe, alors tous les Commandants de ces Ports seront obligés de tâcher de toute Façon, que les susdits Corsaires ne saisissent point les Vaisseaux russes, et que surtout aucun Vaisseau, se trouvant près de la Forteresse, ne soit pris. Si les Corsaires causent aux Sujets russes des Pertes, dans ceux des Endroits de la Domination ottomane, où il y a des Pacha et Commandants, ces derniers sont tenus à réparer 1) toutes les Pertes causées par leur Négligence.

Lorsqu'un Sujet russe, en rencontrant des Corsaires d'Alger, de Tunis ou de Tripoli, viendra à être fait Prisonnier, ou que ces Pirates saisiront le Bâtiment ou les Biens des Marchands russes, dans ce Cas la sublime Porte s'oblige à se servir de son Pouvoir sur les Régences, pour affranchir tout Sujet russe qui aura été fait Esclave de cette Manière, et pour lui faire restituer les Bâtiments et les Biens qu'on lui aura enlevés.

Art. LXII. LORSque les Corsaires, ou autres Ennemis de la sublime Porte, commettront des Pirateries sur les Côtes de ses Dominations, on n'incommodera pour cela les Consuls et Marchands russes, ni ne leur sera aucunement à Charge. Mais, comme pour la Sûreté réciproque, il est nécessaire de connâtre les Pirates, nommés Forbans 2), pour qu'ils soient également connus

¹⁾ La Version précitée porte: "à dédom-,mager toutes les Pertes."

On dédommage quelqu'un des Pertes qu'il a éprouvées, mais on ne dédommage pas

les Pertes.

2) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II.
Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Ara-

de chacun, les Officiers commandants sont tenus, lorsque de tels Bâtiments corsaires ou autres Barbaresques, abordent dans les Ports de l'Empire ottoman, d'examiner soigneusement les Passeports, et de procéder avec eux selon les Lois, à condition cependant, que les Consuls russes prennent des Informations exactes de tous les Bâtiments qui arrivent sous Pavillon russe, et qu'ils les communiquent ensuite aux Officiers de lu Porte, avec lesquels lesdits Consuls russes pourront entretenir réciproquement des Liaisons, pour se communiquer mutuellement, soit de Bouche, soit par Écrit, tout ce qui pourra établir la Sûreté réciproque.

Il a été convenu à l'égard des Commerçants russes dans l'Empire ottoman, qu'en Cas de Dispute avec un Marchard russe, et lors d'une Plainte au Kadi à ce sujet, le Juge n'informera le Procès qu'en présence du Drogman russe, et si cet Interprète ') est occupé alors d'une autre Affaire, on ajournera le Procès ') jusqu'à son Arrivée. Par contre, les Sujets russes sont obligés, pour ne point abuser du Prétexte de l'Absence du Drogman, de le faire comparaître sans Délai en Justice.

Si la Dispute s'élève entre des Sujets russes, leur Ministre à la sublime Porte, ou leurs Consuls, pourront examiner leurs Différends, et prononcer l'Arrêt conformément aux Lois et Usages russes, sans le moindre Empêchement ou Difficulté de la part de qui que ce soit.

Art. LXIV. Les Procès, qui passent la Somme de 4000 aspres, seront informés au Diwan et point dans aucun autre Tribunal.

Ant. LXV. Si un Sujet de la Porte, soit Marchand ou autre, a une Lettre de Change sur un Sujet russe, et que celui-ci ou son Commis ') ne l'accepte point, on ne pourra pas le forcer de payer sans une Cause légitime, mais on en exigera un Refus par écrit, pour s'en servir ensuite contre le Tireur. Par contre, les Ministres ou les Consuls de Russie, s'emploieront de tout leur Pouvoir à faire payer les bonnes Lettres de Change.

Lorsqu'un Marchand russe voudra partir pour un autre Endroit, et que le Consul en sera Caution, on ne pourra pas l'empêcher, sous Prétexte de lui faire payer ses Dettes.

Les Procès, excédant la Somme de 4000 aspres, seront in-

¹⁾ La Version précitée porte: "Traduc-"teur" au lieu de "Interprète."

²⁾ Dans la Version précitée, les mots "le

[&]quot;Procès" sont omis.

3) La Version précitée porte "Subordonné" au lieu de "Commis."

formés à la Cour de Sa Hautesse, ainsi qu'il a déjà été convenu ci-dessus dans l'Article LXIV. du présent Traité.

Les Employés à la Justice, Officiers, etc., de la Porte, ne pourront pas entrer par Force dans une Maison habitée par un Sujet russe, et, dans un Cas de Nécessité urgente, il faudra en prévenir le Ministre ou les Consuls, là où il y en a; ensuite on ira sur les Lieux avec ceux qu'ils auront commis à cet Effet, faute de quoi la sublime Porte s'engage à punir les Contrevenants sclon toute la Rigueur des Lois.

Les Procès entre des Sujets russes et d'autres Particuliers, qui auront déjà été terminés juridiquement et par Hodjet 1), ne pourront plus être informés une seconde fois; mais si la Nécessité exige ce second Examen, on ne permettra point aux Parties en Litige de comparaître en Justice, ni on n'enverra point des Commissaires ou Huissiers, pour les chercher, sans en avoir prévenu le Ministre russe, ou attendu du Consul la Réponse avec une Explication claire de toute l'Affaire. On accordera aussi un Tems suffisant pour rassembler des Informations détaillées touchant le Cas en Question. Au reste, il a été convenu que, lorsqu'il sera ordonné de revoir derechef un Procès déjà terminé, on ne décidera rien à cet égard, excepté à la Cour de Sa Hautesse. Dans ce Cas, les Sujets de Russie, et ceux qui en dépendent, peuvent comparaître en Justice, ou constituer à leur Place des Plénipotentiaires en Forme juridique.

Les Sujets de la Porte, voulant intenter un Procès à ceux de Russie, ne scront point écoutés, à moins qu'ils ne soient munis de Titres authentiques ou de Certificats de la part des Tribunaux.

Art. LXIX. En Cas d'une Banqueroute d'un Négociant russe, ou d'un autre, dépendant de la Russie, les Créanciers seront payés des Effets restants ²). Si les Créanciers ne peuvent point produire un Témoignage véridique, pour prouver que le Consul russe, Drogman ou autre Russe se sont rendus Caution ¹) pour le Banqueroutier, on n'élèvera aucune Prétention ⁴) à la Charge desdits Consuls, Drogmans, ou autres Sujets russes quel-

¹⁾ Voyez plus haut p. 788, Col. 1. note 1.

²⁾ Il y a dans la Version précitée erreur dans la Ponctuation. Le mot "restants" est suivi d'une virgule; il doit être suivi d'un point, le sens de la proposition qu'il termine

étant complet.

³ La Version précitée porte "font Cau-4 J., tion" au lieu de "se sont rendus Cau-"tion," et ", on ne fera aucune Prétention." au lieu de ", on n'élévera aucune Prétention."

conques, et on ne les arrêtera point, ni ne leur causera le moindre Désagrément, sous Prétexte qu'ils sont responsables des Dettes.

Art. LXX. Si, à l'avenir, le Bien du Commerce exigeait qu'on établisse des Courtiers, tout comme les Français en ont en Turquie, ces mêmes Courtiers, nommés par les Marchands de quelque Nation qu'ils soient, ne seront aucunement molestés dans l'Exercice de leurs Charges, et on ne leur fera aucune Violence. Il dépendra absolument du Choix des Négociants russes, de nommer des Courtiers de telle Nation que bon leur semblera, saus excepter même la juive. Lorsque ces Courtiers viendront à être congédiés ou à mourir, on n'exigera absolument rien de leurs Successeurs, sous Prétexte du Droit nommé Etek 1).

Art. LXXI. On n'exigera point le Droit de Kharadsch des Sujets russes, soit mariés ou non mariés, qui résident 2) dans les États de l'Empire ottoman, de quelle Condition qu'ils puissent être 3).

En Cas de Meurtre ou d'autres Désordres entre les Sujets russes, le Ministre ou les Consuls russes pourront examiner les Cas, et prononcer ') l'Arrêt que leur dicteront leurs Lois et Ordonnances, sans qu'aucun des Officiers de la Porte puisse les en empêcher.

des Sujets russes, et si on n'a aucune Preuve contre eux, ils ne seront aucunement inquiétés à ce sujet par des Informations, ni obligés à payer l'Amende (Djerimé) 5) 6).

Lorsqu'un Sujet de Russie, ou tel autre, jouissant de la Protection russe, commettra un Meurtre ou un autre Crime, et que le Gouvernement en sera informé, les Juges et Officiers de la Porte ne jugeront de pareils Cas qu'en présence du Consul ou de ceux qui auront été commis à cet Effet, par le Ministre ou le Consul, quelque part qu'ils se trouvent. Pour observer la plus grande Équité dans ces Sortes de Cas, les deux Hautes Par-

¹⁾ Etek, Droit de Protection. (Voyez dans Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 6. Col. 2. les différentes Acceptions du mot Etek.

²⁾ La Version précitée porte "qui habitent "dans les États."

³⁾ La Version précitée porte: "et de telle "Condition qu'ils puissent être."

⁴⁾ La Version précitée porte ,, et y pro-

⁵⁾ La Version précitée porte "ni charges "du Payement de l'Amende Djerimé.

⁶⁾ Djerimė, Peine pecuniaire (Amende) imposée par la Justice. (von Hammer, Staatsverfassung, T. 1. Chap. III. p. 146. Chap. V. p. 215. — Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 375. Col. 1.)

ties contractantes promettent réciproquement de veiller à ce que les Accusés soient examinés et jugés avec une Attention égale. Quoiqu'il soit très sûr', avec l'Aide de Dieu, que les Fondements de la Paix et Amitié, qui sont établies et subsistent entre les deux Empires, ne pourront être ébranlés ni renversés, cependant, comme de Tems en Tems il naît de fausses Nouvelles, contraires à la Vérité, qui troublent la Sûreté et donnent de l'Inquiétude aux Marchands respectifs, il est nécessaire d'insérer dans le présent Traité de Commerce un Article qui puisse anéantir une pareille Inquiétude desdits Marchands: ainsi on déclare, comme cela se trouve déjà dans quelques-uns des Traités, que si (ce qu'à Dieu ne plaise!) l'Amitié ') et l'Alliance qui subsistent entre l'Empire de Russie et la sublime Porte, se changeaient en Discorde et Inimitié, les Sujets des deux Empires, qui font le Commerce dans les États respectifs, auront la Liberté, en comptant du Jour de la Rupture jusqu'au Terme de six Mois, de vendre leurs Marchandises et Effets et tout ce qu'ils possèdent, et de s'en retourner, sans Obstucle, avec leurs Biens dans leur Patrie; ils seront garantis et protégés des deux Côtés 2), et on ne manquera pas de leur accorder de part et d'autre 1) l'Assistance et la Protection nécessaires.

Art.LXXVI. Pour faciliter le Commerce des Sujets respectifs, ainsi que la Correspondance réciproque, la sublime Porte s'engage à pourvoir par tous les Moyens à la Célérité, la Sûreté et la Commodité ') de la Poste et des Courriers russes, qui vont et viennent aux Frontières de la Russie. C'est à quoi la Cour impériale de Russie s'engage pareillement de Son Côté.

Comme, dans l'Article XI. du Traité de Kaïnardgi, et dans le VI e Article de la Convention explicative 3), il a été arrêté que le Commerce russe jouira de tous les Droits et Priviléges qui sont accordés dans les Capitulations françaises et anglaises; et quoiqu'une Partie de ces Capitulations ait été insérée dans le présent Traité, pour autant qu'elles ont du Rapport au Commerce russe, cependant les deux Hautes Partics

¹⁾ La Version précitée porte : ,, que (Dieu ,, en préserve!) si l'Amitie."

² La Version précitée porte "de tous 3] "les deux Cotés," au lieu de "des "deux Cotés," et "des deux parts" au lieu de "de part et d'autre."

⁴⁾ La Version précitée porte ,, à pourvoir ,, aux moyens de la Célérité, Sureté et ,, Commodité."

⁵⁾ La Version précitée porte "explicatoire." (Voyez plus haut p. 1305. Col. 1. note 1.)

contractantes s'engagent en outre de laisser dans leur Force, à l'Avantage des Sujets russes, même ceux des Articles desdites Capitulations qui ne sont pas insérés ici. En Conséquence, la sublime Porte confirme aux Sujets russes tout ce qui est renfermé dans les Capitulations avec les Vénitiens, vu qu'elles sont appropriées aux Français dans leurs Capitulations avec la Porte, en défendant au reste, à tous et à chacun, d'opposer aucun Obstacle ni Chicane à l'Exécution du présent Traité avec la Cour impériale de Russie.

An LXXVIII. Tous les Gouverneurs, Amiraux, Lieutenants de Gouverneurs'), Kadi, Directeurs de Douane, Capitaines de la Marine, et en général tous les Habitants de l'Empire ottoman, ainsi que tous les Sujets russes de toute Condition, seront tenus de remplir le présent Traité, avec toute l'Exactitude possible, et sans y porter la moindre Atteinte. Si quelqu'un s'y oppose, ou témoigne de la mauvaise Volonté dans son Exécution, il sera déclaré Rebelle et Criminel, et puni comme tel sans Délai, pour servir d'Exemple aux autres.

An.LXXIX. Pareillement, les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à ne point contrevenir au présent Traité, et les Gouverneurs, Commandants, Kadi, Douaniers, Voïvodes, Mussélim, Officiers et autres Personnes employées dans l'Empire ottoman, ne doivent pas contrevenir au présent Traité, et si. de part ou d'autre, on l'enfreint, en inquiétant quelqu'un, soit de Parole ou par Faits, les Sujets russes seront punis par les Consuls ou leurs Chefs, conformément au présent Traité, tout comme la sublime Porte s'engage à avoir Soin que ses Sujets soient punis sur les Représentations du Ministre ou des Consuls russes, et après un Examen suffisant de l'Affaire, si le Cas l'exige.

En outre, la Cour impériale de Russie, pour témoigner l'Amitié particulière qu'Elle a vouée à la sublime Porte 2), promet par le présent Article, de donner en toute Occasion aux Sujets de la Porte toute Sorte de Secours, quant à leurs Affaires mercantiles dans les Ports de Russie, pour étendre le Commerce réciproque, ainsi que de leur accorder toute Justice dans les Tribunaux.

¹⁾ La Version précitée perte "Vicaires."

²⁾ La Version précitée porte: "qu'elle porte à la sublime Porte."

Art LXXXI. Au reste, comme la Cour impériale de Russie, en s'accordant avec la sublime Porte '), dans le présent Traité de Commerce, sur les Droits de Douane et autres Stipulations en Faveur de Ses Sujets commerçants dans les États de la Porte ottomane, ne demande rien autre Chose que les mêmes Avantages et une parfaite Égalité avec les Nations favorisées dans les États de la Porte [à quoi la Porte s'est déjà engagée par l'Article XI. du Traité de Paix de Kaïnardgi, et par le VIe Article de la Convention explicative ')]; les Sujets de la Porte, pour ce qui est de leur Commerce dans les Ports de Russie, ne pourront pareillement exiger autre Chose, sinon une parfaite Égalité avec les Nations les plus favorisées en Russie, et ne payeront par conséquent, dans les États de Russie, qu'exactement les mêmes Droits que payent les Anglais et les autres Nations les plus amies, d'après les Tarifs établis en Russie.

La Réunion de la Tatarie européenne à l'Empire de Russie, en 1783 ³) ⁴), était le coup le plus sensible qui pût être porté à l'Empire ottoman. Le Peuple de Constantinople demanda la guerre contre les Infidèles; mais le Dirvan, sentant son impuissance, et redoulant le concert qui, à cette époque, régnait entre les Cours de Vienne et de Pétersbourg, crut devoir céder à la force des circonstances. En conséquence, il fut signé à Constantinople, le 8 Janvier 1784, une nouvelle Convention ⁵), par laquelle la Porte acquiesçà à la Réunion

4) Convention conclue entre S. M. impériale de toutes les Russies (Cathérine II) et S. A. Héraclius II, Prince 5) Articles signés à Constantinople, le 8 Janvier 1783 (28 Décembre 1783), entre S. M. PImpératrice de toutes les Russies (Cathérine II), et la sublime Porte obtomane (Abdul-Hamid). (Neues St. Petersburger Journal, 1784, p. 261. (en allemand.) — Haus en, Staatsmaterialien, T.II.
No. 1. p. 54. (en français.) — Politisches Journal, 1784. p. 151. (en allemand.) — Storia dell' Anno 1784. p. 162. (en italiem.) — Martens, Recueil, T. III. p. 707. (en français.) — Schovell, Hist. abrégée, T. XIV.

Podkouma. Excepté le Militaire, la plus graude partie des Habitants sont des Cosaques du Volga. (Langlois, l. c. T. II. p. 1068. Col. 2.)

¹⁾ Les mots ,, avec la sublime Porte" sont omis dans la Version précitée.

²⁾ La Version précitée porte "explica-,, toire."

³⁾ Manifeste de l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II), relatif à l'occupation de la Crimée et de la Tatarie de Kou! an, en date du 8 Avril 1783 (v. st.). Neues St. Petersburgisches Journal, 1783. P. II. p. 199. (en allemand.) - Geschichte des Kriegs zwischen den vereinigten Heeren Vesterreichs und Rufslands und der Ottomanischen Pforte (Francfort 1789. No. I -111. in 40.) No. I. p. 8. (en allemand.) -Histor. polit. Journal, 1783. P. II. p. 777. (en allemand.) - Nouvelles extraordinaires, 1783. No. 67. Suppl. (en français.) - Martens, Recueil, T. III. p. 581. (en allemand.) - Schoell, Hist. abregee, T. XIV. Chap. LXX. p. 454. (cité.)]

ou Tzar de Kartalinie et de Kachel, signée dans la Forteresse de Georgiews-kaïa', le 4 Août (24 Juillet) 1783. [Nowvelles extraordinaires, 1783. No. 89. Suppl. (en français) — Storia dell' anno 1783. p. 165. (en italien.) — Martens, Recueil, T. III. p. 686. (en allemand et en français.) — Neues St. Petersburger Journal, 1783. T. III. p. 145. (en allemand.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 455. (Sommaire.)]

^{*)} Georgiewskaïa (Georgiefsk), Ville de la Russie d'Europe (Caucase), Place forte et Chef-lieu de District, située sur une Colline très escarpée près de la Rive gauche de la

de la Crimée à l'Empire de Russie 1). L'Art. I. de cette Convention confirme le Traité de Commerce de 1783.

Il existait néanmoins entre les deux États plusieurs Différends fort graves, et les Récriminations pleines d'animosité, auxquels ils donnérent lieu, ne tardérent pas à amener une nouvelle Rupture. Entre autres Griefs que la Porte upposa à ceux de la Russie, le Dinan accusait le Consul russe à Alexandrie d'Égypte, d'avoir été en Correspondance avec la Begs rebelles de cette Province, et les Consuls en Moldavie et en Valachie, de protèger les Sujets de la Porte qui cherchaient à s'évader des États du Grand-Seigneur; il représentait aussi que la Présence d'un Consul russe à Varna ne pouvait être d'aucune Utilité à la Russie, tandis qu'elle était très désagréable aux Habitants, et il engageait le Gouvernement russe à choisir en conséquence une autre Place sur la même Côte, pour y transporter le Consulat établi à Varna?).

La Guerre, déclarée par la Porte, le 10 Août 1787, fut, comme les précédentes, glo-

rieuse aux Russes; elle se termina par la Paix de Yassy, en 1792.

Traité définitif entre S. M. l'Impératrice de 1792, toutes les Russies (Cathérine II) et la sublime Porte ottomane (Sélim III), signé à Yassy, le 9 Janvier 1792 (29 Décembre 1791) a).

L'Art. II. renouvelle et confirme les Traités antérieurs de 1774, 1779 et 1783, sauf les Modifications apportées par le présent Traité.

Le Commerce étant le Lien le plus sûr et le plus solide de l'Harmonie réciproque, la sublime Porte ottomane, voulant, au Moment où Elle renouvelle la Paix et l'Amitié
avec l'Empire de Russie, donner un Témoignage de la Sincérité
de son Désir de faire fleurir le plus possible entre les Sujets des
deux États un Commerce sûr et avantageux, s'engage à maintenir et exécuter l'Article VI. du Traité de Commerce avec
l'Empire de Russie, concernant les Corsaires d'Alger, Tunis et
Tripoli, et Elle s'oblige nommément à remplir la Stipulation
suivante, savoir:

Si un Sujet russe rencontre des Corsaires d'Alger, Tunis ou Tripoli, et que ceux-ci le fassent Prisonnier, ou bien si ces Corsaires s'emparent d'un Vaisseau ou d'une Marchandise quelle

Chap. L.XX. p. 456. (Sommaire.) — d'Hauterine et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 159. (Exraît en français. Art. I.) — C'est à tort que Mr. de Martins, et d'après lui MM. d'Hautrine et de Cussy, ont donné à cet Acte l'Intitulé de Traité de Paix et d'Amitié.

1) Ce sut pour menager l'amour propre de la Porte, qu'au lieu d'en exiger une Reconnaissance formelle de l'Incorporation de la Crimée à l'Empire de Russie, on se contenta d'abroger les Articles de la Paix de Kuimardgi et de la Convention explicative qui en avaient établi l'Indépendance. (Schoell, wis supra.)

2) Schoell, l. c. p. 459. 463.

3) Imprimé séparément à St. Pétersbourg, en russe, in fol. — Geschichte des Oesterreich-Bufsischen und Türkischen Krieges, p. 256. (en allemand.) — Historisch polit. Magazin, T. XI. p. 367. (en allemand.) — Schoell, Hist, abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 503. (Sommaire.) — Martens, Recueil, T. V. (Actes relatifs au Traité de Paix entre la Bussie et la Porte ottomane, p. 53 — 76.) p. 67. (en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Patt. II. T. V. p. 189. (Extrait en français. Art. II. et VII.)

La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version allemande,

rapportée par Martens.

que ce puisse être, appartenant à des Marchands russes, dans ce Cas la Porte s'oblige à user de son Autorité auprès desdites Régences, pour faire rendre la Liberté aux Sujets russes, qui de cette Manière seront tombés dans l'Esclavage, de leur faire restituer le Navire, les Marchandises et les Effets qui leur auront été enlevés, et de dédommager ceux qui auront été lésés de toutes les Pertes qu'ils pourraient avoir souffertes. Et si, par des Rapports dignes de Foi, on venait à être informé que les Fermans (émanés à cet Effet) ne sont point exécutés par lesdites Régences d'Alger, Tunis et Tripoli, la sublime Porte s'engage, sur la Réclamation que Lui adressera le Ministre ou Chargé d'Affaires de S. M. impériale, à restituer et à payer du Trésor impérial ludite Perte, dans le Terme de deux Mois, ou plutôt, si faire se peut, à compter de la Date que portera ladite Réclamation.

Art. X. Pour rendre d'autant plus durable l'heureuse Paix et la sincère Amitié entre les deux Empires, on enverra de part et d'autre solennellement des Ambassadeurs extraordinaires à des Époques dont on conviendra par un Accord mutuel. Les Ambassadeurs respectifs seront reçus aux Frontières avec la même Étiquette, les mêmes Cérémonies et les mêmes Honneurs, qui se pratiquent à l'égard des Ambassades des Puissances auxquelles les deux Empires témoignent par Amitié le plus de Considération. On enverra de part et d'autre, par lesdits Ambassadeurs, des Présents proportionnés à la Dignité des deux Empires.

Le Traité d'Alliance défensive, conclu à Constantinople, le 23 Décembre 1798 1), pour huit ans, qui confirma (Art. II.) le Traité de Yassy, fut renouvelé en 1805 2), mais malgré cette Harmonie apparente entre les deux États, les sujets de mécontentement ne manquaient pas, et bientôt le Divan, animé par les artifices de la France, exigea de la Russie le Redessement d'une longue Série de Griefs; la Russie, avant de répondre aux Demandes de la Porte, fit entrer une Armée en Moldavie (le 22 Novembre 1806), qui, après avoir surpris Choczim 3), occupa Yassy, cerna Bender 4), et avança vers le Danube. Le 7 Janvier 1817,

¹⁾ Traité d'Alliance défensive entre S. M. l'Empereur de toutes les Russics (Paul I) et S. M. l'Empereur des Ottomans (Sélim III), fait et conclu à Constantinople, le 23 Décembre 1798. [(von Haller) Geheime Geschichte, T. V. P. II. p. 312. (en allemand.) — Martens, Recueil, T. VII. p. 314. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. V. Chap. XXIX. p. 241. (Sommairc.)]

²⁾ Schoell, l. c. T. XIV. Chap, I.XXI. p. 509.
3) Choczim ou Khotim, Ville forte de la Russie d'Europe (Bessarabie), près des Fron-

tières de la Gallicie. La Turquie la céda à la Russie, en 1812, avec la Bessarabie et la Rive gauche du Pruth. (Adr. Balbi, l. c. p. 493, — Langlois, l. c. T. l. p. 581. Cel. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. II. n. 684)

⁴⁾ Bender, Ville forte de la Russie d'Europe (Bessarabie), sur la rive droite du Dniester. — Le 11 Février 1713, Charles XII, Roi
de Suède, s'y défendit avec 300 hommes
contre un corps nombreux de Turcs, et en
fit un grand carnage avant de se rendre. —
Les Russes la prirent en 1770, 1789 et 1812.

la Porte déclara la Guerre à la Russie. Dans le Manifeste publié à cette occasion, le Diman reproche entre autres Griefs, à la Cour impériale, l'Abus que ses Consuls faisaient de leur Autorité, soit pour embaucher des Sujets de la Porte et les envoyer en Bussie, soit pour donner des Patentes de Protection à des Marchands turcs (grecs) et s'emparer ainsi de toute la Marine marchande de l'Archipel 1).

La Flotte turque essuya une Défaite complète, le 1 Juillet 1807, dans les Parages de Plle de Lemnos. La Guerre de terre languit du côté du Danube, probablement parce que les Russes avaient besoin de leurs principales Forces contre Napoléon; elle fut plus active sur les Frontières de la Perse, où l'Armée turque fut mise complètement en déroute, le 18 Juin.

Un Traité d'Armistice, négocie par la France, à la suite du Traité de Tilsit²), qui avait rétabli la Paix entre la Russie et la France, fut conclu le 24 Août 1507, au Château de Slobosia, près de Giurgeno ³) en Valachie ⁴). On stipula que les Russes et les Turcs évacueraient simultanément la Moldavie et la Valachie, et que la Suspension des Hostilités dureroit jusqu'au 3 Avril 1808.

Dans un Congres, réuni à Yassy 5), pour négocier la Paix (en Février 1809), la Russie ayant exigé, comme Base préliminaire, la Cession des deux Provinces de Moldavie et de Valachie, les Plénipotentiaires ottomans rompirent les Conférences, et les Hostilités recommencèrent immédiatement après.

Un nouveau Congrès ouvert à Bucharest 6), dans lequel la Russie crut pouvoir exiger non seulement la Cession de la Moldavie et de la Valachie, mais encore la Reconnaissance de l'Indépendance de la Servie, eut le mêmo résultat.

Enfin, vers la fin de Décembre 1811, au moment où la Bussie avait un plus grand besein de finir la Guerre que la Porte elle-même, le Diwan demanda la Paix. Un Congrès s'ouvrit à Bucharest. Le Traité, rétablissant l'Amitié et la bonne Intelligence entre les deux États, fut signé le 28 Mai 1812.

Traité de Paix entre S. M. impériale de toutes 1812, 28 Mai. les Russies (Alexandre I) et la sublime Porte ottomane (Mahmoud II), conclu à Bucharest, le 28 (16) Mai 1812 1); avec deux Articles séparès.

Vart. III. confirme les Traités antérieurs, sauf les Changements apportés par les Modifications successivement stipulées entre les deux Parties.

Toutes les Fois que le Ministre ou Chargé d'Affaires de la Cour impériale de Russie, résidant à Constantinople, présentera une Note pour demander, en vertu de l'Art. VII.

(Bacmeister, 1 c. T. III. p. 35. — Adr. Balhi, l. c. p. 493. — Langlois, 1. c. T. 1. p. 303. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 685.)

1) Schoell, l. c. p. 516.

2) Voyez plus haut p. 152. Col. 1. note 1.
3) Giurgewo ou Giurghom, Place forte dans he Principauté de Valachie, sur la gauche du Danube, vis-à-vis Roustchouk, importante par son commerce et par ses fortifications, qui, d'après le dernier Traité, doivent être rasées. (Adr. Balbi, l. c. p. 537. — Langlois, l. c. T. II. p. 1091. Col. 1. — Voll-stündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 643.)

4) Martens, Recueil, Supplém. T. IV. p. 456. (en français.)

5) Saalfeld, Allgemeine Geschichte, T. III. Part. II. p. 560.

6) Ibidem, p. 569.

7) C. D. Vofs, Die Zeiten, oder Archiv für die neueste Staatengeschichte und Politik (Weimur et Leipzig 1805-1820. T. 1-LXIV. in 80.) T. XXXIII. p. 41. (en allemand, — sans les Articles séparés.) — Martens, Recueil, Suppl. T. Vil. p. 397. (en allemand, également sans les Articles separes.) - Schoell, Hist. abregee, T. XIV. Chap. LXXI. p. 538. (Sommaire.) Mr. Schoell n'a pas eu connaissance des Articles sepures, qui concernent (I.) la Démolition des Forteresses d'Ismaël et de Kili, situées dans le Territoire cédé à la Russie, et (II.) la Délimitation des Frontières entre les deux Empires, du côté de l'Asie. - d'Hauterive et de Cussy, I. c. Part. II. T. V. p. 190. (Sommaire en français des Art. III. IV. VII. et X.) - Neueste Staats-Akten, T. Vl. p. 248. (en allemand.)

du Traité de Yassy (Voyez plus haut p. 1323.), la Réparation des Dommages causés aux Sujets et Négociants de la Cour impériale de Russie, par les Corsaires des Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, ou bien pour faire des Réclamations sur des Affaires relatives aux Stipulations du Traité de Commerce (lequel est confirmé), et qui auraient occasionné des Discussions et des Plaintes, la sublime Porte ottomane donnera son Attention à l'Exécution de ce que prescrivent les Traités, et à ce que les susdites Affaires soient poursuivies et terminées, sans qu'il soit apporté la moindre Négligence dans les Injonctions et Intimations nécessaires à cet égard.

La Cour impériale de Russie observera un Procédé semblable envers les Sujets de la sublime Porte, conformément aux Stipulations commerciales.

Les Stipulations arrêtées à Bucharest ne furent guères mieux remplies que celles des Traités antérieurs. Les Plaintes, élevées par la Russie, avaient pour Objet les Oppressions et les Vexations essuyées par la Servie, la Muldavie et la Valachie, et les Réclamations des Sujets russes pour des Infractions aux Traités commises, avant, pendant et depuis la dernière Guerre. De son côté, la Porte demandait la Restitution des Places fortes de Sokhoum Kalè, Anacria et Kimhal, situées sur le Littoral asiatique 1). Les Négociations, euvertes entre la Dinan et la Mission de Russie à Constantinople, furent rempues, lorsqu'à la suite des Désordres dans lesquels le Gouvernement turc fut entraîné par la Révolution des Grecs 2), la Mission russe quitta la Capitale de l'Empire ottoman et se retira à Odessa 2), le 26 Juillet 1821.

En 1824, la Russie reprit entre ses Mains les Négociations avec la Porte, qui jusqu'alers avaient été suivies par l'Intermédiaire de l'Angleterre et de l'Autriche. Elle envoya à Constantinople un Chargé d'Affaires 1), et présents son Ultimatum 5), le 5 Avril 1826 5). La Porte adhèra à toutes les Conditions proposées (le 14 Mai), et consentit à envoyer des Plénipotentiaires sur les Frontières de la Russie, pour y conclure une nouvelle Convention, et rétablir les Bapports d'Amitié et de bon Voisinage entre les deux Empires.

Les Conférences ouvertes à Ackermann 7), en Bessarabie, eurent pour résultat la Convention signée le 7 Octobre 1826 °).

 Les petites Forteresses maritimes de Sohhoum Kalè, Anakria et Kimhal, sont situées dans la Région Caucasienne, dans la grande et petite Abassie.

Sokhoum Kale. (Adr. Balbi, l. c. p. 794. – Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. I. p. 695.)

Anakria. (Adr. Balbi, ubi supra. — Vollständiges Handbuch, ubi supra. — Langlois, l. c. T. I. p. 126. Col. 1.)

Kimhal. Aucun des Ouvrages de Géographic, que nous avons été à même de consulter, ne fait mention de Kimhal.

- 2) Alletz, Tableau de l'Histoire générale de l'Europe, depuis 1814 jusqu'en 1830 (Bruxelles 1835. T. 1—III. in 12°.) T. I. p. 338.
 - 3) Ibidem, T. II. p. 20.
 - 4) Ibidem, p. 214.
 - 5) Ultimatum. Terme de Diplomatic, qui

sert à désigner les dernières Conditions d'un Traité, ou b'en encore une Résolution quel-conque, définitive et irrévocable, à laquelle s'arrête un Cabinet, au sujet d'une chose en litige entre deux États. (Dict. de la Conversation, T. Ll. p. 335. Col. 1. — La définition de ce met, donnée par le Dict. de l'Académie, est très imparfaite.)

6) Alletz, l. c. T. II. p. 281. 282.

- 7) Ackermann (l'Alba Julia des Romains), Ville de la Russie d'Europe (Bessarabie), située à l'Embouchure du Dniester; elle est importante par son Port, son Commerce, ses vastes Salines, et ses Fortifications. (Adr. Balbi, l. c. p. 493. Langlois, l. c. T. I. p. 60. Col. 1. Vollständiges Handbuch, Sect, Ill. T. Il. p. 635.)
- 8) Alletz, l. c. T. Ill. p. 13.

Convention entre S. M. impériale de toutes les 1826, Russies (Nicolas I) et la sublime Porte ottomane, ayant pour Objet de fixer le Mode d'Accomplissement de tous les Articles du Traité de Bucharest (28 Mai 1812), d'assurer l'État de Possession territoriale de la Russie sur les Côtes de la Mer Noire, et de remettre en Vigueur tous les Priviléges dont la Moldavie, la Valachie et la Servie doivent jouir sous l'Influence tutélaire du Cabinet de Saint-Pétersbourg, signée à Ackermann, le 7 Octobre (25 Septembre) 1826); avec deux Actes séparés.

L'Art. 1. confirme toutes les Clauses et Stipulations du Traité de Bucharest, les Éclaircissements qui sont l'Objet de la présente Convention ne devant servir qu'à déterminer le Sens précis, et à corroborer la Teneur des Articles dudit Traité.

La Réparation des Dommages causés aux Sujets et Négociants de la Cour impériale de Russie, par les Corsaires des Régences d'Alger, Tunis et Tripoli, et la pleine et entière Exécution des Stipulations du Traité de Commerce et de l'Art. VII. du Traité de Yassy (Voyez plus haut p. 1323.), étant d'une stricte Obligation pour la sublime Porte, en vertu des Clauses expresses de l'Art. XII. du Traité de Bucharest (Voyez plus haut p. 1325.), lequel, conjointement avec l'Art. III. (Voyez plus haut p. 1325.), rappelle et confirme toutes les Transactions antérieures, la sublime Porte réitère solennellement la Promesse de remplir désormais avec la plus scrupuleuse Fidélité tous les Engagements à cet égard. En Conséquence:

1º La sublime Porte mettra tous ses Soins à empêcher que des Corsaires des Régences barbaresques ne puissent, sous quelque Prétexte que ce soit, inquiéter le Commerce ou la Navigation russes, et en Cas de Déprédation de leur part, dès qu'Elle en sera instruite, Elle s'engage itérativement à faire restituer, sans nul Retard, toutes les Prises faites par lesdits Corsaires, à faire dédommager les Sujets russes des Pertes qu'ils auraient essuyées, à adresser à cette Fin un Ferman rigoureux aux Régences barbaresques, de Manière à ce qu'il ne soit plus nécessaire de le réitérer une seconde Fois, et, dans le Cas, où ce Ferman

¹⁾ Martens, Recueil. Suppl. T. X. P. II. p. 1053, (en français.) — Lesur, Annuaire, 1826. Append. Documents historiques. P. II. p. 100. Col. 1. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. VI. p. 233, (en allemand.)

d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part, II.
 T. V. p. 190. (Extrait en français, Art. VI.
 VII. VIII.) Nous avons adopté la Traduction française rapportée par Martens.

n'aurait pas été exécuté, à payer le Montant de son Trésor impérial, dans le Terme de deux Mois, spécifié en l'Art. VII. du Traité de Yassy (Voyez plus haut p. 1323.), à dater du Jour de la Réclamation qui aura été présentée à cet égard par le Ministre de Russie, sur la Vérification qu'il en aura faite.

2° La sublime Porte promet d'observer rigoureusement toutes les Conditions dudit Traité de Commerce, de lever toutes les Prohibitions contraires à la Teneur expresse de ses Stipulations, de ne mettre aucune Entrave à la libre Navigation des Navires marchands sous Pavillon russe, dans toutes les Mers et Eaux de l'Empire ottoman, sans aucune Exception; en un Mot, de faire jouir les Marchands et Capitaines, et tous les Sujets russes en général, des Avantages et Prérogatives, comme de l'entière Liberté de Commerce, qui sont formellement stipulés par les Traités existants entre les deux Empires.

3º Conformément à l'Art. I. du Traité de Commerce, qui stipule, en Faveur de tous les Sujets russes en général, la Liberté de Navigation et de Commerce dans tous les États de la sublime Porte, tant sur Terre que sur Mer, et partout où la Navigation et le Commerce pourraient convenir aux Sujets russes, et en verlu des Clauses des Art. XXXI. et XXXV. dudit Traité, qui assurent le libre Passage par le Canal de Constantinople des Navires marchands russes, chargés de Vivres ou autres Marchandises et Productions de la Russie, ou d'autres États non soumis à l'Empire ottoman, ainsi que la libre Disposition de ces Vivres, Marchandises et Productions, la sublime Porte promet de n'apporter aucun Obstacle ni Empêchement à ce que les Bûtiments russes, chargés de Blés et autres Vivres, à leur Arrivée dans le Canal de Constantinople, le Cas échéant, puissent transborder ') leur Cargaison sur d'autres Bâtiments, soit russes ou d'autres Nations étrangères, pour être transportée hors des Étals de la sublime Porte.

4° La sublime Porte acceptera les bons Offices de la Cour impériale de Russie, à l'esset d'accorder, d'après les Exemples précédents, l'Entrée de la Mer Noire aux Bâtiments des Puissances amies du Gouvernement ottoman, qui n'ont pas encore

Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. K. p. 284. Col. 1. note 1.

obtenu ce Privilége, de manière à ce que le Commerce d'Importation en Russie, par le Moyen de ces Bâtiments, et l'Exportation des Produits russes à leur Bord, ne puisse essuyer aucune Entrave.

L'Acte séparé 1. concerne les Provinces de Moldavie et de Valachie, et l'Acte séparé 11. la Servie.

La Convention d'Ackermann u'avait rien stipulé sur la Pacification de la Grèce. La Porte avait confèré le Gouvernement de la Morée au Pocha d'Égypte, à la condition qu'il employerait ses propres Forces à la Soumission de la Province révoltée. Mehemet Ali confia à son fils Ibrahim le soin de faire la Conquête demandée par le Sultan 1).

En vertu du Traité du 6 Juillet 1827, entre l'Angleterre, la France et la Russie 2), ces trois Puissances offrirent leur Médiation au Divan, pour faciliter un Arrangement réclamé autant par un sentiment d'humanité que par l'intérêt du repos de l'Europe 3). La Porte ne répadit point à cette Proposition. A la suite du Comhat naval de Navarin (20 Octobre 1827), dans lequel les Vaisseaux turcs et égyptiens furent foudroyés, incendiés et coulés par les Escadres combinées anglaise, française et russe 1), les Ambassudeurs des Cours d'Angleterre, de France et de Russie quittérent Constantinople (8 Décembre) 5), et le 18 du même mois, le Sultan ordonna une Levée de Bouclier générale contre la Russie 6). Les Armées russes franchirent le Pruth, le 7 Mai 1828. De succès en succès, les Russes avancérent sur Constantinople. Chaque pas de leur Armée ébranlait l'Empire ottoman, et menaçait la Capitale d'une Révolution, et le Grand-Seigneur d'un Soulèvement contre sa Personne. La Paix fut signée à Andrinople), le 14 Septembre 1829 8).

Traité de Paix entre S. M. l'Empereur de toutes 1829, les Russies (Nicolas I) et Sa Hautesse l'Empereur et Padischah des Ottomans (Mahmoud II), conclu à Andrinople, le 14 (2) Septembre 1829°), avec un Acte séparé (concernant les Principautés de Moldavic et de Valachie).

Manifeste impérial, concernant la Pu-

¹⁾ Alletz, l. c. T. II. p. 176.

²⁾ Traité pour la Pacification de la Grèce, concluentre la Grande-Bretagne (George IV), la France (Charles X) et la Russie (Nicolas I), et signé à Londres, le 6 Juillet 1827, avec un Article additionnel du même Jour. [Présenté au Parlement par Ordre de S. M. britannique, en 1828, Londres in fol. — Martens, Recueil, T. XI. Part. I. p. 282. 283, (en français et en anglais.) Part. II. p. 465. (en français d'après une Copie officielle.) — Neueste Stoats-Akten, T. XV. p. 81. (en allemand.) — Lesur, Annuaire, 1827. Appendice. Documents historiques, Part. II. p. 102. Col. 1. (en français.)]

³⁾ Alletz, l. c. T. III. p. 45. sqq.

⁴⁾ Ibidem, p. 56.

^{5 |} Ibidem, p. 61. 62.

⁷⁾ Andrinople (Andrianopolis, que les Tures nomment Édréné), la seconde Ville de la Turquie d'Europe (Roumélie), au confluent de la Tondja et de la Maritza. Elle se dis-

tingue par son Industrie et par le Commerce qu'elle fait avec les productions de son fertile territoire, dont le débouché principal est le Port d'Enos. Elle a environ 100,000 Habitants. (Adr. Balbi, l. c. p. 522. — Langlois, l. c. T. I. p. 137. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. 1. p. 631.)

⁸⁾ Alletz, l. c. T. III. p. 158.

⁹⁾ Allegemeine Preufsische Staats-Zeitung vom 4 Decbr. 1829, No. 336. Aufserordentliche Beilage. (en français et en allemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld.) T. XII. p. 143. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XVI. p. 57. (en français et en allemand.) — Lesur, Annuaire, 1829. Append. Documents historiques, P. II. p. 94. (en français.) — British and foreign State Papers, T. XVI. p. 647. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, I. c. Part. II. T. V. p. 194. (Extrait en français, Art. V. VII. VIII. XIII. XIII. XIV. XV. et XVI.) Nous avons adapté le Texte français, rapporté par la Allgem. Preufsische Staatszeitung.

Les Sujets russes jouiront dans toute l'Étendue de l'Empire ottoman, tant sur Terre que sur Mer, de la pleine et entière Liberté de Commerce, que leur assurent les Traités conclus antérieurement entre les deux Hautes Parties contractantes. Il ne sera porté aucune Atteinte à cette Liberté de Commerce, et elle ne pourra être gênée dans aucun Cas, ni sous aucun Prétexte, par une Prohibition ou Restriction quelconque, ni par suite d'aucun Réglement ou Mesure, soit d'Administration soit de Législation intérieure. Les Sujets, Bâtiments et Marchandises russes seront à l'Abri de toute Violence et de toute Chicane: les premiers demeureront sous la Jurisdiction et Police exclusive du Ministre et des Consuls de Russie: les Bâtiments russes ne seront jamais soumis à aucune Visite de Bord quelconque de la part des Autorités ottomanes, ni en pleine Mer. ni dans aucun des Ports ou Rades soumis à la Domination de la sublime Porte, et toute Marchandise ou Denrée, appartenant à un Sujet russe, après avoir acquitté les Droits de Douane, réglés par les Tarifs, pourra être librement vendue, déposée à Terre dans les Magasins du Propriétaire ou Consignatuire, ou bien transbordée sur un autre Bâtiment, de quelque Nation que ce puisse être, sans que le Sujet russe ait besoin, dans ce Cas, d'en donner Avis aux Autorités locales, et encore moins de leur en demander la Permission. Il est expressément convenu que les Blés, provenant de Russie, jouiront de ces mêmes Priviléges, et que leur libre Transit ne souffrira jamais, et sous aucun Prétexte. la moindre Difficulté ou Empêchement.

La S. P. s'engage en outre à veiller soigneusement à ce que le Commerce et la Navigation de la Mer Noire, en particulier, ne puissent éprouver aucune Entrave, de quelque Nature que ce soit. A cet Effet, Elle reconnaît et déclare le Passage du Canal de Constantinople et du Détroit des Dardanelles entièrement libre et ouvert aux Bâtiments russes sous Pavillon mar-

hlication de la Paix conclue avec la sublime Porte ottomanr, en date de Zarskoje Selo*), le 1 Octobre (19 Septembre) 1829. [Lesur, Annuaire, 1829. Append. Documents historiques, Part. II. p. 101. Col. 1. (en frunçais.) — Neueste Staats-Akten, T. XVI. p. 91. (en allemand.)]

^{*)} Tzarskoïé-Célo, ou le Village du Tzar, à 6 lieues de Saint-Pétershourg, est la Résidence d'été de l'Empereur. (Adr. Balbi, l. c. p. 430. — Langlois, l. c. T. l. p. 689.

Col. 1. Art. Czarko-Zélo ou Zarskoé-Selo.

— Schnitzler, Russie, Pologne et Finlande, p. 305. — Vollstündiges Handbuch, Sect. Ill. T. Il. p. 194.)

chand, chargés ou sur Lest, soit qu'ils viennent de la Mer Noire pour entrer dans la Méditerranée, soit que, venant de la Méditerranée, ils veuillent entrer dans la Mer Noire. Ces Navires. pourvu qu'ils soient des Bâtiments marchands, de quelque Grandeur et de quelque Portée qu'ils puissent être, ne seront exposés à aucun Empêchement ou Vexation quelconque, ainsi qu'il a été réglé ci-dessus. Les deux Cours s'entendront sur les Moyens les plus propres à prévenir tout Retard dans la Délivrance des Expéditions nécessaires. En vertu du même Principe, le Passage du Canal de Constantinople et du Détroit des Dardanelles est déclaré libre et ouvert à tous les Bâtiments marchands des Puissances qui se trouvent en état de Paix avec la sublime Porte, soit qu'ils aillent dans les Ports russes de la Mer Noire, où qu'ils en viennent, chargés ou sur Lest, aux mêmes Conditions qui sont stipulées pour les Vaisseaux sous Pavillon russe.

Enfin, la S. P., reconnaissant à la Cour impériale de Russie le Droit de s'assurer des Guranties de cette pleine Liberté de Commerce et de Navigation dans la Mer Noire, déclare solennellement qu'il n'y sera jamais, et sous aucun Prétexte quelconque, apporté de sa part le moindre Obstacle. Elle promet surtout de ne jamais se permettre dorénavant d'arrêter ou de retenir les Bâtiments, chargés ou sur Lest, soit russes, soit appartenant à des Nations avec lesquelles l'Empire ottoman ne serait pas en état de Guerre déclarée, et passant par le Canal de Constantinople et le Détroit des Dardanelles, pour se rendre de la Mer Noire dans la Méditerrance, ou de la Méditerrance. dans les Ports russes de la Mer Noire. Et si (ce qu'à Dieu ne plaise!), quelqu'une des Stipulations contenues dans le présent Article venait à être enfreinte, sans que les Réclamations du Ministre de Russie à ce sujet obtinssent une pleine et prompte Satisfaction, la S. P. reconnaît d'avance à la Cour impériale de Russie, le Droit de considérer une pareille Infruction comme un Acte d'Hostilité, et d'user immédiatement de Représailles envers l'Empire ottoman.

Les Art. VIII. et IX. concernent les Sommes à payer par la Porte, pour dédommager les Sujets et Négociants russes des Pertes essuyées à diverses Époques, et pour indemniser la Cour impériale de Russie des Dépenses considérables occasionnées par la Prolongation de la Guerre.

Par l'Art. X. la Porte déclare son entière Adhésion aux Stipulations du Traité de Londres, du 6 Juillet 1827, entre la Russie, la Grande-Bretagne et la France (Voyez plus haut

p. 1329. Col. 1. note 2.), et à l'Acte arrêté le 22 Mars 1929 1), d'un commun Accord, entre les mêmes Puissances, sur la Base dudit Traité, et contenant les Arrangements de Détail relatifs à son Exécution définitive.

Tous les Traités, Conventions et Stipulations, arrêtés et conclus à différentes Époques, entre la Cour impériale de Russie et la sublime Porte ottomane, sauf les Articles auxquels il a été dérogé par le présent Traité de Paix, sont confirmés dans toute leur Force et Valeur, et les deux Hautes Parties contractantes s'engagent à les observer religieusement et inviolablement.

Ferman impérial, adressé à toutes les Auto1829, rités civiles et militaires de l'Empire ottoman; en date de Constantinople, du 25 Djemaziul Akhir l'An 1245 de l'Hégire, qui répond au 10 Décembre
(v. st.) 1829 de l'Ère chrétienne 2).

La Paix enfin heureusement conclue entre la sublime Porte, d'éternelle Mémoire, et la Cour de Russie, contient un Article qui dit:

(Suit la Citation littérale des Dispositions arrêtées dans l'Art. V. du Traité qui précèle, depuis les Mots ,, Les Sujets russes jouiront" du premier Alinéa, juqu'aux Mots ,, ainsi qu'il a été réglé ci-dessus" du second Alinéa.)

En Conséquence de l'Amitié existante entre les deux Cours, l'Accomplissement exact de cet Article et des autres, est de première Nécessité. Et, comme c'est Ma Volonté impériale, d'augmenter, cimenter et affermir cette Amitié, J'ordonne à Vous mes Gouverneurs, Naïbs') et autres Officiers, d'inscrire cet Article relatif au Commerce sur les Régistres du Mekiémé'), et Je Vous enjoins de prendre Garde à ce que rien de contraire à son Contenu arrive désormais, puisque Ma sublime Porte est

1) Protocole de la Conférence tenue le 22 Mars 1829, à l'Hôtel des Affaires étrangères à Londres, par les Ministres plénipotentiaires de la Grande-Bretagne, de France et de Russie, [Lesur, Annuaire, 1829. Appendice. Documents historiques, P. II. p. 107. Col. 1. (en français.) — Neueste Stuats-Akten, T. XIV. p. 421. (en allemand.)]

2) British and foreign State Papers, T. XVII. p. 1284. (en français) — Martens, Recueil, Nouveaux Suppléments (par Fréd. Murhard, Goetting ue 1839. T. I. 1761—1829. T. II. 1765—1829.) T. II. p. 538. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XVII. p. 224. (en allemand.) — C'est par er-

reur que les Recueils précités sont correpondre le 25 Djemaziul' Akhir 1245 au 9 Dicembre, au lieu du 10 Décembre 1829. — Cel Acte est omis dans le Recueil de M.M. d'Hauterive et de Cussy.

- 3) Naib. Magistrats du cinquième Ordit Ces Juges inférieurs portent le Titre de Noû qui veut dire Vicaires, parce qu'en effet it sont les Substituts ou les Subdélégués de Molla et des Kadi. Ils sont partagés é cinq Classes, toujours déterminées par la ai ture de leurs fonctions. (d'Ohsson, l. c. T. II p. 573. — von Hammer, Staatsverfassung T. I. Chap. II. p. 134.)
 - 4) Voyez plus haut p. 800. Col. 1. note 4.

Amie et Voisine du Gouvernement russe, et que l'Accomplissement des Traités, qui doivent affermir cette Amitié, est Mon But et Mon Désir.

Vous agirez donc en Conséquence, et Vous prêterez Secours et Aide à tous les Sujets russes, selon la Convention, et Vous Vous garderez de toute Contravention.

La Russie entretient

dans la Turquie d'Europe:

à Constantinople, un Chancelier de Commerce et un Vice-Consul,

à Salonique, un Consul,

aux Dardanelles, un Vice-Consul 1);

dans la Principauté de Moldavie:

à Yassy, un Consul,

à Galatz, un Agent consulaire 2);

dans la Principauté de Valachie:

à Bucharest, un Consul-général 1);

dans la Turquie d'Asie:

à Bethlehem, Erzeroum et à Jaffa, des Consuls,

à Smyrne et à Trébisonde, des Consuls-généraux 1);

dans l'Ile de Candie:

à la Canée, un Consul 5);

en Égypte:

à Alexandrie, un Consul-général pour l'Égypte, la Syrie, la Palestine et l'Ile de Candie 6).

§. 26.

RUSSIE ET PORTUGAL.

(Voyez plus haut Sect. IV. §. 18. p. 503.)

§. 27.

RUSSIE ET PRUSSE 7).

La Stipulation convenue dans l'Art. III. du Traité d'Amitié et d'Alliance, signé à Amterdam, le 4 Août 1717 (Voyez plus baut p. 140.), entre la Russie, la Prusse et la France,

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 101. 103.

²⁾ Ibidem, p. 106.

³⁾ Ibidem, p. 100. 102.

⁴⁾ Ibidem, p. 99. 102, 104, 105.

⁵⁾ Ibidem, p. 100.

⁶⁾ Ibidem, p. 99.

⁷⁾ Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. II. Des Relations entre la Russie et la Prusse, p. 432. §. 450. Commerce. §. 451. Commerce neutre. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 337. Les Auteurs de ce dernier Recueil disent que

portant qu'il serait immédiatement nommé des Commissaires pour régler les Conditions d'un Traité de Commerce et de Navigation, n'eut point de Suites quant aux Relations commerciales entre la Russie et la Prusse.

L'Articl- XII. du Traité d'Alliance, conclu pour huit ans, à St. Pétersbourg, le 11 Avril (31 Mars) 1764, entre la Bussie et la Prusse 1), statue qu'on ne mettra pas de plus grands Droits, Charges et Impôts sur les Vaisseaux et les Sujets des deux Cours, que sur ceux des autres Nations amies, et qu'on ne les traitera pas avec plus de Rigueur.

Par la Convention du 8 Mai 1781 2), les deux Puissances s'assurérent mutuellement la Liberté du Commerce neutre, d'après les l'rincipes établis par le Système de la Neutralité armée.

Par le second des quatre Articles séparés, le Roi de Prusse s'oblige, dans le Cas qu'un gros Tems, ou quelque autre Circonstance, contraindrait des Bâtiments russes à se rejugier dans un Port prussien, soit pour y hiverner, soit pour s'y radouber ou se mettre à couvert, de faire recevoir et traiter lesdits Bâtiments comme ceux d'une Puissence amie et intime Alliée, en leur faisant fournir, à un Prix juste et raisonnable, tant les Materiaux nécessaires pour le Radoub, que les Provisions dont l'Équipage pourrait aveir besoin pour son Entretien, et de faire prendre, en un mot, tous les Arrangements nécessaires, pour que ces Bâtiments et leurs Équipages soient traités et soignés de la Manière la plus amicale.

La Convention signée à St. Pétersbourg, le 18 (6) Décembre 1800³), avait pour ebiel, ainsi que celle du 8 Mai 1781 (Voyez ci-dessus), d'une part, de poser les Principes que doivent abserver les Parties belligérantes à l'égard des Navires marchands, et d'autre part, d'assurer, en Tems de guerre, la Liberté générale du Commerce et de la Navigation.

les Relations commerciales entre la Russie et la Prusse, antérieures au Truité d'Alliance conclu à St. Pétersbourg, le 11 Avril (31 Mars) 1764, étaient basées "sur le Truité de Paix, conclu en 1660, à Oliva, entre la Prusse, "la Russie et la Suède." Cette Assertion est complètement fausse, puisque la Russie n'a point été Partie contractante du Traité de Paix d'Oliva, du 3 Mai 1660, stipulée entre la Suède d'une part, et la Pologne, l'Autriche et l'Électeur de Brandebourg de l'autre. (Voyez plus haut p. 1139, Col. 1. n. 3.)

1) Traité d'Alliance entre S. M. l'Impératrice de toutes les Russies (Cathérine II) et S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II), conclu à St. Pétersbourg, le 11 Avril (31 Mars) 1764. [Mercure historique et politique, Année 1764. T. I. p. 715. (en français.) — Moser, Versuch, T. VIII. p. 225. (en français.) — Wenck, l. c. T. III. p. 881. (en français.) — Martens, Recycil, T. I. p. 224. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. III. Chap. XVII. p. 124. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 338. (Extrait en français, Art. XII. et XIII.)]

2) Convention pour le Maintien de la Liberté du Commerce et de la Nuvigation des Nations neutres, conclue entre S. M. Pimpératrice de toutes les Russies (Cathèrine II) et S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II), à Saint-Pétersbourg, le 8 Mai 1781, avec quatre Articles séparés. [Imprimé séparément

à Saint-Pêtersbourg in fol., en russe et en francais.) - Dohm, Materialien, Ve Livraison. p. 246. (en français.) - Herzberg, Recueil, T. l. p. 457. (en français) - Hennings, Sammlung der Staatsschriften die wührend des Seekrieges von 1776 - 1783, sowohl von den kriegfürrenden als auch von den neutralen Müchten öffentlich bekannt gemacht worden sind (Altona 1784, 1785, T. I. II. in 80.) T. II. p. 428. (en français.) - (M. G. Köster), Neueste Stantsbegebenheiten mit historischen und politischer Anmerkungen (Francfort sur Mein e Mayence 1776-1782, T. I-VIII. in 90, Année 1781. p. 775. (en allemand.) - Mar tens, Recueil, T. III. p. 245. (en français. - Schoell, Hist. abregee, T. IV. Chap. XX p. 55. - d'Hauterive et de Cussy, I. c. P. I T. V. p. 344. (en français.)]

3) Convention de Neutralité ma ritime entre leurs Majestés l'Empereur à toutes les Russies (Paul I) et le Roi (Prusse (Frédéric Guillaume III), co clue à Saint-Pétersbourg, le 18 (6) D' cembre 1800, avec un Article suppléme taire, ratifié le 18 (6) Février 1801. [In primée séparément à St. Pétersbourg in (en russe et en français.) — Martens, I (cueil, T. VII. (de la seconde édition) p. 1 (en français.) — Schoell, Hist. abrég T. VI. Chap. XXX. p. 77. (Sommaire.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. p. 315. (Extrait en français, Art. IV VIII—XI. et l'Art. supplémentaire.)

RUSSIE (ET POLOGNE) ET PRUSSE.

Traité entre S. M. l'Empereur de toutes les Rus1815, sies (Alexandre I) et S. M. le Roi de Prusse (Fré-

déric Guillaume III) (concernant les Arrangements relatifs au Duché de Varsovie et l'Ordre de Choses résultant à cet égard du Concours des Nègociations et des Principes d'Équilibre et de Répartition de Force discutés et soutenus au Congrès de Vienne), Signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815 1.

Les Articles XXII - XXVI. et XXX. statuent sur la Navigation des Fleuves, Rivières et Canaux.

Il sera libre à chacune des deux Puissances d'établir chez l'autre des Consuls ou des Agents de Commerce, à condition néanmoins qu'ils se feront reconnaître d'après les Formes usitées.

Les Art. XXVIII. et XXIX. concernent, le premier, la libre Circulation des Productions et Produits du Sol et de l'Industrie, le second, le Commerce de Transit.

Traité de Commerce et de Navigation en1818,
19 Décembre. tre S. M. l'Empereur de toutes les Russies (Alexandre I) et S. M. le Roi de Prusse (Frédéric
Guillaume III), conclu à Saint-Pétersbourg, le 19 (7)
Décembre 1818 2).

Le Préambule porte: que les Parties contractantes, ayant résolu de donner aux Stipublions arrêtées par le Traité de Vienne, du 3 Mai (21 Avril) 1815, relatives au Commerce et à l'Industrie des Provinces polonaises, de la Délimitation de 1772, la Précision que réchame impérieusement cet Objet de leur Sollicitude commune pour l'Intérêt et le Bien-être de leurs Sujets respectifs, Elles sont convenues de régler par un Acte additionnel toutes les Dispositions qui pourront contribuer à leur faire atteindre un But aussi désirable.

L'Art. I. statue que l'Étendue à laquelle s'applique la présente Convention, quant aux Réglements de Commerce et de Navigation, se compose de tout le Territoire qui a fait ratie de l'ancienne Pologne, depuis l'année 1772, et qui se trouve compris entre la Duna, le Daieper, le Dniester, l'Oder et la Mer, en y comprenant la Prusse orientale.

Art. III.

b. Les Consuls, que les deux Hautes Parties contractantes se reconnaissent mutuellement le Droit de nommer dans les Provinces de l'Étendue susmentionnée, auront l'Autorisation de délivrer des Passeports aux Sujets de leur Gouvernement, qui seraient dans le Cas de se rendre, pour Affaires de Commerce, du Lieu où le Consul réside, dans une autre Pro-

1) Annexe à l'Acte du Congrès de Vienne, No.41. (en français.) — Klüber, Actes, T. VI. p. 97. (en français.) — Schoell, Pièces officielles, T. VIII. Acte du Congrès de Vienne, p. 127. (en français.) — Du Même, Histoire abrégée, T. XI. Chap. XII. p. 78. (Sommaire.) — Gesetzsammlung für die Königl, preufsischen Staaten, 1815. No. 12. p. 128. (en français et en allemand.) —

Martens, Recueil, Suppl. T. VI. p. 236. (en français) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 355. (Extrait en français, Art. IV—XXX.)

2) Gesetzsammlung, 1819. No. 16. p. 166. (en français et en allemand.) — d'Houterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 365. (en français.)

vince, comprise dans l'Étendue déterminée par l'Art. I. Ces Passeports seront délivrés moyennant une Rétribution de deux florins de Pologne ') par Passeport, visés par l'Autorité compétente du Lieu, sans le moindre Retard, et surtout reconnus et respectés réciproquement.

f. Les Certificats d'Origine, mentionnés au Paragraphe précédent, seront délivrés d'après la Formule ci-jointe sub Litt. F. par les Consuls, s'il y en a dans les Lieux d'Expédition, et à leur défaut, par le Magistrat. Dans l'un et l'autre Cas, il sera nécessaire que la Régence du Département (c. à. d. de la Prevince) on un Commissaire, spécialement délégué par elle à cet Effet, constate la Vérité et l'Authenticité de ces Certificats d'Origine.

Dans la Vue de garantir d'une Manière plus immédiale encore, à Leurs Sujets respectifs, la pleine Jouissance des Avantages stipulés ci-dessus, les deux Hautes Parties contractantes se reconnaissent réciproquement le Droit de nommer et de faire résider dans les Provinces de l'Étendue désignée à l'Art. I., des Consuls ou Agents de Commerce, dont la Destination sera d'assister leurs Compatriotes dans les Affaires d'Intérêt qu'ils auraient à y régler, toutes les Fois qu'ils se verraient obligés de recourir à leur Appui, et de veiller à l'Exécution des présentes Transactions, en se conformant aux Réglements ci-après:

En Conséquence de ce Principe, les deux Hautes Puissances sont convenues des Points suivants:

- a. Il sera libre à chacune des deux Hautes Parties contractantes, de nommer dans l'Étendue désignée à l'Art. I. autant de Consuls ou Agents de Commerce qu'Elle jugera convenables, de déterminer les Endroits où ils devront résider, ainsi que l'Étendue dans laquelle ils devront exercer leurs Fonctions.
- b. Il sera libre à chaque Gouvernemant de nommer également un Consul-général, qui, de Droit, sera chargé de veiller sur la Conduite des Consuls, et de leur donner des Directions. Le Consul-général aura le Droit de s'adresser, s'il le juge convenable, directement aux Ministères des Pays où il se trouvera, pour écarter les Difficultés ou Entraves que le Commerce pour-

¹⁾ On compte à Varsovie, ainsi que dans tout le Royaume de Pologne, par florins ou gulden de 30 gros. Le florin répond à

¹ franc 20,72 cent. (Adr. Balbi, l. c. Tableau comparatif des Monnaies, p. 1314.)

rait éprouver. Cette Démarche ne pourra avoir lieu, toutesois, que dans le Cas où, contre toute Attente, les Autorités locales se refuseraient à faire Droit à de justes Réclamations.

- c. Lorsqu'une des Puissances contractantes aura annoncé, dans les Formes usitées, la Nomination d'un Consul ou Agent de Commerce, le Gouvernement auprès duquel il sera destiné à résider, lui fera délivrer son Exéquatur en bonne et due Forme, et il est mutuellement convenu qu'on y apportera le moins de Retard possible.
- d. Dans les Villes ou autres Places de Frontière, le même Individu pourra être accrédité auprès de deux Gouvernements; ainsi, par exemple: le Consul de S. M. le Roi de Prusse à Brody 1), pourra aussi exercer ses Fonctions à Radzivilow 2). Il en sera de même partout ailleurs, où il conviendra aux deux Gouvernements de nommer des Consuls ou Agents de Commerce, pour exercer les mêmes Fonctions dans des Villes d'une Domination différente.
- e. Une des principales Obligations du Consul ou Agent de Commerce, sera de veiller à ce que la présente Convention soit maintenue et exécutée dans tous ses Points et Clauses,
- f. Dans tous les Cas urgents, relatifs aux Affaires de Commerce, il aura le Droit d'adresser directement aux Autorités de l'Arrondissement de son Consulat, des Réclamations verbales ou par écrit, conçues dans la Langue du Pays de sa Résidence, ou en Langue française, en y joignant autant que possible des Traductions.
- g. Il sera autorisé à intervenir dans tous les Différends qui pourraient naître, soit entre ses Compatriotes commerçants, soit entre ceux-ci et des Commerçants ou Habitants du Pays où il résidera, toutes les Fois que les Parties intéressées voudront le prendre pour Arbitre. Les Lois de son Pays, et les Instructions dont il sera muni, détermineront le Degré de Validité que devra avoir sa Décision à l'égard de ses Compatriotes, et en prescriront les Formes.

¹⁾ Brody, Ville d'environ 22,000 Habitants, dans le Royaume de Galicie (la Pologne autrichienne), dans le Cercle de Zlozove. Elle est la première du Royaume sous le rapport commercial, étant l'Entrepêt du Commerce de la Galicie avec la Pologne, la Russie et la Turquie. (Adr. Balbi, l. c. p. 242.

⁻ Langlois, l. c. T. I. p. 397. Col. 2. - Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 424.) 2) Rudzinilof, Ville frontière de la Russie d'Europe (Vollynie), District de Kovno, située presque vis-à-vis de Brody. (Langlois, l. c. T. IV. p. 878. Col. 2. - Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. II. p. 772.)

- h. Il sera également en Droit, d'assister ses Compatriotes commerçants, et il plaidera leur Cause auprès des Autorités de l'Arrondissement de son Consulat, dans tous les Différends et Procès qu'ils pourraient avoir avec les Douaniers et les Habitants du Pays, ou avec des Étrangers par suite de leurs Affaires de Commerce.
- i. Au Cas qu'un Compatriote commerçant du Consul vint à décéder dans l'Arrondissement de son Consulat, et que les Héritiers du Défunt sussent absents, sans avoir de Mandataire présent sur les Lieux, le Consul aura le Droit de s'enquérir des Biens et des Effets du Décédé; de se les faire délivrer par les Autorités locales, en tant que les Lois du Pays n'y sont pas contraires; ensin, de prendre toutes les Mesures nécessaires pour la Sûreté de la Propriété du Défunt, et de soigner ses Affaires, jusqu'à ce que les Héritiers ou leurs Fondés de Pouvoirs se présentent.

k. Les Consuls, en délivrant des Passeports à leurs Compatriotes (Voyez plus haut l'Art. III. b.), seront tenus, sous Peine de Responsabilité personnelle, de veiller à ce que ces Passeports ne deviennent, pour des Gens sans Aveu et évidemment dangereux, un Moyen de s'introduire dans les États respectifs.

l. En qualité de Consuls, ils jouiront des Prérogatives et Priviléges dont jouissent les Consuls des Nations les plus favorisées. Les Armes de leur Pays pourront être arborées à leur Maison, pour indiquer leur Demeure.

Les Consuls des deux Hautes Parties contractantes, dans l'Étendue désignée à l'Art. I., dès qu'ils ne seront pas Sujets du Pays de leur Résidence, et qu'ils ne posséderont pas de Maison à eux appartenante, dans les Villes où ils exerceront leurs Fonctions, seront exempts de tout Logement militaire. Celle Franchise, toutefois, est restreinte à leur Logement personnel.

L'Art. VII. statue que toutes les Stipulations de la présente Convention seront étendues aux Habitants de la Ville de Cracovie et de son Territoire, en autant que, par leur

Nature, elles sont propres à leur être appliquées.

L'Art. VIII. abolit à jamais toutes les Lois et Concessions, tous les Usages, Réglements, Tarifs, Privilèges et Droits particuliers de Commerce des Pilles et des Ports de l'Étendue désignée à l'Art. I., qui se trouveraient en Opposition avec la Teneur de la présente Convention.

Convention de Commerce et de Navigation.

1825,
11 Mars. pour neuf ans, entre S. M. l'Empereur de toutes les
Russies (Alexandre I) et S. M. le Roi de Prusse

(Frédéric Guillaume III), conclue à Berlin, le 11 Mars (27 Février) 1815 1).

Le Préambule porte: que l'Acte additionnel du 19 (7) Décembre 1818, n'ayant plus Force de Loi, les Parties contractantes, sincèrement animées du Désir de mettre à exécution les Dispositions du Traité de Vienne, du 3 Mai (21 Avril) 1815, relatives à la Nacigation et au Commerce, et d'en faire ressentir les Effets salutaires, à Leurs Sujets respectifs, en y apportant les Modifications mutuellement consenties, ont procèdé à la Conclusion de la Concention ci-après.

Les Sujets russes et polonais en Prusse, et les Sujets prussiens en Russie et en Pologne, seront constamment considérés et traités, dans leurs Relations de Commerce, à l'égal des Sujets indigènes. Il est entendu que les Sujets russes et polonais en Prusse, et les Sujets prussiens en Russie et en Pologne se soumettront aux Lois et aux Réglements commerciaux du Pays.

Afin que les Consuls et Agents commerciaux des Puissances respectives puissent veiller à l'Exécution de la présente Convention, il leur sera désigné l'Autorité avec laquelle ils se trouveront en Rapport, dans les Lieux de leur Résidence, et qui sera chargée d'accueillir les Réclamations, qu'en vertu de leurs Attributions ils lui adresseraient.

La Durée de la Convention est fixée par l'Art. XXIII. à neuf ans, à partir de l'Epoque de l'Échange des Ratifications (qui ont eu lieu le 17 Avril 1825). Six Mois avant l'Expitation de ce Terme, les deux Hautes Parties contractantes conviendront de sa Prolongation, s'il y a lieu. Il est entendu que dans le Cas contraire on ne s'en tiendra pas moins au Principes qui ont présidé aux Stipulations du Traité signé à Vienne, le 3 Mai (21 Avril) 1815, relatives à la Navigation et au Commerce.

La Convention n'ayant point été prolongée, la Stipulation enoncée dans l'Art. XXIII. a reçu son Application.

La Russie entretient:

- à Dantzig, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à Stettin, un Consul-genéral,
- à Memel, un Consul,
- à Koenigsberg, un Vice-Consul 2).

La Prusse entretient:

- à Riga, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à Varsovie, un Consul-général,
- à St. Pétersbourg, un Consul et un Vice-Consul,
- à Odessa, un Consul et un Vice Consul,

1) Gesetzsammlung, 1825. No. 8. p. 57. (en français et en allemand.) — Martens, Becueil, Suppl. T. X. Part. II. p. 688. (en français.) — Neueste Staats-Ahten, T. I. p. 30. (en allemand.) — d'Hauterive et de

Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 388. (en français.)

2) Handbuch für den Königlich Preufsischen Staat, für das Jahr 1839. p. 182. – Almanach de Gotha, 1840. p. 76. 77.

1340 LIV. III. CHAP. I. SECT. IX. RUSSIE. §§. 28-32.

- à Libau, Moscou et Windau, des Consuls,
- à Arensbourg (Ile d'Oesel), à Cronstadt et à Pernau, des Vice-Consuls 1).

§. 28.

RUSSIE ET SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 24. p. 321.)

29.

RUSSIE ET SAXE ROYALE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et la Saxe roy ale.

La Russie entretient:

à Leipzig, un Consul-général 2).

La Saxe royale entretient:

à Moscou, à St. Pétersbourg et à Riga, des Consuls 1).

§. 30.

RUSSIE ET SUÈDE (ET NORVÈGE).

(Voyez plus haut Sect. VIII. §. 23. p. 1141.)

§. 31.

RUSSIE ET SUISSE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Russie et la Confédération helvétique.

La Confédération helvétique entretient:

à St. Pétersbourg, un Consul-général et un Vice-Consul 1).

§. 32.

RUSSIE ET TOSCANE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Russie et la Toscane.

La Russie entretient:

à Livourne, un Consul-général s).

La Toscane entretient:

à Odessa, un Consul-général ').

1) Handbuch, etc. p. 172-177. - Alm. de Gotha, 1840. p. 78-83.

2) Staats-Handbuch für das Königreich Sachsen, 1839. p. 311. — Alman. de Gotha, 1840. p. 89.

3) Staats-Handbuch, p. 309. - Alm. de

Gotha, 1840. p. 80-82.

Alm. de Gotha, 1840. p. 82.
 Almanacco Toscano. Firenze. 1839.
 184. — Alman. de Gotha, 1840. p. 96.

6) Almanacco Toscano, 1839. p. 176. -Alm. de Gotha, 1840. p. 81.

§. 33.

RUSSIE ET VENISE.

Quoiqu'il n'eût jamais existé aucune Espèce de Traité entre la Russie et la République de Venise,

la Russie entretenait anciennement

à Venise, un Consul 1).

§. 34.

RUSSIE ET VILLES HANSÉATIQUES.

Ness avens parlé plus haut (T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. VI. Hante. I. B.) des Privilèges dont la Hante jouissait, dans les XIIIe, XIVe et XVe siècles,

Ascus Traité spécial de Commerce et de Navigation n'a été conclu entre la Russic et les trois Villes de Brème, Hambourg et Lubeck, depuis l'Extinction de la Ligue hanséatique.

La Russie entretient:

- à Brème, un Consul,
- à Hambourg, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à Cuxhaven, un Vice-Consul,
- à Lubeck, un Consul-général 2).

Il y a de la part

de la Ville de Brème:

- à Moscou et à St. Pétersbourg, des Consuls,
- à Cronstadt, un Vice-Consul');

de la Ville de Hambourg:

- à Arkhangel, un Consul-général et un Consul,
- à Moscou et à St. Pétersbourg, des Consuls ');

de la Ville de Lubeck:

- à Moscou, à Odessa et à Wibourg, des Consuls,
- à Cronstadt, un Vice-Consul 5).

§. 35.

RUSSIE ET WURTEMBERG.

Il n'existe point de Traite de Commerce entre la Russie et le Wurtemberg.

Le Wurtemberg entretient:

à Saint-Pétersbourg, un Consul-général ').

- 1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. VIII. Chap. VI. Des Relations entre la Russie et l'Italie. §. 464. Venise. p. 444.
- 2) Alman. de Gotha, 1840. p. 13. 61. 65.
- 3) Ibidem, p. 79, 80, 82,
- 4) Ibidem, p. 78. 80. 82.
- 5) Ibidem, p. 79. 80. 81. 83.
- 6) Ibidem, p. 82.

SECTION X.

PRUSSE.

§. 1.

PRUSSE ET AUTRICHE 1).

L'Art. IX. des Préliminaires signées à Breslau, le 11 Juin 1742 ²), et l'Art. VIII. du Traité définitif de Paix, conclu à Berlin, le 28 Juillet de la même année ³), stipulent que, pour mieus consolider l'Amitié entre les deux Hautes Parties contractantes, on nommera incessamment des Commissaires de part et d'autre, pour régler le Commerce entre les États et Sujets réciproques, les Choses restant sur le pied où elles étaient avant la présente Guerre, jusqu'à ce qu'en soit convenu autrement, et les anciens Accords au sujet du Commerce et de tout ce qui y a du rapport, seront religieusement observés et exécutés de part et d'autre.

Par l'Art. VI. du Traité de Paix signé à Dresde, le 25 Décembre 1745 4), les deux Parties contractantes s'engagent mutuellement de favoriser réciproquement, autant qu'il est possible, le Commerce entre leurs États, Pays et Sujets respectifs, et de ne point souffrir qu'on y mête des Entraves ou Chicanes, mais Elles tàcheront plutôt de l'encourager et de l'avancer de part et d'autre fidèlement, pour le plus grand Bien de leurs États et Sujets réciproques 3).

L'Art. XIII. du Traité de Paix perpétuelle, signé à Hubertsbourg, le 15 Février 1763 %, répète la Stipulation contenue dans l'Art. VI. du Traité précédent de 1745, et énonce de plus

1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. IX. Chap. III. Des Relations entre la Prusse et l'Autriche. §. 493. p. 469. Commerce.

2) Articles préliminaires de la Paix entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. la Reine de Hongrie et de Bohème (Marie-Thérèse), conclus et signés à Breslau, le 11 Juin 1742, par l'Entremise des bons Offices de S. M. britannique (George 11). [Wenck, l. c. T. I. p. 734. (en français.) - Rousset, Recueil, T. XVIII. p. 27. (en français.) - Mercure historique et politique, 1742. T. II. p. 130. (en français.) -Hörschelmann, l. c. T. II. p. 54. (en allemand.) - Hempel, Staats-Rechts-Lexikon (Francfort et Leipzig 1751-1755. T. I-IX. in 40.) T. IV. p. 1003. (en allemand.) - Schoell, Histoire abrégée, T. II. Chap. XVI. p. 310. (Sommaire.)]

3) Traité définitif de Paix entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. le Roine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), conclu et signé à Berlin, le 28 Juillet 1742, par la Médiation et l'Entremise de S. M. britannique (George II). [Wenck, l. c. T. I. p. 739. (en français.) — Rousset, Recueil, T. XVIII. p. 33. (en français.) — Hempel, Staats-Rechts-Lexikon, T. IV. p. 39. (en allemand.) — Hörschelmann, l. c. T. I. p. 66. (en allemand.) — Schoell, Histoire abrégée, T. II.

Chap. XVI. p. 311. — & Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 140. (Extrait en français, Art. VIII.)]

4) Traité définitif de Paix, de Reconciliation et d'Amitié entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. l'Impératrice, Reime de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), conclu et signé à Dresde, le 25 Décembre 1745. [Wenck, l. c. T. II. p. 194. (en français.) — Rousset, Recueil, T. XIX. p. 432. (en français.) — Macure hist, et polit. 1746. Part. I. p. 158. (en français.) — Moser, Versuch, T. X. Part. II. p. 68. (en français.) — Schoell, Histoir abrêgée, T. II. Chap. XVI. p. 386. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. l. (Extrait en français, Art. VI.)

5) C'est par erreur que dans le Recueil de M.M. d'Hauterive et de Cussy (Part. II. T. I. p. 142.), le Traité de Commerce entre la Lombardie autrichienne et le St. Siège, du 7 Dècembre 1757, se trouve placé sous la Rubrique des Traités entre l'Autriche et la Prusse. L'Errata du T. I. ne corrige point cette erreur, et il n'en est pas fait mention non plus dans le T. V., qui contient (p. 437-440.) les Traités de Commerce conclus entre la Cour de Rome et les autres Puissances.

6) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II.
 T. I. p. 141. (Extrait en français, Art. XIII.)
 Comp. plus haut p. 1085. Col. 1. note .

l'Intention des deux Purties contractantes de faire travailler à un Traité de Commerce, aussitit que faire se pourra; mais, en attendant et jusqu'à ce qu'on ait pu convenir sur cet Objet, chacune d'Elles arrangera dans ses États, selon sa Volonté, tout ce qui a rapport au Commerce.

Le Traité de Paix, signé à Teschen 1), le 13 Mai 1779 2), confirme et renouvelle (Art. XII.) tous les Traités antérieurs, depuis la Paix de Westphalie (1648), et nommément ceux de Breslau et de Berlin de 1742, de Dresde de 1745, et de Hubertsbourg de 1763.

La Prusse et l'Autriche accèdèrent mutuellement, par des Actes, signés à Vienne, le 4 Mai 1815 3), aux Traités respectivement conclus par chacune d'Elles, le 3 du même mois, avec la Russie, relativement aux Affaires de la Pologne 4) 8).

Convention conclue à Varsovie, le 22 Mars 1817,

21 Mars.

entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) et S. M. l'Empereur d'Autriche (Fran-,
çois I), en Conséquence des Stipulations du Traité du 3 Mai
(21 Avril) 1815, concernant le Commerce des Provinces prussiennes et autrichiennes de la Pologne, en tant qu'elles ont
fait partie du Royaume de Pologne, tel qu'il existait en 1772 °).

La Prusse sera libre d'établir, outre l'Agent commercial qu'Elle a à Brody, un autre à Léopol 1), ou

1) Teschen ou Tiessin, petite Ville d'environ 5000 habitants, située sur l'Else et le Bobreck; Chef-lieu du Cercle et du Duché du même nom, dans le Margraviat de Moravie (Empire d'Autriche). (Langlois, l. c. T. IV. p. 1367. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 405.)

2) Traité de Paix entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), conclu et signé à Teschen, le 13 Mai 1779 (avec un Article séparé et les Conventions, Garanties et Actes annexés), sous la Médiation de la France (Louis XVI) et de la Russie (Cathérine II). (Imprimé séparément, en français, en 1779, à Paris et à Vienne, in 40. - Herzberg, Recueil, T. II. p. 267. (en français.) - Nouvelles extraord, 1779. No. 25 -48. (en français.) - Martens, Recueil, T. II. p. 661. (en français.) - Storia dell' anno 1779. p. 20. (en italien.) - Faber, Neue Europäische Staatskanzeley, T. LIII. p. 1. (en français.) - Moser, Teschner Friedensschlufs mit Anmerkungen. - Schoell, Hist. abrégée, T. III. Chap. XIX. p. 326. (Sommaire.) - L'Extrait donné par M.M. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 141., des Art. I. II. et XII., n'est point un Extrait, mais un Sommaire très incorrect. L'Art. II. ne statue point sur le Rétablissement de l'Amitié et de la bonne Intelligence, mais sur l'Amnistie générale accordee de part et d'autre aux Sujets respectifs. L'Art. XII. ne confirme pas seulement le Traité de Westphalie, mais tous les Traités conclus depuis entre les Parties contractantes, et nommément ceux de Breslau, de Berlin, de Dresde et de Hubertsbourg.

3) Acte d'Accession de la Cour impériale d'Autriche au Traité du 3 Mai 1815, entre les Cours de Prusse et de Russie, relativement aux Affaires de la Pologne. Fait à Vienne, le 4 Mai 1815. (Gestzsammlung, 1815. p. 158. (en français et en allemand.) — Martens, Recueil, Supplém. T. VIII. p. 127. (en français.) Il n'est point fait mention de cet Acte dans l'Histoire abrégée de Mr. Schoell.)

L'Acte qui précède a été échangé contre un Acte pareil d'Accession de la Cour de Prusse, au Traité du 3 Mai 1815, entre les Cours d'Autriche et de Russie, relativement aux Affaires de Pologne.

- 4) Traité entre la Prusse et la Russie, relativement au Duché de Varsovie. Fait à Vienne, le 3 Mai 1815. (Voyez plus haut p. 1335, Col. 1. note 1.)
 - 5) Voyez plus haut p. 1197. Col. 1. note 1.
- 6) Martens, Recueil, Supplement, T. VIII. p. 537. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 294. (en français.)
- 7) Léopol (Lwow) ou Lemberg, Ville d'environ 50,000 habitants. Capitale autrefois de la Hussie rouge, et aujourd'hui de toute la Pologne autrichienne (Galicie), sur les bords du

dans toute autre Ville de la Galicie; de même que l'Autriche sera libre de nommer un Agent commercial ou Consul à Dantzig ou à Thorn, si Elle le juge à propos.

Par une Déclaration ministérielle, du 1 Mai 1831, échangée entre le Ministère des Affaires étrangères de S. M. le Roi de Prusse, et l'Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. l'Empereur d'Autriche près la Cour de Berlin 1, les deux Cours convinrent d'abolir toute Différence dans le Traitement des Navires respectifs et de leurs Cargaisons dans les Ports prussiens et autrichiens. Cette Convention, qui expire le 1 Avril 1841, restera en vigueur jusqu'à l'Expiration de douze Mois, qui suivront l'Annonce officielle faite par l'une des Paissances contractantes, de vouloir l'annuler.

La Prusse entretient:

à Trieste et à Venise, des Consuls ').

L'Autriche entretient:

à Dantzig et à Stettin, des Consuls ').

§. 2.

PRUSSE ET BADE.

Il n'existe point de Traité spécial de Commerce entre le Royaume de Prusse et le Grand-Duché de Bade.

Le Grand-Duché de Bade accéda, le 12 Mai 1835, à l'Association de Douanes et de Commerce allemande (deutscher Zoll- und Handels-Verein) *).

L'Art.

Peltere, affluent du Bug. (Adr. Bulli, l. c. p. 242. — Langlois, l. c. T. III, p. 135. Col. 2. — Follständiges Handbuch, Sect. I. T. II, p. 422.)

 Gesetzsammlung, 1831. No. 6. p. 61. (en allemand.) — Martens, liecucil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 353. (en allemand.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 297. (Sommaire.)

2) Handbuch für den Königl, Prenfsischen Hof und Staat, 1839, p. 176, 177. — Hofund Staats-Schematismus des oesterreichischen Kaiserthums, 1839, Part. I. p. 224, 226. — Almanach de Gotha, 1840, p. 10, 11.

3) Handbuch etc. 1839. p. 181. — H. und St. Schematismus, 1839. Part. I. p. 237. — Almanach de Gotha, 1840. p. 76. 77.

Voyez plus bas p. 1354. Col. 1. Tabl. I.
 No. X.

5) Association de Douanes et de Commerce allemande (deutscher Zoll- und Handels-Verein). Des Particuliers †) avaient mis en avant, à Novemberg, en 1819, l'idée de former une Association de Commerce pour PAIlemagne méridionale (Sûddeutscher Han-

dels verein), dans le but d'affranchir le Commerce des Entraves qui génaient son Développement, et d'établir un Système uniforme de Douunes; ils réclamèrent à cet effet la Coopération de la Diète germanique, et celle des Cours de Mmich, de Stuttgart, de Carlsruhe, de Darmstadt, de Cassel, de Berlin et de Vienne, etc. Mais la Diète n'était point à même de faire adopter des Mesures qui eussent froissé les Intérets de l'Autriche et de la Prusse, les deux Membres les plus puissants de la Confédération, et ces deux États, contre le Système desquels les Plaintes et les Doléances de l'Union projetée de Nuremberg étaient dirigées dans le Fond, maintinrent leurs Systèmes respectifs, sans s'engager dans aucune Discussion sur la Matière. Il n'en était pas de même des l'uissances du second et troisième ordre. Des l'Iénipotentiaires de la Bavière, du Wurttemberg, de Bude, des deux Hesse, des Maisons ducales de Saxe, du Duc de Nassau, des Princes de Hohenzollern et de Schwarzbourg, s'assemblerent en Congrès à Darmstadt, en 1821, à Francfort et à Arnstudt, en 1823, et à Stuttgart, en 1825, pour délibérer sur les

^{&#}x27;) Les Négociants Ellch de Kunsbeuern et Schnell de Nuremberg, ainsi que le Professeur List de Tubingen,

L'Art. XIX. du Traité d'Accession porte:

Les Ports de Mer prussiens seront ouverts au Commerce

Mayens de concilier les Intérêts particuliers de chaun des différents États avec l'Intérêt général. On ne put toutefois réussir à s'entendre, et quelque lucides que fussent les Discours prononcés dans ces Assemblées '), ils n'aboutirent qu'a approcher la Bavière et le Wurttemberg, qui conclurent un Traité de Commerce et de Douancs (12 Avril 1827), tandis que les deux Hesse redoublèrent de Restrictions l'une vis-àvis de l'autre, et que la Hesse électorale se hasarda même à user de Représailles contre le Système de la Prusse.

En 1828 (18 Janvier), la Bavière et le Wurttemberg, y compris les deux Principautés de
Hohanollera (Sigmaringen et Hechingen), qui,
depuis le 28 Juillet 1824, s'étaient déjà associées
au système de Douanes reurttembergeois, signèrent un Traité fondamental pour la Percepion des Droits de Douanes en commun,
et l'Adoption du Tarif bavarois. Cette Association n'embrassait toutefois qu'un Territoire
trap limité "), pour qu'à elle seule elle pût réaliser le But qu'il s'agissait d'atteindre, et les
autres petits États, loin de manifester des Intentions conciliatrices, s'entourèrent de nouvelles Barrières.

Dans l'intervalle, le Gouvernement prussien, vouant une constante sollicitude à l'établissement d'un Système fixe et homogène de Douanes dans toute la Monarchie, Système préparé et successivement développé depuis l'année 1810 ""), avait conclu avec les Duchés d'Anhalt (Bernbourg, Dessau et Kothen), avec la Principauté de Lippe-Detmold et avec le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin, différentes Conventions relatives à leurs Possessions enclavées dans le Territoire prussien.

En 1828 (14 Février), la Prusse forma avec la Hesse grand-ducale une Association pareille à celle de la Bavière et du Wurttemberg.

Une Association intermédiaire centrale, évidemment opposée à celle de la Prusse et de la Hesse grand-ducale, s'était formée à Cassel (24 Septembre 1828) t), entre la Saxe royale, le Hanovre, la Hesse électorale, le Grand-Duché de Saxe - Weimar - Eisenach, les Duchés de Brunsnick et de Nassau, le Duché d'Oldenbourg, les Duchés de Saxe-Altenbourg, Saxe-Cobourg-Gotha, Saxe-Meiningen, le Landgraviat de Hesse - Hombourg, les Principautés de Reufs (Greitz, Schleitz, Lobenstein et Ebersdorf) et de Schwarzbourg-Roudolstadt, et les

') Les Orateurs les plus ardents et les plus habiles étaient, Miller (d'Ilmenstadt), List et Schnell.

") Cette Association embrassait 1765 milles carrés, avec 5,646,000 habitants.

") La Législation prussienne sur le Commerce et sur les Douanes, repose principalement sur

l'Édit du 2 Novembre 1810, complété plus tard par

la Loi du 7 Septembre 1811, qui proclame la Liberté de l'Industrie.

L'Edit du 20 Mars 1813, qui ouvrit les Ports prussiens aux Navires et aux Marchands de loules les Nations amies.

l'Ordre du Cabinet du 16 Mai 1814, qui affranchit le Commerce de Transit des Entraves que lui avait imposées le Système continental.

la Loi du 17 Janvier 1816, qui abolit comme centraire aux Rapports actuels du Commerce, la Defense d'exporter de l'or et de l'argent mon-layés, défense qui existait depuis 1779.

la Loi du 16 Mai, qui introduisit dans la Monarchie un Système uniforme de Poids et Me-

la Loi du 11 Juin, qui supprime dans certaines Parties du Royaume les Douanes fluviales, provinciales et intermédiaires, complétée par les Dispositions de la Loi du 26 Mai 1818.

la Loi du 3 Novembre 1817, relative aux Crédits et aux Banques.

la Loi du 26 Mai 1818, qui régle les Droits de Douane et de Consommation à percevoir sur les Marchandises étrangères, ainsi que sur le Commerce entre les diverses Provinces de la Monarchie: elle contient les Titres suivants: I. Commerce avec l'Étranger; II. Droits sur le Commerce avec l'Étranger; III. Commerce à l'intérieur; IV. Dispositions générales.

le Réglement du même jour, pour les Droits de Douane et de Consommation.

Ce sont les Dispositions établies par le Réglement que nous venons de citer, et par la Loi du 26 Mai 1818, successivement interprétée, expliquée et modifiée, qui ont, en quelque sorte, servi de Base au Système de Douanes qui régit aujourd'hui l'Association allemande. [Yoyex Gesettzsammlung, les années citées ci-dessus.—F. G. Schimmelfennig, Die preutsische Zollgesetzgebung (Potsdam 1837. in 80.).]

t) Martens, Recueil, Suppl. (par Saulfeld), T. XI. Part. II. p. 691. — Gesettsammlung für das Königreich Sachsen, 1829. p. 5. No. 2. — Neueste Staats-Akten, T. XIII. p. 149. des Sujets du Grand-Duché de Bade, ainsi qu'à celui des Sujets

Villes libres de Francfort et de Brème (Mitteldeutscher Handelsverein, Association de Commerce pour l'Allemagne centrale) i; cette Association devait durer d'abord jusqu'au 11 Décembre 1834; on convint, en 1829, de prolonger sa Durée jusqu'en 1840, mais longtems avant ce terme elle essuya des Défections qui, après avoir paralysé son Action, ne tardèrent pas à en amener la Dissolution.

En 1829 (27 Mai), les deux Associations prusso-hessoise et bavaro-wurttem-bergeoise, firent un Traité, ayant pour objet de faciliter le Commerce et les Relations industrielles entre les États respectifs, en stipulant en même tems pour les Gouvernements qui déjà avaient accédé au Système de Douanes de l'une ou l'autre des Parties contractantes.

Bientôt après, le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha (3 et 4 Juillet 1829), le Landgraviat de Hesse-Hombourg (31 Décembre 1829), le Grand-Duché d'Oldenbourg (24 Juillet 1830), adhérèrent au Système de la Prusse pour celles de leurs Possessions qui sont enclavées dans le Territoire prussien; - le Duché de Saxe-Meiningen (3 Juillet 1829), le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha (4 Juillet 1829), les Principautés de Reufs-Schleitz et de Reufs-Lobenstein et Ebersdorf (9 Décembre 1829) **), et le Grand-Duché de Saxe-Weimar (11 Février et 10 Août 1831) ***), sans accéder au Système prussien, firent des Conventions avec la Prusse, pour faciliter le Commerce réciproque, tandis que de l'autre part, le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha (14 Janvier 1831), pour le Baillage de Koenigsberg, le Grand-Duché de Saxe-Weimar (25 Janvier 1831), pour le Baillage d'Ostheim, le Grand-Duché de Bade (12 Avril 1831), pour les Bourgs de Schluchtern et Ruchsen, et pour les Bourgs de Widdern et Edelfingen, possédés en partie par Bude et en partie par le Wurttemberg (Condominats-Orte), accéderent au Système bavaro-wurttembergeois.

Cependant, les Etats formant l'Opposition principale à l'Association prusso-hessoise et bavaro-murttembergeoise, c. à. d. la Hesse électorale, le Hanovre, le Grand-Duché d'oldenbourg et le Duché de Brunswick, dejà Sgnataires de l'Association centrale (Mitteldeutscher Verein), se liguèrent par un nouveau Traité séparé, conclu à Einbais (Eimbecker Separat-Vertrag), le ? Mars 1830 t), qui devait rester en viguent jusqu'en 1841 tt). Mais ce Traité, tout com celui de l'Association centrale, ne tarda pas i être ébranlé: la Défection de la Hesse élatsrale, qui, mieux éclairée enfin sur ses véritables Intérêts, accéda au Système prussien par sub Traite du 25 Août 1831, ajouta un nouveau poids dans la balance, en faveur de l'Association prusso-hessoise et bavaro-wurttembergeoise. Dislors, le principe de l'Unité commerciale en Allemagne, triompha du Système d'Isolement.

Le Traité conclu le 22 Mars 1833, entre la Prusse et les deux Hesse d'une part, et la Bevière et le Wurtemberg de l'autre part. fit suivi, le 30 Mars de la même année, de l'Acession de la Saxe royale, le 11 Mai, de celle de l'Union dite de Thuringe ttt), le 12 Mai 1835, de celle du Grand-Duché de Lade, le 10 Decembre 1835, de celle du Duché de Nassau, et le 2 Janvier 1836, de celle de la Ville libre de Francfort. C'est depuis cette époque qu'on peut conprendre les différentes Associations, barare wurttembergeoise, prussienne, prusso-hessoist. prusso-hessoise et bavaro-wurttembergeoise, celle dite de Thuringe, sous la Dénomination collective d'Association de Douanes et de Comment allemande. Il avait été stipulé par l'Art. L. de Traité précité du 22 Mars 1833, entre la Pruss et les deux Hesse d'une part et la Baviere et le Wurttemberg de l'autre part, que nles Ar "sociations de Douanes existant actuellement " entre les États susnommés, formeraient à [1-"venir une Association générale, liée par un

Cette Association embrassait 656 milles carrés, avec 2,530,000 habitants.

[&]quot;) avec la Réserve d'accèder, soit à l'Association prusso-hessoise, soit à l'Association bavoro-wurttembergeoise.

[&]quot;Association prusso-hessoise.

t) Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XII. p. 334. — Neveste Staats-Akten, T. XIX. p. 336.

tt) Cette Association embrassait 1087 milles carrés, avec une population de 2,616,000 habitatis ttt) L'Association dite de Thuringe, signi à Berlin, le 10 Mai 1333, se compose de la Prusse (pour le Territoire d'Erfurt, et ses l'assessions en Thuringe), de la Hesse citetoris (pour le Cercle de Schmalkalden), du Grad-Duché de Saxe et des Principautés de Norverbourg et de Reufs. Elle embrasse un Territoire de 233,49 mille carrés, avec une populaise de 908,478 habitants.

des autres États faisant partie de l'Association, contre le Paye-

"Système commun de Douanes et de Commerce, "et embrassant tous les Pays y compris." *).

Un Traité spécial fut signé par la Prusse, comme représentant les États associée, avec le Hanorre et le Duché de Brunswick, le 1 Nevembre 1837. Le Territoire commercial de l'Allemagne, actuellement régi par un Système uniforme de Douanes, s'étend aujourd'hui (1840) sur 8,252,71 mille carrès, avec une Population de 25,153,847 habitants.

	Mille carrées.	Habitants.
Prusse, et États liés plus étroitement à son Système		
de Douanes	5,157,21.	13,690,653.
Bavière	1,477,26,	4,251,118.
Saxe royale	271,68.	1,595,668.
Wuttemberg	385,15,	1,631,779.
Bade	279,54.	1,232,185.
Hesse électorale	182,10.	640,674.
Hesse grand-ducale	179,25.	769,691.
États formant l'Union dite de Thuringe	233,49,	908,478.
Nassau	82,70.	373,601.
Francfort	4,33.	60,000.
(Veyez plus bas les Tableaux I. II. et III.) Total	8,252,71.	25,153,847.

Les Principes fondamentaux de l'Association de Douanes et de Commerce allemande sont: 1º la Liberté absolue du Commerce entre les États associés; à la seule exception a) des Objets monopolisés (les Cartes à jouer et le Sel); b) des Produits indigenes, dont la Production ou Fabrication est soumise dans l'Intérieur des États contractants à des Impôts différents, ou exceptes de tout Droit dans un État et importes dans un autre, qui, par cette raison, doivent être assujétis à un Droit de Compensation; c) des Objets qui, sans préjudicier aux Brevets d'Invention ou Priviléges concédés dans un des États contractants, ne peuvent y être imités ou importés, et deivent, par conséquent, être exclus pendant la durée des Brevets ou Priviléges de l'Importation dans l'État qui les a accordés; 20 un Système uniforme de Douanes, pour les Droits d'Entrée, de Sortie et de Transit, sauf les Medifications qui, sans faire tort au But commun, résultent nécessairement, soit de la Législation particulière qui régit chaque État contractant, soit d'Intérêts locaux; 3º l'Adoption d'un même Tarif; 4º la Communauté des Recettes de Douanes, dans la proportion de la Population pour laquelle chaque État se trouve dans l'Union; 50 la Résolution d'unir leurs Efforts pour introduire dans les États respectifs un Système uniforme de Monnaies, de Poids et de Mesures; 6º la Conclusion d'un Cartel réciproque, pour protéger le Système commun de Douanes contre la Contrebande. - Dans le cas où d'autres États allemands manifesteraient le désir d'être reçus dans l'Association, les Parties contractantes se déclarent prêtes à accéder à ce désir par des Truités spéciaux, en tant toutefois, que cette Accession s'accordera avec les Intérêts particuliers des Membres de l'Association. - Le Terme des Traités qui lient les Membres de l'Association, est provisoirement fixé au 1 Janvier 1842; s'il n'est pas dénoncé pendant ce laps de tems, et au plus tard deux uns avant son expiration, il sera considéré comme prolongé pour la durée de douze ans, et ainsi de suite de 12 en 12 ans. Mais cette dernière Stipulation n'est faite que pour le Cas où dans l'intervalle, tous les États de la Confédération germanique ne se seraient pas concertés sur des Mesures remplissant complètement le but de la présente Association de Douanes, conforme au voeu de l'Art. XIX. de l'Acte de la Confédération germanique ").

[&]quot;) Die dermalen zwischen den genannten Staaten bestehenden Zollvereine werden für die Zukunft einen durch ein gemeinsames Zoll- und Handelssystem verbundenen und alle darin begriffenen Länder umfassenden Gesammt ver ein bilden.

[&]quot;) "Les États confédérés se réservent de "délibérer, dès la première Réunion de la "Diète à Francfort, sur la Manière de régler "les Rapports de Commerce et de Naviga-"tion d'un État à l'autre, d'après les Principes "adoptès par le Congrès de Vienne."

ment de Droits parsaitement égaux à ceux que les Sujets de S.

Des Traités spéciaux avec l'Association de Douanes et de Commerce allemande ont été conclus par le Royaume des Pays-Bas, le 21 Janvier, par la Ville de Hambourg, le 31 Décembre 1839, par la Ville de Brème, le 4 Juillet 1840. (von Amsberg, Ueber die Einigung der Handelsinteressen Deutschlands (Brunswick 1831. in 80.). - Pochhammer, Handbuch zur vollständigen Kenntnifs der Zollverfassung und Verwaltung in den Königl, preufsischen Staaten (Berlin 1832. in So.). - Ranke, Historisch-politische Zeitschrift (Berlin 1832-1836. T. I. II. in 8°.) T. II. p. 508. Ueber den deutschen Zollverein, par L. K. – Cunow, Sachsens Anschlufs an den preufsischen Zollverband (Dres de et Leipzig 1833.). - G. F. Krause, Der große preufsisch-deutsche Zollverein. in Beziehung auf den thüringischen Zollverband (Ilmen au 1831.). - Conversations-Lexikon der neuesten Zeit und Litteratur (Leipzig 1834. T. I - IV. in 80.) T. IV. Supplement, p. 1247. Art. Preufsisch-deutscher Zollverein. Schoenbrodt, Sammlung der Verordnungen über die Gewerbe-, Handels- und Abgaben - Verhültnisse in den Vereins - Staaten Deutschlands (Potsdam 1834.) - Pochhammer, Jahrbücher der Zoll-Gesetzgebung und Verwaltung des deutschen Zoll- und Handel-Vereins (Berlin 1834-1838. 5 Vol. cet Ouvrage sera continué.) - Nebenius, Der deutsche Zollverein, sein System und seine Zukunft (Carlsruhe 1835. in 80.). - C. C. Becher, Ueber den deutschen Zollverbund (Cologne et Aix-la-Chapelle 1835.). -G. W. von Wedekind, Vaterländische Berichte für das GH. Hessen (Darms tadt 1835.) - H. K. Rau, Archiv der polit. Occonomie und Polizeiwissenschaft (Heidelberg 1837.).

- Deutsche Viertel-Jahrsschrift (Stuttgart et Tubingen 1838, in 80.) II. Cahier. p. 319. Ueber die Entstehung und Erweiterung des grofsen deutschen Zollvereins, par Fr. Nebenius. - F. W. Dieterici, Statistische Uebersicht der wichtigsten Gegenstünde des Verkehrs und Verbrauchs im preufsischen Staate und im deutschen Zollverbande, in dem Zeitraum von 1831 - 1836, aus amtlichen Quellen dargestellt (Berlin 1838.). - J. H. Thieriot, Welchen Einfluss auf dem Felde des süchsischen Gewerbfleifses und Handels hat der Anschlufs des Königr. Sachsen en den preufsischen Zollverein bis jetzt gehalt (Leipzig 1838.) - Deutsche Viertel-Jahrsschrift, 1839. III. Cahier. p. 166. H. F. Osiander, Beleuchtung des zwischen den dentschen Vereinsstaaten und den Niederlanden abgeschlossenen Handelsvertrags. - Ibidem, 1840. L. Cahier. p. 255. Ueber die Wirkungen des großen deutschen Zollvereins und die Entwickelung seiner Gesetzgebung, par Fr. Nebenius. - Ibidem, p. 326. Ueber die Einführung eines gemeinschaftlichen Münzsystems in den deutschen Zollvereinsstaaten. - John Bowring, Report on the Prussian commercial Union, addressed to the Right Honourable Lord Viscount Palmerston, Her Majesty's Secretary of State for foreign Affairs. Presented to both Houses of Purliament by Command of Her Majesty (Londres 1840. in fol.). Traduit en allemand par E. G. Buck (Berlin 1840. in 80.). - P. A. de la Nourais et E. Bères, L'Association des Douanes allemandes, son passé, son avenir (Paris 1841. in 8°.) — Conversations-Lexikon, T. XIL p. 517. Art. Zollvereine. - d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 288. 326. 327.)

¥.

TABLEAU des différents Traités relatifs

- A. à l'Association de Commerce et de Douanes bavaro-nurttembergeoise.
- B. à l'Association prussienne, et, plus tard, prusso-hessoise.
- C. à l'Association prusso-hessoise et bavaro-wurttembergeoise.
- D. à la grande Association allemande.

(Depuis le 28 Juillet 1824 jusqu'au 31 Décembre 1840, d'après l'Ordre chronologique.)

.

Association BAVARO-WURTTEMBERGEOISE.

I. Traité de Commerce et de Douanes entre la Bavière et le Wurttemberg, signé à Munich, le 12 Avril 1827. (Regierungs-Blatt für das Königreich Bayern, No. 17.

M. prussienne sont tenus de payer, et les Consuls de l'une ou

du 28 Avril 1827. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saulfeld), T. XI. P. I. p. 167. — Neueste Staats-Akten, T. VII. p. 258.)

Traites de Commerce et de Douanes entre le Wurttemberg et les Principautes de Hohenzollern-Sigmaringen et de Hohenzollern-Hechingen, publies à Stuttgard, le 28 Juillet 1824. (Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg, du 5 Août 1824. No. 40. p. 575. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. Part. II. p. 560.)

II. Traité fondamental de Douanes entre la Bavière et le Wurttemberg, signé à Munich, le 18 Janvier 1828, auquel les deux Principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen accèdent le même jour. (Association pour la Perception des Droits en commun, et Adoption du Tarif bavarois.) [Regierungs-Blatt für das Königreich Württemberg, du 18 Février 1828. No. 10. — Martens, Recneil, Suppl. (par Saulfeld), T. XI. P. II. p. 529. — Neueste Staats-Akten, T. X. p. 407. — d'Haute-ine et de Cussy, I. c. P. II. T. I. p. 247. (en français.)]

Réglement de Douanes concerté entre le Wurttemberg, la Bavière et les Principautés de Hohenzollern-Hechingen et de Hohenzollern-Sigmaringen, publié à Stuttgard, le 26 Septembre 1823. [Regierungs-Blutt f. d. K. Württemberg, 1828. No. 61. p. 727. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. P. II. p. 703. (en allemand.)]

III. Convention entre la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et le Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach de l'autre part, concernant la Réception du Baillage saxon d'Ostheim dans le Système de Douanes de Bavière et de Wurttemberg, signée le 25 Janvier 1831. (Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern, du 30 Mars 1831. No. 14. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 193. — Neueste Staats-Akten, T. XXIV. p. 43.)

N. Traité de Commerce entre la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et le Grand-Duché de Sauxe-Weimar-Eisenach de l'autre part, avec un Curtel de Douanes y relatif, conclu le 10 Mars 1831. (Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern, A. 1831. p. 539, No. 33. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saulfeld.), T. XIII. p. 222.)

Convention entre le Royaume de Wurttemberg et le Grand-Duché de Bade, concernant l'Accession respective de quelques Encluves de l'un de ces deux États au Système de Douanes de l'autre, en date du 12 Avril 1831, publiée officiellement à Carlsruhe, le 19 Mai 1831. (Grofsherzogl. Budisches Staats- und Regierungs-Blatt, 1831. No. VIII. — Martens, Recueil, Suppl. (p. Murhard), T. XIV. p. 373.)

V. Traité entre la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha de l'autre part, concernant l'Accession du Baillage saxon de Koenigsberg au Système de Douanes de Bavière et de Wurttemberg, signé le 14 Juin 1831. (Regierungs-Blatt für das Königreich Baiern, 1831. du 17 Octobre. No. 37. — Martens, Recuil, Suppl. (par Saulfeld), T. XIII. p. 369. — Neueste Staats-Ahten, T. XXV. p. 408.)

B.

Association Prussienne, et, plus tard, Prusso-Hessoise.

I. Traité de Commerce et de Doyanes entre la Prusse et le Grand-Duché de Hesse, signé à Berlin, le 14 Février 1828, [Gesetzsammlung für die Königl. Preufsischen Staatea, Année 1828, p. 30. No. 1142. — Grofsberzoglich-hessisches Regierungs-Blatt, du 6 Mai 1828. No. 18. p. 113. — Martens, Reweil, Suppl. (par Sauffeld), T. XI. Part. II. p. 550. — Neueste Stauts-Akten, T. XI. p. 235. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. IV. p. 415. (Extrait en français, avec la date du

- 5 Mai, qui est celle de la Publication faite à Darmstadt, mais non celle de la Signature.) — British and foreign State-Papers, T. XVI. 1828 —1829. (publié en 1832) p. 1265. (en anglais.)]
 - a) Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, concernant les Droits perçus sur la Frontière extérieure du Territoire prussien, du Commerce du Baillage ducal et enclavé de Muhlingen, signé à Berlin, le 10 Octobre 1823. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1823.

l'autre des Parties contractantes, établis dans les Ports et Places

p. 177. No. 834. — Martens, Recuell, Suppl. (par Saalfeld), T. X. P. I. p. 344. — Neueste Staats-Akten, T. X. p. 176.)

- b) Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt Bernbourg, concernant l'Extension du Système prussien des Contributions indirectes sur le Duché supérieur d'Anhalt Bernbourg, signé à Berlin, le 10 Octobre 1823. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1824, p. 1. No. 837. Martens, Recueil, Suppl. (par Suaifeld), T. X. Part, I. p. 349.)
- c) Convention entrela Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, concernant l'Accession du Duché inférieur d'Anhalt-Bernbourg au Système prussien des Impôts indirects; signée à Berlin, le 11 Juin 1826, (Gesetzsammlung f. d, K. Pr. St. A. 1826, p. 65. No. 11. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. Part. II. p. 1029. — Neueste Staats-Akten, T. X. p. 181.)
- d) Convention entre la Prusse et la Principauté de Lippe-Det mold, concernant les Droits perçus sur la Frontière extérieure du Territoire prussien, sur le Commerce des Enclaves de Lippero de, de Cappel et de Grevenhagen, signée à Det mold, le 9, et à Minden, le 17 Juin 1826. (Gesetzs, f. d. K. Pr. St. A. 1826. p. 101, No. 15. Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. Part. II, p. 1023. N. St. Akten, T. X. p. 188.)
- e) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché de Mecklenbourg-Schwérin, concernant l'Accession de ce dernier au Système prussien des Contributions indirectes pour les Districts de Rossow, Netzeband et Schoenberg, enclavés dans le Territoire prussien, signé à Berlin, le Décember 1826. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1827, p. 1. No. 1, — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. P. II. p. 1196, — N. Staats-Akten, T. VIII. p. 43. — d'Hauterive et de Cussy, I. c. P. III. T. V. p. 43. 335. (cité.)]
- f) Traité entre la Prusse et les Duchés d'Anhall-Koethen et d'Anhalt-Dessau, concernant les Rapports mutuels des Douanes et du Commerce, signé à Berlin, le 17 Juillet 1828. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St, 1828, p. 95. No. 15. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. P. II. p. 656. — Neueste Stauts-Akten, T. XIII. p. 385, 398, 400.)

II. Traité entre la Prusse et la llesse grand - ducale d'une part, et la Bavien et le Wurttemberg de l'autre part, pour faciliter le Commerce et les Relations ludustrielles entre les États respectifs signé à Berlin, le 27 Mai 1829. (Par l'Ad. XVIII, il est stipulé que le présent Traité sen applicable aux Sujets des Gouvernements qui ont dejà accede au Système de Douanes le l'une ou l'autre des Parties contractunies [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 182. p. 53. No. 10. - Grofsherzoglich Hesische Regierungs-Blatt, du 25 Juillet 1829. No. 31. Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld, T. XII. p. 90. où cet Acte est intitulé à tof Traite de Commerce et de Douanes. - Rigierungs - Blatt für das Königreich Bayas, du 25 Juillet 1829. - Neueste Staats-Alia, T, XIV, p. 329. - d'Hauterive et de Cus, l. c. Part. II. T. I. p. 234. (en français.) -Lesur, Annuaire, 1829. Append. Documents historiques, Part. II. p. 55. Col. 2. (en fracais.) - British and foreign State - Papers, T. XVI. 1828 - 1829. (publié en 1832) p. 542 (en français.)]

an français.]]
a) Trait è entre la Prusse et le Ducie
de Saxe-Meiningen, pour feedhar
réciproquement le Commerce entre lus
Sujets respectifs, signé à Berlin, les Julie
Let 1829. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr.
St. A. 1829. p. 105. No. 15. — Marteis
Recucil, Suppl. (par Saalfeld), T. M.
p. 111. — d'Hauterive et de Cusy, le
Part, Il. T. V. p. 410. (Extrait en fracçais.) — British and foreign State-Pupers, T. XVI. 1828 — 1829. (publié en 183)
p. 549. (en français.) — Neueste StaulAlten, T. XVI. p. 204.)

b) Traité entre la Prusse et le Ducké de Saxe-Cobourg-Gotha, pour faidhr réciproquement le Commerce entre lour Sujets respectifs, signe à Berlin, le 4 Juillet 1829, [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1829, p. 111. No. 15.— Mortens, Recueil, Supplém. (par Saufféh). T. XII. p. 124.— Neueste Stuats-filos, T. XVI. p. 211.— d'Hauterive et de Casy, l. c. Part. II. T. V. p. 406. (Analyse et français.) — British and forcign Neuerope 1832) p. 553. (en français.)

c) Traité entre la Prusse et le Duche de Saxe-Cobourg-Gotha, concernou les Droits perçus sur la Frontière du la ritoire prussien du Commerce du Bui

de Commerce à l'Étranger, seront chargés de prêter Aide et Con-

lage enclavé de Volkenrode, appartenant au Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, signé à Berlin, le 4 Juillet 1829. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1829. p. 121. No. 17. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saulfeld), T. XII. p. 118. — Neueste Staats-Akten, T. XVI. p. 219.)

- d) Traité entre la Prusse et les Principautes de Reufs-Schleitz, de Reufs-Lobenstein et Ebersdorf, concernant leur Accession au Système des Douanes prussiennes, signé à Berlin, le 9 Décembre 1829. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1830, p. 105. No. 13. — Martens, Recucil, Supplém. (par Saufeld), T. XII. p. 177. — Neueste Stauts-Akten, T. XIX. p. 117.)
- e) Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave-souverain de Hesse-Hombourg, concernant l'Accession de ce dernier par rapport au Baillage de Meisenheim, au Système des Douanes et des Impôts indirects des Provinces occidentales de la Monarchie prussienne, signé à Berlin, le 31 Décembre 1829. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1830, p. 49. No. 7. — Martens, Recueil, Suppl. (p. Saalfeld), T. XII. p. 224.)
- Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Duc de Saxe-Cobourg-Goth a, concernant l'Accession de la Prin-

- cipauté de Lichtenberg ') au Système de Douanes des Provinces occidentales de la Monarchie prussienne, signé à Berlin, le6 Mars 1830. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1830. p. 57. No. 8. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XII. p. 238. — Neueste Staats-Akten, T. XVIII. p. 273.)
- g) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché d'Olden bourg, concernant l'Accession de la Principauté de Birkenfeld au Système de Douanes prussien, signé à Berlin, le 24 Juillet 1830. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1830. p. 121. No. 17. — Beilage zum Ants-Blatt für das Fürstenthum Birkenfeld, No. 37. du mois d'Octobre 1830. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saulfeld), T. XII. p. 375. — Neueste Staats-Akten, T. XX, p. 234. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 90. 336. (cité.)]
- h) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché de Saxe-Weimar, concernant l'Accession future du Grand-Duché au Système de Douanes des Provinces orientales de la Monarchie prussienne, signé à Berlin, le 11 Février 1831. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1831. p. 45. No. 5. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saulfeld), T. XIII. p. 210.)
- i) Traité entre la Prusse et la Princi-

') La Principante de Lichtenberg (111 milles carrès, avec 30,000 habitants), environnée des Principautes de Birkenfeld (Oldenbourg) et de Meisenheim (Hesse-Hombourg), du Cercle barrarois du Haut-Rhin et de la Regence prussienne de Trèves, portait anciennement le nom de Seigneurie de Baumholder, d'une petite Ville de ce nom. Après avoir appartenu autrefois aux Comtes de Hanau, cette Scigneurie passa, en 1736, aux Landgraves de Hesse-Darmstadt, qui en conservèrent la possession, jusqu'à l'époque où la France s'en empara et l'incorpera au Département du Bas-Rhin. Détaché de la France, par l'Art. III. du Traite de Paix de Paris, du 30 Mai 1814, et par l'Art. XXV. de l'Acte du Congrès de Vienne, ce Territoire fut soumis à la Domination de la Prusse, qui le céda, le 9 Septembre 1816, en exécution de l'Art. XLIX. de l'Acte du Congrès de Vienne, au Duc de Suxe-Cobourg-Gotha. Ce Prince lui donna le nom de Lichtenberg (d'après un ancien Château de ce nom, situé dans le Canton de Baumholder) et l'éleva, le 5 Mars 1819, au Rang d'une Principauté. Par une Convention du 31 Mai 1834, le Duc de Saxe-Cobourg-Gotha retrocéda la Principaute de Lichtenberg à la Prusse, contre une Rente annuelle de 80,000 écus. En vertu d'un Ordre du Cabinet, du 25 Mars 1835, la ci-devant Principauté de Lichtenberg fut incorporée à la Régence de Trèves, Province du Rhin, et forme depuis-lors le Cercle de St. Wendel. [Königl. Preufsische Gesetzsammlung, A. 1834. p. 159. No. 1556. p. 161. No. 1557. Ibidem, 1835. p. 43. No. 1591. - Wolfg. Jüger, Geographisch-historisch-statistisches Zeitungs-Lexikon, neu bearbeitet von Konr. Mannert (Nuremberg et Landshut 1805 -1811. T. I-III. in 8°.) p. 177. Col. 2. -Adr. Balbi, l. c. p. 209. - Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. V. p. 421. - Conversations-Lexikon, T. VI. p. 637. - Martens, l. c. Suppl. (p. Murhard), T. XVI. p. 701. (en allemand.) - Tence, Annuaire historique, 1834. Append. Documents historiques, Part. II. p. 112. (en français.)]

scil, en Cas de Besoin, aux Sujets des autres Parties contractantes.

pauté de Waldeck et de Pyrmont, concernant l'Accession de la Principauté de Pyrmont au Système de Douanes des Provinces occidentales prussiennes, signé à Berlin, le 16 Avril 1831. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1831. p. 159. No. 12. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saulfeld), T. XIII. p. 340. — Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 325.)

- k) Traité entre la Prusse et le Duché d'Anhalt-Bernbourg, concernant le Renouvellement des Traités relatifs à l'Accession des différentes Possessions d'Anhalt-Bernbourg au Système d'Impots indirects prussien, signé à Berlin, le 17 Mai 1831. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1831, p. 53. No. 7. Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 356. Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 344.)
- 1) Convention entre la Prusse et le

Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach, pour l'Exécution des Articles III. et VII. du Traité du 11 Février et de plusieurs autres Dispositions, signée à Berlin, le 10 Août 1831. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1831. p. 175. No. 14. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saulfeld), T. XIII. p. 471. — Reuste Staats-Akten, T. XXV. p. 359.)

III. Traité de Commerce et de Douanes entre la Prusse et la Hesse grandducale d'une part, et la Hesse grandducale d'une part, signé à Bèrlin, le 25 Août 1831. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1831. p. 227. No. 17. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XIII. p. 496. — British and foreign State-Papers, T. XIX. 1831—1832. (publié en 1834) p. 985. (en français.)— Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 385. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. IV. p. 409. (Extrait en français.)

C.

Association Prusso-Hessoise et Bavaro-wurttembergeoise, et, plus tard, allemande.

1. Traité de Douanes entre la Prusse la Hesse électorale et la Hesse grandducale d'une part, et la Bavière et le Warttemberg de l'autre part, signé à Berlin, le 22 Mars 1833. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Staaten, A. 1833. p. 145. No. 21. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 525. — British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (publié en 1836) (en anglais, avec les Articles additionnels du 31 Octobre 1833.) p. 472.)

II. Traité de Douanes entre la Prusse, la Hesse électorale, la Hesse grandducale, la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et le Royaume de Saxe de Pautre part, signé à Berlin, le 30 Mars 1833. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 210. No. 21. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 549. — British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (publié en 1836) (en anglais.) p. 487.)

a) Traité entre la Prusse et le Royaume de Saxe, pour l'Établissement d'Impôts égaux sur les Produits indigenes, signé à Berlin, le 30 Mars 1835. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 230. No. 21. — Martens, Recueil, Supplém. (par Marhard), T. XV. p. 571. — Brit, and for, St. Pap. 1. c. p. 305. (en anglais.) b) Traité pour la Fondation de l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuringe, entre la Prusse, la Hesse électorale, le Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach, le Duché de Saxe-Meiningen, le Duché de Saxe-Altenbourg, le Duché de Suxe-Cobourg-Gotha, la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, la Principauté de Schwarzbourg-Roudolstadt, et les Principautes de Reufs-Schleitz, de Reufs-Greitz, de Reufs-Lobenstein et Ebersdorf, signé à Berlin, le 10 Mai 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 232. No. 21. - Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 574. -Brit. and for. St. Papers, 1. c. p. 507. (en anglais.)]

III. Traité entre la Prusse, la Hesse électorale, la Hesse grand-ducale, la Bavière, le Wurttemberg et la Saxe roy ale d'une part, et les États associés à l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuring e de l'autre part, signé à Berlin, le 11 Mai 1833, [Gesetzs. f. d. K. P. St. A. 1833. p. 240. No. 21. — Martens, Recweil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 584. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 513. (en anglais.)]

Le Grand-Duché de Bade entretient: à Cologne, un Consul 1).

IV. Cartel de Douanes entre la Prusse, la Hesse électorale, la Hesse grandducale, la Bavière, le Wurttemberg et la Saxe royale d'une part, et les Etats associés à l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuring e de l'autre part, signe à Berlin, le 11 Mai 1833. [Gesetzs. f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 258. No. 21. - Martens, Rec. Suppl. (p. Murhard), T. XV. p. 606. - Brit. and f. St. P. l. c. p. 531. (en anglais.)] a) Traité entre la Prusse, la Saxe royale et les États associés à l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuringe, pour l'Établissement d'Impots egaux sur les Produits indigenes, signé à Berlin, le 11 Mai 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 265. No. 21. - Martens, Rec. Suppl. (p. Murhard), T. XV. p. 615. - Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 528. (en anglais.)]

b) Traité entre la Prusse et la Principauté de Schwarzbourg-Roudolstadi, concernant les Relations de Douanes et de Commerce, et les Impôts sur les Produits indigenes dans la Principauté inférieure de Schwarzbourg-Roudolstadt, signé à Berlin, le 25 Mai 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 269. No. 21. — Martens, Recueil, Suppl. (par Muhard), T. XV. p. 619. — Brit. and for. St. Pap. 1. c. p. 537. (en anglais.)]

c) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché de Saxe-Weimar-Eisenach, concernant les Relations de Douanes et de Commerce, et les Impôts sur les Produits indigènes dans les Baillages d'Allstedt et Oldisleben, signé à Berlin, le 30 Mai 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833, p. 274. No. 21.— Martens, Recueil, Supplém. (par Murhard), T. XV. p. 626.— Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 542. (en anglais.)].

d) Traité entre la Prusse et la Principauté de Schwarzbourg-Sondershausen, concernant les Relations de Douanes et de Commerce et les Impôts dont sont à charger les Produits indigènes dans la Partie basse de ladite Principauté, signé à Berlin, le 8 Juin 1833. [Gesetzsamml. f. d. K. Pr. St A. 1833. p. 279. No. 21. — Martens, Rec. Suppl. (p. Murhard), T. XV. p. 637. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 546. (en auglais.)] e) Traité entre la Prusse et le Duché de Saxe-Cobourg-Gotha, concernant les Relations de Douanes et de Commerce, et les Impôts dont sont à charger les Produits indigenes du District de Volkenrode dans ledit Duché, signé à Berlin, le 26 Juin 1833. [Gesetzsammlung f. d. Kön. Pr. St. A. 1833. p. 284, No. 21. — Martens, Recueil, Supplém. (p. Murhard), T. XV. p. 649. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 551. (en anglais.)]
V. Tarif de Douanes concerté entre la

Prusse et les deux Hesse d'une part, et la Bavière et le Wurttemberg de l'autre part, en date du 31 Octobre 1833. (Publié officiellement en Prusse, le 5 Décembre 1833. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 736.)

VI. Articles additionnels au Traité de Douanes entre la Prusse et les deux Hesse d'une part, et la Bavière et le Wurttemberg del'autrepart, signés à Berlin, le 31 Octobre 1833. [Gesetzs. f. d. K. Pr. St. A. 1833. p. 162. No. 21. — Martens, Rec. Suppl. (p. Murhard), T. XV. p. 778. — Brit. and for. St. Pap. 1. c. p. 486. (en anglais.)]

VII. Articles additionnels au Traité de Douanes entre la Prusse, les deux Hesse, la Bavière et le Wurttemberg d'une part, et la Saxe royale de l'autre part, signés à Berlin, le 31 Octobre 1833. [Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1833, p. 228. No. 21. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 779. — Brit. and for. St. Pap. l. c. p. 504. (en anglais.)

VIII. Publication, concernant l'Accession des Duchés d'Anhalt-Bernbourg, d'Anhalt-Dessau et d'Anhalt-Koethen, de Saxe-Cobourg-Gotha (pour la Principauté de Lichtenberg), du Landgraviat de H. Hombourg (p. le District de Meisenheim), du Grand-Duché d'Oldenbourg (p. la Principauté de Birkenfeld), et de la Principauté de Waldeck, au Cartel de Douanes des États formant l'Association. En date du 10 Mars 1834. (Sammlang von Gesetzen etc. für Kurhessen, 1834. Mars. No. V. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVI. p. 646.)

1) Handbuch f. d. K. P. Hof und Staat, 1839. p. 180. — Hof- und Staats-Handbuch des Grofsherzogthums Baden, 1836. p. 87. — Almanach de Gotha, 1840. p. 76.

§. 3.

PRUSSE ET BAVIÈRE.

Il n'existe point de Traité spécial de Commerce entre la Prusse et la Bavière.

Traité entre S. A. R. le Grand-Duc de Hesse et S. A. S. le Landgrave-souverain de Hesse - Hombourg, pour l'Accession du Pays de Hesse - Hombourg au Système de Douanes du G. D. de Hesse et des autres États appartenant à l'Association de Douanes, signé à Berlin, le 20 Février 1835. (Grafsherzogl. Hessisches Regierungs-Blatt, 1835. No. 46. — Martens, R. S. (p. Murhard), T. XVII. p. 211.)

IX. Traité entre la Prusse, la Buvière, la Saxe noy ale, le Wurttemberg, les deux Hesse, et les États associés à Punion dite de Thuringe d'une part, et le Grand-Duché de Bude de Pautre part, concernant l'Accession de ce dernier État à l'Association de Douanes et de Commerce subsistante entre lesdits États, signé à Berlin, le 12 Mai 1835. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1835. p. 145. No. 17. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 228.)

- a) Convention entre le Grand-Duché de Bade et la Principauté de Hohenzollern-Sigmaringen, pour l'Aggrégation de plusieurs Districts de cette Principauté au Système de Douanes du Grand-Duché de Bade, signée le 12 Octobre 1835. (Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 424.)
- b) Convention entre le Royaume de Wurttemberg et le Grand-Duché de Bade, concernant l'Administration des Douanes dans les Encluves respectives, signée en Novembre 1835. (Königl. Württembergisches Regierungs-Blatt, du 3 Décembre 1835. p. 459. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard). T. XVII. p. 431.)
- c) Convention entre le Grand-Duché de Bade et celui de Hesse, pour l'Administration des Douanes dans la Place commune de Kurnbach*) et dans les Enclaves respectives, signée en Novembre 1835, (Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 433.)

X. Traité pour l'Accession du Duché de Nassau à l'Association de Douanes et de Commerce, subsistante entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, les deux Hesses, électorale et grand-ducale, et les États associés à l'Union dite de Thuringe, signé à Berlin, le 10 Décembre 1835. (Gesetzsummlung f. d. K. Pr. St. A. 1836. p. 126. No. 6. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 439.)

- a) Ordonnance, concernant les Faveus de Donane accordées au Commerce de la Suisse par la Bavière, le Wurttemberg et le Grand-Duché de Bads, et publiée à Munich, le 18 Novembre, à Stuttgard, le 30 Novembre, et à Carlsruhe, le 10 Décembre 1835. (Murtens, Recueil, Supplém. (par Murhard), T. XVII. p. 459.)
- b) Convention entre les États apparlenant à l'Association de Douanes,
 en faveur de quelques Produits et Fabrieuts importés de la Principauté de
 Neuf châtel, signée en Décembre 1835.
 (Verfügung der Grofsherzoglich Badischen Zolldirection vom 16 December 1835.
 Circular-Verfügung der Königl, wür
 tembergischen Zolldirection vom 31 December 1835. Circular-Verfügung des
 Königl, Preufsischen Finanz-Ministerium
 an sümmtliche Königl. Provincial-Steuedirectionen, vom 24 December 1835. —
 Martens, Recueil, Supplém. (par Muhard), T. XVII. p. 488.)

XI. Traité pour l'Accession de la Ville libre de Francfort-sur-le-Mein à l'Association de Douanes et de Commerce subsistante entre la Prusse, la Bavière, la Saxeroyale, le Wurttemberg, les deux Hesse, et les États associés à l'Union dite de Thuringe, signé à Berlin, le 2 Jauvier 1836. (Gesetzs. f. d. K. Pr. St. A. 1836. p. 141. No. 7. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 516.)

a) Traité entre la Prusse d'une part, et les Duchés d'Anhalt-Koethenet d'Anhalt-Dessau de l'autre part, concernant le Renouvellement des Traites de Douanes et de Commerce entre les

partie appartient au Grand-Duché de Hesse, et l'autre au Grand-Duché de Bade. (Vollstündiges Handbuch, Sect. V. T. I. p. 244.)

^{*)} Kurnbach (Kirnbach), Petit Bourg d'environ 900 Habitants, Enclave du Wurttemberg, situé près de Guglingen, dans le Cercle du Neckur, Bailluge de Brackenheim, dont une

Traité entre la Prusse et la Hesse grand1829,
27 Mai ducale d'une part, et la Bavière et le Wurttemberg de l'autre part, pour faciliter le Commerce
et les Relations industrielles entre les États respectifs, conclu à Berlin, le 27 Mai 1829 ').

États respectifs et les Impòts dont seront chargés les Produits indigènes desdits d'eux Duch és, signé à Berlin, le 26 Janvier 1836. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1836. p. 157. No. 8.) h) Traité entre la Prusse et le Grand-Duché d'Oldenbourg, concernant les Rapports de Douane et de Commerce de la Principauté de Birkenfeld, et les Impôts dont seront chargés les Produits indigènes de ladite Principauté, signé ù Berlin, le 31 Décembre 1836. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Staaten, A. 1837. p. 33. No. 6.)

D.

Association de douanes et de commerce allemands.

1. Traité entre la Prusse, la Bavière, la Saxe royale, le Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, les deux Hesse, les États associés à l'Union de Douanes et de Commerce dite de Thuringe, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort-sur-le-Mein d'une part, et le Royaume de Hanovre, le Grand-Duché d'Oldenbourg et le Duché de Brunswick de l'autre part, pour faciliter les Rapports de Commerce entre les États respectifs, signé à Hanovre, le 1 Novembre 1837. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1837. p. 173. No. 23. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVIII. p. 333.)

a) Convention entre la Prusse et le Hanovre, concernant les Impôts dont seront chargés les Produits indigènes dans les Districts du Hanovre (le Comté de Hohnstein et le Baillage d'Elbing ero de), qui ont accède à l'Association de Douanes prussienne, signée à Hanovre, le 1 Novembre 1837. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1837. p. 209. No. 23. — Martens, l. c. p. 342.)

b) Convention entre la Prusse et le Duché de Brunswick, concernant les Impóts dont seront chargés les Produits indigenes dans les Districts du Duché de Brunswick (la Principauté de Blankenbourg, le Baillage de Walkenried, le Buillage de Calvocrde, et les Villages de Pabstorf et de Hessen), qui ont accèdé à l'Association de Douanes prussienne, signée à Hanoure, le 1 Novembre 1837. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1837, p. 213. No. 23. — Martens, l. c. p. 355.)

c) Traité entre la Prusse et la Princi-

pauté de Waldeck et de Pyrmont, concernant l'Accession ultérieure de ladite Principauté de Waldeck à l'Association de Douanes prussienne, signé à Berlin, le 9 Janvier 1838. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Staaten, A. 1838. p. 241. No. 14. — Martens, Recueil, Suppl. (p. Murhard), T. XIX. p. 334.)

II. Loi et Réglement de Douanes (Zollgesetz und Zollordnung) arrêtés entre les États formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande, publiés à Berlin, le 26 Février 1838. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1838. No. 5. p. 33.)

III. Convention monétaire générale conclue entre les États qui font partie de l'Association de Douanes et de Commerce allemande, faite à Dresde, le 30 Juillet 1838. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1839. p. 18. No. 2. — Martens, l. c. p. 670. — De La Nourais et Beres, l. c. p. 201.)

W. Convention particulière additionnelle à la Convention générale monétaire de ce jour, faite à Dresde, le 30 Juillet 1838. (De la Nourais et Bères, l, c. p. 207.)

V. Traité de Commerce entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, les deux Hesse, les États formant l'Union de Douanes et de Commerce, dite de Thuringe, le Duché de Nassau et lu Ville libre de Francfort-sur-le-Mein d'une part, et le Royaume des Pays-Bas de l'autre part, signé à Berlin, le 21 Janvier

¹⁾ Voyez plus haut p. 1350. Col. 2. Ta-bleau I. B. Traite II.

Les Ports de Mer prussiens seront ouverts au Com-Art. XV. merce des Sujets bavarois et wurtembergeois, contre

1839. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Staaten, A. 1839. p. 113. No. 10.)

Traité entre la Prusse et le Duche d'Anhalt-Bernbourg, concernant le Renouvellement des Traités relatifs à l'Association dudit Duché au Système prussien des Impôts indirects, signé à Berlin, le 11 Juillet 1839. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1839. p. 243. No. 21.)

VI. Tarif de Douanes pour les Années 1810-1842 inclusivement, arrêté entre les États formant l'Association, publié à Berlin, le 5 Novembre 1839. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. St. A. 1839. No. 4. p. 277.)

VII. Accord fait entre les États formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande et la Ville libre et hanséatique de Hambourg, signé à Ber-

lin, le 31 Décembre 1839. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr. Stuaten, A. 1840. p. 1. No. 1.)

VIII. Accord fait entre les Etats formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande et la Ville libre et hanséatique de Brême, signé à Berlin, le 4 Juillet 1840. (Gesetzsammlung f. d. K. Pr.

St. A. 1840. p. 144. No. 12.)

Traité entre S. M. le Roi de Prusse et S. A. S. le Landgrave-souverain de Hesse-Hombourg, concernant l'Accession renouvelée de ce dernier par rapport au Baillage de Meisenheim, au Système des Douanes et des Impôts indirects de la Monarchie prussienne, signé à Berlin, le 5 Décembre 1840. (Gesetzsammlung f. d. K. P. St. A. 1841. No. 3. p. 17.)

II.

TABLEAU des États de la Confédération germanique formant l'Association de Douques et de Commerce allemande (en 1840), par Ordre alphabétique.

Anhalt-Bernbourg, Dessau et Koethen.

Rade.

Bavière.

Brunswick, pour la Principauté de Blankenbourg, le Baillage de Walkenried, le Baillage de Calvoerde et les Villages de Pabstorf et de Hessen.

Francfort-sur-le-Mein.

Hanovre, pour le Comté de Hohnstein et le Baillage d'Elbingerode.

Hesse, électorale et grand-ducale.

Hesse-Hombourg.

Hohenzollern-Sigmaringen et Hechingen.

Lippe-Detmold, pour les Districts de Lipperode, Cappel et Grevenhagen.

Mecklenbourg-Schmerin, pour les Districts de Rossow, Netzeband et Schoenberg. Nassau

Oldenbourg, pour la Principauté de Birkenfeld. Prusse.

Reufs, Schleitz, Greitz et Lobenstein-Ebersdorf.

Saxe-Altenbourg.

Saxc-Cobourg-Gotha.

Saxe-Meiningen.

Saxe royale.

Saxe-Weimur-Eisenach.

Schwarzbourg-Roudolstadt et Sondershauson.

Waldeck et Pyrmont.

Wurttemberg.

III.

TABLEAU des États de la Confédération germanique, qui ne font pas partie de l'Association de Douanes et de Commerce allemande, par Ordre alphabétique.

Autriche.

Brème.

Brunswick *), excepté pour la Principauté de Blankenbourg, le Baillage de Walkenried, le Baillage de Calvocrde et les Villages de Pabstorf et de Hessen.

Hambourg.

Hanovre **), excepté pour le Comté de Hohnstein et le Baillage d'Elbingerode. Holstein.

Lichtenstein.

Lippe-Detmold, excepté les Districts de Lippenrode, Cappel et Grevenhagen. Lippe-Schaumbourg.

Lubeck.

le Payement de Droits parfaitement égaux à ceux que les Sujets de S. M. prussienne sont tenus de payer.

Les Consuls de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, établis dans les Ports et Places de Commerce à l'Étranger, seront chargés d'assister et de protéger les Sujets des autres Parties contractantes.

L'Art. XX. fixe provisoirement la Durée du présent Traité à douze Années, à commencer du 1 Janvier 1830. Si, pendant ce tems, le Traité n'est point dénonce, il sera considéré comme prolongé pour douze autres Années, et ainsi de suite de douze en douze ans. On conviendra particulièrement de la Forme et de l'Époque de la Dénonciation.

L'Art. XIX. du Traité de Douanes du 22 Mars 1833 1), reproduit les Stipulations énoncées

dans les Art. XV. et XVI. du Traité du 27 Mai 1829.

La Bavière entretient:

à Cologne et à Magdebourg, des Consuls 2).

6. 4

PRUSSE ET BELGIQUE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Prusse et la Belgique.

La Prusse entretient:

à Anvers, à Gand et à Ostende, des Consuls ').

Luxembourg.

Mecklenbourg-Schwerin, excepté pour les Districts de Rossow, Netzeband et Schoenberg. Mecklenbourg-Strelitz.

Oldenbourg ***), excepté pour la Principauté de Birkenfeld.

1) Voyez plus haut p. 1352. Col. 1. Ta-bleau I. D. Traité I.

2) Handbuch f. d. K. P. Hof und Staat, 1839. p. 180. — Hof- und Staats-Handbuch für das Königreich Bayern, 1835. p. 108. 109. - Almanach de Gotha, 1840. p. 76. 77.

3) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 172. 175. — Almanach de Gotha, 1840. p. 12. 13.

Le Royaume de Hanovre et le Duché de Brunswick formèrent. le 1 Mai 1834,

"" une Association particulière de Douanes et de Commerce t), désignée sous le nom d'Association hanovrienne (hannöversche Verein), à laquelle le Grand-Duché d'Oldenbourg accéda, le 7 Mai 1836 tt).

et le Duché de Brunswick d'une part, et le Grand-Duché d'Oldenbourg de l'autre part, pour l'Accession de ce dernier à la Ligue de Commerce et de Douanes des deux premiers, signé à Hanovre, le 7 Mai 1836. (Oldenburgische Gesetzsammlung, 1836. — Gesetz- und Verordnungs-Sammlung des Herzogthums Braunschweig, 1836. No. 18. — Gesetzsammlung für d. K. Hannover, 1836. — Martens, Recueil, Supplém. (par Murhard), T. XVII. p. 617.)

t) Traité entre le Royaume de Hanovre et le Duché de Brunswick, pour l'Adoption d'un Système uniforme et commun des Contributions indirectes, signé à Hanovre, le 1 Mai 1834. (Gesetzsammlung für das Königreich Hannover, 1835. — Gesetz- und Verordnungs-Sammlung des Herzogthums Braunschneig, 1835. No. 13. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVI. p. 649.)

¹¹⁾ Trait é entre le Royaume de Hangvre

1358 LIV. III. CHAP. I. SECT. X. PRUSSE. §. 5.

La Belgique entretient:

à Dantzig '), Koenigsberg et Memel, des Consuls,

à Pillau, un Vice-Consul 2).

§. 5.

PRUSSE ET BRÉSIL.

Traité d'Amitié, de Navigation et de Com
1827, merce, conclu pour dix ans, entre S. M. le Roi

de Prusse (Frédéric Guillaume III) et S. M.

l'Empereur du Brésil (Don Pedro I). Fait à Rio de Ja
neiro, le 9 Juillet 1827, avec un Article additionnel du

18 Avril 1828 ').

Les Sujets de chacune des Hautes Puissances contractantes, en restant soumis aux Lois du Pays, jouiront en leurs Personnes et Biens, dans toute l'Étendue des Territoires de l'autre, des mêmes Droits, Priviléges, Faveurs et Exemptions, qui sont ou seraient accordés aux Sujets de la Nation la plus favorisée. Ils ne seront point assujétis aux Visites et Recherches arbitraires, ni à aucun Examen ou Investigation de leurs Livres et Papiers, sous quelque Prétexte que ce soit. Dans le Cas de Trahison, Contrebande ou autres Crimes, dont les Lois des Pays respectifs font Mention, les Recherches, Visites, Examens et Investigations ne pourront avoir lieu qu'avec l'Assistance du Magistrat compétent, et en présence du Consul de la Nation à qui appartiendra la Partie prévenue du Vice-Consul ou de son Délégué, en Cas qu'il y en ait sur les Lieux.

Art. III. En Cas de Mésintelligence ou de Rupture entre les deux Puissances (puisse Dieu ne le permettre jamais!), lequel Cas ne sera réputé exister qu'après le Rappel ou le Départ des Agents diplomatiques respectifs, les Sujets de chacune des Hautes Puissances contractantes, résidant dans les Domaines de l'autre, pourront y rester pour leurs Affaires, sans

¹⁾ Handbuch, etc. p. 180. — Almanach de Gotha, 1840. p. 76.

²⁾ Allgemeine Preufsische Staats-Zeitung, No. 128. du 8 Mai 1840. p. 512. Col. 2.

³⁾ Gesetzsammlung, 1928. No. 13. p. 75. (en français et en allemand.) - Martens, Re-

eueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. Part. II. p. 470. (en français.) — Neueste Staats-Alten, T. XIII. p. 346. (en allemand.) — British and foreign State-Papers, T. XVI. 1828—1829. publié en 1822. p. 1201. Art. additionnel. p. 1205. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 322.

être gênés en quelque Manière que ce soit, tant qu'ils continueront à se comporter pacifiquement, et à ne commettre aucune
Offense contre les Lois. Dans le Cas cependant, où ils se rendraient suspects par leur Conduite, ils seront sommés de s'ortir
du Pays, et il leur sera accordé un Terme pour se retirer avec
leurs Biens, qui n'excédera pas huit Mois.

Les Individus accusés dans les États de l'une des Hautes Puissances contractantes, des Crimes de haute Trahison, Félonie, Fabrication de fausse Monnaie ou du Papier qui la représente, ne recevront point de Protection dans les États de l'autre, mais au contraire en seront expulsés, aussitôt qu'Elle en sera requise par le Gouvernement respectif.

Les Individus, qui déserteraient du Service de Mer ou de Terre d'une des Hautes Puissances contractantes, ne seront pas reçus dans les États de l'autre, mais seront arrêtés et remis 1) sur la Réclamation des Agents consulaires respectifs.

Les Agents diplomatiques et consulaires de chacune des Hautes Puissances contractantes jouiront, selon leur Grade, dans les États de l'autre, des mêmes Faveurs, Honneurs, Priviléges, Immunités, Exemptions de Droits et de Charge, qui sont ou seront accordés aux Agents de la Nation la plus favorisée.

Il reste entendu, que les Agents consulaires ne pourront entrer dans l'Exercice de leurs Fonctions, sans l'Approbation préalable du Souverain dans les États duquel ils seront employés.

L'Art. XII. fixe la Durée du présent Traité à dix Années, à dater du Jour de la Ratification, et au-delà de ce Terme, jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'une ou l'autre des Puissances contractantes aura annoncé son Intention de l'annuler 2).

Par l'Art. XIII., les deux Parties contractantes déclarent que l'Emploi exclusif des deux Langues, portugaise et française, dans la Rédaction du présent Traité, ne tirera point à conséquence pour l'Avenir.

L'Article additionnel statue que tous les Avantages de Navigation et de Commerce, qui sont ou seront concédés par une des Hautes Puissances contractantes, à une Ville, à une Nation ou à un État quelconque, à l'Exception de la Nation portugaise, seront de fait et de Droit occordés aux Sujets de l'autre, de la même Manière, que si ces Concessions étaient insérées Met à Mot dans le Traité susmentionné, en observant toutefois les Conditions, sous lesquelles ces Avantages auraient été concédés.

Le Gouvernement brésilien ayant annoncé, le 25 Décembre 1838, son Intention d'annuler le Traité du 9 Juillet 1827, ledit Traité a cessé d'être en vigueur, à compter du 25 Décembre 1839 a).

¹⁾ Il aurait fallu livres au lieu de remis.

^{, 2)} Cest à tort que le Texte français porte terminer au lieu d'annuler. Terminer un Traité, c'est achever, finir la Négociation, qui a pour

objet la Conclusion du Traité.

³⁾ Allgemeine Preufsische Staats-Zeitung, du 16 Fevrier 1839, sous la Rubrique de Magdebourg.

1360 LIV. III. CHAP. I. SECT. X. PRUSSE. §§. 6-11.

La Prusse entretient:

- à Bahia et à Rio de Janciro, des Consuls,
- à Fernambouc, un Vice-Consul 1).

§. 6.

PRUSSE ET CHINE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Prusse et la Chine.

Le Vice-Consulat que la Prusse entretenait à Canton 2), a été supprimé.

§. 7.

PRUSSE ET CRACOVIE.

(Voyez plus haut Sect. IX. §. 7. Russie et Cracovie. p. 1252.)

La Prusse entretient:

à Cracovie, un Ministre résident 1).

§. 8.

PRUSSE ET DANEMARK.

(Voyez plus haut Sect. VII. §. 23. p. 1060.)

§. 9.

PRUSSE ET DEUX-SICILES.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. I. §. 22. p. 238.)

§. 10.

PRUSSE ET ESPAGNE.

(Voyez plus haut Sect. III. §. 14. p. 482.)

§. 11.

PRUSSE ET ÉTAT DE L'ÉGLISE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Prusse et les États du St. Siège.

La Prusse entretient:

- à Rome (et Cività Vecchia), un Consul-général,
- à Ancone, un Consul,
- à Sinigaglia (et Fano), un Vice-Consul 1).

1) Handbuch, etc. 1839. p. 172. 175. 176. — Almanach de Gotha, 1840. p. 14. 15.

 Handbuch, etc. 1839. p. 173. — Alman. de Gotha, 1840. p. 16. 3) Handbuch, etc. 1839. p. 170. — Alman. de Gotha, 1840. p. 215.

4) Handbuch, etc. 1839. p. 172. 176. — Almanach de Gotha, 1840. p. 35. 36. 38.

dynamin Google

§.

§. 12.

PRUSSE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD 1).

Traité d'Amitié et de Commerce, pour dix 1785, 10 Septembre. Ans, entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et les États-Unis d'Amérique, signé à La Haye, le 10 Septembre 1785 ²).

Les Art. II. et III. stipulent que les Sujets de part et d'autre jouiront de tous les Droits, Pivilleges et Exemptions dans la Navigation et le Commerce, dont jouit ou jouira la Nation la plus favorisce, se soumettant néanmoins aux Lois et Usuges établis dans les États respecifs, et auxquels sont soumis les Citoyens et Sujets desdits États, et les Citoyens et Sujets des Nations les plus favorisées.

Au Cas que quelque Vaisseau, appartenant à l'une des deux Parties contractantes, aurait fait Naufrage ou souffert quelque autre Dommage, sur les Côtes ou sous la Domination de l'autre, les Sujets ou Citoyens respectifs recevront, tant pour eux que pour leurs Vaisseaux et Effets, la même Assistance qui aurait été fournie aux Habitants du Pays où l'Accident arrive, et ils payeront seulement les mêmes Charges et Droits, auxquels lesdits Habitants auraient été assujétis en pareil Cas. Et si la Réparation du Vaisseau exigeait que la Cargaison fût déchargée en tout ou en partie, ils ne payeront aucun Impôt, Charge ou Droit de ce qui sera rembarqué et em-

1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. IX. Chap. VII. Des Relations entre la Prusse et P.A méri que. §. 500. Commerce. p. 475. — d'Hauterive et de Cussy, I. c. P. II. T. III. p. 285.

2) Herzberg, Recueil, T. I. §. 465. (en français.) — Jon. Elliot, I. c. p. 299. (en anglais et en français.) — Martens, Hecueil, T. IV. p. 37. (en français.) — Nouvelle's extraord. 1786. No. 68. Suppl. (en français.) — Historisches Portefe uille zur Kenntnifs da gegenwürtigen und vergangenen Zeit, sept Années, contenant chacune 12 Nos. (Erfurt 1782—1788. in 8°.) Année 1787. No. 12. p. 622. (en allemand.) — Storia dell' Anno 1786. p. 126. (en italien.) — Schoell, Hist. abrégée, T. IV.

Chap. XXI. p. 3. note 1. (cité.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 286. (en français.) Les Plénipotentiaires, chargés de négocier ce Traité, n'etant pas réunis dans la même Ville '), au moment de la Signature, l'Instrument, qu'ils dressèrent, porte quatre Dates différentes. La Signature du Dr. Franklin est datée du Village de Passy près de Paris, le 9 Juillet 1785; celle du Sr. Jefferson de Paris, le 28 Juillet 1785; celle du Sr. Adams de Londres, le 5 Août 1785; et celle du Plénipotentiaire prussien de La Haye, le 10 Septembre 1785.

Le Texte français ne rend pas toujours exactement le sens du Texte anglais, et contient plusieurs incorrections de style.

^{&#}x27;) Les États-Unis avaient muni de leurs Pouvoirs

¹º le Sr. John Adams, leur Ministre plénipotentiaire près S. M. le Roi de la Grande-Bretagne.

²º le Docteur Benjamin Franklin, en dernier lieu, leur Ministre plénipotentiaire à la Cour de S. M. Très-Chrétienne.

III.

³º le Sr. Thomas Jefferson, Ministre plénipotentiaire à la Cour de S. M. Très-Chrétienne.

Le Roi de Prusse avait constitué pour son Plénipotentiaire le Baron de Thulemeyer, son Envoyé extraordinaire auprès de Leurs Hautes Puissances les États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas.

porté. L'ancien et barbare Droit de Naufrage, sera entièrement aboli à l'égard des Sujets ou Citoyens des deux Parties contractantes.

Les Sujets ou Citoyens de l'une des deux Parties contractantes auront, dans les États de l'autre, la Liberté de disposer de leurs Biens personnels, soit par Testament, Donation ou autrement, et leurs Héritiers, étant Sujets ou Citoyens de l'autre Partie contractante, succéderont à leur Biens, soit en vertu d'un Testament ou ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit en Personne, soit par d'autres agissant en leur Place, et en disposeront à leur Volonté, en ne payant d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays où la Succession est devenue vacante '), sont assujétis en pareille Occurrence. En Cas d'Absence des Héritiers, on prendra aussi longtems des Biens qui leur seront échus, les mêmes Soins qu'on aurait pris en pareille Occasion des Biens des Natifs du Pays, jusqu'à ce que le Propriétaire légitime ait agréé ') des Arrangements pour recueillir l'Héritage.

S'il s'élève des Contestations entre différents Prétendants ayant Droit à la Succession, elles seront décidées en dernier Ressort, selon les Lois et par les Juges du Pays où la Succession est vacante. Et si, par la Mort de quelque Personne, posédant des Biens-fonds sur le Territoire de l'une des Parties contractantes, ces Biens-fonds venaient à passer, selon les Lois du Pays, à un Citoyen, Sujet de l'autre Partie, celui-ci, si, par sa Qualité d'Étranger, il est inhabile de les posséder, obtiendra un Délai convenable pour les vendre et pour en retirer le Provenu, sans Obstacle, exempt de tout Droit de Retenue de la part du Gouvernement des États respectifs. Mais cet Article ne dérogera en aucune Manière à la Force des Lois qui ont déjà été publiées, ou qui le seront dans la Suite, par S. M. le Roi de Prusse, pour prévenir l'Émigration de Ses Sujets.

Il sera accordé la plus parfaite Liberté de Conscience et de Culte aux Citoyens et Sujcts de chaque Partie contractante dans les États de l'autre, et personne ne sera molesté à cet égard pour quelque Cause que ce soit, si ce n'est pour Insulte faite à la Religion de l'autre.

¹⁾ Succession vacante. Voyez plus haut p. 1266. Col. 1. note 1.

²⁾ Le Texte anglais porte: "until the lanful "owner may take measures for receiving them."

De plus, si des Sujets et Citoyens de l'une des Parties contractantes venaient à mourir dans la Jurisdiction de l'autre. leurs Corps seront enterrés dans les Endroits où l'on a la Coutume de faire les Enterrements, ou dans tel autre Lieu décent et convenable, et ils seront protégés contre toute Violence et Trouble.

Les Art. XII - XXII. traitent du Commerce neutre, des Visites sur Mer, des Priscs et Reprises, de l'Embargo, etc.

L'Art. XIII. contient la Stipulation remurquable, que non seulement que le Pavillon couvre la Marchandise, mais encore que les Marchandises ci-devant appelées de Contrebande, telles que Armes, Munitions, etc., et destinées pour l'Ennemi, ne seront point confisquées, mais seulement détenues, en accordant même un Dédommagement pous les Pertes résultant de la Détention,

S'il survient une Guerre entre les Parties contractantes, les Marchands de l'un des deux États, qui résideront dans l'autre, auront la Permission d'y rester encore neuf Mois, pour recueillir leurs Dettes actives et arranger leurs Affaires; après quoi ils pourront partir en toute Liberté et emporter tous leurs Biens, sans être molestés ni empêchés. Les Femmes et les Enfants, les Gens de Lettres de toutes les Facultés 1) 2), les Cultivateurs, Artisans, Manufacturiers et Pècheurs, qui ne sont point armés, et qui habitent des Villes, Villages ou Places ') qui ne sont pas fortifiées, et en général tous ceux dont la Vocation tend à la Subsistance et à l'Avantage commun du Genre humain, auront la Liberté de continuer leurs Professions respectives, et ne seront point molestés en leurs Personnes, ni leurs Biens ou leurs Maisons incendiés ou autrement détruits. ni leurs Champs raragés par les Armées de l'Ennemi, au Pouvoir duquel ils pourraient tomber par les Évènements de la Guerre; mais si l'on se trouve dans la Nécessité de prendre quelque Chose de leurs Propriétés pour l'Usage de l'Armée ennemie, la Valeur en sera payée à un Prix raisonnable. Tous les Vaisseaux marchands et commerçants, employés à l'Échange des Productions de différents Endroits, et par conséquent destinés à faciliter et répandre les Nécessités, les Commodités et les Douceurs de la Vie, passeront librement et sans ètre molestés.

Et les deux Puissances contractantes s'engagent à n'ac-

3) Le Texte anglais porte: ,, towns, villages

¹⁾ Le Texte anglais porte: "Scholars of "every faculty."

[&]quot; or places;" il est évident que places aurait du être rendu en français par Licux ou Endroits. 2) Faculté. Voyez plus haut p. 810. Col. 1. note t.

corder aucune Commission à des Vaisseaux armés en Course, qui les autorisat à prendre ou à détruire ces Sortes de Vaisseaux marchands, ou à interrompre le Commerce 1).

Ant. XXV. Les deux Parties contractantes se sont accordées mutuellement la Faculté de tenir dans leurs Ports respectifs des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Commissaires de leur Choix, et dont les Fonctions seront déterminées par un Arrangement particulier, lorsque l'une des deux Puissances aura nommé à ces Postes. Mais dans le Cas que tel, ou autre de ces Consuls, veuille faire le Commerce, il sera soumis aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont soumis les Particuliers de sa Nation à l'Endroit où il réside.

Art. XXVI. Lorsque l'une des deux Parties contractantes accordera dans la Suite quelque Faveur particulière en fait de Navigation ou de Commerce à d'autres Nations, elle deviendra aussitôt commune à l'autre Partie contractante, et celleci jouira de cette Faveur, gratuitement, si la Concession est gratuite, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle.

L'Art. XXVII. fixe la Durée du Traité à dix ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications, et les Puissances contractantes conviennent, que si l'Expiration de ce Terme arrivait dans le Cours d'une Guerre entre Elles, les Articles ci-dessus stipulés pour régler leur Conduite en Tems de Guerre, conserveront toute leur Force, jusqu'à la Conclusion du Troité qui rétablira la Paix.

Traité d'Amitié et de Commerce, pour dix 1799, 11 Juillet. Ans, entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) et les États-Unis d'Amérique, conclu à Berlin, le 11 Juillet 1799 2).

Les Art. 1-XI. reproduisent littéralement les Stipulations énoncées dans les Art. 1-XI. du Traité précédent de 1785.

Les Art. XII. XIV. XVI. XXI. et XXIII. de rogent aux Stipulations énoncées dans les Art. XII. XIV. XVI. XXI. et XXIII. du Traité de 1785.

Les Art. XIII. XV. XVII—XX. XXII. et XXIV—XXVII. reproduisent littéralement les Stipulations.contenues dans les Art. XIII. XV. XVII—XX. XXII. et XXIV—XXVII. du Traité de 1785.

Traité de Commerce et de Navigation, pour douze Ans, entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) et les États-Unis d'Amérique; conclu à Washington, le 1 Mai 1828 ³).

 Voyez plus haut T. H. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. O. p. 323. Col. 1. cont. de la note 1. de la p. 322. Col. 1.

2) Jon. Elliot, 1. c. p. 320. (en anglais et en français.) — Martens, Recueil, T. VI.

(seconde édition) p. 668. (en anglais et en français.) — Nouvelles politiques, 1802. No. 2-6. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 302. (en français.)

3) Gesetzsammlung 1829. No. 6, p. 25. (en français et en allemand.) — Neueste Staats-

Les Art. I-VI. et VIII. statuent sur les Facilités accordées de part et d'autre au Commerce et à la Navigation des deux États.

L'Art. VII. établit que les Articles précédents ne sont pas applicables à la Navigation des Côtes ou Cabolage de chacun des deux Pays, que l'une et l'autre des Parties contractantes se riservent exclusivement.

L'Art. IX. reproduit la Stipulation énoncée dans l'Art. XXVI. du Traité de 1799. (Voyez plus haut p. 1364.)

Les deux Parties contractantes se sont accordées mutuellement la Faculté de tenir dans leurs Ports respectifs des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Commissaires de leur Choix, qui jouiront des mêmes Priviléges et Pouvoirs dont jouissent ceux des Nations les plus favorisées; mais dans le Cas où lesdits Consuls voudraient faire le Commerce, ils seront soumis aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont soumis les Particuliers de leur Nation, à l'Endroit où ils résident. (Comp. plus haut p. 1364. les Art. XXV. des Traités de 1785 et de 1799.)

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux auront le Droit, comme tels, de servir de Jugcs et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation dont ils soignent les Intérèts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux ne requissent leur Intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions. Bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes ') du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Lesdits Consuls. Vice-Consuls ou Agents commerciaux seront autorisés à requerir l'Assistance des Autorités locales, pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leurs Pays; et ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront

terive et de Cussy, l. c. P. II. T. III. p. 318. (en français.)

Alten, T. XV. p. 422. (en allemand.) — Laws of the United States of America, from the 4th of March 1827 to the 3d of March 1833 W ashington 1835. in 8°.) (le Bulletin des Lois se publie annuellement à Washington T. VIII. p. 924. 925. (en anglais et en français.) — Martens, Recucil, Suppl. (par Saalfeld), T. M. Part. II. p. 615. (en français.) — d'Hau-

¹⁾ Le Texte français, inséré dans la Gesetzsammlung, porte, par erreur, "Parties constructantes," au lieu de "Parties contendantes." MM. Saalfeld et d'Hauterive et de Cussy ont reproduit cette Faute, qui ne se trouve point dans le Recueil de Lois américain cité plus haut.

par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres de Navires ou Rôles de l'Équipage, que de tels Individus ont fait partie desdits Équipages; et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point réfusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être enroyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation; mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Toutefois, si le *Déserteur* se trouvait avoir commis quelque *Crime* ou *Délit*, il pourra être *sursis* à son *Extradition*, jusqu'à ce que le *Tribunal*, saisi de l'Affaire, ait rendu sa *Sentence*, et que celle-ci ait recu son *Exécution*.

L'Art. XII. remet en vigueur l'Art. XII. du Traité de 1785 et les Art. XIII. et suivants, jusqu'à l'Art. XIV. inclusivement du Traité de 1799, en exceptant le dernier Paragraphe de l'Art. XIX.

Les Parties contractantes, désirant toujours, conformément à l'Intention déclarée dans l'At. XII. dudit Traité de 1789, pourroir entre Elles, ou conjointement avec d'autres Puissances moritimes, à des Stipulations ultérieures qui puissent servir à garantir une juste Protection et liberté au Commerce et à la Navigation des Neutres, et à aider la Cause de la Civilisation et de l'Humanité, s'engagent ici, comme alors, à se concerter ensemble sur cet Objet, à quelque Époque future et convenable.

L'Art. XIII. traite des Ports bloques.

L'Art. XIV. reproduit littéralement la Stipulation exprimée dans les Art. X. des Traités de

1785 et de 1799. (Voyez plus haut p. 1362. et 1364.)

L'Art. XV. fixe la Durée du Traité à douze ans, à compter du Jour de l'Échange des Rittitations; et si, douze mois avant l'Expiration de ce Terme, ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'annonce à l'autre, par une Déclaration officielle, son Intention d'en faire cessa l'Effet, ledit Traité restera obligatoire pendant un An au delà de ce Terme, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration des douze Mois qui suivront une telle Déclaration, à quelque Époque qu'elle ait lieu.

Par l'Art. XVI., les Plénipotentiuires respectifs, en signant les Articles qui précèdent, et en y apposant leurs Sceaux, déclarent toutefois que la Signature dans ces deux Langues ne doit pas, par la suite, être citée comme Exemple, ni en aucune Manière porter Préjudice aux Par-

ties contractantes 1).

La Prusse entretient:

- à Baltimore, Boston, Charleston, New-York, Nouvelle-Orléans et Philadelphie, des Consuls,
- à New-Port (Rhode-Island), un Vice-Consul 2).

 Le sens de cet Article fort mal rédigé est que l'Emploi exclusif des deux Langues, anglaise et française, dans la Rédaction du présent Traité, ne doit point tirer à conséquence pour l'avenir.

Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat.
 1839. p. 172, 173, 175. — Almanach de Gothu.
 1840. p. 2-6.

Les États-Unis de l'Amérique du Nord entretiennent:

- à Stettin, un Consul,
- à Dantzig, Koenigsberg, Memel et Swinemunde, des Agents consulaires ').

§. 13.

PRUSSE ET ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

Traité d'Amitié, de Navigation et de Com1851, merce, pour douze Ans, entre S. M. le Roi de
Prusse (Frédéric Guillaume III) et les ÉtatsUnis du Mexique, conclu à Londres, le 18 Février 1831 2).

Act. VII. Tous les Commerçants, Patrons de Navires, et autres Sujets de S. M. le Roi de Prusse, jouiront dans les États-Unis du Mexique, d'une pleine Liberté d'y résider, louer des Maisons et Magasins, voyager, commercer, transporter des Productions, des Métaux et des Monnaies, de traiter eux-mèmes leurs propres Affaires, ou d'en confier le Soin à qui bon leur semblera, soit Commissionnaire, Courtier, Agent ou Interprète, et ils ne seront point tenus d'employer à cet Effet d'autres Personnes, ou de leur donner un plus grand Salaire ou Rémunération, que n'en employent ou ne leur payent les

Pareillement, il appartiendra à chaque Vendeur ou Acheteur une parsaite Liberté de régler et de fixer dans tous les Cas, comme bon leur semblera, le Prix des Marchandises importées ou à exporter, sans Égard à leur Nature, en se conformant aux Lois et Coutumes du Pays.

Les Citoyens du Mexique jouiront des mêmes Prérogatives, et aux mêmes Conditions, dans les États de S. M. le Roi de Prusse.

Art. VIII. Les Sujets et Citoyens des Parties contractantes seront exempts de tout Service militaire forcé de Terre et de Mer.

Aucun Emprunt forcé ne leur sera imposé en particulier,

Nationaux eux-mêmes.

allemand et en français.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Muthurd), T. XVI. p. 534. (en français et en allemand.) — & Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 54. (en français.)

¹⁾ Handbuch, etc. 1839. p. 181. — Alman. de Gotha, 1840. p. 76 — 78. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 8. 4

²⁾ Gesetzsammlung 1835. No. 4. p. 21. (en

et leur Propriété ne sera sujette à aucunes autres Charges, Réquisitions ou Impositions, que celles exigées des Indigènes du Pays même.

Les Sujets et Citoyens des Parties contractantes jouiront de part et d'autre, pour leurs Personnes, leurs Maisons et leurs Biens, de la Protection la plus complète, et la plus constante. Ils auront, pour la Poursuite et la Défense de leurs Droits, un Accès libre et facile auprès des Tribunaux; ils auront la Liberté d'employer les Avocats, Procureurs on Agents qu'ils jugeront convenables; et en général, dans l'Administration de la Justice, comme aussi dans tout ce qui concerne la Succession aux Propriétés personnelles, par Testament, ou autrement, et par rapport à la Faculté de disposer de la Propriété personnelle, par Vente, Donation, Échange, dernière Volonté, ou de guelque autre Manière, ils jouiront des mêmes Prérogatives et Libertés, que les Indigènes du Pays où ils résident, et dans aucun de ces Cas ou Circonstances, ils ne seront assujétis à de plus fortes Impositions et Droits que ne le sont les Indigenes; et si, par la Mort de quelque Personne possédant des Biens-fonds sur le Territoire de l'une des Parties contractantes, ces Biens-fonds venaient à passer, selon les Lois du Pays, à un Citoyen ou Sujet de l'autre Partie, celui-ci, dans le Cas où, en sa Qualité d'Étranger, il serait inhabile à les posséder, obtiendra un Délai convenable pour les vendre, et pour en retirer le Produit, sans Obstacle, et exempt de tout Droil de Retenue de la part du Gouvernement des États respectifs.

Les Sujets de S. M. le Roi de Prusse, qui se trouvent dans les États-Unis du Mexique, ne seront ni molestés ni inquiétés en aucune Manière, à l'égard de leur Religion, bien entendu qu'ils respecteront la Religion comme aussi la Constitution, les Lois et les Coutumes du Pays. Ils jouiront du Privilége, qui leur a déjà été accordé, d'inhumer dans les Lieux destinés à cet Effet, les Sujets de S. M. qui viendraient à décéder dans lesdits États, et les Enterrements ou Tombeaux ne seront d'aucune Manière, et sous aucun Prétexte, troublés ou endommagés.

Les Citoyens mexicains auront, dans tous les États du Roi, le libre Exercice de leur Religion, en public ou en particulier, dans leurs Maisons ou dans les Édifices destinés au Culte. Pour la plus grande Sûreté du Commerce entre les Sujets et Citoyens des deux Parties contractantes, il est convenu de plus que si, tôt ou tard, les Relations d'Amitié, qui existent actuellement entre Elles, venaient à être rompues, un Terme de six Mois sera accordé aux Commerçants qui se trouveraient alors sur les Côtes, et d'une Année entière à ceux qui se trouveraient alors dans l'Intérieur du Pays, pour régler leurs Affaires et pour disposer de leurs Propriétés, et, qu'en outre un Sauf-Conduit leur sera accordé pour s'embarquer dans tel Port qu'ils choisiront à leur propre Gré.

Tous les autres Sujets et Citoyens, qui auraient un Établissement fixe et permanent dans les États respectifs, pour l'Exercice de quelque Profession ou Occupation particulière, jouiront de l'Avantage de pouvoir rester et de continuer cette Profession, sans qu'on les inquiète d'aucune Manière dans la pleine Jouissance de leur Liberté et de leurs Biens, aussi longtems qu'ils se conduisent paisiblement, et ne commettent aucune Offense contre les Lois du Pays; leurs Propriétés ou Biens, de quelque Nature qu'ils puissent être, ne seront sujets à aucune Saisie, Séquestre, ni à d'autres Charges ou Impositions, que celles exigées des Indigènes.

De même, ni les *Deniers* dus par les *Particuliers*, ni les *Fonds publics*, ni les *Actions de Société*, ne pourront jamais être saisis, séquestrés ou confisqués.

Chacune des Parties contractantes pourra nommer des Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, afin de résider sur le Territoire de l'autre, pour la Protection du Commerce. Mais, avant que quelque Consul exerce ses Fonctions comme tel, il devra être approuvé et admis dans la Forme usitée par le Gouvernement sur le Territoire duquel il devra résider, tandis que chacune des deux Parties se réserve le Droit d'excepter de la Résidence des Consuls, tels Points particuliers, où Elle ne juge pas expédient de les admettre.

Les Agents diplomatiques et Consuls du Mexique, dans les États de S. M. le Roi de Prusse, jouiront de toutes les Prérogatires, Exemptions et Immunités, qui sont ou seront accordés ultérieurement aux Agents du même Rang de la Nation la plus favorisée; et réciproquement, les Agents diplomatiques et Consuls du Roi, jouiront, sur le Territoire des États-Unis du Me-

xique, de toutes les Prérogatives, Exemptions et Immunités dont les Agents diplomatiques et Consuls mexicains jouiront dans le Royaume de Prusse.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux respectifs pourront, au Décès de chacun de leurs Nationaux, croiser de leurs Scellés, soit à la Réquisition des Parties intéressées, soit d'Office, ceux apposés par l'Autorité compétente sur les Effets mobiliers et Papiers du Défunt, et dès-lors ces doubles Scellés ne seront levés que de concert. Ils assisteront à l'Inventaire qui sera fait de la Succession lors de la Levée des Scellés, et Copie leur sera délivrée par l'Autorité compétente, tant de cet Inventaire que des Dispositions de dernière Volonté qu'aurait laissé le Défunt. Si les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux sont munis de Pleins-Pouvoirs en Forme légale par les Héritiers dûment légitimés, la Succession leur devra être remise de suite, excepté le Cas d'Opposition subsistant de quelque Créancier national ou étranger.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux aurout le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation dont ils soignent les latérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux ne requissent leur Intervention pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions. Bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux seront autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leur Pays; et ils s'adresseront, à cet Effet, aux Tribunaux. Juges et Officiers compétents, et réclameront, par écrit, les Déserteurs susmentionnés, en prouvant, par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles de l'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait

partie desdits Équipages; et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée. De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation; mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Toutefois, si le Déscrteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, saisi de l'Affaire, ait rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Si l'une des Parties contractantes accorde, par la Suite, à d'autres Nations quelque Faveur particulière, en fait de Commerce ou de Navigation, cette Faveur deviendra aussitôt commune à l'autre Partie, qui en jouira gratuitement, si la Concession est gratuite, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle.

L'Art. XV. fixe la Durée du Traité à douze Années, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications; et si, douze Mois avant l'Expiration de ce Terme, ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'annonce à l'autre, par une Déclaration officielle, son Intention d'en faire cesser l'Effet, ledit Traité restera obligatoire pendant un An et an-delà de ce Terme, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration des douze Mois qui suivront une telle Déclaration, à quelque Époque qu'elle ait lieu.

Dans un Accord du 12 Mai 1832, entre les deux Parties, pour la Prolongation des Délais de Ratification, les Dispositions énoncées dans les Art. II. VII. et XIII. ont essuyé quelques Modifications 1).

La Prusse entretient:

- à Veracruz, un Consul,
- à Matamoros (sur la Mer Atlantique), à Mexico, et à Tampico de Tamanlipas, des Vice-Consuls 2).

Les États-Unis du Mexique entretiennent:

- à Elberfeld, un Vice-Consul pour les Provinces du Rhin et de Westphalie,
- à Stettin, un Vice-Consul 1).

§. 14.

PRUSSE ET FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 37. p. 140.)

1) Voyez plus haut p. 1367. Col. 1. note 2. 1840. p. 66. 67.

2) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 3) Handbuch, etc. 1839. p. 181. — Alman. 1839. p. 175.—177. — Almanach de Gotha, 1840. p. 76. 77.

§. 15.

PRUSSE ET GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 32. p. 813.)

§. 16.

PRUSSE ET GRÈCE.

Traité de Commerce et de Navigation, pour dix Ans, entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric Guillaume III) et S. M. le Roi de la Grèce (Othon I), conclu à Athènes, le 12 Août (31 Juillet) 1839 1).

Les Sujets de chacune des Hautes Parties contractantes pourront, avec toute Sûrcté pour leurs Personnes, Vaisseaux et Cargaisons, aborder librement dans les Ports. Places et Rivières des Territoires de l'autre, partout où le Commerce étranger est permis aux Nationaux. Ils pourront s'y arrêter, et résider, dans quelque Partie que ce soit, desdits Territoires, et ils jouiront généralement, tant pour leurs Personnes, que pour leurs Propriétés, de la plus entière Sécurité, et il leur sera accordé pour les Affaires de leur Négoce, la même Protection, dont jouissent les Indigènes, à charge de se soumettre aux Lois et Ordonnances des Pays respectifs.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre la Faculté d'entretenir dans Ses Ports et Places de Commerce, des Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce, qui jouiront de toute la Protection et recevront toute l'Assistance nécessaire pour remplir dûment leurs Fonctions, mais Elles se réservent la Faculté de refuser la Résidence d'un Consul, Vice-Consul ou Agent dans tel Endroit qu'Elles jugeront à propos d'en excepter.

Les Consuls, de quelque Classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs Gouvernement respectifs, et après avoir obtenu l'Exéquatur de celui dans le Territoire duquel ils doivent résider, jouiront dans l'un et l'autre Pays, tant dans leurs Personnes, que pour l'Exercice de leurs Fonctions, des Priviléges dont y jouissent les Consuls des Nations les plus favorisées. Il est pourtant entendu, que si ces Priviléges ne sont accordés aux autres Nations que sous des Conditions spéciales, le Gou-

¹⁾ Gesetzsammlung 1839. No. 5. p. 65. (en français et en allemand.)

vernement respectif ne peut y prétendre qu'en remplissant ces mêmes Conditions.

Du reste, il est expressément déclaré que, dans le Cas d'une Conduite illégale ou impropre envers les Lois ou le Gouvernement du Pays, dans lequel lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce résideraient, ils pourront être privés de l'Exercice de leurs Fonctions par le Gouvernement offensé, qui sera connaître à l'autre Ses Motifs pour avoir agi ainsi. Bien entendu cependant que les Archives et Documents relatifs aux Affaires du Consulat, seront à l'Abri de toute Recherche, et devront être soigneusement conservés sous le Scellé des Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux et de l'Autorité de l'Endroit.

Les Consuls. Vice-Consuls et Agents commerciaux, ou ceux qui seraient dument autorisés à les suppléer, auront le broit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et Équipages des Bâtiments de la Nation, dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux ne requissent leur Intervention, pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions. Bien entendu, que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Patrie.

Lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux seront autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales pour l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement de Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leur Pays, et ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles de l'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait Partie desdits Équipages, et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis

à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Il est entendu toutesois, que si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti ') de l'Affaire, aura rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Dans le Cas où quelque Bâtiment de l'une des Hautes Parties contractantes aurait échoué, fait Naufrage ou souffert quelque Dommage sur les Côtes de la Domination de l'autre, il sera donné toute Aide et Assistance aux Personnes naufragées, ou qui se trouveraient en Danger, et il leur sem accordé des Passeports pour rentrer dans leur Patrie. Les Bàtiments et les Marchandises naufragés, ou leurs Produits, s'ils ont été vendus, seront restitués à leurs Propriétaires ou Ayants-Cause, s'ils sont réclamés dans l'An et Jour, en payant les Frais de Sauvetage que payeraient les Bâtiments nationaux dans les mêmes Cas, et les Compagnies de Sauvetage ne pourront faire accepter leur Service que dans les mêmes Cas, et après les mêmes Délais qui seraient accordés aux Capitaines et aux Équipages nationaux. Les Gouvernements respectifs veilleront d'ailleurs à ce que ces Compagnies ne se permettent point de Vexations ou d'Actes arbitraires. Les Articles sauvés ne seront assujétis à payer des Droits qu'en tant qu'on en disposerait ensuite pour la Consommation dans le Pays où le Naufrage a eu lieu. En tout Cas, les Agrés du Navire naufragé ne seront soumis à aucun Droit.

Par l'Art. XXI. S. M. le Roi de la Grèce déclare être prêt à appliquer les Dispositions du présent Traité (en tant que ces Dispositions, concernant la Navigation et le Commerce moritime, ne seraient pas nécessairement limitées à la Prusse) à ceux des États allemands faisant partie avec la Prusse de l'Association de Douanes et de Commerce, qui viendraient à exprimer le Désir d'entrer en Réciprocité avec la Grèce.

L'Art. XXII. fixe la Durée du présent Traité à dix Années, à partir du Jour de l'Échange des Ratifications; et si, avant l'Expiration des neuf premières Années, l'une ou l'autre des deux Parties contractuntes n'avait pas annoncé à l'autre, par une Notification officielle, son Inten-

¹⁾ Nanti. Voyez plus haut p. 1255. Col. 1. note 1.

tion d'en faire cesser l'Effet, ce Traîté restera obligatoire, une Année au-delù, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration des douze Mois qui suivront une semblable Notification, à quelque Époque qu'elle ait lieu.

La Prusse entretient:

- à Patras, un Consul.
- à Santorin, un Vice-Consul 1).

§. 17.

PRUSSE ET HANOVRE.

I n'existe point de Traité de Commerce entre la Prusse et le Hanorre,

La Prusse entretient:

à Emden et à Leer, des Consuls 2).

Le Hanovre entretient:

- à Dantzig, Koenigsberg (et Pillau), Memel, Stetlin et Stralsund, des Consuls,
- à Swinemunde, un Vice-Consul 3).

§. 18.

PRUSSE ET MECKLEMBOURG (SCHWÉRIN).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Prusse et le Mecklembourg (Schwerin). Le Mecklembourg (Schwerin) accéda, le 2 Décembre 1826, au Système des Contributions inducetes de la Prusse pour les Possessions mecklenbourgeoises encluvées dans le Territoire prussien 9).

Un Traité du 19 Décembre 1826 5) établit la Réciprocité du Traitement des Bûtiments marchands et de leurs Cargaisons dans les États respectifs.

La Prusse entretient:

à Rostock et à Wismar, des Consuls 6).

§. 19.

PRUSSE ET OLDENBOURG.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre la Prusse et le Grand-Duché d'Oldenbourg-

- 1) Handbuch, etc. 1839. p. 175. 176. Almanach de Gotha, 1840. p. 60.
- 2) Handbuch, etc. 1839. p. 173. 174. Almanach de Gothu, 1840. p. 62. Hof- und Shaats-Handbuch für das Königreich Hannorer, 1838. p. 88—92.
- 3) Handbuch, etc. 1839. p. 181. Alman. de Gotha, 1840. p. 76—78. — H. u. Staats-Handbuch f. d. K. Hannover, 1838. p. 94.
- 4) Voyez plus haut p. 1350. Col. 1. Tabl. I. B. Traité I. lit. e.
- 5) Traité pour huit ans, entre la Prusse (Frédéric Guillaume III) et le Grand-
- Duché de Mecklemb our g-Schwér in (Frédéric François); concernant la Réciprocité à observer dans le Traitement des Navires et de leurs Cargaisons appartenant aux deux États: signé à Berlin, le 19 Décembre 1827. [Gesetzsammlung 1826. No. 4. p. 21. (en allemand.) Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. X. P. II. p. 1204. (en allemand.) Neueste Staats-Ahten, T. VIII. p. 51. (en allemand.) d'Hauterine et de Cussy, I. c. P. II. T. V. p. 43. 335. (cité.)]
 - 6) Handbuch, etc. 1839. p. 176. 177. Almanach de Gotha, 1840. p. 65. 66.

1376 LIV. III. CHAP. I. SECT. X. PRUSSE. §§. 20. 21.

Le Grand-Duché d'Oldenbourg accéda, le 21 Juillet 1830, pour la Principauté de Birkesfeld, au Système prussien des Contributions indirectes 1).

Un Traité de Navigution, pour dix Ans, fut signé entre les deux États, le 26 Juillet 1830 2).

La Prusse entretient:

à Oldenbourg, un Consul 1).

Le Grand-Duché d'Oldenbourg entretient:

à Memel, un Consul 1).

§. 20.

PRUSSE ET PAYS-BAS.

(Voyez plus haut Sect. VI. §. 33, p. 966.)

§. 21.

PRUSSE ET POLOGNE.

Acte séparé entre S. M. le Roi de Prusse (Fré1775, déric II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et
la République de Pologne, contenant tout ce qui a
rapport au Commerce des deux États contractants, conclu
à Varsovie, le 18 Mars 1775 °).

Par l'Art. X. du Traité du 18 Septembre 1773, entre lesdites Puissances ⁶), il avait été stipulé que tout ce qui serait arrangé dans des Conventions séparées, qui auraient lieu plus tard, par rapport au Commerce des deux Nations, aurait la même Force et Valeur que si cela était inséré mot à mot dans le susdit Traité.

Tous les Sujets du Royaume de Pologne, sans Distinction, jouiront de l'entière Protection de S. M. le Roi de Prusse, et obtiendront dans Ses États la plus exacte Justice.

Voyez plus haut p. 1351. Col. 2. Tabl. I.
 Traité II. lit. g.

2) Traité de Navigation entre la Prusse (Frédéric Guillaume III) et le Grand-Duché d'Oldenbourg (Paul Frédéric Auguste), signé à Berlin, le 26 Juillet 1830. [Gesetzsammlung 1830. No. 15, p. 114. (en allemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XII. p. 385. (en allemand.) — Neueste Staats-Akten, T. XIX. p. 397. (en allemand.) — d'Hauterine et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 90. 336. (cité.)]

3) Handbuch, etc. 1839. p. 172. — Alman, de Gotha, 1840. p. 68.

4) Handbuch, etc. 1839. p. 181. — Alman. de Gotha, 1840. p. 77.

5) Konstytucye publiczne, T. I. p. 81. (en polonais.) — Martens, Recueil, T. II. p. 164. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 70. (cité.) — d'Haute-

rive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 339. (en français.) — Nous avons fait disparaitre, dans les Articles que nous rapportons, les nombreuses Incorrections qui se trouvent dans la Version donnée par M.M. d'Hauterive et de Cussy.

6) Traité entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne, conclu à Varsovie, le 18 Septembre 1773. [Konstytucye publiczne, T. l. p. 33. (en polonais.) — Mercure historique et politique, Année 1773. T. Il. p. 472. (en français.) — Storia dell' Anno 1773. p. 131. (en italien.) Imprimé séparément en allemand, à Vienne, 1773. in 40. — Büsching, Magazin, T. IX. p. 519. (en français.) — Moser, Versuch, T. V. p. 87. (en français.) — Hertzberg, Recueil, T. I. p. 385. (en frunçais.) — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 67. (Sommaire.)

Ils ne pourront être inquiétés ni arrêtés sous aucun Prétexte, à moins que ce ne soit pour Dettes, ou qu'ils aient commis des Crimes ou Délits dont la Connaissance appartient aux Cours ordinaires de Justice; hors lesquels Cas ils pourront aller librement, partout sans Crainte d'être enrôlés dans les Troupes, S. M. défendant expressément de leur faire la moindre Violence à cet Égard, et enjoignant aux Commandants des Régiments de renvoyer sans Délai ceux qui auraient essnyé quelque Violence, et d'en punir sévèrement les Auteurs, sous Peine d'encourir sa Disgrâce.

Tous les Sujets de S. M. le Roi de Prusse jouiront de la part du Gouvernement polonais de la même Protection, et il ne sera payé.....

Art. XII. Comme ensin, on ne saurait au sortir des Troubles de la Pologne, porter d'abord l'Attention sur tous les Intérèts possibles du Commerce réciproque, les deux Hautes Parties contractantes se réservent, en Cas de Besoin, de les spécisier plus particulièrement à l'avenir, et de les régler à l'Avantage mutuel des deux États.

§. 22.

PRUSSE ET PORTE OTTOMANE 1).

La Prusse n'avait eu encore aucun Rapport direct avec la Cour ottomane, lorsqu'en 1718, sous le règne d'Achmet III, le Grand-Vézir lui fit des Ouvertures amicales dans une Lettre adressée au Ministre du Cabinet du Roi Frédérie Guillaume 1, ayant pour objet d'établir des Relations politiques entre les deux États. La Lettre resta sans réponse, et des Ouvertures semblables, souvent renouvelées depuis, ne conduisirent à aucun résultat; les Démarches du Diman avaient été appuyées d'une part par la France, la Suède et Naples, et contrecarrées de l'autre part par l'Autriche, l'Angleterre et la Russie 2).

1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. IX. Chap. IV. Des Relations entre la Prusse et la Porte. §. 495. Traité d'Amitié. p. 471. — L'aperçu des Relations entre la Prusse et la Porte, donné par M.M. d'Hauteirec et de Cussy (l. c. Part. II. T. V. p. 123.), contient deux erreurs:

1º Le Traité de 1761 n'accorde nullement au Prussiens les Avantages obtenus précidemment par les Français et les Anglais; il disimplement qu'on observera envers les Prussiens entièrement le même Traitement qu'envers les autres Prussances amies. Disposition très vague, très insuffisante, dans les Rapports avec un Gouvernement dont la Diplomatie consiste à trouver des Faux-fuyants, et que la Prusse invoquerait en vain, si elle voulait prétendre à III.

tel ou tel Avantage ou Privilége spécialement accordé aux Français ou aux Anglais. (Comparez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XIII. Turquie. §. 5. p. 528.)

2º La Porte ne s'est miltement engagée par le Traité de 1761, à faire respecter le Pavillon prussien par les Barbaresques, le Traité de 1761 ne fait aucune Mention des Barbaresques. L'Engagement pris par la Porte, de ne point laisser molester et infester les Bàtiments prussiens par les Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, est énoncé dans l'Art. II. du Traité d'Alliance de 1790.

 yon Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXIV. p. 246. Liv. LXV. p. 311. — *Ibidem*, T. VIII. Liv. LXVIII. p. 45. 46. 85. Liv. LXIX. p. 136—138. En 1755, Frédéric le Grand envoya à Constantinople le Sr. de Rexin 1), Porteur d'une Lettre de Félicitation pour le Sultan Osman, à l'occasion de son Avènement au Trône, et chargé en même tems de terminer les Négociations entamées par l'Entremise de la Suède et de 18 France, pour la Conclusion d'un Traité d'Amitté avec la Porte. Le Sultan répondit à la Lettre de Félicitation du Roi, mais le Diwan déclara que pour affermir la bonne Intelligence avec la Pensse, on attendrait avec l'Aide de Dieu une autre Année propice. Rexin fut envoyé de nouveau à Constantinople, en 1758, pour féliciter le Sultan Mustaphe, qui venait de succéder à Osman II, pour reprendre les Négociations relatives au Traité d'Amitié, et pour déterminer la Porte à entrer dans une Alliance contre la Cour de Vienne. Rexin promit et fit espérer beaucoup, mais ni ses Promesses, ni ses Espérances ne se réalisérent, et il ne résulta finalement de sa longue Négociation que le Traité d'Amitié et de Commerce, conclu à Constantinople, le 22 Mars 2) 1761, malgré les efforts des Ministres d'Autriche et de Russie, pour l'empêcher 3).

Traité d'Amitié et de Commerce entre S. M.

1761.
22 Mars.
Frédéric II, Roi de Prusse, et le Sultan des Ottomans, Mustapha III, conclu à Constantinople.
le 22 Mars 1761. (Original en turc et en italien.)

des Sujets prussiens) souffraient quelque Endommagement, il leur sera permis de les faire radouber; ils pourront aussi acheter des Vivres, Boissons et toutes Choses dont ils auront besoin pour leur Entretien, en les payant de leur Argent, sans être empêchés par personne. Quant à l'Achat et à la Vente de

1) Godefroi Fabien Haude, natif de Hirschberg en Silésie, avait d'abord été Commis de Maison de Commerce autrichienne Hubsch, à Constantimople; après avoir été employé pendant quelque tems dans la Chancellerie de l'Internonce impérial près la Porte, il devint Cortette') dans le Régiment autrichien de Birkenfeld, et, de retour en Silésie, sa patrie, il passa au service de Frédéric le Grand qui, en 1754, l'anoblit, en lui donnant le nom et les armoiries de la famille éteinte de Rexin. (Preufs, Friedrich der Grafse (Berlin 1832–1834, T. I.— IV. et Documents (Urkund embuch) T. I.—IV. in 8°.) T. I. p. 457. 458. T. II. p. 121. 122.)

2) Hertzberg, Wenck et Martens, donnent à ce Traité la date du 22 Mars 1761, qui répond au 26 Schiaban 1174 de l'Hégire. — Mr. de Hammer rapporte la date de l'Hégire, 22 Schiaban 1174, qu'il fait correspondre au 29 Mars 1761; il se trompe; le 22 Schiaban 1174 répond au 18 Mars 1761, et le 29 Mars 1761 répond au 4 Ramadan 1174. 4) Hertzberg, Recueil (2de édition. Berlin 1790.) "), T. I. p. 486. (en italien.) (Copie remplie de fautes et d'erreurs.) — Wenck, l. c. T. III. p. 270. (en italien.) — Martens, Recueil, T. I. p. 1. (en italien et en français.) — von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXX. p. 240. 241. — Ce Traité est omis dans l'Hist. abrégée de Mr. Schoell. — d'Hauterire et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 123. (en français.)

La Traduction française, publiée par Martens et reproduite par MM. d'Hauterive et de Cussy, n'est ni fidèle ni correcte. Celle que nous donnons a été faite sur le Texte italien original, conservé aux Archives du Ministère des Affaires étrangères.

Cornette se disait autrefois de l'étendard d'une Compagnie de Cavalerie, et, par extension, mais

³⁾ von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXX. p. 190. 204. 240. 241. — Preufs, l. c. T. II. p. 122. — Hertzber g, Recueil, T. III. (première édition) p. 34. note. — Histoire de mon Tems, dans les Ocuvres posthumes du Roi de Prusse, T. III. p. 73.

^{&#}x27;) Cornette, Officier d'une Compagnie de Cavalerie, qui était chargé de porter l'Étendard. Cornette se disait autrefois de l'étendard d'une

plus rarement, de la troupe même. (Dict. de

[&]quot;) Ce Traité ne se trouve point dans la première édition.

tous les Objets et Marchandises non prohibés, on leur accordera, ainsi qu'aux Marchands prussiens, entièrement le même Traitement qui s'observe envers les Marchands des autres Puissances amies. et si quelque Navire prussien faisait Naufrage dans les Ports et Échelles de l'Empire ottoman, les Gouverneurs, Juges et Officiers du Lieu, devront avoir Soin de le préserver de tout Acte d'Hostilité, et de remettre tous les Effets et Marchandises sauvés du Naufrage, à ceux des Consuls prussiens qui se trouveront dans le Voisinage, pour être restitués à leurs Propriétaires, sans que pour cela on puisse demander autre Chose, que le Salaire ordinaire de ceux qui auront servi à les sauver et à les transporter, et si lesdits Effets et Marchandises venaient à être enlevés, on devra tâcher de les retrouver et de les reprendre, pour les consigner et restituer en entier.

Art. II. On ne pourra exiger du Ministre ') de Prusse aucun Droit de Douanes ni autre Impôt pour les Effets, Hardes et autres Choses appartenant à lui personnellement, ni pour les Objets qu'il voudra employer à faire des Présents. et, pour ce qui concerne la Douane, on observera envers les Prussiens le même Traitement qu'envers les autres Puissances amies, et on ne demandera point des Prussiens, ni de ceux qui dépendent d'eux, de l'Argent à titre de Kassabiyè 2).

Art. III. Lorsque des Marchands de la sublime Porte noliseront des Navires prussiens, pour transporter leurs Effets et Marchandises. on observera, touchant le Nolis, le même Traitement qui a lieu vis-à-vis des autres Puissances, et les Marchands prussiens, qui importeront ou exporteront des Effets sur leurs Navires, devront payer, sans aucune Difficulté, aux Ministres et Consuls prussiens, le Droit appelé Consulat, pour tous les Objets qui, suivant l'Usage, sont soumis au Payement des Droits de Douane.

Art. IV. Le Ministre prussien, résidant auprès de la sublime Porte, devra jouir de l'Indépendance et des Priviléges dont les Ambassadeurs des autres Puissances amies ont Cou-

¹⁾ Le Texte italien porte "Ambasciadori," mais la Prusse n'ayant jamais eu d'Ambassadeur à Constantinople, nous avons employé le

mot Ministre.

²⁾ Voyez plus haut p. 104. Col. 1. note **.

tume de jouir, et, dans toute la Jurisdiction de la sublime Porte, dans les Échelles, Ports et Iles, où se trouvent des Consuls, Vice-Consuls et Drogmans des autres Puissances amies, les Ministres prussiens pourront également envoyer des Consuls, Vice-Consuls et Drogmans, congédier ceux qu'ils voudront, et en constituer d'autres à leur Place. Et, quant aux Ministres qui résideront auprès de la sublime Porte, ils pourront employer quatre Drogmans, et un Drogman dans les Endroits où résideront les Consuls; et les Consuls, Vice-Consuls, Drogmans, Voyageurs, Marchands et autres Gens de leur Nation, jouiront des mêmes Immunités dont jouissent les Sujets des autres Puissances amies.

S'il arrivait quelque Dispute entre des Prussiens et ceux qui dépendent d'eux, le Ministre ou les Consuls prussiens décideront l'Affaire d'après leurs Lois, et tant que les Prussiens ne demanderont pas eux-mêmes à être jugés par la Justice ottomane, les Juges et Gouverneurs de la sublime Porte ne pourront s'ingérer par Force, sous Prétexte de vouloir les juger.

Les Consuls, qui résideront dans le Territoire ottomon, ne seront pas mis aux Arrêts, et tous les Procès qu'ils auront, se décideront par l'Entremise de leurs Ministres; leurs Maisons ne pourront point être scellées, et elles seront exemptes de Recherches et de Visites.

S'il s'élevait quelque Contestation entre les Sujets de la sublime Porte et ceux de Prusse, on procédera, dans les Tribunaux ottomans avec l'Assistance de leurs Ministres, Consuls ou Vice-Consuls, et aussi par l'Entremise des Drogmans; et si quelque Mahométan ou autre Sujet de la sublime Porte, faisait comparaître devant le Tribunal quelque Sujet prussien ou quelqu'un de ceux qui dépendent d'eux, dans un Tems où aucun de leurs Drogmans ou Procureurs ne serait présent, on ne pourra point les contraindre à répondre.

Et si les *Procès* des *Consuls* ou de leurs *Drogmans ex*cèdent la Valeur de quatre mille aspres, ils devront être examinés dans la *Capitale de l'Empire ottoman*.

S'il s'élevait quelque Contestation entre les Mahométans ou d'autres Sujets de la sublime Porte, et les Prussiens ou ceux qui dépendent d'eux, sur des Points concernant les Ventes.

Achats ou Emprunts d'argent, et qu'il n'existe ma furidique ni autres Documents valides, on n'écoutera point les furidique ges forcés, et s'il survenait quelque Contestation au moment du Départ d'un Navire prussien, elle devra être décidée sans Délai par l'Entremise du Consul ou du Drogman, et le Navire ne sera ni arrêté ni retardé dans son Départ, sans raison.

Si quelque Prussien, endetté ou coupable de quelque Délit, prenait la Fuite, on ne pourra saisir ni molester un autre Prussien qui ne sera point Débiteur, et qui n'aura point participé audit Délit.

Si, dans un Lieu où demeure un Prussien, on trouve le Corps de quelque Homme tué, on ne pourra point molester le-dit Prussien, en exigeant de lui ce qu'on appelle le Prix du Sang, à moins qu'il ne soit légalement convaincu d'avoir commis le Meurtre.

Il ne sera point permis de faire Esclave aucun Sujet prussien. Cependant, si, en Tems de Guerre, quelque Prussien fût pris, ensemble avec des Troupes ennemies en Guerre avec la sublime Porte, il sera permis de le faire Esclave. Mais si, lorsqu'il a été fait Esclave, ledit Prussien ne s'était trouvé parmi les Troupes ennemies que par Inadvertance, ou de quelque autre Manière, alors, après que sa Qualité de Prussien aura été prouvée, et qu'il aura été demandé et réclamé, il sera mis en Liberté. De même, aucun Mahométan, ni autre Sujet de la sublime Porte, ne sera fait Esclave par la Cour de Prusse, et si quelqu'un d'eux se trouvait dans l'Esclavage, il sera rendu à la Liberté sans Délai ni Retard.

Si quelque Prussien, ou quelqu'un de ceux qui dépendent deux, venait à mourir dans les États de la sublime Porte, les Effets qu'ils laisseront après leur Mort, seront remis entre les Mains du Ministre ou des Consuls prussiens, pour être restitués à leurs Héritiers, et s'il ne se trouvait sur les Lieux ni Ministre ni Consul, le Compagnon du Défunt les prendra, sans aucun Empêchement de la part des Juges et Officiers de la sublime Porte ottomane. Si cependant il ne se trouvait aucun Prussien dans l'Endroit où a cu lieu le Décès, on sera un Inventaire de ses Effets, qui sera scellé du Sceau du Juge de l'Endroit, et lesdits Effets, après avoir été mis en Dépôt, seront consignés, sans aucune Opposition, à la Personne à laquelle le

Ministre de point le Droit légal appelé Resmi Kismet ').

n'en Grand emploiera tous les Soins et Diligence possibles, tant pour mettre en bon Ordre toutes les Choses qui concernent le Commerce, que pour empêcher celles qui pourraient lui faire du Tort.

Quant à l'Exercice de la Religion et aux autres Matières, on observera vis-à-vis des Prussiens entièrement le même Traitement qui s'observe envers les autres Nations amies.

Traité d'Alliance entre la Prusse (Frédéric 1790, 31 Janvier. Guillaume II) et la Porte (Sélim III), conclu à Constantinople, le 31 Janvier 1790 2). (Original en turc et en français.)

Les deux Cours, c. à. d. les Cours prussienne et ottomane, renouvellent le Traité de Commerce concluentre Elles à Constantinople, l'année 1761, et pour l'exécuter, comme il faut, en tous les Points y contenus, il doit être annexé à la présente Convention. Après cela la Cour ottomane s'oblige à laisser aller et venir dans la Méditerranée les Bâtiments marchands prussiens, avec pleine Liberté, sous leurs propres Pavillons et Patentes, sur le pied des autres Cours amies les plus favorisées, et à ne laisser aucunement molester et infester les dits Bâtiments prussiens de la part des Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli. Et, pour que les dites Régences, selon l'Exigence de leur Indépendance 1), fassent d'un Accord réciproque des Conventions séparées avec la Cour de Prusse, les Régences susmentionnées doivent être informées et sommées après la Conclusion de ce Traité.

L'Injonction de respecter le Pavillon prussien, sut renouvelée aux Régences d'Alger, de Tunis et de Tripoli, par un Rescrit impérial du Sultan Sclim III, émané en 1803 *); un pareil Commandement, adressé aux trois Cantons, par le Sultan Mahmoud II, en 1818, sut

Il est à remarquer que la Porte, tout en se targuant occasionnellement de sa Suzéraineté sur les Régences barbaresques, a cependant toujours cherché à se décharger de la responsabilité des Pirateries exercées par ses Vassaux refractaires, en engageant les Puissances étrangères à traiter directement avec les Régences auxquelles elle reconnaîtle Droit de faire la Paix et la Guerre, comme Puissances indépendantes.

4) Firman adressé par le Grand-Seigneur (Sélim III) à la Régence d'Alger (et de la mème Teneur aux Régences de Tunis et de Tripoli), pour réltérer Plajonction derespecter la Liberté accordée par Sa Hautesse au Commerce et à la Navigation des Sujets prussiens. Donné à Con-

¹⁾ Voyez plus haut p. 460. Col. 1. note 1.
2) Hertzberg, Recueil, T. III. p. 36. (en français.) — Nouvelles extraordinaires, 1790. No. 35. 36. Suppl. (en français.) — Martens, Recueil, T. IV. p. 466. (en français.) — Nieme Nederl. Jacrboeken, 1790. p. 347. (en hollandais.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 473. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 130. (Extrait en français, Art. II.)

³⁾ Le Rédacteur a sans doute voulu dire "selon que l'exige leur Indépendance."

expedie sur la Demande de la Mission de Prusse, par un Commissaire (Moubaschir) 1) expressement envoyé par la Porte, mais quelque sévères que fussent les Ordres du Dinan, les Régences n'en tenaient aucun Compte, et les Nauires prussiens étaient obligés de se courrir d'un Pavillon étranger, pour naviguer dans la Méditerranée. Aujourd'hui encore, le Pavillon prussien n'a de Surete contre les Pirateries des Marocains et des Burbaresques (de Tunis et de Tripoli) que la Faiblesse de ceux-ci.

La Permission d'aller et venir dans les Ports turcs, situés dans la Mer Noire, fut accordée aux Navires prussiens, le 17 Juillet 1806 2).

Comme toutes les Nations chrétiennes, la Prusse est appelée à jouir des Avantages stipulés

dans le Traité conclu à Andrinople, en 1829, entre la Porte et la Russie. (Voyez plus haut p. 1329.) Les Changements survenus dans les derniers tems, d'une part dans la Législation et l'Ad-

Les Changements survenus dans les derniers tems, d'une part dans la Legislation et l'Administration ottomane, et de l'autre part, dans les Rapports commerciaux de la Prusse, depuis l'Établissement de l'Association de Douanes et de Commerce allemande, ont donné lieu à une

Convention de Commerce entre la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Wurttemberg, le Grand-Duché de Bade, les deux Hesse, électorale et grand-ducale, les États formant l'Association de Douanes et de Commerce dite de Thuringe, le Duché de Nassau et la Ville libre de Francfort-sur-le-Mein d'une part, et la sub lime Porte ottomane de l'autre part, signée à Constantinople, le 22 (10) Octobre 1840 (26 Schiaban 1256) 1) 1). (Original en turc et en français.)

Cette Convention, négociée et conclue par la Prusse, tant en son Nom, qu'en celui des autres États, Membres de l'Association de Douanes et de Commerce allemande, stipule (Art. I.) que tous les Points des Stipulations commerciales précédemment artétées entre la Prusse et la sublime Porte, et nommément toutes les Stipulations du Traité d'Amitié et de Commerce, du 22 Mars 1761 (v. st.), autant qu'ils ne se trouveront pas en Contradiction avec la présente Convention, seront maintenue, confirmés pour toujours et étendus, avec les Droits et Obligations réciproques qui en résultent, à tous les autres États formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande.

En vertu de l'Art. IX., la nouvelle Législation de Douanes et de Commerce créée par la sublime Porte, sera applicable à toutes les Provinces de l'Empire ottoman, c'est à dire à toutes les Possessions de S. M. impériale le Sultan, situées en Europe et en Asie, en Égypte et dans les autres Parties de l'Afrique, appartenant à la sublime Porte.

stantinople, au milieu de la Lune de Djemazial-Ewel l'an de l'Hégire 1218 (Commencement de Septembre, 1803)'). (Martens, Recueil, T. VIII. (2 de édition) p. 465, (en français.) Cest par erreur que dans l'Intitulé de la Traduction française, rapportée par M.M. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 131., la Régence d'Alger n'est point nommée.)

1) Moubaschir, Commissaire, Messager du Gouvernement, envoyé dans les Provinces. (d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. VI. p. 294. — von Hammer, Staatsverfassung, T. I. Chap. II. p. 111.)
2) Traduction de la Note remise par la

sublime Porte au Chargé d'Affaires de Prusse, relativement à la libre Navigation des Bàtiments prussiens dans la Mer noire, en date de Constantinople, le 2 de la Lune de Djemaziul-Ewel, l'an 1221 de l'Hégire (17 Juillet 1806) "). [Martens, Becueil, T. VIII. (2de édition) p. 467. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 134. (en français.)]

 Cette Convention ne se trouve encore dans aucun Recueil.

Le 22 (10) Octobre 1840 répond au 25 et non au 26 Schiaban de l'année 1256 de l'Hégire.

^{&#}x27;) En admettant que la date de l'Ére chrétienne, commencement de Septembre 1903, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera la fin et non le commencement de la Lune de Diemaziul-ewel 1218.

[&]quot;) En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 17 Juillet 1806, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 13 et non le 2 de la Lune de Djemaziul-Ewel 1221.

LIV. III. CHAP. I. SECT. X. PRUSSE. §6. 23-25. 1384

L'Art. X. stipule que le nouveau Tarif sur lequel on tombera d'accord, et pour lequel des Commissaires de part et d'autre sont déjà nommes, sera valable pour sept Ans, à dater de sa Fixation ; après ce tems, chacune des Hautes Parties contractantes aura le Droit d'en demander la Révision, mais si, pendant ces six Mois qui suivront l'Expiration des sept premières Années, ni l'une ni l'autre n'use de cette Faculté, le Tarif continuera d'avoir Force de Loi pour sept autres Années, et ainsi de suite à la fin de chaque Période successive de sept Années.

La Convention ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls, mais il est évident que la Disposition rapportée ci-dessus de l'Art. I., qui étend à tous les États formant l'Association de Douanes et de Commerce allemande, les Droits et Obligations réciproques résultant du Traité d'Amitie et de Commerce entre la Prusse et la sublime Porte, du 22 Mars 1761 (v. st.), attribue également auxdits États la Faculté d'établir des Consuls, Vice-Consuls et Drogmans dans les Échelles, Ports et Iles de la Jurisdiction de la sublime Porte (Voyez plus haut p. 1379. 1380. l'Art. IV. du Traité précité d'Amitié et de Commerce entre la Prusse et la sublime Porte).

La Prusse entretient

dans la Turquie d'Europe:

à Salonique, un Consul;

dans la Principauté de Valachie:

à Bucharest, un Consul;

dans la Principauté de Moldavie:

à Yassy, un Consul,

à Galatz, un Vice-Consul;

dans la Turquie d'Asie:

à Alep, à Seyde (et Bairut) et à Smyrne, des Consuls: dans l'Ile de Chypre, un Consul;

dans l'Ile de Patmos,

dans l'Ile de Rhodes,

dans l'Ile de Stanchio (Cos) en Égypte:

à Alexandrie, un Consul').

§. 23.

PRUSSE ET PORTUGAL.

(Voyez plus haut Sect. IV. §. 17. p. 563.)

6. 24.

PRUSSE ET RUSSIE.

(Voyez plus haut Sect. IX. §. 27. p. 1333.)

§. 25.

PRUSSE ET SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 23. p. 320.)

1) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 172. 175. 176. - Alman. de Gatha. 1840. p. 98-104. 106.

§. 26.

PRUSSE ET SAXE (ROYALE) 1).

Une Convention spéciale, pour le Commerce entre les deux États, sut signée à Leipzig, le 16 Octobre 1728 ²).

Par l'Art. X. du Traité de Paix conclu à Dresde, le 25 Décembre 1745 3), il fut convenu qu'on redresserait réciproquement, et de bonne Foi, tous les Abus qui s'étaient glissés dans le Commerce, au Préjudice des Pays, Étuts et Sujets respectifs, soit en les abolissant entièrement de part et d'autre, soit en convenant amiablement par une Convention ultérieure.

L'Art. VI. du Traité de Paix de Hubertsbourg, du 15 Février 1763 *), stipule que, pour redresser réciproquement tous les Abus qui se sont glissés dans le Commerce, au Préjudice des Pays, États et Sujets respectifs, il est convenu que, d'abord après la Paix conclue, on nommera, de part et d'autre, des Commissaires qui régleront les Affaires de Commerce sur des Principes équitables et réciproquement utiles. Il sera aussi réciproquement administré bonne et prompte Justice à ceux des Sujets respectifs qui auront des Procès et des Prétentions liquides dans les États de l'une ou de l'autre Partie, et quand il y en aura qui auront changé ou voudront encore changer de Domicile, et se transférer de la Domination de l'une sous celle de l'autre des deux Hautes Parties contractantes, on ne leur fera point de Difficulté à cet égard.

Une Convention signée à Hulle, le 18 Juin 1766 5), stipule, pour les Sujets réciproques, la libre Fréquentation des Foires de Leipzig, de Naumbourg et de Francfort sur l'Oder, et que toute Protection doit leur être accordée.

La Saxe accèda à l'Association de Douanes et de Commerce prusso-hessoise et bavaromurttembergeoise, le 30 Mars 1833 6).

La Prusse entretient:

à Leipzig, un Consul-général 1).

1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. IX. Chap. II. Des Relations entre la Prusse et l'Empire et plusieurs États. §. 488. Saxe. p. 464. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 399.

2) Voyez l'Ordomance circulaire du Roi de Prusse, du 7 Mai 1729, dans My l'ius, Corpus Constitutionum Murchicarum, T. VI. Append. No. 23. p. 82.— Il n'est point fait mention de cette Convention dans le Recueil de MM. d'Hautaire et de Cussy.

3) Traité de Paix, de Réconciliation et d'Amitié entre S. M. le Roi de Prusse (Frédéric II) et S. M. le Roi de Pologne, Electeur de Saxe (Frédéric Auguste III), conclu et signé à Dresde, le 25 Décembre 1745. [Imprimé séparément in 40., en 1746, à Dresde et à Berlin. - Wenck, l. c. T. II. p. 207. (en français.) - Rousset, Recueil, T. XIX. p. 423. (en français.) - Mercure histor. et polit. 1746. Part. L. p. 145. (en français.) - Moser, Versuch, T. X. Part. II. p. 68. (en français.) — Adelung, Staatsgeschichte, T. IV. p. 50. (en allemand.) -Hay mann, Neu eröffnetes Kriegs- und Friedens - Archiv über die nach Ableben Kaiser Carls VI entstandenen Kriege (Leipzig 1744 -1754. T. I-VIII. in 8°.) T. V. p. 169. (en allemand.) — Hörschelmann, l. c. T. I. Col. 178. (en allemand.) — Schoell, Hist. abrégée, T. II. Chap. XVI. p. 386. (Sommaire.) — d'Hauterive et de Cassy, l. c. Part. II. T. V. p. 400. (Extrait en français, Art. X.)]

Voyez plus haut p. 1085. Col. 1. note *.
 d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V.
 p. 5. 6. (Extrait en français, Art. V. VI.)

5) Convention de Commerce entre la Cour royale de Prusse et la Cour électorale de Saxe, faite à Halle-sur-Saale, le 18 Juin 1766. (Original en allemand.) [Weack, l. c. T. III. p. 509. (en allemand.) — Martens, Recueil, T. I. p. 387. (en allemand.) — Mercure historique et polit. T. CLXI. p. 355. (Traduction française très incorrecte.) — Moser, Versuch, T. VII. p. 571. (en français, copie de la Traduction qui se trouve dans le Mercure hist. et polit. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 401. (Extrait en français. Art. II.)]

Voyez plus haut p. 1352. Col. 1. Tabl. I.
 Traité II.

7) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 174. — Staats-Handbuch für das Königreich Sachsen, 1839. in 8°. p. 311. — Almanach de Gotha, 1840. p. 88.

1386 Liv. III. Chap. I. Sect. X. Prusse. §§. 27 – 29.

§. 27.

PRUSSE ET SUÈDE (ET NORYÈGE).

(Voyez plus haut Sect. VIII. §. 22. p. 1138.)

§. 28.

PRUSSE ET TOSCANE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre la Prusse et la Toscane.

La Prusse entretient:

à Livourne, un Consul 1).

La Toscane n'entretient point de Consuls en Prusse; les Intérêts de ses Sujels dans ce Royaume sont protégés par les Agents consulaires autrichiens 2).

§. 29.

PRUSSE ET VILLES HANSÉATIQUES.

Une Convention de Commerce fut conclue entre la Prusse et la Ville de Brème, le 26 Août 1769 3.

Le Traité de Commerce et de Navigation. du 4 Octobre 1828 4), abolit toute Différence dans le Traitement des Navires respectifs et de leurs Cargaisons dans les Ports prussiens et hanséatiques. Ce Traité, qui expire le 1 Janvier 1840, restera en vigueur jusqu'à l'Expiration de douze Mois qui suivront l'Annonce officielle, faite par l'une des Parties contractantes, de vouloir l'annuler.

La Prusse entretient:

- à Brème, un Consul,
- à Hambourg, un Consul,
- à Lubeck, un Consul 5).
- 1) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 174. — Almanacco Toscano, 1839. p. 184. — Almanach de Gotha, 1840. p. 96.
 - 2) Almanacco Toscano, p. 182.
- 3) Convention de Commerce entre les Commissaires de S. M. prussienne (Frédéric II), pour la Ville de Minden'), et les Commissaires de la Ville impériale de Brème, conclue à Brème, le 30 Octobre 1769. (Original en allemand.) (Martens, Recueil, T. I. p. 678. (en allemand.) MM. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 430., ont cité par erreur le T. VI. des Suppléments du Recueil de Martens.)
- 4) Traité de Commerce et de Navigation entre la Prusse (Frédéric Guillaume III) et les Villes libres et banséatiques de Lubeck, de Brème et de Hambourg, signé à Berlin, le 4 Octobre 1828. (Original en allemand.) (Gesetzsammlung 1828. No. 19. p. 135. (en allemand.) Lappenberg, Sammlung der Verordungen der freien Hansestudt Hamburg, T. X. p. 135. (en allemand.) Neueste Staats-Akten, T. XIII. p. 360. d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. V. p. 431. (en français.)
- 5) Handbuch f. d. K. Pr. Hof und Staat, 1839. p. 172-174. — Almanach de Gothe, 1840. p. 13. 61. 65.

') L'Évêché de Minden, sécularisé par la Paix de Westphalie, fut donné à la Maison de Brandebourg, à tître de Principauté et de Fief d'Empire avec Voix et Séance à la Diète, et sauf les Droits du Chapitre. Par l'Art. VII. de la Paix de Tilsit, la Prusse cèda la Principauté de Minden, qui fut incorporée au Rayaume de Westphalie; et par le Sénatus Consulte du 13 Décembre 1810, la moitié de cette Principauté (15 milles carrées avec 30,000 habitants) fut incorporée à l'Empire français. La Prusse rentra on possession de la Principauté

SECTION XI.

AUTRICHE.

§. 1.

AUTRICHE ET ALGER.

Depuis que les Pays-Bas retombèrent dans la Maison d'Autriche, en 1713 1), l'Empereur Charles VI (1711—1742), s'occupant sérieusement des Moyens d'étendre et de protéger le Commerce de ses Sujets dans la Méditerranée, sentit la Nécessité de conclure des Traités avec les Barbaresques, et l'Acquisition de la Toscane, en 1737 2), fut un Motif de plus pour cultiver l'Ambié de ces États.

L'Art. XIII. de la Paix de Passarowitz avec la Porte (1718) 3), ayant statué qu'il serait enjoint à ceux de Tunis, de Tripoli et d'Alger, de ne point contrevenir à cette Paix, l'Empereur, pour conclure les premiers Traités avec les trois Régences, recourut à la Médiation du Diwan.

Le premier des Traités ainsi conclus avec les Barbaresques, fut celui avec Tunis, en 1725,

le second celui avec Tripoli, en 1726, et le troisième celui avec Alger, en 1727 4).

Les Ambassadeurs que les Régences de Tripoli et de Tunis envoyèrent à Vienne, ayant porté plainte de ce que la Cour impériule ne leur envoyait point, à l'instar des autres Cours chétiennes, des Présents, elles reçurent une fois pour toutes la Somme de cinq mille florins, mais le Prince Eugène, dans le Rapport qu'il adressa à ce sujet à l'Empereur Charles VI, lui conseilla d'employer de préférence l'argent, que couteraient les Présents, à construire des Vaissaux de guerre, pour défendre contre les Déprédations des Barbaresques les Côtes de Naples et de Sicile 3.

Articles conclus au Nom de S. M. impériale 1727, 8 Mars. et catholique °) (Charles VI) et la Régence d'Alger, par la Médiation de la Porte ottomane (Ach-

1) Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. III. Sect. VI. p. 60. Col. 1. continuation de la note 2 de la p. 59. Col. 1.

2) Voyez plus haut T. I. du *Manuel*, Liv. I. Chap. V. Sect. II. *Italie*. Art. I. *Toscanc*. §. 1. p. 280, Col. 2. note 2.

3) Voyez plus bas §. 27.

4) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. X. Chap. V. Des Relations entre l'Autriche et l'Afrique, §. 519. Alger; Tunis; Tripoli; Maroc; p. 495. — von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 313, 314.

5) von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 315.

6) Par le Traite de Paix de Vienne, du

30 Avril 1725, l'Empereur Charles VI, qui avait été proclamé Roi d'Espagne, sous le nom de Charles III, reconnut Philippe V en cette qualité, et garantit même l'Ordre de Succession à la Couronne d'Espagne, tel qu'il venait d'être établi par les Traités d'Utrecht, mais il conserva le Titre de Roi d'Espagne et celui de Majesté catholique, l'Art. X. du Traité susmentionné de Vienne ayant statué que l'Empereur et le Roi d'Espagne garderaient leur Vie durant, les Titres dont ils s'étaient servis jusqu'alors, mais qu'à leur Mort, leurs Successeurs ne prendraient que les Titres des Provinces dont ils étaient réellement en possession. (Schoell, Hist. abregec, T. II. (Chap. X. p. 5. Chap. XIV. p. 222.) Chap. XIV. p. 202.)

toute entière, par l'Art. XXIII. de l'Acte du Congrès de Vienne. (Schoell, Hist. abrégée, T. I. Chap. I. p. 240. T. VIII. Chap. XXXVI. p. 287. 327. Chap. XXXVII. p. 443. T. XI. Chap. XLI. p. 349.)

Minden, Chef-lieu de la Régence du même nom (Province de Westphalie), sur le Weser, avec environ 8000 habitants. On voit près de là la Porte de Westphalie (Porta Westphalica), lieu où la montagne de Jacques et celle de Wittekind, qui portent encore les vestiges d'un violent écoulement d'eau, s'ouvrent, et forment, pour ainsi dire, des colonnes de chaque côté, pour laisser passer le Weser. (Adr. Balbi, l. c. p. 261. — Langlois, l. c. T. III. p. 368. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. III. p. 10. 402. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 385.)

met III), au sujet de la Navigation. Signés à Constantinonle, le 8 Mars 1727 1), qui répond au 15 du Mois lunaire, appelé Redjeb, l'An de l'Hégire 1139 2).

Le Préambule de ce Traité nous apprend que des Commissaires de l'Empercur et du Sultan avaient été envoyés à Alger, pour négocier un Traité, mais que "n'ayant pu entrer, à cause "de certains Empéchements 3), en Conférence avec la Communauté d'Alger en Afrique," ils retournèrent à Constantinople, et que ce fut là que ,, le Grand-Amiral de la sublime Porte, sub-"stitué de la part d'Alger, Communaute d'Afrique, par Lettre et Pleinpouvoir spécial, pour gentrer en Traité selon les Conditions et Articles de Paix, conclus avec les Communautés de "Tunis et de Tripoli," après être entré en Conférence avec le Ministre et Résident (Joseph de Dirling) de Sa Sacrée Majesté impériale et catholique auprès de la respectable Porte, Commissaire plénipotentiaire pour cette Négociation, conclut et signa la Paix entre la susdite Majesté impériale et catholique 4) et le Sénat d'Alger en Afrique.

L'Art. II. stipule expressement, que les Vaisseaux respectifs "n'entreront point dans les "Ports les uns des autres, et n'y feront point de Commerce; mais que si la Nécessité ex-"geait que les Vaisseaux de l'unc des Parties, à cause de la Véhémence de la Tempète ou le "la Poursuite des Ennemis, dussent entrer dans les Ports de l'autre, ils pourront y entrer, et que, lorsqu'ils seront arrivés sous le Canon, ils y seront en Surcté et Sécurité, et que les Gouverneurs des Ports ne permettront pas que les Pirates poursuivent les Vaisseaux mar-"chands avant que vingt-quatre Heures soient passées."

Les Vaisseaux pirates armés dans les Provinces algériennes, sortant en Mer et rencontrant des Vaisseaux portant Pavillon allemand, de quelque Pays qu'ils soient, munis de Passeports signés des Gouverneurs desdits Pays, de façon cependant, que les Cachets soient pareils aux Passeports, Cachets et Pavillons, qui seront envoyés par le Consul à nommer dans ces Contrées 5), ils les laisseront en toute Liberté continuer leur Voyage, sans les arrêter ni leur donner aucun Empêchement, ains leur donneront tout le Secours et les Provisions dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer sculement deux Hommes dans la Chaloupe, outre le Nombre des Rameurs

1) Du Mont, l. c. T. VIII. Part. II. p. 140. (en français, sans le Préambule.) - Lamberty, Memoires, T. X. Append. No. XXVIII. p. 177. (en français, sans le Préambule.) --Rousset, Recueil, T. IV. p. 273. (en français, sans le Préambule.) - Schmaufs, Corp. j. g. acad. Part. II. p. 2073. (en français, avec le Préambule.)

2) En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 8 Mars 1727, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 26 et non le 15 du Mois lunaire appelé Kedjeb, l'an 1139.

3) La Régence d'Alger avait désobéi aux Injonctions du Sultan, de conclure un Traité avec l'Empereur, parce que la Porte venait de refuser la Réintégration du Beg des Mameloucs, Tscherkesbeg, dans le Gouvernement d'Egypte, auquel ladite Régence avait accordé sa Protection. (von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 314.)

4) Le Commissaire impérial stipula en faveur , de tous les Ports soumis au Très-puis-"sant Empereur des Romains, ainsi que pour "les Pays-Bas situés à l'Océan, l'I e de Si-"cile, Naples, la Calabre et les Lieux qui en "dépendent, les Ports de Fiume et de Trieste, "dans la Mer Adriatique, et Ses autres Su-"jets, de quelque Pays et de quelque Nation "qu'ils fussent."

5) Cette Disposition, très peu claire, devient intelligible, en la comparant avec les Articles stipulés par d'autres Puissunces chrétiennes au sujet des Passeports destinés à faire respecter leurs Butiments par les Corsaires des Regences barbarcsques. (Voyez plus haut p. 601. Col. 1. note 1.)

nécessaires pour la conduire, afin de reconnaître et visiter le Vaisseau, et examiner lesdits Papiers; et les Ordres seront donnés à ce qu'il n'y ait que deux Hommes qui pourront sortir de la Chaloupe, et entrer dans le Vaisseau, à moins que le Commandant n'en donne la Permission à plusieurs.

Les Vaisseaux des Capitaines prendront aussi des Passeports du Consul résidant à Alger, à la vue desquels on les laissera partir, avec l'Assurance ') que tout Traitement favorable leur sera accordé.

Ces Passeports ne se donneront point à des Étrangers.

Il sera nommé et établi de la part de l'Empereur des Romains, un Consul auprès du Sénat d'Alger, pour conduire les Affaires et donner les Passeports; lequel, selon l'Usage observé auprès de la respectable Porte, aura aussi auprès dudit Sénat le premier Rang parmi tous les autres Consuls 2); et, s'il survient quelque Différend ou Procès entre des Sujets d'Allemagne, ledit Consul les décidera, sans que les Juges du Lieu puissent s'en mêler, et jouira ledit Consul de toutes les Coutumes et Franchises dont jouissent les Consuls des autres Nations.

Art. IX. S'il arrive quelque Différend ou Procès entre un Allemand et un Musulman, le Très-honoré Gouverneur d'Alger et le Dey en décideront, et nul autre n'en prendra Connaissance; mais, si tels Différends ou Procès surviendraient en d'autres Contrées soumises à la Domination d'Alger, les Juges du Lieu en décideront.

Ant. X. Si quelqu'un des Sujets allemands avait frappé un Musulman, et qu'il fût pris, le Consul le prendra sous sa Protection, et sa Faute étant reconnue, il en sera châtié en présence du Consul, comme il l'aura mérité; mais si le Coupable d'un Crime ne serait pas pris et se serait enfui, il ne pourra pas être répété') du Consul, et ne pourra lui être enjoint (au Consul) de reproduire le Fugitif.

Répéter des Frais sur quelqu'un, ou mieux

¹⁾ Le Texte français, que nous donnons d'après Du Mont, porte: et seront assurés etc.

²⁾ La Préciminence sur tous les Agents des outres Nations, a été accordée au Consul de France, par l'Art. XVI. du Traité du 17 Décembre 1801. (Voyez plus haut p. 14.)

³⁾ Répéter, redemander ce qu'on a donné, ce qu'on a preté, ou ce qu'on prétend qui a été

pris contre les règles ordinaires. Il se dit en parlant des Personnes et des Choses. Répéter un prisonnier. Répéter un cheval. Il m'a pris mon bien, j'ai droit de le répéter. Il ne s'emploie guère qu'en Termes de Jurisprudence civile ou militaire. (Voyez plus haut p. 955. Col. 1. note 3.)

S'il arrivait quelque Contravention à ce qui a été conclu par le présent Traité de Paix, et que la Partie lésée en eût porté ses Plaintes par devant les Juges, pour que Justice lui fût rendue, on n'usera d'aucune Vengeance avant que la Plainte ne soit manifestement prourée, et la Sûreté et la Concorde entre les deux Parties ne seront point altérées.

Art. XIII. Si cette Paix, affermie entre l'Empereur des Romains et le Sénat d'Alger, venait à être rompue, il sera permis au Consul allemand, et à tous ceux qui lui sont soumis. de se retirer en leur Pays, et il ne pourra leur être fait aucune Insulte, et il leur sera accordé le Terme de trois Mois pour leur Retraite.....

Traité de Paix entre S. M. impériale (Fran1748, 8 Octobre. gois I) pour les Pays héréditaires, tant de S. M.
FEmpereur, que de S. M. l'Impératrice (Marie
Thérèse), Reine de Hongrie et de Bohème, avec la Régence d'Alger, signé le 8 Octobre 1748 1).

contre quelqu'un, Demander qu'il rembourse les Frais qu'on a faits.

En Termes d'Officialité '), Répéter des Témoins, Entendre en Déposition des Témoins qui sont venus à Révélation sur la Publication d'un Monitoire ''), d'un Réaggrave '''). (Dict. de l'Académie.)

1) Imprimé séparément par autorité à Florence, 1749, in 40, (en italien.) — Vollstündige Sammlung von Actis publicis und Staatsschriften, zum Behuf der neuesten Weltund Teutschen Reichsgeschichte unter Køyser Franz (Francfort-sur-le-Mein 17491754. T. I — VIII. pet. in 8°.) T. VIII. p. 226.
227. Lit. A. (Sommaire, en allemand, très incomplet et avec la fausse date du 7 Octobre au lieu du 8. — La Stipulation citée par l'Édieur ad 5°, qui porte: que sur la Demande expresse de la Régence, les Villes de Lubech, de Hambourg, etc., ne seraient point comprises dans ce Traité, ne se trouve dans aucun des diticles dudit Traité.) — Mercure historique et politique, 1748. Part. II. p. 606. (Extrait en français.) — Martens, Recueil, T. I. Supplement, p. 308. (en italien.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version italienne publiée par Martens.

^{*)} Official. Juge ecclésiastique, délégué par l'Évêque pour exercer en son nom la Jurisdiction contentieuse.

Officialité. Jurisdiction de l'Official, et Lieu où l'Official rend la Justice. (Dict. de l'Académie.)

[&]quot;) Monition. Terme de Jurisdiction ecclesiastique. Avertissement juridique, qui se fait en certains cas par l'Autorité de l'Évéque, avant de procéder à l'Excommunication.

Monitoire. Lettres d'un Official pour obliger, sous des Peines ecclésiastiques, tous ceux qui ont quelque connaissance d'un crime ou de quelque autre fait dont on cherche l'éclaircissement, à venir révéler ce qu'ils savent. Décerner, fulmier, jeter, lancer un Monitoire.

Lettres monitoriales ou Lettres monitoires. Lettres en forme de Monitoire. (Dict. del Académie.)

[&]quot;") Aggrave. La seconde Fulmination selennelle d'un Monitoire à Chandelles éteintes après trois Publications du même Monitoire, pour avoir Révélation de quelque Cas, avec menace de fulminer les dernières Censures de l'Église sur ceux qui, sachant quelque chose, ne voudraient rien dire. (Diet. de l'Académie.)

Réaggrave. Terme de Droit canon, Dernier Monitoire qu'on publie après trois Monitions et après l'Aggrave.

Réaggraver. Déclarer que quelqu'un a encouru les Censures portées par un Réaggrave. (Dict. de l'Académie.)

L'Art. II. annulle de fait la Prohibition énoncée dans l'Art. II. du Traité de 1727 (Voyez plus haut p. 1388.), puisqu'il autorise les Navires de l'Empereur et de ses Sujets à faire le Commerce dans tous les Ports de la Domination d'Alger, et qu'il fixe les Droits qu'ils auront à paver.

L'Art. IV. reproduit la Stipulation énoncée dans l'Art. IV. du Traité de 1727 (Voyez plus haut p. 1388.), concernant la Visite des Nuvires marchands en haute Mer.

Si quelque Navire de S. M. impériale, ou quelque Bâtiment marchand des Nations à Elle soumises, de Lirourne, Porto-Ferraio, Trieste, etc., venait à faire Naufrage sur les Côtes du Royaume d'Alger, personne ne prendra rien absolument des Effets ou Marchandises appartenant auxdits Navires ou Bâtiments, ils ne seront ni enlevés ni confisqués, et, si un Cas semblable arrivait en vue de la Douane, on ne s'emparera point de leurs Effets, et on ne molestera les Personnes en aucune Manière, mais en pareil Cas de Malheur (a ccidente), on leur donnera, de la Manière la plus amicale possible, et avec le plus grand Empressement, toute Espèce de Secours, et on les aidera même à sécher les Marchandises endommagées par la Mer.

Si quelque Marchand, ou autre Sujet de S. M. impériale, vient à mourir à Alger ou dans quelque autre Partie du Royaume, aucune des Autorités, ni aucune autre Personne, ne pourra, en aucune Manière, prendre Possession de l'Argent, des Biens ni des Effets du Défunt, et si celui-ci, avant de mourir, avait institué un Héritier, aucune autre Personne, excepté ledit Héritier, ne pourra s'emparer de la moindre Partie de ses Biens, de ses Effets ni de son Argent comptant; mais si l'Héritier était absent, l'Exécuteur testamentaire, institué par le Défunt, prendra tout ce qui forme la Succession et ne permettra pas que qui que ce soit en enlève la moindre Partie;

1) Pour l'intelligence de cette Stipulation il est nécessaire de savoir que les Bâtiments arrives à Alger, étaient obligés, en attendant qu'ils pussent être visités par les Officiers de la Douane, de rester à l'ancre, les uns à côté des autres, le long du môle '), demeurant ainsi exposés, surtout en hiver, à la fureur des vents du nord. (A compleat History of the Piratical States of Burbary. By a Gentleman who resided there many years in a public character (Londres 1750. gr. in 8°.) p. 131.

— Historia del Reyno de Argel, su gobierno, fuerzas de Mar y Tierra, etc. escrita en francès por Mr. Laugier de Tasi, y traducida è ilustrada por Don Antonio de Clariana (Madrid pet. in 8°.) p. 198. 260.)

[&]quot;) Môle, du latin Mola, Moles, fait de litalim Molo, Jetée de pierres fondée dans la Mer, à l'entrée d'un Port, pour rompre l'impétuosité des vagues, et pour mettre les vaisseaux plus en sureté. (Dict. de l'Académie.

⁻ Roquefort, Dict. etymologique, T. II. p. 87. Col. 2. - Lunier, I. c. T. II. p. 541. Col. 2. - Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 275. Col. 2.)

ledit Exécuteur testamentaire, ou toute autre Personne substituée par le Défunt, fera l'Inventaire de l'Argent, des Biens et des Effets, prendra le Tout sous sa Garde, et quand le Moment d'en faire la Remise sera arrivé, il fera parvenir le Tout à l'Héritier, sans que personne puisse s'y opposer. Mais, dans le Cas qu'aucune des Personnes ci-dessus désignées ne se trouverait sur les Lieux, ce sera le Consul impérial qui dressera l'Inventaire de l'Argent, des Biens et des Effets du Défunt, qui prendra et gardera le Tout, jusqu'à l'Arrivée des Parents on Héritiers du Défunt.

Ni dans la Ville même d'Alger, ni dans aucun autre Endroit de ce Royaume, on ne pourra obliger les Marchands à prendre des Marchandises contre leur Gré; et ils n'acheteront que celles qu'ils voudront acheter. On ne pourra non plus charger par force des Marchandises sur les Bâtiments des Sujets impériaux qui viendront dans les Ports du Royaume d'Alger, et lesdits Bâtiments ne pourront point être forcés à entreprendre des Voyages contre leur Volonté.

Ni le Consul, ni aucun autre Sujet de S. M. impériale, ne pourra être contraint à payer pour un autre Sujet de ladite Majesté, et ils ne payeront que lorsqu'ils se seront rendus Caution, ou qu'ils voudront le faire spontanément.

S'il survient un Procès entre un Sujet de S. M. impériale et un Musulman, ou une autre Personne soumise à la Domination d'Alger, leur Cause sera jugée en présence du fortuné Beg et de l'illustre Diwan, et non par aucune autre Personne; mais, si la Contestation a lieu entre des Sujets seulement de S. M. impériale, elle sera décidée par le Consul impérial seul. (Comparez plus haut p. 1389. l'Art. IX. du Traité de 1727.)

S'il arrivait que dans une Rixe entre quelque Sujet impérial et quelque Musulman, l'un blessât ou tuât l'autre, le Coupable sera puni conformément aux Lois de son Pays, ainsi que cela se pratique; mais, si, après avoir tué un Musulman, le Sujet impérial s'échappe, en prenant la Fuite, on ne pourra en aucune Manière en attribuer la Faute au Consul impérial à Alger, et ni lui ni aucun autre Sujet de S. M. impériale ne pourra pour cette Raison être molesté. (Comparez plus haut p. 1389. l'Art. X. du Traité de 1727.)

Le Consul impérial pourra, actuellement et à l'Avenir, vivre en toute Sûreté et Tranquillité, sans craindre aucun Offense, et on ne lui fera aucun Tort, ni dans sa Personne, ni dans ses Biens.

Le Consul prendra, à son Choix, tel Drogman ou Courtier qu'il voudra; lorsqu'il voudra se rendre à bord de quelque Bâtiment, ou sortir du Port, personne ne l'en empêchera; on lui assignera un Endroit, pour y exercer son Culte, et il pourra avoir en permanence auprès de lui le Religieux nécessaire, pour en célébrer les Cérémonies.

Les Sujets impériaux, qui se trouvent comme Esclaves à Alger, tant ceux qui appartiennent au Fisc que ceux des Particuliers, pourront se rendre à la Demeure du Consul, pour y exercer leur Religion, sans que ni le Gardien en Chef, ni leurs Maitres ou Patrons, puissent les en empêcher.

La présente Paix et Amitié sera inaltérable. Mais, en cas qu'à l'Avenir quelque Contravention donnât lieu à la Ruplure du présent Traité, alors celui qui sera Consul de S. M. impériale, ainsi que les Sujets de Sadite Majesté, tant ceux qui demeurent à Alger, que ceux qui se trouvent dans quelque autre Partie du Royaume, voulant partir avec leurs Biens, Effets et Domestiques, soit en Tems de Paix ou de Guerre, personne ne s'y opposera, et on s'abstiendra de rien faire qui puisse les obliger à retarder leur Départ, quand même il y aurait parmi eux des Individus nés dans le Royaume d'Alger.

L'Art. XX. concerne le Salut maritime.

Art. XXI. Le Consul impérial ne payera aucun Droit ni Impôt pour les Provisions, Comestibles et Boissons à l'Usage de sa Maison, ni pour les Bagages, ni pour les Présents qu'il fera venir.

Si, à l'Avenir, il survenait quelque Chose de contraire à la Paix que Nous venons de conclure, de quelque Côté que soit le Tort, cette Contravention n'interrompra ni ne porlera Atteinte à Notre Amitié, mais la Partie offensée, quelle qu'elle soit, demandèra Raison à l'autre, et les Sujets de l'une et l'autre Partie, qui auront été les Contrevenants, seront punis. De cette Manière, et conformément à Notre Amitié, Notre Parole donnée sera inviolable, et les Engagements que Nous avons contractés seront inaltérables.

1394 LIV. III. CHAP. 1. SECT. XI. AUTRICHE. § 2-4.

Les différents Traités, conclus avec les trois Régences africaines, ne sont plus que d'une Importance très secondaire pour l'Autriche, depuis que la Porte s'est obligée, par le Séned du 8 Août 1783 (Voyez plus haut p. 171. Col. 1. note '.), qui se réfère à l'Art. XI. du Traité de Paix de Belgrade (18 September 1739), à procurer à l'Autriche la Réparation de toute Insulte ou Dommage quelconque, qui pourraient être faits à des Navires marchands autrichiens par des Corsaires barbaresques ou autres. (Voyez plus bas §. 27.)

Cette Garantie, obtenue de la part de la Porte, a rendu superflue toute Espèce de Traite

direct ultérieur entre la Cour d'Autriche et les Begences barbaresques.

L'Autriche entretient:

à Alger, un Agent général provisoire 1).

§. 2.

AUTRICHE ET BADE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et le Grand-Duché de Bade.

Le Grand-Duché de Bade entretient:

à Trieste, un Consul 2).

§. 3.

AUTRICHE ET BAVIÉRE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et la Bavière,

La Bavière entretient:

- à Bolzano (Bolzen), Fiume et Trieste, des Consuls,
- à Venise, un Agent consulaire ').

§. 4.

AUTRICHE ET BELGIQUE.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et la Belgique.

L'Autriche entretient:

à Anvers, un Consul 1).

La Belgique entretient:

à Milan, à Trieste et à Venise, des Consuls 5).

- Hof- und Staats-Schematismus des österreichischen Kaiserthums, 1839. Part. I. p. 223,
 Almanach de Gotha, 1840, p. 38.
- 2) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 236.

 Almanach de Gotha, 1840. p. 9.
- 3) H. u. St. Schematismus, P. I. p. 235— 237. — Hof - und Staats-Handbuch für das
- Königreich Bayern, p. 108. 109. Almanach de Gotha, 1840. p. 8. 9. 10.
- 4) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 223.

 Almanuch de Gotha, 1840. p. 12.
- 5) H. u. St. Schematismus, Part. l. p. 255 237. Alm. de Gotha, 1840. p. 8, 9, 10.

6. 5.

AUTRICHE ET BRÉSIL.

Traité de Commerce et de Navigation, pour 1827. six Ans, entre l'Autriche (François I) et le Brésil (Pedro I), signé à Vienne, le 17 Juin 1827 1).

Les Sujets des deux Hautes Parties contractantes pourront, en conséquence de cette Liberté réciproque de Commerce et de Navigation, entrer avec leurs Navires dans tous les Ports, Baics, Anses, Mouillages et Rivières des Ter ritoires appartenant à chacune d'Elles, y décharger le Tout on Partie de leurs Cargaisons, y prendre Charge et réexporter selon les Réglements de Douane établis; ils pourront y résider, louer des Maisons et Magasins, voyager, commercer. ourrir des Boutiques, transporter des Denrées, Métaux et de l'Argent monnayé, et gérer leurs Affaires par eux-mêmes ou par leurs Agents et Commis, sans être obligés à employer à cet Effet des Courtiers ou autres Personnes quelconques, ou leur payer Rémunération ou Salaire, excepté s'ils les employaient rolontairement; et il y aura dans tous les Cas Liberté entière pour les Vendeurs ou Acheteurs, d'ajuster ou de fixer. selon qu'il leur conviendra le mieux, le Prix des Marchandises ou Denrées quelconques, importées ou exportées des Territoires des deux Hautes Parties contractantes.

Les deux Hautes Parties contractantes conviennent que leurs Sujets jouiront, dans leurs Territoires et États respectifs, de tous et chaque Franchise, Privilége et Exemption, qui seraient concédés, pour le Commerce et la Navigation, à une autre Nation quelconque 2), devant être entendu que ces Conditions favorables seront de suite et de Droit réciproquement concédées, indépendamment de toute autre Stipulation quelconque, comme si elles avaient été expressément déclarées dans le présent Traité.

Am. XII. En tout ce qui est relatif au Chargement et Déchargement des Navires, et à la Sûreté des Propriétés,

¹⁾ Oesterreichischer Beobuchter, 1828. No. 100. (en français et en allemand.) — Martens, Recueil, Supplément (par Saulfeld), T. M. Part. I. p. 225. (en français.) — d'Hanterire et de Cussy, l. c. Part. H. T. I. p. 53. (en français.)

²⁾ L'Art. VI. stipule "qu'il est convenu qu'en ,parlant de la Nation la plus favorisée au "Brésil, la Nation portugaise ne devra pas "servir de Terme de Comparuison, même quand "elle viendrait à être privilégiée au Brésil en "matière de Commerce."

Marchandises et Effets des Sujets des deux Hautes Parties contractantes, les Sujets respectifs jouiront de la Sûreté, des Faveurs et des Exemptions concédées à la Nation la plus favorisée; ils pourront librement disposer de leurs Propriétés par Vente, Troc, Donation, Testament ou de toute autre Manière, sans qu'il leur soit mis Obstacle ou Empêchement quelconque; leurs Maisons, Propriétés et Effets seront protégés et respectés, et ne seront point saisis contre leur Gré par une Autorité quelconque, sans Préjudice toutefois de la Marche légale de la Justice; ils seront exempts de tout Service militaire de Terre ou de Mer, de tout autre Service public, de tout Emprunt forcé et de tous Impôts, Réquisitions militaires, et ils ne seront assujétis à payer aucune Imposition ordinaire plus élevée que celles que payent ou viendraient à payer les Sujets de la Nation la plus favorisée.

Chacune des deux Hautes Parties contractantes aura le Droit de nommer des Consuls-généraux, Consuls et Vice-Consuls, qui résideront dans les Ports ou Villes des États de l'autre, pour la Protection du Commerce; mais avant d'exercer leurs Fonctions, ils devront avoir été admis et approuvés, dans les Formes d'Usage, par le Gouvernement près duquel ils doivent résider.

Ils jouiront dans l'un et dans l'autre Pays, tant pour leurs Personnes que pour l'Exercice de leurs Fonctions, de la Protection qu'ils doivent à leurs Nationaux, des mêmes Priviléges qui sont ou seraient accordés aux Consuls de la Nation la plus favorisée.

L'Art. XV. stipule que le présent Traité de Commerce et de Navigation aura son plein et entire Effet pendant le Terme de six Ans, à compter de la date de l'Échange des Ratifications 1. Ce Traité, expiré en 1834, n'a point été renouvelé formellement, mais il subsiste par le Consentement tacité des deux Parties contractantes.

L'Autriche entretient:

à Rio de Janeiro, un Consul-général,

1) Les Ratifications de ce Traité ont été échangées à Vienne, le 16 Mars 1828, avec la Réserve suivante de la part du Cabinet autrichien. "Il a été toutefois observé que l'Exemplaire de la Cour de Rio de Janeiro offrait "au lieu du Texte rédigé et signé en idiome "français, uniquement une Traduction portugaise; sur quoi le Pleinpotentiaire de S. M. "l'Empereur d'Autriche a cru devoir faire con-

"signer dans le présent Procès verbal une Ré-"serve expresse contre cette Déviation de "l'Usage reçu et contre les Conséquences, qui sen pourraient être tirées à l'avenir, et il a ét "convenu que, dans le cas de quelque Donte "ou Diversité d'Interprétation, le Texte fran-"çais de l'Original primitif devra seul servir "de Guide et de Norme."

- à Bahia et à Fernambouc, des Consuls,
- à Rio grande et à Santos, des Vice-Consuls 1).

Le Brésil entretient:

à Trieste, un Agent consulaire 2).

§. 6.

AUTRICHE ET CHINE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre l'Autriche et la Chine.

L'Autriche entretient:

à Canton, un Consul-général et un Vice-Consul').

6. 7.

AUTRICHE ET CRACOVIE.

(Voyez plus haut Sect. IX. §. 7. Russie et Cracovic. p. 1252.)

L'Autriche entretient:

à Cracovie, un Consul-général et un Chancelier du Consulat *).

§. 8.

AUTRICHE ET DANEMARK.

(Voyez plus haut Sect. VII. §. 2. p. 1008.)

§. 9.

AUTRICHE ET DEUX-SICILES.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. I. §. 2. p. 209.)

§. 10.

AUTRICHE ET ESPAGNE.

(Voyez plus haut Sect. III. §. 2. p. 329.)

§. 11.

AUTRICHE ET ÉTATS DE L'ÉGLISE.

Le Traité de Commerce, conclu le 7 Décembre 1757, entre la Lombardie autrichienne et le Saint Siège ⁵), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

¹⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 223. 236. – Alman. de Gotha, 1840. p. 14-16.

²⁾ II. u. St. Schematismus, Part. I. p. 236.

Almanach de Gotha, 1840. p. 9.

³⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224.

⁻ Almanach de Gotha, 1840. p. 16.

⁴⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224.

— Almanach de Gotha, 1840. p. 17.

⁵⁾ Traité de Commerce entre l'Impératrice Reine (Marie Thérèse) et le Saint Siège (Bénoit XIV), pour le Commerce dans les Possessions respectives en Italie.

1398 LIV. III. CHAP. I. SECT. XI. AUTRICHE. §. 12.

L'Autriche entretient:

- à Ancone, un Consul-général,
- à Cività Vecchià, à Porto Lagoscuro (près de Ferrare). à Rome et à Sinigaglia, des Consuls,
- à Pesaro et à Ravenna, des Vice-Consuls,
- à Cervia, Cesena, Cesenatica, Comacchio, Fermo, Grottamare, Porto d'Anzio, Rimini et Sant' Alberto, des Agents consulaires 1).

Les États de l'Église entretiennent:

- à Milan et à Venise, des Consuls-généraux,
- à Fiume, à Raguse, à Trieste et à Zara (Dalmatie), des Consuls,
- à Chiozza, à Porto Né (Illyrie) et à Zeugh (Croatie). des Vice-Consuls,
- à Albona (Illyrie), à Rouvigne (Illyrie) et à Schenico (Dalmatie), des Agents consulaires 2).

§. 12.

AUTRICHE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Traité de Commerce et de Navigation, pour dix Ans, entre l'Autriche (François I) et les États-Unis de l'Amérique septentrionale, conclu à Washington, le 27 Août 1829 1).

L'Art. VII. stipule "qu'il est expressément entendu et convenu que la Navigation de Co-"botage des deux Parties contractantes est entièrement exceptée de l'Application de ce Traite "et de chacun de ses Articles."

Art. IX. Si une Partie, dans la Suite, accorde à quelque autre Nation quelque Faveur particulière de Navigation ou de Commerce, elle deviendra immédiatement commune à l'autre Partie, gratuitement, si elle est gratuitement ') accordée à celle

Signé à Rome, le 7 Décembre 1757. [Imprimé séparément à Milan, en italien, in fol.— Martens, Recueil, Suppl. T. II. p. 76. (en italien.)— d'Hauterive et de Cussy; l. c. Part. II. T. I. p. 142. (en italien.)]

- 1) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 223-226. Alman. de Gotha, 1840. p. 34-38.
- H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 235
 237. Alman. de Gotha, 1840. p. 8—11.
- 3) Privilegirte Wiener Zeitung, 1831. du 25 Juin (en allemand.) — Laws of the United States of Americo, T. VIII. (du 4 Mars 1827
- au 3 Mars 1833) p. 946, (en angluis.) British and foreign State-Papers, T. XVII. 1829—1830, publié en 1832, p. 1252, (en anglais.) Martens, Recueil, Suppl. (par Sadfeld, T. XIII. p. 188, (en angluis et en allemand.) Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 311. (en allemand.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 89, (en français.)

Nous avons adopté la Traduction publice par MM. d'Hauterire et de Cussy.

4) Nous avens substitué au mot "librement," employé dans la Traduction donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, celui de "gratuite autre Nation, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle.

Les deux Parties contractantes s'accordent réciproquement la Liberté d'avoir, dans les Ports l'une de l'autre, des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Commissaires, nommés par Elles, qui jouiront des mêmes Pouvoirs et Priviléges que ceux des Nations les plus favorisées. Mais si quelques-uns de ces Consuls exercent le Commerce, ils seront assujétis aux mêmes Lois et Usages, auxquels les Individus particuliers de leurs Nations sont soumis dans les mêmes Lieux, relativement à leurs Transactions commerciales.

Les Citoyens ou Sujets de chaque Partie, auront le Pouvoir de disposer de leurs Biens personnels, dans la Jurisdiction l'une de l'autre, par Testament, Donation ou autrement; et leurs Représentants, étant Citoyens ou Sujets de l'autre Partie, hériteront de leurs Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres Personnes agissant pour eux, et en disposer à leur Volonté, en payant seulement les Droits, Taxes et Charges, auxquels les Habitants du Pays, où lesdits Biens sont situés, peuvent être soumis dans de semblables Occasions: et, en Cas d'Absence des Représentants, on prendra les mêmes Soins desdits Biens, qu'on le ferait pour les Biens d'un Natif, dont la Position serait la même, jusqu'à ce que le Propriétaire légitime puisse prendre des Mesures pour les recevoir; et, s'il s'élevait quelque Discussion entre plusieurs Réclamants, auguel d'entre eux ') lesdits Biens appartiennent, cette Question sera décidée définitivement par les Lois et les Juges du Pays où se trouvent lesdits Biens.

Mais cet Article ne dérogera, en aucune Manière, de la Force des Lois déjà publiées, ou qui seront publiées dans la Suite, par S. M. l'Empereur d'Autriche, pour prévenir l'Émigration de ses Sujets.

"ment," parce que le Texte anglais porte "freely," qui, dans l'Acception donnée, ne signihe point librement, mais gratuitement, et la Traduction allemande, unentgeltlich.

1) Le Texte anglais porte, and if any quesulon should arise among several claimants, ulon which said goods belong, et la Traduction allemande, und wenn die Frage sich erulten sollte, welchen von mehreren Indivi"duen, die auf die Erbfolge Ansprüche ma-"chen, dieselbe zugehöre," ce qui, dans la Traduction française donnée par MM. d'Hanterire et de Cussy, est rendu par "et s'il s'éle-"vait quelque Discussion entre plusieurs Récla-"mants auxquels lesdits Biens appartiement."

Il nous semble évident que le "to which" anglais doit être rendu en français par "au-"quel d'entre eux."

1400 LIV. III. CHAP. I. SECT. XI. AUTRICHE. §§. 13-16.

L'Art. XII. stipule que le présent Traité ,, continuera d'être en force pendant dix Ans, à , compter du Jour de l'Échange des Ratifications 1), et si, un An avant l'Expiration de ce Tens. , auteune des Hautes Parties contractantes n'a annoncé à l'autre, par une Notification officiale, , son Intention d'arrèter les Effets dudit Traité, il restera obligatoire pour un An au-delà de , ce Terme; et il en sera ainsi jusqu'à l'Expiration des douze Mois, qui suivront une Notifica , tion semblable, quel que soit le Tems où elle pourra avoir lieu."

L'Autriche entretient:

- à New-York, un Consul-général.
- à la Nouvelle-Orléans, un Consul,
- à Savannah, un Vice-Consul 2).

Les États-Unis entretiennent:

à Trieste, Venise et à Vienne, des Consuls 1).

§. 13.

AUTRICHE ET FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 2. p. 16.)

§. 14.

AUTRICHE ET FRANCFORT (SUR LE MEIN).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre l'Autriche et la Ville libre de Francfort.

L'Autriche entretient:

à Francfort, un Consul-général 1).

La Ville libre de Francfort entretient:

à Trieste, un Consul 5).

§. 15.

AUTRICHE ET GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 2. p. 609.)

§. 16.

AUTRICHE ET GRÈCE.

Traité de Commerce et de Navigation, pour 1835, dix Ans, entre l'Autriche (Ferdinand I) et la Grèce (Othon I), conclu à Athènes, le 4 Mars (20 Février) 1835 4).

- 1) Les Ratifications ont été échangées à Washington, le 10 Février 1831.
- H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 225.
 226. Alman. de Gotha, 1840. p. 4. 5. 7.
- 3) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 236 238. Alman. de Gotha, 1840. p. 10. 11.
- List of Ministers, Consuls, etc. p. S.
- 4) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224. — Staats-Kalender der freien Stadt Frankfurt, 1838. p. 80. — Almanach de Gotha, 1840. p. 48.
- 5) H. u. St. Schematismus, Part. l. p. 236.

 Staats-Kalender, p. 81.
 - 6) Wiener Zeitung, 1835. Septembre. (en al-

En tout ce qui a rapport à la Police des Ports, au Chargement ou Déchargement des Navires, à la Sûreté des Marchandises, Objets de Trafic, Biens et Effets quelconques, les Sujets des Hautes Parties contractantes seront soumis aux Lois et Réglements de Police locaux; par contre, ils jouiront en leurs Personnes et Biens, dans toute l'Étendue des Territoires respectifs, des mêmes Droits, Priviléges, Faveurs, Exemptions, qui sont ou seraient accordés aux Nationaux. Ils pourront disposer librement de leurs Propriétés, par Vente, Échange, Donation, Testament, ou de toute autre Manière, sans qu'il y soit mis aucun Obstacle ou Empêchement, en se conformant néanmoins aux Lois et Réglements de leur Pays respectif. Ils pourront transférer, comme bon leur semblera, leur Fortune d'un des deux Territoires dans l'autre, sans être assujétis, à raison de cette Translation, à une Taille ou Taxe extraordinaire quelconque.

Art. XI. S'il arrive que quelque Navire de guerre ou marchand, autrichien ou grec, fasse Naufrage dans les Ports ou sur les Côtes des Territoires respectifs, le plus grand Secours possible leur sera donné, tant pour la Conservation des Personnes et Effets, que pour la Sûreté, le Soin et la Remise des Articles sauvés, et ceux-ei ne seront assujétis à payer des Droits qu'en tant qu'on en disposerait ensuite pour la Consommation.

Chacune des Hautes Parties contractantes aura le Droit de nommer des Consuls-généraux, Consuls, Vicc-Consuls et Agents consulaires, dans tous les Ports ou Villes des Domaines de l'autre, où ils sont et seront jugés nécessaires pour le Développement du Commerce et des Intérêts commerciaux de leurs Sujets. Les Consuls, de quelque Classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs Gouvernements respectifs. ne pourront toutefois entrer en Fonction sans l'Approbation préalable du Gouvernement dans le Territoire duquel ils seront employés. Ils jouiront dans l'un et l'autre Pays, tant dans leurs Personnes, que pour l'Exercice de leurs Fonctions, de Priviléges égaux.

lemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVI. p. 744. (en allemand.) — Nous avons adopté la Traduction françuise, donnée par MM. d'Hauterire et de Cussy, l. c. Part. II. T. IV. p. 387.

1402 LIV. III. CHAP. I. SECT. XI. AUTRICHE. §§. 17-19.

L'Art. XVIII. fixe la Durée du Truité à dix Ans, à dater du Jour de l'Échange des latifications 1), et au-delà de ce Terme jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre son Intention d'en faire cesser les Effet.

L'Autriche entretient:

- à Naples de Romanie, Patras et Syre, des Consuls,
- à Calamata, Naxie, Santorin et Tine, des Vice-Consuls,
- à Milo, Mycone, Sifanto et Zea, des Agents consulaires). La Grèce entretient:
 - à Vienne. un Consul-général.
 - à Trieste et à Venise, des Consuls 1).

§. 17.

AUTRICHE 'ET HANOVRE.

Il n'existe point de Traite de Commerce entre l'Autriche et le Hanorre.

L'Autriche entretient:

un Consul-général, pour toutes les Côtes et Ports du Royaume (qui réside à Hambourg) 1).

Le Hanovre entretient:

- à Trieste, un Consul,
- à Fiume et à Venise, des Vice-Consuls 5).

§. 18.

AUTRICHE ET HESSE (GRAND-DUCALE).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et la Hesse grand-ducale.

La Hesse entretient:

à Trieste, un Consul 6).

§. 19.

AUTRICHE ET LUCQUES.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et le Duché de Lucques.

- Les Ratifications ont été échangées à Vienne, le 9 Septembre 1835.
 - H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224
 226. Alman. de Gotha, 1840. p. 59. 60.
 - 3) H. u. St. Schematismus, Part. 1. p. 236
- -238. Alman. de Gotha, 1840. p. 10. 11.
 - 4) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 221.
- Hof- und Staats-Handbuch für das Königreich Hannover, 1838. p. 94. Almanach de Gotha, 1840. p. 62.
- 5) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 235 -237. — Hof- und Stauts-Handbuch, p. 92.
- Almanach de Gotha, 1840. p. 8. 10. 11. 6) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 236.
- Almanach de Gothu, 1840. p. 10.

Le Duché de Lucques entretient: à Trieste, un Consul ').

§. 20.

AUTRICHE ET MAROC 2).

Substance du Traité d'Amitié que l'Ambassadeur de l'Empereur de Maroc (Mahomet, Fils d'Abdallah) a présenté à l'Empereur romain (Joseph II), au Nom de son Souverain, et qui a été signé en latin, à Fez, l'An 1783.

Toute Espèce de Secours sera accordée aux Bâtiments impériaux naufragés.

Le présent Traité subsistera même dans le Cas que S. M. marocaine se trouvât en Guerre avec les Ennemis de la Maison d'Autriche...... A l'Avenir tous les Traités, qui seront conclus de part et d'autre, seront rédigés en latin, pour la Convenance des deux Cours.

Traité de Paix, conclu entre le victorieux Sou1805, 5 Février. verain Sidi-Mohammed, Fils d'Abd'allah, Empereur d'Occident, et l'illustre Souverain allemand,
Joseph II, César des Romains, de Germanie, Jérusalem,
llongrie et Pays qui en dépendent, à la Satisfaction et du
Consentement des deux Puissances, pour être, par la Grâce
et la Puissance divine, durable et perpétuel, sans autre Addition que la Démonstration et l'Affermissement d'une Amitié
tendant à assurer, sur Terre et sur Mer, la Sûreté des Sujets des deux Empires, tant dans leurs Personnes que dans
leur Commerce. Fait à Maroc, le 10 de la Lune de Raji (?)
de l'An 1218, qui répond au 5 Février 1805 °) °).

Les Art. II. III. et IV. statuent sur la Visite des Bûtiments en haute Mer.

Dans le Cas que la Force des Vents fit naufrager quelque Bâtiment d'une des deux Puissances dans leurs Ports ou sur une de leurs Rives respectives, tout ce qui sera trouvé à bord, Marchandises ou autres Objets quelconques,

¹⁾ H. u. St. Schematismus, P. I. p. 236. — Alman. de Gotha, 1840. p. 10.

²⁾ Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. X. Chap. V. Des Belations entre l'Autriche et l'Afrique, §, 519. p. 495. Alger; Iunis; Tripoli: Maroc.

³⁾ Storia dell' Anno 1783. p. 209. (en italien.) - Martens, Recueil, T. III. p. 705.

⁽en italien.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 106. (en français.)

⁴⁾ d'Hanterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. l. p. 106. (en français.)

⁵⁾ En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 5 Février 1805, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 17 Zilkaadé de l'an 1219.

1404 LIV. III. CHAP. I. SECT. XI. AUTRICHE. §. 21.

sera respecté et mis en Sûreté. Les Habitants de l'Endroit prêteront toute Assistance au Sauvetage du Chargement; et, pour que les Hommes soient en Sûreté pour leurs Vies et leurs Propriétés, on fournira tout ce dont le Bâtiment aura besoin, on lui rendra tous les Services qu'il pourra réclamer, et on le laissera poursuivre son Voyage en toute Sûreté, aussitôt qu'il sera en état de le faire.

Tout Consul impérial ou Vice-Consul, qui viendra à son Poste dans un de Nos Ports, y sera reçu avec tous les Honneurs convenables. Sa Maison sera respectée. Il pourra, ainsi que le font les autres Consuls en Paix avec Nous, y arborer son Pavillon.

Si des Différends surviennent entre des Sujets impériaux, le Consul en sera le seul Juge, et seul il pourra décider entre eux.

L'Art. X. statue que la Guerre venant à éclater, soit entre une des Puissances contractantes et une des Puissances musulmanes, soit entre l'une des deux Puissances contractantes et une autre Puissance, le Commerce et la Navigation entre l'Empire d'Autriche et celui de Maror ne devront point en souffrir.

Si, par suite des Tems (ce qu'à Dieu ne plaise!), et contre l'Attente des deux Puissances, la Paix et la bonne Intelligence venaient à être troublées, et qu'il en résultât entre Elles quelque Guerre, les Hostilités ne commenceront que six Mois après la Guerre déclarée; les Sujets des deux Puissances, qui se trouveront dans les États respectifs, seront, eux et leurs Propriétés, en toute Sûreté, afin qu'ils puissent se rendre, dans les six Mois, dans leurs Patries. Il est juste qu'ils n'éprouvent, durant ce Laps de Tems, aucune Perte en ce qui leur appartient.

L'Autriche entretient:

à Tanger, un Agent général 1).

§. 21.

AUTRICHE ET MECKLEMBOURG (SCHWERIN).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et le Mecklembourg (Schwerin).

L'Autriche entretient:

un Consul-général (qui réside à Hambourg) 2).

¹⁾ H. u. St. Schematismus, Part. 1. p. 226.
- Almanach de Gotha, 1840. p. 104.

²⁾ H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224.

Grofsherzogl, Mecklenburg - Schwerinscher Staats-Kalender, 1838. p. 9. — Almanach de Gotha, 1840. p. 66.

Le Mecklembourg entretient:

à Trieste, un Consul 1).

§. 22.

AUTRICHE ET MODÈNE.

Le Traité de Commerce, signé à Milan, le 26 Décembre 1777?), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs dans les deux États.

Le Duché de Modène entretient:

à Trieste, un Agent consulaire 1).

§. 23.

AUTRICHE ET OLDENBOURG.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre l'Autriche et le Grand-Duché d'Oldenbourg.

L'Autriche entretient:

un Consul-général (qui réside à Hambourg) 1).

Le Grand-Duché d'Oldenbourg entretient:

à Trieste, un Consul 5).

§. 24.

AUTRICHE ET PARME (PLAISANCE ET GUASTALLE).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et le Duché de Parme (Plaisance et Guastalle).

Le Duché de Parme entretient:

à Vienne, un Agent particulier ').

§. 25.

AUTRICHE ET PAYS-BAS.

(Voyez plus haut Sect. VI. §. 2. p. 899.)

1) H. n. St. Schematismus, Part. I. p. 237.

Alman. de Gotha, 1840. p. 10.

Aman. de Gotha, 1840. p. 10.

21 Traité de Commerce entre S. M.

Impérative (Marie Thérèse), Reine de

Hongrie et de Bohème, comme Duchesse
de Milan et de Mantoue, et S. A. royale
le Scienissime Archiduc d'Autriche, GrandDuc de Toscane (Léopold I) d'une part,
et S. A. Sérénissime le Seigneur Duc de Modène, Reggio, etc. (François III) de

foutre part, en faveur de la Route nouvellement construite entre Pistoia, Modème et Manloue, signé à Milan, le 26 Décembre 1777.

(en italien.) [Imprimé séparément par autorité à Milan, in fol. — Martens, Recueil, T. II. p. 562. (en italien.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 198. (Extrait en italien. Art. X. XII. et XIII.)]

- H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 237.
 Alman. de Gotha, 1840. p. 10.
- 4) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 224.

 Almanach de Gotha, 1840. p. 68.
- 5) H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 237.

 Almanach de Gotha, 1840. p. 10.
 - 6) Almanach de Gotha, 1840. p. 11.

§. 26.

AUTRICHE ET POLOGNE.

En vertu des Art. VIII. et IX. du Traité de Paix et d'Amitié entre l'Autriche et la Pologne, du 18 Septembre 1773 1), les deux Paissances signèrent, le 16 Mars 1775, deux deto séparés, contenant, le premier, différentes Stipulations relatives à la Condition des Sujets la Royaume de Pologne, qui venaient de passer sous la Domination de l'Autriche, le second, le Dispositions relatives au Commerce entre les deux États.

Acte séparé, contenant différentes Stipulations

1775,
16 Mars. entre S. M. PImpératrice, Reine de Hongrie et de
Bohème (Marie Thérèse) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et la République de Pologne; fait à Varsovie, le 16 Mars 1775 °).

Dans les Procès civils, qui existent ou qui pourraient exister entre les Sujets des deux États, on observera la Règle ordinaire que le Demandeur suive la Jurisdiction du Défendeur, et tout Criminel devra être puni dans le Lieu où le Délit aura été commis. S. M. le Roi et la République de Pologne promettent au reste de prendre des Arrangements ef ficaces, pour qu'il soit toujours administré bonne et prompte Justice aux Sujets de S. M. l'Impératrice Reine, et que surtout l'Exécution soit donnée aux Sentences émanées en dernier Ressort dans les Tribunaux. S. M. l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème, promet également bonne et prompte Justice aux Citoyens polonais, qui pourront avoir des Procis dans Ses États, et en général on maintiendra, de part et d'autre les Transactions, les Sentences et l'Exécution des Décrets émanés en dernier Ressort et confirmés par les Constitutions, avant la Prise de Possession des Provinces cédées à S. M. l'Impératrice Reine.

1) Traité de Paix et d'Amitié entre S. M. l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème (Murie Thérèse) et S. M. le Roi (Stanislas Auguste) et lu République de Pologne, signé à Varsovie, le 18 Septembre 1773. [Imprimé séparément en allemand, à Vienne, in 4º. en 1773. — Konstyturye publiczne seymu extraordynaryinego Warszawskiego roku 1773—1775 (c. à. d. Constitution publique de la Diète extraordinaire tenue à Varsovie, depuis 1773 jusqu'en 1775) (T. l. II. in fol.) T. I. p. 12. (en français et en polonais.) — J. W. Jezjersky, Traktaty Polskie z sądniemi mocarstny zawarte od

roku 1618 (c'est à dire Truités de la Pologni avec les Puissances limitrophes, depuis l'année 1618) (Farsovie 1789, in 8%) p. 12). (en polonais) — Martens, Hecueil, T. II. p. 109, (en français) — Schoell, Histoir abrégée, T. XIV. Chap. LX, p. 55, (Sommaire.)

2) Konstytucye, etc. T. I. p. 45. (en fraçais et en polonais.) — Jezjersky, Traltaty, p. 150. (en polonais.) — Martens, Recueil, T. II. p. 116. (en français.) — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LX. p. 58. (Sommaire.) — d'Hauterire et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 150. (Extrait en français. Art. IV. et V.) Acte séparé, contenant tout ce qui regarde le 1775, Commerce entre l'Autriche et la Pologne, fait à Varsovie, le 16 Mars 1775

Il y aura la plus grande Sùreté, mutuelle Protection et prompte Justice, pour tous les Commerçants, afin qu'ils ne soient rexés en aucune Manière, et qu'ils puissent aller négocier et revenir librement, de part et d'autre, en payant les Droits du nouveau Tarif; de sorte que toutes les Facilités ou Exemptions, que S. M. l'Impératrice Reine accordera aux Sujets de S. M. le Roi et la République de Pologne, seront réciproquement observées pour les Sujets de S. M. l'Impératrice Reine, et la Justice, de part et d'autre, pour tous les Procès provenant d'Affaires de Négoce, sera administrée avec la mème Promptitude que celle pour les Lettres de Change.

De part et d'autre, on s'engage que le Commerce, devant être libre, le Gouvernement même ne pourra forcer les Marchands de lui vendre leurs Denrées 2), ou d'en acheter, sous quelque Prétexte que ce soit; de même, il n'y aura nulle Contrainte réciproquement, de prendre au lieu d'Argent comptant quelque Denrée que ce soit, si ce n'est volontairement ou par Convention entre les Négociants.

Il sera permis aux Marchands et Sujets des deux Puissances, en Cas de Maladie ou en quelque Tems que ce soit, avant ou même à l'Article de la Mort, de léguer par Testament, ou par quelque autre Disposition que ce puisse être, ou de donner les Marchandises, Effets, Argent, Prétentions, Dettes à recevoir et tous Biens meubles, qui leur appartiendront ou devront leur appartenir, à l'Heure de la Mort, dans toute l'Étendue de Leurs États, à qui ils le jugeront à propos. Et, s'il arrivait que quelque Marchand de S. M. l'Impératrice Reine, vint à mourir en Pologne, ou un Marchand polonais dans les États de S. M. l'Impératrice Reine, soit qu'il ait testé, ou non, leurs Marchandises, Effets, et tout ce qu'ils pourront laisser, seront remis contre Quittance, sans en rien détourner ou retenir, à

(en français.)

¹⁾ Konstytucye, T. I. p. 51. (en français et en polonais.) — Jezjersky, l. c. p. 154. (en polonais.) — Martens, Hecueil, T. II. p. 120. (en français.) — Schoell, Histoire abrégée, T. MV. Chap. I.X. (Sommaire.) — d'Haute-inc et de Cassy, l. c. Part. H. T. V. p. 151.

Le Texte français, rapporté par Martens, et reproduit par M.M. d'Hauterive et de Cussy, porte, , de lai vendre ses Denrées," au lieu de "leurs Denrées."

leurs Compagnons, ou à celui qui se présentera pour les requérir; bien entendu que le Testament ou le Droit ab intestat, seront prouvés selon les Lois du Lieu où la Personne sera décédée, et que, sur tout ce qui sera transporté hors du Pays, il sera payé un Droit de dix pour cent de la Valeur.

§. 27.

AUTRICHE ET PORTE OTTOMANE 1).

Maîtres de Constantinople, les Turcs ne tardèrent guère à s'ingérer dans les Affaires de la Hongrie et de la Transilvanie; ils poussèrent même leurs Incursions jusque dans les Provincs allemandes de la Muison d'Autriche.

De là les Guerres fréquentes entre l'Autriche et la Porte, qui ne furent interrompues que par de courtes Trèves, depuis 1544 jusqu'en 1606 2).

Le premier Traité formel de Paix, pour vingt ans, fut signé le 11 Novembre 1606 3), sous

- 1) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. X. Chap. IV. Des Relations entre l'Autriche et la Porte. §. 517. Possessions. §. 518. Commerce. Alliances. p. 492—494. — L'aperçu des Relations entre l'Autriche et la Porte, donnée par M.M. d'Hauterire et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 112., est aussi incomplet qu'incorrect.
- 2) Voyez dans von Hammer, Geschichte, T. III. Liv. XXX. p. 272. Trève pour un An et demi, signée à Andrinople, le 10 Novembre 1545, entre l'Empereur Charles Quint et Ferdinand I, Roi de Hongrie, d'une part, et le Sultan Suley man I de l'autre part. (Mr. de Hammer a omis de citer cette Trève dans la Liste des Traités, T. IX. p. 287. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 453. lui donne la date de 1544. Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1218. avec la date de 1544.)
- T. III. Liv. XXX. p. 275. Trève pour cinq Ans, entre les mêmes Parties contractantes, signée à Andrinople, le 19 Juin 1547. (d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 453. cité.)
- T. III. Liv. XXXI. p. 329. Trève pour cinq Ans, entre les mêmes Parties contractantes, signée dans le faubourg de Chalcédoine, le 29 Août 1553.
- T. III. Liv. XXXII. p. 361. Trève pour sept Mois, entre l'Empereur Ferdinand I et le Sultan Suley man I, signée à Andrinople, dans le Mois de Mars 1557.
- T. III. Liv. XXXIII. p. 389. Renouvellement de la Trève entre les mêmes Par-

- ties contractantes, pour huit Ans, signé à Constantinople, en 1562.
- T. III. Liv. XXXV. p. 514. Trève pour huit Ans, entre l'Empereur Maximilien II d le Sultan Sélim II, signée à Constantinople, le 17 Févier 1568. (Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1218. avec la fausse date de 1567.)
- T. III. Liv. XXXVI. p. 611. Renouvellement de la Trève entre les mêmes, signé à Constantinople, le 24 Octobre 1573.
- T. IV. Liv. XXXVII. p. 20. Renouvellement de la Trève entre l'Empereur Maximilien II et le Sultan Amurat III, signé à Constantinople, le 9 Octobre 1574.
- T.IV. Liv. XXXVII. p. 27. Renouvellement dela Trève entrel Empereur Rodolphell et le Sultan Amurat III, en 1577.
- T. W. Liv. XXXIX. p. 144. Renouvellement de la Trève entre les mêmes, signé à Constantinople, le 11 Janvier 1381.
- T. IV. Liv. XL. Renouvellement de la Trève, entre les mêmes, en 1591. où il faut lire (T. IX. Liste des Traités, etc. p. 290. No. 186.) p. 214. au lieu de p. 246.
- T. IV. Liv. XLII. p. 370. Trève pour trois Semaines, pour l'Ouverture d'un Congrès entre l'Empereur Rodolphe II d le Sultan Achmet I, conclue le 10 Janvier 1604.
- T. IV. Liv. XLII. p. 392. Trève pour trentedeux Jours, entre les mêmes, conclue le 14 Juillet 1606.
- 3) Instrumentum Caesareum Pacificationis ad Situa Torock*), inter Ru-

^{*)} Situa Torock. [d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. Traité de Zéideva (Zsidova), près

de Strigonie (Gran). p. 453. 454. (Sommaire.)
Le mot hongrois Torok (en latin Guttur.

des Tentes, à l'Endroit où la Sitna tombe dans le Danube, près de Comorn 1). Ce Traité, rédige en latin et en turc, qui se compose de XVII Articles (Pacis Conditiones), stipule (Art. L) que les deux Empe curs s'adresseront, par l'Organe des Ambassadeurs envoyés de part et d'autre, des Paroles analogues aux Rapports qui existent entre un Père et un Fils, ou entre un Fils et un Père, et que cela se pratiquera par la présente Ambassade, c'est à dire par les Ambassadeurs qui apporterent les Ratifications respectives (ut advenientibus et utrosque Imperatores Legatis, unus in Patrem alter vero in Filium se suscipiant, idque fiat per istam Legationem) 2). (Art. II.) que les deux Monarques se donneront réciproquement le Titre d'Empercur, c. à. d. que le Sultun donnera à l'Empereur le Titre d'Empereur romain (en latin Caesar, en turc Roma Tschassari), et non celui de Kral, Roi 3), et que, de part et d'autre, on procedera avec Courtoisie (humaniter procedatur) dans toutes les Pièces écrites, les Lettres et les Visites. (Art. XI.) qu'au lieu du Présent ou Tribut annuel de 30,000 ducats, que Empereur payait autrefois à la Porte, il payera cette fois-ci la somme de 200,000 florins, une fois pour toutes. (Art. XII.) que les deux Cours s'enverront tous les trois Ans des Ambassadem, Porteurs de Présents, et que, de part et d'autre, on choisira des Personnes convenables et du même Rang (Personas aequales et condecentes). (Art. XIV.) Les Ambassadeurs de S. M. impériale, lorsqu'ils seront arrivés à la Porte 4), auront la Faculté de présenter toute Espèce de Demandes à l'Empereur turc.

dolphum II, Romanorum Imperatorem ac Hungariae Regem, et Achometem I, Turcarum Sultanum, initae in Festo Sancti Martini 1606. (Imprimé en allemand, à Prague, en 1606, et à Nuremberg, en 1607. - Du Mont, L. c. T. V. Part. II. p. 78. (en latin.) - Lunig, Codex Germaniae diplomaticus Francfort 1732. 1733. T. L. II. in fol.) T. I. p. 1103. (en latin.) - Schoell, Hist. abregée, T. XIV. Part. III. Introduction. p. 238. (Sommaire.) - von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLII. p. 393. 394. (Sommaire.) L'Auteur remarque avec raison que les Publicistes et les Historiens n'ent point suffisamment apprécié jusqu'ici la haute Importance de ce Traite qui, en établissant le premier des Principes de Pailé et de Réciprocité, conformes au Droit international, a eu une influence aussi décisive que salutaire sur les Rapports politiques et diplomatiques entre la Porte et les Puissances chretiennes.)

1) Comorn eu Komorn (Komarom), Ville Gula, Faux, Jugulus), joint au nom d'un

Flave ou d'une Rivière, signifie Embouchure t);

par consequent, Sitva-Torok signifie l'Endroit

où la Sitra s'embouche dans le Danube. (Joh.

Chr. von Engel, Geschichte des ungrischen

libre royale*) de la Hongrie, Chef-lieu du Comitat du meme nom, au confluent du Waag et du Danube, avec une Forteresse, qui passe pour une des plus fortes de l'Europe. (Adr. Balbi, l. c. p. 245. — Langlois, l. c. T. I. p. 623. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 511.)

2) Il n'est point fait mention de cette Disposition, très obscurément exprimée, dans les Sommaires donnés par d'Ohsson et par Hammer, mais neus y trouvons une autre Stipulation à peu près semblable; elle porte: "que les "Monarques auront l'Attention de s'écrire muntuellement des Lettres pleines de Témoignages "d'Égards et d'Amitié, analogues à celles que "s'écrivent un Père et un Fils."

3) Les Turcs n'avaient donné jusqu'alors à l'Empereur que le Titre de Roi de Vienne. (von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLII. p. 394. — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 454.)

4) Le premier Ambassadeur à résidence fixe près la Porte, de la part de la Cour impériale,

Reichs und seiner Nebenländer (Halle 1797. T. I-IV. gr. in 4°.) T. IV. p. 327.)

') Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XI. Autriche. §. 2. p. 508. Col. 1. note 4.

1) Magyar szótár gyökérrendel és deákotattal. Készétette Kresznerics Ferencz, et. etc., a' magyar tudós társaság' tiszteletbeli tagja. – Kiadtak a' magyar nyelv' és a' szező néhány barátjai. Első Rész A-K Budán 1831. Második Rész L-Z. Budin 1832. (Dictionnaire hongrois-latin, avec l'Indication des Racines, par François Kresznerics, etc. etc., Membre honoraire de la Société scientifique hongroise, publié par plusieurs Amis

de l'Auteur et de la Langue hongroise. Bude T. I. A.—K. 1831. T. II. L.—Z. 1832. in 8°.) p. 264.) — Magyar és Német zsebszótar, közre bocsátú a' magyar tudós társaság, Budán 1835—1838. T. I. II. in 8°.). — (Dictionnaire de Poche hongrois et allemand, et allemand et hongrois, publié aux frais de la Société scientifique hongroise, Bude 1835—1838. T. I. II. in 8°.) T. I. p. 708.

III.

L'Exécution du Traité de Sitra-Torok donna lieu à une Convention séparée, qui fut conclue à Neuhäusel 1), le 28 Mars 1608 2).

Les premières Stipulations, relatives aux Rupports de Commerce entre les deux États, sont contenues dans le Traité signé à Fienne, le 1 Juillet 1615. Ce même Traité statue aussi sur les Attributions des Consuls, sans que le Droit d'en instituer ait été établi par aucune Disposition antérieure 3).

fut Albert de Wyfs. Ses Lettres de Créance étaient datées de Prague, du 17 Juillet 1563. (von Hammer, Geschichte, T. III. Liv. XXXIII. p. 400. note d.)

Le Titre d'Internonce*), que portaient les Ministres de la République de Pologne à la Cour du Sultan, et que les Turcs traduisirent par Kutschuk Eltschi (petit Ambassadeur), a pour la première fois été donné, en 1627, au Ministre d'Autriche près la Porte, lorsque Istuan (Étienne) Bologh fut chargé de porter à Constantinople l'Instrument par lequel l'Empereur Ferdinand III ratifia le Truité de Paix conclu à Szöny "), le 13 Septembre 1627. (von Hammer, I. c. T. V. Liv. XLVI. p. 24. no'e e. p. 97.) En donnant à son Ministre le titre d'Internonce, l'Empercur avait pour but de lui assurer, ainsi que la Cour de Rome le faisait aux Cours catholiques, le rang sur les Ministres du second rang des autres Cours, sans cependant lui conférer le caractère d'Ambassadeur. Par la suite, les Ministres d'Autriche portèrent tantôt le titre d'Internonces, tantôt celui de Commissaires, de Plénipotentiaires ou d'Ambassadeurs (Botschafter et Grofsbotschafter). Ce n'est que depuis 1779, lors de la nomination du Baron de Herbert Ratkeal à la Mission de Constantinople, que les Ministres de la Cour de Vienne ont constamment porté le titre d'Internonce, auquel on a ajouté depois le Congrès de Fienne celui de Ministre plenipotentiaire. — Depuis que toutes les Cours ont adopté le Réglement sur le Rung des Agents diplomatiques, arrêté par les Puissances signataires de l'Acte du Congrès de Vienne, l'Intenonce et Ministre plénipotentiaire de la Cou d'Antriche prend son rang parmi les Ministra de seconde Classe; il suivait autrefois immédialement après le dernier Ambassadeur a rang, et ne souffrait pas d'Intermédiaire.

1) Neuhäusel (Ersck-Ujvar) sur la Neitra. petite Ville en Hongrie, dans le Comitat de Neitra. Elle était autrefois une Forteresse importante. (Vollstündiges Handbuch, Sect. l. T. II. p. 482. — Langlois, l. c. T. V. p. 211. Col. 2. se trompe grossièrement en donnant nom de Neuhäusel à un bras du Danube.)

2) v. Hammer, Gesch. T. IV. Liv. XLIII.

3) Mr. de Hammer, dans le Sommaire qu'il denne de ce Traité (Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 485.), dit "qu'en stipula la Nomination de Consuls pour la Sùreté du Commerce (auch für die Sieherheit des Handels die Anstellung von Consuln begalingt ward)," mais la Version latine, tiré de la Chancellerie impériale aulique de guern à Vienne, et publiée par Du Mont et par Linig, ne contient point cette Stipulation.

*) Wicquefort, dans l'Ouvrage intitulé L'Ambassadeur et ses Fonctions (Amsterdam 1730. T. I. II. in 40.) dit: T. I. Liv. I. Sect. X. p. 115. "Antoine-Marie Gratiani, qui a écrit la vie "du Cardinal Commendon, en parlant du pre-"mier Emploi que ce Prélat eut comme Nonce, "s'exprime d'une façon qui fait juger qu'en ce , tems-là le mot de Nonce n'était pas si connu, "ou du moins pas si commun qu'il l'est devenu "depuis, particulièrement en Italie. Il dit qu'en "l'an 1555, Commendon fut envoyé par le Pape "à l'Empereur, en qualité d'Ambassadeur, ou "pour me servir du terme nouveau, qui est "dėja fort en usage à Rome, dit-il, il y alla "comme Nonce de Sa Saintete. Ceux qui "n'ent qu'une connaissance fort médiocre des "Affaires de France, ne peuvent pas ignorer, "qu'il y avait longtems qu'on y parlait de "Nonces. Le mot est un peu plus latin que "celui d'Ambassadeur, mais il signifie la même , chose; sinon qu'il désigne particulièrement le

"Ministre Représentant du Pape: comme l'In-"ternonce est son Envoye extraordinaire." (Voyez sur les Nonciatures et Internonciatures, Real, Science du Gouvernement, T. V. Droit des Gens, Sect. III. p. 47. Sect. V. p. 62-86. - Baron de Bielefeld, Institutions politiques (La Haye 1760. T. I-III. in 40.) T. II. Chap. IX. §. 15. p. 171. §. 16. p. 172. §. 21. 22. p. 175. — Martens, Previs du Droit des Gens moderne de l'Europe, T. II. Liv. VII. Chap. II. §. 192. 193. p. 48-52. -Klüber, Droit des Gens moderne de l'Europe. T. I. Part. II. T. II. Sect. II. Chap. III. §. 180. 181. p. 285-288. - Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. U. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Aragon. A. p. 244. Col. 1. note *.)

") Szöny, petite Ville de Hongrie, dans le Comitat de Comora, sur la rive droite du Danube. (Langlois, l. c. T. IV. p. 1316. Cel. 2. – Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 511.) Premier Renouvellement de la Paix de 1615, Sitva-Torok, augmentée de nouveaux Articles et prolongée pour les prochaines vingt Années, entre Mathias, Empereur des Romains, et Achmet, Sultan des Turcs, signée à Vienne, le 1 Juillet 1615 4).

Ceux qui professent être le Peuple de J. Chr., et qui obéissent au Pape, de quelle Dénomination que ce soit, Ecclésiastiques (séculiers), Moines ou Jésuites, auront le Droit de construire des Églises dans les États du Sérénissime Empereur des Turcs, où ils pourront, d'après leur Usage, conformément aux Statuts de leur Ordre, et d'après l'antique Rite, lire l'Évangile, se réunir en Assemblée et vaquer au Service divin; ils seront traités avec Bienveillance par le Sérénissime Empereur des Turcs et par ceux qui dépendent de Lui, et personne ne devra en aucune Manière les molester, en élevant des Prétentions contraires à ce qui sera juste et équitable.

L'Art. IX. statue qu'il sera permis aux Marchands turcs de Constantinople, d'exercer librement le Commerce dans les Provinces limitrophes ²), à condition qu'ils produiront des Passeports des Gouverneurs ou des Employés de l'Office du XXXe (Tricesimator) ⁸), établis

1) Renovatio Pacis Situatorocensis, novis Articulis auctae, et in vigenti annos proximos prorogatae, inter Mathiam, Imperatorem Romanorum, et Achomathem, Turcarum Sultanum. Facta Viennae, Anno Dom. 1615. (en latin et en turc.) (Imprimé separément à Vienne. - Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 264. (en latin.) - Lunig, Cod. Germ. diplom. T. I. p. 1719. (en latin.) -Martens, Cours dipl. T. H. p. 1218. (cité.) avec la date du 1 Décembre 1615, qui est celle de la Ratification impériale. - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 454. (Sommaire.) - Schoell. Hist. abrégée, T. XIV. Part. III. Introduction. p. 242, (cité.) - von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 484, 485.)

La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version latine, rapportée par Du Mont.

2) "In has Provincias" c'est à dire "in "Pagos circa limites utrinque deva-"statos et Colonis destitutos" dont il est question dans l'Art. VII. 3) Tricesimator (Tricesimarins). Voyez A del ung, Glossar. manuale, T. VI. p. 644. Col. 1. Art. Tricesima.

L'établissement de l'Impôt du XXXe (Dreissigstwesen, Dreifsigstordnung) dans le Royaume de Hongrie, est généralement attribué au Roi Charobert (Charles Robert, 1312 -1342). Le produit de cet Impôt n'apparlenait point dans l'origine au Hoi, il était versé dans le Tresor du Royaume, et employé aux Besoins de l'État ; mais déjà sous le règne de Mathias Corvin (1458-1490), il fut distrait du Trésor public et englobé dans le Rerenu particulier du Roi; il est devenu depuis un des Droits régaliens. Toute Marchandise payait, soit à l'Entrée, soit à la Sortie, soit comme Droit de Transit '), 31 pour cent, c. à. d. 3 florins 20 xr. ou le trentième de la Valeur; c'est ce qui a fait donner à cet Impôt de la Douane hongroise le nom de XXXe (Dreifsigst-Gefälle ou Dreifsigst-Gebühren), et les Bureaux, où il se perçoit, sont désignés par le nom de Bureaux ou Offices du XXXe

^{&#}x27;) Voyez plus haut p. 121. Col. 1. note t. — Comparez Encyclopédic méthodique, Commerce. T. III. p. 777. Col. 2. — Savary, Dict. universel de Commerce, T. II. Col. 1845. — Dictionnaire universel de Commerce, Bun-

que, Manufactures, Douanes, etc. etc. par une Société de Négociants, de Jurisconsultes, et de Personnes employées dans l'Administration (Paris 1805. T. I. II. in 4°.) T. II. p. 905. Col. 1.

sur les Frontières; si lesdits Marchands veulent se rendre plus avant dans l'Intérieur, on leur donnera une Escorte suffisante pour traverser les Endroits où il y aurait un Danger quelconque, et après qu'ils auront payé les Droits et ce qui d'ailleurs est d'Usage, personne ne devra les molester ni les empècher de continuer leur Foyage, dans telle Direction qu'ils voudrent lui donne.

Les Marchands des Royaumes et Provinces de Sa Sacrée Majesté impériale, ainsi que ceux des États de l'Auguste Maison d'Autriche, qui voudront faire le Commerce dans les États du Sérénissime Empereur des Turcs, soit avec des Marchandises, soit avec de l'Argent comptant, pourront le faire librement, sous la Bannière ou Pavillon, et avec des Patentes de S. M. impériale, sans lesquels cela ne leur sera permis en aucun Cas. Si quelqu'un d'entre eux arrivait dans ces Contrées, sans être muni du Pavillon et des Patentes sudites, il appartiendra aux Agents ou Consuls de S. M. impériale, d'arrêter de tels Individus et d'en informer Sadite Majesté au plus tôt.

Les Sujets de S. M. impériale et ceux de l'Auguste Maison d'Autriche, ainsi que ceux du Sérénissime Roi catholique des Espagnes, tant ceux des Provinces Belges que d'autres de Ses États, pourront, avec leurs Navires et leurs Marchandises, librement et sûrement arriver, négocier et partir, en payant trois pour cent sur les Marchandises qu'ils acheteront ou qu'ils vendront; ils payeront de plus deux pour cent (in singulos Centenarios duos Asperinos) aux Agents ou Consuls de S. M. impériale, qui auront Soin des Affaires qui leur surviendront.

(Dreifsigst-Ämter); ce qui a été traduit en latin par Tricesima, l'Impôt, et Tricesimator, Tricesimarius, le Percepteur de l'Impôt '). Après avoir subi différentes modifications, l'Impôt du Trentième avait été réglé sous l'Empereur Joseph, par le Réglement de l'année 1788 (Josephinische Mauthund Dreifsigst-Verfassung); le Turif publié le 1 Novembre 1795, fut réformé par Putente du 1 Octobre 1810 et par la Publication en date du 1 Septembre 1840, d'un nouveau Tarif pour l'Impôt du XXXe, payable sur toutes les Productions des Provinces allemandes, du Royaume de Galicie, et du Royaume lombardo-vénitien, importées en Hongrie et en

Transylvanie. (Grellmann, Statistische Aufklärängen über wichtige Theile und Gegenstände der oesterreichischen Monarchie (Goettingue 1795—1802. T. I.—III. in 8°.) T. III. Art. V. Beytrag zur Geschichte des ungrischen Dreyfsigstwesens, p. 165—186. — Martin von Schwartner, Statistik des Königreichs Ungern") (Bu de 1809—1811. T. I.—III. in 8°.) T. I. Sect. IV. p. 439. T. III. Sect. V. p. 324. et p. 326. note d. Dreifsigst-Tariff für die Einfuhr der Erzeugnisse der deuts chen, galizischen und lombardisch-venetianischen Lünder, nach Ungarn und Siehenbürgen (Wien 1840. Aus der K. K. Hof- und Staats-Aerarial-Druckerei).

^{&#}x27;) Du Cange, Glossarium ad Scriptores mediae et infimae Latinitatis, T. VI. Col. 1285. sqq. et Adelung, Glossarium manuale, T. VI. p. 643. 644. ne font point mention de l'acception donnée en Hongrie aux mots Tricesima et Tricesimator ou Tricesimarius.

[&]quot;) Mr. N. Wacken, Conseiller aulique actuel à la Chancellerie de Cour et d'État de S. M. l'Empereur d'Autriche, a publié une Traduction abrégée, en langue française, de l'Ouvrage de Mr. Schwartner (Francfort-sur-le-Mein 1813—1816, T. 1—III, in 89).

Si quelqu'un des Marchands susdits venait à mourir, les Agents ou Consuls de S. M. impériale feront l'Inventaire de leurs Marchandises, et les prendront sous leur Garde, sans que le Fisc ture puisse en aucune Manière s'y ingérer.

Après que lesdits Marchands auront payé les Droits du XXXe (Tricesimam) 1), et ce qui d'ailleurs sera établi par l'Usage, on ne pourra exiger d'eux rien au-delà.

Si quelque Procès ou Contestation venait à s'élever entre lesdits Marchands, et que la Valeur contestée excédât la Somme de quatre mille kreutzer 2) (Cruciferorum) ou aspres, il a été convenu que le Droit de connaître de ces Procès et de les juger, n'appartiendra point au Kadi du Lieu où le Procès s'est élevé, mais aux Kadi de Constantinople 1), qui jugeront ces Différends conformément à ce que prescrivent le Droit et l'Équité.

Le Traité du 1 Juillet 1615 ayant subi quelques Modifications, au moment de la Batification, les deux Parties convinrent d'une nouvelle Rédaction, et l'Instrument ainsi modifié, auquel on ajouta un Article séparé, fut signé le 1 Mai 1616 °).

En 1617, sur la Demande du Baron Hermann Czernin et de César Gallo, Gentilhomme italia, qui remplissaient à Constantinople les Fonctions d'Ambassadeurs extraordinaires, de la part de l'Empereur Mathias, le Sultan Achmet I accorda aux Sujets impériaux des Privileges de Commerce fort étendus.

Commandement impérial (Lettre d'Octroi ou de Concession) du Sultan Achmet I, touchant le Commerce par Terre et par Mer, dans l'Empire ottoman, des Sujets de l'Empereur romain, Roi des Allemands, de la Hongrie, de la Bohème, de la Dalmatic, de la Croatie, de l'Esclavonie, etc.. Grand-Archiduc de Vienne (den Wiennerischen großen Erzherzogen), etc. Mathias. Donné à Constantinople, dans le troisième Tiers du Mois de Djemaiul-Achir de l'Année 1026 après la Mort du Prophète (seconde Moitié du Mois de Juin 1617) 3).

١

de la Maison impériale, et retrouvé, en 1808, par Mr. de Hammer, n'a jamais été imprimé. (von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 488. note f. T. VII. Liv. LXII, p. 21. note b.) La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version officielle allemande, dont nous avons obtenu communication de la Chancellerie impériale et rovale d'État et de Cour.

C'est à tort que Mr. de Hammer donne à cet Acte, qui n'est qu'une simple Concession

¹⁾ Voyez plus haut p. 1411. Col. 2. note 3.

²⁾ Crucifer, Species Monetae, Germanis in Kreutzer. (Adelung, Gloss. manuale, J. II. p. 796. Col. 2.)

d) C'est à dire aux deux Kazi-Asker') de Roumelie et d'Anatolie.

⁴⁾ Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 280. — Lunig, Cod. Germ. dipl., T. I. p. 1726. von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLIII. p. 485.

⁵⁾ Cet Acte longtems enfoui dans les Archives

⁷ Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne, I. Arakon. A. p. 251. Col. 1. note t.

Préumbule. Notre Grandeur ayant accueilli les Sollicitations et les Demandes qui Nous ont été adressées, et qui sont exposées dans les Lettres à Nous remises par les Ambassadeurs, c'est à savoir: qu'en vertu de la Paix conclue entre Nous, et en vertu des Promesses (Zusagen) données de part et d'autre, les Marchands des Pays soumis à l'Empereur romain, tant ceux des Pays appartenant à la Maison d'Autriche, que ceux des autres Pays, puissent venir trafiquer et commercer dans Nos États par Terre et par Mer, et que Nous accordions auxdits Marchands les mêmes Lettres de Priviléges (Zusageschreiben) que Nous avons concédées aux Marchands Sujets des autres Rois, qui ont recherché et entretenu des Rapports d'Amitié avec Notre sublime Porte,

Nous y avons consenti, en sorte que, conformément à l'ancien Usage, ils pourront entretenir des Consuls dans Nos Étatsmais le principal de leurs Consuls devra résider iei (à Constantinople) près la sublime Porte 1, pour gouverner les autres Consuls qui seront établis dans Nos Ports et Places, et Notre Grandeur ayant donné les Ordres nécessaires à cet effet, Nous les renouvelons, confirmons et ratifions par le présent Notre Rescrit impérial dans les Termes ci-après:

Les susdits Marchands devront être munis de Passeports ou Patentes (Schreiben) de la part des Commandants des Frontières ou des Employés de POffice du
XXXe, lesquels ils seront tenus d'exhiber à leur Arrivée aux Frontières, et le Beg ou Gouverneur du Lieu où ils se présenteront,
apposera son Sceau (Zeichen oder Petschier) sur lesdits
Passeports ou Patentes, conjointement avec les Employés du
XXXe. sans rien exiger absolument de la part desdits Marchands (kein Kreuzer darvon nehmen sollen).

de Priviléges, la qualification de Traité de Commerce (Hundlungsvertrag), qui suppose deux Parties contructantes stipulant sur leurs Intérêts réciproques, aussi la Version allemande, que nous avons sous les yeux, estelle intitulée "Translation des türkischen Kainsers Achmet, Zusagschreiben wegen der "Kaufmannschaft zu Meer und Land." Le mot Zusagschreiben signifie Errit par lequel on promet, accorde, concède quelque chose. L'Acte que nous rapportons n'est point divisé en Articles, distingués par des Numeros, comme

le sont les Traitis ou Conventions entre dou ou plusieurs Phissances, et même les Capitlations, accordées par la Porte aux Phissance chrétiennes; il se compose d'un Préambule, de quarante-sept Points ou Dispositions, et d'une Conclusion, formant ensemble soixunte-un Alinéas; nous avons du nous restreindre à n'alléguer de ces Dispositions que celles qui entrent dans le point de vue de notre travail.

1) Cette Disposition est contraire aux Poncipes postérieurement adoptés par la Ponte. (Voyez plus haut p. 802, Col. 2, note 5.) Si la Route par laquelle lesdits Marchands voudront passer, offrait des Dangers, on leur donnera une Escorte militaire suffisante, pour qu'ils puissent la poursuivre en toute Sûreté, et, après qu'ils auront satisfait à ce qui sera dû aux Employés du XXX e et à la Douane, ils seront libres de continuer leur Chemin, sans que personne puisse rien exiger d'eux, et ils pourront se rendre partout où ils voudront, sans aucun Empêchement de la part de qui que ce soit. (Comparez plus haut p. 1411. l'Art. IX. du Traité de Vienne, du 1 Juillet 1615.)

Ainsi les Marchands des États de l'Empereur romain, et de ceux de la Maison d'Autriche, ainsi que ceux des États du Roi d'Espagne, et des autres États et Pays compris sous la Domination impériale, pourront librement et sûrement aller et venir, tant avec leurs Marchandises qu'avec leur Argent comptant, de telle Manière cependant qu'ils arriveront sous la Bannière de l'Empereur romain, et qu'ils seront munis de Passeports ou Patentes, sans quoi il ne leur sera point permis de venir; et s'ils arrivaient sous une autre Bannière que celle de l'Empereur romain, et avec d'autres Passeports ou Patentes, ou qu'ils arrivassent sans porter ladite Bannière, et sans être munis desdits Passeports ou Patentes, les Consuls de l'Empereur romain devront saisir leurs Marchandises et leur Argent comptant, et conserver l'un et l'autre entre leurs Mains.

Point IV. Lesdits Marchands payeront trois pour cent de Douane sur tout ce qu'ils acheteront ou vendront, et il sera payé aux Consuls de l'Empereur romain deux pour cent de Droit de Consulat.

Point V. Si quelqu'un desdits Marchands venait à mourir, les Consuls de l'Empereur romain devront dresser un Inventaire de leurs Marchandises et les prendre sous leur Garde, sans que Notre Fisc puissse s'en mêler ni y intervenir, et lorsque lesdits Marchands auront payé la Douane de leurs Marchandises, dans un de Nos Ports ou Places, on ne pourra exiger d'eux rien au-delà.

Point VI. Et si quelque Contestation venait à s'élever, soit entre les dits Marchands eux-mêmes, soit entre eux et d'autres Personnes, le Kadi du Lieu ne pourra point connaître des Contestations dont l'Objet excède la Valeur de quatre mille aspres, et dans ce dernier Cas, la Cause devra être por-

tée devant Notre sublime Porte et jugée par Notre Kazi-Asker. (Comparez plus haut p. 1411. l'Art. IX. du Traité de Vienne, du 1 Juillet 1615.)

Point VIII. Et lorsque la Mer ne leur permettra point de s'en retourner dans leur Pays, ils pourront séjourner dans Nos Ports et y exercer paisiblement leur Commerce, sans que personne puisse les en empêcher; et lorsque lesdits Marchands auront des Disputes entre eux au sujet d'un Tems ou Terme préfix '), ou bien au sujet de leur Croyance (der Zeit wegen o der des Glauben wegen), la Question devra être examinée et jugée par leurs Consuls, et Nos Kadi et Gouverneurs ne pourront point s'y ingérer.

Et, lorsque quelque Contestation s'élévera entre les Consuls et quelque autre Personne, on ne pourra point mettre lesdits Consuls en prison, ni appliquer les Scellés à leurs Maisons, mais les Consuls avec leurs Drogmans, ainsi que les Personnes avec lesquelles ils seront en Contestation, devront être envoyés par-devant Notre sublime Porte pour y être ouïs.

Et si on venait à produire contre le Commerce des Sujets impériaux etc. quelque Commandement de Notre part, un tel Commandement devra être considéré comme controuvé, nul et d'aucune Valeur, et on se conformera en tout à Notre présente Confirmation et Ratification.

Point XI. Et, si quelqu'un des susdits Marchands venait à mourir, Notre Fisc ne doit point intervenir dans la Succession du Décédé, ni prétexter qu'il s'agit de Biens vacants '), ni s'y ingérer pour aucune Raison quelconque.

Point XII. Et, les Commandements de Notre part, qui se trouvent entre les Mains desdits Marchands, et qui sont à leur Avantage, devront être respectés par Nos Kudi et autres Officiers, lesquels devront s'abstenir d'exiger d'eux à ce titre des Présents (Schmieralien) 1).

Préfix, Terme de Palais. Qui est déterminé. Il ne s'emploie que dans les Locutions suivantes: Jour préfix. Terme préfix. Tems préfix. Somme préfixe.

Douaire préfix. Douaire qui consiste en une certaine Somme déterminée par les Conventions matrimoniales. (Dict. de l'Académic.)

 Succession vacante. Succession que personne n'a réclamée lorsqu'elle a été ouverte, ou à laquelle on a renoncé. (Dict. de l'Académic. — Voyez plus haut p. 812. Col. 2. note '.)

3) Schmicralien. Cette expression très vulgaire répond à la locution française proverbiale et figurée "graisser la patte à quelqu'un, c. à. d. donner de l'argent à quelqu'un pour le gagner, pour le corrompre. (Diet. de l'Académie. — Mozin, Nouveau Diet. complet à l'usage des Allemands et des Français. Partie allemande (Stuttgart et Tubingue 1823. T. I. II. gr. in 1°.) T. II. p. 231. Col. 1.

Les Consuls pourront, conformément à l'ancien Usage, prendre à leur Service tels Yassakdchi ou Janissaires et Drogmans qu'il leur plaira, et ceux que lesdits Consuls ne voudront point avoir à leur Service, ne pourront point exiger d'y être admis, et lorsque lesdits Consuls ou ceux qui dépendent d'eux, voudront faire du Vin à leur propre Consommation, personne ne devra s'y opposer, et Nos Esclaves, les Janissaires et autres, qui que ce soit, ne les molesteront point et s'abstiendront de commettre ou exercer aucun Acte de Violence.

Après que les Bâtiments auront payé à la Douane tout ce qui sera dû pour les Objets qu'ils auront importés ou exportés, achetés on vendus, ils seront tenus de payer et satisfaire tout ce qui sera dû de leur part aux Consuls.

Les Points XVIII -- XXI. concernent la Conduite à tenir par les Corsaires d'Alger envers les Bûtiments et Sujets impériaux.

Point XXII. En conformité à ce qui précède, Nous avons très expressément fait connaître à Nos Pacha, Beg, Kadi et Officiers de Douane, dans les Ports, que Nous voulons que tant que l'Empereur romain et ceux qui dépendent de Lui, maintiendront et respecteront, de leur Côté, la Paix conclue entre Nous, et se conformeront au présent Commandement, de Notre Côté aussi, ils ne soient molestés ni offensés par personne, mais qu'ils puissent venir en toute Sûreté et se livrer à leur Trafic, tant par Terre que par Mer, avec leurs Bâtiments, Équipages, Marchandises, Effets, Chevaux, etc.

Point XXIV. Et si, à bord d'un de leurs Bâtiments, il se trouvait des Marchandises appartenant à un Sujet d'une Nation ennemie, elles seront considérées comme Bien de l'Ennemi, mais il ne sera fait aucune Offense à qui que ce soit; et si, pendant qu'ils voyagent comme Marchands dans Nos États, et se livrent à leur Commerce, un d'eux venait à être fait Prisonnier, il devra être relâché de suite, et ils pourront aller et venir librement et en toute Sûreté, partout dans Nos États.

Point AXV. Si, pendant qu'ils sont en Mer, un gros Tems les mettait en Danger, et qu'ils eussent besoin de Secours on Assistance, les Équipages de Nos Bâtiments et tous autres devront les secourir et assister, et si, pour leur Subsistance, ils veulent acheter des Provisions et les payer de leur propre Argent, personne ne devra les en empêcher ni les molester en aucune Manière. Point XXVI. Les Marchands, Drogmans et autres Gens desdits Pays, qui arrivent dans Nos États, soit par Terre soit par Mer, pour y trafiquer, après qu'ils auront satisfait à ce qui sera dû de leur part, ne pourront être molestés ni par les Capitaines de Nos Bâtiments, ni par Nos Troupes, et les Kadi non plus, ne devront point les molester ni eux, ni leurs Biens ou Effets, ou leurs Chevaux.

Point XXVII. Si la Tempète leur causait quelque Accident, et que leurs Bâtiments fussent jetés sur la Côte, les Beg, Kadi. et tous autres devront les secourir, et les Biens qui seront sauvés, devront leur être restitués, sans que Notre Fisc puisse rien prétendre ni exiger de leur part; et lorsqu'un Marchand sera Faillite, et que des Dettes seront répétées, on ne pourra saisir ni arrêter qui que ce soit, excepté celui qui se sera rendu Caution, et on ne pourra rien prétendre d'aucun autre.

Si quelqu'un d'eux venait à mourir, les Biens qu'il laissera devront être livrés à celui à qui il les aura légués par Testament, mais s'il meurt sans avoir fait de Testament, ils seront remis avec le Consentement du Consul à ses Compagnons qui sont du même Pays.

Lorsque les Marchands, Consuls ou Drogmans des dits Pays, se livreront à des Transactions, soit d'Achat de Vente, ou de Cautionnement, ou à d'autres Affaires, qui sont du Ressort des Tribunaux, ils devront se présenter devant le Kadi pour faire enrégistrer les Pièces, et obtenir le Document muni du Sceau du Kadi), car si quelque Dispute venait à s'élever au sujet desdites Transactions ou Affaires, ce sera à ce Document seulement qu'on prêtera Foi.

Mais, lorsque l'une ou l'autre de ces deux Conditions n'aura point été remplie, et que les Plaidants se présenteront en Justice, leur Cause ne sera point écoutée tant que l'Enrégistrement n'aura pas eu lieu, ou qu'on n'aura point obtenu le Document du Kadi, afin qu'il ne soit fait Tort à personne, et si quelqu'un accusait un autre Individu, seulement pour lui faire une Aranie'), il ne devra point être écouté. Le Tout afin que les Sujets impériaux soient protégés, que rien de contraire à la Justice

¹⁾ C'est à dire le *Hodjet* ou *Acte de Sen*tence. (Voyez plus haut p. 109. Col. 1. note 3. et p. 788. Col. 1. note 1.)

²⁾ Voyez plus haut T. II. du Manuel, P. I.

ne soit fait à aucun d'eux, et qu'ils soient à l'Abri de toute lniquité.

Point XXX. Et si quelqu'un d'eux, qui se scrait rendu Caution d'un autre, venait à faire Faillite, on ne pourra point arrêter un autre Individu en sa Place; et les Sujets des États de l'Empereur romain pourront librement faire le Commerce, qu'ils soient mariés ou non mariés.

Leurs Ministres, et les Consuls et Drogmans à leur Service, seront exempts de toute Espèce de Droits et d'Impôts.

Les Consuls établis à Alexandrie, à Tarabolos (Tripoli de Syrie), à Damas, à Tunis, à Alger, en Égypte et dans d'autres Lieux, pourront être révoqués, changés et remplacés, sans que personne puisse s'y opposer.

Lorsque les Marchands ne voudront point accepter une Marchandise, on ne pourra point les y forcer ni contraindre, et lorsque, dans une Affaire quelconque, ils seront soumis à comparaître devant le Kadi, on ne pourra les interroger avant qu'ils soient assistés par leurs Drogmans, mais aussi lesdits Marchands ne devront point se servir de ce Subterfuge pour différer les Affaires.

Point XXXIV. Ceux qui auront été faits Prisonniers et vendus, soit en Grèce soit dans l'Anatolie, devront être recherchés, et celui entre les Mains duquel ils se trouveront, quand même ils se seraient faits Turcs, devra déclarer de la part de qui il les a obtenus, et on les lui reprendra pour les mettre en pleine Liberté.

Point XLL. Si un de leurs Marchands, arrivé dans Nos États avec ses Marchandises, venait à se faire Turc, avec le Consentement (aus Bewilligung) de leur Consul'), on retiendra les Marchandises et l'Argent comptant, appartenant à d'autres Marchands de leur Pays, et on remettra l'un et l'autre au Consul, pour en faire la Remise à qui de Droit, afin que personne ne soit lésé dans ses Intérêts. Les Kadi et autres Officiers n'auront rien à voir dans ce qui regarde lesdits Marchands. et lorsqu'un de ces derniers se fera Turc, et que d'autres Personnes lui diraient "Tu ne l'es pas fait Turc de la

¹⁾ On a sans doute voulu dire , le Consul assistant à son Acte d'Abjuration du Chris-

"bonne Manière, mais d'une Manière irrégulière," ces Personnes ne seront point écoutées.

Point XLIII. Ceux des Sujets de l'Empereur romain, qui voudront se rendre à Jérusalem, ne pourront être empêchés ni molestés par personne.

On s'abstiendra d'offenser en aucune Façon les Prêtres établis à l'Église de Camanie'); ils pourront visiter tous les Lieux importants (nothwendigen Orther), et les Bâtiments (Schiff und Kaliamen), sur lesquels ils viendront dans Nos États, pourront librement et sûrement arriver et partir, et ils devront être protégés.

Point XLIV. Lorsque quelqu'un d'entre eux sera volé, on devra employer tous les Moyens possibles pour retrouver les Biens ou Effets qui leur auront été enlevés, afin de les restituer au Propriétaire, et ceux qui auront commis le Vol devront être punis......

Nous ordonnons expressément à Nos Pacha, Sandjak Beg, Capitaines et autres Nos Esclaves, aux Kadi, Vézirs, Employés de Douane, Officiers de tout Genre, et à tous Nos Serviteurs, Gens et Habitants de Nos États, de maintenir Notre présent Commandement ou 'Aht Nāmé') (Zusagschreiben), et de l'exécuter en tous Points, asin qu'il n'y soit jamais contrevenu, mais si quelqu'un se permettait d'agir en Contravention à Notre dit Commandement exprès, on ne devra point perdre de Tems à le punir de suite, pour servir d'Exemple à d'autres.

Mais lorsque le Vent contraire les obligera de rester avec leurs Bâtiments, soit à Caffa, soit dans d'autres Ports, on ne devra point employer aucune Violence pour les forcer ou contraindre à y vendre leurs Marchandises, ni molester en rien leurs Bâtiments; et dans les Endroits dangereux. on devra secourir leurs Bâtiments et protéger les Hommes et les Effets, afin qu'il ne leur arrive aucun Dommage; de même. on leur prêtera la Main pour qu'ils puissent se procurer, pour

¹⁾ Voyez plus haut p. 957. Col. 2. note 1. et Col. 1. note *.

^{2) &#}x27;Aht Namé, Convention, Diplôme d'un Traité; particulièrement Capitulation de la

Porte avec les Puissances européannes; elle se désigne aussi sous le nom de 'Aht Nāmēi houmāloun, Capitulation impériale. (Kieffer et Bianchi, Dictionnaire turc-français, T. II. p. 1087. Col. 1.)

leur Argent, les Provisions, les Bâteaux et les Chariots dont ils pourraient avoir besoin

Tant que les Articles ci-dessus énoncés seront observés et qu'on s'y conformera, l'Amitié (de l'Empereur romain) Me sera agréable, et Je promets et jure, au Nom du Dien tout-puissant qui a créé le Ciel et la Terre, de tous les Saints et Anges, et de tous mes illustres Ancètres, que de Mon Côté, il ne sera rien fait de contraire à la présente Concession, mais que dans tous les Tems, Notre présent 'Aht Nāmé ou Lettre de Priviléges, avec tous ses Points, sera fermement et fidèlement maintenu.

Nous espérons que de Son Côté, l'Empereur romain, Notre bon Ami, et tous ceux qui dépendent de Lui, maintiendront la Paix dans tous les Pays et sur toutes les Frontières, et qu'il ne sera en aucune Manière permis à la Soldatesque ') (Kriegs-rolk) de rien entreprendre contre ladite Paix, et si cela arrivait, que ceux qui l'enfreindront seront sevèrement punis, afin que la Paix soit maintenue de part et d'autre, que les Sujets des deux Parties puissent vivre en toute Sécurité, et que les Méchants ne puissent point susciter des Inimitiés.

Tout ce qui rient d'être dit doit être entendu et exécuté de bonne Foi (also verstanden und Treu und Glauben darauf gesetzt), et a été écrit dans le Mois de Djemaziul-Akhir.

Donné à Constantinople, l'An 1026 après la Mort du Prophète. Le Traité de Sitva-Torok fut confirmé en 1618 2), 1625 3), 1627 4), 1642 3) et 1649 9).

¹⁾ Soldatesque, se dit quelquefois, par mépris, des simples soldats; et, plus ordinairement, d'une troupe de soldats indisciplinés.

Soldatesque est quelquefois adjectif des deux geares, et signifie, qui sent le soldat. Un ton, on maintien soldatesque. Des manières, des discours, des moeurs soldatesques. (Diet. de l'Académie.)

²⁾ Second Renouvellement dela Paix de Sitva-Torok. [Du Mont, l. c. T. V. Parl. II. p. 309. — Lunig, l. c. T. I. p. 1731. - ron Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLIV. p. 501. - Schoell, l. c. T. XIV. Part. III. Introduction. p. 242. (cité.)]

³⁾ Troisième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. [Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 475. — Lunig, l. c. T. I. p. 1738. — von Hammer, l. c. T. V. Liv, XLVI. p. 25. — Schoell, l. c. p. 242. (cité.)]

⁴⁾ Quatrième Renouvellement de la Paix de Sitea-Torok. [Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 501. — Lunig, l. c. T. I. p. 1739. — von Hammer, l. c. T. V. Liv. XLVI. p. 95. — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 455. en citant ce Traité, lui donne la date de 1628. — Schoell, l. c. p. 242. (cité.)]

⁵⁾ Cinquième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. [Du Mont, l. c. T. VI. P. I. p. 245. 246. — Lunig, l. c. T. I. p. 1743. — Mercure français, T. XXI. p. 933. — Mercurio, de Vittorio Siri, T. II. p. 302. — von Hammer, l. c. T. V. Liv. XIIX. p. 305. — Schoell, l. c. p. 242. (cité.)]

⁶⁾ Sixième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. [Du Mont, l. c. T. VI. Part. I. p. 521. — Lunig, l. c. T. l. p. 1755. — von Hammer, l. c. T. V. Liv. I.l. p. 493. — Schoell, l. c. p. 242. (cité.)]

Les Traités de Paix de 1664 1) et de 1681 2) ne contiennent aucune Stipulation relative au Commerce ni aux Consuls; ils confirment les Stipulations relatives aux Ecclésiastiques et

aux Moines de la Religion catholique, établis dans l'Empire ottoman.

En 1667, l'Empereur Léopold I institua une Compagnie orientale à Vienne 3). Elle avait à Constantinople des Agents et des Drogmans attachés à son Service. Un de ces Agents, Le lio de Luca, fut le premier qui exerça les Fonctions et perta le Titre de Consul-général, en vertu du Bérat (Exequatur) obtenu de la Porte par le Résident impérial, en 1669 4), en même tems avec un Bérat en faveur du Commerce des Habitants de la Ville de Kuschuu 5).

Traité de Paix, conclu pour vingt-cinq Ans, 1699, 26 Janvier. entre l'Empereur Léopold I, et Moustapha II. Khan, Empereur des Turcs, sous la Médiation de la Grande-Bretagne (Guillaume III) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas; fait et signé au Congrès de Carlowitz en Syrmie (1), le 26 Janvier 1699 (1).

1) Septième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. (Du Mont, l. c. T. VI. Part. III. p. 23. — Lunig, Teutsches Beichs-Archiv, Part. special. Contin. I. Sect. I. p. 435. — Theatrum Pacis, T. II. p. 195. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 455. (Sømmaire.) — von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LIV. p. 144. — Schoell, l. c. p. 243. 244.)

2) Huitième Renouvellement de la Paix de Sitva-Torok. (Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 12. (tiré de la Chancellerie impériale aulique de Guerre). — Lunig, Cod. Germ. dipl. T. I. p. 1781. — Schoell, l. c. p. 244. (cité.) — Mr. de Hammer rend compte, l. c. T. VI. Liv. LVII. p. 375. 376. des Négociations qui eurent lieu pour le Renourellement de la Paix de 1664, mais il se borne à citer (T. IX. p. 295.) Liste des Traités, No. 273. le Traité de Prolongation de la Paix pour vingt ans, conclu à Constantinople, en 1681. — d'Ohsson ne fait point mention du Traité de 1681.)

3) Compagnic impériale orientale. Cette Compagnie, qui avait un fonds de 300,000 florins, et dans laquelle les premiers Dignitaires de l'État, conjointement avec les principales Maisons de Commerce, s'étaient intéressés, devait diriger ses opérations sur Bude et Constantinople, et attirer le Commerce oriental en Allemagne; mais le Sultan Mahomet IV, loinde favoriser cette Entreprise, la contraria, et la Compagnie, dont la Direction avait été confiée à des mains à la fois peu habiles et peu intégres, ne tarda pas à se dissoudre. (Bink, Leopolds des Großsen Leben und Thaten (Leipzig 1709, in 8°.) p. 545. — Gebh ar di,

- 4) v. Hammer, Geschichte, Liv. LV. p. 216.
- 5) Kaschau (Kassa, Cassovia), Ville libre royale de Hongrie (Cercle en-deça de la Theifs), Chef-lieu du Comitat d'Abanigvar, regardée comme la Capitale de la Haute Hongrie; florissante par ses nombreuses Fabrique et son Commerce, on évalue la population audessus de 9000 àmes. (Adr. Balbi, l. c. p. 240. Langlois, l. c. T. III. p. 24. Col. 1. Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 535.)
- 6) L'Autriche, la Pologne et Venise s'étaient réunies pour arrêter les progrès des Ottomans, et reconquérir chacune les Provinces qu'elles avaient perdues. La Russie s'était jointe à la Pologne. La Guerre, fatale aux Turcs sur tous les points, durait depuis 1685. La Porte désirait vivement la Paix, mais les Propositions qu'elle fit à plusieurs reprises avaient été déclarées inadmissibles. L'Empereur Léopold I se trouvant débarrassé, par la Paix de Ryswick (1697) *), de la Guerre avec la France, le Sultan Moustapha comprit qu'il fallait se montrer plus conciliant. Il accepta la Médiation de l'Angleterre et de la Hollande, qu'il avait constamment refusée jusqu'alors. Maurocordato "), Savant grec et premier In-

lati, premier Interprète de la Porte ottomane, ne vers l'an 1636, était fils d'un pauvre

Genealogische Geschichte der erblichen Reichstände in Deutschlund (Halle 1777 – 1785. T. I.-III. in 4°.) T. II. p. 536. — Becher, Nürrische Weisheit und neise Narrheit (Hambourg 1707. T. I. II. in 12°.) T. II. No. 12 p. 112. — (Zedler), Universal-Lexikon, T. XXV. Col. 1886. — Relation finale (1671) de Marin Zorzi, Ambassadeur de la République de Venise à la Cour de Vienne.)

^{&#}x27;) Voyez plus haut p. 204. Col. 1. note 4.

[&]quot;) Alexandre Maurocordato-Scar-

L'Art. IX. stipule qu'il ne sera permis, de part et d'autre, d'accorder Refuge ni Protection aux Méchants, Rébelles ou Mécontents; et chaque Partie sera obligée de punir ceux qu'elle trouvera dans son Territoire, quand même ils seraient Sujets de l'autre.

terprète de la Porte, lui sauva, par son habileté, la honte d'une première Ouverture. D'ailleus, toutes les Parties belligérantes ayant également besoin de la Paix, il ne fut pas difficile de les faire acquiescer à cette Médiation. Les Préliminaires ayant été réglées dans

gentilhomme de l'Ile de Chio, nommé Panteli Maurocordato, qui vendait de la soie à Constantinople. Il prétendait descendre des Scarlati de Gênes; mais on assure que sa mère stat la fille unique d'un Grec nommé Scarlatos, qui s'était enrichi dans la fourniture des viandes pour le Séruil, sous le règne d'Amuret IV. Alexandre fut envoyé, à l'âge de 12 ans, faire ses études à Padone. Ses progrès y forent si rapides, qu'au bout de quatorze ans. I fut reçu Docteur en Philosophie et en Médecine, et qu'à son retour à Constantinople, il professa ces deux sciences dans l'école de l'édise patriarcale. Ses succès le mirent en réputation, et tous les Grands de l'Empire vouhrent l'avoir pour médecin: mais les risques attachés à cette profession dans le Lévant, le déterminèrent à la quitter, et à tirer parti des connaissances qu'il avait de plusieurs langues et des intérêts des divers Princes de l'Europe. Ce fut à cette époque qu'eut lieu la prise de Candie (1669). Panagioti, premier Drogman de la Porte, étant venu à mourir, le Grand-Vezir Achmed Kiupreli bi donna Maurocordato pour successeur. Le nouveau Drogman, aussi habile et aussi adroit que pelitique profond, exerça cet emploi lucratif, mais difficile et dangereux, pendant trente années, et fut exposé, sous quatre règnes (Suleyman II, Achmed II, Moustapha II, Achmed III), et sous un grand nombre de Vézirs, à toutes les chances de la fortune. Accusé d'avoir fait échouer le siège de Vienne, il fut incarcéré, dépouillé de sa charge et de ses biens, et ne dut sa réintégration qu'à l'incapacité de son successeur. Emoyé, en 1688, auprès de l'Empereur Léopold I, avec le titre d'Ambassadeur, que la Porte n'avait donné à aucun Grec chrétien avant lui, il eut l'adresse de se faire retenir quatre ans prisonnier à Vienne, sous divers prétextes, jusqu'après la mort du Grand-Vézir Moustapha Kiupreli, son ennemi déclaré. Il mérita bientôt, par ses talents et sa prudence, la haute réputation qu'il acquit dans toute l'Europe, lorsqu'il parut aux Négociations de Car-

lowitz, en 1698, en qualité de Plénipotentiaire et de Conseiller des Secrets, titre nouveau, qui prouvait l'estime dont il jouissait dans le Diwan. Le Traité de Paix fut l'ouvrage de Maurocordato. Il mena cette Négociation à fin, en politique adroit, à la satisfaction de toutes les Puissances contractantes. Mais quelque brillante que fut son existence, elle était fort précaire; et la révolution, qui amena la déposition de Moustapha II, en 1702, aurait entrainé la perte de Maurocordato, s'il n'eût évité cet orage par la fuite. Il reparut avec le calme; et le Sultan Achmed III lui fit l'accueil que méritait un des hommes les plus utiles à l'Empire. La vieillesse d'Alexandre Maurocordato s'écoula en paix, au sein des richesses et de la grandeur; il mourut dans les bras de ses deux fils, Nicolas, et Jean, à la fin de 1709. Pendant sa longue et pénible carrière, il trouva le tems de faire beaucoup de bien à ses compatriotes, et d'encourager les lettres, qu'il cultiva même avec succès. Il établit à Constantinople un Collège, pour conserver le gout de la Littérature grecque. Parmi un grand nombre d'ouvrages qu'il a composés, deux seulement ont été publiés: 10 Instrumentum pneumaticum circulandi sanguinis, sive de motu et usu pulmonum. Bologne 1664, et Francfort 1665. in 120., livre rare, quoique souvent réimprimé en Italie, en Hollande, en Angleterre et en Allemagne; 20 Histoire sacrée, en grec, imprimée à Bucharest, 1716. in fol. par les. soins de son fils Nicolas, et précédée de son eloge par Dom Jacob, et d'une préface. Il a traduit en turc, avec le secours d'un Jésuite français de Chio, le grand Atlas ou Theatrum Mundi de Guillaume Blaeum t), en 12 volumes. Ses Mémoires sur les Empereurs turcs ont été publiés par Lacroix, dans son Etat de l'Empire othoman, 1696. in 12º. (Biographie universelle, T. XXVII. p. 560. Col. 2. - Demetrius Cantimir, Histoire de l'Empire othoman (Paris 1743. T. I-IV. in 120.) T. IV. p. 74.)

ti Guillaume Blaeure, imprimeur, éditeur et inteur de Cartes géographiques, né à Amsterdan, en 1571, et mort dans la même ville, le

²¹ Octobre 1638. (Biogr. universelle, T. IV. p. 550. Col. 1.)

Il est convenu par l'Art. XI., que s'il s'elève un Différend au sujet d'aucuns des Articles du présent Traité, on choisira un Nombre égal de Commissaires de part et d'autre, pour le terminer à l'amiable.

Les

des Conférences particulières, tenues à Constantinople, les Ministres médiateurs et les Plénipotentiaires des Puissances belligérantes se réunirent, au commencement du mois de Novembre 1698, dans le Village de Carlowitz, situé entre les deux Camps ennemis, dont l'un était à Peterwardein, et l'autre à Belgrade. Pour concilier les difficultés qui s'étaient élevées sur le Rang entre les Ambassadeurs, on avait, sur la proposition de Maurocordato, l'un des Plénipotentiaires turcs, dresse un Camp carre, dont les Ministres des quatre Puissances alliées occuperent les quatre Cotés. Au milieu du Camp était le Corps de Garde; à une certaine distance, il y avait un second Camp peur les Ottomans. Entre les deux Camps on construisit la Maison destinée à la Tenue des Conférences; sur les deux Cotés de ce Batiment, les Ministres de la Grande-Bretagne et des États-généraux dressèrent leurs Tentes. La Maison, construite en bois, se composait de trois Salles placées sur une ligne, et une quatrième placée devant la Salle du milieu. La Salle du milieu était destinée aux Conférences, les trois autres servaient de Retraite (Rückzugsgemach), savoir celle placée devant la Salle commune, aux Ministres médiateurs, et celles des deux extrémités aux Plénipotentiaires autrichiens et ottomans. Les Ministres arrivés les premiers firent la première Visite à ceux qui arrivèrent après eux, et, par la suite, il n'y eut plus de Visites de Cérémonie *).

Les Négociations s'ouvrirent le 14 Novembre 1699; après trente-six Conférences, une Trève fut conclue entre la Russie et la Porte, le 24 (14) Janvier 1699; et deux jours après (26 Janvier), les trois Puissances alliées, l'Empereu, la Pologne, et la République de Venise, signèrent, chacune séparément, leurs Traités avec la Porte.

7) Instrumentum Caesareum Pacis ad viginti-quinque Annos, inter Leo. poldum, Imperatorem Augustissimum, et Mustapha Han, Turcarum Sultanum initos, Guilielmo III, Rege Britannico et Ordinibus Foederati Belgii Generalibus Mediantibus; in Congressu Carlowitzii in Sirmio, die 26 Januarii 1699. (Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 448. Col. 1. (en latin.) - Lunig. Teutsches Reichs-Archiv, Part. special. T. l. p. 172. (en latin.) - Schmaufs, Corp. j.g. acad. Part. II. p. 1129. (Extrait en latin.) -Ricaut, Hist. de l'Empire ottoman, T. III. p. 589. (en latin.) p. 593. (en anglais.) — Hörschelmann, l. c. T. I. p. 106. Col. 1. (Extrait en allemand.) - Ignace de Luca, Politischer Codex, oder wesentliche Darstellung sümmtlicher die Kais. Kon. Staaten betreffenden Gesetze und Anordnungen im politischen Fache (Wien 1789-1795. T. I-XIV. in 80.) T. III. v. Handlungs-Vertrag. p. 31. où il faut lire 1699 au lieu de 1739. (Sommaire en allemand.) - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 455. (cité.) - Der neu-eröffneten ottomannischen Pforten etc. etc. Liv. XX. p. 818. sqq. (en allemand.) - von Hammer, l. c. T. Vl. Liv. LX. p. 673. - Schoell, Hist. abreges, T. XIV. Chap. LXV. p. 272. (Sommaire.) -La Traduction française, que nous donnens, a été faite sur le Texte latin, rapporté par Du Mont.)

*) Voyez von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LX. p. 659. sqq. qui se réfère au Gründ- und umstündlicher Bericht von denen röm. Kaisern und ottomanischen Grofsbothschaften, wodurch der Friede oder Stillstand zwischen Leopold I und Mustapha III (II), den 26 Januarii zu Carlowitz in Sirmien, auf 25 Jahr geschlossen worden, Wien 1702. fol. 136. p. - Les détails rapportés par Mr. de Hammer différent de ceux donnés par Ricaut, Histoire de l'Empire ottoman, T. V. et par Demetrius Cantimir, Hist. de l'Empire othoman, T. IV. p. 273. - Der neu-eröffneten ottomannischen Pforten Fortsetzung, oder continuirter historischer Bericht, betreffend der türkischen Monarchie Staats - Maximen, etc.

etc. von Anno 1664 bis zu Ende dieses 1700 Jahrsetc. (Augsbourg 1701. in fol. avecle plas de la Maison des Conférences.) Liv. XX. p. 820. Continuation de l'Ouvrage intitulé: Die neueriffinete ottomannische Pforte, bestehend erstlich, in einer Beschreibung des Türkischm Reichs und Gottesdienstes, etc., übersetzt aus dem Ricaut; zweytens, einer ausführlichen Historie aus des etc. Sagredo Buchs übersetzt, etc. mit eingedruckten historischm Kupfern und aller Türkischen Kaiser Contefaiten. (Augsbourg 1694 et 1700. in fol.) — Comparez Schoell, Historie abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 269. — Du Méme, Cours d'Histoire, T. XXXII. Liv. VII. Chap. XII. Sect. II. p. 290. 291.

Les Duels et les Provocations à des Combats singuliers, entre les Sujets des deux Empires, seront défendus comme par le Passé.

Quant aux Religieux et à l'Exercice de la Religion chrétienne, selon le Rite de l'Église catholique romaine, le sérénissime et très-puissant Empereur des Ottomans promet de faire observer encore à l'avenir tous les Priviléges accordés par les précédents glorieux Empereurs des Ottomans dans leurs États, soit par les précédentes sacrées Capitulations, soit par des Commandements munis du Chiffre impérial (Signa imperialia), soit par des Édits et autres Mandements spécieux; de manière que lesdits Religieux pourront réparer et raccommoder leurs Églises, et exercer leurs Fonctions conformément aux anciens Usages. Il ne sera permis à personne de contrevenir aux sacrées Capitulations et aux Lois divines, en molestant lesdits Religieux, de quelque Classe ou Condition qu'ils soient, ni de leur extorquer de l'Argent, mais ils devront jouir, comme par le passé, de la Protection impériale.

De plus, il sera permis à l'Ambassadeur du sérénissime et très-puissant Empereur des Romains, près la sublime Porte, de faire au sujet de la Religion et des Lieux existants dans la Sainte Ville de Jérusalem, que les Chrétiens visitent, les Représentations dont il aura été chargé, et de porter ses Demandes devant le Trône impérial.

Ant. XIV. Conformément aux précédentes sacrées Capitulations, le Commerce des Sujets des deux Parties sera libre dans tous les États et Territoires des deux Empires, mais asin qu'il soit exercé à l'Avantage des Parties respectives, et sans Dol ni Fraude 1), des Commissaires députés, experts dans les Affaires de Commerce, s'entendront à ce sujet lors de l'Envoi d'Ambassades solennelles de part et d'autre, et de la même Manière que cela se pratique envers les autres Nations amies du sublime Empire, les Sujets de toutes les Nations soumises au Sceptre de S. M. impériale, jouiront de la Sûreté et de l'Utilité du Commerce dans les États du sublime Empire, avec les Formes convenables (idoneis modis) et les Priviléges usités.

L'Art. XV. confirme les Stipulations renfermées dans les Traités antérieurs, en tant qu'elles ne dérogent point aux Dispositions actuellement établies ou qu'elles ne sont point contraires aux laterêts des Parties contractantes.

¹⁾ Dol. Terme de Jurisprudence. Tromperie, Fraude. Sans dol ni fraude. Il y a eu dol dans le contrat. (Dict. de l'Académie.)

Asin que la présente Trève et la bonne Amitié entre les deux Puissants Empereurs soient d'autant mieux affermies et fortifiées, on enverra de part et d'autre des Ambassadeurs extraordinaires (Solennes Legati), qui, depuis leur Entrée dans les Confins respectifs, jusqu'à leur Retour à l'Endroit fixé pour le second Échange (ab introitu in confinia usque ad reditum in Locum secundae Permutationis) '), devront être reçus, traités, honorés et accompagnés avec les Cérémonies d'Usage; lesdits Ambassadeurs apporteront, en Signe d'Amitié, des Présents volontaires 2), qui toutefois devront être convenables et conformes à la Dignité des deux Empereurs; et, suivant l'Usage antérieurement déjà établi entre les deux Empires, lesdits Ambassadeurs, après qu'on s'en sera mutuellement donné Avis, entreprendront le Voyage en même Tems, au Commencement de l'Été, dans le Mois de Juin, et seront échangés (permutabantur) sur les Confins de la Syrmic

Il sera libre et permis auxdits Ambassadeurs, près des deux Cours impériales, de faire telles Demandes qu'ils jugeront à propos.

Art. XVII. Pour ce qui regarde la Règle et la Norme des Cérémonies à observer dans le Traitement, et les Honneurs à rendre, de part et d'autre, aux Ministres, tant à ceux qui ont déjà été reçus qu'à ceux qu'on recevra par la suite, soit qu'ils arrivent ou qu'ils partent, soit pendant leur Résidence, on se conformera désormais, de part et d'autre, avec la même Bienséance à ce qui a été anciennement pratiqué, en ayant égard à la Prérogative spéciale du Caractère dont les Ministres seront revêtus.

Il sera permis aux Ambassadeurs extraordinaires et aux Ministres résidents de l'Empereur, ainsi qu'à tous les Gens de

lontairement offerts de part et d'autre. On trouve dans l'Ouvrage de Joh. Jac. Most, initiulé Der Belgradische Friedensschluße, 66. la liste des Présents envoyés, en 1719, par le Grand Seigneur à l'Empereur et au Prince Eugène, ainsi que de ceux que l'Empereur etvoya dans la même année au Sultan; une de scription de l'Audience donnée, en 1719, à l'Ambassadeur, Comte de Virmond, et de celle donnée à l'Ambassadeur turc, à Vienne, églement en 1719, se trouve dans l'Ouvrage pricité, p. 72. sqq.

¹⁾ Les Ambassadeurs, envoyés de part et d'autre, étaient formellement échangés à leur Arrivée et à leur Retour; on dressait des tentes en deux lignes sur un Point des Frontières, et PÉchange solennel avait lieu au milieu entre les tentes autrichiennes et turques. Cette Cérémonie, actuellement abolie, eut lieu la dernière fois en 1740.

Le Locus secundae Permutationis signifie donc, le Point sur lequel se faisait le second Echange, c'est à dire, celui des Ambassadeurs retournant dans leurs Pays respectifs.

²⁾ Point de Tribut, mais des Présents vo-

leur Suite, de faire à leur Gré Usage de tel Habillement qu'ils voudront, et personne ne pourra les en empêcher 1).

Les Ministres, de l'Empereur remplissant les Fonctions, soit d'Orateurs 2), d'Envoyés (Ablegati), de Résidents ou d'Agents, jouiront des mêmes Libertés, Immunités et Priviléges, que les Ambassadeurs et Agents des autres Princes amis de la sublimé Porte, et de plus, afin de distinguer la Prérogative appartenant à la Dignité impériale, on usera encore de plus grands Égards envers eux, et ils auront pleine Faculté d'amener des Interprètes avec eux.

Les Courriers et autres Gens de leur Suite, tant en allant de Vienne à Constantinople, qu'en retournant, pourront passer, en allant et en venant, en toute Sûreté, et afin qu'ils fassent le Chemin commodément, on leur prêtera toute Espèce de Secours.

L'Art. XX. fixe la Durce de la Trève à vingt-cinq Ans.

UArt. XII. du Traité de Carlowitz, relatif au Rachat des Prisonniers, donna lieu à une Comention particulière, conclue à Vienne, le 26 Juillet 1700 °).

L'Ambassadeur impériul, résidant à Constantinople, obtint, en 1700, trois Fermans dont le premier, relatif au Commerce, et les deux autres à la Protection des Prêtres catholiques, tant en général, qu'en particulier de ceux qui se trouvaient dans le Couvent à Jérusalem *).

Les Turcs ne tardérent pas à violer les Stipulations de la Paix de 1699 5); ils attaquerent et même tems la République de Venise, et se rendirent maîtres de toute la Morèc. Le Diman ayant refusé d'accepter la Médiation que l'Empereur voulut interposer en sa qualité de Garant de la Paix de Carlonitz, Charles VI s'allia étroitement avec la République, par un Traité qui fut conclu le 13 Avril 1716 9).

La Guerre entre l'Autriche et la Porte commença immédiatement après la Conclusion de

1) Jusqu'à cette époque, les Ministres ctrangas avaient été obligés de revêtir le Costume wiental, pour se présenter devant le Grand-Seigneur ou le Grand-Vezir; le Costume qu'ils adopterent ressemblait toutefois plus à celui des Polonais ou des Hongrois, qu'à celui des Turcs. le Comte de Virmond qui, en 1719, se rendit à Constantinople, en qualité d'Ambassadeur extraordinaire (Grofs-Botschafter), fut le premier qui se présenta à l'Audience du Sultan en Costume espagnol, qui était alors le Costume usité à la Cour de Vienne. (Lunig, Theatrum ceremoniale, historico-politicum (Leipzig 1719. 1720. T. I. II. in fol.) T. I. 1. 753. - Joh. Jac. Moser, Der Belgradische Friedens-Schlufs, zwischen Ihro Romisch-Kayserlichen Majestät und der ottomannischen Pforte, mit Beylagen und Annerekungen, etc. mit einer Vorrede von denen dermalen üblichen Gattungen derer Gesandten und anderer öffentlichen Personen (Jeng 1740. in 10.) p. 81.)

2) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. V. Espagne. I. Ara-

gon. A. p. 246. Col. 1. continuation de la note * de la p. 244. Col. 1.

3) von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXI. p. 21.

4) von Hammer, ubi supra. Il est à remarquer que le Firman relatif au Commerce ne se refere point au Commandement impérial émané en 1617, qui de part et d'autre parait avoir été complètement oublié, mais à la Conrention faite à Vienne.

5) Manifestum, seu Declaratio de perfidà Pacis violatione, Sultani Turcarum Achemetis contra Suam Caesaream Majestatem. Ad Mandatum Suae Majestatis in lucem data anno 1711, Februarii die 22. (Du Mont, l. c. T. VIII. Part. I. p. 266.)

6) Sacrum Foedus inter Carolum VI, Romanorum Imperatorem Augustissimum et Screnissimam Rempublicam Venetam, contra Turcas Agressores Pacisque Violatores juxta illud de anno 1684 factum et moderno rerum statuiaccomodatum, Vienna e 13 Aprilis 1716. (Rousset, Suppl. au Corps dipl. T. II. P. II. p. 138. Col. 2.) l'Alliance avec les Vénitiens. Les Désastres essuyés par les Turcs, ayant inspiré des sentiments pacifiques au Dinan, les Représentants de la Grande-Bretagne et des États-généraux réussirent à faire consentir les Parties belligérantes à la Tenue d'un Congrès, qui fut fixé à Passaromitz 1), et auquel les Plénipotentiaires respectifs se réunirent dans le courant du mois de Mai de l'année 1718. Après douze Conférences, la Paix fut signée, le 21 Juillet 1718, et le 27 du même mois, un Traité de Commerce fut conclu, également à Passaromitz, entre l'Empereur et la Porte.

Traité de Paix, pour vingt-quatre Ans, entre 1718, PEmpereur Charles VI et Achmet, Sultan des Ottomans, sous la Médiation de la Grande-Bretagne (George I) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conclu au Congrès de Passarowitz, le 21 Juillet 1718 2). (Original en latin et en turc.)

L'Art. XI. renouvelle les Dispositions énoncées dans l'Art. XIII. du Traité de Carlowit, touchant les Religieux et la Religion catholique. (Voyez plus haut p. 1425.)

Conformément aux antécédentes Capitulations de Paix, les Marchands de part et d'autre pourront exercer en toute Paix, Liberté et Sûreté, le Commerce dans les États des deux Empires. Les Marchands et Sujets des Provinces déjà soumises à l'Empereur des Romains, ainsi que ceux des États professant la Religion chrétienne, que S. M. pourrait acquérir par la suite, de quelque Nation qu'ils soient, pourront, selon que les Commissaires nommés pour cet Objet en conviendront, paisiblement aller et venir sous le Pavillon et les Patentes de Sadite Majesté, partout dans les Royaumes et Provinces ottomanes; il leur sera permis d'acheter et de ven-

- 1) Passarowitz (Posorofdscha), petite Ville de la Turquie d'Europe (Servie), sur le confluent de la Morama et du Danube. (Langlois, l. c. T. III. p. 681. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 707.)
- 2) Instrumentum Pacis ad viginti quatuor Annos Lunares constitutae inter Carolum VI, Imperatorem Romanorum, ac Regem Hispaniarum, Hungariae et Bohemiae Augustissimum, et Achmet Han, Sultanum Ottomanorum, quo Partes Valachiae cis Alutam Fluviae sitae, Belgradum, Temiswar, Parakin, Istolaz, Csacsak, Botka, et Bolina, cum suis Territoriis; Tractus à Drina Fluvio usque ad Unnam, cum Palankis et Arcibus, totusque Fluvius Savus, cum suis Ripis, Sacrae Caesareae Regiaeque Majestati ceduntur et manent. De Limitibus autem singulatim designandis cura integra Commissariis utrinque nominandis relicta est. Actum in Congressu ad

Passarovicium in Servia, die 21 Julii 1718. Cum Declaratione Legatorum Caesareorum quod hac Pacificatione nonobstante, Foedus Caesareo-Polonico-Venetum pro commune defensione initum, illibatum et indissolubile permanere debeat. Actum eadem die 1718. (De Luca, Politischer Codex, T. III. v. Handlungs-Vertrag. p. 32. (Sommaire en allemand.) - Du Mont, 1. c. T. VIII. P. II. p. 520. - Rousset, Recueil, T. II. p. 411. - Lunig, Teutsches Reichs-Archiv, P. Gen. Cont. II. p. 917. - Schmaufs, Corp. j. g. acad. Part. II. p. 1695. - Lamberty, Mémoires, T. X. Append. No. II. - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 455. (cité.) - von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXIV. p. 230-237. - Schoell, Hist. abregee, T. XIV. Chap. LXVII. p. 321. sqq. d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. l. p. 113. (Extrait en français, Art. XIII.) - La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte latin, rapporté par Du Mont.

dre, et après qu'ils auront payé les Droits de Douane, personne ne devra les molester, mais au contraire on devra les protéger.

Il sera établi dans les États ottomans, conformément à ce qui sera arrêté par les susdits Commissaires, des Consuls et des Interprètes, pour avoir Soin des Affaires des Marchands, et les mêmes Faveurs qui sont concédées aux autres Nations exemptes de Tribut, seront également concédées aux Marchands impériaux romains, et ils jouiront des mêmes Avantages et de la même Sûreté.

On enjoindra sérieusement aux Algériens, aux Tunétains et aux Tripolitains, ainsi qu'à tous autres que besoin sera, de s'abstenir à l'avenir de toute Contravention aux Capitulations de Paix, et de ne commettre aucune Action contraire à la Paix. De même, on contraindra les Habitants du Château de Dulcigno 1), situé sur la Rive de la Mer, de s'abstenir désormais de toute Piraterie, et de ne point infester et causer du Dommage aux Navires marchands, et après leur avoir ôté les Felouques ou Fregates (Lembis seu Fregatis) et autres Bàtiments employés à la Piraterie, on ne leur permettra point d'en construire d'autres; de manière que, lorsque de tels Forbans (Praedones) se permettront, en Contravention aux Capitulations impériales de Paix, d'attaquer les Bâtiments des Marchands, et de leur causer du Dommage, on les obligera à restituer tous les Biens et Effets qu'ils auront enlevés, à bonifier tous les Torts et Dommages qu'ils auront causés, et à rendre la Liberté à tous les Captifs; après quoi on procédera contre eux conformément aux Lois, ainsi que la Justice l'exige, et ils seront punis pour servir d'Exemple à d'autres.

Et, afin qu'il n'y ait aucune Irrégularité dans les Affaires de Commerce, tout ce qui aura été conclu et arrêté par les Commissaires, chargés de part et d'autre de traiter de cette Matière, sera approuvé et inséré et ajouté aux Capitulations.

Les Art. XVII. et XVIII. renouvellent, au sujet de l'Envoi des Ambassadeurs, les Dispotitions renfermées dans les Art. XVI. et XVII. du Traité de Carlowitz. (Voyez plus haut p. 1426.) L'Art. XX., qui fixe la Durée de la Paix (Armistitium) à vingt-quatre Années lu-

jusqu'à ces derniers tems comme les Pirates les plus redoutables de la Mer Adriatique. (Adr. Balbi, l. c. p. 532. — Langlois, l. c. T. II. p. 785. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. III. T. l. p. 695.)

¹⁾ Dulcigno, en turc Olgun (l'ancien Olcinium), Ville et Port de la Turquie d'Europe (Bounélie — Sandjak d'Iskenderi) sur la Mer Adrintique, avec environ 2000 habitants, autrelois occupés de Pirateries beaucoup plus que de Commerce. Les Dulcignotes étaient regardés

naires, stipule que l'Instrument du Traité, qui sera remis aux Plénipotentiaires de l'Emperau, devra être rédigé en Langue turque, et celui qui sera délivré aux Plénipotentiaires de la Poste, en Langue latine.

Traité de Commerce et de Navigation entre 1718, Charles VI, Empereur des Romains, et Achmet III, Khan, Empereur des Ottomans, fait à Passarowitz, le 27 Juillet 1718).

Pour la plus grande Sûreté et Tranquillité des Marchands impériaux, et pour l'Augmentation du Commerce, il a été convenu, que partout dans les États ottomans, dans les Ports et Places de Commerce, Iles et autres Lieux, où les autres Nations étrangères ont établi des Consuls et des Interprètes, Sa sacrée Majesté romaine, impériale, royale et catholique, pourra également, par son Ministre alors résidant près la sublime Porte, établir des Consuls, Vice-Consuls, Agents, Facteurs et Interprètes, en leur expédiant des Patentes; mais, si dans d'autres Lieux, où, jusqu'à présent, il n'y a point eu encore de tels Consuls, Vice-Consuls, Agents, etc., le Besoin du Commerce exigeait d'en établir, la Demande en sera faite à la Porte ottomane, par le Ministre de Sadite Majesté impériale, et lorsque la Permission, nécessaire à cet Effet, aura été accordée audit Ministre, on expédiera les Diplômes nécessaires (congrua Diplomata) 2), pour que lesdits Consuls, Vice-Consuls,

1) Tractatus Commercii et Navigationis, inter Carolum VI, Romanorum Imperatorem Augustissimum, et Sultanum Achmed Han, Ottomannorum Imperatorem, quo, Subditis omnibus Sacrae Caesareae Regiaeque Majestatis, Germanis scilicet, Hungaris, Italis et Belgis, cujuscunque sint Nationis et Religionis, cautum est, ut majori cum Libertate Mercaturam exercere possint, per Mare, Terram et Fluvios in et apud omnes Ditiones ottomannicas. Dat. prope Passarovicium, die 27 Julii 1718. (De Luca, Polit. Codex, T. III. v. Handlungs-Vertrag. p. 32. (Sommaire en allemand.) - Du Mont, l. c. T. VIII. Part. 1. p. 528. - Rousset, Recueil, T. II. p. 426. - Lunig, l. c. P. gener. Contin. II. p. 932. - Schmaufs, Corp. j. g.

2) C'est à dire le Bérat ou Brevet d'Installation, appelé partout ailleurs Exéquatur. (Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. II. Sect. II. p. 429. et T. III. Liv. III. Chap. I.

triaci, oder Sammlung aller von 1740, bit December 1770 erlassenen Generalien. Vienne 1770 – 1777, le tout formant VI Volumes in fol. J. J. Moser, Der Belgradische Friedenschlufs, p. 47. (en allemand.)

acad. Part. II. p. 1714. — Lamberty, Memoires, T. X. Append. No. III. — Codex autriacus '1, T. III. p. 916. — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 455—457. (Sommaire) — von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. Liv. Liv. p. 236. — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVII. p. 328. (Sommaire) — d'Hautrive et de Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 113. (Extrait en français, Art. II. IV. V. et XX., très incomplet.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte latin, 129 porté par Rousset, qui est plus correct que celui donné par Du Mont.)

^{&#}x27;) Codex austriacus, ordine alphabetico compilatus. Viennae 1704. T. I. II. (par F. A. de Guariant), continué par S. G. H., Sammlung oesterreichischer Gesetze und Ordnungen, Leipzig 1749. in fol. — M. F. Martschlagers Supplementum Codicis aus-

Agents, Interprètes, etc. soient protégés et secourus dans les Lieux désignés par les Employés et Officiers de l'Empire ottoman, et que dans tous les Cas il leur soit prété Assistance.

Si quelque Marchand impérial venait à mourir dans un Endroit quelconque de l'Empire ottoman, le Fisc ne pourra en aucune Manière toucher à ses Biens, mais ils seront recueillis en entier par les Ministres impériaux et par leurs Députés.

En Cas que le Ministre de S. M. romaine, impériale et royale, résidant près la Porte ottomane, jugeât convenable d'établir, dans les Endroits susmentionnés, de simples Interprètes au lieu de Consuls, lesdits Interprètes ne seront non seulement pas molestés, mais ils jouiront des mêmes Faveurs, Priviléges et Protection qui sont accordés aux Consuls.

En vertu des présentes Hautes Capitulations, les Consuls, Vice-Consuls, Interprètes et Marchands de Sa sacrée Majesté impériale et royale, ainsi que tous les Domestiques effectivement employés à leur Service, seront libres et exempts de lout Tribut et de toute autre Espèce d'Imposition.

Les Consuls, Interprètes et Marchands, Sujets de Sa sacrée Majesté romaine, impériale et royale, ainsi que tous ceux qui sont employés à leur Service, devront se présenter au Juge pour tout ce qui regarde leurs Affaires de Commerce, Ventes, Achats, Cautions, etc., faire enrégistrer leurs Transactions, et se munir de l'Acte authentique, vulgairement appelé Hodjet ') (Literas judiciales vulgo Hugget dictas), ou d'autres Documents valides (validas Syngraphas), et lorsqu'il s'élévera quelque Contestation, on examinera lesdits Actes et Documents, ainsi que les Régistres susmentionnés, et on procédera conformément à la Loi et la Justice.

Les Gouverneurs et autres Officiers dans les Provinces ottomanes, de quelque Rang qu'ils soient, ne se permettront point de faire incarcérer un des susdits Sujets impériaux pour des Accusations élevées contre eux, ni sous aucun autre Prétexte, ni de les molester ou offenser d'aucune autre Manière; mais, lorsque quelqu'un desdits Sujets impériaux sera assigné devant les Tribunaux ottomans, le Consul devra en être averti, le Prévenu comparaîtra en présence de l'Interprète, et ce seront

Sect. II. Halie, Art. II. Sardaigne. §, 20, p. 310,

(c)l. 1. note **.)

1) Voyez plus haut p. 109. et p. 788. Col. 1.

note 1.

lesdits Consuls et Interprètes qui le feront conduire à la Prison impériale.

Si une Somme quelconque est due par un Marchand impérial et royal à quelqu'un d'autre, le Créancier ne pourra exiger la Somme qui lui sera due, que de la part de son Débiteur, par l'Entremise des Consuls, Vice-Consuls ou Interprètes, et non d'aucun autre.

Les susdits Consuls, Vice-Consuls, Interprètes et Marchands, ainsi que leurs Domestiques (Domesticis et Famulis), pourront librement exercer la Religion catholique romaine, et les Personnes d'autres Nations étrangères, qui voudront assister aux Actes de ladite Religion, ne pourront en aucune Manière en être empêchées ni inquiétées pour cette Raison

Si quelque Action était intentée contre les Consuls, Vice Consuls, Interprètes, Marchands ou autres Sujets de S. M. impériale et royale, et que la Somme excédât trois mille as pres, c'est à dire vingt-cinq thalers, elle ne pourra être jugée par aucun Tribunal dans les Provinces, mais elle devra être soumise au Jugement de la Porte ottomane.

Mais, lorsqu'une Contestation s'élévera entre des Marchands de S. M. impériale et royale, elle sera examinée et jugée par les Consuls et les Interprètes, conformément à leurs Lois et Usages établis.

Aucun Navire des susdits Marchands, ayant déjà obtenu les Expéditions pour son Départ, ne pourra être retenu à cause d'un Procès ou d'une Contestation qui surviendraient, mais le Procès ou la Contestation devront être promptement décidés par les Consuls, Agents et Interprètes.

Si quelque Sujet impérial venait, dans une Cause quelconque, à être assigné devant les Tribunaux ottomans, il ne sera point tenu de comparaître dans l'Absence de l'Interprète.

Les Marchands, Sujets impériaux et royaux, lorsqu'ils se rendront dans un Endroit quelconque de l'Empire ottoman, seront exempts de toute Espèce de Dons ou Présents (Donativorum), que les Gouverneurs, Juges et autres Officiers ou Préposés dans les Provinces pourraient vouloir exiger d'eux, et ils ne pourront être molestés pour cette Raison.

Art. VI. La Porte ottomane pourra, si Elle le juge à propos pour la Sûreté et la Tranquillité de Ses Sujets, ainsi

que pour traiter les Affaires de Commerce des Marchands, établir des Procureurs, ordinairement appelés Schahbender ') (Procuratores vulgo Schahbender dictos), dans les États de S. M. impériale et royale, et la Cour impériale donnera des Ordres à tous les Officiers de S. M. romaine, impériale et royale, de quelque Classe qu'ils soient, afin que lesdits Procureurs, établis dans les Endroits où les Besoins du Commerce l'exigeront, et munis du Diplôme ottoman 2), soient protégés, et qu'on s'abstienne de les molester en aucune Manière, et si un Marchand turc venait à mourir, ses Biens seront recueillis et conservés par le susdit Procureur ottoman.

Art. VIII. Si des Bâtiments impériaux venaient à péricliter par la Tempête ou autres Accidents de Mer, les Pilotes de l'Empire ottoman, et autres Gens experts dans les Affaires maritimes, leur prêteront Secours, et dans le Cas qu'un desdits Navires vint à faire Naufrage, les Marchandises jetées par la Mer sur le Rivage, devront être délivrées aux Consuls impériaux et royaux, résidant dans les Endroits les plus proches.

Les Marchands impériaux et royaux ne pourront en aucune Manière être molestés à cause des Dommages que les Maltais et les Pirates, qui parcourent la Méditerranée, pourraient causer à des Turcs ou à d'autres Sujets de l'Empire ottoman.

Lorsque des Marchands, Sujets de la Porte ottomane, voudront s'embarquer sur des Navires appartenant à des Sujets de S. M. impériale et royale, ou bien charger sur lesdits Navires des Marchandises ou autres Objets, ils seront tenus de payer ce que en pareil Cas exigeraient d'eux les Anglais, les Français ou les Hollandais.

Les Navires des Marchands impériaux et royaux ne pourront être forcés de transporter des Troupes ottomanes, ni aucun Objet appartenant au Fisc.

L'Art. XII. règle le Salut que se rendront les Bûtiments de guerre de part et d'autre.

Art. XIII. Il sera libre aux Sujets de S. M. impériale et royale, de se rendre dans tout Endroit quelconque dans les États ottomans, et d'aller et de venir sans aucun Empêchement, soit pour exercer le Commerce, soit pour aller en Pélérinage, et la Porte ottomane émanera des Commandements rigoureux

¹⁾ Voycz plus haut p. 236. Col. 1. note 1. 2) C'est à dire des Lettres de Provision.

(rigorosae Litterae patentes), pour que, ni pendant le Voyage, ni lorsqu'ils séjourneront dans quelque Endroit, ils ne soient molestés par les Percepteurs des Impôts, ni par personne d'autre.

Les Juifs ne pourront point s'ingérer dans les Affaires de Commerce des Marchands impériaux, ni entreprendre de remplir les Fonctions de Censal ou de Courtier, en s'appuyant de quelque Intercession puissante, à moins que les Marchands impériaux ne les employent de leur propre Gré. Et, si les Juifs, pour se venger de ne pas avoir été employés venaient à s'attrouper perfidement, ils seront punis avec la dernière Rigueur, pour servir d'Exemple à d'autres.

Afin d'éviter les Disputes et les Inconvénients qui surviennent fréquemment entre les Sujets de diverses Nations, la Porte ottomane, sur la Demande du Ministre impérial, résidant près d'Elle, assignera aux Marchands, Sujets de S. M. impériale et royale, un Emplacement convenable et commode, communément appelé Khan'), pour y déposer et conserver leurs Marchandises, en payant le Loyer d'Usage.

Si, par Inimitié, ou dans un autre mauvais Dessein, quelqu'un dénonçait l'un des Consuls, Vice-Consuls, Agents, Interprètes, ou Marchands impériaux et royaux, ou bien un de leurs Domestiques, d'avoir embrassé le Mahométanisme, une telle Dénonciation sera considérée comme nulle et sans aucune Valeur, jusqu'à ce que l'Individu, ainsi dénoncé, ail déclaré librement et à Tête reposée, en présence de l'Interprète impérial et royal, sa Résolution de se faire Mahométan; mais on ne fera absolument rien pour l'engager à un pareil Changement de Religion, et si ledit Individu se trouvait avoir en sa Possession du Bien d'autrui, on le contraindra et l'obligera à payer ses Dettes.

L'Art. XVIII. statue que si la Paix entre les deux Puissances venait à être interrompur,

on appelle Khandji, le Gardien d'un Khan, chargé de remplir le voeu du fondateur envers les pauvres et les voyageurs. (d'Ohsson, l. c. T. II. p. 441. — von Hammer, Stuatsverfassung, T. II. Chap. VI. p. 458. — Andréossy, l. c. Table des Matières, p. 507.)

¹⁾ Khan, Hôtellerie, Grand Magasin où on dépose des Marchandises. Édifices renfermant un grand nombre de chambres, qui servent de logements ou de boutiques aux marchands. Hôtelleries pour les voyageurs, connues aussi sous le nom de Kurman-Serai*) (Caravansérail);

Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XIII. Turquie. §. 1. p. 518.
 Col. 2, note 5.

les Sujets respectifs en seront informés à tems, afin de pouvoir arranger leurs Affaires, payer leurs Dettes, recouvrer leurs Créances, et se retirer en toute Liberté et Sureté.

L'Art. XIX. est relatif au Commerce des Sujets de l'Empereur avec la Perse.

A la suite du Traité de Commerce de 1718, l'Autriche fonda une nouvelle Compagnie du Commerce oriental 1).

1) Nouvelle Compagnie impériale orientale (Societas mercaturae in Oriente faciendae causa Vindobonae collecta). L'Empereur Charles VI crea, en 1719, une nouvelle Compagnie *) **) privilégiée du Commerce oriental, dont il se déclara le Protecteur. La première Patente, émanée le 27 Mai 1719 ***), statue que les Etrangers, aussi bien que les Indigenes, sans aucune exception, pourront devenir Actionnaires, en versant la somme de mille florins d'Empire pour chaque Action que la Compagnie jouira du Privilège exclusif de faire le Commerce en Turquie, avec toutes les Marchandises non prohibées, par Terre et par Eau, et nommément sur le Danube, en payant certains Droits de Douane très modéres qu'elle pourra établir des Magasins, des Dépôts, des Coches d'eau, des Fabriques, des Manufactures, etc. - que les Fonds de la Compagnic ne pourront, en aucun cas ni en aucun tems, de paix ou de guerre, être saisis ni sequestres, ou charges d'aucune Imposition - que la Compagnie choisira elle-même ses

Directeurs, Députés et Employés — qu'en cas de Guerre avec la Porte, la Compagnie pourra continuer ses Opérations mercantiles dans le Royaume de Hongrie, et dans les autres États héréditaires limitrophes, en payant, une fois pour toutes, cinq pour cent de Droit de Transit et de Consommation — que la Compagnie, ses Membres et ses Employés, ne seront soumis, en matière de Commerce, qu'au seul Tribunal de Banque (Wechsel-Gericht), à l'exclusion de toute autre Cour de Justice.

Une seconde Patente, en date du 29 Dicembre de la même année t), en confirmant toutes les Dispositions précédentes, établit les Articles suivants: la Compagnie portera le nom de Compagnie privilégie impériale orientale, et elle pourra faire usage d'un Sceau particulier, avec la Légende: Sigillum Caesareae privilégiatae Societatis Commerciorum orientalium (Art. I.) — la Direction suprème et le Comptoir principal de la Compagnie seront établis à Vienne (Art. II.) — les Étrangers aussi bien que les Indigènes

') Voyez plus haut p. 1422. Col. 1. note 3.
") Compagnie orientale de Trieste. Une Compagnie orientale avait été instituée à Trieste, des le 2 Juin 1717, par l'Empereur Charles VI, qui, pour faciliter ses opérations, fit construire les Ports de Porto Rê °), de Fiume °°) et de Pozzuoli °°°), et la protégea fort efficacement contre la jalousie des Vénitiens. (Gebhardi, l. c. T. II. p. 565. — De Luca, Historischstatistisches Lesebuch zur Kemnnij's des oesterreichischen Staates (Vi enne 1798. T. I. II. in 8°.) T. II. Oesterreichische Staats-Verval.

tungskunde, p. 194. — Domenico Rossetti, Meditazione storico-analitica sulle franchigie della Cittis e Porto-franco di Trieste, dell' anno 949 sino all' anno 1814 (Venise 1815. in 8°. p. 145. §. 98.)]

"") Die europäische Fama welche den gegenwärtigen Zustand der vornehmsten Höße entdeckt (Leipzig 1702—1735, pet. in 8°. Part. I—CCCLX. en 30 Vol.) T. CCXXXIV. p. 456.

t) Die europäische Fama, T. CCXXXIV. p. 462.

O) Porto Ré. Ville et Port d'Illyrie, Cercle de Fiume, sur l'Adriatique. (Adr. Balbi, l. c. p. 225. — Langlois, l. c. T. III. p. 802. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 281.)

O') Fiume (Recka), ou anciennement St. Veit am Flaum, Ville d'Illyrie, Chef-lieu du Cercle du même nom, sur l'Adriatique, à l'estrémité du Golfe de Quarnero. Quoique d'un accès difficile, le Port est commode, et de grands Navires peuvent y entrer en toute sûreté. (Adr. Balbi, l. c. p. 246. — Langlois, l. c. T. II. p. 930. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 277.)

out) Pozzuoli (Pouzzoles, - Puteoli),

Ville d'Italie, Royaume de Naples, Province de Naples, située sur une petite presqu'ule, a un bon port sur le Golfe de Naples; elle est remarquable par ses antiquités et par sa délicieuse situation, qui avait engagé les Romains à y élever un grand nombre de maisons de campagne. — Le môle du Port de Pouzzoles, appelé vulgairement le Port de Caligula, est un ouvrage étonnant; il fut reparé d'abord sous Antonin le Pieux (138—161), puis une seconde fois, en 1757; il en reste encore aujourd'hui 14 piliers, bien construits, mais les arches sont à demi-ruinées. (Adr. Balbi, l. c. p. 326. — Langlois, l. c. T. III. p. 816. Cel. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. 1. T. VI. p. 735.)

Des Ordonnances touchant le Commerce, entre les États autrichiens et ceux de la Porte, furent rendues par le Gouvernement impérial, en date du 15 Mars 1719 1) et du 4 Avril 1725 2).

seront admis à devenir Actionnaires pendant le terme de six mois, après l'expiration duquel la Compagnie réglera le montant futur des Actions conformément à ses besoins (Art. IV.) les Actionnaires auront la Faculté de vendre ou de ceder leurs Mises de Fonds, mais ils ne pourront en aucun Cas les retirer - il suffira de la Possession d'une Action, pour avoir Droit à voter dans les Assemblées générales de la Compagnie; dix Actions donneront Droit à deux Voix, vingt Actions à trois Voix; aucun Actionnaire, quel que soit le Montant de sa Mise, ne pourra, en aucun Cas, exercer plus de trois Vôtes (Art. VI.) - la première Répartition du Dividende au pro rata du Nombre des Actionnaires, se fera après l'expiration des deux premières Années (Art. VII.). - Les Affaires de la Compagnie seront gérées par un Comité ou Députation, dont les Membres seront élus à la pluralité des Voix, par tous les Actionnaires; cette Députation, composée d'un Directeur, de deux Assesseurs et de douze Députés, nommera les Facteurs, Teneurs de Livres, Caissiers et autres Employes de la Compagnie, et les Résolutions ou Arrêtés qu'elle prendra, seront perpétuellement obligatoires pour tous les Actionnaires, leurs Héritiers et Cessionnaires (Art. VIII. et IX.) - la Députation devra se réunir dans le Comptoir principal, chaque fois que le Directeur le jugera nécessaire, et tout au moins une fois tous les quinze jours; les Arrètes seront pris à la Majorité des Voix, et il faudra, pour qu'ils soient valides, la présence de sept Députés au moins (Art. X. et XL) - le Directeur aura la Signature de tous les Arrêtés; lui, ainsi que les Assesseurs et Députés, s'obligeront par Serment à remplir leurs Fonctions avec Intégrité et Fidélité (Art. XII. et XIII.). - Les Députes et Assesseurs resteront en fonction, pendant trois Ans; la durée de la gestion du Directeur sera fixée par un Accord entre la Personne élue à ce Poste et l'Assemblée générale des Actionnaires (Art. XIV.) - le Bilan des Affaires de la Compagnie sera dresse tous les trois Ans, et il sera loisible à deux ou trois Actionnaires, désignés à cet effet par la pluralité des voix, d'en vérifier toutes les Positions (Art. XV.). - La Compagnie choisira un Chef (Capo), qui devra être un des Membres du Ministère de S. M. impériale, et dont la Nomination sera soumise à l'Approbation de Sadite Majesté, qui se réserve le Protectorat suprême ').

Le succès des Opérations, auxquelles se livra la Compugnie, fut si grand et si subit, qu'en 1721, elle fut en état de faire une Répartition de huit pour cent à ses Actionnaires. L'Empereur, pour l'animer à faire de nouveaux efforts et soutenir son crédit, augmenta ses Priviléges, et lui accorda de nouvelles Lettrespatentes, portant 1º Autorisation d'augmenter ses Fonds de quinze cents Actions, chacune de la valeur de mille florins. 2º Le Privilège exclusif, pendant vingt-un Ans, de construire seule des Vaisseaux de 60 pieds de quille dans les Ports de la Mer Adriatique, appartenant à Sadite Majesté, soit pour son propre usage, soit pour celui d'autrui; dont les bois lui seraient livres préférablement à tous autres, et pris tant dans les forêts impériales que dans les bois réservés. 3º La Faculté d'établir des Atelias pour la construction desdits Navires, partout où elle le trouvera à propos, et privativement à tous autres. 40 Le Privilège exclusif pour les cinq Fabriques et Manufactures survantes, savoir: a) pour les toiles propres pour les voiles, pour clous, etc.; b) pour les cables et autres cordages destinés aux manoeuvres; c) pour les ancres et autres attirails de fer; d) pour la préparation des goudrons, poix, calfats, etc. et e) pour la fonte de toutes sortes de canons de fer, le tout en telle quantité qu'on trouvers convenable, soit pour l'employer à l'armement desdits Navires, soit pour en trafiquer au dedans ou au dehors du pays. 50 Le Privilège exclusif de faire, pendant vingt ans, tous les rafinages des sucres qui se consommeront dans les Pays héréditaires de l'Empereur, avec défenses à qui que ce soit d'entreprendre d'établir de telles rafineries, sous peine de confiscation. 60 Cession de la part de Sudite Mujeste, par un contrat de vente en bonne forme, non seulement de tous les cuivres qui se trouvent dans les pays appartenant à l'Empereur par droit de conquête, mais encore la Faculté d'acheter ce métal dans toutes les mines de ses Pay's héréditaires, pour en faire travailler toutes sortes d'ustensiles de cuisine ou autres, qu'elle aura seule le Privi-

versations-Lexicon (Ratisbonne et Vienne 1753, in 8°.) p. 780. Col. 1.

¹⁾ Codex austriacus, T. III. p. 932.

²⁾ Ibidem, T. IV. p. 268.

^{&#}x27;) Joh. Hübner, Neu-vermehrtes und verbessertes Reales-, Staats-, Zeitungs- und Con-

En 1725, la Porte établit pour la première fois, à Vienne, un Schahbender 1), dont la présence devint bientôt fort génante pour la Cour impériale.

lége de faire passer par eau, et de vendre dans les Pays étrangers. 7º Enfin, pour procurer aux Actionnaires un avantage dont aucun Intéressé, dans quelque autre Compagnie que ce soit, n'a pu jouir jusqu'à présent, c'est à dire, de pouvoir retirer son Capital dans un tems limité, l'Autorisation d'établir une Loterie disposée de telle manière, que tant les anciens Actionnaires, que ceux qui prendront de nourelles Actions, pourront retirer leur Capital

en Argent comptant, et pour le moins le double, en certains tems réglés, outre les lots particuliers, qui pourront écheoir à chacun d'eux °).

Ces Lettres-patentes ayant été expédiées, la Compagnie en donna part au Public par des affiches, et lui notifia en même tems par un Acte scellé de son sceau, délibéré en son Bureau, le

1) von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 313. Liv. LXVI. p. 415.

") Plan de la Loterie accordée par S. M. impériale à la Compagnie orientale, établie à Fiana. Le Fonds de cette Loterie, imaginee et dirigée par un Italien, l'Abbé Nauti, devait être de 80 millions, dont celui de la Compagnie serait augmenté, et pour lequel on payerait cinq pour cent d'intérêt aux Actionnaires: les Classes pour retirer les capitaux étaient fixés au nombre de cent, qui seraient tirées dans l'espace de vingt-cinq années, à raison de quatre Classes par an.

Que par l'établissement de ces Classes, les moins heureux des Intéressés retireraient au moins leur capital, et ceux qui seraient favoriés de la fortune, pourraient avoir outre cela des lots considérables, composés de 27 millions, qui leur seraient partagés dans lesdites 25 années.

Qu'on comprendrait aisement cette opération, si on faisait réflexion que l'intérêt annuel de 80 millions à cinq pour cent, monte à cent millous pour les 25 années.

Que sur ce pied, comme on ne tirerait que quatre Classes par an, leur intérêt et celui des Classes qu'on ne tirerait que les années suitoutes, produirait au-delà de ce qui serait nécessaire pour le remboursement du capital des premières, et ainsi de suite pendant les 25 années. Qu'à l'égard des 27 millions, qui seraient distribuées en Lots, les Fonds s'en prendraient sur les profits que la Compagnie ferait dans son Commerce sur les quatre-vingt millions du Capital des Actionnaires, qui, à raison de dix pour cent par an (ce qu'on pouvait regarder comme une fixation très basse), monteraient à deux cent millions, et qu'ainsi il resterait à la Compagnie un bénéfice de cent millions, après avoir payé ou distribué, soit en Capital, soit en Lots, dans les termes prescrits, les cent dix sept millions qu'on leur promettait. (Encyclopédie methodique, Commerce, T. I. p. 665. Col. 1.

- Savary, Dict. universel de Commerce, T. III. Col. 921.)

Ce fut en raison de cette division par Classes et du bénéfice présumé de cent millions, qu'on nomma cette entreprise la centuple Loterie par Classes (die hundertfache Classen-Loterie). Mais bientôt les nombreuses fautes commises par la Direction créérent des difficultés, et le Payement des Lots gagnants devint impossible, après qu'on eut réduit le terme des Tirages de 25 ans à 10½. Dans cet état de choses, l'Empereur autorisa, par Lettres-patentes du 17 Juillet 1729, l'Etablissement d'une nouvelle Loterie, réunie à la précédente, également destinée à enrichir la Compagnie orientale, d'après le plan que lui présenta Jean Christophe Sproegel, composée de 1000 Billets à 50 florins chacun, tous gagnants, sans aucun Billet blanc t), qui seraient tirées de 10 en 10 jours en 80 Classes; dans la 81 e Classe, on ne tirerait que 30 Billets, et les 170 Billets restants qui ne seraient point tirés, et ne pourraient par conséquent faire de gain, recevraient pour le montant de la Mise, des Inscriptions de Rentes viagères; de plus, le premier et le dernier des dix Billets tirés dans les premières 70 Classes, recevraient une Prime de 1000 florins, et dans les 10 Classes restantes, de 2000 florins, etc. Les Payements des Lots ainsi que des Primes étaient garanties par le Directeur général de la Compagnie orientale et des deux Loteries. On assurait de plus aux Joueurs à cette nouvelle Loterie, l'avantage de participer aux Tirages de la centuple Loterie.

L'Empereur, seduit par les promesses illusoires de Sproegel, se laissa persuader à retirer, en 1730, des fonds produits par la nouvelle Loterie, la somme de 2,250,000 florins, comme Excédant les besoins de cette Entreprise; il en résulta que les Billets gagnants ne purent

¹⁾ Billet blanc, Billet de certaines Loteries ou de certains Scrutins, sur lesquels il n'y a rien d'écrit. (Dict. de l'Académie.)

La Guerre que l'Empereur Charles VI déclara aux Turcs, en Juillet 1736 1). lui fut fu-

21 Avril 1721, qu'il serait fait incessamment une Répartition de huit pour cent, jusqu'au dernier Décembre 1720, au prorata du tens que chaque Actionnaire aura fourni ses Fonds à la Caisse, et à l'égard des nouvelles Actions, elle fit savoir que les livres, pour en recevoir les soumissions, seraient ouverts pendant six mois, et que, pour la plus grande facilité des Souscripteurs, le Payement des Actions ne serait exigé qu'en quatre Payements, chacun de 250 florins et de trois en trois mois, à condition toutefois, que si, le premier payement fait, on différait d'effectuer les trois autres audelà des termes marqués, ce qui aurait déjà été fourni, resterait au profit de la Compagnie').

Le fameux système de Law (Voyez plus haut p. 753. Col. 1. note °.) avait tourné toutes les têtes à cette époque; en France, en Angleterre, en Hollande, une frénésie générale s'était emparée de tous les esprits; tout le monde s'empressait de placer sa fortune dans les Fonds publics, et en Autriche aussi, on accueillit avec autant d'enthousiasme que de crédulité l'occasion de profiter des immenses avantages que

présentait en perspective la combinaison d'une Compagnie de Commerce étayée sur les gains d'une Loterie. Mais les Interesses dans cette double Entreprise ne tardérent pas à être désabusés de leurs espérances décevantes; la Compagnie employa les Sommes énormes, qu'elle obtint par le moyen de la Loterie, à acheter et à établir, à d'immenses frais, des Fabriques (entre autres celle d'étoffes de coton à Linz "), en 1722, - celle de coton à filer à Schméchat "), près de Vienne, en 1726), dont l'entretien lui coutait plus qu'elles ne rendaient; elle plaça le reste de ses Fonds dans des speculations commerciales hasardées, et de perte en perte elle arriva en peu de tems à une ruine, consonmée en 1754, par les obligations onereuses que lui imposaient les deux Loteries, la nouvelle et l'ancienne, dont elle avait cautionné les Payements. [(Zedler), Universal-Lexicon,

1) Manifeste de l'Empereur publié m commençant la Guerre contre les Tures, m Juillet 1736. (Rousset, Suppl. au Corps diplomatique, T. II. Part. II. p. 573. Col. 2.)

être payés, et que la Loterie perdit son crèdit. Par la Patente du 23 Avril 1731, Charles VI déclara "qu'il y avait eu erreur en supposant gragagea en même formait un excédant;" il s'engagea en même tems à la restituer, et promit en outre d'accorder à la Direction, pendant quinze années consécutives, un Secours annuel de 100,000 ècus en espèces (Speciesthaler), mais le Gouvernement, surchargé d'ailleurs d'obligations onéreuses, n'exécuta jamais ni l'une ni l'autre de ces promesses, et la Compagnie, responsable des Sommes non-payées par la Direction de la Loterie, se vit hors d'état de satisfaire aux Réclamations élevées à sa charge.

En 1741, sur l'ordre de l'Impératrice Murie Thérèse, on commença à s'occuper de la Liquidation des Prétentions des Intéresses dans les deux Loteries; un Tiers des Créances reconnus liquides fut assigne sur la Compagnie, les deux autres Tiers restèrent à la charge du Gouvernement; la Compagnie acquitta en effet une partie de sa Dette, mais le Gouvernement, engagé dans des guerres dispendieuses qui menaçaient la ruine de l'État, ne put y songer. Les Négociations furent reprises, en 1754, et enfin les Intéressés se virent obligés d'accepter 30 pour cent, payables dans le terme de dix années, avec les intérêts courants à raison de 4 pour cent. - L'Abbé Nauti et Sproegel, coupable à la fois d'impéritie et de mauvaise

foi, expièrent dans les prisons leurs erreurs et leurs crimes. (Leopold Ranke, Historisch-politische Zeitschrift (Berlin 1833—1836. T. l. ll. in 8°). T. ll. Maria Theresia, ih Staat und ihr Hof im Jahre 1755. Aus den Papieren des Großkauzler von Fürst. p. 710—714. — Notices confidentielles obtenues de la Chancellerie Impériale et Royale de Cow et d'État.)

') Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 664. Col. 1. — Savary, Diet. universel de Commerce, T. III. Col. 920.)

") Linz, Chef-lieu du Cercle de Muhl, dans la Haute-Autriche (Ober-Oesterreich ou Land ob der Ens). Ville assez bien bâte sur le Danube, avec une population de 24,000 àmes; elle contient beaucoup de Manufactures, dont la plus remarquable est la grande Manufacture impériale de lainage. (Adr. Balbi, L. c. p. 230. — Langlois, l. c. T. III. p. 160. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 206.)

"") Schwüchat, petit Bourg dans la Basse-Autriche (Nieder-Oesterreich ou Land unter der Ens), sur la rivière du même nom; possède des Manufactures considérables d'Indiennes. (Adr. Balbi, l. c. p. 221. — Langlois, l. e. T. IV. p. 1073. Col. 2. T. V. p. 305. Col. 2. — Vollstündiges Handbuch, Sect. l. T. II. p. 182.)

neste. Après trois Campagnes malheureuses, il se vit forcé de conclure une Paix aussi honorable et avantageuse pour la Porte qu'elle était peu glorieuse pour l'Autriche 1).

Traité définitif de Paix, pour vingt-sept
1739,
18 Septembre. Ans, entre l'Empereur Charles VI et Mahmoud I, Sultan des Ottomans, sous la Médiation
et la Garantie de la France (Louis XV), fait et conclu
au Congrès près de Belgrade en Servie, le 18 Septembre 1739 2)

Tous les Priviléges qui ont été accordés pour les Religieux et pour l'Exercice de la Religion chrétienne, selon le Rite de l'Église catholique romaine, par les Prédécesseurs du très-glorieux Empereur des Ottomans ') dans Ses Royaumes, soit par les précédentes Capitulations sacrées, soit par d'autres Signes impériaux '), soit par Édits et Mandements spéciaux, tant avant la Paix de Passarowitz que depuis; tous ces Priviléges, et spécialement ceux qui, à la Réquisition du très-auguste Empereur des Romains, ont été accordés aux Religieux de la Très-Sainte Trinité de la Rédemption des Captifs '), le sérénissime Empereur des Ottomans les confirmera pour être observés à l'avenir, en sorte que les susdits Re-

T. XXV. Col. 1886. — Schweighofers Abhandlung von dem Commerz der oesterreichischen Staaten (Vienne 1785, pet. in 8°). p. 125. — De Luca, l. c. p. 194. — Domenico Rossetti, l. c. p. 147. § 99. — Leop. Ranke, l. c. p. 710–714. — Notices confidentielles obtenues de la Chancellerie impériale et royale de Cour et d'État.]

1) a. Articles préliminaires de Paix entre l'Empereur Charles VI et la Porte, signés au Camp devant Belgra de, le 1 Septembre 1739. [Wenck, l. c. T. I. p. 316. (en français.) — Mercure historique et politique, 1739. Part. II. p. 410. (en français.) — Storia dell'anno 1739. p. 56. (en italien.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXVIII. p. 365. (cité.) — von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXVII. p. 539. (cité.)

b. Convention pour l'Exécution des Préliminaires, signée au Camp du Grand-Vézir, le 7 Septembre 1739. [Laugier, Hist. des Négociations pour la Paix de Helgrade, T. II. p. 69. (en français.) — Wenck, l. c. T. I. p. 323. (en italien et en français.) — Schoell, l. c. p. 366. (Sommaire.) — von Hammer, l. c. p. 510. (cité.)] c. Déclaration de la Cour de Vienne au sujet des Préliminaires, en date du 10 Septembre 1739. [Storia dell' anno 1739. p. 63. (en italien.)]

d. Ratification des Préliminaires de la part de l'Autriche, en date du 18 Septembre 1739. [Moser, l. c. p. 109. (en latin.) — Wenck, l. c. T. I. p. 361. (en latin.)]

2) Moser, l. c. p. 1. (en latim.) — Umständliche auf Original-Dokumente gegrändete Geschichte der Unterhandlung des Belgrader Friedens, p. 322. (en latim.) — Laugier, l. c. T. II. p. 294. (en français.) — Wenck, l. c. T. I. p. 326. (en latim et en français.) — Schoell, l. c. T. XIV. Chap. LXVIII. p. 368. (Sommaire.) — von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXVIII. p. 540. (Sommaire.) — d'Ohsson, l. c. T. VIII. Liv. IX. p. 457. (cité.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 114. (Extrait en français, Art. VII. XI. XII. XVI—XVIII. XX. XXI. et XXIII.)

3) Il faut lire dans Laugier, l. c. T. II. p. 307. Art. IX. ligne 6 d'en haut "Empereur des Ot-"tomans," au lieu de "Empereur des Romains."

4) Signes impériaux, c. à. d. des Commandements munis du Chiffre impérial.

5) Voyez plus haut p. 327. Col. 1. note 1.

ligieux puissent librement réparer et rétablir leurs Églises, exercer leurs Fonctions anciennement accoutumées, et qu'il ne soit permis à personne contre les susdites Capitulations et Lois, de molester, ni par Insulte, ni par Exaction d'Argent, lesdits Religieux et autres, de quelque Ordre et Condition qu'ils soient; mais qu'ils jouissent de la Protection impériale accoutumée. De plus, il sera permis à l'Ambassadeur du très-auguste et très-puissant Empereur des Romains, près la Porte ottomane, d'exposer ce qui lui sera commis par rapport à la Religion, et aux Lieux que les Chrétiens visitent dans la sainte Cité de Jérusalem, et dans les autres Endroits où lesdits Religieux ont des Églises, et de faire à cet égard toutes les Instances convenables. (Comparez plus haut p. 1425. et 1428. l'Art. XIII. du Traité de Carlowitz de 1699, et l'Art. XI. du Traité de Passarowitz, de 1718.)

L'Art. X. concerne la Mise en Liberte et le Rachat des Captifs.

Les Marchands des deux Nations exerceront librement, sûrement et paisiblement, le Commerce dans les États des deux Empires. L'Entrée et la Sortie libre dans les Royaumes et Provinces de l'Empire ottoman, sera accordée à tous les Sujets et Marchands des Provinces soumises à l'Empereur des Romains, de quelque Nation qu'ils soient, par Terre et par Mer, sur leurs propres Navires, à la Manière usitée jusqu'à présent, avec le Pavillon et les Lettres-patentes de S. M. romaine impériale; l'Achat et la Vente leur sera libre, et en payant les Droits qu'il a été d'Usage jusqu'ici de payer, ils ne seront molestés en aucune Manière, mais au contraire protégés; en sorte que toute Espèce de Faveur concédée dans les États de l'Empire ottoman aux autres Nations chrétiennes exemptes de Tribut, même les plus amies, et spécialement aux Français, Anglais et Hollandais, sera censée avoir élé concedée et confirmée également aux Marchands, Sujets de l'Empereur des Romains, et ils devront en jouir avec toutes les mêmes Sûretés et Avantages. (Comparez plus haut p. 1428. l'Art. XIII. du Traité de Passarowitz, du 21 Juillet 1718.)

De même, les Sujets et Marchands de l'Empire ottoman, lorsqu'ils entreront sur les Terres du très-auguste Empereur des Romains, ne seront pas traités d'une Manière différente. et, lorsqu'ils y exerceront le Commerce, ils seront protégés et défendus dans toutes leurs Affaires.

La Suite de cet Article renouvelle les Stipulations contenues dans l'Art. XIII. du Traité de Passaronitz, du 21 Juillet 1718 (Voyez plus haut p. 1428.), concernant les Algériens, les Tunétains, les Tripolitains et les Duleignotes; mais la Disposition relative à l'Établissement des Consuls et des Interprêtes n'est point reproduite.

L'Art. XII. est relatif au Commerce des Sujets de l'Empereur avec la Perse. (Voyez plus haut p. 1435. l'Art. XIX. du Traité de Commerce conclu à Passaromitz, le 27 Juillet 1718.)

L'Art. XVII. renouvelle la Stipulation contenue dans l'Art. XVIII. du Traité de Commerce du 27 Juillet 1718 (Voyez plus haut p. 1434.), concernant la Retraite des Sujets respectifs, en cos de Rupture entre les deux États.

L'Art. XVIII. concerne les Mesures à prendre de part et d'autre contre les Sujets rebelles ou qui viendraient chercher Asyle sur le Territoire de l'une ou l'autre des deux Parties contratantes. (Voyez plus haut p. 1423, l'Art. IX. de la Paix de Carlonitz 1699, qui a été remondé par l'Art. XIV. de la Paix de Passaromitz 1718.)

Les Art. XX. et XXI., qui concernent l'Enroi et la Réception des Ambassadeurs, reproduisent littéralement les Dispositions contenues dans les Art. XVI. et XVII. du Traité de Carlomitz du 26 Janvier 1699, et XVII. et XVIII. du Traité de Passaromitz 1718. (Voyez plus haut p. 1426, et 1429.)

L'Art. XXIII. fixe la Durée du présent Traité à vingt-sept Ans continus, à compter du

Un Acte séparé, touchant quelques Articles qui, dans les deux Versions, turque et latine, du Traité de Belgrade, n'avaient pas été rédigés de la même Manière, fut signé à Constantinople, le 5 Novembre 1739 1).

Une Convention, touchant les Limites, fut signée à Constantinople, le 2 Mars 1741 2).

Par un Acte du 25 Mai 1747 ^a), la Porte consentit à déclarer perpétuelle la Paix de Belgrade, dont la Durée n'avait d'abord été fixée qu'à vingt-sept Ans, et le même jour, un Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce fut signé entre la Porte et l'Empereur comme Grand-Duc de Toscane ^a).

L'Art. I. de ce Traité statue que sous le Nom de Sujets de Sa sacrée Majesté impériale d royale sont entendus principalement le Grand-Duché de Toscane, avec les Ports et Iles qui y appartiennent, ainsi que les Marchands des Villes de Hambourg et de Lubech, qui voudront trafiquer dans les États ottomans, sous la Protection du Pavillon et des Lettres-patentes de S. M. impériule et royale. (Voyez plus bas Sect. XII. §. 20.)

En 1750, le Sr. Penkler, Résident de l'Empereur à Constantinople, nomma à tous les Consulats autrichiens dans l'Empire ottoman 5).

Par le Séned 6) du 8 Août 1783, qui se réfère à l'Art. XI. du Traité de Belgrade, du 18 Septembre 1739 (Voyez ci-dessus), la Porte s'engagea, non seulement "de procurer à l'Autriche la Réparation de toute Insulte ou Dommage quelconque, qui pour-reient être faits à ses Navires marchands par des Corsaires barbaresques ou

1) von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXVII. § 542. — Schoell, Hist. abregée, T. XIV. Gap. LXVIII. p. 377. — Laugier, l. c. T. II. § 330. — Wenck, l. c. T. I. p. 364.

2) von Hammer, l. c. T. VIII. Liv. LXVIII. 10. — Laugier, l. c. T. II. p. 372. — Wenck, 1. c. T. I. p. 585.

3 d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 457.
4 l - von Hammer, Geschichte, T. VIII.
Liv. LXVIII. p. 88 - 90. - British and foidga State-Papers, T. XX. 1832 - 1833. (publie en 1836) p. 98. (en italien et en français.)
- Schoell, Cours d'Histoire, T. XLIV. p. 11
- 13. - Mr. Schoell n'a réparé qu'en partie
l'unission que Mr. de Hammer avait reproché
III.

à l'Auteur de l'Hist. abrégée des Traités de Paix, puisqu'il ne fait point mention de l'Acte par lequel la Paix de Belgrade, qui n'était qu'une Trève pour vingt-sept Ans, fut déclarée Paix perpétuelle.

 von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXIX. p. 139.

6) Voyez plus haut p. 171. Col. 1. note '. et p. 1394. — Cet Acte n'a jamais été imprimé; il a été cité par Schoell, dans son Histoire abrègée des Traités, T. XIV. Part. III. Chap. LXX. p. 456. et par Martens, dans le Cours diplomatique, T. II. p. 1224. et par de Lucu, dans Nachtrag zum politischen Codex.

"autres (Art. III.)," mais encore "de payer et bonifier, six mois après la Réclamation "du Ministre impérial, ou plutot, si faire se peut, en entier comptant, et de son "propre Trèsor, tous les Biens et Effets enlevés des Navires allemands, et de "ne permettre à cet égard aucun Délai ni Retard, en reconnaissant à la Cour impériale "le Droit incontestable d'exercer, après le susdit Délai de six Mois et la Significa-"tion préalable, des Représailles sur le Territoire ottoman limitro phe, pour pro-"curer par là à ses Sujets l'Indemnité entière de leurs Biens et Effets déprédés."!)

Un Hatischerif 2), en date du 16 Octobre 1783 3), enjoint aux Voivodes 4) ou Princes de Moldavie et de Valachie, de faire jouir les Agents institués par la Cour impériale dans les deux Principautes, de tous les Privilèges, Prérogatives, Franchises et Immunités stipulés dans

les Capitulations en faveur des Consuls et Agents de ludite Cour.

Séned de la sublime Porte, touchant les Avan-1784, 24 Février, tages dont les Sujets de S. M. impériale et roy a le devront jouir désormais dans leur Commerce en Turquie, donné à Constantinople, le 2 de la Lune de Rebiul-achir de l'Année de l'Hégire 1198, qui correspond au 24 Février 1784 5) 6).

L'Art. L. confirme le Traité de Commerce de Passarowit:, du 27 Juillet 1718.

L'Art. II. statue sur les Droits d'Importation et d'Exportation, et sur l'Exemption de tout autre Impot, tels que Mussdariyè 7), Kassabiyè 8), Bidaut 9), Resmi Kudum 10), Reft 11), Badsch 12), Jassakkonli 13), etc. etc. 14).

L'Art. III., qui traite de la Liberte du Trafic, porte la Disposition suivante:

..... L'Exécution du présent Séned, qui détermine la Manière de laquelle devront être traités les Sujets de S. M. impériale et royale, soit à leur Arrivée dans les États ottomans,

- 1) Voyez plus haut p. 171. Col. 1. note t. -Nous avons déjà dit que M.M. d'Houterive et de Cussy ont confondu le Sened du 8 Août 1783 avec le Hatischerif du 16 Octobre de la meme année.
 - 2) Voyez plus haut p. 172. Col. 1. note t.
- 3) Martens, Recueil, T. III. p. 702. (en allemand.) - Geschichte der natürlichen Beschaffenheit und Verfassung der Walachei, Moldau, etc., aus dem italiänischen (Strasbourg 1790, gr. in 80.) p. 213. (en allemand.) - Voyez l'Annexe à la fin du Volume.
 - 4) Voyez plus haut p. 127. Col. 1. note 2 b.
- 5) Handlungseinverständnifs zwischen dem Kuiserlich Königlichen Hofe und der ottomunnischen Pforte, etc. auf höhere Veranlussung herausgegeben (Vienne 1785, in 80.) p. 45. (en allemand.) - De Luca, Polit. Codex, T. III. v. Handlungsvertrag. p. 40. (en allemand.) - Mercure de France, 1784. Mai. p. 104. (en français.) - Martens, Recueil, T. III. p. 720. (en allemand.) - Schoell, Hist. abregée, T. XIV. Chap. LXX. p. 486. (cité.) - d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. I. p. 129. (en français.) C'est à tort que les Auteurs de ce dernier Recueil donnent au

Sened de 1784 le Titre de Capitulations nourelles. - La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version allemande rapportée par Martens.

- 6) En admettant que la date de l'Ére chretienne, 24 Février 1784, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 13, et non le 2 de la Lune de Rebiul-achir 1198.
 - 7) Voyez plus haut p. 121. Col. 1. note 1. 8) Voyez plus haut p. 104. Col. 1. note ".

 - 9) Voyez plus haut p. 121. Col. 1. note 1.
- 10) Resmi Kudum, Droit d'Arrivée, une des nombreuses Charges de Port, auxquelles les Turcs assujétissent les Navires marchands. (von Hummer, Geschichte, T. III, Liv, XXXIV. p. 482. et note d. - Voyez plus haut p. 235. Col. 1. note 2.)
 - 11) Voyez plus haut p. 962. Col. 2. note 3.
 - 12) Voyez plus haut p. 127. Col. 2. note 1.
 - 13) Voyez plus haut p. 1131. Col. 2. note 6.
- 14) Les mots turcs sont tellement défigures dans les deux Versions, allemande et françuise, rapportées par Martens et par MM. d'Hauterive et de Cussy, qu'il est presque impossible de reconnaître ceux dont ils tiennent la place.

soit pendant leur Séjour ou à leur Départ, sera prescrite à tous et chacun des Gouverneurs des Provinces, Mers et Côtes, aux Chef des Douanes et autres Employés, par des Fermans clairs et intelligibles; et afin que les Ministres, Consuls et Agents, ainsi que les Commandants des Confins, de la Cour impériale et royale, puissent également s'y conformer, des Copies de ces Fermans seront communiquées à ladite Cour.

L'Art. IV. concerne le libre Passage par Terre et par Mer.

La sublime Porte déclare aussi que la Cour impériale et royale est en droit, en vertu du Traité de Belgrade et de celui de Commerce, de Passarowitz, et en Considération de la bonne Harmonie qui règne entre les deux Cours, de réclamer pour Ses Sujets les Franchises, Avantages et Faveurs, sans Exception, dont jouissent ou jouiront à l'Avenir d'autres Nations franques '), nommément les Français, les Anglais, les Hollandais et les Russes, ou une autre Nation plus favorisée encore.

L'Art. VI. traite du libre Passage, pour cause de Commerce, des Rivières à la Mer, et tice versa 2), avec Navires, Pavillon et Équipages allemands.

Par l'Art. VII., la Porte accorde aux Navires autrichiens le libre Passage par le Canal de la Mer Noire, avec la Condition toutefois que les Navires employés à cette Navigation ne derront pas être plus grands que ceux dont il est permis aux Russes de se servir.

Par l'Art. VIII., la Porte déclare que si des Difficultés venaient à s'élever au sujet de l'Exécution de l'un ou l'autre Point du présent Sèned, Elle se prêtera volontiers à les aplanir de commun Accord et d'une Manière amicale et équitable, et si l'Affaire ne pouvait s'arranger de cette Manière, Elle consent d'avance à régler et décider les Points en litige d'après les Dispositions du Traité de Commerce, conclu avec la Cour de Russie, l'Année dernière, et due Manière analogue au Commerce de la Nation allemande.

La Porte, après avoir déclaré la Guerre à la Russie, en 1787, exigea de l'Autriche une Déchardien sur le parti qu'elle prendrait dans cette circonstance. L'Empereur Joseph II répondit que l'Alliance existante entre les deux Cours impériales l'obligeait à secourir la Russie; il offrit en même tens sa Médiation pour réconcilier la Porte avec la Russie. Cette Offre ayant été reprussée, l'Autriche déclara la Guerre à la Porte, le 9 Février 1788. Les Armes de la Russie et de l'Autriche ayant été victorieuses sur presque tous les points, le Sultan Sélim III, qui avait succédé, le 7 Avril 1789, à son Oncle Abdul-Hamid, sur le trône de Constantimople, tenta ébelenir une Paix honorable par l'Entremise de la Grande-Bretagne et de la Prusse; il conclut avec cette dernière une étroite Alliance, signée à Constantimople, le 31 Janvier 1790 3), qui, à cause des Liaisons politiques alors subsistantes, lui assura non seulement l'Alliance de la Pologne et de la Suède, mais aussi la puissante intervention de la Grande-Bretagne et de la Hollande. les Négociutions directes furent ouvertes à Yassy, au mois de Mars et d'Avril, entre des Plésipolentiaires des Parties bélligérantes, mais on ne réussit pas à s'entendre, et les Conférences furent rompues 4). Cependant, on convint de tenir un Congrès à Reichenbach 5), où se trouvait

¹⁾ Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. V. Sect. XIII. Turquie. §. 1. p. 518. Col. 1. note 1.

²⁾ Vice Versà (on prononce Vicé). Mots latins dont on se sert adverbialement pour signifier réciproquement. (Dict. de l'Académie.)

³⁾ Voyez plus haut p. 1382.

⁴⁾ Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 476.

⁵⁾ Heichenbach, petite Ville d'environ 4000 habitants, dans la Silèsie prussieme, Chef-lieu du District du même nom. (Langlois, l. c. T. IV. p. 895. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. I. T. III. p. 267.)

le Quartier-général du Roi de Prusse. La Prusse, l'Autriche, la Pologne, la Grande-Bretagne et la Hollande y envoyèrent des Plénipotentiaires. La Russie, décidée à traiter séparément avec la Porte, refusa de prendre part au Congrès de Reichenbach. L'Autriche ayant consent à ce que la Paix avec la Porte fut rétablie sur la base du Statu quo 1) strict, tel qu'il avait été avant la Guerre, on convint d'arrêter les Hostilités entre les deux Parties belligérantes, et d'assembler un Congrès pour la Conclusion d'une Paix définitive, sous la Médiation et la Garante de la Prusse et de ses Alliés 2).

Après qu'un Armistice formel eut été conclu à Giurgeno 3), le 10 Septembre 1790 4), le Congrès s'ouvrit, le 2 Janvier 1791, à Sistova 5), et la Paix fut signée, le 4 Août suivant. C'est ce Traité qui sert encore aujourd'hui de base aux Relations politiques et commercials

entre les deux Empires.

Traité de Paix perpétuelle, concluentre S. M.

1791,
 impériale, royale apostolique (Léopold II) et la sublime Porte ottomane (Sélim III), sous la Médiation de la Grande-Bretagne (George III), de la Prusse (Frédéric Guillaume II) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, fait à Sistova, à la Salle des Conférences, le 4 e Jour du Mois d'Août, l'An de Grâce 1791. (Original en turc et en français.) °).

 Statu quo (in). Mots pris du latin, qui signifient: l'état des choses au moment actuel ou à une certaine époque, et qu'on emploie surtout en Diplomatie et dans le langage familier. Laissons les choses in Statu quo.

Les deux mots Statu quo se disent aussi substantivement. Maintenir, rétablir le Statu quo. (Dict. de l'Académie.)

- 2) Déclarations signées à Reichenbach, le 27 Juillet 1790, de la part du Roi de Prusse (Frédéric Guillaume II) et du Roi de Hongrie et de Bohème (Joseph II), et guranties par les Pulssances maritimes. (Hertzberg, l. c. T. III. p. 97. sqq.— Nouvelles extraordinaires, 1790, No. 74. Suppl. Politisches Journal, 1790, p. 870. Martens, Recueil, T. III. p. 500—509. Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 482.)
- 3) Giurgeno (Yerköki ou Dschundschu), Ville d'environ 7000 habitants, dans la Principauté de Valachie, avec une Citadelle située dans l'Ile de Slobosie. (Adr. Balbi, l. c. p. 537. — Langlois, l. c. T. Il. p. 1091. Col. 1. — Vollständ. Handbuch, Sect. III. T. I. p. 643.)
- 4) Acte d'Armistice conclu entre le Roi de Hongrie et de Bohème (Joseph II) et la Porte ottomane (Sélim III), signé, sous la Médiation du Ministre de Prusse, Comte de Lusi, à Giurgewo, le 19 Septembre 1790. [Historisch-politisches Magazin, T. VIII. p. 453. (en allemand.) — Politisches

Journal, 1790. p. 1138. (en allomand.) — Martens, Recueil, T. III. p. 531. (en français.) — Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXX. p. 484. (cité.)]

5) Sistova (Schistob), Ville de la Turquie d'Europe (Roumélie), sur une colline près la rive droite du Danube, avec un château. Ele est importante par ses fabriques de coton et se tanneries. On porte sa population à 21 mille âmes. (Adr. Balbi, l. c. p. 530. — Langlois, l. c. T. IV, p. 1131. Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. III. T. I. p. 643.)

6) Imprimé séparément en français, à Vienne, par autorité in 40. - Nouvelles extraordinaires, 1791. No. 72 - 78. (en français.) - Geschichte des Oesterreich-Rufsisch-Türkischen Krieges (Francfort et Leipzig 1792.) (p. 193. et allemand, p. 212. en français.) - Historischpolitisches Magazin, T. X. p. 214. (en allemand.) - Martens, Retueil, T. V. p. 18. (en français.) - Schoell, Hist. abreget, T. XIV. Chap. LXX. p. 490. (Sommaire.) d'Hauterine et de Cussy, l. c. Part. II. T. l. p. 134. (Extrait en français, Art. I. II. III. VII. IX - XII. XIV.) Les Auteurs de ce Becueil citent, p. 134. ligne 4 d'en haut, le Magasin historique et politique anglais, T. X. qui n'existe pas. L'Ouvrage qu'ils ont voule citer, sans doute d'après Martens, se compose de deux Parties; la première porte le Titre: Niederelbisches Magazin, la seconde, Historisch-politisches Magazin (par Wittenberg) (Hambourg 1787-1794. T. I-XVI. in 80.)

Dir Leed by Google

Par l'Art. Il. les Traités et Conventions autérieurs sont renouvelés et confirmés.

Il est convenu par l'Art. III. que les Sened du S Août 1783 et du 24 Février 1784 (Voyez plus haut p. 1441. et 1442.) demeureront à perpétuité dans leur pleine et entière Force et Vigueur, comme s'ils étaient cités, transcrits, insérés et expliqués de mot à mot dans le présent Traite.

L'Art. IX. statue que le Commerce entre les deux Etats sera replacé sur le pied du Statu quo antérieur à la Guerre.

Il sera sérieusement enjoint et recommandé aux Commandants et Gouverneurs limitrophes des deux Empires, de protéger les Sujets respectifs que leur Commerce ou autres Affaires obligeront à passer les Confins, à voyager dans Ilntérieur des Provinces, à descendre et à remonter les Ririères, observant et faisant observer à leur égard, non seulement les Offices de l'Hospitalité, mais aussi tous les Articles et Dispositions des Traités, Conventions et Actes confirmés aux Art. II. et III. ci-dessus, sans exiger ni permettre qu'il en soit exigé, à quel Titre que ce puisse être, d'autres Retributions ou Droits que ceux qui y sont fixés pour les Personnes et pour les Marchandises des Parties respectives.

Et quant à l'Exercice de la Religion catholique chrétienne dans l'Empire ottoman, ses Prêtres, ses Sectateurs '), ses Églises à entretenir ou à réparer, la Liberté du Culte et des Personnes, la Fréquentation et la Protection des Lieux saints de Jérusalem et d'autres Endroits, la sublime Porte ottomane renouvelle et confirme, d'après la Règle du Statu quo strict, non seulement les Priviléges assurés par l'Art. IX. du Traité de Belgrade à cette Religion (Voyez plus haut p. 1439.), mais aussi ceux qui ont été postérieurement concédés par les Fermans et autres Actes émanés de son Autorité.

L'Autriche est appelée à jouir, comme toutes les Nations chrétiennes, des Avantages stipulés dans le Traité conclu à Andrinople entre la Porte et la Russie. (Voyez plus haut p. 1329.)

L'Autriche entretient

dans la Turquie d'Europe:

à Salonique et à Trawnik (en Bosnie), des Consuls,

1) Sectateurs, c. à. d. ceux qui professent la Religion catholique.

Le mot Sectateur ne s'emploie que pour désigner quelqu'un qui fait profession de suivre l'opinion de quelque Philosophe, de quelque Docteur, de quelque Hérésiarque *). (Dict. de l'Academie.)

^{&#}x27;) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 1. Venisc. R. p. 28. Col. 1. note '.

1446 LIV. III. CHAP. I. SECT. XI. AUTRICHE. §§. 28, 29.

- à Durazzo (en Albanie), à Scutari ou Eskodur (en Albanie), à Gallipoli et aux Dardanelles, des Vice-Consuls,
- à Andrinople et à Rodosto, des Agents consulaires; dans la Principauté de Moldavie:
 - à Yassy, un Agent,
 - à Galatz, un Consul;
- dans la Principauté de Valachie:
 - à Bucharest, un Agent;
- dans la Principauté de Servie:
 - à Belgrade, un Consul;
- dans la Turquie d'Asie:
 - à Alep et à Smyrne, des Consuls-généraux,
 - à Scala nuova (Kudahari) et à Acre, des Consuls,
- à Bairout, à Tchesmi et à Trébisonde, des Vice-Consuls: dans l'He de Candic:
 - à la Canée, un Vice-Consul;
- dans l'Ile de Chypre:
 - un Vice-Consul;
- dans l'Ile de Rhodes:
 - un Consul;
- dans l'Ile de Chio:
 - un Consul;
- en Égypte:
 - à Alexandrie, un Consul-général,
 - à Damiette et au Caire, des Vice-Consuls 1).
 - La Porte entretient:
 - à Trieste, un Schahbender, pour Trieste et Venise,
 - à Fiume, un Agent consulaire 2).
 - §. 28.

AUTRICHE ET PORTUGAL.

(Voyez plus haut Sect. IV. §. 2. p. 519.)

§. 29.

AUTRICHE ET PRUSSE.

(Voyez plus haut Sect. X. §. 1. p. 1342.)

H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
 H. u. St. Schematismus, Part. I. p. 235.
 p. 223-226. — Almanach de Gotha, 1840.
 237. — Alman. de Gotha, 1840. p. 8. 10.
 p. 98-106.

§. 30.

AUTRICHE ET RUSSIE.

(Voyez plus haut Sect. IX.' §. 1. p. 1185.)

Le Traité relatif à la Navigation du Danube, entre l'Autriche et la Russie, conclu à St. Petersbourg, le 25 (13) Juillet 1840 1), ne contient aucune nouvelle Disposition à l'égard des Consuls.

§. 31.

AUTRICHE ET SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 2. p. 261.)

§. 32.

AUTRICHE ET SAXE (ROYALE).

Il n'existe point de Traité de Commerce entre l'Autriche et la Saxe (royale).

L' Autriche entretient:

à Leipzig, un Consul-général 2).

La Saxe (royale) entretient:

à Trieste, un Consul 1).

§. 33.

AUTRICHE ET SUÈDE (ET NORVÈGE).

(Voyez plus haut Sect. VIII. §. 2. p. 1115.)

§. 34.

AUTRICHE ET SUISSE.

Il n'existe point de Traite de Commerce entre l'Autriche et la Confederation suisse.

La Confédération suisse entretient:

à Milan, un Consul,

à Trieste, un Consul et un Agent consulaire *).

§. 35.

AUTRICHE ET TOSCANE.

Le Traité de Commerce conclu à Milan, le 26 Décembre 1777, entre l'Impératrice Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse) comme Duchesse de Milan 5) d'une part, et

- Wiener Zeitung, du ²² Octobre 1840.
 (en français et en allemand.) Allgemeine Preufsische Staats - Zeitung, No. 299. du ²⁸ Octobre 1840.
 (en allemand.)
- H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
 p. 224. Staats-Handbuch für das Königreich Sachsen, 1839. p. 311. — Almanach de Gotha, 1840. p. 88.
- 3) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 237. St. Hdbch. f. d. K. Sachsen, 1839. p. 309. Almanach de Gotha, 1840. p. 10. 4) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I. p. 236, 237. Alm. de Gotha, 1840. p. 9. 10. 5) Milan, ville de l'Insubrie, fondée par les Gaulois, qui, sous Vellovèse, s'établirent en Italie, vers l'an de Rome 170 (584 av. J. Chr.),

le Grand-Duc de Toscune (Léopold Joseph) et le Duc de Modène (François Marie) d'autre part 1), ne contient aucune Disposition relative aux Consuls, ni aux Ropports judiciaires des Sujets respectifs 2).

L'Autriche entretient:

- à Livourne, un Consul-général,
- à Piombino et à Porto Ferrajo et Porto Lougone, des Vice-Consuls 3).

devint la Capitale d'un Royaume, dont Viridomar fut le dernier Roi (222 avant J. Chr.). Milan, alors, avec toute l'Insubrie, passa sous la domination des Romains. Les Huns, les Goths, les Lombards, conquirent successivement cette ville avec son territoire, dans les Ve et VIe siècles de l'Église. Après la ruine du Royaume de ces derniers, elle tomba sous la puissance de Charlemagne, et fut comme incorporée dans la suite au nouvel Empire d'Occident. Mais, depuis que cet Empire ent été transporté en Allemagne, la Ville de Milan ne pouvant s'accoutumer à la dureté du Gouvernement germanique, travailla à se mettre en liberté, toutes les fois que la faiblesse ou les embarras des Empereurs lui en fournirent l'occasion. Mais, incapable de se former en République, par la division des habitants, elle eut pour maitres les Chefs des factions qui se formèrent dans son sein. Trois familles dominèrent, l'une après l'autre, à Milan, les Torriani ou della Torre (de la Tour), depuis 1257 jusqu'en 1295; les Visconti, de 1295 jusqu'en 1447; les Sforce, de 1447 jusqu'en 1535. Charles-Quint, après la mort de François Marie Sforce (24 Octobre 1535), s'empara du Milanais, qui a été possède par lui et les Rois d'Espagne, ses Successeurs, jusqu'en 1706, où l'Empereur Joseph I s'en rendit maitre; des-lors jusqu'en 1796, les Empereurs d'Allemagne ont

été maitres du Milanais, qui depuis a successivement fait partie de la République cialipine, de la République italienne, et du Royaune d'Italie, dont Milan était la Capitale. L'Astriche y rentra, en 1814, et la Possession du Milanais lui fut confirmée par l'Art. XCII. de l'Acte du Congrès de Vienne, du 9 Juin 1815. Milan forme aujourd'hui un des deux Gouvenements dont se compose le Royaume lombardivénitien. (Art. de vérifier, T. XVII. depui J. Chr. p. 243—278. — Schoell, fliutoire abrègée, T. X. Chap. XLI. Sect. IV. p. 480. T. XI. Chap. XLI. Sect. V. p. 374. et T. X. Table alphabétique, p. 282. Col. 1.)

 Imprime séparément par autorité à Milos, in fol. (en italien.) — Marten s, Recueil, T. II. p. 562. (en italien.) — d'Hauterive et de Cusy, l. c. Part. II. T. l. p. 199. (Extrait en italien. Art. X. XII. XIII.)

2) C'est par erreur que Mr. de Martens. dans son Recueil, T. III. p. 781., a donne à la Convention, conclue le 4 Décembre 1781, entre l'Empereur (Joseph II), Duc de Miem et de Mantoue), et le Grand-Duc de Tocane (Pierre Léopold Joseph), pour l'oblition du Droit d'Aubaine, le Titre de Convention relative au Commerce.

H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
 p. 224. 225. — Almanacco Toscano, 1839.
 p. 182. — Alm. de Gotha, 1840. p. 96. 97.

*) Mantoue, dont la fondation précède de trois siècles celle de Rome, est la Capitale d'un État (le Mantouan), qui a environ 60 lieues de circuit. Depuis environ un siècle, Mantoue se gouvernait en forme de République, sous la protection des Empereurs, lorsque Othon II la donna au Marquis Thédalde, qui se mit en possession, l'an 1114. Elle profita des guerres entre les Empereurs et les Papes, pour reconquerir sa liberté, mais bientôt elle tomba au pouvoir de diverses familles nobles, dont la principale est celle de Bonacolsi; la puissance de cette famille, après avoir duré un demi-siècle, finit en 1328; alors la Seigneurie de Mantoue passa dans la Maison de Gonzague, où elle s'est conservée près de 400 ans. Après la mort

du Duc Charles IV (5 Juillet 1708), IEmpereur Joseph I s'empara du Mantouan, qu'il transmit à ses Successeurs. En 1797, le Mantouan fut réuni à la République cisalpine, el, plus tard, il a fait partie du Royaume d'Italie. L'Autriche y rentra, en 1814, et la Possession du Mantouan lui fut confirmée par l'Art. XCIL de l'Acte du Congrès de Vienue, du 3 Juin 1815. Mantoue forme aujourd'hui une des Delegations du Gouvernement de Milan, dans le Royaume lombardo - vénitien. (Art de vérifier, T. XVII. depuis J. Chr. p. 303-325. Schoell, Hist. abregee, T. X. Chap. XL. Sect. IV. p. 480. T. XI. Chap. XLI. Sect. V. p. 374. et T. XV. Table alphabetique, p. 270. Col. 2.)

La Toscane entretient:

- à Trieste, un Consul-général pour les Côtes autrichiennes,
- à Venise, un Consul-général,
 - à Fiume, un Vice-Consul 1).

§. 36.

AUTRICHE ET TRIPOLI 2).

1726, Traité entre l'Empereur des Romains (Charles VI)
18 Avril. et la Régence de Tripoli, signé le 18 Avril 1726 3).

Il y aura dorénavant une entière Liberté et Sûreté de Navigation, tant par Mer que sur les Rivières, et de Commerce par Terre, et quant au Négoce (à l'Exception de celui qui sera défendu), il sera libre à tous les Sujets de l'Empereur, non seulement les Allemands, mais aussi ceux des Pays-Bas, de Naples, Sicile, Calabre, Fiume, Trieste, et autres Pays contigus à la Mer Adriatique, et à tous ceux d'autres Provinces et Terres dépendantes de l'Empereur et de la Maison d'Autriche.

L'Art. IV. statue sur la Visite en Mer.

Art. VIII. S. M. impériale établira un Consul à Tripoli, qui aura la Préséance sur tous les autres Consuls ³), et jouira de tous les Droits, Priviléges et Franchises usitées; il aura Pouroir de donner des Passeports et de juger tous les Différends qui surviendront entre les Sujets de l'Empereur, sans qu'aucun autre Juge puisse s'en mêler.

Quant aux Procès qui pourraient survenir entre les Sujets de ce Royaume et ceux de l'Empereur, Son Excellence le Beg, Pacha et le Dey en seront les Juges, et quant

H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
 p. 235—237. — Almanacco Toscano, 1839.
 p. 179. 181. 182. — Alman. de Gotha, 1840.
 p. 8, 10, 11.

2) Martens. Cours diplomatique, T. III. Liv. X. Chap. V. Des Relations entre l'Autriche et l'Afrique. §, 519. p. 495. Alger; Tmis; Tripoli; Maroc.

3) Du Mont, l. c. T. VIII. Part. II. p. 135. (en français.) — Schmaufs, Corp. j. g. acad. Part. II. p. 2022. (en latin.) — Lamberty, Mémoires, T. X. Append. No. XXVII.

(en français.) — Rousset, Recueil, T. IV. p. 270. (en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 203. (Extrait en français.) — Rousset est le seul qui donne la date du 18 Ayril. — y. Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXV. p. 313. (cité.) ne donne que le Millésime 1726.

4) La Prééminence sur tous les autres Consuls est également accordée au Consul de France (Voyez plus haut §, 46. France et Tripoli. p. 162. sqq.) et au Consul de la Grande-Bretagne (Voyez plus haut §, 41. p. 853, sqq.).

à ceux qui surviendront hors de Tripoli, ils scront jugés par les Gouverneurs du Lieu même.

Art. X. S'il arrivait qu'un Sujet de l'Empereur frappât un Mahométan, il ne sera jugé ni puni qu'en présence du Consul, après que le Crime aura été avéré; et si le Coupable se sauve, le Consul ne sera pas tenu d'en répondre.

Art. XI. Cette Paix ne sera point rompue pour quelque Infraction ou Contravention qui pourrait être commise, mais toute Violence et Vexation de part et d'autre, clairement prouvée, sera punie sur celui qui l'aura commise.

Si, par Malheur, cette Paix est rompue, il sera accordé un Terme de trois Mois au Consul et à ses Gens, pour se retirer, sans qu'il leur soit causé le moindre Dommage.

Traité de Paix entre S. M. impériale (Fran1749,
27 Janvier. çois I) et la Régence de Tripoli, pour les États
héréditaires de S. M. l'Empereur et de S. M. l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), fait et signé le 27 Janvier 1749 4).

Art. II. Si quelqu'un des Marchands qui trafiqueront, venait à s'enfuir pour raison de Dettes, le Consul impérial ne sera point molesté pour le Payement.

Les Effets et les Biens des Sujets impériaux chrétiens ou juifs, qui viendraient à mourir sur le Territoire de Tripoli, passeront au Pouvoir des Héritiers, et à défaut de ceux-ci, le Consul en prendra Possession, sans que personne d'autre puisse s'y ingérer.

Si, par Malheur, il arrivait qu'un Bâtiment impérial vint à faire Naufrage sur les Côtes, les Marchandises, Effets et Agrés, qui pourront être saurés, ne payeront aucun Droit, et le Tout sera consigné au Capitaine ou bien au Consul impérial, et les Personnes seront libres, sans qu'on puisse les molester en aucune Manière.....

Art. IV. Si un Bâtiment sous Pavillon impérial est rencontré par des Bâtiments tripolitains armés en Course, et

Part. II. T. I. p. 206. (en italien.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur la Version italienne, rapportée par Martens.

Imprimé séparément par autorité à Florence, 1730. in 4º. en italien. — Codice della Tence, 1730. in 4º. en italien. — 39. (en italien.) — Martens, Recueil, Suppl. T. I. p. 320. (en italien.) — d'Hauterive et de Cussy, I. c.

qu'il est muni de Passeports de la part des Gouverneurs d'un Pays quelconque, pourvu que ces Passeports soient conformes à ceux qui seront envoyés au Consul impérial résidant à Tripoli, on ne lui fera aucun Tort, ni ne lui causera aucun Retard, de sorte qu'il pourra immédiatement poursuivre son Voyage, et on lui donnera les Secours dont il pourrait avoir besoin.

Pour vérifier le Passeport, on enverra une Chaloupe avec deux Personnes et les Rameurs nécessaires, et à l'exception desdites deux Personnes, il ne sera permis à aucune autre de monter sur ledit Bâtiment, sinon avec le Consentement du Capitaine; de la même Manière, les Patrons des Bâtiments tripolitains, en se munissant du Certificat du Consul impérial résidant à Tripoli, qui sera conforme à la Formule convenue, pourront continuer leur Voyage, sans craindre qu'il leur arrive quelque Chose de contraire à l'Amitié réciproque.

Il ne sera point délivré de Passeports à des Étrangers.

Un Consul de la part de S. M. impériale résidera à Tripoli, pour traiter les Affaires, délivrer les Certificats, et juger les Procès qui surviendraient entre les Sujets impériaux; ledit Consul aura, ainsi que cela se pratique à la sublime Porte, le Rang et la Préséance sur tous les autres Consuls, et il jouira des Immunités et des Égards accoutumés. (Voyez plus haut p. 1449. l'Art. VIII. du Traité de 1726.)

Les Contestations et Procès de toute Espèce, qui s'éléveront entre les Impériaux et les Musulmans, seront jugés par le Pacha et Beg de Tripoli, sans que personne d'autre puisse s'y ingérer; et les Contestations ou Procès qui s'éléveront dans une autre Province ou District de la Dépendance de Tripoli, seront décidés par le Juge du Lieu. (Voyez plus haut p. 1449. l'Art. IX. du Traité de 1726.)

An. X. Si un Sujet impérial frappait ou blessait un Musulman, il sera arrêté, et le Consul le protégera; et lorsqu'il aura été prouvé que ledit Sujet est coupable, il sera dûment châtié en présence du Consul; mais si le Délinquant venait à s'enfuir. le Consul ne sera point molesté pour le faire comparaître devant le Tribunal. (Voyez plus haut p. 1450. l'Art. X. du Traité de 1726.)

S'il arrivait que l'une des Parties commit une Action contraire à la Paix, la Partie lésée portera ses Plaintes devant le Juge, et avant que le Fait ne soit constaté par des Preuves claires et véridiques, on ne prendra point la juste Vengeance, et le Traité de Paix sera inviolablement maintenu. (Voyez plus haut p. 1450. l'Art. XI. du Traité de 1726.)

Art. XIII. Si le présent Traité venait à être rompu, on accorder de lui, pour retourner librement dans leur Pays, sans qu'il leur soit fait aucune Offense. (Voyez plus haut p. 1450. l'Art. XIII du Traité de 1726)

L'Art. XIV. contient une Disposition supplémentaire à la Stipulation exprimée dans l'Art. IV. au sujet de la Visite des Bâtiments en haute Mer; il statue de plus que les Gouverneur et Commandants des Ports, Rivages et lles de Leurs Majestés impériales ne devront point occorder à des Étrangers des Passeports, ni le Pavillon impérial, et que, s'ils le font, ils devront être sérieusement punis.

Ce Traité a été renouvelé en 1755. (von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXX. p. 185. — Nous avons parlé plus haut p. 1394. du Sèned du 8 Août 1783, par lequel la Porte s'est engagée à procurer à l'Autriche la Réparation de toute Insulte ou Dommage quelconque, qui pourraient être faits à des Navires marchands autrichiens par des Corsaires harbaresques et autres. (Voyez plus haut p. 1441.)

L'Autriche entretient:

à Tripoli, un Agent-général 1).

§. 37.

AUTRICHE ET TUNIS 2).

Articles conclus au Nom de S. M. impériale 1725, et catholique (Charles VI), par les Commissaires impériaux avec la Régence de Tunis, avec l'Intervention et sous la Médiation des Commissaires ottomans, sur la libre Navigation abstractivement') de tout

H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
 p. 226. — Alman. de Gotha, 1840. p. 105.

2) Martens, Cours diplomatique, T. Ill. Liv. X. Chap. V. Des Relations entre l'Autriche et l'Afrique. §. 519. p. 495. Alger, Tunis, Tripoli et Maroc. — Voyez plus haut §. 1. p. 1387.

3) Il est évident qu'en employant l'expression très impropre "abstractivement," le Rédacteur a voulu dire "à l'exclusion de tout Commerce." — Abstractivement, signifie, par abstraction, d'une manière abstraite. On peut considéra abstractivement les qualités du corps; abstractivement parlant.

Abstraction. Terme didactique. Opération par laquelle Pesprit considère séparément des choses qui sont réellement unies. Considère une des qualités d'un sujet prise à part, et en faisant abstraction de toutes les autres. Quand je dis la blancheur en général, et sans Pappliquer à un objet, je parle par abstraction. (Dict. de l'Académie.)

Commerce. Fait à Tunis, le 23 Septembre 1725 '). (Original en turc et en français.)

Il y aura à l'avenir entre l'Empereur des Romains et les Pacha, Beg, Dey et Diwan et la Milice de la Ville et Royaume de Tunis et leurs Sujets, une Sûreté réciproque et durable de Pavillon et libre Navigation dans tous les Ports, Mers et Rivières, abstractivement de tout Commerce, et sans qu'il soit permis d'entrer dans les Ports de leurs Dépendances respectives. Et, sous le Nom de Sujets de S. M. impériale et catholique sont compris les Allemands, les Inhabitants des Pays-Bas autrichiens à l'Océan, Siciliens, Napolitains, Calabrais et leurs Dépendances, et ceux de Fiume et de Trieste, situés dans la Mer Adriatique, et tous autres de quelque Nation et Religion qu'ils soient. Mais, si quelques Vaisseaux étaient forces par le mauvais Tems ou les Ennemis, et que ce fût par une Nécessité absolue, dans ce Cas seulement, ils seront reçus dans les Rades et Ports respectifs, défendus et protégés par les Châteaux et Forteresses; et les Commandants desdits Châteaux pourront retenir et arrêter vingt-quatre Heures les Vaisseaux de guerre qui auront relaché, jusqu'à ce que les Vaisseaux de leurs Ennemis soient éloignés dans la Mer, ou rentrés en toute Sûreté dans les Ports.

Les Vaisseaux de guerre armés à Tunis, et dans les autres Ports du Royaume, rencontrant en Mer les Vaisseaux et Bâtiments naviguant sous le Pavillon et Passeport de S. M. impériale et catholique, conforme à la Copie qui sera transcrite à la Fin du présent Traité, les laisseront en toute Liberté continuer leur Voyage, sans les arrêter ni leur donner aucun Empêchement, ains (mais au contraire) leur donneront tous les Secours dont ils pourront avoir besoin, observant d'envoyer seulement deux Personnes dans la Chaloupe, outre le Nombre nécessaire pour la conduire, et de donner Ordre qu'il n'entre autre que lesdites deux Personnes dans ledit Vaisseau, sans la Permission expresse du Commandant, et réciproquement, les Impériaux en useront de même à l'égard des Vaisseaux

¹⁾ Du Mont, l. c. T. VIII. Part, II. p. 129.

Col. 1. — d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II.

T. I. p. 211. — von Hammer, Geschichte,

appartenant aux Armateurs particuliers de ladite Ville et Royaume de Tunis, qui seront Porteurs des Certificats du Consul impérial établi dans ladite Ville, duquel Certificat la Copie sera pareillement jointe à la Fin du présent Traité, et il ne sera pas permis de donner des Passeports à d'autres qu'aux Sujets de S. M. impériale seulement.

Pourra être établi de la part de S. M. impériale et catholique un Consul dans le Royaume de Tunis, pour distribuer les Certificats prédits (susmentionnés), et juger les Différends entre les Sujets de S. M., sans que les Juges s'en puissent mêler, et pour veiller généralement à toute Affaire de sa Charge; et (il) jouira des mêmes Honneurs, Franchises, Libertés et Exemptions, dont jouissent tous les Consuls des autres Nations, nulles de réservées, et aura la Préséance') sur Eux, comme il (cela) se pratique à la Porte.

S'il arrive quelque Différend entre un Sujet de S. M. et un Turc ou Maure, il ne pourra être jugé par les Juges ordinaires, mais bien par le Conseil desdits Pacha, Beg, Dey, Diwan, ou par les Commandants dans les Ports où les Différends arriveront.

Tous les Sujets de S. M. qui auront frappé un Turc ou un Maure, ne pourront être punis qu'après avoir fait appeler le Consul pour défendre la Cause desdits Sujets, et en Cas qu'ils se sauvent, ledit Consul n'en pourra être responsable.

Art. XI. S'il arrive quelque Contravention au présent Traité, il ne sera fait aucun Acte d'Hostilité, qu'après un Déni formel de Justice.

Art. XIII. Si le présent Traité venait à être rompu, il sera permis au Consul impériul, et à tous ceux qui sont de sa Suite, de se retirer dans leur Pays, et il ne pourra leur être fait aucune Insulte ni Empêchement pendant le Terme de trois Mois.

Traité de Paix entre S. M. impériale (Fran-1748. 23 Décembre. gois I) et le Royaume de Tunis, pour les États héréditaires de S. M. l'Empereur, et de S. M.

¹⁾ La Prééminence sur les autres Consuls est également assurée à celui de France. (Voyez plus haut §, 47. France et Tunis. p. 178. sqq.)

l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse), fait et signé le 23 Décembre 1748 1).

Les Corsaires tunétains s'abstiendront de faire la Course dans le Voisinage des Ports, Rivages et Iles soumis à Leurs Majestés impériales, leur étant défendu de croiser à la Vue desdits Ports, Rivages et Iles; et dans cet Espace de la Mer il leur sera simplement permis de passer, excepté les Cas où ils seraient forcés de céder à la Nécessité, étant poussés par la Tempête ou poursuivis par l'Ennemi, et dans ces Cas-là ils pourront entrer et mouiller dans lesdits Ports et près desdites Iles, et ils seront amicalement accueillis, et on les défendra autant que faire se pourra; et si, dans une telle Occasion, quelqu'un des Tunétains commettait une Action qui donnât lieu à des Troubles, il en sera donné Avis au Consul impérial résidant à Tunis, sur la Demande duquel le Pacha infligera au Coupable le Châtiment qu'il aura mérité.

L'Art. III. concerne la Visite des Bûtiments en haute Mer. (Comparez plus haut p. 1453. l'Art. IV. du Traité de 1725.)

Tous les Marchands, Sujets impériaux, y compris ceux qui auront été naturalisés, qui se trouveraient sur des Bâtiments ennemis, lorsqu'ils seront munis de Passeports en règle et du Connaissement de leurs Marchandises et Effets, seront considérés comme Amis, de manière que leurs Personnes, leurs Effets et leurs Marchandises jouiront d'une entière Sûreté; et aussitôt que la Réalité du Fait aura été constatée, ils seront livrés au Consul.

Le Pavillon et les Passeports de Leurs Majestés impériales ne seront accordés à d'autres Personnes qu'à leurs véritables Sujets, ou à des Individus naturalisés, qui seront les Capitaines ou les Propriétaires des Bâtiments impériaux; et les Équipages desdits Bâtiments devront être composés de Sujets ou Naturalisés, à la Réserve d'an Tiers, qui pourra être composé de Personnes d'autres Nations même ennemies; et le Consul impérial à Tunis ne donnera des Passeports et des Certificats à aucun autre Bâtiment qu'à ceux de Tunis.

¹⁾ Imprimé par autorité à Florence, 1750. en de Cussy, l. c. Part. II. T. I. p. 216. (en italien.) — Martens, Recueil, Suppl.
T. l. p. 315. (en italien.) — d'Hauterive et donnons, a été faite sur la Version italienne.

Si quelque Bâtiment, portant le Pavillon impérial, venait à faire Naufrage sur les Côtes du Royaume de Tunis, les Sujets dudit Royaume lui prêteront tous les Secours nécessaires pour le sauver, dans la Certitude que le Propriétaire du Bâtiment recompensera leurs Services par l'Entremise du Consul impérial, qui aura la Surveillance dudit Bâtiment et qui en disposera à son libre Arbitre, de manière que les Matelots, le Capitaine et les Marchandises, ainsi que toul le Reste seront livrés au même Consul, à la Disposition duquel seront également les Agrés et autres Objets appartenant aux Bâtiments naufragés, lesquels devront lui être remis.

Art. IX. Le Consul impérial jouira de tous les Priviléges et de toutes les Distinctions qui correspondent au haut Rang de la Dignité impériale.

Si quelque Dispute ou Contestation vient à naître entre les Sujets de Leurs Majestés impériales, il appartiendra audit Consul de les juger; mais si un desdits Sujets avait une Contestation avec un Musulman, elle sera décidée en présence du Pacha, et si un d'eux venait à blesser ou à tuer un Musulman, ou à commettre quelque autre Action contraire aux Lois et criminelle, il sera jugé d'après les Lois du Pays sur de pareils Délits.

Lorsque le Pacha voudra envoyer quelque Commissaire (Commesso) de sa part dans les États de Leurs Majestés impériales, il sera accueilli avec des Témoignages d'Amitié et de Courtoisie, sans que personne lui fasse du Tort, ni lui cause des Désagréments.

Si un Sujet impérial, Débiteur d'une Personne du Pays, vient à s'enfuir du Pays, le Consul impérial, s'il ne s'est pas rendu Caution, ne sera point tenu de payer la Dette.

Les Bâtiments marchands impériaux, qui viendront mouiller à Tunis, ou dans d'autres Ports du Royaume, ne pourront point être contraints par la Force à se laisser no-liser, mais il faudra l'Assentiment du Propriétaire; et il n'y aura que le Pacha qui pourra, pour son propre Service, et par l'Entremise du Consul, les sommer à se laisser noliser, en payant le Nolis qui sera dû.

Art.

Si un Sujet impérial vient à mourir dans le Royaume de Tunis, son Héritier prendra Possession de la Succession, et dans le Cas qu'il n'y eût point d'Héritier, ce sera le Consul impérial qui en prendra Possession, sans que personne d'autre puisse s'y ingérer.

Les Désordres ou Actions contraires à l'Amitié mutuelle, qui pourraient être commis dans le Royaume de Tunis par quelque Sujet impérial, ou dans les États de Leurs Mojestés impériales, par quelque Tunétain, ne donneront point lieu à rompre la présente Paix.

La présente Paix, le Consul impérial, avec toute sa famille, ses Biens et Effets, et tous les Sujets impériaux, qui se trouveront dans le Royaume de Tunis, avec toutes leurs Marchandises et Effets, seront en toute Sûreté, et pourront partir pour retourner dans leur Pays sur un Bâtiment quelconque, de quelque Nation que ce soit, sans que personne puisse les molester; à cet effet, il leur sera concédé un Terme de six Mois, afin de pouvoir régler toutes leurs Affaires, et partir avec leurs Biens et Effets et leurs Familles; et la même Règle s'observera envers les Tunétains.

Art. XIV. Si quelque Esclare se réfugiait à bord d'un Bâtiment marchand impérial, il devra de suite être rendu, et si même il était arrivé dans son Pays, sans qu'on ait encore la Nouvelle de son Arrivée, le Consul devra obliger le Capitaine à le rendre ou à en payer un Prix raisonnable, second sa Qualité.

L'Art. XV. concerne les Saluts de Mer.

Les Sujets du Royaume et de la Ville de Tunis, qui, fuyant d'un Pays ennemi, viendraient à se réfugier dans les États de Leurs Majestés impériales, seront laissés en toute Liberté et pourront en pleine Sûreté et sans aucun Empêchement, retourner à Tunis, et de la même Manière, les Sujets impériaux, qui, fuyant d'un Pays ennemi, viendraient dans le Royaume de Tunis, seront livrés au Consul.

Les Bâtiments impériaux devront toujours être munis des Passeports convenus, et les Bâtiments tunétains du Certificat du Consul impérial résidant à Tunis.

III. 93

1458 LIV. III. CHAP. I. SECT. XI. AUTRICHE. § 38.39.

Si quelque Chrétien ou Juif vient à se sauver dans les États soumis à Leurs Majestés impériales, avec des Biens appartenant à des Personnes qui dépendent du Royaume de Tunis, il devra être livré, pour que la Justice ait son Cours; et la même Chose s'ensuivra, si un Musulman vient à se réfugier dans le Royaume de Tunis avec des Biens appartenant à des Sujets de Leurs Majestés impériales.

Martens, dans son Cours diplomatique, T. II. p. 1228., cite un Traité de Commerc. conclu le 4 Janvier, entre l'Autriche et le Dey de Tunis, qui est également cité dans la Storis dell' anno 1784. p. 263. et dans Nouvelles extraordinaires, 1784. No. 26. Cette triple Citatin est fausse; il n'a jamais été conclu, entre la Cour d'Autriche et la Régence de Tunis, aucun Traité postérieur à celui de 1748, et sans aucun doute on a confondu le prétendu Traité avec le Séned de 1783. (Voyez plus haut p. 1441.)

L'Autriche entretient:

à Tunis, un Agent-général 1).

§. 38.

AUTRICHE ET VILLES HANSÉATIQUES.

Il n'existe point de Truité de Commerce entre l'Autriche et les Villes hanséatiques.

L'Autriche entretient:

- à Brème, un Consul 2),
- à Hambourg, un Consul-général et un Consul').
- à Lubeck, un Consul-général 1).
- Il y a de la part des trois Villes hanséatiques:
 - à Trieste, un Consul 5).

§. 39.

AUTRICHE ET WURTTEMBERG.

Il n'existe point de Traite de Commerce entre l'Autriche et le Wurttemberg.

Le Wurttemberg entretient:

à Trieste, un Consul 6).

H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
 p. 226. — Alman. de Gotha, 1840. p. 105.
 H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
 p. 224. — Alman. de Gotha, 1840. p. 13.
 H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
 p. 224. — Almanach de Gotha, 1840. p. 61.

p. 224. — Almanach de Gotha, 1840. p. 61.
4) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.

p. 225. — Almanach de Gotha, 1840. p. 61.
5) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
p. 236. — Almanach de Gotha, 1840. p. 10.
6) H. u. St. Schematismus, 1840. Part. I.
p. 237. — Königl. Württembergisches Hofund Staats-Handbuch, 1835. p. 101. — Almanach de Gotha, 1840. p. 10.

SECTION XII.

PORTE OTTOMANE.

§. 1.

PORTE ET AUTRICHE.

(Voyez plus haut Sect. XI. §. 27. p. 1408.)

§. 2.

PORTE ET BELGIQUE.

Traité d'Amitié, de Commerce et de Navi1838, gation, entre la sublime Porte (Mahmoud II) et
S. M. le Roi des Belges (Léopold I), fait à Balta
Liman 1), le 3 Août 1838, qui répond au 12 de la Lune de
Djemadel-oula l'An 1254 de l'Hégire 2). (Original en turc et
en français.) 1)

Art. II. Les Sujets des Hautes Parties contractantes pourront en toute Sécurité visiter leurs Possessions respectives '), faire leur Commerce par Terre et par Mer, louer des Maisons ou des Magasins, et toujours il sera accordé les plus grands Égards aux Individus.

En cas de Guerre, même de l'une des Puissances contractantes avec une autre Puissance, l'Amitié ne cessera pas d'exister entre les deux Nations. La Belgique, conservant sa Neutralité s), recevra toujours, avec les mêmes Égards, le Pavillon et les Sujets Musulmans ou Raayas, qui ne seront jamais inquiétés en rien, et pourront continuer leurs Relations commerciales.

Par Réciprocité, le même Accueil sera fait par la sublime

gique d'avec la Hollande, signé à Londres, par les Plénipotentiaires de l'Autriche, de la France, de la Grande-Bretagne, de la Prusse et de la Russie d'une part, et par le Plénipotentiaire de la Belgique de l'autre part, stipule, que la Belgique formera un État indépedent de la Belgique formera un État indépedent de la Belgique formera un Etat indépedent de la Belgique formera un Etat indépedent de l'autre part, stipule per d'autre n'eutre, et qu'elle sera tenue d'observe cette mème, Neutra lité enverstous les autres Étâts." [Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 300. (en français.) — Lesur, Annuaire, 1831. Appendice, Documents historiques, P. II. p. 145. (en français.) — Neueste Staats-Akten, T. XXV. p. 309. (en allemand.)]

¹⁾ Voyez plus haut p. S02. Col. 1. note '.

²⁾ En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 3 Août 1838, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 24 et non le 12 de la Lune de Djemaziul' Ewel (ou Djemadi elewel).

³⁾ Moniteur belge, Nos. 361, 362, du 26 et 27 Décembre 1839. — Il y a dans la rédaction du Texte français de grandes négligences de style.

⁴⁾ leurs Possessions, c. à. d. celles des Hautes Parties contractantes, et non pas celles des

⁵⁾ L'Art. VII. du Traité du 15 Novembre 1831, pour la Séparation définitive de la Bel-

Porte à la Belgique, dont les Sujets, le Pavillon et les Propriétés seront toujours respectés.

Les Négociants ou Sujets de la sublime Porte, Musulmans on Raayas, qui se rendront en Belgique, y seront regardés. à leur Arrivée et pendant leur Séjour, avec la même Distinction et v jouiront des mêmes Avantages et des mêmes Priviléges que les Sujets des Nations les plus favorisees. De même, les Négociants ou autres Sujets belges, qui se rendront dans les Mers, les Eaux, les Ports et tous les Pays de la sublime Porte, ne pourront y être vexés ou molestés

Les deux Parties accorderont des Passeports aux Voyageurs. Les Sujets belges qui, soit par Dévotion, soit pour l'Amour des Voyages, voudraient visiter la sainte Cité de Jérusalem, ou quelque autre Lieu de l'Empire ottoman. pourront le faire avec Sécurité, et, à cet effet, ils obtiendront un Laissez-passer (Commandement impérial) 1), au Moyen duquel ils ne rencontreront aucun Obstacle et trouveront Protection et Assistance.

Dans tous les États de la sublime Porte, les Négociants belges ne seront jamais, pour aucun Motif, troublés en rien dans leurs Affaires, et l'on suivra en général à leur égard, les Coutumes établies à l'égard des Commerçants des autres Puissances amies. Ils pourront, pour leurs Affaires de Commerce, se servir des Courtiers de quelque Nation ou Religion que ce soit.

La sublime Porte pourra placer des Schahbender (Consuls et Vice-Consuls) dans toutes les Villes et Ports de la Belgique; ils trouveront partout Aide et Protection. et jouiront de toute la Distinction qui est due à leur Caractère. La Belgique aussi pourra établir des Consuls ou Vice-Consuls. nés Belges ou Étrangers (muste emin) 2), dans toutes les Places,

demande Surete, Protection. Tout Etranger qui se trouve dans l'Empire ottoman, sous la Foi des Traités ou du Droit des Gens, soit comme Voyageur, soit comme Domicilie. La Loi applique aussi le mot de Musteemin aux Musulmans, qui voyagent ou qui demeurent en Pays étranger, sur la Foi des Traités ou du Droit des Gens.

Musteemenlik. Immunité, Inviolabilité, Qualité de Musteemin. (Kieffer et Bianchi. l. c. T. II. p. 885. Col. 1.)

¹⁾ Un Commandement impérial (Bouyourouldou ou Ferman) n'est point un Laissez-passer (guétchit tezkéréci ou Yol bouyourouldougou). Le Commandement impérial, accordé aux Voyageurs, est un Ordre adressé aux Autorités compétentes, pour la Liberté et la Sureté du Passage des Personnes et Effets des Voyageurs, qui spécifie en même tems tous les Privilèges, Immunités et Franchises, dont ils devront jouir sur la route.

²⁾ Musteemin, et non pas Umstemer, qui

Ports ou Villes de Commerce des États de la sublime Porte, là où Elle reconnaîtra que ses Intérêts nécessitent leur Présence. La sublime Porte leur délivrera des Fermans ou Bérat, et il leur sera accordé la Protection, l'Assistance et la Distinction convenables.

Art. VII. Les Biens des Sujets belges décédés dans les États de la sublime Porte, comme les Biens des Sujets ottomans, décédés dans les États belges, seront remis entre les Mains des Ministres, Chargés d'Affaires, Consuls ou Vice-Consuls des deux Pays respectifs, de la Manière la plus prompte et la plus sûre, pour être par eux restitués à leurs Héritiers.

Dans le Cas de Contestation ou de Procès entre des Sujets de la sublime Porte et des Sujets de S. M. le Roi des Belges, les Parties ne seront entendues, ni la Cause jugée, qu'en présence du Drogman de Belgique. Toutes les Fois qu'il s'agira d'une Cause dont l'Objet dépassera en Valeur cinq cents piastres '), elle sera soumise au Jugement de la sublime Porte, pour qu'Elle décide suivant les Lois de la Justice et de l'Équité. Les Belges, vaquant honnètement et paisiblement à leurs Occupations ou à leur Commerce, ne pourront jamais être arrêtés ou molestés par les Autorités locales, mais, en Cas de Crime ou de Délit, l'Affaire sera remise à leur Ministre, Chargé d'Affaires, Consul ou Vice-Consul; les Accusés seront jugés par lui, et punis selon l'Usage établi à l'égard des Francs.

Art. IX. Les Vaisseaux belges navigueront en toute Sûreté sous leur propre Pavillon; mais, dans aucun Cas, ils ne pourront accorder leur Pavillon, soit aux Navires des Raayas, soit à ceux des autres Nations.

Les Envoyés, Chargés d'Affaires, Consuls ou Vice-Consuls de S. M. le Roi des Belges ne pourront jamais soustraire publiquement ou secrètement des Raayas à l'Autorité de la sublime Porte, ni les protéger par des Patentes. Ils reilleront à ce qu'on ne s'écarte jamais en rien des Principes posés dans ce Traité, et approuvés par les deux Parties contractantes.

¹⁾ Anciennement, les Causes dont l'Objet excéduit la valeur de 4000 aspres (100 piastres), devaient être portées devant le Dinran impérial. Voyez les Capitulations de la France, p. 119. des Deux Siciles, p. 235. de la Sardaigne.

p. 309. de l'Espagne, p. 460. de la Grande-Bretagne, p. 790. du Danemark, p. 1056. de la Suède, p. 1133. de la Russie, p. 1317. de la Prusse, p. 1380. de l'Autriche, p. 1413.)

L'Art. X. accorde aux Navires marchands belges la Faculté de naviguer dans la Ma Noire; il stipule de plus que "la sublime Porte les fera proteger contre toute Molestation ou "Attaque des Régences d'Afrique, en les munissant des Fermans nécessaires à cet effet.

Dans aucune Circonstance, on ne pourra forcer les Propriétaires ou Capitaines des Vaisseaux marchands des deux Parties contractantes à employer leurs Vaisseaux au Transport de Troupes, Munitions ou autres Objets de Guerre. Ils auront la Liberté de refuser les Arrangements qu'on leur proposerait, et qui ne se trouveraient pas leur convenir.

Si un Vaisseau d'une des deux Parties contractantes vient à se réfugier dans les Ports ou dans la Jurisdiction de l'autre, pour se mettre à l'Abri de la Tempête, des Firates, des Corsaires ou de quelque autre Accident, il sera recu, protégé et traité avec Courtoisie, et si un Vaisseau d'une des deux Parties contractantes venait à faire Naufrage sur les Côtes de l'autre, les Hommes de l'Équipage qu'on aura pu sauver, recevront les Secours que réclame leur Position: on déposera chez le Consul belge de l'Endroit le plus prochain, les Marchandises et les Objets qu'on aura pu sauver, pour être remis à leur Propriétaire.

La Belgique est appelée à jouir, comme toutes les Nations chrétiennes, des Avantages stipulés dans le Traité d'Andrinople, entre la Porte et la Russie. (Voyez plus haut p. 234. Col. 1. note 2.)

Le Traité de Commerce, conclu en 1840 1), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls.

La Belgique entretient dans la Turquie d'Europe:

à Salonique, un Consul,

aux Dardanelles, un Vice-Consul:

dans la Principauté de Moldavie:

à Galatz, un Consul;

dans la Turquie d'Asie:

à Smyrne, un Consul et un Vice-Consul; en Égypte:

à Alexandrie, un Consul-général et un Consul 2).

§. 3.

PORTE ET DANEMARK.

(Voyez plus haut Sect. VII. §. 21. p. 1054.) .

1) Moniteur belge, No. 68. du 11 Mars 1841. 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 98. 101. 102. 103. 104. - Almanach royal de Belgique, Chap. IV. Sect. II. §. II. p. 59.

pour l'an 1841. classé et mis en ordre par H. Tarlier (Bruxelles 1841, gr., in 80.) Part. l. S. 4.

PORTE ET DEUX-SICILES.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. I. 6. 20. p. 233.)

6. 5.

PORTE ET ESPAGNE.

(Voyez plus haut Sect. III. §. 12. p. 457.)

Un Commandement impérial, en date du 15 Avril 1830 1), affranchit les Bûtiments morchands espagnols du Droit de Permis à leur Passage à la Mer Noire, auquel ils étaient asnistis en vertu de la Convention du 16 Octobre 1827 2).

La Convention commerciale, signée à Constantinople, en Mars 1840 3), ne contient aucune Sipulation relative aux Consuls.

§. 6.

PORTE ET ÉTATS FORMANT L'ASSOCIATION DE DOUANES ET DE COMMERCE ALLEMANDE.

(Voyez plus haut Sect. X. Prusse et Porte. §. 22. p. 1383.)

§. 7.

PORTE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

Le Gouvernement des États-Unis de l'Amérique du Nord, vivement intéressé à s'assurer une part directe au Commerce du Levant, avait entamé, en 1818 déjà, des Négociations avec la Porte, pour la Conclusion d'un Traité de Commerce et de Navigation. Les Démarches pour ce but, quoiqu'appuyées par la Grande-Bretagne, ayant d'abord rencontré des Obstacles, le Gouvernement américain se contenta provisoirement d'obtenir l'Admission de son Pavillon dans l'Échelle de Smyrne, sous la Protection immédiate du Capoudan Pacha; il ne tarda point toutefois à saisir le premier moment opportun pour reprendre le fil des premières Négociations, et puissamment secondé cette fois par l'Appui de la Russie, il obtint la Conclusion du Traité de Commerce et de Navigation, signé à Constantinople, le 7 Mai 1830 4).

Traité de Commerce et de Navigation entre 1830, la sublime Porte ottomane (Mahmoud II) et les États-Unis, fait à Constantinople, le 15 Jour de la Lune de Zilcaade dans l'Année de l'Hégire 1245 s), répondant au 7 e Jour du Mois de Mai 1830 de l'Ère chrétienne s).

- 1) British and for. State-Papers, T. XVII. 1829-1830. publié en 1832. p. 1285. (en anglais.)
 - 2) Voyez plus haut p. 458. Col. 1. note 5.
- Allgemeine Preufsische Staats-Zeitung,
 No. 359. du 28 Décembre 1840 (citée).
- 4) Voyez dans Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 81—191. la Correspondance relative à la Négociation du Traité en question, présentée au Congrès des États-Unis, par le Président Jackson.
- 5) En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 7 Mai 1830, soit exacte, la date cor-

- respondante de l'Hégire sera le 26 et non le 15 de la Lune de Zilcaadé 1245.
- 6) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II.
 T. III. p. 280. (en français, Traduction très
 peu correcte.) Laws of the United States,
 T. VIII. (du 4 Mars 1827 jusqu'au 31 Mars 1833)
 p. 991. (en anglais.) British and foreign
 State-Papers, T. XVIII. 1830—1831. publié
 en 1833. p. 1361. (en anglais.) Martens,
 Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XV. p. 77.
 (en anglais.) Publication officielle faite it
 Washington, au mois de Mai 1832. (en anglais.) La Traduction française, que nous
 donnens, a été faite sur le Texte anglais.

Art. 1. Les deux Parties accorderont des Passeports aux Voyageurs.

Art. II. La sublime Porte pourra établir des Schahbender (Consuls) dans les États-Unis d'Amérique, et les États-Unis pourront nommer leurs Citoyens, Consuls ou Vice-Consuls dans les Places de Commerce des États de la sublime Porte où il sera jugé nécessaire de surveiller les Affaires de Commerce. Ces Consuls ou Vice-Consuls seront pourvus de Bérat ou Fermans; ils jouiront de la Distinction convenable et auront l'Assistance et la Protection nécessaires.

Les Marchands américains, établis dans les États bien défendus de la sublime Porte, pour des Affaires de Commerce, auront la Liberté d'employer des Simsar') (Courtiers) de quelque Nation ou Religion que ce soit, de la même Manière que les Marchands des autres Puissances amies, et ils ne seront point troublés dans leurs Affaires, ni traités sous aucun Rapport d'une Manière contraire aux Usages établis......

Si des Procès ou des Différends venaient à s'élever entre des Sujets de la sublime Porte, et des Citoyens des États-Unis, les Parties ne seront point entendues, et nul Jugement ne sera prononcé, que le Drogman américain ne soit présent. Les Causes où il s'agira d'une Somme de plus de cinq cents piastres, seront soumises à la sublime Porte, pour être jugées suivant les Lois de l'Équité et de la Justice. Des Citoyens des États-Unis d'Amérique, vaquant paisiblement à leur Commerce, et n'étant ni accusés ni convaincus de quelque Crime ou Délit, ne seront point molestés, et si même ils avaient commis quelque Délit, ils ne seront point arrêtés et mis en prison par les Autorités locales, mais ils seront jugés par leur Ministre ou Consul, et punis suivant leur Délit, en observant sur ce Point l'Usage établi à l'égard d'autres Francs.

Art. V. Les Vaisseaux américains, qui font le Commerce dans les États de la sublime Porte, pourront aller et venir en parsaite Sécurité sous leur propre Pavillon, mais ils ne prendront point le Pavillon d'aucune autre Puissance, et

¹⁾ Simsar, et non Semrar, comme porte le rez Bianchi, Vocabulaire français-luic. Texte anglais donné par Murhard. (Compape p. 97. Col. 1.)

n'accorderont leur Pavillon à aucun Bâtiment d'une autre Nation ou Puissance ni aux Bâtiments des Raayas.

Le Ministre, les Consuls et Vice-Consuls des États-Unis ne protégeront, ni secrètement ni publiquement, les Raayas de la sublime Porte, et ne permettront jamais qu'on s'écarte des Principes établis et approuvés par Consentement mutuel.

L'Article VII. accorde aux Bûtiments marchands des États-Unis la Faculté de naviguer dans la Mer Noire.

Les Bâtiments marchands des deux Parties contractantes ne pourront être pris par Force pour servir à l'Embarquement de Troupes, de Munitions et autres Objets de Guerre, si les Capitaines ou Propriétaires ne sont pas disposés à les prendre à bord.

Si quelque Bâtiment de l'une ou l'autre des Parties contractantes venait à faire Naufrage, on assistera et protégera les Gens de l'Équipage qui pourront être sauvés; et les Marchandises et Effets, qu'il sera possible de sauver et recouvrer, seront déposés chez le Consul de la Place la plus voisine du Point où le Naufrage a eu lieu, pour être remis par lui aux Propriétaires.

Les États-Unis sont appelés à profiter des Stipulations renfermées dans le Traité signé à Andrinople, en 1829, entre la Porte et la Russic 1).

Les États-Unis entretiennent

dans la Turquie d'Europe:

à Salonique, un Consul;

dans la Turquie d'Asie:

à Alep, Bairout (et Seyde), Brousse, Damas et à Smyrne. des Consuls;

dans l'Ile de Candie:

à la Canée, un Consul;

dans l'He de Chypre:

un Consul;

dans l'Ile de Patmos:

un Consul:

dans l'Ile de Stanchio:

un Consul;

en Égypte:

à Alexandrie, un Consul 2).

2) Almanach de Gotha, 1840. p. 98 - 101. p. 10.

¹⁾ Voyez plus haut p. 234. Col. 1. note 2. 103. 104. - List of Ministers, Consuls, etc.

1466 LIV. III. CHAP. I. SECT. XII. PORTE. \$\\$. 8-12.

§. 8.

PORTE ET FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 34. p. 102.)

La Convention de Commerce, faite à Constantinople, le 25 Novembre 1838 1), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls.

§. 9.

PORTE ET GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 29. p. 779.)

§. 10.

PORTE ET GRÈCE.

Le Traité de Commerce et de Navigation, conclu à Constantinople, en 1840, n'ayant pout été ratifié par le Gouvernement grec, les Relations politiques et commerciales entre les dau États n'ont d'autre base que l'Adhésion de la Porte au Protocole de la Conférence de Londra du 3 Février 1830 2), ainsi qu'à la Convention signée le 7 Mai 1832, entre les Cours de France, de Grande-Bretagne et de Russie, par laquelle la Grèce a été érigée en État monarchique indépendant 3) 4).

La Grèce entretient dans la Turquie d'Europe:

à Bucharest, un Consul').

· §. 11.

PORTE ET PAYS-BAS.

(Voyez plus haut Sect. VI. §. 29. p. 940.)

La Convention commerciale, signée à Constantinople, le 14 Mars 1840 °), ne contient aucum Stipulation relative aux Consuls.

§. 12.

PORTE ET POLOGNE.

Le premier Traité entre la Porte et la Pologne, conclu en 1490 (896 de l'Hégire), entre

- 1) Convention conclue à Constantinople, le 25 Novembre 1838, et formant Appendice aux Capitulations garanies à la France par la Porte ottomane, et amendant ou modifiant dans l'intérêt du Commerce et de la Navigation des deux Pays, certaines Stipulations qui étaient contenues dans la Capitulation. [Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XIX. p. 761. (en français.)]
- 2) Neueste Staats-Akten, T. XVII. p. 169. (en allemand.)
- 3) Lesur, Annuaire, 1832. Appendice. Documents historiques, Part. II. p. 215. Col. 1. — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard).

- T. XIV. p. 550. 551. (en allemand et en fraçais.) — Recueil des Traités, Actes et Pieca concernant la fondation de la Royauté a Grèce (Nauplie 1833.).
- 4) Georg Ludw. von Maurer, Des griechische Volk vor und nach dem Freiheitskampfe, bis zum Jahre 1834 (Heidelberg 1835, Vol. I.—III. in 8°.) Vol. II. T. III. Tit. I. §. 235, 236, p. 1—7.
 - 5) Almanach de Gotha, 1840. p. 100.
- Nieuwe Amsterdamsche Courant. Algemeen Handelsblad, No. 2520, du 19 November 1840. (en hollandais.) — Allgemeine Prenfis sche Staatszeitung, No. 325. du 23 November 1840. (citée.)

Bajazet II et Casimir IV 1), fut renouvelé pour trois Ans par le Roi Jean Albert, en 1493 (898) 2), et depuis cette Époque la Pologne envoyait des Ambassadeurs à Constantinople; souvent aussi ses Ministres ont porté le titre d'Internonce 3).

La Paix, maintenue par des Trèves conclues en 1499 4), 1510 5), 1525 6), 1532 7), 1533 8), 1568 °), 1577 10), et 1587 11), fut solennellement prorogée en 1592 (1000), sous la Médiation

de l'Ambassadeur d'Angleterre et du Voivode de Moldavie 12).

Un nouveau Traité, conclu en 1598 (1007) entre Mahomet III et Sigismond III 18), assura aux Sujets respectifs la Liberté de Commerce, en payant les Droits établis. Ce Traité fut renouvelé en 1607 (1016) 14), sous le Règne d'Achmet I, et augmenté de deux Articles, concernant la Prohibition dans les États ottomans des Monnaies polonaises à l'Empreinte du Lion 18), comme étant de bas Aloi.

Les Traités de 1617 16) et de 1618 17) ne contiennent point de Stipulations relatives au Commerce. Celui de 1621 18) statue sur l'Envoi d'un Ambassadeur à Constantinople (Art. I -IV.) et sur la Liberté du Commerce entre les Sujets respectifs.

Les Traités subséquents de 1623 19), 1624 20), 1630 21), 1634 22), 1640 23), 1653 24),

1667 28), 1672 26), 1676 27) et 1677 28), ne stipulent rien sur le Commerce.

1) von Hammer, Geschichte, T. II. Liv. XX. p. 310. T. IX. Liste des Traités, etc. p. 284. No. 109. avec le Millésime de 1489 (894). -Cromer, Polonia, sive de origine et rebus gestis Polonorum (Basle 1555. Cologne 1589. Lib. XXX. in fol.) Liv. XXIX.

2) von Hammer, Geschichte, T. II. Liv. XX. p. 310. - Solignac (Pierre Joseph de la Pimple, Chevalier de), Histoire génerale de la Pologne (Amsterdam 1751. T. I-VI. in 12°.) T. IV. p. 162. 3) Voyez plus haut p. 1410. Col. 1. note .

4) von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 285. No. 116.

5) Ibidem, p. 285. No. 122.

6) Ibidem, p. 287. No. 140.

7) Ibidem, T. Hl. Liv. XXVII. p. 121.

8) Ibidem, Liv. XXXI. p. 315.

9) Ibidem, Liv. XXXV. p. 525.

10) Ibidem, T. IV. Liv. XXXVII. p. 35. -Richard Knolles, Turkish History etc., with the Lives and Conquests of their Princes and Emperors; with a Continuation to this present Year 1687; whereunto is added the present State of the ottoman Empire, by Sir Paul Rycaut (Londres 1687-1700. T. I -III. in fol.) T. I. p. 656.

11) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XXXIX. p. 154. - Knolles, l. c. T. I. p. 706.

12) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLL p. 209. 210.

13) Ibidem, p. 298. - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 450.

14) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 424. p. 676. (in extenso en allemand.) - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 451.

15) Voyez plus haut p. 945. Col. 1. note ". 16) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIII. p. 480. — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX.

17) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIV. p. 505.

18) Traite de Paix entre Osman II, Empereur des Turcs, et Sigismond III, Roi de Pologne, fait en 1621 (1030). [Laonici Chalcondylae historia turcarum, Lib. X. Traduction française par B. de Vigenere, avec la Continuation pur Thomas Artus, Sieur d'Embry (Paris 1662. T. I. II. in fol.) Liv. XX. p. 914. - Du Mont, l. c. T. V. Part. II. p. 371. (Extrait en français.) - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 451. (cité.) - von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XLIV. p. 529. (Substance.) - Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité.)

19) von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv.

XLV. p. 577.

20) Ibidem, T. V. Liv. XLVI. p. 24.

21) Ibidem, Liv. XLVII. p. 127.

22) Ibidem, p. 186.

23) Ibidem, Liv. XLIX. p. 302.

24) Ibidem, Liv. LII. p. 597. - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 451.

25) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LV. p. 198.

26) Traité de Paix entre Mahomet IV, Empereur des Turcs, et Michel I, Roi de Pologne, fait le 18 Octobre 1672 (25 Djemaziul Achir 1083). [Du Mont, l. c. T. VII. Part. I. p. 212. (en latin.) - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 452. (Sommaire.) - Hörschelmann, Europäisches Staats-, Kriegsund Friedens-Lexicon, T. II. Col. 980. (Sommaire.) - von Hammer, Geschichte, T. Vl. Liv. LVI. p. 293. (cité.) - Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité.)]

27) Traite de Paix entre Mahomet IV. Empereur des Turcs, et Jean, Roi de Pologne, fait le 16 (27) Octobre 1676 (26 Red. jeb 1086). [Du Mont, I. c. T. VII. Part. I.

- Le Traité du 9 Avril 1678 ²⁰1, auquel les Turcs donnent le Nom de Capitulations, contient, sur les Rapports politiques et commerciaux entre les deux États, des Dispositions plus amples qu'aucun des Actes antérieurs. Il stipule:
 - que les Religieux qui, en tems de Paix, demeureront à Jèrusalem, conserveront la Possession de leurs Maisons, et qu'il ne leur sera causé aucun Trouble (Art. VIII.);
 - que les Polonais seront dispensés du Tribut annuel de 22,000 rixdales, qu'ils ont payé jusqu'à présent (Art. X.);
 - que les Marchands, de part et d'autre, auront la Liberté de faire le Commerce par Tent et par Mer; qu'ils pourront aborder dans tous les Ports et partout ailleurs, en payail les Droits établis, et qu'il ne leur sera fait aucune Injure; et que, si quelqu'un des Marchands polonais vient à mourir dans les États ottomans, ses Biens et Effets me devront point être usurpés par le Fisc, mais qu'ils devront être remis au Chef da Marchands ou aux plus Notables parmi eux (Societatis Antesigna no aut Principalibus ipsius reddantur), pour être restitués par eux aux Héritiers du Defunt; et la même Chose devra être observée envers les Sujets ottomans en Pologue (Art. XVIII. et XVIII.);
 - que les Ambassadeurs, envoyés de part et d'autre, pour resserrer les Liens d'Amitié, pour ront librement aller et venir, et qu'ils seront défrayés (Art. XIX.);
 - que les Sujets polonais, Arméniens et Chrétiens, qui viendront en Moldavie et dans d'autres Parties de l'Empire ottoman, pourront librement exercer leur Commerce, en peyant les Droits d'Usage, mais qu'ils seront tenus à voyager par les grandes Route et non par des Chemins détournés; et que si, en prenant ainsi les Routes publique, ils reçoivent quelque Tort, soit dans leurs Personnes, soit dans leurs Biens, les Auteur d'une pareille Offense seront punis de la Manière la plus sévère (Art. XX.).

p. 325. (en latin.) — Theatrum Pacis, T. II. p. 580. (en latin.) — Theatrum Europaeum, p. 1065. (en allemand.) — d'Ohsson, I. c. T. VII. Liv. IX. p. 453. (cité.) ne donne que le Millésime de 1676. — Hörschelmann, I. c. T. I. Col. 1087. (Substance en allemand.) — Zaluski, Epistolae historicae familiares sive Acta publica regni Poloniae, 1667—1713. (Braunsberg 1709—1711. T. I.—IV. in fol.) T. I. p. 617. (Sommaire en latin.) — von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVI. p. 324. (cité.) — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité.)

28) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVIII. p. 341.

29) Instrumentum Pacis renovatae et confirmatae inter Mahometum IV, Turcarum Sultanum, et Regem (Johannes Sobiesky) ac Rempublicam Poloniae, quò Podolia et Ukrania Turcis relinquantur; Munus vero annuum, 22 millia Aureorum, Portae Ottomannicae olim pensitatum, ab ipsa Polonis condonatur. Datum in Campo Da novae Bassae, in plenilunio Septembris anno 1098. [Lunig, Negotiorum publicorum Sylloge (Leipzig 1694. T. I. II. in 40.) T. II. p. 392. (en latin.) - Du Mont, l. c. T. VII. Part. I. p. 338. (en latin.) La Date absolument fausse. Le Traité en question fut signe à Daoud Pacha *), le 26 Safer 1089, qui repond au 9 Avril 1678. - Lacroix "), Guerre des Tures avec la Pologne, la Moscovie a la Hongrie (Paris 1689. in 120.) p. 216. (en français.) - Cantemir, Histoire de l'Empire ottoman, T. III. p. 420. (en français.) von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVIL p. 341. (cité, avec la Date du 16 Safer 1089, 9 Avril 1678.) T. IX. Liste des Traités, p. 295. No. 268. avec la Date du 2 Safer 1089 - 36 Mars 1677. - Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité avec la fausse Date du Mois de Septembre 1677.)]

dréossy, Constantinople et le Bosphore de Thrace (Paris 1838, in 8°.) Chap. I. p. 9. note 1. Table des Matières, p. 498.)

") De Lacroix, Secrétaire de l'Ambassade de France à Constantinople, sous Mr. de Nointel, parti de Toulon, en 1670, revenu dix ans après, mort en 1704. Auteur de plusieurs Ouvrages sur la Turquie. (Biogr. universelle, T. XXIII. p. 68. Col. 2.)

^{*)} Daoud Pacha, Village près de Constantinople, où se formait anciennement le Camp, lorsque les Troupes sortaient de la Capitale pour aller faire la Guerre en Europe; lorsque la Guerre se faisait en Asie, le premier Rassemblement avait lieu près de Scutari. (Cantemir, l. c. T. III. p. 419. — von Hammer, Constantinopolis und der Bosporos (Pesth 1822, T. l. II. in 8°.) T. II. p. 12. — An.

Le Traité du 9 Avril 1678 fut renouvelé par celui du 12 Mars 1679 (9 Safer 1090) 1).

Le Traité de Carlowitz, signé le 26 Janvier 1699 2), stipule:

que les Religieux chrétiens catholiques romains, partout où ils ont leurs Églises, pourront sans Empéchement exercer leurs Fonctions et vivre en toute Sûreté, conformément aux Ordres émanés du sublime Empire, et qu'il sera permis à l'Ambassadeur de Pologne près de la sublime Porte, d'exposer devant le Trône impérial toutes les Demandes qu'il aura Ordre de faire au sujet de la Religion (Art. VII.).

Comme le Commerce est un des Fruits de la Paix, et qu'en l'assujétissant à un meilleur Réglement, il en résulte un plus grand Avantuge pour les Provinces, il a été convenu qu'à l'avenir les Marchands des Territoires respectifs, qui ne passeront point par des Chemins défendus et détournes, mais par les Endroits propres à servir de Communication, pourront librement aller, venir, et retourner dans leur Pays, après avoir acquitté, pour les Marchandises qu'ils importeront ou exporteront, les Droits de Douane établis par les anciens Usages, sans être molestés par d'autres Demandes ou Prétentions, et sans qu'on puisse exiger d'eux d'autres Droits ou Impôts que ce qu'ils auront payé à la Douane; - si des Individus natifs de Pologne ou de Lithuanie, ou d'antres Pays soumis à la Domination (polonaise ou lithuanienne), viennent pour faire le Commerce, et qu'ils ne font aucun Tort à personne, mais que de la Manière susdite, ils exercent le Commerce, en achetant et en vendant, ainsi que cela est réglé par les sacrées Capitulations antérieures, on ne les molestera point, en exigeant d'eux le Tribut appele Kharadsch, ni aucune uutre Prestation, car s'il y en a parmi eux qui, après avoir quitté leur Pays, sont venus établir leur Domicile dans Nos Étuts, ou bien si quelques Étrangers se mèlent parmi les Polonais, il ne doit en résulter aucun Préjudice à la République; - lorsque les Marchands polonais retourneront dans leur Pays, on n'exigera rien d'eux, ni pour leurs Armes, et leurs Chevaux de Monture ou de Trait, ni pour les Prisonniers qui voudront retourner dans leur Pays, et qui seront munis de Certificats authentiques, constatant qu'ils sont sortis de Captivité, et personne ne devra donner aucun Empèchement aux Prisonniers qui partiront de cette Manière, mais aussi il ne sera permis à personne d'exporter sous ce Prétexte, sans une Autorisation spéciale, des Objets dont l'Exportation est prohibée; - de plus, si quelqu'un des Marchands des Pays respectifs venait à mourir hors de sa Patrie, les Officiers publics du Fisc (Confiscatores) 3), et ceux préposés au Partage des Successions (Partitores) 4), n'auront point à se mêler des Biens et Effets (formant la Succession du Défunt), mais lesdits Objets devront être consignés à celui d'entre les Marchands (polonais) qui jouira d'une Confiance particulière, pour être remis par lui aux Héritiers,

1) Du Mont, I. c. T. VII. Part. I. p. 435. Col. 2. (en latin. avec la Date du 2 (12) Octobre 1679. — Theatrum Pacis, T. II. p. 585. (en allemand et en latin.) — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1231. (cité.) Copie textuclle du Traité signé à Daoud Pacha, le 9 Avril 1678. — von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 295. No. 270.

2) Instrumentum Pacis inter Mustapha Han, Turcarum Sultanum, ab una, et Angustum I, Regem et Rempublicam Poloniae, ab altera parte initae; per Mediationem Wilhelmi III, Magnae Britanniae Regis et Dominorum Ordinum Foederati Belgii Generalium. In Congresso Carlowizii in Sirmio sub Tentorio celebrato, die 26 Januarii 1689. [Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 451. (en latin.) — Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 1133. (en latin.) — Hörschelmann, l. c. T. l. Col. 105. (Sommaire en allemand.) — von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LX. p. 667. (cité.) — Schoell, Hist. abrègée, T. XIV. Chap. LXV. p. 277. (Sommaire.) ')].

- 3) Confiscatores, du verbe confiscare, i. e. fisco addicere. [(Adelnng), Glossarium Manuale, T. II. p. 647. Col. 1.]
- 4) Partitores, fait de Partitorium, i. e. quod aliquis ab alio partitur, dividit. En italien Partitore. [(Adelung), Glossarium Manuale, T. V. p. 170. Col. 2.]

⁵⁾ Schoell, dans son Histoire abrégée des Truités, T. XIV. Part. III. Introduction. p. 247. dit que le Traité de Carlowitz est le dernier qui ait existé entre la Porte et la République

de Pologne; cependant il cite lui-même dans ledit Volume, Chap. LXV. p. 278. note 1. le Traité signé à Constantinople, le 22 Avril 1714.

1470 LIV. III. CHAP. I. SECT. XII. PORTE. §§. 13-15.

conformément à l'Inventaire dressé lors de la Consignation; — lorsqu'une Contestation s'élèvera entre lesdits Marchands, elle devra être jugée par la Décision de leur Préposit (Praepositus) 1), et celui-ci devra faire connaître, à qui de droit, les Motifs de sa Décision; — personne ne pourra, en Contravention à la Loi divine, être contraint à payer une Dette qui ne serait point justifiée par un Écrit ou un Acte juridique, et les Procès pour Dettes ou Cautionnements ne devront point être ouis et jugés sur de simples Témoignages subornés (neve Testimoniis solis conductitiis (2) Lites debitorum et sponsionum dicantur aut audiantur), mais au contraire, lesdits Procès devront être jugés d'après la Justice et la Règle établie, après que les Écrits ou Actes juridiques auront été représentés, lus et examinés, conformément au saurées Prescriptions, et dans ces Cas, les Dispositions et Stipulations contenues das les sacrées Capitulations accordées à d'autres Nations amies, seront également appliquées aux Marchands polonais; — finalement et en dernier Lieu, la Teneur des serés Édits antérieurement émanés en faveur des Polonais, et qui se conservent entre leurs Mains, devra être respectée et observée (Art. VIII.).

Le Traité signé à Constantinople, le 22 Avril 1714 2), est le dernier qui ait été conclu estre la Porte et le Royaume et la République de Pologne; il ne contient aucune Stipulation relitive au Commerce; il a seulement pour objet de renouveler le Traité de Carlonitz de 1699, dont la Durée n'avait pas été déterminée à un Nombre fixe d'Années.

§. 13.

PORTE ET PORTUGAL.

La Cour impériale d'Autriche, sur la Demande du Cabinet de Lisbonne, avait chargé, et 1820, son Ministre à Constantinople de disposer la Porte à conclure un Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation avec le Portugal. Le Diwan qui, à cette Époque, n'attachait guère de prix à multiplier les Relations commerciales entre la Turquie et les Puissances étragères, donna une Réponse évasive, et les Ouvertures faites à ce sujet n'eurent point de suites.

Le Portugal entretient en Égypte:

à Alexandrie, un Consul'), qui n'est point muni de l'Exequatur de la Porte, mais simplement d'un Bérat de la part du Pacha d'Égypte.

§. 14.

PORTE ET PRUSSE.

(Voyez plus haut Sect. X. §. 22. p. 1377.)

§. 15.

PORTE ET RUSSIE.

(Voyez plus hauf Sect. IX. §. 25. p. 1277.)

 C'est à dire les Consuls, désignés ici par la dénomination de Praepositi. (Voyez plus haut T. I. du Manuel, Liv. I. Chap. IV. Sect. II. Visigoths. p. 161.)

2) Traité entre la Pologne (Frédéric Auguste I) et la Porte (Achmet III), du 22 Avril 1714. [Willem Theyls, Gedenkschriften betreffende het Leven van Karel XII, Köning in Sweden, geduurende syn Verblyf in het ottomannische Gebied, etc. (Ley de 1721. in 8°.) p. 162. (en hollandais.) — Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1232. (cité.) — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Liv. LXV. p. 278. note 1. (cité.)

3) Almanach de Gotha, 1840. p. 99.

§. 16.

PORTE ET SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 20. p. 307.)

Le Traité de Commerce et de Navigation, conclu à Constantinople, le 2 Septembre 1839 1), ne contient aucune Disposition relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets sardes sejournant dans les États ottomans. Il stipule (Art. I.) que tous les Droits, Priviléges et Immunités, accordés aux Sujets ou aux Bûtiments sardes par les Capitulations et les Traitès existants, sont confirmés, et que tous les Droits, Priviléges et Immunités, que la Porte accorde aujourd'hui ou qu'Elle pourrait à l'avenir accorder aux Bûtiments et aux Sujets de toute autre Puissance étrangère, seront également accordes aux Bâtiments et aux Sujets sardes, qui en auront de Droit l'Exercice et la Jouissance.

§. 17.

PORTE ET SAXE ROYALE.

Frèdéric Auguste II, qui réunissait les deux Couronnes, royale de Palogne et électorale de Saxe, avait chargé, en 1763, le Ministre de la République de Pologne à Constantinople, de veiller aux Intérêts des Sujets saxons, qui pourraient se trouver dans les États ottomans. Cette Protection cessa après que la Couronne royale de Pologne passa à Stanislas Auguste, en 1764.

En 1807, un Chargé d'Affaires de la part du Roi de Saxe, Duc de Varsovie, Frédéric Auguste III, sut formellement accrédité à Constantinople auprès du Grand-Vézir, quoiqu'il n'existat point de Traité d'Amitié entre la Saxe et la Porte. Ce Poste sut supprimé en 1814, et il n'y a point eu depuis cette Époque de Relations diplomatiques d'aucune Espèce entre les deux Etats.

Les Relations commerciales entre l'Empire ottoman et le Royaume de Saxe viennent d'être établies sur une nouvelle Base par la Convention de Commerce signée à Constantinople, le 22 (10) Octobre 1840, entre la sublime Porte et les États formant l'Association de Commerce et de Douanes allemande. (Voyez plus haut Sect. X. Prusse et Porte. §. 22. p. 1383.)

La Saxe royale entretient:

à Constantinople, un Agent de Commerce 2), qui, jusqu'à la Conclusion du Traité susmentionné, n'avait point été formellement reconnu par la Porte.

6. 18.

PORTE ET SUÈDE (ET NORVÈGE).

(Voyez plus haut Sect. VIII. §. 20. p. 1128.)

Le Traité de Commerce, signé à Constantinople, le 31 Janvier 1840 3), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls.

§. 19.

PORTE ET TOSCANE.

(Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 3. Pisc et Florence. G. p. 144-147.)

1) Traité de Commerce et de Navigation, entre la sublime Porte (Abdul' Medjid Khan) et S. M. le Roi de Sardaigne (Charles Albert), fait à Constantinople, le 2 Septembre 1839. (Original en turc et en français.) Imprimé par autorité

- à Turin, en français, 1839. in fol.
 - 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 101.
- 3) Swensk Förtattnings-Samling, 1840. No. 28. (en suedois et en français.) - Allgem. Preufsische Staatszeitung, No. 330. du 28 Novembre 1840. (cité.)

Un Ferman pour la Protection du Commerce des Toscans, dans les États du Grand-Seigneur 1), fut émané en 1667, sous le Règne du Sultan Mahomet IV, par l'Entremise de l'Ambassadeur de la République de Gènes 2).

La Demande du Renouvellement des anciennes Capitulations, faite par le Gouvernement toscam, en 1668 3), ne fut point accueillie par le Direan, mais le Ministre de l'Empereur Léo-pold I, à Constantinople, obtint dans la même Année un Bérat, par lequel le Sultan concèda anx Marchands toscans la Faculté de naviguer et commercer librement dans l'Empire oltomas, sous le Pavillon de S. M. impériale 4).

L'Acte du 10 Avril 1747 ⁵), qui déclara perpétuelle la Paix de Belgrade entre l'Autricke et la Porte, et dans lequel les Sujets tosscans de l'Empereur furent nommément compris, a seri de Base aux Rapports politiques et commerciaux entre l'Empire ottoman et le Grand-Ducké de Toscane, depuis cette Époque jusqu'en 1833, où les deux Parties jugèrent convenables de conclure un Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce séparé.

Traité de Paix, d'Amitié et de Commerce.

1833, entre S. M. l'Empereur des Ottomans, Mahmoud ll, et Son Altesse impériale et royale, le Grand-Duc de Toscane, Léopold II, fait à Constantinople, le 12 Février 1833. (Original en turc et en français.) °).

L'Art. II. accorde aux Navires marchands toscans la libre Navigation de la Mer Noir, aux mêmes Conditions et avec les mêmes Faveurs qui sont en vigueur pour les Sujets et les Navires autrichiens.

Pour la plus grande Sûreté et Tranquillité des Negociants toscans, ainsi que pour l'Avantage du Commerce. il est convenu que S. A. I. et R. le Grand-Duc pourra, moyennant Ses Lettres-patentes et par l'Organe de Son Ministre auprès de la Porte ottomane, nommer et établir des Consuls. Vice-Consuls ou Interprètes, munis de Bérat et de Fermans. dans tous les Ports, Échelles et Iles de la Méditerranée, ainsi que dans tout autre Endroit des États ottomans où les autres Nations entretiennent des Consuls, Vice-Consuls ou Interprètes. Si, par la suite, il devenait nécessaire d'établir un Consul ou Interprète dans quelque Endroit où il n'y en aurait pas eu ancien-

¹⁾ von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 290. No. 193. cite un Traité de Commerce entre la Porte et la Toscane, qui aurait été conclu en 1598; mais il n'en fait aucune mention dans le corps de son ouvrage.

²⁾ von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LV. p. 175.

³⁾ Ibidem, p. 200.

⁴⁾ Ibidem, p. 216. Diploma del Gran Signore concesso accioché i mercanti del Gran Duca di Toscana possino liberamente venire nell' Impero ottomano, ed indi ritornarsene con loro vascelli, con mercanzia e denuro, sotto la bandiera di S. M. cesarea reggia; nel mese Silhado 1079 (Aprile 1668).

⁵⁾ Voyez plus haut p. 1441.

⁶⁾ Imprime séparément par autorité, à Florence, 1834. in fol. (en français et en italica).

— British and foreign State-Papers, T. XI. 1832—1833. (publié en 1836.) p. St. (en français.) — La Traduction française, faite su une Copie de l'Original ture, que donnent M. d'Hauterire et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 221. sous la fausse Date du Mois de Frevier 1834, diffère essentiellement, sur plusieur Points, du Texte original français publié par le Gouvernement toscan, que nous avons reproduit, en corrigeant les Fautes qui s'y sont glissées.

ciennement, le Ministre de S. A. I. et R. résidant à Constantinople en fera la Représentation au Ministère ottoman, et si, d'après la Demande qu'il en aura formée, la sublime Porte y donne Son Assentiment, les Bérat ou Diplômes desdits Consuls leur seront expédiés, et il sera particulièrement recommandé aux Gouverneurs et Officiers des Endroits respectifs de les assister et de les protéger.

Il est convenu et déclaré expressément, que, dans tous les Ports, Échelles et Iles des États ottomans, où S. A. I. et R. le Grand-Duc n'aurait pas encore trouvé à propos de nommer un propre Consul, les Négociants et Sujets toscans, ainsque leurs Propriétés et leurs Relations commerciales, continueront à être assistés et protégés par les Consuls ou Interprètes de S. M. PEmpereur d'Autriche, lesquels, après avoir été reconnus en leur Qualité d'Agents consulaires autrichiens, n'auront besoin d'aucune autre Formalité pour être autorisés à assister les Sujets et Négociants toscans.

En Cas de Mort d'un Négociant ou Sujet toscan, dans quelque Province ou Endroit de l'Empire ottoman que ce soit, le Fisc ottoman ne pourra, dans aucun Cas, mettre la Main sur sa Succession, mais elle sera en Totalité mise à la Disposition des Agents diplomatiques ou consulaires de S. A. I. et R. le Grand-Duc, délégués à cet Effet.

En vertu de cette Convention, les Consuls, Vice-Consuls et Interprètes, de même que leurs Domestiques, et en général tous les Sujets et Négociants de S. A. I. et R., devront être exempts de la Capitation et de toutes autres Impositions ou Tributs.

Les Consuls, Vice-Consuls, Interprètes, Sujets et Négociants toscans et les Domestiques francs à leur Service, auront Recours au Juge local pour toutes leurs Affaires de Commerce, de Vente, Achat, Garantie et autres; ils les feront enrégistrer au Greffe 1) du Tribunal 2), qui leur délivrera des Contrats judiciaires, nommés Hodjet ou Actes authentiques, et, si quelque

"enrégistrer au Protocole de la Jurisdiction," la Traduction italienne "faranno regis-"trare tali operazioni al Protocollo "del Tribunale (Jurisdiction);" la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cusay, "ils les feront enrégistrer."

¹⁾ Greffe. Le lieu d'un Tribunal où sont déposées les Minutes des Jugements, des Arrêts, celles de divers Actes de procédure, comme Enquêtes, Rapports d'Experts, etc., et où se font certaines Déclarations, certains Dépôts. (Dict. de l'Académie.)

²⁾ Le Texte français porte : "ils les feront

Contestation venait à avoir lieu, on consultera ') ces Actes et Instruments, de même que les Régistres du Greffe, et on agira d'après la Justice et la Loi.

Les Gouverneurs et autres Employés de la Porte ottomane ne pourront emprisonner ou maltraiter aucun des Individus toscans susmentionnés, sous prétexte d'Actions ou Procès intentés contre eux, ou les molester sans Motif ²). Lorsqu'il sera nécessaire de les faire comparaître devant les Tribunaux ottomans, ils ne s'y rendront que du Su du Consul ou de l'Interprète, et, lorsque le Cas exigera qu'ils soient emprisonnés, les dits Consuls et Interprètes pourront les faire conduire cux mêmes ³) en Prison, en donnant une Caution acceptable pour leurs Personnes.

Les Créanciers des Sujets toscans, lorsqu'il s'en présentera n'exigeront leurs Créances du Su des Consuls et Interprètes avec la Connaissance de la Justice, que du Débiteur, sans inquiéter personne d'autre.

Les susdits Consuls, Vice-Consuls, Interprètes, Négociants et autres Sujets, pourront, avec leurs Gens et Domestiques, exercer librement le Culte de leur Religion dans leurs Habitations.

S'il survenait quelque Procès ou Réclamation 1) contre les Consuls, Vice-Consuls, Interprètes, Négociants ou Sujets toscans, ou leurs Domestiques, qui surpassât la Somme de trois mille aspres, l'Affaire 1) ne pourra être décidée devant aucun Tribunal de Province, mais elle devra être renvoyée au Jugement de la sublime Porte, conformément à ce qui se pratique envers les autres Nations amies. Lorsqu'il surviendra des Procès entre les Négociants toscans eux-mêmes, ils seront exa-

¹⁾ Le Texte français porte: "on reconnaitra "ces Actes," la Traduction italienne "s ar à "eseguita la recognizione di tali "atti." La Traduction française, donnée par M. d'Hauterive et de Cussy, "on consultera."

²⁾ Au lieu de cette Disposition, la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, porte: "Le Gouverneur du Pays "ou son Lieutenant ne commettra point d'Avanie en disant: ""» Vous avez un Adversaire, "nje Vous emprisonnerai."

³⁾ Le Texte français et la Traduction italienne ne contiennent point les mots "eux-"mêmes," qui se trouvent dans la Traduction

donnée par M.M. d'Hauterive et de Cussy. Il nous a paru que ces mots étaient nécessaires pour préciser que la Faculté d'emprisonner les Sujets toscans est accordée aux Consuls et Interprêtes.

⁴⁾ Le Texte français porte "Procès ou Dis-,, cussion," la Traduction italienne "cause "o discussione," mais il est évident qu'on a voulu dire "Réclamation," la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, porte simplement "tout Procès."

⁵⁾ Le Texte français porte "il ne pours "ètre décidé," et "il devra être renvoyé," en rapportant le pronom il au mot Procès.

minés et jugés par les Consuls et les Interprètes d'après leurs Lois et Coutumes, sans que personne s'y oppose.

Lorsqu'il sera intenté une Action judiciaire contre un Marchand toscan, embarqué sur un Bâtiment prêt à faire Voile, ce Bâtiment, sous prétexte de ce Procès, ne sera point arrêté, et les Consuls, Agents et Interprètes s'empresseront de terminer l'Affaire en discussion.

Aucun Sujet toscan ne pourra être obligé à comparaître en Justice qu'assisté par un Interprète.

Les Négociants toscans ne pourront non plus être forcés à faire des Dons aux Gouverneurs, Juges ou autres Fonctionnaires publics, en quelque Province de l'Empire ottoman qu'ils se rendent, et ceux-ci ne pourront les molester en aucune Manière à ce sujet.

Ant. VII. Aucune des deux Parties contractantes ne pourra forcer, sous aucun Prétexte, les Matelots ou Passagers, embarqués à bord des Navires de l'autre, à entrer contre leur Gré à son Service '); il y aura toutefois Exception pour les propres Sujets de chacun des deux États, lorsque le Service de leur Souverain l'exigera.

Les Bâtiments toscans, accueillis 2) en Mer par une Tempête, et en Danger de se perdre, seront assistés et secourus par les Matelots et les Pilotes des Bâtiments ottomans, qui se trouveront dans le Voisinage, et ceux-ci ne pourront demander qu'un Prix équitable et modéré de leur Peine. Si un de ces Bâtiments vient à avoir le Malheur de se perdre, il ne sera point touché aux Marchandises retirées de l'Eau; le Tout sera consigné aux Consuls toscans les plus proches du Lieu, et on ne pourra demander qu'un Prix modéré pour le Transport.....

Art. X. Lors du Décès de quelque Musulman, ou autre Sujet de la sublime Porte dans le Grand-Duché de Toscane, sa Succession devra être remise au Schahbender ottoman, qui se trouvera sur les Lieux, sans que personne puisse y intervenir 1).

Les Procès entre des Sujets ottomans devront être jugés

¹⁾ Le Texte français porte "dans son Ser-

Accueillir, se dit figurément, de tous les Accidents facheux qui arrivent à quelqu'un. — La Tempète, le Vent les accueillit. Ils furent

accueillis de l'orage. (Dict. de l'Académie.)

3) Le Texte français porte "sans qu'il puisse
"y avoir lieu d'ingérence étrangère," la Traduction italienne: "senza che possa aver"vi l'uogo intervento alcuno,"

et vidés, avec le Consentement des Parties. par l'Entremise desdits Schahbender.

Art. XI. Il est convenu que les Navires toscans se serviront de leur propre Pavillon pour le Commerce et la Navigation dans les Mers soumises à la Domination ottomane, et qu'ils n'employeront pas à cet effet le Pavillon de quelque autre Puissance; de même, le Pavillon toscan ue pourra être accordé à des Bâtiments de quelque autre État ou Nation, ni à des Navires des Raayas ou Sujets de la sublime Porte; les Ministres, Consuls et Vice-Consuls de Toscane ne pourront délivrer des Patentes à des Sujets de la sublime Porte, ni leur accorder une Protection quelconque, ouverte ou clandestine, et il ne pourra être admis aucune Contravention aux Stipulations ci-dessus exprimées.

Les Négociants de la sublime Porte, qui s'embarqueront sur des Bâtiments toscans, ou qui y charge ront des Marchandises, auront à acquitter les mêmes Droits que perçoivent sur eux, dans un Cas semblable, les Anglais, les Français et les Hollandais, et on s'entendra amicalement.

Et réciproquement les Négociants toscans, qui chargeront des Marchandises sur des Navires ottomans, acquitteront les mêmes Droits que payent dans ce Cas les dites Nations.

Art. XIII. Les Bâtiments marchands toscans ne seront pas mo lestés pour le Transport forcé ') de Troupes ou d'Effets appartenant au Gouvernement ottoman.

L'Art. XIV. concerne le Salut de Mer.

Art. XV. Il sera libre aux Sujets toscans de voyager, d'aller et venir, sans aucun Obstacle, dans quelque Lieu que ce soit des États ottomans, pour Motif de Commerce ou de Pélerinage, et la Porte ottomane leur délivrera dans ce Cas des Passeports 2), afin qu'ils ne soient molestés nulle part par les Collecteurs de la Capitation ou par d'autres Personnes, sous quelque Prétexte que ce soit.

Art. XVI. Tant que les Négociants toscans n'employeront pas de leur propre Gré des Censaux, aucun Individu, de quelque Nation qu'il soit, ne pourra se prévaloir d'un Bérat

Le Texte français ne contient pas le mot "forcé." La Traduction italienne porte: "non "potranno ricever molestie per esser "costretti al trasporto. La Traduction

française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, ", ne seront point contraints à recevoir."

²⁾ C'est à dire des Fermans de route.

qu'il aurait obtenu, ou d'un Appui puissant 1), pour se faire admettre comme Censal au Service d'un Negociant toscan; et, si quelqu'un d'eux, pour se venger de ne pas avoir été employé comme Censal au Service d'un Négociant toscan, cherche à causer du Préjudice 2) audit Négociant, il sera exemplairement puni.

Art. XVII. Tant qu'un Individu franc au Service des Consuls, Vice-Consuls, Agents, Interprètes, ou de tout autre Sujet toscan, n'embrassera pas de son plein Gré l'Islamisme, il ne sera pas molesté à ce sujet sur la simple Déposition de quelques Malveillants qui auraient attesté sa Profession de foi; et il ne pourra être poursuivi pour cet Objet, que lorsqu'il aura fait de son plein Gré cette Profession de Foi en présence d'un Interprète toscan. Tout Sujet toscan, qui aura de son plein Gré embrassé l'Islamisme, devra malgré cela acquitter de ses Biens les Dettes qu'il sera convaincu d'avoir contractées antérieurement.

Dans le Cas que l'Amitié et la Paix, conclue entre les deux Sérénissimes Souverains, venaient à être changées (ce que Dieu ne veuille!) en Inimitié, tous les Marchands et Sujets des deux Parties contractantes, qui se trouveraient sur Mer ou sur Terre, devront être prévenus à tems, afin, qu'après avoir réglé leurs Dettes actives et passives, ils puissent, sans Obstacle ou Détriment, se diriger avec leurs Propriétés vers les Confins 1).

Les Rapports de Navigation et de Commerce entre la Toscane et les Cantons africains, se trouvant déjà réglés et garantis par des Traités spéciaux existant entre le Grand-Duché et les dites Régences 1), et tout faisant espérer que ces Traités continueront à être inviolablement observés et maintenus, les deux Parties contractantes reconnaissent que

¹⁾ Le Texte français porte "d'une Intersession puissante," la Traduction italienne "di un potente appoggio," la Traduction française, donnée par M.M. d'Hauterive et de Cussy, "par l'entremise d'un Médiateur "incommode."

²⁾ Le Texte français porte " à le préjudicier."
3) C'est à dire, retourner dans leur Pays.

¹⁾ Ces Traités sont ceux conclus pour les Pays héréditaires de l'Empereur (François I) et de l'Impératrice, Reine de Hongrie et de Bohème (Marie Thérèse),

avec Alger, le 8 Octobre 1748 (Voyez plus haut p. 1390.), renouvelé le 28 Juin 1757. (von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 300. No. 359.)

avec Tripoli, le 27 Janvier 1749 (Voyez plus haut p. 1450.), renouvelé en 1758. (von Hammer, ibidem, p. 300. No. 361.)

avec Tunis, le 23 Décembre 1748 (Voyez plus haut p. 1454.), renouvelé le 13 Janvier 1758. (v. Hammer, ibidem, p. 300. No. 360.) La Toscane entretient:

à Tripoli, un Consul,

pour le Moment il n'est besoin ') d'aucune Stipulation pour assurer les Relations pacifiques entre la Toscane et les dits Cantons. Dans le Cas cependant (ce que Dieu ne veuille!) que quelque Difficulté sur l'Observation desdits Traités viendrait à s'élever, ou que quelque Différend eût lieu entre le Grand-Duché et les dites Régences, la sublime Porte s'engage à interposer ses bons Offices, les plus efficaces, pour rétablir la Paix et la bonne Harmonie entre les deux Parties.

Depuis la Conclusion d'un Traité séparé, la Toscane entretient à Constantinople un Agral diplomatique, portant le Titre de Churgé d'Affaires. Antérieurement les Ministres d'Autriche près la Porte avaient été accrédités en même tems comme Ministres de la part du Grand-Duc de Toscune.

La Porte entretient:

à Livourne, un Schahbender 2).

La Toscane entretient

dans la Turquie d'Europe:

à Andrinople, aux Dardanelles et à Salonique, des Vice-Consuls;

à Tunis, un Consul-général, à Biserta et à Suse, des Vicc-Consuls °).

La Toscane a fixé ses Rapports politiques et commerciaux avec l'Empire de Maroc par un Traité de Paix, signé le 6 Février 1778 **). Ce Traité stipule:

Arl. VI. Si deux Bâtiments des Puissances contractantes, armés en
guerre ou marchands, se rencontrent en Mer,
et que l'un d'eux ait besoin que l'autre lui prête
quelque Secours, soit de Vivres, soit d'autre
Chese nécessaire à la Navigation, ce Secours
lui sera donné, et, dans le Cas où le Bâtiment
se trouverait sur le point de faire Naufrage,
l'autre sera tenu de sauver et mettre en Sûreté
au moins l'Équipage.

Art. IX. Si quelque Ambassadeur des deux Puissances entre sur leurs Territoires respectifs, il lui sera fait les mêmes Honneurs qu'on a coutume de faire aux Ambassadeurs; et, se faisant reconnaître en cette Qualité, il sera salué, tant à son Arrivée, qu'à son Départ, par des Coups de Canon, et il

recevra les Marques de Distinction dues à ce Caractère.

Art. X. Les Consuls toscans, qui viendre de Maroc, pourront arborer, sans aucune Opposition, leur Pavillon, et leur Maison sers sure et privilegiée pour toute Personne qui y entrera, quand même elle aurait commis quelque Delit.

La Toscane n'entretient point d'Agent consulaire dans les États de Maroc; les Intérêts de ses Sujets sont protégés par les Agents autrichiens.

1) Le Texte français porte: "qu'il n'ed "point nécessaire présentement d'aucune Si-"pulation," la Traduction italienne "non es-"sere pel momento necessaria alcuna "Stipulazione," la Traduction française, donnée par M.M. d'Hauterive et de Cusy, "qu'il n'est besoin d'aucune espèce de Con-"vention."

Almanacco Toscano, 1839. p. 185. –
 Almanach de Gotha, 1840. p. 97.

^{&#}x27;) Almanacco Toscano, 1839. p. 176. 177. 181. — Alm. de Gotha, 1840. p. 99. 104—106.

[&]quot;) Traité de Paix entre le Grand-Duc de Toscane (Pierre Léopold Joseph) et l'Empire de Maroc, signé le 6 Février 1778. (Codice della Toscana Legislazione,

T. III. p. 62. (en italien.) — Storia dell' Anno 1778. Liv. IV. p. 238. (en italien.) — Martens, Recueil, T. II. p. 609. (en italien.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. V. p. 31. (en français.) — Nous avons adopté la Traduction française précitée.)

dans la Turquie d'Asie:

- à Alep, un Consul,
- à Bairout, un Consul et un Vice-Consul.
- à Smyrne, un Consul-général;

en Egypte:

à Alexandrie, un Consul-général et un Vice-Consul, au Caire et à Damiette, des Vice-Consuls 1) 2).

§. 20.

PORTE ET VENISE.

(Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II, Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 1. Venise. M. p. 73-77.)

Les Guerres que Venisc eut à soutenir contre les Ottomans, entrainèrent presque toujours des Pertes considérables pour la République. Ce fut ainsi que, par le Traité de Paix du Mois d'Avril 1540, elle dut céder à la Porte, les Places de Malrasie et de Naples de Romanie; par celui du 7 Mars 1573, le Royaume de Chypres, et, par celui du 5 Septembre 1668, le Royaume de Candie. Après avoir conquis une partie de la Morée et de la Dalmatie, dans la Guerre que termina la Paix de Carlomitz (26 Janvier 1699), elle se vit obligée de céder de nouveau aux Tures la Morée tout entière, par le Traité du 21 Juillet 1718, qui fut le dernier entre les deux États, et subsista jusqu'à l'Anéantissement de la République 3).

L'Inconduite des Musulmans, que le Commerce et la Navigation attiraient à Venise, fut Cause que le Sénat de cette Ville leur défendit, en 1575, d'habiter parmi les Chrétiens; une Maison située dans un Quartier peu fréquenté, non loin de l'Église de St. Jean et de St. Paul, leur fut assignée, en 1579. Mais dans ce Lieu même, l'Intempérance des Turcs, et les Excès de tonte espèce auxquels ils se livrèrent, obligèrent le Gouvernement à les confiner dans un Endroit plus écarté encore, pour empêcher tout Contact entre eux et la Population chrétienne; les cinq Experts en Matière de Commerce 4) regurent l'ordre de les établir dans un Lieu sur; on leur assigna, en 1671, l'Édifice qui avait anciennement servi de Résidence au Duc de Ferrare lorsqu'il venait à Venise, et les Courtiers publics furent chargés, sous peine de perdre leur Emploi. d'y conduire tous les Turcs qui arriveraient à Venise. Les Portes et les Fenètres donnant sur la Rue, furent toutes murées; on entoura l'Édifice d'une haute Muraille, et on y établit un Concierge assisté de plusieurs Aides, pour y maintenir l'ordre; les Portes étaient fermées au Coucher du Soleil, on ne laissait passer aucune Femme, ni le jour ni la nuit, il était défendu d'y laisser introduire des Armes, de la Poudre, ni du Fer, et jamais aucun Homme arme ne pouvait passer le Seuil de la Porte. Les Turcs étaient tenus de payer le Loyer et le Salaire du Concierge de cette Maison, qu'on désignait par le nom de Fontico 5) dei Turchi, et qui a subsisté jusqu'aux derniers tems de la République 6).

- Almanacco Toscano, 1839. p. 174 178.
 Alm. de Gotha, 1840. p. 98 101. 103. 104.
- 2) Dans tous les autres Ports et Places de Commerce. de l'Empire ottoman, où le Gouvernement grand-ducal n'entretient point d'Agents consulaires, les Sujets toscans, ainsi que leur Commerce et leur Navigation, sont placés sous la Jurisdiction et la Protection des Agents consulaires de l'Autriche. (Almanacco Toscano, 1839. p. 182. Voyez plus haut Art. VI.)
- 3) Martens, Cours diplomatique, T. III. Liv. XI. Chap. II. Des Relations entre la Porte et l'Italie. §. 526. Venise. 1, Pos-

- sessions. §. 526. 2, Commerce. §. 527. p. 503. 504.
- (4) Voyez plus haut T. I. du *Manuel*, Liv. I. Chap. IV. Sect. III. *Italie*. §. 7. p. 165.
- 5) Ubi supra, p. 165. Col. 1. note 1.
 6) Joh. Friedr. Le Bret, Staatsgeschichte der Republik Venedig, von ihrem Ursprung bis auf unsere Zeiten (Riga et Leipzig 1769–1777. T. 1.— III. in 10.) T. II. Part. II. Liv. XXIII. Chap. IX. §. 1426. p. 1329.
 Du Même, Vorlesungen über die Statistik (Stuttgart 1783. T. I. II. in 80.) T. 1. Venise. p. 379. Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1234. 1235.

A la suite du dernier Renouvellement des Capitulations, sons la date du 3 Novembre 1595 1),

 Les Traités conclus entre la Porte et la République de Venise, depuis la Conquête de Constantinople jusqu'en 1595, forment la Série suivante:

Sous Mahomet II.

1454. 18 Avril. Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. I. Sect. III. Art. I. Italie. §. 1. Venise. M. p. 74. -(Laugier), Histoire de la République de Venise (Paris 1759-1767. T. 1-XII. in 12°.) T. VII. Liv. XXV. p. 99. 107. -Le Bret, Staatsgeschichte, T. II. Part. II. Liv. XIX. Chap. IV. §. 746. p. 631. §. 749. p. 631. - Daru, Histoire de la Répu-. blique de Venise (Bruxelles 1840. T. 1 -XII. in 8°.) T. III. Liv. XVI. §. XV. p. 121. — Muratori, Rerum Italicarum Scriptores praecipui, ab anno aerae christ. D. ad MD. (Milan 1723-1751. XXV T. en 28 ou 29 Vol. in fol.) *) T. XVIII. p. 709. - Omis dans le Cours diplomatique de Martens.

1479. 26 Janvier. Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 76. — Laugier, l. c. T. VII. Liv. XXVII. p. 348. — Le Bret, l. c. T. II. Part. II. Liv. XIX. Chap. XI. § 854. p. 738. (sous la Date de 1478.) — Daru, l. c. T. IV. Liv. XVII. § X. p. 29. — Martens, l. c. T. II. p. 1234.

1480. 14 Juillet. (Confirmation des Capitulations précédentes.) von Hammer, Geschichte, T. IX. Liste des Traités, p. 284. No. 98. (cité.) — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1481. (Confirmation.) von Hammer, ubi supra. (cité.) — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

Sous Bajazet II.

1482. 16 Janvier. (Renouvellement des anciennes Capitulations). Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 76. — Laugier, l. c. T. VII. Liv. XXVII. p. 377. — Le Bret, l. c. T. II. Part. II. Liv. XIX. Chap. XI. §. 864. p. 750. — Daru, l. c.

T. IV. Liv. XVII. §. X. p. 29. — von Ham mer, l. c. T. II. Liv. XVIII. p. 284. — Omis dans Martens.

1499. 15 Mars. (Renouvellement.) Laugia, l. c. T. VIII. Liv. XXIX. p. 91. — Le Bra, l. c. T. II. Part. II. Liv. XX. Chap. VIII. §. 977. p. 850. — von Hammer, l. c. T. II. Liv. XX. p. 317. — Omis dans Daru et Martens.

On a désigné ce Traité, conclu par André Zanchani, Orateur de la République de Venise à Constantinople, par le nom de Paix trompeuse (Pace do los a), parce que l'Acte délivré à l'Ambassadeur venitien par la Porte, n'ayant été expédié, à dessein, qu'en langue latine et non en langue turque, le Sultan déclara qu'il ne regardait point comme obligatoires les Stipulations évencées simplement en latin et non en turc.

1502. 14 Décembre. (Nouveau Traité.) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 76. — Laugier, l. c. T. VIII. Liv. XXX. p. 146. et Daru, l. c. T. IV. Liv. XXI. §. I. p. 191. (sous la fausse Date de 1501.) — Le Brd, l. c. T. II. Part. II. Liv. XXI. Chap. l. §. 999. p. 873. et Martens, l. c. T. II. p. 1231. (sous la Date de 1503.) qui est celle de la Ratification.) — von Hammer, l. c. T. II. Liv. XX. p. 330.

(Renouvellement.) von Hammer, l. c.
 I. Il. Liv. XXI. p. 332. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

Sous Selim I.

1511. (Renouvellement.) von Hummer, l. c. T. IX. p. 285. No. 123. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1513. 17 Octobre. (Renouvellement.) Laugier,
 l. c. T. VIII. Liv. XXXII. p. 429. — ron
 Hammer, l. c. T. II. Liv. XXII. p. 390. —
 Omis dans Le Bret, Daru et Martens.

 Avril. (Renouvellement.) von Hammer,
 c. T. IX. p. 286. No. 131. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
 1517. 17 Septembre. (Renouvellement.) Voyez

*) Collection importante dont les Exemplaires complets ne sont pas communs. On y ajoute ordinairement les 2 Vol. ci-après:

Rerum ita icarum Scriptores ab anno Christi M ad MDC, quorum potissima pars primum in lucem prodit (opera Jos. Mar. Tartinii) (Florence 1748 – 1770. 2 Vol. in fol.). Les 3 premiers Vol. sont en 2 Parties chacun, et le 24e a un Appendix. Le Tome XXV. manque souvent.

Ad Scriptores Berum italicarum cl. Muratorii accessiones historicae faventina: prodeunt nunc primum opera et studio D. Joh. Ben. Mittarelli (Venise 1771. in fol.). On réunit ce Volume aux 30 précédents. (Brunet, Manuel du Libraire, T. II. p. 535. Col. 1. 2. — Watt, Bibliotheca Britannica, Authors, T. II. p. 691. d.) le Sultan Achmet I accorda à la République un Diplôme 1) spécial en faveur du Commerce, de la Navigation et des Consuls des Fénitiens 2). Ce Diplôme, émané le 23 Décembre 1604, conient XIII Articles; il porte que tous les Différends entre les Marchands vénitiens devront être jugés par le Bayle (Art. III.); que le Pavillon vénitien protégera ceux qui se trouvent embarqués sur des Bâtiments de la République, que ce soient des Sujets vénitiens ou des Individus appartenant à d'autres Nations (Art. VII.); que les Percepteurs des Impôts (Kha-adschi-tchi) 3) et les Officiers churgés du Partage lègal des Successions (Kassam) 4), se pourront point s'ingérer dans les Affaires des Vénitiens (Art. X.); que les Pélerins, qui se

plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 76.

- Laugier, l. c. T. IX. Liv. XXXIII. p. 96.

- Omis dans Le Bret, Daru et Martens.

Sous Suleiman I.

1521. 11 Décembre. (Renouvellement.) Chrosica di Mar. Sanuto, dans les Archives de Venise, T. XXXII. — von Hammer, l. c. T. III. Liv. XXV. p. 16. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1534. (Renouvellement.) Knolles '), T. 1. p. 426. — von Hammer, 1. c. T. IX. p. 287. No. 145.

1539. (Trève pour trois mois.) Laugier, l. c.
T. IX. Liv. XXXVI. p. 556. — Le Bret,
l. c. T. II. Part. II. Liv. XXIII. §. 1338.
p. 1236. — Daru, l. c. T. V. Liv. XXVI.
§ XI. p. 198. — von Hammer, l. c. T. III.
Liv. XXIX. p. 218. — Omis dans Martens.
1540. Juillet. (Nouvcau Traité.) Laugier, l. c.
T. IX. Liv. XXXVI. p. 577. — Le Bret,
l. c. T. II. Part. II. §. 1344. p. 1242. —
Daru, l. c. T. V. Liv. XXVI. §. XII. p. 200.
von Hammer, l. c. T. III. Liv. XXIX.

Sous Selim II.

p. 219. - Omis dans Martens.

1567. 24 Juin. (Nouveau Traité.) Du Mont,
 L. C. T. V. Part, I. p. 140. — von Hammer,
 L. C. T. IX. p. 288. No. 161. (cité.) — Martons,
 L. C. T. II. p. 1234. (cité.)

1573. Mars. (Nouveau Traité.) Voyez plus baut T. II. du Manuel, Part. I. p. 77. — Marino, l. c. T. VIII. p. 395. — Laugier, l. c. T. VIII. Liv. XXXVIII. p. 278. — Le Bret, l. c. T. II. P. II. Liv. XXIV. Chap. 5. §. 1513. p. 1418. — Daru, l. c. T. V. Liv. XXVII. §. XVII. p. 240. — Martens, l. c.

T. II. p. 1234. (cité.) avec la fausse Date du 15 Avril. — von Hammer, l. c. T. III. Liv. XXXVI. p. 600—602.

Sous Amurat III.

1575. Août. (Renouvellement des Capitulations en LVI Articles.) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 77. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1576. (Renouvellement.) von Hammer, l. c. T. IX. p. 289. No. 174. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

1589. (Renouvellement.) von Hammer, l. c. T. IX. p. 289. No. 184. — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

Sous Mahomet III.

1595. 3 Novembre. (Renouvellement.) Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. p. 77, — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.

Ce Diplome porte la dénomination de Nischān "1), parce qu'il était muni du Chiffre impérial. (Kieffer et Bianchi, l. c. T. II. p. 1109.
 Col. 1.) Le mot Nischan, dans cette Acception, qui n'est guère d'usage aujourd'hui, équivaut à celui de Khatty-Schérif. (Voyez plus haut p. 172. Col. 1. note t.)

2) Mr. de Hammer a le premier fait connaître cet Acte, qui est conservé dans les Archives de Venise, et dont aucun autre Historien ne fait mention. (von Hammer, l. c. T. IV. Liv. X.I.I. p. 362. Explication à la fin du Volume, p. 658.)

3) Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 466. Col. 1.

4) Voyez plus haut p. 122. Col. 2. note 2.

') The Turkish History, from the Original of that Nation to the Growth of the oftoman Empire: with the Lives and Conquests of their Princes and Emperors. By Richard Knolles, sometime Fellow of Lincoln-College in Oxford. With a Continuation to this present Year 1687. Whereunto is added the present State of the ottoman Empire. By Sir Paul Rycaut, late Consul of Smyrna (Londres 1687. 6e édition. T. I. II. in fol.),

with the Effigies of all the Kings and Emperors; newly engraved at large upon Copper. (Comparez Watt, Bibliotheca Britannica, Authors. T. II. Col. 576. w. Art. Knowlles. et von Hammer, Geschichte, T. X. Catalogue des Ouvrages, concernant l'Histoire ottomane, p. 285. No. 2560.)

") Voyez plus haut T. I. du Manuel, Appendice. No. VIII. p. LIII. Col. 2. note ttt. rendront à Jérusalem, ne seront point molestés (Art. XII.); que les Procès contre les Consuls établis à Alep, à Bagdad et au Caire, devront être portés par devant le Diwan.

Les Capitulations furent également renouvelces en Décembre 1604 1).

En Mai 1615, le Bayle de Venise, résidant à Constantinople, obtint un nouveau Diplome impérial (Nischani Schérif) 2), contenant XIV Articles, en faveur du Commerce vénitien 1). qui donne encore plus d'Extension à quelques-unes des Concessions antérieures; il stipule qu'on ne pourra point molester les Drogmans (Art. XI.), que les Vénitiens pourront réparer les Parties endommagées de l'Église du Saint-Sépulcre à Jérusalem (Art. XIII.), et que les Consuls, ainsi que les Drogmans, ne pourront point être obligés à payer les Dettes contractées par d'autres. Les Capitulations et le Diplome relatif au Commerce furent renouveles, en 1618 et 1619 1),

par le Sultan Osman II.

Derechef les Capitulations furent renouvelces, en 1624 5), par le Sultan Amurat IV, et en 1640 6), par le Sultan Ibrahim I.

La Guerre entre la République et le Sultan Mahomet IV fut terminée par le Traité de Paix de Candie, conclu le 5 Septembre 1669 7).

Par l'Alliance offensive et défensive, conclue au Chûteau de Linz, le 5 Mars 1684 8), le

- 1) von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLII. p. 362. Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
- 2) Nischani Scherif, Diplôme revetu du noble Chiffre impérial. (von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLIV. p. 504.)
- 3) von Hammer, I. c. T. IV. Liv. XIJII. p. 482. Explications à la fin du Volume, p. 687. - Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et
- 4) von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLIV. p. 504. - Omis dans Laugier, Le Bret, Daru
- 5) von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLVI. p. 24. - Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
- 6) von Hammer, l. c. T. V. Liv. XLIX, p. 302, - Laugier et Le Bret ne font point mention du Renouvellement des Capitulations en 1640, mais ils rapportent (Laugier), T. XI. Liv. XLIII. p. 307. (Le Bret), T. III. Liv. XXII. Chap. II. §. 404. p. 417. une Convention conclue en 1639, pour le Remboursement des Dommages causés aux Cantons barbaresques, par la destruction de leurs Corsaires, effectuée par l'Amiral vé-

est citée dans von Hammer, Geschichte, T.V. Liv. XLIX. p. 283. - Daru et Martens ne font mention ni de la Convention de 1639, ni du Renouvellement des Capitulations, en 1640. 7) Theatrum Pacis, T. H. p. 533. (en latin.) - Du Mont, I. c. T. VII. Part. I. p. 119. (en latin.) - Lunig, Codex Italiae diplomati-

nitien Marin Capello. Cette Convention

- cus, T. II. p. 2043. (en latin.) Laugier, L c. T. XII. Liv. XLV. p. 103. (cité.) - Le Brd, l. c. T. III. Liv. XXVIII. Chap. VII. §. 581. p. 576. (cité.) — Daru, l. c. T. VII. Liv. XXXIII. §. XXV. p. 98. Pièces justificatives, p. 223 -227. (Sommaire.) - Martens, L. c. T. Il. p. 1234. (cité.) - von Hammer, l. c. T. Vl. Liv. LV. p. 248. (cité.)
- 8) Foedus offensivum et defensivum inter Caesaream Majestatem Leopoldum (1), Regem Poloniae Joannem Sobieski, et Rempublicam Venetam, contra Turcam ejusque Adhaerentes. Initum in Arce Lincensi '), die 5 Martii 1681. [Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 71. Col. 2 (en latin.) - Lunig, Teutsches Reichs-Archiv, P. spec. Cont. I. p. 491. (en latin.) -

*) Arce Lincensi, c. à. d. au Château de la Ville de Linz t). Du Mont s'est trompé en écrivant Licensi au lieu de Lincensi; la

même erreur se trouve dans Lunig, Teutsches Reichs-Archiv, et dans le Codex Italiae diplomaticus du même Auteur. Laugier se trempe

t) Linz (Aredata; Aredatum; Aurelianum; Gesodunum; Lentia; Lincia; Lincium;), Chef-lieu du Cercle de Mühl, Gouvernement de la Haute-Autriche (Ober-Oesterreich ou Land ob der Ens), belle Ville, avec de grandes Manufactures, un Pont sur le Danube, et un ancien Château sur une Colline, où les Empereurs établissaient anciennement quelquefois leur séjour. L'Empereur Frédéric IV y mourut, en 1493. La position

de cette Ville, qui a environ 25 mille habitants, sur le Danube, la rend très commerçante. Elle a été nouvellement fortifiée d'après un nouveau système, inventé par l'Archiduc Maximilien d'Este, par 32 tours, dont 23 sur la rive droite, et 9 sur la rive gauche du Danube. (Kleines geographisches Lexicon (Quedlinbourg 1803. pet. in 80.) p. 114. Col. 1. - Bischoff und Möller, l. c. p. 97. Col. 2. v. Aredata. - Sickler, l. c. T. I. p. 245. v. Lentia. -

République s'engagea à prendre part à la Guerre que l'Autriche et la Pologne faisaient à la Porte. Cette Guerre se termina, en 1699, par la Paix de Carlonitz.

Traité de Paix entre le Sultan Mustapha (II)

1689, Khan, Empereur des Turcs, et la Sérénissime République de Venise, sous la Médiation de la Grande-Bretagne (Guillaume III) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, fait au Congrès de Carlowitz, le 26 Janvier 1699 1). (Original en latin et en turc.)

Ant XIV. Pour ce qui regarde la Religion, la Délivrance et l'Échange des Esclaves, et en ce qui concerne le Commerce, on observera les Conditions du dernier Traité selon leur Forme et Tencur, et il sera permis à l'Ambassadeur de faire à cet égard de nouvelles Instances au Trône impérial. Ainsi, à l'égard de la Religion, de la Délivrance des Esclaves et du Commerce, les sacrés Édits impériaux seront confirmés par le présent Traité de Paix, et le Trafic s'exercera de la même Manière qu'il se pratiquait avant cette dernière Guerre, et

Lunig, Codex Italiae diplomaticus, T. II.
p. 2043. sous la Date du 2 Septembre (en lain) — Laugier, l. c. T. XII. Liv. XLVI.
p. 139. (cité.) — Le Bret, l. c. T. III. Liv.
XXIX. Chap. II. §. 614. 615. p. 610—612.
(Sommaire.) — Daru, l. c. T. VII. Liv. XXXIV.
§. II. p. 109. — Martens, l. c. T. II. p. 1216.
(cité.) — Schoell, Hist. abrēgēe, T. XIV.
Chap. LXV. p. 255. (cité.)]

1) Instrumentum Turcicum Pacis inter Mustapha Han, Turcarum Sultanum, et Sereinstimam Rem public am Venetam initae,
non quidem Legato veneto agente et paciscente, sed Legatis Caesarcis et Polonis Negolium sibi assumentibus, sub spe praefatae
Reipublicae Acceptationis, ad quod certum
temporis spatium datur, et praefigitur. Actum in Congressu Carlowitti, die vigesimo
quarto Mensis dicti Reciep (Redjeb) Anno
Hegirae 1110°). (Original en turc et en latin.)
Du Mont, l. c. T. VII. Part. II. p. 453, Col. 2.
ten italien et en français, traduit sur l'Instru-

ment turc.) Ibidem, p. 458. Col. 1. (en latin, d'après l'Instrument impérial et polonais.) -Schmaufs, Corp. j. g. acad. P. II. p. 1131. (Extrait en italien.) - Hörschelmann, l. c. T. II. Col. 63. (Sommaire en allemand.) - Zinkens, Ruhe, Part. III. p. 1161-1170. (Sommaire en allemand.) - Europäische Herold, T. II. p. 484. sqq. (Sommaire en allemand.) - Laugier, l. c. T. XII. Liv. XLVI. p. 223-228. (Sommaire.) - Le Bret, l. c. T. III. Liv. XXIX. Chap. VI. §. 679—683. p. 667—672. (Sommaire.) — Daru, I. c. T. VII. Liv. XXXIV. §. VIII. p. 121. 122. (Substance.) - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 449. (Substance.) von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LX. p. 658-678. (Sommaire.) - Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Chap. LXV. p. 279. (Sommaire.) -Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1234. (cité.) - La Ratification du Traité par la République eut lieu le 7 Février 1699, et par la Porte, en 1700. (von Hammer, l. c. T. IX. Liste des Traites, p. 296. No. 284.)

encore plus grossièrement, en disant que le Traité a été signé à Vienne et à Varsovie. Le Bret, Daru et Schoell ne font aucune mention de l'Endroit où la Signature du Traité a eu lieu. ") Le 24 de Redjeb 1110 ne répond point au 26 Janvier 1699, mais au 27 Décembre 1698. La Date de l'Hégire, correspondante au 26 Janvier 1699, est le 4 de Schiaban 1110.

Bruzen de la Martinière, Grand Diet. de la Géographie, T. III. p. 852. Col. 1. — Adr. Balbi, l. c. p. 230. — Langlois, l. c. T. III. p. 160. Col. 1. — Vollstündiges Handbuch, Sect. I. T. II. p. 206. — Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 657. Art. Linz. T. VII. p. 216. Art. Maximilianische Thürme.) les Négociants de la Nation vénitienne jouiront de tous les Priviléges qui leur ont été accordés ci-devant.

Le Bayle de Venise, résidant à Constantinople, obtint non seulement la Ratification du Traité de Carlowitz, en 1700 1), mais aussi un Diptôme spécial, portant la Date du 15 Avril 1701, dans lequel on inséra plusieurs Dispositions des Traités antérieurs, et qui contient XXX Articles au lieu des XVI dont se compose le Traité de Carlowitz 2).

Le Traité de Carlowitz fut confirmé derechef par la Porte, en 1706 3).

Le Sénat de Venise, se reposant sur la Foi des Traités, s'abandonnait à la plus grande Sécurité; il ne soupçonnait pas seulement que les Turcs songeaient à rompre le Traité de Carlomitz, et négligea entièrement de mettre les Places de la Morée en état de défense. La Porte profitant de cette Incurie, résolut de recouvrer la Morée; elle déclara la Guerre à la République, le 8 Décembre 1714, et fit arrêter le Bayle résidant à Constantinople, sous prétexte que les Vénitiens avaient contrevenu aux Stipulations de la Paix de 1699, en vexant des Sujet ottomans et en soutenant les Rébelles monténégrins 1. Cette Guerre, qui coûta à la République la Possession de la Morée toute entière 5), se termina par la Paix de Passaromitz, en 1718.

Traité entre le Sultan Achmet (III), Empereur 1718, des Ottomans, et la Sérénissime République de Venise, sous la Médiation de la Grande-Bretagne (George I) et des États-généraux des Provinces-Unies des Pays-Bas, conclu au Congrès de Passarowitz, le 21 Juillet 1718 °). (Original en turc et en latin.)

Conformément aux Immunités anciennement accordées par les Sultans à la Nation des Francs, les Vénitiens pourront exercer les Pratiques de leur Culte et visiter leurs Églises et Couvents partout dans l'Empire, et, s'il devenait

Mont.

- 1) von Hammer, l. c. T. IX. p. 296. No. 284.
- 2) Ibidem, T. VII. Liv. LXI. p. 24. Mr. de Hammer remarque que la République de Venise parait avoir tenu fort secret ce Diplôme (qui se trouve dans les Archives de la Cour impériale et royale), puisque nulle part il n'en est fait mention.
- 3) von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXII. p. 120. (cité.) — Omis dans Laugier, Le Bret, Daru et Martens.
- Schoell, Hist. abrégée, T. XIV. Liv. LXVII. p. 315.
- 5) La Morée resta au Pouvoir de la Porte, en vertu de l'Uti possidelis '), adopté comme Base de la Paix, et il est remarquable qu'il ne soit fait aucune mention de cette Cession dans le Traité même. (Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Chap. LXVII. p. 337.)
- 6) Instrumentum Pacis inter Serenissimam Rempublicam Venetam et Por-

tam ottomannicam, compositae et signatae ad Oppidum Passarovitz in Regno Serviae, die 21 Julii Anno 1718. [Du Mont. l. c. T. VIII. Part. I. p. 524. (en latin.) - Lunig, Codex Italiae diplomaticus, T. II. p. 2065. (en latin.) - Schmaufs, Corp. j. g. acod. Part. II. p. 1704. (en latin.) - Lamberty, Mémoires, T. X. Append. No. 4. (en latin.) - Laugier, l. c. T. XII. Liv. XLVII. p. 330. (cité.) - Le Bret, l. c. T. III. Liv. XXX. Chap. IV. §. 752. p. 724. (cité.) — Daru, l. c. T. VII. Liv. XXXIV. §. XVIII. p. 145, 146. (Sommaire.) - d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 449. (Substance.) - Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 1234. (cité.) — von Hammer, l. c. T. VII. Liv. LXIV. p. 230-237. (Sommaire.) - Schoell, Histoire abregee, T. XIV. Chap. LXVII. p. 330. (Sommaire.) La Traduction française, que nous dennens, a été faite sur le Texte latin rapporté par Du

') Uti possidetis, Terme de Diplomatie qui signifie, l'État de Possession, tel qu'il est au moment de la Paix qui doit terminer une Guerre. (Martens, Précis du Droit des Gens moderne de l'Europe, T. II. Liv. VIII. §, 333. p. 298, 299. — Wheaton, International Law. T. II. Part. IV. Chap. IV. §, 4. p. 288.)

nécessaire de réparer lesdites Églises ou Couvents, ils pourront saire lesdites Réparations en vertu de l'Équité et du présent Édit impérial; personne ne devra les en empêcher ni leur demander de l'Argent, ni les molester sous un Prétexte quelconque, en Contravention à la Justice et aux sacrées Capitulations; de plus, ils pourront visiter la Ville de Jérusalem, ainsi que les antres Lieux saints, et en retourner sans aucun Empêchement.

Art. XI. Si quelqu'un des Vénitiens dans les États ottomans, faisant des Affaires de Commerce avec un autre Individu, fraudait ce dernier du Payement qui lui serait dû, et qu'il prit la Fuite, si, en vertu d'un Ordre impérial, il venait à être pris, les Marchandises devront être restituées au Propriétaire; et si un Sujet du sublime Empire, faisant des Affaires de Commerce avec un Vénitien, et qu'au lieu de payer il prit également la Fuite, s'il vient à être pris, les Objets qu'on trouvera devront pareillement être restitués.

Si quelqu'un de l'Empire ottoman contractait des Dettes, ou que, d'une autre Manière, il se rendit coupable de quelque Délit, et qu'il prit la Fuite, on ne devra point retenir un autre Individu innocent à sa place; on ne pourra non plus poursuivre en Justice des Vénitiens à sa place. Lorsqu'un tel Fugitif passera sur le Territoire vénitien, et que ses Dettes, contractées par lui, pourront être justifiées, ces Dettes devront être répétées, et le Montant devra en être remis aux Créanciers, et si quelqu'un a encouru une Punition, il devra être puni en proportion de la Gravité du Délit, et on procédera de la même Manière de la part du sublime Empire.

Art. XIII. Si un Marchand, venant du Territoire vénitien, arrive sur le Territoire ottoman, il ne pourra être molesté ni arrêté pour raison de Dettes ').

Aucun Marchand vénitien, qui voudra se rendre à Brousse ou dans un autre Lieu, ne pourra le faire sans un Passeport (sinc salvo Conductu) de son Bayle; si quelques Individus obstinés (pervivaces) prétendaient se rendre sans Permission dans l'Intérieur de l'Empire, le Soubaschi devra prêter Assistance au Bayle, et on ne leur permettra point de partir.

^{1) &}quot;Si Mercator ex Veneto in Dominatum nottomannicum pervenerit, ob Aes alienum "non prematur aut retineatur."

Cette Disposition annulle celle de l'Article précédent, qui porte: "pari etiam Talo, a parte "Excelsi Imperii procedendum."

Les Matelots des Navires vénitiens ne pourront être employés par Force au Service ottoman, mais au contraire, partout où ils arriveront pendant leur Voyage, ils pourront s'en retourner sur leurs Navires.

On n'exigera point le *Tribut* appelé *Kharadsch* ') de ceux qui, pour leurs *Affaires*, viennent de *Venise*, ni de ceux qui y retournent, qu'ils soient mariés ou non-mariés, tant qu'ils n'éta blissent point leur *Domicile* dans l'*Empire ottoman*, et qu'ils conservent l'Intention de retourner dans leur Patrie.

Si quelque Contestation s'élève entre un Vénitien et un Chrétien tributaire (c. à. d. un Raaya), et que, durant la Contestation, des Témoignages du Côté des Vénitiens fussent produits, et que les Adversaires voulussent récuser les Témoignages des Chrétiens vénitiens, sous prétexte que lesdits Témoignages devraient être portés par des Chrétiens demeurant dans le même Endroit (ejus dem Incolatus), il est nécessaire, puisque tous les Chrétiens professent la même Religion, et que, lorque leurs Contestations avec d'autres Chrétiens sont portés devant la Justice, on les oblige à porter Témoignage, que lesdit Témoignages, sans Distinction d'Endroit, soient admis et acceptés comme valables conformément à l'Équité.

Si un Marchand vénitien, se trouvant en Voyage dans l'Empire ottoman, venait à être attaqué dans quelque Endroit, qu'il fût dépouillé de ses Effets, ou que dans l'Attaque faite sur sa Personne il fût tué, et que tout allât au pis (et omnia pessumirent), et que sur ces Entresaites les Héritiers ou Curateurs arrivassent, l'Affaire devra être ouïe par la Justice et remise à son Jugement.

Si un Marchand vénitien, arrivé dans l'Empire ottoman pour ses Affaires, et y faisant un Séjour à cause de son Commerce, vient à mourir, les Autorités du Lieu (constituti Praefecti) ne devront point se mêler des Biens qu'il laissera, mais ceux-ci devront être remis au Bayle du Décédé.

La République pourra, à son libre Arbitre, envoyer un Bayle qui, s'il le veut, pourra résider avec sa famille à Constantinople, pendant l'Espace de trois Années environ, et s'en retourner avant l'Expiration desdites trois Années; et, si peut-être il ne voulait point venir avec sa Famille,

¹⁾ Le Texte latin porte Corazo au lieu de Kharadsch.

il pourra venir sans elle, et s'en retourner, selon que ses Affaires l'exigeront, avant l'Expiration des trois Années, et un autre pourra lui succéder dans ses Fonctions. Et on rendra auxdits Bayles les Honneurs d'Usage.

S'il venait à s'élever quelque Différend qui ne concernât point la République de Venise, mais seulement le Bayle, il devra être accommodé de la Manière ci-dessous déterminée. (Voyez plus bas.)

Pour ce qui concerne les Affaires qui n'auront point été attribuées et confiées au Bayle par la République, on ne pourra point le contraindre à s'en charger; mais quelle que soit la Nature de cesdites Affaires, le susdit Bayle sera tenu de les exposer en détail au Sénat vénitien, et lorsqu'une Réponse, accompagnée d'une Commission, d'une Autorisation ou de Pleins-Pouvoirs, lui sera parvenue, on ne devra point, sous un autre Prétexte et au Mépris desdites Commissions et Autorisations, ainsi qu'en Contravention aux Capitulations impériales, le molester, mais on devra le laisser en Repos.

Pour tout ce que les Bayles, Consuls, Drogmans et Gens de leur Suite, achéteront de leur propre Argent, ainsi que pour leurs Provisions de Bouche et leurs Vêtements, on ne pourra exiger d'eux aucun Tribut, sous la Dénomination de Badsch '), Reft '), Kassabiyé ') ou Massdariyé ') 's).

Les Consuls vénitiens, institués dans l'Intérêt des Affaires des Marchands de leur Nation, pourront se rendre dans les Échelles où résident lesdits Marchands, mais ces Consuls devront être de la Nation vénitienne. Et, lorsqu'il plaira à la République de changer ceux desdits Consuls qui résident dans les Échelles de l'Empire ottoman, et d'en établir à leur Place d'autres qui soient propres à ces Fonctions, personne ne devra s'y opposer. Mais si quelqu'un venait à avoir une Contestation avec un des Consuls institués par la Nation vénitienne, pour secourir et assister les Marchands vénitiens, on ne pourra point mettre la Main sur eux, ni apposer les Scellés à leurs Maisons, mais les Contestations, qui naîtraient avec les Consuls et les Drogmans, devront être ouïes par-devant la sublime Porte.

¹⁾ Voyez plus haut p. 121. Col. 2. n. 1. No. 6.

²⁾ Voyez plus haut p. 962, Col. 2, note 3.

³⁾ Voyez plus haut p. 104. Col. 1. note ".

⁴⁾ Voyez plus haut p. 121. Col. 1. n. 1, No. 1.

⁵⁾ Le Texte latin porte Baz, Reft, Cassahie et Messetaria.

Art. XV. Les Sujets de part et d'autre pourront faire le Commerce par Terre et par Mer, en toute Sûreté et Tranquillité, sans éprouver aucun Empêchement.

Les Sujets vénitiens et ceux d'autres Princes chrétiens. qui se seraient embarqués sur des Navires appartenant à des Vénitiens, pourront venir et retourner en toute Sûreté, sans essuyer aucun Tort ni Préjudice, et sans Crainte de tomber en Captivité; c'est ce qu'on devra notifier et faire connaître aux Milices d'Alger, de Tunis et de Tripoli, afin qu'il ne soit rien commis par eux de contraire aux Capitulations impériales et à la bienfaisante Paix; la même Chose devra être enjointe aux Habitants des Rivages de la Mer près du Château fort de Dulcigno (ad Arcem dulcinensem) '), afin qu'ils ne commettent point de Pirateries; et, asin que les Bâtiments des Marchands ne soient exposés à aucun Dommage, et qu'ils soient à l'Abri de toute Offense ou Injure, on ôtera aux Dulcignotes leurs Vaisseaux (Triremes), et leur intimera l'Ordre formel de n'en point construire d'autres, et on leur fera connaître que ceux qui à l'avenir se permettraient, en Contravention aux Capitulations impériales et à la bienfaisante Paix, de dépréder les Bâtiments des Marchands, seront tenus de restituer les Biens et Marchandises et tout ce qu'ils auront pillé; que la Perte, essuyée par les Marchands, devra être remboursée aux véritables Propriétaires; que les Esclaves devront être mis en Liberté; et qu'enfin de tels Hommes pervers seront punis avec la plus grande Sévérité, conformément à ce qu'exige la Justice, pour servir d'Exemple, et que de plus les Commandements impériaux et les sublimes Édits antérieurement émanés à ce sujet sous le Règne des Sultans précédents, sont pleinement confirmés et renouvelés par S. M. impériale, et doivent être observés dans toute leur Teneur. Si des Marchands vénitiens, pour raison d'Achat ou de Vente, d'Argent prêté, de Transaction, de Billet ou Obligation par écrit, ou bien pour toute autre Raison légitime, implorent le Secours de la Justice, et sollicitent l'Assistance du Moubaschir 2) ou Sur-Intendant, il devra être adjugé. de la Somme qui sera payée, au Moubaschir ou au Tschaousch'),

¹⁾ Voyez plus haut p. 1429. Col. 1. note 1.

³⁾ Voyez plus haut p. 800. Col. 1. note 3. Le Texte latin porte Zaus.

²⁾ Voyez plus haut p. 131. Col. 1. note 3. Le Texte I

le Droit (Tributum) d'Usage dans les Cours de Justice, c'est à dire deux aspres pour cent, et on ne pourra rien exiger de plus sur le Montant de la Somme qui aura été payée.

Les Marchands, Consuls, Drogmans et autres Sujets de la République, et des Territoires soumis à sa Domination, devront, dans les Affaires auxquelles ils se livrent, sons la Protection de la sublime Porte, soit Achats, Ventes, Prêts d'Argent, Commissions de Marchandises, se présenter devant le Kadi avec la Liste de leurs Créances et avec les autres Demandes légitimes qu'ils auront à faire; ils devront faire enrégistrer leurs Contrats et recevoir le Hodjet ') ou autre Acte juridique; et s'il s'élève un Différend, on devra comparer le Contrat, le Régistre ou Protocole et le Hodjet, et juger d'après la Conformité qui existera entre ces trois Pièces; et lorsqu'on ne pourra produire aucune de ces trois Pièces, et que l'Équité exigera néanmoins que le Différend soit jugé, les Juges, en vertu de leurs Pouvoirs judiciaires, devront accueillir les Demandes en Justice complètement et équitablement: ils devront peser, avec l'Attention convenable, les Témoignages qui seront allégués, et examiner si lesdits Témoignages ne proviennent point de la part d'Hommes menteurs, corrompus, iniques et criminels; aussi de telles Personnes, qui se couvrent d'Infamie en se rendant coupables du Crime de porter un faux Témoignage, ne devront point être entendues, asin d'éviter toute Injustice ou Iniquité, et on ne devra point rendre un Jugement fondé sur de pareils Témoignages iniques, corrompus et subornes, et si nonobstant cela un pareil Jugement aurait été rendu, il sera regardé comme nul et non avenu, afin d'éviter toute Injustice.

Si quelque Marchand ou Patron de Navire vénitien, se trouvant dans le sublime Empire, se faisait Turc, et que les Marchandises ou les Navires en son Pouvoir ne fussent point sa Propriété, mais que la Justice vint à se convaincre qu'ils appartiennent à d'autres Marchands vénitiens ou à des Sujets placés sous la Domination vénitienne, ceux-ci ne devront point être tourmentés ni molestés par personne, mais le Bayle ou les Consuls vénitiens recevront lesdites Marchandises et lesdits Navires des Mains de celui qui aura embrassé la Religion ma-

95

III.

¹⁾ Voyez plus haut p. 788. Col. 1. note 1.

hométane, afin que rien de ce qui appartient de Droit à d'autres. ne reste au Pouvoir de ce dernier.

Art. XVIII. Si une Contestation vient à s'élever entre deux Vénitiens, l'Affaire devra être portée, conformément aux Usages établis, et sans aucun Empêchement, devant le Bayle; et si quelqu'un avait un Différend avec ledit Bayle dans la Ville de Constantinople, l'Affaire devra être exposée à la sublime Porte, devant le Diwan impérial. Mais si le Sultan se trouvait hors de la Capitale, tout Différend avec le Bayle devra être décidé conjointement par le Commandant en Chef préposé à la Garde de la Ville de Constantinople, et par le Juge civil.

Si quelqu'un a un Différend ou bien une Prétention à former, touchant le Commerce des Marchands vénitiens, il deva se présenter devant le Kadi, mais tant que le Drogman vénitien ne sera point présent, il ne sera point permis au Kadi d'accueillir aucune Demande en Justice; toutefois les Défendeurs vénitiens ne devront point faire naître des Délais ou des Difficultés, sous prétexte que le Drogman est absent, mais ils seront tenus de le faire comparaître; mais si le Drogman est empêché, par quelque Affaire importante, de comparaître, on devra utendre son Arrivée.

Les Bayles ne devront point être molestés ni subir aucune Contrainte pour l'Acquittement des Dettes qui ne seraient point justifiées par des Actes juridiques, mais lorsque les Débiteurs se soustrairont à leur Obligation (par la Fuite), les Créanciers pourront les rechercher, et lorsqu'ils les auront découverts, ils pourront, avec l'Approbation du Juge ou du Commandant, faire valoir leurs Droits; et si le Débiteur fugitif s'était sauvé dans des Pays soumis à la République de Venise, le Bayle devra remettre l'Affaire à la République, afin que le Demandeur, après un mûr Examen, obtienne ce qui lui sera dû.

Art. XXIII. Les sacrés Rites de la Religion pouvant être obser vés en vertu des Capitulations, il sera libre à l'Ambas sadeur vénitien de porter de nouvelles Demandes à ce suje devant le Trône impérial, et, à l'Exception de tels Articles qui seraient en Contradiction avec le présent Acte, tout ce qui a été déterminé par le Traité de Paix de Carlowitz, sera maintenu Art. XXIII. Les Marchands et autres Sujets de la République de Venise, arrivant dans le sublime Empire

ne devront point entrer inopinément avec leurs Flottes, Vaisseaux ou autres Bâtiments, dans les Ports de Constantinople, de Galata, d'Alexandrie en Arabie (Arabia Alexandriae (?)) et du Caire, ni dans les Mouillages et Baies de l'Enceinte de Gallipoli, mais ils devront, avant d'entrer, saluer les Commandants des Châteaux, et obtenir leur Permission, à moins que la Tempête ou les Pirates ne les mettent en Danger, et que, pour ne pas se perdre sur la Côte, ils soient obligés de prendre Terre; dans un tel Cas ils pourront entrer, mais, si faire se peut, ils doivent d'abord s'annoncer, et ne point avancer, avec un Appareil de Guerre, en Contravention à ce qui leur est permis. Les Contrevenants seront punis, sans que pour cela il puisse être fait aucun Reproche au Sénat de Venise.....

An XXIV. Lorsqu'un Bâtiment vénitien, faisant Voile pour l'Empire ottoman, battu par la Tempête, fera Naufrage, les Hommes qui échapperont seront laissés en Liberté, et les Biens sauvés seront remis aux véritables Propriétaires, et les Commandants et les Gens de leur Suite ne pourront point s'en empurer. De même, si un Bâtiment ottoman, pendant son Voyage de Retour, était battu par la Tempête et venait à faire Naufrage, les Hommes qui échapperont ne seront point molestés par les Vénitiens, et les Biens sauvés seront restitués, sans aucune Dispute ni Difficulté, aux véritables Propriétaires.....

Le Commerce étant le Fruit de la bienfaisante Paix, et produisant la Prospérité des États et Provinces, les Vénitiens pourront voyager par Terre et par Mer dans le Territoire ottoman, et se rendre, comme par le Passé, en toute Sûreté à Constantinople, à Smyrne, à l'Île de Chypre, à Tripoli de Syrie, à Alexandrie, au Caire, à Alep, et dans toutes les autres Échelles; et après qu'ils auront payé, à l'Instar des autres Nations amies de la Porte, un Droit de trois aspres pour cent de toutes les Marchandises importées et exportées '), on ne devra point les molester en exigeant d'eux d'autres ou de plus forts Impôts Les Marchands vénitiens et autres, ainsi que tous ceux qui apporteront quoi que ce soit dans le sublime Empire, payeront, sans que personne s'y oppose, aux Bayles et Consuls de Venise, sur toutes les Marchandises

¹⁾ Les Droits de Douane avaient été perçus jusque-là sur le pied de cinq pour cent. (Daru, l. c. T. VII. Liv, XXXIV. §, XVIII, p. 145.)

sujètes aux *Droits de Douane*, embarquées sur des *Bâtiments* vénitiens et importées sous le *Pavillon* de *Saint-Marc*, le *Droit* de *Cottimo* ') appelé *Droit de Consulat*.

Sur la Sollicitation du Bayle, Simon Contareni, la Porte consentit, le 20 Mai 1733, à déclarer perpétuellement obligatoire le Traité de Passaronitz 2).

§. 21.

PORTE ET VILLES HANSÉATIQUES.

Les Villes hanséatiques de Hambourg et de Lubeck avaient obtenu, par l'Art. I. de l'Acte signé entre l'Empereur Charles VI et la sublime Porte, le 25 Mai 1747, le Privilège de trafiquer dans les États ottomans, sous la Protection du Pavillon et des Lettres-patentes de S. M. impériale 3). Près d'un Siècle s'est écoulé depuis cette Stipulation avant que les Villa hanséatiques songeassent à négocier Elles-mêmes un Traité séparé d'Amitié, de Commerce et de Navigation avec la Porte.

Traité d'Amitié, de Commerce et de Navi-18 Mai. gation, entre la sublime Porte (Mahmoud II) et les Républiques libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg. Fait à Londres, le 18 Mai 1839, avec une Déclaration supplémentaire du 22 Mai de la même Année *).

..... Les Sujets et Citoyens des Hautes Parties contractantes pourront en toute Sécurité visiter leurs Possessions respectives, faire leur Commerce par Terre et par Mer, louer des Maisons et Magasins, et toujours ils seront respectés comme Individus, et ils jouiront réciproquement, en tout ce qui touche leurs Priviléges personnels et leur Droit de trafiquer et de faire leurs propres Affaires, de tous les Avantages dont jouissent, dans les Territoires des Hautes Parties contractantes, les Sujets et Citoyens des Nations les plus favorisées. En Cas de Guerre même, de l'une des Hautes Parties contractantes avec une autre Puissance, l'Amitié ne cessera pas d'exister entre Elles. Les Républiques hanséatiques, conservant leur Neutralité, recevront toujours avec les mêmes Égards le Pavillon et les Sujets ottomans ou Raayas, qui ne seront jamais inquiétés en rien, et pourront continuer leurs Relations commerciales. Par Réciprocité, le même Accueil sera fait par la sublime Porte aux Citoyens des Républiques hanséatiques, dont le Pavillon et la Propriété seront toujours respectés.

¹⁾ Voyez plus haut T. II. du Manuel, Part. I. Liv. II. Chap. II. Sect. I. Venise, p. 405, Col. 1. note 3.

²⁾ von Hammer, Geschichte, T. VII. Liv. LXVI. p. 449. — Omis dans Läugier, Le Bret,

Daru et Martens.

³⁾ Voyez plus haut p. 1441.

Imprimé séparément à Hambourg, 1839.
 in 4°. en français et en allemand.

Les Sujets de la sublime Porte, Négociants ou autres, qui se rendront sur le Territoire des Républiques hanséatiques, y seront regardés à leur Arrivée avec la même Distinction, et y jouiront des mêmes Avantages et des mêmes Priviléges que les Sujets des Nations les plus favorisées. De même, les Citoyens hanséatiques, Négociants ou autres, qui parcourront et visiteront les Mers, les Eaux, les Ports et tous les Pays de la sublime Porte, ou y habiteront, ne pourront y être vexés ou molestés, et payeront les mêmes Droits et autres Impôts que ceux auxquels sont soumis les Négociants et Sujets des Nations les plus favorisées. Les deux Parties accorderont des Passeports aux Voyageurs.

Les Citoyens des Républiques hanséatiques, qui voudraient visiter les Territoires de l'Empire ottoman, pourront le faire avec Sécurité, et, à cet Effet, ils obtiendront un "Laissez-passer" (Commandement impérial) 1), au moyen duquel ils ne rencontreront aucun Obstacle, et trouveront Protection et Assistance.

Dans tous les États de la sublime Porte, les Négociants hanséatiques ne seront jamais, pour aucun Motif, troublés en rien dans leurs Affaires, et l'on suivra, en général, à leur Égard les Coutumes établies à l'égard des Commerçants des Nations les plus favorisées. Ils pourront, pour leurs Affaires de Commerce, se servir de Courtiers de quelque Nation ou Religion que ce soit.

La sublime Porte pourra placer des Consuls et ViceConsuls (Schahbender) dans toutes les Villes et
Ports des Républiques hanséatiques; ils trouveront partout Aide
et Protection, et jouiront de toute la Distinction qui est due à
leur Caractère, et qui est accordée aux Personnes du même Rang
des Nations les plus favorisées, résidant dans les Républiques
hanséatiques. Les Républiques hanséatiques aussi pourront établir des Consuls ou Vice-Consuls, pris parmi leurs Citoyens,
ou parmi les Étrangers 2), qu'ils exercent ou non les Fonctions
consulaires au Service d'une autre Puissance, dans toutes les
Places, Ports ou Villes de Commerce des États de la sublime
Porte, là où Elles reconnaîtront que leurs Intérêts nécessitent

¹⁾ Voyez plus haut p. 1460. Col. 1. note 1. la Remarque au sujet de l'expression Laissez-passer.

2) Nous avons ajouté le mot parmi, pour rendre la Phrase plus intelligible.

leur Présence. La sublime Porte leur délivrera des Fermans ou Bérat, et il leur sera accordé la Protection, l'Assistance et la Distinction convenables.

Art. VII. Il ne sera point permis de réduire en Esclavage un Citoyen hanséatique, Négociant ou autre. De même, aucun Mahométan ou autre Sujet de la sublime Porte, ne sera fait Esclave dans les Républiques hanséatiques. A l'égard des Biens des Citoyens hanséatiques décédés dans les États de la sublime Porte, comme des Biens des Sujets ottomans décédés dans les Territoires des Républiques hanséatiques, les Usages, établis à l'égard de la Nation la plus favorisée, serviront de Règle.

Dans les Cas de Contestation ou de Procès entre des Sujets de la sublime Porte et des Citoyens hanséatiques, les Parties ne seront entendues, ni la Cause jugée qu'en présence du Drogman hanséatique. Toutes les Fois qu'il s'agira d'une Cause dont l'Objet dépassera en Valeur cinq cents piastres, elle sera soumise au Jugement de la sublime Porte, pour qu'Elle décide suivant les Lois de la Justice et de l'Équité. — Les Citoyens hanséatiques vaquant honnêtement et paisiblement à leurs Occupations ou à leur Commerce, ne pourront jamais être arrêtés ni molestés par les Autorités locales, mais en Cas de Crime ou de Délit, l'Affaire sera remise à leur Ministre, Chargé d'Affaires, Consul ou Vice-Consul, le plus voisin du Lieu où le Délit a été commis, et les Accusés seront jugés par lui selon l'Usage établi à l'égard des Francs.

toute Sûreté, sous leur propre Pavillon; mais dans aucun Cas ils ne pourront accorder leur Pavillon, soit aux Navires des Sujets ottomans, soit à ceux des autres Nations.—
Les Envoyés, Chargés d'Affaires, Consuls ou Vice-Consuls des Sénats des Républiques hanséatiques ne pourront jamais soustraire, publiquement ou secrètement, des Raayas à l'Autorité de la sublime Porte, ni les protéger par des Patentes.— Ils veilleront à ce qu'on ne s'écarte jamais en rien des Principes posés dans ce Traité et approuvés par les deux Parties contractantes. Et, en Considération de l'Étendue limitée des Territoires des Républiques de Lubeck, Brême et Hambourg, et de l'intime Liaison de Commerce et de Navigation subsistante entre ces Républiques, il est ici stipulé et convenu que tout Na-

vire appartenant exclusivement à un ou plusieurs Citoyens de l'une ou des autres desdites Républiques, pourvu que les trois Quarts de l'Équipage se composent de Citoyens ou Sujets de l'une ou plusieurs desdites Républiques, ou d'un ou de plusieurs des États de la Confédération germanique, ledit Navire sera considéré, pour tous les Objets de cette Convention, comme Navire appartenant à Lubeck, Brême ou Hambourg. Les Passeports '), régulièrement expédiés, formeront, entre les Hautes Parties contractantes, la Preuve de la Nationalité des Bâtiments ottomans et hanséatiques.

que les Sujets 1) et Citoyens des Républiques hanséatiques doivent adopter, le Cas arrivant qu'un Citoven ou Navire hanséatique fût pillé en Mer par un Sujet de la sublime Porte, qu'il appartienne aux Provinces en Afrique ou à toute autre Contrée, faisant partie de la Domination de S. M. ottomane, le Citoyen hanséatique on le Capitaine du Navire hanséatique ainsi pillé, lors de son Arrivée, dans quelque Port que ce soit, fera une Déclaration assermentée, dans les Formes usitées, à l'Autorité du Port pour constater les Circonstances de la Violence faite. Cette Déclaration sera appuyée par des Documents contenant les Réclamations d'Indemnité. Il s'adressera ensuite an Consul des Républiques hanséatiques, ou bien de l'une ou de l'autre de ces Républiques y résidant, et lorsqu'il n'y en aurait pas, au Consul d'une autre Nation, pour transmettre le Tout à Constantinople. Là, les Documents, constatant le Montant de la Réclamation, seront examinés, par qui il appartiendra, selon les Règles de la Justice de la sublime Porte ') et selon les Preuves servant à l'Appui. L'Autorité compétente décidera le Payement de l'Indemnité à effectuer par l'Offenseur ou Pirate dans le Terme de trois Mois, à dater du Jour du Jugement prononcé.

Dans le Cas où un Sujet de la sublime Porte, que cet Individu ou son Navire appartienne aux Provinces d'A-

¹⁾ Cest à dire, les Lettres de Mer (See-

²⁾ Cet Article accorde aux Hanséatiques le Passage à la Mer Noire, et stipule que la Porte fera protéger leurs Vaisseaux marchands contre toute Molestation ou Attaque des Régences d'Afrique, en les munissant des Fermans nécessaires à cet effet.

³⁾ La Version allemande porte Bewohner, il aurait donc fallu en français Habitants au lieu de Sujets.

⁴⁾ Cest à dire, selon les Principes de Droit suivis ou observés dans les Tribunaux ottomans; la Version allemande porte: nach den bei der Hohen Pforte geltenden Rechtsgrundsützen.

frique ou à toute autre Contrée, faisant partie de la Domination de S. M. ottomane, aurait éprouvé en Mer des Pertes ou des Dommages, par le Fait d'un Citoyen ou Capitaine hanséatique, l'Offensé devra constater sa Réclamation d'Indemnité par-devant l'Autorité compétente de celle des trois Républiques de Lubeck, Brême et Hambourg, à laquelle appartient l'Offenseur, et cette Autorité prononcera en conséquence l'Indemnité à payer au Sujet ottoman, dans l'Espace de trois Mois, à dater du Jour de l'Émission du Jugement. Cette Stipulation offrant une Garantie d'Indemnité à toute Réclamation fondée en Droit, il est expressément reconnu qu'il n'existe sous ce Rapport aucune Solidarité, ni entre les trois Républiques hanséatiques, ni entre leurs Citoyens, ni entre les Citoyens de l'une d'Elles, et de même, aucun Sujet ottoman ne sera responsable que pour 1 les Dettes qu'il a lui-même contractées.

Dans aucune Circonstance on ne pourra forcer les Propriétaires ou Capitaines des Vaisseaux marchands des Parties contractantes, à employer leurs Vaisseaux au Transport des Troupes, Munitions ou autres Objets de guerre? His auront la Liberté de refuser les Arrangements qu'on leur proposerait, et qui se trouveraient ne pas leur convenir.

Si un Vaisseau d'une des deux Parties contractantes vient à se réfugier dans les Ports ou dans la Jurisdiction de l'autre, pour se mettre à l'Abri de la Tempête, des Pirates, des Corsaires ou de quelque autre Accident, il sera reçu, protégé et traité avec Courtoisie à), et si un Vaisseau, d'une des deux Parties contractantes, venait à faire Naufrage sur les Côtes de l'autre, les Hommes de l'Equipage, qu'on aura pu sauver, recevront les Secours que réclame leur Position, et on déposera ou remettra entre les Mains bu d'Endroit le plus prochain, les Marchandises et les Objets qu'on aura pu sauver, pour être remis à leur Propriétaire; et quant aux Biens des Sujets ottomans, en pareil Cas, les Usages

Responsable régit la Préposition de et la Préposition à ou envers. (Dict. de l'Académie. Girault - Duvivier, Grammaire des Grammaires (Paris 1830. T. I. II. in 8°. 7 e édition.) T. I. p. 326.)

²⁾ c. à. d. Provisions de guerre (Kriegsbedürfnisse). Objets de guerre signifie, ce qui donne lieu à la guerre.

c. à. d. les Propositions qu'on leur ferait à cet égard; la Version allemande porte: alle desfalls an sie gerichteten Vorschlüge.

⁴⁾ La Version allemande porte: "50 soll "ihnen Aufnahme, Schutz und freundliche "Behandlung widerfahren."

⁵⁾ L'Imprimé précité porte par erreur "on déposera ou remettra au Consul."

établis dans les Républiques hanséatiques à l'égard des Nations les plus favorisées, serviront de Règle.

Art. XVIII. Quoique la présente Convention soit considérée comme commune aux trois Républiques libres et hanséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg, il est convenu néanmoins qu'il n'existe point de Solidarité entre leurs Gouvernements souverains 1), et que les Stipulations de la présente Convention resteront en pleine Force par rapport au Reste de ces Républiques, malgré leur Cessation par rapport à l'une ou à deux d'Elles 2).

Déclaration supplémentaire, pour écarter tout Sujet de Doute ou de fausse Interprétation du Traité ci-dessus, donnée par le Plénipotentiaire ottoman'), sur la Demande du Plénipotentiaire desdites Républiques'), en date de Londres, le 22 Mai 1839.

- 2. En stipulant (Art. XI.) que les Sujets ottomans et les Sujets hanséatiques ne sont responsables que pour les Dettes contractées par eux-mêmes, cela ne veut pas dire qu'ils ne seront pas responsables quand ils se seront rendus Garants ou Cautions d'une autre Personne quelconque.
- 3. Le Terme Citoyens (Bürger), employé passim 3) en parlant des Personnes dépendant des Républiques hanséatiques, a été exprimé dans le Texte turc par un Mot qui veut dire Sujets (Unterthanen), et qui comprend, sans Distinction de Foi religieuse et de Droits civils ou politiques, tous les Individus Sujets 6) des Républiques hanséatiques.
- 4. Par le mot piastre, on entend exclusivement la piastre turque de quarante paras.

 La Version allemande porte: "zwischen "den selbstständigen Regierungen derselben," est à dire, "entre les Gouvernements indé-"pendants respectifs."

2) Ce Passage, remarquablement mal rédigé, signifie, que si les Stipulations de la présente Convention viennent à cesser par rapport à l'unc desdites trois Républiques, ou à deux d'Elles, elles resteront néanmoins en pleine Force par rapport aux autres. La Version allemande porte: dafs die Bestimmungen der gegenwürtigen Convention, falls sie in Betreff der einen oder zweier der genannten Republiken megfallen mürden, nichts desto weniger für die übrigen in voller Kraft bleiben sollen.

3) Moustapha Rechid Pacha, un des Grands-

Vézirs et Dignitaires de l'Empire, Ministre des Affaires étrangères de la sublime Porte, Ambassadeur extraordinaire près la Cour de Londres.

4) Jacques Colquhoun, Docteur en Droit, Citoyen honoraire desdites Républiques et leur Agent diplomatique près l'illustre Gouvernement de S. M. la Reine (Victoire) du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande.

 Passim, mot latin qui signifie, sans choix, indistinctement, ça et là.

6) Le Traducteur aurait du dire soumis ou subordonnes, puisqu'il s'agissait précisément de remplacer le mot Sujet (Unterthan) par une autre qualification. La Version allemande porte , alle den hanseatischen Republiken unterge-,, benen Individuen."

SECTION XIII.

ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

§. 1.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ALGER.

Traité de Paix et d'Amitié entre les États5 Septembre. Unis de l'Amérique du Nord, et Hassan
Pacha, Dey d'Alger, son Diwan et ses Sujets,
conclu à Alger, le 5 Septembre 1795, qui répond au 21 de
la Lunc de Safer, l'An 1210 de l'Hégire 1) 2). (Original en
arabe et en anglais.)

Tous les Bâtiments de guerre, appartenant à cette Régence, qui rencontreront des Bâtiments marchands appartenant à des Citoyens des États-Unis, auront la Faculté de les visiter, mais ils ne pourront y employer que deux Personnes, en outre de celles qui se trouvent comme Rameurs dans la Chaloupe '), et il n'y aura, à moins d'une Permission expresse de la part du Capitaine dudit Bâtiment, que ces deux Personnes seulement, qui pourront monter à bord, et, après qu'elles auront examiné le Passeport, elles permettront immédiatement audit Bâtiment de continuer son Voyage sans le molester.

Tous les Bâtiments de guerre appartenant aux États-Unis de l'Amérique du Nord, qui rencontreront un Croiseur algérien, après avoir vu son Passeport et le Certificat du Consul des États-Unis de l'Amérique du Nord, résidant près de cette Régence, lui permettront de continuer sa Croisière sans le molester. On n'accordera des Passeports à aucun Bâtiment, qui ne soit absolument la Propriété d'un Citoyen des États-Unis, et il sera alloué un Terme de dixhuit Mois, pour munir les Bâtiments des États-Unis des Passeports nécessaires.

Art. VI. Si quelque Bâtiment appartenant aux États-Unis de l'Amérique du Nord, vient à échouer sur la Côte de

¹⁾ Imprimé séparément à Philadelphie, en 1796, in 12º. — Collection of State-Papers, T. III. Part. II. p. 33. — Jon. Elliot, 1. c. p. 421. — Martens, Recueil, T. VI. p. 553. — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais rapporté par Elliot.

²⁾ En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 5 Septembre 1795, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 2 Rebiul' Ewel et non le 21 Safer 1210.

Les mots "dans la Chaloupe" necessaires pour l'intelligence de la phrase, ne se trouvent point dans le Texte anglais.

cette Régence, il recevra toute Assistance possible de la part des Sujets de cette Régence; il sera permis de réembarquer tous les Biens sauvés du Naufrage, sans payer aucun Droit de Douane.

Tous les Bâtiments de guerre, appartenant aux États-Unis de l'Amérique du Nord, recevront gratis '), en jetant l'Ancre dans les Ports de cette Régence, les Présents d'Usage en Provisions et Rafraîchissements.

Si quelque Esclave de cette Régence venait à se sauver à bord d'un desdits Bâtiments, il devra être immédiatement rendu; on ne pourra point s'excuser en prétextant que ledit Esclave s'est caché parmi les Gens de l'Équipage, ni faire valoir aucune autre Méprise.

Aucun Citoyen des États-Unis de l'Amérique du Nord ne pourra être forcé de racheter des Esclaves contre son Gré, quand même ce serait son propre Frère; ni non plus aucun Propriétaire d'un Esclave ne pourra être forcé de le rendre contre son Gré; mais toutes les Transactions pareilles devront être faites du Consentement mutuel des Parties.....

Art. XIII. Si quelque Citoyen des États-Unis de l'Amérique du Nord vient à mourir dans le Territoire de cette Résence, le Dey et ses Sujets ne pourront point s'ingérer dans ce qui concerne la Propriété du Défunt; mais elle devra être sous la Surveillance immédiate du Consul, à moins qu'il n'en ait été autrement disposé par Testament. S'il n'y a point de Consul, les Effets seront déposés entre les Mains d'une Personne digne de Confiance, jusqu'au Moment où s'annoncera la Partie qui aura le Droit de les réclamer, et alors il en sera rendu Compte. Ni le Dey ni le Diwan n'empêcheront l'Exécution de quelque Testament qui pourrait être trouvé.

Art. XIV. Aucun Citoyen des États-Unis de l'Amérique du Nord ne sera forcé d'acheter des Marchandises contre son Gré, mais au contraire, il leur sera permis d'acheter tout ce qui leur plaira.

Le Consul des États-Unis d'Amérique, ni aucun autre Ci-

Dans l'ancienne Université de Paris, l'Éta-

blissement du gratis, l'Établissement de l'instruction gratuite.

Dire une chose gratis, avancer une proposition ou un fait, sans en apporter la preuve. Cette phrase a vieilli. (Dict. de l'Académic.)

Gratis (on prononce l's). Mot emprunté du latin. Gratuitement, par pure grâce, sans qu'il en coûte rien. Il est quelquesois substantis. Il a obtenu le gratis de ses bulles.

toyen, ne seront responsables des Dettes contractées par un autre Individu quelconque de leur Nation, à moins de s'y être engagé antérieurement par une Obligation écrite.

Si le Dey désire de frêter un Bâtiment américain qui se trouve, soit dans un des Ports de la Régence, soit en Turquie, ledit Bâtiment n'étant point engagé par d'autres, le Dey s'attend qu'en raison de l'Amitié qui subsiste entre les deux Nations, on lui accordera la Préférence, en payant le même Frêt qui pourrait être offert par quelqu'un d'une autre Nation.

Toutes les Contestations ou Procès, qui pourront survenir entre les Sujets de la Régence et les Citoyens des États-Unis de l'Amérique du Nord, seront décidés par le Dey en personne, et non par d'autres.

Les Contestations qui surviendront entre les Sujets des États-Unis, seront décidées par le Consul, puisque dans de tels Cas lesdits Sujets ne sont point soumis aux Lois de cette Régence.

Arl. XVI. S'il arrivait qu'un Citoyen des États-Unis de l'Amérique du Nord, vint à frapper, blesser ou tuer un Sujet de cette Régence, il sera puni de la même Manière que le serait un Turc, et non avec plus de Sévérité. Si un Citoyen des États-Unis de l'Amérique, se trouvant dans le Cas susmentionné, venait à s'échapper de la Prison, le Consul ne pourra point en être rendu responsable.

Art. XVII. Le Consul des États-Unis de l'Amérique du Nord jouira de la plus grande Sûreté personnelle pour lui et tous les Gens de sa Maison; il aura la Liberté d'exercer sa Religion dans sa propre Maison; on n'empêchera point les Esclaves, qui sont de la même Religion, de se rendre à la Maison du Consul aux Heures du Service divin.

Le Consul aura la Liberté de voyager, chaque fois qu'il lui plaira, dans l'Étendue du Territoire de la Régence, et il jouira de la plus grande Sûreté personnelle; il aura aussi la Faculté de se rendre à bord de tout Bâtiment mouillé dans Notre Rade, chaque fois qu'il le jugera à propos.

Le Consul aura la Permission de nommer son propre Drogman et son Courtier.

Art. XVIII. Si la Guerre venait à éclater entre les deux Nations, le Consul des États-Unis de l'Amérique du Nord, et tous les Citoyens desdits États, auront la Permission de

s'embarquer sans aucun Empêchement avec leur Propriété à bord de tels Bâtiments qu'ils jugeront convenables.

Lorsqu'un Bâtiment de guerre, appartenant aux États-Unis de l'Amérique du Nord, aura jeté l'Ancre dans Nos Ports, le Consul devra informer le Dey de l'Arrivée dudit Bâtiment, qui sera salué par 21 Coups de Canon, et qui répondra à ce Salut par le même Nombre ou Quantité de Coups. Et le Dey enverra gratis, ainsi que cela est d'Usage, des Provisions fraîches à bord.

On n'exigera du Consul des États-Unis de l'Amérique du Nord le Payement d'aucun Droit, pour les Objets quelconques qu'il apporte d'un Pays étranger, à l'Usage de sa Maison et de sa Famille.

Si quelque Désaccord entre les Sujets des États-Unis et les Sujets de cette Régence, ou bien quelque Infraction à un Article quelconque du présent Traité, venait à avoir lieu, on ne déclarera point immédiatement la Guerre, mais on examinera régulièrement tout ce qui se sera passé, et Réparation sera faite à la Partie lésée.....

Nous, le Dey et Diwan, promettons d'observer saintement et inviolablement, les Articles contenus dans le présent Traité, à condition que les États-Unis payeront annuellement la Valeur de douze mille sequins d'Alger 1) en Munitions navales. Dans le Cas que les États-Unis enverraient une Quantité excédant cette Valeur, le Surplus sera payé en Argent par le Dey et la Régence

La Paix, établie sur la Base du Traité qui précède, fut interrompue en 1812, une Contestation s'étant élevée entre le Dey et le Consul-général des États-Unis, au sujet de la Somme due par ces derniers à la Régence. Le Consul, en arrêtant les Comples, fixait cette Somme à 15,826 dollars, la Régence au contraire en réclamait 27,000; elle refusa d'accepter les Manitions apportées par le Bâtiment américain nommé Allegany, et menaça le Consul de réduire en Eschavage tous les Américains résidant à Alger, de confisquer le Bâtiment et de déclarer la Guerre aux États-Unis, si la Somme demandée n'était pas acquittée dans l'Espace de ciny Jours. Après avoir fait de grands Sacrifices pour se procurer cette Somme dans le Terme fixé, le Consul-général et tous les Américains qui se trouvaient à Alger, s'embarquèrent sur l'Allegany et quit-térent le Pays 2). Les Rapports de bonne Intelligence ne furent rétablis qu'en 1815. Après que le Commodore Decatur eut battu l'Escadre algérienne, et menacé la Ville d'Alger d'un Bombardement, le Dey consentit à renouveler le Traité de Paix; il renonça formellement à toute

United States to Algiers, stating the circumstances preceding and attending his departure from that Regency, communicated November 17, 1812. — Comparez plus haut p. 173. Col. 2. continuation de la note 3. de la p. 171. Col. 1.

¹⁾ Les 12,000 sequins d'Alger, répondent à 21,600 dollars d'Amérique.

²⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 426. note. — Voyez Message of the President of the United States to Congress, transmitting copies of a letter from Tobias Lear, Consul-general of the

espèce de Tribut 1), relacho tous les Américains captifs, restitua les Propriétés retenues, et paya une Indemnité de 10,000 dollars entre les Mains du Consul-général des États-Unis (Art. III. et IV. du Traité du 30 Juin 1815.).

Traité de Paix et d'Amitié entre les États1815,
30 Juin.
Unis de l'Amérique du Nord, et Son Altesse
Omer Pacha, Dey d'Alger, conclu à Alger, le
30 Juin 1815 2). (Original en arabe et en anglais.)

A dater de la Conclusion du présent Traité, il y aura Paix et Amitié constante, inviolable et universelle. entre le Président et les Citoyens des États-Unis d'Amérique d'une part, et le Dey et les Sujets de la Régence d'Alger en Barbarie de l'autre part, ainsi qu'il a été convenu par le libre Consentement des deux Parties, et aux Conditions ') des Nations les plus favorisées: et si l'une ou l'autre des deux Parties accordait à l'avenir à une autre Nation quelconque quelque Faveur particulière ou Privilége pour la Navigation ou le Commerce, la telle Faveur ou le tel Privilége deviendra immédiatement commun à l'autre Partie, et cela gratuitement, si la Concession est conditionnelle, les Parties contractantes auront le Choix d'accepter, de modifier ou de rejeter les telles Conditions, suivant que cela sera le plus conforme à leurs Intérêts respectifs.

Art. II. Il est clairement entendu (distinctly understood) entre les deux Parties contractantes, que le Dey et la Régence d'Alger n'exigeront en aucun Tems et sous aucun Prétexte, de la part des États-Unis d'Amérique, un Tribut, ni à titre de Présent biennal, ni sous aucun autre Nom ou Forme').

L'Art. VII. reproduit la Stipulation enoncée dans l'Art. IV. du Traité de 1795 (Voyez plus haut p. 1498.), et contient de plus la Disposition suivante:

..... et si quelque Sujet d'Alger insultait ou molestait le Commandant ou quelque autre Personne à bord du Navire ainsi visité, ou s'il dérobait quelque Chose de la Propriété (plunder any of the property) contenue dans ledit Navire, sur la

¹⁾ Saalfeld, Allgemeine Geschichte der neuesten Zeit, T. IV. Part. II. p. 315.

²⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 427. (en anglais.) — Une Traduction française, très incorrecte, tirée du Journal de Francfort, 1816. No. 136. 137. se trouve dans Martens, Recucil, Supplém. T. VI. p. 596. Cette Traduction porte la fausse date du 3 Juillet, 30 de la Lune (?).

La Traduction française, que nous donnons,

a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.

³⁾ Le Texte anglais porte "and on the terms "of the most favoured Nations," ce qui, dans la Traduction donnée par Martens, est rendu par "dans les termes des Nations les plus "favorisées."

⁴⁾ Cet Article ne se trouve point dans la Traduction donnée par Martens.

Plainte faite par le Consul des États-Unis résidant à Alger, et sur la Production par ledit Consul de Preuves suffisantes pour établir le Fait, le Commandant ou Reïs ') dudit Bâtiment ou Vaisseau de guerre algérien, ainsi que les Contrevenants (as well as the offenders), seront punis de la Manière la plus exemplaire.

Si un Bâtiment de l'une des Parties contractantes venait à échouer sur le Territoire de l'autre, toute l'Assistance nécessaire sera donnée à son Équipage, on ne permettra point de Pillage, et la Propriété restera à la Disposition des Propriétaires; et si ladite Propriété devait être rembarquée à bord de quelque Bâtiment, pour être exportée, on ne pourra en exiger ni Douane ni autres Droits d'aucune Espèce, et l'Équipage sera protégé et secouru, jusqu'à ce qu'il soit renvoyé dans son propre Pays. (Comparez plus haut p. 1498. l'Art. VI. du Traité de 1795.)

Il est déclaré que le Commerce entre les États-Unis d'Amérique et la Régence d'Alger, la Protection à accorder aux Marchands, Patrons de Navires et Matelots, le Droit d'établir des Consuls, et les Priviléges, Immunités et Droits de Jurisdiction, dont devront jouir lesdits Consuls, seront réciproquement établis, sous tous les Rapports, sur le Pied des Nations les plus favorisées.

Art. XIII. Le Consul des États-Unis d'Amérique ne sera point responsable des Dettes contractées par des Citoyens de sa propre Nation, à moins de s'y être antérieurement obligé par une Obligation écrite. (Comparez plus haut p. 1499. le second Alinéa de l'Art. XIV. du Traité de 1795.)

Lorsqu'un ou plusieurs Bâtiments de guerre, appartenant aux États-Unis, jetteront l'Ancre devant la Ville d'Alger, le Consul devra informer le Dey de leur Arrivée, après quoi lesdits Bâtiments recevront le Salut établi en pareille Occasion par les Traités ou par l'Usage envers les Vaisseaux de guerre des Nations les plus favorisées, lequel sera rendu Coup par Coup; et si, après l'Arrivée desdits Bâtiments, ainsi annoncée, des Chrétiens, de quelque Condition que ce soit, Captifs à Alger, s'évadaient et se refugiaient à bord d'un desdits Bâti-

¹⁾ Reis, Tete, Chef, Patron, Capitaine de Navire marchand. (Kieffer et Bianchi, Diet. turc-français, T. l. p. 611. Col. 2.)

ments, on ne pourra point prétendre qu'ils soient rendus, et ni le Consul des États-Unis, ni les Commandants desdits Bâtiments, ne pourront être requis de payer la moindre Chose pour lesdits Chrétiens. (Comparez plus haut p. 1499. l'Art. XI. du Traité de 1795.)

Comme le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'a en lui-même aucun Caractère d'Inimitié contre les Lois, la Religion et la Tranquillité d'aucune Nation, et comme lesdits États ne sont jamais entrés volontairement en Guerre, et n'ont commis aucun Acte d'Hostilité, excepté pour la Défense de leurs justes Droits en pleine Mer (on the high seas). il est déclaré par les deux Parties contractantes, qu'aucun Prétexte, fondé sur les Opinions religieuses, ne produira jamais une Interruption de la bonne Harmonie existante entre les deux Nations; et les Consuls et Agents des deux Nations auront la Liberté de célébrer les Rites de leurs Religions respectives dans leurs propres Maisons. (Comparez plus haut p. 1500. l'Art. XVII. du Traité de 1795.) 1.

Les Consuls auront réciproquement Liberté et Sûreté personnelle pour voyager dans les Territoires respectifs, tant par Terre que par Mer, et on ne les empêchera point de se rendre à bord de tel Bâtiment qu'il leur paraîtra convenable de risiter; ils auront également la Liberté de nommer leur propre Drogman et leur Courtier. (Comparez plus haut p. 1500. le second et troisième Alinéa de l'Art. XVII. du Traité de 1795.)

Dans le Cas de quelque Dispute provenant d'une Violation de quelque Article du présent Traité, on n'aura point Recours aux Armes, et ne déclarera point la Guerre, sous quelque Prétexte que ce puisse être; mais, si le Consul résidant dans l'Endroit où la Dispute s'élévera, ne réussit point à la terminer, le Gouvernement de ce Pays exposera ses Griefs dans une Représentation écrite et la transmettra au Gouvernement de l'autre Pays, et il sera accordé un Terme de trois Mois 2) pour le Retour des Réponses, pendant lequel Terme

La Traduction française, donnée par Martens, contient de plus la Disposition suivante, qui ne se trouve point dans le Texte anglais, rapporté par Elliot, savoir:

[&]quot;On ne pourra empêcher les Esclares de la

[&]quot;mème Religion d'aller dans la Maison du "Consul des États-Unis résidant à Alger, à "l'heure de la Prière."

²⁾ La Traduction précitée porte "365 Jours" au lieu de "trois Mois."

aucun Acte d'Hostilité ne sera permis par Pune ni par Pautre des deux Parties; et dans le Cas où les Griefs ne seraient point redressés, et qu'il en résultât une Guerre, les Consuls, Citoyens et Sujets des deux Parties auront réciproquement la Permission de s'embarquer avec leurs Effets, sans être molestés, à bord de tel Bâtiment ou Bâtiments qu'ils jugeront à propos, un Terme raisonnable étant accordé à cet Effet. (Comparez plus haut p. 1501. l'Art. XXII. du Traité de 1795.)

Ant. XIX. Si quelques Citoyens des États-Unis, on quelques autres Personnes sous leur Protection, avaient quelque Dispute entre eux, le Consul décidera entre les deux Parties; et toutes les Fois que le Consul requerra l'Aide ou l'Assistance du Gouvernement d'Alger pour exécuter sa Décision, il l'obtiendra immédiatement; et si quelque Dispute s'élevait entre quelques Citoyens des États-Unis et des Citoyens ou Sujets d'une autre Nation quelconque, ayant un Consul ou Agent à Alger, de telles Disputes seront terminées par les Consuls ou Agents des Nations respectives; et les Disputes ou Procès qui pourraient avoir lieu entre des Citoyens des États-Unis et des Sujets de la Régence d'Alger, seront décidées par le Dey en personne, et non par d'autres. (Comparez plus haut p. 1500. l'Art. XV. du Traité de 1795.)

An. XX. Si un Citoyen des États-Unis frappait, blessait ou tuait un Sujet d'Alger, ou bien si un Sujet d'Alger frappait, blessait ou tuait un Citoyen des États-Unis, on procédera conformément à la Loi du Pays, et Justice impartiale (equal justice) sera rendue, le Consul assistant au Jugement; mais la Punition, prononcée par Sentence contre un Citoyen américain, ne sera ni plus forte ni plus sévère, que serait celle contre un Turc, qui se trouverait dans le même Cas; et, si quelque Délinquant prenaît la Fuite, le Consul ne sera en aucune Manière responsable du Fugitif. (Comparez plus haut p. 1500. l'Art. XVI. du Traité de 1795.)

Art. XXI. On n'exigera du Consul des États-Unis d'Amérique aucune Douane ni autre Droit, pour aucune Espèce d'Objets qu'il importera d'un Pays étranger, à l'Usage de sa Maison et de sa Famille. (Comparez plus haut p. 1501. l'Art. XXI. du Traité de 1795.)

III.

Art. XXII. Si quelque Citoyen des États-Unis d'Amérique venait à mourir dans l'Étendue du Territoire de la Régence, le Dey et ses Sujets ne pourront point s'ingérer dans ce qui concerne la Propriété du Défunt, mais ladite Propriété sera sous la Surveillance immédiate du Consul, à moins que par Testament il n'en ait été disposé autrement. S'il n'y avait point de Consul (sur les Lieux), les Effets seront déposés entre les Mains d'une Personne digne de Confiance, jusqu'à ce que la Partie, qui aura le Droit de les réclamer, s'annoncera, et alors il sera rendu Compte de la Propriété. Ni le Dey, ni ses Sujets, n'empêcheront l'Éxécution de quelque Testament qui pourrait être trouvé. (Comp. plus haut p. 1499. l'Art. XIII. du Traité de 1795.)

Après une courte Interruption de la Paix entre les deux Partics, le Traité du 30 Juin 1815 fut renouvelé mot à mot, le 22 Décembre 1816 1), à l'Exception toutefois de l'Art. XVIII. concernant la Vente, dans les Ports de la Régence d'Alger, des Prises faites par les Américains sur quelque autre Puissance, les États-Unis ayant spontanément renoncé à cette Stipulation en leur Faveur.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Alger, un Consul 2).

§. 2.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET AUTRICHE.

(Voyez plus haut Sect. XI. §, 12. p. 1398.)

§. 3.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET BELGIQUE.

Le Traité de Commerce et de Navigation, négocié entre les États-Unis d'Amérique et la Belgique, n'ayant pas encore été ratifié, les Relations commerciales entre les deux Pays sont provisoirement maintenues sur la Base du Traité existant entre les États-Unis et le Royaume des Pays-Bas. (Voyez plus haut Sect. VI. §. 13, p. 908.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Anvers et à Ostende, des Consuls,
- à Gand, un Agent consulaire 1).

1) Traité de Paix et d'Amitié concluentre les États-Unis d'Amérique et le Dey et la Régence d'Alger; fait au Palais du Gouvernement à Alger, le 22 Décembre 1816, qui répond au 3 de la Lune de Safer 1232 de l'Hégire. (Original en arabe et en anglais.) [Acts passed at the first Session of the seventeenth Congress of the United-States, p. 117. — Jon. Elliot, l. c. p. 432. — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. IX. Part. II. p. 6, (en anglais.)]

2) List of Ministers, Consuls and other diplomatic and commercial Agents of the United-States in foreign Countries, and of the Places of their Residence. Department of State, April 1. 1839, p. 10. — Almanach de Gotha, 1840, p. 38.

3) List of Ministers, Consuls, etc. p. 6.— Almanach royal de Belgique, 1841. Part. l. Chap. IV. Sect. I. §. II. p. 53.— Almanach de Gotha, 1840. p. 12. 13.

La Belgique entretient:

- à Baltimore, Boston, Charleston, Mobile, New-York, Nouvelle-Orléans, Philadelphie, Portland, Richmond et à Savannah, des Consuls,
- à Apalachicola, Eastport, Key-West et à Norfolk, des Vice-Consuls ').

§. 4.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET BRÉSIL.

Traité de Paix, d'Amitié, de Commerce 1828, 12 Décembre. et de Navigation entre les États-Unis de l'Amérique du Nord, et S. M. l'Empercur du Brésil (Don Pedro I), conclu à Rio de Janeiro, le 12 Décembre 1828 ²).

An. II. Les États-Unis d'Amérique et S. M. l'Empereur du Brésil désirant vivre en Paix et Harmonie avec toutes les Nations de la Terre, en suivant une Politique franche et également umicale envers toutes, s'engagent mutuellement à ne point accorder à d'autres Nations aucune Faveur particulière, sous le Rapport du Commerce et de la Navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'autre Partie, laquelle en jouira gratuitement, si la Concession a été faite gratuitement, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle. Il est entendu toutefois que les Relations et les Conventions, qui existent actuellement, ou qui pourraient exister à l'avenir, entre le Brésil et le Portugal, forment une Exception au présent Article.

De même, les deux Hautes Parties contractantes, désirant établir le Commerce et la Navigation de leurs Pays respectifs, sur une Base libérale de parfaite Égalité et Réciprocité, conviennent mutuellement que les Citoyens et Sujets de l'une d'Elles pourront fréquenter toutes les Côtes et Pays de l'autre, y résider et trafiquer dans toute Espèce de Pro-

¹⁾ Almanach royal de Belgique, 1841. P. I. Chap. IV. Sect. II. §. II. p. 56. — Almanach de Gotha, 1840. p. 2—7.

²⁾ Acts passed at the first Session of the twenty-first Congress of the United-States, Append. p. 1. — Laws of the United-States (du 3 Mars 1827 au 31 Mars 1833), T. VIII.

p. 910. — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. XIII. p. 54. (en anglais.) — Ce Traité est omis dans le Recueil de M.M. d'Hauterive et de Cussy. — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte publié dans le Recueil précité des Lois des États-Unis.

duits, Manufactures et Marchandises, et qu'ils jouiront de tous les Droits, Priviléges et Exemptions, en fait de Commerce et de Navigation, dont jouissent ou pourraient jouir à l'avenir les Citoyens ou Sujets natifs du Pays, en se soumettant aux Lois, Décrets et Usages y établis, auxquels les Citoyens ou Sujets natifs du Pays sont soumis. Mais il est entendu que dans le présent Article n'est point compris le Commerce de Cabotage de l'un et l'autre Pays, que les Parties respectives se réservent de régler conformément aux Lois de chaque Pays (a c c or ding to their own separate Laws).

Il est de même convenu que tous les Marchands, Commandants de Bâtiments, et autres Citoyens ou Sujets de l'un et l'autre Pays, auront pleine Liberté de conduire euxmêmes leurs propres Affaires dans tous les Ports et Lieux soumis à la Jurisdiction de l'une et l'autre Partie, tant pour ce qui concerne la Consignation 1) et la Vente de leurs Denrées et Marchandises, tant en gros qu'en détail, que pour ce qui concerne le Chargement, le Déchargement et l'Expédition de leurs Bâtiments, devant être traités, dans tous les Cas ici spécifiés, comme Citoyens ou Sujets du Pays dans lequel ils résident, ou du moins être placés sur le même Pied que les Sujets ou Citoyens des Nations les plus favorisées.

Les Citoyens et Sujets des deux Parties contractantes ne pourront être soumis à aucun Embargo, ni
ne pourra-t-on les retenir avec leurs Bâtiments, Cargaisons,
ou Marchandises ou Effets, pour aucune Expédition militaire
ni pour Utilité publique ou particulière quelconque, à moins
d'accorder à ceux qui y sont intéressés, une Indemnité suffisante.

Art. VIII.
Toutes les Fois que les Citoyens ou Sujets de l'une
des Parties contractantes seront forcés, par la Violence

 Consignation, en Termes de Commerce maritime, Commission donnée à quelqu'un de recevoir et de vendre des Marchandises pour le Compte de celui qui les envoie.

Consigner, remettre, adresser. Pai ordonné de consigner ce ballot à votre commissionnaire, c. à. d. de le lui remettre. Je vous consigne vingt caisses de sucre par les rouliers d'Orléans, pour dire, je vous les adresse.

On dit aussi en ce sens, Consigner un vaisseau, le remettre entre les mains du marchand qui doit en faire le chargement.

Les Consignataires de la Cargaison d'un

Vaisseau sont ceux entre les mains de qui doit en être fait la Consignation; ils sont nommés sur le connaissement des Marchandises. (Dict. de l'Académie. — Encyclopédie méthodique, Commerce, T. l. p. 718. Col. 1. — Savary, Dict. de Commerce, T. l. Col. 1461. — Dictionnaire universel de Commerce, etc., par une Société de Négociants, de Jurisconsultes et de Personnes employées dans l'Administration (Paris 1805. T. l. II. in 49). T. l. p. 488. Col. 2. — Pardessus, Cours de Droit commercial, T. V. Table des Matières, p. 415. Art. Commission, Commissionnaires.)

de la Tempête ou la Poursuite de Pirates ou Ennemis, de chercher Refuge ou Asyle dans les Rivières, Baies, Ports ou Domaines de l'autre, avec leurs Bâtiments, soit marchands soit de guerre, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers, ils seront reçus et traités avec Humanité, en leur donnant l'Aide et la Protection nécessaire pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant en état de continuer leur Voyage sans aucune Espèce d'Obstacle ou d'Empêchement.

Si quelque Bâtiment, appartenant aux Citoyens ou Sujets de l'une des Parties contractantes, venait à faire Naufrage, à couler bas ou à souffrir un Dommage quelconque, sur les Côtes ou dans les Domaines de l'autre, il sera donné toute Espèce d'Assistance et de Protection, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Bâtiments de la Nation chez laquelle l'Accident a lieu, en permettant de décharger ledit Bâtiment, si cela est nécessaire, de ses Marchandises et Effets, sans exiger pour cela aucune Espèce de Droit, Impôt ou Contribution, jusqu'à ce qu'ils soient exportés, à moins qu'ils ne soient destinés à être consommés.

Les Citoyens ou Sujets de l'une des Parties contractantes auront la Faculté de disposer, dans la Jurisdiction de l'autre, de leurs Biens personnels, par Vente, Donation, Testament ou de toute autre Manière, et leurs Représentants (Héritiers), étant Citoyens ou Sujets de l'autre Partie, succederont auxdits Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres agissant pour eux, et en disposer à leur Volonté, ne payant d'autres Redevances que celles que payeraient dans le même Cas les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens; et dans le Cas qu'il s'agirait de Biens immeubles, lesdits Héritiers, à cause de leur qualité d'Étrangers, étant empêchés d'entrer en Possession de l'Héritage, on leur accordera un Terme de trois Ans, pour en disposer selon qu'ils jugeront convenable, et retirer le Produit, sans être molestés, et sans acquitter d'autres Charges que celles qui sont établies par les Lois du Pays.

Art. All. Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent formellement d'accorder leur Protection spéciale

aux Personnes et à la Propriété des Citoyens et Sujets respectifs, quelle que soit l'Occupation à laquelle ils se livrent dans les Territoires soumis à la Jurisdiction de l'une ou l'autre Partie, passagers ou domiciliés, leur laissant un libre Accès aux Tribunaux de Justice pour leurs Affaires judiciaires, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Naturels ou Citoyens et Sujets du Pays où ils se trouvent; et ils pourront, dans lesdites Affaires, employer pour la Défense de leurs Droits, dans tous leurs Procès (in all their trials at law), tels Avocats, Solliciteurs (Procureurs), Notaires, Agents et Facteurs qu'ils jugeront à propos.

Art. XIII. Il est de même convenu que les Citoyens ou Sujets des deux Parties contractantes, jouiront, dans les Pays soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre, de la plus parfaite et entière Sûreté de Conscience, sans être exposés à être inquiétés ou molestés à cause de leur Croyance religieuse, aussi longtems qu'ils respecteront les Lois et les Usages établis du Pays. De plus, des Citoyens ou Sujets de l'une des Parties contractantes venant à mourir dans le Territoire de l'autre, les Corps seront inhumés dans les Cimetières ordinaires (usual burying grounds), ou dans d'autres Lieux décents et convenables, et protégés contre toute Violation ou Perturbation (violation or disturbance).

L'Art. XIV. établit en principe que le Pavillon couvre la Cargaison.

Si, par une Fatalité, qu'on ne saurait prévoir et que Dieu veuille ne pas permettre! les deux Parties contractantes venaient à se faire la Guerre, Elles sont convenues et conviennent, maintenant pour alors, qu'un Terme de six Mois sera accordé aux Marchands résidant sur les Côtes ou dans les Ports de l'une ou l'autre Partie, et un Terme d'un An à ceux qui demeurent dans l'Intérieur du Pays, pour arranger leurs Affaires, et transporter leurs Effets partout où ils voudront, leur donnant le Sauf-Conduit nécessaire, qui leur servira de Protection jusqu'au Port désigné. Les Citoyens exerçant toute autre Sorte d'Occupation, qui pourraient être établis dans les Territoires ou Domaines des États-Unis ou de la République de Colombie, seront respectés et maintenus dans la pleine Jouissance de leur Liberté personnelle et de leur Propriété, à moins que leur Conduite particulière ne leur fasse perdre cette Pro-

tection, que les Parties contractantes s'engagent de leur accorder par principe d'Humanité (in consideration of humanity).

Ni les Dettes dues par des Individus d'une Nation à des Individus de l'autre Nation, ni les Actions, ni le Numéraire qu'ils pourraient posséder, soit dans les Fonds publics, soit dans des Banques publiques ou privées, ne seront jamais séquestrés ou confisqués dans le Cas d'une Guerre ou d'une Contestation entre les deux Nations (national difference).

Art. XXVII. Les deux Parties contractantes, désirant éviter toute Disparité dans leurs Communications publiques et leurs Relations officielles, sont convenues et conviennent d'accorder à leurs Envoyés, Ministres et autres Agents publics, les mêmes Faveurs, Immunités et Exemptions que celles dont jouissent actuellement, ou pourraient jouir à l'arenir, ceux des Nations les plus favorisées, étant entendu que les Faveurs, Immunités ou Priviléges quelconques, que les États-Unis d'Amérique ou l'Empire du Brésil jugeront convenable d'accorder aux Ministres et Agents publics de quelque autre Puissance, seront étendus, ipso facto 1), à ceux des Parties contractantes.

Ari. XXVIII. Afin de rendre plus efficace la Protection que les États-Unis et l'Empire du Brésil accorderont à l'avenir à la Navigation et au Commerce des Citoyens et Sujets respectifs, les deux Parties conviennent de recevoir et d'admettre des Consuls et Vice-Consuls dans tous les Ports ouverts au Commerce étranger, qui y jouiront de tous les Droits, Prérogatives et Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Nations les plus favorisées; chacune des Parties contractantes restant libre néanmoins d'excepter tels Ports et Lieux où l'Admission et la Résidence de tels Consuls ne paraîtra point convenable.

Afin que les Consuls et Vice-Consuls des deux Parties contractantes puissent jouir des Droits, Prérogatives et Immunités qui leur appartiennent, en raison de leur Caractère public, ils devront, avant d'entrer dans l'Exercice de leurs Fonctions, produire leurs Commissions ou Patentes en due Forme au Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités; el, après avoir obtenu leur Exéquatur, ils seront regardés et considérés

¹⁾ Ipso facto. Expression adverbiale, empruntée-du latin, qui se dit de tout ce qui suit (Diet. de l'Académie.)

comme tels, par toutes les Autorités, les Magistrats et les Habitants du District consulaire dans lequel ils résident.

Art. XXX. Il est également convenu que les Consuls, leurs Secrétaires et Employés, ainsi que les Personnes attachées au Service des Consuls, bien entendu que ce ne soient point des Citoyens ou Sujets du Pays dans lequel le Consul réside, seront exempts de tout Service public, et de toute Espèce de Taxes, Impôts ou Contributions, excepté celles qu'ils seront obligés de payer en raison du Commerce et de leur Propriété, et auxquelles sont soumis les Citoyens, soit Sujets soit Habitants naturels et Étrangers du Pays dans lequel ils résident; demeurant pour toute autre Chose soumis aux Lois des États respectifs.

Les Archives et Papiers du Consulat seront inviolablement respectés, et aucun Magistrat ne pourra, sous aucun Prétexte ni en aucune Manière, les saisir ni y mettre la Main (interferé with them).

Lesdits Consuls auront la Faculté de requérir l'As-Art. XXXL sistance des Autorités du Pays, pour arrêter, détenir et emprisonner les Déserteurs des Bâtiments appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers (public and private vessels) de leur Pays; ils s'adresseront à cet Effet aux Cours de Justice, Juges et Officiers compétents, et demanderont lesdits Déscrteurs par écrit, prouvant par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou du Rôle d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels (public documents), que lesdits Individus ont fait partie desdits Equipages, et, sur cette Demande, ainsi prouvée (excepté toutefois le Cas où le Contraire eût été prouvé), l'Extradition ') ne sera point refusée. De tels Déserteurs, après qu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, et ils pourront, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, être renfermés dans les Prisons publiques, pour être renvoyés aux Bâtiments auxquels ils appartenaient, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont point renvoyés dans le Terme de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause.

¹⁾ Extradition. Action de livrer, de remettre un Criminel, un homme prévenu de crime, qui le réclame. (Dict. de l'Académie.)

Afin de protéger plus efficacement leur Commerce et leur Navigation, les deux Parties contractantes conviennent, par le présent Traité, de conclure, aussitôt que les Circonstances le permettront, une Convention consulaire, qui déterminera spécialement les Facultés et les Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Parties respectives.

Les États-Unis d'Amérique et l'Empereur du Brésil, désirant rendre aussi durables que le permettront les Circonstances, les Relations qui doivent s'établir entre les deux Parties, en vertu du présent Traité ou Convention générale d'Amitié, de Commerce et de Navigation, ont solennellement déclaré et sont convenus d'arrêter les Points suivants:

- 1º Le présent Traité restera en vigueur pendant douze Ans, à compter de la Date de la Signature, et continuera ainsi jusqu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son Intention d'en faire cesser PEffet; chacune des deux Parties contractantes se réservant le Droit de faire la telle Notification à l'Expiration dudit Terme de douze Ans; et il est convenu entre Elles, par la présente Stipulation, qu'à l'Expiration d'une Année après qu'une telle Notification aura été reçue par l'une ou l'autre des deux Parties, le présent Traité, en tout ce qui concerne le Commerce et la Navigation, cessera entièrement d'avoir Effet, et en tout ce qui concerne la Paix et l'Amitié, il restera constamment et perpétuellement obligatoire pour les deux Puissances.
- 2º Si un ou plusieurs Citoyens ou Sujets de l'une ou l'autre Partie venaient à enfreindre un des Articles du présent Traité, les tels Citoyens ou Sujets seront personnellement responsables de cette Infraction, et l'Harmonie et la bonne Correspondance entre les deux Nations n'en seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne protéger l'Infracteur en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation.
- 3° Si malheureusement (à quoi en vérité on ne saurait s'attendre), un des Articles du présent Traité venait à être violé ou enfreint d'une Manière quelconque, il est expressément stipulé que ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera des Actes de Représailles, ni ne

1514 L. III. Ch. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 5.

déclarera la Guerre à l'autre, à cause de Plaintes pour des Torts ou Dommages reçus, avant que celle des deux Parties, qui jugera avoir été lésée, n'ait présenté à l'autre un Exposé desdits Torts ou Dommages, constaté par des Preuves suffisantes, et que la Justice et la Satisfaction qu'Elle aura demandée, n'ait été ou refusée ou différée d'une Manière déraisonnable par l'autre Partie.

4º Toutefois rien de ce qui est contenu dans le présent Traité ne pourra être interprêté d'une Manière contradictoire aux Traités publics antérieurs existants avec d'autres Souverains ou États.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Bahia, Fernambouc, Maranham, Para, Rio de Janeiro, Rio Grande, Ile de St. Cathérine et à Santos, des Consuls 1).

Le Brésil entretient:

- à Philadelphie, un Consul-général et un Vice-Consul,
- à New-Londres, New-York et Wilmington, des Consuls,
- à Baltimore, Charleston, Norfolk, Nouvelle-Orléans et Savannah, des Vice-Consuls 2).

§. 5.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET CHILI.

Convention générale de Paix, d'Amitié, de 1832, Commerce et de Navigation, entre les États-Unis d'Amérique et la République de Chili, conclue et signée dans la Ville de Santiago, le 16 Mai de l'An de Notre Seigneur 1832, avec une Convention additionnelle et explicative, conclue et signée dans la même Ville, le 1 Septembre 1833). (Original en anglais et en espagnol.)

Les États-Unis d'Amérique et la République de Chili, désirant vivre en Paix et Harmonie avec toutes les autres Nations de la Terre, en suivant une Politique franche

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 14-16.
List of Ministers, Consuls, etc. p. 13.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 2-7.

³⁾ Acts passed at the first Session of the

twenty-third Congress of the United-States, Published by Authority, Washington 1884. Append. p. 13. (on anglais.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais précité.

ct également amicale envers toutes, s'engagent mutuellement à ne point accorder à d'autres Nations aucune Faveur particulière, sous le Rapport du Commerce et de la Navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'autre Partie, laquelle en jouira gratuitement, si la Concession a été faite gratuitement, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle. Il est entendu néanmoins, que les Relations et Conventions, qui existent actuellement, ou qui, par la Suite, pourraient exister entre la République de Chili et la République de Bolivia, la Fédération de l'Amérique centrale, la République de Colombie, les États-Unis du Mexique, la République du Pérou ou les Provinces-Unies du Rio de la Plata, formeront une Exception au présent Article.

Les Citoyens des États-Unis pourront fréquenter toutes les Côtes et Contrées de la République de Chili, y résider et trafiquer en toutes Sortes de Produits, Manufactures et Marchandises, sans payer des Droits, Charges ou Impositions autres ni plus fortes que celles que la Nation la plus favorisée est ou sera obligée de payer; et ils jouiront, dans le Commerce et la Navigation, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions dont jouit ou jouira la Nation la plus favorisée, en se soumettant toutesois aux Lois, Décrets et Usages qui y sont établis, et auxquels sont soumis les Sujets et Citoyens des Nations les plus favorisées.

De même, les Citoyens de la République de Chili pourront fréquenter toutes les Côtes et Contrées des États-Unis, y résider et trafiquer en toutes Sortes de Produits, Manufactures et Marchandises, sans payer des Droits, Charges ou Impositions autres ni plus fortes que celles que la Nation la plus favorisée est ou sera obligée de payer; et ils jouiront, dans la Navigation et le Commerce, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions dont jouit ou dont jouira la Nation la plus favorisée, en se soumettant toutefois aux Lois, Décrets et Usages qui y sont établis, et auxquels sont soumis les Citoyens et Sujets des Nations les plus favorisées. Mais il est entendu que le présent Article ne comprend point le Commerce de Cabotage de l'un et l'autre Pays, que les Parties contractantes se réservent de régler conformément à leurs proprès Lois particulières.

Art. IV. Il est de même convenu, qu'il sera entièrement libre à tous les Marchands, Capitaines de Navire et autres Citoyens des deux Pays de diriger eux-mêmes leurs propres Affaires dans tous les Ports et Lieux soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, tant pour ce qui concerne la Consignation et la Vente de leurs Denrées et Marchandises, tant en gros qu'en détail, que pour ce qui concerne le Chargement, le Déchargement et l'Expédition de leurs Bâtiments, devant, dans tous ces Cas, être traités comme les Citoyens des Pays où ils résident, ou du moins être placés sur le Pied des Citoyens ou Sujets de la Nation la plus favorisée.

Les Citoyens des deux Parties contractantes ne pourront être soumis à aucun Embargo, ni être retenus avec leurs Bâtiments, Cargaisons, Marchandises ou Effets, pour quelque Expédition militaire, ni pour Utilité publique ou particulière quelconque, à moins qu'il ne soit accordé aux Intéressés une Indemnité suffisante.

Toutes les Fois que les Citoyens de l'une des Parties contractantes seront forcés, soit par la Violence de la Tempête, soit par la Poursuite de Pirates ou Ennemis, de chercher Refuge ou Asyle dans les Rivières, Baies, Ports ou Domaines de l'autre Partie, avec leurs Bâtiments soit marchands, soit de guerre, apparlenant au Gouvernement ou à des Particuliers (public or private), ils seront reçus et traités avec Humanité, en leur donnant Aide et Protection pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant en état de continuer leur Voyage sans Obstacle ni Empêchement d'aucune Espèce.

Art. VIII. Lorsqu'un Bâtiment, appartenant aux Citoyens de l'une des Parties contractantes, viendra à faire Naufrage, à couler bas ou à souffrir un Dommage quelconque sur les Côtes ou dans les Domaines de l'autre Partie, il sera donné toute Espèce d'Assistance et de Protection, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Bâtiments de la Nation où l'Accident a lieu; permettant de décharger ledit Bâtiment, si besoin est, de ses Marchandises et Effets, sans exiger pour cela aucuns Droits, Impôts ou Contributions quelconques, jusqu'à ce que lesdites Marchandises soient exportées, à moins qu'elles ne soient destinées à être consumées dans le Pays.

Les Citoyens de l'une des Parties contractantes auront la Faculté de disposer dans la Jurisdiction de l'autre, de leurs Biens personnels par Vente, Donation, Testament ou autrement, et leurs Représentants (Héritiers) étant Citoyens de l'autre Partie, succéderont auxdits Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres agissant pour eux, et en disposer à leur Volonté, en ne payant d'autres Redevances que celles que les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens, seront obligés de payer dans le même Cas, et si, dans le Cas qu'il s'agissait de Biens immeubles, lesdits Héritiers, à cause de leur Qualité d'Étrangers, étaient empêchés d'entrer en Possession de l'Héritage, on leur accordera le Terme de trois Ans, pour en disposer selon qu'ils le jugeront convenable, et en retirer le Produit, sans être molestés, et libre de toute Imposition, excepté celles qui pourraient être établies par les Lois du Pays.

Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent formellement d'accorder leur Protection spéciale aux Personnes et à la Propriété des Citoyens respectifs, qui se trouvent dans les Territoires soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, quelle que soit l'Occupation à laquelle ils se livrent, passagers ou domiciliés, leur laissant un libre Accès aux Tribunaux de Justice pour leurs Affaires judiciaires, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Naturels ou les Citoyens du Pays où ils se trouvent; et ils pourront, dans lesdites Affaires, employer pour la Défense de leurs Droits, tels Avocats, Solliciteurs (Procureurs), Notaires, Agents et Facteurs, qu'ils jugeront à propos, dans tous leurs Proces (in all their trials at law); et ces Citoyens ou Agents auront un libre Accès (free opportunity) pour assister aux Décisions et Sentences des Tribunaux, dans tous les Cas qui les concernent, ainsi qu'aux Interrogations et à la Déposition des Témoins qui seront produits dans lesdits Procès.

Art. XI. Il est également convenu que les Citoyens des deux Parties contractantes jouiront, dans la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, de la plus parfaite et entière Sûrcté de Conscience, sans être exposés à être inquiétés ou molestés à cause de leur Croyance religieuse, aussi longtems qu'ils

Art. XI. Parties contractantes jouiront, dans les Pays soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, de la plus parfaite et entière Sûreté de Conscience, sans être exposés à être inquiétés ou molestés à cause de leur Croyance religieuse, aussi longtems qu'ils respecteront les Lois et les Usages établis du Pays. De plus, des Citoyens de l'une des Parties contractantes, venant à mourir dans les Territoires de l'autre, les Corps seront enterrés dans les Cimetières ordinaires, ou dans d'autres Lieux décents et convenables, et protégés contre toute Violation ou Perturbation.

L'Art. XII, établit en principe que le Pavillon couvre la Marchandisc.

Si, par une Fatalité qu'on ne saurait prévoir, et que Dieu veuille ne pas permettre! les deux Parties contractantes venaient à se faire la Guerre, Elles sont convenues et conviennent maintenant, pour alors, qu'un Terme de six Mois sera accordé aux Marchands, résidant sur les Côtes ou dans les Ports de l'une ou l'autre Partie, et un Terme d'un An à ceux qui demeurent dans l'Intérieur du Pays, pour arranger leurs Affaires et transporter leurs Effets, partout où ils voudront, leur donnant le Sauf-Conduit nécessaire, qui leur servira de Protection jusqu'au Port désigné. Les Citoyens exerçant toute autre Sorte d'Occupation, qui pourraient être établis dans les Territoires ou Domaines des États-Unis ou de la République de Colombie, seront respectés et maintenus dans la pleine Jouissance de leur Liberté personnelle et de leur Propriété, à moins que leur Conduite particulière ne leur fasse perdre cette Protection, que les Parties contractantes s'engagent à leur accorder par principe d'Humanité 1).

Art. XXIV. Ni les Dettes, dues par des Individus d'une Nation à des Individus de l'autre Nation, ni les Actions ni le Nu-

sconcern them, and likewise at the taking of ,, all examinations and evidence which may ,, be exhibited in the said triuls."

Le Texte espagnol porte: "y dichos Ciu-, dadanos ó Agentes tendrán la libre facul-, tid de estar presentes en las decisiones y , sentencias de los Tribunales, en todos los , Casos que les conciernan, como igualmente , al tomar todos los examenes y declaraciones , que se ofrezcan en los dichos litigios."

Dans la Traduction française, donnée par M.M. d'Houterive et de Cussy, ce Passage est rendu de la Manière suivante: ", et ces Citoyens "ou Agents pourront assister librement aux ", Décisions et Sentences portées par les Tri-"bunaux dans les Affaires qui les concerne-, ront, et exiger également tous les Examens ", et Interrogatoires qui pourront jeter du jour "sur lesdites Contestations."

 Les mots ,, in consideration of humanity" du Texte onglois, et ,, en consideracion de la ,, humanidad" du Texte espagnol, sont omis dans la Traduction française, donnée par M.M.

d'Hauterive et de Cussy.

méraire qu'ils pourraient posséder, soit dans les Fonds publics, soit dans des Banques publiques ou privées, ne seront jamais séquestrés ou confisqués, dans les Cas d'une Guerre ou d'une Contestation entre les deux Nations (national difference).

Les deux Parties contractantes, désirant éviter toute Disparité dans leurs Communications publiques et leurs Relations officielles '), sont convenues et conviennent, d'accorder à leurs Envoyés, Ministres et autres Agents publics, les mêmes Faveurs, Immunités et Exemptions que celles dont jouissent actuellement, ou pourraient jouir à Pavenir, ceux des Nations les plus favorisées, étant entendu que les Faveurs, Immunités ou Priviléges quelconques, que les États-Unis d'Amérique ou la République de Colombie jugeront convenable d'accorder aux Ministres et Agents publics de quelque autre Puissance, seront étendus, ipso facto, à ceux des Parties contractantes.

Afin de rendre plus efficace la Protection que les États-Unis et la République de Colombie accorderont à l'avenir à la Navigation et au Commerce des Citoyens respectifs, Elles conviennent de recevoir et d'admettre ²) des Consuls et Vice-Consuls dans tous les Ports ouverts au Commerce étranger, qui y jouiront de tous les Droits, Prérogatives et Immunités des Consuls et Vice-Consuls de la Nation la plus favorisée; chacune des Parties contractantes restant libre toutefois, d'excepter tels Ports et Lieux, où l'Admission ³) et la Résidence de tels Consuls ne paraîtra point convenable.

Afin que les Consuls et Vice-Consuls des deux Parties contractantes puissent jouir des Droits, Prérogatives et Immunités qui leur appartiennent, en raison de leur Caractère public, ils devront, avant d'entrer dans l'Exercice de leurs Fonctions, produire leurs Commissions ou Patentes en due Forme, au Gouvernement auprès duquel ils seront accré-

¹⁾ Le Texte anglais porte "being desirous "of avoiding all inequality in relation to their "public communications and official intercourse."

Le Texte espagnol porte "descando evitar "toda diferencia, relativa à etiqueta en sus "comunicaciones y correspondencias diploma-"ticas."

La Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, a été faite sur le Texte espagnol; elle porte poulant prévenir

[&]quot;toute Mésintelligence au sujet de l'étiquette "dans leurs Communications et Correspon-"dances diplomatiques."

²⁾ Le Texte anglais porte , to receive and

Le Texte espagnol precibir y admitir."

La Traduction française précitée "de rece-"voir et d'accréditer."

³⁾ Le mot Admission, est omis dans la Traduction précitée.

dités, et, après avoir obtenu leur Exéquatur, ils seront regardés et considérés comme tels, par toutes les Autorités, les Magistrats et les Habitants du District consulaire, dans lequel ils résident.

Il est également convenu que les Consuls, leurs Secrétaires et Employés, ainsi que les Personnes attachées au Serrice des Consuls 1), bien entendu que ce ne soient point des Citoyens du Pays où réside le Consul, seront exempts de tout Serrice public, ainsi que de toute Espèce de Taxes, Impôts ou Contributions, excepté celles qu'ils seront obligés de payer pour raison de Commerce ou de leur Propriété, et auxquelles sont assujétis les Citoyens et Habitants naturels et étrangers du Pays, dans lequel ils résident, demeurant, pour toute autre Chose, soumis aux Lois de leurs États respectifs.

Les Archives et Papiers des Consulats seront inviolable ment respectés, et aucun Magistrat ne pourra, sous aucun Prétexte ni en aucune Manière, les saisir ni s'en enquérir (interfere with them).

Lesdits Consuls auront la Faculté de requérir l'Assistance des Autorités du Pays, pour arrêter, détenir et emprisonner les Déserteurs des Bâtiments appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers de leur Pays; ils s'adresseront à cet Effet aux Cours de Justice, Juges et Officiers compétents, et demanderont les dits Déserteurs par écrit, en prourant par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou du Rôle d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels (public documents), que ces Hommes faisaient partie desdits Équipages, et sur cette Demande, ainsi prouvée (à moins de Preuve du Contraire), l'Extradition ne sera point refusée. De tels Déserteurs, après qu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, et ils pourront, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclameront, être renfermés dans les Prisons publiques, pour être envoyés aux Bâtiments auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils n'étaient pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne pourront plus être arrêtés 2) pour la même Cause.

¹⁾ La Traduction précitée porte Consulat Texte espagnol "presos", et la Traduction au lieu de Consuls.

²⁾ Le Texte anglais porte "arrested", le

An. XXX. Afin de protéger plus efficacement leur Commerce et leur Navigation, les deux Parties contractantes conviennent, par le présent Article, de conclure, aussitôt que les Circonstances le permettront, une Convention consulaire, qui déterminera spécialement les Facultés et les Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Parties respectives.

Les États-Unis d'Amérique et la République de Colombie, désirant rendre aussi durables ') que le permettront les Circonstances, les Relations qui doivent s'établir entre les deux Parties, en vertu du présent Traité, ou Convention générale d'Amitié, de Commerce et de Navigation, ont déclaré solennellement, et sont convenues d'arrêter les Points suivants:

- 1° Le présent Traité restera en pleine Force et Vigueur pendant douze Ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications 2), dans tous les Points qui ont rapport au Commerce et à la Navigation; et il sera constamment et perpétuellement (permanently and perpetually) obligatoire pour les deux Puissances, dans tous les Points qui ont rapport à la Paix et à l'Amitié.
- 2º Si un ou plusieurs Citoyens, de l'une ou l'autre Partie, venaient à enfreindre un des Articles du présent Traité, les tels Citoyens seront personnellement responsables de cette Infraction, et l'Harmonie et la bonne Correspondance entre les deux Nations n'en seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne protéger l'Infracteur en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation.
- 3° Si malheureusement [à quoi en vérité on ne saurait s'attendre! ')], un des Articles du présent Traité venait à être violé ou enfreint ') d'une Manière quelconque, il est expressément stipulé que ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera des Actes de Représailles, ni ne déclarera la Guerre à l'autre, à cause des Plaintes pour des Torts ou Dommages reçus '), avant

La Traduction précitée porte ,, aussi du-,, rables et aussi solides."

²⁾ Les Ratifications furent échangées à Washington, le 27 Mai 1825.

³⁾ Le Texte anglais porto "vhat, indeed, "cannot be expected", le Texte espagnol "lo "que à la verdad no puede esperarse", la Traduction précitée "ce qu'on ne saurait

[&]quot;craindre."

⁴⁾ Les mots "ou enfreint" sont omis dans la Traduction précitée.

⁵⁾ Le Texte anglais porte "on complaints "of injuries or damages", le Texte espagnol "por quejas de injurias o daños", la Traduction précitée "pour des injures et des in-"fractions."

1530 L. III. Ch. I. S. XIII. ÉT.-UN. D'AMÉRIQUE. §§. 8-11.

que ladite Partie, qui se croira lésée, n'ait présenté à l'autre un Exposé desdits Torts et Dommages '), constaté par des Preuves suffisantes, et que la Justice et la Satisfaction, qu'Elle aura demandée, n'ait été ou refusée ou différée, d'une Manière déraisonnable, par l'autre Partie.

4º Toutefois, rien de ce qui est contenu dans le présent Traité, ne pourra être interprêté, ni avoir d'Effet en Opposition aux Traités publics antérieurs, existants avec d'autres Souverains ou États.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Carthagène, Panama et Sainte-Marthe, des Consuls 2). La République de Colombie entretient:
 - à New-York, un Consul-général, qui est en même tems Chargé d'Affaires, et un Vice-Consul,
 - à Charleston, Mobile et Savannah, des Consuls,
 - à Baltimore, Boston, Norfolk, Nouvelle-Orléans et Philadelphie, des Vice-Consuls 1).

§. 8.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DANEMARK. (Voyez plus haut Sect. VII. §. 10. p. 1019.)

§. 9.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET DEUX-SICILES. (Voyez plus haut Sect. II. Art. I. §. 10. p. 220.)

§. 10.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉCUADOR.

(Voyez plus haut §. 7. p. 1522. le Traité avec la République de Colombie.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Guayaquil, un Consul 1).

§. 11.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ESPAGNE. (Voyez plus haut Sect. III. §. 6. p. 353.)

¹⁾ La Traduction précitée porte "griefs ou "injures."

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 68. - List of Ministers, Consuls, etc. p. 12.

³⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 2-7.

⁴⁾ Alman. de Gotha, 1840. p. 27. - List of Ministers, Consuls, etc. p. 13.

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §§. 12-14. 1531

§. 12.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉTAT DE L'ÉGLISE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et l'État de l'Église.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Ancone et à Rome, des Consuls,

à Cività Vecchia, Comacchio, Goro, Magnavacca, Primaro et Volano, des Vice-Consuls 1).

L'État de l'Église entretient:

à Baltimore et à la Nouvelle-Orléans, des Vice-Consuls 2).

§. 13.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE CENTRALE.

Traité de Paix, d'Amitié, de Commerce 1825, 5 Décembre. et de Navigation, entre les États-Unis d'Amérique et la Confédération de l'Amérique centrale, fait à Washington, le 5 Décembre 1825.

(Original en anglais et en espagnol.) 3).

Ce Traité reproduit textuellement les Stipulations contenues dans le Traité entre les États-Unis d'Amérique et la République de Colombic. (Voyez plus haut §. 7. p. 1523—1530.) Nous nous bornerons par conséquent à indiquer l'Ordre dans lequel les Articles correspondent les uns aux autres.

Les Articles II. et III. répondent aux Articles II. et III.

Les Art. IV. et V. contiennent des Stipulations, relatives aux Importations et aux Exportations, qui ne se trouvent point dans le Traité conclu avec la République de Colombie.

Les Art. VI - XXXIII. repondent aux Art. IV - XXXI.

Les Ratifications du présent Traité furent échangées à Guatémala, le 2 Août 1826.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Guatémala et à Truxillo, des Consuls *).

6. 14.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

Traité d'Amitié, de Commerce et de Navi
1831,
5 Avril. gation, entre les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexico, le 5 Avril 1831, avec un Article additionnel 5). (Original en anglais et en espagnol.)

- 1) Almanach de Gotha, 1840. p. 34-38.

 List of Ministers, Consuls, etc. p. 9.
- 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 2. 5.
 3) Jon. Elliot, l. c. p. 487. (en anglais et en espagnol.) Martens, Recueit, Suppl. (par Saulfeld), T. X. Part. II. p. 826. (en an-
- glais.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. P. II. T. III. p. 164. (en français.)
- 4) Almanach de Gotha, 1840. p. 2. List of Ministers, Consuls, etc. p. 12.
 - 5) Laws of the United States of America,

Les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexique, désirant prendre pour Base de la présente Convention, la plus parfaite Égalité et Réciprocité, s'engagent mutuellement à n'accorder à d'autres Nations aucune Faveur particulière, par rapport au Commerce et à la Navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'autre Partie, laquelle en jouira gratuitement, si la Concession a été faite gratuitement, ou bien aux mêmes Conditions, si la Concession a été conditionnelle.

Les Citoyens des deux Pays, respectivement, pourront, avec leurs Bâtiments et Cargaisons, venir en toute Liberté et Sûreté, dans tous les Lieux, Ports et Rivières des États-Unis d'Amérique et des États-Unis du Mexique, dans lesquels il est permis à d'autres Étrangers de venir; ils pourront y entrer, et séjourner et résider dans toutes les Parties des Territoires respectifs, et il leur sera permis de louer et d'occuper des Maisons et des Magasins, pour leurs Transactions de Commerce, et d'y trafiquer en toute Espèce de Produits, de Manufactures et de Marchandises; et, en général, les Marchands et Trafiquants de l'une et l'autre Nation, jouiront de la plus entière Protection et Sûreté dans leur Commerce.

Et ils ne payeront point d'autres ni de plus forts Droits, Impôts ou Taxes, que ceux que les Nations les plus favorisées sont obligées de payer; et ils jouiront, par rapport au Commerce et à la Navigation, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions, dont jouissent ou dont pourraient jouir les Nations les plus favorisées, restant toujours assujétis aux Lois, Usages et Statuts des deux Pays respectifs.

La Liberté, accordée aux Bâtiments des deux Nations, d'entrer et de décharger, dont il est question dans le présent Article, ne pourra être interprêtée comme autorisant le Commerce de Cabotage, qui n'est permis qu'aux Bâtiments nationaux seulement.

Tous les Marchands, Capitaines ou Commandants de Navires, et autres Citoyens des États-Unis d'Amérique, auront pleine Liberté dans les États-Unis du Mexique,

T. VIII. p. 952, 953. (en anglais et en espagnol.) — British and foreign State-Papers. T. XIX. 1831, 1832, (publié en 1834.) p. 209. (en anglais et en espagnol.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XIV. p. 322.

^{323. (}en anglais et en espagnol.) — Ce Traité est omis dans le Recueil de MM. d'Hauterire et de Cussy. — La Traduction, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, publié dans le Recueil intitulé Lois des États-Unis.

de diriger et gérer eux-mêmes leurs propres Affaires, ou d'en commettre la Gestion à quiconque ils jugeront à propos, soit Courtier, Facteur, Agent on Interprète, et ils ne seront point obligés d'employer à cet Effet d'autres Personnes que celles employées par les Mexicains, ni de leur payer des Salaires ou des Rémunérations, plus élevés que ceux qui, en pareil Cas, sont payés par les Mexicains; et la Liberté la plus absolue sera concédée dans tous les Cas à l'Acheteur et au Vendeur, de marchander et de fixer, de la Manière qu'ils jugeront convenable, les Prix des Effets, Denrées et Marchandises, qui sont importés dans les États-Unis du Mexique, ou qui en sont exportés, observant les Lois, Usages et Coutumes du Pays.

Les Citoyens du Mexique jouiront des mêmes Priviléges dans les États et Territoires des États-Unis d'Amérique, et seront assujétis aux mêmes Conditions.

Art. VIII. Les Citoyens des Parties contractantes ne seront soumis à aucun Embargo, et leurs Bâtiments, Cargaisons, Marchandises ou Effets ne pourront être retenus pour aucune Expédition militaire, ni pour aucun But public ou particulier, à moins d'une Compensation proportionnée.

Les Citoyens des deux Parties seront exempts de tout Service forcé dans l'Armée de Terre ou de Mer, et ils ne seront soumis à aucune autre Charge, Contribution ou Taxe, que celles qui sont payées par les Naturels des États dans lesquels ils résident.

Toutes les Fois que des Citoyens de l'une des Parties contractantes seront forcés, par la Tempête ou la Poursuite des Pirates ou Ennemis, de chercher Asyle ou Refuge dans les Rivières, Baies, Ports ou Domaines de l'autre, avec leurs Bâtiments, soit marchands ou de guerre, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers, ils seront reçus et traités avec Humanité, avec les Précautions qui paraîtront convenables aux Gouvernements respectifs, pour éviter toute Fraude, en leur donnant toute Espèce d'Aide et de Protection pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant à même de continuer leur Voyage, sans Obstacle ni Empêchement d'aucune Espèce.

Art. XII. Lorsqu'un Bâtiment, appartenant à des Citoyens de l'une des Parties contractantes, viendra à faire Nau-

frage, à couler bas ou à souffrir un Dommage quelconque, sur les Côtes ou dans les Domaines de l'autre, il sera donné toute Espèce d'Assistance et de Protection, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Bâtiments de la Nation chez laquelle l'Accident a lieu; permettant de décharger ledit Bâtiment, si besoin est, de ses Marchandises el Effets, avec les Précautions que les Gouvernements respectifs jugeront convenables, pour éviter toute Fraude, sans exiger pour cela aucun Droit, Impôt ou Contribution, jusqu'à ce que lesdits Effets et Marchandises soient exportés.

Pour tout ce qui concerne la Succession à des Biens personnels, soit par Testament ou ab intestat, et la Faculté de disposer desdits Biens, de quelque Espèce ou Dinomination qu'ils puissent être, par Vente, Donation, Échange, ou de toute autre Manière quelconque, les Citoyens des deux Parties contractantes jouiront, dans leurs États et Territoires respectifs, des mêmes Pririléges, Exemptions, Libertés et Droits que les Citoyens naturels du Pays, et on n'exigera d'eux, dans aucun des Cas ci-dessus mentionnés, d'autres ni plus forts Droits, que ceux que payent actuellement, ou que pourraient payer à l'avenir, les Citoyens de la Puissance dans le Territoire de la quelle ils résideront.

Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent d'accorder leur Protection spéciale aux Personnes et à la Propriété des Citoyens respectifs, qui se trouvent dans les Territoires soumis à la Jurisdiction de l'une ou l'autre Partie, quelle que soit l'Occupation à laquelle ils se livrent, passagers ou domiciliés, leur laissant l'Accès libre et ouvert aux Tribunaux de Justice, pour y recourir dans leurs Affaires judiciaires, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Naturels ou les Citoyens du Pays où ils pourront se trouver; et ils pourront, dans lesdites Affaires, employer pour la Défense de leurs Droits, tels Avocats, Solliciteurs (Procureurs), Notaires, Agents et Facteurs, qu'ils jugeront à propos, dans tous leurs Procès (in all their trials at law), et les Citoyens de l'une et l'autre Partie jouiront. sous tous les Rapports, soit en défendant, soit en poursuivant leurs Droits personnels ou de Propriété, des mêmes Droits et Priviléges que les Citoyens du Pays où le Procès pourra être jugé.

Les Citoyens des États-Unis d'Amérique, résidant dans les États-Unis du Mexique, jouiront, dans leurs Maisons, Personnes et Propriétés, de la Protection du Gouvernement, ainsi que de la plus parfaite Sûreté et Liberté de Conscience; ils ne seront pas molestés ni inquiétés à cause de leur Religion, aussi longtems qu'ils respecteront la Constitution, les Lois et les Usages établis du Pays dans lequel ils résident; et ils jouiront aussi du Privilége d'enterrer les Morts dans les Emplacements qui sont actuellement, ou qui pourraient à l'avenir être désignés à cet Effet, et ni les Funerailles ni les Tombeaux des Morts ne seront troublés, en aucune Manière ni sous aucun Prétexte.

Les Citoyens des États-Unis du Mexique jouiront, dans toute l'Étendue des États et Territoires des États-Unis d'Amérique, de la même Protection, ainsi que du libre Exercice de leur Religion, en public et en particulier, soit dans leurs propres Maisons, soit dans les Chapelles ou autres Lieux (Places of worship) destinés à cet Effet.

L'Art. XVI. établit le Principe que le Pavillon couvre la Marchandise.

Pour la plus grande Sûreté des Communications entre les Citoyens des États-Unis d'Amérique et des États-Unis du Mexique, il est convenu maintenant, pour alors, que si à une Époque quelconque, les Relations amicales, actuellement existantes, venaient à être interrompues, ou que malheureusement une Guerre entre les deux Parties contractantes vint à éclater. un Terme de six Mois sera accordé aux Marchands, résidant sur les Côtes, et un Terme d'une Année à ceux qui résident dans l'Intérieur des États et Territoires respectifs, pour arranger leurs Affaires, disposer de leurs Effets et les transporter partout où ils voudront, leur donnant un Sauf-Conduit pour les protéger jusqu'au Port qu'ils pourraient désigner. Ceux des Citoyens, qui seraient établis dans les États et Territoires susdits, exerçant toute autre Sorte d'Occupation ou de Trasic, auront la Faculté de continuer dans la Jouissance non-interrompue de leur Liberté et Propriété, tant qu'ils se conduiront paisiblement, et ne commettront aucune Offense contre les Lois; et leurs Biens et Effets, de quelque Classe ou Condition qu'ils puissent être, ne seront soumis à aucun Embargo ni Séquestre, ni à aucune Taxe ou Charge, autre que celles qui seront établies

sur de pareils Biens et Effets, appartenant à des Citoyens de l'État dans lequel ils résideront respectivement; et les Dettes entre Individus, ainsi que l'Argent placé dans les Fonds publics, ou dans des Banques publiques ou particulières, ainsi que les Actions des Compagnies, ne seront assujétis à aucune Confiscation, Embargo ni Détention.

Les deux Parties contractantes, désirant éviter toule Art. XXVII. Les deux Parues communications publiques et dans leurs Communications publiques et dans leurs Relations officielles '), sont convenues et conviennent d'accorder à leurs Envoyés, Ministres et autres Agents publics, les mêmes Faveurs, Immunités et Exemptions, dont jouissent ou dont pourraient jouir ceux des Nations les plus favorisées; étant entendu que les Faveurs, Immunités ou Priviléges quelconques, que les États-Unis d'Amérique ou les États-Unis du Mexique pourront juger à propos d'accorder aux Ministres et Agents publics de quelque autre Puissance, seront étendues. inso facto, à ceux de l'une et l'autre des Parties contractantes. Afin que les Consuls et Vice-Consuls des deux Parties contractantes puissent jouir des Droits, Prérogatives et Immunités qui leur appartiennent, en raison de leur Caractère, ils devront, avant d'entrer en Fonctions, produire leurs Commissions ou Patentes en due Forme, au Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités; et, après avoir obtenu leur Exéquatur, ils seront regardés et considérés comme tels, par toutes les Autorités, les Magistrats et les Habitants du District consulaire, dans lequel ils résident.

Il a de même été convenu de recevoir et d'admettre des Consuls et Vice-Consuls dans tous les Ports et Lieux ouverts au Commerce étranger, lesquels y jouiront de tous les Droits. Prérogatives et Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Nations les plus favorisées; chacune des Parties contractantes restant libre d'excepter tels Ports et Lieux où l'Admission et la Résidence de tels Consuls et Vice-Consuls ne paraîtra point convenable.

Art. XXIX. Îl est également convenu que les Consuls et Vice-Consuls, leurs Secrétaires et Employés, et les Personnes

¹⁾ Le Texte anglais porte "all inequality "in relation to their public communications "and official intercourse", le Texte espagnol

[&]quot;toda desigualdad relativa à las comunica-"ciones publicas y oficiales."

attachées au Service des Consuls, bien entendu que ce ne soient point des Citoyens du Pays où résident les Consuls, seront exempts de tout Service public forcé, ainsi que de toute Espèce de Taxes, Impôts et Contributions, perçues en particulier sur eux (levied specially on them), excepté celles qu'ils seront obligés de payer en raison du Commerce ou de leur Propriété, et auxquelles sont assujétis les Citoyens et Habitants, Natifs et Étrangers, du Pays dans lequel ils résident, demeurant pour toute autre Chose soumis aux Lois de leurs États respectifs.

Les Archives et Papiers du Consulat seront inviolablement respectés, et aucun Magistrat ne pourra, sous aucun Prétexte ni en aucune Manière, les saisir ni s'en enquérir (interfere with them).

Lesdits Consuls auront la Faculté de requérir l'Assistance des Autorités du Pays, pour arrêter, détenir et emprisonner les Déserteurs des Bâtiments, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers de leur Pays; ils s'adresseront à cet effet aux Cours de Justice, Juges et Officiers compétents, et demanderont lesdits Déserteurs par écrit, en prouvant par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou du Rôle d'Équipage, on par d'autres Documents officiels (public documents), que ces Hommes faisaient partie desdits Équipages, et sur cette Demande, ainsi prouvée (à moins de Preuve du Contraire), l'Extradition ne sera point refusée. De tels Déserteurs, après qu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, et ils pourront, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclameront, être renfermés dans les Prisons publiques, pour être envoyés aux Bâtiments auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils n'étaient pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause.

Art. XXXI. Afin de protéger plus efficacement leur Commerce et leur Navigation, les deux Parties contractantes conviennent, par le présent Traité, de conclure, aussitôt que les Circonstances le permettront, une Convention consulaire, qui déterminera spécialement les Facultés et les Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Parties respectives.

III.

Les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexique, désirant rendre aussi durables que le permettront les Circonstances, les Relations qui doivent s'établir entre les deux Parties, en vertu du présent Traité ou Convention générale d'Amitié, de Commerce et de Navigation, ont déclaré solennellement et sont convenus d'arrêter les Points suivants:

- 1º Le présent Traité restera en vigueur pendant huit Ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications '), et jusqu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre, son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Parties contractantes se réserant le Droit de faire cette Notification à l'autre, à l'Expiration dudit Terme de huit Années. Et il est convenu, par le présent Article, entre les Parties contractantes, qu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des deux Parties aura reçu de la part de l'autre une pareille Notification, le présent Traité, dans tous les Points qui concernent le Commerce et la Navigation, cessera entièrement d'avoir Effet, et dans tous les Points qui concernent la Paix et l'Amitié, il restera constamment et perpétuellement obligatoire pour les deux Parties contractantes.
- 2º Si un ou plusieurs des Citoyens, de l'une ou l'autre Partie, venaient à enfreindre un des Articles du présent Traité, les tels Citoyens seront tenus personnellement responsables de cette Infraction, et l'Harmonic et la bonne Intelligence entre les deux Nations n'en seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne protéger l'Infracteur en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation.
- 3° Si (à quoi en vérité on ne saurait s'attendre!) un des Articles du présent Traité venait à être violé ou enfreint, d'une Manière quelconque, il est stipulé que ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera des Actes de Représailles, ni ne déclarera la Guerre à l'autre, à cause des Plaintes pour des Torts ou Dommages reçus, avant que ladite Partie, qui se croira lésée, n'ait présenté à l'autre un Exposé desdits Torts et Dommages, constaté par des Preuves suffisantes, et que la Justice et la Satisfaction,

¹⁾ Les Ratifications furent échangées à Washington, le 5 Avril 1832.

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §§. 15. 16. 1539

qu'Elle aura demandée, n'ait été ou refusée ou différée, d'une Manière déraisonnable, par l'autre Partie.

4° Toutefois, rien de ce qui est contenu dans le présent Traité, ne pourra être interprêté, ni avoir un Effet en Opposition aux Traités publics antérieurs, existants avec d'autres Souverains on États.

L'Article additionnel concerne les Dispositions énoncées dans les Art. V. et VI. au sujet de certains Droits à payer par le Commerce.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Acapulco (sur la Mer du Sud), Aquatulco (sur la Mer du Sud), Campeche (Yucatan), Chihuahua, Guayamas (sur la Mer du Sud), Laguna (lle de Carmen dans le Golfe de Californie), Matamoros (sur la Mer atlantique), Mazatlan (Cinaloa, sur la Mer du Sud), Mexico, Monterey, Saltillo, San Blas. Santa-Fé, Tabasco, Tamaulipas (Tampico de) et Veracruz, des Consuls 1).

Les États-Unis du Mexique entretiennent:

- à Charleston, New-York, Nouvelle-Orléans et à Saint-Louis, des Consuls,
- à Baltimore, Boston, Mobile, Natchitoches (Louisiane), Pensacola et à Philadelphie, des Vice-Consuls 2).

§. 15.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET FRANCE.

(Voyez plus haut Sect. I. §. 16. p. 51.)

§. 16.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET FRANCFORT (SUR LE MEIN).

Il n'existe aucune Espèce de Truité entre les États-Unis d'Amérique et la Ville libre de Francfort (sur le Mein).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Francfort, un Consul 1).

La Ville libre de Francfort entretient:

à New-York et à Philadelphie, des Consuls 1).

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 66. 67. — furt, 1839. p. 81. — Alm. de Gotha, 1840. List of Ministers, Consuls, etc. p. 12. p. 48.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840, p. 2-7.

³⁾ Staats-Kalender der freien Stadt Frank-

⁴⁾ St. Kal. d. fr. St. Frankfurt, p. 80. — Almanach de Gotha, 1840. p. 4. 6.

1540 L. III. CH. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 17.

§. 17.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRANDE-BRETAGNE.

(Voyez plus haut Sect. V. §. 15. p. 681.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent en Angleterre:

à Bristol, Fulmouth, Kingston upon Hull, Liverpool, Londres et Plymouth, des Consuls;

dans l'Ile de Wight:

à Cowes, un Consul;

en Écosse:

à Dundee, Glasgow et Leith, des Consuls; en Irlande:

à Belfast, Cork, Dublin, Golmay et Londonderry, des Consuls;

à Gibraltar, un Consul;

dans l'Ile de Malte, un Consul;

dans l'Amérique anglaise

dans le Gouvernement du Nouveau Brunswick:

à Saint-John's, un Consul;

dans le Gouvernement de la Nouvelle Écosse:

à Halifax, Pictou et Sidney, des Consuls;

dans l'Ile de Jamaïque:

à Kingston, un Consul;

dans l'Ile de Trinité, un Agent consulaire;

dans les Hes Turques (Turks' Islands), un Consul;

dans les Res Bermudes, un Consul;

dans l'Ile Barbade, un Agent consulaire;

dans l'He Providence (une des Bahamas ou Lucayes), à Nassau, un Consul;

dans les Hes de Saint-Christophe et d'Antigoa, un Agent consulaire;

dans la Guyane anglaise:

dans la Province de Demerari, à George-Town (jadis Stabrock), un Consul;

dans l'Afrique anglaise:

dans l'Ile de France ou Ile Maurice, un Agent commercial;

dans l'Ile de Sainte-Hélène, un Agent commercial;

dans la Colonie du Cap de Bonne Espérance:

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 18. 1541

à Cape Town, un Consul;

en Australie

dans la Nouvelle-Galles méridionale:

à Sidney, un Consul;

dans les Indes orientales:

à Bombay et Singapore, des Consuls ').

§. 18.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET GRÈCE.

Traité de Commerce et de Navigation,
22 Décembre. entre les États-Unis d'Amérique et S. M. le
Roi de la Grèce, fait à Londres, le 22 (10) Décembre 1837 ²). (Original en anglais et en français.)

Les Citoyens et Sujets de chacune des deux Hautes Parties contractantes, pourront, avec toute Sûreté pour leurs Personnes, Vaisseaux et Cargaisons, aborder librement dans les Ports, Places et Rivières des Territoires de l'autre, partout où le Commerce étranger est permis, ils pourront s'y arrêter et résider, dans quelque Partie que ce soit, desdits Territoires; y louer et occuper des Maisons et des Magasins pour leur Commerce, et jouiront généralement de la plus entière Sécurité et Protection pour les Affaires de leur Négoce, à charge de se soumettre aux Lois et Ordonnances des Pays respectifs.

Chacune des Hautes Parties contractantes accorde à l'autre la Faculté d'entretenir, dans ses Ports et Places de Commerce, des Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce, qui jouiront de toule la Protection, et recevront toute l'Assistance nécessaire, pour remplir dûment leurs Fonctions; mais il est expressément déclaré, que dans le Cas d'une Conduite illégale ou impropre envers les Lois ou le Gouvernement du Pays, dans lequel lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents de Commerce résideraient, ils pourront être poursuivis et punis conformément aux Lois, et privés de l'Exercice de leurs Fonctions, par le Gouvernement offensé, qui fera connaître à l'autre ses Motifs pour avoir agi ainsi, bien entendu cependant, que les

¹⁾ List of Ministers, Consuls, etc. p. 3. 4.

²⁾ Acts and Resolutions passed at the third Session of the twenty-fifth Congress of the

United-States. Published by Authority, 1839.
Append. p. 1. (en anglais et en français.)

Archives et Documents relatifs aux Affaires du Consulat, seront à l'Abri de toute Recherche, et devront être soigneusement conservés sous le Scellé des Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et de l'Autorité de l'Endroit où ils résideraient.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, ou ceux qui seraient dûment antorisés à les suppléer, auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres, dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation, dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, ne requissent leur Intervention, pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions. Bien entendu que cette Espèce de Jugement ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Patrie.

Les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux seront autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales, pour l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement de Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leur Pays; et ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles de l'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait parlie desdits Équipages, et, cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être renfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Il est entendu toutefois, que si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Ex-

tradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti ') de l'Affaire, aura rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Dans le Cas où quelque Bâtiment de l'une des Hautes Parties contractantes aura échoué, fait Naufrage ou souffert quelque Dommage, sur les Côtes de la Domination de l'autre, il sera donné toute Aide et Assistance aux Personnes naufragées, ou qui se trouveraient en Danger, et il leur sera accordé des Passeports pour retourner dans leur Patrie. Les Bâtiments et les Marchandises naufragées, ou leurs Produits, s'ils ont été vendus, seront restitués à leurs Propriétaires ou Ayant-Cause, s'ils sont réclamés dans l'An et Jour, en payant les Frais de Sauvetage, que payeraient les Bâtiments nationaux dans les mêmes Cas, et les Compagnies de Sauvetage ne pourront faire accepter leurs Services que dans les mêmes Cas, et après les mêmes Délais, qui seraient accordés aux Capitaines et aux Équipages nationaux. Les Gouvernements respectifs veilleront d'ailleurs à ce que ces Compagnies ne se permettent point de Vexations on d'Actes arbitraires.

L'Art. XV. concerne les Lois de Quarantaime, auxquelles seront soumis les Bâtiments respectifs.

Art. XVII. Le présent Traité sera en Vigueur pendant dix Années, à partir du Jour de l'Échange des Ratifications '); et si, avant l'Expiration des neuf premières Années, l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une Notification officielle, son Intention d'en faire cesser l'Effet, ce Traité restera obligatoire une Année au-delà, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration des douze Mois qui suivront une semblable Notification, à quelque Époque qu'elle ait lieu.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Athènes et à Syre, des Consuls ').

La Grèce entretient:

à New-York, un Consul 1).

§. 19.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET HAFTI.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la République de Haiti.

¹⁾ Voyez plus haut p. 1255. Col. 1. note 1. la Remarque faite sur l'emploi du mot nanti.

Les Ratifications furent échangées à Londres, le 25 (13) Juin 1838.

³⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 59, 60. -List of Ministers, Consuls, etc. p. 10.

⁴⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 4.

1544 L. III. Ch. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 20.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: au Cap Haïtien, un Consul, aux Cayes et à Port au Prince, des Agents de Commerce').

§. 20.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET HANOVRE.

Traité de Commerce et de Navigation, entre 1840, les États-Unis d'Amérique et S. M. le Roi de Hanovre (Ernest Auguste), fait à Berlin, le 20 Mai 1840 2). (Original en anglais et en français.)

Art. I. lls (les Habitants des États respectifs) seront libres de s'y arrêter et résider, dans quelque Partie que ce soit desdits Territoires, pour y vaquer à leurs Affaires, et de louer et occuper des Maisons et Magasins pour leur Négoce, pourvu qu'ils se soumettent aux Lois, tant générales que spéciales, relatives au Droit d'y résider et d'y faire le Commerce.

En se conformant aux Lois et Réglements en vigueur, ils pourront eux-mêmes diriger librement leurs propres Affaires, dans tous les Territoires soumis à la Jurisdiction de chacune d'Elles, tant pour ce qui a rapport à la Consignation et à la Vente, en gros et en détail, de leurs Denrées et Marchandises, que pour ce qui regarde le Chargement, Déchargement et Expédition de leurs Bâtiments, ou d'employer tels Agents et Coutiers qu'ils trouveront convenables; — ils seront, dans tous ces Cas, traités comme les Citoyens ou Sujets du Pays dans lequel ils résident; néanmoins il est bien entendu qu'ils restent assujétis auxdites Lois et Réglements, aussi en ce qui regarde les Ventes en gros et en détail.

Ils auront pleine Liberté de recourir aux Tribunaux de Justice pour leurs Affaires litigieuses, aux mêmes Conditions qui seront accordées par la Loi et l'Usage aux Citoyens ou Sujets du Pays, et d'employer dans leurs Procès, pour la Désense de leurs Droits, tels Avocats, Avoués ou autres Agents, qu'ils trouveront convenable de choisir.

Art. VI. Les Parties contractantes se sont accordé mutuellement la Faculté de tenir, dans leurs Ports respectifs.

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 63. — List Hannover, 1840. p. 505. No. 46. sqq. (en francof Ministers, Consuls, etc. p. 11. cais, en anglais et en allemand.)

des Consuls, Vice-Consuls, Agents ou Commissaires de leur Choix, qui jouiront des mêmes Priviléges et Pouvoirs dont jouissent ceux des Nations les plus favorisées; mais, dans le Cas où lesdits Consuls voudraient ') faire le Commerce, ils seront soumis aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont soumis les Particuliers de leur Nation, à l'Endroit où ils résident.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres, dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation, dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, ne requissent leur Intervention, pour exécuter ou maintenir leurs Décisions.

It est néanmoins bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage, ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Les dits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, sont autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales, pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Navires de guerre et marchands de leur Pays.

Ils s'adresseront 2) pour cet Objet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait partie desdits Équipages, et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point réfusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés

¹⁾ Le Texte français porte par erreur: veuillent au lieu de voudraient.

2) Le Texte imprimé porte par erreur "ils judicessent" au lieu de "ils s'adresseront."

dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils scront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause. Toutefois, si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit'), il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti') de l'Affaire, aura rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Les Citoyens ou Sujets de chacune des Parties contractantes auront, dans les États de l'autre, la Liberté de disposer de leurs Biens, meubles et immeubles, soit par Vente, Donation, Testament ou autrement.

Leurs Héritiers, étant Citoyens ou Sujets de l'autre Partie contractante, succéderont à leurs Biens, soit en vertu d'un Testament, ou ab intestat.

Ils pourront en prendre Possession, soit en personne, soit par d'autres, agissant en leur place, et en disposeront à leur Volonté, en ne payant d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays, où se trouvent lesdits Biens, sont assujétis en pareille Occasion.

En Cas d'Absence des Héritiers, on prendra provisoirement desdits Biens les mêmes Soins qu'on aurait pris, en pareille Occasion, des Biens des Natifs du Pays, jusqu'à ce que le Propriétaire ait agréé ') des Arrangements pour recueillir l'Héritage.

S'il s'élève des Contestations entre différents Prétendants, ayant Droit à la Succession *), elles seront décidées, en dernier Ressort, selon les Lois et par les Juges du Pays où la Succession est vacante *).

Si, par la Mort de quelque Personne, possédant des Biensfonds sur le Territoire de l'une des Parties contractantes, ces Biens-fonds venaient à passer à un Citoyen ou Sujet de l'autre Partie; celui-ci, si, par sa Qualité d'Étranger, il est inhabile à les posséder, obtiendra un Délai convenable, pour les rendre et pour en retirer le Produit, sans Obstacle, et exempt de

¹⁾ Le Texte anglais porte: "Crime of Of-

Voyez plus haut p. 1255. Col. 1. note 1. la Remarque sur la fausse acception donnée au verbe nantir.

³⁾ Le Texte anglais porte "until the lar-"ful owner may lake measures," ce qui signific, jusqu'à ce qu'il prenne des mésures, et non pas jusqu'à ce qu'il ait agréé des arrangements.

⁴⁾ Le Texte anglais porte: If any question should arise among several claimants, to which of them the said property belongs. (Voyez plus haut p. 1399. Col. 1. note 1. la Remarque sur la difference entre les deux Rédactions, anglaise et française.

⁵⁾ Voyez plus haut p. 1266. Col. 1. note 1. la Remarque au sujet de l'expression Succession tacante.

tout Droit de Détraction, de la part du Gouvernement des États respectifs.

Les Capitaux et Fonds ') que les Citoyens ou Sujets des Parties respectives, en changeant de Demeure, voudront faire sortir de l'Endroit de leur Domicile, seront aussi exempts de tout Droit de Détraction ou d'Émigration, de la part des Gouvernements respectifs.

L'ancien et barbare Droit de Naufrage, sera entièrement aboli à l'égard des Citoyens ou Sujets des deux Parties contractantes.

Au Cas que quelque Vaisseau, appartenant à l'une des Parties contractantes, aurait fait Naufrage, échoué ou souffert quelque Avarie sur les Côtes ou sous la Domination de l'autre, les Citoyens ou Sujets respectifs recevront, tant pour eux que pour le Vaisseau et les Effets, la même Assistance qui aurait été fournie 2) aux Habitants du Pays où l'Accident arrive.

Ils payeront seulement les mêmes Charges et Droits de Sauvetage, auxquels lesdits Habitants auraient été assujétis en pareil Cas.....

Le présent Traité sera en vigueur pendant douze Ans, à dater de ce Jour, et au-delà de ce Terme, jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que le Gouvernement de Hanovre d'une part, ou celui des États-Unis de l'autre, aura annoncé à l'autre son Intention de le terminer 1).

Art. X. Les Plénipotentiaires respectifs ont signé les Articles ci-dessus, tant en français qu'en anglais, et y ont apposé leurs Sceaux, déclarant toutefois que la Signature dans ces deux Langues, ne doit pas, par la Suite, être citée comme Exemple, ni en aucune Manière porter Préjudice aux Parties contractantes *).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Emden, un Consul 5).

1) Le Texte anglais porte "The Capitals

daction en Langue française et anglaise, et non pas la Signature en les deux Langues, ne doit pas infirmer le Droit des Parties contractuntes, de se servir, chacune d'Elles exclusivement, de sa Langue nationale; le Gouvernement américain de la Langue anglaise, celui de Hanovre de la Langue allemande.

5) Almanach de Gotha, 1840. p. 62. - List of Ministers, Consuls, etc. p. 8.

Le Texte anglais porte "The Capitals "and Effects."

²⁾ Le Texte anglais porte: "which would "he due," ce qui signifie, "qui serait due," et non pas "qui aurait été fournie."

³⁾ c'est à dire "de le faire cesser." Le Texte anglais porte " of terminating the same."

A) On a sans doute voulu dire que la Ré-

L. III. Cn. I. S. XIII. ÉT.-UN. D'AMÉRIQUE. § 21. 22.

Le Hanovre entretient:

à la Nouvelle-Orléans, un Consul.

à New-York, un Vice-Consul 1).

§. 21.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET HESSE (ÉLECTORALE).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Hesse électorale.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Cassel, un Consul 2).

La Hesse électorale entretient:

à New-York, un Consul 1).

6. 22.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MAROC.

Traité de Paix et d'Amitié, entre les États. Unis d'Amérique et Sa Majesté impériale l'Empe-28 Juin. reur de Maroc, fait à Maroc, le 28 Juin 1786, avec un Article additionnel, en date du même Jour 1) 1). (Original en arabe et en anglais.)

Si quelque Bâtiment des États-Unis vient à échouer sur quelque Partie de Nos Côtes, il restera à la Dispo-

1) Almanach de Gotha, 1840. p. 4. 5. -Hof - und Staats-Handbuch für das Königreich Hannover, 1838, p. 92.

2) Almanach de Gotha, 1840. p. 63. - List of Ministers, Consuls, etc. p. S.

3) Almanach de Gotha, 1840. p. 4.

4) Jon. Elliot, l. c. p. 415. (en anglais.) daté du 28 Juin 1786. - Nouvelles extraordinaires, 1788. No. 1. 4 et 8. Suppl. (en français.) daté du 25 Janvier 1787. - (Fabri), Historischgeographische Monatsschrift, No. 4. p. 300. (en français.) avec la meme date. - Storia dell' Anno 1787. p. 75. (en italien.) avec la meme date. - Adrian Kleist, Index chronologicus sistens Federa etc. sive Prodromus ad primas lineas hist. federum belgii fed. (Ley de 1789. in 80.) (en hollandais.) avec la meme date. - Martens, Recueil, T. IV. p. 247. (en français.) avec la même date. d'Hauterire et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 272. (en français.) avec la date du 21 Juin 1786 pour le Traite, et du 7 Juillet de la même année pour l'Art. additionnel. - La Traduction française, que nous donnons. a été faite

sur le Texte anglais, publié par Jon. Elliot.

5) Le Texte arabe porte que le présent Traite a été enrégistré et scellé, le 25 Schiaban l'an 1200 de l'Hégire, et l'Art. additionnel perte la date du 18 Ramazan de la même année. Le 25 Schiaban 1200 répond au 12 Juin 1786, et le 18 Ramazan au 4 Juillet. - Il est dit dans le Code diplomatique de Jon. Elliot, p. 421. note *. que le 1 de Ramazan 1200 répend au 28 Juin 1786. C'est une erreur, le 1 de Ramazan 1200 répond au 17 Juin de ladite année.

6) Les Etats-Unis avaient nommé, le 12 Mai 1784, leurs Plénipotentiaires, pour la Conclusion d'un Traite avec l'Empereur de Maroc, les Citoyens Jean Adams, Benjamin Franklin et Thomas Jefferson. Franklin se trouvant absent, les deux autres Plenipotentiaires, en vertu d'une Autorisation speciale, du 11 Mars 1785, déléguèrent leurs Ponvoirs au Citoyen Thomas Barclay, lequel negocia et conclut ledit Traite, qui fut signe par Jefferson, à Paris, le 1 Janvier 1787, et par Adams, à Londres, le 25 Janvier de la même année.

sition des Propriétaires, et personne n'entreprendra d'en approcher sans leur Consentement.....

Art. X. et, si quelque Bâtiment américain vient à échouer sur la Côte de Wadnoon), ou sur quelque Côte voisine, l'Équipage y appartenant sera protégé et assisté, jusqu'à ce que, avec l'Aide de Dieu, il puisse être renvoyé dans son Pays.

L'Art. XIII. concerne le Salut de Mer.

Le Commerce avec les États-Unis sera sur le même Pied que celui avec l'Espagne, ou celui avec la Nation qui sera alors la plus favorisée; et leurs Citoyens seront respectés et estimés, et auront pleine Liberté de passer et repasser par Notre Pays et par Nos Ports de Mer, chaque fois qu'il leur plaira, sans Interruption.

Les Marchands des deux Pays n'emploieront, pour leur servir comme Interprètes, et pour les assister dans leurs Affaires, point d'autres Personnes que celles qu'ils jugeront à propos......

Les Marchands ne seront point forcés d'acheter ni de vendre aucune Espèce de Marchandises, excepté celles qu'ils jugeront à propos.....

Art. XIX. Aucun Bâtiment ne sera détenu dans le Port, sous quelque Prétexte que ce soit, et il ne sera obligé à recevoir à son Bord aucun Article, sans le Consentement du Commandant (ou Capitaine), qui sera en pleine Liberté de fixer le Fret de toute Espèce de Marchandises qu'il prendra à son Bord.

Si quelques Citoyens des États-Unis, ou quelques autres Personnes se trouvant sous leur Protection, ont un Différend entre elles, le Consul décidera entre les Parties, et toutes les Fois que le Consul requerra quelque Aide ou Assistance de la part de Notre Gouvernement, pour faire exécuter ses Décisions, on acquiescera immédiatement à sa Demande.

Si un Citoyen des États-Unis venait à tuer ou à blesser un Maure, ou, si, au contraire, un Maure tuait ou blessait un Citoyen des États-Unis, on suivra la Loi du Pays, et il sera rendu une Justice impartiale, le Consul assistant au Jugement; et si quelque Délinquant s'échappe, le Consul ne sera en aucune Manière responsable de sa Personne.

¹⁾ Wadnoon, c. à. d. Vled de Nun. Voyez plus haut p. 722. Col. 1. note 1.

Art. XXII. Si un Citoyen américain vient à mourir dans Nos États, et qu'il ne se trouve point de Testament, le Consul prendra Possession de ses Effets; et s'il n'y a point de Consul, les Effets seront déposés entre les Mains de quelque Personne digne de Confiance, jusqu'à ce que la Partie, qui a un Droit de les réclamer, se présente. Mais, si l'Héritier du Défunt est présent, les Biens lui seront remis sans Délai; et, s'il se trouve un Testament, on disposera de la Propriété conformément audit Testament, aussitôt que le Consul en aura certifié la Validité.

Les Consuls des États-Unis résideront dans tel Port de Nos Domaines qu'ils jugeront à propos: ils seront respectés et jouiront de tous les Privilèges dont jouissent les Consuls de quelque autre Nation que ce soit. Et, si les Citoyens des États-Unis contractaient des Dettes ou des Engagements, le Consul n'en sera responsable en aucune Manière, à moins qu'il n'ait donné une Promesse par écrit, pour payer ou acquitter lesdites Dettes ou Engagements, sans laquelle Promesse par écrit on ne pourra élever aucune Réclamation à sa Charge (no application to him for any redress shall be made).

Art. XXIV. S'il s'élevait quelque Différend à la suite d'une Infraction d'un des Articles du présent Traité par l'une ou l'autre Partie, la Paix et l'Harmonie continueront néanmoins de subsister dans leur Vigueur la plus entière, jusqu'à ce qu'il ait été fait une Demande amicale pour un Arrangement, et, avant que cette Demande ait été rejetée, on n'aura point Recours aux Armes; et, si la Guerre venait à éclater entre les Parties, il sera accordé un Terme de neuf Mois, à tous les Sujets des deux Parties, pour disposer de leurs Effets, et se retirer avec leur Propriété.

Et il est de plus déclaré que toute Facilité quelconque (whatever indulgence), à l'égard du Commerce ou autrement, qui serait accordée à une des Puissances chrétiennes, les Citoyens des États-Unis seront également en droit d'y prétendre.

Art. XXV. Le présent Traité restera en pleine Vigueur (avec l'Aide de Dieu), pendant cinquante Ans.

L'Art. additionnel se résère à l'Art. X. et concerne la Protection des Vaisseaux de l'une et l'autre Partie dans les Ports respectifs.

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 23. 1551

Le Traité de Paix et d'Amitié, conclu pour cinquante Ans, entre les deux Purties, à Méquinez, le 16 Septembre 1836 (3e jour du mois Jamad el lahhar l'an 1252 de l'Hégire) 1), n'est qu'une Répétition littérale du Traité du 28 Juin 1786 2).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Tanger, un Consul 1).

§. 23.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MASCATE 4).

Traité d'Amitié et de Commerce, entre les 1833, États-Unis d'Amérique et Sa Majesté Seyed Syeed Bin, Sultan de Mascate et de ses Dépendances, conclu et signé dans la Ville de Mascate, dans le Royaume d'Aman, le 21 Septembre l'An de Notre Seigneur 1833 °), qui répond au 6 e Jour de la Lune appelée Tamada Alawel, de l'Année de l'Hégire (Allhajra) 1249 °).

Art. V. Si un Bâtiment des États-Unis vient à faire Naufrage dans quelque Partie des États du Sultan, on prendra Soin des Personnes qui auront échappé au Naufrage, et ils recevront l'Hospitalité aux Frais du Sultan, jusqu'à ce qu'ils trouveront une Occasion pour retourner dans leur Pays (car le Sultan ne peut jamais recevoir aucune Espèce de Rémunération pour avoir donné Secours à des Malheureux), et la Propriété sauvée d'un tel Naufrage sera soigneusement conservée et délivrée soit au Propriétaire, soit au Consul des États-Unis, soit à tout autre Agent autorisé à cet effet.

- En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 16 Septembre 1836, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 5 Djemaziul' Akhir 1252,
- 2) Acts passed at the second Session of the twenty-fourth Congress of the United-States, 1837. p. 107. (en anglais.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Murhard), T. XVII. p. 685. (en anglais.) — Il n'est point fait mention de ce Traité dans le Recueil de MM. & Hauterive et de Cussy.
- 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 102. List of Ministers, Consuls, etc. p. 10.
- 4) L'Imamat de Mascate est un des plus puissants de l'Arabie. Mascate, la capitale, est l'entrepôt de toutes les Marchandies qui de l'Inde sont amenées dans le Goife Persique; elle est aussi le centre du grand commerce des perles qu'on pèche de cette mer. Sa population est évaluée jusqu'à 60,000 àmes. Rostak,

dans l'intérieur, est la Résidence ordinaire de l'Imam. — Sohar ou Oman, ville assez commerçante, avec un port et plusieurs chantiers.

L'Imam de Mascate possède en outre, sous la Suzeraineté du Roi de Perse, une partie du Moghistan dans le Kerman, et les Iles Kichme et Hormouz. Ce Prince possède en Afrique l'Île de Zanguebar et quelques Places sur la côte opposée de cette partie du monde. (Adr. Balbi, l. c. p. 665. — Langlois, l. c. T. Ill. p. 298. Cel. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. II. p. 473.)

5) Acts passed at the first Session of the twenty-fifth Congress of the United-States. Published by Authority, Washington 1837. in 80. Append. p. 1. (en anglais.)

6) En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 21 Septembre 1833, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 18 Djemaziul' Ewel.

1552 L. III. CH. I. S. XIII ETATS UNIS D'AMÉRIQUE. § 24.

Les Citoyens des États-Unis, arrivant dans les Ports du Sultan, dans le But d'y faire le Commerce, auront la Liberté de débarquer et de résider dans lesdits Ports, sans payer pour cette Liberté aucune Taxe ou Imposition autre que les Droits d'Importation, que payeront les Nations les plus favorisées.

Si des Citoyens des États-Unis, ou leurs Bâtiments, ou bien leurs Propriétés, venaient à être pris par des Pirates, et conduits dans les États du Sultan, les Personnes seront mises en Liberté, et la Propriété sera rendue soit au Propriétaire, s'il se trouve sur les Lieux, soit au Consul des États-Unis, soit à tout autre Agent autorisé à cet effet.

Le Président des États-Unis pourra nommer des Consuls pour résider dans ceux des Ports du Sultan, où se fera le principal Commerce, et ces Consuls seront exclusivement Juges de toutes les Disputes que les Citoyens américains pourraient avoir entre eux. Ils auront la Faculté de recevoir la Propriété de tout Citoyen américain, venant à mourir dans le Royaume, et de l'envoyer à ses Héritiers, en payant d'abord les Dettes dues aux Sujets du Sultan. Les dits Consuls ne pourront point être arrêtés, on ne pourra point saisir leur Propriété, ni arrêter qui que ce soit appartenant au Service de leur Maison, mais leurs Personnes, leurs Propriétés et leurs Maisons seront inviolables. Si cependant un tel Consul commettait quelque Action contraire aux Lois du Royaume, on en portera Plainte au Président, qui le déstituera immédiatement ').

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Mascate, un Consul, dans l'Île de Zanguebar, un Consul 2).

6. 24.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET MECKLEMBOURG (SCHWÉRIN).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et le Grand-Duché de Mecklembourg (Schwérin).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à

Les Ratifications de ce Traité ont été
 échangées à Mascate, le 30 Septembre 1835.

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 25. 1553

à Rostock, un Consul-général pour tout le Pays '). Le Mecklembourg (Schwérin) entretient:

à Charleston, un Consul-général,

à New-York, un Consul 2).

6. 25.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ILES DES NAVIGATEURS 3).

Réglement de Commerce, fait et arrêté en 1839, 5 Novembre. Conseil, après mûre Délibération, par les principaux Chefs des lles formant l'Archipel de Hamoa (ou des Navigateurs), le 5 e Jour de Novembre 1839 °).

- 1) Alman. de Gotha, 1840. p. 65. List of Ministers, etc. p. 8. — Grofsherzoglich Mecklenburg-Schwerinscher Staats-Kalender, 1838. p. 18.
- Alm. de Gotha, 1840. p. 3. 4. Grofsherz. M. Schw. Staats-Kalender, 1838. p. 8.
- 3) Archipel des Navigateurs. Groupe d'lles dans le Grand Océan équinoctial, sitté au N. E. des Iles des Amis, entre 14 et 15° de latitude S. et 170 et 175° de longitude O. Cet Archipel a regu le nom d'Iles des Navigateurs, parce que les Habitants avaient un grand nombre de Piregues, et montraient une adresse admirable à les diriger; circonstance commune à toute la Polynésie, et qui, par conséquent, ne

semble pas très propre à devenir le motif d'une dénomination distinctive. Mr. Adr. Balbi, dans son Abrégé de Géographie, p. 1276., propose de remplacer cette dénomination par celle d'Archipel de Hamoa ou de Bougainville, parce que cet Archipel, dont une partie peut correspondre à l'Ile Bauman de Roggeneen'), re-

4) Ce Réglement ne se trouve dans aucun des Recueils que nous avons été à même de consulter. La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur une Copie du Texte anglais, tirée du Département de la Marine (Navy Department).

Le Texte anglais porte Samoa au lieu de Hamoa.

*) Jacob Roggeween ou Roggevin, né dans la Zélande, en 1669, passa de bonne heure à Batavia, où il remplit les Fonctions de Conseiller de la Cour de Justice, après avoir navigué quelques années dans l'Inde. Des 1699, son pere avait présenté aux Directeurs de la Compagnie des Indes occidentales un Mémoire détaillé sur la Découverte des Terres australes. Les brouilleries survenues alors entre la Hollande et l'Espagne, empéchèrent alors le départ de la Flotte destinée à cette expédition: elle fut oubliée. Mais Roggeween, auquel son père, en mourant, avait recommandé de ne rien négliger pour l'exécution de son projet, réussit à le faire adopter, et fut même nommé Commandant des trois Vaisseaux que la Compagnie équipa pour cette entreprise. L'Escadre mit à la voile, du Texel, le 16 Juillet 1721. De retour à Batavia, Roggencen s'était flatté

d'y trouver le repos, et de recevoir le tribut d'éloges que méritaient son zele et sa persévérance. Mais les Officiers de la Compagnie confisquerent les Vaisseaux et jeterent en prison l'Amiral, ses Officiers et les faibles restes des trois Équipages, que les vagues, les tempétes et le scorbut avaient épargnés. Ils les accusaient de Contravention au Privilège de la Compagnie, en naviguant dans des Mers qu'elle regardait comme son Domaine. Roggeween et ses Compagnons furent envoyés en Hollande, comme des Criminels, et ils y arrivèrent, le 11 Juillet 1723. La Compagnie d'Occident t) prit leur défense: elle intenta un Procès à la Compagnie des Indes orientales tt); et comme il fut prouvé que l'expédition de Roggeween n'était qu'une expédition de découverte, cette dernière Compagnie fut condamnée à tout restituer et à payer des dommages-intérêts †††)

qui est due à quelqu'un pour le Dommage, pour le Préjudice qu'on lui a causé. (Dict. de l'Académie. — Dict. de la Conversation, T. XXI. p. 423. Col. 2.)

t) Voyez plus haut p. 980. Col. 1. note 2.

tt) Voyez plus haut p. 734. Col. 2, note 4.

^{†††)} Dommages et Intérêts ou Dommagesintérêts. Terme de Jurisprudence. L'indemnité

Art. I. Tous les Consuls étrangers dûment nommés et reçus dans l'Archipel de Hamoa, seront protégés et respec-

trouvé ou découvert par Bougainville), est appelé Hamoa par les Indigènes. Celles de ces Iles qu'on a visitées sont au nombre de sept; savoir: Pola (que les Anglais nomment Chatam), Galnusse, Oyolava, Maouna, Fanfoué, Leone, Opoun, situées de l'Ouest à l'Est. Les Habitants connaissent encore trois Iles situées au Sud-Ouest. Dans la savante Carte du Grand-Océan, par Arrowsmith "), Pola est nommée Otawhy; Oyolava, Oatouah; Maouna, Ton-Otawhy; Oyolava, Oatouah; Maouna, Ton-

touillah; et Opoum, Toumsahlouah. De ces noms celui de Toutouillah se retrouve dans la Liste des Iles, que les Habitants de Tonga-Tabou ***) fournirent au Capitaine Cook t); circonstance qui donne du poids à la Nomenclature anglaise. Mais ces Iles n'ont-elles pas plusieurs noms dans les divers Dialectes dérivés du malais? On n'a eu que des notions très imparfaites sur ce Groupe d'Iles, avant qu'il fût visité par La Pérouse t1), en 1787. (Adr.

considérables. Roggeween passa le reste de sa vie dans le repos. L'époque de sa mort est inconnue. La route suivie par ce Navigateur fut assez mal choisie. Aussi ne produisit-elle que de petites découvertes, parmi lesquelles l'Ile de Paques et les lles pernicieuses ont seules été retrouvées. La position des autres Iles, et notamment celle de Bauman, est encore aujourd'hui bien incertaine. On a trois Relations du Voyage de Roggeneen: une publiée en hollandais, Dort 1728. in 40., remplie de faits merveilleux. La deuxième, en allemand, est l'ouvrage de Behrens, natif du Mecklembourg. Sergent-major des troupes de l'Expédition, Leipzig 1738. La troisième est une Traduction française de la deuxième, La Haye 1739. 2 Vol. in 120., sous le titre de Histoire de l'Expédition des trois vaisseaux envoyés par la Compagnie des Indes occidentales des Provinces-Unies aux Terres australes, en 1721, par M. de B. (probablement Behrens). Cette Narration est simple, et porte le caractère de la vérité. On en trouve un bon Extrait dans la Collection anglaise de John Harris, édition de 1764, connue sous le Titre de Navigantium Biblioteca, etc. 2 Vol. in fol. (Falkenstein, Geschichte der Entdeckungsreisen (Dresde 1828. T. I - V. pet. in 80.) T. III. p. 113. 114. Biogr. universelle, T. XXXVIII. p. 412. Col. 1.)

") Voyez plus haut p. 838. Col. 1. note ".

") Arrowsmith, Hydrographe du Roi d'Angleterre, mourut à Londres, le 16 Avril 1824, à l'àge de 73 ans. Le nombre de Cartes qu'il a publiées, dent quelques-unes en plusieurs feuilles, se monte à plus de 130; on remarque l'Angleterre en 18 feuilles, l'Écosse en 4, l'Irlande en 4, la Mappemonde en 6, le Grand-Océan en 9, la Manche en 7. On a aussi de lui un Atlas universel, en 45 Cartes, et des Atlas partiels. — Les Cartes d'Arrowsmith sont dessinées avec beaucoup de netteté et bien gravées; c'est leur principal mérite, et ce qui

leur valut d'aberd dans toute l'Europe une réputation prodigieuse; mais un examen, plus approfondi, fit bientêt reconnaître qu'elles ne méritaient pas tous les éloges qui leur avaient été prodigués. On ne peut compter sur leur exactitude que pour les Iles britanniques; quant au Continent européen, elles sont fautives. Elles ne se recommandent pas davantage pour les autres parties du monde, notamment pour l'Asie, et quelquefois elles offrent des erreurs si grossières, qu'on est tout étonné de l'ignorance ou de l'extréme négligence qui a pu les faire commettre. (Biogr. universelle, T. LVI. (Supplément) p. 470. Col. 2.)

"") Tonga ou Tonga-Tabou, c'est à dire Ile consacrée. C'est la plus grande et la plus peuplée de l'Archipel de Tonga, nommé Iles des Amis par presque tous les Géographes. Ce Groupe d'lles est une des parties les mieux connues de l'Océanie. (Adr. Balbi, l. c. p. 1275. — Langlois, l. c. T. I. p. 122. Col. 1. Art. Iles des Amis. — Malte Brun, Précis de la Géographie universelle, T. IV. Liv. LXXIX. p. 391. — Vollständiges Handbuch, Sect. VII. p. 663. — Penny Cyclopaedia, T. XVI. p. 117. Col. 1.)

t) Voyez plus haut p. 835. Cel. 2. note ***. tt) Jean-François Galaup de La Pérouse. célèbre Navigateur, naquit à Albi, en 1741. Il fut admis au service de France, en qualité de Garde de la Marine, le 19 Novembre 1756; ses services ne furent point interrompus pendant la guerre que la France eut à soutenir à cette époque contre l'Angleterre. La Pérouse fut promu au grade d'Enseigne, le 1 Octobre 1764, et à celui de Lieutenant de Vaisseau, le 4 Avril 1777. L'intervalle de 14 années de paix, qui s'écoulèrent depuis 1764 jusqu'à 1778, le mit à même de se livrer tout entier à la Navigation: il parcourut, pendant ce tems, les Pays du Globe les plus éloignés, d'abord en qualité de simple Officier; ensuite il commanda plusieurs Bâtiments du Roi. Devenu Capitaine de Vaisseau,

tés, tant pour leurs Personnes que pour leurs Biens ou Effets, et tous les Étrangers dont le Séjour aura été autorisé par le

Balbi, l. c. p. 1276. — Langlois, l. c. T. III. p. 474. Col. 2. — Malte Brun, Précis, T. IV.

Liv. LXXIX. p. 398. — Vollständiges Handbuch, Sect. VII. p. 599.)

en 1780, il fut chargé d'aller attaquer les Établissements anglais de la Baie de Hudson. Cette Expédition le fit connaître comme un Officier capable de diriger une Campagne de découvertes. Louis XVI lui confia la direction d'une Expédition dans la Mer Pacifique, composée de deux Frégates, la Boussole et l'Astrolabe. Il mit à la voile de Brest, le 1 Août 1785. Après avoir doublé le Cap Horn, il remonta vers le Nord, toucha à l'Ile de Paques et aux Iles Sandwich, découvertes par Cook, et vint attérir o) au Mont Saint-Élie, situé à la côte N. O. de l'Amérique, par environ 600 de latitude. Toute cette Côte fut prolongée en allant du Nord au Sud, jusqu'au Port de Monterey (Haute Californic), dans l'espace de cinq à six-cents lieues, en moins de trois mois. De Monterey, les Frégates partirent le 24 Septembre 1786, pour traverser le Grand-Océan; après avoir relaché dans la Rade de Macuo, elles se rendirent à Manille, Chef-lieu des Philippines, et mouillèrent, le 27 Février 1787, dans le Port de Cavite. L'Expédition y fit un assez long séjour, s'y répara, et s'approvisionna de nouveau. Enfin, La Pérouse quitta les Philippines, le 10 Avril, pour se rendre sur les Côtes de Tartarie et des Iles du Japon. Cette portion du Globe n'était alors connue que par des Traditions recueillies par les Missionnaires. La Pérouse est le premier qui ait levé les doutes que ces Récits confus avaient fait naitre. Après avoir vérifié les Découvertes antérieurement faites par les Hollandais dans ces Parages, La Pérouse traversa les Iles Kourikes entre l'Ile de la Compagnie et l'Ile Murikan; le Détroit recut le nom de Canal de la Boussole. Il vint ensuite relacher au Kamtschatka, dans le Havre de Saint-Pierre et Saint-Paul, où il mouilla, le 7 Septembre 1787. Les Frégates en partirent le 29, firent route vers le Sud, et passèrent par les Iles des Navigateurs et des Amis; elles mouillerent à Botany - Bay, le 16 Janvier 1788. Depuis le départ des Frégates de Botany-Bay, qui eut lieu peu de tems après, on n'a plus reçu aucune nouvelle de La Pérouse et de ses Compagnons. Sa dernière Lettre au Ministre de la Marine était datée du 7 Février 1788. Les recherches faites par le Contre-Amiral d'Entrecasteaux (Biogr. universelle, T. XIII. p. 174. Col. 2.), en 1791, n'eurent aucun succès. En 1827, le Capitaine Dillon, commandant un Bàtiment de la Compagnie des Indes, naviguant au Nord des Nouvelles Hébrides, trouva sous l'eau, au milieu des récifs dont est hérissé le pourtour 00) de la plus grande lle du Groupe de Vanikoro 000), des débris de Navires et une multitude d'objets qui avaient évidemment appartenu aux Naufrages de la Boussole et de l'Astrolube; il fixa ainsi le lieu où ces frégates, naviguant de conserve, et très près l'une de l'autre, touchèrent probablement, pendant la nuit, l'écueil alors inconnu, s'entrouvrirent et furent englouties: il consacra ce fatal évènement, en donnant à cette lle le nom de La Pérouse. Plus tard, en 1828, le Capitaine Du Mont d'Urville visita le même lieu avec la Corvette l'Astrolabe, et recueillit aussi quelques débris du naufrage. - La Relation du Voyage de La Pérouse, rédigée par Mr. Milet de Mureau, d'après les Journaux qui avaient été envoyés du Kamtschatka et de Botany-Bay, a été publiée à Paris, en 1797. 4 Vol. in 4º. avec Atlas. Il y en a une Traduction anglaise, Londres 1799. 2 Vol. in 40., et une allemande par J. R. Forster et C. L. Sprengel, Berlin, 2 Vol. in 8º. [Biogr. universelle, T. XXXIII. p. 397. Col. 2. - Dict. de la Conversation, T. XXXIV. p. 339. Cel. 2. - Conversations-Lexikon, T. VI. p. 502. -Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 462. Col. 1. - Du Mont d'Urville, Voyage autour du monde et à la recherche de La Pérouse, dans les années de 1826 à 1829 (Paris 1832. T. I - VI. in 80.).]

O) Atterrir (ou Attérir), Terme de Marine. Prendre Terre.

Atterrissage. Action d'atterrir. (Dict. de l'Académie.)

oo) Pourtour. Le tour, le circuit de certains ebjets. (Dict. de l'Académic.)

⁰⁰⁰⁾ Vanikoro, une des Iles de l'Archipel

de Santa Cruz, qu'on nomme aussi Iles de la Reine Charlotte. Mr. Adr. Bulbi, en suivant le conseil d'un savant marin, Mr. Jules de Blosseville, donne à ce Groupe d'lles la dénomination d'Archipel de La Pérouse. (Adr. Bulbi, l. c. p. 1266. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1508. Col. 1. — Vollständiges Handbuch, Sect. VII. p. 416.)

Consentement du Gouvernement, et qui se conformeront aux Lois établies, jouiront de la Protection du Gouvernement.

La Protection la plus entière sera accordée à tous les Vaisseaux et Bâtiments étrangers qui feront Naufrage; le Consul de la Nation, à laquelle appartient le Bâtiment, prendra Possession des Biens qui seront sauvés, et accordera, soit un Droit de Sauvetage, soit une Portion desdits Biens, à ceux qui auront aidé à les sauver et à les protéger, et il ne sera en aucun Cas permis à ces derniers de s'en rien approprier').

Les Biens et Effets de toutes les Personnes décédées seront délivrés au Consul de la Nation à laquelle appartenaient les Défunts.

- Tout Individu coupable d'un Crime ou d'un Meurtre, commis sur la Personne d'un Étranger, sera livré sans Délai au Commandant du Bâtiment de guerre de la Nation à laquelle appartenait l'Étranger qui aura été tué, si ledit Commandant en fait la Demande.
- Art. VI. On ne pourra, à moins d'une Nécessité absolue, se livrer à aucune Espèce de Travail à terre, ni employer aucun des Habitants à travailler à bord des Bâtiments, le Jour du Sabbat ²), sous peine d'une Amende de dix dollars.
 - Il est sévèrement défendu de trafiquer en Liqueurs spiritueuses, ni d'en mettre à Terre; les Contrevenants payeront une Amende de vingt-cinq dollars, et le Bâtiment auquel ils appartiennent ne recevra plus de Rafraîchissements'). Toute Liqueur spiritueuse trouvée à Terre sera saisie et détruite (destroyed).

L'Art. VIII. concerne l'Arrestation et l'Extradition des Déserteurs des Bûtiments étrangers.

Art. IX. Aucun Capitaine de Bâtiment ne pourra débarquer un Passager sans la Permission du Gouvernement, sous peine d'une Amende de vingt-cinq dollars, et il ne sera permis à aucun Individu de débarquer ni de résider dans l'Archipel de Hamoa, sans une Permission spéciale du Gouvernement.

Quiconque viendra à Terre, saus avoir obtenu ladite Per-

¹⁾ Le Texte anglais porte "no embezlement "will be permitted."

²⁾ Les Ouvrages de Géographie, que nous avons été à même de consulter, ne contiennent aucune notion sur la Religion des Indigènes.

³⁾ Rafraichissements, en Termes de Marine, se dit des Vivres frais de toute espèce, qu'en embarque sur un Bâtiment, soit au départ, soit dans les relâches; par opposition aux aliments secs ou salés. (Dict. de l'Académie.)

mission, sera forcé de se rembarquer et de partir par la première Occasion.

Si un Individu malade, appartenant à un Bâtiment quelconque, était laissé à Terre, dans le but de recouvrer la Santé, il restera à la Charge du Consul, qui sera responsable de toutes les Dépenses qu'occasionnera la Maladie dudit Individu, et qui le fera partir par la première Occasion, aussitôt qu'il sera rétabli.

Tout Marin qui restera à Terre, passé neuf heures du Soir, sera mis en Prison jusqu'au Lendemain, où il sera renvoyé à bord, et payera une Amende de cinq dollars.

Toutes les Amendes seront payées en Espèces ou par un Équivalent; les Amendes pourront être converties par le Gouvernement en Corvées (hard labour) pour la Confection des grandes Routes, à raison d'un Mois de Travail pour cinq dollars.

Art. XIII. Si le Capitaine ou Maître d'un Bâtiment refusait de se conformer à une Disposition quelconque du présent Réglement, le Cas sera exposé au Consul de la Nation à laquelle appartient le Rénitent) pour en faire Justice.

Tous les Magistrats ou Chefs des Districts, qui pourraient être visités par des Bâtiments ou Embarcations, feront observer ce qui a été arrêté et réglé ci-dessus, tant par rapport au Débarquement des Étrangers que par rapport à l'Arrestation des Déserteurs, sous peine de telle Amende que le Malo 2) jugera à propos de leur imposer.

Afin de faire exécuter tout ce qui a été arrêté et réglé ci-dessus, les Chefs et Soula-fall ') des Districts respectifs se réuniront, et éliront un de leurs Membres, qui agira en qualité de Magistrat ou de Juge pour faire exécuter les Lois.

Fait et arrêté en Conseil dans le *Port d'Apia*, dans l'*He* d'Upulo *), le 5 e Jour de Novembre, l'An de Notre Seigneur 1839. Témoins:

Charles Wilkes, Commandant de l'Expédition exploratoire. Malietoa X Samalanja X Matelan X

¹⁾ Rénitent, qui résiste. (Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académie.)

²⁾ Malo, probablement le Chef d'un District.

³⁾ Soula-fall. Nous supposons que ce mot

désigne un des Officiers subalternes.

4) Upulo. Peut-être que cette dénomination

correspond à celle de *Pola*. (Voy. pl. h. p. 1554. Col. 1. cont. de la note 3. de la p. 1553. Col. 1.)

1558 L. III. CH. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 26.

J. C. Williams, Peca X
Consul des États-Unis. Sooa X
W. C. Cunning ham, Moli X
Vice-Consul de S. M. Britannique. Saga X

5 Novembre 1839.

Le Réglement ci-dessus (foregoing rules and regulations), ayant été soumis à Mon Approbation, Je l'approuve sans aucune Restriction (I highly approve the same)

W. C. Cunningham, Vice-Consul de S. M. Britannique pour l'Archipel des Navigateurs.

Apia, Upulo, le 5 Novembre 1839.

Le Réglèment de Commerce ci-dessus (foregoing commercial rules and regulations), ayant été signé en Ma Présence, et soumis à Mon Approbation par les Chefs, Je le considère comme juste et convenable, et J'en transmettrai une Copie au Gouvernement américain pour l'Information de tous les Capitaines de Bâtiment, qui visiteront l'Archipel de Hamoa ou des Navigateurs (the Samoa or Navigator group of Islands).

A Bord du Vaisseau des États-Unis Vincennes, dans le Port d'Apia, dans l'He d'Upulo, Archipel des Navigateurs. Le 6 Novembre 1839.

Charles Wilkes, Commandant l'Expédition exploratoire des États-Unis d'Amérique.

§. 26.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET NOUVELLE ZÉELANDE 1).

Quoiqu'il n'existe point de Traité entre les États-Unis d'Amérique et les Habitants de la Nouvelle Zéclande, le Gouvernement américain entretient néanmoins:

dans la Tasmanie du Nord:

dans la Baie des Iles, un Consul 2).

1) On a donné le nom de Nouvelle Zéclande à deux lles, situées dans le Grand Océan austral, au S. E. de la Nouvelle Calédonie. Tasman, navigateur hollandais, qui en fit la première découverle, en 1642 '), n'en a vu qu'une très petite partie. Cook, qui visita ces parages, en 1779 "), reconnut qu'il y a deux lles, et qu'elles sont séparées par un Détroit. On nomme Eaheino-Mauve ou la Tasmanie du Nord, l'lle septentrionale, et Tavoi-Poennamou ou Tasmanie du Sud, l'lle méridionale.

Les principaux lieux sont: le Port de Wangaroa, la Baie d'Oudoudou (Baie des lles), le Havre de Kaïpara, le Port de Manoukao, le Havre de Waïkato.

Ces Iles sont habitées par des Tribus de race malaisienne. Leurs moeurs offrent, malgré leur état social, supérieur à celui de plusieurs autres Océaniens, des traces de férocité. (.Adr. Balbi, l. c. p. 1268. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1664. Col. 2.)

2) List of Ministers, Consuls, etc. p. 11.

^{*)} Falkenstein, l. c. T. III. p. 44.

[&]quot;) Voyez plus haut p. 835. Col. 2. note "...

6. 27.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PAYS-BAS. (Voyez plus haut Sect. VI. §. 13. p. 908.)

Traité de Commerce et de Navigation, pour 1839, dix Ans, entre les États-Unis d'Amérique et S. M. le Roi des Pays-Bas (Guillaume I), fait à Washington, le 19 Janvier 1839 1).

Il est de plus convenu entre les deux Parties contractantes, que les Consuls et Vice-Consuls des États-Unis dans les Ports des Pays-Bas en Europe, et réciproquement, les Consuls et Vice-Consuls des Pays-Bas dans les Ports des États-Unis, continueront à jouir de tous les Priviléges, de la Protection et de l'Assistance d'Usage et nécessaires pour l'Exercice régulier de leurs Fonctions, ce qui s'entendra aussi relativement aux Déserteurs des Bâtiments de guerre ou marchands de leur Pays.

Ant. V. En Cas de Naufrage ou d'autre Dommage essuyé sur Mer, chacune des Parties accordera aux Bâtiments, soit de guerre soit marchands, de l'autre Partie, la même Assistance et Protection, qui en pareil Cas scrait accordée à ses propres Bâtiments.

Le présent Traité restera en vigueur pendant dix Ans, à compter six Semaines après l'Échange des Ratifications ²), et jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Parties contractantes se réservant le Droit de faire cette Notification à l'autre Partie, après l'Expiration dudit Terme de dix Années. Et il est convenu, par le présent Article, que dans le Cas d'une telle Notification, ce Traité et toutes les Stipulations y contenues, seront, à l'Expiration desdits douze Mois, nulles et sans Effet.

§. 28.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PÉROU.

1836, Traité de Paix, d'Amitié, de Commerce 30 Novembre. et de Navigation, pour douze Ans, entre les

¹⁾ Imprimé séparément à Washington, 1839. in fol. (en anglais et en hollandais.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais. — Acts and Resolutions passed at the first Session of the

twenty-sixth Congress of the United-States. Published by Authority, W as hing to a 1840. in 8°. App. p. 106. (en anglais et en hollandais.) 2) Les Ratifications furent échangées à Washington, le 24 Mai 1830.

États-Unis d'Amérique et la République du Pérou (Confédération Pérou-Bolivienne), fait à Lima, le 30 Novembre 1836.). (Original en anglais et en espagnol.)

Les États-Unis d'Amérique et la Confédération Pérou-Bolivienne, désirant vivre en Paix et Harmonie, tant entre Eux qu'avec toutes les Nations de la Terre, en suivant une Politique franche et également amicale envers toutes, s'engagent mutuellement à ne point accorder à d'autres Nations aucune Faveur, sous le Rapport du Commerce et de la Navigation, qui ne devienne immédiatement commune à l'autre Partie, laquelle en jouira gratuitement, si la Concession a été faite gratuitement, ou bien en accordant la même Compensation, si la Concession a été conditionnelle.

Les deux Hautes Parties contractantes désirant également d'établir le Commerce et la Navigation de leurs Pays respectifs sur une Base libérale, de parfaite Égalité avec les Nations les plus favorisées, conviennent mutuellement, que les Citoyens de l'une d'Elles pourront fréquenter avec leurs Batiments toutes les Côtes et Pays de l'autre, y résider et y trafiguer dans toute Espèce de Produits, Manufactures et Marchandises, qui ne sont pas généralement prohibées, et ils ne payeront, sur leurs Bâtiments et Cargaisons, d'autres ni de plus forts Droits, Taxes ou Impôts d'aucune Espèce, que ceux que les Citoyens ou Sujets de la Nation la plus favorisée sont ou seront obligés de payer pour leurs Bâtiments et Cargaisons; et ils jouiront respectivement, par rapport au Commerce et à la Navigation, de tous les Droits, Priviléges et Exemptions, dont jouissent ou jouiront les Citoyens ou Sujets de la Nation la plus favorisée, en se soumettant aux Lois, Décrets et Usages auxquels lesdits Citoyens ou Sujets sont soumis.

Il est de même convenu, que tous les Marchands. Commandants de Bâtiments et autres Citoyens de l'un et l'autre Pays, auront pleine Liberté de gérer eux-mêmes leurs propres Affaires, dans tous les Ports et Lieux, soumis à la Jurisdiction de l'un et l'autre Pays, tant pour ce qui concerne la Consignation et la Vente de leurs Denrées et Marchandises.

omis dans le Recueil de MM. d'Hauterive et de Cussy. – La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais.

¹⁾ Acts and Resolutions passed at the third Session of the twenty-fifth Congress of the United-States. Published by Authority. 1839. Append. p. 14. (en anglais.) — Ce Traité est

que pour ce qui concerne l'Achât des Retours, le Chargement, le Déchargement et l'Expédition de leurs Bâtiments.

Les Citoyens des deux Parties contractantes ne pourront être soumis à aucun Embargo, ni ne pourra-t-on les retenir avec leurs Bâtiments, Cargaisons, Marchandises ou Effets, pour aucune Expédition militaire, ni pour Utilité publique ou particulière quelconque, à moins d'accorder une Indemnité suffisante pour de tels Services. On ne pourra non plus exiger d'eux aucun Emprunt forcé ni Contribution casuelle (occasionnal Contributions), et ils seront exempts de tout Service militaire sur Terre et sur Mer.

Toutes les Fois que les Citoyens de l'une des Parties contractantes seront forcés par la Tempête, le Manque d'Eau ou de Provisions, ou la Poursuite de Pirates ou Ennemis, de chercher Refuge, Abri ou Secours, dans les Rivières, Baies, Ports ou Domaines de l'autre, avec leurs Bâtiments, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers, ils seront reçus et traités avec Humanité, en leur donnant Aide et Protection, pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant en état de continuer leur Voyage sans Obstacle ni Empêchement.

Toutes les Fois qu'un Bâtiment, appartenant aux Citoyens de l'une des Parties contractantes, viendra à faire
Naufrage, à couler bas ou à souffrir quelque Dommage, sur
les Côtes ou dans les Domaines de l'autre, il sera donné toute
Espèce de Protection et d'Assistance audit Bâtiment, à son Équipage et aux Marchandiscs qui se trouvent à bord, de la même
Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage, en pareil
Cas, envers les Bâtiments de la Nation chez laquelle l'Accident
a lieu; et il lui sera permis, si besoin est, de décharger ses
Marchandises et ses Effets, avec les Précautions convenables,
pour empêcher toute Introduction illicite, sans exiger dans ce
Cas aucune Espèce de Droit, Impôt ou Contribution, bien entendu que lesdites Marchandises et Effets soient exportés.

Art. VIII. Les Citoyens de l'une des Parties contractantes auront la Faculté de disposer, dans la Jurisdiction de l'autre, de leurs Biens personnels, par Vente, Donation, Testament ou de toute autre Manière, et leurs Représentants (Héritiers), étant Citoyens de l'autre Partie, succéderont auxdits

Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres, agissant pour eux, et en disposer à leur Volonté, en ne payant d'autres Redevances que celles que payeraient, en pareils Cas, les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens; et si, dans le Cas qu'il s'agirait de Biens immeubles, lesdits Héritiers seraient empêchés, à cause de leur Qualité d'Étrangers, d'entrer en Possession de l'Héritage, il leur sera accordé un Terme de trois Ans, pour en disposer selon qu'ils jugeront convenable, et retirer le Produit, ce qu'ils pourront exécuter sans Obstacle, et libres de toutes Charges, excepté celles qui sont établies par les Lois du Pays.

Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent d'accorder leur Protection spéciale aux Personnes et à la Propriété des Citoyens respectifs, de toutes les Classes, et quelle que soit l'Occupation à laquelle ils se livrent, qui pourraient se trouver dans les Territoires soumis à la Jurisdiction de l'une ou l'autre Partie, passagers ou domiciliés, leur laissant un libre Accès aux Tribunaux de Justice pour leurs Recours judiciaires, de la même Manière que cela se pratique et que cela est d'Usage envers les Naturels ou Citoyens du Pays dans lequel ils se trouvent; et ils pourront, dans lesdits Recours, employer pour la Défense de leurs Droits, dans tous leurs Proces (in all their trials at law), tels Avocats, Solliciteurs (Procureurs), Notaires, Agents et Facteurs, qu'ils jugeront à propos; et les tels Citoyens ou Agents auront un libre Accès (free opportunity) pour assister aux Décisions et Sentences des Tribunaux, dans tous les Cas qui les concernent, et de même aux Interrogatoires et à la Déposition des Témoins, qui seront produits dans lesdits Procès.

Et afin de rendre plus claire (more explicit) et plus efficace la Promesse solennelle et l'Engagement ci-dessus exprimé, dans des Circonstances auxquelles l'une des Parties a déjà antérieurement été exposée (un der circumstances to which one of the parties has heretofore been exposed), il est de plus stipulé et déclaré par le présent Article, que tous les Droits et Priviléges, dont jouissent les Citoyens d'une des Parties contractantes, ou qui pourraient leur être concédés en vertu de la Constitution et des Lois de l'autre Partie respectivement.

seront considérés (deemed and held) leur appartenir (to belong to and adhere in them), jusqu'à ce que lesdits Droits et Priviléges soient abrogés ou révoqués par une Autorité constitutionnellement et légalement compétente à cet effet.

Art. X. Il est également convenu que les Citoyens des deux Parties contractantes jouiront, dans les Pays soumis à la Jurisdiction de l'une ou de l'autre Partie, de la plus parfaite et entière Sûreté de Conscience, sans être exposés à être inquiétés ou molestés à cause de leur Croyance religieuse, aussi longtems qu'ils respecteront les Lois et Usages établis du Pays.

De plus, des Citoyens de l'une des Parties contractantes, venant à mourir dans les Territoires de l'autre, les Corps seront enterrés dans les Cimetières ordinaires, ou dans d'autres Lieux décents et convenables, et protégés contre toute Violation ou Perturbation.

L'Art. XI. établit en principe que le Pavillon couvre la Marchandise,

Si, à une Époque quelconque, une Rupture venait à avoir lieu entre les deux Nations contractantes, et que (ce que Dieu veuille ne pas permettre!), la Guerre éclatât entre Elles, Elles sont convenues et conviennent maintenant, pour alors, que les Marchands, Trafiquants, et autres Citoyens de l'unc des deux Parties, livrés à des Occupations quelconques, qui résideraient dans les Villes, Ports et Domaines de l'autre, jouiront du Privilège de rester là où ils se trouvent, et d'y continuer leur Trafique et leurs Affaires, et qu'ils seront respectés et maintenus dans la Jouissance pleine et entière de leur Liberté personnelle et de leur Propriété, tant qu'ils se conduiront paisiblement et convenablement, et ne commettront point d'Offense contre les Lois. Et, dans le Cas où leur Conduite les rendrait suspects de Menées dangereuses (mal practices), et qu'ayant ainsi perdu le susdit Privilège, les Gouvernements respectifs jugeaient convenable de leur ordonner de partir, il leur sera accordé un Terme de douze Mois, à compter du Jour de la Publication ou Intimation de cet Ordre, pour arranger et régler leurs Affaires, et partir avec leurs Familles, leurs Effets et leurs Biens, à laquelle Fin il leur sera donné le Sauf-Conduit nécessaire, qui leur servira de Protection jusqu'au Port désigné, où ils devront s'embarquer. Mais cette Faveur ne s'étendra point à ceux qui agiront contrairement aux Lois établies. Il est néanmoins entendu que les Gouvernements respectifs pourront enjoindre aux Personnes ainsi suspectées, de se transporter de suite dans l'Intérieur du Pays, en tels Endroits qu'on jugera à propos de leur désigner.

Art. XXIII. Ni les Dettes, dues par des Individus d'une Nation à des Individus d'une autre Nation, ni les Actions ou les Espèces qu'ils pourraient avoir, soit dans les Fonds publics, soit dans des Banques publiques ou privées, ne seront jamais séquestrés ou confisqués, dans le Cas d'une Guerre ou d'une Contestation entre les deux Nations (national difference).

Art. XXIV. Les deux Parties contractantes, désirant éviter toute Disparité dans leurs Communications publiques et leurs Relations officielles, sont convenues et conviennent, d'accorder à leurs Envoyés, Ministres et autres Agents publics, les mêmes Faveurs, Immunités et Exemptions que celles dont jouissent actuellement, ou dont pourraient jouir à l'avenir, ceux des Nations les plus favorisées, étant entendu que les Faveurs, Immunités ou Priviléges quelconques, que les États-Unis d'Amérique ou la Confédération Pérou-Bolivienne jugeront convenable d'accorder aux Ministres et Agents publics de quelque autre Puissance, seront accordés et étendus, ipso facto, à ceux des Parties contractantes, respectivement.

Afin de rendre plus efficace la Protection que les États-Unis d'Amérique et la Confédération Pérou-Bolivienne accorderont à l'avenir à la Navigation et au Commerce des Citoyens respectifs, Ils conviennent de recevoir et d'admettre des Consuls et Vice-Consuls dans tous les Ports ouverts au Commerce étranger, qui jouiront dans leurs Districts consulaires respectifs, de tous les Droits, Prérogatives et Immunités des Consuls et Vice-Consuls de la Nation la plus favorisée; chacune des Parties contractantes restant libre toutefois, d'excepter tels Ports et Lieux, où l'Admission et la Résidence de tels Fonctionnaires ne paraîtrait point convenable.

Afin que les Consuls et Vice-Consuls des deux Parties contractantes puissent jouir des Droits, Prérogatives et Immunités qui leur appartiennent, en raison de leur Caractère public, ils devront, avant d'entrer dans l'Exercice de leurs Fonctions, produire leur Commission ou Patente en due Forme, au Gouvernement auprès duquel ils sont accrédités, et,

après avoir obtenu leur Exéquatur, ils seront regardés et considérés comme de tels Consuls ou Vice-Consuls, par toutes les Autorités, les Magistrats et les Habitants du District consulaire, dans lequel ils résident.

Art. XXVII. Il est également convenu que les Consuls et Vice-Consuls, leurs Secrétaires et Employés, ainsi que les Personnes attachées à leur Service (bien entendu que ce ne soient pas des Citoyens du Pays où réside le Consul ou Vice-Consul), seront exempts de tout Service public, ainsi que de toute Espèce de Taxes, Impôts ou Contributions, excepté celles qu'ils seront obligés de payer pour raison du Commerce ou de leur Propriété, et dont les Citoyens de leur Pays respectif, résidant dans le Territoire de l'autre Partie, ne sont pas non plus exempts, en vertu des Stipulations du présent Traité, demeurant, pour toute autre Chose, soumis aux Lois des États respectifs.

Les Archives et Papiers des Consulats seront inviolablement respectés, et aucun Magistrat ni autre Personne ne pourra, sous aucun Prétexte, les saisir ni s'en enquérir (interfere with them).

Lesdits Consuls et Vice-Consuls auront la Faculté de requérir l'Assistance des Autorités du Pays, pour arrêter, détenir et emprisonner les Déserteurs des Bâtiments, appartenant au Gouvernement ou à des Particuliers de leur Pays; ils s'adresseront à cet effet aux Cours de Justice, Juges et Officiers compétents, et demanderont les dits Déserteurs par écrit, prouvant par l'Exhibition du Rôle d'Équipage, ou par d'autres Documents officiels (public documents), que les Hommes ainsi demandés font partie de l'Équipage du Bâtiment dont ils sont prévenus d'avoir déserté, et sur cette Demande, ainsi prouvée (à moins de Preuve du Contraire), l'Extradition ne sera point refusée. De tels Déserteurs, après avoir été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls ou Vice-Consuls, et pourront, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, être enfermés dans les Prisons publiques, pour être envoyés aux Bâtiments auxquels ils appartiennent, ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils n'étaient pas renvoyés dans l'Espace de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause.

Dans le But de protéger plus efficacement leur Commerce et leur Navigation, les deux Parties contractantes conviennent, par le présent Article, de conclure, aussitôt que cela sera mutuellement jugé convenable, une Convention consulaire, qui déterminera spécialement les Facultés et les Immunités des Consuls et Vice-Consuls des Parties respectives.

An. XXX. Les États-Unis d'Amérique et la Confédération Pérou-Bolivienne, désirant rendre aussi durables que le permettront les Circonstances, les Relations établies entre les deux Parties, en vertu du présent Traité, ou Convention générale d'Amitié, de Commerce et de Navigation, ont déclaré solennellement, et conviennent d'arrêter les Points suivants:

- 1º Le présent Traité restera en pleine Vigueur pendant douze Ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications '), et jusqu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre, son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Parties contractantes se réservant le Droit de faire cette Notification à l'autre, à l'Expiration dudit Terme de douze Années. Et il est convenu, par le présent Article, entre les Parties, qu'à l'Expiration d'une Année, après que pareille Notification aura été reçue par l'une ou l'autre Partie, ainsi que cela est dit plus haut, le présent Traité, dans tous les Points concernant le Commerce et la Navigation, cessera entièrement d'avoir Effet (altogether cease and determine), et dans tous les Points qui concernent la Paix et l'Amitié. il restera constamment et perpétuellement obligatoire pour les deux Puissances.
- 2º Si un ou plusieurs Citoyens, de l'une ou l'autre Partie, venaient à enfreindre un des Articles du présent Traité, les tels Citoyen ou Citoyens seront tenus personnellement responsables de cette Infraction, et l'Harmonie et la bonne Intelligence entre les deux Nations, n'en seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne protéger l'Infracteur ou les Infracteurs en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation, sous peine de courir la Chance (of rendering itself liable) des Conséquences qui en résulteront.

¹⁾ Les Ratifications furent échangées à Lima, le 28 Mai 1838.

- 3° Si (à quoi en vérité on ne saurait s'attendre), une des Stipulations contenues dans le présent Traité, venait à être violée ou enfreinte d'une Manière quelconque, il est expressément convenu et arrêté que ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera des Actes de Représailles, ni ne déclarera ou fera la Guerre à l'autre, à cause des Plaintes pour Torts ou Dommages reçus par là, avant que la Partie, qui se croira lésée, n'ait présenté d'abord à l'autre un Exposé ou une Représentation desdits Torts et Dommages, constatée par des Preuves suffisantes, et que le Redressement et la Satisfaction qu'Elle aura demandée, n'ait été refusée ou différée, d'une Manière déraisonnable, par l'autre Partie.
- 4º Toutefois, rien de ce qui est contenu dans le présent Traité, ne pourra être interprêté, ni avoir un Effet en Opposition aux Traités publics antérieurs, existants avec d'autres Souverains ou États.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Lima (Pérou septentrional) et à Paita (Pérou septentrional), des Consuls,
- à Arica (Aréquip et Quilca dans le Pérou méridional), des Vice-Consuls ').

§. 29.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PORTE OTTOMANE.

(Voyez plus haut Sect. XII. §. 7. p. 1463.)

§. 30.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PORTUGAL. (Voyez plus haut Sect. IV. §. 9. p. 521.)

Traité de Commerce et de Navigation, entre 1840,. les États-Unis d'Amérique et S.M. très-fidèle la Reine (Maria II da Gloria) de Portugal et des Algarves, fait à Lisbonne, le 26 Août 1840 °)). (Original en anglais et en portugais.)

ton. T. XLII. No. 6017. Thursday, April 29. 1841. (en anglais et en portugais.) La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, collationné sur le Texte portuguis.

 Les Ratifications ont été échangées à Washington, le 23 Avril 1841.

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 71. 72. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 14. 2) National Intelligencer, Washington. T. XLII. No. 6017. Thursday, April 29.

Il y aura entre les Territoires des deux Hautes Parties contractantes, Liberté réciproque de Commerce et de Navigation. Les Citoyens et Sujets de leurs États respectifs jouiront mutuellement de la Liberté d'entrer dans tous les Ports, Places et Rivières des Territoires de l'une et l'autre Partie, partout où le Commerce étranger est actuellement permis, ou pourrait être permis à l'avenir. Ils auront la Faculté de séjourner et résider dans toutes les Parties desdits Territoires, afin de vaquer à leurs Affaires, et ils jouiront à cet effet de la même Sûreté et Protection, que les Naturels du Pays dans lequel ils résident, à condition de se soumettre aux Lois et Réglements qui y sont établis, et particulièrement aux Réglements concernant le Commerce, qui y sont en vigueur.

L'Art. II. statue que les Bûtiments des Pays respectifs seront traités, à leur Arrivée, pendant leur Séjour et à leur Départ, quant à l'Acquittement des Droits, Impôts ou Taxes de toute espèce, sur le même pied que les Bûtiments nationaux.

Les Art. III. IV. V. et VI. reglent les Droits d'Importation et d'Exportation.

Art. VII. Il est expressément entendu qu'aucune des Stipulations contenues dans le présent Traité, ne pourra être appliquée à la Navigation côtière des deux Pays, que chacune des Hautes Parties contractantes se réserve exclusivement.

Ant. VIII. Il est mutuellement entendu que les Stipulations qui précèdent, ne sont point appliquables aux Ports ni aux Territoires du Royaume ou Possessions de Portugal, dans lesquels le Commerce et la Navigation des Étrangers ne sont point admis, et que le Commerce et la Navigation directe de Portugal, entre les États-Unis et les dits Ports, ainsi qu'entre les dits Ports et les États-Unis, sont également prohibés.

Mais S. M. très-fidèle consent à ce que, aussitôt que lesdits Ports ou Territoires, ou quelques-uns d'entre eux, seront ouverts au Commerce ou à la Navigation d'une autre Nation quelconque, ils scront, dès ce Moment même, également ouverts au Commerce et à la Navigation des États-Unis d'Amérique, avec les mêmes Priviléges, Droits et Faveurs, qui seront accordés à la Nation la plus favorisée, et ce gratuitement, si la Concession a été gratuite, ou en accordant soit la même Compensation, soit un Équivalent, si la Concession a été saite conditionnellement.

Art. IX. Toutes les Fois que les Citoyens ou Sujets de l'une des Parties contractantes seront obligés, par la Vio-

lence de la Tempête ou la Poursuite de Pirates ou Ennemis, de chercher Refuge ou Asyle dans quelques-unes des Rivières, Baies, Ports ou Territoires de l'autre, avec leurs Bâtiments, soit de Guerre, soit marchands, ils seront reçus et traités avec Humanité, en leur donnant toute Sorte d'Assistance, de Facilité et de Protection pour réparer leurs Bâtiments, en leur procurant des Provisions, et en les mettant en état de continuer leur Voyage, sans aucune Espèce d'Obstacle ou d'Empêchement.

Art. X. Les deux Parties contractantes auront la Faculté de nommer, chacune dans les Ports de Fautre, des Consuls, Vice-Consuls, Agents et Commissaires de leur propre Choix '), qui jouiront des mêmes Priviléges et Pouvoirs que ceux de la Nation la plus favorisée. Mais, avant qu'un Consul, Vice-Consul, Agent ou Commissaire puisse fonctionner comme tel, il devra, dans la Forme habituelle '), être approuvé et admis par le Gouvernement près duquel il est envoyé.

Mais, si un desdits Consuls exerçait le Commerce, il sera sujet aux mêmes Lois et Usages, auxquels sont assujétis les Personnes privées de sa Nation, dans le même Lieu, relativement à leurs Transactions commerciales.

Et il est établi par le présent Article, que dans le Cas qu'un desdits Consuls, Vice-Consuls, Agents ou Commissaires, vint à enfreindre les Lois, il pourra être puni conformément aux Lois, ou être renvoyé, le Gouvernement offensé exposant à l'autre ses Raisons pour en agir ainsi.

Les Archives et Papiers du Consulat seront inviolablement respectés, et aucun Magistrat ne pourra, sous aucun Prétexte, les saisir') ni s'en enquérir en aucune Manière.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux, auront le Droit, comme tels, d'exercer les Fonctions de Juges et d'Arbitres, dans les Différends entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation, dont les Intérêts leur sont confiés, sans Intervention de la part des Autorités locales, à moins que les Équipages ou les Capitaines ne vinssent, par leur Conduite, à troubler l'Ordre ou la Tranquillité publique, ou à transgresser les Lois du Pays, ou que lesdits Consuls, Vice-Consuls

¹⁾ Les mots "of their own appointment", qui se trouvent dans le Texte anglais, sont omis dans le Texte portuguis.

²⁾ Le Texte anglais porte: "in the usual

[&]quot;form"; le Texte portugais: "na devida e "usual forma."

³⁾ Le Texte anglais porte: "seize them"; le Texte portugais: "embargarlos."

ou Agents commerciaux, ne requissent leur Intervention, pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions ').

Il est entendu néanmoins que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage, ne privera en aucune Manière les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, de recourir aux Autorités judiciaires de leur Pays.

Les dits Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux sont autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales, pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Navires de Guerre et marchands de leur Pays.

Ils s'adresseront, à cet effet, aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et demanderont par écrit lesdits Déserteurs, en prouvant, par l'Exhibition des Régistres de Navires ou Rôles de l'Équipage, ou par tout autre Document officiel, que lesdits Individus ont fait partie des Équipages, et cette Réclamation ainsi établie 2), l'Extradition aura lieu sans aucun Délai.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés '), seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclameront, pour y être détenus jusqu'à l'Époque où ils seront rendus aux Navires auxquels ils appartiennent, ou renvoyés dans leur Pays, dans des Navires de leur Nation, ou dans tout autre Navire.

Mais, s'ils ne sont point renvoyés dans l'Espace de quatre Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause. Si cependant on venait à découvrir que le Déserteur eût commis quelque Crime ou Transgression des Lois du Pays *), on pourra différer l'Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, saisi de l'Affaire, ait prononcé sa Sentence, et que celle-ci ait reçu sou Exécution.

Art. XII. Les Citoyens et Sujets de l'une des Hautes Parties contractantes auront, dans la Jurisdiction de l'autre,

Le Texte anglais porte "to cause their "decisions to be carried into effect or sup-"pported." Le Texte portugais "para haver "de levar à effeito as suas decisiones."

Le Texte anglais porte , and, this reclamation being thus substantiated." Le Texte

portugais "e documentado assim a recla-"mação."

³⁾ Le Texte anglais porte "when arrested."
Le Texte portugais "apenas prezos."

⁴⁾ Le Texte anglais porte "any crime or "offence"; le Texte portugais "algum crime", ou offensa contra as leis do paiz."

la Faculté de disposer de leurs Biens personnels, par Testament, Donation ou autrement, et leurs Représentants (Héritiers) pourront succéder auxdits Biens personnels, soit par Testament, soit ab intestat, et ils pourront en prendre Possession, soit par eux-mêmes, soit par d'autres, agissant pour eux 1), et en disposer librement 2), en ne payant d'autres Redevances, au Profit des Gouvernements respectifs 1), que celles que les Habitants du Pays, où se trouvent lesdits Biens, seront obligés de payer dans le même Cas.

Et si, à la Mort d'une Personne, possédant des Biens-fonds (Immeubles) ') dans les Territoires de l'une des Hautes Parties contractantes, les tels Biens-fonds passent, d'après les Lois du Pays, à un Citoyen ou Sujet de l'autre Partie, lequel, à cause de sa Qualité d'Étranger'), serait inhabile à les posséder, on lui accordera le Terme fixé par les Lois du Pays; et dans le Cas que les Lois du Pays, actuellement en vigueur, n'eussent point fixé un pareil Terme, on lui accordera un Terme raisonnable, pour vendre lesdits Biens-fonds ou en disposer d'une autre Manière quelconque, et en retirer ou exporter le Produit, sans être molesté, et sans payer, au profit des Gouvernements respectifs '), aucune autre Redevance que celle que les Sujets du Pays, où lesdits Biens-fonds sont situés, seraient tenus de payer en pareil Cas.

Les États-Unis d'Amérique et S. M. très-fidèle, désirant rendre aussi durables que le permettront les Circonstances, les Relations qui doivent s'établir entre les deux Parties, en vertu du présent Traité ou Convention générale de Liberté réciproque de Commerce et de Navigation, ont déclaré solennellement et sont convenus d'arrêter les Points suivants:

1º Le présent Traité restera en pleine Force et Vigueur ')

¹⁾ Le Texte anglais porte "by others acting "for them." Le Texte portugais "por seus "procuradores."

²⁾ Le Texte anglais porte ,, and dispose of ,, the same at will." Le Texte portugais ,, e ,, dispor livremente dos mesmos."

³⁾ Le Texte anglais porte "paying to the sprofit of the respective Governments." Le Texte portugais "pagando aos respectivos Go"vernos."

⁴⁾ en anglais, Real estate — en portugais, Bens de raiz.

⁵⁾ en anglais, by reuson of alienage — en portugais, por sua qualidade de estrangeiro.

⁶⁾ Le Texte anglais porte "paying to the "profit of the respective Governments." Le Texte portugais "pagar para os respectivos "Governos."

⁷⁾ Le Texte anglais porte "in force." Le Texte portugais "em plena força e vigor." 100 *

pendant six Ans, à compter du Jour de sa Signature'), et jusqu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des Parties contractantes aura notifié à l'autre, son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Parties contractantes se réservant le Droit de faire cette Notification à l'autre, à une Époque quelconque, après l'Expiration dudit Terme de six Années; et il est convenu entre Elles, par le présent Article 2), qu'à l'Expiration d'une Année, après que l'une des deux Parties aura reçu de l'autre ladite Notification, le présent Traité cessera entièrement d'avoir Effet!).

- 2º Si un ou plusieurs Citoyens ou Sujets, de l'une ou l'autre Partie, venaient à enfreindre un des Articles quelconques du présent Traité, les tels Citoyens ou Sujets seront personnellement responsables de cette Infraction *); et l'Harmonie et la bonne Correspondance entre les deux Nations n'en seront point interrompues, les deux Parties s'engageant à ne protéger l'Infracteur en aucune Manière, et à ne point sanctionner une telle Violation.
- 3º Si malheureusement (à quoi en vérité on ne saurait s'attendre!) un ou plusieurs des Articles ') contenus dans le présent Traité venaient à être violés ou enfreints, d'une Manière quelconque, il est expressément stipulé que ni l'une ni l'autre des Parties contractantes n'ordonnera et n'autorisera aucun Acte de Représailles, ni ne déclarera la Guerre à l'autre, à cause de Plaintes pour des Torts ou Dommages reçus, avant que ladite Partie, qui se croira lésée, n'ait présenté à l'autre un Exposé desdits Torts et Dommages, constaté par des Preuves suffisantes '), et que la Justice ou la Satisfaction, qu'Elle aura demandée, n'ait été ou refusée ou différée d'une Manière déraisonnable.

¹⁾ en anglais "for six years from the date hereof — en portugais "por espaço "de seis annos contados da data "déste."

²⁾ Le Texte anglais porte: "and it is hereby "agreed between them." Le Texte portugais: "e do mesmo modo fica ajustado entre ellos."

³⁾ en anglais "shall altogether cease "and terminate." — en portugais "ces-"sarú e terminarú inteiramente."

⁴⁾ Le Texte anglais porte "personally res
"ponsible for the same." Le Texte portuguis
"pessoalmente responsavel por aquella in
"fracção."

⁵⁾ Le Texte anglais porte ,, any of the Ar-,, ticles." Le Texte portugais ,, algum ou al-,, gums dos artigos."

⁶⁾ Le Texte anglais porte "by competent "proof." Le Texte portugais "por competen-"tes documentos."

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §§. 31 - 34. 1573

§. 31.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PROVINCES-UNIES DU RIO DE LA PLATA (RÉPUBLIQUE ARGENTINE).

Il n'existe point de Traité de Commerce avec les Provinces-Unies du Rio de la Plata.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Buenos Ayres, un Consul').

§. 32.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET PRUSSE. (Voyez plus haut Sect. X, §, 12, p. 1361.)

§. 33.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET RUSSIE. (Voyez plus haut Sect. IX. §, 12. p. 1253.)

6. 34.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ILES DE SANDWICH.

Traité d'Amitié, de Commerce et de Na-¹⁸²⁶, vigation, entre les États-Unis d'Amérique et Kanikeaouli, Roi des Hes de Sandwich et ses Tuteurs, fait à Honolulu dans l'Île de Oahu, le 23 Décembre 1826 ²).

Les Vaisseaux et Bâtiments des États-Unis, ainsi que leurs Consuls et tous autres Citoyens, qui se trouveront dans la Jurisdiction territoriale des Iles de Sandwich, avec tous leurs Biens, seront inviolablement protégés, en tems de Guerre, contre tous les Ennemis des États-Unis.

Leurs Majestés conviennent d'accorder la plus entière Protection dans l'Étendue de leur Domination, à tous les Vaisseaux et Bâtiments des États-Unis qui pourraient faire Naufrage sur leurs Côtes, et de rendre toute Assistance en leur Pouvoir, pour sauver le Bâtiment naufragé, sa Cargaison et ses Apparaux, et comme Récompense de l'Assistance et de la Protection que les Habitants des Iles de Sandwich

Murhard), T. XIV. p. 1. (en anglais.) — Ce Traité ne se trouve point dans le Recueil de M.M. d'Hauterive et de Cussy.

La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais précité.

Almanach de Gotha, 1840. p. 7. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 14.
 British and foreign State-Papers, T. XIX.

^(1831 – 1832.) publié en 1834. p. 1430. (en anglais.) — National Intelligencer, Washington. — Martens, Recueil, Supplém. (par

1574 L. III. Ch. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 35.

accorderont à de tels Vaisseaux ou Bâtiments des États-Unis, il leur sera dû un Droit de Sauvetage, ou bien une Part dans la Propriété qui aura été sauvéc, mais le Droit de Sauvetage ne pourra en aucun Cas excéder le Tiers de la Valeur des Objets sauvés, et l'Estimation de cette Valeur sera fixée par une Commission composée de Personnes désintéressées, qui seront choisies dans un Nombre égal par les Parties.

Les Citoyens des États-Unis, qui se trouvent dans les Iles de Sandwich, soit de Passage, soit à Domicile, faisant le Commerce ou trafiquant dans lesdites Îles, seront inviolablement protégés dans les Occupations licites (la mful pursuits) auxquelles ils se livreront, et il leur sera permis de plaider, pour obtenir Justice dans leurs Réclamations contre les Sujets de S. M. le Roi, conformément aux strictes Principes d'Equité et aux Usuges établis parmi les Nations civilisées.

L'Art. VI. concerne l'Arrestation et l'Extradition des Déscrieurs des Bâtiments américains.
L'Art. VII. établit que les Citoyens et Sujets respectifs seront traités dans les États respectifs, pour tout ce qui concerne le Commerce, à l'instar des Nations les plus favorisées.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Woahoo (O-Wi-He), un Consul 1).

§. 35.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SARDAIGNE.

(Voyez plus haut Sect. II. Art. II. §. 11. p. 285.)

Traité de Commerce et de Navigation,
1838, entre les États-Unis d'Amérique et S. M. le
Roi de Sardaigne (Charles-Albert), fait à
Gênes, le 26 Novembre 1838 2), avec un Article séparé.
(Original en anglais et en français.)

Art. 1. Il y aura entre les Territoires des Hautes Parties contractantes, Liberté et Réciprocité de Commerce et de Navigation. Les Habitants de leurs États respectifs pourront entrer librement dans les Ports des Territoires de chacune d'Elles, partout où le Commerce étranger est permis. Ils pourront séjourner ou résider librement dans quelque Partie

United-States. (Published by Authority, Washington 1840, in 8°.) Append. p. 91. (en anglais et en français.)

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 83. - List of Ministers, Consuls, etc. p. 11.

²⁾ Acts and Resolutions passed at the first Session of the twenty-sixth Congress of the

que ce soit desdits Territoires, pour y vaquer à leurs Affaires, et ils jouiront à cet effet de la même Sécurité et Protection, que les Habitants du Pays dans lequel ils résident, à condition toutefois de se soumettre aux Lois et aux Réglements qui y

sont en vigueur.

Si, par la Suite, l'une des Parties contractantes accordait quelque Faveur spéciale à d'autres Nations, en fait de Commerce ou de Navigation, cette Faveur deviendra immédiatement commune à l'autre Partie, qui en jouira sans Charge d'aucune Espèce, si elle a été accordée gratuitement à l'autre Partie, ou en accordant la même Compensation ou une autre équivalente, si la Concession a été conditionnelle.

S'il arrivait qu'un Vaisseau, appartenant à l'une des deux Parties contractantes, ou bien à ses Citoyens ou Sujets, fit Naufrage, sombrât ou souffrit quelque autre Dommage, sur les Côtes ou dans les États soumis à l'autre Partie, il sera accordé à ces Navires et à toutes les Personnes qui seront à bord, le même Secours et la même Protection dont jouissent ordinairement les Bâtiments de la Nation où le Naufrage a eu lieu; et ces Vaisseaux naufragés, les Marchandises ou autres Effets qu'ils contiendront, ou leur Produit, si ces Objets avaient déjà été vendus, seront restitués à leurs Propriétaires ou à leurs Ayant-Droit, en payant un Droit de Sauvetage égal à celui qui serait payé dans le même Cas par un Vaisseau national.

Art. XV. Les deux Hautes Parties contractantes s'accordent mutuellement le Droit, d'envoyer dans les Ports et Villes commerçantes de leurs États respectifs, des Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux nommés par Elles, qui jouiront des mêmes Priviléges, Pouvoirs et Exemptions, dont jouissent ceux des Nations les plus favorisées; mais dans le Cas où quelques-uns de ces Consuls voudraient exercer le Commerce, ils seront tenus de se soumettre aux mêmes Lois et Usages auxquels sont soumis, dans le même Lieu, par rapport à leurs Transactions commerciales, les Particuliers de leur Nation et les Sujets des États les plus favorisés.

Art. XVI. Il est spécialement entendu que lorsqu'une Partie contractante choisira pour son Agent consulaire pour résider dans un Port ou une Ville commerçante de l'autre

Partie, un Sujet ou Citoyen de celle-ci, ce Consul ou Agent continuera à être considéré, malgré sa Qualité de Consul étranger, comme Citoyen ou Sujet de la Nation à laquelle il appartient, et qu'il sera par conséquent soumis aux Lois et Réglements qui régissent les Nationaux dans le Lieu de sa Résidence, sans que cette Obligation puisse cependant gêner en rien l'Exercice de ses Fonctions consulaires, ni porter Atteinte à l'Inviolabilité des Archives consulaires.

Lesdits Consuls, Vice-Consuls et Agents commerciaux seront autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales, pour la Recherche, l'Arrestation, la Détention et l'Emprisonnement des Déserteurs des Bâtiments de guerre et marchands de leur Pays. Ils s'adresseront à cet Effet aux Tribunaux, Juges et Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déscrieurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Bâtiments on Rôles des Équipages, ou par d'autres Documents officiels, que ces Individus ont fait partie desdits Équipages. Cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée. Ces Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents commerciaux, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être retenus jusqu'au Moment où ils pourront être rendus aux Bâtiments auxquels ils appartiennent, ou pour être renvoyés dans leur Pays, sur des Bâtiments nationaux ou autres. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause. Toutesois, si le Déscrteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, saisi de l'Affaire, ait rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Art. XVIII. Les Citoyens ou Sujets de chacune des Parties contractantes pourront librement disposer, par Testament, Donation ou autrement, des Biens personnels qu'ils possèderont dans les États de l'autre, et leurs Héritiers, qui seront Citoyens ou Sujets de l'autre Nation, pourront succéder à leurs Biens personnels, soit en vertu d'un Testament, soit ab intestat, et en prendre Possession, soit en personne, soit par d'au-

tres, agissant en leur Nom: ils pourront en outre en disposer à leur Gré, en ne payant à cet effet que les mêmes Impositions, Taxes ou Droits auxquels sont assujétis dans des Cas semblables, les Habitants du Pays où se trouvent lesdits Biens. En Cas d'Absence des Héritiers, on donnera, pour la Conservation desdits Biens, les mêmes Dispositions qu'on prendrait en pareil Cas pour les Propriétés des Natifs du Pays, jusqu'à ce que le Propriétaire ait fait les Arrangements nécessaires pour recueillir l'Héritage. S'il s'élevait des Contestations entre différents Prétendants, quant aux Droits que chacun d'eux soutiendrait d'avoir sur la Succession, elles seront décidées en dernier Ressort par les Juges et selon les Lois du Pays où ces Biens seront situés. Et si, par la Mort d'une Personne possédant des Biens-fonds sur le Territoire d'une des deux Parties contractantes, ces Biens-fonds venaient à passer par la dernière Volonté de leur Possesseur, à un Citoyen ou Sujet de l'autre Partie, qui, par sa Qualité d'Étranger, serait inhabile à les posséder, on lui accordera un Délai convenable pour les vendre, pour en retirer et emporter le Produit, sans Obstacles d'aucune Sorte, et sans qu'on lui impose, au Profit du Gouvernement respectif, aucune Taxe, Imposition ou Droit plus forts que ceux auxquels seraient soumis, en pareil Cas, les Habitants du Pays où ces Biens sont situés.

An. XIX. Le présent Traité sera en Vigueur pendant dix Années, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications'); et si, un An avant ce Terme, l'une des Parties contractantes n'avait pas annoncé à l'autre, par une Notification officielle, son Intention d'en faire cesser l'Effet, ledit Traité restera obligatoire pendant douze Mois au-delà de ce Terme, et ainsi de suite, jusqu'à l'Expiration des douze Mois qui suivront une semblable Déclaration, quelle que soit l'Époque à laquelle elle aura lieu.

L'Art. separe concerne certains Droits différentiels provisoirement maintenus par la Sardaigne.

§. 36.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SAXE (ROYALE).

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Saxe 10) alc.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

1) Les Ratifications furent échangées le 18 Mars 1839.

1578 L 111. Cu. 1. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 37.

à Dresde et à Leipzig, des Consuls 1).

La Saxe (royale) entretient:

à Baltimore, à New-York et à Philadelphie, des Consuls,

à Boston, un Vice-Consul 2).

§. 37.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SIAM 3).

Traité d'Amitié et de Commerce, entre les 28 Mars. États-Unis d'Amérique et Sa Majesté le Roi de Siam, conclu et signé dans la Ville de Sia-Yut' hia (communément appelée Bankok) °), le 28 Mars de l'An de Notre Seigneur 1833 °).

S. M. le Souverain et magnifique Roi, résidant dans la Ville de Sia-Yuthia, a nommé Chau Phaya-Phra-Klang, un des premiers Ministres d'État, pour traiter avec Edmond Roberts, Ministre des États-Unis d'Amérique, qui a été envoyé par le Gouvernement de ces derniers, afin de conclure un Traité de sincère Amitié et d'entière bonne Foi entre les deux Nations. Dans ce but, les Siamois et les Citoyens des États-Unis d'Amérique entretiendront, avec Sincérité, des Relations de Commerce dans les Ports de leurs Nations respectives, aussi longtems que dureront le Ciel et la Terre.

Ce Traité a été conclu le Mercredi, dernier Jour du quatrième Mois de l'Année 1194, appelée Pi-marông-chat-tava-sôk (ou l'Année du Dragon) 4), qui répond au vingtième Jour du Mois de Mars de l'An de Notre Seigneur 1833. Un des Originaux est rédigé et écrit en siamois, l'autre en anglais; mais comme les Siamois ignorent l'anglais, et que les Américains ignorent le

Alman. de Gotha, 1840. p. 88. — Stuats-Handbuch für das Königreich Sachsen, 1839.
 p. 311. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 8.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 2-6.

³⁾ Royaume d'Asie, Inde au-delà du Gange. (Adr. Balbi, l. c. p. 738. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1111. Col. 2. — Vollständiges Handbuch, Sect. IV. T. III. p. 635.)

⁴⁾ Bankok ou Bangkoh, ou Bankusoy, en siamois aussi Fon, située sur le Meinam. Ville d'environ 50 à 60,000 habitants, elle forme le port de Sia-Yuthia. (Adr. Balbi, I. c. p. 740. — Langlois, I. c. T. I. p. 261, Col. 2.

^{.—} Mc. Culloch, Dictionary geographical, statistical and historical, of the various countries, places and principal natural objects (Londres 1840. in S⁰.) p. 291. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. III. p. 371. Col. 2. — Vollst. Handbuch, Sect. IV. T. III. p. 660.) 5) Acts passed at the first Session of the twenty-fifth Congress of the United-States. Published by Authority, W a shing ton 1837. in S⁰. Append. p. 4. (en anglais.) — d Hauterive et de Cussy, l. c. Parl. II. T. V. p. 613. (Substance en français.) Art. III. V. VI. VII. VIII. XI.

⁶⁾ Nous ne connaissons point l'Ére des Siamois.

siamois, on y a ajouté deux Traductions, une en chinois, et l'autre en portugais, pour attester par ce Moyen le Contenu du Traité. L'Acte ainsi écrit est d'une même Teneur et porte la même Date dans toutes les Langues susdites; il est signé d'une part du Nom de ChauPhaya-Phra-Klang, et scellé du Sceau vitré de la Fleur du Lotos; de l'autre part il est signé du Nom d'Edmond Roberts, et scellé d'un Sceau contenant une Aigle et des Étoiles.

Une Copie sera conservée à Siam, et l'autre sera emportée par Edmond Roberts aux États-Unis. Après que le Gouvernement des États-Unis aura ratifié ledit Traité, et y aura attaché le Sceau du Gouvernement, Siam aussi le ratifiera de son Côté, et y attachera le Sceau de son Gouvernement.

Art. II. Les Officiers du Roi ne pourront point fixer le Prix des Articles que mettront en Vente les Marchands des États-Unis, ni celui des Marchandises que ceux-ci pourraient désirer d'acheter, mais le Commerce sera libre de part et d'autre, et on pourra vendre, acheter ou échanger à telles Conditions et à tel Prix que les Parties intéressées jugeront convenables.

Toutes les Fois que les Citoyens des États-Unis seront prêts à partir, ils auront la Liberté de le faire, et les Officiers compétents leur fourniront des Passeports, bien entendu qu'il n'y ait aucun Empêchement légal.....

Art. V. Si quelque Bâtiment des États-Unis venait à faire Naufrage dans une Partie quelconque des États du magnifique Roi, on prendra Soin des Personnes qui auront échappé au Naufrage, et ils recevront l'Hospitalité aux Frais du Roi, jusqu'à ce qu'ils trouvent une Occasion pour retourner dans leur Pays; et les Biens sauvés d'un tel Naufrage seront soigneusement conservés et restitués à leurs Propriétaires, et les États-Unis rembourseront toutes les Dépenses que fera Sa Majesté pour raison de tels Naufrages.

Art. VI. Si quelque Citoyen des États-Unis, arrivant à Siam dans le But d'y faire le Commerce, contractait des Dettes envers un Individu siamois, ou si quelque Individu siamois contractait des Dettes envers un Citoyen des États-Unis, le Débiteur sera obligé de mettre en Vente tous les Biens qu'il possède, pour satisfaire au Payement de ses Dettes. Lorsque

le Produit d'une telle Vente faite de bonne Foi (bona fide) ne suffira point, le Débiteur ne sera plus responsable du Restant, et le Créancier ne pourra ni le retenir, comme Esclave, ni le mettre en Prison, ni le battre ou lui infliger une autre Punition, pour le forcer de payer la Balance qui restera due, mais il devra le laisser en parfaite Liberté.

Les Marchands des États-Unis, qui viendront faire le Commerce à Siam, et qui voudront y louer des Maisons, devront louer les Factoreries du Roi, et payer le Loyer accoutumé dans le Pays......

Les Marchands faisant le Commerce dans les États de Siam, devront respecter et observer, sur tous les Points, les Lois et Coutumes du Pays.

Art. X. Si, par la Suite, une Nation étrangère, autre que les Portugais, demandait et obtenait de S. M. la Permission d'établir des Consuls pour résider à Siam, les États-Unis auront la Liberté de nommer des Consuls pour résider à Siam, de la même Manière que la telle autre Nation étrangère.

§. 38.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET ILES DE LA SOCIÉTÉ 1).

Articles convenus entre les États-Unis de 1826, l'Amérique du Nord d'une part, et Leurs Majestés la Reine Régente et Pomare III, Héritier présomptif du Trône de Tahiti, etc., de l'autre part, à Papé-iti dans l'Île de Tahiti, le ? Jour de Septembre, l'Année de Notre Seigneur 1826 °).

Art. II. Leurs Majestés s'obligent à recevoir et à protéger un Consul ou autre Agent de la part des États-Unis, toutes les Fois que lesdits États-Unis jugeront à propos d'envoyer un tel Consul ou Agent pour résider près d'Elles; Elles lui garantissent la plus entière Protection, tant pour sa Personne que pour ses Propriétés (Biens et Effets), et lui accordent tous les Droits, Priviléges et Immunités qui sont accordés aux Consuls des Nations les plus favorisées.

¹⁾ Voyez plus haut p. 837. Col. 2. note 3. — Langlois, l. c. T. IV. p. 1140. Col. 1.

^{· 2)} Cette Concention ne se trouve dans aucun des Recueils que nous avons été à même de

consulter. La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur une Copie du Texte anglais, tirée des Archives du Département de la Marine (Navy Department).

SECT. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §6. 39. 40. 1581

L'Art. III. stipule que tous les Vaisseaux et Bâtiments des États-Unis, ainsi que les Citoyens qui se trouveront dans la Jurisdiction territoriale de Tahiti, ainsi que leurs Propriétés (Biens et Effets), seront, en teus de Guerre, invariablement protégés contre tous les Ennemis des États-Unis.

L'Art. IV. établit que les Citoyens des États-Unis, tant qu'ils se comporterent paisiblement et n'enfreindront point les Lois du Pays, pourront librement trafiquer gree les Habitants de l'Ile de Tahiti, en tout genre de Produits étrangers, à l'exception des Liqueurs spiritueuses, de quelle espèce que ce puisse être.

Leurs Majestés conviennent d'accorder la plus entière Protection dans l'Étendue de leur Domination, à tous les Vaisseaux et Bâtiments des États-Unis qui pourraient faire Naufrage sur leurs Côtes, et de rendre toute Assistance en leur Pouvoir pour sauver le Bâtiment naufragé, sa Cargaison et ses Apparaux, et comme Récompense de l'Assistance et de la Protection, que les Habitants de Tahiti accorderont à de tels Vaisseaux des États-Unis qui se trouvent en Détresse, il leur sera dû un Droit de Sauvetage ou bien une Part dans la Propriété qui aura été sauvée, mais ce Droit de Sauvetage ne pourra en aucun Cas excéder le Tiers de la Valeur des Objets sauvés, et l'Estimation de cette Valeur sera fixée par une Commission composée de Personnes désintéressées, qui seront choisies dans un Nombre égal par les Parties.

L'Art. VI. concerne l'Arrestation et l'Extradition des Déscrieurs des Bâtiments américains. L'Art. VII. établit que les Citoyens américains seront traités dans l'Île de Tahiti, pour tout ce qui concerne le Commerce, à l'instar des Nations les plus favorisées.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: dans l'Île de Tahiti, un Consul').

§. 39.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SUÈDE (ET NORVÈGE). (Voyez plus haut Sect. VIII. §, 9, p. 1117.)

§. 40.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET SUISSE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Confédération helvétique.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Bâle, un Consul 2).

La Confédération helvétique entretient:

à New-York et à la Nouvelle-Orléans, des Consuls ').

1) List of Ministers, Consuls, etc. p. 11. of Ministers, Consuls, etc. p. 9.

2) Alman. de Gotha, 1840. p. 95. - List 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 5. 6.

§. 41.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET TEXAS 1).

Les États-Unis n'ont conclu jusqu'ici d'autre Convention avec la République de Texas, que celle du 25 Avril 1838, concernant la Délimitation des Frontières entre les deux États ²), el la République de Texas a déclaré que, vu qu'Elle avait autrefois fait partie des États du Mexique, Elle considérait encore comme obligatoire pour Elle le Traité de Commerce, conclu le 5 Avril 1831, entre les États-Unis d'Amérique et les États-Unis du Mexique ³).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

- à Brazoria, Galveston et à Matagorda, des Consuls '). La République de Texas entretient:
 - à la Nouvelle-Orléans, un Consul,
 - à New-York, un Vice-Consul 5).
- 1) Le Texas, situé entre la Louisiane, le Golfe du Mexique, le Rio del Norte et la Rivière rouge, avait été réuni, en 1823, par le Congres mexicain, aux États-Unis du Mexique, conjointement avec le District de Cohahuila, sous le nom d'État de Cohahuila-y-Texas; il renferme sur 3408 milles carrés une Population d'environ 130,000 àmes. Des Militaires français réfugiés y avaient établi, en 1818, une Colonie, sous le nom de Champ d'Asyle, qui n'eut pas de succès. La Tentative d'établir un État indépendant, sous la Dénomination de République de Texas, fut exécutée par un Aventurier américain des États-Unis du Nord, nommé James Long, en 1818, mais ce nouvel État ne put se maintenir, et les Texiens durent rentrer sous la Domination mexicaine. En 1823, le Colonel Austin, Citoyen des États-Unis de l'Amérique du Nord, fonda avec le Consentement du Gouvernement mexicain une Ville, a laquelle on donna le nom de Saint-Philippe de Austin, et simultanément des Colonies furent établies dans différents Districts par des Citoyens des États-Unis, qui se livraient, non sans risque, à un Trafic très lucratif de Contrebande avec la Nouvelle - Orleans. Le Gouvernement des États-Unis semblait très disposé à saisir la première conjoncture favorable pour s'emparer du Texas, mais ce projet rencontra une opposition, si fortement prononcée, de la part de l'Angleterre, qu'il dut y renoncer. Dans l'Intervalle, les Texiens profitèrent de la Guerre civile entre les Mexicains, pour se soustraire à leur Domination, et, en Décembre 1835, ils proclamèrent leur Indépendance, et se donnèrent pour
- Chef, le Genéral Houston, un Citoyen des États-Unis, ancien Membre du Congrès et Gouverneur de l'État de Tenessee. Le nouvel L'tat se constitua, en 1836, malgré les efforts réitérés des Mexicains, de le soumettre, et les Texiens remportèrent une victoire complète, le 21 Avril 1836, sur la Rivière de Jacinto, ou le Président et Commandant en Chef des Forces mexicaines, Santana, fut fait prisonnier. Les Hostilités ont été suspendues à la suite de cette défaite, mais le Mexique a repoussé jusqu'ici toutes les Propositions ayant pour objet la Reconnaissance du nouvel Etat. - Depuis cette Victoire décisive sur les Mexicains, la République de Texas a été reconnue par les États-Unis d'Amérique, en 1838, et par la France, en 1839. Le Siège du Gouvernement est à Houston. (Langlois, l. c. T.IV. p. 1370. Col. 2. - Conversations - Lexikon, T. XI. p. 143. - Genealogisch-historisch-statistischer Almanach für das Jahr 1840. XVII. Jahrgang; für das Jahr 1841. XVIII. Jahr. gang.)
- 2) Convention entre les États-Unis d'Amérique et la République de Texas, pour la Délimitation des Frontières entre les deux Parties contractantes, faite à Washington, le 25 Avril 1838. (en anglais.) Imprimée séparément. (Washington 1838. in fol.)
 - 3) Voyez plus haut p. 1531. sqq.
- 4) Almanach de Gotha, 1840. p. 95. List of Ministers, Consuls, etc. p. 11.
 - 5) Almanach de Gotha, 1840. p. 4. 6.

§. 42.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET TOSCANE.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Toscane.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Livourne, un Consul').

La Toscane entretient:

à New-York, un Consul et un Vice-Consul 1).

§. 43.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET TRIPOLI.

Traité de Paix et d'Amitié, entre les États1796,
Unis d'Amérique et le Beg et les Sujets de Tripoli en Barbarie, fait à Tripoli, le 3 de Jumad
de l'An de l'Hégire 1211, qui répond au 4 Novembre 1796')').
(Original en arabe et en anglais.)

Si un Navire de l'une des deux Parties vient à échouer sur les Rivages de l'autre, il sera donné toute Sorte d'Assistance au Navire et à son Équipage. On ne permettra aucun Pillage; la Propriété demeurera à la Disposition des Propriétaires, et l'Équipage sera protégé et secouru jusqu'à ce qu'il puisse être envoyé dans sa Patrie.

Art. IX. Le Commerce entre les États-Unis et Tripoli, la Protection à accorder aux Marchands, Maîtres de Navires et Mariniers, le Droit réciproque d'établir des Consuls, et les Priviléges, Immunités et Jurisdictions, dont jouiront ces Consuls, sont placés sur le même Pied où ils sont avec les Nations les plus favorisées, respectivement.

L'Argent et les Présents demandés par le Beg de Tripoli, comme une pleine et satisfaisante Rétribution pour Lui et pour ses Sujets, pour ce Traité de Paix et d'Amitié perpétuelle, sont reconnus d'avoir été reçus par Lui avant de l'avoir signé, conformément au Reçu annexé ci-après; excepté

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 96. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 9.

²⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 5.

³⁾ Acts passed at the first Session of the fifth Congress of the United-States of America, p. 44. (en anglais.) — Jon. Elliot, l. c. p. 439. (en anglais.) — Martens, Recueil, T. VII. p. 146. 147. (en anglais et en fran-

çais.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 378. (en français.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.

⁴⁾ En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 4 Novembre 1796, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 13 Djemaziul' Evel.

la Part pour laquelle les États-Unis ont promis qu'elle serait délivrée et payée lors de l'Arrivée de leur Consul, de laquelle Part il a été également joint une Note ci-après, et aucune Prétention d'un Tribut périodique, ni d'un Payement ultérieur, ne sera jamais formée par aucune des deux Parties.

Le Gouvernement des États-Unis, n'étant en aucun Sens fondé sur la Religion chrétienne, et n'ayant en Lui-même aucun Caractère d'Inimitié contre les Lois, la Religion ou la Tranquillité des Musulmans, et comme lesdits États ne sont jamais entrés dans aucune Guerre ou Acte d'Hostilité contre aucune Nation mahométane, il est déclaré par les deux Parties qu'aucun Prétexte, résultant d'Opinions religieuses, ne pourra jamais causer une Interruption de l'Harmonie existant entre les deux Pays.

En Cas de quelque Dispute, résultant de la Violation de quelque Article du présent Traité, on ne recourra point aux Armes, et la Guerre ne sera point déclarée, sous aucun Prétexte, quel que ce puisse être. Mais, si le Consul résidant dans le Lieu où la Dispute surviendra, n'est point en état de l'aplanir, on s'adressera amicalement à l'Ami mutuel des deux Parties, le Dey d'Alger, les Parties s'engageant par le présent Article, de s'en tenir à sa Décision. Et le Dey d'Alger, en apposant sa Signature au présent Traité, s'engage pour Lui-même et pour ses Successeurs, à prononcer ce qui sera de Justice en pareil Cas 1 (to declare the Justice of the Cas e), conformément à la véritable Interprétation du présent Traité, et à employer tous les Moyens en son Pouvoir, pour assurer l'Observation dudit Traité.

Ce Traité fut signé et scellé par le Dey d'Alger, le 3 Janvier 1797.

En 1800, le Beg de Tripoli essaya d'intimider les Américains et de leur imposer certaines Conditions onéreuses, ainsi qu'il venait de le faire avec Succès dans ses Rapports avec quelquesunes des Puissances chrétiennes. Son But était évidemment de s'affranchir de l'espèce de Dépendance résultant de la Garantie exercée par le Dey d'Alger, et d'obtenir une Rétribution annuelle pour son propre Trésor. Le Consul des États-Unis se borna d'abord à repousser ces Exigences, en invoquant les Stipulations du Traité de 1796, mais le Pavillon américain ayant été abattu, le 14 Mai 1801, et le Beg ne gardant plus aucune mesure dans ses menaces, le Consul (Sieur Catheart) fut obligé de quitter Tripoli avec sa Famille, le 24 du même mois. Les lostilités qui suivirent cette Rupture, durèrent jusqu'en 1805, où le Beg fut enfin amené à rétablir les Relations de Paix et d'Amitié entre les deux États par un nouveau Traité ²).

1805,

¹⁾ Dans la Traduction française, donnée par Martens, et reproduite par MM. d'Hauterive et de Cussy, ce Passage est rendu par "de

prononcer la Justice de ce Cas." Ce qui n'est ni français ni intelligible.

²⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 448. note.

Traité de Paix et d'Amitié, entre les États
1805,
4 Juin. Unis d'Amérique et le Pacha, Beg et les Sujets
de Tripoli en Barbarie, fait à Tripoli, le 4 Juin
1805, qui répond au sixième Jour du premier Mois de Rabbia
1220 1 2). (Original en arabe et en anglais.)

A partir de la Conclusion du présent Traité, il y aura une Paix ferme, inviolable et universelle, et une Amitié sincère entre le Président et les Citoyens des États-Unis d'Amérique d'une part, et les Pacha, Beg et Sujets de la Régence de Tripoli en Barbarie de l'autre part, du Consentement libre des deux Parties et aux Conditions de la Nation la plus favorisée; et, si l'une des deux Parties accorde, dans la Suite, à quelque autre Nation une Faveur spéciale ou un Privilége quelconque, en fait de Commerce ou de Navigation, ladite Faveur ou ledit Privilége deviendra immédiatement commun à l'autre Partie, et ce gratuitement '), si la Concession faite à une autre Nation a été gratuite; mais lorsque la Concession est conditionnelle, les Parties contractantes auront l'Option d'accepter, de modifier ou de rejeter les telles Conditions, de la Manière que cela conviendra le mieux à leurs Intérêts respectifs.

Des Passeports convenables seront délivrés immédiatement aux Bâtiments des deux Parties contractantes, à condition que les Bâtiments de guerre, appartenant à la Régence de Tripoli, rencontrant des Bâtiments marchands appartenant à des Citoyens des États-Unis d'Amérique, ne pourront visiter ces derniers avec plus de deux Personnes indépendamment des Rameurs; ces deux Personnes seulement auront la Permission de monter à bord desdits Bâtiments, sans obtenir préalablement la Permission du Commandant (ou Capitaine) dudit Bâtiment; elles confronteront le Passeport et permettront immédiatement audit Bâtiment de continuer son Voyage. Et si quelqu'un desdits Sujets de Tripoli insultait ou

Jon. Elliot, l. c. p. 442. (en anglais.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 381. (en français.) — La Traduction fran- caise, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.

²⁾ En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 4 Juin 1805, soit exacte, la date cor-

respondante de l'Hégire sera le 18 de la Lune de Rebiul' Ewel 1220.

³⁾ Le Texte anglais porte "freely", ce qui, dans la Traduction française, donnée par M.M. d'Hauterive et de Cussy, est rendu par "sans "restriction."

molestait le Commandant (ou Capitaine) ou toute autre Personne à bord du Bâtiment ainsi visité, ou pillait quelqu'une des Propriétés y contenues, sur la Plainte du Consul des États-Unis d'Amérique, résidant à Tripoli, et après qu'il aura produit des Preuves suffisantes pour établir le Fait, le Commandant ou Reis dudit Bâtiment ou Vaisseau de guerre tripolitain. ainsi que ceux qui auront commis l'Offense, seront punis de la Manière la plus exemplaire.

Les Art. IX. et XI. reproduisent les Stipulations contenues dans les Art. VII. et IX. du Traité de 1796. (Voyez plus haut p. 1583.)

Le Consul des États-Unis d'Amérique ne sera point responsable des Dettes contractées par des Citoyens de sa propre Nation, à moins qu'il n'en ait pris préalablement l'Engagement par écrit.

Lorsqu'un Bâtiment de guerre, appartenant aux États-Unis d'Amérique, mouillera devant la Ville de Tripoli, le Consul sera tenu d'informer le Pacha de son Arrivée, et ledit Bâtiment sera salué de vingt et un Coups de Canon, qu'il devra rendre Coup pour Coup.

Comme le Gouvernement des États-Unis d'Amérique n'a en lui-même aucun Caractère d'Inimitié contre les Lois, la Religion et la Tranquillité des Musulmans, et comme lesdits États ne sont jamais entrés volontairement dans aucune Guerre ou Acte d'Hostilité contre aucune Nation mahométane. à l'exception de la Défense de leurs justes Droits, à naviguer librement ') dans les hautes Mers, il est déclaré par les Parties contractantes qu'aucun Prétexte, provenant des Opinions religieuses, ne causera jamais une Interruption de l'Harmonie qui existe entre les deux Nations. (Voyez plus haut p. 1584. l'Art. XI du Traité de 1796.)

Les Consuls et Agents des deux Nations auront la Liberté d'exercer leur Religion dans leur propre Maison. Tous les Esclaves de la même Religion ne seront point empêchés de se rendre dans la Maison dudit Consul à l'Heure de la Prière.

Toute Liberté et Sûreté personnelle sera donnée aux Consuls, pour voyager dans les Territoires de chaque Partie, tant par Terre que par Mer, et ils ne seront point empêchés de se rendre à bord de tel Bâtiment qu'ils jugeront à propos de visiter.

¹⁾ Les mots "justes" et "librement" sont omis dans la Traduction précitée.

Ils auront aussi la Liberté de nommer leur propres Drogmans et Courtiers.

Au Cas qu'il survienne quelque Dispute, résultant de la Violation de quelque Article du présent Traité, on ne recourra point aux Armes, et la Guerre ne sera point déclarée sous aucun Prétexte, quel que ce puisse être; mais, si le Consul, résidant dans le Lieu où la Dispute surviendra, n'est point en état de l'aplanir, le Gouvernement de ce Pays exposera ses Griefs par écrit, et les transmettra au Gouvernement de l'autre Pays (Voyez plus haut p. 1584. l'Art. XII. du Traité de 1796); et un Terme de douze Mois de Calendrier ') 's) sera accordé pour le Retour des Réponses, durant lequel Terme aucun Acte d'Hostilité ne sera permis de part ni d'autre; et, dans le Cas où les Griefs ne seraient pas redressés, et où la Guerre s'ensuivrait, il sera permis aux Consuls et aux Citoyens ou Sujets des deux Parties, de s'embarquer, sans être molestés, à bord du Bâtiment ou des Bâtiments qu'ils jugeront à propos.

Si quelques Citoyens des États-Unis, ou quelques Personnes sous leur Protection, avaient une Dispute entre eux, le Consul décidera entre les Parties; et chaque Fois que le Consul requerra quelque Aide ou Assistance du Gouvernement de Tripoli, pour l'Exécution de ses Décisions, elle lui sera accordée sur le Champ; et s'il survenait quelque Dispute entre quelque Citoyen des États-Unis et des Citoyens ou Sujets d'une autre Nation, ayant un Consul ou Agent à Tripoli, de telles Disputes seront aplanies par les Consuls ou Agents des Nations respectives.

Art. XIX. Si un Citoyen des États-Unis venait à tuer ou à blesser un Tripolitain, ou, si au contraire, un Tripolitain venait à tuer ou à blesser un Citoyen des États-Unis, on appliquera la Loi du Pays, et la plus impartiale Justice sera rendue, le Consul assistant à la Procédure; et si un Délinquant venait à s'échapper, le Consul n'en sera en aucune Manière responsable.

Art. XX. Si quelque Citoyen des États-Unis d'Amérique vient à mourir dans les Limites de la Régence de Tripoli, le Pacha et ses Sujets ne pourront point s'enquérir de la Pro-

1588 L. III. Ca. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 44.

priété du Défunt, mais celle-ci sera sous la Surveillance immédiate du Consul, à moins qu'il n'en ait été disposé autrement par Testament. S'il n'y avait point de Consul, les Effets seront déposés entre les Mains de quelque Personne digne de Confiance, jusqu'à ce que la Partie ayant Droit de les réclamer. se présente. Le Pacha et ses Sujets ne mettront aucun Empêchement à l'Exécution d'un Testament qui pourrait être trouvé.

Les États-Unis d'Amérique sont en droit de réclamer aujourd'hui la Jouissance de tous les Avantages assurés aux Puissances chrétiennes par les Art. IV. V. et VII. du Traité du 11 Août 1830, entre la France et la Régence de Tripoli 1).

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Tripoli, un Consul²).

6. 44.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET TUNIS.

Le premier Traité entre les États-Unis d'Amérique et la Régence de Tunis, sut négocie et conclu par un Négociant français résidant à Tunis, Sr. Josephe Étienne Famin, auquel le Gouvernement des États-Unis conséra le Caractère de Chargé d'Affaires.

Traité de Paix et d'Amitié, entre les États1797,
Août. Unis d'Amérique et le Royaume de Tunis, fait
à Tunis, dans le Mois de Rabia Elul l'An 1212 de
l'Hégire, qui répond au Mois d'Août de l'An 1797 de l'Ère
chrétienne ') ').

Art. IV. Il sera donné de part et d'autre des Passeports suffisants aux Bâtiments, afin qu'ils soient reconnus et traités en Amis, et, vu la Distance entre les deux Pays, il est accordé un Terme de dix-huit Mois, pendant la Durée duquel on respectera lesdits Passeports, sans exiger le Congé ou Document [qu'ou appelle à Tunis Testa 5]; mais, après le susdit Terme, le Congé devra être présenté.

- 1) Voyez plus haut p. 176. et 177.
- 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 105. List of Ministers, Consuls, etc. p. 10.
- 3) Jon. Elliot, l. c. p. 449. (en anglais.) Martens, Recueil, Suppl. T. II. p. 178. (en anglais.) d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 389. (en français.) La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.
- 4) En admettant que la date de l'Ère chré-

tienne, Août 1797, soit exacte, la date de l'Hégire sera la Lune de Safer 1212.

5) Testa, c. à. d. la Tête ou le Bord supérieur de la Feuille découpée sur laquelle est écrit le Passeport ou Congé. (Voyez plus haut p. 601. Col. 1. note 1.)

Le mot Testa, dont on se sert à Tunis, emprunté de l'italien, appartient au Baragouin, composé de mois espagnols, français, italiens, hébreux, arabes et turcs, qu'on désigne par le nom de la Lingua frança, et qu'on parle tout le long de la Côte de Barbarie. Dans le Cas où un Esclave se réfugierait à bord d'un Bâtiment de guerre américain, le Consul sera requis de le faire restituer, et si quelques-uns des Prisonniers (qui se trouveront à bord dudit Bâtiment de guerre américain), s'échappaient à bord de quelque Bâtiment tunétain, ils seront restitués; mais si quelque Esclave se réfugie sur quelque Bâtiment marchand américain, et qu'il soit prouvé que le Bâtiment est parti avec ledit Esclave, alors on le restituera ou bien on payera la Rançon.

Un Citoyen américain ayant acheté un Bâtiment de Prise de Notre Odjak'), pourra nariguer avec Notre Passeport, que Nous délivrerons pour le Terme d'un An, et en vertu duquel Nos Corsaires qui le rencontreraient, le respecteront; le Consul, de son Côté, le munira d'un Contrât d'Achat, et, attendu la Distance entre les deux Pays, ce Terme suffira pour obtenir un Passeport en Règle; mais, passé ce Terme, si Nos Corsaires le rencontraient sans le Passeport des États-Unis, il sera arrêté et déclaré de bonne Prise, tant le Bâtiment, que la Cargaison et l'Équipage.

Si par un Accident, et par la Permission de Dieu, un Bâtiment de l'une des Parties contractantes venait à être jeté par la Tempête sur les Côtes 2) de l'autre, et qu'il se brisât ou qu'il fût autrement endommagé, le Commandant du Lieu donnera toute l'Assistance possible pour le sauver (for it's preservation), sans permettre que personne y mette Opposition, et le Propriétaire des Effets payera les Frais de Sauvetage à ceux qui pourraient avoir été employés.

Lorsqu'un Bâtiment de guerre des États-Unis d'Amérique entrera dans le Port de Tunis, et que le Consul demandera que le Château le salue, il sera tiré le Nombre de Coups de Canon qu'il demandera; et si ledit Consul ne veut point de Salut, il n'en sera pas question.

Mais, dans le Cas où il désirera le Salut, et qu'on tirera

orientaux, p. 509. – Du Même, Geschichte, T. X. Table des Mots tures, p. 362. – Andréossy, l. c. Table des Matières, p. 513.)

Odjah, Corps, soit religieux, soit militaire, par excellence, le Corps des Janissaires. Maghreb odjähleri, les Régences de Barbarie. Odjaklik, Gouvernement héréditaire. (Kieffer et Bianchi, Diet. tuve-français, T. I. p. 121. Col. 2. — d'Ohsson, I. c. T. VII. Liv. VII. Chap. I. Art. I. p. 310. sqq. — von Hammer, Staatsverfassung, T. II. Table des Noms

²⁾ Le Texte anglais porte , upon the Coasts 30 of the other", la Traduction française, donnée par MM. d'Hauterive et de Cussy, 3 sur 1, les rochers de l'autre."

les Coups de Canon qu'il aura demandés, la Quantité de ces Coups tirés sera comptée et rendue par le Bâtiment, en autant de Barils de Poudre à Canon. Il en sera de même pour les Corsaires tunétains, lorsqu'ils entreront dans quelque Port des États-Unis.

Lorsqu'il viendra dans les Dépendances de Tunis des Citoyens des États-Unis pour y faire le Commerce, on aura pour eux les mêmes Égards dont jouissent les Marchands d'autres Nations, et s'ils veulent s'établir dans Nos Ports, on n'y fera aucune Opposition, et ils seront libres de se servir de tels Interprètes qu'ils jugeront nécessaires, sans aucun Obstacle, conformément aux Usages d'autres Nations; et si quelque Sujet tunétain allait s'établir dans les Dépendances des États-Unis, il sera traité de la même Manière.

Si quelque Sujet tunétain affrête un Bâtiment américain, et qu'après l'avoir chargé de Marchandises, il veuille ensuite le décharger, ou transborder lesdites Marchandises sur un autre Bâtiment, Nous ne le lui permettrons qu'autant que cette Affaire aurait été décidée par le Recours à une Assemblée de Marchands, qui prononcera sur le Cas, et après que la Décision aura été rendue, on s'y conformera.

Aucun Capitaine ne pourra être retenu contre sa Volonté dans un Port, excepté lorsque Nos Ports seront fermés pour les Bâtiments de toutes les autres Nations, ce qui pourra avoir lieu pour les Bâtiments marchands, mais non pour ceux de Guerre.

Les Sujets des deux Puissances contractantes seront sous la Protection du Prince, et sous la Jurisdiction du Chef du Lieu où ils se trouveront, et nulle autre Personne n'aura Autorité sur eux. Si le Commandant du Lieu ne se comporte point suivant la Justice, il Nous en sera fait la Représentation.

Dans le Cas où le Gouvernement aurait besoin d'un Bâtiment marchand américain, il fera noliser ledit Bâtiment, et il sera payé un Nolis convenable au Capitaine, selon l'Intention du Gouvernement, et le Capitaine ne s'y refusera pas.

Art. XVII. Il sera libre à chacune des Parties contractantes d'établir un Consul dans les Dépendances de l'autre; et si un tel Consul ne se comporte point en Conformité des Usages du Pays, à l'instar des autres (Consuls), le Gouvernement du Lieu en informera son Gouvernement, afin qu'il soit

changé et remplacé; mais il jouira, tant pour lui-même que pour sa Famille et sa Suite, de la Protection du Gouvernement; et il pourra importer pour son Usage toutes ses Provisions et Meubles, sans payer aucun Droit; et s'il importe des Marchandises (ce qui lui sera permis de faire), il en payera les Droits.

Art. XVIII. Si les Sujets ou Citoyens de l'une des Parties contractantes, se trouvant dans les Possessions de l'autre, contractent des Dettes, ou des Obligations, ni le Consul, ni la Nation, ni aucun des Sujets ou Citoyens de ladite Nation, ne seront en aucune Manière responsables, à moins qu'eux ou le Consul ne s'y soient préalablement obligés par écrit, et sans cette Obligation par écrit ils ne pourront être recherchés pour une Indemnité ou Satisfaction.

Dans le Cas où un Citoyen ou Sujet de l'une des Parties contractantes viendra à mourir dans les Possessions de l'autre, le Consul ou son Remplaçant (Vekil) ') prendra Possession de ses Effets (s'il ne laisse point de Testament), dont il fera un Inventaire, et le Gouvernement n'aura point à s'en enquérir; et s'il n'y a point de Consul, les Effets seront déposés entre les Mains d'une Personne de Confiance de l'Endroit, faisant un Inventaire du Tout, pour les remettre éventuellement à ceux à qui ils appartiennent de Droit.

Le Consul sera le Juge dans toutes les Disputes entre les Citoyens ou Sujets de sa Nation, comme aussi entre toutes autres Personnes qui seraient immédiatement sous sa Protection; et dans tous les Cas où il requerra l'Assistance du Gouvernement, près duquel il réside, pour autoriser ses Décisions, elle lui sera accordée.

Si un Citoyen ou Sujet de l'une des Parties tue, blesse ou frappe un Citoyen ou Sujet de l'autre, Justice sera faite suivant la Loi du Pays où le Délit aura été commis; le Consul sera présent à la Procédure, et si quelque Coupable venait à s'enfuir, le Consul n'en sera en aucune Manière responsable.

Art. XXII. S'il survient quelque Dispute ou Procès sur des Matières de Commerce ou civiles, la Procédure aura lieu en présence du Consul ou d'une Personne de Confiance de son Choix, qui le représentera, et qui tâchera d'accommoder le

¹⁾ Vehil, Lieutenant, Remplaçant. Voyez plus haut p. 1094. Col. 1. note ...

Différend qui pourra être survenu entre les Citoyens ou Sujets des deux Nations.

Art. XXIII. S'il survient quelque Différend ou Dispute concernant l'Infraction de quelque Article du présent Traité, soit d'une part ou d'autre, la Paix et la bonne Harmonie ne seront point interrompues, jusqu'à ce qu'une Démarche ') amiable ait été faite pour obtenir Satisfaction, et on n'aura point Recours aux Armes, à moins que ladite Démarche n'ait été repoussée, et si alors la Guerre est déclarée, il sera accordé aux Citoyens ou Sujets des Parties contractantes un Terme d'une Année, pour mettre Ordre à leurs Affaires, et se retirer avec leur Propriété.

Par un Arrangement, conclu le 26 Mars 1799, les deux Purties tombèrent d'accord sur certaines Modifications des Art. XI. XII. et XIV. du Traité qui précède ²), et par un Acte signé au Palais du Bardo, le 24 Février 1824 (24 de la Lune de Jumed-Teni l'an 1239 de l'Hégire) ³), les Art. VI. XI. XII. et XIV. furent modifiées de la Manière suivante: ⁴)

Art. VI. Si un Corsaire tunétain rencontre un Bâtiment américain, et qu'il le visite avec sa Chaloupe, il ne sera permis qu'à deux Hommes seulement d'aller à bord, paisiblement, pour se convaincre que ledit Bâtiment est américain, lequel passera librement, ainsi que tous les Passagers d'autres Nations qu'il pourrait avoir à bord, eux et leurs Biens; et les-dits deux Hommes ne commettront aucune Exaction, sous peine d'être sévèrement punis. En Cas qu'un Esclave vienne à s'échapper et à se réfugier à bord d'un Bâtiment de Guerre américain, il sera libre, et nulle Demande ne sera faite ni pour son Extradition ni pour le Payement (de sa Rançon). (Comparez plus haut p. 1589.)

Lorsqu'un Bâtiment de guerre américain entrera dans le Port de la Goletta, il sera salué par vingt et un Coups de Canon, lequel Salut sera rendu par ledit Bâtiment de guerre Coup pour Coup seulement, et on ne donnera point de Poudre, ainsi qu'il est mentionné par l'Art. XI. de ce présent Traité, qui est annulé par le présent Article. (Comparez plus haut p. 1589.)

Dans la Traduction précitée, le mot anglais "Application" est rendu en français par "Ap-"plication."

²⁾ Jon. Elliot, 1. c. p. 455.

En admettant que la date de l'Ère chrétienne, 24 Février 1824, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 24 Février 1824.

⁴⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 455. (en anglais.) — Martens, Recueil, Supplém. (par Saalfeld), T. X. Part. II. p. 978. (en anglais.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 394. (en français.) — La Traduction française, que nous donnous, a été faite sur le Texte anglais, publié par Elliot.

Lorsque des Citoyens des États-Unis viendront dans les Dépendances de Tunis, pour y faire le Commerce, on leur témoignera les mêmes Égards dont jouissent les Marchands d'autres Nations; et s'ils désirent s'établir dans Nos Ports, on n'y mettra aucune Opposition; et ils seront libres de se servir de tels Interprètes qu'ils jugeront à propos, sans aucun Empêchement, conformément aux Usages d'autres Nations; et si un Sujet tunétain allait s'établir dans les Dépendances des États-Unis, il sera traité de la même Manière. Si quelque Sujet tunétain frétait un Bâtiment américain et le chargeait de Marchandises, et voulait ensuite les décharger ou transborder sur un autre Bâtiment, Nous ne le lui permettrons que lorsque l'Affaire aura été jugée par le Recours à une Assemblée de Marchands, qui prononcera sur le Cas, et après que la Décision aura été rendue, on s'y conformera.

Aucun Capitaine ne sera détenu dans le Port contre su Volonté, si ce n'est quand Nos Ports sont fermés pour les Bâtiments de toutes les autres Nations, ce qui peut avoir lieu pour des Bâtiments marchands, mais non pour ceux de Guerre.

Les Sujets et Citoyens des deux Nations respectivement, les Tunétains et les Américains, seront protégés dans les Endroits où ils se trouveront, par les Officiers du Gouvernement qui y sont institués, mais à défaut-d'une telle Protection et du Redressement de tout Tort, la Partie (lésée) peut avoir Recours à l'Autorité principale de chaque Pays, qui accordera la Protection dont besoin sera (adequate protection), et rendra Justice complète. Au Cas que le Gouvernement de Tunis ait besoin d'un Bâtiment américain pour son Service, et qu'un tel Bâtiment se trouve dans l'Étendue de la Régence, et qu'il ne soit pas préalablement retenu 1), le Gouvernement aura la Préférence, en payant le même Frêt que d'autres Marchands paient d'ordinaire pour le même Service, ou au même Taux si le Service est sans Précédent habituel 2). (Comparez plus haut p. 1590.)

L'Art. XIV. concerne le Payement des Droits auquel sont assujétis les Bâtiments de part et d'autre.

qui devraient se trouver sous l'intitulé "tel qu'il "est maintenant" se trouvent placées par erreur sous l'intitulé "tel qu'il était." Cette erreur n'est point mentionnée dans l'Errata qui se trouve à la fin du Volume.

¹⁾ Dans la Traduction précitée, la phrase "et "qu'il ne soit pas préalablement retenu" est omise.

²⁾ Dans le Recueil de M.M. d'Huuterive et de Cussy, l. c. p. 400. et 401. les Stipulations

1594 L. III. CH. I. S. XIII. ÉT.-UN. D'AMÉRIQUE. 66. 45-47.

Les États-Unis d'Amérique sont en droit de réclamer aujourd'hui la Jouissance de tous les Avantages assurés aux Puissances chrétiennes par les Art. III. IV. et VI. du Traité de Paix entre la France et la Régence de Tunis, du S Août 1830. (Voyez plus haut p. 201.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent: à Tunis, un Consul').

§. 45.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET URUGUAY.

Il n'existe point de Traité de Commerce entre les États-Unis d'Amérique et la République orientale de l'Uruguay.

Les États-Unis d'Amirique entretieunent:

à Montevideo, un Consul 2).

La République orientale de l'Uruguay entretient:

à Philadelphie, un Consul-général 1).

§. 46.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET VENEZUELA.

(Voyez plus haut §. 7. p. 1522, le Truité avec la République de Colombie.)

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Angostura, Laguayra, Maracaïbo et Puerto Cabello, des Consuls ').

§. 47.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET VILLES HANSÉATIQUES.

Convention d'Amitié, de Commerce et de 1827, Navigation, entre les États-Unis d'Amérique d'une part, et la République et Ville libre et hanséatique de Lubeck, la République et Ville libre et hanséatique de Brème, et la République et Ville libre et hanséatique de Hambourg (chacun de ces États pour soi séparément) de l'autre part, faite en la Cité de Washington, le 20 Décembre l'An de Grâce 1827, et le 52 e de l'Indépendance des États-Unis d'Amérique.) (Original en anglais et en français.)

¹⁾ Almanach de Gotha, 1840. p. 105. — List of Ministers, Consuls, etc. p. 10.

²⁾ Alman. de Gotha, 1840, p. 106, - List of Ministers, Consuls, etc. p. 13.

³⁾ Almanach de Gotha, 1840, p. 6.

⁴⁾ Alman. de Gotha, 1840. p. 106. - List of Ministers, Consuls, etc. p. 13.

⁵⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 896, 897. (en anglais et en français.) — Lappenberg, Sammlung der Verordnungen der freien Hansestadt Hamburg, seit 1814. T. X. p. 108. (en français et

Art. VI. Il est en outre convenu, que les Négociants, Capitàines de Navires, et autres Citoyens des deux Parties, pourront eux-mêmes diriger librement leur propres Affaires, dans tous les Ports et Places (Lieux) soumis à la Jurisdiction de chacune d'Elles, tant pour ce qui a rapport à la Consignation et à la Vente en gros et en détail de leurs Denrées et Marchandises, que pour ce qui regarde le Chargement, le Déchargement et l'Expédition de leurs Bâtiments, en se conformant aux Lois, Décrets et Usages y établis, auxquels les Citoyens de l'État sont assujétis; ils seront, dans tous ces Cas, traités comme Sujets de la République dans laquelle ils résideront, ou du moins ils seront placés sur le même Pied que les Citoyens ou Sujets de la Nation la plus favorisée.

Les Citoyens de chacune des Parties contractantes pourront disposer de leurs Biens personnels dans les Limites de la Jurisdiction de l'autre, par Vente, Donation, Testament ou autrement; et leurs Héritiers (Representatives) étant Citovens de l'autre Partie, succèderont auxdits Biens personnels, soit en vertu d'un Testament, soit ab intestat; ils pourront en prendre Possession, soit en personne, soit par d'autres agissant en leur Place; et ils en disposeront à leur Volonté, en ne payant d'autres Droits que ceux auxquels les Habitants du Pays, où se trouvent lesdits Biens, sont assujétis en pareille Occasion. Et si, dans le Cas de Biens immeubles, lesdits Héritiers ne pouvaient entrer en Jouissance de l'Héritage, à cause de leur Qualité d'Étranger, il leur sera accordé un Délai de trois Ans, pour en disposer à leur Gré, et pour en retirer le Produit sans Obstacle, et exempt de tous Droits de Détraction de la part des Gouvernements des États respectifs.

Les deux Parties contractantes promettent et s'engagent formellement d'accorder leur Protection spéciale aux Personnes et Propriétés des Citoyens de chaçune d'Elles, quelles que soient leurs Occupations, qui pourraient se trouver dans les Territoires soumis à leur Jurisdiction, soit pour y royager, soit pour y séjourner; leur accordant pleine Liberté de recourir aux Cours de Justice pour leurs Affaires litigieuses.

en allemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. Part. I. p. 362, 363. (en anglais et en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 402. (en français.) — Imprimé séparément, Hambourg 1828. (en anglais, français et allemand.) aux mêmes Conditions qui seront accordées par l'Usage aux Citoyens du Pays où ils se trouveront, et d'employer dans leurs Procès, pour la Défense de leurs Droits, tels Avocats, Avoués, Notaires, Agents ou Mandataires qu'ils trouveront convenable de choisir; et lesdits Citoyens et leurs Agents jouiront de la même Liberté que ceux du Pays, d'assister aux Décisions et Sentences des Tribunaux, dans tous les Cas où ils s'y trouveront intéressés, ainsi qu'à l'Examen des Témoins qui seraient appelés dans lesdits Procès.

Les Parties contractantes désirant vivre en Paix et Harmonie avec toutes les Nations de la Terre, en observant envers chacune également une Politique franche et amicale, s'engagent mutuellement à n'accorder aucune Faveur particulière à d'autres Nations, en fait de Commerce et de Navigation, qui ne devienne aussitôt commune à l'autre Partie; et celle-ci jouira de cette Faveur gratuitement, si la Concession est gratuite, ou en accordant la même Compensation, si la Concession est conditionnelle.

La présente Convention sera en Vigueur pendant douze Ans, à dater de ce Jour, et au-delà de ce Terme, jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'un ou l'autre des Gouvernements des Républiques hanséatiques de Lubeck, Brème et Hambourg d'une part. ou le Gouvernement des États-Unis d'autre part, aura annoncé à l'autre son Intention de la terminer 1); chacune des Parties contractantes se réservant le Droit de faire à l'autre une telle Déclaration au bout des douze Ans susmentionnés; et il est convenu entre Elles, qu'à l'Expiration de douze Mois, après qu'une telle Déclaration de l'une des Parties aura été reçue par l'autre, cette Convention et toutes les Stipulations y contenues, cesseront d'être obligatoires par rapport aux États qui donneront ou recevront celle Déclaration: bien entendu et convenu, que si l'une ou plusieurs desdites Républiques hanséatiques, à l'Expiration de douze Ans, à dater de ce Jour, donnent ou recoivent la Déclaration de la Cessation proposée de cette Convention, ladite Convention restera néanmoins en pleine Force et Effet par rapport à celle ou à celles des Républiques hanséatiques, qui n'aura, ou qui n'auront, ni donné ni reçu cette Déclaration.

¹⁾ C'est à dire, d'en faire cesser l'Effet. (Voyez plus haut p. 1547, Col. 1, note &)

Les XI Articles dont se compose ce Truité, ne contiennent aucune Stipulation relative à l'Établissement de Consulats.

Article additionnel à la Convention d'Ami1828, tié, de Commerce et de Navigation, conclue
à Washington, le 20 Décembre 1827, entre les
États-Unis d'Amérique et les Républiques hanséatiques
de Lubeck, Brème et Hambourg, fait en la Cité de
Washington, le 4 Juin l'An de Grâce 1828 1). (Original en
anglais et en français.)

..... Les Consuls et Vice-Consuls pourront faire arrêter les Matelots faisant partie des Équipages des Bâtiments de leurs Pays respectifs, qui auraient déserté desdits Bâtiments, pour les renvoyer et faire transporter hors du Pays; auguel Effet lesdits Consuls et Vice-Consuls s'adresseront aux Tribunaux. Juges et Officiers compétents, et leur feront par écrit la Demande desdits Déserteurs, en justifiant par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou Rôle d'Équipage, ou autres Documents officiels. que ces Hommes faisaient partie desdits Équipages. Et sur cette Demande, ainsi justifiée, sauf toutefois la Preuve contraire, l'Extradition ne pourra être refusée; et il sera donné toute Aide et Assistance auxdits Consuls et Vice-Consuls, pour la Recherche, Saisie et Arrestation des susdits Déserteurs, lesquels seront même détenus et gardés dans les Prisons du Pays, à leur Réquisition et à leurs Frais, jusqu'à ce qu'ils aient trouvé l'Occasion de les renvoyer. Mais, s'ils n'étaient renvoyés dans le Délai de deux Mois, à compter du Jour de leur Arrestation, ils seront élargis et ne pourront plus être arrêtés pour la même Cause.

Il est entendu toutesois que si le Déserteur avait commis quelque Crime ou Délit, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti 2) de l'Affaire, ait rendu sa Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

Les États-Unis d'Amérique entretiennent:

à Brème, un Consul et un Vice-Consul,

anglais et en français.) — d'Hauterive et de Cussy, l. c. Part. II. T. III. p. 409. (en français.) — Imprimé separément, Hambourg 1828.' in 40. (en anglais, français et allemand.)

2) Voyez plus haut p. 1255. Col. 1. note 1. la Remarque sur l'emploi du mot "nanti."

¹⁾ Jon. Elliot, l. c. p. 906. 907. (en anglais et en français.) — Lappenberg, Sammlung der Verordnungen der freien Hansestadt Humburg, seit 1814. T. X. p. 108. (en français et en allemand.) — Martens, Recueil, Suppl. (par Saalfeld), T. XI. Part. I. p. 362. 363. (en

L. III. CH. I. S. XIII. ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE. §. 48. 1598

- à Hambourg, un Consul et un Vice-Consul,
- à Lubeck, un Consul 1).
- Il y a de la part des Villes hanséatiques:
 - à Baltimore, un Consul et un Vice-Consul de Hambourg.
 - à Boston, un Consul et un Vice-Consul de Hambourg.
 - à New-York, un Vice-Consul de Hambourg,
 - à la Nouvelle-Orléans, un Vice-Consul de Hambourg,
 - à Philadelphie, un Vice-Consul de Brème, et un Consulgénéral de Hambourg,
 - à Savannah, un Consul de Brème 2).

6. 48.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET WURTTEMBERG.

Il n'existe aucune Espèce de Traité entre les États-Unis d'Amérique et le Royaume de Wurttemberg.

Le Wurttemberg entretient:

- à Baltimore, un Consul-général,
- à la Nouvelle-Orléans, un Consul 1).
- 1) Almanach de Gotha, 1840. p. 13. 60. 64. - List of Ministers, Consuls, etc. p. 9.
 - 2) Alman. de Gothu, 1840. p. 2, 3, 4, 6, 7.
- 3) Almanach de Gotha, 1840. p. 1. 6. -Königl. Württembergisches Hof- und Staats-Handbuch, 1835. p. 101.

APPENDICE.



No I.

(page 589. Col. 2. note 3.)

A LETTER OF THE HONORABLE M. WIL. HAREBORNE, HER MAIESTIES AMBASS. WITH THE GRAND SIGNIOR TO M. TIP-TON, APPOINTING HIM CONSUL OF THE ENGLISH IN ALGIER, TUNIS, AND TRIPOLIS OF BARBARIE.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. II. Part. I. p. 178.)

dealing, and good experience in those parts, do send you herewith the grand Signiors and our patents for exercising the office of Consul there, in Tripolis and Tunis: by vertue of which authoritie you may without feare proceed as the office doeth chalenge in defence of our privilege, to redresse all iniuries offred our nation. Which if you cannot get reformed there of the Beglerbies ') vpon your complaint, I thereof advertised, shal doe it here, and to the vttermost maintaine you in al rightful causes whatsoever, doubt you not......

¹⁾ Voyez T. I. p. 523. Col. 1. note 2. et p. LIII. Col. 2. note ttt.

No II.

(page 780. Col. 2, note 5.)

THE QUEENES COMMISSION VNDER HER GREAT SEALE, TO HER SERUANT MASTER IVILLIAM HAREBORNE, TO BE HER MAIESTIES AMBASSADOUR OR AGENT, IN THE PARTES OF TURKIE. 1582.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. II. Part. I. p. 157.)

Elizabetha, Dei optimi maximi, conditoris, et rectoris vnici clementia, Angliae, Franciae, et Hiberniae Regina, verae fidei contra Idololatras falsó Christi nomen profitentes inuicta et potentissima propugnatrix, vniuersis, et singulis praesentes has literas visuris, et inspecturis, salutem. Cum augustissimus, et inuictissimus princeps, Zuldan Murad Can'), Turcici regni Dominator potentissimus, imperiíque Orientis Monarcha, foedus, amicitiamque nobiscum percusserit, iuraueritque, (quam nos perpetuis futuris temporibus, quantum in nobis erit, inuiolaté scruare destinamus) ad eámque magis ornandam, illustraudámque concesserit idem augustissimus Imperator subditis nostris liberam suas merces excercendi rationem in omnibus Musulmanici imperij sui partibus, cum tam ampla privilegiorum concessione, quám alijs bonis principibus, socijs, et foederatis nostris largitus est, quorum priuilegiorum donationem nos gratam, acceptámque habentes, pari cum animi gratitudine colere certum habemus, deliberatúmque, nihil in votis habentes potiús, quám bonorum erga nos principum animos beneuelos honoratissima mente fouere, promercríque: Sciatis, nos de singulari erga nos, obsequiúmque nostrum, fide, observantia, prudentia, et dexteritate multúm nobis chari Guilielmi Hareborne, é custodibus corporis nostri vnius, plurimúm confidentes, cum Oratorem 2), Nuntium '), Procuratorem '), et Agentem nostrum certum et indubitatum ordinamus, facimus, et constituimus, per praesentes: dantes ei, et concedentes potestatem, et authoritatem, nomine nostro, et pro nobis praedictú amicitiae foedus confirmandi, priuilegiorum concessionem in manus suas capiendi, ratámque ha-

bendi, omnibus et singulis subditis nostris, Musulmanicis oris terrísque negotiantibus, pro Maiestatis nostrae authoritate praecipiendi, mandandique, vt sint in suis commercijs, quamdiu, quotiésque cum Musulmanicis versantur, dictorum prinilegiorum pracscripto obtemperantes in omnibus, ac per omnia, ad obsequia tanta amicitia digna se componentes, ac in delinquentes in foedus nostrum iustitiam exequatur. Potestatem, et authoritatem ei damus in omnes, et singulos subditos nostros in quibuscunque et locis, et partibus Musulmanici Imperii dominationi subiectis negotiantes. constituendi emporiorum suorum sedes, in quibus voluerit portubus, et ciuitatibus, in alijs vetandi, in constitutis autem emporiorum sedibus, Consules curandi, leges praeceptionésque ferendi, condendíque, quarum ex praescripto dicti nostri subditi, et eorum quilibet sese publicé, et priuatim gerant, eorum violatores corrigendi, castigandíq;, omnia denique et singula faciendi, perimplendique, quae ad dictorum subditorum nostrorum honestam gubernationem, et commercij exercendi in illis partibus rationem pertinent: promittentes bona fide, et in verbo Regio, nos ratum, gratum, et firmum habituras, quaecunque dictus Orator, et Agens noster, à legibus nostris non abhorrentia in praemissis aut praemissorum aliquo fecerit. In cuius rei testimonium, has literas nostras fieri fecimus patentes, et sigilli nostri impressione iussimus muniri. Datum é castro nostro Windesoriae, 20. die Mensis Nouembris, Anno Jesu Christi 1582., regni verò nostri, vicesimo quarto.

¹⁾ Voyez T. I. p. 519. Col. 2, note 4.

²⁾ Voyez T. H. Part. I. p. 244. Col. 1. note 1.

³⁾ Voyez T. H. Part. H. p. 1410. Col. 1. note .

⁴⁾ Procurator, Vicarius, locum tenens, qui alterius vice res gerit. Voyez Du Cange, Glossarium ad Script. med. et inf. latinitatis, T. V. Col. SS5.

No III.

(page 780. Col. 2. note 7.)

A LETTER OF THE ENGLISH AMBASSADOUR TO M. HARUIE MILLERS, APPOINTING HIM CONSULL FOR THE ENGLISH NATION IN ALEXANDRIA, CAIRO, AND OTHER PLACES OF EGYPT.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. H. Part. I. p. 171.)

Hauing to appoint our Consull in Cayro, Alexandria, Egypt, and other parts adiacent, for the safe protection of body and goods of her Maiestics Subjects; being well persvaded of your sufficient abilitie; in her Maiesties name I doe elect and make choise of you, good friend Haruie Millers, to execute the same worshipfull office, as shall be required for her Majesties better service, the commodity of her subjects, and my contentation: having and injoying for merit of your travell in the premisses the like remuneration incident to the rest of ours in such office in other parts of this Empire. Requiring you (all other affaires set aside) to repaire thither with expedition, and attend vpon this your charge which the Almigthy grant you well to accomplish. For the due execution whereof, we heerewith send you the Grand Signiors Patent of privilege with ours, and what els is needfull therefore, in so ample maner, as any other Consul whosoeuer doeth or may enjoy the same. In ayd whereof, according to my bounden duety to her Maiesty our most gracious Mistresse, I will be ready alwayes to employ my selfe to the generall benefit of her Maiesties subjects, for your maintenance in all just causes incident to the same. And thus eftsooner') requiring and commanding you as aboutsayd, to performe my request, I bid you most heartily well to fare, and desire God to blesse you. From my mansion Rapamat (?) nigh Pera this 25 of April 1583.

Eftsoons (ever and anoon), de tems en tems. Ce mot qui a vieilli est employé ici au lieu de derechef.

№ IV.

(page 781. Col. 1. cont. de la note 7. de la p. 780.)

COMMISSION GIVEN BY M. WILLIAM HAREBORNE THE ENGLISH AMBASSADOUR, TO RICHARD FORSTER, AUTHORISING HIM CONSUL OF THE ENGLISH NATION IN THE PARTS OF ALEPO, DAMASCO, AMAN '), TRIPOLIS, JERUSALEM, ETC.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. II. Part. I. p. 172.)

I William Hareborne, her Maiesties Ambassadour Ligier 2) with the Grand Signior, for the affaires of the Leuant doe in her Maiesties name confirme and appoint Richard Forster Gentleman, my Deputie and Consull in the parts of Alepo, Damasco, Aman, Tripolis, Jerusalem, and all other ports whatsoever in the provinces of Syria, Pales. tina, and Jurie (?) to execute the office of Consull over all our Nation her Maiesties subjects, of what estate or quality soeuer: giuing him hereby full power to defend, protect, and maintaine all such her Maiesties subjects as to him shall be obedient, in all honest and iust causes whatsoeuer: and in like case no lesse power to imprison, punish, and correct any and all such as he shall finde disobedient to him in the like causes, euen in such order as I my selfe might doe by vertue of her Maiesties Commission given me the 26 of November 1582. the Copie whereof I have annexed to this present vnder her Maiesties Seale deliuered me to that vse. Straightly charging and

¹⁾ Ama (selon Thévenot, Voyage du Levant, Part. II. Chap. 60.) ou Aman, Ville de Syric, située sur l'Oronte, autrefois très belle et très grande, qu'on nommait anciennement Apamée. C'est ici que les Rois de Syrie avaient établi leur haras principal, et où ils entretenaient 500 Éléphants. On voit aujourd'hui à sa place une chétive petite Bourgade qui porte le nom de Famich; les riches pâturages des environs y attirent encore beaucoup de Bédouins, et l'abondante pêche qu'on fait dans le

Lac d'El-Taka, qui communique avec l'Oronte, lui donne encore une certaine importance. (Voyez T. II. Part. II. p. 780. Col. 2. note 6.—
Bruzen de la Martinière, Grand Dictionnaire géographique, historique et critique (Paris 1768. T. 1— IV. in fol.) T. I. p. 196. Col. 2.— Adr. Balbi, l. c. p. 652.— Langlois, l. c. T. II. p. 901. Col. 1.— Vollstündiges Hundbuch, Sect. IV. T. II. p. 365.)

²⁾ Voyez T. H. P. H. p. 780. Col. 1. note .

commanding all her Maiesties subjects in those parts, as they will avoid her Highnesse displeasure and their owne harmes, to honour his authoritie, and have due respect vnto the same, aiding and assisting him there with their persons and goods in any cause requisit to her Maiesties good service, and commoditie of her dominions. In witnesse whereof I have confirmed and sealed these presents at Rapamat my mansion house by Pera over against Constantinople', the 20 of June 1583.

¹⁾ On disait autrefois en anglais, Pera on disait en français, Pera-lez-Constanover against Constantinople, comme tinople. (Voyez plus haut p. 781. Col. 1. note*.)

No V.

(page 781. Col. 1. cont. de la note 7. de la p. 780.)

A LETTER OF DIRECTIONS OF THE ENGLISH AMBASSA-DOUR TO M. RICHARD FORSTER, APPOINTED THE FIRST ENGLISH CONSULL AT TRIPOLIS IN SYRIA.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. H. Part. L. p. 172.)

Cousin Forster, these few words are for your remembrance when it shall please the Almighty to send you safe arriuall in Tripolis of Syria. When it shall please God to send you thither, you are to certifie our Nation at Tripolis of the certaine day of your landing, to the end they both may have their house in a readinesse, and also meet you personally at your entrance to accompany you, being your selfe apparelled in the best maner. The next, second, or third day, after your comming, give it out that you be crazed and not well disposed, by meanes of your trauell at Sea, during which time, you and those there are most wisely to determine in what maner you are to present your selfe to the Beglerbi '), Cadi '), and other officers: who every of them are to be presented according to the order accustomed of others formerly in like office: which after the note of John Blanke, late Vice-consult of Tripolis for the French, delivered you heerewith, is very much: and therefore, if thereof you can sauc any thing, I pray you doe it, as I doubt not but you will. They are to give you there also another Janizarie according as the French hath; whose outward proceedings you are to imitate and follow, in such sort as you bee not his inferiour, according as those of our Nation heeretofore with him resident can informe you. Touching your demeanouer after your placing, you are wisely to proceede considering both French and Venetian will have an envious eye on you: whome

Voyez T. I. p. 523, Col. 1, note 2, et
 Voyez T. I. p. L. Col. 1, note *.
 L.III. Col. 2, note ttt.

if they perceive wise and well aduised, they will feare to offer you any iniurie.

But if they shall perceive any insufficiencie in you, they will not omitte any occasion to harme you. They are subtile, malicious, and dissembling people, wherefore you must alwayes haue their doings for suspected, and warily walke in all your actions: wherein if you call for Gods divine assistance, as doth become euery faithfull good Christian, the same shall in such sort direct you as he shall be glorified, your selfe preserued, your doings blessed, and your enemies confounded, Which if contrarywise you omit and forget, your enemies malice shal be satisfied with your confusion, which God defend, and for his mercies sake keepe you. Touching any outlopers 1) of our nation, which may happen to come thither to traffike, you are not to suffer, but to imprison the chiefe officers, and suffer the rest not to traffike at any time, and together enter in such bonds as you thinke meete, that both they shall not deale in the Grand Signiors dominions, and also not harme, during their voyage, any his subjects shippes, vessels, or whatsoever other, but quietly depart out of the same country without any harme doing. And touching those there for the company, you are to defend them according to your priviledge and such commandements as you haue had hence, in the best order you may. In all and euery your actions, at any hand, be ware of rashnesse and anger, after both which repentance followeth. Touching your dealings in their affaires of marchandise, you are not to deale otherwise then in secret and counsell. You are carefully to foresee the charge of the house, that the same may be in all honest measure to the companies profit and your owne health through moderation in diet, and at the best hand, and in due time to prouide things needfull, to saue what may be: for he that buyeth cuery thing when he needeth it, harmeth his owne house, and helpeth the retailer.

So as it is, in mine opinion, wisdome to foresee the buying of all things in their native soile, in due time, and at the first hand every yeere, as you are to send the *company* the *parti-*

¹⁾ Outloper, Bâtiment armé en Course (fait du mot, peu usité, outlope, qui signifie excursion). (Sam. Johnson, Dictionary of the

cnglish language, nouvelle Édition, corrigée et augmentée par H. J. Todd (Londres 1818. T. 1—IV. gr. in 4°.) T. III.

cular accounts of the same expenses. Touching your selfe, you are to cause to be employed fifty or the threescore ducats, videlicet'), twenty in Sope, and the rest in Spices, where of the most part to be Pepper, whereof we spend very much. The Spices are to be prouided by our friend William Barrat, and the Sope buy you at your first arrivall, for that this shippe lading the same commodity will cause it to amount in price. From our mansion Rapamat, the fift of September 1583.

1) Videlicet, par contraction Viz, signific c'est ù dire, suvoir. Todd (l. c. T. IV.) ajoute à la définition qu'il donne de ce mot la remarque suivante: "A barbarous form of an un, necessary nord." On ne se sert aujourd'hui

ni de Viz. ni de Videlicet; on fait usage de namely, que l'on doit toujours substituer à Viz et même lire au lieu de Viz. (Joseph Wilson, English and french and freuch and english Dictionary.)

Nº VI.

(page 784. Col. 2. note 1.)

A LETTER WHITTEN BY THE MOST HIGH AND MIGHTY EMPRESSE THE WIFE OF THE GRAND SIGNIOR SULTAN MURAD CAN') TO THE QUEENES MAIESTY OF ENGLAND, IN THE YEERE OF OUR LORD 1594.

(D'après Hackluyt, Principal Navigations, etc. T. II. Part. I. p. 311.)

Let the beginning of our discourse be a perfect writing in the foure parts of the world, in the name of him which hath indifferently created such infinite numbres of creatures, which had neither soule nor body, and of him which mooneth the nine heauens, and stablisheth the earth seuen times one aboue another, which is Lord and king without any deputy, who hath no comparison to his creation and worke, and is one inestimable, worshipped without all comparison, the most high God, the creator, which hath nothing like vnto him, according as he is described by the Prophets, to whose power no man can attaine, and whose absolute perfection no man may controll; and that omnipotent creatour and fellow-worker, to whose Maiesty all the Prophets submit themselues, among whom the greatest, and which hath obtained greatest fauour, the garden of Paradise, the beame of the Sunne, the beloued of the most high God is Mahomet Mustaffa, to whom and to his adherents and followers be perpetuall peace, to whose fragrant sepulture all honour is performed. He which is emperour of the seuen climats and of the foure parts of the world, the inuincible king of Graecia, Agiamia 2), Hungaria, Tartaria, Valachia, Rossia, Turchia, Arabia, Bagdet, Caramania, Abessis 1), Giouasir 1), Siruan 1), Barbaria, Alger, Franchia (?), Coruacia 6), Belgrade etc. alwayes most

¹⁾ Voyez T. I. p. 519. Col. 2. note 4.

Agiamia, au lieu d'Adjèm, la Perse.
 Abessis, au lieu de Habesch, l'Abyssinie.

¹⁾ Gionasir, peut-être pour Djezair,

pluriel de Djéziré, Ile, voulant désigner les lles de la Mer Égée, Ac Degniz djéziréleri. (Voyez T. II. Part. II. p. 318. Col. 1. note 1.) 5) Siruan, au lieu de Chirman, le Chirman.

⁶⁾ Cornacia, au lieu de Khirvat, la Croatie.

happy, and possessour of the crowne from twelue of his ancestours; and of the seed of Adam, at his present emperour, the sonne of an emperour, preserved by the divine providence, a king woorthy of all glory and honour, Sultan Murad, whose forces the Lord God alwayes increase, and father of him to whom the imperiall crowne is to descend, the paradise and woonderfull tall cypresse, worthy of the royall throne, and true heire of the imperiall authority, most woorthy Mehemet Can, the sonne of Sultan Murad Can, whose enterprises God vouchsafe to accomplish, and to prolong his happy dayes: on the behalfe of whose mother this present letter is written to the most gracious and most glorious, the wisest among women, and chosen among those which triumph vnder the standard of Jesus Christ, the most mighty and most rich gouernour, and most rare among womankinde in the world, the most gracious Queene of England, which follow the steps of the virgine Mary, whose end be prosperous and perfect, according to your hearts desire. I send your Maiesty so honorable and sweet a salutation of peace, that al the flocke of Nightingales with their melody cannot attaine to the like, much lesse this simple letter of mine. The singular loue which we have conceived one toward the other is like to a garden of pleasant birds: and the Lord God vouchsafe to saue and keepe you, and send your Maiesty an happy end both in this world and in the world to come. After the arrival of your honourable presents from the Court of your Maiesty, your Highnesse shall vnderstand that they came in such a season that every minute ministred occasion of long consolation by reason of the comming of your Maiesties Ambassadour to the triumphant Court of the Emperour, to our so great contentment as we could possibly wish, who brought a letter from your Maiesty, which with great honour was presented vnto vs by our eunuks, the paper whereof did smell most fragrantly of camfor and ambargriese '), and the incke of perfect muske; the contents whereof

tâches blanc-jaunâtres; d'une saveur fade et grasse; d'une edeur forte et suave, lorsqu'on la chauffe ou qu'on la frotte; d'un poids spécifique plus léger que celui de l'eau; susceptible de se ramollir, de se fondre, de se volatiliser par l'action de la chaleur, et de s'enflammer par le contact d'un corps en ignition (en état de combustion); insoluble dans l'eau; soluble en partie

¹⁾ Ambargriese, au lieu d'Ambergris. Ambre gris, en latin Ambra grisea.

On a donné le nom d'Ambre gris, à une matière solide, opaque, en masses irrégulières, de forme globuleuse, d'une consistance analogue à celle de la Ctre, à cassure grenue (formant de petits grains) ou offrant des couches concentriques; d'une couleur gris-noirâtre, veinée de

we have heard very attentively from point to point. I thinke it therefore expedient, that, according to our mutuall affection, in any thing whatsoever may concerne the countreys which are subject to your Maiesty, I never faile, having information given vnto

dans l'Alkool *), l'Éther **) et les Huiles formant une espèce de Savon avec les Alcalis caustiques ***) †). — Des opinions très nombreuses ont été émises sur l'origine de cette substance. Ce serait sortir du cadre qui nous est trace que d'entrer dans les détails qu'exigerait l'exposé de chacune d'elles; il nous suffira de dire qu'aujourd'hui on s'accorde généralement à con-

*) Alcool ou Alcohol, ou Alkool ou Alkohol. Mot arabe, qui veut dire subtil.

Les Anciens donnaient le nom d'Alcool à plusieurs Substances volatiles, même à des Poudres subtiles. Les Chimistes modernes ont adopté ce mot, pour désigner ce qu'on appelait autre-fois Esprit de Vin.

On retire l'Alcool des Liqueurs spiritueuses, telles que le Vin, l'Eau de Vie, etc. par la voie de la Distillation.

L'Alcool est un Fluide transparent, très mebile et très lèger, d'une odeur pénétrante et agréable, vive et chaude.

L'Alcool ou l'Esprit de Vin rectifié, est celui qu'on a passé une ou deux fois à l'Alumbic ⁰) pour le débarrasser, autant qu'il est possible, de toute sa partie flegmatique ou acqueuse.

Quand l'Alcool est entièrement débarrassé de sa partie acqueuse, il porte le nom d'Esprit ardent. (Lunier, l. c. T. I. p. 43. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. I. p. 247. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 280. Col. 2. — Ersch und Gruber, l. c. T. III. p. 151. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 199.)

") Ether, du grec αἰξής, air, formé d'αἰρεῖν, bruler, enslammer, parce que l'Éther s'enslamme très facilement.

Le nom d'Éther fut d'abord donné à un Liquide très volatil, très inflammable, très suave, qu'on obtient en chauffant des parties égales d'Alcool et d'Acide sulfurique. On étendit le même nom à d'autres Liquides provenant de l'action de l'Alcool sur d'autres Acides, et partageant à peu près les mêmes Propriétés, enfin il a été appliqué depuis à des composés d'Acide et d'Alcool, peu volatils et presque inodores. ***) Alcali ou Alkali, de l'arabe Kali, soude. précédé de l'Article al.

Ce nom a été premièrement donné par les Arubes au Sel, qu'on tire des Cendres d'une Plante qu'ils appellent Kali, en français Soude (Voyez T. II. Part. I. p. 125. Col. 1. note '.)

Les Alculis sont des Substances solides ou fluides très reconnaissables par leur saveur acre, brûlante, urineuse; par la propriété qu'elles ont, de verdir les couleurs bleues végétales, et de former des Savons avec les Huiles; par leur facilité d'union et leur force d'attraction pour les Acides avec lesquels elles forment des sets; par leur énergie sur les matières animales qu'elles dissolvent. (Lumier, l. c. T. I. p. 42. Cel. 2.
— Diet. de la Conversation, T. I. p. 240. Col. 1. — Penny Cyclopacdia, T. I. p. 341. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 197.)

†) Caustique. Terme de Médecine. Brûlant. corrosif. Il se dit des substances qui ont le propriété de brûler ou de désorganiser, par leur action chimique, les matières animales. Bemède caustique. Substance caustique.

Il s'emploie figurement, dans le langage ordinaire, et signifie, mordant, satirique, malin. Homme caustique. Propos caustique.

Il est aussi substantif masculin, mais dans le sens propre seulement. La Pierre infernale est un Caustique. Employer les Caustiques. (Dict. de l'Académic.)

⁽Lunier, l. c. T. II. p. 149. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXV. p. 331. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 157. Col. 1. Art. Aether. — Ersch und Gruber, l. c. T. II. p. 95. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 480. Art. Aether.)

O Alambic, du latin Alambicum, fait du gree αμιβιές, Vase, Pet, et de l'Article arabe al, qui, lorsqu'il se treuve au commencement d'un mot, signifie quelque chose de grand, d'élevé; comme qui dirait, Vase par excellence.

En Chimic, ce mot sert à désigner un Vase de Métal, de Terre ou de Verre, destiné à dis-

tiller les Liquides. (Lunier, l. c. T. I. p. 40. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 291. Col. 2. Art. Alembic. — Ersch und Gruber, l. c. Sect. II. T. V. p. 178. Col. 1. Art. Helm.— Conversations-Lexikon, T. III. p. 149. Art. Destillation.)

me, in whatsoeuer occasion shall be ministred, to gratifie your Maiesty to my power in any reasonable and convenient mat-

sidérer l'Ambre gris comme un Bézoard *) ou Concrétion *') morbide *''), formée dans les intestins, et particulièrement dans le Coccum ****) de certains Cétacés †); notamment le Cachalot macrocéphale ††), le même qui fournit le Blanc, de Baleine †††). En effet les Pécheurs baleiniers

*) Bézoard, du persan Bedzahar, Antidote contre le poison, formé de bed, remède, et de zahar, poison. Calcul °) animal, Concrétion pierreuse qui se forme dans le Corps de certains animaux; qui a la forme de cette Concrétion.

Les Médecins arabes ont attribué au Bézoard de grandes propriétés, et particulièrement celle de résister au venin.

En Chimie, on a donné ce nom à plusieurs préparations qui ont les mêmes propriétés qu'on attribue faussement au Bézoard. (Lunier, l. c. T. I. p. 157. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. VI. p. 45. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. IV. p. 361. Col. 2. — Reny Cyclopaedia, T. IV. p. 361. Col. 2. Art. Bezoars. — Ersch und Gruber, l. c. T. IX. p. 403. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. I. p. 856. Art. Bezoarsteine. — Joh. Carl Schede, Waaren-Lexikon, T. I. p. 125. Col. 1. Art. Bezoar. — Joh. Carl Leuch's, Allgemeines Waaren-Lexikon, T. I. p. 160. Art. Bezoare. — Joh. Carl Koenig, Droguerie-, Spezerei und Farb-Waaren Lexikon (Munich 1839. in 40.) p. 16. Art. Bezoar.)

") Concrétion. Terme didactique. Action de S'épaissir. La Concrétion du Lait, de l'Huile.

Il signifie plus ordinairement, la réunion de plusieurs parties en un corps solide. Concrétion saline. Concrétion pierreuse.

Il se dit quelquefois, en Chirurgie, de l'Adhésion des parties qui naturellement doivent être séparées. Concrétion des doigts. (Dict. de l'Académie.)

") Morbide, fait du latin morbus, maladie. En Termes de Médecine, qui a rapport à la maladie.

Morbifique, qui cause la maladie. (Dict. de l'Académie.)

du latin. Le premier des gros intestins. (Dict. de la Conversation, T. XV. p. 85. Col. 2.)

t) Cetace, du grec zyroc, Baleine, se dit,

en Termes d'Histoire naturelle, des grands Mammiferes, qui ont la forme de Poissons, tels que les Baleines, les Dauphins. Les Animaux cétacés.

Il s'emploie aussi substantivement. Le Narval est de l'ordre des Cétacés. (Dict. de l'Académie. — Dict. de la Conversation, T. XII. p. 278. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 526. Art. Cetaceen.)

tt) Cuchalot (Physeter), genre d'animaux mammifères, appartenant à l'ordre des Cétaces. Ce genre contient plusieurs espèces, mais dont les caractères distinctifs n'ont pu être encore bien déterminés. La plus commune et la mieux connue est le grand Cachalot (Physeter macrocephalus 00)), dont la tête va jusqu'à 20 metres, la tête faisant le tiers de la longueur totale. Cette espèce est répandue dans beaucoup de mers: on en a pris des individus jusque dans la Mer Adriatique, et il en échoua 31, en 1784, sur les Cotes de Bretagne. (Dict. de la Conversation, T. IX. p. 368. Col. 1. -Lunier, l. c. T. I. p. 199. Col. 2. - Conversations-Lexikon, T. VI. p. 123. - Nemnich, Catholicon der Naturgeschichte, T. III. Col. 957.)

ttt) Blanc de Balcine, ou Cétine (en latin Cetina, ou Sperma-Ceti, de Sperma, Liqueur séminale, et de Cetus, fait du grec αητος, Baleine). Cette substance est une matière grasse, qui peut être considérée comme tenant le milieu entre le Suif et la Cire. Elle est fournie par plusieurs espèces du genre Cachalot, et par le Delphinus edentulus (édenté). Liquide chez l'animal vivant, ou plutôt dissoute dans une Huile qui occupe de vastes cavités placées au-dessus du Cerveau, la Cétine se concrète par le refroidissement, et se sépare de son dissolvant, mais non pas d'une manière complète, car elle en retient toujours une certaine portion, qu'on ne parvient à enlever qu'à l'aide de divers traitements, tels que l'expression, les lotions avec une faible lessive de Po-

Il se dit, quelquefois, de la maladie qui ré-

sulte de la présence d'un Calcul dans les reins ou dans la vessie. Avoir le Calcul. (Diet. de l'Académie.)

oo) formé du grec μαπρός, long, et πεφαλή, la tête.

O Calcul, en Termes de Médecine, est le nom donné aux diverses espèces de Concrétions pierreuses qui se forment dans le Corps de l'homme, et dont les plus communes sont les Calculs biliaires et urinaires.

ter, that all your subjects businesses and affaires may have a wished and happy end. For I will alwayes be a sollicitour to

en ont assez souvent trouvé dans le Ventre des Cachalots qui sont maigres, engourdis, et languissants. Cette Matière, soit lorsqu'elle est contenue dans les intestins de ces Animaux, soit

tasse caustique, puis avec l'eau, et enfin la fusion dans l'eau bouillante. Ainsi purifiée, elle est versée dans le Commerce, où elle se présente sous forme de pains blanes, brillants, demi-transparents, fragiles et à cassure lamelleuse (qui se laisse diviser en lames ou feuilles) et cristalline, onctueux au toucher, d'une bdeur faible, d'une saveur douce, d'une pésanteur spécifique, moindre que celle de l'eau. Elle est fusible à 44 dégrés centigrades, insoluble dans l'eau, légèrement soluble dans l'Alcool, mais très soluble dans l'Étre et les Huiles grasses et rolatiles. Elle doit être garantie avec soin du contact de l'air et de la lumière, parce que le premier de ces Agents la fait rancir, et que sous l'influence du second elle prend une teinte jaunâtre. On l'a employée autrefois en Médecine, à l'intérieur, sous forme de Pillules, ou en Potion comme calmant et béchique °); à l'extérieur sous forme de Cérat °°), de Pommade et de Liniment °°°), comme Adoucissant et Cosmétique ®). Mais aujourd'hui elle est presque tout à fait abandonnée par les Thérapeutistes ®®). Dans les Arts elle sert à la fabrication des Bougies translucides ®®), connues sous le nom de Bougies diaphanes ©), sans pouvoir toute-

O Bechique, du grec βήξ, βήχος, toux. Bechica remedia. On appelle ainsi, en matière médicale, tous les médicaments qui calment la toux, et que l'on distingue en adoucissants, en calmants, en excitants et en incissifs. (Lunier, l. c. T. I. p. 153, Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. V. p. 151. Col. 1.)

co) Cérat, du grec κηθειτός, dont les Latine ent fait Ceratum et Cera, Cire. Espèce d'Onguent, ainsi appelé, parce que la Cire en fait ordinairement la base et la consistance. (Lunier, l. c. T. I. p. 259. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XII. p. 190. Col. 2.)

OOO) Liniment, du latin linimentum et de linire, qui signifient adoucissement, adoucir. Médicament qui sert à oindre et à frotter quelque partie. Ainsi, les Huiles, les Baumes, les Onguents, et les Graisses peuvent être regardés comme des Liniments. (Lunier, l. c. T. II. p. 455. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXV. p. 259. Col. 1.)

Cosmétique, du grec ποσμετικός, formé de ποσμέω, orner, embellir. Se dit des Substances qui servent à entretenir, à embellir la peau. Les caux de senteur, les fards, le lait virginal, sont des préparations cosmétiques.

Il s'emploie aussi comme substantif masculin. Certains Cosmétiques nuisent à la Santé.

Au féminin, ce mot désigne la partie de la Médecine, qui enseigne à faire usage des Cosmétiques. Il a écrit sur la Cosmétique. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. I. p. 412. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XVII. p. 333. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. IX. p. 842. Art. Schoenheitsmittel. — J. B. Sal-

gues, Des Erreurs et Préjugés répandus dans les diverses Classes de la Société (Paris 1815, seconde édition. T. I – III. in 8°.) T. II. p. 109.)

• Thérapeutistes. La Thérapeutique, en latin Therapeia (du gree Στραπτύσι, traiter, prendre soin) est proprenent la Médecine curative, ou la partie de la Médecine qui donne la connaissance des règles générales, qu'il faut observer, et des moyens qu'on doit employer dans la cure des maladies. (Lunier, l. c. T. III. p. 446. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. I.I., 77. Col. 2.)

Thérapeutiste, celui qui s'applique à la Thérapeutique, qui en fait l'objet de ses observations et de ses recherches. (Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académic.)

S Translucide, du latin trans, en travers, et de luci dus, lucide, transparent. Terme adopté par les Minéralogistes, peur désigner les Minéraux qui ont une sorte de Transparence, mais qui ne transmettent cependant qu'une lumière diffuse et nuageuse. (Lunier, l. c. T. III. p. 470. Col. 2.)

Translucidité, sorte de Transparence des Minéraux, etc. (Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académic.)

 Diaphane, du grec διά, au travers, et de φαίνει, je brille, je luis. Se dit en Termes de Physique, des corps qui transmettent abondamment la lumière.

Dans l'usage ordinaire, on l'emploie souvent comme synonyme de très transparent. Le Cristal est diaphane.

Diaphaneite, Faculté qu'ent certains corps

the most mighty Emperour for your Maiesties affaires, that your Maiesty at all times may be fully satisfied. Peace be to

au moment où elle est rejetée au dehors, est très mellasse, et se rapporte tout à fait pour la Couleur aux Excrements naturels des Baleines; mais, exposée à l'air, elle ne tarde pas à perdre ces qualités désagréables, et à revêtir les propriétés que nous avons indiquées plus haut. -L'Ambre gris se trouve ordinairement dans la Mer ou sur les Kivages qu'elle baigne, spécialement aux Environs de Madagascar, de Sumatra, des Moluques, et sur les Côtes du Japon, de la Chine, de Coromandel, d'Afrique et du Brésil; on en a même rencontré dans le Golfe de Gascogne. Le Poids des Boules d'Ambre varie depuis quelques onces jusqu'à 200 livres, et même beaucoup plus; mais les Masses les plus grosses ne peuvent guére avoir été produites par un seul Cachalot; il est plus pro-

bable que, liquides d'abord, elles se sont ensuite réunies et agglutinées *). Tous les Animaux en sont extrémement friands, et accourent à son Odeur pour le dévorer. - L'Ambre gris offre presque toujours des Becs **) de Seches ***), des portions de Coquilles, et d'autres Corps étrangers, qui en altérent la pureté. En outre il est sujet à de fréquentes Sophistications t), comme toutes les Substances d'un prix élevé. Ses propriétés médicamenteuses sont celles de toutes les Substances aromatiques en général, c'est à dire qu'il est stomachique, excitant, antispasmodique tt) et calmant; cependant de nos jours, il est bien peu usité en Médecine. On s'en sert beaucoup au contraire dans la préparation des Parfums; son Odeur suave se développant par son mélange avec les autres Matières odo-

fois rivaliser avec la Cire, en raison de son prix trop élevé. — On a donné le nom de Sperma-Ceti à une Substance blanche, trouvée sur la haute Mer, qu'on a cru être du Sperme de Buleine. (Voyez Lunier, l. c. T. III. p. 357. Col. 1. Art. Sperma-Ceti. — Diet. de la Conversation, T. XII. p. 59. Art. Walrath. — Schedel, l. c. T. II. p. 652. Col. 1. Art. Wallrath. — Leuchs, l. c. T. II. p. 544. Art. Wallrath. — Koenig, l. c. p. 184. Art. Sperma Ceti sive Adipocera cetaria.)

*) Agglutiner, du latin agglutino, formé de l'Augmentatif ad et de glutino, coller, formé de gluten, Colle. Terme de Médecine. Recoller, rejoindre les parties du Corps divisées par quelque accident. On l'emploie surtout avec le Pronom personnel. Sagglutiner.

Les Dérivés sont:

Agglutination, Action d'agglutiner;

Agglutinant, qui se dit des Remédes propres à recoller les parties divisées.

Agglutinatif, qui se dit des Emplatres qui s'attachent à la peau. (Dict. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. I. p. 31. Col. 2.)

") Bec, la partie plus ou meins saillante et dure, qui tient lieu de bouche aux oiscaux, et qui est formée de deux pièces appelées Mandibulaires (Mandibules) ⁰), l'une supérieure, l'autre inférieure. On applique aussi cette dénomination aux Poissons. (Dict. de l'Académie. — Dict. de la Conversation, T. V. p. 141. Col. 2.)

"') Sèche (Sepia officinalis), Seppie; Bouffron; Insecte-Poisson. (Lunier, l. c. T. III, p. 301. Col. 1. — Nemnich, Cutholicon, T. III. Col. 1283.)

t) Sophistiques, du grec στοφίζω, tromper, user de fourberie. Faire un mélange de differentes Drogues simples de mauvaise qualité, que l'on méle avec des Drogues choisies, pour augmenter leur poids, et diminuer leur prix; — frelater, falsifier une Liqueur, une Dregue, en y mélant quelque chose d'étranger.

Sophistication, Action de sophistiquer. (Diet. de l'Académie. — Lunier, l. c. T. III. p. 346. Col. 1.)

††) Antispasmodique (Antispasmatiques, ou Antispasmique), du grec ἀντὶ, contre, et de σκασμός, Spasme, Contraction involontaire, mouvement convulsif.

On nomme ainsi les remèdes contre les convulsions ou mouvements convulsifs. (Lunier, l. c. T. I. p. 82. Col. 1. – Dict. de la Conversation, T. II. p. 387. Col. 2.)

de transmettre abondamment la lumière. (Lunier, l. c. T. I. p. 518. Col. 2. — Dict. de P.Académie. — Dict. de la Conversation, T. XX. p. 447. Col. 2.)

Diaphanogène, qui produit une Transparence.

— Se dit d'une Cire transparente nouvellement

inventée. (Raymond, Suppl. au Dict. de l'Académic.)

O) Mandibule, du latin mandibulu, machoire, fait de manducare, màcher. (Lunier, 1. c. T. II. p. 485. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. XXXVII. p. 13. Col. 1.) your Maiesty, and to all such as follow rightly the way of God. Written the first day of the Moone of Rabie Liuol ') in the yere of the Prophet, 1002.

rantes, on le fait entrer dans un grand nombre de Cosmétiques. Les Orientaux s'en servent comme Aphrodisiaque *). (Lunier, l. c. T. I. p. 54. Col. 2. Art. Ambre. — Dict. de la Conversation, T. I. p. 484. Col. 1. Art. Ambre. — Penny Cyclopaedia, T. I. p. 421. Col. 2. Art. Ambergris. — Erseh und Gruber, l. c. T. III.

T. I. p. 84. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. II. p. 410. Col. 2. — Salgues, Des Erreurs et Préjugés, T. II. p. 115. Art. Philtres. — Conversations-Lexikon, T. VI. p. 641. Art. Liebestränke.)

p. 325. Col. 2. — Conversations-Lexikon, T. l. p. 226. Art. Ambra. — Schedel, l. c. T. I. p. 28. Col. 1. Axt. Grave Ambra (Ambra grisea). — Leuchs, l. c. T. l. p. 54. Art. Ambra. — Koenig, l. c. p. 5. Art. Ambra grisea vera.)

¹⁾ Rabie Liuol au lieu de Rebiul' Ewel.

Aphrodisiaque, du grec ἀφροδίτη, Vénus, Déesse de la Volupté, l'acte vénérien.

On appelle ainsi en Médecine, les moyens usités pour rétablir les forces épuisées par l'usage immodéré des plaisirs de l'Amour. (Lunier, l. c.

.No VII.

(page 803. Col. 2. cont. de la note 5. de la p. 802.)

TRADUCTION DU BÉRAT ') IMPÉRIAL EN FAVEUR DE N. N. CON-SUL GÉNÉRAL DE S. M. BRITANNIQUE PRÈS LA SUBLIME PORTE OTTOMANE.

Le Modèle des Grands de la Nation du Messie, l'Ambassadeur Extraordinaire et Plénipotentiaire de la Cour de la Grande Bretagne résidant auprès de Ma Sublime Porte, N. N., dont la Fin soit heureuse, a présenté à Ma Porte de Félicité une Note munie de son Cachet, dans laquelle il a exposé que N. N., qui avait été nommé en vertu d'un Bérat impérial Nazir 2) ou Inspecteur des Affaires des Négociants de la Cour d'Angleterre, qui vont et viennent dans les États de Mon Empire, étant mort, le Porteur de ce Signe impérial, l'Illustre parmi les Grands de la Nation du Messie, N. N. a été nommé à sa Place par ladite Cour, pour résider auprès de lui en cette même Qualité, et il a fait Instance qu'un Bérat imperial soit également accordé comme par le passé au nom de N. N. susmentionné. Conformément donc à ce qui a été pratiqué par le passé, Jai donné ce Signe impérial et auguste, et Fordonne, qu'à l'avenir le susdit N. N. ait à exercer auprès dudit Ambassadeur les Fonctions de Nazir ou Inspecteur pour les Affaires des Négociants anglais; que lorsqu'il sera nécessaire d'avoir Recours à la Porte pour quelque Affaire, cela devra se faire par une Note, munie du Cachet de PAmbassadeur susmentionné; que le susdit Nazir ou Inspecteur s'occupera, d'après les Capitulations impériales, des Affaires des Bâtiments marchands anglais, et Négociants trafiguant sous la Bannière de la Cour de la Grande Bretagne; que les Consuls et Négociants anglais, qui se trouvent dehors,

III.

¹⁾ Voyez T. II. P. II. p. 310. Col. 1. note 5. et note **.

²⁾ Nazir, Inspecteur, Intendant, Directeur, etc. Nazarét, Inspection, Intendance, Direction, etc. (Voyez Kieffer et Bianchi, l. c. T. II.

p. 1081. Col. 1. p. 1116. Col. 2. — von Hammer, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung und Staatsverwaltung (Vienne 1815. T. I. II. pet. in 8°) T. I. Chap. II. p. 135. Chap. VI. p. 419. T. II. Chap. IV. p. 159.)

auront Recours à lui dans les Affaires où ils rencontreront des Difficultés, pour que celui-ci les représente à l'Ambassadeur susmentionné, que l'on ne permettra pas aux Bâtiments anglais de partir, sans qu'ils soient munis d'un Téskérè ') ou Billet dudit Nazir ou Inspecteur; que ses Domestiques francs ne seront pas molestés pour le Tribut de Capitation appelé Kharadsch2), pour les Contributions accidentelles nommées Avari 1). pour le Droit sur les Peaux des Quadrupèdes dit Kassabiré Aktchessi '), ni pour d'autres Droits et Impôts arbitraires désignés par les Noms de Roussoum 5) et Tekalifi Ourfiyé '); que Personne ne demandera au susdit Nazir ou Inspecteur, ni le Kharadsch ni autres Impôts, en disant "vous " avez à votre Service des Esclaves de l'un ou de l'autre Sexe"; qu'il ne sera pas inquiété pour ce qui regarde ses Effets, Provisions de Bouche, et Boissons; et conformément à ce qui a été pratiqué de tout Tems, il sera exempt, pour ces Objets. de la Douane et de tous autres Droits. Quiconque aura un Procès avec le susdit Nazir ou Inspecteur, doit être renvoyé à Mon Divan impérial, d'aprés les Capitulations impériales, et ne sera pas écouté ailleurs. S'il voudra en guelque tems aller quelque part, il ne sera molesté par Personne, ni pour les Courriers. ni pour Droit de Courrier, tant en allant qu'en revenant, soit par Terre soit par Mer, dans les Auberges et Maisons de Poste, par rapport à ses Habits, ses Montures, ses Effets, et ses Provisions qu'il aura avec lui. Partout où il arrivera on lui donnera des Provisions pour son Argent, et au Taux fixé, sans que personne s'y oppose. - Dans les Endroits où il y aura du Danger, il pourra faire Usage du Turban blanc '). Il aura la Fa-

¹⁾ Voyez T. II. P. II. p. 309. Col. 1. note *.

²⁾ Voyez T. I. p. 518. Col. 2. note 6. T. II. Part. II. p. 123. Col. 1. note 1.

³⁾ Voyez T. H. P. II. p. 104. Col. 1. note *.

⁴⁾ Kassab Aktchessi (Singulier), Kassab Aktcheleri (Pluriel). Voyez T. II. P. II. p. 104. Col. 1. note ". et p. 1131. Col. 1. note 5.

^{5 |} Voyez T. II. P. II. p. 120. Col. 1. note 1.

⁷⁾ D'après les anciennes Lois de Police de l'Empire ottoman, le Port d'Armes de toute

Espèce, est sévèrement défendu aux Sujets tributaires du Grand Seigneur, qu'ils ne doivent non plus monter des Chevaux, mais seulement des Ânes ou des Mulets. L'usage du Turbau (Sarik) en général, c. à. d. de la Calotte ou autre Coiffure entortillée d'une Étoffe (Mousseline, Schawl ou autre), n'est permis qu'aux Musulmans; les Émir ') et le Mouphty ") portent seuls la Monsseline verte. Les Raaya") portent un Honnet de Peau de Mouton, appelé Kalpak.

Les Privilèges accordés aux Consuls dans

^{*)} Voyez T. I. p. 519. Col. 2. note 4. et p. XLVIII. Col. 1. note *.

^{**)} Voyez T. I. p. L. Col. 1. note *.
***) Voyez T. I. p. 518. Col. 2. note 6.

culté de porter le Sabre, l'Arc, les Flèches, les Éperons et autres Instruments de Guerre, et il ne sera en aucune Manière molesté pour cela, ni par les Juges, les Beglers-Begs 1), et autres Officiers, mais au contraire il sera protégé et assisté. Ceux qui auraient contrevenu à ces Ordres, devront en être empêchés; et l'on se conformera toujours aux Capitulations impériales et à ce Signe auguste, qui prescrit la Soumission; et aucun Procédé contraire à leur Teneur ne sera permis ni toléré.

Donné dans Notre Résidence impériale à Constantinople, la bien-gardée — le — de la lune de —, l'an de l'Hégire —.

les Bérat qui leur tiennent lieu d'Exéquatur, les assimitent pour le Costume de Foyage aux Musulmans, afin de les mettre, dans l'Intérieur du Pays, à l'Abri des Insultes que leur attirerait le Costume curopéen, inconnu aux Habitants, et surtout le Chapeau (Chapka), objet de Dérision et de Mépris pour les Vrai-croyants.

1) Voyez T. I. p. 523, Col. 1. note 2. et p. L.III. Col. 2. note ttt.

TABLE DES MATIÈRES.



TOME II. PARTIE II.

LIVRE III.

Établissement des Consulats à l'Étranger, depuis la dernière Moitié du XVIme Siècle jusqu'à nos Jours.

CHAPITRE L.

			XVIme Siècle jusqu'ù nos Jours	3
			SECTION I.	
			France.	
Ş.	1.	France	et Alger	5
§.	2.		Autriche	16
§.	3.		Bade	18
§.	4.		Bavière	19
§.	5.		Belgique	19
§.	6.		Bolivie	20
§.	7.		Brésil	24
§.	8.		Chili	25
§.	9.		Chine	26
	10.		Danemark	26
	11.		Deux-Siciles	29
-	12.		Ecuador	30
	13.		Espagne	30
-	14.		État de l'Église	49
	15.		États-Unis de l'Amérique centrale	50
	16.		États-Unis de l'Amérique du Nord	51
	17.		États-Unis du Mexique	61
	18.		Grande-Bretagne	64

Page.

TABLE DES MATIÈRES.

1624

			Page.
	19.	France et Grèce	68.
Ş.	20.	Haïti	68.
	21.	Hanovre	69.
	22.	Hesse-Darmstadt	69.
	23.	Holstein-Oldenbourg	69.
	24.	Lucques	69.
	25.	Maroc	70.
	26.	Mecklenbourg-Schwérin	78.
§.	27.	Modène	81.
	28.	Monaco	81.
	29.	Nouvelle-Grenade	81.
§.	30.	Parme (Plaisance et Guastalla)	81.
§.	31.	Pays-Bas	81.
§.	32.	Pérou	84.
-	33.	Perse	84.
	34.	Porte ottomane	
Ş.	35.	Portugal	135.
§.	36.	Provinces-Unies du Rio de la Plata	
§.	37.	Prusse	
§.	38.	Raguse	
§.	39.	Russie (et Pologne)	143.
§.	40.	Sardaigne	152.
§.	41.	Saxe (royale)	
§.	42.	Saxe-Weimar	
§.	43.	Suède (et Norvège)	
§.	44.	Suisse	159.
§.	45.	Toscane	
§.	46.	Tripoli	162.
	47.	Tunis	178.
§.	48.	Uruguay	201.
	49.	Venezuela	202,
§.	50.	· Venise	203.
Ş.	51.	Villes hanséatiques	203.
		SECTION II.	
		Italie.	
		ARTICLE I. DEUX-SICILES.	
	1.	Deux-Siciles et Alger	
§.	2.	Autriche	209
§.	3.	Bavière	210.
§.	4.	Belgique	210.
§.	5.	Brésil	210
•	6.	Chine	210
§.	7.	Danemark	211.

c		D 01 11			Page.
§.		Deux-Siciles	et	Espagne	219.
•	9.			États de l'Église	220.
-	10.			États-Unis de l'Amérique du Nord	
-	11.			France	221.
§.	12.			Francfort (sur le Mein)	221.
Ş.	13.			Grande-Bretagne	
Ş.	14.			Grèce	224.
-	15.			Hanovre	225.
§.	16.			Lucques	225.
§.	17.			Maroc	225.
ş.	18.			Mecklenbourg-Schwérin	225.
§.	19.			Pays-Bas	225.
§.	20.			Porte ottomane	233.
§.	21.			Portugal	
§.	22.			Prusse	238.
§.	23.			Russie	
§.	24.			Sardaigne	
§.	25.			Saxe royale	244.
§.	26.			Suède (et Norvège)	245.
§.	27.			Suisse	
§.	28.			Toscane	
5.	29.			Tripoli	
§.	30.			Tunis	
§.	31.			Villes hanséatiques	260.
§.	32.			Wurttemberg	260.
				ARTICLE II. SARDAIGNE.	
§.	1.	Sardaigne et	Als	ger	260.
§.	2.		Au	triche	261.
§.	3.		Ba	vière	263.
§.	4.		Be	lgique	263.
§.	5.		Br	ésil	264.
6.	6.		Ch	ine	264.
§.	7.		Da	nemark	264.
§.	8.		De	ux-Siciles	283
5.	9.			pagne	
§.	10.		Éta	ats de l'Église	284.
§.	11.		Éta	ats-Unis de l'Amérique du Nord	285.
§.	12.			ats-Unis du Mexique	
	13.			ance	
§.	14.			ande-Bretagne	
§.	15.			èce	
	16.		Lu	cques	291.
5.	17.			roc	
	18.		Pa	rme (Plaisance et Guastalla)	306.

TABLE DES MATIÈRES.

				Page.
9	. 19	. Sardaigne	et Pays-Bas	. 306.
5	20		Porte ottomane	
5	21		Portugal	320.
S.	22		Provinces-Unies du Rio de la Plata	320,
5.	23		Prusse	320.
S.	24		Russie	321.
9.	25		Suède (et Norvège)	321.
6.	26		Suisse	322.
8.	27		Toscane	322.
§.	28		Tripoli	323.
6.	29		Tunis	324.
	30		Uruguay	
6.	31		Villes hanséatiques	
-				
			SECTION III.	
			Espagne.	
§.	1.	Espagne e	et Alger	326.
§.	2.		Autriche	
§.	- 3,		Belgique	
§.	4.		Danemark	341.
§.	5.		Deux-Siciles	353.
5.	6.		États-Unis de l'Amérique du Nord	353.
§.	7.		États-Unis du Mexique	366.
§.	8.		France	366.
§.	9.		Grande-Bretagne	366.
§.	10.		Maroc	439.
§.	11.		Pays-Bas	448.
Ş.	12.		Porte ottomane	457.
§.	13.		Portugal	462.
§.	14.		Prusse	482.
§.	15.		Russie	485.
§.	16.		Sardaigne	487.
§.	17.		Suède (et Norvège)	487.
§.	18.		Toscane	489.
§.	19.		Tripoli	
§.	20.		Tunis	
§.	21.		Villes hanséatiques	
		. 00	4	
		- 111	ORGENION IV	
			SECTION IV.	
			Portugal.	
ģ.	1.	Portugal et	Alger	517.
§.			Autriché	519.
§.	3.		Belgique	519.

				Page.
9.	4.	Portugal et	Brésil	520.
§.	5.		Danemark	520.
9.	6.		Deux-Siciles	521.
5.	7.	**	Espagne	521.
§.	8.	- •	Etats de l'Église	521.
9.	9.		États-Unis de l'Amérique du Nord	521.
§.	10.		France	522.
§.	11.		Francfort (sur le Mein)	523.
Ş.	12.		Grande-Bretagne	523.
§.	13.		Hanovre	551.
	14.		Maroc	551.
	15.		Mecklenbourg (Schwérin)	552.
Ş.	16.		Pays-Bas	552.
-	17.	-1 -	Prusse	
	18.		Russie	563.
	19.		Sardaigne	574.
•	20.		Suède (et Norvège)	574.
•	21.		Suisse	583.
_	22.		Toscane	583.
	23.		Tripoli	584.
-	24.		Tunis	588.
	25.		Uruguay	588.
Ş.	26.		Villes hanséatiques	588.
			SECTION V.	
		100 m		
			Grande-Bretagne.	
3.	1.	Grande-Bret	agne et Alger	
§.	2.		Autriche	
Ş.	3.		Bade	
Ş.	4.		Bavière	
§.	5.		Belgique	613.
§.	6.		Brésil	614.
Ş.	7.		Chili	
§.	8.		Chine	
Ş.			Danemark	
•	10.		Deux-Siciles	
	11.		Ecuador	677.
•	12.		Espagne	
•	13.		États de l'Église	680.
-	14.		États-Unis de l'Amérique centrale	680.
•	15.		États-Unis de l'Amérique du Nord	681.
	16.		États-Unis du Mexique	
•	17.		France	
6.	18.		Francfort (sur le Mein)	603

				Pag
	. 19.	Grande-Bretagne	et Grèce	
	. 20.		Haïti	
_	. 21.		Hanovre	
	. 22.		Maroc	
	. 23.		Mecklenbourg (Schwerin)	
9	24.		Nouvelle-Grenade	
	25.		Oldenbourg	. 729
	26.		Pays-Bas	, 729
§.	27.		Pérou	760
	28.		Perse	. 777
	29.		Porte ottomane	779
§.	30.		Portugal	804
§.	31.		Provinces-Unies du Rio de la Plata	805
§.	32.		Prusse	813
§.	33.		Russie	
§.	34.		Iles de Sandwich	834
	35.		Sardaigne	836
§.	36.		Saxe (royale)	837
6.	37.	,	Iles de la Société	837.
	38.		Suède (et Norvège)	
	39.		Suisse	
Ş.	40.		Toscane	
	41.		Tripoli	
	42.		Tunis	
Ş.	43.		Uruguay	
	44.		Venezuela	876.
	45.		Villes hanséatiques	
			SECTION VI.	
£	4	Dana Para at Alasa	Pays-Bas.	400
ģ. ģ.		A	che	004
ş.				
ş.	4.		***************************************	
	_		re	
§.	5.			
§.	6.			
§.			······································	
§.	8.		mark	
_	9.		-Siciles	
	10.	Espag	ne	907.
	11.		de l'Église	
	12.		Unis de l'Amérique centrale	
•	13.		Unis de l'Amérique du Nord	
٥.	14.	Etats-	Unis du Mexique	913.

				Page.
-	15.	Pays-Bas et	France	916.
-	16.		Francfort (sur le Mein)	
•	17.	. 1	Grande-Bretagne	916.
	18.		Grèce	916.
§.	19.		Haïti	917.
§.	20.		Hanovre	917.
•	21.		Hesse-Cassel	917.
§.	22.		Hesse-Darmstadt	918.
ģ.	23.		Malte	918.
§.	24.		Maroc	918.
§.	25.		Mecklenbourg (Schwérin)	931.
§.	26.		Nouvelle-Grenade	931.
§.	27.		Oldenbourg	934.
§.	28.		Perse	934.
§.	29.		Porte ottomane	940.
§.	30.		Portugal	966.
§.	31.		Provinces-Unies du Rio de la Plata	966.
§.	32.		Prusse	966.
§.	33.		Russie	969.
§.	34.		Sardaigne	973.
§.	35.		Suède (et Norvège)	974.
§.	36.		Suisse	991.
§.	37.		Toscane	991.
§.	38.		Tripoli	991.
§.	39.		Tunis	996.
§.	40.		Venezuela	1001.
§.	41.		Venise	1001.
6.	42.		Villes hanséatiques	1002.
Ş.	43.	,	Wurttemberg	1003.
			SECTION VII. Danemark.	
		n 1		4004
Ş.	1.	Danemark e	t Alger	
Ş.	2.		Autriche	
Ş.	3.		Bavière	
Ş.	4.		Belgique	
Ş.	5.		Brésil	
Ş.	6.		Chine	
Ş.	7.		Deux-Siciles	
§.	8.		Espagne	
ģ.	9.		États de l'Église	
•	10.		États-Unis de l'Amérique du Nord	
-	11.		États-Unis du Mexique	
Ş.	12.		France	1024.

TOME II. PARTIE II.

1629

TABLE DES MATIÈRES.

				Page.
6.	13.	Danemark	et Francfort (sur le Mein)	1025.
6.	14.		Grande-Bretagne	1025.
§.	15.		Grèce	
	16.		Hanovre	1028.
§.	17.		Maroc	1037.
§.	18.		Mecklenbourg (Schwerin)	1053.
	19.		Oldenbourg	1053.
§.	20.		Pays-Bas	1054.
§.	21.		Porte ottomane	1054.
§.	22.		Portugal	1060.
§.	23.		Prusse	
9.	24.		Russie	
§.	25.		Sardaigne	
§.	26.		Saxe (royale)	1073.
§.	27.		Suède (et Norvège)	1073.
	28.		Toscane	
§.	29.	•	Tripoli	1091.
§.	30.		Tunis	1092.
§.	31.		Uruguay	1097.
§.	32.		Venezuela	
§.	33.		Villes hanséatiques	1097.
			SECTION VIII, Suède (et Norvège).	
§.	Ť.	Suède et	Alger	
§.	2.		Autriche	
§.	3.		Belgique	
§.	4.		Brésil	
§.	5.		Danemark	
§.	6.		Deux-Siciles	
§.			Espagne	
§.			États de l'Église	1117.
§.			États-Unis de l'Amérique du Nord	1117.
	10.		France	1126.
	11.		Francfort (sur le Mein)	1126.
	12.		Grande-Bretagne	
	13.		Grèce	
	14.		Haïti	
	15.		Hanovre	
	16.		Maroc	
	17.		Mecklenbourg (Schwérin)	1128,
	18.		Oldenbourg	1125.
	19. 20.		Pays-Bas	1128.
			L'OFTE Offomane	11111

Suède (et Norvège) 1340.

Suisse 1340.

§. 28.

§. 29.

30.

§. 31.

§. 32.

£	22	Russia	et Venise	Page 1341
	33.	itussie	Villes hanséatiques	
	34. 35.		Wurttemberg	1341
3.	00.		With the state of	1011
			SECTION X.	
			Prusse.	
§.	1.	Prusse	et Autriche	1345
§.	2.		Bade	
§.	3.		Bavière	
§.	4.		Belgique	1357
§.	5.		Brésil	
§.	6.		Chine	
§.	7.		Cracovie	1360
§.	8.		Danemark	1360
§.	9.		Deux-Siciles	1360
6.	10.		Espagne	1360
6.	11.		États de l'Église	
6.	12.		États-Unis de l'Amérique du Nord	
	13.		États-Unis du Mexique	1367
	14.		France	1371
	15.	-	Grande-Bretagne	1372
	16.		Grèce	1372
	17.		Hanovre	1375
-	18.		Mecklenbourg (Schwérin)	1375
	19.		Oldenbourg	1375
	20.		Pays-Bas	1376
	21.		Pologne	
	22.		Porte ottomane	
	23.		Portugal	1384
-			Russie	1204
	24.		Russie	1004
	25.		Sardaigne	4 205
	26.		Saxe (royale)	1000
	27.		Suède (et Norvège)	1350
	28.		Toscane	1380
§.	29.		Villes hanséatiques	1380
			SECTION XI.	
			Autriche.	
6.	1.	Autriche	et Alger	1387
-	2.		Bade	
-	3.		Bavière	
-	4.		Belgique	1394
-	5.		Brésil	1395
3.	٠.			§. 6

			Tome II. Partie II.	1633
		1		Page.
§.		Autriche et	Chine	
§.	7.		Cracovie	
§.			Danemark	
§.	9.		Deux-Siciles	
§.	10.		Espagne	
§.	11.		États de l'Église	
§.	12.		États-Unis de l'Amérique du Nord	1398,
§.	13.		France	1400.
6.	14.		Francfort (sur le Mein)	1400.
§.	15.		Grande-Bretagne	1400.
Q.	16.		Grèce	
6.	17.		Hanovre	1402.
•	18.		Hesse (grand-ducale)	
•	19.		Lucques	
	20.		Maroc	1403.
•	21.		Mecklenbourg (Schwerin)	1404.
	22.		Modène	
	23.		Oldenbourg	1405.
9	24.		Parme (Plaisance et Guastalla)	1405.
9.	25.		Pays-Bas	1405.
,	26.		Pologne	1406.
•	27.		Porte ottomane	1408.
9	28.		Portugal	
	29.		Prusse	1446,
	30.		Russie	
	31.		Sardaigne	
	32.		Saxe (royale)	1447.
•	33.		Suède (et Norvège)	1447.
•	34.		Suisse	1447.
	35.		Toscane	
	36.		Tripoli	
	37.		Tunis	1452
	38.		Villes hanséatiques	
	39.		Wurttemberg	
3.	00.		4. mmember 2	2400.

SECTION XII.

				Porte ottomane.	
١.	1.	Porte	et	Autriche	1459.
				Belgique	1459.
Ì.	3.			Danemark	
	4.			Deux-Siciles	
	5.			Espagne	1463.
j.	6.			États formant l'Association de Douanes et de Com-	
	,			merce allemande	1463.
	III			104	

\$. 9. Grande-Bretagne						Page.
S. S. France S. 9. Grande-Bretagne S. 10. Grèce S. 11. Pays-Bas S. 12. Pologue S. 13. Portugal S. 14. Prusse S. 15. Russie S. 16. Sardaigne S. 17. Saxe (royale) S. 18. Suède (et Norvège) S. 19. Toscane S. 20. Venise S. 21. Villes hanséatiques SECTION XIII. Etats-Unis et Alger S. Autriche S. 3. Belgique S. 4. Brésil S. 5. Chili S. 5. Chili S. 5. Chili S. 6. Chine S. 7. Colombie S. 7. Colombie S. 8. Danemark S. 9. Deux-Siciles S. 10. Ecuador S. 11. Espagne S. 12. Etats de l'Église S. 13. Etats-Unis de l'Amérique centrale S. 14. Etats-Unis de l'Amérique centrale S. 15. France S. 16. Francfort (sur le Mein) S. 17. Grande-Bretagne S. 19. Haïti S. 20. Hanovre S. 21. Hesse (électorale) S. 22. Maroc S. 23. Mascate S. 24. Mecklenbourg (Schwérin) S. 16. Greide S. 24. Mecklenbourg (Schwérin) S. 25. Hesse de Navigateurs S. 26. Maroc S. 26. Mecklenbourg (Schwérin) S. 26. Mecklenbourg (Schwérin) S. 26. Mecklenbourg (Schwérin) S. 16. Mecklenbourg (Schwérin) S. 26. Mecklenbourg	8.	7.	Porte	et	États-Unis de l'Amérique du Nord	1463.
\$ 9. Grande-Bretagne			-		France	1466.
\$ 10.		-			Grande-Bretagne	1466.
\$ 11.					Grèce	1466.
\$ 12.					Pays-Bas	1466.
\$ 13.	8.	19			Pologne	1466.
\$ 14.	8.	13			Portugal	1470.
\$ 15. Russie					Prusse	1470.
\$ 16.					Russie	1470.
\$ 17.	8	16				1471.
\$ 18. Suède (et Norvège)						1471.
\$ 19. Toscane					Snède (et Norvège)	1471.
\$ 20.					Toscane	1471.
SECTION XIII. Etats-Unis et Alger Autriche Section Secti	8.	20			Venise	1479.
SECTION XIII. Etats-Unis de l'Amérique du Nord.					Villes hanséationes	1492.
États-Unis de l'Amérique du Nord. §. 1. États-Unis et Alger	3.	-1.	,		, mee massacques manners manne	
États-Unis de l'Amérique du Nord. §. 1. États-Unis et Alger					CECTION VIII	
\$ 1. États-Unis et Alger				ri.		
\$ 2. Autriche			· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·			1400
\$ 3. Belgique			Ltats-L	Jnis	et Alger	1506
\$. 4. Brésil	-				Autriche	1506
\$. 5. Chili	-				Belgique	1507
\$. 6. Chine	-				Dresil	1514
\$. 7. Colombie					Chili	1500
\$. 8. Danemark	•	-	•		Chine	1522.
\$ 9. Deux-Siciles	-				COLOMBIC	
\$ 10. Ecuador					Danemark	1530.
\$ 11. Espagne	-				Deux-Siciles	4530
\$ 12. États de l'Église	-				Ecuador	1530.
\$ 13. États-Unis de l'Amérique centrale	-				Espagne	4524
\$ 14. États-Unis du Mexique	-				Etats de l'Eglise	4524
\$. 15. France					Etats-Unis de l'Amerique centrale	4524
§. 16. Francfort (sur le Mein) §. 17. Grande-Bretagne §. 18. Grèce §. 19. Haïti §. 20. Hanovre §. 21. Hesse (électorale) §. 22. Maroc §. 23. Mascate §. 24. Mecklenbourg (Schwérin) §. 25. Iles des Navigateurs	_				Etats-Unis du Mexique	4520
\$. 17. Grande-Bretagne					France	4520
\$. 18. Grèce					Franciort (sur le Mein)	45.40
§. 19. Haïti §. 20. Hanovre §. 21. Hesse (électorale) §. 22. Maroc §. 23. Mascate §. 24. Mecklenbourg (Schwérin) §. 25. Iles des Navigateurs	-				Grande-Bretagne	4544
§. 20. Hanovre §. 21. Hesse (électorale) §. 22. Maroc §. 23. Mascate §. 24. Mecklenbourg (Schwérin) §. 25. Iles des Navigateurs	•				Grece	4542
§. 21. Hesse (électorale) §. 22. Maroc §. 23. Mascate §. 24. Mecklenbourg (Schwérin) §. 25. Iles des Navigateurs					Haîtı	1545.
§. 22. Maroc §. 23. Mascate §. 24. Mecklenbourg (Schwérin) §. 25. Iles des Navigateurs					Hanovre	1544.
§. 23. Mascate §. 24. Mecklenbourg (Schwérin) §. 25. Iles des Navigateurs					Hesse (electorale)	1540
§. 24. Mecklenbourg (Schwérin) §. 25. Iles des Navigateurs	_				Maroc	4554
§. 25. Iles des Navigateurs	•				Mascate	1550
9. 25. Hes des Navigateurs	•				Mecklenbourg (Schwerin)	1002.
9. 20. Nouvelle-Zéelande					lies des Navigateurs	1550.
	9.	20.			Nouvelle-Zéelande	1000.

				Page.
§.	27.	Etats-Unis et	Pays-Bas	1559.
ğ.	28.		Pérou	1559.
6.	29.		Porte ottomane	1567.
§.	30.	00 4 1 10	Portugal	1567.
6.	31.	3	Provinces-Unies du Rio de la Plata	1573.
6.	32.		Prusse	1573.
§.	33.		Russie	1573.
6.	34.		Iles de Sandwich	1573.
§.	35.		Sardaigne	1574.
6.	36.		Saxe (royale)	
§.	37.		Siam	
6.	38.		Iles de la Société	
6.	39.		Suède (et Norvège)	1581.
§.	40.		Suisse	
§.	41.		Texas	
§.	42.		Toscane	
§.	43.		Tripoli	1583.
§.	44.		Tunis	
§.	45.		Uruguay	1594.
6.	46.		Venezuela	
§.	47.		Villes hanséatiques	1594.
§.	48.		Wurttemberg	
-			•	

APPENDICE.

.Nº	I. (p. 589. Col. 2. note 3.) A letter of the honorable M. Wil. Hareborne, her maiesties ambassad. with the grand	
	Signior to M. Tipton, appointing him Consul of the	
	English in Algier, Tunis et Tripolis of Barbarie	1601.
N	II. (p. 780, Col. 2, note 5.) The Queenes Commission vnder	
	her great Seale, to her seruant Master William Hare-	
	borne, to be her maiesties Ambassadour or Agent, in	
	the partes of Turkie. 1582	1602.
N	III. (p. 780. Col. 2. note 7.) A letter of the English Ambas-	
	sadour to M. Haruie Millers, appointing him Consul	
	for the English Nation in Alexandria, Cairo and other	
	places of Egypt	1604.
N	IV. (p. 781. Col. 1. continuation de la note 7. de la p. 780.)	
	Commission given by M. William Hareborne, the Eng-	
	lish Ambassadour, to Richard Forster, authorising	
	him Consul of the English nation in the ports of Alepo,	
	Damasco, Aman, Tripolis, Jerusalem, etc. etc	1605.

1636 TABLE DES MATIÈRES. TOME II. PARTIE II.

	Page.
N V. (p. 781. Col. 1. continuation de la note 7. de la	p. 780.)
A letter of directions of the English Ambassador	ur to M.
Richard Forster, appointed the first English	Consul
at Tripolis in Syria	1607.
M VI. (p. 784. Col. 2. note 1.) A letter written by the m	ost high
and mighty Empresse the wife of the Grand Sign	ior Sul-
tan Murad Can to the Queenes Maiesty of Eng.	land, in
the yeere of our Lord 1594 .4	1610.
M VII. (p. 803. Col. 2. continuation de la note 5. de la	р. 802.)
Traduction du Bérat Impérial en faveur de N. N.	Consul-
général de S. M. Britannique près la Sublime P	orte ot-
tomane	1617.

ADDENDA.

TOME I.

LIVRE I. CHAPITRE V.

SECTION VIII.

SUÈDE.

(§. 9.)

P. 380. Col. 2. note 4. ligne 8. d'en haut.

Ajoutez: (Joh. Heinrich Schlegel, Geschichte Christian IV, Koenigs in Dünnemark (Copenhague et Leipzig. Liv. I. II. 1757. Liv. III. 1771, in 8°.) Liv. II. p. 358.)

SECTION XIII.

TURQUIE.

 $(\S. 5.)$

P. 526. note 3. Col. 2. ligne 5. d'en bas.

Ajoutez: Le Sultan Abdul Medjid a donné le Titre de Padischah au Roi de Prusse, à l'occasion de la Convention de Commerce conclue à Constantinople, le 22 (10) Octobre 1840, par le Comte de Koenigsmark, Envoyé extraordinaire et Ministre plénipotentiaire de S. M. prussienne, entre la Prusse et les autres États Membres de l'Association de Douanes et de Commerce allemande d'une part, et la Porte ottomane de l'autre part. (Voyez plus bas T. H. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. X. Prusse. §, 22. p. 1383.)

TOME II. PARTIE II.

LIVRE III. CHAP. I.

SECTION I.

FRANCE ET NOUVELLE-GRENADE.

(§. 29.)

P. 81. ligne 16. et 17. d'en haut. Intercalez:

Convention provisoire d'Amitié, de 1832, 14 Novembre. 1832, entre la France et l'État de la Nouvelle-Grenade 1).

Les Agents diplomatiques et consulaires, les Citoyens de toute Classe, les Navires et les Marchandises de tous les États et Possessions de S. M. le Roi des Français, jouiront, de plein Droit, dans la Nouvelle-Grenade, de tous les Priviléges, Franchises et Immunités consentis ou à consentir en faveur de toute autre Nation, ou de toutes autres Nations quelconques, et réciproquement les Agents diplomatiques et consulaires, les Grenadins de toute Classe, les Navires et les Marchandises de l'État de la Nouvelle-Grenade, jouiront, de plein Droit, dans tous les États et Possessions de S. M. le Roi des Français, de tous les Priviléges, Franchises et Immunités consentis ou à consentir en faveur de toute autre Nation, on de toutes autres Nations quelconques. Il est bien entendu que ces Concessions auront lieu gratuitement, si elles sont faites gratuitement, à une autre ou à d'autres Nations, et qu'elles auront lieu avec la même Compensation si elles sont réciproques ou conditionnelles.

Les Stipulations exprimées dans l'Article précédent, seront, de part et d'autre, en Vigueur pendant quatre Ans, à compter du Jour de l'Échange des Ratifications; à moins cependant, qu'avant l'Expiration des quatre Ans susmentionnés, les Parties contractantes n'aient célébré le Traité d'Amitié, de Commerce et de Navigation, qu'Elles se réservent de conclure ultérieurement entre Elles.

1) British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (publié en 1836) p. 1218. (en français.)

FRANCE ET PAYS-BAS.

(§. 31.)

P. 82. Col. 2. note 2. "p. 280."

Ajoutez: Groot Placaetboek, T. III. p. 368. (en hollandais.)

P. 82. Col. 2. note 3. "p. 298."

Ajoutez: Groot Placuetbock, T. IV. p. 315. (en hollandais.)

FRANCE ET PORTE. (§. 34.)

P. 102. ligne 12. d'en haut. "que ce fut en 1535."

Ajoutez en note: von Hammer, Geschichte, T. III. Liv. XXVIII. p. 158. donne au Traité de 1535 la date du 8 Janvier 1536. Comp. d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 471.

P. 102. ligne 15. d'en haut. "renouvelées et confirmées."

Ajoutez en note: D'après Mr. de Hammer, l. c. les Capitulations avec la France furent renouvelées et confirmées,

1º en 1569 (T. IX. p. 288. No. 165.) sous Charles IX et Selim II.

2º en 1581 (T. IV. p. 40. T. IX. p. 289. No. 179.) sous Henri III et Amurat III.

3º en 1596 (T. IX. p. 290. No. 190.) sous Henri IV et Mahomet III.

4º en 1604 (T. IV. p. 362. T. IX. p. 290. No. 196.) sous Henri IV et Achmet I.

50 en 1609 (T. IX. p. 291. No. 206.) sous Henri IV et Achmet I.

6° en 1614 (T. IX. p. 291. No. 211.) sous Louis XIII et Achmet I.

7º en 1618 (T. IX. p. 292. No. 224.) sous Louis XIII et Osman II.

8º en 1624 (T. V. p. 22. T. IX. p. 293. No. 232.) sous Louis XIII et Amurat IV.

90 en 1673 (T. VI. p. 265. T. IX. p. 295. No. 265. où il faut lire Neunte au lieu de Achte erneuerte französische Capitulation) sous le règne de Louis XIV et de Mahomet IV.

10° en 1684 (T. VI. p. 448. et 463. T. IX. p. 295. No. 275. où il faut lire Zehnte au lieu de Neunte französische Capitulation) sous Louis XIV et Mahomet IV.

11º en 1740 (T. VIII. p. 4. T. IX. p. 299. No. 341. où il faut lire zum elften Mahle, au lieu de zum zehnten Mahle) sous Louis XV et Mahmoud I.

P. 102. note 3.

Ajoutez: von Hammer, Geschichte, T. III. Liv. XXXV. p. 528. - Petit de La Croix, Mémoires (Paris 1684.) T. I. p. 259.

P. 106. note 2.

Ajoutez: Flassan, l. c. T. II. Période III. Liv. II. p. 97. - von Hammer, Geschichte, T. IV. Chap. XXXVII. p. 40. - d'Ohsson, l. c. T. VII. p. 474.

Ajoutez: von Hammer, l. c. T. IX. p. 290. No. 190. et de La Croix, Mémoire, T. I. p. 259. donnent à ce Traité le Millésime de 1596. Comparez d'Ohsson, l. c. T. VII. p. 474.

P. 111. note 2.

Ajoutez: von Hammer, l. c. T. IV. Liv. XLII. p. 362. - d'Ohsson, l. c. T. VII. p. 475.

P. 117. note 3.

Ajoutez: von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LVI. p. 265. T. IX. p. 295. No. 265. où il faut lire neunte au lieu de achte erneuerte französische Capitulation. - Knolles, 1. c. T. II. p. 236. - d'Ohsson, l. c. T. VII. p. 476.

"les mêmes Priviléges qu'aux P. 119. ligne 20. d'en haut. "Français."

Ajoutez en note: En 1684, dixième Renouvellement des Capitulations sous Louis XIV et Mahomet IV. (von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LVIII. p. 448. 463. T. IX. p. 295, No. 275. où il faut lire zehnte au lieu de neunte Erneuerung der französischen Capitulation.)

P. 119. note 2.

Ajoutez: von Hammer, l. c. T. VIII. Liv. LXVIII. p. 4. T. IX. p. 299. No. 341. ou il faut lire zum elften Mahle, au lieu de zum zehnten Mahle erneuerte französische Capitulation. - d'Ohsson, l. c. T. VII. p. 476.

FRANCE ET PORTUGAL.

(§. 35.)

P. 136. ligne 21. d'en haut. "le 11 Avril 1713." Ajoutez: garanti par l'Angleterre.

P. 136. note 5.

Ajoutez: Repertorio dos Lugares das Leis extravagantes etc. por Ordem chronologico 1143--1816 (Lisbonne 1816, in 4º.) p. 129.

P. 136. note 6.

Ajoutez: Repertorio dos Lugares, p. 150.

P. 138 note 2.

Ajoutez: Repertorio dos Lugures, p. 237. — Ribeiro, Indice chronologico remissivo do Legislação portugueza, posterior a Publicação do Codigo Filipino con hum Appendice (Lisbonne 1805—1830. T. I.—VI. 2 de Édition in 4º.) T. V. p. 252.

P. 139. note 1

Ajoutez: Ribeiro, l. c. T. Vl. p. 128.

P. 140. ligne 2. et 3. d'en haut. Intercalez:

Dispositions résultant des Conférences 1831, qui ont eu lieu le 20 et 22 Juillet 1831, entre M. M. le Vicomte de Santarem, Ministre des Affaires étrangères de Portugal et l'Amiral Baron Roussin, Commandant en Chef de l'Escadre française. Lisbonne, le 24 Juillet 1831 1.

Au sujet de l'Obligation où les Passagers français arrivant à Lisbonne sont mis, de séjourner dans le Fort de Belem, sans leur permettre la libre Communication, il est convenu que cet Usage sera supprimé lorsque les Passagers présenteront un Passeport visé de l'Agent portugais, accrédité au Port du Départ, et selon les Réglements de Police.

On entend par Agent accrédité, non pas toujours un Agent consulaire, car il se peut qu'il n'en existe pas, mais un Agent admis en France au même Titre que les Agents français seront reçus en Portugal, comme représentant les Intérêts de leurs Nationaux.

Il sera donc recommandé aux Passagers des deux Pays de se pourvoir à leur Départ du Visa de ces Agents réciproques. Le Droit qui sera perçu pour obtenir ce Visa, devra être le même de part et d'autre.

Lorsque les Passeports des Passagers français ne seront pas revêtus du Visa dont il s'agit, ces Passagers seront tenus de présenter pour Caution un Citoyen français, ou Étranger, autorisé à résider à Lisbonne.

Sur la Question de savoir quelle Garantie serait donnée de la Protection accordée aux Sujets français par le Gouvernement portugais à Lisbonne, en

Absence d'une Force navale française, Mr. le Vicomte de Santarem a répondu sur son Honneur que les Sujets français jouiraient en Portugal de toute la Protection de son Gouvernement, à la seule Condition qu'ils se conformeraient aux Lois du Pays.

Qu'ils ne seront jamais arrêtés ni poursuivis, sauf le Cas de flagrant Délit; le Délinquant ayant été arrêté, il en sera donné Avis sur le champ au Juge Conservateur 2), qui donnera les Explications nécessaires pour confirmer l'Arrestation, si elle ne doit être annulée, en se conformant aux Règles adoptées sur l'Extradition entre les Nations amies.

Pour faciliter les Dispositions contenues au présent Article, il a été convenu qu'au défaut d'Agents consulaires, reconnus de part et d'autre, chaque Gouvernement nommera un Agent de sa Nation, dans les Villes où il en sera besoin, afin d'être l'Intermédiaire et le Représentant de ses Nationaux auprès des Autorités locales.

1) British and foreign State-Papers, T. XVIII. 1830—1831 (publié en 1833) p. 439. (en français.)

2) Voyez T. H. Part. I. p. 376. Col. 2. note 1.

FRANCE ET SARDAIGNE.

(§. 40.)

P. 152. §. 40. ligne 5.

Intercalez: Le Traité conclu le 30 Novembre 1726, entre la France (Louis XV) et la Sardaigne (Victor Amédée II), concernant l'Exemption du Droit de Villefranche, en faveur des Bâtiments français pour vingt Ans, ne contient point de Dispositions relatives aux Consuls 1.

1) Traités publics de la Maison royale de Savoie, T. V. p. 208. (en français.)

P. 157. ligne 5. d'en haut.

Ajoutez l'Alinéa suivant: La Déclaration échangée entre la France (Louis Philippe) et la Sardaigne (Charles Albert), le 12 Juin 1838, concernant l'Exemption des Droits de Navigation et de Port, ne contient aucune Disposition relative aux Consuls 1).

1) Voyez Gazetta Piemontese, 5 Juillet 1838. No. 151. p. 3. Col. 2. (en français.)

P. 161. ligne 22. et 23. d'en haut. Ajoutez l'Alinéa suivant:

FRANCE ET TEXAS. (§. 44. b.)

Traité d'Amitié, de Navigation et 1839, 25 Septembre. de Commerce, entre la France (Louis Philippe) et la République du Texas, conclu à Paris, le 25 Septembre 1839 4).

Le Préambule porte que le Traité qui suit, est à la fois fondé sur l'Intérêt commun des deux Pays, et destiné à consacrer la Reconnaissance formelle de l'Indépendance de la République du Texas, de la part de la France.

Les Français et les Texiens jouiront, en leurs Personnes et Propriétés, dans toute l'Étendue des Territoires respectifs, des mêmes Droits, Priviléges, Faveurs, Exemptions qui sont ou seraient accordés à la Nation la plus favorisée. Ils pourront disposer librement de leurs Propriétés, par Vente, Échange, Donation, Testament, ou de toute autre Manière, sans qu'il y soit mis aucun Obstacle ni Empêchement. De même, les Citoyens de l'un des deux États, qui seraient Héritiers de Biens situés dans l'autre, pourront hériter sans Empêchement de ceux desdits Biens qui leur seraient dévolus ab intestat, et sans être tenus d'acquitter des Droits de Succession autres ou plus élevés que ceux qui seraient supportés, dans des Cas semblables, par les Nationaux eux-mêmes. Ils scront exempts de tout Service militaire, de quelque Nature que ce soit, ainsi que de toutes Contributions de Guerre, Emprunts forcés, Réquisitions militaires; et, dans tous les autres Cas, ils ne pourront être assujétis, pour leurs Propriétés soit mobilières, soit immobilières, à d'autres Charges ou Impôts que ceux qui seront supportés par les Nationaux eux-mêmes.

S'il arrive que l'une des deux Parties contractantes soit en Guerre avec quelque Puissance que ce soit, l'autre Partie défendra à ses Nationaux de prendre ou d'accepter des Commissions ou Lettres de Marque pour agir hostilement contre la première, ou pour inquiéter le Commerce ou les Propriétés de ses Citoyens.

L'Art. IV. consacre le Principe que le Pavillon couvre la Marchandise, et que la Neutralité du Pavillon assure aussi la Liberté des Personnes.

L'Art. V. règle les Procédés à observer de part et d'autre pour l'Exercice en Mer du Droit de Visite.

L'Art. VI. établit que dans le Cas où l'un des deux Pays serait en Guerre avec une Puissance tierce, les Citoyens de l'autre Partie pourront continuer leur Commerce et leur Navigation avec cette même Puissance, à l'Exception des Villes et Ports devant lesquels serait établi un Blocus effectif; il est entendu que cette Liberté de Commerce et de Navigation ne s'étend pas aux Articles réputés Contrebunde de Guert.

Art. VII. Les Navires de l'un des deux États entrant dans un des Ports de l'autre en Relâche forcée,

seront exempts de tous Droits tant pour le Navire, que pour le Chargement, s'ils n'y font aucune Opération de Commerce, pourvu que la Nécessité de la Relâche soit légalement constatée, et qu'ils ne séjournent pas dans le Port plus longtems que ne l'exige le Motif qui les y aura forcément amenés.

Art. VIII. Les deux Parties contractantes auront le Droit de nommer des Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires dans toutes les Villes ou Ports ouverts au Commerce étranger. Ces Agents n'entreront en Fonctions qu'après avoir obtenu l'Autorisation du Gouvernement territorial.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires respectifs, ainsi que leurs Chanceliers, jouiront dans les deux Pays, des Priviléges généralement attribués à leurs Charges, tels que l'Exemption des Logements militaires et celle de toutes les Contributions directes, tant personnelles que mobilières ou somptuaires, à moins, toutefois, qu'ils ne soient Citoyens du Pays, ou qu'ils ne deviennent, soit Propriétaires, soit Possesseurs de Biens immeubles, ou, ensin, qu'ils ne fassent le Commerce, dans lesquels Cas ils seront soumis aux mêmes Taxes, Charges et Impositions que les autres Particuliers. Ces Agents jouiront en outre de tous les autres Priviléges, Exemptions et Immunités qui pourront être accordés, dans leurs Résidences, aux Agents du même Rang de la Nation la plus favorisée.

Art. X. Les Archives, et en général tous les Papiers des Chancelleries des Consulats respectifs seront inviolables, et sous aucun Prétexte, ni dans aucun Cas, ils ne pourront être saisis ni visités par l'Autorité locale.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires respectifs auront le Droit, au Décès de leurs Nationaux morts sans avoir testé ni désigné d'Exécuteurs testamentaires, de remplir, soit d'Office, soit à la Réquisition des Parties intéressées, en ayant Soin d'en préventr d'avance l'Autorité locale compétente, les Formalités nécessaires dans l'Intérêt des Héritiers, de prendre en leur Nom Possession de la Succession, de la li-

quider et administrer soit personnellement, soit par des Délégués, nommés sous leur Responsabilité.

Les Consuls, Vice-Consuls et Agents consulaires respectifs pourront faire arrêter et renvoyer, soit à bord, soit dans leur Pays, les Matelots qui auraient déserté des Bâtiments de Guerre ou de Commerce, appartenant à leur Nation. A cet Effet, ils s'adresseront par écrit aux Autorités locales compétentes, et justifieront, par l'Exhibition des Régistres du Bâtiment ou du Rôle d'Équipage, ou, si ledit Navire était parti, par Copie desdites Pièces, dûment certifiées par eux, que les Hommes qu'ils réclament, faisaient Partie dudit Équipage. Sur cette Demande, ainsi justifiée, la Remise ne pourra leur être refusée. Il leur sera de plus donné toute Aide et Assistance pour la Recherche, Saisie et Arrestation desdits Déserteurs, qui seront même détenus et gardés dans les Prisons du Pays, à la Requête et aux Frais des Consuls, jusqu'à ce que ces Agents aient trouvé une Occasion de les faire partir. Si pourtant cette Occasion ne se présentait pas dens un Délai de quatre Mois, à compter du Jour de l'Arrestation, les Déserteurs seraient mis en Liberté, et ne pourraient plus être arrêtés pour la même Cause.

Les Art. XIV — XVII. traitent des Droits de Douane, de Tannage, de Phare, de Port, de Pilotage, de Quarantaine, ou autres à payer par les Navires, et sur les Produits du Sol et de l'Industrie à leur Importation directe dans l'un ou l'autre des deux Pays.

Art. XVIII. Les Habitants des Colonies françaises, leurs Propriétés et Navires jouiront, au Texas, et réciproquement les Citoyens du Texas, leurs Propriétés et Navires jouiront, dans les Colonies françaises, des Avantages qui sont ou seront accordés à la Nation la plus favorisée.

Art. XIX. Les Stipulations du présent Traité sont perpétuelles, à l'Exception des Art. XIV—XVIII., dont la Durée est fixée à huit Années, à partir du Jour de l'Échange des Ratifications 2).

Articles additionnels sous la même Date.

Art. I. La Législation française exigeant, comme Condition de la Nationalité d'un Bâtiment, Qu'il ait été construit en France;

Que le Propriétaire, le Capitaine et les trois Quarts de l'Équipage soient Français;

Et le Texas se trouvant, par suite des Circonstances particulières où il est placé, dans l'Impossibilité de satisfaire aux mêmes Conditions, les deux Parties contractantes sont convenues de considérer comme Navires texiens ceux qui seront, de bonne Foi, la Propriété réelle et exclusive d'un Citoyen ou de Citoyens texiens, résidant dans le Pays depuis deux Ans au moins, et dont le Capitaine et les deux Tiers de l'Équipage seront également, de bonne Foi, Citoyens du Texas.

L'Art. II. concerne la Diminution, par la Suite, des Droits actuellement existant dans le Texas, sur l'Importation des Soicries.

Les présents Articles additionnels auront, pour huit Années, la même Force que s'ils avaient été textuellement insérés dans le Traité de ce Jour.

1) Nouvelles Archives du Commerce et de l'Industrie agricole et manufacturière, ou Recueil de tous les Documents officiels commerciaux de France et de l'Étranger etc., fondé par M. P. Henrichs, et publié sous la Direction de M. F. Colombel (Paris 1935—1840. T. I—XXV. pet. in 8°.) T. XXV. Juin 1840. p. 547.

2) Les Ratifications ent été échangées à Austin, le 14 Février 1840.

FRANCE ET VENEZUELA.

(§. 49.)

P. 202. Col. 2. note 3.

Ajoutez: British and foreign State-Papers, T. XX. 1832-1833 (publié en 1836) p. 1220. (en français.)

SECTION II. ITALIE. ARTICLE 1.

DEUX-SICILES ET MAROC.

(§. 17.)

P. 225. lignes 19. et 20. d'en haut. Intercalez:

Traité de Paix et de Navigation, entre 1782, S. M. le Roi de Naples (Ferdinand IV) et S. M. l'Empereur (Mahomet) de Maroc et des Salétins. Fait à Naples, le 19 Octobre 1782 (4 Redjeb 1196 de l'Hégire) 1). (en italien.)

Les Art. I. et II. assurent la Liberté de Commerce réciproque et les Secours en Cas de Nécessité.

L'Art. III. stipule que les Sujets de S. M. sicillenne ne seront point molestes ni astreints à aucune Espèce de Travaux.

L'Art. IV. établit que dans le Cas que des Sujets siciliens, qui se trouvent dans les États de S. M. marocaine, eussent loué des Maisons pour un Terme préfix, on ne pourra hausser le Loyer au-delà de la Somme convenue par le premier Bail, et lesdits Sujets ne pourront être délogés avant l'Expiration du Terme.

L'Art. V. stipule que si le Consul de Sicile ou quelque autre Marchand, Sujet sicilien, dans les États de S. M. marocaine, veut construire un Palais, soit à Maroc, soit dans d'autres Endroits de la Domination de S. M. marocaine, pour l'habiter, ils pourront le faire, et que si, après avoir habité ledit Palais, ils veulent le vendre ou le louer à d'autres, ils pourront le faire librement.

1) Ce Traité ne se trouve dans aucun Recueil. Le Résumé que nous donnons, a été fait sur le Texte italien, conservé aux Archives du Département des Affaires étrangères à Naples, dont nous avons obtenu une Copie.

Renouvellement du Traité de Paix et 1834, de Navigation, de 1782, et de la Convention de Commerce conclue à Gibraltar, le 27 Février 1782, entre S. M. le Roi du Royaume des Deux-Siciles (Ferdinand II) et S. M. le Sultan de Maroc').

Le Préambule porte que les Liens de la Paix conclue en 1783, et confirmée par une Lettre de S. M. marocaine à S. M. sicilieme, du 1 Février 1784, s'étant rélachés par des Malentendus (la Pace essend o stata al quanto rallentata per de' malintesi succeduti), les deux Parties voulant constater et consolider la bonne Intelligence entre Elles, et resserrer de plus en plus les Liens de l'Amitié la plus étroite, Elles sont convenues de renouveler à perpétuite pour Elles, leurs Successeurs et Héritiers, le Traité susmentionné de Paix et de Commerce, et afin de le consolider plus efficacement encore, d'y ajouter quelques autres Articles.

Les Sujets et Bâtiments naviguant sous le Pavillon de S. M. sicilienne, jouiront de tous les Priviléges, Prérogatives et Concessions, dont jouissent les Sujets et Bâtiments naviguant sous le Pavillon des autres grandes Puissances amies, les plus privilégiées dans l'Empire de Maroc.

L'Art. II. concerne la Visite que les Bûtiments de Guerre des deux Parties contractantes pourront faire sur les Bûtiments marchands des deux Nations.

Lorsqu'un Bâtiment de l'une ou l'autre des deux Parties contractantes sera poussé par la Tempête soit dans le Port même, soit sur un des Rivages quelconques de la Mer, on mettra en Sûrcté et sous Garde toutes les Marchandises et autres Effets chargés sur ledit Bâtiment. Les Habitants de l'Endroit, où le Bâtiment aura naufragé, veilleront à la Sûrcté dudit Bâtiment, et jusqu'à ce que les Marchandises, les Personnes et leurs Effets se trouvent en Sûrcté, on devra les secourir de tout ce qui pourrait être nécessaire; et si ce Bâtiment venait à être sauvé, avec l'Aide de Dieu, et qu'il

qu'il eût besoin d'Approvisionnements (gli abbisognassero comodi), on les lui fournira, afin que le Bâtiment puisse continuer son Voyage. Si un Bâtiment sicilien venait à faire Naufrage dans un des Ports ou sur une des Plages de Maroc, ce que Dieu ne veuille pas permettre! et qu'il y eût sur ledit Bâtiment des Marchandises que le Propriétaire ne voulût point vendre dans les États marocains, mais rapporter dans son Pays, il ne sera point tenu pour cela de payer aucun Droit de Douane.

Art. IV. S. M. le Roi du Royaume des Deux-Siciles entretiendra à l'exemple des autres Puissances amies, et conformément à ce qu'Il a déjà antérieurement promis, un Consul-général dans l'Empire de Maroc qui résidera à Tanger. Ledit Consul-général sera nommé dans l'Espace de 3 ou 4 Mois, à compter d'aujourd'hui, et on lui accordera à Tanger tous les Priviléges, Distinctions et Honneurs, qui sont accordés aux Consuls-généraux des autres grandes Puissances les plus privilégées dans les États de S. M. marocaine.

Art. V. Le présent Renouvellement de la Paix doit durer à toute Perpétuité entre les deux Parties contractantes, et on cherchera de part et d'autre à consolider ladite Paix de plus en plus. Mais dans le Cas d'un juste Motif de Mécontentement (di qualche giusto motivo di dissapori), on cherchera à y remédier par le Consul, ou par une Personne expressément nommée à cet effet; en Cas que la Guerre devienne inévitable, elle devra être notifiée par l'une à l'autre Partie, six Mois avant de commencer les Hostilités, afin que les Sujets commerçants des deux Puissances, et les Capitaines des Bâtiments naviguant sous leurs Pavillons, puissent prendre leurs Mesures à tems, et éviter les Dommages résultant au Commerce réciproque (a scanso di danno pel reciproco commercio).

La présente Paix perpétuelle, cette Amitié durable à toujours, et ce Traité de Commerce, subsistant entre les deux Parties, et établi par les Articles qui précèdent, ne seront avec la Grâce de Dieu, détruits par aucun Érènement, et il n'y sera plus fait aucune Addition ni Retranchement.

Ant. VII. S. M. le Roi du Royaume des Deux-Siciles. afin de prouver à S. M. marocaine Sa Satisfaction, de pouvoir resserrer encore davantage les Liens d'Amitié existant entre les deux États, Lui offrira, pour cette seule fois, un Présent (le offrirà un Complimento), consistant en Objets dont le Choix est abandonné à la Générosité de S. M. sicilienne, et qui devront être remis à Tanger?).

1) Gazetta Piemontese, 6 Mai 1837. No. 103.

2) Ce Traité a été ratifié par le Roi des Deux-Siciles, à Naples, le 27 Février 1837.

DEUX-SICILES ET PAYS-BAS.

(§. 19.)

P. 231. note 2. "Portolani."

Jusqu'à l'époque de la Conquête du Royaume de Naples par les Français (1798), les Employés de la Municipalité étaient désignés par le nom de Portolani, et le Département administratif de la Municipalité elle-même par celui de Portolania. On appelait Droits du Fise des Portolani, les Droits que la Municipalité percevait des Habitants de la Ville pour l'Entretien des Façades des Maisons, des Portes et du Pavé, pour l'Étalage des Comestibles, etc. etc.

DEUX-SICILES ET PORTE.

(§. 20.)

P. 234. note 4.

Ajoutez: ron Hammer, I. c. T. VIII. Liv. LXVIII. p. 4, avec la Date du 14 Avril 1710.

DEUX-SICILES ET SARDAIGNE.

(§. 24.)

P. 244. §. 24.

Intercalez: Le Traité conclu à Naples, le 11 Mars 1786, entre S. M. le Roi de Sardaigne (Victor Amédèc III) et S. M. le Roi des Deux-Siciles (Ferdinand IF) pour l'Exemption du Droit de Villefranche, en faveur des Bûtiments napolitains, ne contient aucune Disposition relative aux Consuls 1).

1) Traités publics de la Maison royale de Savoie, T. III. p. 489. (en italien.)

DEUX-SICILES ET TRIPOLI.

(§. 29.)

P. 259. ligne 12. et 13. d'en haut. Intercalez:

Convention relative au Rétablissement 28 Octobre, de la Paix entre le Royaume des Deux-Siciles (Ferdinand II) et la Régence de Tripoli de Barbarie, signée à Tripoli de Barbarie, le 28 Octobre 1828, répondant au 19 du Mois lunaire de Parabi-il-tani (?) l'An 1244 de l'Hégire, sous la Médiation de la France (Charles X)) 2).

Tous les anciens et nouveaux Traités qui existent entre les deux Puissances contractantes, sont confirmés et demeurent en Vigueur dans toutes les Formes et Teneurs.

Le Jour même de la Signature de la présente Convention, le Parillon de S. M. sicilienne sera réarboré dans la Maison consulaire de Naples; et salué aussitôt par le Château et les Forts de la Ville de 33 Coups de Canon, auxquels répondra Coup par Coup, le Brick de S. M. très-chrétienne, actuellement en cette Rade.

En attendant qu'un nouveau Consul de Naples soit envoyé à Tripoli, celui de France se trouvera chargé du Soin de veiller aux Intérêts du Commerce et de la Navigation des Sujets de S. M. sicilienne; bien entendu que celui-ci fera à S. A. le Pacha le Cadeau spécifié dans les Traités précédents, en Cas que l'autre tardât plus de quatre Mois à venir, lequel daus ce Cas n'aura rien à payer pour son Installation.

Vû les grandes et onércuses Dépenses auxquelles la Régence de Tripoli a été obligée de subvenir pour soutenir la Guerre, la Cour de Naples payera à S. A. le Pacha, la Somme de Vingt mille piastres fortes d'Espagne, à Titre d'Indemnité.

1) British and foreign State-Papers, T. XVI. 1828 – 1829. (publié en 1832) p. 1248. (en français.)

2) En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 28 Octobre 1828, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 30 Rebiul Ewel 1214.

ARTICLE II.

SARDAIGNE ET BELGIQUE.

(§. 4.)

P. 263. §. 4. ligne 2. Intercalez l'Alinéa suivant:

La Convention conclue le 18 Octobre 1838, entre S. M. le Roi de Sardaigne (Charles Albert) et S. M. le Roi des Belges (Léopold), pour établir la Réciprocité des Droits de Navigation sur le pied des Nationaux, ne contient oucune Disposition relative aux Consuls 1).

1) Imprimée séparément à Gênes, 1838. in fol. (en français.)

SARDAIGNE ET ESPAGNE.

(§. 9.)

P. 283. ligne 20. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

La Convention conclue à Gènes, le 9 Décembre 1739, entre la Sardaigne (Charles Émanuel III) et l'Espagne (Philippe V), pour règler le Payement du Droit de Villefranche, par rapport aux Bâtiments espagnols, chargés de la Correspondance de Gènes à Barcelone 1, ne contient aucune Disposition relative aux Consuls.

1) Traités publics de la Maison royale de Savoie, T. V. p. 205. (en italien.)

SARDAIGNE ET GRÈCE.

(§. 15.)

P. 291. ligne 10. d'en bas. Intercalez l'Alinéa suivant:

La Déclaration en date d'Athènes, du 3 Janvier 1839 (22 Décembre 1838) et de Turin, du 7 Février 1839, échangée entre la Sardaigne (Charles Albert) et la Grèce (Othon), pour l'Exemption réciproque des Droits de Port et de Navigation, en Cas de Belüche forcée, ne contient aucune Disposition relative aux Consuls 1).

1) Imprimée séparément à Turin, 1839. in 120. (en français.)

SARDAIGNE ET PORTE.

(§. 20.)

A. GÈNES.

P. 307. lignes 25. et 26. d'en haut. Intercalez les Alinéa suivants:

La Compagnie génoise du Levant, instituée en 1664 1), ne subsista que pendant un petit nombre d'années.

Les Capitulations obtenues, en 1665, par l'Ambassadeur ordinaire génois Angelo Giovo, et l'Ambassadeur extraordinaire le Marquis de Durazzo, sous le Règne de Mahomet IV, furent renouvelées pour la dernière fois, en 1712, par le Sultan Achmet III 2).

 Les Génois avaient eu dessein, dès l'année 1645, de faire le Commerce du Levant sous leur propre Bannière, et avaient dès ce tems-là projeté la Compagnie, qu'ils n'établirent que près de vingt ans après.

Le Négoce des Pièces de cinq sols avait si bien réussi aux Français"), que les Italiens voulurent y avoir part; ce qui pourtant le fit tomber, à cause que celles qui furent fabriquées en Italie, étaient ou toutes fausses, ou n'avaient que peu de fin. Les Cénois, qui s'étaient signalés dans cette mauvaise Fabrique, ainsi que l'assure le Chevalier Chardin"), crurent qu'ils feraient mieux leurs Affaires, s'ils pouvaient les

") Le Négoce des Pièces de cinq sols avait commencé vers l'an 1656, et dura treize ans. Les Français, en les donnant sur le pied de dix sols, avaient gagné cent pour cent, mais ces Pièces ayant été dans la suite considérablement altérées, particulierement par les Italiens, furent enfin décriées dans tous les États du Grand Seigneur, ce qui ruina la plupart des Provençaux, des Génois et des Marchands de Livourne, qui s'en trouvèrent le plus chargés. (Savary, Dict. universel de Commerce, T. I. Commerce du Levant, Col. 1002.)

") Jean Chardin, fils d'un Bijoutier protestant à Paris, et Bijoutier lui-même, bréveté Marchand du Roi de Perse, naquit le 26 Novembre 1643. Il n'avait pas atteint l'âge de 22 ans, que son père l'envoya aux Indes orientales pour des Opérations relatives au Commerce des Diamants. Chardim se rendit à Surate, en traversant la Perse et en s'embarquant à Bander-Abbacy. Son premier séjour à Surate ne fut pas de longue durée, puisque dans la même année il revint en Perse, et se fixa pendant 6 années à Ispalam. Ce séjour fut moins employé à des Opérations commerciales qu'à des Études et des Recherches aussi utiles que profondes. Nommé Marchand du Roi de Perse, six mois après son arrivée à Ispahan, ce titre

porter au Levant sous leur propre Pavillon, au lieu qu'auparavant ils n'y trafiquaient que sous celui de la France, comme les autres Nations qui n'avaient point de Capitulations avec la Porte. Pour faire réussir ce Projet, qui en effet eut le Succès qu'ils souhaitaient, ils formèrent, en 1664, une Compagnie du Levant, et le Marquis Durazzo, un des principaux Intéressés de cette Société, fut chargé d'entamer des Négociations à Constantinople, où il se rendit incognito avec le Comte de Leslé, Ambussadeur extraordinaire de l'Empereur.

Le Grand Vézir Koeprilisa de Achmet Pacha, irrité alors contre la France, à cause de l'Affront que les Français lui avaient fait recevoir au Combat de Saint-Gotthard et au Passage du Raab *), fit un si bon Accueil au Négociateur génois, que

le mit en relation avec tous les Grands de la Cour, et il profita de ces relations pour recueillir les renseignements les plus curieux et les plus authentiques sur le système politique et militaire de la Perse. Il visita deux fois les ruines de Persépolis, et rassembla les matériaux les plus curieux sur les antiquités, les monuments et l'histoire. Ce fut en Mai 1670, qu'il revit sa patrie, et il eut la douleur de se convaincre "que la religion dans laquelle il avait "été éleve l'éloignait de toutes sortes d'emplois, "et qu'il fallait, ou en changer, ou renoncer à "tout ce qu'on appelle honneurs et avancements." Il songea donc à retourner en Asie, et, après avoir fait établir et rassembler une quantité considérable d'objets précieux, il repartit de Paris, le 17 Août 1671. Il resta, tant en Perse que dans l'Inde, dix ans entiers, revint en Europe par mer, et visita le Cap de Bonne-Espérance. On ignore si, à son retour, il aborda en France, mais on sait positivement qu'il se rendit à Londres, le 14 Avril 1681, et que, dix jours après son arrivée dans cette Capitale, le Roi Charles II lui conféra le titre de Chevalier ; le même jour, Chardin épousa une Demoiselle protestante de Rouen, que la crainte des persécutions avait déterminée à chercher un asyle au-delà des mers. Chardin s'occupa bientot de la publication de son Voyage, dont la première Partie parut à Londres, en 1686, 1 Vol. in fol. orné de 18 belles gravures; les autres Parties allaient suivre celle-ci, quand il fut nomme Ministre plénipotentiaire du Roi d'Angleterre auprès des Etats de Hollande, et Agent de la Compagnie anglaise des Indes orientales auprès des mêmes États. Ses nouveaux devoirs ne le détournérent pas entièrement de son occupation favorite, et, en 1711, il publia deux Editions de la Relation de ses Voyages, l'une en 3 Vol. in 40., l'autre en 10 Vol. in 120. ornées de 78 planches, gravées d'après les desseins de Grelot, Artiste et Voyageur très recommandable (Biogr. universelle, T. XVII. p. 442. Col. 1.). On ignore à quelle époque Chardin retourna en Angleterre, mais, à coup sur, il ne resta pas longtems en Hollande après la publication de

son Ouvrage, puisqu'il mourut, auprès de Londres, le 26 Janvier 1713, âgé de soixante-neuf ans, emportant l'estime et l'amitié de ses compatriotes adoptifs, et laissant une réputation déjà bien établie dans toute l'Europe. Le témoignage unanime des Voyageurs qui, depuis Chardin, ont visité et décrit les mêmes contrées, n'a servi qu'à constater la justesse, la profondeur de ses observations, la variété de ses connaissances, et sa véracité. - En 1811, Mr. Langlès publia une nouvelle édition des Foyages de Chardin, 10 Vol. in 8º. avec Atlas in fol., renfermant toutes les figures des éditions précédentes, et une Carte de la Perse, dressée avec les plus grands soins par Mr. Lapic. Outre des Notes assez nombreuses, tirées des Voyageurs modernes et des Manuscrits orientaux de la Bibliothèque royale, et répandues dans le corps de l'Ouvrage; on a ajouté à la fin une Notice de la Perse depuis les tems les plus reculés jusqu'à ce jour. Cette Notice est destinée à suppléer, en quelque sorte, à l'Abrègé de l'Histoire de Perse que Chardin devait publier, et auquel il renvoie souvent dans sa Relation. (Biogr. universelle, T. VIII. p. 72. Col. 2. -Penny Cyclopaedia, T. VI. p. 490. Col. 1. -Falkenstein, Geschichte der geographischen Entdeckungsreisen, T. III. p. 85. - Conversations-Lexikon, T. II. p. 553.)

*) Dans la guerre de 1662 à 1664, entre l'Empereur Leopold I et le Sultan Mahomet IV, six mille Français, de l'aveu du Roi très-chrètien (Louis XIV), au mépris de l'Alliance avec la Porte, avaient joint l'Armée impériale sous les ordres du Comte de Coligny et du Duc de la Feuillade. Dans le Combat qui eut lieu le 1 Août 1664, près du Village de Saint-Gothard, où les Impérioux défendaient le Passage de Raab, pour couvrir également l'Autriche et la Styrie, les Ottomans furent entièrement défaits. Les Français firent des prodiges de valeur pour une cause qu'ils n'auraient pas dú soutenir. L'Ambassadeur de France, Mr. de La Haye-Vautelet, envoyé à Constantinople pour opérer un rapprochement, fut très mal accueilli par le Grand Vezir, et n'ayant celui-ci retourna bientôt à Constantinople, et y déploya publiquement le Caractère d'Ambassadeur extraordinaire de la République. Ce fut alors que, soutenu des sollicitations des Ministres de l'Empereur et du Roi d'Angleterre, mais encore plus du dépit du Grand Vézir pour l'affaire de Hongrie, il obtint des Capitulations du Sultan Mahomet IV (en 1665) malgré l'opposition de Mr. de la Haye, alors Ambassadeur de France '), et ce fut alors qu'acheva de s'établir la Compagnie génoise du Levant.

Tant que les Turcs continuèrent à rechercher les Pièccs de cinq sols, qui ne leur servaient pas seulement de Monnaie, mais dont les Femmes se faisaient divers Ornements, soit à leurs Coiffures, soit au bas de leurs Vestes ou Jupes, qui en étaient presque toutes garnies, les Génois firent assez bien leurs Affaires, mais au décri de cette Monnaie, qui arriva en 1670, la Compagnie fut, pour ainsi dire, décriée avec elle, et cet Établissement, qui avait coûté tant de peine et tant d'argent, qu'on avait distribué parmi les Officiers du Dinvan, aurait été entièrement dissout par le Rappel du Résident de Gênes à Constantinople, et de son Consul de Smyrne, si la République n'eut point craint de découvrir le motif honteux (c'est l'expression du Chevalier Chardin) qui l'avait engagée à cette démarche, au risque de se brouiller avec la France; ou s'il lui eut été facile, sans se brouiller aussi avec la Porte, de retirer son Ministre et son Consul des États ottomans.

Depuis ce tems-là la Compagnie n'a plus fait que languir, et au bout de quelques années elle a fini par s'éteindre. (Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 699. Col. 2. — Savary, Dict. universel du Commerce, T. I. Commerce de Gènes. Col. 995. Ibidem, Col. 1421.)

2) Voyez von Hammer, Geschichte, T. IX. p. 297. No. 303.

SARDAIGNE ET SUÈDE (ET NORVÈGE). (§. 25.)

P. 322. ligne 2. d'en haut. Supprimez tout l'Alinéa et substituez y celui qui suit:

Le Traité de Commerce et de Navigation, entre la Sardaigne (Charles Albert) et la Suède (et Norvège) [Charles (XIV) Jean], conclu à Gènes, le 28 Novembre 1839, ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs 1).

1) Imprimé séparément (en français) à Turin, 1839. in 12°. — Swensk Förtattnings-Samling, 1840. No. 11. (en suédois et en français.)

point regu les Honneurs auxquels il croyait avoir droit de prétendre, il jeta les Capitulations du Sultan aux pieds de son Ministre. Cette Insulte donna lieu à une Rixe entre l'Ambassadeur et les Officiers qui entouraient le Grand Vezir, à la suite de laquelle l'Ambassadeur fut renfermé dans le Palais du Grand Vézir, et n'obtint qu'au bout de trois jours la faculté de retourner chez lui. Les détails que donne Mr. de Hammer, l. c. T. VI. Liv. LV. p. 176., sur les mauvais traitements essuyés par l'Ambassadeur, sont omis dans l'Hist. générale de la Diplomatie française de Mr. de Flassan (T. III. Période V. Liv. I, p. 319. 320.). Le Grand Amiral s'étant établi, en quelque sorte, Médiateur entre le Grand Vézir et l'Ambassadeur, ce dernier obtint une nouvelle Audience, qui se passa fort poliment. Le Grand Vezir vint au devant de Mr. de La Haye, avec un air riant, et en le saluant et lui tendant la main, il lui dit avec un air moqueur "que le passé

"étant sans remède, ils seraient bons omis à "Carchir." L'Ambassadeur fut obligé de se contenter de cette légère satisfaction de la part d'un Ministre tout-puissant, et qui tenait les rènes de l'Empire ottoman. (Salaberry, Histoire de l'Empire ottoman, depuis sa Fondation jusqu'ù la Paix de Yassi, en 1792 (Paris 1813. T. I.—IV. in 8°). T. II. Liv. XIII. p. 282. sqq. — Schoell, Histoire abrégée, T. XIV. Part. III. Introduction. p. 243. Du Même, Cours d'Histoire, T. XXXII. Liv. VII. Chap. XII. Sect. I. p. 241. — von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LIV. p. 139.)

') Denis de La Haye, Seigneur de Vantelet, XVI e Ambassadeur, arrive à Constantinople en 1669; il était fils de Jean de La Haye, Seigneur de Vantelet, XV e Ambassadeur, en 1639, premier homme de robe envoyé en Ambassade à Constantinople. (Andréossy, l. c. note IV. Série des Ambassadeurs. etc. p. 195. 196.)

SARDAIGNE ET TUNIS. (§. 29.)

P. 325. lignes 12. et 13. d'en haut. Intercalez les Alinea suivants:

Par la Déclaration du Beg de Tunis, donnée le 7 Janvier 1824, au Gouvernement britannique, cette Régence s'oblige à traiter les Sujets sardes comme les Anglais, leurs Traités étant pareils à ceux de l'Angleterre 1).

1) Voyez T. H. Part. H. Sect. V. Grande-Bretagne, §, 43, p. 875.

Traité d'Amitié et de Commerce, entre 1832, 22 Février. S. M. le Roi de Sardaigne (Charles Albert) et S. A. Husseïn Pacha, Beg de Tunis. Fait au Bardo, le 22 Février 1832 de l'Ère chrétienne, ou le 20 de la Lune Ramdan 1247 de l'Hégire 1) 2).

Le Beg de Tunis renonce entièrement et à jamais, pour Lui et Ses Successeurs, au Droit de faire ou d'autoriser la Course contre les Bâtiments du Commerce sarde, et, par Réciprocité, le Roi de Sardaigne, pour Lui et Ses Successeurs, s'oblige de ne jamais permettre que Ses Vaisseaux de Guerre inquiètent la Navigation marchande tunisienne, de manière que, quand même une Guerre viendrait à éclater entre les Hautes Parties contractantes (ce qu'à Dieu ne plaise!), la Navigation marchande de l'un et l'autre Pays sera exempte de toute Sorte de Poursuite de la part des Vaisseaux de Guerre ennemis, excepté le Cas où quelque Navire de Commerce voudrait pénétrer dans un Port bloqué, ou porterait à son Bord des Soldats ou des Objets de Contrebande de Guerre; dans ces seuls Cas ils pourront être saisis: mais S. A. le Beg consent à ce que Confiscation ne puisse être prononcée dans Ses États que par un Jugement formel, qui n'aura d'Effet qu'autant qu'il aura été rendu par un Tribunul indépendant, composé du Corps consulaire étranger résidant à Tunis, et le Beg reconnait positivement à la Sardaigne le Droit de traiter en Pirate tout Navire tunisien, convert de Son Pavillon, qui contreviendrait à ces Dispositions envers le Pavillon sarde, sans que pour cela la bonne Intelligence entre cette Puissance et la Régence de Tunis en soit troublée. et sans qu'un parcil Traitement donne lieu à la moindre Représaille ou Réclamation d'Indemnité quelconque.

Le Beg ayant à jamais aboli dans Ses États l'Esclavage, tout Sujet sarde, qui par hasard s'y trouverait encore en état d'Esclavage, sera immédiatement délivré sans aucune Espèce de Rançon ou d'Indemnité; il en sera de même des Sujets sardes qui, ayant été faits Esclaves dans d'autres Pays, se trouveraient sur le Territoire de la Régence. Le Beg ne pourra non plus retenir dans son Pays un Sujet sarde quelconque contre son propre Gré, sauf le Cas d'un Délit commis et prouvé. ou de Dettes constatées devant le Consul. Par Effet de la Paix et Amitié solide, établies par ce Traité, le Beg consentira également à l'Extradition des Sujets sardes, que le Consul, ou tout autre Agent, en son Absence, réclamerait. En Cas de Guerre, les Négociants, Passagers ou autres Sujets sardes, qui tomberaient au Pouvoir des Tunisiens, seront traités en Prisonniers de Guerre, d'après les Usages des Nations européennes.

Tout Bâtiment sarde, qui viendrait à échouer sur la Côte de la Régence, recevra, autant que possible, l'Assistance, les Secours et les Vivres dont il pourra avoir besoin; le Beg s'oblige de prendre les Mesures les plus promptes pour assurer le Salut des Personnes et le Respect des Effets et Propriétés que le Bâtiment portera; si des Meurtres prouvés étaient commis, ceux qui s'en seraient rendus coupables seront poursuivis et punis comme Assassins par la Justice du Pays; le Beg s'oblige aussi de faire payer au Consul sarde la Somme de deux mille piastres fortes d'Espagne à Titre d'Indemnité pour la Famille de chaque Individu qui aurait péri Victime. Si les Propriétaires ou les Marchandises portées sur le Bâtiment, venaient à être pillées, après que le Fait sera constaté, le Beg en fera rembourser la Valeur aux Mains du Consul sarde, indépendamment de ce que S. A. aurait à faire payer pour les Meurtres commis et constatés.

Le Beg voulant se conformer aux Usages européens, déclare de renoncer et Il renonce à l'avenir, à tout Présent, Donatif ou Redevance quelconque, sous quelque Dénomination que ce soit, et notamment à la Conclusion d'un Traité, ou lors de l'Installation d'un nouveau Consul, Vice-Consul ou Agent consulaire; et le Roi de Sardaigne conservera les Établissements consulaires existants, pourra en former de nouveaux, sur tous les Points du Litoral de la Régence, y nommer des Agents, changer ceux qui s'y trouvent, et choisir à cet effet telle Personne de son Gré, sans être assujéti à la moindre Restriction ou Opposition de la part de l'Autorité locale, qui sera tenue à leur accorder la Protection la plus efficace.

Les Art. V. et VI. concernent la Pèche du Corail.

L'Art. VIII. confirme le Traité précédent du 17 Avril 1816, et toutes les Dispositions contenues dans d'autres Traités auxquels la Sardaigne a été, par l'Art. I. dudit Traité du 17 Avril 1816, autorisée à participer, toutes les Fois cependant, qu'il n'est pas dérogé à ces Dispositions par les présentes Stipulations.

Si à l'avenir quelque Doute venait à s'élever sur l'Interprétation, ou sur l'Application de quelqu'un des Traités susmentionnés, le présent compris, il est convenu qu'à Tunis son Interprétation doit être à l'Avantage des Sujets sardes, et en Sardaigne à celui des Tunisiens.

1) Traités publics de la Maison royale de Savoie, T. V. p. 6. (en français.) — British and foreign State-Papers, T. XX. 1832—1833. (Publié en 1836.) p. 1283. (en français.)

SECTION III.

ESPAGNE ET ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

 $(\S. 7.)$

P. 366. lignes 20. et 21. d'en haut. Intercalez les Alinéa suivants:

La Reconnaissance de la République mexicaine, comme Nation libre, souveraine et indépendante, de la part du Gouvernement espagnol, eut lieu par le Traité de Paix et d'Amitié, conclu à Madrid, le 28 Décembre 1836 1).

L'Art. IV. de ce Traité stipule que les deux Parties contractantes s'occuperont dans le plus court Espace de Tems possible de la Conclusion d'un Traité de Commerce et de Navigation.

Il est convenu par l'Art. VI,

que les Marchands et autres Sujcts de S. M. catholique ou Citoyens de la République qui s'établiraient, trafique-raient, ou se trouveraient de Passage dans une Partie quelconque de l'un et l'autre Pays, jouiront de la plus parfaite Sûrcté dans leurs Personnes et leurs Propriétés, et seront exempts de tout Service forcé dans les Armées de Terre et de Mer ou dans la Milice nationale, ainsi que de toute Charge, Contribution et Imposition, qui ne

seraient point payées également par les Sujets ou Citoyens du Pays dans lequel ils résident; et ils seront considérés tant par rapport à la Répartition des Contributions, Impositions et autres Charges en général, que par rapport à la Protection et aux Franchises dans l'Exercice de leur Industrie, comme aussi en ce qui concerne l'Administration de la Justice, de la même Manière que les Naturels de la Nation respective, en se soumettant toujours aux Lois, Réglements et Usages de celle dans le Territoire de laquelle ils résident.

L'Espagne entretient:

dans la Ville de Mexico, un Consul,

- à Tamaulipas de Tampico, un Vice-Consul,
- à Vera-Cruz, un Vice-Consul 2).

Les Etats-Unis du Mexique entretiennent

en Espagne:

à Alicante, Barcelone, Bilbao, Cadix, Malaga, Santander, et Valence, des Vice-Consuls;

dans les Res Canaries:

un Vice-Consul;

dans l'Ile de Cuba:

à la Havane, un Vice-Consul 1).

- 1) Tratado de Paz y Amistad, celebrado entre España (Isabel II) y la Republica Mejicana, en 28 de Diciembre de 1836. (Madrid 1838. en 12º.) (en espagnol.) Cet Acte contient
- 1º Le Décret des Cortés du 4 Décembre 1836, autorisant le Gouvernement de la Reine I sa helle à conclure des Traités de Paix et d'Amitié avec les nouveaux États de l'Amérique espagnole, sur la Base de la Reconnaissance de leur Indépendance, et en renonçant à tout Droit de Souveraineté politique ou territorial, sans compromettre toutefois l'Honneur ni les Intérêts de la Nation.
- 2º Les Pleins-Pouvoirs des Négociateurs respectivement employés à la Conclusion du Traité.
- 3º Le Texte du Traité.
- 4º Les Ratifications de part et d'autre; celle de l'Espagne, en date du 14 Novembre 1837, celle du Mexique, en date du 3 Mai de la même année.
- 5º Les Pleins-Pouvoirs donnés de part et d'autre pour effectuer l'Échange des Ratifications.
- 6º Le Certificat faisant Foi de l'Échange effectué des Ratifications.
- 7º Le Certificat attestant la Publication du Traité, faite à Madrid, le 20 Décembre 1837.
 - 2) Almanach de Gotha, 1840. p. 67.
 - 3) Ibidem, p. 27-34.

SECTION V.

GRANDE-BRETAGNE ET ALGER.

(6. 1.)

P. 609. Col. 2. ligne 2. d'en bas, continuation de la note 5. de la p. 608. Col. 2.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. III. p. 14. (en anglais.)

GRANDE-BRETAGNE ET AUTRICHE.

 $(\S. 2.)$

P. 611. Col. 1. ligne 14. d'en bas, continuation de la note 7. de la p. 610. Col. 2.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 1. (en anglais.) p. 4. (en français.)

P. 611. Col. 1. ligne 9. d'en bas, note 1.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. V. p. 1. (en anglais.) p. 9. (en français.)

GRANDE-BRETAGNE ET BRÉSIL.

 $(\S. 6.)$

P. 614. Col. 2. ligne 1. d'en bas, note 3.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 38. (en anglais.) p. 49. (en portugais.)

GRANDE-BRETAGNE ET CHINE.

(§. 8.)

P. 629. Col. 2. ligne 9. d'en bas, note 1.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 76.

P. 640. Col. 2. ligne 19. d'en bas, note 1.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 82. 84.

GRANDE-BRETAGNE ET DANEMARK.

(§. 9.)

P. 669. Col. 2. ligne 7. d'en bas, note 2.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. I. p. 179. (en anglais, traduit du latin.)

GRANDE-BRETAGNE ET ÉTATS-UNIS DE L'AMÉRIQUE DU NORD.

(§. 15.)

P. 685. ligne 1. Col. 1. continuation de la note *. de la p. 684.

Col. 1. Ajoutez l'Alinéa suivant: T. XVIII. (années 1830-1837.)

T. XIX. (années 1830-1838.) Ibidem, 1839. et 1840. rédigés par Mr. Frédéric Murhard, formant les T. XIV. et XV. du Nouveau Recueil.

Nouveaux Suppléments au Recueil de Martens, par Frédéric Murhard. T. I. années 1761-1829. Goettingue 1839. in 8°.

T. II. années 1765-1829. Ibidem 1839. in 8°.

P. 687. ligne 17. d'en bas, Col. 2. note 2.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 499.

GRANDE-BRETAGNE ET FRANCFORT (SUR LE MEIN). . (§. 18.)

P. 693. ligne 7. d'en bas, Col. 1. note 2.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. IV. p. 147. (en anglais.) p. 153. (en allemand.)

P. 693. ligne 10. d'en bas, Col. 2. note 2.

Ajoutez: Hertslet, l. c. T. V. p. 97. (en anglais.) p. 98. (en allemand.)

GRANDE-BRETAGNE ET HAÏTI.

(§. 20.)

P. 694. lignes 5. et 6. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant: Déclaration du Gouvernement de Haïti, concernant les Priviléges et Immunités dont jouissent dans l'Île de Haiti les Sujets britanniques.

> Le Secrétaire général de Haïti au Consul général d'Angletèrre').

Liberté.

République de Haïti.

Égalité.

B. Inginac, Général de Brigade, Secrétaire général près Son Excellence le Président de Haïti, à Charles Mackenzie, Écuyer, Consul général de S. M. britannique en Haïti, au Port au Prince.

AU PORT AU PRINCE, LE 1 JUIN 1826.

An 23 de l'Indépendance.

MONSIEUR,

J'ai reçu la Lettre par laquelle Vous m'avez fait l'honneur de m'écrire sous la date du 31 Mai dernier, pour m'annoncer que Vous êtes chargé de la part de S. M. britannique de réclamer auprès du Gouvernement de Haîti, des Priviléges civils et des Immunités concernant les Croyances religieuses, nécessaires à la Satisfaction des Sujets d'un État ami qui résident dans un autre. J'ai soumis cette Communication à S. E. le Président qui m'a chargé de Vous dire que les Sujets de S. M. britannique résidents en Haïti 2), ont toujours joui des Droits civils, tant pour leurs Personnes que pour leurs Propriétés, qui leur sont garantis par Nos Lois, et qu'on est bien éloigné de songer à se départir de la Bienveillance que Notre Gouvernement a toujours fait éclater à leur égard. Quant aux Immunités pour la Croyance religieuse, les Sujets de S. M. britannique ont toujours eu entière Liberté de Conscience, et n'ont jamais été troublés dans leur Culte; à cet Égard la Convention d'Amitié et de Commerce à faire entre Nos Gouvernements respectifs, pourra stipuler toutes les Garanties raisonnables.

La Déclaration que Vous faites des Sentiments de S. M. britannique sur la Conduite que doivent observer Ses Sujets résidents en Haïti, a été reçue avec un véritable Plaisir. S. E. le Président ne doute pas que les Anglais n'aient l'Intention de se conformer aux Lois et Coutumes qui régissent le Pays; aussi ils doivent compter, comme par le Passé, sur la bienveillante Protection du Gouvernement. Je saisis cette Occasion etc. etc.

[signé] B. Inginac.

- 1) Hertslet, l. c. T. IV. p. 382. (en français.)
- 2) Il eut été plus correct de dire "dans l'Ile de Haiti."

Un Acte du Parlement (3 et 4 Will. IV. cap. 59.) du 28 Août 1833, défend toute Communication directe des Bûtiments marchands anglais et étrangers entre l'Île de Saint Domingo et l'Île de la Jamaique 1).

1) Hertslet, l. c. T. IV. p. 383.

GRANDE-BRETAGNE ET MASCATE.

(§. 23. b.)

P. 729. ligne 3. et 4. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Convention de Commerce entre S. M.

1839,
31 Mai. britannique (Victoire) et S. A. Flmam de

Mascate, faite et conclue dans Flle et la

Ville de Zanzibar, le 31 Mai de l'Année du Christ

1839, qui correspond au 17 du Mois de Rebiul-Ewel de

l'Hégire 1255. (en anglais et en arabe.) 1) 2) 1).

Art. I. Les Sujets de S. A. le Sultan de Mascate auront la Liberté d'entrer, dans toutes les Parties des Domaines de S. M. britannique en Europe et en Asie, d'y résider, d'y trafiquer et de les traverser avec leurs Marchandises, et ils jouiront dans lesdits Domaines, tant par rapport à leur Commerce, que sous tous les autres Rapports, de tous les Priviléges et Avantages qui y sont ou qui pourraient y être accordés aux Sujets ou Citoyens des Nations les plus favorisées; et de la même Manière, les Sujets de S. M. britannique auront pleine Liberté d'entrer dans toutes les Parties des Domaines

de S. A. le Sultan de Mascate, d'y résider, d'y trafiquer et de les traverser avec leurs Marchandises, et ils y jouiront de tous les Priviléges et Avantages qui y sont ou qui pourraient y être accordés aux Sujets ou Citoyens des Nations les plus favorisées, par rapport au Commerce, et sous tous les autres Rapports.

Les Sujets britanniques auront la Liberté d'acheter, de vendre ou louer des Biens-fonds ou des Maisons dans les États de S. A. le Sultan.

On ne pourra point entrer par Force dans les Maisons, les Magasins et toutes autres Habitations des Sujets britanniques, ou des Personnes effectivement au Service des Sujets britanniques, dans les États de S. A. le Sultan de Mascate, ni on ne pourra les visiter sous aucun Prétexte, sans le Consentement de ceux qui les occupent, si ce n'est avec la Connaissance du Consul ou Agent résident britannique. Mais lorsque de justes Motifs seront allégués par les Autorités de S. A. le Sultan de Mascate, ledit Consul ou Agent résident enverra une Personne compétente, qui, de concert avec les Officiers de S. A. le Sultan de Mascate, dirigera la Recherche ou Visite à faire et empêchera également toute Violence inutile et toute Résistance inconvenante.

Les deux Hautes Parties contractantes se reconnaissent mutuellement le Droit d'établir des Consuls à résidence dans les États respectifs, partout où les Intérêts du Commerce pourront exiger la Présence de tels Officiers. Et lesdits Consuls seront dans tous les Tems placés, dans les Pays où ils résideront, sur le Pied des Consuls des Nations les plus favorisées. De plus, chacune des Hautes Parties contractantes convient de permettre à Ses propres Sujets de se laisser employer dans la Charge de Consuls par l'autre Partie contractante; bien entendu que les Personnes ainsi employées n'entreront point en Fonction avant d'avoir obtenu préalablement la Permission du Souverain dont ils pourraient être Sujets.

Les Fonctionnaires de l'un des Gouvernements résidents dans les États de l'autre, jouiront des mêmes Priviléges, Immunités et Exemptions dont jouissent, dans le même État, les Fonctionnaires publics d'autres États.

Les Sujets des États de S. A. le Sultan de Mascate, au Service effectif de Sujets britanniques dans lesdits États, jouiront de la même Protection qui est accordée aux Sujets britanniques eux-mêmes; mais si de tels Sujets des États de S. A. le Sultan de Mascate seront convaincus d'un Crime ou d'une Infraction des Lois, qui exigerait une Punition, ils seront renvoyés par le Sujet britannique au Service duquel ils pourront se trouver, et livrés aux Autorités de S. A. le Sultan de Mascate.

Les Autorités de S. A. le Sultan de Mascate ne pourront point intervenir dans les Contestations, soit entre Sujets britanniques sculement, soit entre Sujets britanniques et Sujets ou Citoyens d'une autre Nation chrétienne. Lorsqu'une Contestation s'élévera entre un Sujet des États de S. A. le Sultan de Mascate, et un Sujet britannique, si le premier est le Plaignant, la Cause sera entendue par le Consul ou Agent résident britannique, qui administrera la Justice en conséquence. Mais si le Sujet britannique se trouve être le Plaignant, contre un des Sujets de S. A. le Sultan de Mascate ou contre des Sujets d'une autre Puissance mahontétane quelconque, la Cause sera décidée par l'Autorité suprême de S. A. le Sultan de Mascate, ou par une Personne nommée par Lui; mais dans un tel Cas on ne procédera point en Justice, si ce n'est en Présence du Consul ou Agent résident britannique, ou d'une Personne déléguée par l'un ou l'autre à cet Effet, qui sera présente dans le Palais de Justice (Court-house) où ladite Affaire sera jugée. Dans les Causes entre un Sujet britannique et un Naturel des États de S. A. le Sultan de Mascate, qu'elles soient jugées devant le Consul ou Agent résident britannique, ou bien par devant l'Autorité susmentionnée de S. A. le Sultan de Mascate, le Témoignage d'un Homme qui sera convaincu d'avoir porté faux Témoignage dans une Occasion antérieure, ne sera point reçu.

La Propriété d'un Sujet britannique qui viendra à décéder dans les États de S. A. le Sultan de Mascate, on d'un Sujet de S. A. le Sultan de Mascate. qui viendra à décéder dans les États britanniques, sera livrée aux Héritiers, Exécuteurs testamentaires ou Administrateurs nommés par le Décédé, ou bien à défaut de tels Héritiers, Exécuteurs testamentaires ou Administrateurs, aux Consuls ou Agents résidents des Parties contractantes.

Si un Sujet britannique vient à faire Faillite dans les États de S. A. le Sultan de Mascate, le Consul ou Agent résident britannique se mettra en Possession de toute la Propriété dudit Failli et en fera la Remise à ses Créanciers, pour être partagée entre eux. Ceci ayant été effectué, le Failli aura Droit à une Décharge complète de la part de ses Créanciers, et il ne sera plus, en aucun Tems postérieur, requis de faire des Versements supplémentaires (to make up his deficiency), ni ne pourra-t-on considérer comme devant être employée à cet Effet (liable for that purpose) aucune Propriété qu'il pourrait acquérir plus tard. Mais le Consul ou Agent résident britannique fera tous ses Efforts pour obtenir en faveur des Créanciers toute Espèce de Propriété que le Failli pourrait posséder dans d'autres Pays, et pour s'assurer que tout ce que le Failli possédait au Moment où il devint insolvable, ait effectivement été livré aux Créanciers sans aucune Réserve.

Art. VIII. Si un Sujet de S. A. le Sultan de Mascate refusait ou éludait le Payement de ses Dettes légitimes (just debts) envers un Sujet britannique, les
Autorités de S. A. fourniront au Sujet britannique toute
Espèce d'Aide et de Facilité pour recouvrer le Montant
qui lui sera dû, et de la même Manière le Consul ou
Agent résident britannique accordera toute Espèce d'Aide
et de Facilité aux Sujets de S. A. le Sultan de Mascate,
pour recouvrer les Dettes qui leur seront légitimement
dues (justly due) par les Sujets britanniques.

Art. XIII. S'il arrivait que soit la Reine d'Angleterre, soit S. A. le Sultan de Mascate, fussent en Guerre

avec un autre Pays, il sera néanmoins permis aux Sujets de S. M. britannique et aux Sujets de S. A. le Sultan de Mascate, de se rendre dans cedit Pays en passant par les États de l'une et l'autre Partie, avec leurs Marchandises de toute Espèce, excepté les Provisions de Guerre; mais il ne leur sera point permis d'entrer dans un Port ou une Place effectivement bloqués ou assiégés.

Art. XIV. Si un Bâtiment, sous Pavillon britannique, en Détresse vient à entrer dans un Port des États de S. A. le Sultan de Mascate, les Autorités locales de ce Port lui fourniront toute l'Assistance nécessaire, pour le mettre en état de se réparer et de continuer son Voyage; et si un tel Bâtiment vient à faire Naufrage sur les Côtes des États de S. A. le Sultan de Mascate, les Autorités de S. A. lui donneront toute l'Assistance en leur Pouvoir, pour retirer et remettre aux Propriétaires tous les Biens qui se sont trouvés sur ledit Bâtiment, qui pourront être sauvés. La même Assistance et Protection seront accordées, dans les Ports et sur les Côtes des États britanniques, aux Bâtiments des États de S. A. le Sultan de Mascate, aînsi qu'aux Biens qui, en de pareilles Circonstances, auront pu être sauvés.

S. A. le Sultan de Mascate renouvelle et confirme par le présent Traité les Engagements contractés par S. A. vis-à-vis de la Grande-Bretagne, le 10 Septembre 1822 °), concernant l'entière Suppression de la Traite d'Esclaves entre Ses États et tous les autres Pays chrétiens; et de plus encore S. A. consent à ce que les Vaisseaux et Bâtiments de Guerre, appartenant à la Compagnie des Indes orientales, maintiennent en toute Force et Vigueur les Dispositions dudit Traité, conformément aux Conditions qui y sont prescrites, et de la même Manière que les Vaisseaux et Bâtiments de S. M. britannique.

Art. XVI. Il est en outre reconnu et déclaré par les Hautes Parties contractantes, que rien de ce qui est contenu dans la présente Convention, ne doit en aucune Manière changer ni annuler aucun des Droits ou Priviléges dont jouissent actuellement les Sujets de

S. A. le Sultan de Mascate, par rapport au Commerce et à la Navigation dans les Limites de la Charte de la Compagnie des Indes orientales.

L'Échange des Ratifications, qui eut lieu à Mascate, le 22 Juillet 1840, fut accompagné de part et d'autre d'une Déclaration concernant l'Interprétation à donner à une Phrase employée dans la Rédaction de l'Art. IX. de la Convention de Commerce du 31 Mai 1839, relative aux Droits dont les Autorités locales pourraient exiger le Payement.

1) Hertslet, l. c. T. V. p. 611.

- 2) En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 31 Mai 1839, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 29 Rebiol' Ewel.
- La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, rapporté par Hertslet.
- 4) Traité entre la Grande-Bretagne et Mascate, conclu à Mascate, le 10 Septembre 1822. [Hertslet, l. c. T. III. p. 265. (en anglais.)]

GRANDE-BRETAGNE ET PAYS-BAS.

(§. 26.)

P. 754. lignes 2. et 3. d'en haut. Interculez l'Alinéa suivant:

Traité de Commerce et de Naviga-1837, 27 Octobre. tion, entre S. M. britannique (Victoire) et S. M. le Roi des Pays-Bus (Guillaume I), fait à La Haye, le 27 Octobre 1837 ').

Le Préambule désigne comme Objet principal du Traité à conclure, l'Abolition réciproque de tout Droit différentiel et de Compensation 2), perçu sur les Bâtiments

et les Murchandises dans les Ports de l'un et l'autre Royaume en Europe.

Il y aura Liberté réciproque de Commerce et de Navigation, entre et parmi les Sujets des deux Hautes Parties contractantes; et les Sujets des deux Souverains ne payeront respectivement dans les Ports, Havres, Rades, Cités, Villes ou Places quelconques situés dans l'un ou l'autre Royaume, des Droits, Taxes ou Impositions (quelle que soit la Dénomination sous laquelle ils pourraient être désignés ou compris) autres ni plus élevés que ceux qui sont payés par les Sujets de la Nation la plus favorisée; et les Sujets de chacune des Hautes Parties contractantes jouiront des mêmes Droits, Priviléges, Libertés, Faveurs, Immunités et Exemptions, en Matière de Commerce et de Navigation, qui sont ou pourraient être accordés à l'avenir, dans l'un ou l'autre Royaume, aux Sujets de la Nation la plus favorisée.

..... et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la

Grande-Bretagne et d'Irlande, et S. M. le Roi des Pays-Bas s'engagent et s'obligent par le présent Article, de n'accorder en Matière de Commerce et de Navigation, aucune Faveur, Privilége ou Exemption aux Sujets d'un autre État quelconque, qui ne soit également et en même Tems étendus aux Sujets de l'autre Haute Partie contractante, et ce gratuitement, si la Concession en faveur de l'autre État, a été gratuite, ou en convenant autant que possible de la même Compensation ou du même Équivalent, dans le Cas que la Concession ait été faite conditionnellement.

Si des Vaisseaux de Guerre ou des Bâtiments marchands font Naufrage sur les Côtes de l'une ou l'autre des Hautes Parties contractantes, lesdits Vaisscaux ou Bâtiments et toutes les Parties dont ils se composent (or all parts thereof), ainsi que les Provisions et Appartenances 2), les Biens et Murchandises, qui auront été sauvés, ou leur Produit, s'ils ont été vendus, seront fidèlement restitués aux Possesseurs, lorsqu'ils seront réclamés par eux ou par leurs Facteurs dûment autorisés; et s'il n'y a point sur les Lieux de tels Possesseurs ou Facteurs, lesdits Biens et Marchandises ou leur Produit, ainsi que les Papiers trouvés à bord des Vaisseaux ou Bâtiments ayant fait Naufrage, seront livrés au Consul britannique ou néerlandais, dans le District duquel le Naufrage aura eu lieu; et lesdits Consuls, Possesseurs ou Facteurs ne payeront que les Dépenses occasionnées pour la Conservation des Propriétés, ensemble avec le Prix du Sauvetage, qui aurait dû être payé en pareil Cas pour le Sauvement d'un Bâtiment national; et les Biens et Marchandises sauvés du Naufrage ne seront sujets à aucun Droit, excepté le Cas qu'ils seraient livrés à la Consommation.

Le présent Traité restera en Vigueur pendant le Terme de dix Ans, à compter de la Date de la Signature, et jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'une des Hautes Parties contractantes aura notifié à l'autre son Intention d'en faire cesser l'Effet; chacune des Hautes Parties contractantes se réservant le 106 *

Droit de faire cette Notification à l'autre, à l'Expiration dudit Terme de dix Ans.

Et il est convenu entre Elles par le présent Article, qu'à l'Expiration des douze Mois, après que l'une des Parties aura reçu de l'autre une pareille Notification, ledit Traité et toutes les Dispositions qu'il renferme seront entièrement nuls et sans Effet.

Le Traité du 27 Octobre fut suivi d'une double Déclaration de la part des Plénipotentiaires britanniques et néerlandais, en date de La Haye, du 22 Novembre de la même année, portant sur la Signification des mots de "Royaume en Europe" employés dans le Préambule.

1) Hertslet, l. c. T. V. p. 338. (en anglais.) p. 344. (en hollandais.) et la Déclaration néerlandaise p. 349. (en français.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, collationné avec le Texte hollandais.

2) Le Texte anglais porte: "all furniture and appartenances belonging thereunto;" le Texte hollandais: "alles wat tot de uitrusting en proviandering behoort."

GRANDE-BRETAGNE ET PÉROU.

(§. 27.)

P. 761. Col. 2. note 1. Supprimez tout l'Alinéa et substituezy celui qui suit:

Hertslet, l. c. T. V. p. 383. (en anglais.) p. 392. (en espagnol.) — La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte anglais, collationné avec le Texte espagnol.

GRANDE-BRETAGNE ET PERSE.

(§. 28.)

P. 779. Col. 2. note 10. ligne 7. d'en bas.

Ajoutez: Mr. Hertslet, dans le Ve Volume de son Recueil, p. 379—382., rapporte le Texte anglais d'un Traité préliminaire entre la Grande-Bretagne et la Perse, signé à Téhéran, le 12 Mars 1899, ainsi que le Texte anglais du Traité définitif signé également à Téhéran, le 25 Novembre 1814, et la Truduction anglaise d'une Ordonnance royale du Schah de Perse, en date du 5 Mai 1836, concernant le Commerce des Sujets britanniques en Perse, qui "accorde aux Marchands britanniques qui au-ront porté leurs Marchandises dans les Possessions territoriales de la Perse, la Li-pberté et la Permission d'en disposer en toute Sûreté et Confiance, en payant pour "leurs Marchandises aux Officiers du Gouvernement, les mêmes Redevances publiques que payent les Marchands du Gouvernement russe (c. à. d. 5 pg une fois pour noutes à l'Importation et à l'Exportation)."

GRANDE-BRETAGNE ET PORTE OTTOMANE.

(§. 29.)

P. 782. Col. 1. note *. ligne 30. d'en haut "(1078 — 1081)." Ajoutez en note:

t) Botoniate, plus correctement Botaniate. (Banduri, Numismata Imperatorum Romanorum (Paris 1718. T. I. II. in fol.) T. II. p. 782. — Gibbon, History of the Decline and Fall of the Roman Empire (Baste 1789. T. I.—XII. et Il Vol. Notes 8°.) T. VIII. Chap. XI.VIII. p. 392. T. X. Chap. LVII. p. 223.) — Aucun des Auteurs que nous avons été à même de consulter n'explique pourquoi l'Empereur Ni-

cephore fut surnommé le Botaniate. Nous supposons que ce surnom indique que celui auquel il fut donné était originaire d'Adiabene, une des Provinces de l'Assyrie (aujourd'hui le Kourdistan) qui portait le nom de Botan. Meletius dans sa Géographie ancienne et moderne (Μελετίον Γεωγραφία παλαιά καί νεά, Venise 1728. in fol.) nous dit dans le Chapitre qui traite de l'Assyrie, p. 523., que l'ancienne Eparchie ') d'Adiabene ('Aδιαβηνή) fut désignée plus tard par le nom de Botan (Βοταν), et que la même Dénomination fut donnée plus tard à d'autres plus petites Eparchies, telles que Arrapachites ('Αββάπα), Sittacene (Σιττακηνή) etc. etc. (Comparez Bischoff und Möller, l. c. p. 18. Col. 2. p. 108. Col. 1. p. 923. Col. 1. - Sickler, l. c. T. II. p. 467. - Müller, Lexicon Manuale, p. 7. Col. 1. - Cellarius, Compendium Geographiae antiquae (Amsterdam 1803. in 120.) p. 124. " Ptolemaeus in regiones divisit Assyriam; quae sunt, Arrapachitis juxta Armeniam, "Sittacene juxta Susianam, sed nobilissima Adiabene, in qua Ninus, Ar-"bela et Gangamela, adeo ut tandem, Assyriae nomine paene abolito, omnis hic "tractus Adiabena vocatus fuerit, unde Romani etiam imperatores cognomenta "sibi petierant."

P. 786. Col. 2. note 2. ligne 9. et 10. Intercalez les Alinéa suivants:

D'après Mr. de Hammer, l. c. les premières Capitulations commerciales (Handlungs-Capitulation) avec la Porte furent accordées à l'Ambassadeur Sir Edouard Barton, en 1593 (Voyez T. IV. p. 207. et T. IX. p. 290. No. 188. - d'Ohs-

son, I. c. T. VII. p. 479.) et renouvelées 1º en 1604 (T. IV. p. 362. T. IX. p. 290. No. 107.) sous Achmet I et Jacques I. 2º en 1622 (T. IV. p. 697. T. IX. p. 292. No. 228.) sous Osman II et Jacques I. 3º en 1624 (T. V. p. 23. T. IX. p. 293. No. 233.) sous Amurat IV et Jacques I.

4º en 1641 (T. V. p. 302. T. IX. p. 294. No. 249.) sous Ibrahim et Charles I. 5º en 1662 (T. VI. p. 105. T. IX. p. 294. No. 256.) sons Mahomet IV et Charles II.

6° en 1675 (T. VI. p. 317. T. IX. p. 295. No. 266.) sous Mahomet IV et Charles II. P. 787. Col. 2. note 1. ligne 10. d'en bas. Intercalez:

von Hammer, l. c. T. VI. Liv. LVI. p. 317. - Knolles, l. c. T. II. p. 245.

P. 791. Col. 2. note 4. ligne 20. d'en bas. Ajoutez au mot Orta la note ** suivante:

> ") Orta, Milieu, Centre. Régiment de Janissaires. (Kieffer et Bianchi, l. c. T. I. p. 124. Col. 2. - Comparez T. H. Part. H. Liv. III. Chap. I. Sect. I. France. §. 34. p. 125, Col. 1. note 2.)

P. 802. ligne 25. et 26. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant: Les Pouvoirs et la Jurisdiction des Consuls britanniques dans l'Empire ottoman, ont été précisés par un Acte du Purlement (6 et 7. Will. 4. Cap. 78.) émané sous la date du 13 Août 1836 1).

> 1) Act of the British Parliament, "to enable His Majesty to make "Regulations for the better defining and establishing the Powers and "Jurisdiction of His Majesty's Consuls in the ottoman Dominions." (Hertslet, l. c. T. V. p. 503.)

o) Eparchie (Επαρχία), Dignité d'Eparque; Province gouvernée par un Éparque; tout Pays conquis.

Eparque (Εχάρχος) (άρχη) signifie, investi du Commandement supréme; Dignité correspondante à celle de Proconsul chez les Romains. (Passow) J. G. Schneider, Handwörterbuch der griechischen Sprache (Leipzig 1828. T. I. II. in 8º.) T. I. p. 553. Col. 1.]

De même, nous supposons que Nicephore

Bryenne, qui fut déclaré Empereur, en 1077, en même tems avec Nicephore Botaniate, le premier en Orient, le 3 Octobre, le second en Occident, le 10 du même mois) reçut le surnom de Bryenne, parce qu'il était originaire de Bry anium, Ville située dans l'Illyrie grecque près des Sources de l'Erigone (?). (Bischoff und Möller, I. c. p. 208. Col. 2. - Sickler, l. c. T. II. p. 221. - Banduri, l. c. T. II. p. 752. - Gibbon, I. c. T. X. Chap. LVII. p. 228.)

P. 802. Col. 2. note 4. ligne 6. et 7. d'en bas. Intercalez:

Convention appended to the Capitulations granted to Great Britain by the Uttoman Porte, amending and altering certain Stipulations therein contained, as regards the Commerce and Navigation of the two Countries. [Hertslet, L. c. T. V. p. 506. (en anglais.)] Cet Acte a été suivi

1º de III Articles additionnels sous la même date,

2º d'une Note explicative de S. E. Nourri Efendi, adressée à l'Ambassadeur britannique Lord Ponsonby, en date du 27 Août 1838,

3º d'une Déclaration signée par les Plénipotentiaires respectifs, lors de l'Échange des Ratifications, le 16 Novembre 1838,

4º du Tarif de Douanes fixé et arrêté en vertu de l'Article VII. de la Convention du 16 Août 1838,

qui ont été rapportés par Hertslet, l. c. T. V. p. 510. 512. 513. 514 - 535.

GRANDE-BRETAGNE ET VENEZUELA.

(§. 44.)

P. 876. lignes 4. et 5. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Par une Convention conclue à Londres, le 29 Octobre 1834, entre la Grande-Bretagne (Guillaume IV) et l'État de Venezuela 1, l'Indépendance de ce dernier est formellement reconnu (hereby acknowledged, recognized and declared) par S. M. britannique (Art. I.), et les deux Parties contractantes Convennent d'adopter et de confirmer (mutatis mutandis) 2), comme s'ils se trouvaient insérés mot à mot dans la présente Convention, tous les Articles et Dispositions du Traité avec l'Article additionnel, signé à Bogota, le 18 Avril 1825, entre la Grande-Bretagne et l'État de Colombic.

1) Hertslet, l. c. T. IV. p. 534. (en anglais.) p. 536. (en espagnol.)

2) Mutatis Mutandis, Locution empruntée du latin, qui signifie, uvec les Changements nécessaires, c. à. d. en mettant État de Venezuela au lieu de État de Colombie, Citoyens de Venezuela ul lieu de Citoyens de Colombie, etc. etc. (H. Kuppermann, Juristisches Wörterbuch (Leipzig 1792, in 8%), p. 388.)

SECTION VI.

PAYS-BAS ET ALGER.

(§. 1.)

P. 899. lignes 2. et 3. d'en haut. Intercalez les Alinéa suivants:

Le Traité du 23 Novembre 1757 fut renouvelé et amplifié par un Acte du 26 Mai 1760 ¹).

Par une Résolution du 24 Avril 1764 2), les États-généraux statuèrent sur l'Envoi des Présents annuels au Dey.

Le Dey, ayant déclaré la Guerre aux États-généraux, en 1792 3), la Paix ne sut rétablie qu'en 1794, par le Traité ci-après.

Traité de Paix et d'Amitié, entre Leurs 1794, Hautes Puissances les Seigneurs Étatsgénéraux des Provinces-Unies des Pays-Bas et la Régence d'Alger, fait et conclu le 1 Avril

Bas et la Régence d'Alger, fait et conclu le 1 Avril 1794, qui répond au 1 Ramadan de l'Année 1208 de l'Hégire *) *).

L'Article II. statue que les Murchandises importées par les Bûtiments hollandais ne payeront dorénavant que cinq pour cent au lieu de dix. L'Artiele III. règle la Conduite à tenir par les Butiments de Guerre des deux États contractants qui se rencontreront en haute Mer.

Les Articles IV. et V. statuent sur la Visite que les Corsaires algériens pourront faire sur les Bàtiments marchands hollandais qu'ils rencontreront en haute Mer, et sur la Conduite à tenir par les Bàtiments de Guerre hollandais envers les Corsaires algériens munis de Passeports soit de la part du Dey, soit de la part du Consul hollandais à Alger.

En Cas qu'un Navire ou des Navires appartenant soit à Leurs Hautes Puissances, soit à leurs Sujets, vint à faire Naufrage sur la Côte d'Alger ou dans un Lieu quelconque de la Dépendance de ce Royaume, on n'entreprendra rien contre les Personnes, les Biens ni les Effets qui se trouveront à bord desdits Navires, et en pareil Cas on ne pourra exiger aucun Impôt des Biens ou Effets, ni faire Esclaves les Personnes, mais au contraire les Sujets du Royaume d'Alger devront leur prêter toute l'Assistance possible pour sauver leurs Biens et leurs Effets.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

L'Article VIII. stipule qu'aucun Bàtiment algérien ne pourra se présenter à la Vue d'un Port ou d'une Place forte situés dans le Territoire de Leurs Hautes Puissances.

Art. XI. Si des Bâtiments de Guerre de Leurs Hautes Puissances viennent à mouiller dans la Rade d'Alger, on devra leur fournir les Provisions et les Présents d'Usage, et si quelque Esclave venait à fuir et à se rendre, à la Nage ou autrement, à bord d'un desdits Bâtiments de Guerre, ceux-ci seront obligés de le ramener à Alger, et ils ne pourront s'en dispenser sous Prétexte de ne pas avoir aperçu ledit Esclave, ou bien qu'il aurait été caché par l'Équipage.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Les Marchands hollandais, ainsi que tous les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, ne pourront être ni pris, ni vendus, ni faits Esclaves, dans aucun Lieu de la Dépendance d'Alger, et, en vertu de la Paix actuellement faite, personne des Hollandais ne pourra être forcé d'acheter contre son Gré des Esclaves, quand même ceux-ci seraient de leurs Parents, mais ils n'en acheteront que lorsqu'ils voudront le faire volontairement,

et alors ils les payeront au Terme et au Prix convenus; de même, on ne pourra point forcer les Patrons des Esclaves de se dessaisir de ceux-ci pour un certain Prix, que ce soient des Esclaves du Beuluk Baschi °) ou des Galères, mais cela devra se faire à l'amiable et de la Manière que cela se pratique avec d'autres Nations.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Si un Marchand ou tout autre Sujet de Leurs Hautes Puissances venait à mourir à Alger ou dans un Lieu de la Dépendance de ce Royaume, le Dey, ni qui que ce soit, ne pourra saisir les Biens laissés par le Défunt. Si le Décédé a laissé un Héritier ou nommé un Exécuteur testamentaire, ce sera à celui-là seul, s'il se trouve sur les Lieux, que devront être remis les Biens formant la Succession; il en dressera un Inventaire, et en rendra Compte à qui de Droit; mais si quelqu'un des susdits Sujets venait à mourir subitement, sans faire de Testament, et que l'Héritier légitime ne se trouvât point sur les Lieux, ce sera le Consul hollandais, ou dans le Cas que le Consul fut décédé et que son Remplaçant ne fût pas encore arrivé, ce sera son Secrétaire (Amanuensis), et à défaut de celui-ci, ce seront les Marchands de ladite Nation, qui se mettront en Possession des Biens formant la Succession, qui en dresseront un Inventaire en due Forme, et qui conserveront lesdits Biens, jusqu'à l'Arrivée d'un Ordre du Pays du Défunt.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Les Marchands et autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, résidant soit à Alger, soit dans un autre Endroit de ce Royaume, ne pourront point être forcés à vendre leurs Marchandises contre leur Gré, et on ne pourra point charger des Marchandises ou Effets à bord de leurs Bâtiments sans leur Consentement.

Si un Sujet de Leurs Hautes Puissances avait contracté des Dettes, et qu'il ne fût point en état de les payer, on ne pourra pour cette Raison poursuivre aucun autre desdits Sujets, soit en le citant devant les Tribunaux, soit en mettant le Séquestre sur ses Biens, à moins qu'il ne se soit rendu volontairement Caution du Débiteur.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Art. XV. Si un ou plusieurs Sujets de Leurs Hautes Puissances venaient à avoir quelque Différend avec un Turc ou Maure, ou avec une autre Personne de ce Royaume, l'Affaire devra être portée devant le Dey et le Diwan, mais s'ils ont un Différend quelconque entre eux, l'Affaire doit être portée devant le Consul et décidée par lui.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Art. XVI. Si un Sujet de Leurs Hautes Puissances avait une Querelle avec un Turc ou Maure, et que l'un vint à blesser l'autre ou à le tuer, l'Affaire devra être jugée d'après les Lois du Royaume, et on donnera la Satisfaction accoutumée; mais si un Sujet de Leurs Hautes Puissances, après avoir blessé ou tué un Turc ou Maure, venait à s'enfuir, de manière qu'il devint impossible de le rattraper, on ne devra point inquiéter ni molester pour cette Raison, ni le Consul ni aucun autre Sujet de Leurs Hautes Puissances.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Afin de consolider le Traité de Paix et d'Amitié, qui vient d'être conclu, il a été convenu de part et d'autre, que si de l'un ou de l'autre Côté il survenait quelque Chose qui pût amener une Rupture, le Consul et les autres Sujets de Leurs Hautes Puissances, qui alors se trouveront soit à Alger, soit dans un autre Endroit de ce Royaume, ne pourront en aucun Cas, qu'il y ait Guerre ou Paix, être retenus, et lorsqu'ils voudront partir en s'embarquant sous tel Pavillon qu'ils jugeront à propos, ils ne pourront, sous aucun Prétexte, être pris ni arrêtés dans leur Voyage, ni eux, ni leurs Effets, ni leurs Domestiques.

Le Consul pourra tenir en sa Maison un Ministre

(Predicant) pour y exercer le Culte réformé, et les Esclaves qui voudront assister à ce Service divin, aux Jours destinés à cet Esset, ne pourront en être empêchés, ni par leurs Maîtres (en Cas qu'ils appartiennent à des Particuliers), ni par le Gardien en Chef.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Consul à Alger de la part de Leurs Hautes Puissances, sans Exception de Personne, jouira d'une entière Liberté et Sûreté; il ne pourra être molesté ni inquiété par qui que ce soit, ni dans sa Personne, ni dans ses Biens, ni dans l'Exercice de ses Fonctions; il sera libre de choisir son Interprète et son Courtier, et lorsqu'il voudra s'embarquer pour partir ou sortir de la Ville pour être seul et jouir de quelque Repos, personne ne devra l'en empêcher, et il lui sera permis d'exercer librement dans sa Maison la Religion chrétienne réformée.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

L'Art. XIX. stipule que les Sujets des deux Parties contractantes qui, en Tems de Guerre, seront rencontrés sur un Bâtiment ennemi, ne pourront être molestés ni eux, ni leurs Biens, ni leurs Domestiques.

Art. XX. Lorsqu'un Amiral de Leurs Hautes Puissances arrivera dans la Rade d'Alger, aussitôt qu'il aura jeté l'Ancre et que le Consul en aura donné Avis, le Dey devra le faire saluer de la part de la Ville et des Forts, de vingt et un Coups de Canon, et l'Amiral répondra à ce Salut par le même Nombre de Coups de Canon.

Art. XXII. Si à l'avenir quelque Chose de contraire au présent Traité de Paix venait à être fait de l'un ou de l'autre Côté, on ne devra point pour cela se déclarer la Guerre, mais la Partie offensée devra demander Satisfaction du Tort qu'elle pourra avoir essuyé, et le Coupable sera puni comme Perturbateur de la Tranquillité publique. Et afin de manifester d'autant plus clairement la bonne Intention mutuelle qui a présidé à la Rédaction du présent Article, Leurs Hautes Puissances et le Dey d'Alger s'engagent réciproquement, qu'à la pre-

mière Plainte qui leur sera portée à ce Sujet, et après avoir dûment examiné l'Affaire, ils donneront la Satisfaction requise; et le Dey et la Régence d'Alger en particulier, s'engagent, que dans le Cas où Leurs Hautes Puissances enverraient à Alger un ou plusieurs Bâtiments de Guerre, faisant partie de l'Escadre qu'Elles trouveraient bon de stationner, soit dans la Méditerranée, soit dans l'Océan, et qu'à l'Arrivée desdits Bâtiments il se trouvât qu'une ou plusieurs Affaires au Sujet desquelles, soit Leurs Hautes Puissances, soit le Consul hollandais, eussent porté Plainte auprès du Dey et de la Régence, ne fussent point arrangées, ladite Affaire ou lesdites Affaires seront terminées immédiatement et avant le Départ desdits Bâtiments, conformément à la Teneur du présent Article.

Fait en l'An 1208 le premier Jour du Mois de Ramadan, qui répond au 1 Avril 1794.

Recueil van de Tractaten, T. II. No. 29. (en hollandais.) — Recueil van Zeezaken, T. VIII. p. 556. (en hollandais.) — Nederl. Jaerboeken, 1760. p. 1048. (en hollandais.) — Martens, Cours diplom. T. II. p. 808. (cité.)

 Recueil van Zeezaken, T. IX. p. 685. T. X. p. 50. — Martens, l. c. T. II. p. 808. (cité.)

3) Nachrichten und Bemerkungen über den algierschen Staat (Altona 1798–1800. T. I.- III. in 8°.) T. III. p. 186. — Martens, l. c. T. II. p. 808. (cité.)

4) En admettant que la date de l'Ére chrétienne, 1 Avril 1794, soit exacte, la date correspondante de l'Hégire sera le 11 et non le 1 Ramazan 1208.

5) Le Texte de ce Traité, cité dans Nachrichten und Bemerkungen über den algierschen Staat, T. III. p. 186. et par Martens, dans son Cours diplomatique,
T. II. p. 808., ne se trouve dans aucun des Recueils que nous avons été à même de
consulter. La Traduction française, que nous donnons, a été faite sur le Texte hollandais conservé dans les Archives du Gouvernement des Pays-Bas, dont nous avons
obtenu une Copie.

Vøyez T. II. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. VI. Pays-Bas. §. 1. p. 886.
 Col. 2. note ***.

PAYS-BAS ET ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE.

(§. 14.)

P. 913. Col. 2. note 3. ligne 5. d'en haut. Intercalez:

British and foreign State-Papers, T. XVI. 1828—1829 (publié en 1832) p. 1169. (en espagnol et en français.)

PAYS-BAS ET NOUVELLE-GRENADE.

(\$. 26.)

P. 931. Col. 2. note 4. ligne 8. d'en haut. Intercalez:

British and foreign State-Papers, T. XVII. 1829—1830. (publié en 1832) p. 895. (en hollandais et en espagnol.) p. 906. (en français.)

PAYS-BAS ET PORTE OTTOMANE.

(§. 29.)

P. 940. Col. 2. note 4. ligne 3. d'en haut.

Ajoutez: von Hammer, Geschichte, T. IX. p. 291. No. 209.

P. 941. Col. 1. note 1. ligne 14. d'en bas. Ajoutez PAlinéa suivant:

D'après Mr. de Hammer, qui qualifie à tort, ce nous semble, de Capitulations l'Acte de Privilège de 1598 (T. IX. p. 290. No. 191.), les Capitulations avec la Hollande furent renouvelées

1º en 1612 (T. IV. p. 461, T. IX. p. 291, No. 209.) sous le Règne d'Achmet I.

2º en 1624 (T. V. p. 23. T. IX. p. 293. No. 235.) sous le Règne d'Amurat IV.

3º en 1634 (T. V. p. 181. T. IX. p. 293. No. 243.) sous le Règne d'Amurat IV.

4º en 1668 (T. VI. p. 202. T. IX. p. 294. No. 260.) sous le Règne de *Mahomet IV*. 5º en 1680 (T. VI. p. 360. T. IX. p. 295. No. 271.) sous le Règne de *Mahomet IV*.

6º en 1712 (T. IX. p. 297. No. 302.) sous le Règne d'Achmet III.

P. 949. Col. 1. note 1. ligne 8. d'en haut. Intercalez:

von Hammer, Geschichte, T. IV. Liv. XI.III. p. 461. — Knolles, l. c. p. 916. – &Ohsson, l. c. T. VII. Liv. IX. p. 480. avec la date de 1613.

P. 949. C. 2. n. 2. lign. 8. et 9. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

La Cour de France ayant donné, en 1637, au Stadhouder Frédéric Henri, Prince
d'Orange, le Titre d'Altesse, les États le lui accordèrent également, ainsi qu'à ses
Successeurs. Avant cette Époque, les États n'avaient donné au Stadhouder et à son

Frère que le Titre d'Excellence. (Totzen, l. c. T. II. Chap. VI. §. XXV. p. 581. note d.)

P. 964. Col. 2. note 2. ligne 9. d'en haut. Intercalez: von Hammer, Geschichte, T. VI. Liv. LVII. p. 360. T. IX. p. 295. No. 271.

PAYS-BAS ET SUÈDE (ET NORVÈGE). (§. 35.)

P. 987. Col. 2. (continuation de la note **. de la p. 984. Col. 1.) note, lignes 25. et 26. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

La Ville d'Amsterdam vendit, en 1772, à la Compagnie des Indes occidentales la Motitié du Tiers de la Colonie, qu'elle venait d'acquérir du Seigneur de Sommels dyk. D'es-lors la Colonie, appartenant par Motité à la Ville, et par Motité à la Compagnie, fut administrée par un Comité à la Nonination des Deux Propriétaires, et ce Régime dura jusqu'en 1791, où la Compagnie fut supprimée. A cette Époque un Accord fut passé entre les États-généraux et les Propriétaires, en vertu duquel ces derniers cédèrent leurs Droits au Gouvernement, à compter du 1 Janvier 1792, contre une Rente annuelle de 3 pg sur leur Capital fixé à 30 pg de sa Valeur nominale. A la suite de cet Accord, une Résolution du 3 Mai 1792, arrêta que la Colonie serait désormais administrée par le Gouvernement, et une Résolution postérieure du 1 Juin de la même année, établit un Conseil d'Administration, qui subsista jusqu'en 1795, où la Colonie, à l'instar de toutes les autres Possessions hollandaises dans les Indes occidentales, fut soumise au Comité pour les Affaires des Colonies et Possessions sur la Côte de Guimée et en Amérique.

P. 987. Col. 1. ligne 35—42. Supprimez tout l'Alinéa qui termine cette Note, depuis "La Colonie" jusqu'à "Privilége de Commerce" et substituez-y l'Alinéa suivant:

Surinam est aujourd'hui la Propriété de l'État:-elle est gouvernée et administrée, sous la Direction suprême du Ministre des Colonies, par un Gouverneun général qui y réside, et dont l'Autorité s'étend également sur les lles de Curaçao, Bonaire, Aruba, St. Eustache, Saba et la Purtie néerlandaise de St. Martin.

- P. 989. Col. 2. continuation de la note 3. de la p. 988. Col. 2. Supprimez dans la ligne 32. d'en haut le Renvoi aux Addenda sub †† pour la Compagnie des Indes occidentales.
- P. 990. Col. 2. note †. Placez la Note suivante:

Compagnie suédoise des Indes orientales. Le Roi Gustave Adolphe, qui avait conçu le Projet de former une Compagnie pour le Commerce des Indes orientales, dont le siège serait à Gothembourg, offrit, par son Ordonnance du 14 Juin 1626, un Privilège de 15 ans à ceux qui voudraient y prendre part. Les Guerres continuelles qui remplirent le Règne de ce Prince, et qui entravèrent toutes les Entreprises commerciales, furent la Cause principale de la Non-réalisation de ce Projet.

Vers l'année 1670, sous le Règne de Charles XI, quelques Proprietaires de Navires, établis à Stockholm, armèrent deux Bâtiments pour entreprendre le Voyage des Indes, mais les Évènements de la Guerre, n'ayant pas permis qu'ils fussent expédiés, les Armateurs obtinrent, par une Résolution royale du 26 Août 1674, comme Indemnité des Sacrifices qu'ils avaient faits, la Permission d'envoyer les mêmes deux Bâtiments en Portugal, et de rapporter en Suède des Chargements de Sel, libres de tout Impôt.

Le 14 Juin 1731, le Commissaire commercial, Henri Koenig, ses Associés, Champel, Tham et Compagnie et quelques autres Négociants, reçurent du Roi Frédéric I, l'Autorisation de former une Société pour le Commerce des Indes orientales, avec les mêmes Avantages et Immunités que la Couronne avait offerts en 1626. Le Privilége exclusif de faire le Commerce au-delà du Cap de Bonne-Espérance, fut limité toutefois à 15 années; on crut qu'il ne fallait pas lui donner une plus longue durée, soit pour remédier de bonne heure aux Imperfections qui se trouvent dans les nouvelles Entreprises, soit pour appaiser plusieurs Citoyens qui s'élevaient avec Force contre un Établissement, que la Nature et l'Empire du Climat semblaient repousser. Le Désir de réunir, le plus qu'il serait possible, les Avantages d'un Commerce libre et ceux d'une Association privilégiec, firent règler que les Fonds ne seraient pas limités, et que tout Actionnaire pourrait retirer les siens à la fin de chaque Voyage. Comme la plúpart des Intéressés étaient Étrangers, principalement Flamands, il parut juste d'assurer un Bénéfice à la Nation suédoise, en faisant payer par la Société au Gouvernement 100 dalers d'argent 1) 2) par Last 8) que porterait chaque Bâtiment. La Résolution des États-généraux du 3 Avril 1743. §. 11. imposa en outre à la Société un Subside à la Couronne pour cette même année de 50,000 dalers.

Ces Conditions n'empéchèrent point la Société de faire construire, pendant la Durée de son Octroi, douze Navires, qui sortis de Gothembourg firent 22 Voyages à Canton et 3 au Bengale. Des trois Navires envoyés dans l'Inde, il n'y eut qu'un seul qui revint heureusement, en 1742, après une Absence de 2 ans et demi; il donna un Bénéfice de 10 p8 seulement; sur les 22 Voyages à Canton, 20 eurent un heureux Succès et donnèrent aux Intéressées,

en	1734,	un	Be	néfice	de					75 p	our	cent.
	1737,		5	:						681		8
	1738,		ε	1	2					31	:	\$
	1739,			2	t					45	g	
	1740,		:	1	ŧ					77	£	•
	1741,		:	=						48		1
	1742,		:	5						10	ε	\$
	1743,		\$	*	2					88	:	2
	1744,				,					53	\$	5
	1745,		:	*						105	2	:
	1746,		:		:					121	:	,
	1747,				:					174	:	
	1748,			:	5					44	*	2
	1749,		t	:	2					$30\frac{1}{2}$	2	:
_								 		0402	_	

Ce qui, pour 20 Voyages (y compris les 10 pg du Navire rovenu du Bengale) donne une Moyenne de 401 pg par Voyage 1), Bénéfice très considérable, quoique sur ce Produit chacun des Actionnaires dut faire et payer lui-même ses Assurances.

Par Octroi du 17 Juin 1746, la Compagnie obțint un nouveau Privilége pour 20 ans, à condition de payer à la Couronne pour chaque Bătiment qui retournerait heureusement avec sa Cargaison, la Somme de 50,000 dalers d'argent, ainsi que 600 dalers au Commissariat des Convois, et 2 dalers par Lust, d'après la Capacité du Bătiment, à la Ville de Gothembourg. Cet Octroi fut confirmé par le Recez de la Diète, du 14 Décembre 1747, §, 12. Pendant lés premières 7 années de ce nouvel Octroi, la Société fit construire 7 Navires; elle en envoya 12 à Canton et deux à Surate, qui tous réussirent et donnérent

en	1750,	un	L	enefice	de					1361	peur	cent.
	1751,		8	1	3		•			36		1
	1752,		1					٠		75		
	1753,		:							166		
	1754,		•							424	1	
	1756,			1						57		,
	1757.		2		:					40 <u>I</u>		

Total pendant 11 ans (depuis 1746-1757) . . 553½ pour cent,

ce qui donne par Voyage une Moyenne de 391 pour cent 5).

En 1753, les Associés renoncèrent à la Liberté, dont ils avaient joui jusqu'alors, de retirer à volonté leurs Capitaux, et se déterminèrent à former un Corps permanent. L'Établissement de la Société en Corps permanent, fut confirmé par l'Ordonnance royale du 21 Mai de la même Année. L'État les fit consentir à ce nouvel ordre de choses, en se contentant d'un Droit de 20 pg sur toutes les Marchandises qui se consommeraient dans le Royaume au lieu des Droits de trois espèces qu'il avait perçus jusqu'ici. Ce Sacrifice avait pour But de mettre la Compagnie suédoise en état de soutenir la Concurrence de la Compagnie qui venait de naître à Embden ⁶); mais les Besoins publies le firent retracter en 1765 ⁷).

De 1753 à 1766, la Compagnie fit armer 5 nouveaux Navires, qui firent conjointement avec les autres 21 Voyages à Canton, et un à Surate. De ces 21 Bâtiments, un périt en 1761; les vingt autres produisirent un Bénéfice qui s'éleva

en	1758, a	•		25	pour	cent.
	1759, .			6		
	1760, .			6	2	
	1761, .			8	2	;
	1762,			25		3
	1763, .					f
	1764, .			25		:
	1765, .			20		
	1766, .			10	:	ŧ
	1767					
	1768, .			971		

Total pendant 14 ans (de 1753 à 1768) 4471 pour cent,

ce qui, pour 20 Voyages, donne une Moyenne de 221 pour cent environ.

Ainsi la première Compagnie des Indes, depuis son Établissement en 1731, arma en tout 22 Navires, fit 61 Expéditions et 56 Voyages heureux.

Les troisièmes Lettres d'Octroi, qui renouvellent le Pricilège de la Compagnie pour 20 ans (de 1766 jusqu'en 1786), sont du 7 Juillet 1762; une Ordomance royale du 26 du même mois sanctionna l'Avis, publié le même jour par la Nouvelle Societé, pour ouvrir une Souscription pour la Création d'un Fonds spécial pour le Commerce des Indes. Trente-neuf Navires furent expédiés à Canton, et revinrent tous sans avoir essuyé aucun Accident. La Compagnie prêta à la Nation la Somme de 416,666 rix. dales sans Intérêt, et une Somme double pour un Intérêt de 6 pg. La Société qui faisait ces Arances, devait être remboursée de la première, par la Retenue des Droits qu'elle s'était engagée de payer pour chaque Navire qui serait expédié, et de la seconde à quatre Époques convenues. Dans les premières années les Spéculations ne furent

guère avantageuses, mais pendant la Guerre entre la Grande-Bretagne et les États-Unis d'Amérique, de 1780 à 1784, la Compagnie fit de gros Bénéfices. De 1771 jusqu'en 1792, les Actionnaires reçurent successivement 298§ pour cent, sur leurs Mises de Fonds, et le Montant de ces dernières leur fut en outre remboursé au complet, en 1787.

Le quatrième Octroi du 2 Mai 1782, également pour vingt ans, commença en 1786. La Compagnie avança encere au Gouvernment, en 1782 et 1783, la Somme de 150,000 rixdales de Banque sans Intérêt, à condition de défalquer 12,600 rixdales pour chaque Navire qui retournerait à son Port. Le Capital de la Compagnie Sélevait alors à 1,222,800 rixdales. Pendant la Durée de cet Octroi, 32 Navires furent expédiés; il en périt trois, et plusieurs éprouvèrent de grosses Avaries. Ces Pertes jointes à d'autres Malheurs et à différentes Circonstances, qui entravèrent l'Activité de la Compagnie, causèrent sa Faillite en 1808.

Dans l'Origine de la Compagnie, ses Fonds variaient d'un Voyage à l'autre; ils furent, dit-on, fixés à 6 millions, en 1753, et à 5 seulement, lors de l'Octroi de 1766. Comme les Sucdois avaient d'abord beaucoup moins de part à ce Capital, qu'ils n'en eurent depuis, le Gouvernement jugea convenable de statuer que tout Directeur qui révélerait les Noms des Associés ou les Sommes qu'ils auraient souscrites, serait suspendu, deposé même, et qu'il perdrait sans Retour tout l'Argent qu'il aurait mis dans cette Entreprise. Ce Mystère dura pendant 35 ans; douze Actionnaires devaient, il est vrai, recevoir tous les quatre ans les Comptes des Administrateurs, mais c'était l'Administration qui nommait ces Censeurs. Depuis 1767, ce furent les Intéresses eux-mêmes qui choisirent les Commissaires, et qui écoutèrent leur Rapport dans une Assemblée générale. Le Produit des Ventes a naturellement été plus ou moins considérable selon le Nombre et la Capacité des Navires employés dans ce Commerce, et selon la Cherté des Marchandises au Lieu de leur Fabrication, et leur Rareté en Europe. Cependant on peut assurer qu'il est rarement resté au-dessous de 400,000 rixdales, et qu'il ne s'est jamais élevé au-dessus de 2 millions. Le Thé a toujours formé plus de quatre Cinquièmes de ces Valeurs.

Le 3 Mars 1806, de nouvelles Lettres d'Octroi furent expédiées pour la Formation d'une Nouvelle Société, dont la Durée devait être de 15 ans. On eut beaucoup de peine à réunir par Souscription un Capital de 450,000 rixdales, et la Nouvelle Compagnie, au lieu d'établir un Commerce direct avec les Indes orientales, se borna à faire venir d'Angleterre et à acheter des Cargaisons entières de Marchandises chinoises, importées par des Bătiments américains, ou bien à se charger de la Vente de pareilles Cargaisons pour Compte étranger. Par suite de ces Opérations, et d'autres moins importantes, et malgré plusieurs Pertes essuyées en 1813, la Nouvelle Compagnie fit un Bénéfice de 153,409 rixdales, ou environ 34 pg du Capital, depuis sa Création jusqu'à la fin de l'année 1813, Époque à laquelle elle cessa de profiter de son Privilége.

Cest ainsi qu'à commencer de l'année 1814, le Commerce des Indes orientales est devenu libre pour tout Sujet suédois qui désire l'exploiter. (Encyclopédie méthodique, Commerce, T. I. p. 699. Col. 2. Art. Compagnies de Suède. T. III. p. 722. Col. 1. Art. Suède. — Notice officielle confidentiellement communiquée.)

- 1) A cette époque trois dalers d'argent (silf vermynt) équivalaient à une rixdale d'espèces de 48 skillings.
- 2) La Notice qui se trouve dans l'Article précité de l'Encyclopédie méthodique, Commerce, T. III. porte (p. 723, Col. 1.) que la Compagnie dut payer 1500 dalers d'argent, ce qui équivaudrait à 500 rixdales d'espèce d'après le Cours du Change de cette Époque.
 - 3) Voyez T. II. Part. II. p. 987. Col. 2. note ".
- 4) D'après l'Art. contenu dans l'Encyclopédie méthodique, le Bénéfice de la Compagnie durant cet espace de tems se montait année commune à 54½ p g.
 - 5) L'Art. susmentionné fait monter le Bénéfice jusqu'à 42 p %
- 6) Voyez T. I. Liv. I. Chap. V. Sect. X. Prusse. §. 11. p. 477. Col. 1. continuation de la note 1. de la p. 473. Col. 1.
- 7) Il est dit dans l'Art, susmentionné de l'Encyclopédie méthodique (p. 723. Col. 2.) , qu'on poussa même l'Infidélité jusqu'à exiger tous les Arrérages.".

SECTION VII.

DANEMARK ET CHINE.

(§. 6.)

P. 1017. Col. 2. lignes 20. et 22. d'en haut, de la continuation de la note 3. de la p. 1013. Col. 1. Compagnie danoise des Indes orientales ou asiatique (chinesiske og ostindiske Handels compagnie). Intercalez l'Alinéa suivant:

Le Privilège de la Compagnie fut de nouveau indéfiniment prolongé par l'Octroi du 16 Janvier 1822; mais, ne pouvant soutenir la Concurrence avec la Hollande, la France, l'Angleterre, ni même avec Hambou g, dans le Commerce des Indes orientales, elle dut y renoncer bientot, avertie par les premiers essais qu'elle avait hasardés après la Paix générale, que loin de recueillir des Bénéfices, elle s'exposait au risque d'encourir des Pertes; elle se serait également vue dans la Nécessité de renoncer au Commerce de la Chine, si elle n'avait joui du Monopole du The; encore le Résultat des 6 ou 7 Expéditions qu'elle fit depuis 1822, ne donna qu'un Dividende de deux spécies (six écus de banque) pour chaque Actionnaire; aussi les Actions ne s'élevèrent guère au-dessus de 35 à 40 écus d'espèces, et la plupart des Intéresses demandérent la Liquidation pour réaliser leurs Capitaux; un petit nombre se prononça en faveur d'un Renouvellement de l'Octroi, qui en effet fut prolongé jusqu'en 1841. Dans l'Intervalle, le Monopole du The pesa sur les Consommateurs, et fit bientôt naître dans les Provinces, la Contrebande avec Hambourg où l'on se procurait le The à 30 pg meilleur marché. Enfin, en 1837, le Gouvernement se décida à permettre la libre Importation du The, contre un Droit modique, et d'indemniser la Compagnie, en lui accordant un Dédommagement annuel jusqu'à l'Extinction de l'Octroi, en 1841. Il se chargea en même tems de pensionner les Employés de la Compagnie. La Liquidation définitive ne produisit que 65 écus d'espèces par Action. (Büsching, Magazin für die neue Historie und Geographie, T. II. p. 275. T. VIII. p. 253. T. IX. p. 463. - M. L. Nathanson, Historisk Statistik Fremstilling of Danmarks National og Stats Huusholdning (Copenhague 1837-1840. 2de édition in 8.)") p. 597 - 600, 621, 622, 650 - 652, 674 - 680, 757 - 760, 830 - 832.)

°) Cet Ouvrage, qui n'est pas achevé encore, paraît par Cahiers; il en a para neuf jusqu'ici.

P. 1017. Col. 2. note *. ligne 6. d'en bas.

Ajoutez: D'après un Renseignement qui nous est parvenu postérieurement, le mot Cullie ou Culi, serait la Dénomination donnée en Chine aux Officiers employés aux Douanes.

DANEMARK ET MAROC.

(§. 17.)

P. 1048. Col. 2. ligne 7. d'en haut, continuation de la note 3. de la p. 1047. Col. 2. Compagnie danoise d'Afrique ou Société africaine (Afrikanske Handels-Compagnie).

Ajoutez: Nathanson, l. c. p. 620. 628.

DANEMARK ET PORTE OTTOMANE.

(§. 21.)

P. 1054. ligne 11. d'en haut.

Ajoutez en note 1b.: Schoell, dans son Cours d'Histoire, T. XLV. Liv. VIII. Chap. XXV. Sect. III. p. 199., dit, en parlant de la Société générale du Commerce, fondie fondée en 1747 °), "en 1757, la Compagnie acheta 500 Actions, de 500 rixdales cha-"cune, de la Compagnie du Commerce du Levant, nouvellement érigée." Nous n'avons pu réussir à nous procurer des Renseignements sur cette Compagnie danoise pour le Commerce du Levant, et nous penchons à douter qu'elle ait jamais existé, puisque Nathauson, dans l'excellent Ouvrage précité, sur l'Économie nationale et politique du Danemark, n'en fait aucune mention.

*) Société générale danoise du Commerce (Almindeligt Handelscompagnic). Le Roi Frédéric V fonda, le 4 Septembre 1747, Jour de son Sacre et de son Couronnement, cette Société qui avait pour but de faire de Copenhague l'Entrepot de toutes les Marchandises de la Baltique. Cette Société n'obtint cependant exclusivement qu'un seul Genre de Commerce, savoir la Pcche du Groenland; mais elle devait porter en France, Portugal, Espagne et Italie les Denrees du Nord, comme Poissons, Bois de Construction, Fer, Cuivre, Chanvre, Goudron, Cuirs, etc. etc., et rapporter de ces Pays des Vins, des Liqueurs, de l'Huile, des Amandes, des Raisins secs, du Café, de la Soie, des Marbres, du Sel, des Drogues médicinales. Elle devait aussi faire la Traite des Noirs, avec les Antilles danoises. Son Privilège lui fut donné pour quarante ans. Son Fonds se composait de 500,000 rixdales, divisées en mille Actions de 500 rixdales, dont 300 étaient payables sur le champ, et 200 en 1757 seulement. Dans la vue de contribuer à la Prospérité du Commerce de la Société générale, le Roi conclut, le 6 Avril 1748, à Madrid, un Traité perpétuel de Commerce et de Navigation avec la Cour des Deux-Siciles (Voyez T. II. Part, II. Liv. III. Chap. I. Sect. II. Italie. Art. I. Deux-Siciles. §. 7. p. 211.), et ce fut probablement aussi ce Traité qui engagea Frédéric V à publier, le 3 Mars 1749, un Réglement pour tous les Consuls danois en Pays étrangers. [Voyez Haymann, Neu eröffnetes Kriegs - und Friedensarchiv über die nach Ableben Kaiser Carls VI entstandenen Kriege (Leipzig 1744-1754. T. I-VIII. in 8°.) - Schou, Chron. Register, T. IV. p. 83. - Forordningar, 1749. p. 51. et 57. - Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 837. (eité.)]

Cette Compagnic fut supprimée en 1774. Le Gouvernement se chargea de l'Actife et du Passif de la Société, et bonifia aux Actionnaires 200 écus d'espèces pour chaque Action. Le Commerce avec l'Irlande, que le Gouvernement continua pendant quelque tems, mais dans lequel il essuya de fortes Pertes, est libre aujourd'hui. Le Commerce avec le Groenland et l'Île de Faeroe se fait encore aujourd'hui pour le Compte du Gouvernement, et donné de beaux Bénéfices. (Schoell, Cours d'Histoire, T. XI.V. Liv. VIII. Chap. XXV. Sect. III. p. 199-202. — Nathanson, l. c. p. 620. 627. 713.)

P. 1054. Col. 2. note 3. ligne 3. d'en bas. Intercalez:

SECTION VIII.

SUÈDE ET AUTRICHE.

(§. 2.)

P. 1115. lignes 42. et 43. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Des Déclarations ministérielles, ayant pour Objet d'établir les Relations commerciales entre la Suède (et Norvège) et l'Autriche sur la Base d'une parfaite Réciprocité, ont été échangées le 1 Mars 1831. 1).

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1831. No. 12. (en suédois.)

SUÈDE ET ÉTATS DE L'ÉGLISE.

(§. 8.)

P. 1117. Suppr. les lign. 14. et 15. d'en h., et placez l'Alinéa suivant:

Les Relations commerciales entre la Suède (et Norvège) et les États de l'Église, ont

HI.

107

•

été réglées par des Notes ministérielles, échangées de part et d'autre, sous la date du 19 Mai 1839 ¹).

Les Notes susmentionnées ne contiennent aucune Disposition relative aux Consuls, ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1839. No. 18. (en sucdois.)

SUÈDE ET GRÈCE.

P. 1126. Supprimez les lignes 20. et 21. et placez l'Alinéa suivant:

*Traité de Commerce et de Naviga-

1836,
22 Novembre. tion, entre S. M. le Roi de Suède et de Norvège (Charles XIV Jean) d'une part, et S. M. le Roi de la Grèce (Othon) de l'autre, fait et conclu à Athènes, le 4 Décembre (22 Novembre) 1836; arec un Acte additionnel, en date du 7 Août (26 Juillet) 1837, ratifié par S. M. le Roi de Suède et de Norvège, à Stockholm, le 1 Décembre, et par S. M. le Roi de la Grèce, à Athènes, le 7 Septembre (26 Août) 1837.

Art. XI. S'il arrive que quelque Navire de Guerre ou marchand suédois et norvégien ou grec, fasse Naufrage dans les Ports ou sur les Côtes des Territoires, le plus grand Secours possible leur sera donné, tant pour la Conservation des Personnes et Effets, que pour la Sûreté, le Soin et la Remise des Articles sauvés, et ceux-ci ne seront assujétis à payer des Droits, qu'en tant qu'on en disposerait ensuite pour la Consommation.

L'Art. XII. stipule qu'on appliquera la Bigueur entière des Lois à toutes les Personnes connues pour être Pirates, et à tous Individus résidant dans les États respectifs, qui seraient convaincus de Connivence ou de Complicité avec ceux-ei.

S'il arrivait que l'une des Hautes Parties contractantes fût en Guerre avec quelque Puissance, Nation ou État, les Sujets de l'autre pourront continuer leur Commerce et Navigation avec ces mêmes Puissances. excepté avec les Villes ou Ports qui seraient bloqués ou assiégés par Terre ou par Mer. Mais dans aucun Cas ne sera permis le Commerce des Articles réputés Contrebande de Guerre.

An. XIV. Chacune des Hautes Parties contractantes aura le Droit de nommer des Consuls-généraux. Consuls, Vice-Consuls et Agents dans les Ports ou Villes

des Domaines de l'autre, où ils sont ou seraient jugés nécessaires pour le Développement du Commerce et des Intérêts commerciaux de leurs Sujets. Les Consuls, de quelque Classe qu'ils soient, dûment nommés par leurs Gouvernements respectifs, ne pourront toutesois entrer en Fonctions sans l'Approbation préalable du Gouvernement, dans le Territoire duquel ils seront employés. Ils jouiront, dans l'un et l'autre Pays, tant dans leurs Personnes, que pour l'Exercice de leurs Fonctions, de Priviléges égaux.

Art. XV. Le présent Traité de Commerce et de Navigation sera en Vigueur pendant dix Ans, à dater du Jour de l'Échange des Ratifications, et au-delà de ce Terme jusqu'à l'Expiration de douze Mois, après que l'une des Hautes Parties contractantes aura annoncé à l'autre son Intention d'en faire cesser les Effets.

Acte additionnel.

Les Consuls, de quelque Classe qu'ils soient, auront le Droit, comme tels, de servir de Juges et d'Arbitres dans les Différends qui pourraient s'élever entre les Capitaines et les Équipages des Bâtiments de la Nation dont ils soignent les Intérêts, sans que les Autorités locales puissent y intervenir, à moins que la Conduite des Équipages ou du Capitaine ne troublât l'Ordre ou la Tranquillité du Pays, ou que lesdits Consuls ne requissent leur Intervention, pour faire exécuter ou maintenir leurs Décisions.

Bien entendu que cette Espèce de Jugement ou d'Arbitrage ne saurait pourtant priver les Parties contendantes du Droit qu'elles ont, à leur Retour, aux autres Moyens que peut leur procurer la Loi de leur Patrie.

Lesdits Consuls sont autorisés à requérir l'Assistance des Autorités locales pour l'Arrestation. la Détention et l'Emprisonnement de Déscrteurs des Navires de Guerre et marchands de leur Pays, et ils s'adresseront pour cet Objet aux Tribunaux, Juges ou autres Officiers compétents, et réclameront par écrit les Déserteurs susmentionnés, en prouvant par la Communication des Régistres des Navires ou Rôles de l'Équi-

page, ou par d'autres Documents officiels, que de tels Individus ont fait partie desdits Équipages, et cette Réclamation ainsi prouvée, l'Extradition ne sera point refusée.

De tels Déserteurs, lorsqu'ils auront été arrêtés, seront mis à la Disposition desdits Consuls, Vice-Consuls ou Agents, et pourront être enfermés dans les Prisons publiques, à la Réquisition et aux Frais de ceux qui les réclament, pour être envoyés aux Navires, auxquels ils appartenaient ou à d'autres de la même Nation. Mais, s'ils ne sont pas renvoyés dans l'Espace de trois Mois, à compter du Jour de l'Arrestation, ils seront mis en Liberté, et ne seront plus arrêtés pour la même Cause.

Il est entendu toutefois que, si le Déserteur se trouvait avoir commis quelque Crime ou Délit, depuis son Débarquement, il pourra être sursis à son Extradition, jusqu'à ce que le Tribunal, nanti 2) de l'Affaire, aura rendu la Sentence, et que celle-ci ait reçu son Exécution.

L'Art. VIII. stipule que les Art. qui précèdent, auront la même Force et Vigueur que s'ils étaient insérés mot à mot dans le Traité principal.

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1838. No. 38. (en suédois et en français.).

2) Voyez T. II. P. II. Liv. III. Chap. I. Sect. IX. Russie. §. 12. p. 1255. Col. 1. n. 1.

SUÈDE ET HANOVRE.

(§. 15.)

P. 1127. Supprimez les lignes 5. et 6. d'en haut, et placez l'Alinéa suivant:

Le Traité de Commerce conclu le 16 Mars 1837 1), entre la Suède (et Norvège) et le Hanovre, ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

1) Sammlung der Gesetze, Verordnungen und Ausschreiben für das Königreich Hannover, 1837. Part. I. No. 27. p. 91. (en allemand et en français.) — Smensk Förtattnings-Samling, 1837. No. 21. (en suédois et en français.)

SUÈDE ET OLDENBOURG.

(§. 18.)

P. 1128. lignes 17. et 18. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Des Déclarations ministérielles, ayant pour Objet d'établir les Relations commerciales entre la Suède (et Norrège) et le Grand-Duché d'Oldenbourg, sur la Base d'une parfaite Réciprocité, ont été échangées le 1 Octobre 1836 1).

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1836. No. 39. (en suédois.)

SUÈDE ET PORTE OTTOMANE.

(§. 20.)

P. 1129. lignes 5. et 6. d'en haut. Intercalez les Alinéa suivants:
L'Ordonnance royale du 20 Février 1738, concernant le Commerce et la Navigation

du Levant, porte que le Consul de Suède à Smyrne devra, à l'Arrivée de chaque Bôtiment suédois, attester sur la Facture 1) de la Cargaison que les Marchandises spécifiées dans cette Liste y ont été effectivement importées et déchargées, et certifier de même le Chargement des Objets exportés en retour.

La meme Ordonnance autorise aussi la Direction de la Compagnie du Levant, à disposer, pour ses propres Dépenses extraordinaires, des Droits du Consulat, et de diminuer, d'augmenter ou d'abolir ces Droits, selon les Circonstances, pendant les 10 années de son Privilége, durant lesquelles le Consul suédois à Smyrne recevra un Traitement fixe de 2000 rixdales de Banque, qui sera pris sur la Caisse des Convois.

1) Facture, Terme de Commerce. Compte, État ou Mémoire des Marchandises qu'un Facteur envoie à son Maitre, un Commissionnaire à son Commettant, un Associé à son Associé, ou un Marchand à un autre Marchand. (Savary, Dict. universet de Commerce, T. II. Col. 4. — Encyclopédie méthodique, Commerce, p. 116. — Dict. universet de Commerce, etc. par une Sociéte de Négociants, etc. (Paris 1830. T. I. II. in 4º.) T. I. p. 614. Col. 1.)

P. 1129. Col. 1. note 3. Placez l'Alinéa suivant:

Compagnie suédoise du Commerce dans le Levant. Cette Compagnie sut instituée par l'Ordonnance du Roi Frédéric I, du 20 Février 1738. L'Octroi lui accorde:

- 1º le Privilége exclusif pour dix ans, du Commerce dans toutes les Parties du Levant, libre de tout Droit. Des Personnes en dehors de la Société, ne pouront faire ce Commerce qu'à Condition de payer à la Compagnie douze pour cent de la Valeur de chaque Cargaison qu'elles y enverraient, et en se soumettant aux Dispositions réglementaires, que la Compagnie trouvera nécessaire d'établir pour le Bien du Trafic.
- 2º La Permission de former un Entrepôt de toutes les Marchandises étrangères dont la Réexportation au Levant pourrait être considérée comme avantageuse, en payant toutefois les Droits d'Entrepôt ordinaires.
- 3º La Permission de déposer à cet Entrepôt, contre les mêmes Droits, et de réexporter ensuite, si besoin il y a, toutes les Marchandises importées directement du Levant, dans des Navires suédois.
- 4º La Franchise des Droits de Sortie pour toutes les Marchandises et Objets manufacturés suédois, exportés directement pour le Levant, en payant seulement un Droit d'un huitième pour cent.
 - Dans cette Exemption était comprise l'Exportation annuelle de 100 schippondts ') de Cuivre purifié et de 1500 schippondts de Fer en Barres.
- 5º L'Exemption des Droits d'Entrée sur les Marchandises achetées au Levant, et vendues en Suède, en ne payant qu'un Droit d'un huitième pour cent (Recognitions-Afgivt).

Pendant les années de 1739 à 1740, la Moyenne des Importations s'éleva à 90,378 dalers d'argent (Silfvermyni), et celle des Exportations à 92,661. Il semblerait par conséquent que les Opérations de la Compagnie offraient quelque Bénéfice. Aussi l'Octroi fut-il renouvelé, le 15 Janvier 1748, pour autres dix années. La Franchise de l'Exportation du Fer en Barres fut étendue à 3000 schippondts, passibles seulement d'un Droit d'un huitième pour cent, et Défense fut faite à tout Navire suédois, qui ne serait point au Service de la Compagnie, de faire dans le Levant un autre Commerce que celui du Frèt entre les Ports levantins et ceux d'autres Pays étrangers. Cependant, en 1756, les Villes se plaignirent de ce que les Opérations de la Com-

*) Schippondt (Schipund que l'on prononce aussi Skipund et Chiffon), en suédois Skeppund, Sorte de Poids dont on se sert dans l'Allemagne du Nord, en Hollande, en Dancmark, en Suède, en Norvège, en Prusse, en Livonie et en Finlande. Il est plus ou moins fort suivant les Lieux où il est en usage.

Le Schippondt se divise en 20 Lispunds de 14 livres, poids de marc, chacun. Le Stein est la moitié du Lispund.

A Stockholm on se sert de deux Sortes de Schippondis; l'un pour le Fer et le Cuivre, et l'autre peur les Marchandises de Provision. (S avary, Dict. universel de Commerce, T. II. Col. 1508. — Encyclopédie méthodique, Commerce, T. III. p. 637. Col. 2. — Dict. universel de Commerce, etc. par une Société etc. T. II. p. 608. Col. 1.)

pagnie étaient restées fort au-dessous de l'Attente générale. En effet, pendant l'Espace de 17 années elle n'avait exporté de Suède que

19,017 schippondts de Fer, 2,723 peaux de Martre,

2,302 peaux de Petit-gris,

52 peaux d'Hermine,

42 peaux de Loup-Cervier.

Pour son propre Compte, la Compagnie n'avait livré aux Fabriques du Pays que 2,440 livres de Soie écrue, et

9,620 livres de Poil de Chameau,

tandis que pour Compte d'autrui il avait été importé

172,259 livres de Soie, et

52,380 livres de Poil de Chameau.

Les États-généraux décidèrent par conséquent que la Compagnie cesserait d'exister, et une Ordonnance royale, du 10 Janvier 1757, prononça sa Dissolution coutre un Dédommagement de 85,520 dalets de cuivre"), moyennant lequel la Compagnie se désista de son Privilége. Le Collège de Commerce reçut en même tems l'Ordre de présenter un Projet de Réglement pour le Commerce futur dans le Levant. En vertu de ce Projet, adopté le 12 Janvier 1759, et d'une Ordonnance royale, du 19 Mars de la même année, le Commerce du Levant fut rendu libre à tout Suédois qui voudrait s'y livrer. (Notice officielle, confidentiellement communiquée. — Büsching, Magazin für die neue Historie und Geographie, T. XV. p. 169.)

*) A cette époque douze dulers de cuivre équivalaient à une rixdule d'espèces.

SUÈDE ET VENEZUELA.

(§. 28. b.)

P. 1183. lignes 33. et 34. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Le Traité de Commerce, conclu le 23 Août 1840, entre la Suède (et Norvège) et la République de Venezuela 1), ne contient aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1841. No. 24. (en suédois et en français.)

SUÈDE ET VILLES HANSÉATIQUES.

(§. 29.)

P. 1184. lignes 18. et 19. d'en haut. Intercalez l'Alinéa suivant:

Les Traités de Commerce, conclus le 1 Mai 1841, entre la Saède (et Norvège) d'une part, et les Villes de Brème et de Hambourg de l'autre part 1), ne contiennent aucune Stipulation relative aux Consuls ni aux Rapports judiciaires des Sujets respectifs.

1) Swensk Förtattnings-Samling, 1841. No. 30. (en suédois et en français.)

SECTION IX.

RUSSIE ET PORTE OTTOMANE.

(\$. 25.)

P. 1285. Col. 1. ligne 14. d'en haut, continuation de la note 3. de la p. 1284. "(Peczerskij monastyr)." Ajoutez en note:

*) On a donné à ce Couvent le nom de Monastère des Cavernes, à cause des spacieuses et longues allées souterraines, pratiquées sous les fondements de l'édifice, en les comparant à des Cavernes, Peczera. (Heym, Encyclopaedie, p. 327.) P. 1294. Col. 1. note 1. ligne 2. d'en haut. "(Capidgi Bachi)."

Ajoutez en note:

') Voyez plus haut T. H. Part. H. Liv. III. Chap. I. Sect. VI. Pays-Bas. §. 29. p. 951. Col. 1. note t. — Kieffer et Bianchi, l. c. T. II. p. 439. Col. 2. v. Qapoudji. — von Hammer, Des osmanischen Reichs Staatsverfassung, etc. T. I. p. 88. T. II. p. 9. 41. 44. — d'Ohsson, l. c. T. VII. Liv. I. Chap. II. p. 17. 18, 33.

SECTION XI.

AUTRICHE ET PORTE OTTOMANE.

(§. 27.)

P. 1410. Col. 1. ligne 8. "petit Ambassadeur", continuation de la note 3. de la p. 1409. Ajoutez en note:

*) Plus tard les Turcs désignèrent l'Internonce par le Titre d'Orta Elitchi, Ministre Mitoyen, c. à. d. qui tient le Mileu entre les Ambassadeurs et les Emoyés extra-ordinaires et Ministres plénipotentiaires, le mot Orta signifiant Milieu. (Voyez plus haut l'Addition à la p. 794. Col. 2. note 4.)

SECTION XIII.

ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE ET NOUVELLE ZÉELANDE.

(§. 26.)

P. 1558. Col. 1. note *. Ajoutez l'Alinéa suivant:

Tasman (Abel-Janssen), ne à Hoorn, un des plus grands Navigateurs du XVII un siècle, n'a peut-être pas joui de toute la Célèbrité qu'il méritait, parce que les Hollandais, ses Compatriotes, ont négligé de faire connaître les importants Services qu'il a rendus à la Géographie. — Tasman naviguait pour la Compagnie des Indes orientales; sans doute il avait fait preuve de Talent, puisque Van Diemen 11, un des Gouverneurs généreux les plus distingués qui ayent géré les Affaires de cette Société, lui confia, en 1642, le Commandement d'une Expédition destinée à reconnaître l'étendue du Continent austral, dont plusieurs Navigateurs hollandais avaient découvert diverses Portions de la Côte occidentale. Le 14 Août, Tasman, ayant sous ses Ordres les Navires le Heemskerk t†) et le Zeehaan 1††), partit de Batuvia. Il dingea sa Course vers l'Île Maurice (Île de France), où il relàcha: le 3 Octobre, il remit à la voile, et alla d'abord au Sud jusqu'au 41 e Parallele 1††), ensuite au Sud-Est jusqu'au 50e, enfin à l'Est. Parvenu à peu près au 125 e Méridien à l'Est de Paris, il tourna au Nord, et le 24 Novembre il découvrit à dix Milles, dans l'Est, une Terre qu'il

t) Veyez T. H. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. V. Grande-Bretagne. §. 26. Col. 2. continuation de la note 4. de la p. 734. Col. 2. Compagnie hollandaise des Indes orientales. — Biogr. universelle, T. XI. p. 336. Col. 1.)

tt) Ainsi nommé en mémoire de Heemskerk (Jacques van), Amiral hollandais, qui se distingua par son Intrépidité et ses Connaissances dans l'Art nautique. Il eut la Cuisse emportée par un Boulet dans un Combat contre les Espagnols, sous le Canon de Gibraltar, le 25 Arril 1607; sa Blessure ne Pempécha pas d'encourager son Équipage, et de garder son Épée jusqu'au moment où il expira. (Biogr. universelle, T. XIX. p. 563. Col. 1. — Conversations-Lexikon, T. V. p. 145.)

tti) Zechaan, Poisson Coq, Coq de Mer, le Roi des Harengs du Sud, la Demoiselle, en latin Chimacra Callorhynchus. (Nemnich, Catholicon, T. I. Col. 1019.)

tttt) Parallèle, dans la Sphère, se dit des Cercles parallèles (c. à. d. à égale Distance du grec παιράλληλος, également distant) à l'Équateur, tirés par tous les Degrés du Ménomma Van Dienen. Il continua sa Route au Sud-Est, en longeant la Côte, doubla l'Extrémité méridionale de cette Terre, au Sud du 43e Parallèle, et le 1 Décembre

ridien O) terrestre. Dans cette Acception il est substantif masculin. (Dict. de l'Académie. —

Lunier, l. c. T. III. §. 52. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XLII. p. 144. Col. 2. —

O) Méridien, du latin meridies, pour medi-dies, medius dies, Milieu du Jour. -On nomme ainsi de grands Cercles qui, passant tous par les Poles de la Terre, et par le Zénith) et le Nadir), sont censés chacun couper celle-ci en deux Parties égales ou deux Hémisphères, l'un oriental, l'autre occidental; ce sont les Méridiens terrestres. Le Prolongement indéfini, et dans tous les sens du Plan de chacun de ces Cercles, forme, sur la grande Voute du Ciel qui nous entoure, ce qu'on nomme les Méridiens célestes; il y en a donc autant que de terrestres, et deux de ces divers Cercles, l'un sur la Terre et l'autre au Ciel, occupent donc toujours chacun le même Plan; leur Intersection, commune à tous, a également lieu sur l'Axe de la Terre, indéfiniment prolongé de part et d'autre dans les Espaces célestes. Il est d'ailleurs inutile de dire que le Tracé de ces Cercles, comme de tous ceux des Sphères, terrestre et céleste, est purement fictif, et qu'on peut en compter autant qu'on veut. Il y en a un pour tous les Points de la Terre, en allant de l'Est à l'Ouest, et un autre pour tous les Points correspondants du Ciel. On nomme ces Cercles Méridiens, parce qu'il est en même tems Midi pour tous ceux qui du Nord au Sud, se trouvent sous l'un de ces Cercles pris dans le Ciel au moment où le Soleil y passe. On nomme Angles horaires, les Angles sphériques formés par l'Intersection des Plans des Méridiens. On les nomme aussi Carcles de Longitude ...), parce que c'est sur ces Cercles que se compte en Mer la Longi-

 Zénith, Corruption de l'arabe semt ou semtarras, qui signifie Point vertical.

C'est le l'oint du Ciel qui répond verticalement au-dessus de notre tête.

Le Zénith est appelé le Pôle de l'Horizon, parce qu'il est distant de 90 Degrés de chacun des grands Points de ce Cercle. (Lunier, L. c. T. III. p. 543. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. LII. p. 459. Col. 1. — Keith, l. c. Part. I. p. 8. — Conversations-Lexikon, T. XII. p. 469.)

● → Nadir, de l'arabe nadher, qui regarde, qui est opposé.

Le Point du Ciel qui est directement sous nos Pieds, et auquel aboutit la Ligne verticale tirée du Point que nous habitons par le Centre de la Terre. C'est le Point opposé au Zénith.

Il en résulte que le Nadir serait le Zénith de nos Antipodes O), si la Terre était exactement sphérique; mais comme elle ne l'est pas, il n'y a proprement que les Lieux situés sous l'Équateur, ou sous les Pôles, dont le Nadir soit le Zénith de leurs Antipodes. (Laniar, l. c. T. II. p. 570. Col. 2. — Keith, l. c. P. I. p. 8. — Conversations-Lexikon, T. VII. p. 654.)

Longitude, du latin Longitudo.

La Longitude géographique est la Distance d'un Lieu de la Terre, à un Méridien qu'on regarde comme le premier Méridien, ou un Arc de l'Équateur, compris entre le Méridien du Lieu et le premier Méridien de la Terre. On a imaginé plusieurs Moyens mécaniques de trouver la longitude; mais enfin on a compris que c'était dans les Cieux qu'il fallait chercher les Moyens de découvrir les Longitudes sur Terre: en effet, si l'on connait pour deux différents Endroits les Tems exacts de quelque Apparence

 Antipodes, du grec aντὶ, contre, et de ποῦς, ποδός, Pied.

Lieux de la Terre qui sont diamétralement opposés; ceux qui sont sur des Parallèles à l'Équateur, également éloignés de ce Cercle, les uns du Côté du Midi, les autres du Côté du Nord, qui ont le même Méridien, et sont sous ce même Méridien à la Distance les uns des autres, de 180 Degrés, ou de la Moitié de ce Méridien, sont Antipodes, c. à. d. ont les Pieds diamétralement opposés. Les Antipodes ont à peu près le même Degré de Chaud et de Froid; ils ont les Jours et les Nuits également longs,

et lorsque les uns ont les Jours les plus longs, les autres ont les Jours les plus courts. Anciennement ceux qui admettaient les Antipodes étaient regardés comme des Fous, quelqueleis même comme des Hérétiques. Un Évêque nomme Vigilius fut déposé, pour avoir soutenu les Antipodes, contre Lactance, le Précepteur du fils de Constantin. (Lunier, l. c. T. l. p. 81. Col. 1. — Dict. de la Conversation, T. III. p. 385. Col. 2. — Penny Cyclopaedia, T. II. p. 116. Col. 1. — Keith, l. c. Part. I. p. 21. — Conversations-Lexikon, T. IV. p. 551. Art. Gegenfüßler.)

mouilla dans une grande Baie, à laquelle il donna le nom de Frédéric Henri t). Le lendemain il envoya deux Canots à terre: le Pays était très haut, bien boisé, abondant

Penny Cyclopaedia, T. XVII. p. 235. Col. 2.
— Conversations-Lexikon, T. VIII. p. 285. —
Keith, New Treatise on the Use of the
Globes, Part. I. p. 6.)

†) Frédéric-Henri de Nassau, frère ainé de Maurice de Nassau, fut revêtu des Charges de Capitaine et d'Amiral-général, aussitét après la mort de son frère, le 23 Avril 1625, par

tude; on en prend un arbitrairement pour cela, et il sert de Terme de Comparaison à tous les autres. On était assez généralement convenu autrefois de prendre pour ce Méridien de Com-

céleste, la Différence de ces deux Tems donnera la Différence des Longitudes entre ces deux Lieux. Parmi les Apparences celestes, celles qui sont les plus propres à être observées, sont les différentes Phases des Éclipses de Soleil, de Lune, des Étoiles et des Satellites de Jupiter; le Lieu de la Lune dans le Zodiaque, sa Distance aux Étoiles fixes, etc. etc. Comme les Éclipses de la Lune sont très rares, les Astronomes se sont attachés aux Occultations des Étoiles fixes par la Lune, qui sont plus fréquentes, et depuis la Découverte des Satellites de Jupiter, leur Observation a fourni des Moyens encore plus aisés pour la Recherche des Longitudes sur Terre; mais ces Moyens ne sont pas praticables à la Mer, à cause du Mouvement du Vaisseau, qui ne permet pas de conserver l'Objet dans le Champ des longues Lunettes, qui sont pourtant indispensables dans ces Sortes d'Observations.

Pendant longtems les Marins ent été réduits à des Procédés très imparfaits pour trouver la Longitude en Mer, quoique cette Recherche ait incessamment attiré l'Attention des Puissances aussi bien que des Savants. L'Espagne, la Hollande, la France et l'Angleterre, ont successivement fixé de grandes Récompenses pour celui qui découvrirait les Longitudes.

Deux Moyens ont eté présentes: le premier est une Horloge ou Montre, capable de mesurer le Tems avec une Exactitude suffisante; et l'autre une Méthode astronomique fondée sur les Mouvements de la Lunc.

Sully en Fronce, et Harrison en Angleterre, construisirent, à peu près dans le même
Tems, des Pendules et des Montres marines
(Voyez ce mot dans le Dict. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 482. Col. 1.); mais le second, plus heureux, obtint en 1765, une Somme
de 10,000 livres sterlings, Moitié de la Récompense promise par l'Acte du Parlement de 1714,
et l'autre Moitié huit ans après. Depuis cette
Époque les Montres marines ont été perfectionnées en France par M.M. Leroi et Ferdinand Berthoud, et en Angleterre par M.M.
Arnold et Kendal.

Les Horloges ou Montres marines fournissent incontestablement la Méthode la plus commode et la plus simple, pour trouver les Longitudes, puisqu'il suffit de mettre sa Montre au Soleil, au Moment du Départ, et lorsqu'on veut avoir la Longitude d'un Lieu, d'examiner au Ciel l'Heure et la Minute qu'il est; la Différence entre le Tens ainsi observé et celui de la Montre, donne évidemment la Longitude.

Mais comme on ne pouvait de longtems espèrer des Montres d'une assez grande Perfection, et de plus longtems encore des Montres parfaites, mais assez communes et d'un Prix assez modique, pour suffire aux Besoins de la Marine marchande et militaire, on a cherché à perfectionner les Méthodes astronomiques, et l'on y est parvenu de manière à pouvoir trouver la Longitude par le Moyen de la Lune, à un demi Degré près. — Si l'on veut connaître les divers Ouvrages qui ont été publiés sur cette Méthode, les Règles et les Préceptes nécessaires pour la mettre en Pratique, on peut consulter le Guide du Navigateur, par Mr. Lévèque de Nantes (1799, in 89).

Une Loi rendue le 7 Messidor An IV. (25 Juin 1795) établit en France un Bureau des Longitudes, et le chargea spécialement de la Connaissance des Tems. Ce Bureau, dont le Siège principal est à l'Observatoire royal de Paris. publie, en outre, tous les Ans un petit Livre intitule Annuaire du Bureau des Longitudes: il contient des Tables de Poids et Mesures, de Monnaies, de Mortalité, etc.; des Dissertations scientifiques. C'est un excellent petit Livre, et le meilleur, saus contredit, de tous les Almanachs qui se publient tous les Ans en Europe. [Lunier, L. c. T. II. p. 465. Col. 1. - Dict. de la Conversation, T. XXXIV. p. 389. Col. 2. T. XXXV. p. 381. Col. 1. Art. Bureau des Longitudes. - Penny Cyclopaedia, T. XIV. p. 139. Col. 1. Art. Longitude and Latitude. - Keith, L. c. Part. I. p. 10. - Conversations-Lexikon, T. VI. p. 493. Art. Länge (geographische).]

Latitude, du latin Latitudo. Latitude geographique, ou Hauteur du Pole, c'est la en Plantes anti-scorbutiques, et bien arrosé; mais en éprouvait beaucoup de Difficultés à y faire de l'Eau. On n'y avait aperçu aucune Créature humaine; toutefois on avait cru entendre des Cris et même un Bruit assez semblable au Son d'une Trompette. On avait remarqué, sur deux Arbres très hauts et très gros, des Entailles qui paraissaient récentes; on avait distingué des Traces de Bétes sauvages, et vu des Vestiges de Feu et de la Fumée; le Soir il s'en éleva sur différents Points; ce qui prouva que le Pays était habité. Le 3, Tasman fit dresser, sur le Rivage de la Baie, un Poteaus, auquel fut attaché le Pavillon de la Compagnie; le 5, il appareilla; les Vents contraires Pempéchèrent de suivre longtems la Côte au Nord; alors il fit Voile à l'Est, se proposade tenir cette Direction jusqu'à ce qu'il eut rencentré les Iles de Salomon. Le 13,

Leurs Hautes Puissances, et peu de Jours après, les États de Hollande le nonunèrent Stadhouder, à quoi ceux de Zéclande, et plus tard, ceux de Gueldre, d'Utrecht et d'Over-Yssel accédèrent. (Art. de vérifier, T. XIV. (depuis J. Christ) p. 472.)

paraison celui qui passe par l'Ile de Fer ., la plus occidentale des Canaries. Les divers Peuples aujourd'hui prennent habituellement pour premier Méridien, celui qui passe par leur Capitale. Tout cela est fort indifférent, et quel que soit le Méridien de Départ, dont on se soit servi dans une Carte, il suffit de connaître l'Angle qu'il forme avec un autre Méridien quelconque donné, pour rapporter aisément à ce dernier toutes les Observations. Comme le Soleil fait le Tour de la Terre en 24 heures (Locution impropre, mais suffisante pour ce que nous avons à dire), on conçoit que dans l'Estime des Longitudes on puisse indéfiniment prendre le Tems ou un Arc de Cercle pour Élément de Calcul, car, de ce qu'un Cercle se compose de 360 Degrés, Nombre dans lequel 24 est contenu 15 fois, il résulte que durant la vingt-quatrième Partie de la Durée du Jour, ou durant une Heure, le Soleil aura parcouru 15 Degrés; ce dernier Nombre peut donc être indifféremment pris pour une Heure, et vice versu, dans l'Étude des Mouvements du Soleil, considérés suivant leur Étendue, relativement à leur Durée. De là résulte aussi la Solution facile de ce Problème de l'Étude des Méridiens, savoir quelle Heure il est dans un Pays à une Heure donnée dans un autre Pays? Il ne faut pour cela que connaître la Différence en Longitude des deux Pays, ou l'Arc de l'Équateur compris entre leurs Méridiens: supposez ainsi un Pays qui soit à 60 Degrés à l'Est ou à l'Quest de Paris, si l'on demande quelle sera la Différence d'Heures de ce Pays avec Paris,

on n'aura toujours que cette simple Proportion à faire: si 15 Degrés produisent une Différence d'une Heure, quelle Différence produiraient 60 Degrés. Cette Différence sera ici de 4 Heures. seulement elles seront en plus ou en moins, suivant que le Pays est situé à l'Est ou à l'Ouest de Paris; si donc il est Midi dans cette dernière Ville, le Pays à 60 Degrés à l'Ouest p. e. sera encore à 4 Heures de Midi, on n'y sera donc qu'à 8 Heures du Matin; il y serait déjà, au contraire, 4 Heures après Midi, si le Pays était à 60 Degrés à l'Est. On opérera de même dans tous les autres Cas, et l'on conçoit aussi qu'en prenant la Contre-Partie du Problème, on trouvera de suite à quelle Distance Est et Ouest se trouvent deux Pays dont on connait la Différence des Heures. On conçoit par la même Raison comment un Homme qui ferait le Tour de la Terre, en allant de l'Est à l'Ouest, reviendrait au Point de Départ avec un Jour de moins que ceux qui n'auraient pas changé de Place, et avec un Jour de plus, s'il eut fait le même Voyage en marchant de l'Ouest à l'Est; seulement dans l'un et l'autre Cas, la Durée moyenne des Jours de marche aurait proportionnellement varié en plus ou moins avec 24 Heures d'une Différence, dont la Totalité des Sommes formerait une Durée de 24 Heures à ajouter au Tems qu'aurait duré le Voyage ou à l'en soustraire. (Lunier, l. c. T. II. p. 513. Col. 1. - Diet. de la Conversation, T. XXXVIII. p. 7. Col. 1. - Penny Cyclopaedia, T. XV. p. 110. Cel. 1. - Keith, l. c. Part. I. p. 3. -Conversations-Lexikon, T. VII. p. 305.)

Distance d'un Lieu à l'Équateur, mésurée en Degrés sur le Méridien. [Lunier, l. c. T. II. p. 436. Col. 2. — Dict. de la Conversation, T. XXXIV. p. 387. Col. 1. — Penny Cyclopaedia, T. XIV. p. 139. Col. 1. Art. Longitude and Latitude. — Keith, l. c. Part. I. p. 10. — Conversations-Lexikon, T. II. p. 201. Art. Breite (geographische).]

e) Par Édit de Louis XIII, du 15 Avril 1634, le premier Méridien fut fixé pour les Français à l'Île de Fer. Dans la suite en compta les Longitudes de celui qui passe par l'Observatoire royal de Paris, qui est à 20 Degrés environ de celui de l'Île de Fer.

Pour les Anglais le premier Méridien est celui de l'Observatoire de Greenwich.

étant par 420 10' Sud, et 1690 28' Est. il se trouva en vue d'une Terre haute et montuense, il la nomma Stuaten-Land (Terre des États]. Son Élevation et sa grande Étendue firent penser à Tasman qu'elle appartenait au Continent austral: c'est la Nouvelle Zéclande. Il en longea la Côte en s'avançant au Nord-Est; et le 17 il mouilla, par 40° 50', à l'Entrée d'une grande Ouverture, qu'il prit pour une Baie. Bientôt des Insulaires s'avancèrent dans leurs Piregues: ils s'arrêtèrent à une certaine Distance, et ne voulurent pas venir à bord, malgré les Démonstrations amicales des Hollandais. Il fut décidé qu'en se rapprocherait de Terre; tout à coup sept Pirogues ramèrent vers les Vaisseaux; un Canot envoyé du Heemskerk au Zeehaan fut attaqué par les Insulaires; trois Matelots furent tués, d'autres se sauvèrent à la Nage, on les recueillit: les Sauvages emportèrent un des Hommes tués; lorsqu'on fit Feu sur eux, ils étaient déjà hors de la Portée du Canon. D'après cette Aventure les Hollandais nommèrent ce Lieu Mordenaars-Bay (Baie des Assassins); et persuadés qu'ils ne pourraient rien espérer des Habitants, ils appareillèrent pour s'éloigner. Vingt-deux Pirogues les poursuivirent; on leur tira des Coups de Fusil, qui firent tomber un des Sauvages roide mort; les autres se haterent de regagner la Terre. La Baie des Assassins est par 171º 41' de Longitude Est, et 40º 49' de Latitude Sud. Tasman, en la quittant, fut obligé de faire Route à l'Est-Nord-Est, et se trouva environné de Terres de tout côté. Le Pays lui parut bon et fertile; les Vents d'Quest forcés continuant à l'empecher de faire Route au Nord pour s'éloigner de la Côte, il fut obligé de louvoyer; mais la Violence du Vent et le Mouvement des Vagues le contraignirent de venir mouiller dans une Baie à l'Est de celle des Assassins; il la nomma la Baie de Tasman. Il est évident que la grande Baie, à l'Entrée de laquelle Tasman avait mouillé, est l'Entrée du Détroit de Cook t), qui divise la Nouvelle Zéclande en deux Parties; il s'approcha de la Côte Nord de ce Détroit, dont il nomma une Anse Baie du Zechaan. Tasman, continuant sa Route le long des Côtes, se trouva, le 4 Janvier 1643, vis-à-vis d'une Pointe où la Violence du Courant, qui portait à l'Est, et la Grosseur des Lames qui venaient du Nord-Quest, tui firent juger que la Mer était ouverte en cet Endroit, et qu'il devait y trouver un Passage; il aperçut à l'Ouest un Groupe de petites Iles, qu'il nomma les Trois Rois, d'après la Féte dont on approchait: elles étaient habitées; on ne put y aborder à cause du Ressac tt). Alors Tasman résolut de faire Voile à l'Est, jusqu'au 220e Méridien, ensuite au Nord jusqu'au 17e Parallèle Sud, puis à l'Ouest, vers les Iles des Cocos et de Hoorn, de Le Maire et Schouten, afin de s'y procurer des Vivres. Du 6 au 25 Janvier, il découvrit les principales Iles de l'Archipel des Amis; le 1 Avril il aperçut la Nouvelle Guinée (Nouvelle Irlande): il longea les Côtes, espérant trouver un Passage au Sud. Le 12, une Secousse de Tremblement de Terre fit croire que les Navires avaient touché; huit Jours après, on passa devant l'Ile Brulante, dont le Volcan jetait des Globes de Flammes. Parvenu à l'Extrémité occidentale de la Nouvelle Guinée, Tasman franchit le Détroit qui sépare cette Ile de Gilolo, puis il se dirigea sur Batavia où il arriva après un Voyage de dix Mois. Le Succès de cette Entreprise mémorable engagea Van Diemen à confier à Tasman le Commandement d'une seconde Expédition dont l'Obiet était de reconnaître, avec plus d'exactitude, toute la Partie septentrionale de la grande Terre dont il venait de découvrir l'Extrémité méridionale. Cette seconde Expédition de Tasman, pour laquelle les Instructions signées par le Gouverneur général, le 29 Janvier 1644, lui tracent la Route à suivre, s'effectua sans doute aussi heureusement et aussi habilement que la première, mais on en ignore complètement les Détails; on ne sait ni la Date de son Départ, ni celle de son Retour, et l'on est réduit aux Conjectures pour connaître la Route qu'il a suivie. On ne connaît non plus ni l'Année de sa Naissance, ni celle de sa Mort. Mr. G. Moll, Professeur à Utrecht, qui a écrit en hollandais, un Traité sur quelques-unes des premières Navigations des Nederlandais (Amsterdam 1825. in 80.) dit: "Nous ignorons à quelle Époque il est allé dans "l'Inde, à quelle Époque il est revenu dans sa Patrie, et les autres Évenements de sa

t) Voyez T. II. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. V. Grande-Bretagne. §. 34, p. 835, Col. 2. note ****.

lent des Vagues vers le Large, après qu'elles ont frappé avec Impétuosité une Terre, un Obstacle. (Dict. de l'Académie.)

¹¹⁾ Ressac. Terme de Marine. Retour vio-

"Vie. Dans nos grands Dictionnaires historiques, où l'on a recueilli avec un Soin miniutieux tout ce qui concerne tel et tel Savant, qui n'est pas sorti de son Cabinet, "et qui n'est connu que pour avoir professé à une Université, ou pour avoir pris part »à des Querelles survenues dans la République des Lettres, le premier Navigateur de "son tems n'a pu trouver place. Heureusement que Valentyn t) nous a fait connaître "quelques Circonstances de la Navigation de Tasman; je dis heureusement, car Va-"lentyn même semble n'avoir pas senti l'Importance de ce Voyage. Nous ne connaîs"sons donc de Tasman que ses Voyages et ses Découvertes." — Dans ces derniers Tems les Anglais ont proposé de changer le nom de la Terre Van Diemen, et de lui en substituer un tout britannique, mais la Raison et la Justice réclament le nom de Tasmanie, qui du reste commence à être en Usage, et que les Habitants eux-mêmes ont adopté de préférence. (Biogr. universelle, T. XLV. p. 2. — Conversations-Lexikon, T. XL, p. 48.)

t) Valentyn (François), Ministre du Saint Évangile et Voyageur, était né à Dordrecht, vers l'année 1660. Il s'attacha comme Ecclésiastique au Service de la Compagnie des Indes, et partit le 13 Mai 1685 pour Batavia, où il arriva le 30 Décembre suivant. Il fut quelque tems Prédicateur à Japara; ensuite il alla exercer ses Fonctions dans l'Ile d'Amboine, où il débarqua le 1 Mai 1686. Aussitôt il étudia le Malais, dont les Insulaires parlent un Dialecte. Il fit des progrès si rapides, qu'en quelques Mois il fut en état de prècher dans cette Langue. Dès 1689, il s'occupa de traduire l'Écriture sainte en Malais vulgaire, qu'il regardait comme le plus utile pour répandre la Connaissance de la Foi. Il ne négligea pas non plus de recueillir des Renseignements sur l'Ile qu'il habitait. En 1694, l'Affaiblissement de sa Santé le força de revenir en Europe, et il se retira dans sa Ville natale. Plusieurs des Intéressés de la Compagnie des Indes l'ayant invité, en 1705, à retourner dans ces Contrées, il s'embarqua le 10 Mai, et arriva à Batavia, le 18 Janvier 1706. Il ne revint dans sa Patrie qu'en 1714. Alors il s'occupa de réunir tous les Matériaux qu'il avait rassemblés dans les Indes, et il les publia en hollandais, sous ce Titre: Les Indes orientales anciennes et modernes, comprenant un Traité exact et détaillé de la Puissance de la Nederlande dans ces Contrees etc. etc. Dordrecht et Amsterdam 1724-1726. V Parties en VIII Vol. in fol. Cartes, Figures et le Portrait de l'Auteur fort bien gravé. On peut appeler cet Ouvrage l'Encyclopédie de l'Inde hollandaise. Indépendamment du Résultat de ses propres Recherches,

Valentyn se servit des Renseignements que lui fournirent diverses Personnes qui avaient occupé de grands Emplois dans les Indes. Ce Livre offre l'Histoire de la Navigation des Peuples européens dans les Mers de l'Orient, et notamment celle du Progrès de la Puissance hollandaise ; la Description des Moluques, de Banda, Amboine, Macassar, Borneo, Java, Sumatra, celle de plusieurs autres Iles, du Tonkin, du Cambodje, de Siam, de Surate, des Côtes de Malabar et de Coromandel, de Malacca, de Ceylan, du Japon, du Cap de Bonne Espérance; du Commerce des Hollandais en Perse et en Chine. L'Auteur traite aussi de l'Histoire de ces Pays, et décrit leurs Productions naturelles. C'est sur Amboine qu'il donne le plus de Détails. Valentyn a publié un Extrait du Journal de Tasman O). Il est assez singulier que ce Morceau, si intéressant pour l'Histoire de la Géographie, soit contenu dans la Description de Banda, et que Valentyn ne cite pas ce grand Navigateur, quand il raconte les Expéditions maritimes de ses Compatriotes. On pourrait désirer plus d'Ordre dans cette immense Collection, et l'on a quelque peine à trouver les Voyages de l'Auteur, qui terminent le VIe Vol. Mais ce Recueil est une Mine abondante, dans laquelle puiserent toujours avec fruit ceux qui voudront écrire sur les Indes orientales. Les Cartes, quoiqu'elles soient inférieures à celles de Thévenot 00), sont bonnes pour le tems où elles parurent; les Figures, excepté celles des Productions naturelles, sont en général peu exactes, quoique bien gravées. (Biogr. universelle, T. XLVII. p. 312. Col. 1.)

O) Thévenot a publié le premier, dans le II. Vol. de ses Relations de divers Voyages qui n'ont point été publiés, etc. etc. (Paris 1663.—1672. IV Parties en II Tomes in fol.) le Journal de la première Expédition de Tasman; il tut traduit en anglais par Dirk Rembrandt, qui avait possédé l'Écrit original, et parut avec

d'autres Voyages, dans la Collection de Hook, Londres 1682. in 4°.; dans une autre de 1694, in 8°., ibid. et 1711. in 8°.

oo) Voyez plus haut T. II. Part. II. Liv. III. Chap. I. Sect. IX. Russie. §. 5. p. 1217. Col. 1. note oo.

TABLE ALPHABÉTIQUE

DES NOTES

CONTENUES DANS LES TOMES I, ET II, (PART. I. II.)

note 5. Abassy II. (II.) p. 95. c. 1. n. 2. Abbas II. (11.) p. 960, c. 1. n. °. Abbassides, ibid. c. 2. n. †. Abbé commandataire II. (11.) p. 469. c. 1. n. O. — du Peuple I. p. 5. c. 2. n. 6. II. (t.) p. 106. c. 1. n. 3. – régulier II. (11.) p. 469. c. 1. n. 🗣. - titulaire, ibidem. Abdalmothleb II. (II.) p. 960. c. 1. n. °. Abencerrages II. (1.) p. 292. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 291. c. 1. Abfahrtsgeld I. p. 504. c. 2. n. 4. Abordage I. p. 35, c. 1, n. 1. Aboubekr II. (II.) p. 958. c. 2. n. ††. Abouchehr II. (II.) p. 96. c. 2. n. 3. Abschofs I. p. 499. n. 1. Abstraction II, (II.) p. 1452. c. 2. n. 3. Abstractivement, ibid. c. 1. Abulfeda (Ismaël) II. (1.) p. 229. c. 1. n. *. Abuna II. (i.) p. 501. n. 3. Abyssiniens (Secte des), ibid. Abzugsgeld I. p. 499. n. 1. II. (II.) p. 1105. c. 1. n. 2. Academia degli Apatisti II. (1.) p. 97. c. 2. contin. de la n. †. de la p. 95. c. 1. - della Crusca, p. 95. c. 2. n. †. - Fiorentina, p. 97. c. 2. contin. de la n. †. de la p. 95. c. 1. - Furfuratorum, p. 95. c. 1. n. †. - degli Umidi, ibidem.

Abanigvar II. (II.) p. 1422. col. 2.

Académie II. (1.) p. 95, c. 1, n. °. - royale (française) d'Architecture II. (II.) p. 839. c. 1. n. †. — des Beaux-Arts, ibidem. - de Chirurgie, ibidem. - française, ibidem. - royale des Inscriptions et Belles Lettres, ibidem. - royale de Peinture, Sculpture et Gravure, ibidem. - royale des Sciences, ibidem. des Sciences morales et politiques II. (II.) p. 840. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 839. c. 1. - de Florence ou florentine II. (1.) p. 95. c. 1. n. †. p. 97. c. 2. cont. de la même note. — de la Mer du Sud II. (II.) p. 838. c. 1. contin. de la n. 3, de la p. 837. c. 2. Accensor virga instructus II. (II.) p. 403. c. 1. n. 2. Accensos (Superior Minister inter), ibid. Acceso (Strumento ou Debito) II. (i.) p. 531. n. 3. Accise I. p. 441. c. 2. n. 4. Acclamation II. (1.) p. 466. c. 1. n. 1, II. (II.) p. 297. c. 2. n. ••. Accon I. p. 169. c. 1. n. . Accore II. (II.) p. 1031. c. 2. n. ... Accueillir II. (II.) p. 1475. c. 1. n. 2. Ac-Degnyz II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Aceituna II. (II.) p. 440. c. 1. n. . Achaïe (Duc d') II. (1.) p. 23. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 22. c. 1. Achanties II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00, de la p. 1228. c. 2.

Acide sulfurique II. (II.) p. 1612. c. 1. n. **. Ackermann II. (II.) p. 1326. c. 2. Acqs II. (i.) p. 252. c. 2. n. . Acquit-à-caution II. (II.) p. 146. c. 1. n. 2. - de transit II. (II.) p. 121. c. 2. n. †. Acquitter II. (II.) p. 644. c. 1. n. †. Acre (Mesure de Terre) I. p. 419. n. .. Acre (Saint-Jean d') voy. Accon. Acte de Parlement en Angleterre I. p. 182. c. 1. n. 3. Actes contradictoires I. p. 207. c. 2. n. 8. - par défaut, ibidem. de Navigation de 1660 I. p. 182. c. 1. n. 3. Actif II. (II.) p. 761. c. 1. n. **. Action II. (II.) p. 188. c. 1. n. 1. - être mis en Action II. (II.) p. 452. c. 2. n. 4. Actionner II. (II.) p. 188. c. 1. n. 1. Adalar-Degnyz II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Adams (John) II. (II.) p. 1361. c. 1. n. . p. 1548. c. 2. n. 6. Adaressah II. (II.) p. 958. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 957, c. 1. Ædcivie I. p. 387. c. 1. n. 2. 'Αδελφός Ι. p. 532, c. 1. n. ". Adepte II. (II.) p. 465. c. 1. n. Q. Adjacium II. (1.) p. 39. c. 2. n. 1. Adjem II. (II.) p. 1610. c. 1. n. 2. Adjerbidjan II. (II.) p. 96. c. 2. n. 5. Admiral, of the blue II. (II.) p. 208. c. 1. n. 1. - of the red, ibidem. - of the white, ibid. Adouber II. (1.) p. 179. c. 2. n. 2. Adventurers I. p. 329. c. 2, n. 1. Advocaat II. (II.) p. 762. c. 1. n. †. Adzerbaidjan voyez Adjerbidjan. Aelia Pulcheria Augusta II. (II.) p. 425. c. 1. n. †.

Affret I. p. 35. c. 2. n. 2.

Affrêtement I. p. 35. c. 2. n. 2. p. 266. c. 2. n. 3. II. (r.) p. 206. c. 2. n. 5. Affrèter I, p. 35, c. 2, n. 2, II. (r.) p. 206. c. 2. n. 5. Agadir II. (II.) p. 1037, c. 1, n. 1. Agents, consulaires étrangers à Constantinople II. (II.) p. 802. c. 2. n. 5. — politiques II. (1.) p. 471. c. 1. n. 1. Agglutinatif II. (II.) p. 1615. c. 1. n. *. Agglutination, ibidem. Agglutinement, ibid. Agglutiner, ibid. Aggrave II. (II.) p. 1390. c. 2. n. ". Agha I. p. 524. c. 1. n. 1. — des Janissaires II. (II.) p. 1315. c. 1. n. 1. Agiamia II. (II.) p. 1610. c. 1. n. 2. Agio II. (II.) p. 737. c. 1. n. °. Agiotage, ibid. Agioter, ibid. Agioteur, ibid. Aglab (ou Agleb) II. (11.) p. 957. c. 1. n. †. Aglabites (ou Aglebites), ibid. Aglar II. (1.) p. 570. n. 3. Agocos II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Agoust (Bernard d') II. (1.) p. 28. c. 1. n. **. Agravio II. (u.) p. 512. c. 2. n. 1. - décir de Agravios, ibid. Agrés I. p. xIII. c. 1. n. 3. Agricole II. (II.) p. 1019. c. 1. n. '. Aguets II. (II.) p. 1038. c. 2. n. . 'Aht Nāmè II. (II.) p. 1420. c. 1. n. 2. - 'Aht Nāmèi houmaioun, ibidem. Ahuma (Thérèse d') II. (n.) p. 95. c. 2. n. 3. Aides I. p. 244. c. 1. n. 3. - Aide de Chair II. (II.) p. 112. c. 2. n. 4. Aigues-mortes I. p. 7. c. 1. n. 3. Ailly (Pierre d') II. (II.) p. 810. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 807. c. 1. Aire-

Aire-de-Vent II. (II.) p. 180, c. 2. n. 000 Akhtiar II. (II.) p. 1189. c. 2. n. 2. Akkra II. (II.) p. 1229. c. 1. cont.

de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Aksou II. (II.) p. 1259. c. 2. n. 7. Alâdeliat II. (II.) p. 959. c. 1. contin. de la n. °°. de la p. 958. c. 1.

Alambic II. (II.) p. 1612. c. 1. n. °. Alamout II. (II.) p. 1029. c. 2. n. o. Alba Julia II. (u.) p. 1326. c. 2.

n. 7.

Albana II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4. Albert (Ecu d') II. (II.) p. 1250. c. 1. n. 1.

Albert d'Autriche II. (u.) p. 448. c. 1. n. *.

Albertiner II. (II.) p. 1250. c. 1. n. 1. Albertus de Flandre, ibid.

Albertusgroschen, ibid. Albertusgulden, ibid.

Albertusthaler, ibid.

Alcabala I. p. 305. c. 1. n. 1. Alcabalero II. (II.) p. 501. c. 1. n. 1.

Alcaide II. (i.) p. 284. c. 2. n. 3. II. (II.) p. 530. c. 2. n. 3.

Alcala de Henarez II. (II.) p. 457. e. 1. n. 1.

Alcalde I. p. 524. c. 2. n. 2. — II. (i.) p. 120. c. 1. n. 1. — Alcalde del Crimen, ibid. - mayor, ibid. - de Noche, ibid. ordinario, ibid.

Alcay de voyez Alcaide.

Alcohol II. (II.) p. 1612. c. 1. n. . Alcoran I. p. xl. c. 1. n. a.

Alderman I. p. 176. c. 1. n. 1. Aldes I. p. 79. c. 1. n. 1. a.

Alexandrette II. (i.) p. 207. c. 2. n. 2. II. (II.) p. 789. c. 1. n. 1.

Alexandria at Issum II. (1.) p. 207. c. 2. n. 2.

Alexandrie d'Egypte II. (1.) р. 204. с. 2. п. 3.

Algiersk Söepafs II. (II.) p. 602. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 601. c. 1. III.

Algiriska Siöpafs, ibid. Alguacil II. (II.) p. 403. c. 1. n. 2.

- mayor, ibid. - de Vara Il.

(i.) p. 544. n. 1.

Alhucemar II. (1.) p. 270. c. 1. contin. de la n. 7. de la p. 267. c. 2. Ali II. (II.) p. 959. c. 1. cont. de la n. ††. de la p. 958. c. 1.

Aliades ou Alides II. (II.) p. 960. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 957.

Alichoer II. (II.) p. 96. c. 2. n. 3. Alien I. p. 336. c. 2. n. 3. p. xxix.

c. 1. n.

Alien Act I. p. LXXXIV. addition à la p. 338.

Alinea I. p. 358. c. 1. n. 1.

Alisés (Vents) II. (II.) p. 1036. c. 1,

Al-Islam I. p. 519. c. 1. n. 2.

Alizés voyez Alisés.

Alkali II. (u.) p. 1612. c. 2. n. ***. Al-Khilafat al üloviat II. (11.)

p. 959. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 957. c. 2.

Alkohol voyez Alcohol.

Allemagne (Basse) II. (II.) p. 733. c. 1. n. . - (Haute), ibid.

Allemand (Bas) I. p. 62, c. 1, n. 3. - (Bon), ibid. - (Haut), ibid. -(Plat), ibid.

Alleu I. p. 454. c. 1. n. . p. LXXX. addition à la p. 121.

Allicier II. (u.) p. 217. c. 1. n. 1. Allodial I. p. LXXX. add. à la p. 121.

Allowance II. (II.) p. 728. c. 2. n. 4. Allsherjarping I. p. 353. c. 2.

Allhing, ibidem.

Almeria I. p. 85. c. 2, n. 3.

Almindeligh Handels-Compagnie II. (11.) p. 1681. n. *. ad-

dition à la p. 1054.

Almogaraves ou Almogavares II. (i.) p. 260. c. 1. n. *. Al-mohades v. Almowahides.

108

Al-molathemin II. (1.) p. 268.

Al-morabides ou Almorawides II. (i.) p. 268, c. 1. n. ... Al-mowahides II. (i.) p. 269, c. 1. n. ...

Almoxarifazgo II. (II.) p. 399. c. 2. n. 2. — de Indias, ibid. mayor, ibid. — minor, ibid.

Alogi (ou Alogiani) II. (II.) p. 427. c. 1. n. †††.

Alogiens II. (II.) p. 427. c. 1. n. ... Aloi II. (I.) p. 197. c. 1. n. 2.

Alpes grecques II. (i.) p, 168. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 167. c. 2. — maritimes, ibid.

Alphonse I, Roi de Portugal, fait donation du Royaume à Saint-Pierre et à l'Église de Rome II. (II.) p. 463. c. 1. n. '. — met le Royaume sous la Protection de Notre Dame de Clairvaux II. (II.) p. 463. c. 2. n. ''. Alphonse VI, Roi de Portugal,

Alphonse VI, Roi de Portugal, obligé de se démettre de l'Administration du Royaume II. (11.) p. 559. c. 1. n. ..

Alpujarras II. (1.) p. 253. c. 1. n. 1. Al-Schiât II. (11.) p. 959. c. 1. cont. de la n. °°. de la p. 958. c. 1. Alternat II. (11.) p. 474. c. 1. n. *.

Altesse II. (1.) p. 211. c. 2. n. 1. — du Stadhouder II. (11.) p. 1676. addition à la p. 949. — royale des Ducs de Savoie I. p. 283. c. 2. n. 5. Altezza II. (1.) p. 241. c. 1. n. *.

Alting (Guillaume Arnold) II. (n.) p. 769. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Altitudo II. (1.) p. 211. c. 2. n. 1. Alvará II. (11.) p. 136. c. 1. n. 5. Ama II. (11.) p. 1605. c. 1. n. 1.

Amalfi I. p. 38. c. 1. n. 1. II. (1.) p. 9. c. 1. n. 1. et c. 2. n. 3.

Amalfitains II. (1.) p. 8. c. 2. n. 7. Amam ou Aman II. (11.) p. 780. c. 2. n. 6. Ambages II. (11.) p. 843. c. 1. n. 1. Ambassades inutiles en Chine II. (11.) p. 1239. c. 1. n. 4.

Ambassades d'Obédience II. (1.) p. 246. c. 2. n. *. — de Révèrence, ibid.

Ambassadeur (petit) II. (II.) p. 1410. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 1400. c. 2.

Ambassadeur (premier) à résidence fixe près la Porte, de la part de la Cour impériale II. (n.) p. 1409. c. 2. n. 4.

Ambassadeurs du Pape en Egypte II. (1.) p. 60. c. 2. n. 1.

Amboine II. (II.) p. 624. c. 1. n. †.

— Massacre d'Amboine II. (II.)
p. 624. c. 1. n. ".

Ambra grisea II. (u.) p. 1611. c. 1, n. 1.

Ambre gris, ibidem.

Amed II. (II.) p. 121, c. 2, n. 1. American State-Papers II (II.) p. 51, c. 2, n. 5.

Amérique hollandaise II. (II.) p. 988. c. 2. cont. de la n. ... de la p. 984. c. 1.

Amidon II. (II.) p. 359. c. 2. n. ••.

Amidonnier II. (II.) p. 359. c. 1.

contin. de la n. ••. de la p. 358.

Amiral I, p. 181. c. 1. n. 2. ll. (II.) p. 860. c. 1. n. *.

Amirauté II. (i.) p. 222. c. 1. n. . — suprème à Berlin I. p. 477. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 473. c. 1. Amis (Ile des) II. (ii.) p. 1554. c. 2. n.

Amour (Fleuve) II. (II.) p. 1203. c. 1, n. 2.

Ampurias (Comté d') II. (1.) p. 194. c. 1. n. 3.

Amulette II. (11.) p. 1229. c. 1.

An de grâce II. (1.) p. 301. c. 2 n. ††††. – de la Nativité, ibid. – du Seigneur, ibid. - An et Jour II. (II.) p. 911. c. 1. n. 1.

Anachorète II. (1.) p. 268. c. 1. n. †. Anadolie voy. Anatolie.

Anakria II. (II.) p. 1326. c. 1. n. 1. Anamabou II. (II.) p. 1229, c. 1. contin, de la n. OO, de la p. 1228.

Anatolie I. p. Lu. c. 2. n. †††. II. (i.) p. 23. n. *. p. 251. c. 2. n. †. Anatoli Hissari II. (1.) p. 114. c. 1, n. 6.

Anatoli Kawak II. (1.) p. 88. c. 1.

Ancone II. (i.) p. 157, c, 2, n, 10. Ancyre II. (II.) p. 781, c. 2, n. °. Andrinople (Adrianopolis) II. (n.) p. 1329, c. 1, n. 7.

Anes (Frères aux) II. (II.) p. 328. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 327. c. 1.

Angarie II. (II.) p. 104. c. 1. n. ***. Ange (Isaac l'Ange) II. (1.) p. 83. c. 1. n. 1.

"Aγγελος, ibid. — Constantin, ibid. - Isaac, ibid.

Anghiera (Pierre d') II. (1.) p. 47. c. 1. n. 2.

Anglican II. (II.) p. 837. c. 1. n. ". - Église anglicane, ibid.

Angouri II. (II.) p. 781. c. 2. n. °. Anien I. p. 24. c. 2. n. 4.

Anjou (Dynastie d') en Sicile II. (i.) p. 154. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 153, c. 1,

Annata II. (II.) p. 403. c. 2. n. 5.

- media, ibid. Annate II. (1.) p. 56. c. 1. n. '. Année astronomique II. (I.) p. 299. c. 1. n. °. - civile, ibid. - Commencement de l'Année II. (1.) p. 299. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1. - de Consulat I. p. 5. c. 1. n. 4. - de Couronnement, ibid. historique II. (1.) p. 301. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1.

 julienne I. p. xxxxx. c. 1. n. ††. - de l'Incarnation II. (i.) p. 302. c. 1. contin. de la n. ††††. de la p. 301. c. 2. — légale II. (r.) p. 301. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 295.

c. 1. - liturgique, ibid.

Anno Domini II. (1.) p. 301. c. 2. n. ††††. - Gratiae, ibid. - ab Incarnatione II. (1.) p. 302. c. 1. cont. de la n. ††††. de la p. 301. c. 2. — a Nativitate II. (1.) p. 301. c. 2. n. ††††.

Annonae Conductio (civilis aut militaris) II. (II.) p. 370, c. 1, contin. de la n. . de la p. 369. c. 1.

Annuaire du Bureau des Longitudes II. (II.) p. 1689, c. 2, cont, de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. Annuité II. (II.) p. 390. c. 1, n. . Annuités non exigibles (irredeemables) II. (II.) p. 390. c. 2. n. °°. Annuity II. (II.) p. 390. c. 2, n. . Annuus reditus II. (11.) p. 403. c. 2, n. 5.

Anonyme II. (II.) p. 771. c. 1. n. †. Anselme (Nicolas) II. (1.) p. 568. addit. à la p. 61.

Antagoniste II. (II.) p. 636, c. 1.

Antarctique II. (IL.) p. 475. c. 2.

Antenne II. (II.) p. 178. c. 1. n. . Antes I. p. 122. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2.

Anthropophage II. (II.) p. 357. c. 1. n. .

Anticipation (Billets d') II. (II.) p. 762. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Antilles de Bahama II. (11.) p. 357. c. 1. n. °. - grandes, ibidem. petites, ibid.

Antinomie I p. 77. c. 1. n. 1. Antiochus le Grand II. (1.) p. 35. c. 2. n. 2.

Antipodes II. (II.) p. 1688. c. 1. n. . 108 *

Antispasmodique (Antispasmatique - Antispasmique) II. (II.) p. 1615, c. 2, n. ††. Anti-Trinitaires II. (II.) p. 427. c. 2. n. *. Anville (Jean Baptiste Bourguignon d') II. (1.) p. 228. c. 1. n. *. Apamée II. (II.) p. 1605. c. 1. n. 1. Apeldern (Albert d') I. p. 408. c. 2. n. ". p. 410. c. 2. n. 1. Aphrodisiaque II. (II.) p. 1616. c. 1. n. *. Apocryphe I. p. LXXIX. addition à la p. 92. Apologie II. (II.) p. 632. c. 2. n. °. Apologiste, ibid. Aposentador II. (II.) p. 510. c. 1. n. 1. - do Arraial, ibid. - de Caminho, ibid. - de Camino, ibid. - del Exercito, ibid. - do Exercito, ibid. - mayor de Casa y Corte, ibid. - mor da Corte ou do Paço, ibid. Aposentadoria, ibid. Aposentaduria, ibid. Aposentamento, ibid. Aposentamiento, ibid. Aposento, ibid. - Composicion de Casa de, ibid. - Execucion de Huesped de, ibid. - Huesped de, ibid. - Junta de, ibid. Apostasie II. (1.) p. 37. c. 1. n. '. Apostasier, ibid. Apostat, ibid. Apotheca II. (1.) p. 503. n. 3. Apothecaril, ibid. Apparaux I. p. xIII. c. 2. n. 9.

c. 1, n. 1.

n. 2. a.

c. 2, n. . - mortuae I. p. 7. c. 1. n. 3. — Tarbellicae II. (1.) p. 252. c. 2. n. *. Aquilée II. (1.) p. 570, n. 3. Aquitaine première II. (1.) p. 167. c. 2. n. 3. - seconde, ibid. Arabesque II. (1.) p. 91. c. 1. n. 3. Arabie déserte II. (1.) p. 228. c. 2. n. 2. 3. - heureuse, ibid. - pétrée, ibid. Aradzana II. (i.) p. 222. c. 1. n. *. Aragonais (Expédition des) contre les Turcs II. (1.) p. 260. c. 2. n. 6. Arbitrage forcé I. p. 224. c. 2. n. 4. Arborea (Juge d') I. p. 290, c. 1. Arborer II. (II.) p. 180. c. 2. n. '. Arbre, ibid. - de Mestre, ibidem. - de Trinquet, ibid. Archétype II. (1.) p. 198. c. 2. n. *** Archi-Consul II. (1.) p. 95, c. 2. Archiduché d'Autriche I. p. 505. c. 1. n. 1. Archimandritat II. (II.) p. 1236. c. 1, cont. de la n. **. de la p. 1235. c. 2. Archimandrite II. (II.) p. 1235. c. 2. n. **. Archine II. (II.) p. 486. c. 1. n. '. Archipel II. (II.) p. 1025. c. 1. n. '. - des Antilles ou Colombien II. (II.) p. 357. c. 1. n. °. — de Bahama, ibidem. — de Bougainville II. (II.) p. 1553. c. 2. n. 3. — de Appareillage II. (II.) p. 1311. Hamoa, ibid. — de Hawaï II. (11.) p. 834. c. 1. n. 3. - des Iles Mar-Apparitor II. (1.) p. 490. c. 1. n. 3. quesas de Mendoza II. (II.) p. 1027. Apparoir II. (II.) p. 115. c. 1. n. 2. c. 1. contin. de la n. †. de la p. Appenrade I. p. 400. c. 2. n. 2. 1026. c. 1. — des Mariannes II. Appréhender II. (II.) p. 889. c. 1. (11.) p. 837. c. 1. n. *. — des Moluques II. (II.) p. 624. c. 1. n. †. Approbationes I. p. 512. c. 1. - des Navigateurs II. (II.) p. 1553. c. 1. n. 3. — de Nicobar II. (11.)

Aquae Augustae II. (1.) p. 252.

p. 1017. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. - de la Pérouse II. (II.) p. 1555. c. 2. n. 000. - de Santa Cruz, ibid. - de Tahiti II. (11.) p. 837. c. 1. n. 3. — de Tonga II. (II.) p. 1554, c. 2, n. ***.

Archivio delle riformazioni etc. II. (1.) p. 124, c. 1, n. 2.

Archonte I. p. 12. c. 1. n. 1.

Arctique II. (u.) p. 475. c. 2. n. ***. Aredata (Aredatum) II. (II.) p. 1482. c. 1. n. †.

Aréopage II. (II.) p. 810. c. 2.

n. ttt.

Aréopagite II. (II.) p. 811. c. 1. contin, de la n. +++. de la p. 810. c. 2.

Argent blanc II. (u.) p. 945. c. 1. n. '. - courant de Hollande II. (II.) p. 737. c. 1. n. †. — de Banque de Hambourg II. (II.) p. 1169. c. 1. n. 1. - de Banque de Hollande II. (II.) p. 737. c. 1. n. †.

Argentine (République) II. (II.) p. 140. c. 2. n. 4.

Argentum pro sicla II. (1.) p. 553. n. 4. 5.

Arghoun II. (II.) p. 1035. c. 1. contin. de la n. . de la p. 1031. c. 1. Argo II. (11.) p. 312. c. 1. n. °.

Argosie (Argosy) II. (II.) p. 312. c. 1. n. †.

Ariens (Néo) II. (11.) p. 427. c. 1. n. *.

Arille II. (II.) p. 742, c. 2, n. 00. Arimane II. (11.) p. 1227. c. 1. n. O. et p. 1228. c. 1. cont. de la même note.

Arimathaea ou Arimathia II. (i,) p. 165, c. 1, n. 1,

Aristocrate II. (1.) p. 223, c. 1, n. '. Aristocratie, ibid.

Aristocratique, ibid.

Aristote II. (II.) p. 1214. c. 1. n. . Arius II. (II.) p. 427. c. 1. n. °.

Armada II. (II.) p. 374. c. 1. n. .

Armateurs II. (1.) p. 322, c. 2. n. 1. II. (II.) p. 706. c. 1. n. 1. Armements en Course II. (1.) p. 323. c. 1. cont. de la n. 1. de la р. 322. с. 1.

Arménie II. (1.) p. 35, c. 1, n. 2. Armes et Titres du Roi de France, pris par les Rois d'Angleterre II. (II.) p. 424. c. 2. n. 2.

Arnesium II. (1.) p. 553, n. 2. Arnold II. (II.) p. 1689. c. 1. contin. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2.

Aroupa II. (II.) p. 1222. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Arrèter un Compte I. p. 257. c. 2. n. 2. - des Parties, ibid.

Arrière d'un Navire II. (n.) p. 181. c. 1. n. *.

Arrimage I. p. 266, c. 2, n. 4. Arrobe II. (1.) p. 249. c. 1. n. †. Arrowsmith (A.) II. (II.) p. 1554. c. 1. n. **.

Arsacides II. (II.) p. 1028. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 1027. c. 2. II. (II.) p. 1028. c. 1. n. °. Arsenal I. p. 283. c. 1. n. 3. II.

(i.) p. 222. c. 1. n. *.

Arsenale I. p. 283, c. 1, n. 1. Arslani II. (II.) p. 945. c. 1. n. **. Artaxercès II. (II.) p. 1029. c. 1. n. ..

Article de la Mort II. (II.) p. 66 c. c. 1. n. 1.

Articles accessoires II. (II.) p. 413. c. 1. n. 1. - connexes, ibid. patents, ibid. et II. (II.) p. 412. c. 1. n. *. - principaux II. (II.) p. 413. c. 1. n. 1. - secrets, ibid. et II. (II.) p. 412. c. 1. n. . - séparés II. (II.) p. 413. c. 1. n. 1. Articuli dietales I. p. 512, c. 1.

n, 2, a, Artigas II. (II.) p. 201. c. 2. n. 2. Arts majeurs (sept), à Florence II.

(i.) p. 125. c. 1. n. 1. — mineurs,

c. 1. n. 1.

à Florence II. (1.) p. 126. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 125. c. 1.

Arz aeuschriyé II. (n.) p. 962. c. 2. n. .

Arz Kharadschiyé, ibidem.

Arzu-hal II. (n.) p. 951, c. 2, n. †. Asafi II. (n.) p. 73, c. 1, n. 3.

Ascelin voy. Anselme.

Ascétique II. (11.) p. 835. c. 1. n. ".

Aschéry Mubeschéré I. p. xlii. c. 1. n. *.

Asie danoise II. (11.) p. 1017. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1.

Aslani voyez Arslani.

Aspern (Josie d') II. (II.) p. 1014. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1.

Aspre I. p. 523. c. 2. n. 3. II. (n.) p. 460. c. 2. n. 2.

Assassinat II. (II.) p. 796. c. 1. n. 1.

Assassins II. (II.) p. 1029. c. 1. n. °. — Baie des Assassins II. (II.) p. 1691. addition à la p. 1558.

Assiente ou Assiento II. (II.)

p. 369. c. 1. n. *. et n. †. Assisa (Assisia) I, p. 43. c. 2. n. 3.

Assises I. p. 325. c. 1. n. 1. — grandes (nationales), ibid.

Assistente II. (II.) p. 406. c. 2. n. 4.
Association bavaro-wurttembergeoise II. (II.) p. 1348. A. — de
Commerce pour l'Allemagne centrale II. (II.) p. 1346. c. 1. contin.
de la n. 5. de la p. 1344. c. 1. —
de Commerce pour l'Allemagne méridionale II. (II.) p. 1344. c. 1. n. 5.
— de Douanes et de Commerce
allemande II. (III.) p. 1344. c. 1.
n. 5. p. 1355. D. — hanovrienne
II. (III.) p. 1357. c. 1. n. *. ****
— prussienne et prusso-hessoise
II. (II.) p. 1349. B. — prusso-hes-

soise et bavaro-wurttembergeoise II. (II.) p. 1352. C. — dite de Thuringe II. (II.) p. 1346. c. 2. n. †††. Associé commanditaire I. p. 224.

Assurance I. p. 31. c. 2. n. 1. b.

— Chambre d'Assurance, maritime
à Bruges I. p. 33. c. 1. cont. de la
n. 1. b. de la p. 31. c. 2. — Royal
Exchange Assurance I. p. 34. c. 2.
cont. de la n. 1. b. de la p. 31. c. 2.

- London Assurance, ibid. Assuré I. p. 31. c. 2. n. 1. b. Assureur, ibidem.

Asterâbâd II. (u.) p. 1260. c. 2. n. 10.

Astronomie (en Chine) II. (u.) p. 1205. c. 2. n. °°°.

Asyle II. (II.) p. 294. c. 1. n. 1. At-Bazari II. (II.) p. 191. c. 1. n. 1. Atermolement I. p. 199. c. 1. n. 1. Athanase (Saint) II. (II.) p. 1280. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 1279. c. 1.

Athènes (Duché d') II. (L) p. 23. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 22. c. 1. II. (L) p. 262. c. 1. n. *.

At-Meïdani II. (1.) p. 123. c. 1. n. 2.

Attaliata I. p. 41. c. 1. n. 7. Atterrir (ou Attérir) H. (n.) p. 1555. c. 1. n. °.

Atterrissage, ibid.

Attributions administratives des Prud'hommes I. p. 231. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 230. c. 2. des Prud'hommes-Pêcheurs I. p. 238. c. 1. n. *.

Aubaine (Droit d') I. p. 142. c. 1. n. 4.

Aucun, oucune II. (11.) p. 820, c. 1. n. 1.

Aude (Étang de l') II. (1.) p. 168. c. 1. n. 1.

Audience royale de Séville II. (II.) p. 400. c. 2. n. 2.

Audiencia II. (II.) p. 400, c. 2, n. 2, - de los grados, ibid. - ecclesiastica, ibid. - pretorial, ibid. Auditeur (en Suède) I. p. 364. c. 2. n. 2. — de la Rote I. p. 281.

c. 1. n. 3.

Auguste (Augustus) II. (II.) p. 782. c. 1. n. ††.

August in (Saint) II. (II.) p. 105. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 104. c. 2. p. 296. c. 2. n. ††††.

Augustins II.(II.) p. 96. c. 1. n. 3. c. Aula quadrada II. (II.) p. 406. c. 1. n. 3. — regia I. p. 320. c. 2. n. 2.

Aurelianum II. (II.) p. 1482. c. 1.

Aureng-Zeb II. (II.) p. 631, c. 1.

Aurum inurgis II. (1.) p. 553. n. 4. 5.

Austin (Colonel) II. (11.) p. 1582. c. 1. n. 1. - St. Philippe de Austin, ibid.

Australie II. (II.) p. 834. c. 1. n. . *Autel* privilégié II. (u.) p. 935. c. 2.

n. 3. Authenticité II. (II.) p. 481. c. 1.

Authentique, ibid.

Authentiquement, ibid.

Authentiquer, ibid.

Autocrate II. (II.) p. 1147. c. 1. n. '. Autocratie, ibid.

Autographe I. p. 44. c. 1. n. 1.

Autonomie I. p. 128, c. 1, n. 2. Avanie II. (1.) p. 8. c. 1. n. 2.

Avanistes II. (II.) p. 131, c. 1, n. 1.

Bab II. (II.) p. 118. c. 2. n. ". naïby II. (II.) p. 122. c. 2. n. 2. ul-abwab II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4. — us-Seadet II. (II.) p. 118. c. 2. n. 2. - us-Selam, ibid. c. 1.

Babi II. (II.) p. 118, c. 2. n. ". -

Avant d'un Navire II. (u.) p. 181. c. 1. n. *.

Avantage II. (II.) p. 178. c. 2. n. †. Avarie I. p. 36, c. 1, n. 1, — commune, ibidem. - grosse, ibid. menue, ibid. - particulière, ibid. simple, ibid.

Avènement II. (II.) p. 574. c. 1, n. .. Aventure à la grosse I. p. 104.

c. 1. n. 2. Aventuriers I, p. 329. c. 2. n. 1. II. (u.) p. 626. c. 2. n. †. - à Emden II. (t.) p. 367. c. 2. n. 2. à Stade II. (1.) p. 369. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 367. c. 2.

Avescher II. (II.) p. 902. c. 1. n. .. Avignon II. (1.) p. 28. c. 1. n. ".

Aviron II. (II.) p. 182. c. 2. n. †††. - Manche d'un Aviron, ibid. -Pale, ibidem. - Pelle, ibidem. -

Poignée, ibid.

Aviso II. (II.) p. 550. c. 1. n. 1. Avocats du Roi en Angleterre I.

р. 325. с. 1. п. 1. Avoué I. p. 207. c. 1. n. 3. Awani II. (II.) p. 120. n. 1.

Award I. p. 328, c. 1, n. 2. Amari II. (II.) p. 104. c. 1, n. '.

Awarizi-Diwaniyé II. (II.) p. 104. c. 1. n. *. p. 120. n. 1.

Awret-Bazari II. (u.) p. 191. c. 1. n. 1.

Ayass (Ayasso ou Ayazzo) Il. (i.) p. 39. c. 2. n. 1.

Azarum II. (1.) p. 553, n. 2.

Azumbre II. (1.) p. 249. c. 1. n. †. Arfda-Balk I. p. 380. c. 2. n. 4.

B.

houmayoun II. (II.) p. 118. c. 1. n. 2. - Wassat, ibid. Babylone II. (1.) p. 135. c. 1. n. 2. Baccalaureat II. (11,) p. 809, c. 1. cont. de la n. ††. de la p. 808. c. 1. Baccalaureus, ibid.

Bacchalarius II. (11.) p. 808. c. 1. n. ††. Bacchus II. (1.) p. 36. c. 1. n. ". Bachelier II. (II.) p. 808. c. 1. n. ††. Backer (Pierre) II. (u.) p. 1014. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. Badj ou Badsch II. (II.) p. 121. c. 2. n. 1. Badkou voy. Bakou. Baharites II. (1.) p. 66, c. 1, cont. de la n. 2, de la p. 65, c. 2, Bahr ul-khazér II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. - ul-qoulzum, ibidem. Bahri Ebiaz, ibidem. - Esved, ibid. - Mouhith, ibid. c. 2. Baikal (Lac) II. (II.) p. 1246. c. 1. Baillage d'Utrecht I. p. 468. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Bailler II. (II.) p. 103, c, 2, n, 1. Bailleresse, ibidem. Bailleur, ibid. - de fonds, ibid. Baillivus II. (1.) p. 25, c. 1, n. 2. Bailos II. (t.) p. 25. c. 2. n. 3. Baisemain (Cérémonie du) II. (11.) p. 949. c. 2. n. 3. Baisement des pieds II. (1.) p. 463. c. 1. n. 2. Baissiers II. (II.) p. 753. c. 2. n. *. Bajulus II. (1.) p. 25. c. 1. n. 2. Bakou II. (II.) p. 96. c. 2. n. 1. p. 1260. c. 2. n. 7. Bakri (Mechai) II. (11.) p. 1114. c. 2. n. 3. Balaklava II. (II.) p. 1189. c. 1, n. '. Baldo degli Ubaldi I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. Baléares II. (1.) p. 119. c. 2. n. ††. Balio II. (1.) p. 25. c. 1. n. 2. Balisage II. (II.) p. 548. c. 1. n. ***. Balise, ibid. Baliser, ibid. Baliseur, ibid. Baliste II. (u.) p, 185. c. 2. n. '.

Balk I. p. 380. c. 1. n. 4. Balk (Hermann de) I. p. 409. c. 1. cont. de la n. ***. de la p. 408. c. 2. Balkan II. (1.) p. 43. c. 1. n. '. Ballast-Office II. (II.) p. 549. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 547. Ballottage II. (II.) p. 657. c. 2. Ballotte, ibid. c. 1. Ballotter, ibid. Balsamum II. (1.) p. 136, c. 2, cont. de la n. 3. de la p. 135. c. 1. Balta Limani II. (II.) p. 802. c. 1. Ban (Banus) I. p. 508. c. 2. n. 5. — de Croatie I. p. 508. c. 2. n. 4. Banat I. p. 508, c. 2, n. 5. Banc du Roi, en Angleterre, I. p. 320. c. 2. n. 2. — de la Reine I. p. 321. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — Banc supérieur, ibid. — des Échevins à Batavia II. (II.) p. 745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Banda orientale II. (II.) p. 201. c. 2. n. 4. Banderole II. (11) p. 182, c. 1, n. '. Bandi sine pignore II. (1.) p. 549. Bandougans II. (II.) p. 746, c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Bandum II. (1.) p. 549. n. 2. Bangkok voy. Bankok. Banianes II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Banians II. (u.) p. 937. c. 4. n. 1. et n. *. Bank van Schepenen II. (II.) p.745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Bankasay II. (II.) p. 1578. c. 1, n. 4. Bankok, ibidem. Bankrupt Laws I. p. 323, c. 2. n. 2. Bannière II. (II.) p. 790, c. 1, n. 2. Bannum II. (1.) p. 549. n. 2.

contin, de la n. 3. b. de la p. 95.

c. 2.

Banou Ommiah II. (II.) p. 960. c. 2. n. °°. Banque d'Angleterre II. (II.) p. 389. c. 2. n. ooo. - de St. George, à Gênes II. (1.) p. 116. c. 2. n. 2. Banqueroute I, p. 323, c. 1, n. 2. - frauduleuse, ibidem. - simple, ibid. - volontaire, ibid. Banqueroutier, ibid. Banquiers I. p. 29. c. 1. n. 1. a. Baradai ou Zanzale (Jacobus) II. (i.) p. 10. c. 1. n. †. Baratier (Jean Philippe) II. (II.) р. 1042. с. 2. п. СССС. Baratto II. (1.) p. 525. n. 8. Barbares ques (États ou Régences) II. (i.) p. 271, c. 1, n. 2. Barbarie II. (1.) p. 8. c. 1. n. 4. Barbaro (Josaphat) II. (i.) p. 105. c. 1. n. *. Barbarossa ou Barberousse II. (i.) p. 215. c. 1. n. *. Barbeyrac (Jean) II. (II.) p. 950. c. 1. n. †. Barcelone II. (1.) p. 220. c. 1. n. 3. - (Corporations d'Arts et Métiers à) II. (i.) p. 247. c. 1. n. . Barclay (Thomas) II. (II.) p. 1548. c. 2. n. 6. Bardo (el) II. (II.) p. 197. c. 1. n. '. Barigello (Bargello, Barigel) II. (i.) p. 525. n. 2. Barkah II. (II.) p. 1033. c. 1. n. Q. Barre II. (II.) p. 1030. c. 1. n. °. Barrette II. (1.) p. 52. c. 1. n. *** Barrières (Traité de) II. (II.) p. 331. c. 1, n. **. Barth (Jean) II. (II.) p. 88. c. 1. n. †. Barthélemi de Crémone II. (1.) p. 104. c. 1. n. *. Bas Allemand v. Allemand. Basánas II. (1.) p. 282. c. 1. n. 1.

Basane, ibidem.

Basch-Vékil II. (II.) p. 794. c. 1.

Baschi (Mathieu) II. (11.) p. 96. c. 1.

cont. de la n. 1. de la p. 793. c. 2.

Bas-Empire II. (II.) p. 1277. c. 1. Basile (Saint) (Milice religieuse des enfants de) II. (1.) p. 448. c. 1. n. 3. Βασιλεώς ΙΙ. (ι.) p. 19. c. 1. n. 1. Basileus, Titre du Roi d'Angleterre, II. (i.) p. 332. c. 2. n. 4. Basilius I. p. 4. c. 2. n. 7. Bassa II. (II.) p. 492. c. 2. n. 1. p. 854. c. 1. n. 1. Bastion de France II. (II.) p. 12. c. 1. n. 2. Bastonarius II. (1.) p. 490. n. 3. Bataille I. p. 53. c. 1. n. 1. Batardes II. (II.) p. 178. c. 1. n. ". Batavia II. (II.) p. 743. c. 1. n. ". Bateau sauveteur II. (II.) p. 277. c. 2, n. 2, Baténiens II. (II.) p. 1040. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. Bâtiments latins II. (II.) p. 180. c. 1. n. †††. Batinniyès II. (II.) p. 1040. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. Bâton d'une Bannière II. (II.) p. 859. c. 2. n. 4. - de Confrérie, ibid. d'Enseigne, ibid. — de Pavillon, ibid. Batonnier II. (1.) p. 490, c. 1, n. 3. Batou II. (II.) p. 1033. c. 1. cont. de la n. . de la p. 1031. c. 1. Batskie (Tatars) II. (u.) p. 1237. c. 2. n. 1. Bauddhas II. (II.) p. 1224. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Bauman (Ile) II. (n.) p. 1553. c. 2. Baume d'Égypte II. (1.) p. 136. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 135. c 1. - du Grand-Caire, ibid. -. de Judée, ibid. - de la Mecque, ibidem. Baumholder II. (II.) p. 1351. c. 1.

Bayle général de Catalogne II. (1.) p. 256. c. 2. n. 3. - de Venise II. (i.) p. 73. c. 2. n. 4. p. 473. c. 1. n. 2. II. (II.) p. 884. c. 2. n. 3. Baylia II. (1.) p. 256. c. 2. n. 3. Baysen (Jean de) I. p. 459. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Baza (Bazac ou Bazat) II. (1.) p. 208. c. 1. n. 3. Bazar II. (II.) p. 191, c. 1, n. 1, p. 1242. c. 2. n. 4. Bazzarro II. (i.) p. 525. n. 8. Béatification II. (II.) p. 470, c. 1. n.°. Bec II. (II.) p. 1615. c. 1. n. ". Bechica remedia II. (II.) p. 1614. c. 1. n. °. Béchique, ibidem. Becket (Thomas) II. (1.) p. 357. c. 1. Bedeau II. (i.) p. 490. c. 2. n. 3. Bedellus, ibid. c. 1. Bedschiala II. (1.) p. 165, c. 1, n. 1. Beg II. (II.) p. 784. c. 2. n. ††. Beglerbeg I. p. 523. c. 1. n. 2. р. гиг. с. 2. п. †††. И. (г.) р. 281. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 280. Beglikdji-Efendi II.(II.) p.317. c. 2. n. . Beises II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Beit-ul Madji II. (1.) p. 218. c. 1. Bejar (Duc de) II. (n.) p. 402. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 401. c. 2. Belge (Royaume) I. p. 60, c. 2, cont. de la n. 4. de la p. 59. c. 2. Belgique I, p. 59. c. 2, n. 4. Belgrad II. (II.) p. 1264, c. 1, n. 1. Bell (John) II. (II.) p. 1231. n. *. Belt (grand et petit) II. (II.) p. 662. c. 2. n. 5. Bemr illah II. (II.) p. 960. c. 2. cont. de la n. **. de la p. 957. c. 2. Bender II. (II.) p. 236. c. 1. n. 1.

p. 1324. c. 2. n. 4.

c. 1, n. 2, Bender-Bouchehr II. (II.) p. 96. c. 2. n. 3. Bénédictins II. (II.) p. 465, c. 2. cont. de la n. . de la p. 464. c. 1, Bénéficier II. (II.) p. 922. c. 2. n. 2. p. 938. c. 2. n. 3. Benghazy II. (II.) p. 494, c. 1, n. 2. Benguela II. (II.) p. 376, c. 2, n. °°. Beni-Aotas II. (II.) p.71. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 70. c. 2. Benimerins, ibid. Benins II. (II.) p. 1228. c. 2. n. 00. Benjamin de Tudela II. (11.) p. 1042. c. 1. n. ♥. Benoît (Saint) II. (u.) p. 464. c. 1. Bérat II. (II.) p. 310. c. 1. n. ". - Trafic des Bérat II. (II.) p. 310. c. 1. n. 5. Bératlu II. (u.) p. 310. c. 2. n. ". Bergelohn I. p. 146. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. Berghen I. p. 388, c. 2, n. 6, p. 394. c. 1. n. 3. Bergthor Rafni I. p. 355, c. 2. Bergung (Recht der) I. p. 146. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. Berkel (François-Angilbert van) II. (II.) p. 762. c. 2. n. ". Berkovetz II. (1.) p. 340, c. 1, n. 2. Bernard (Saint) II. (11.) p. 463. c. 1. n. †. Bernardins II. (II.) p. 468. c. 2. contin. de la n. °. de la p. 464. Berthoud (Ferdinand) II. (II.) p. 1689, c. 1, contin. de la n. •••. de la p. 1688, c. 2. Besan ou Besant II. (1.) p. 179. c. 1. n. 1. Bescheid (Scheidung) I. p. 152. c. 2. n. **.

Bender-Abassy II. (u.) p. 97.

Bètes de Somme II. (11.) p. 503. c. 1. n. 1. Bethania II. (1.) p. 166. c. 1. n. 1. Beth-Anoth II. (1.) p. 165. c. 2. n. 3. Bétique I. p. 15. c. 1. n. 4. Bétis ou Guadalquivir, ibid. Beuluk-Baschi II. (11.) p. 886. c. 2: n. ...

Bewindhebber II. (II.) p. 740. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Béyram II. (I.) p. 249. c. 2. n. *. Bézestin I. p. 518. c. 1. n. 2. Bézoard II. (II.) p. 1613. c. 1. n. *. Biarkeyar-Rett I. p. 392. c. 2. n. 4.

Bibars II. (n.) p. 1038. c. 2. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. Bibliothèque bodléienne I. p. 55. c. 1. n. 1. — cottonienne, ibid. Bidassoa II. (n.) p. 31. c. 2. n. 3. Bid'at ou Bidaat du Café II. (n.) p. 121. c. 1. n. 1. — de Smyrne, ibidem.

Bidet II. (II.) p. 513. c. 1. n. 2. — double, ibid.

Bien appelé I. p. 221. c. 2. n. 4.
 — jugé, ibid.

Bien censuel I. p. 500. c. 1. n. 1.
Biens allodiaux I. p. Lxxx, addition
à la p. 121. — ammodiaux I. p.
xxxv. n. . — fonds I. p. 270. c. 1.
n. 4. — immeubles, ibid. — meubles, ibid. c. 2.

Bilan II. (II.) p. 1299. c. 2. n. ".

Bilbao II. (II.) p. 420. c. 1. n. 2.

Bill (India) II. (II.) p. 650. c. 1.

cont. de la n. 1. de la p. 621. c. 2.

Bill of lading II. (II.) p. 946. c. 2.

n. "".

Billah II. (II.) p. 960. c. 2. cont. de la n. **. de la p. 957. c. 2.

Billet II. (II.) p. 701. c. 1. n. 1.

— d'Anticipiation II. (II.) p. 762. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — blanc II. (II.) p. 1437. n. †.

— de Change II. (II.) p. 946. c. 2.

n — consulaire I. p. 197. c. 2. n. 1. — Coupon II. (u.) p. 601. c. 2. n. ††. — de l'Échiquier I. p. 322. c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — à Ordre I. p. 431. c. 1. n. 1.

Billon II. (1.) p. 248. c. 1. n. °. Birème II. (11.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2.

de la n. 6. de la p. 178. c. 2.

Biren-Wartemberg (Ernest Jean)
I. p. 417. c. 1. n. 1. n. **.

Bisonkaï II. (1.) p. 35. c. 2. n. †.
Bissagos II. (11.) p. 1228. c. 2. n. ••.
Bissexte I. p. xxxxx. c. 1. n. ††.
Bithynie (Duché de) II. (1.) p. 22.
c. 2. n. 3.

Blaeuw (Guillaume) II. (II.) p. 1423. c. 1, n. †.

Blake (Robert) II. (II.) p. 589. c. 2. n. 4.

Blanc de Baleine II. (11.) p. 1613. c. 2. n. †††.

Blancs et Noirs II. (1.) p. 128. c. 2. n. ††.

Blankeel II. (n.) p. 713. c. 2. n. 2. Blanquille, ibid. Blanquin, ibid.

Blason II. (1.) p. 249. c. 2. n. †††.

Bleckingie II. (II.) p. 1077. c. 1. n. ††.
Bleissemünd II. (II.) p. 1144. c.1.

n. *.

Blosseville (Jules de) II. (n.) p.

1555. c. 2. n. 000.

Bluteau ou Blutoir II. (1.) p. 96.

c. 1. n. °.

Bobreck II. (II.) p. 1343. c. 1. n. 1.

boddhisattva II. (n.) p. 1222. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Bodléienne (Bibliothèque) I. p. 55. c. 1. n. 1.

Bodley (Sir Thomas), ibidem.
Boedelmeester II. (II.) p. 747.
c. 2. contin. de la n. 4. de la p.
734. c. 2.

Boghaz II. (II.) p. 186, c. 2, n. 2. p. 318, c. 1, n. 1, Boïar II. (n.) p. 970. c. 1. n. '. Boïarichnia, ibid. c. 2. Boïarine, ibid. Boïarinia, ibid. Boïarskiè Diéti, ibid. Boilades, ibidem. Böigdeting I. p. 384. c. 1. n. 3. Bojador (Cap de) II. (II.) p. 722. c. 1. n. 1. c. 2. n. **. Bolar II. (t.) p. 43. c. 1. n. 4. Bolgar, ibidem. Bolivar II. (II.) p. 20. c. 2. n. 4. Bolivia II. (n.) p. 20. c. 2. n. 4. p. 84. c. 1. n. 4. p. 140. c. 1. n. 4. Bologh (Etienne) II. (II.) p. 1410. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2. Bomérie I. p. 104. c. 1. n. 2. Bon II. (11.) p. 1223, c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1220, c. 2. Bona II. (II.) p. 114. c. 2. n. 4. Bonacolsi II. (11.) p. 1448. c. 1. Bon Allemand v. Allemand. Bonaparte (Napoléon) I. p. 8. c. 2. n. 7. p. 9. c. 1. n. 1. Bonnette II. (II.) p. 653. c. 1. n. °. Bonny II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 👀. de la p. <u>1228.</u> c. 2. Bons du Trésor en Angleterre I. p. 322. c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. Bonzes II. (II.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Boo Hadjar II. (11.) p. <u>1183.</u> c. 1. contin. de la n. 5. de la p. <u>1182</u>, c. 2. Border un Vaisseau II. (II.) p. 865. c. 2. n. 3. Boréo-hespérique I. p. 532. c. 1.

Borough (rotten) II. (II.) p. 648.

c. 1. n. ..

127. c. 1. contin. de la n. *. de la p. 126. c. 1. Borysthène I. p. 419. c. 2. n. 1. Boshouwer (Marchelis) II. (11.) p. 1013. c. 1. n. 3. Bosphore de Thrace II. (11.) p. 86. c. 1. n. 1. p. 88. c. 1. n. 4. Bosporus Cimmerius II. (1.) p. 41. c. 2. n. 4. Bostandji II. (II.) p. 126. c. 1. n. '. — Baschi II. (п.) р. 126. с. 1. п. 2. Boston II. (1.) p. 360. c. 2. n. 2. Both (Pierre) II. (11.) p. 740. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Botoniate (Nicéphore) II. (11.) p. 1668. n. †. addition à la p. 782. Boucan II. (II.) p. 356, c. 2, n. #. Boucanner, ibid. Boucannier, ibid. Boucher (Consulat de la Mer) I. p. 88. c. 1. n. 1. Bouchtou-Khan II. (11.) p. 1202. c. 2. n. 1. Bouddha II. (II.) p. 1220. c. 2. n. 3. Bouddhaïsme, ibid. Bouddha-Maïtri II. (II.) p. 1222 c. 2. contin. de la n. 3 de la p. 1220. c. 2. Bouddhisme voyez Bouddhaïsme. Bouddhistes II. (II.) p. 1222. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Bouée II. (II.) p. 547. c. 1. n. ". de Sauvetage, ibid. c. 2. Bougainville (Louis Antoine de) И. (п.) р. 838. с. 1. п. *. Bougainville (Archipel de) Il. (II.) p. 1553. c. 2. n. 3. Bougette II. (1.) p. 11. n. †. Bounty (Bonification) II. (II.) p. 728. c. 2. n. 3. Bourbes II. (II.) p. 1180, c. 1, cont. de la n. 3. de la p. 1179. c. 2. Bourdonnais (Bernard-François-Mahé de la) II. (II.) p. 638. c. 1. n. †.

Borromé (Saint-Charles) II. (1.) p.

Bourgogne (Écu de) II. (II.) p. 1250. c. 1. n. 1.

Bourg pourri II. (11.) p. 648. c. 1. n. ●.

Bourse I. p. 165. c. 1. n. 1. — de Londres II. (II.) p. 657. c. 1. n. ". Boussole II. (II.) p. 8. c. 2. n. 7. Bout dehors II. (II.) p. 653. c. 2. n. ††.

Boutehors, ibid.

Bouyourouldou II. (II.) p. 1460. c. 1. n. 1.

Bouzea II. (1.) p. 282. c. 1. n. 1. Brahma II. (11.) p. 1018. c. 2. n. °. p. 1220. c. 2. n. **.

Brahma-loka II. (II.) p. 1223. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Brahmanisme II. (II.) p. 1220.

c. 1. n. **.

Brahmans II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1.

Brand (Ad.) II. (II.) p. 1220. c. 1.

n. *.

Bras de St. George II. (i.) p. 88.

c. 1. n. 4.

Bref II. (1.) p. 49. c. 2. n. Brème (Archevêché de) II. (11.) p.

846. c. n. 1.

Brésil II. (II.) p. 554. c. 1. n. 2.

Bresse (Arnold de) I. p. 457. c. 1.
n. **.

Breve Curiae ordinis Maris I. p. 94. c. 2. n. 1. — Curiae Mercatorum et Artium Civitatis Pisanum, ibid. — Maris Pisae ou Consulum Maris Pisae, ibid.

Breydenbach (Bernard de) II. (1.) p. 185. c. 1. n. 2.

Brisgau II. (1.) p. 53. c. 2. n. †. Brocquière (Bertrand de la) II. (1.) p. 69. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 68. c. 2.

Brody II. (II.) p. 1337. c. 1. n. 1. Brömsebrö II. (II.) p. 1077. c. 2. n. ...

Brome (Charles Vicomte) Marquis de Cornwallis II. (II.) p. 651. c. 1. n. ††. Brou II. (II.) p. 742. c. 1. n. †. Brutus (Lucius Junius) I. p. 3. c. 1. n. 2.

Bucking ham-Palace II. (tt.) p. 728. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 727. c. 1.

Budget II. (II.) p. 658. c. 1. n. ***.
Buenos Ayres II. (II.) p. 140. c. 1.
n. 4. p. 201. c. 2. n. 4. p. 386. c. 2.
cont. de la n. °°°. de la p. 380. c. 2.
Buen Retiro II. (II.) p. 467. c. 1.
n. *.

Bugie on Bougia on Boujeiah II. (1.) p. 282. c. 1. n. 1. Bugle II. (11.) p. 475. c. 2. n. *.

Buglosse (Buglossus), ibid. Buiah II. (II.) p. 959. c. 2. n. °. — Enfants de, ibid.

Buides (Maison des) II. (II.) p. 959. c. 2. n. °.

Buitengemeene Raaden van Indie II. (u.) p. 744. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Buitengewoone, ibid.

Bula de Comun de Vivos II. (II.)
p. 41. c. 1. n. *. — de Composicion, ibid. — de Difuntos, ibid.
— de Ilustres, ibid. — de Lacticinios, para Ecclesiasticos, ibid.
Bulgares on Voulgares II. (I.)
p. 43. c. 1. n. 4.

Bulgarie noire, ibid. c. 2.

Bulla aurea II. (1.) p. 21. c. 1. n. 1.

— Sanctae Cruciatae II. (11.) p.
39. c. 1. n. 1.

Bulle de la Croisade II. (II.) p. 39. c. 1. n. 1. — de la Cruciade, ibid. Bulles de différentes Espèces II. (I.) p. 48. c. 1. n. **. II. (II.) p. 41. c. 1. n. *. — d'or II. (I.) p. 21. c. 1. n. 1. p. 121. c. 1. n. 3. Bure (de) Libraire I. p. 110. c. 2. n. 4.

Bureau de Lestage II, (n.) p. 549. c. 2. contin. de la n. 6. de la p. 547. c. 2. — des Longitudes à Paris II. (n.) p. 1689. c. 2. contin. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. —
de Santé à Venise II. (1.) p. 159.
c. 2. contin. de la n. †††††. de la
p. 158. c. 2. — des trois Tables
I. p. 165. c. 2. n. 2.
Bürgersprake I. p. 155. c. 2. n. *.
Burgunderthaler II. (11.) p. 1250.
c. 1. n. 1.
Burkhans II. (11.) p. 1229. c. 2.
contin. de la n. ••. de la p. 1228.
c. 2.
Burum-Sunker II. (11.) p. 937.
c. 2. n. 1.

Busjega II. (1.) p. 282. c. 1. n. 1.
Busse I. p. 414. n. 1.
Buste II. (11.) p. 181. c. 2. n. †.
Buxhaewden I. p. 408. c. 2. n. ***.
Buyukdéré II. (11.) p. 1264. c. 1. n. 1.
Bylaws II. (11.) p. 622. c. 1. cont.
de la n. 1. de la p. 621. c. 2.
Byssus II. (1.) p. 319. c. 1. n. *.
Byzantin II. (1.) p. 179. c. 1. n. 1.
Byzantins (Écrivains) II. (1.) p.
461. c. 2. n. †††.

C.

Caballero I. p. 171, c. 2, n. 3, Cabillaud II. (t.) p. 349. c.1. n. 1. Cabot (Sébastien) ou Gabotto I. p. 537. n. 1. II. (t.) p. 388. c. 1. и. 7. Cachalot II. (II.) p. 1613. c. 2. n. ††. Cadastre I. p. 338, c. 1, n. *. Cadine II. (II.) p. 783. c. 2. n. °. Cadurcins I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Caesar II. (u.) p. 782. c. 1. n. ††. Café II. (II.) p. 476. c. 1. n. ††. Caffa II. (1.) p. 42. c. 1. n. 2. II. (II.) p. 1189. c. 2. n. 3. Caftans II, (i.) p. 253, c. 1, n. 2. II. (II.) p. 1264. c. 2. n. 1. Cahors I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Cahoursins, ibid. Caim-Mécam II. (1.) p. 254. c. 1. Caire II. (1.) p. 67. c. 1. n. 1. Caïus (Titius) ou Gajus I. p. 25. c. 1. n. 1. Calabars II. (II.) p. 1229, c. 1, cont. de la n. 👓 de la p. 1228. c. 2. Calcar galeae II. (II.) p. 178. c. 2. n. †. Calcul (Terme de Médecine) II. (11.) p. 1613. c. 1. n. °.

Calcul différentiel II. (11.) p. 838. c. 2. n. °. — intégral, ibidem. – pisan I. p. 94. c. 1. n. 1. II. (i.) p. 300. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1. Calcutta II. (II.) p. 635, c. 2. n. ". Calédonie (Nouvelle) II. (II.) p. 1558. c. 1. n. 1. Calendar Months I. p. xxvii. c. 1. n. *. Calendes I. p. xxxix. c. 2. n. #. II. (1.) p. 296. c. 1. n. °. Calendrier corrigé II. (1.) p. 297. c. 2. contin. de la n. †. de la p. 295. c. 1. - grégorien II. (1.) p. 297. c. 1. contin. de la même note. - julien II. (1.) p. 295. c. 1. n. †. - perpétuel des Turcs I. p. xxxix. c. 2. contin. de la n. . de la p. xxxvIII. c. 1. - réformé II. (i.) p. 297. c. 1. contin. de la n. +. de la p. 295. c. 1. Calfat I. p. xIII. c. 1. n. 1. Calfatage, ibid. Calfater, ibid. Caligula I. p. 4. c. 1. n. 5. Calimala II. (t.) p. 125. c. 1. n. '. Callinicus II. (II.) p. 1284, c. 1.

Calmal II. (II.) p. 96. c. 2. n. 2.

n. 2,

Calmar (Union de) I, p. 395, c. 1. n. 2.

Calvi (Collège de) II. (II.) p. 811. c. 1. contin. de la n. '. de la p. 807, c. 1.

Calvin (Jean) I. p. 466, c. 1. n. '.

Calvinisme I. p. 466, c. 2. n. '.

Camamat II. (II.) p. 957, c. 2. n. 1. et c. 1, n. '.

Camania, ibid.

Camanie, ibid.

Cambacéres (J. J. Régis de) 1. p. 9. c. 1. n. 1.

Cambalec II, (n.) p. 1037, c. 2.

Cames II. (II.) p. 1224, c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Camp II. (1.) p. 184. c. 1. n. 5. Campanile (Campanille) II. (11.)

p. 1243. c. 2. n. †. Camphuis (Jean) II. (11.) p. 745. c. 1. contin. de la n. 4. de la p.

c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Campione de 'pesi, ou delle misure II. (1.) p. 199. c. 1. n. *. Campsores I. p. 30. c. 2. contin.

de la n. 1; a. de la p. 29. c. 1. Campreere ou Campwer II. (n.) p. 939. c. 2. n. 3.

86. c. 1. n. 1. p. 88. c. 1. n. 4. — de Languedoc II. (1.) p. 195. c. 2. n. †. — d'Odensée I. p. 345. c. 1. n. 1. — de Slesvick-Holstein, ibid. — de la Stecknitz, ibid.

Cancellarius Viae II. (1.) p. 434. c. 2. n. 4.

Candie II. (1.) p. 258. c. 2. n. 5. Canga-Argüelles (José Don) I. p. 298. c. 1. n. 2.

Cangé (Collection de Livres et de Manuscrits) I. p. 108. c. 1. n. 2. Cannibale II. (II.) p. 357. c. 1. n. •• Canon II. (II.) p. 298. c. 1. n. °.

— des Écritures I. p. LXXVIII. cont.
de la n. *. de la p. LXXVII. — Droit
I. p. XLI. c. 2. n. *. p. LXXVII. n. *.

Canonique I. p. XLI. c. 2. n. *.

Canonisation II. (II.) p. 470. c. 1.

n. °.

Canounn II. (II.) p. 120. c. 1. n. 1.

Canounn II. (II.) p. 120. c. 1. n. 1. Canounn-Namé I. p. LIII. c. 1. n. *.

Cantaro II. (ii.) p. 121. c. 1. n. Canterbury II. (ii.) p. 850. c. 1. n. ...

Cantiorum Urbs, ibid.

Canton II. (II.) p. 620, c. 1. n. 4. Cantorbery (Thomas de) II. (t.) p. 357, c. 1. n. 2.

Cantuar II. (11.) p. 850. c. 1. n. *.
Caorsins I. p. 30. c. 2. contin. de
la n. 1. a. de la p. 29. c. 1.

Cap II. (II.) p. 178. c. 2. n. †. p. 360. c. 1. n. ††. — de Bojador II. (II.) p. 722. c. 1. n. 1. — Nègre II. (II.) p. 197. c. 2. n. ††. — Mesurado II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. •• de la p. 1228. c. 2. — de Non ou Nun II. (II.) p. 722. c. 1. n. 1. Capanitza II. (I.) p. 254. c. 1. cont.

Capanitza II. (1.) p. 254. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 253. c. 1. Capi ou Capou voyez Kapi.

Capidgi voyez Kapidgi.
Capion de Proue II. (II.) p. 179.
c. 1. n. †.

Capitaine des Armes II. (1.) p. 410.
c. 1. cont. de la n. 4, de la p. 409.
c. 2. — du Bourg II. (1.) p. 107.
c. 1. n. 2. — au long Cours II.
(11.) p. 190. c. 2. n. 2. — des Forêts II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2. —
général des Galères II. (11.) p. 179.
c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 178.
c. 2. — de la Liberté génoise I.
p. 5. c. 2. n. 6. — des Murailles
II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2. — du
Peuple I. p. 5. c. 2. n. 6. — des
Portes II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2.

Capitainerie II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2. Capital (Crime) II. (II.) p. 479. c. 2. n. 3. Capitale (Peine), ibid. Capitane II. (II.) p. 179, c. 2, cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Capitation I. p. 518. c. 2. n. 6. П. (п.) р. 123. с. 1. п. 1. Capitolare nautico Veneto I. p. 296. c. 2. n. 6. Capitoli del Commercio d'Ancona II. (1.) p. 160. c. 2. contin. de la n. 10. de la p. 157. c. 2. di Corte I. p. 290. c. 2. n. 4. Capitulaires II. (1.) p. 415. c. 2. n. 6. Capitulares, ibid. Capitulation I. p. 524, c. 2, n. 5. П. (п.) р. 117. с. 1. п. 2. р. 786. c. 2. n. 2. - obtenues par les Marseillais II. (1.) p. 572. addition à la p. 214. Capitulos de Corte I. p. 290. c. 2.

n. 4.

Caposoldo II. (1.) p. 525. n. 4.

Capre II. (1.) p. 322. c. 1. n. *.

Capuce II. (11.) p. 95. c. 1. n. **.

Capuchon, ibidem.

Capucins II. (11.) p. 95. c. 2. n. 3. b. Capucium II. (1.) p. 462. c. 1. n. 2. Capuzzo, ibidem.

Caracas II. (ii.) p. 30. c. 2. n. 4. Cara Degnyz II. (ii.) p. 318. c. 1. n. 1.

Caraïbes II. (11.) p. 357. c. 2. n. °. Carat ou Karat II. (1.) p. 197. c. 1. n. †.

Caravane I. p. 517. c. 2. n. 2. Caravansérail voyez Karmanseraï.

Carénage II. (1.) p. 140. c. 1. n. 1. Carène, ibid.

Caréner, ibid.

Carey (Docteur) II. (II.) p. 1019.

c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1013, c. 1.

Cargasoens II. (II.) p. 761. c. 1.

Caribes voyez Caraïbes.

Carina II. (n.) p. 357. c. 2. n. °. Caritadiers II. (1.) p. 200. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. c. 2. Carité ou Chariteiz II. (1.) p.

200. c. 2. n. ***. Carladez (Comté de) II. (n.) p. 304.

c. 1. n. *. Carlat, ibid.

Carlin II. (i.) p. 483. c. 2. n. 5. Carlino (de Naples) I. p. 293. c. 1.

Carlos (Don) Roi des Deux-Siciles I. p. 291. c. 1. n. 5.

Carlowitz II. (II.) p. 1290. c. 2. n. 5. — p. 1424. c. 1. contin. de la n. ". de la p. 1422. c. 1.

Carlton House II. (II.) p. 727. c. 1. n. 2.

Carmelites II. (II.) p. 95. c. 1. n. 3. Carmes, ibidem. — déchaussés II. (II.) p. 95. c. 2. n. 3.

Carobas II. (n.) p. 1179. c, 2. n. 3. Carosse II. (n.) p. 182. c. 1. n. ***. Caroubier II. (n.) p. 197. c. 1. n. †. Carouge, ibid.

Carrou II. (n.) p. 641. c. 1. n. ". Carta de Lei II. (n.) p. 565. c. 1. n. 1. Cartel I. p. 504. c. 1. n. 2.

Cartulaire II. (1.) p. 413. c. 1. n. 2. Cas de Conscience II. (11.) p. 413. c. 2. n. 3. — privilégié II. (11.) p. 935. c. 2. n. 3.

Casa fuerte II. (II.) p. 402. c. 2. n. 3. — pia II. (II.) p. 533. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 532. c. 1. — da supplicação II. (II.) p. 481. c. 2. n. 4.

Casas (Barthélemy de las) II. (II.) p. 371, c. 1, n. °°.

p. 371, c. 1, n. °°.

Cassave (Pain de) II. (11.) p. 358.
c. 1, n, °.

Cas-

Cassiodorus (Magnus Aurelianus) I. p. 4. c. 2. n. 6. - p. 23. c. 2, n. 2, Casso II. (i.) p. 525, n. 5. Cassovia II. (II.) p. 1422, c. 2. n. 5. Caste II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Castel II. (II.) p. 1096. c. 1. n. 1. Castello dos Moros II. (II.) p. 532. c. 2. n. 2. — de S. Jorge, ibid. Castille (vieille et nouvelle) II. (1.) p. 293. c. 1. n. 5. Casuiste II. (1.) p. 226, c. 2, n. 5. Catalans (Expédition des) contre les Turcs II. (1.) p. 260. c. 2. n. 6. — de Sicile II. (1.) p. 260. c. 1. n. 6. Cataractes de la Bousempra II. (IL) p. 1229. c. 1. contin. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2. Catéchumène II. (1.) p. 136. c. 1. n. †. Catels ou Cateux (Biens) II. (1.) p. 78. c. 1. n. *. Cathai II. (II.) p. 1037. c. 2. n. 000. Catholicos I. p. LvII. c. 1. n. ". — II. (i.) p. 38. c. 1. n. . p. 501. n. 2. et n. 4. Cattegat ou Kattegat II. (II.) p. 662, c. 2, n. 5. Causes principales d'Opposition I. p. 223. c. 2. n. 8. Caustique II. (II.) p. 1612. c. 2. n. †. Cautio altera Radziviliana I. p. 411. c. 2. cont. de la n. 1. de la р. 410. с. 2. Caution II. (II.) p. 343. c. 1. n. 1. Cautionnement, ibid. Cavillation II. (II.) p. 104. c. 2. n. 3. Cazá I. p. Liur c. 1. n. †††. Cazá-Naïby II. (II.) p. 953. c. 1. n. 1. Cédule évocatoire II. (II.) p. 1106. c. 2. n. 3. Cegataria II. (1.) p. 571. addition à la p. 107.

Célèbes II. (II.) p. 624. c. 2. n. †.

Cellier II. (II.) p. 453. c. 1. n. 1.

Célémine II. (II.) p. 153. c. 2. n. 3.

Cellini (Benvenuto) II. (1.) p. 95. c. 1. n. *. Celsing (Ulric de) II. (II.) p. 1264. c. 2. n. 1. Celsitudo II. (1.) p. 211. c. 2. n. 1. Cénobiar que II.(I.)p. 268. c. 1. n. †. Cénobite, ibid. Cénobitique, ibid. Censal II. (II.) p. 128. c. 1. n. 1. Censerie, ibid. Censitaire I. p. 500. c. 2. n. 1. Censive, ibidem. Censuel I, p. 500, c. 1, n. 1. Census hereditatis vel legati I. p. 499. c. 1. n. 1. - seu Gabella emigrationis I. p. 504. c. 2. n. 4. Centilitre II. (1.) p. 249. c. 1. n. †. Central-Behörde I, p. 443, c. 1. n. 2. II. (II.) p. 484. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 483. c. 1. Centuries I. p. 353. c. 1. n. ". Cerasus II. (i.) p. 94. c. 1. n. 4. Cérat II. (II.) p. 1614. c. 1. n. 00. Cercle II. (i.) p. 463, c. 1, n. 1. Cérémonial diplomatique Cours de l'Europe II. (II.) p. 949. c. 1. n. *. p. 950. c. 1. n. †. Cerquemanage II. (II.) p.747. c.1. cont. de la n. †††. de la p. 746. c. 2. Cerquemanement, ibid. Cerquemaner II. (II.) p. 746. c. 2. n. †††. Cerquemaneur II.(II.) p.747. c.1. cont. de la n. †††. de la p. 746. c. 2. Certiorari I. p. xxvIII. c. 2. n. . Césonie I. p. 4. c. 1. n. 5. Cessible II. (II.) p. 976. c. 2. n. . Cession des Biens I. p. 271. c. 1. n. 3. Cézy (Philippe de Harlay, Comte de) II. (II.) p. 951. c. 1. n. ". Cétacé II. (II.) p. 1613. c. 1. n. †. Cétine II. (II.) p. 1613. c. 2. n. †††. Ceuta II. (i.) p. 267. c. 2. n. 7. Chaïtan II. (II.) p. 1200. c. 2. n. *. Chaland II. (II.) p. 1144. c. 2. n. 7. Chalybs II. (1.) p. 553. n. 3. 109

p. 1259. c. 2. n. 7. Chamanisme II. (II.) p. 1200. c. 1. Chamaniste, ibid. Chamans, ibid. Chambalec voyez Cambalec. Chambre d'Assurance maritime à Bruges I. p. 33. c. 1. contin. de la n. 1. b. de la p. 31. c. 2. basse du Parlement d'Angleterre I. p. 179. c. 1. n. 2. — des Comptes II. (i.) p. 187. c. 1. n. †. de Guerre et des Domaines en Prusse I. p. 429. c. 1. n. 1. — des Pairs en Angleterre I. p. 322. c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. - du Plaidoyer I. p. 192. c. 2. n. 3. - présidiale II. (II.) p. 740. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Chambrée II. (11.) p. 125, n. *. Champ d'Asyle II. (11.) p. 1582. c. 1. n. 1. - de Mai ou de Mars I. p. 325. c. 2. n. 1. Champel, Tham et Cie II. (11.) p. 1677. addition à la p. 990. Chancellor (Richard) II. (1.) p. 389, c. 2, n. 1, Chancery I. p. 316, c. 2. n. 2. Changeurs I. p. 30. c. 1. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Chanoinesses de St. Jean de Jérusalem II. (i.) p. 54. c. 2. n. ***. Chantourner II. (II.) p. 601. c. 1. n. ***. Chanvre cru II. (II.) p. 315. c. 1. n. †. Chaperon II. (1.) p. 462. c. 1. n. 2. Chapka II. (II.) p. 1619. c. 2. cont. de la n. 7. de la p. 1618, c. 1. Chara modon II. (II.) p. 1245. c. 1, n. 2, Charcas II. (II.) p. 20, c. 2, n. 4. Chardin (Jean, Chevalier de) II. (II.) p. 1652. c. 1. n. **. addition

à la p. 307.

Chamakhi ou Schamakié II. (II.)

Charges patrimoniales II. (11.) p. 347. c. 1. n. 1. Charité des Poivriers II. (1.) p. 200. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. Chariteiz voyez Carité. Charlevoix H. (II.) p. 373, c. 2. n. 000. Charlotte (lles de la Reine) II. (II.) p. 1555. c. 2. n. °°°. Charobert (Charles Robert) II. (IL.) p. 1411. c. 2. n. 3. Chartae indentatae II. (II.) p. 602. c. 1. contin. de la n. ***. de la p. 601. c. 1. — partitae II. (11.) p. 601, c. 1, n. ... , - undulatae II. (II.) p. 602. c. 1. cont. de la n. ***. de la p. 601. c. 1. Charte de Culm I, p. 455. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Chartes en dents de scie II. (11.) p. 602, c. 1. contin. de la n. ***. de la p. 601. c. 1. - dentelées, ibid. - ondulées, ibid. - parties II. (11.) p. 601. c. 1. n. *** Chartre-partie I. p. 266. c. 1. n. 3. Chasse (abandonner la) II. (II.) p. 922. c. 2. n. 1. — appuyer, ibid. - continuer, ibid. - donner, ibid. lever, ibid. — maintenir, ibid. - prendre, ibid. - soutenir, ibid. Chateau fort v. Casa fuerte. Chatelain II. (1.) p. 107, c. 1, n. 1. Chatellenie, ibid. Chatham (Baronne de) II. (11.) p. 649. c. 2. n. °°. — Comte de II. (II.) p. 648. c. 1. n. †. Chatham ou Pola II. (II.) p. 1554. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1553. c. 1. Chatri II, (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Chebec II. (II.) p. 181. c. 1. n. °. Che-eulh-tchi II. (II.) p. 1218. c. 2. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. Cheikh I. p. 528. c. 1. n. 4.

Cheikh-al-Djebal II. (II.) p. 1031. c. 1. contin. de la n. °. de la p. 1029. c. 1.

Cheikh' ul-Islam I. p. L. c. 2. n. .. Chékan II. (11.) p. 1218. c. 2. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. Chékiamouni II. (II.) p. 1222.

c. 2. n. **.

Chéking II. (II.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1. Chelouk II. (II.) p. 1208. c. 2. n. °. Chemin forain I. p. LXXXII. addit. à la p. 189. — de Halage II. (11.)

p. 548. c. 1. n. ***.

Cheng-Siang-vang IL (II.) p. 1209. c. 1. n. 00.

Chénier (Louis) II. (11.) p. 71. c. 1. n. ". - Marie de Saint-André II. (n.) p. 71. c. 1. n. ††.

Chensi II. (u.) p. 1245. c. 2. n. 2. Cherrone II. (IL.) p. 1189. c. 1. n. 1.

Cherson, ibid.

Chersonèse taurique I. p. 398. c. 2. n. 7. II. (t.) p. 102. c. 1. n. 1. Cheval de Frise II. (IL.) p. 1239. c. 1. n. 3.

Chevalier du Guet II. (1.) p. 525.

Chiapa (État mexicain de) II. (II.) p. 50. c. 2. n. 5.

Chiffon II. (11.) p. 1685. c. 1. n. . addition à la p. 1129.

Chi-King II. (II.) p. 1211. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. Chili (République de) II. (11.) p. 25.

c. 2. n. 4.

Chine II. (II.) p. 1207. c. 2. n. †. divisée en trois Empires II. (II.) p. 1209. c. 2. n. •.

Chinesiske og ostindiske Handelscompagnie II. (II.) p. 1680. addition à la p. 1017.

Chinois de Batavia II. (II.) p. 747. c. 1. n. **.

Chio H. (i.) p. 107. c. 1. n. 4. Chiourme II. (II.) p. 183. c. 2. n. °.

Chiraz II. (II.) p. 94, c. 1, n. 2, Chirman ou Schirvan II. (u.) p. 96. c. 2. n. 1. — p. 1259. c. 2. n. 1. et c. 2, n. 8. — p. 1262. c. 2. n. 2. — p. 1610. c. 2. n. 5. Chiva II. (II.) p. 1220. c. 2. n. **. Choczim II. (II.) p. 1324. c. 1. n. 3. Chou King II. (II.) p. 1216, c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1. Choutres II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Chrème (Saint) II. (1.) p. 136. c. 1. n. *.

Chrétien III, Roi de Danemark, I. p. 391. c. 2. n. 4.

Chrétiens d'Égypte II. (1.) p. 10. c. 2. n. †. - de Saint Thomas II. (I.) p. 501. n. 4.

Christianople II. (II.) p. 902. c. 1. n. *.

Christianostadium II, (11.) p. 902, c. 1. n. **.

Christianstad, ibid.

Chronique de Nestor II. (II.) p. 1285, c. 1. contin. de la n. †. de la p. 1284. c. 2. - de Tsou-Chou II. (II.) p. 1211. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1205. c. 1.

Chronologie chinoise II. (II.) p. 1205, c. 1. n. ". - des Orientaux I. p. xL, c. 1. contin. de la n. ".

de la p. xxxviii. c. 1.

Chrysobullum II, (1.) p. 21. c. 1.

Chun II. (II.) p. 1209. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 1207. c. 2. Chuquisaca voyez Charcas.

Chypre I. p. 42, c. 1, n. 1,

Cibo (Jules) II. (II.) p. 185. c. 2. cont. de la n. '. de la p. 184, c. 1. Cicala II. (II.) p. 792. c. 2. n. 4. 5. Ciceron (Marcus Tullius) I. p. 17.

c. 2. n. 5.

Cigala (Scipion) II. (II.) p. 793. c. 1. contin. des n. 4. et 5. de la р. 792. с. 2.

Cigale (Jean Michel de), ibidem.

109 *

Cimbres I. p. 369, c. 1, n. 2. Cimier II. (II.) p. 375. c. 2. n. °. Cimmériens I. p. 369. c. 1. n. 2. Cinabre II. (II.) p. 1283. c. 1. n. 1. Cinq sols (Négoce des Pièces de) II. (II.) p. 1652. c. 1. n. *. addition à la p. 307. Cipaie II. (II.) p. 640. c. 1. n. ". Circassie ou Tcherkessie I. p. 421. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 420. c. 1. Circulus magnus II. (II.) p. 1218. c. 1. n. °. Cire II. (II.) p. 483. c. 1. n. 2. Cisterscium II. (II.) p. 465. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 464. c. 1. Citatio subsidialis sive subsidiaria II. (II.) p. 1107. c. 1. n. 1. Citeaux II. (II.) p. 464. c. 1. n. °. Città Vecchia II. (1.) p. 53. c. 1. n. **. Civil, par opposition à Criminel ou Commercial, I. p. 212. c. 2. n. 7. Civitas notabilis II. (1.) p. 53. c. 1. n. ". Claire (Isabelle-Eugénie) Souveraine des Pays-Bas II. (II.) p. 448. c. 1. n. . Clairvaux II. (11.) p. 464. c. 1. n. †. Clamengis (Nicolas de) II. (II.) p. 811. c. 1. contin. de la n. *. de la p. 807. c. 1. Clara Elf II. (II.) p. 1086, c. 2, n. 5. Clara vallis II. (11.) p. 464. c. 1. n. †. Clarisses ou pauvres Dames II. (II.) p. 354. c. 1. n. †. Classen-Loterie (hundertfache) II. (II.) p. 1437. c. 2. n. *. Classes (Terme de Marine) II. (II.) p. 87. c. 1. n. °. Clearance II. (II.) p. 870. c. 1. n. 2. Clerc II. (1.) p. 49. c. 2. n. . p. 187. c. 1. n. *. Clercs de la Société de Jésus II. (II.) p. 96 c. 1. n. 3. d.

Cléricature II. (1.) p. 187. c. 1. n. ..

Clive (Robert Lord) II. (11.) p. 639. c. 1. n. *. Club des Cordeliers II. (1.) p. 64. c. 2. n. *. Clysma II. (n.) p. 318. c. 1. n. 1. Coactif II. (II.) p. 246. c. 2. n. 3. Coadjuteur II. (1.) p. 60. c. 1. n. ***. Coadjutorerie, ibid. Coadjutrice, ibid. Coalition (Ministère de la) en Angleterre II. (II.) p. 646. c. 2. n. *. Cocceji (Samuel de) I. p. 444. c. 2. Code bourguignon I, p. 27. c. 2. n. 1. p. 400. c. 1. n. 1. - de Commerce (Projet d'un Code) en Hongrie I. p. 512. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 511. c. 2. - Frédéric, en Prusse, I. p. 444. c. 2. n. 1. de Gazarie I. p. 398. c. 2. n. 7. général prussien I. p. 444. c. 1. n. 1. - gothique I. p. 369. c. 1. n. 4. grégorien I. p. 18. c. 2. n. 6. - hermogénien, ibid. - de Lois maritimes en Prusse I. p. 490. c. 2. n. 2. - de la Monarchie autrichienne I. p. 511. c. 1. n. 1. et n. . — noir II. (11.) p. 89. c. 1. n. †. — papirien I. p. 18. c. 2. n. 6. prussien I. p. 472. c. 2. n. 1. spécial de l'Inde hollandaise II. (II.) p. 745. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — théodosien I. p. 18. c. 1. n. 6. — d'Ulfljot I. p. 355. c. 2. n. 1. - visigothique I. p. 145. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. - de Westrogothie I. p. 369, c. 1, n. 4. Co dice per la Veneta mercantile marina I. p. 297. c. 1. n. 2. Codicille II. (11.) p. 232, c. 1, n. 1. Codin (George) II. (1.) p. 461. c. 1. Coecum II. (II.) p. 1613. c. 1. n. ***. Coeur (Jacques) II. (1.) p. 186. c. 1.

Cognassier II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 258. c. 2. Cohahuila II. (11.) p. 1582, c. 1.

Cohen (Juda) II. (II.) p. 999. c. 2.

Colbert (Jean Baptiste) II. (II.) p.

85. c. 1. n. *. Colicium II. (1.) p. 466. c. 2. n. 3.

Coligny (Comte de) II. (II.) p. 1653. c. 2. n. .

Colis II. (u.) p. 352, c. 1. n. . Collatinus (Tarquinius) I. p. 3. c. 1. n. 2.

Collecte espagnole II. (1.) p. 378. c. 2. n. 2.

Collection Arna-Magnaeane I. p. 349. c. 2. contin. de la n. 1. de la р. 348. с. 1. — Harléïenne II. (п.)

p. 389. c. 1. n. °. Collège d'Amirauté en Suède I. p. 363. c. 2. n. 3. — de Commerce à Pétersbourg II. (II.) p. 822. c. 1. n. 3. - de Commerce et d'Amirauté en Prusse I. p. 474, c. 2, cont. de la n. 1. de la p. 473, c. 1. — Collège du Conseil intime d'Etat en Brandebourg I. p. 441. c. 1. n. 2. - des Curateurs des Maisons mortuaires des Chinois et autres Non-Chrétiens, dans l'Île de Java II. (II.) p. 747. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — des Douanes en Prusse I. p. 490. c. 2. n. 2. général de Commerce à Berlin I. p. 474. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 473. c. 1. - des Inspecteurs des Digues et des Levées II. (11.) p. 746. c. 2. cont. de la n. 4. de

la p. 734. c. 2. — des Inspecteurs des Orphelins à Java, ibid. c. 1. -

des douze Juges supérieurs d'An-

gleterre I. p. 321. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. - des

Mariages et des petites Affaires II.

(II.) p. 747. c. 1. cont. de la n. 4.

de la p. 734. c. 2. - sacré II. (II.) p. 1034. c. 1. n. O.

Collegie der Heeren Heemraden II. (II.) p. 746. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. - der Heeren Weesmeesteren, ibid. c.1.

Collegio delli cinque Savii sopra le mercanzie II. (1.) p. 402. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 401. c. 2.

Collegium on Congregatio pauperum Magistrorum studentium in theologica facultate II. (II.) p. 808. c. 1. contin. de la n. *. de la p. 807. c. 1.

Cologne sur la Sprée II. (II.) p. 968. c. 1. n. 1.

Colomb (Christophe) II. (II.) p. 371. c. 1. n. oo.

Colombie (République de) II. (11.) p. 30. c. 1. n. 4.

Colonie suédoise dans l'Amérique du Nord II. (II.) p. 989. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 988. c. 2.

Colportage I. p. LXXXV. addition à la p. 501.

Colquhoun (Jacques) II. (II.) p. 1497. c. 2. n. 4.

Colzoum II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Comana de Cataonie II. (11.) p. 781. c. 2. n. °°°.

Combat judiciaire ou singulier II. (t.) p. 350. c. 1. n. *.

Comécies II. (1.) p. 368, c. 2, cont. de la n. †. de la p. 367. c. 1. Comestibles II. (II.) p. 114. c. 2.

Comices I. p. 353. c. 1. n. ". Comisionado II. (11.) p. 441. c. 1.

Comité des Dix-sept II. (II.) p. 741. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Comité de La Haye II. (II.) p. 742. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Comitia centuriata I. p. 353. c. 1. n. **. — curiata, ibid. — tributa, ibid.

Commandement II. (II.) p. 778. c. 1. n. 2.

Commandements généraux en Autriche I. p. 507. c. 2. n. 2.

Commanderies patronales II. (1.) p. 54, c. 2, n. ††††.

Commandeurs II. (II.) p. 749. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Commanditaire I. p. 224. c. 1.

Commandite, ibid.

Commencement de l'Année II. (1.) p. 299. c. 1. contin, de la n. †. de la p. 295. c. 1.

Commendon II. (u.) p. 1410, c. 1. n. *.

Commerce d'Épiceries de Montpellier II. (1.) p. 199. c. 2. n. †.
Commettre II. (11.) p. 410. c. 1. n. 1.
Commissaire général des Relations commerciales II. (11.) p. 12.
c. 1. n. 1. — pour juger les Prises
I. p. 242. c. 2. n. 4.

Commissariat des Convois II.
(n.) p. 1678. addition à la p. 990.
Commissaris polityk II. (n.) p.
748. c. 1. contin. de la n. 4. de la

748. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Commission II. (11.) p. 920. c. 2.

n. 6. — de Conciliation en Danemark I. p. 339. c. 2. n. 3. — des Lois en Prusse I. p. 490. c. 2. n. 2. Common Law of England I. p. 338. c. 1. n. 4.

Communes (en Angleterre) voyez
Chambre basse du Parlement
d'Angleterre.

Communion II. (II.) p. 542, c. 1, n. 1. Commutatif I. p. LXXVIII. addit. à la p. 32.

Comorn II. (11.) p. 1409. c. 1. n. 1. Compagnia degli Umili II. (1.) p. 132. c. 2. n. 6. — degli Vermigli, ibid.

Compagnie anglaise d'Afrique II. (II.) p. 628. c. 1. n. †. — des Indes orientales II. (II.) p. 391. c. 1. n. °. II. (II.) p. 621. c. 2. n. 1. — du Levant II. (II.) p. 312. c. 1. n. *. — de la Mer du Sud II. (II.) p. 388. c. 1. n. †.

Compagnie danoise d'Afrique I.

p. 477. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 473, c. 1, II. (II.) p. 1047, c. 2. n. 3. - asiatique ou des Indes orientales II. (II.) p. 1013, c. 1, n. 3, II. (II.) p. 1680. addit, à la p. 1017. - du Levant II. (u.) p. 1681. addit. à la p. 1054. — Compagnie en Société générale danoise de Commerce II. (n.) p. 1681. n. *. addit, à la p. 1054. Compagnie française d'Afrique II. (II.) p. 12. c. 1. n. 2. du Bastion de France, ibid. - de la Chine II. (11.) p. 385. c. 1. n. 0. — de la France équinoxiale II. (II.) p. 381, c. 2, n. . pour la nouvelle France (le Canada) II. (II.) p. 381. c. 1. n. . de Guinée II. (II.) p. 380. c. 2. n. °°°. pour l'Île de Saint Christophe II. (II.) p. 381. c. 1. n. ••. — des Indes II. (n.) p. 384. c. 1. n. . . . des Indes occidentales II. (11.) p. 381. c. 1. n. ••. II. (n.) p. 382, c. 1. contin. de la n. .. de la p. 381. c. 1. — des Indes orientales II. (u.) p. 84. c. 2. n. 6. — de la Louisiane II. (II.) p. 86. c. 1. n. C. de la Mer du Sud II. (n.) p. 386. c. 2. contin. de la n. . de la p. 384. c. 1. — du Mississipi II. (n.) p. 86. c. 1. n. Q. - d'Occident II. (II.) p. 86. c. 2. n. O. p. 384. c. 1. n. •. — du Sénégal II. (11.) p. 381. e. 1. n. °. — spéciale pour la Pêche du Corail II. (u.) p. 13. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 12, c. 1.

Compagnie génoise du Levant II. (II.) p. 1652. addit. à la p. 307.

Compagnie de Négociants hollandaise, pour le Commerce d'Afrique I. p. 477. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 473. c. 1. — des Indes occidentales II. (II.) p. 980. c. 1. n. 2. — des Indes orientales II. (II.) p. 734. c. 2. n. 4. — du Levant II. (II.) p. 943. c. 1. n. 2.

Compagnie des Humbles II. (1.) p. 132. c. 2. n. 6.

Compagnie Impériale orientale II. (II.) p. 1422, c. 1. n. 3.— nouvelle orientale II. (II.) p. 1435, c. 1. n. 1.— orientale de Trieste II. (II.) p. 1435, c. 1. n. ..— des Pays-Bas autrichiens d'Ostende II. (II.) p. 329, c. 2. n. 4. p. 635, c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 621, c. 2.

Compagnie royale portugaise de Guinée II. (II.) p. 379. c. 2. n. ••.

Compagnie de Prusse pour le Sel II. (II.) p. 483. c. 1. n. ". — prussienne du Commerce d'Afrique I. p. 475. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 473. c. 1. — du Commerce maritime II. (II.) p. 483. c. 1. n. ".

Compagnie des Rouges II. (1.) p. 132. c. 2. n, 6.

Compagnie du Commerce russe dans le Levant II. (II.) p. 1297. c. 2. n. 7. — de Commerce en Perse II. (II.) p. 1265. c. 1. n. 1.

Compagnie américaine de Suède II. (n.) p. 988. c. 2. n. 3. — suédoise de Guinée II. (n.) p. 989. c. 2. n. ****. — du Commerce dans le Levant II. (n.) p. 1085. addition à la p. 1129. — des Indes orientales II. (n.) p. 1677. addition à la p. 990.

Companies (exclusive) II. (11.) p. 627. c. 1. n. *. — (joint Stock) ibid. — (open) II. (11.) p. 627. c. 2. n. **. — (regulated) ibid. Comparaissance II. (II.) p. 824. c, 1, n, 1,

Comparoir II. (II.) p. 116. c. 1. n. 1. Compendium Naufragiorum I. 'p. 144. c. 2. n. 3.

Compenser les Dépens I. p. 222. c. 1. n. 2.

Compere di S. Georgio II. (1.) p. 116. c. 2. n. 2.

Compétent II. (II.) p. 746. c. 2. n.**. Compéter II. (II.) p. 508. c. 2. n. 4. Compilations I. p. 512. c. 1. n. 2. a. Complutum II. (II.) p. 457. c. 1.

Comprouvants II. (II.) p. 279. c. 1, n, 1.

Comptoir I. p. 398, c. 2, n, 6, — II. (1,) p. 347, c. 1, n, 1, — II. (11,) p. 376, c. 2, n, °°. — de Nowogorod II. (1,) p. 574, addition à la p. 312.

Comte de la Nation saxonne I, p. 509, c. 2, contin. de la n. 6, de la p. 508, c. 2.

Conack II. (II.) p. 360. c. 1. cont. de la n. °°. de la p. 358. c. 2.

Concessions d'Afrique II. (II.) p. 12. c. 1. n. 2.

Concile I. p. LXXVII. n. *. addition à la p. 25.

Concilium Lateranense IV. (1215)
II. (1.) p. 350. c. 2. n. *. — XIX. (1512.) II. (11.) p. 426. c. 1. n. **. — Lugdunense II. (1274.) II. (1.) p. 226. c. 2. n. 3. — Nicaenum (325.) II. (11.) p. 427. c. 1. n. ●. — Nymphaense (1233.) II. (1.) p. 84. c. 1. n. *. — Toletanum III. (589.) II. (11.) p. 426. c. 1. n. *. — Toletanum V. (633.) I. p. 25. c. 2. n. 4. — Tridentinum (1545) II. (11.) p. 297. c. 1. n. †.

Concilium Transylvaniae Saxonicum I. p. 509. c. 1. contin. de la n. 6. de la p. 508. c. 2.

Conclave II. (II.) p. 1224. c. 2. n. †.

Concordat I, p. 208. c. 2. n. 5. Concurs II. (II.) p. 1195, c. 1, n. 2. Concrétion II. (II.) p. 1613. c. 1.

Concursus Creditorum II. (II.) p. 1195, c. 1, n. 2,

Confédération de l'Amérique centrale II. (II.) p. 50. c. 1. n. 5. - des États-Unis du Rio de la Plata II. (II.) p. 140. c. 1. n. 4. des États-Unis du Sud II. (11.) p. 30. c. 1. n. 4.

Conférence II. (II.) p. 807. c. 1. n. †. Conférences (Ile des) II. (II.) p. 31. c. 2. n. 3.

Conférences judiciaires II. (II.) p. 807. c. 2. n. †. - religieuses, ibid.

Confession d'Augsbourg I. p. 463. c. 1. n. *.

Confins militaires II. (II.) p. 267. c. 1. n. 2.

Confiscatores II. (II.) p. 1469. c. 2. n. 3.

Confrérie II. (1.) p. 200. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. c. 2.

Confucius II. (II.) p. 1213, c, 1, n. †. Confusion de Droits et d'Actions I. p. LXXXIII. addition à la p. 218. des Langues II. (11.) p. <u>1208.</u> c. 2. n. °.

Cong II. (II.) p. 1204. c. 1. n. . Congé I. p. 266. c. 1. n. 2. p. 345. c. 2. n. 2.

Congregatio pauperum voyez Collegium.

Congrégation II. (II.) p. 40. c. 1. n. . - des Feuillants II. (II.) p. 469. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 464. c. 1. — de Notre Dame de Miséricorde II. (II.) p. 42. c. 2. n. ". - de l'Ordre de Saint Benoît II. (11.) p. 466. c. 2. contin. de la n. •. de la p. 464. c. 1. Congrès de Westphalie I. p. 463.

c. 2. n. . - de Vienne (Acte du

Congrès) II. (n.) p. 17. c. 2. n. 4. Conjoint I. p. 236. n. 1.

Connaissance du Tems II. (11.) p. 1689. c. 2. cont. de la n. •••. de la p. 1688, c. 2.

Connaissement (Connoissement ou Conossement) II. (IL.) р. 945. с. 2. п. ***.

Connétable I. p. 240. c. 1. n. . Connétablie, ibid.

Conscience (Cas de) II. (II.) p. 413. c. 2. n. 3.

Conseil d'Administration, en Portugal II. (n.) p. 522. c. 2. n. 4. aulique de guerre, en Autriche I. p. 507. c. 2. n. 2. — collatéral, à Naples II. (1.) p. 246. c. 2. n. †. d'Etat, en France I. p. 203. c. 1. n. 3. Errata du T. I. (p. 204. c. 2. l. 8.) - en Norvège I. p. 385. c. 1. n. 1. - grand Conseil, en France I. p. 191. c. 2. n. 1. — à Venise II. (1.) p. 401. c. 1. n. 3. — des Prises, en France I. p. 242. c. 2. n. 4. — de Prud'hommes I. p. 231. c. 1. cont. de la n. . de la p. 230.

Conseiller des Secrets, en Turquie II. (II.) p. 1423. c. 2. contin. de la n. ". de la p. 1422, c. 1. Conselleres II. (1.) p. 239, c. 1, n. 1. Conservateurs de différentes Espèces I. p. 186. c. 1. n. 1. — II. (i.) p. 149. c. 1. n. 5.

Conserve I, p. xIII, c. 1, n. 4. Consiglio (il serenissimo maggior, à Venise) II. (1.) p. 401. c. 1. n. 3. - de' Pregadi, à Venise II. (i.) p. 401. c. 1. n. .

Consignataire II. (II.) p. 275. c. 1. n. 1. — p. <u>1508.</u> c. 1. n. 1.

Consignation II. (II.) p. 1508. c. 1. n. 1.

Consigner, ibid.

Consilium Nobilium Proborum Hominum Montipessulani II. (1.) p. 195. c. 2. n. 2. — Consilium majus II. (1.) p. 401. c. 2. n. 3. — rogatorum II. (1.) p. 401. c. 1. n. *. Consolos II. (1.) p. 25. c. 2. n. 3. Constant II. (11.) p. 894. c. 1. n. 1. Constantin VII Porphyrogénète II. (1.) p. 10. c. 2. n. 2.

Constater la Masse II. (II.) p. 279. c. 2. n. 2.

Constellations II. (II.) p. 1207. c. 1. contin. de la n. †††. de la p. 1206. c. 2.

Conster II. (11.) p. 279. c. 2. n. 2. Constitution II. (1.) p. 121. c. 1. n. 3. et n. *. — politiques, ou Bulles d'or II. (1.) p. 121. c. 1. n. 3. Consulares I. p. 3. c. 2. n. 5. Consulat (Année de) I. p. 5. c. 1. n. 4.

Consulat des Marchands à Ancone II. (1.) p. 158. c. 2. contin. de la n. 10. de la p. 157. c. 2.

Consulat de la Mer, par Boucher, I. p. 88. c. 1. n. 1.

Consul et Dies I. p. 4. c. 1. n. 3. Consule et Die (sine) I. p. 4. c. 1. n. 4.

Consuls administrateurs des Impôts hypothéqués à Gênes II. (1.) p. 116. c. 2. n. 2. — des Agents de Change à Montpellier II. (1.) p. 200. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. c. 2. — anglais, établis dans les Colonies espagnoles détachées de la Métropole II. (II.) p. 619. c. 1. n. 3. - de l'Art de la Mer I. p. 94. c. 1. n. 1. — Consuls des Arts majeurs et mineurs à Florence II. (1.) p. 126. c. 1. n. 1. cont. de la n. 1. de la p. 125. c. 1. - de Catalogne, décapité à Constantinople II. (1.) p. 73. c. 2. n. 4. - de Commerce, à Florence II. (I.) p. 129. c. 1. n. 1. d. - à Livourne I. p. 283. c. 2. n. 3. - majeurs (douze) II. (1.) p. 199. c. 2.

n. 1. - des Marchands et des Métiers, à Brixen, Turin et Vérone I. p. 166. c. 1. n. 5. — de la Mer, à Ancone II. (1.) p. 158. c. 1. cont. de la n. 10. de la p. 157. c. 2. - · de la Mer à Florence II. (1.) p. 129. c. 1. n. 1. d. - de la Mer à Montpellier II. (1.) p. 199. c. 2. n. 1. — Nomination des Consuls II. (1.) p. 471. c. 2. n. 3. - de l'Office des Canabassiers à Montpellier II. (i.) p. 199. c. 2. n. 1. - de l'Office des Changeurs à Montpellier II. (1.) p. 200, c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 199. c. 2. - de l'Office des Courtiers à Montpellier, ibid. de l'Office des Marchands, à Montpellier, ibid. - de l'Office des Orgiers, à Montpellier, II. (1.) p. 199. c. 2. n. 1. - de l'Office des Poivriers, à Montpellier, ibid. - Consuls ou Prud'hommes de Montpellier II. (1.) p. 195. c. 2. n. 2. — Consuls ou Prud'hommes de Pêcheurs à Marseille II. (1.) p. 175. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 172. c. 2. - Consuls de Santé à Ancone II. (1.) p. 158. c. 2. contin. de la n. 10. de la p. 157. c. 2.

Consulta di Giustizia e Grazia (en Toscane) I. p. 281. c. 2. n. 4.

Contention II. (11.) p. 116. c. 2. n. 2. Conthor ou Conthorium II. (1.) p. 347. c. 1. n. 1.

Contradictoire I. p. LXXXII. addition à la p. 191.

Contrainte par Corps I. p. 277. e. 1. n. 2.

Contrat de Bail emphytéotique I. p. 501. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 500. c. 2. — commutatif I. p. LXXVIII. addition à la p. 32. — pignoratif I. p. 429. c. 2. n. 2. — d'Union I. p. 208. c. 2. n. 5.

Contraventeur II. (II.) p. 451. c. 1. n. 2. Contrefaçons I. p. 230, c. 1, cont. dc la n. 8. de la p. 229. c. 2. Contre-Tètes II. (II.) p. 863. c. 1. Contribution I. p. 35. c. 1. n. 2. Controle II. (i.) p. 201. c. 1. n. . Controleur, ibid. - général, ibid. Controverse II. (II.) p. 274. c. 1. n. 2. Controversé, ibid. Controversiste, ibid. Contumaz II. (1.) p. 159. c. 1. n. 00. - Anstalten, ibid. - Haus, ibid. Convention I. p. 318. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 317. c. 1. Convention Parliament, ibid. Conventions tacites I. p. 274. c. 2. Conventuels II. (1.) p. 51. c. 1. n. ***. Conventus Hispalensis II. (11.) p. 400. c. 1. n. 2. - juridicus, ibid. - summis praetoribus in Americae provinciis, ad certas causas definiendas non subjectus II. (II.) p. 401. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 400. c. 1. Cook (Jacques) II. (II.) p. 835, c. 2. n. ****. Copeks II. (II.) p. 146. c. 1. n. 1. Copie figurée II.(u.) p. 669. c. 1. n.*. Copinta II. (1.) p. 571. addition à la p. 106. Coptes II. (i.) p. 10. c. 2. n. †. Coraillers ou Corailleurs II. (II.) p. 12. c. 1. n. ***. Coran ou Courrann v. Alcoran. Cardeliers II. (1.) p. 64. c. 1. n. . — II. (II.) p. 95, c. 2, n. 3, b. Cordoban II. (1.) p. 282. c. 1. n. 1. Cordouan, ibidem, Corduan (Tour de) II. (II.) p. 72.

c. 1. n. 2.

en Chine II. (II.) p. 1235. c. 1. n. . Cornette II. (1.) p. 462. c. 2. n. 2. — II. (II.) p. 1378. c. 1. n. *. Cornwallis (Marquis de) II. (II.) p. 651. c. 1. n. ††. Coron II. (1.) p. 266. c. 1. n. 2. Corona regalis II. (1.) p. 320. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 319. c. 1. Coronat (Livre de) II. (1.) p. 411. c. 1. n. 1. Coronia II. (II.) p. 1100. c. 2. n. 6. Corporation of the Trinity House of Deptford Strand II. (II.) p. 547, c. 2, n. 6. Corps diplomatique II. (II.) p. 417. c. 2. n. . - universel diplomatique du Droit des Gens II. (11.) p. 950. c. 1. contin. de la n. '. de la p. 949. c. 1. Corpus Juris Hungarici I. p. 511. c. 2. n. 2. - Suevici I. p. 422. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. Corregedor (différentes Espèces de) II. (i.) p. 374. c. 1. n. 1. Corregedoria, ibid. Corregidor, ibid. Corregimiento, ibid. Correspondance II. (II.) p. 918. c. 2. n. 6. Corsaire II. (1.) p. 322. c. 2. n. ". - barbaresques, s'avanturent dans l'Océan atlantique et jusqu'à Terreneuve II. (II.) p. 172. c. 2. n. ". Corse (He de) II. (II.) p. 604. c. 2. n. 2. Coruacia II. (II.) p. 1610, c. 2, n. 6. Corvée II. (i.) p. 115. c. 1. n. 4. Corvin (Mathieu) II. (II.) p. 1411. c. 2. n. 3. Cosaques I. p. 420, c. 1, n. ". d'Azof, ibid. c. 2. - du Don, ibid. c. 2. — de la Mer noire p. 421. c. 2. contin. de la n. ". de la p. 420. c. 1. — de l'Oural, ibid. de la Sibérie, ibid. — Zaporogues Corèe (Ambassadeurs des Rois de) p. 420. c. 1. n. **.

Cosmétique II. (II.) p. 1614. c. 1. n. .

Cosmographe II. (II.) p. 1039. c. 1. n. 0.

Cosmographie, ibid.

Cosmographique, ibid.

Costume des Ministres étrangers à Constantinople II (II.) p. 1427. c. 1. n. 1.

Còte II. (II.) p. 66. d. c. 1. n. 2. — faire Côte II. (II.) p. 721. c. 1. n. 1. — Frères de la Côte II. (II.) p. 360. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 358. c. 2.

Cottimo II. (11.) p. 66. d. c. 1. n. 2. Cottimo II. (1.) p. 405. c. 1. n. 3. — p. 447. c. 1. n. 1. et n. 3.

Cotton (Robert) I. p. 55. c. 2. n. 2. Cottonienne (Bibliothèque) I. p. 55. c. 1. n. 1.

Coubbé II. (II.) p. 793. c. 2. n. 1. Coubbé-Vézir, ibid.

Coubililaï II. (II.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Couhistan II. (II.) p. 1034. c. 2. n. ••.

Coul II. (1.) p. 116. c. 2. n. 5. a.

— II. (11.) p. 789. c. 2. n. 3.

Couleur (sous) II. (11.) p. 112. c. 2. n. 3.

Coultre II. (II.) p. 731. c. 2. n. ***. Counter-tops II. (II.) p. 836. c. 1. n. 2.

Coupon II. (11.) p. 601. c. 1. n. ††.
Cour des Aides on Aydes, en France
I. p. 244. c. 1. n. 3. — d'Amirauté,
en Angleterre I. p. 315. c. 1. n. 4.
— d'Assises, en Angleterre I. p.
325. c. 1. n. 1. — d'Assises, en
France I. p. 204. c. 2. n. 2. — du
Banc commun, en Angleterre I. p.
321. c. 2. cont. de la n. 2. de la
p. 320. c. 2. — des Bourgeois, à
Saint-Jean d'Acre I. p. 169. c. 2.
cont. de la n. 6. de la p. 168. c. 2.
— de Cassation, en France I. p.

206. c. 1. n. 2. - de la Chambre de l'Échiquier, en Angleterre I. p. 322. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. - haute de Chancellerie, en Angleterre I. p. 316. c. 2. n. 2. - civiles (grandes) dans le Royaume des Deux-Siciles I. p. 293. c. 1. n. 2. - de Commerce, à Saint-Jean d'Acre I. p. 169. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 168. c. 2. - des Comptes, en France II. (1.) p. 188. c. 2. cont, de la n. †. de la p. 187. c. 1. - de Degrés, à Séville II. (II.) p. 400. c. 2. n. 2. - du Duché de Lancastre, en Angleterre I. p. 330. c. 1. n. 3. ecclésiastiques, en Angleterre I. p. 315. c. 1. n. 4. - de l'Échiquier, en Angleterre I. p. 322. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. d'Équité, en Angleterre, ibid. et p. 327. c. 1. n. 1. — des Hôtes, en Danemark I. p. 343. c. 1. n. 2. impériales, en France I. p. 204. c. 2. n. 2. - de Jurisdiction spéciale, en Angleterre, I. p. 315. c. 1. n. 4. - de Justice criminelle (en France) I. p. 204. c. 2. n. 2. des Plaidoyers communs, en Angleterre I. p. 321. c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — plénières I. p. 191. c. 2. n. 1. de Prérogative, de Canterbury I. p. 316. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 315. c. 2. - pour le Soulagement des Débiteurs insolvables en Angleterre I. p. 324, c. 1, cont. de la n. 2. de la p. 323. c. 1. souveraines, en Chine II. (II.) p. 1205. c. 1. n. '. — suprême de Copenhague I. p. 340. c. 1. n. 2. - suprême de Justice, dans le Royaume des Deux-Siciles I. p. 293. c. 2. n. 3.

Courban-Béyram II. (i.) p. 250. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 249. c. 2. Courgon (Robert de) II. (II.) p. 811. c. 2. n. ††. Courlande I. p. 417. c. 1. n. 1. - Commerce maritime et Navigation I. p. 418. c. 2. n. 1.

Couronne impériale d'Angleterre II. (I.) p. 333. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 332. c. 2. - fermée II. (1.) p. 52. c. 2. n. †. ouverte, ibid. - triple II. (1.) p. 320, c. 1. cont. de la n. 1. de la р. 319. с. 1.

Courrann voyez Alcoran. Coursier II. (II.) p. 178. c. 2. n. ***. Court of Arches I. p. 315. c. 1. n. '. - of Assize I. p. 325. c. 1. n. 1. - of Common Bench I. p. 321, c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — of common Pleas Î. p. 321. c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. - of Equity I, p. 322, c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320, c. 2, p. 327, c. 1, n. 1, - of Exchequer I, p. 321, c. 2. cont, de la n. 2. de la p. 320. c. 2. - of Exchequer Chamber I. p. 322, c. 1, cont. de la n. 2, de la p. 320. c. 2. - of Gaol Delivery I. p. 535. n. ". - Court (high) of Chancery I. p. 316. c. 2. n. 2. of Impeachment and of Errors I. p. 534. n. ***. - Nisi prius I, p. 534, n. ††. - Non of Record I. p. 316. c. 1. n. 1. of Oyer and Terminer I, p. 534. n. †. - of Piepoudre I. p. 319. c. 2. n. 3. - for the Relief of insolvent Debtors I. p. 324. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 323. c. 1. - of Record I. p. 316. c. 1. n. 1. Courtage II. (II.) p. 534. c. 1. n. *. Courtines I. p. 267. c. 1. n. 3. Coutume de Bretagne I. p. 145. c.2. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. Cral I. p. 526. c. 2. n. 3.

Créance (Lettre de) II. (II.) p. 669.

c, 1. n. 1. - privilégiée II. (II.) p. 935. c. 2. n. 3.

Créancier privilégié II. (II.) p. 935. c. 2. n. 3.

Créole II. (II.) p. 358. c. 1. n. . Crète II. (1.) p. 258. c. 2. n. 5. Cri public II. (i.) p. 370. c. 1. n. **. Criage, ibidem.

Crida II. (II.) p. 1195. c. 1. n. 2. Cridarius, ibidem.

Criée II. (1.) p. 370. c. 1. n. ***. Crier II. (II.) p. 992. c. 2. n. 3. Crierie II. (i.) p. 370. c. 1. n. ***. 'Crime capital II. (II.) p. 479. c. 2.

n. 3. Crique II. (II.) p. 911. c. 2. n. 2. Croisades II. (1.) p. 13. c. 1. n. 1. Bulle de la Croisade v. Bulle. Croix bourguignonne de St. André II. (II.) p. 1250. c. 1. n. 1. - grec-

que, ibid. - latine, ibid. - de St. André, ibid.

Crown side (the) I. p. 321. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. Crozat ou Crouzat (Jean) II. (II.) p. 755. c. 2. n. OO.

Cruciade (Bulle de la) v. Bulle. Crucifer II. (II.) p. 1413. c. 1. n. 2. Crusca (Academia della) voyez Academia.

Cruzada (Bula de la) II. (II.) p. 39. c. 1. n. 1.

Cruzades II. (II.) p. 566. c. 1. n. 1. Cuadra II. (II.) p. 406. c. 1. n. 3. Cueillette (charger un Navire à la) II. (i.) p. 206. c. 1. n. 5.

Cujas (Jacques) I. p. 21, c. 2, n. 3. Cuir cru II. (II.) p. 315. c. 1. n. †. — de Roussi II. (II.) p. 1247. c. 1. n. 1. - de Russie, ibid.

Cullie (Argent de) II. (II.) p. 1017. c. 1. n. . - p. 1680. addition à la p. 1017.

Culmsche Handfeste I, p. 455. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 450. c. 2.

Culte mithriaque II. (II.) p. 1227. c. 2. n. O. Cultellus II. (II.) p.731. c. 2. n. ***. Cura Palatii II. (1.) p. 461. c. 1. n. †. Curadores II. (II.) p.811, c. 2, n. 2. Curadoria II. (II.) p. 812. c. 1. cont de la n. 2, de la p. 811, c. 2. Curatelle, ibid. et c. 1. n. . Curateur II. (II.) p. 812, c. 2, n. *. - aux Biens vacants II. (II.) p. 1256. c. 2. n. 1. — aux Causes II. (II.) p. 812. c. 2. n. *. - d'un Condamné, ibid. — à la Démence, ibid. - ad hoc, ibid. - à la Mémoire, ibid. — au Mort ou du Mort, ibid. - en Prusse I. p. 503. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 502. c. 2. spécial II. (II.) p. 812. c. 2. n. *. - à la Succession vacante, ibid. - au Ventre, ibid. Curator II. (II.) p. 811. c. 2. n. 2. Curatorship II. (II.) p. 812. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 811. c. 2. Curatrice II. (II.) p. 812, c. 2, n. *.

Curia ecclesiastica II. (II.) p. 401.

c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 400.

c. 2. — praesidialis II. (II.) p. 740. c. 1. n. **. Curies I. p. 353, c. 1, n. ". Curons I. p. 408. c. 1. n. 1. Curopalata II. (1.) p. 461. c. 1. n. 1. Cyclades II. (II.) p. 1025. c. 1. n. 2. centrales, ibid. — grandes, ibid. méridionales, ibid. — du Nord, ibidem. Cycle I. p. xxxix. c. 1. n. †. pascal II. (II.) p. 1218. c. 1. n. °. — pascal de Victor II. (II.) p. 1218. c. 2. n. †††. Cyclus magnus II, (II.) p. 1218. c. 1. n. °. Cydonia ou Cydonie II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. 5. de la р. 258. с. 2. Cylindre II. (II.) p. 1223. c. 1. n. *. Cylindrique, ibid. Cyrographes II. (II.) p. 601. c. 2. n. ***. Cyrographum, ibid. Czarko-Zélo II. (II.) p. 1330. c. 2. n. .

D.

Daawa II. (II.) p. 109. c. 1. n. 2. Daces II. (II.) p. 114. c. 1. n. 2. Dacia II. (II.) p. 661. c. 1. n. *. Dacier II. (II.) p. 114. c. 1. n. 2. Daga II. (II.) p. 731. c. 1. n. *. Dagarius, ibid. Daghestan II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4. — p. 1262. c. 1. n. 2. Dahomey II. (II.) p. 1229. c. 1, cont. de la n. OO. de la p. 1228. c. 2. Dai II. (II.) p. 1029. c. 1. n. °. Daitsing II. (II.) p. 1233. c. 2. n. 1. Dalai Lama II. (II.) p. 1201. c. 2. contin. de la n. *. de la p. 1200. c. 1. - p. 1224. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

cont. de la n. 5. de la p. 370. c. 2.

Damata II. (II.) p. 1222. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Dames (pauvres) v. Clarisses.

Damni (Injuriae) agere II. (II.) p. 512. c. 2. n. 1.

Dandolo (André) I. p. 296. c. 1. n. 4. — II. (II.) p. 1037. c. 2. cont. de la n. • de la p. 1031. c. 1.

Daneko II. (I.) p. 480. c. 2. n. 4.

Danemark I. p. 395. c. 1. n. 2.

— p. 396. c. 1. n. 2.

Daniel (le Père Gabriel) II. (II.)

Dalhe-Laghen I. p. 371. c. 1.

Danske Magazin I. p. 61, c. 1. Daoud Pacha II. (II.) p. 1468. c. 1. Daouriens II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4. Dapifer II. (1.) p. 169. c. 1. n. *. Darciana II. (1.) p. 222. c. 2. n. .. Darcine, ibid. Darouga II. (II.) p. 93, c. 1, n. 1. Darse I. p. 283. c. 1. n. 1. Darsena, ibid. Darvernum II. (II.) p. 850. c. 1. n. *. Daschkiévitch (Ostaphei) I. p. 420. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 419. c. 2. Dastah II. (II.) p. 121. c. 1. n. *. Daunou (P. Claude-François) I. p. 8. c. 2. n. 5. Davernum v. Darvernum. Dax II. (i.) p. 252. c. 2. n. *. Dehadi II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Dehassak II. (II.) p. 1237. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 1236. c. 1. Dehouwan emou Khatsin-ni bitkhe II. (II.) p. 1232. c. 2. n. 6. Débarcadère II. (1.) p. 380. c. 1. Débaucher II. (II.) p. 1272. c. 1. Debito acceso II. (1.) p. 531. n. 3. Debteur voyez Detteur. Décagramme II. (II.) p. 14. c. 2. n. ***. c. 1. n. °. Déchasser II. (II.) p. 109. c. 2. n. 5. Déchaussés II. (1.) p. 146. c. 2. Décigramme II. (II.) p. 14. c. 2. n. ***. et n. 00. Decima de Manejo II. (II.) p. 534. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 533. c. 2. Decimas II. (II.) p. 41. c. 2. n. ***. †. Décimes, ibid. Decisiones curiales I. p. 511. c. 2. n. 2.

Déclinaison II, (11.) p. 1207. c. 1. cont. de la n. . de la p. 1206. c. 1. Déclinatoire I. p. 264. c. 1. n. 1. Déconfiture I. p. 324. c. 2. cont. de la n 2. de la p. 323. c. 1. Décorum II. (1.) p. 480. c. 1. n. 2. Décrétale I. p. 461. c. 1. n. †. fausses p. LXXVIII. n. †. addition à la p. 25. Décri II. (1.) p. 248. c. 2. n. °. Décrier, ibid. c. 1. Défaillance II. (n.) p. 451 c. 1. Défalcation II. (II.) p. 576. c. 1. n. 1. Défalquer, ibid. Défaut (par) I. p. LXXXII. addition à la p. 191. Défenses I. p. 198. c. 1. n. 2. Déficit II. (II.) p. 484. c. 1. n. . Définitions I. p. 27. c. 1. n. 1. Défrayement des Ministres étrangers II. (II.) p. 1264, c. 1. n. 1. Defterdar II. (II.) p.793. c. 2. n.1. Dehesa II. (II.) p. 153. c. 2. n. **. Déjotarus II. (i.) p. 36. c. 2. n. †. Délaisser II. (II.) p. 235. c. 1. n. 1. Délaissés, ibid. Délestage I. p. 266. c. 2. n. 4. Délester, ibid. Délit I. p. 274, c. 2, n. 2. — flagrant II. (II.) p. 531. c. 2. n. 2. privé I. p. 274. c. 2. n. 2. – public, ibid. Délivraison II. (II.) p. 349. c. 2. Delphinus edentulus II. (II.) p. 1613. c. 2. n. †††. Demass II. (II.) p. 1183. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1182. c. 2. Démétrius, surnommé Poliorcètes II. (II.) p. 183. c. 1. n. ***. Demir-Capi II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4. Démons de la Mer II. (II.) p. 360. c. 1. cont, de la n. †, de la p. 358. c. 2.

Démosthènes I, p. 13, c. 2, n. 4. Denari de Piemont I. p. 284. c. 2. Denarius II. (1.) p. 197. c. 2. n. ††. Deniers (différentes Espèces de), ibid. — II. (II.) p. 525. c. 1. n. 1. — р. 719. с. 1. n. 1. Denis le Petit II. (II.) p. 1218. c. 1. n. †††. Denison I. p. xxix, c. 1, n. . Denization, ibid. Denizen voyez Denison. Dénoncer II. (II.) p. 266. c. 1. n. 1. Départager I. p. 227. c. 1. n. 2. Département central en Prusse I. p. 443. c. 1. n. 2. Department of foreign Affairs II. (п.) р. 58. с. 1. п. ^{*}. — of State, ibid. Dépêcher II. (II.) p. 707. c. 1. n. 1. — II. (II.) p. 270. c. 1. n. 1. Dependiente II. (n.) p. 492, c. 1. n. 1. Déporter (se) I. p. LXXXIII. addit. à la p. 216. Depositario general II. (II.) p. 513, c. 1, n. 1, Dépositions assermentées II. (11.) p. 274. c. 1. n. 1. Déprédation II. (1.) p. 549. n. 1. Deputy II. (II.) p. 716. c. 1. n. 1. Der II. (II.) p. 118. c. 2. n. ". Derbend ou Derbent II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 4. Derne on Derneh II. (II.) p. 164. c. 1. n. 1. Desembarcador II. (1.) p. 380. c. 1, n. 1. Deshayes-Courmesmin II. (II.) p. 143. c. 1. n. 1. Deshérence II. (11.) p. 978. c. 1. n. ••: Despache I. p. 364. c. 1. n. 1.

Despacheur, ibid.

Despotat, ibid.

Despoina II. (II.) p. 782. c. 1. n. *.

Dessaisir (se) I. p. 273. c. 1. n. 3. Déterrioration de la Monnaie en Turquie II, (II.) p. 311. c. 1. n. ". Détroit de Caffa II. (1.) p. 41. c. 2. n. 4. — des Dardanelles II. (1.) p. 86. c. 1. n. 1. Dettes actives II. (II.) p. 761. c. 1. n. ". - flottante II. (II.) p. 654. c. 1. n. *. - hypothécaire I. p. LXXXIII. addition à la p. 222. passives II. (II.) p. 761. c. 1. n. ". Detteur II. (II.) p. 114. c. 2. n. 5. Deus terminus II, (II.) p. 181, c. 2. n. ***. Deutsche Erbstaaten I. p. 506. c. 1. n. 1. Deux-Siciles II. (1.) p. 153. c. 1. Deva II. (II.) p. 1223. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Devlet II. (II.) p. 598. c. 1. n. 1. Devleti aliie, ibid. - osmaniie, ibid. - Padischahide, ibid. Dévolutif I. p. 490. c. 1. n. 1. Dews II. (II.) p. 1227, c. 1. n. . Dialecte de l'Allemagne supérieure I. p. 62. c. 1. n. 3. — bavarois, ibidem, c. 2. - de la Franconie, ibid. — d'Hanovre I. p. 63. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 62. c. 1. — saxon l. p. 62. c. 2. n. 3. souabe, ibid. Dialecticien II. (II.) p. 807. c. 1. n. •. Dialectique, ibid. Dialectiquement, ibid. Diaphane II. (II.) p. 1614. c. 2. n. O. Diaphanéité, ibid. Diaphanogène II. (II.) p. 1615. c.1. cont, de la n. O. de la p. 1614, c. 2. Dictatorat de Paraguay II. (II.) p. 140. c. 1. n. 4.

Despote II. (II.) p. 782. c. 1. n. *.

Δεσκώτης ΙΙ. (ι.) p. 19. c. 1. n. 1.

— d'Épire II. (1.) p. 24, c. 1, cont. de la n. 2. de la p. 23, c. 2.

Diemen (Antoni van) II. (II.) p. 745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. — p. 748. c. 1. p. 1687. addition à la p. 1558. Διερμηνευτής ΙΙ. (1.) p. 505. c. 2. Dietz (Henri Frédéric de) II. (II.) р. 1290. с. 1. п. 3. Différentiel voyez Calcul. Différentielle (Quantité), ibid. Digeste (Digesta) I. p. 20, c. 1. n. 1. Dilem II. (II.) p. 959. c. 2. n. °. Dilémites (Sultans), ibid. Diligence II. (II.) p. 822. c. 2. n. 4. Dillon II. (II.) p. 1555. c. 2. cont. de la n. ††. de la p. 1554. c. 2. Dimidia proventuum annuorum pars II. (IL.) p. 403, c. 2, n. 5. Dinero I. p. 172, c. 2, n. 2, Dineros de menudos II. (1.) p. 480. c. 2. n. 4. — p. 483, c. 1. n. 2. Diocésain I. p. LvII. c. 1. n. . Diocese, ibid. Dionysus voyez Bacchus. Diplomate II. (II.) p. 418. c. 1. cont. de la n. . de la p. 417. c. 1. Diplomatie II. (II.) p. 417. c. 2. n.*. Diplomatique, ibid. c. 1. - Corps diplomatique, ibid. c. 2. Diplòme, ibid. c. 1. Directe I. p. 500. c. 2. n. 1. Direction du Levant, de la Compagnie hollandaise II. (II.) p. 943. c. 1. n. 2. - p. 948. c. 2. contin. de la n. 2. de la p. 943. c. 1. Directoire général en Prusse I. p. 429. c. 1. n. 1. - général suprême des Finances, de la Guerre et des Domaines en Prusse I, p. 430. c. 1. n. 3. Dirémo II. (1.) p. 480. c. 2. n. 4. Disceptator (rationum aerarii) II. (i.) p. 434, c. 2, n. 5. Dispache voyez Despache. Dispacheur v. Despacheur.

Distique II. (11.) p. 182. c. 2. n. **** Distraire II. (II.) p. 481. c. 2. n. 3. Distrittuali II. (1.) p. 436. c. 2. n. 5. Dives II. (II.) p. 1228. c. 1. cont. de la n. O. de la p. 1227. c. 1. Division de l'Empire ottoman en Gouvernements II. (i.) p. 280. c. 1. Diwan I. p. 520. c. 2. n. 2. - Houmayoun-Kalemi I. p. 524. c. 1. Dixcove II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. OO. de la p. 1228. c. 2. Dix Tables (Lois des) I. p. 17. c. 1. n. 3. Djainas II. (II.) p. 1224. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Djariè II. (11.) p. 131. c. 2. n. 4. Djariyé II. (II.) p. 786. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Djéduki I. p. 523. c. 2. n. 3. Djélal-ud-dinn Mewlana 1. p. 519. c. 1. n. *. Djenguiz-Khan v. Djinghiz-Khan, Djérimé II. (II.) p. 124. c. 1. n. 1. — р. 1319. с. 2. п. б. Djezair II. (II.) p. 1610. c. 1. n. 4. Djing hiz-Khan II. (1.) p. 35. c. 1. n. †. Dnepr ou Dnieper I. p. 419. c. 2. n. 1. — II. (II.) p. 1277, c. 2, n. 5. Dobla II. (i.) p. 290, c, 1, n, 1. Docteurs de la Raison II. (11.) p. 1226. c. 2. n. ••. Doctor's Commons I, p. 315, c. 2. Dol II. (II.) p. 1425. c. 1. n. 1. Dolichos Soja II. (II.) p. 1237. c. 1. n. . Dollars I. p. 540. c. 2. n. 1. -II. (II.) p. 855. c. 2. n. 3. Doloon noor (Lac) II. (II.) p. 1236. c. 2. n. 2. DoDomaine utile I. p. 500. c. 2. n. 1. Dome II. (11.) p. 793. c. 1. n. *. Dome-Book I. p. 338. c. 1. n. *. Domesday-Book, ibidem. Dominicains II. (11.) p. 95. c. 2.

Dominicains II. (II.) p. 95. c. 2 n. 3. a.

Dominique (Saint) de Guzman, ibidem.

Dominium supremum I. p. 500. c. 2. n. 1.

Dominus quartae et dimidiae Partis Imperii Romani II. (1.) p. 22. c. 2. n. 3.

Dommageable II. (II.) p. 920. c. 1. n. 1.

Dommages et Intérêts II. (II.) p. 1553. c. 1. n. †††.

Donat II. (i.) p. 51. c. 2. n. †.

Donataire, ibid.
Doppia de Gênes II. (1.) p. 80. c. 1.
n. 2.

Doria (André) II. (II.) p. 184. c. 1. n. *. — (Jeannetin) II. (II.) p. 185. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 184. c. 1. — (Lampa) II. (II.) p. 1037. c. 2. cont.

de la n. ●. de la p. 1031. c. 1. Doubdan (J.) II. (i.) p. 570. addition à la p. 91.

Doublon d'or mauresque II. (1.) p. 270. c. 1. n. 1. — p. 290. c. 1. n. 1. Douze Tables (Lois des) I. p. 17.

c. 2. n. 3.

Drachmes II. (II.) p. 121. c. 1. n. ". Dragoman II. (I.) p. 505. c. 2. n. 6. Dragomano I. p. 524. c. 2. n. 4. Dragomenos II. (I.) p. 505. c. 2. n. 6. Δραγούμανος I. p. 524. c. 2. n. 4. Dragumenos II. (I.) p. 505. c. 2. n. 4.

Dragut II. (1.) p. 280. c. 2. n. 6. Drake (François) II. (11.) p. 476. c. 1. n. *.

— Ordnung, ibid. — Verfassung (Josephinische Mauth und) II. (II.) p. 1412. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1411. c. 2. — Wesen II. (II.) p. 1411. c. 2. n. 3.

Drisse II. (II.) p. 180. c. 1. n. °. Drogman I. p. 524. c. 2. n. 4. — II. (I.) p. 505. c. 2. n. 6.

Drogue II. (II.) p. 315. c. 1. n. †††. Droguerie, ibid.

Droguiste, ibid.

Droit d'Ambassade II. (II.) p. 888. c. 1. n. 2. - extraordinaire d'Ambassade II. (II.) p. 944. c. 1. n. *. d'Asyle II. (II.) p. 300. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. de Baillage en France II. (11.) p. 128. c. 2. n. 2. — de Bourgeoisie en Prusse I. p. 502. n. 2. - cambiaire I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. — cambial, ibid. — Canon I. p. xli. c. 2, n. *. p. LXXVII. n. *. addition à la p. 25. - de meilleur Catel II. (1.) p. 78. c. 1. n. 1. — de Chancellerie II. (n.) p. 128. c. 2. n. 2. consulaire II. (1.) p. 478. c. 1. n. 1. - de Consulat II. (u.) p. 128. c. 1. n, 2, p. 944, c. 1, n. *. — de Courtage II. (II.) p. 534. c. 1. n. 3. de Décimation II. (II.) p. 967. c. 2. n. 2. — de Détraction I. p. 499. n. 1. - de Douanes, en Turquie И. (н.) р. 962. с. 1. п. †. — d'Étape II. (i.) p. 353. c. 1. n. 4. — des Gens a) arbitraire II. (II.) p. 301. c. 2. n. ". b) conventionnel, ibid. c) coutumier, ibid. d) naturel, ibid. e) politique, ibid. f) positif, ibid. g) volontaire, ibidem. - Droit de Gite II. (11.) p. 511. c. 2. contin. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. de la Glèbe I. p. 453. c. 2. n. ". - de Guet et de Garde II. (1.) p. 78, c. 2, n. 2. — inique I, p. 492. c. 2. n. 1. — international II. (II.) 110

p. 301. c. 2. n. ". - de Lastage II. (II.) p. 987. c. 2. n. ". — (suprême) maritime de Wisby I. p. 375. c. 2. n. 3. - des Nations II. (II.) p. 301. c. 2. n. ". - de Naufrage I. p. 352, c. 1, contin, de la n. 3. de la p. 351. c. 2. p. 378. c. 1. n. 3. II. (t.) p. 123, c. 1. n. 3. - de Passage II. (i.) p. 51. c. 2. n. ††. - de Péage II. (II.) p. 281. c. 1. n. 2. — de Pesage II. (11.) p. 985. c. 1. n. °. - de Préemption I. p. LXXXVI. n. ". addition à la p. 516. - de Préséance II. (II.) p. 107. c. 1. n. . — de Présentation II. (1.) p. 120, c. 1, n. 2. de Protection, dans le Levant II. (II.) p. 310. c. 1. n. 5. — de Récognition II. (II.) p. 987. c. 2. n. . - de Recousse I. p. LXXXI. addit. à la p. 146. - régaliens utiles II. (II.) p. 977. c. 2. n. °. — de Reprise I. p. LXXXI. addit. à la p. 146. - de Retraite I. p. 504. c. 2. n. 4. - du Roi de France, sur les Lieux saints de Jérusalem II. (II.) p. 117. c. 2. n. 4. — russe I. p. 399. c. 2. n. 1. - de Sauvement I. p. 146. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. - saxon I. p. 422. c. 1. n. 1. b. - de Sortie I. p. 504. c. 2. n. 4. - du Souverain, en Prusse II. (II.) p. 977. c. 1. n. °. - du Sund II. (u.) p. 27. c. 1. n. . - de Transfert II. (1.) p. 499. n. 1. — utile I. p. 500. c. 1. n. 1. - de Varech I. p. 144. c. 2. n. 3. - de Ville-Franche II. (II.) p. 281, c. 1, n. 2. Drossard der Bataviasche Ommelanden II. (II.) p. 745, c. 2, cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Drungarius (Magnus) II. (1.) p. 466. c. 2. n. 2. Dschigalizadé II. (II.) p. 793.

c. 1. contin. des notes 4. et 5. de

la p. 792. c. 2.

Dschizié I. p. 518, c. 2, n. 6. Dschundschu II. (II.) p. 1414. c. 1. n. 3. Duc (Titre de) I. p. 43. c. 1. n. 2. Ducas VII (Michel) surnommé Parapinace I. p. 41. c. 1. n. 7. Ducat d'Espagne II. (1.) p. 378. c. 2. n. ***. II. (II.) p. 377. c. 1. n. †. de Naples I. p. 293. c. 1. n. 1. Ducato di Regno I. p. 293. c. 1. n. 1. Ducaton II. (II.) p. 1250, c. 1, n. 1. Duels publics II. (1.) p. 351. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 350. c. 1. Dulcigno II. (II.) p. 1429. c. 1. n. 1. Dulcignotes, ibid. Dumont (Jean) Baron de Carelscroon II. (II.) p. 950. c. 1. n. †. Du Mont d'Urville II. (II.) p. 1555. c. 2. contin. de la n. ††. de la p. 1554. c. 2. Dunes II. (u.) p. 1030, c. 1, n. . Dupleix (Joseph, Marquis) II. (II.) p. 638. c. 2. n. ††. Duquesne (Abraham) II. (11.) p. 8. c. 1. n. 2. Durazzo II. (i.) p. 19. c. 1. n. 4. - (Marquis de) II. (II.) p. 1652. addition à la p. 307. Durovernum v. Darvernum. Dutcheri II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4. Duumvirat II. (1.) p. 158. c. 1. cont. de la n. 10. de la p. 157. c. 2. Duumvirs (à Ancone) II. (1.) p. 158. c. 1. n. ****. Δημόσιος II. (1.) p. 508. c. 2. n. 2. Dynaste II. (II.) p. 786. c. 1. n. '. Dynastie, ibid. — d'Anjou II. (L) p. 154. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 153, c. 1. — chinoises II. (n.) p. 1209, c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1207. c. 2. - de Hohenstauffen, dans les Deux-Siciles II. (1,) p. 153. c. 2. n. 2. — des Ismaéliens II. (II.) p. 1038. c. 1. contin. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. -

dite de Kin II. (11.) p. 1199. c. 2. n. 4. — normande, dans les Deux-Siciles II. (1.) p. 153. c. 2. n. 2. — dite de l'Or II. (11.) p. 1199. c. 2. n. 4.

Dyonisienne (Période) II, (11,) p. 1218, c. 2, n. †††.

Dyrrhachium II. (1,) p. 19, c. 1. n. 4.

E.

Eaheino-Mauve II. (II.) p. 1558. c. 1. n. 1. Eau (faire de l') II. (II.) p. 905. c. 1. Eaux thermales I, p. 253, c. 2, n. 1. Echange d'Ambassadeurs II. (II.) p. 1426. c. 1. n. 1. Echelle I. p. 526. c. 1. n. 2. Echelles du Levant II. (II.) p. 943, c. 2. n. *. Echeveau II. (II.) p. 121. c. 1. n. . Echevins de la Confrérie des Marchands de Paris II. (1.) p. 370, c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 369. c. 2. Eclipse II. (II.) p. 1206. c. 1. n. ●. Ecliptique, ibid. Ecore voyez Accore. Ecrit des onze Articles II. (II.) p. 1232. c. 2. n. 6. Ecrou I. p. 279. c. 1. n. 1. Ecrouer, ibid. Ecu d'Albert II. (11.) p. 1250. c. 1. n. 1. — de Bourgogne, ibid. de la Croix, ibid. - d'Espagne II. (II.) p. 379. c. 1. n. °. — au Lion II. (II.) p. 945. c. 1. n. **. — d'Or. de Piémont I. p. 284. c. 1. n. 1. Ecuador II. (II.) p. 30. c. 2. n. 4. Ecumeurs de Mer II. (1.) p. 324. c. 2. n. **. Edda (l'ancienne) I. p. 354. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c, 2. - (seconde), ibid. - de Sæmund, ibid. Edital II. (II.) p. 522. c. 2, cont. de la n. 9. de la p. 521. c. 2. Edréné II. (II.) p. 1329. c. 1. n. 7.

Edressah II. (n.) p. 963. c. 1. n. †.

Edrissi (Abou-Abd-Allah Mohammed Ben-Mohammed el-) II. (II.) p. 963, c. 1, n. *. Edrissides II. (1.) p. 268. c. 2. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2. Edrissites II. (II.) p. 963. c. 1. n. †. Efendi I. p. 524. c. 1. n. 1. Efrendji I. p. 518. c. 1. n. h. Eftsoons II. (II.) p. 1604. n. 1. Eglise anglicane II. (II.) p. 837. c. 1. n. **. - catholiques, à Péra II. (11.) p. 302, c. 2, cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. — chaldéenne II. (1.) p. 501. n. 4. - épiscopale II. (II.) p. 837. c. 1. n. **. - grecque, à Péra II. (II.) p. 303. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. à Peking II. (11.) p. 1235. c. 2. n. 3. de la Résurrection II. (II.) p. 957. c. 2. n. 1. - du Saint Sépulcre. ibidem. Ehoro-Mezdao II. (11.) p. 1227. c. 1. n. O. Eichmaafs II. (1.) p. 199. c. 1. n. *. Eidgenossen I. p. 466. c. 1. n. †. Eigenthum (nutzbares) I. p. 493. c. 1. n. 2. Eimbecker Separat-Vertrag II. (II.) p. 1346, c. 2, cont. de la n. 5. de la p. 1344. c. 1. Ejalet ou Eyaleth I. p. 520. c. 2. n. 1. p. Liii. c. 1. n. †††. II. (i.) p. 281. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 280, c. 1. Elbing II. (II.) p. 975. c. 1. n. ††. Elbistan ou Elbostan II. (II.) p. 781. c. 2. n. °°°. 110 *

Ellch II. (II.) p. 1344. n. .. Ellebogium II. (II.) p. 1100. c. 2. Elliot (Gilbert, Lord Baron Minto) II. (II.) p. 605. c. 1. n. *. Elmoudyke II. (II.) p. 1183, c. 1. n. 1. 2. Else, II. (II.) p. 1343. c. 1. n. 1. El Taka (Lac d') II. (II.) p. 1605. c. 2. n. 1. Eltchi Khan II. (II.) p. 1264. c. 1. Eltchi (Kutchuk) II. (II.) p. 1410. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2. Eltchi (Orta) II. (II.) p. 1687, addition à la p. 1410, Elucidation II. (II.) p. 449. c. 1. n. *. Emancipation des anciennes Colonies de l'Amérique espagnole II. (II.) p. 619. c. 1. n. 3. — des Mineurs en Prusse I. p. 501. c. 2. Embarcadère II. (1.) p. 380. c. 1. Embarcation II. (II.) p. 493, c. 1, n. 2. Embargo II. (II.) p. 355. c. 1. n. 1. Eminentissime II. (1.) p. 52. c. 2. n. ††. Emir I. p. 519. c. 2. n. 4. p. XLVIII. c. 1. n. *. II. (r.) p. 227. c. 1. n. *. II. (II.) p. 784. c. 2. n. ††. — des Emirs I. p. xLVIII. c. 1. n. . - al Moslémin II. (1.) p. 267. c. 2. n. 5. - al-Moumenin II. (11.) p. 958. c. 2. n. ††. - de la Musique militaire II. (1.) p. 227. c. 2. n. *. ul-umera I. p. xiviii, c. 1. n. . Emirat II. (i.) p. 227. c. 1. n. . Empereur (Titre que prennent les Rois de France) II. (II.) p. 7. c. 2.

n. 5. p. 117. c. 1. n. 1. p. 178. c. 1.

Eléonors de Guienne I. p. 49. c. 2.

n. 5. - latin II. (1.) p. 23. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 22. c. 1. - de toutes les Russies II. (u.) p. 1146. c. 1. n. 1. Emphytéose I. p. 501. c. 1. n. '. Emphytéote, ibid. Emphytéotique, ibid. Empire d'Angleterre II. (1.) p. 333. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 332. c. 2. - des Bulgares II. (1.) p. 44. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 43. c. 1. - céleste II. (n.) p. 621. c. 2. n. ', — grec II. (i.) p. 22. c. 1. n. 3. - des Tatars Kin ou Nieu-Tché II. (1.) p. 35, c. 2, n. †. — de Trébisonde II. (1.) p. 33. c. 2. n. 4. Encre rouge II. (II.) p. 1283. c. 1. n. 2. Endenture II. (II.) p. 602. c. 1. cont. de la n. ***. de la p. 601. c. 1. Enfants I. p. 502. c. 1. n. . de France II. (II.) p. 607. c. 2. n. ff. - du Pays II. (II.) p. 197. c. 2. n. 3. Enfiiè II. (II.) p. 476. c. 1. n. †. Enfoncer un Pieu II. (II.) p. 746. c. 1. n. °. Enghreo-Manioch II. (II.) p. 1227. c. 1. n. O. Enkhuysen I. p. 64. c. 2. n. 3. Ensiferi I. p. 408. c. 2. n. **. Entériner I. p. 199. c. 1. n. 2. Entrecasteaux (d') II. (II.) p. 1555, c. 2. contin. de la n. ††. de la p. 1544, c. 2. Entrecours II. (II.) p. 815. c. 2. n.7. Entrée des Vaisseaux de Guerre des Puissances étrangères dans le Canal de Constantinople II. (a.) p. 802. c. 1. n. 3. Enwåldshöfding I.p. 377. c. 1. Enwåldskonung, ibid. Enzili II. (II.) p. 1266. c. 1. n. 2. Έπαγωγεῖς Ι. p. 13. c. 1. n. 1. Epave II. (II.) p. 42. c. 1. n. . foncières, ibid. - immeubles, ibid.

- maritimes, ibid. - mobilières, És II. (II.) p. 75. c. 1. n. 1. ibid. - de rivière, ibid. Epavité II. (II.) p. 42. c. 1. n. . Eperon II. (II.) p. 178. c. 2. n. †. Epices I, p. 414, c. 1, n. 1, Epidaurus II. (1.) p. 147. c. 2. n. 4. Epithète II. (1.) p. 83. c. 1. n. ***. Epotides II. (II.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Epreuve de l'Eau bouillante II. (1.) p. 350. c. 1. n. . - du Fer ardent, ibid. Epytiotomi II. (1.) p. 505, c. 1, n. 3, Epytodomi, ibidem. Equateur II. (II.) p. 1207. c. 1. n. . — (République de l') II. (11.) p. 30. c. 2. n. 4. Equinoctioux (Points) II. (II.) p. 1207. c. 1. cont. de la n. . de la р. 1206. с. 1. Equipage II. (II.) p. 445. c. 2. n. 4. Equipement I. p. xIII. c. 2, n. 9. Erbpachtcontract I. p. 501. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 500. c. 2. Erbzinsgut I. p. 500. c. 2. n. 1. Erbzinsherr, ibid. Erbzinsmann, ibid. Ere chrétienne II. (1.) p. 301. c. 2. n. ††††. – d'Espagne II. (1.) p. 295. c. 1. n. '. - des Grecs II. (1.) p. 122, c. 2, n. 2, p. 299, c. 1, cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1. de l'Incarnation II. (1.) p. 302. c. 1. contin. de la n. ††††. de la p. 301. Erlichshausen (Louis d') I. p. 416. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 415. c. 1. Ermitages en Espagne II. (II.) p. 354. c. 1. n. *. Ermites de Saint-Jérome, ibid. Error in law I. p. 534. n. **. Ersek-Ujvar II. (II.) p. 1410. c. 2. Erz- Hof- und Landrichter I. p.

508. c. 2. n. 4.

Escadre blanche II. (II.) p. 208. c. 1. n. 1. - bleue, ibid. - rouge, Escadron II. (II.) p. 72. c. 1. n. 1. Escale I. p. 526. c. 1. n. 2. Esclaves (Traite d') II. (I.) p. 74. c. 1. n. 1. Escudo de plata I, p. 299, c. 1, n. 1. Escurial II, (II.) p. 353, c. 1, n. 7. Eski-Seraï II. (II.) p. 785. c. 1. n. *. Espars II. (II.) p. 653. c. 1. n. ". Espèces II. (II.) p. 854. c. 2. n. 2. - sonnantes (payer en), ibid. Esquif II. (II.) p. 155. c. 1. n. 2. Estadal II. (II.) p. 153. c. 2. n. ". Estados Unidos del Rio de la Plata II. (II.) p. 140. c. 1. n. 4. Estampille I. p. 363. c. 1. n. 1. Ester (à Droit) I. p. 276, c. 2, n. 5. - en Jugement, ibid. Esthonie I. p. 408. c. 1. n. 1. Esthoniens, ibid. — p. 415. c. 1. Estienne (Famille des) I. p. 80. c. 1. n. 1. b. Estive I. p. xIII. c. 1. n. 2. Estiver, ibid. Estiveur, ibid. Estrées (Jean Comte d') II. (II.) p. 9. c. 1. n. 3. Etable II. (II.) p. 179. c. 1. n. †. Etablure, ibid. Etalage II. (II.) p. 547. c. 2. n. 4. Etalagiste, ibid. Etalon II. (i.) p. 198. c. 1. n. 1. Etalonnage, ibid. Etalonner, ibid, Etalonnement, ibid. Etalonneur, ibid. Etante II. (II.) p. 179. c. 1. n. †. Etape II. (1.) p. 353. c. 2. n. 4. -(Villes d'), ibid. - (Villes d') en Angleterre II. (1.) p. 358. c. 1. n. 1. Etat de Cohahuila-y-Texas II. (II.) p. 1582. c. 1. n. 1. - États bar-

baresques II. (i.) p. 271. c. 1. n. 2. généraux, en France I. p. 325. c. 2. n. 1. — généraux (Assemblée des) dans les Provinces-Unies des Pays-Bas II. (II.) p. 763. c. 1. n. °. - héréditaires a) d'Allemagne I. p. 506. c. 1. n. 1. b) de Galicie I. p. 506. c. 2. n. 2. c) de Hongrie I. p. 508. c. 1. n. 1. d) d'Italie I. p. 507. c. 1. n. 1. - État mexicain de Chiapa II. (11.) p. 50. c. 2. n. 5. - États-Unis dans l'Amérique du Nord I. p. 532, c. 1, n. 1, p. 539. c. 1. n. . - des Iles Ioniennes II. (II.) p. 607. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 606. c. 2. Etek II. (n.) p. 1319. c. 1. n. 1. Etésiens (Vents) II. (II.) p. 1036. c. 2. n. K. Etésies II. (II.) p. 1036. c. 1. n. 4. Ether II. (II.) p. 1612. c. 1. n. ". Etrave II. (II.) p. 179. c. 1. n. †. Etrier impérial II. (II.) p. 792. c. 1. Etrurie (Royaume d') I. p. 281. c.1. cont. de la n. 2. de la p. 280. c. 2. Eubée (Duché d') II. (1.) p. 22. c. 2. n. 3. Eucologe I. p. xl. n. †. Eugène (Prince) de Savoie-Carignan II. (II.) p. 330, c. 1. n. . Eutychéens II. (1.) p. 10. c. 1. n. †. Eutychès, ibidem. Evêque diocésain II. (1.) p. 258. c. 2. n. . - sans Église II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 258, c. 2. - ordinaire, ibid. p. 259, c. 1. — in Partibus Infidelium, ibid. c. 2. - suffragant II. (i.) p. 258. c. 2. n. *. Evocable II. (n.) p. 1106. c. 2. n. 3. Evocation, ibid. Evocatoire, ibid.

Evoquer, ibid. c. 1.

Exaction II. (II.) p. 678. c. 1. n. 1. Exactor II. (II.) p. 114. c. 1. n. 2. Exarchat II. (1.) p. 153. c. 2. n. '. Exarque, ibid. c. 1. Excelse II. (II.) p. 106. c. 2. n. ". Exception I. p. 273. c. 1. n. 1. Exceso (por Via de) II. (11.) p. 400. c. 1. n. 1. Exchequer Bills I. p. 322, c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. Exclusive or Joint Stock Companies voyez Companies. Excusado II. (II.) p. 41. c. 2. n. ***. †. Exécution II. (11.) p. 921. c. 2. n. 2. - parée II. (II.) p. 922. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 921. c. 2. provisoire, ibid. Exécutoire, ibid. Exercice des Droits civils I, p. 271. c. 1. n. 1. Exergue II. (II.) p. 108. c. 1. n. †. Eximirte, en Prusse I. p. 502. c. 2. n. 2. Expectant II. (1.) p. 60. c. 2. n. †. Expédient II. (n.) p. 900. c. 2, n.3. Expéditeur II. (II.) p. 569. c. 1. n. 1. Expédition II, (11.) p. 822, c, 2. Exportatio II. (n.) p. 417. c. 1. n. 2. Extermination des Chrétiens au Japon II. (II.) p. 749. c. 1. n. . Exterritorialité II. (II.) p. 301. c. 1. n. *. Extinction de la Ligue hanséatique I. p. 159. c. 1. n. 1. Extractio II. (11.) p. 417. c. 1. Extradition II. (11.) p. 1512. c. 1. Ez-Zeitouna II. (II.) p. 440, c. 1. n. 1.

Fac Simile II. (II.) p. 669. c. 2. n. .. Factorerie I. p. 398. c. 2. n. 6. Facture II. (II.) p. 544. c. 2. n. 3. - p. 1685, n. 1, addit, à la p. 1129. Faculté II. (II.) p. 810. c. 1. n. †. - de Droit, ibid. - des Lettres et Arts, ibid. — de Médecine, ibid. - de Philosophie, ibid. - des Sciences, ibid. - de Théologie, Facultés II. (u.) p. 66 a. c. 2. n. 1. — II. (п.) р. 114. с. 2. n. 4. Fämund-Elf II. (II.) p. 1086, c. 2. n. 5. Failli I. p. 323. c. 1. n. 2. Faillite, ibid. Failure, ibid. c. 2. Faisans (He des) II. (II.) p. 31. c. 2. n. 3. Falconcellus II. (II.) p. 178. c. 1. n. **. Falcunculus, ibid. Falczi (Falschi ou Faltsi) II. (IL) p. 1291, n. *. Falsterbee II. (11.) p. 1100. c. 1. n. 2. Famieh II. (II.) p. 1605, c. 1, n. 1. Fanal (Lanterne) II, (1.) p. 204. c. 1. n. †. II. (II.) p. 179. c. 1. n. *. de Combat, ibid. c. 2. - de Fonte, ibid. - de la Mèche, ibid. - de Signaux, ibid. c. 1. - sourd, ibid. c. 2. - de la Soute II. (II.) p. 180. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 179. c. 1. Fanal (Fanar) à Constantinople II. (i.) p. 44. c. 1. n. †. Fanariote, ibid. Fanega II. (II.) p. 153. c. 2. n. 3. - de tierra, ibid. Fanegada de Sembradura, ibid.

Fanègue, ibid.

Fanfoué II. (II.) p. 1554. c. 1. cont.

de la n. 3. de la p. 1553, c. 1.

p. 960. c. 2. n. oo. Faro di Messina II. (1.) p. 205. c. 2. cont. de la n. ". de la p. 201. c. 2. Fathémiah II. (II.) p. 957. c. 2. n. **. Fathimites, ibid. Faubourg allemand à Moscou II. (II.) p. 821. c. 2. n. 6. Fauces laterae stagni II. (1.) p. 195. c. 2. n. †. Fauconneaux II. (II.) p. 178. c. 1. n. **. Fécule II. (II.) p. 359. c. 1. n. . Fedayi II. (II.) p. 1032, c. 2. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. Fénér voyez Fanal. Féodosie II. (II.) p. 1189. c. 2. n. 3. Ferik II. (II.) p. 794. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 793. c. 2. Ferman II. (II.) p. 172. c. 2. n. ††. — de Voyage II. (II.) p. 1460. c. 1. Fermiers II. (II.) p. 453. c. 1. n. 2. Fétichisme II. (11.) p. 1228. c. 2. n. OO. et p. 1228. c. 1. n. ¥. Fetwa I. p. XLIII, c. 2. n. ***. Feu grec II. (II.) p. 1284. c. 1. n. 2. - grégeois, ibid. - sacré II. (1.) p. 54. c. 1. n. *. II. (II.) p. 1227. c. 2. n. C. - de Saint-Antoine II. (1.) p. 54. c. 1. n. *. Feudataire I. p. 493. c. 1. n. 2. Feuillade (Duc de la) II. (11.) p. 1653. c. 2. n. *. addit. à la p. 307. Feuillants II. (11.) p. 469. c. 1. Fic Saint Fiacre II. (1.) p. 54. c. 1. n. *. Fiel dos pezos e medidas II. (1.) p. 199. c. 1. n. . Fiesque (Jean Louis de) Comte de Lavagne II. (II.) p. 185. c. 2. cont. de la n. de la p. 184. c. 1. Fil écru II. (II.) p. 315. c. 1. n. †.

Faraèna Beni Ommiah II. (11.)

Filles de France voyez Fils. Filoselle II. (II.) p. 768. c. 2. n. 000. Fils du Ciel II. (II.) p. 621. c. 1. n. *. — de France II. (II.) p. 607. c. 2. n. ††. Fin de la Domination des Francs à Constantinople II. (1.) p. 24. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 23, c. 2. Finale-Marina II. (II.) p. 851. c. 2. n. ***. - (Marquisat de) II. (II.) p. 852. c. 1. cont. de la n. ***. de la p. 851, c. 2. Finance I. p. 190. c. 1. n. 1. Finmark II. (u.) p. 661, c. 1, n. 4. Firman voyez Ferman. Fiume II. (II.) p. 1435, c. 1. n. 00. Flag-Officer II. (II.) p. 871. c. 1. n. 1. - Ship II. (II.) p. 860, c. 1. Flagrant II. (u.) p. 531. c. 2. n. 2. - Délit, ibid. Flamber un Vaisseau II. (II.) p. 182. c. 1. n. **. Flamme, ibid. Flandre autrichienne I. p. 60. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 59. c. 2. française, ibid. - hollandaise, ibid. Fleur de Farine II. (1.) p. 96, c. 2. n. °°. - de Muscade II. (11.) p. 742. c. 2. n. †. Fleuret II. (II.) p. 768. c. 1. n. O. Flévo (Lac de) I. p. 64. c. 1. n. 1. Flibustiers II. (II.) p. 356. c. 1. n. *. - p. 358. c. 2. n. †. Flie I. p. 64. c. 1. n. 1. Florence (Arts industriels à) II. (I.) p. 125. c. 1. n. 1. Florentins (Haine des) contre les Vénitiens II. (1.) p. 144. c. 1. n. 2. Floride I. p. 537. n. . Florins d'Argent II. (1.) p. 146. c. 1. n. 1. — de Hollande II. (11.) p. 737. c. 1. n. †. - d'or II. (i.) p. 125. c. 1. n. 1. p. 146. c. 1. n. 1. p. 430. c. 2. n. 8. — de Pologne II. (II.) p. 1336. c. 1. n. 1.

Flotte invincible II. (11.) p. 374. c. 1. n. . Flûte II. (II.) p. 629. c, 2, n. ... Fluxion II. (II.) p. 838. c. 1. n. . Foires célèbres en France et dans d'autres Parties de l'Europe I. p. 192. c. 1. n. 1. — de Champagne I. p. 30. c. 2. cont. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. - grandes I. p. LXXXV. addition à la p. 501. hebdomadaires, ibidem. - privilégiées d'Allemagne I. p. 514. c. 1. n. 2. Fo-kien II. (II.) p. 1246. c. 2. n. 5. Folcright ou Jus commune I. p. 338. c. 2. n. 4. Fond I. p. 272. c. 2. n. 5. Fonde I. p. 165. c. 1. n. 1. Fondear II. (II.) p. 33, c. 1, n, 1. Fondeo, ibid. Fons rapidus II. (II.) p. 31. c. 2. n.3. Fontarrabie, ibid. Fontico dei Tedeschi I. p. 165. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 164. c. 2. Forain I. p. LXXXII. add. à la p. 189. Foral II. (II.) p. 528. c. 2. n. 4. Forban II. (1.) p. 324. c. 1. n. . Forbin (Claude) II. (u.) p. 88. c. 1. Forcible Injury I.p. 316, c. 1, n. 1. Forfait (à) II. (t.) p. 20. c. 1. n. 2. Forme du Gouvernement en Suède (Changements dans la) I. p. 366. c. 1. n. 2. - probante I. p. 495. c. 1. n. *. II. (II.) p. 279. c. 1. n. 1. Fortifications des Génois à Galata II. (1.) p. 437. c. 1. n. 4. Fortune de Mer I. p. LXXXII. addition à la p. 160. — II. (1.) p. 219. c. 2. n. 3. Forza nova II. (II.) p. 536, c. 2, n. 9. Four du Bostandji-Bachi II. (11.) p. 126. c. 2. n. 2. Fox (Charles-Jacques) II. (II.) p. 647. c. 1. n. . - (Étienne) Lord Ilehester II. (II.) p. 647. c. 1. n. °.

- (Henry) Baron Holland de Forby II. (II.) p. 647, c. 1, n. †. Frà II. (1.) p. 568. n. *. Franc-Alleu I. p. 454, c. 1, n. *. Francfort sur le Mein II. (II.) p. 221, c. 1. n. 2. Franchise de l'Hôtel II. (II.) p. 302. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. - de Quartier, ibid. François (Saint) d'Assise II. (II.) p. 354. c. 1. n. †. Francs I. p. 518. c. 1. n. 1. — (Domination des) à Constantinople II. (i.) p. 22. c. 1. n. 3. Franklin (Benjamin) II. (u.) p. 1361. c. 1. n. '. — p. 1548, c. 2. n. 6. Frate II. (1.) p. 568. n. . Fratres Poloni II. (II.) p. 427. c. 2. Frédéric II, Roi de Sicile II. (1.) p. 260. c. 2. n. 6. Frédéric IV, Empereur II. (II.) p. 1482. c. 1. n. †. Frédéric (Iles de) II. (II.) p. 1017. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. Frédérics d'or II. (II.) p. 483. c. 1. n. ††. Frédéricsbourg II. (II.) p. 1083. c. 1. n. *. Free II. (II.) p. 315. c. 2. n. °°. of a City, ibid, - of a Company, ibid. Freedom, ibid. - of a City, ibid. - of a Company, ibid. Frégataire II. (II.) p. 12. c. 2. n. †. Frégatier, ibid. Fremdlingsrecht I. p. 142. c. 1. n. 4. Frenk I. p. 518. c. 1. n. 1. Frères de Bohème I. p. 458. c. 1. contin. de la n. **. de la p. 457. c. 1. — convers I. p. 451. c. 2. n. ***. - mineurs II. (t.) p. 64. c. i. n. *. II. (II.) p. 354. c. i. n. †.

- mineurs de l'étroite Observance II. (i.) p. 146. c. 1. n. 5. - moraves I. p. 458. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 457. c. 1. — de l'Ordre de la Rédemption des Captifs II. (II.) p. 327. c. 2. n. 1. — de la Pénitence II. (II.) p. 354. c. 1. n. †. - polonais II. (II.) p. 427. c. 2. n. *. - Prêcheurs II. (II.) p. 1034. c. 1. n. OO. — servants I. p. 452. c. 1. contin. de la n. ***. de la p. 451. c. 2. - vitaliens I. p. 146, c. 2, n. 2. Fréret (Nicolas) II. (II.) p. 1212. c. 1. n. †††. Frescobaldi (Leonardo Nicolas) II. (i.) p. 67. c. 1. n. . Fret I. p. 35. c. 1. n. 2. Fréter, ibid. c. 2. Friedrichs-Inseln II. (II.) p. 1017. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013, c. 1. Friedrichsnagor II. (n.) p. 1018. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013, c. 1. Frise orientale II. (1.) p. 367. c. 2. Frisons, ibid. c. 1. Froesté I. p. 389. c. 1. n. 1. Frontispice I. p. 109. c. 1. n. 2. Frykenius II. (II.) p. 769. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Fuenterabbia II. (II.) p. 31. c. 2. Fulminer II. (II.) p. 39. c. 2. n. ***. Funda I. p. 165. c. 1. n. 1. Fundacus, ibid. Fundicus, ibid. Funticus, ibid. Furari II. (1.) p. 549. n. 1. Furkann I. p. xL. c. 1. n. a. Furtum II. (1.) p. 549. n. 1. Fuste II. (II.) p. 105. c. 1. n. 1. Fylke I. p. 386, c. 1, n. 1.

G.

Gabella v. Census migrationis. Gabelle II. (t.) p. 275. c. 1. n. 1. - d'Émigration I. p. 504. c. 2. n. 4. Gabotto voyez Cabot. Gaignet (Catalogue des Livres de) I, p. 111, c. 1, n. 1, Gaine II. (II.) p. 181. c. 1. n. †. Gajus voyez Caïus. Gala II. (1.) p. 253. c. 1. n. 2. Galata II. (1.) p. 87. c. 1. n. 3. Galata-Seraï, ibid. c. 2. Galéasse II. (II.) p. 182. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. p. 186. c. 1. cont. de la même note. Galère I, p. LXXXIV. n. *. addition à la p. 301. — II. (II.) p. 178. c. 2. n. 6. Galion I. p. LXXXIV. addition à la p. 301. — II. (II.) p. 186. c. 1. cont, de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Galiote ou Galiotte II. (II.) p. 182. c. 1. et p. 186. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. - à Bombes II. (II.) p. 186. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. II. (II.) p. 980. c. 1. n. †. - hollandaise II. (n.) p. 186. c. 2. contin. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Galizische Erbstaaten I. p. 506. c. 2. n. 2. Gallas II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. 00. de la p. 1228. c. 2, Galluri (Juge de) II. (1.) p. 119. c. 1. n. *. Galnasse II. (II.) p. 1554. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1553. c. 1. Gandjour II. (II.) p. 1223. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Gaol-delivery I. p. 535. n. ". Garbouil II. (H.) p. 109. c. 2. n. 4. Gar-el-Mailah II. (II.) p. 867. c. 1. n. 2. Gardar (Ile de) I. p. 352. c. 2. n. 6.

Gardar-Svarfarson, ibid. Gardarsholm, ibid. Garpenbrücke II. (1.) p. 347. c. 1. Garper, ibid. Gatt I. p. 447. c. 2. n. . Gau II. (1.) p. 367. c. 1. n. †. Gaubil (Père) II. (11.) p. 1206. c. 1. cont. de la n. °°°. de la p. 1205. c. 2. Gaugericht II. (1.) p. 367. c. 2. n. †. Gaugraf II. (t.) p. 368. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 367. c. 1. Gaule transalpine II. (1.) p. 167. c. 2. n. 3. Gautama II. (II.) p. 1222, c. 2, cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Gawertsch I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Gazarie I. p. 398. c. 2. n. 7. Gazi-Hassan-Beg I. p. 522, c.1. Geassumeerde Leden II. (11.) p. 745. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Geheime Raths-Collegium (en Brandebourg) I. p. 441. c. 1. n. 2. Geld- und Handlungs-Institut des Staates (en Prusse) II. (II.) p. 484. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 483. c. 2, Gemeene Raaden van Indie II. (II.) p. 744. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Général II. (II.) p. 468. c. 1. n. . General-Directorium (en Prusse) I. p. 429. c. 1. n. 1. General-Ober- Finanz- Kriegsund Domainen Directorium (en Prusse) I. p. 430. c. 1. n. 3. Gênes II. (i.) p. 127. c. 2. n. ". -II. (II.) p. 152. c. 1. n. 5. Genève II. (1.) p. 150. c. 1. n. 7. Gentleman I. p. 176. c. 2. n. 3. a.

Génuflexions des Chinois II. (II.) p. 1246, c. 1, n. 2.

Géographie officielle de l'Empire chinois des Mantchoux II. (II.) p. 1239. c. 2. n. 4.

George (Saint) II. (11.) p. 532. c. 1. n. 2. — (Banque de Saint) II. (1.) p. 116. c. 2. n. 2. — Iles de George II. (11.) p. 837. c. 2. n. 3.

Georgiefsk II. (II.) p. 1322, c. 1.

Géorgiens (Secte des) II. (1.) p. 501. n. 2.

Georgiewskaïa II. (II.) p. 1322. c. 1, n, *.

Gérard Tum ou Tunc II. (1.) p. 48. c. 1. n. *.

Gerba II. (i.) p. 277. c. 1. n. 2. Gerbe ou Gerbes, ibid.

Gerbi, ibid.

Germanie (Basse) I. p. 59. c. 1. n. 4. Gerson (Jean) II. (II.) p. 811. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 807. c. 1.

Gesandten-Hof (Rufsische) à
Peking II. (II.) p. 1235, c, 1, n, 2.

Gesegouna iin undosoun II. (11.) p. 1245. c. 1. n. 2.

Gesetzbuch (Allgemeines) für die Preufsischen Staaten I. p. 445, c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 444. c. 1.

Gésodunum II. (II.) p. <u>1482.</u> c. 1. n. †.

Gésur Khan II. (II.) p. 1245. c. 1. n. 1.

Gewerbesteuer I. p. 498. c. 1. n. 1. Gewoone Raaden van Indie voy. Gemeene Raaden etc.

Ghavrites II. (1.) p. 209. c. 1. n. 2. Ghazan II. (11.) p. 1037. c. 1. cont. de la n. •. de la p. 1031. c. 1. Ghendga II. (11.) p. 97. c. 1. n. 1.

Ghiaour I. p. 523. c. 1. n. *. Ghilan II. (II.) p. 1260. c. 2. n. 8.

Gibelins I. p. 121. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 120. c. 1. — II.

(i.) p. 128. c. 1. n. ††. Gibraltar II. (ii.) p. 600. c. 2. n. 2.

Giedde (Ove) II. (II.) p. 1013. c. 2. n. 3.

Giftermåls-Balk I, p. 380, c. 2. n. 4,

Gigliato II. (1.) p. 480. c. 2. n. 4. Giglio (Battaglia del) II. (1.) p. 131. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 130. c. 2.

Gigra II. (1.) p. 282. c. 2. n. 2. Gilde I. p. 123. c. 1. n. 1.

Gilgel voyez Gigra.
Giouasir II. (II.) p. 1610, c. 1. n. 4.
Giovo (Angelo) II. (II.) p. 1652, ad-

dition à la p. 307.

Giudicature di Mandamento, en

Sardaigne I. p. 285. c. 1. n. 1. Giulio II. (i.) p. 525. n. 1.

Giurgewo II. (II.) p. 1325, c. 1. n. 3. — p. 1444; c. 1. n. 3. Giurghow II. (II.) p. 1325, c. 1. n. 3.

Giurghow II. (II.) p. 1323, c. 1. n. 3. Glebae Adscripti I. p. 453, c. 1. n. ".

Glèbe, ibid. — (Attachés à la), ibid. — (Esclaves de la), ibid. Glose I. p. 113. c. 1. n. 2.

Gluckstadt II. (n.) p. 668. c. 1. n. 1. Gnosse II. (n.) p. 258. c. 2. n. 5. Gnossus, ibid.

Godefroy (Denis) I. p. 21. c. 2. n. 5. Godschalk, Prince des Obotrites. Fondateur du Royaume des Vénèdes I. p. 122. c. 1. cont, de la n. 1. de la p. 121. c. 2.

Goëmon I. p. 267. c. 1. n. 2. Goletta (la) II. (n.) p. 186. c. 2. n. 2. Golgoltha ou Golgotha II. (n.) p. 957. c. 1. n. *.

Gombroun II. (II.) p. 97. c. 1. n. 2. Gonzague (Maison de) II. (II.) p. 1448. c. 1. n. *.

Gorontalo II. (11.) p. 624. c. 2. n. †. Gortyna (Gortyne) II. (1.) p. 259. c. 2. contin. de la n. 5. de la p. 258. c. 2.

Goth (Bertrand de) v. d'Agoust (Bernard). Gothard (Saint) II. (II.) p. 1653. c. 2. n. . addition à la p. 307. Gothie I. p. 369. c. 1. n. 2. — II. (r.) p. 105, c. 1, cont. de la n. 7. de la p. 104. c. 2. Gothland I. p. 369. c. 1. n. 2. -(Ile de) I. p. 369. c. 1. n. *. Gottesurtheil I. p. 152, c. 2, n. . Gottorp II. (II.) p. 1108, c. 1, n. 4. Gouesmon I. p. 267. c. 1. n. 2. Goulet II. (1.) p. 72. c. 1. n. 1. Goulette (la) II. (11.) p. 186. c. 2. n. 2. Goulgoulat voyez Golgoltha. Gourgan II. (II.) p. 1260. c. 2. n. 10. Gournay (Henri de) Comte de Marcheville II. (II.) p. 951. c. 1. n. ***. Goze II. (i.) p. 118. c. 1 n. '. Grabuge II. (II.) p. 109. c. 2. n. 4. Grágás I. p. 393. c. 1. n. 3. d'Islande I. p. 356. c. 2. n. 1. Grain II. (1.) p. 483. c. 1. n. 2. — II. (II.) p. 1247. c. 1. n. *. Grammaticus II. (1.) p. 506. c. 2. Gramme II. (II.) p. 14. c. 1. n. °. . р. 121. с. 1. п. ". Grand-Chambre I. p. 192. c. 2. n. 3. Grand-Duc (Titre en Russie) I. p. 398. c. 1. n. . - (Titre en Toscane) I. p. 282, c. 2, n. 4, - p. 398. c. 1. n. Grand d'Espagne I. p 171. c. 1. n. 2. Grand Lama II. (II.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Grand-Maître de France II. (1.) p. 219. c. 1. n. 1. Grand-Pensionnaire en Hollande II. (II.) p. 762. c. 2. n. †. Grand-Prince (en Russie) I. p. 398. c. 1. n. *. Grand-Sirerie d'Athènes II. (1.) p. 262. c. 1. n. †.

Grand-Vézir I. p. 525. c. 2. n. 2. Grande-Bretagne (Dénomination de) II. (II.) p. 64. c. 2. n. 4. Grande Mer II. (1.) p. 86. c. 1, n. 1. Grandeur finie II. (II.) p. 838. c. 1. Grands-Jours I. p. 193. c. 1. n. 2. Granja (la) II. (II.) p. 48. c. 2. n. 2. Grano de Naples I. p. 293. c. 1. n. 1. Graou II. (1.) p. 195. c. 1. n. °. Grassia II. (t.) p. 553. n. 1. Gratiani (Antoine-Marie) II. (II.) p. 1410. c. 1. n. *. Gratis II. (II.) p. 1499. c. 1. n. 1. Grau d'Agde II. (1.) p. 195, c. 2, n. °. — de Palavas II. (1.) p. 195. c. 2. n. †. — de Sérignan II. (1.) p. 195. c. 2. n. °. - de Vendre, ibid. Gravamina II. (II.) p. 953. c. 2. n. 3. Gravelée I. p. 194. c. 1. n. 1. Gré (de Gré à) II. (II.) p. 471. c. 2. n. 4. Grecs fanariotes II. (1.) p. 44. c. 2. n. **. Gréer un Bâtiment II. (II.) p. 179. c. 2. n. †††. Greenwich II. (II.) p. 785. c. 2. n. ***. Greffe I, p. 221, c. 1, n. 2, — II. (II.) p. <u>1473</u>, c. 1. n. 1. Greffier I. p. 77. c. 2. n. 2. Grégoire (Henri, Comte) II. (II.) p. 372. c. 2. n. °. — (Saint) II. (t.) p. 36, c. 1, contin, de la n. 2. de la p. 35. c. 1. Gregorius I, p. 18. c. 2. n. 6. Grément d'un Navire II. (11.) p. 179. c. 2. n. †††. Grenade II. (1.) p. 291. c. 1. n. 2. Grenville (Esther) II. (II.) p. 649. c. 1. n. oo. Gréon II. (1.) p. 81, c. 2, n. 2. Grigris II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. OO. de la p. 1228, c. 2. Grimellini II. (II.) p. 1173, c, 1. n. 1. Grimlik, ibidem.

Grive I. p. 449. c. 2. n. ". Grivnes II. (II.) p. 1278, c. 2, n. 1. Groeben (Otton Frédéric von der) I. p. 475, c. 2, contin. de la n. 1. de la p. 473, c. 1. Gros (faire le Commerce en) II. (II.) p. 313. c. 2. n. †. - vendre en gros, ibid. Grosso Raugeo II. (1.) p. 148. c. 2, n. 2, Groot Placaet-Boeck II. (II.) p. 885. c. 1. n. ***. Groush I. p. 523, c. 2. n. 3. Grue I. p. xIII. c. 2, n. 10. Grundruhrrecht I. p. 144, c. 2. n. 3. Guadalquivir voyez Bétis. Guardian II. (II.) p. 811. c. 2. n. 2. Guardianship, ibid. Guatemala-la-Nueva II. (11.) p. 50. c. 2. n. 5. Guayaquil II. (11.) p. 30. c. 2. n. 4. Gubernator Villae II. (1.) p. 507. c. 1. n. 1. Guèbres II. (II.) p. 1227, c. 2, n. 0. et p. 1228. c. 1. cont. de la n. O. de la p. 1227. c. 1. Guédikli II. (II.) p. 784. c. 2. cont.

Guelfes (Maison des) I. p. 120, c. 1. n. 2. — II. (i.) p. 128, c. 1, n. ††. Guerre de sept ans II. (II.) p. 1084. c. 2. n. 4. Guet II. (1.) p. 78. c. 2. n. 2. II. (11.) p. 1038. c. 2. n. . - apens, ibid. - de la Mer I. p. 267. c. 1. n. 1. Guetter II. (II.) p. 1038, c. 2, n. . Guètchit Tezkèrèci II, (II.) p. 309. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 308. c. 1. — p. 1460. c. 1. n. 1. Guglingen II. (II.) p. 1354. c. 1. n. .. Guia II. (II.) p. 47. c. 1. n. 1. Guidon de la Mer I. p. 115. c. 2. n. 2. Guienne I. p. 49. c. 1. n. 3. Guilan Degnyzi II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Guildhall II. (1.) p. 356. c. 2. n. 5. II. (II.) p. 650, n. †. Guillaume de Tripoli II. (tt.) p. 1034. c. 2. n. 000. Gulaping I. p. 392. c. 2. n. 4. Gulden (de Pologne) II. (11.) p. 1336. c. 1. n. 1. Gumruk II. (II.) p. 122. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 121. c. 1. Guta Lag I. p. 67. c. 1. n. 1. p. 369, c. 1, n. 4, Gymnase II. (II) p. 1215, c. 1, n. °. Gymnastique, ibid. c. 2.

H.

Habesch II. (11.) p. 1610. c. 1. n. 3. Habilitar un Puerto II. (11.) p. 446. c. 1. n. 1. Haca II. (11.) p. 513. c. 1. n. 2. Hacienda II. (11.) p. 514. c. 1. n. 1. Hälsinge-Laghen I. p. 370. c. 2. n. 5. Haemus II. (1.) p. 43. c. 1. n. *. Haeres II. (11.) p. 267. c. 2. n. 2. Haflidi Mauri I. p. 355. c. 2. n. 1. Haff I. p. 447. c. 1. n. *. — curische, ibid. — frische, ibid. —

de la n. 1. de la p. 781. c. 2. et

c. 2. n. †††.

Stettiner, ibid. c. 1.

Hagl? II. (II.) p. 635. c. 2. n. **.

Haider Aly II. (II.) p. 645. c. 1. n. **.

Halage (Chemin de) II. (II.) p. 548. c. 1. n. ***.

Halka II. (I.) p. 65. c. 2. n. 2.

Halka II. (II.) p. 976. n. ©.

Halland II. (II.) p. 1077. c. 1. n. †.

Halle (en suédois Hall) I. p. 362. c. 2. n. 6.

grand, ibid. c. 2. — petit, ibid. —

Hamoa (Archipel de) II. (II.) p. 1553. c. 2. n. 3. Han II. (II.) p. 1207, c. 1. cont. de la n. ". de la p 1205, c. 1. Hanarourow II. (II.) p. 835. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 834. c. 1. Handels-Balk I. p. 380, c. 2, n. 4. Handelsverein(Mitteldeutscher) II. (II.) p. 1346. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1344. c. 1. — (Süddeutscher) II. (II.) p. 1344, c. 1, n. 5. Hanistes II. (II.) p. 620. c. 1. n. 4. Hanovre II. (II.) p. 607. c. 2. n. 2. - p. 700. c. 1. n. 2. Hanse (Hansa) I. p. 123, c, 1, n, 1, - parisienne II. (1.) p. 370. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 369. c. 2. Hanséatique I. p. 123. c. 2. n. 1. Hanseatischer Bund I. p. 123, c. 2, n. 1. Hansestädte I. p. 123. c. 1. n. 1. Hansgerichte, ibid. Hansgrafen, ibid. Haphsites II. (1.) p. 283. c. 1. n. 1. Haquin I. p. 389, c. 1, n. 1. p. 390. c. 1. n. 3. Harald I. p. 387, c. 2, n. 8, p. 388. c. 1. n. 5. - Haarfåger I. p. 353. c. 1. n. 1. Harby II. (II.) p. 119, c. 1, n. 1. Hardes II. (II.) p. 213. n. 1. Harem I. p. Li. c. 2. n. *. - II. (ii.) p. 783. c. 1. n. ***. - Composition du Harem des Sultans ottomans II. (II.) p. 783. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Harlay (Philippe de) Comte de Cézy voyez Cézy. Harménopule (Constantin) I.p.41. c. 1. n. 9. Harris II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Harrison II. (II.) p. 1689. c. 1. cont. de la n. •••. de la p. 1688, c. 2. Harvanà II. (1.) p. 254, c. 2, cont. de la n. 2. de la p. 253. c. 1. -II. (II.) p. 1264, c. 2. n. 1.

Haschisch II. (n.) p. 1040. c. 2. Hassan (Khalife) II. (II.) p. 958. c. 2. n. tt. Hafsreti-Khoudawendikear I. p. 519. c. 2. n . Hastings (Warren) II. (II.) p. 644. c. 1. n. **. Haude (Godefroi Fabien) II. (II.) p. 1378, c. 1, n. 1. Haulqua voyez Halka. Hauptverwaltung der Staatsschulden, en Prusse II. (II.) p. 484. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 483, c. 2, Hausirhandel I. p. LXXXV. addition à la p. 501. Haussiers II. (II.) p. 75 3. c. 2. n. . Haut-Allemand v. Allemand. Haute-Présence II. (1.) p. 276. c. 2, n. 4. Hautes-Puissances, ibidem. -II. (II.) p. 949. c. 1. n. 2. Hauterive et de Cussy (Recueil de Traités de Commerce et de Navigation) II. (II.) p. 61. c. 1. n. 1. - p. 103. c. 1. Hautesse (Titre de) II. (1.) p. 211. c. 1. n. 1. — II. (II.) p. 949. c. 2. n. 2. Haute-Trahison H. (II.) p. 579. c. 2, n. 2, Hauteur du Pôle II. (II.) p. 1689. c. 2. contin. de la n. . de la p. 1688, c. 2. Havalat I. p. LXXXVII. addition à la p. 517. Havre I. p. 526, c. 1, n. 1. - de Barre, ibid. - de toutes Marées, ibid. Hawai (Archipel de) II. (11.) p. 834.

c. 1. n. 3.

c. 1. n. °.

p. 307.

Hawkins (Sir John) II. (11.) p. 374.

Haye (Mr. de la) Vantelet II. (11.)

p. 1654, c. 2. n. *. addition à la

Hebdomadaire II. (II.) p. 1210. c. 2. n. °. Hebdomade II. (II.) p. 1211. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1210, c. 2. Hebdomadier, ibid. Hebdomanier, ibid. Héchouy II. (II.) p. 1203. c. 1. n. 2. Hectogramme II. (II.) p. 14. c. 1. n. °. Heemskerk (Jacques van) II. (II.) p. 1687. c. 1. n. ††. Hégire I. p. xxxvIII. c. 1. n. ". Heimfallsrecht I. p. 142. c. 1. n. 4. Heims Kringla Saga I, p. 354, c. 2. cont, de la n. 2, de la p. 353, c. 2. Hélène (Sainte-) II. (II.) p. 631. c. 2. n. †. Héler H. (II.) p. 865. c. 1. n. . Helgeland II, (II.) p. 661, c. 2, n. 7.

c. 1. n. 2. Henteta II. (1.) p. 273. c. 1. n. 1. Héou-Han II. (11.) p. 1209. c. 2. n. •.

Héliopolis II. (1.) p. 135. c. 1. n. 3. Hellespont II. (1.) p. 86. c. 1. n. 1.

Hé-loung Kiang II. (II.) p. 1203.

Herbe du Grand Prieur II. (II.) p. 474. c. 2. n. 1. — médicée, ibid. — propre à tous maux, II. (II.) p. 475. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 474. c. 1. — à la Reine II. (II.) p. 474. c. 2. n. 1. — sainte ou sacrée II. (II.) p. 475. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 474. c. 1. — de Sainte-Croix, ibidem, c. 1. — de Torna-Buona, ibid.

Herbergsrecht II. (II.) p.512. c.1. cont. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. Herbert Ratkeal (Baron de) II. (II.) p. 1410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2. Hérédité II. (II.) p. 267. c. 1. n. 2. Hérésiarque II. (II.) p. 28. c. 1. n. *.

Hérésie, ibid.

Hérésiologue, ibid.

Héréticité, ibid. Hérétique, ibid.

Héritage II. (II.) p. 267. c. 1. n. 2.
— indivis II. (I.) p. 173. c. 1. n. *.
Héritier II. (II.) p. 267. c. 2. n. 2.
Hermites de Saint-Augustin II. (II.)
p. 96. c. 1. n. 3. c.

Hermogènes I. p. 18. c. 2. n. 6. Herrera (Antoine) II. (n.) p. 373. c. 2. n. °°.

Herus II. (II.) p. 267. c. 2. n. 2. Hervarár-Saga I. p. 354. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. Hétérodoxe I. p. LXXXIX. addit. à la p. XLVI.

Hétérodoxie, ibid.

Hexabiblos I. p. 41. c. 2. n. 9.
Hiao-King II. (u.) p. 1216. c. 1.
cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1.
Hidalgo I. p. 171. c. 2 n. 3.
Hidrskraa I. p. 391. c. 1. n. 1.
Hiéron II (Roi de Syracuse) II.
(11.) p. 183. c. 1. n. †.
Highness (Titre de) II. (1.) p. 211.

c. 2. n. 1.

Hindous II. (n.) p. 937. c. 2. n. 1.

Hinaous II, (ii.) p. 357. c. 2. ft. 1. Hippodrome II. (i.) p. 123. c. 1. n. 2.

Hippodromi II.(1.) p. 505. c. 1. n. 3. Histoire des Traités de Paix etc. par Jean-Yves de Saint-Prest II. (11.) p. 950. c. 2. n. †. — des anciens Traités par Jean Barbeyrac, ibid. c. 1.

Hivernage II. (II.) p. 505, c. 2, n, 1, Hoang-ti II. (II.) p. 1214, c. 1, cont. de la n. ". de la p. 1205, c. 1. Hochdeutsch I, p. 63, c. 1, cont.

de la n. 3. de la p. 62. c. 1. Hodjet II. (II.) p. 788. c. 1. n. 1. Hoest (George) II. (II.) p. 70. c. 1. n. *.

Hogedelheid II. (II.) p. 744. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Hohenstauffen I. p. 121. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 120. c. 1.

— II. (i.) p. 153, c. 2, n. 2, p. 231. c. 1. n. 2. Holar I. p. 360, c. 1, n. 2, Holland de Holland (Baronne) II. (II.) p. 647. c. 2. n. ††. Hollande I. p. 60. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 59. c. 2. Holum voyez Holar. Homicide II. (II.) p. 796. c. 1. n. 1. - casuel, ibid. - excusable, ibid. c. 2. - par Imprudence, ibid. involontaire, ibidem. - justifiable, ibid. - nécessaire, ibid. c. 1. perfide (felonious), ibid. c. 2. volontaire, ibid. c. 1. Homme prévenu II. (II.) p. 683. c. 1. n. 2. - repris de Justice II. (II.) p. 268. c. 2. n. 1. Homologation I, p. 209. c. 1. n. 1. Homologuer, ibid. Hongs II. (II.) p. 620. c. 1. n. 4. Honneur II. (11.) p. 1182, c. 1, n. 2, Honoraire II. (II.) p. 791. c. 1. n. 1. et 2. Hoofdparticipanten II. (11.) p. 740. c. 2. n. ***. Hoogheid II. (II.) p. 949. c. 2. n. 2. Hoogheden, ibid. Hope (Thomas) II. (II.) p. 752. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Hopital du Christ II. (II.) p. 548. c. 2. n. °. Horde d'or II. (1.) p. 442. c. 2. n. 5. - grande, petite et moyenne, ibid. Hormouz II. (II.) p. 1551, c. 2, n. 4. Horticole II. (II.) p. 1019. c. 1. n. ". Ho-schans II. (II.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Hospitalier I. p. 456. c. 2. n. †. Hospodar II. (1.) p. 44. c. 1. n. ". Hôtel des Ambassadeurs II. (II.) p. 1264. c. 1. n. 1. - consulaire I. p. 196. c. 1. n. 3. Houghly II. (II.) p. 635. c. 2. n. ".

Houkouki II. (II.) p. 962. c. 2. n. *.

Houlagou II. (II.) p. 1033. c. 1, cont.

de la n. . de la p. 1031. c. 1. Houpilaï II. (II.) p. 1033. c. 1. n. 0000. House of Commons I. p. 317. c. 1. n. *. - of Lords, ibid. Houston (Général) II. (II.) p. 1582. c. 2. n. 1. — (Ville), ibid. Houtman (Corneille) II. (II.) p. 736. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Housz II. (II.) p. 1292. c. 2. n. ***. Howard (Charles) II. (II.) p. 374. c. 1. n. O. Hrafn ou Rafna I, p. 352. c. 2. Hubertsbourg II. (II.) p. 1085. c. 1. n. †. Hübsch II. (n.) p. 1378. c. 1. n. 1. Huguenot I. p. 466. c. 1. n. †. Huméyry (Hassan-lbn-Aly) II. (II.) p. 1029. c. 2. n. °. Humiliati II. (1.) p. 126. c. 2. n. *. Humiliés, ibid, Humphrey (Duc de Gloucester) I. p. 55. c. 1. n. 1. Hune II. (1.) p. 148. c. 1. n. 1. d'Artimon, ibid. c. 2. - de Beaupré, ibid. c. 1. - grande, ibid. c. 2. - de Misaine, ibid. c. 1. Hunier II. (1.) p. 148. c. 2. n. 1. grand, ibid. - petit, ibid. Husch voyez Housz. Hufs (Jean) I. p. 457. c. 1. n. **. Hussein Pacha (Mezzo-morto) II. (II.) p. 8. c. 1. n. 3. Hutin II. (II.) p. 1042, c. 1. n. . Hyder Aly II. (II.) p. 645. c. 1. n. **. Hydrographie I. p. 266. c. 1. n. 1. Hyosciamus niger II. (II.) p. 1040. c. 2. n. Hypothécaire I. p. LXXXIII. addition à la p. 222. Hypothèque, ibid. Hypothéquer, ibid.

Hyrcanie II. (II.) p. 1260. c. 2. n. 9.

I.

I.

Ibériens II. (1.) p. 34. c. 2. n. 4. Icelle II. (II.) p. 104. c. 1. n. 1. Icelui, ibid. Iconium (Konièh) II. (1.) p. 30. c. 2. n. 7. Icriti II. (i.) p. 258. c. 2. n. 5. Idad'hha II. (1.) p. 250. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 249. c. 2. Ides II. (i.) p. 296. c. 1. n. °. Id-fitr II. (i.) p. 249. c. 2. n. . Idiome II. (u.) p. 214. c. 1. n. 1. Idiotisme II. (1.) p. 97. c. 1. n. °. Igilgil II. (1.) p. 282. c. 2. n. 2. Ignace II. (i.) p. 10. c. 2. n. †. Ignorance des Ottomans en fait de Géographie I. p. 521. c. 1. n. 1. Iguane II. (II.) p. 1229. c. 1. n. K. Ikbale II. (11.) p. 785. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Ildephonse (Saint) II. (II.) p. 48. c. 1. n. 2. Iles des Amis voyex Amis. -

Baumann voyez Baumann. de la Reine Charlotte voy. Charlotte. - des Conférences voyez Conférences. — des Faisans voyez Faisans. - de Frédéric voyez Frédéric. - de George voyez George. - Ioniennes voy. États-Unis. et II. (II.) p. 203. c. 2. n. 5. — Lucayes II. (II.) p. 357. c. 1. n. o. — des Navigateurs II. (II.) p. 1553, c. 1. n. 3. — des Princes II. (i.) p. 11. c. 1. n. *. --Sept-Iles II. (11.) p. 606. c. 2. n. 4. de la Société II. (II.) p. 837. c. 2. n. 3. — turques II. (II.) p. 688. c. 2. n. 3. — vénitiennes II. (II.) p. 203. c. 2. n. 5. — du Vent II. (и.) р. 357. с. 2. n. °. — sous le Vent, ibid.

Imam I, p. 519. c. 2. n. 4. et p. 528. c. 1. n. 2. — de Mascate II. (II.) p. 1551. c. 1. n. 4.

III.

Imamat de Mascate II. (II.) p. 1551. c. 1. n. 4.

Immédiateté II. (u.) p. 1103. c. 1. n. †.

Immeubles I. p. 270. c. 1. n. 4. Immobilier, ibid.

Immunes (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. 2.

Imperator, Titre du Roi d'Angleterre II. (1.) p. 332. c. 2. n. 4. — le mot latin adopté en Russe II. (11.) p. 1148. c. 2. n.

Impétrer II. (II.) p. 113. c. 2. n. 4. Impositions arbitraires ou politiques en Turquie II. (II.) p. 962. c. 2. n. *. — légales, ibidem.

Impôt de Chair voyez Aide. — des Classes en Prusse I. p. 497. c. 1. n. 3.

Impubères en Prusse I. p. 502. c. 1. n. *.

Imtiaz II. (II.) p. 801. c. 2. n. 5. Imtiazat, ibid.

Inamovibilité des Juges I. p.314. c. 2. n. 2.

Incidemment I. p. 272. c. 1. n. 1. Incident, ibid.

Incorporate (to) II. (II.) p. 627. c. 1. n. †.

Incorporation, ibid.
Indentatura v. Endenture.
Indenture, ibid.

Indes occidentales II. (II.) p. 357. c. 1. n. °.

In dictions II. (II.) p. 1279. c. 1.
n. 5. — césaréenne II. (II.) p. 1280.
c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1279.
c. 1. — constantinienne, ibid. —
de Constantinople, ibid. — impériale, ibid. — pontificale, ibid. —
romaine, ibid.

Índivis voyez Héritage. Indulgences II. (u.) p. 39. c. 1.

111

n. '. - plénières, ibid. - de quarante Jours, ibid. Infula ou Offula II. (i.) p. 319. c. 2. n. ". Infulirter Abt, ibid. Ingermanland II. (II.) p. 841. c. 2. n. 6. Ingraft (to) II. (II.) p. 391. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 388. c. 1. Ingrafting Bill II. (n.) p. 392. . c. 1. contin. de la n. †. de la p. 388, c. 1. Ingrie II. (II.) p. 841. c. 2. n. 6. Inhibition II. (II.) p. 418. c. 2. n. 1. Inhibitoire, ibid. Inquisition II. (II.) p. 95. c. 2. n. 3 a. Inscription de faux I. p. 199. c. 1. n. 3. et p. 217. c. 1. n. 1. - hypothécaire I. p. LXXXIII, addition à la p. 222. Insolvabilité I. p. 323. c. 2. n. 2. Insolvency, ibid. Instance II. (II.) p. 788. c. 1. n. 2. Institut impérial de France II. (II.) p. 839. c. 2. n. †. — national de France, ibidem. c. 1. - royal de France, ibidem. daigne I. p. 288. c. 1. cont. de la

Instituta I. p. 21. c. 1. n. 1. Instrument II. (II.) p. 290, c, 1, n, 1. Insubrie II. (II.) p. 1447. c. 2. n. 5. Intégral II. (II.) p. 838. c. 1. n. °. Intendances générales en Sarn. 3. de la p. 287. c. 2. Intendants généraux en Sardaigne I. p. 287. c. 2. n. 3. — de la Santé

à Marseille II. (1.) p. 159. c. 2. n. 00000 Intercourse II. (II.) p. 815. c. 2.

Interdiction II. (it.) p. 811. c. 2.

Interdire, ibid. Interdit, ibid. Intérim II. (n.) p. 432, c. 1, n. 1.

Intérinement I, p. 199, c. 1, n. 2. Interlocutoire (Jugement) I. p. 216, c. 1, n. 1, Interlope II. (II.) p. 632. c. 1. n. *** Internonce d'Autriche près la Porte II. (II.) p. 1410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1409, c. 2, — du Pape II. (II.) p. 1410. c. 2. n. . de la République de Pologne II. (II.) p. 1410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1409. c. 2. Internonciature du Pape II. (u.)

p. 1410. c. 2. n. '. Interpeller II. (II.) p. 531. c. 1. n. 1. Interpres II. (1.) p. 505. c. 2. n. 6. Interprète I, p. 524, c. 2, n. 4. - Il. (II.) p. 7. c. 2. n. 6.

Interstice II. (II.) p. 657. c. 2, n. †. Intestat II. (II.) p. 66, c. 1. n. 2. - hériter ab, ibid. - Héritier ab, ibid. c. 2. — mourir (décéder) ab. ibid. c. 1. - Succession ab, ib. c. 2. Invention de la sainte Croix II. (II.) p. 959. c. 2. n. . - du Papier de Soie, de l'Encre et des Pinceaux en Chine II. (II.) p. 1209. c. 2. n. 000.

Iperpero ou Perpero II. (1.) p. 80. c, 1. n. 2. Ipsofacto II. (II.) p. 1511, c. 1, n. 1.

Irkoutsk II. (II.) p. 1246, c. 1, n. 1. Isaac l'Ange voyez Ange. Iskélé I. p. 526. c. 1. n. 2.

Islambol II. (i.) p. 251. c. 2. n. °. Islamisme I. p. 519. c. 1. n. 2. Islandais (Idiome) I. p. 354, c. 1. n. †.

Islande (Découverte de l') l. p. 352. c. 2. n. 6. - passe sous le Sceptre du Danemark I. p. 359. c. 1. n. 5.

Ismaëliens II. (II.) p. 1029. c. 1.

Issue II. (II.) p. 40, c. 2, n. †. Issues of fact I, p. 325, c. 1, cont. de la n. 3. de la p. 324, c. 2. -

upon Matter of fact, ibidem. upon Matter of law, ibid. Issus II. (i.) p. 39. c. 2. n. 1. Istadium II. (II.) p. 1100. c. 2. n. 7. Istambol II. (1.) p. 251, c. 1, n. °. Efendissy II. (i.) p. 251. c. 2. n. ††. - Kadissy, ibid. Italiänische Erbstaaten I. p. 507. c. 1. n. 1.

Italinski II. (1.) p. 5. c. 1. n. '. Item II. (11.) p. 662. c. 1. n. 3. Iturbide II. (II.) p. 50. c. 2. n. 5. Iwan I Antonovitch II. (11.) p. 1297. c. 2, n. 6. Iwanogorod II. (II.) p. 1064. c. 2.

Iydskelov I. p. 348. c. 2. n. 1.

J.

Jaccatra II. (II.) p. 743. c. 1. n. ". Jacobins II. (II.) p. 95. c. 2. n. 3. a. Jacobites II. (1.) p. 10. c. 1. n. †. Jaçoit II. (II.) p. 113. c. 2. n. 3. Jactus (Jet) I. p. 17. c. 2. n. 4. Jagrenaut II. (II.) p. 1221. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 1220, c. 1. Jahrmärkte und Messen I. p. LXXXV. addition à la p. 501. Janissaires II. (1.) p. 115, c. 1. n. 5. II. (II.) p. 10. c. 1. n. 1. p. 791. c. 2. n. 4. Jarls I. p. 377. c. 1. n. 1. - p. 386. c. 1. n. 1. Jatrani I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Jaugeage I. p. 382. c. 1. n. 2. Jauger, ibid. Jaune (Fleuve) II. (II.) p. 1245. c. 2. Jean sans Terre I. p. 318. c. 1, cont. de la n. *. de la p. 317. c. 1. et n. †. Jeannin (Pierre) II. (11.) p. 448. c. 1. n. **. Jefferson (Thomas) II. (II.) p. 1361.

Jeton II. (11.) p. 808. c. 1. n. †. de présence, ibid. Joboulba II. (II.) p. 1183. c. 1, cont. de la n. 5. de la p. 1182, c. 2. Jönköping II. (II.) p. 1086. c. 1. n. 1. Joint Stock Companies voyez Companies. Joinville (Jean Sire de) II. (II.) p. 1041. c. 1. n. . Jons-Bog I. p. 393. c. 1. n. 3. Järgis II. (II.) p. 1182. c. 2. n. 5. Jorio (Michel de) I. p. 295. c. 1. n. 4. Journal II. (II.) p. 66 d. c. 1. n. 1. Jours fériés I. p. 196, c. 1. n. 2. - francs I. p. 235. c. 1. n. 1. -(grands) v. Grands. - privilégiés II. (II.) p. 936. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 935. c. 1. — de la Semaine, chez les Turcs I. p. 519. c. 1. n. 3. — (Terme de huit) II. (II.) p. 351. c. 2. n. 8. de la n. 5. de la p. <u>1182.</u> c. 2.

c. 2. n. . Jerba voyez Gerba. et II. (II.) p. 1183. c. 1. n. 3. Jérôme (St.) II. (II.) p. 296. c. 1. n. †. Jéronymites II. (11.) p. 354. c. 2. n. *. Jésuites II. (II.) p. 96. c. 1, n. 3, d. Jet voyez Jactus.

Jowries II. (II.) p. 1183. c. 1. cont. Jubilé II. (II.) p. 41. c. 1. n. ". Judex Curiae regiae I. p. 508. c. 2. n. 4. — Veli II. (1.) p. 505, c. 1, n. 2. Juez Conservador II. (1.) p. 376. c. 2. n. 1. — de Sacas II. (II.) p. 417, c. 2, n. 2. Juge d'Arborea voyez Arborea.

et II. (1.) p. 119. c. 1. n. . - de Cagliari, ibid. - Conservateur I. p. 193. c. 2. n. 3. II. (u.) p. 453. c. 1. n. 3. — d'Epée I. p. 240. c. 2.

111 *

n. *. — de Galluri II. (1.) p. 119. c. 1. n. *. — Mage II. (1.) p. 174. c. 2. n. ***. — des Marchands à Marseille II. (1.) p. 175. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 172. c. 1. — ordinaires II. (11.) p. 1107. c. 1. n. *. — d'Oristagni II. (1.) p. 119. c. 1. n. *. — de Robe I. p. 240. c. 2. n. *. — royal et ordinaire de Nîmes II. (1.) p. 149. c. 1. n. 5. — de Torres o Logodoro II. (1.) p. 119. c. 1. n. *.

Jugement de Dieu II. (1.) p. 350. c. 1. n. *.

Juifs (Minorité des) en Prusse I. p. 502. c. 2. n. . . — privilégiés en matière de prêt, en Prusse I. p. 501. c. 2. n. 3. — Villes de Suède où ils peuvent faire le Commerce I. p. 381. c. 1. n. 1. p. 397. c. 2. n. 2. Juiz Conservador II. (1.) p. 376. c. 2. n. 1.

Junta do Commercio II. (II.) p. 565. c. 1. n. 1. — dos tres Estados II. (II.) p. 560. c. 1. n. 3.

Juratus I. p. 185. c. 2. n. 3.

Jurés, ibid. — de la Confrérie des Marchands de Paris II. (1.) p. 370. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 369. c. 2. Juris dictions consulaires (Tableau des) en France I. p. 193. c. 1. n. 3. p. 196. c. 2. n. 6. — contentieuse II. (11.) p. 4. c. 2. n. 3. — Jurisdiction dans l'Île de Corse, semblable aux Tribunaux consulaires I. p. 200. c. 1. n. 2. — des Prévôts des Maréchaux I. p. 240. c. 1. n. *. — volontaire II. (11.) p. 4. c. 1. n. 2.

Juros II. (II.) p. 398. c. 2. n. 3. Jus Albergae II. (II.) p. 512. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. — Albinagii I. p. 142. c. 1. n. 4. — anti-justinianaeum I. p. 23. c. 1. n. 1. — Asyli II. (II.) p. 300. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 294.

c. 1. - aulicum I. p. 391, c. 1. n. 1. - Bona Naufragorum colligendi I. p. 146. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1 - Borussico-Brandenburgicum commune I. p. 445, c. 1, contin. de la n. 1. de la p. 444. c. 1. - Ciritatum inter se II, (II,) p. 301, c. 2. n. ... - commune voyez Folcright. - franchisiae ou franchitiarum II. (II.) p. 302, c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. - Gentium II. (II.) p. 301. c. 2. n. ". - Gentium europaearum practicum, ibid, - Gisti II. (11.) p. 512. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. - Herbergae, ibid. - Hospitii, ibid. — litoris I. p. 144. c. 2. n. 3. - mansionaticum II. (II.) p. 511. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 510. c. 1. - oppidarium I. p. 421. c. 2. n. 1. a. - praecedendi II. (II.) p. 107. c. 2. n. . - provinciale Ducatus Prussiae I. p. 472. c. 2. n. 1. - provinciale et feudale allemannicum I. p. 422, c. 2. cont. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. -Quarteriorum II. (n.) p. 302. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. Recuperationis I. p. LXXXI. addition à la p. 146. - saxonicum - I. p. 422. c. 1. n. 1. - statutarium I. p. 413. c. 1. n. 1.

Jusquiane noire II. (II.) p. 1040.

Justice commutative I. p. LXXVIII. addition à la p. 32.

Justice (au lieu de Jurisdiction) II.

Justicia II. (11.) p. 401. c. 2. n. 1.

— de Aragon, ibid. — mayor de
Castilla, ibid. — mayor de la
Casa del Rey y Reinos, ibid.

Justiniana Ia (Djustendil) I. p. 19. c. 1. n. 2.

Justinien I, ibidem.

K.

n. ••.

Kadi (Cady) ou Kazi (Cazy) I. p. L. c. 1, n. *, p. 524, c. 2, n. 2, Kadi-Asker ou Kazi-Asker (de Roumélie et d'Anatolie) II, (1,) p. 251, c. 1, n. †. Kaid II. (II.) p. 702, c. 1, n. 1. Kaïpara (Hâvre de) II. (II.) p. 1558. c. 2. n. 1. Kalchal II. (II.) p. 96. c. 2. n. 2. Kalimala voyez Calimala. Kalpak II. (II.) p. 1618. c. 2. n. 7. Kamame II. (11.) p. 957. c. 2. n. 1. Kang-hi II. (II.) p. 1202. c. 2. n. 3. Kanphou (Tribunal maritime à) I. p. 162. c. 1. n. 3. Kan-sou II. (II.) p. 1245, c. 1. n. 2. Kao-tsoung chun houangti И. (п.) р. 1239. с. 1. п. 1. Kapi ou Kapou II. (II.) p. 118. c. 2. n. **. - p. 951. c. 1. n. †. Kapidji II. (II.) p. 951. c. 1. n. †. Kapidji Bachi, ibidem. Kapidjilar Kiayassi, ibid. c. 2. Kapou voyez Kapi. Kapougi II. (II.) p. 951. c. 1. n. †. Καπούτζια ΙΙ. (ι.) p. 462. c. 1. n. 2. Karabagh II. (n.) p. 96. c. 2. n. 4. Kara-Boghdan II. (1.) p. 44. c. 2. n. **. Karamouran II. (11.) p. 1203. c. 1. Karat voyez Carat. Kardiss II. (II.) p. 1143. c. 2. n. 4. Karlovacze voyez Carlowitz. Karwan-séraï I. p. 518, c. 2. n. 5. П. (п.) р. 1434, с. 1, п. 1. Kaschau II. (II.) p. 1422. c. 2. n. 5. Kassa, ibidem. Kassab Aktchéléri II. (II.) p. 1131. c. 1. n. 5. Kassab-Aktchessi II. (II.) p. 1619. c. 1. n. 4. Kassabiyé II.(11.) p. 104. c. 1. n. **.

Kassam II. (II.) p. 122. c. 2. n. 2.

p. 265, c. 1, n. 2. Kaufsbelehrung, ibidem. Kaveling II. (n.) p. 742. c. 1. n. . Ké II. (II.) p. 1205, c. 2, n. ". Keafir I. p. 523. c. 1. n. . Kehteri II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Kelam-Scherif I. p. xl. c. 1, n. a. Kelaoun-Malek-el-Mansour II. (i.) p. 227. c. 2. n. 4. Kendal II. (11.) p. 1689, c. 1. cont. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. Kenilworth II. (II.) p. 882, c. 1, n. .. Kenisset-ul-Camamat voyez Kamame. Κερασούς II. (1.) p. 94. c. 1. n. 4. Kerat voyez Carat. Kerlon II. (11.) p. 1203. c. 1. n. 2. Kerman II. (II.) p. 1551, c. 2, n. 4. Kermian II. (11.) p. 781. c. 1. n. †††. Kessar II. (II.) p. 1147. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 1146. c. 2. Ketkhoudaï Bevaban II. (11.) p. 951. c. 2. n. †. Kettler (Gotthard) I. p. 409. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 408. c. 1. Khacan I. p. 519. c. 2. n. 4. Khafan-ni dehourgan II. (11.) p. 1233. c. 2. n. 2. Khaireddin ou Khisr (Pacha) II. (1.) p. 215. c. 1. n. * Khal'at II. (1.) p. 253. c. 1. n. 2. Khalfa II. (II.) p. 786. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781, c. 2. Khalifah II. (II.) p. 958. c. 1. n. ††. - Ressoul-allah, ibid. c. 2. Khalifat II. (11.) p. 959, c. 1, cont. de la n. ††. de la p. 958. c. 1. des Alides ou Aliades II. (II.) p. 960. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 957. c. 2.

Kastamouni II. (II.) p. 781. c. 2.

Kaufmännisches Gutachten 1.

Kattegat voyez Cattegal.

Khalife I. p. 519. c. 2. n. 4. -Alraschedoun II. (II.) p. 958. c. 2. n. ++. - grands, ibid. - de la Ligne droite, ibid. - particuliers, ibid. Khalil Aschraf II. (1.) p. 227. c. 2. n. 4. Khamin II. (II.) p. 784. c. 2. n. °°. - Sultanes II. (II.) p. 784. c. 2. n. ††. Khan I. p. 518. c. 2. n. 4. p. 519. c. 2. n. 4. II. (II.) p. 1434. c. 1. n. 1. - grand II. (1.) p. 35. c. 2. n. †. Khanat II. (II.) p. 96, c. 2, n. 4. Khandji II. (II.) p. 1434. c. 2. n. 1. Kharadseh I. p. 518. c. 2. n. 6. II. (II.) p. 123. c. 1. n. 1. Kharadschi II. (11.) p. 1311. c. 2. n. 4. - Bachi, ibid. Khardji II. (II.) p. 1094. c. 1. n. ***. - Vékil, ibid. c. 2. Khass II. (II.) p. 785. c. 1. n. ". - Odalik, ibidem. II. (II.) p. 785. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. - Odalis, ibid. Khasseki II. (II.) p. 126. c. 2. n. ". - Cadine II. (II.) p. 784. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. — Sultane, ibid. et p. 784. c. 1. n. †. Khath II. (II.) p. 172. c. 1. n. †. Khathy-Houmayoun, ibid. -Scherif, ibid. Khatoun voyez Cadine. Khavass II. (II.) p. 792. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 791. c. 1. Khazars II. (i.) p. 102. c. 1. n. 1. Khaziné II. (II.) p. 106. c. 1. n. *. Kherson II. (II.) p. 1189, c. 1. n. 1. Khian-loung II. (II.) p. 1239, c. 1. Khirvat II. (11.) p. 1610. c. 2. n. 6. Khisr (Pacha) voy. Khaireddin. Khitan II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4. Khodjea I. p. L. c. 2. n. *. Khotim II, (II.) p. 1324, c. 1. n. 3. Khoudawendikear I. p.519. c. 2. n. 4.

Khoutoukhtou II. (11.) p. 1224. c. 2. n. 1. Khôwaliyasoun-Tob II. (11.) p. 1231, c. 2, n. 3. Khunkear I, p. 519, c. 2, n. 4. Ki II. (II.) p. 1206, c. 2. contin. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. Kia II. (II.) p. 1232, c. 1. n. 2. Kiakhta ou Kiaktou, ibid. Kia-tsé (ou tzé) II. (n.) p. 1214. c. 2. contin. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. — p. 1217. c. 2. cont. de la même note. Kichm (Iles de) II. (II.) p. 1551. c. 2. n. 4. Kiel II. (II.) p. 1088. c. 1. n. 1. Kilogramme II. (II.) p. 14. c. 1. Kimhal II. (II.) p. 1326, c. 1, n. 1. Kimméné II. (II.) p. 1129. c. 2. n.". King (les six) ou Livres sacrés II. (н.) р. 1216. с. 1. cont. de la n. †. de la p. <u>1213,</u> c. 1. Kings Bench I. p. 320, c. 2, n. 2. - Sergeant at Law I. p. 325. c. 1. n. 1. p. 330. c. 2. n. 3. Kirato II. (1.) p. 480. c. 2. n. 4. Kirid II. (1.) p. 258. c. 2. n. 5. Kirnbach voyez Kurnbach. Kirpitchnoï Tchaï II. (II.) p. 1247. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 1246. c. 2. Kitab I. p. xL. c. 1. n. a. - 'ullah, ibid. Kiupreli (Achmed) II. (11.) p. <u>1423</u>. c. 1. contin. de la n. ". de la p. 1422. c. 1. — (Moustapha), ibid. Kizlar ou Kizliar II. (II.) p. 1265. c. 1. n. *. Klaproth (Jules-Henri) II. (II.) p. 1249. c. 1. contin. de la n. 6. de

la p. 1248, c. 2. — (Martin-Henri)

Klassensteuer (en Prusse) I. p.

Kleene Matschappy II. (II.) p.

II. (II.) p. 1249. c. 1. n. *.

497. c. 1. n. 3.

765. c. 1. cont. de la n. 4. de la р. 734. с. 2. Klefecker II. (II.) p. 876. c. 1. n. *. Klippfisch II. (1.) p. 349, c. 1, n. 1. Knäröd II. (II.) p. 1076. c. 2. n. ***. Koekebeker II. (II.) p. 750, c. 1. cont. de la u. *. de la p. 749. c. 1. Koen (Jean Pieterszoon van) II. (II.) p. 743. c. 1. n. ". Koenig (Henri) II. (II.) p. 1677, ad-

dition à la p. 990.

Koenigsmark (Comte de) II. (II.) p. 1639. addition à la p. 526. du T. I.

Koeprilisade Achmet Pacha II. (11.) p. 1653. addition à la p. 307. Ko-han II. (II.) p. 621. c. 1. n. '. Kolao II. (II.) p. 621. c. 2. n. *. Κολίπιον II. (ι.) p. 466. c. 2. n. 3. Komorn ou Komarom II. (II.) p. 1409. c. 1. n. 1.

Konak II. (II.) p. 1264, c. 2, n. 1. Kondirovin (Jean) II. (II.) p. 143. c. 1. n. 1.

Konge I. p. 386, c. 2, n. 1. Kongsbacka II. (II.) p. 1077, c. 2.

Koniéh voyez Iconium. Konvoijen en Licenten I. p. 311. c. 1. n. 1.

Korsoun II. (II.) p. 1189. c. 1. n. *. Kostantiniè II. (1.) p. 251. c. 2. n. °. Koublai Khan II. (11.) p. 1033. c. f. n. 0000.

Koultouk II. (II.) p. 793. c. 2. n. 1. - Vézirleri, ibid.

Koung II. (II.) p. 1240. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1239, c. 1.

Koung-Ly II. (it.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1. Kouren-Maimatchin II. (n.) p. 1223, c. 2. n. 1.

Κουροπαλλάτης ΙΙ. (I.) p. 461. c. 1. n. †.

Koytri II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Krappe (Roland) II. (II.) p. 1013.

c. 2, n. 3. Kreutzer II. (II.) p. 1413. c. 1. n. 2. Kreutzthaler II. (11.) p. <u>1250.</u> c. 1.

Krieges- und Domainen-Kammern (en Prusse) I. p. 429. c. 1. n. 1. Κουτής τοῦ Βήλου ΙΙ. (ι.) p. 505. c. 1. n. 2.

Kündige Rolle I. p. 155. c. 1. n. . Kurnbach II. (II.) p. 1354. c. 1. n. . Kutchuk-Eltchi voy. Eltchi. Kutchuk - Hussein - Pocho I. p. 522. c. 1. n. 1.

Kutchuk-Kainardgi II. (n.) p. 1300. c. 2. n. 4.

Kutzo-Valaques II. (1.) p. 44. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 43. c. 1.

L.

Labyrinthe II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 258. c. 2. Lac Asphaltite II. (II.) p. 318. c. 2. Lack II. (II.) p. 641. c. 1. n. ". Lacroix (de) II. (II.) p. 1468. c. 2. n. ". Ladinillah II. (11.) p. 960. c. 2. cont. de la n. ". de la p. 957. c. 2. Ladre II. (i.) p. 160. c. 1. n. °. — Saint, ibid.

de Suède) I. p. 68. c. 2. n. 2. Lagmann I. p. 353, c. 2, n. 1. Lai II. (i.) p. 49. c. 2. n. . Laie, ibid. Lai-koung II. (II.) p. 1240. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 1239. c. 1. - tchao, ibid. Laissez-passer II. (II.) p. 1460.

Ladulas (surnom de Magnus I, Roi

c. 1. n. 1. Lala I. p. L. c. 2. n. .

Lally (Thomas Arthur, Comte de) Baron de Tullendally ou Tollendal II. (II.) p. 638. c. 2. n. †††. Lama II. (II.) p. 1224. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. grand, ibidem. — Pakba, ibid. — Saint, ibid. Lamaneur I, p. 72, c. 2, n. 3, Lamego (Loi de) voyez Loi. Lampedouse II. (1.) p. 58. c. 2. n. ***. Lancea II. (II.) p. 731. c. 1. n. ". Landdrost II. (II.) p. 746. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Landrecht (Allgemeines) für die preussischen Staaten I. p. 445. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 444, c. 1. - (churfürstlich brandenburgisches, revidirtes) des Herzogthums Preufsen I. p. 472. c. 2. n. 1. — (Eigen) I. p. 512. c. 1. n. 2. a. - das preufsische I. p. 472, c. 2, n. 1. Landrechts-Commission (en Prusse) l. p. 491, c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 490. c. 2. Land- und Lehnrecht I, p. 422. c, 1. contin. de la n. 1. a. de la р. 421. с. Landskrona II. (11.) p. 1100, c. 2, n. 6. Landstad II. (II.) p. 1079. c. 1. n. 2. Landstädte II. (n.) p. 1103. c. 2. n. †. Langue II. (II.) p. 215. c. 1. n. 1. - allemande I. p. 62. c. 1. n. 3. - française (son Usage en Angleterre) I. p. 57. c. 1. n. 1. — germanique primitive I. p. 62. c. 1. n. 3. - scandinave I. p. 354. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. vulgaire substituée à la Langue latine en France I. p. 97. c. 2. n. 3. Languedoc II. (1.) p. 170. c. 1. n. 4. a. Langues de l'Ordre de Malte I.

(i.) p. 170. c. 2. n. . - slaves I. p. xxx. c. 1. n. *. Lannoy (Guilbert II de) II. (1.) p. 184, c. 2, n. 8, Lanternes I, p. 192, c. 1, n. 2. Lao-Kiun II. (II.) p. 1219. c. 1. n. °. — Tsée, ibid. — Tseu, ibid. Larache II. (II.) p. 929. c. 2. n. 9. Large II. (II.) p. 995. c. 2. n. 5. au II. (II.) p. 996. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 995. c. 2. Larguer I, p. xIII, c. 2, n. 6. Lascaris I (Théodore) II. (1.) p. 23. c. 2. n. 2. Last II. (II.) p. 988, c. 1, cont. de la n. ", de la p. 987, c. 2. Lastage (Droit de) II. (II.) p. 987. c. 2. n. **. Lastgeld II. (II.) p. 988. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 987. c. 2. Latins II. (1.) p. 31. c. 2. n. 2. Latitude II. (11.) p. 1689. c. 2. cont. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. Latte (Lac de) v. Maguelone. Lautia II. (II.) p. 1264, c. 2, n. 1. Lavrettesmænd I. p. 384. c. 2. n. 3. Law (merchant) I. p. 180, c. 1, n. 2. Law de Lauriston (Jean) II. (II.) p. 753, c. 1, n. °. Lawrence (Henri) II. (II.) p. 762. c. 1. n. **. Lazare II. (1.) p. 160. c. 1. n. °. - Saint, ibidem. Lazarets II. (1.) p. 160. c. 1. cont. de la n. †††††. de la p. 158. c. 2. Lazaretto nuovo II. (1.) p. 159. c. 1. contin. de la n. †††††. de la p. 158. c. 2. - vecchio, ibid. Leadenhall II. (1.) p. 360. c. 2. Leao II. (II.) p. 1199. c. 2. n. 4. -Tong, ibid. c. 1. Lebrun (Charles François) 1. p. 9. c. 1. n. 1.

p. 409. c. 1. n. †. - romanes II.

Lecapène (Romain) II. (1.) p. 10. c. 2. n. 2. et c. 1. n. . Lecth voyez Lest. Lee (Guillaume) II. (II.) p. 762. c. 2. n. **. Leeuwendaler II. (II.) p. 945. c. 1. n. **. Légal II. (II.) p. 1174. c. 1. n. 2. Légalement, ibid. Légat II. (1.) p. 244. c. 2. n. . perpétuel II. (1.) p. 245. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 244. c. 1. Legati missi non nati II. (1.) p. 244. c. 2. n. . Legatio Obedientiae II. (1.) p. 246. c. 2. n. . - Reverentiae, ibid. Légations permanentes ou perpétuelles II. (i.) p. 335. c. 2. n. 1. Légats a latere II. (1.) p. 245. c. 2. cont. de la n. '. de la p. 244. c. 1. - de latere, ibid. - nés II. (1.) p. 244. c. 2. n. *. Legatus II. (1.) p. 244. c. 1. n. . Légende II. (II.) p. 107. c. 1. n. †. Leges Juliae I. p. 18. c. 1. n. 4. - Jutiae I. p. 348, c. 2, n. 1. Législation maritime de la Ligue hanséatique I. p. 119. c. 1. n. 1. Légitime II. (II.) p. 1174. c. 1. n. 2. Légitimement, ibid. Lehn (en Prusse) I. p. 493. c. 1. n. 2. Lehnsherr (en Prusse), ibid. Lehnsmann (en Prusse), ibid.

Leide voyez Leyde.

Leis foraes II. (11.) p. 528. c. 2.
n. 4.

Lemberg ou Léopol II. (11.) p.
1343. c. 2. n. 7.

Lèpre II. (1.) p. 158. c. 1. n. °.

Leroi II. (11.) p. 1689. c. 1. contin.

de la n. ••• de la p. 1688. c. 2.

Lèse-Majesté II. (11.) p. 579. c. 1.
n. 1.

Lesghiens ou Lesghis II. (11.)
p. 1260. c. 1. n. 1.

Leslé ou Leslie (Comte de) II.

Lest I. p. 266. c. 2. n. 4. — II. (II.)
p. 988. c. 1. cont. de la n. ... de
la p. 987. c. 2.

Lestage I. p. 266. c. 2. n. 4. —
Bureau de v. Bureau.

Lester I. p. 266. c. 2. n. 4.

Letth voyez Lest.

Lettonie I. p., 408. c. 1. n. 1.

Lettons, ibid. et c. 1. n. ...

(II.) p. 1264. c. 1. n. 1. — II. (II.)

p. 1653. addition à la p. 307.

Lettres du Cabinet II. (II.) p. 669. c. 1. n. 1. - de Chancellerie, ibid. — de Change I. p. 29. c. 1. n. 1. a. II. (1.) p. 20. c. 2. n. 2. — de Contremarque II. (1.) p. 324. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 322. c. 1. de Créance II. (11.) p. 669, c. 1, n. 1. - de Crédit (au lieu de Pleins-Pouvoirs) II. (II.) p. 823. c. 2. n. 6. - de la Main II. (II.) p. 669. c. 1. n. 1. - de Marque II. (1.) p. 322. c. 1. n. 1. - monitoires II. (II.) p. 1390. c. 2. n. **. - monitoriales, ibid. - pontificales II. (1.) p. 48. c. 2. n. .. de Provision I. p. 241. c. 1. n. 1. II. (i.) p. 472. c. 1. n. 1. — de Récréance II. (11.) p. 669. c. 2. n. 1. - de Répit I. p. 423. c. 2. n. 3. - de Représailles II. (I.) p. 324. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 322, c. 1.

Levant II. (II.) p. 943. c. 1. n. *.
Levato Velo I. p. 160. c. 1. n. 2.
Levée II. (II.) p. 746. c. 2. n. ***.
Lex et Consuetudo Parliamenti
I. p. 180. c. 1. p. 2. — mercato.

I. p. 180. c. 1. n. 2. — mercatoria, ibidem. Leyde II. (II.) p. 976. c. 2. n. ●●.

Leyron ou Olyron I. p. 48. c. 2.
n. 4.

Lez II. (11.) p. 781. c. 1. n. *.

Liber judicialis (judiciarius) vel

censualis Angliae I. p. 338. c. 1.

n. *.

Libre de Consolat de Mar I. p. 108. c. 2. n. 4. Licence II. (II.) p. 809, c. 2, n. †. Ligences I. p. 311, c. 2, n. 1. du Saint Siège, pour le Commerce prohibé avec le Levant musulman II. (r.) p. 63. c. 1. n. 3. Licent-Collegium (en Prusse) I. p. 490. c. 2. n. 2. Licenten I. p. 311. c. 1. n. 1. Lichtenberg (Principauté de) II. (n.) p. 1351, c. 1. n. *. Lieu privilégié II. (II.) p. 935. c. 2. n. 3. Lieue II. (II.) p. 659. c. 2. n. °. carrée II. (II.) p. 659. c. 1. n. *. géographique, ibid. - marine, ibid. - de pays, ibid. c. 2. Lieutenant-Général des Galères II. (11.) p. 180. c. 2. contin. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Lieux d'Asyle II. (II.) p. 299. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 294. c. 1. - de Franchise I. p. 105. c. 1. n. 3. - de Neutralité, ibid. - saints de Jérusalem II. (11.) p. 117. c. 2. n. 4. de Sauvegarde I. p. 105. c. 2. Li-fan youan II. (11.) p. 1233. c. 2. n. 3. Lige I. p. 45. c. 1. n. 1. Ligement, ibidem. Ligne II. (II.) p. 1208. c. 1. cont. de la n. O. de la p. 1207. c. 1. équinoxiale, ibid. Liguria transalpina II. (1.) p. 168. c. 2. n. 4. Likare-mätt II. (1.) p. 199. c. 1. n. *. - rigt, ibid. Lilla II. (11.) p. 960, c. 2. contin. de la n. ". de la p. 957. c. 2. Lima II. (II.) p. 84. c. 1. n. 4. Liman II. (II.) p. 1189. c. 2. n. ". Lingam ou Lingar II. (II.) p. 1221. c. 1. n. †. Liniment II. (II.) p. 1614. c. 1. n. 000.

Linoges I. p. 122. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2. Linz II. (II.) p. 1438, c. 2. n. ". p. 1482, c. 1, n. †. Li-Pou II. (II.) p. 1233. c. 2. n. 2. Liquider II. (II.) p. 310. c. 1. n. 1. Lira de Toscane I. p. 281. c. 2. n. 2. Lire (anciennes) de Gênes II. (1.) p. 117. c. 1. n. '. — (nouvelles), ibidem. — (nouvelles) de Piémont II. (t.) p. 80, c. 1, n. 2, Lismes II. (II.) p. 12. c. 1. n. 2. Lispund II. (11.) p. 1685. c. 1. n. . List (Professeur) II. (11.) p. 1344. n. . Liston (Sir Robert) II. (II.) p. 312. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 310. c. 1. Lit de Justice I. p. 191. c. 1. n. 1. Lithuaniens I. p. 456. c. 1. n. '. Litispendance I.p. 275. c. 1. n. 2. Litre II. (I.) p. 249. c. 1. n. †. Litterae mercium vectarum indices II. (II.) p. 945. c. 2. n. ". Liturgie II. (1.) p. 301, c. 1, n. °. Liturgique, ibid. c. 2. Liturgiste, ibid. Liva II. (II.) p. 794. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 793. c. 2. Lives I. p. 408. c. 1. n. 1. et n. '. Livonie I. p. 408. c. 1. n. 1. Livoniens I. p. 408. c. 1. n. '. Livourne (Port franc de) I. p. 283. c. 1. n. 3. — II. (i.) p. 127. c. 2. n. 1. c. Livre de Coronat II. (1.) p. 411, c. 1. n. 1. - flamande II. (II.) p. 739. c. 1. n. **. - de Gros, ibidem. -Journal II. (II.) p. 66 d. c. 1, n. 1. - parisis II. (II.) p. 384. c. 1. n. †. - de Poids II. (II.) p. 386. c. 1. n. °. - Sterling II. (11.) p. 633. c. 1. n. . - tournois II. (n.) p. 384. c. 2. n. †. - tournoise II. (1.) p. 411, c. 1, n. 1. Livres sacrés (les six) v. King. Lina I. p. Liu. c. 1. n. +++. — II. (i.) p. 280, c. 1. n. .

Loca taxalia I. p. 509. c. 2. n. 1. Locke (John) I. p. 330. c. 1. n. 1. Locman I. p. 72. c. 2. n. 3. Locus II. (II.) p. 1264. c. 2. n. 1. secundae Permutationis II. (II.) p. 1426. c. 1. n. 1. Lögsögomaþr I. p. 353. c. 2. n. 1. Logarista (Magnus) II. (1.) p. 434. c. 2. n. 5. Loge II. (1.) p. 347. c. 2. n. 1. II. (u.) p. 376. c. 2. n. °°. — des Marseillais II. (1.) p. 433. c. 2. n. 6. Logotheta II. (1.) p. 12. c. 1. n. 4. Loi (et Lois) de Dalie I. p. 371. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 370. c. 2. - de Helsingue I. p. 370. c. 2. n. 5. — de Lamego II. (II.) p. 478. c. 1. n. 3. et n. *. — ou Livre des Décisions de Droit de Scanie I. p. 348. c. 2. n. 1. - lombardes I. p. 422. c. 1. n. *. — maritimes a) de Brême I. p. 152. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 147. c. 1. b) de Hambourg I. p. 150. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 147. c. 1. c) de Lubeck I. p. 147. c. 1. n. 1. martiale II. (II.) p. 626. c. 1. n. **. - mercantile I. p. 180. c. 1. n. 2. — de l'Ostrogothie I. p. 369. c. 2. n. 4. - rhodiennes I. p. 10. c. 1. n. 4. - de Roeskilde ou de Rothschild I. p. 349. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 348. c. 1. - de Séeland I. p. 348. c. 2. n. 1. - somptuaires II. (1.) p. 375. c. 1. n. 1. de Sudermanie I. p. 370. c. 2. n. 5. - des (dix) Tables voy. Dix. des (douze) Tables voy. Douze. du Talion II. (II.) p. 100. c. 2. n. 1. - d'Uffjot I. p. 355. c. 2. n. 1. — de Waldemar I. p. 349. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 348. c. 1. — de Westmanie I. p. 370.

c. 2. n. 5. Lointain II. (u.) p. 251. c. 1. n. 1.

Loka II. (II.) p. 1223. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Lollard (Gautier) I. p. 457. c. 1. n. ..

Lollards (les), ibid.

Londres II. (II.) p. 733. c. 2. n. †.
Longitude II. (II.) p. 1688. c. 2.
n. •••. — Bureau des voy. Bureau. — géographique II. (II.) p. 1688. c. 2. n. •••. — en Mer II.
(II.) p. 1689. c. 1. cont. de la n. •••. de la p. 1688. c. 2. — sur Terre II. (II.) p. 1688. c. 2. n. •••.

Long Parlement v. Parlement. Lord (et Lords) High Chancellor I, p. 316, c, 2, n, 2, — Chief Justice I, p. 320, c, 2, n, 2, — Commissaires de l'Amirauté I, p. 314, c, 1, n, 1, — Keeper of the great Seal I, p. 316, c, 2, n, 2, spiritual I, p. 317, c, 2, n, 2, Lordo II, (t,) p. 442, c, 2, n, 5, Lorenzo el Real (San) II, (t,)

Lorenzo el Real (San) II. (II.) p. 355. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 353. c. 1.

Loterie centuple par Classes II.

(11.) p. 1437. c. 2. n. . . — de la
Compagnie orientale à Vienne II.

(11.) p. 1437. c. 1. n. .

Lotophages (ou Lotophagiens)
II. (i.) p. 277. c. 1. n. .

Lotophagitis Insula II. (1.) p. 277. c. 1. n. 4.

Lotos II. (1.) p. 277. c. 1. n. *. Louis IX (Roi de France) II. (1.) p. 204. c. 1. n. 2. — XI (le Hutin, Roi de France) II. (11.) p. 1042. c. 1. n. •.

Louisiane I. p. 543. c. 1. n. 2. Lou-ki II. (II.) p. 1204. c. 2. n. **. Louth Degnyzy II. (II.) p. 318. c. 2. n. 1.

Louvois (François-Michel Le Tellier, Marquis de) II. (II.) p. 89. c. 2. n. °°.

Loyauté dans le Caractère turc

II. (1.) p. 432. c. 2. n. 6. — p. 433. c. 2. n. °.

Loyola (Ignace de) II. (11.) p. 96. c. 1. n. 3. d.

Lumberd I. p. 369. c. 1. n. 4.

Lunaison II. (11.) p. 1212. c. 1. n. †.

Lund II. (11.) p. 1081. c. 1. n. *.

Lunden II. (11.) p. 1081. c. 1. n. †.

Lun-Yu II. (11.) p. 1216. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1. Luther (Martin) I. p. 461. c. 1. n. *. Lwov voyez Lemberg. Lycée II. (11.) p. 1214. c. 1. n. °. Lydiens II. (11.) p. 781. c. 2. n. †††. Lynn (Regis) II. (1.) p. 361. c. 1. n. 1.

M.

Maatschappij (Algemeene, uitsluitende Oostindische) II. (II.) p. 736. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. - van Verrelanden, ibid. c. 1. Maatzuiker (Jan) II. (II.) p. 745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. Macao II. (II.) p. 620, c. 2, n. 4. Machination II. (II.) p. 843. c. 2. n. 2. Machiner, ibidem. Macis voyez Muscade. Macrocephalus (Physeter) II. (II.) p. 1613. c. 2. n. ††. Madama Reale I, p. 283, c. 2, n. 5. Madame Royale, ibid. Madrague II. (1.) p. 175. c. 1. n. . Magdeburgisches Weichbild I. p. 421, c. 2, n. 1, a. Magellan (Fernand) II. (II.) p.837. c. 1. n. †. Magisme II. (II.) p. 1227. c. 1. n. 0. Magister (rationum fisci) II. (1.) p. 434. c. 2. n. 5. Magistère II. (1.) p. 51. c. 1. n. . Magistrato supremo (en Toscane) I, p. 281. c. 1. n. 2. Magistrats municipaux de Barcelone II. (1.) p. 239. c. 1. n. 1. Magistrature ottomane II. (1.) p. 251. c. 1. n. †. Magistratus praetor II. (1.) p. 410. c. 1. contin. de la n. 4. de la

p. 409. c. 2. - Supremus Ara-

goniae II. (II.) p. 401. c. 2. n. 1. - Castellae, ibid. Magnaeus (Arne Magnussen) ou Arnas I. p. 349. c. 1. n. . Magnoc voyez Manioc. Magnus VII I. p. 391, c. 1. n. 1. - Lagabæter I. p. 389. c. 1. n. 1. - le Bon I, p. 388, c. 1, n. 5. Maguelone (Lac de) II. (1.) p. 195. c. 1. n. †. Mahrattes II. (II.) p. 630. c. 2. n, ***. Maille II. (1.) p. 19, c. 2, n. 6. Main-levée I. p. 239. c. 1. n. 1. - mise, ibidem. - morte II. (1.) p. 78. c. 1. n. 1. Mainmortable II. (1.) p. 78. c. 1. Maison mortuaire II. (II) p. 747. c. 1. n. *. - religieuse II. (11.) p. 807. c. 1. n. 1. — teutonique à Gênes I. p. 165. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 164. c. 2. Maïtari II. (II.) p. 1222. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Maître d'Hôtel II. (1.) p. 169, c. 1. n. *. - (Souverain) du Roi II. (1.) p. 219. c. 1. n. 1. Maîtres-Jurés I. p. 185. c. 2. n. 3. Majorité en Prusse I. p. 502. c. 2. Majorque I. p. 93. c. 1. n. 1. Mal-appelé I. p. 221. c. 2. n. 4. jugé, ibid.

Mal des Ardents II. (1.) p. 54. c. 1.

n. '. - de Saint-Main, ibidem. de Saint-Marcou, ibid. Mala cydonica II. (1.) p. 259. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 258. c. 2. Malaisie II. (II.) p. 834. c. 1. n. . Malmoe II. (II.) p. 1100. c. 2. n. 5. Malmogia, ibid. Malmuyden, ibid. Malo II. (II.) p. 1557. c. 1. n. 2. Malte (vieille) (Ville) II. (1.) p. 53. c. 1. n. **. - (Ile de) II. (1.) p. 118. c. 1, n. . Mamlouk II. (1.) p. 65. c. 2. n. 2. Mamlouks-Baharites ou marins II. (i.) p. 66. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 65. c. 2. Mammas ou Mammés (Saint) II. (II.) p. 1279. c. 1. n. 1. Mamoudi II. (II.) p. 95. c. 1. n. 2. Manado II. (II.) p. 624. c. 2. n. †. Manant I. p. 454. c. 2. n. ". Manche de la Robe du Grand-Seigneur II. (II.) p. 951. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 949. c. 2. Mandarins II. (II.) p. 621. c. 1. n. *, p. 1203. c. 2. n. 6. Mandement de Foire I. p. 31. c. 1. cont. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Mandibulaire II. (II.) p. 1615. c. 1. n. ". Mandibule II.(II.) p. 1615. c. 2. n. °. Manejo voyez Decima. Manifeste II. (II.) p. 23. c. 1. n. 1. Manioc ou Manihot II. (II.) p. 358. c. 1. n. °. et c. 2. n. °°. Manitou II. (II.) p. 1229. c. 2. cont. de la n. OO. de la p. 1228. c. 2. Manoir II. (II.) p. 851. c. 1. n. 4. - abbatial, ibidem. - épiscopal, ibid. c. 2. - principal, ibid. c. 1. - de Richmond, ibid. c. 2. n. 5. - seigneurial, ibid. c. 2. n. 4. Manoukuo (Port de) II. (II.) p. 1558. c. 2. n. 1.

Manslaughter II. (II.) p. 796.

c. 2, n. 1.

Mantcheoux (Tatars) II. (II.) p. 1033. c. 1. n. KK. Mantchou II. (II.) p. 1199, c. 1, n. 4. Mantchourie, ibid. Manteau court II. (II.) p. 330. c. 1. n. †. – long, ibid. Mantouan (le) II. (II.) p. 1448. c. 1. Mantoue, ibid. Manuale legum dictum Hexabiblon voyez Hexabiblos. Manuce (Manuzio) I. p. 79. c. 1. n. 1. a. — trois Manuces, ibid. c. 2. Maouna II. (II.) p. 1554. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. <u>1553.</u> c. 1. Marabetin o II. (1.) p. 248. c. 1. n. †. Marattes II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Maravédi II. (1.) p. 248. c. 1. n. †. - de Vellon I. p. 299. c. 1. n. 1. Marc II. (1.) p. 340. c. 1. n. 3. II. (II.) p. 386. c. 1. n. °. — de Banque II. (II.) p. 1169. c. 1. n. 1. — de Cologne II. (1.) p. 340. c. 2. n. 3. - courant II. (II.) p. 1169. c. 2. n. 1. — de Limoges II. (II.) p. 386. e. 1. n. °. — de la Rochelle, ibid. - de Troyes II. (1.) p. 340, c. 2. n. 3. Il. (11.) p. 386. c. 1. n. °. Marc (au) le franc II. (II.) p. 386. c. 2. n. °. — la livre, ibid. Marca I. p. 419. c. 2. n. 1. Marcelles II. (1.) p. 46. c. 2. n. 3. Marcha I. p. 419. c. 2. n. 1. Marchands de l'Eau hansée de Paris II. (1.) p. 370. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 369, c. 2. — forains I. p. LXXXII. addit. à la p. 189. — en gros II. (II.) p. 313. c. 2. n. †. Marche I. p. 419. c. 2. n. 1. d'Espagne II. (1.) p. 194. c. 1. n. *. Marché II. (II.) p. 823. c. 1. n. 5. Marcheville (Henry de Gournay, Comte de) voyez Gournay. Marchia I. p. 419. c. 2. n. 1. Marco II. (1.) p. 199. c. 1. n. . -Polo II. (II.) p. 1031. c. 1. n. ●.

Maréchaussée I. p. 240. c. 1. n. . Mariage dans les Échelles du Levant, défendu aux Français II. (1.) p. 399. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 398, c. 2. - des Sultans ottomans avec des Princesses chrétiennes ou mahométanes II. (11.) p. 781. c. 2. n. 1. Mariannes (Archipel des) II. (11.) p. 837. c. 1. n. . Marie-Thérèse (Archiduchesse) II. (II.) p. 266. c. 1. n. *. Marine Court (dans les États-Unis de l'Amérique du Nord) I. p. 534. n. ***. Marine de la Grande-Bretagne II. (II.) p. 208. c. 1. n. 1. — militaire des Turcs I. p. 522. c. 1. n. 1. prussienne I. p. 473. c. 1. n. 1. Maritza II. (II.) p. 1329. c. 1. n. 7. Mark I. p. 419, c. 2, n. 1. Marmouset II. (II.) p. 1229. c. 2. n. 4. Maroc II. (II.) p. 930. c. 2. n. 15. Maroquin II. (1.) p. 247. c. 1. n. †. Maroquiner, ibid. Maroquinerie, ibid. c. 2. Maroquinier, ibid. Marquer (au lieu de désigner) II. (II.) p. 823, c. 1, n. 1, Marrons II. (II.) p. 356, c. 1. n. †. Marsdiep I. p. 64. c. 1. n. 1. Marseille II. (1.) p. 172. c. 1. n. 3. Marteen ou Martihn II. (II.) p. 714. c. 1. n. 2. Martens (George Frédéric) Cours diplomatique I. p. 261. c. 1. n. 3. - Recueil des principaux Traités II. (ir.) p. 684. c. 1. n. *. Mascaret II. (n.) p. 1031. c. 2. cont. de la n. °. de la p. 1030. c. 1. Mascate II. (n.) p. 1551. c. 1. n. 4. - Imam de Mascate voy. Imam. - Imamat de Mascate v. Imamat.

Mascherati II. (1.) p. 128. c. 1.

n. ††.

Masovie I. p. 450. c. 1. n. . Massa voyez Massaria. Massacre des Chinois à Batavia II. (II.) p. 747. c. 1. n. **. Massaria nuova II. (1.) p. 106. c. 2. n. 5. - vecchia, ibid. Massdariyè voy. Mastariyò. Masses I. p. 172. c. 2. n. 3. Massier, ibid. II. (1.) p. 490. c. 1. Mastariyà II. (II.) p. 121. c. 1, n.1. Mât (grand) II. (II.) p. 180. c. 2. n. '. - de Misaine, ibid. Matarée ou Matarieh II. (1.) p. 135, c. 1, n. 3, Matelotage II. (n.) p. 360. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 356. c. 1. Matha (Saint-Jean de) II. (II.) p. 42. c. 2. n. **. Mathurins II. (II.) p. 327, c. 2, n.1. Mati-Dhwâdscha II. (II.) p. 1224. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. . 1220. c. 2. Matière de Prêt, en Prusse I. p. 501. c. 2. n. 3. Matriculaire I. p. 136. c. 1. n. 3. Matricule, ibid. Mauresque II. (1.) p. 91, c. 1, n. 3. Maurice, Comte de Saxe I. p. 417. c. 2. n. ***. Maurocordato-Scarlati (Ale xandre) II. (11.) p. 1422, c. 1. n. ". - Panteli II. (II.) p. 1423. c. 1. contin. de la n. ". de la p. 1422. c. 1. Maximilien d'Este (Archiduc) Nouveau Système de Fortifications II. (11.) p. 1482. c. 2. n. †. Maya II. (11.) p. 1222. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1220, c. 2. Mayak II. (II.) p. 1232. c. 1. n. 3. Mazanderan II. (II.) p. 1260. c. 2.

Mecklenbourg (Maison de) I. p.

p. 121, c. 2.

122. c. 2. cont. de la n. 1. de la

Mer adriatique II, (u.) p. 318. c. 1.

n. 1. - d'Azof II. (1.) p. 86. c. 1.

n. 1. — de Baku II. (1.) p. 102. c. 1.

n. 1. - blanche II. (II.) p. 318. c. 1.

n. 1. - caspienne II. (1.) p. 102.

Meda (Saint-Jean de) II. (I.) p. 126. c. 2. n. . Médaille frappée à l'occasion de l'Établissement du Conseil de Commerce par Louis XIV, Roi de France, le 29 Juin 1700 I. p. 245. c. 1. n. 2. - à l'occasion de la Reconnaissance par l'Espagne du Droit de Préséance de la France II. (II.) p. 107. c. 1. n. . Media atropatine II. (II.) p. 96. c. 2. n. 5. Médicis I. p. 30. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Medina v. Malte (vieille) (Ville). Méditerranée II. (II.) p. 246. c. 1. n. 1. Mehkémé II. (II.) p. 800, c. 1. n. 4. Meknasa voyez Méquinez. Mélanésie II, (II.) p. 834. c. 1. n. . Melec Messor II. (1.) p. 227. c. 2. n. 4. Melgounoff (Brigadier) II. (II.) p. 1265. c. 1. n. 1. Melilla II. (1.) p. 270. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2. Melona II. (1.) p. 131. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 130. c. 2. Meloria, ibidem. Melville (Isaac) II. (II.) p. 989. c. 2. n. ****. Memel I. p. 447, c. 1, n, 2, Memorandum II. (II.) p. 803, c. 1.

n. ††.

c. 1. n. 1.

(II.) p. 1026. c. 1. n. †.

(II.) p. 1217, c. 2. n. †.

c. 1. n. 1. II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. égée, ibidem. II. (п.) р. 1025. c. 1. n. †. - de Gazarie II. (1.) p. 102. c. 1. n. 1. - grande II. (1.) p. 86. c. 1. n. 1. — de Marmara, ibidem. - méditerranée II. (u.) p. 318. c. 1. n. 1. - morte, ibidem. c. 2. - noire, ibid. c. 1. - d'Okhotsk II. (II.) p. 1203, c. 1. n. . rouge II. (II.) p. 318. c. 1. n. 1. Merakash voyez Maroc. Mercatores de Hansa theutonicorum I. p. 125, c. 2, n. 1. Merchant Strangers I. p. 178. c. 2, n. 5. Méridien II. (II.) p. 1688. c. 1. n. °. - céleste, ibidem. - de Comparaison II. (II.) p. 1689. c. 2. cont. de la n.º. de la p. 1688, c. 1. de l'Île de France II. (II.) p. 1690. c. 2. n. . de Greenwich, ibid. de l'Observatoire royal de Paris, ibidem. — terrestre II. (II.) p. 1688, c. 1. n. °. Mérini II. (II.) p. 71. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 70. c. 2. Mérinides II. (1.) p. 269. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2. Mesa do Desembargo da Paço Ménage (Gilles) II. (II.) p. 85. c. 1. II. (II.) p. 537. c. 1. n. 5. Messdjid I. p. 528. c. 2. n. 4. Mencius II. (II.) p. <u>1217.</u> c. 2. n. †. Messenius (Jean) I. p. 95. c. 1. n. 2. Mendaña de Neyra (Alvaro) II. Mesurado (Cap) voyez Cap. Mesure itinéraire II. (II.) p. 659. Meng-Kho ou Tséou ou Tzé II. c. 1. n. †. — linéaire II. (II.) p. 635. c. 1. n. †. Meninx II. (i.) p. 277. c. 1. n. 2. Métamorphose II, (II,) p. 1222. Mentone II. (II.) p. 303. c. 1. n. 1. c. 1. n. . Méquinez II. (II.) p. 75. c. 1. n. 2. Métaphore II. (II.) p. 1236. c. 1.n. †. — de los Olivarez II. (11.) p. 440. Métaphysique II. (II.) p. 1221. c. 2. n. *.

Métempsycose II. (II.) p. 1220. c. 1. n. ††. Méthodistes II. (II.) p. 807. c. 1. Methuen (Traité de) II. (II.) p. 535. c. 2. n. 4. Mètre I. p. 235. c. 1. n. 2. Métrologie II. (1.) p. 198, c. 1. n. *. Métropole I. p. Lvi. c. 2. n. **. Métropolitain, ibid. Meubles-meublants I. p. 495. c. 1. n. **. Meurtre II. (II.) p. 796. c. 1. n. 1. Mewlewi I. p. 519. c. 1. n. . Mezzo-morto voyez Hussein Pacha. Mezzo-Termine II. (II.) p. 355. c. 1, n. **. Miani (Giacomo) II. (1.) p. 473. c. 1. n. 2. Michel Fédorowitch II. (II.) p. 969. c. 1. n. *. Michel-gemote I. p. 317. c. 1. n. .. - synoth, ibid. Micronésie II. (II.) p. 834. c. 1. n. *. Mienmo II. (II.) p. 1223. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Mihmandar II. (II.) p. 1261. c. 1. n. *. et c. 2. n. 3. Mikali I. p. 30. c. 2. cont. de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1. Milan II. (II.) p. 1447. c. 2. n. 5. Milet de Mureau II. (II.) p. 1555. c. 2. contin. de la n. ††. de la p. 1554. c. 2, Militairgränze I. p. 507. c. 1. n. 2. II. (i.) p. 267. c. 1. n. 2. Millarais II. (1.) p. 179. c. 1. n. 1. Mille (Mesure itinéraire) II. (n.) p. 659. c. 1. n. *. - anglais II. (11.) p. 635, c. 1. n. *. Miller (Négociant) II. (II.) p. 1345. c. 1. n. . Millésime I. p. LXXVII. addition à la p. 4. Millioni (Corte del) II. (II.) p. 1038.

c. 1. cont. de la n. . de la p. 1031. c. 1. - (Messer Marco), ibid. Millones (Sala de) II. (II.) p. 398. c. 1. n. 2. - (Servicios de), ibid, Minden II. (II.) p. 1386. c. 1. n. . Minderjährigkeit (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. . Ministère I. p. 207. c. 1. n. 2. public I, p. 213. c. 1. n. 1. Ministro II. (II.) p. 504. c. 1. n. 1. - politico II. (1.) p. 471. c. 1. n. 1. Ministros de Capa y espada l. p. 301. c. 1. n. 2. - togados I. p. 301, c. 1, n. 1, Minorité (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. . Minorque II. (II.) p. 600. c. 1. n. 1. Minute II. (II.) p. 742. c. 2. n. ". Minuter II. (II.) p. 743. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 742. c. 2. Miquénés voyez Méquinez. Miramolin II. (1.) p. 267. c. 2. n. 5. II. (II.) p. 958. c. 2. n. ††. Miri II. (II.) p. 129. c. 1. n. 2. Mir-Liwa II. (1.) p. 280. c. 1. n. . Mirmiran I. p. 523. c. 1. n. 2. p. LIII. c. 2. n. †††. II. (i.) p. 281. c. 1. cont. de la n. '. de la p. 280. c. 1. Miroir des Saxons I. p. 422. c. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. - des Souabes, ibid. Missel II. (II.) p. 298. c. 1. n. †. Missionnaires Baptistes II. (II.) p. 1018. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. Missr I. p. 520, c. 2, n. 1. - Walissy, ibid. c. 1. Mithra II. (II.) p. 1227. c. 2. n. 9. Mithriaque (Culte), ibidem. Mithridate VII II. (1.) p. 36, c. 1. n. ". Mitre II. (i.) p. 319. c. 1, n. ". Mitré, ibid. c. 2. Mixtorum II. (1.) p. 474, c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 473. c. 2. Mizan II. (II.) p. 121. c. 1. n. 1. MobiMobilier I. p. 270, c. 2. n. 4. Mocade voyez Moquette. Mocenighi (on Mocénigues) II. (1.) p. 46. c. 2. n. 3. Modérateur I. p. 5. c. 1, n. 5.

Modon II. (r.) p. 266. c. 1. n. 2. Moenkir I. p. 523. c. 2. n. 3. Moghistan II. (rr.) p. 1551. c. 2.

n. 4.

Mogol (Grand) II. (11.) p. 625. c. 1. n. *. Mohammed-Aly I. p. 520. c. 1.

n. 1.

Moines mendiants II. (II.) p. 96.

c. 1. n. 3. c.

Mois de l'Année mahométane I. p. xxxix. c. 1. cont. de la n. ". de la p. xxxviii. c. 1. — des Romains, juliens II. (i.) p. 295, c. 1. n. †. p. 296, c. 1. n. °.

Molaheda (ou Molahida) II. (n.) p. 1034, c. 2. n. ●.

Molay (Jacques de) II. (1.) p. 28. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 27. c. 1. Moldavie II. (1.) p. 44. c. 2. n. ... Mòle II. (1.) p. 204. c. 1. n. .. II. (II.) p. 1391. c. 1. n. ..

Moleste (donner) II. (II.) p. 105. c. 2. n. 3.

Moll (G.) (Professeur) II. (II.) p. 1691, addition à la p. 1558.

Molla I. p. 524, c. 2, n. 3, — Khunkear I. p. 519, c. 1, n.

Monaco II. (II.) p. 303. c. 1. n. 1. Monastère des Cavernes II. (II.) p. 1686. n. *. addit. à la p. 1285. Moncada (Guillén de) II. (I.) p. 274.

c. 1. n. 2.

Moncade voyez Moquette.

Monde II. (ii.) p. 887. c. 2. n. 5.

Monggo dehourgan II. (II.) p. 1233. c. 2. n. 3.

Mongoles (Tribus) II. (11.) p. 625. c. 1. n. .

Monition II. (II.) p. <u>1390</u>. c. 1. u. **. Monitoire, ibidem.

III.

Monnaie blanche II. (11.) p. 945.
c. 1. n. *. — de Compte II. (11.)
p. 377. c. 1. n. °. — effective, ibid.
— fausse des Sarrasins II. (1.) p.
567. add. à la p. 46. — imaginaire
II. (11.) p. 377. c. 1. n. °. — réelle, ibidem.

Monogramme I. p. Litt. c. 1. n. °.

— du Sultan Mourad I, II. (i.) p.

167. c. 1. cont. de la n. 5. de la
p. 166. c. 2.

Monophysites v. Eutychéens. Monopole II. (1.) p. 84. c. 1. n. 3. Monopoler, ibid.

Monopoleur, ibid.

Monsieur II. (II.) p. 607. c. 1. n. †. Montague (Jean) Comte de Sandwich II. (II.) p. 834. c. 1. n. †.

Monti II. (i.) p. 117. c. 2. n. ".

Montpellier II. (i.) p. 195. c. 1.

n. 2. — de l'Angleterre II. (ii.) p.

851. c. 2. n. 5.

Montres marines II. (II.) p. 1689, c. 1. contin. de la n. ●●●. de la p. 1688. c. 2.

Monzon y Pau II. (II.) p. 368. c. 1. n. .

Moquette II. (11.) p. 947. c. 1. n. ***. Morabuté voyez Maravédi. Morbide II. (11.) p. 1613. c. 1. n. ***.

Morbifique, ibid.

Mordenaars-Bay II.(II.)p.1691. addit. à la p. 1558.

Morin (Jean) II. (II.) p. 296. c. 2. n. †††.

Morlaques II. (n.) p. 1147. c. 1. n. †.

Mornes II. (II.) p. 356. c. 1. n. °. ? Moscouade II. (II.) p. 768. c. 2. n. °°.

Mosquée I. p. 528. c. 1. n. 4. Mostanser II. (II.) p. 1029. c. 2. n. °.

Motion in Court I, p. 325, c, 2, n, 2-Moubaschir II, (n,) p., 131, c, 1, n, 3, p, 1383, c, 1, n, 1,

112

Mouchir II. (n.) p. 794. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 793. c. 2. Moufti ou Mouphty I. p. L. c. 1. n. *. II. (n.) p. 1618, c. 2, n. 7. Mouhassil I. p. Lu. c. 2. n. †††. Moukoas II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Mourad I (Assassinat de) II. (11.) p. 950, c. 1, cont. de la n. 3, de la p. 949, c. 2, p. 951, c. 2, n. ††. Mousse II. (II.) p. 544. c. 1, n. 1. Moussons II. (II.) p. 1036. c. 1. n. O. Mouton II. (II.) p. 746. c. 2. n. 00. Mouzonnes II. (II.) p. 1114. c. 2. n. 4. Moyens I, p. 208, c. 2, n. 6. Muâyedé II. (1.) p. 250. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 249. c. 2. Mubaschir voy. Moubaschir. Mula II. (11.) p. 70. c. 2. n. 3. — Sidi, ibid. Mulcte pecuniaria II. (1.) p. 549. n. 2. - pro parte Salarii I. p. 414. c. 1. n. 1. Mulcter I. p. 199. c. 2. n. 4. Mulei on Muley II. (II.) p. 70. c, 2, n, 3, — Bonmasquam Abdomolique, ibid. n. 4.

Multeka I. p. 528, c. 2. n. 5. Münchhausen (Jean de) I. p. 418. c. 1. n. **. Municipalstädte II. (n.) p. 1103. c. 2. n. †. Munita Domus II. (II.) p. 402, c. 2. Muraille (grande) en Chine II. (II.) p. 1209. c. 1. n. oo. Murder II. (II.) p. 796. c. 2. n. 1. Muscade II. (II.) p. 742. c. 1. n. †. - fleur de, ibid. c. 2. Muscadier, ibid. c. 1. Muschrikinn I. p. 523. c. 2. n. '. Musselim ou Musslim ou Musslimina I. p. 516. c. 2. n. 3. II. (II.) p. 1311, c. 1, n. 3. Musteemenlik II. (n.) p. 1460. c. 1, n. 2, Musteemin, ibid. c. 1. Musulman I. p. 516. c. 2. n. 3. Muteferrika (du Khassiné) II. (II.) p. 106. c. 1. n. . Mutesselim I. p. Lui. c. 2, n. # II. (II.) p. 131, c. 2, n. 5, p. 1311. c. 1. n. 3. Myriamètre I. p. 235. c. 1. n. 2. Mysiens II. (II.) p. 781, c. 2, n. ##.

N.

Nabab ou Nabob II. (II.) p. 638. c. 1, n, **.

Nach schofs I. p. 504. c. 2, n. 4.

Nach steuer, ibid.

Naddod I. p. 352. c. 2, n. 6.

Nadhir II. (II.) p. 934. c. 2, n. 4.

Nadir II. (II.) p. 1688. c. 1, n. **.

— Schah II. (II.) p. 637. c. 1, n. **.

Naïb II. (II.) p. 1013. c. 2, n. *.

Naïk II. (II.) p. 1013. c. 2, n. **.

Naireltou-Tib II. (II.) p. 1231. c. 2, n. 3.

Nakchivan II. (II.) p. 95. c. 1, n. 1.

Nakib I. p. XIAX. c. 2, cont. de la

n. *. de la p. XLVIII. c. 1. — 'ul-Eschraf, ibid. c. 1.

Naktehitchevan voyez Nakchivan.

Namats ou Namits II. (II.) p.
1232. c. 2. n. 6.

Nanek II. (II.) p. 1226. c. 2. n. •••.

Nanikisme, ibid.

Nanking II. (II.) p. 1033. c. 1. n. 2.

Nanitis sement, ibidem.

Natis sement, ibidem.

Nantis sement, ibidem. c. 2. —
(Pays de), ibidem.

Naples II. (II.) p. 153, c. 1. n. 2. —

et Sicile II. (n.) p. 221. c. 2. n. 6. Napoléon (Bonaparte) I. p. 8. c. 2. n. 7.

Narbonnaise première II. (1.) p. 167. c. 2. n. 3. — seconde, ibid. Narbonne II. (1.) p. 191. c. 1. n. 4. Narowa (Rivière) II. (11.) p. 847. c. 1. n. 1.

Narwa (Ville), ibid.

Nascharoff (Manvela) II. (II.) p. 1265. c. 1. n. 1.

Nassau (Frédéric Henri de) II. (II.) p. 1689. c. 2. n. †. — Passage de II. (II.) p. 735. c. 2. n. **.

Nat II. (II.) p. 1223. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2.

Nation II. (n.) p. 941. c. 2. n. 7.

— principales en Transylvanie I.
p. 508. c. 2. n. 6. — tolérées, ibid.

— (trois) I. p. 509. c. 1. cont. de
la n. 6. de la p. 508. c. 2.

Natione oltramontana II. (1.) p. 515. n. 3.

Naufrage I. p. 471. c. 1. n. 1. — Droit de I. p. 144. c. 2. n. 3. Naulage I. p. 35. c. 2. n. 2. II.

(II.) p. 348. c. 2. n. 4. Naulis I. p. 35. c. 2. n. 2.

Naulisement, ibid.

Naun II. (II.) p. 1246. c. 1. n. 4.
Nautae parisiaci I. p. 184. c. 1. n. 1.
Nauti II. (II.) p. 1437. c. 1. n. .
Naυτοδίκαι I. p. 12. c. 2. n. 3.
Navigateurs (Archipel des) voy.
Archipel. — Iles des v. Iles.
Navigation dans la Mer Noire,
accordée aux Anglais et aux Fran-

çais II. (11.) p. 134. c. 2. n. 2. Nazaret II. (11.) p. 1617. c. 1. n. 2. Nazir I. p. LIII. c. 2. n. †††. II. (11.) p. 803. c. 1. contin. de la n. 5. de la p. 802. c. 2. II. (11.) p. 1617.

c. 1. n. 2. Neck (Jacques Corneille van) II. (II.) p. 736. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Nécromancie II. (11.) p. 1226. c. 2. n. KK.

Nederburgh II. (II.) p. 769. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Négociations secrètes touchant la Paix d'Osnabruck et de Munster II. (II.) p. 950. c. 2. n. †.

Négocier II. (II.) p. 881. c. 2. n. 4. Nègres (Commerce ou Traite des) II. (II.) p. 370. c. 1. n. †.

Nehrung (frische) I. p. 447. c. 2.

Nenuphar II. (II.) p. 781. c. 1. n. **. Néo-Ariens (Secte des) II. (II.) p. 427. c. 1. n. *. — Photiniens (Secte des), ibid c. 2.

Néophyte I. p. 452, c. 2. n. ". Nérigon I. p. 385, c. 2. n. 2. Nertchinsk II. (II.) p. 1204, c. 2. n. 6.

Nestor (Chronique de) I. p. 402. c. 1. n. 2. II. (u.) p. 1284. c. 2. n. †. Nestoriens (Secte des) II. (i.) p. 501. n. 4.

Neuf ville (Jean de) II. (II.) p. 762. c. 2. n. *.

Nials-Saga I. p. 355, c. 2, n. 1. Nicanor ou Nicator voyez Séleucus.

Nice II. (i.) p. 327. c. 2. n. 3. Nicopolis ad Danubium ou ad Istrum II. (i.) p. 45. c. 2. n. 1. Nicot (Jean) II. (ii.) p. 474. c. 2. n. ". Nicotiana ou Nicotiane, ibid. c. 1. n. 1.

Niebuhr (Carsten) II. (t.) p. 229. c. 1. n. ".

Niederdeutsch I. p. 62. c. 1. n. 3. Niederung voyez Nehrung. Niemen I. p. 447. c. 1. n. 2. Nien-hao II. (n.) p. 1219. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1.

Nieutché II. (11.) p. 1199. c. 2. n. 4. Nigre II. (11.) p. 381. c. 1. n. •. Nigritie méridionale II. (11.) p. 376, c. 2. n. °°.

112 *

n. •.

Nome I. p. 387. c. 1. n. 1.

Non (Cap de) voyez Cap.

Nomophylax I. p. 353. c. 1. n. *.

Nonce II. (II.) p. 1410, c. 1. n. '.

Niptchou II. (II.) p. 1205. c. 1. n. 7. Nirvana II. (II.) p. 1222, c. 1. cont. de la n. 3. de la p. <u>1220.</u> c. 2. Nisamidschedid ou Nizamdjedid II. (n.) p. 121. c. 2. n. 1. - Askeri II. (1.) p. 116. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 115. c. 1. Nisch voyez Nissa. Nischan I. p. Lu. c. 2. n. ††††. Nischandji, ibidem. - Bachi II. (i.) p. 167. c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 166, c. 2. Nischani-Scherif H. (II.) p. 1482. c. 1. n. 2. Nissa II. (II.) p. 1297. c. 1. n. 1. Nobilius (Flaminius) II. (11.) p. 296. c. 2. n. ††. Noble (Titre d'Honneur catalan) I. p. 171, c. 1, n. 2. Noblesses I. p. 145, c. 2, contin. de la n. 3. de la p. 144. c. 1. Noeuds II. (II.) p. 1207. c. 1. cont. de la n. . de la p. 1206. c. 1. Nolas que (Saint-Pierre de) II. (II.) p. 42. c. 2. n. ". Nolis et Nolissement voyez Naulage. Nombre fini II. (II.) p. 838. c. 1.

Nones I. p. xxxix. c. 2. n. ††. II. (i.) p. 296. c. 1. n. °. Nonni II. (II.) p. 1246. c. 2. n. 4. Nor-Rige I. p. 385. c. 2. n. 2. Norvège I. p. 385, c. 2, n. 2, p. 395. c. 1, n. 2, p. 396, c. 1, n. 3. Notes confidentielles II. (II.) p. 803. c. 1. n. ††. — non-signées, ibid. officielles, ibid. — verbales, ibid. Notre-Dame de Guadeloupe II. (II.) p. 354. c. 2. n. *. Nouveau-Walcheren I. p. 419. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 418. c. 2. Nouvel État oriental de l'Uruguay II. (II.) p. 140. c. 1. n. 4. Nouvelle Amsterdam II. (II.) p. 990. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 988. c. 2. - Calédonie II. (II.) p. 1558. c. 1. n. 1. — Grenade II. (II.) p. 30. c. 1. n. 4. - Hollande II. (II.) p. 990. c. 1. contin. de la n. 3. de la p. 988. c. 2. - Suède, ibid. - York, ibid. - Zéelande II. (11.) p. 1558. c. 1. n. 1. p. 1691. addition à la p. 1558. Novellae (Novelles) I. p. 21. c. 1. n. 2. p. 357. c. 1, n. 1. Novempopulanie II. (1.) p. 167. c. 2. n. 3. Noyon II. (II.) p. 1237. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 1236, c. 1.

O.

Obereigenthum (cn Prusse) 1. p. 500. c 2. n. 1.
Oboles (différentes Espèces d') II. (1.) p. 19. c. 2. n. 6.
Obotrites (les) I. p. 122. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2.
Obreptice II. (1.) p. 419. c. 2. n. 4.
Océanie II. (11.) p. 834. c. 1. n. ...
— méridionale, ibid. — occiden-

Nymphéa II. (II.) p. 781. c. 1. n. ".

Nymphée II. (t.) p. 84, c. 1, n. '.

tale. ibid. — orientale, ibidem. — septentrionale, ibid.

Ockis II. (II.) p. 1229. c. 2. contin. de la n. © 0. de la p. 1228. c. 2. Ocque II. (II.) p. 121. c. 1. n. ". Octère II. (II.) p. 183. c. 1. contin. de la n. 6. de la p. 178. c. 2.

Oda II. (11.) p. 125. c. 1. n. 2. — Bachi, ibid.

Odalik II. (II.) p. 785. c. 1. n. ". Odalis que, ibid. c. 2.

Odentie II. (11.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. ©©. de la p. 1228. c. 2. Oder I. p. 448. c. 1. contin. de la

n. 2. de la p. 447. c. 1. Occumenicus I. p. xliii. c. 1. n. ". Occuménique ou Écuménique,

ibidem.

Oejestadt II. (n.) p. 1100. c. 2. n.7.

Oerebro II. (n.) p. 816. c. 2. n. 3.

Oeresund II. (n.) p. 26. c. 1. n. *.

Oesel on Esel (Ile de) II. (1.) p. 337. c. 2. n. °.

OEster-Aros I. p. 370, c. 1, n. 3, Öst-Götha-Laghen I. p. 369, c. 2, n. 4,

Oeuvre (grand) II. (II.) p. 465. c. 1. n. •. — pie II. (II.) p. 513. c. 2. n. 3. Office II. (II.) p. 479. c. 2. n. 4. Official II. (II.) p. 458. c. 1. n. 3. II. (II.) p. 1390. c. 1. n. ...

Officialité, ibid.

Officiarius II. (n.) p. 731. c. 2. n. †.

Officiers à la Table de Mer I. p. 165, c. 2, n. 2,

Offrandes ou Présents aux Souverains d'Orient II. (1.) p. 247. c. 1, n. 1.

Offula II. (1.) p. 319. c. 2. n. ".

Ohsson (Baron d') I. p. 529. c. 1.

n. 2. — (Mouradgea d'), ibid.

Oka voyez Ocque.

Okneyinga-Saga I. p. 355. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2.

Olario voyez Oléron.

Oläus (Saint) I, p. 388. c. 1, n. 5. Oläus Worm ou Wormius II. (t.) p. 300. c. 1. n. °.

Oleinium II. (II.) p. 1429, c. 1. n. 1. Old Sarum II. (II.) p. 648, c. 2. n. °°.

Oled Nun voyez Cap.

Oléron ou Oléro I. p. 48. c. 1. n. 2. Olgun II. (u.) p. 1429. c. 1. n. 1.

Oligarchie II. (1.) p. 223, c. 2, n. ".
Oligarchique, ibid,

Oligarque, ibid.

Olim I. p. 184. c. 1. n. 2.

Oliva II. (11.) p. 1139. c. 1. n. 2. Olivar II. (11.) p. 440. c. 2. n. **. Olives (Royaume des) voy. Ro-

yaume. O lo szu II. (11.) p. 1203. c. 2. n. 4.

Olyron voyez Leyron, Oman II. (11.) p. <u>1551</u>, c, 2, n, 4, Omar (Khalife) II. (11.) p. 958, c, 2,

n. ††. Ommiades d'Espagne II. (1.) p. 268. c. 2. cont. de la n. 7. de la p. 267.

c. 2. II. (II.) p. 960. c. 2. n. °°. Ommiah II. (II.) p. 960. c. 1. n. °°. Ommiah (Enfants d'), ibid. c. 2.

Once (de Sicile) II. (1.) p. 483. c. 1. n. 3.

Onder Koopman II. (11.) p. 752. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Onomatopée II. (II.) p. <u>1202.</u> c. 1. n. *.

Open or regulated Company voy. Companies.

Opoun II. (II.) p. 1554, c. 2, cont. de la n. 3, de la p. 1553, c. 1.

Opperhoofd II. (u.) p. 749. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Opper Koopman II. (11.) p. 752. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Opus de Jure I. p. 41, c. 1, n. 7. — tripartitum Juris consuetudinarii Inclyti Regni Hungariae I. p. 511, c. 2, n. 2.

Orateur II. (1.) p. 244. c. 1, n. 1. - à gages II. (i.) p. 246. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 244. c. 1. Oratoire (Congrégation de l') II. (u.) p. 296. c. 1. n. °. — (Prêtres de l'), ibid. Orator II. (1.) p. 244. c. 1. n. 1. Oratoriens II. (II.) p. 296. c. 2. n. °. Orbe II. (n.) p. 1206, c. 2. n. ●. grand, ibid. Orbis terrarum I. p. 354, c. 2, cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. Orbite II. (n.) p. 1206, c. 2. n. . - annuelle, ibid. - terrestre, ibid. Orda II. (1.) p. 442. c. 2. n. 5. Ordalie II. (i.) p. 350. c. 1. n. . Ordalium I. p. 152. c. 1. n. . Ordel, ibidem. Order of Court I. p. 327. c. 2. n. 2. Ordre bourgeois (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. 2. — des Chevaliers de Notre-Dame du Mont-Carmel et de Saint-Lazare II. (1.) p. 160. c. 1. contin. de la n. ††††. de la p. 158. c. 2. - des Chevaliers Porte-Glaives I. p. 408. c. 2. n. 1. et n. ***. - des Frères Humiliés II. (1.) p. 126. c. 1. n. '. — des Frères de la Milice du Christ I. p. 408. c. 2. n. 1. et n. ***. — des Jésuites II. (II.) p. 96. c. 1. n. 3. d. — de la Merci II. (n.) p. 42. c. 1. n. ". - militaire et religieux de Saint-Étienne II. (1.) p. 147. c. 1. n. 2. — militaire et religieux de Saint-Jean de Jérusalem II. (1.) p. 48. c. 2. n. 4. — militaire et re-·ligieux des Chevaliers de Saint-Lazare II. (1.) p. 160. c. 1. cont. de la n. †††††. de la p. 158. c. 2. militaire et religieux des Chevaliers de Malte II. (i.) p. 48. c. 2. n. 4. - militaire et religieux des Chevaliers de Rhodes, ibid. — militaire et religieux des Chevaliers du Temple II. (1.) p. 27. c. 2. n. 5. —

de la Noblesse (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. 2. - des Paysans (en Prusse), ibidem. - religieux des Dominicains II. (II.) p. 95. c. 2. n. 3. a. — religieux des Trinitaires H. (II.) p 327. c. 1. n. 1. — royal de Saint-Jean (en Prusse) II. (1.) p. 60. c. 1. contin. de la n. 4. de la p. 48. c. 1. — sacré I. p. 452. c. 1. n. †. - teutonique I. p. 450. c. 2. n. 1. — (tiers) de St. François II. (II.) p. 354. c. 1. n. †. et n. °. Ore voyez Oeresund. Oresund, ibidem. Organisation du Pouvoir judiciaire aux États-Unis de l'Amérique du Nord I. p. 538. c. 1. n. 1. Orgasii voyez Orgusii. Orgerie II. (1.) p. 200. c. 2. n. . Orgiers, ibidem. Orgusii II. (1.) p. 107. c. 1. n. 2. Oricella II. (t.) p. 125. c. 1. n. †. Origène II. (II.) p. 298. c. 1. n. +. Oristagni (Juge d') voy. Juge. Orlögsflotta I. p. 383. c. 2. n. 1. Oromaze II. (II.) p. 1227. c. 1. n. 0. p. 1228, c. 1. cont. de la même note. Oronte II. (II.) p. 1605, c. 1. n. 1. Oros II. (II.) p. 1203, c. 2. n. 4. Orseille II. (1.) p. 125. c. 1. n. †. Orta II. (II.) p. 125. c. 1. n. 2. — Kapou (ou Capou) II. (11.) p. 118. с. 1. п. 2. р. 951. с. 1. п. т. Orthodoxe I. p. LXXXIX. addition à la p. XLVI. Orthodoxie, ibid, Orthographe des mots turcs en français I. p. xxxvIII. c.-1. n. .. Ostfrise I. p. 477. c. 1, n. . Il. (i.) p. 367. c. 2. n. *. Otages (Consuls considérés comme) en Egypte II. (1.) p. 399. c. 2. n. 1. Otawhy II. (II.) p. 1554. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. <u>1553.</u> c. 1. Othman (Khalife) II. (II.) p. 958.

c. 2. n. ††.

Ottensen II. (II.) p. 1104. c. 2. n. 3. Ou II. (II.) p. 1209. c. 2. n. •. Ouda (Oude) II. (II.) p. 1237. c. 1. n. 1.

Oudoudou (Baie d') II. (II.) p. 1558. c. 2, n. 1.

Ouei II. (u.) p. 1209. c. 2. n. e. Ouidah II. (n.) p. 1228. c. 2. n. ee. Oukase I. p. 399. c. 2. n. i.

Ouléma I. p. L. c. 1. n. *.

Oumour Kharidjiè Naziri II. (u.) p. 803. c. 1. n. †.

Oumschérif II. (II.) p. 1183. c. 1. n. 1. 2.

Ourga II. (II.) p. 1223. c. 2. n. 1. et n. ".

Ouroudsch II. (1.) p. 215. c. 1. n. *.
Ourous voyez Oros.

Ous-guetschdi II. (II.) p. 1292. c. 1. n. ".

Oustà II. (II.) p. 786. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2.

Outloper II. (II.) p. 1608, c, 1. n. 1. Oven II. (II.) p. 1199, c, 2. n. 4.

Overstraaten (van) II. (1L) p.770. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734.

c. 2.

**Oxford* (Robert Harley, Comte d')

II. (ii.) p. 389. c. 1. n. °.

Oyolava II. (II.) p. 1554. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1553. c. 1.

P.

Pace dolosa II. (II.) p. 1480. c. 2. n. 1.

Pacha I. p. 523. c. 1. n. 2. p. Lill. c. 2. n. †††. II. (ii.) p. 784. c. 2. n. ††. — Kapouçi 1. p. 520. c. 2. n. ‡.

Pachalik I. p. Lui. c. 2. n. †††. II. (i.) p. 35. c. 1. n. *.

Paço da Alcaçova II. (11.) p. 533. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 532. c. 1.

Padischah I. p. 519. c. 2. n. 4. p. 526. c. 2. n. 3. II. (u.) p. 117. c. 1. n. 1. p. 1639. addition à la p. 526. du T. I.

Pagodes II. (II.) p. 1018. c. 1. n. †. p. 1221. c. 2. contin. de la n. ". de la p. 1220. c. 1.

Paix trompeuse voyez Pace dolosa.

Pakba II. (ii.) p. 1224, c. 2. n. 1. — Lama voyez Lama.

Pakoullos I. p. 449. c. 1. n. *. Palais I. p. 239. c. 2. n. 5.

Palatin I. p. 508. c. 2. n. 4. p. LXXVIII. n. **. II. (II.) p. 1145. c. 1. n. *.

17. P
la P
P
.†. P
do- P
1. P
.

Palatinat II. (II.) p. 1145. c. 2. n. *.
Palée II. (II.) p. 746. c. 2. n. †.
Paléologue II (Michel) s'empare
de Constantinople II. (1.) p. 84.
c. 1. n. 4.

Palestrine II. (u.) p. 183. c. 2. n. †††.

Palissades II. (II.) p. 376. c. 2. n. °°.

Pallas (Pierre-Simon) II. (π.) p. 1229, c. 2. n. ΦΦ.

Pallium II. (1.) p. 80. c. 1. n. 3. Palus méotis II. (1.) p. 86. c. 1. n. 1. Panacée II. (11.) p. 475. c. 2. n. ".

Panagiotti II. (II.) p. 1423, c. 1. cont. de la n. ". de la p. 1422, c. 1.

Pandectes I. p. 20. c. 1. n. 1. II. (1.) p. 8. c. 2. n. 7.

Paoli (Pascal) II. (II.) p. 604. c. 1.

Paolo II. (i.) p. 525. n. 6.

Papiani responsorum I. p. 27. c. 2, n, 1.

Papier journal II. (II.) p. 66 d. c. 1. n. 1. — Papiers journaux, ibid. — Papier terrier I. p. 338. c. 1. n. '. Papinianistes I. p. 27. c. 2. n. 1. Pavinien (Aemilius Pavinianus) I. p. 4. c. 2, n. 6. p. 27. c. 1. n. 1. Papirius (Publius Sextus) I. p. 18, c, 2, n, 6, Para I. p. 523. c. 2. n. 3. Parabole II. (1.) p. 160. c. 1. n. †. Parabrahma voyez Brahma. Parafe II. (II.) p. 417. c. 2. n. 3. Parafer II. (H.) p. 418. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 417. c. 2. ne varietur, ibidem. Paragraphe, ibid. Parallèle II. (II.) p. 1687, c. 2. n. ††††. - (Cercles), ibidem. Parapet II. (II.) p. 1244, c. 1, n. 1, Paraphe voyez Parafe. Parapher voyez Parafer. Paraphrase I. p. LXXX. addition à la p. 113. Parapinace voyez Ducas. Parcs (hauts et bas) I. p. 267. c. 1. n. 3. Pardo (el) II. (II.) p. 35. c. 1. n. 1. Parère I. p. 265. c. 1. n. 2. Parlement en Angleterre I. p. 317. c. 1. n. '. - en France I. p. 184. c. 2. n. 3. — long I, p. 318. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 317. c. 1. plein I. p. 191. c. 2. n. 1. Parliament (Convention-) I. p. 318, c. 2, contin, de la n. . de la p. 317. c. 1. - lacklearned, ibid. c. 1. - Rump, ibid. c. 2. Parliamentum diabolicum, ibid. c. 1. - indoctum, ibid. - insanum, ibid. Parriah II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Parsis II. (II.) p. 1227. c. 2. n. Q. et p. 1228. c. 1. cont. de la même note. Partage de la Pologne I. p. 478. c. 2. n. 2. Participazio (Angelo) II. (1.) p.

Partidas (las siete) I. p. 59. c. 1.

n. 2.

Partitores II, (II.) p. 1469, c. 2. n. 4. Parvis II. (II.) p. 300. c. 1. n. . Pas (Espace) II. (II.) p. 659. c. 1. n. ++. - commun ou ordinaire, ibid. double, ibid. — géométrique, ib. Pas (Préséance) II. (II.) p. 871. c. 2. n. 4. Passage II. (II.) p. 251. c. 1. n. 2. - de Nassau voyez Nassau. Passager (Passagère) II. (1.) p. 237, c. 1, n. 1. Passarowitz II. (II.) p. 1428. c. 1. Passavant II. (II.) p. 121. c. 2. n. †. Passe (au lieu de Passeport) II. (II.) p. 703, c. 2, n. 3. Passenheim (Famille de) I. p. 451. c. 1. n. **. Passer plus avant II. (II.) p. 115. c. 2. n. 5. Passes (mediterranean) II. (II.) p. 602, c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 601, c. 1. - (Scollop) II. (II.) p. 601. c. 1. n. 1. Passif II. (II.) p. 761. c. 1. n. ". Passim II. (II.) p. 1497. c. 2. n. 5. Passive (Dette) voyez Dette. Patache II. (II.) p. 46, c. 1, n. 1. Patars II. (1.) p. 411. c. 1. n. 1. Patentes de Franchise (dans le Levant) II. (II.) p. 310. c. 1. n. 5. - de Protection (dans le Levant), ibidem. – de Santé II. (1.) p. 481. c. 2. n. 2. Patéricon de Nestor II. (11.) p. 1285. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 1284. c. 2. Pâtis II. (II.) p. 153. c. 2. n. ". Patriarcat I. p. LVI. c. 1. cont. de la n. ". de la p. Lv. c. 1. d'Aquilée II. (1.) p. 570. addition à la p. 79. 12. c. 1. n. 3. — (Giustiniano), ibid. Patriarche I. p. Lv. c. 1. n. ". -

d'Antioche II. (1.) p. 10. c. 2. n. †.

- d'Aquilée II. (1.) p. 570. addit.

à la p. 79. — arménien I. p. LVII. c. 1. n. **. — de Constantinople, ibid. c. 2. — copte (à Alexandrie) II. (i.) p. 501. n. 3. — (grand) d'Etschmiazin I. p. LVII. c. 1. n. **. — de Karamid (en Mésopotamie) II. (i.) p. 10. c. 2. n. †. p. 501. n. 4. — de Moscou II. (i.) p. 501. n. 2. — nestorien, ibidem. n. 4. — en Perse, ibid.

Patrimonialidad II. (n.) p. 347. c. 2. n. 1.

Patrone II. (11.) p. 179. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Patronymique II. (1.) p. 83. c. 1. n. ...

Paucton (Alexis-Jean-Pierre) II.

Paul de Samosate II. (II.) p. 427. c. 1. n. ††.

Paulli (Simon) II. (II.) p. 477. c. 2.

Paulus (Julius) 1, p. 25, c. 1, n. 2, Pavillon (le) couvre la Marchandise I, p. 99, c. 1, n. 4, — ottoman I, p. 522, c. 1, n. *.

Payana II. (II.) p. 1129. c. 2. n. **. Pays-Bas I. p. 59. c. 2. n. 4. II. (II.) p. 729. c. 2. n. 7.

Pays coutumier I. p. 370. c. 1. n. 4.

— de Droit écrit, ibidem. — de
Nantissement v. Nantissement.
Péage II. (II.) p. 281. c. 1. n. *.
Peau crue ou verte II. (II.) p. 774.
c. 1. n. *. — de Martre II. (II.) p. 1278. c. 2. n. 1. — de Petit-Gris, ibidem.

Pècheurs de Marseille II. (1.) p. 175.
c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 172.
c. 1.

Peck ou Peckius (Pierre) I. p. 312. c. 1. n. 2.

Péculat II. (1.) p. 481. c. 1. n. 1. Peculatus, ibidem.

Pecunia servatitia 1. p. 146. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1.

Peczera II. (II.) p. 1686, n. . addition à la p. 1285.

Peende II. (II.) p. 1129. c. 2. n. ".
Peine capitale voy. Capitale.
Peiresc (Nicolas-Claude-Fabri de)

I. p. 90. c. 1. n. 1.

Peking II. (u.) p. 1033. c. 1. n. &

Pelisses d'Honneur II. (i.) p. 253.
c. 2. n. 2. — de Zibeline II. (u.)
p. 1264. c. 2. n. 1.

Pelten II. (II.) p. 1344. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 1343. c. 2. Peluche voyez Pluche.

Pénitence (Frères de la) voyez Frères.

Pénitents du tiers Ordre II. (II.) p. 354. c. 2. n. †. et c. 1. n. °. Pensionnaire II. (II.) p. 762. c. 1. n. †.

Pensionnaris, ibid.

Pentère II. (II.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2.

Peñon de Velez II. (1.) p. 270. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2. Pera II. (1.) p. 87. c. 1. n. 3. — lez

Constantinople II. (II.) p. 781, c. 1. n. *. p. 1606, c. 2. n. 1. — over against Constantinople II. (II.) p. 781, c. 1. n. *. p. 1606, c. 1. n. 1. Péraul (Lac de) v. Maguelone.

Péraul (Lac de) v. Maguelone. Pereira (Thomas) II. (II.) p. 1204. c. 1. n. 1.

Perejaslacol II. (1.) p. 43. c. 2. n. 4.
Pères de l'Église II. (11.) p. 295.
c. 2. n. °°°.

Péricarpe II. (II.) p. 742. c. 1. n. ♥. Pério de dyonisienne voyez Dyonisienne. — victorienne II. (II.) p. 1218. c. 1. n. °.

Périple II. (II.) p. 370. c. 1. n. °. Perkoun I. p. 449. c. 1. n. *. Pérou II. (II.) p. 20. c. 1. n. 4. p.

84. c. 1. n. 4.

Pérouse (Archipel de la) v. Archipel. — (Jean-François-Galaup de La) II. (11.) p. 1554. c. 2. n. ††.

Perpero voyez Iperpero. Perpignan I. p. 174. c. 1. n. 1. Persons II. (II.) p. 1263. c. 1. n. 1. Perses, ibidem. Personne juridique II. (II.) p. 772. c. 2. n. °. - morale, ibid. c. 1. - mystique, ibid. c. 2. Pesage (Droit de) voy. Droit. Peschkesch II. (II.) p. 1294, c. 1. Peschkeschdji-Aga, ibidem. -Bachi, ibid. Peso duro I. p. 299. c. 1. n. 1. fuerte, ibid. Pesos tunétains II. (II.) p. 1179. c. 2. n. 3. Petchénègues II. (II.) p. 1285. c. 1. n. 1. Petty Judges I. p. 321, c. 2, cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. Petun II. (II.) p. 474. c. 1. n. 1. Peyre voyez Péra. Pfennings hambourgeois II. (II.) p. 1169, c. 1. n. 1. - lubecquois, ibidem. Pfund II, (1.) p. 340, c. 1, n. 3. — Geld I. p. 142. c. 2. n. 5. — Zoll, ibidem. Phallus II. (II.) p. 1221, c. 1, n. †. Phare II. (t.) p. 204. c. 2. n. ". — — à Boulogne sur Mer II. (1.) p. 205. c. 1. cont. de la n. **. de la p. 204. c. 2. - d'Eddystone, ibid. c. 2. - dans l'Ile de Pharos, ibid. c. 1. — de Messine, ibid. c. 2. de Sigée, ibid. c. 1. Pharnacia II. (1.) p. 94. c. 1. n. 4. Phaseolus japonicus II. (II.) p. 1237, c. 1, n. . Phasis II. (t.) p. 130, c. 2, n. 3, Philaret (Métropolite) II. (u.) p. 969. c. 1. n. *. Philippes II. (II.) p. 1250, c. 1. n. 1. Philippsthaler, ibid. Philippus, ibid. Photiniens (Néo-) voyez Néo.

Photinus II. (II.) p. 427. c. 2. n. 00. Φραγγών II. (i.) p. 464. c. 1. n. 2. Φραγκών, ibidem. Phrygiens II. (II.) p. 781. c. 2. n. ttt. Physeter II. (II.) p. 1613. c. 2. n. . - macrocephalus, ibidem. Piastre danoise II. (II.) p. 1016. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. — forte I. p. 299. c. 1. n. 1. II. (II.) p. 855. c. 2. n. 3. gourde I. p. 299. c. 2. n. 1. - grim. lik II. (II.) p. 1173. c. 1. n. 1. turque I. p. 523. c. 2. n. 3. Pie II. (11.) p. 840. c. 1. n. . - à Pic, ibid. c. 2. - Pic-Adam, ibid. - Egmont, ibidem. - de l'Etoile, ibid. — de Gabisos, ibid. — du Midi, ibid. - de Teyde, ibid. Picotins II. (II.) p. 153, c. 2, n. 3. Picpusses II. (II.) p. 354. c. 1. n. °. Pièce probante voy. Probante. Pièces probantes I. p. 495. c. 1. n. . Pied (Mesure linéaire) II. (II.) p. 635. c. 1. n. †. — du Rhin, ibid. c. 2. - du Roi, ibid. c. 1. Pierre philosophale II. (11.) p. 465. c. 1. n. Q. Pigeons d'Alexandrette II. (1.) p. 207. c. 2. n. 2. Pignus bandi II. (1.) p. 549. n. 2. Piliers (des huit Langues) II. (1.) p. 51. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 48. c. 1. Pilten I. p. 418. c. 1. n. ". Ping-pou II. (II.) p. 1233, c. 2, n. 4. Pinque II. (II.) p. 154. c. 1. n. 4. Pinte II. (1.) p. 249. c. 1. n. †. Piratae II. (1.) p. 324. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 322. c. 1. Pirate II. (1.) p. 324, c. 1. n. . Pise II. (i.) p. 127. c. 1. n. 1. c. Pistole (demi) de Piémont I. p. 284. c. 1. n. 1. Pite II. (1.) p. 19. c. 2. n. 6. Pitt (Diamant) II. (II.) p. 648. c. 1.

n. °. - (Thomas), ibid. - (William) Comte de Chatham, ibidem. n. †. - (William) Fils de Lord Chatham, ibid. n. '. Plaid I. p. LXXIX. add. à la p. 53. Plaidoirie, ibidem. Plaids I, p. 325. c. 2. n. 1. — tenants I. p. LXXIX. add. à la p. 53. Planètes II. (II.) p. 1207. c. 2. n. °. Plantations I. p. 329. c. 1. n. 1. Planters, ibid. Planteurs, ibid. Planum curiale I. p. 511. c, 2. n. 2. Plassey (Baron de) voy. Clive. - (Bataille de) II. (II.) p. 640. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 621. c. 2. Plat-Allemand v. Allemand. Plattdeutsch 1. p. 62. c. 1. n. 3. Plea side (the) I. p. 321. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. Pleas of the Crown, ibid. Pleïades I. p. 532. c. 2. n. "... Πλειάδες, ibid. c. 1. Πλειάς, ibid. Pleige II. (n.) p. 103. c. 2. n. 2. Pleiger, ibidem. Pléione I. p. 532. c. 1. n. ". Plessis (Collège du) II. (u.) p. 811. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 807. c. 1. Pleyssemond II. (II.) p. 1144. c. 1. Pluche II. (II.) p. 947. c. 2. n. ***.

Plüsamünde voyez Pleyssemond. Poeoek (Édouard) I. p. 55. c. 1. n. 1. Podestat I. p. 5. c. 2. n. 6. II. (1.) p. 106. c. 1. n. 3. p. 409. c. 2. n. 4. Poena I. p. 414. c. 1. n. 1. II. (1.)

p. 549. n. 2.

Pogoniat II. (II.) p. 1284. c. 1. n. ".

Pohouna II. (II.) p. 835. c. 1. n. ".

Poiéma Nomicon I. p. 41. c. 1. n. 7.

Points équinoctiaux voyez Equinoctiaux. — solsticiaux II. (II.)

p. 1207. c. 1. cont. de la n. •. de la p. 1206. c. 1.

Poissons royaux I. p. 267. c. 1. n. 4. Pola voyez Chatham.

Polabes I. p. 122. c. 1. contin. de la n. 1. de la p. 121. c. 2.

Pole arctique II. (II.) p. 475. c. 2. n. ***. — antarctique, ibid. — Hauteur du, voyez Hauteur. — méridional II. (II.) p. 475. c. 2. n. ***. — septentrional, ibid.

Polémarque I. p. 12. c. 1. n. 1. Polésin II. (1.) p. 459. c. 1. n. 1. Polésine de Rovigo, ibidem.

Police II. (II.) p. 945. c, 1. n.

— d'Assurance I. p. 32. c. 1. cont. de la n. 1. b. de la p. 31. c, 2. II. (II.) p. 945. c. 2. n. — de Chargement, ibidem.

Poliorcètes voy. Démétrius. Politcha I. p. LXXXVII. addition à la p. 517.

Póliza de Cargo II. (u.) p. 945. c. 2. n. ***.

Polizza di Carico, ibid. Pollicitatio, ibid.

Poll-Money II. (II.) p. 702. c. 2. n. 3. — Tax, ibid.

Polo voyez Marco.

Pologne (Partage de la) v. Partage.

Polycrate (Tyran de Samos) II.
(II.) p. 185. c. 2. n. **.

Πολυχρονία II. (ι.) p. 466. c. 1. n. 1.

Polygamiste II. (1.) p. 74. c. 1.

Polynésie II. (u.) p. 834. c. 1. n. *. Polythéisme II. (u.) p. 1226. c. 1. n. £.

Polythéiste, ibid.

Poméranie 1. p. 484. c. 1. n. 1. et n. *.

Pompée II. (i.) p. 36. c. 1. n. Ponce de Léon I. p. 537. n. .. Pororoca II. (II.) p. 1031, c. 2, cont. de la n. °. de la p. 1030, c. 1. Porphyrogénète II. (I.) p. 10. c. 1, n. 1. Port I. p. 382, c. 1, n. 2, — de Caligula II. (II.) p. 1435, c. 2, n. °°°. Porta Portarum II. (II.) p. 1260, c. 1, n. 4. — Westphalica voy. Porte.

Pont-Euxin I. p. 397. c. 2. n. 5.

Portaria dos Governadores do Reino II. (11.) p. 522. c. 2. n. 4.. Porte de Félicité II. (11.) p. 118. c. 2. n. 2. — de Fer II. (11.) p. 1260. c. 1. n. 4. — impériale II. (11.) p. 118. c. 1. n. 2. — intermédiaire, ibid. — du Salut, ibid. — (sublime) I. p. 520. c. 2. n. 2. II. (1.) p. 276. c. 2. n. 4. — de Westphalie II. (11.) p. 1387. c. 1. contde la n. de la p. 1386. c. 1. Portée (à) II. (11.) p. 896. c. 1. n. 1.

— d'un Vaisseau II. (11.) p. 281. c. 2. n. ". Porte-Glaives voyez Ordre. Porter (se) II. (11.) p. 115. c. 2. n. 4. Porto-Farina II. (11.) p. 867. c. 1.

n, 2. — Ré II. (II.) p. 1435, c. 1. n. °. Portolani II. (II.) p. 1650, addit. à la p. 231.

Portolania, ibid.

Posorofdscha voyez Passarowitz.

Pot de Vin II. (II.) p. 390. c. 2.

Potestas consularis II. (1.) p. 23. c. 2. n. 1.

Potrimpos I. p. 449. c. 1. n. .. Poud II. (i.) p. 340. c. 1. n. 2. Poudre à Canon II. (ii.) p. 1284.

c. 2. n. 2.

Poulaine II. (II.) p. 178. c. 2. n. †.

Poupe II. (II.) p. 181. c. 1. n. ...

— (passer à), ibid.

Pourpre.II. (i.) p. 10. c. 2. n. 1.

— romaine, ibid.

Pourtour II. (II.) p. <u>1555</u>, c. 1, n. °°. Pourvoi I. p. 202. c. 1, n. 2. Pouzzoles II. (II.) p. <u>1435</u>, c. 1. n. °°°.

Pozzuoli, ibid.

Praedari II. (1.) p. 549. n. 1.
Praedones maritimi II. (1.) p. 324.
c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 322.
c. 1.

Praefectus Urbis II. (II.) p. 406. c. 2. n. 4

Praeneste voyez Palestrine. Praepositus mensae II. (1.) p. 169. c. 1. n. .

Pragmatique-Sanction I. p. 292, c. 1, n. 1.

Prammatiche Regie et Vice-Regie, ibidem.
Pratiques II. (11.) p. 956. n. 1.

Pravda I. p. 400. c. 1. n. 1. Préambule II. (II.) p. 779. c. 2. n. 9. Précédent I. p. 331. c. 1. n. 1. Prècheurs II. (II.) p. 1034. c. 1. n. 60.

Préemption I. p. LXXXVI. n. . addition à la p. 516.

Préfix et Préfix e II. (II.) p. 1416. c. 1. n. 1. — Douaire, ibid. — Jour, ibid. — Somme, ibid. — Tems, ibid. — Terme, ibid.

Prégel (Fleuve) I. p. 447. c. 2. n. 1.

Prélèvement II. (II.) p. 978. c. 2.
n. E.

Prélever, ibid. c. 1.

Préséance entre les différentes Classes de la Société en Angleterre I. p. 177. c. 1. contin. de la n. 3. a. de la p. 176. c. 2. — (Droit de) des Rois de France v. Droit. Présentation (Droit de) voyez Droit.

Présents à l'Empereur de Maroc II. (II.) p. 174. c. 2. contin. de la n. 3. de la p. 171. c. 1. — ordinaires et extraordinaires aux Régences barbaresques II. (II.) p. 171.

c. 1.'n. 3. — aux Souverains d'Orient voyez Offrandes.

Presidenza del buen Governo (en Toscane) I. p. 282, c. 1. n. 3. Présidial II. (n.) p. 740, c. 1. n. **. Présidialement, ibid.

Presidios II. (1.) p. 270. c. 1. cont. de la n. 7. de la p. 267. c. 2.

Presse II. (II.) p. 685, c. 1, n. 1. Presthlaba v. Perejaslacol. Prèt à la Grosse ou à la grosse Aventure I. p. 104, c. 1, n. 2, —

(Matière de) en Prusse, voy. Matière.

Prétendants au Trône de Portugal, en 1580 II. (II.) p. 463. c. 1. n. 3.

Prétendus-Réformés I. p. 466. c. 2. n. .

Preuves de Noblesse I, p. 451, c. 2.

Prévenu (Homme) v. Homme. Prévôt I. p. 185. c. 1. n. 2.

Prévôté des Marchands de Paris I. p. 184. c. 1. n. 1.

Prime d'Assurance I. p. 31. c. 2. n. 1. b.

Primos (los) Titre d'Honneur en Espagne I. p. 171. c. 1. n. 2.

Prince (de la Montagne) II. (II.) p. 1031. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. — sarrasins, gouvernent les Royaumes de Grenade, de Murcie et de Valence II. (I.) p. 119. c. 2. n. ". ". †. — souverain des Provinces-Unies des Pays-Bas II. (II.) p. 747. c. 2. n. "".

Princeps (Édition) I. p. 71, c. 2, n. 2.
Princepal I. p. 222, c. 2, n. 4.
Princepal II. (n.) p. 990, c. 1.
cont. de la n. 3. de la p. 988, c. 2.
Privatif II. (n.) p. 294, c. 1, n. *.

Priviléges accordés par les Princes allemands aux Villes maritimes II. (1.) p. 337. c. 1. n. 1. — d'Asyle

II. (n.) p. 301. c. 2. contin. de la n. 1. de la p. 294. c. 1.

Privilégié II. (II.) p. 935. c. 1. n. 3. Probante II. (II.) p. 279. c. 1. n. 1. — en Forme, ibid. — Pièce, ibid.

- en Forme, ibid. - Piece, ibid. - Raison, ibid.

Probi homines piscatorum II. (1.) p. 175. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 172. c. 1.

Procès pendant II. (11.) p. 407. c. 1. n. 1.

Procheiron Nomon I. p. 41. c. 2. n. 9.

Professo (ex) II. (II.) p. 447. c. 1. n. 1.

Progaine II. (II.) p. 106, c. 2, n. 5. Progainie, ibid.

Progénie, ibid.

Programme II. (II.) p. 773. c. 1. n. °.

Progression finie II. (II.) p. 838. c. 1. n. ©. — infinie, ibid. c. 2. Prokormeschnaïa II. (II.) p. 822.

c. 2. n. 5.

Promissio di malefici I. p. 145. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 144.

Promissory Notes I. p. 431. c. 1. n. 1.

Promptuarium j. c. I. p. 41. c. 2.
n. 9.

Prononciation d'un Jugement I. p. 237, n. 1.

Propine e Sportule II. (i.) p. 525.

Proportide II. (1.) p. 86, c. 1. n. 1, Propre (avoir en) II. (11.) p. 533. c. 2, n. 1.

Propriétaire direct I. p. 493. c. 1. n. 2. — forain I. p. LXXXII. addition à la p. 189.

Propriété utile I. p. 493. c. 1. n. 2. Prorae II. (u.) p. 179. c. 1. n. †. Prorata II. (u.) p. 333. c. 1. n. °. p. 626. c. 1. n. *.

Prosélyte II. (II.) p. 542. c. 1, n. 2. Prosélytisme, ibid. c. 2.

Prospectus II. (II.) p. 773. c. 1. n. †.

Protecteur unique du Christianisme II. (II.) p. 117. c. 2. n. 4. Protestants I. p. 462, c. 2. cont. de la n. *. de la p. 461. c. 1. réformés I. p. 466, c. 1. n. . Πρωτοβεστιάριος ΙΙ. (II.) p. <u>1284.</u> c. 1. n. 1. Protocole II. (1.) p. 212. c. 2. n. ". Προτοσέβαστος II. (I.) p. 505, c. 1. Protosebastus, ibid. Protovestiarius II. (II.) p. 1284. c. 1. n. 1. Pro-Tuteur II. (II.) p. 812. c. 1. cont. de la n. . de la p. 811. c. 2. Proue II. (II.) p. 179. c. 1. n. †. Provence II. (1.) p. 168. c. 2. n. 4. Provinces-Unies du Rio de La Plata voyez Confédération. Provincia narbonensis II. (1.) p. 168. c. 2. n. 4. - Provincias Unidos del Centro-America II. (II.) p. 50. c. 2. n. 5. Provision (par) I. p. 198. c. 1. n. 1. II. (1.) p. 56, c. 1, n. ". — (donner) II. (II.) p. 450. c. 2. n. 3. — Lettres de voy. Lettres. Provisionnel II. (II.) p. 1103. c. 1. n. 1. Provisoire, ibid. Πρόξενος Ι. p. 11. c. 1. n. 1. Prud'hommes I. p. 189, c. 1, n. 1. - Conseils de voy. Conseil. et I. p. LXXIX. addition à la p. 53. =

de Montpellier voy. Consuls. -Pêcheurs voy. Consuls. et I. p. 238, c. 1, n. . Prusse I. p. 448. c. 2. n. 1. — (ancienne) I. p. 470. c. 1. n. 1. - Division du Royaume en Provinces I. p. 426. c. 1. n. 1. Przibislas (Roi des Vénèdes) I. p. 122. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 121, c. 2. Ptolémais I. p. 169. c. 1. n. . Ptolèmé e Evergètes II. (II.) p. 183. c. 1. n. ††. - Philadelphe II. (II.) p. 295, c, 1, n, †. - Philopotor II. (II.) p. 183. c. 1. n. ††. Puchot (Comte Desalleurs, Roland) II. (II.) p. 71. c. 1. n. †. Puertos habilitados II. (II.) p. 446. c. 1. n. 1. Puget (Pierre) II. (II.) p. 181. c. 2. n. ****. Puisné Judges I. p. 320. c. 1. n. . Puissances II. (u.) p. 191. c. 2. n. 2. Pulcheria voyez Aelia. Pulvérulent II. (II.) p. 360. n. . Pupilles de l'État (en Prusse) I. p. 502, c. 2, n. 3. Purchas (Samuel) H. (II.) p. 623. c. 1. n. †.

Q.

Quadrirème II. (11.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Quadruple-Alliance de 1718. I. p. 290. c. 2. n. 3. Quaiche II. (11.) p. 980. c. 1. n. †. Qualifier II. (11.) p. 1137. c. 1. n. 2. et n. *. Quantité différentielle II. (11.) p. 838. c. 1. n. •.

Quarantaine II. (1.) p. 159. c. 1. cont. de la n. ††††. de la p. 158. c. 2. Quarante (Tribunal des) II. (1.) p. 402. c. 1. n. ". Quarantia, ibid. c. 1. Quarantie, ibid. Quartier I. p. 469. c. 1. n. '. — (au lieu de Logement) II. (11.) p. 821. c. 2. n. 7.

Pûreté de Sang I. p. 170. c. 2. n. 3.

Pussort (Henri) II. (II.) p. 89. c. 1.

Puteoli voyez Pozzuoli.

Quarto d'Espagne I. p. 299. c. 1. n. 1.

Quasi-Contrat I, p. 274, c. 2, n. 1.
— Délit, ibid, n. 2.

Queen Consort I. p. 321. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 320. c. 2. — Dowager, ibid. — regent, regnant or sovereign, ibid.

Questions I. p. 27. c. 1. n. 1.

Quiebra II. (II.) p. 504. c. 1. n. *.
— (tener ou padecer), ibidem.

Quilates voyez Quirats.

Quincampoix II. (II.) p. 757. c. 2.

Quinquirême II. (11.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Quintal (charger au) II. (1.) p. 206.

c. 2. n. 5. Quinze Jours I. p. 61. c. 1. n. 3.

Quinze Jours 1, p. 61, c. 1, n. 3, p. 72, c. 1, n. 2.

Quirats II. (1.) p. 480. c. 1. n. 4. Quiros (Pedro Fernandez de) II. (11.) p. 1026. c. 1. n. *.

Quorum II. (t.) p. 391. c. 1. n. 1. Quote-part II. (ii.) p. 66 d. c. 2. n. 2.

R.

Raad van Verdeediging II. (n.) p. 767. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2.

Raadpensionnaris II. (II.) p. 762. c. 1. n. †.

Raaya I. p. 518. с. 2. n. 6. II. (п.) p. 1618. с. 2. n. 7.

Rabath II. (II.) p. 70. c. 1. n. 2. Racage II. (II.) p. 180. c. 1. n. °°. Radchapoutes II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1.

Rade foraine I, p. LXXXII. addition à la p. 189.

Radoub I. p. xIII. c. 2. n. 8. Radouber, ibid. II. (1.) p. 179. c. 2. n. 2.

Radzivil (Nicolas, Duc d'Olyka)
I. p. 411. c. 1. cont. de la n. 1. de
la p. 408. c. 1.

Radziviliana (Cautio altera) v. Cautio.

Radzinilof II. (II.) p. 1337. c. 2. n. 2.

Rafna voyez Hrafn.

Rafraichir II. (II.) p. 363. c. 2. n. 1. Rafraichissements II. (II.) p. 1556. c. 2. n. 3.

Ragusa is II. (n.) p. 106. c. 2. n. 4. Raguse II. (n.) p. 147. c. 2. n. 4. Raison primordiale II. (n.) p. 1226. c. 2. n. ••. — probante v. Probante. — sociale ou de Commerce II. (II.) p. 771. c. 1. n. †††.

Rama II. (1.) p. 165, c. 1, n. 1.
Ramazann I, p. xxxix, c. 1, cont,
de la n. **, de la p. xxxviii. c. 1.
II. (1.) p. 250, c. 1, n. †.

Rampini II. (1.) p. 128. c. 1. n. ††.

Ramusio (Jean Baptiste) II. (11.)
p. 1032. c. 1. n. 🗷.

Rancé (Armand Jean le Bouthilier de) II. (II.) p. 469. c. 1. n. ••. Rançonner II. (II.) p. 1173. c. 1. n. 2.

Rapporter I. p. 243. c. 1. n. 2. Rasboutes v. Radchapoutes. Ratione immobilium II. (11.) p. 1108. c. 1. n. 1.

Raubare II. (1.) p. 549. n. 2.

Raubaria, ibidem.

Raulé (Benjamin) I. p. 473. c. 1. n. 1. Ravello II. (1.) p. 503. n. 2.

Ravello II. (1.) p. 503. n. 2. Ravoirs I. p. 267. c. 1. n. 3.

Raynal (Guillaume-Thomas-François) II. (11) p. 372. c. 2. n. 00.

Réaggrave II. (u.) p. 1390. c. 2.

Réaggraver, ibid.

Réal de Vellon I. p. 299. c. 1. n. 1. Reale (la) II. (II.) p. 179. c. 2. cont.

de la n. 6. de la p. 178. c. 2. -Madama voyez Madama. Réaux (différentes Espèces de) II. (i.) p. 248, c. 2, n. †. Récépissé II. (II.) p. 762. c. 1. n. *. Recez I. p. 126, c. 1, n. 2, — de la Députation de l'Empire I. p. 467. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Rechercher II. (II.) p. 410, c. 2, n. 2. Recka II. (II.) p. 1435, c. 1. n. °. Récognition (Droit de) v. Droit. Recognoverunt process 1. p. 102. c. 2. n. 6. Recollets II. (1.) p. 146. c. 1. n. 5. Recommandataire II. (II.) p. 275. c. 2. n. 1. Recommander I. p. 279. c. 1. n. 1. Recousse I. p. LXXXI. addition à la p. 146. Récréance (Lettres de) v. Lettres. Recteur II. (1.) p. 410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 409. c. 2. Recto (Folio) I. p. 108. c. 1. n. 3. Recueil van de Tractaten II. (II.) p. 893. c. 1. n. '. Récupération II. (II.) p. 280, n. 1. Rédempteur II. (u.) p. 903. c. 1. n. -1. Rédemption, ibid. Redrès (au lieu de Redressement) H. (II.) p. 766. c. 2. n. ††. Réfectoire II. (1.) p. 353. c. 1. n. 1. Refectorium, ibid. Reformati II. (1.) p. 146. c. 2. n. 5. Reformatio Curiae Ordinis maris I. p. 94. c. 2. n. 1. Réformation du Calendrier Ju-

lien II. (1.) p. 297. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 295. c. 1. Réformé I. p. 466, c. 2, n. . Réformés (prétendus) voy. Prétendus. Reft II. (II.) p. 962. c. 2. n. 3. Régale II. (II.) p. 978. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 976. c. 1. spirituelle, ibid. - temporelle, ibid.

Régales (grandes) II. (II.) p. 976. c. 1. n. †. — (petites), ibid. c. 2. Régalien, ibid, c. 1. Régaux, II. (1.) p. 57. n. . Régence II. (II.) p. 741. c. 1. n. . Regens regiam Cancellariam II. (II.) p. 406. c. 1. n. 2. Régent, ibid. — (Diamant) v. Pitt. Régente II. (II.) p. 406. c. 1. n. 2. Regidores II. (1.) p. 239. c. 1. n. 1. Régime II. (II.) p. 854, c. 1, n. '. Régistre à Souche II. (11.) p. 601. c. 2. n. ††. Règle I. p. 451, c. 1, n. . Règlement de Juges I. p. 272. c. 2, n. 6. Regnicole II. (1.) p. 307. c. 2. n. 3. Regulated or open Company v. Companies. Régulier II. (1.) p. 54. c. 1. n. ". Reichenbach II. (II.) p. 1443, c. 2. Reichs-Deputations-Hauptschlufs I. p. 467. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Reis II. (t.) p. 374, c. 2, n. 3, II. (II.) p. 1503. n. 1. — Efendi I. р. 524. с. 1. п. 1. И. (п.) р. 803. c. 1. n. †. - ul-Kuttab I. p. 524. c. 1, n. 1. n. 9. - velha, ibid. c. 1. n. ***. - de Saint-François

Reixa nova II. (II.) p. 536. c. 2. Rejet de Pourvoi I. p. 202. c. 1. n. 2. Relache II. (IL.) p. 702. c. 2. n. 2. Relacher, ibidem. Relevée I. p. 196. c. 1. n. 4. Religieux conventuels II. (1.) p.51. d'Assise II. (1.) p. 64. c. 1. n. . Religion II. (1.) p. 50. c. 2. n. **. protestante réformée I. p. 466. c. 1. n. . - des Seiks II. (11.) p. 1226. c. 2. n. •••. - de Sinto II. (п.) р. <u>1226.</u> с. 1. п. ●. Religions (différentes) II. (II.) p. 1225, c. 2, n. *.

Réliquat II. (II.) p. 938. c. 2. n. 4. Réliquataire, ibid. Réméré I. p. 416. c. 1. n. . Remorque II. (i.) p. 531, n. 1. — (prendre à la), ibid. Rencontre II. (II.) p. 536. c. 2. n. 8. Renégat II. (i.) p. 53, c. 1. n. . Rénitent II. (II.) p. 1557, c. 1. n. 1. Renvoi I. p. 265, c. 1, n. 1, ... Répéter II. (II.) p. 955, c. 1. n. 3. p. 1389. c. 1. n. 3. Repgow (Ecco ou Eyke de) I. p. 422. c. 1. cont. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. Répit I. p. 198, c. 2. n. 3. - (Lettres de) voyez Lettres. Repkau voyez Repgow. Réponses I. p. 27. c. 1. n. 1. Représailles I. p. 474. c. 1. n. . II. (i.) p. 321. c. 1. n. 4. Représenter II. (II.) p. 271, c. 1, n. 1. Repris de Justice voy. Homme. Republica-federale del Centro-America II. (II.) p. 50. c. 2. n. 5. République (Dénomination des États barbaresques) II. (11.) p. 196. c. 2. n. 2. — argentine II. (II.) p. 140. c. 2. n. 4. - ligurienne II. (i.) p. 129. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 127. c. 2. - orientale de l'Uruguay II. (II.) p. 202. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 201, c. 2. Réquisition II. (11.) p. 480. c. 1. Réquisitoire, ibid. Réquisitoires II. (II.) p. 1107. c. 2. n. 2. Requisitoriales, ibid. Réquisits II. (u.) p. 346. c. 1. n. 1. Reschid Pacha (Moustapha) II. (u.) p. 1497. c. 1. n. 3. Rescht II. (II.) p. 1261, c. 1. n. 1. Rescindant II. (II.) p. 903. c. 2. n. 4. Rescinder, ibid. Rescision, ibid.

III.

Rescisoire, ibid. Rescrits apostoliques II. (1.) p. 48. c. 2, n. **. Résiliation I. p. 530, c. 1, n. 1. Résilier II. (II.) p. 376. c. 1. n. †††. Resmi II. (n.) p. 235. c. 1. n. 2. — Aghil, ibidem. - Aghnam, ibid. - Arouasne, ibid. - Badj, ibid. c. 2. - Bagdsché, ibid. - Beeider, ibid. - Chilaat, ibidem. -Dedjirmen, ibidem. - Gumruck, ibid. - Kismet II. (II.) p. 460, c. 1. n. 1. - Kudum II. (II.) p. 1442. . c. 2. n. 10. Responsa Juris et Prudentum I. p. 265. c. 2. n. 2. Responsion II. (1.) p. 52. c. 1. n. **. Ressac II. (II.) p. 1030. c. 2. n. ... p. 1691. c. 1. n. ††. Restanten II. (II.) p. 761. c. 2. n. ***. Rétentionnaire I, p. 232, n. 1. Retorsio juris vel legis I. p. 492. c. 1. n. 1. Rétorsion, ibid. Retours d'un Navire II. (IL.) p. 624. c. 1. n. *. p. 761. c. 2. n. ***. Retrait II. (H.) p. 728, c. 2, n. 2. Réval I. p. 416, c. 2, n. 2. Revent ou Reventer. II. (1.) .p. 353. c. 1. n. 1. Rexin (Sieur de) voyez Haude. Rez-de-Chaussée II. (II.) p. 714. c. 1. n. 3. Rha II. (i.) p. 102. c. 1. n. 1. Rhéon voyez Gréon. Rheum palmatum II. (II.) p. 1245. c. 1. n. 2-Rhubarbe, ibid. Riaschtsché II. (n.) p. 1261. c. 1. Ribadavia II. (II.) p. 140. c. 2. Ribnitz II. (11.) p. 1140. c. 1. n. 1. Ricaut (Sir Paul) II. (1.) p. 4. c. 1. n. 3. Richelieu (Cardinal de) II, (II.) p.

113

811. c. 1. contin. de la n. . de la p. 807, c. 1. Richmond Palace II. (u.) p. 851. c. 2, n. 5. Richtsteig des Landrechts und Lehnrechts I. p. 422, c. 1. cont. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. Ricos hombres I. p. 171, c. 2, n. 2. Riga I. p. 410. c. 2. n. 1. Rikaito I. p. 449. c. 1. n. '. Rikiab II. (u.) p. 792, c. 2, n. 2. Rikiabi-houmayoun, ibid. c. 1. Rikslikare II. (1.) p. 199. c. 1. n. . Rimburchiare II. (1.) p. 531, n. 1. Rimburchio ou Rimurchio, ib. - condurre la nave de ibid. Rio de la Plata (Vice-Royauté du) - H. (н.) р. 20. с. 1, п. 4. Rione voyez Phasis. Rising (Jean) II. (II.) p. 990. c. 1. cont, de la n. 3, de la p. 988, c. 2. Rivage de la Mer I. p. 172. c. 1. n. 1. Rivière du Levant II. (1.) p. 79. c. 2. n. 4. - du Ponant, ibid. Rixdale ou Ryksdale ou Ryksdaalder II. (u.) p. 744. c. 1. n. . p. 1048, c. 1. n. " Rizière II. (a.) p. 746. c. 2. n. ††. Robaria voyez Raubaria. Robe II. (1.) p. 217. c. 2. n. 2. Robertson (William) II. (II.) p. 373. c. 1. n. °. Roccafort II. (1.) p. 262. c. 2. cont. de la n. 6. de la p. 260. c. 1, Roccella (Lichen) II. (i.) p. 125c. 1. n. †. Roche (Famille de la) II. (1.) p. 262. c. 1. n. . Rockingham (Marquis de) II. (11.) p. 646, c. 2. n. . Roeskilde II. (II.) p. 1080. c. 1. n. . Roger de Flor II. (t.) p. 260. c. 2. n. 6. Roggevin ou Roggeween II. (ii.) p. 1553. c. 1. n. .

Roi de Vienne II. (II.) p. 1409. c. 2. n. 3. Rois (Baie des trois) II. (II.) p. 1691. addit, à la p. 1558. Ròle I p. 48. c. 1. n. 3. Rôles d'Oléron I. p. 57. c. 1. n. 1. Rollon I. p. 387. c. 2, n. 10. Roma-Tchassar I. p. 526, c. 2, n. 3. Romagne II. (1.) p. 484, c. 1, n. 4. Romanie II. (t.) p. 19. c. 1. n. 5. p. 260. c. 1. n. 5. Romanof (Fédor) II. (II.) p. 969. c. 1. n. . - (Michel), ibid. Rome II. (i.) p. 318. c. 2. n. 5. Romélie II. (t.) p. 19. c. 1. n. 5. Romove I. p. 449. c. 1. n. . Rose-noble II. (II.) p. 1102. c. 1. n. 1. Rostak II. (II.) p. 1551. c. 1. n. 4. Rostrum II. (II.) p. 178. c. 2. n. †. Rota II. (II.) p. 179. c. 1. n. †. Rote (Auditeurs de la) à Rome, v. Auditeurs. Rotharis I. p. 422, c. 1, n. '. Rothschild voyez Roeskilde. Rotrou (Comte du Perche) II. (a.) p. 469. c. 1. n. ... Rotulus I. p. 48, c. 1, n. 3. Roturier I. p. 454, c. 1, n. . p. LXXXI. n. . addit. à la p. 121. Roubles II. (n.) p. 146. c. 1. n. 1. - d'Argent, ibid. - en Papier, ibid. Roumélie I. p. Lin. c. 2. n. †††. Roum-Ili II. (1.) p. 19. e. 1. n. 5. Roumily II. (1.) p. 251. c. 2. n. †. Roupa II. (II.) p. 1222. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220. c. 2. Roupie II. (II.) p. 641, c. 1, n. ". Rousset (Jean) de Missy II. (II.) p. 950, c. 1, n. †. Roussillon (Comté de) I. p. 174. c. 1, n. 1. Roussouen-Scheriye II. (n.) p. 962. c. 2. n. . . Roussoum II. (n.) p. 120. c. 1. n. 1. Rouz-namé I, p. xxxix, c. 2, cont. de la n. ". de la p. xxxviii. e. 1.

Royaume des Olives II. (11.) p. 440.
c. 1. n. 1. — (les trois) II. (11.) p. 1209. c. 2. n. ●. — valaque-bulgare II. (1.) p. 44. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 43. c. 1. — des Vénèdes ou Slavanie I. p. 122. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2. Rubricar II. (11.) p. 417. c. 2. n. 3. Rubruquis (Guillaume de) II. (1.) p. 104. c. 1. n. *.
Rule of Court voyez Order.
Rumili-Hissari II. (1.) p. 114. c. 4. n. 6. — Kavak II. (1.) p. 88. c. 1.

n. 4.

Rump-Parliament voy. Parliament.

Ruota (Tribunal de la) à Rome I. p. 281. c. 2. n. 3. — civile (à Florence), ibid.

Rurik II. (n.) p. 969. c. 1. n. *.
Russie blanche II. (n.) p. 1147. c. 2.
n. **. — grande, ibid. — noire, ibid.
— petite, ibid. — rouge, ibid.

Ruysbroek voy. Rubruquis.
Ruyter (Michel de) II. (n.) p. 890.
c. 1. n. 3.

Rymer (Thomas) Foedera II. (i.) p. 423. c. 1. n. 2.

S.

Saca II. (II.) p. 417. c. 1. n. 2.

Sacas (Juez de), ibid. c. 2. —
(Renta de), ibid.

Sachsen-Spiegel I. p. 422. c. 1.
n. 1. b. — Recht, ibid.

Sacrilége II. (II.) p. 579. c. 1. n. ".

Sadr-Anadoly II. (II.) p. 251. c. 1.
n. †. — Roum, ibid.

Sadri-Azhèm II. (II.) p. 793. c. 2.
n. 1.

Sächsisches Recht I. p. 422. c. 1.
n. 1. b.

Saffi II. (II.) p. 73. c. 1. n. 3.
Safiyė II. (II.) p. 786. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2.
Saga I. p. 353. c. 2. n. 2. — historique I. p. 354. c. 1. cont. de la même note. — (Heims Kringla) voyez Heims. — (Hervarár) v. Hervarár. — mythologique I. p. 354. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. — (Nials) voyez Nials. — (Okneyinga) v. Okneyinga. — romanesque I. p. 354. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 353. e. 2. — (Wilkinga), ibid. — (Yng-

Sagène II. (II.) p. 486. c. 1. II. . . Sahh I. p. 524. c. 1. II. 1.

linga); ibid.

Sahhabé I. p. xlii. c. 1. n. . Saint-Augustin voy. Augustin. - Bernard voyez Bernard. -Charles Borromé voy. Borromé. - Dominique de Guzman v. Dominique. - Élie II. (11.) p. 1288. c. 1. n. 2. - George (Banque de St.) voyez Banque. - Gothard voy. Gothard. - Grégoire voy. Grégoire. - Ildephonse voyez Ildephonse. - Jean d'Acre v. Accon. - Lama voy. Lama. -Marc II. (t.) p. 19. c. 1. n. 2. — Médéric I. p. 196. c. 1. n. 3. -Prest (Jean-Yves de) II. (II.) p. 950. c. 2. n. †. - Sauveur (Couvent du) II. (II.) p. 962. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 957. c. 1.

Sainte-Croix II. (II.) p. 1037. c. 1. n. 1.

Saisie-Gagerie I. p. 495. c. 1. n. 2. Saisir d'une Affaire un Tribunal, une Jurisdiction II. (n.) p. 1255. c. 2. n. 1.

Sakiz-Adassy II. (I.) p. 107. c. 2.

Salaheddin (Josef Ben Aioub, Ben Schadi) II. (u.) p. 961. c. 2. n. °.

Salant II, (II.) p. 1183. c. 1. n. '. Salé II. (II.) p. 70. c. 1. n. 2. — - (Nouvelle), ibid. Salle d'or II. (1.) p. 465. c. 2. n. 9. Sallétins II. (II.) p. 11. c. 1. n. 1. Salluste (Caius Sallustius Crispus) I. p. 18. c. 1. n. 2. Salutation II. (II.) p. 1175. c. 2. Salvanos II. (II.) p. 547. c. 2. n. ". Salza (Hermann de) I. p. 452, c. 1. n. . p. 479. c. 2. n. 1. Samoa II. (II.) p. 1553, c. 2, n. 4. Samosate (Paul de) voy. Paul. Samosaténiens II. (II.) p. 427. c, 1. n. . Sandjak ou Sandschak I. p. LIII. c. 2. n. †††. - Beg II. (1.) p. 219. c. 2. n. 4. p. 280. c. 1. n. . Sandwich voy. Montague. -(Iles de) II. (II.) p. 834. c. 2. n. **. Sanghalian Oula II, (II.) p. 1203. c. 1. n. 2. Sanghalin Oula, ibid. San-Koué II. (II.) p. 1209, c. 2. n. •. p. <u>1245</u>, c. 1, n. 1. San-Lorenzo-el-Real II, (II.) p. 355. c, 1. cont. de la n. 7. de la р. 353. с. 1. Sans déport I. p. 199. c. 2. n. 5. Sanskrit II. (II.) p. 1202, c. 2, n. ". Santa Cruz II. (II.) p. 1037. c. 1. n. 1. - Archipel de v. Archipel. Santana II. (II.) p. 1582, c. 2, n. 1. Santander II. (II.) p. 420, c. 1. n. 1. Sanuto (Marin) dit Torsello II. (1.) p. 65. c. 1. n. 1. Sao Jorge (Castello de) voyez Castello. Saraffo. II. (i.) p. 447. c. 2. n. 4. p. 448. c. 1. n. 2. Sardaigne II. (1.) p. 119. c. 1. n. '. р. 310. с. 1. п. 2. Sarik II. (II.) p. 1618. c. 2. n. 7. Sari-Kijrmann II. (II.) p. 1189. c. 1. n. '.

Sarmates I. p. 121, c. 2, n. 1. Sarraf I. p. 517, c. 1, n. 1, p. EXXXVIII, addit, à la p. 517. Sarrafler-Kehayassi, ibid. Sarson II. (II.) p. 1189, c. 1. n. . Sart I. p. 267, c. 1, n. 2. Sarum voyez Old. Sas II. (1.) p. 96, c. 1. n. °. Sassanides II. (II.) p. 1029, c. 1. Satellites H. (II.) p. 1208. c. 1. n. . Satie II. (II.) p. 602. c. 1. n. 1. Satrape II. (II.) p. 1028. c. 1. n. ... Satrapies, ibid. Sattee voyez Satie. Sauvement (Droit de) v. Droit. Sauvetage II. (II.) p. 277. c. 2. n. 2. Sauveteur, ibid. c. 1. Savari et Savary (François) de Brêves II. (II.) p. 940, c. 1, n. 3. - (Jacques) I, p. 265, c. 2, n. 3. - (Louis-Philémon), ibid. - Dictionnaire universel de Commerce, ibidem. Savile (Henri) I, p. 55. c. 1. n. 1. Savoie-Carignan (François-Eugène de) voyez Eugène. Scalea (la) II. (i.) p. 503. n. 1. Scalene II. (II.) p. 418. c. 2. n. '. Scanderoun II. (1.) p. 207. c. 2. n. 2. II. (II.) p. 789, c. 1. n. 1. Scapulaire II. (n.) p. 468. c. 2. Schah I. p. 519. c. 2. n. 4. - Bender II. (II.) p. 236, c. 1, n. 1, -Zadé II. (II.) p. 784, c. 2. n. ††. Schahguirde II. (II.) p. 786. c. 1. cont. de la n. 1, de la p. 781. c. 2. Schall (Père) II. (II.) p. 1205, c. 2. n. **. Schamakié voy. Chamakhi. Schediré I. p. xLix. c. 1. contin. de la n. '. de la p. xLVIII. c. 1. Scheerenflotte 1, p. 383, c. 2. Schehin-Schah I. p. 519. c. 2. n. 4.

Scitty (Archipel de) II. (11.) p. 437.

c. 1. n. 1.

Scheiden on Scheidung voyez Bescheid. Scheng-seng H. (II.) p. 1224. c. 2. Scherif ou Sheriff I. p. 535. contin. de la n. ††. de la p. 534. р. кіли. с. 1. п. 1. Schery H. (11.) p. 120. c. 1. n. 1. Schiûh II. (H.) p. 958. c. 1. n. °°. Schiahi, ibid. c. 2. Schiat, ibid. c. 1. Schiffpfund II. (1.) p. 340. c. 1. Schii voyez Schiah. Schildberger (Jean) II. (1.) p. 567. addition à la p. 46. Schilling II. (n.) p. 1169. c. 1. n. 1. Schimmelpennink (Jean Rütger) II. (II.) p. 763. c. 2. contin. de la n. †. de la p. 762. c. 1. Schippondt II. (11.) p. 1685. e. 1. Schipund, ibidem. Schirman (Province de) v. Chirwan. et II. (II.) p. 778. c. 1, n. 1. Schisme I. p. LXXXIX. addition à la p. XLVI. Schistob II. (II.) p. 1444. c. 2. n. 5. Schloetzer (Aug. Louis de) I. p. 402. c. 1. n. 2. Schmieralien II. (11.) p. 1416. c. 2. n. 3. Schnell (Négociant) II. (II.) p. 1344. Schrade I. p. 400. c. 2. n. 2. Schrae, ibid. Schrafen, ibid. Schrage, ibid. Schrauen, ibid. Schwaben-Spiegel voy. Sachsen-Spiegel. Schwächat II. (n.) p. 1438. c. 2. n. ***. Scipion, l'Africain II. (1.) p. 35. c. 1.

n. ". - le Jeune, ibid.

Scitie voyez Satie.

Scocki II. (1.) p. 515. n. 1. Scolastique I. p. LXXX. addition à la p. 99. Scollop voyez Passes. Scontro II. (II.) p. 602. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 601. c. 1. Scriba I. p. 77. c. 2. n. 2. Scriptulum II. (II.) p. 14. c. 1. n. °. Scrupulum, ibid. Scudo (de Toscane) I. p. 281. c. 2. n. 2. - d'argento (de Gênes) II. (r.) p. 80. c. 1. n. 2. Seapoy II. (II.) p. 640. c. 1. n. ". Sebastocrator II. (1.) p. 507. c. 1. n. 2. Sèche I. p. 383. n. *. II. (II.) p. 1615. c. 2. n. ***. Second I. p. 504. c. 1. n. 1. Secretary of State II. (II.) p. 58. c. 2, n. . Secreticus II. (1.) p. 506. c. 1. n. 1. Sectateur II.(II.) p. 1445. c.1. n. 1. Secte des Abyssiniens voy. Abyssiniens. - des Géorgiens voy. Géorgiens. — des Néo-Ariens voy. Néo. — des Néo-Photiniens, ibid. - des Nestoriens v. Nestoriens. Sécularisation II. (II.) p. 846. c. 1. n. . Séculariser, ibid. Séculier II. (1.) p. 54. c. 1. n. ". Security Merchants II. (II.) p. 620. c. 1. n. 4. Seehandlung s-Obligationen (en c. 2. n. 4. Seerecht (preufsisches) I. p. 491. c. 1. n. 1. Seesalzhandlungs-Gesellc. 1. n. ".

Prusse) II. (II.) p. 484. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 483. c. 2. -Societät (en Prusse) II. (n.) p. 483. schaft (en Prusse) II. (II.) p. 483.

Segna ou Segni II. (1.) p. 267. c. 1. n. 2. Seigneur censitaire I. p. 500. c. 2. n. 1. - féodal I. p. 493. c. 1. n. 2. Seigneurie (sérénissime) II. (1.) p. 458. c. 2. n. 4. Seiks (Religion des) v. Religion. Selāmetlyk-Aktchéçi II. (II.) p. 1131. c. 1. n. 2. Seldgioucides II. (n.) p. 959. c. 2. n. oo. Seldgiouk, ibid. Selenginsk II. (II.) p. 1242. c. 1. n. 1. Séleucides II. (u.) p. 1028. c. 1. n. °. Séleucus Nicanor ou Nicator, ibidem. Selin II. (II.) p. 1245. c, 1. n. 2. Selinginsk voy. Selenginsk. Σημείωμα ΙΙ. (ι.) p. 505. c. 1. n. 4. Semigalle I. p. 417. c. 1. n. 1. Semipites II. (1.) p. 198. c. 2. cont. de la n. ff. de la p. 197. c. 2. Sémiramis du Nord I. p. 359. c. 2. n. 5. Sendschan II. (II.) p. 97. c. 1. n. 1. Sénéchal II. (1.) p. 169. c. 1. n. *. Sénéchale, ibid. c. 2. Sénéchaussée, ibid. Séned II. (II.) p. 171, c. 1, n. †. Sénégal II. (11.) p. 381, c. 1. n. . - (Compagnie du) voyez Compagnie. Seneschal voyez Sénéchal. Senex de Montanis II. (II.) p. 1032. c. 1. cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. Senior I. p. 77. c. 2. n. 2. Sennaar II. (II.) p. 1208. c. 2. n. °. Septante II. (II.) p. 295. c. 1. n. †. Sept-Iles voy. Iles. et II. (II.) p. 203. c. 2. n. 5. Septimanie I. p. 161. c. 2. n. 6. Septuaginta voy. Septante. Sépulvéda (Jean Ginés) II. (II.)

р. 372. с. 1. и. .

Sequins d'Alger II. (n.) p. 1114. c. 2. n. 4. Seraï I. p. Li. c. 2. n. '. Sérail, ibid. - (vieux ou ancien) II. (II.) p. 785. c. 1. n. *. Serampour II. (II.) p. 1018. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013. e. 1. Serge II. (u.) p. 314. c. 1. n. + Sergenteries II. (II.) p. 1208. c. 2. n. .. Settie voyez Satie. Sevastopol II. (II.) p. 1189. c. 2. Séville II. (1.) p. 294. c. 1. n. 1. Sextirème II. (II.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2. Servid I. p. xLVIII. c. 1. n. . Sforce (Famille des) II. (II.) p. 1448. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. Shene II. (II.) p. 851. c. 2. n. 5. Sia-nid II. (II.) p. 1261, c. 1. n. 1. Sicania II. (1.) p. 304. c. 2. n. '. Sicaniens, ibid. Siceli, ibid. Sicile II. (1.) p. 155. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 153. c. 1. p. 304. c. 2. n. 2. II. (it.) p. 221. c. 2. n. 6. Sicilia II. (1.) p. 304. c. 2. n. '. Siculi, ibid. Sidjil II. (II.) p. 109. c. 1. n. 2. Sidy Hamed II. (II.) p. 1229, c. 1. cont. de la n. OO. de la p. 1228. c. 2. Siège tavernical I. p. 508. c. 1. n. 4. Sienne II. (i.) p. 127. c. 1. n. 1. b. р. 314. с. 2. п. 5. Siéyes I. p. 8. c. 2. n. 7. Sigfussen (Samund) I. p. 354. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. Sigilla II. (1.) p. 21. c. 1. n. 1. Signatures I. p. 110. c. 1. n. 2. Signes impériaux II. (II.) p. 1439. c. 2. n. 4. - du Zodiaque II. (II.) p. 1207. c. 1. cont. de la n. +++. de la p. 1206, c. 2.

Signori sopra la Sanità II. (1.) p. 159. c. 2. cont. de la n. 1111. de la p. 158. c. 2. et c. 1. n. 00000. Sikhs voyez Seiks. Silda II. (n.) p. 75, c, 1, n. 2, Siliqua H. (1.) p. 480. c. 2. n. 4. Silsilénamé I. p. xLIX. c. 1. cont. de la n. *. de la p. xLVIII. c. 1. Si-mao II. (n.) p. 1211, c. 1. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. Simon le Magicien II. (u.) p. 373. c. 1. n. . Simonie, ibidem. Simsar II. (II.) p. 1464. c. 1. n. 1. Sin H. (II.) p. 1037, c. 2, n. 000. Sinan Pacha II. (II.) p. 793. c. 1. contin. des notes 4. et 5. de la p. 792. c. 2.

Sindacato ou Sindicato II. (1.) p. 525, n. 9. Si-ning II. (II.) p. 1245, c. 1, n. 2. Sinistres I. p. 160. c. 1. n. 1. p. LXXXII. addit. à la p. 160. — Sinistre majeur, ibid. -- mineur, ibid. Sinope II. (1.) p. 406. c. 1. n. 1. Sinto (Religion de) v. Religion. Siöpass (Algieriska) II.(II.) p. 602. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 601. c. 1.

Sion (Mont de) II. (1.) p. 448. c. 2. n. 3. - (Gardien du Mont de), ibid. Sire II. (i.) p. 262. c. 1. n. †. Sirerie, ibid.

Sires de Thèbes II. (1.) p. 23. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 22. c. 1. Siruan (au lieu de Chirman) II. (II.) p. 1610, c. 2, n. 5,

Sistova II. (11.) p. 1444. c. 2. n. 5. Situa-Torok on Sitva-Torok II. (II.) p. 1408. c. 1. n. *.

Sitva II. (11.) p. 1409. c. 1. contin. de la n. *. de la p. 1408. c. 1. Sjahbandar II. (II.) p. 747. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734, c. 2. Skär I. p. 383. c. 1. n. 1.

Skärgard, ibidem.

Skurgårdsflotta, ibid. c. 2. Skagen (Cap) II. (II.) p. 662. c. 2. n. 5.

Skager Rack, ibid.

Skaldes I. p. 353, c. 2, n. 2. Skjöldebrand (Mathieu) II. (11.) р. 1114. с. 1; п. 2.

Skraa I. p. 348. c. 2. n. 1. p. 400. c. 1. n. 2. p. 404. c. 2. n. 1.

Sla II. (II.) p. 70, c. 1, n. 2.

Slavanie voyez Royaume. Slaves ou Slavins I, p. 122, c. 1.

cont, de la n. 1, de la p. 121, c. 2. Slavon (vieux russe) II. (11.) p. 1147.

c. 1. n. †. Sleeve (the) II. (II.) p. 662. c. 2. u. 5.

Slobodà allemande II. (11.) p. 821. c. 2. n. 6.

Smaaland II. (II.) p. 1077. c. 2. n. †††.

Smålkonungars I. p. 377. c. 1.

Snoeland I. p. 352, c. 2, n. 6. Snorre Sturleson I. p. 354, c. 1. cont, de la n. 2, de la p. 353, c. 2. Societas mercaturae in Oriente faciendae Causa Vindobonae collecta II. (u.) p. 1435, c. 1, n. 1, Société agricole et horticole de l'Inde H. (tr.) p. 1019. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. anonyme II. (u.) p. 771. c. 1. n. . - de Commandite I. p. 224. c. 1. n. 1. - de Commerce II. (1.) p. 132. c. 1. n. 6. — aux Cornes I. p. 458. c. 2. n. *. — danoise a) africaine II. (II.) p. 1047. c. 2. n. 3. - b) du Commerce des Indes II. (II.) p. 1013, c. 1, n. 3, — c) générale de Commerce II. (u.) p. 1681. n. *. addit. à la p. 1054. — d) royale asiatique II. (n.) p. 1014. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. Société de Jésus II. (II.) p. 96. c. 1. n. 3. d. — dos Lézards I. p.

458. c. 2. n. . - du Lion, ibid.

- des Oiseaux de Saint-Martin. ibid. - de la Maison de la Trinité de Deptford II. (II.) p. 547. c. 2. n. 6. - royale des Sciences à Londres II. (II.) p. 836. c. 2. n. 000. - de Sorbonne II. (II.) p. 807. c. 1. n. *. — de Surinam II. (11.) p. 984. c. 1. n. **. Socin (Fauste) II. (II.) p. 427. c. 1. n. *. — (Lélie), ibid. Sociniens, ibid. Socinistes, ibid. Söder Akra II. (II.) p. 975. c. 1. n. †. Seepas voyez Congé. Söepass (Algiersk) II. (u.) p. 602. c. 1, cont, de la n, 1, de la p, 601, c. 1. Soest (Statut de) I. p. 148. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 147. c. 1. Sofi II. (II.) p. 777, c. 1, n, *, Sohar II. (II.) p. 1551, c. 2. n. 4. Soie crue ou écrue II. (II.) p. 315. c. 1. n. †. Sokhoumkalé II. (II.) p. 1326. c. 1. n. 1. Soldatesque II. (II.) p. 1421. c. 1. Solons II. (II.) p. 1199, c. 2. n. 4. Sols catalans II. (1.) p. 480. c. 1. n. 4. - cinq (Négoce des Pièces de cinq sols) voyez Cinq. Solstice II. (II.) p. 1206, c. 2. n. †. Solsticiaux (Points) v. Points. Somme (Bêtes de) II. (II.) p. 503. c. 1. n. 1. Sommeldyk (Corneille van Aerssens, Seigneur de) II. (II.) p. 986. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 984. Sophisme II. (II.) p. 104. c. 2. n. †. Sophiste II. (II.) p. 105. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 104. c. 2. Sophistication II. (II.) p. 1615, c. 2. n. †. Sophistique II. (II.) p. 105. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 104. c. 2.

Sophistiquer, ibid. Sophistiquerie, ibid. Sophistiques II. (II.) p. 1615. c. 2. n. f. Sophistiqueur II. (u.) p. 105. c. 2. cont. de la n. †. de la p. 104. c. 2. Sorbonne (Maison et Société de) voy. Société. - petite II. (II.) p. 811. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 807. c. 1. - Robert de II. (u.) p. 807. c. 1. n. *. Sorenskriver I. p. 384 c. 2. n. 3. Sorlingues (lles) II. (II.) p. 437. c. 1. n. 1. Souara II, (II.) p. 1176. c. 2. n. 3. Souba II. (II.) p. 638, c. 1, n. . dahr, ibid. - dahri, ibid. Soubachi II. (1.) p. 216. c. 2. n. 4. Soubreveste II. (1.) p. 50. c. 2. n. '. Souche II. (II.) p. 601, c. 1, n, t. - (Registre à) v. Registre. -(Talon de) II. (II.) p. 601. c. 1. n. °. Souders II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Sou-gé-chin voy. Pereira. Soula-fall H. (II.) p. 1557, c, 1, Soumission (prétendue) de la Russie à la Chine II. (II.) p. 1239, c. 1. n. 4. Sous II. (II.) p. 74. c. 1. n. 1. Sous-Commissaire des Relations commerciales II. (II.) p. 12. c. 1. n. 1. Soutane II. (II.) p. 330. n. °. Soute II, (II.) p. 180. c. 1. n. †. Soutenir (Témoignage de Respect en Turquie, de soutenir quelqu'un en le prenant sous les Bras) II. (II.) p. 951. c. 2. n. ††. South Sea Scheme II. (II.) p. 390. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 388. c. 1. Southwark (Bourg de) II. (II.) p. 733. c. 2. n. †. Soya II. (II.) p. 1237. c. 1. n. *. Speculum Saxonicum I. p. 422, c. 1. n. 1. b. - Suevicum, ib. c. 2.

Speult (Henri van) II. (II.) p. 624. c. 1. n. ". Sporades II. (II.) p. 1025, c. 1, n. 2. p. 1031. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 1025. c. 1. Sporteln I. p. 414. c. 1. n. 1. Sportule e Propine v. Propine. Sproegel (Christophe) II. (II.) p. 1437. c. 2. n. '. Sse-ma-tsien II, (II.) p. 1211. c. 1. cont. de la n. ". de la p. <u>1205.</u> c. 1. Sstolbowskaja v. Stolbowa. Staalh of II. (i.) p. 360. c. 1. n. 1. Staaten-Land II. (II.) p. 1691. addition à la p. 1558. Staats-Schuldscheine (en Prusse) II. (11.) p. 484. c. 2. contin. de la n. 4. de la p. 483. c. 2. Stade II. (II.) p. 659. c. 1. n. †††. p. 846. c. 1. n. 1. Stadhouder II. (II.) p. 750. c. 1. Stadhoudérat, ibid. Stadhoudérien, ibid. c. 2. Stadsmaal II. (i.) p. 199. c. 1. n. *. Stadtgesetz I. p. 413. c. 1. n. 1. Staelhof ou Stahlhof voyez Staalhof. Standaard II. (i.) p. 199, c. 1, n. '. Standard of weights and measures, ibid. Stapelstad I, p. 382, c. 2, n. 4. Starie I. p. 286. c. 1. n. 4. Starostie I. p. 420. c. 1. n. . State-Papers (British and foreign) II. (II.) p. 610. c. 1. n. . Statu quo (in) II. (II.) p. 1444. c. 1. n. 1. Statut (et Statuts) en Angleterre I. p. 182. c. 1, n. 3. - d'Appenrade I. p. 400. c. 2. n. 2. — de Batavia II. (II.) p. 745. c. 2. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. de Berghen I. p. 393. c. 2. n. 5.

de Flensbourg I. p. 348. c. 1.

n. 1. - de Hadersleben, ibid. c. 2.

- municipal de Wisby I. p. 369. c. 2. n. 4. - de Sleswick I. p. 348. c. 1. n. 1. - de Soest v. Soest. Statuta jurium municipalium Sa-. xonum in Transilvania I. p. 512. c. 1. n. 2. a. Statutes at large II. (II.) p. 653. c. 1. n. †. Staveren I. p. 64, c. 2, n. 2. Steelhouse on Steelyard U. (i.) p. 360. c. 1. n. 1. Stein II. (u.) p. 1685, c. 2. n. . Steinbourg II. (II.) p. 1102, n. †. Steinthee II. (11.) p. 1247. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1246, c. 2. Stellionat I. p. 280. c. 1. n. 1. Stellionataire, ibid. c. 2. Steppes II. (1.) p. 104. c. 1. n. †. Sterfhuis voy. Maison mortuaire. Stevin (Simon) II. (II.) p. 759. c. 1. Stockfisch II. (1.) p. 349. c. 1. n. 1. Stolbowa II. (u.) p. 841, c. 1, n. †. Stolnik II. (II.) p. 1232. c. 1. n. 4. Storthing (Storping) I. p. 353. c. 2. n. " Straaten (van der) II. (u.) p. 765. c. 1. n. †. Strandrecht I. p. 144, c. 2, n. 3. Stratege II. (II.) p. 1084. c. 1. n. . Stratégie, ibid. Stratégique, ibid. c. 2. Stretto di mare II. (1.) p. 205. c. 2. cont. de la n. **. de la p. 204. c. 2. Strigonie II. (II.) p. 1408, c. 2. n. *. Strumento acceso v. Acceso. Sturle Thordson I. p. 354, c. 2. cont, de la n. 2. de la p. 353, c. 2. Style (nouveau et vieux) II. (1.) p. 297. c. 1. cont. de la n. †. de la р. 295. с. 1. Stylo Judicii II. (n.) p. 1106. c. 1. Subrecargue II. (II.) p. 349. c. 1. n. 1.

Subreptice II. (1.) p. 420. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 419. c. 2. Subrogation II. (II.) p. 347, c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 346. c. 2. Subrogé Tuteur II. (II.) p. 346. c. 2. n. 3. p. 812. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 811. c. 2. Subroger II. (II.) p. 346, c. 2, n. 3. Subsidio II. (II.) p. 41. c. 2, n. ". +. Succession indivise II. (1.) p. 173. c. 1. n. . — ouverte II. (II.) p. 1256. c. 1. n. 1. - vacante, ibidem. et p. 1416. c. 1. n. 2. Sucre II. (II.) p. 20. c. 2. n. 4. Sudermanna-Laghen I. p. 370. c. 2. n. 5. Suè de (Changements dans la Forme du Gouvernement en) depuis 1523 —1720. I. p. 366. c. 1. n. 2. Suèis-Degnyzi II. (II.) p. 318. c. 1. Suffragant II. (1.) p. 258. c. 1. Suffrage, ibidem. Suint II. (1.) p. 249, c. 1. n. ++. Suinter, ibid. Sully II. (II.) p. 1689, c. 1, contin. de la n. •••. de la p. 1688, c. 2. Sultane favorite II. (II.) p. 784. c. 1. n. †. - mère II. (n.) p. 786. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Sumptuaria Lex II. (1.) p. 375. c. 1. n. 1. Sund II. (II.) p. 26. c. 2. n. 8. Sunda-Calappa II. (11.) p. 743. c. 1. Sunderland (Charles Spencer,

Sunniah ou Sunny II. (11.) p. 958. c. 1. n. °°. Sunnites II. (II.) p. 959. c. 1. cont. de la n. °°. de la p. 958. c. 1. Supplément au Corps universel diplomatique du Droit des Gens II. (II.) p. 950. c. 1. n. +. Supplicação (Casa da) v. Casa. Surinam II. (II.) p. 1676, addition à la p. 987. Surré I. p. xl., c. 1, n. . a. Sur-starie voy. Starie. Surville (Jean-François-Marie de) И. (п.) р. 1027. с. 2. п. †. Sus ou Suse voy. Sous. Suspensif I. p. 490, c. 1, n. 1. Suspicion II. (IL.) p. 1106. c. 1. Svensen (Brynjölf) I. p. 354. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 353. c. 2. Svenska Sjö-Assecurance Compagnie I. p. 363. c. 1. n. 2. Swara voy. Suara. Synagogue II. (a.) p. 1042. c. 1. n, 00 Syngrapha telonarii II. (11.) p. 47. c. 1. n. 1. Synode I. p. Lvi, c. 1, n. *. II. (ii.) р. 299. с. 1. п. ***. Synodique II. (11.) p. 1212. c. 1. Synopsis l. p. 41. c. 1, n. 2. Système de la Mer du Sud II. (u.) p. 390. c. 1. contin. de la n. †. de la p. 388. c. 1. Syzigie II. (II.) p. 1211, c. 1. n. †. Szöny II. (s.) p. 1410. c. 2. n. ".

T.

c. 2. n. 2.

Tabac II. (n.) p. 474. c. 1. n. 1. Tabaco, ibid. c. 2. Tabacum, ibid. c. 1. Tabago (lle de) I. p. 419. c. 1.

Comte de) II. (II.) p. 392, c. 1, n. °.

cont. de la n. 1. de la p. 418. c. 2. II. (ii.) p. 474. c. 2. n. 1. — (Baron de) I. p. 419. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 418. c. 2.

Szu-tchhouan II. (11.) p. 1245.

Tabasco II. (II.) p. 474. c. 2. n. 1. Tabellarius II.(1.) p. 505. c. 1. n. 1. Table de marbre I. p. 240. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 239. c. 2. — royale I. p. 508. c. 1. n. 3. septemvirale I. p. 509, c. 2, n. 2, Table of Precedence I. p. 177. c. 1. contin. de la n. 3. a. de la р. 176. с. 2.-Tables (Lois des dix ou douze) voyez Dix et Douze. Tabularius v. Tabellarius. Tacticien II. (n.) p. 1084, c. 2, n. †. Tactique, ibid. c. 1. Tafelthee (mongolischer) II. (II.) p. 1247. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1246, c. 2. Tafilet ou Tafilete II. (1.) p. 282. c. 1. n. 1. II. (u.) p. 75. c. 2. n. 3. Ta-Hio II. (II.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213, c. 1. Tahiti (Archipel de) v. Archipel. Ta houang II. (11.) p. 1245, c. 1, n. 2. Taidzi II. (11.) p. 1237. c. 1. cont. de la n. 2, de la p. 1236, c. 1. Taille industrielle (en Prusse) voy. Gewerbsteuer. Tainn II. (H.) p. 1264, c. 1. n. 1. Takim II. (II.) p. 786, c. 1. centin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Talamus II. (t.) p. 196, c. 1, n. °. - grand, ibid. c. 2. n. ††. - petit, ibidem. Talian II. (II.) p. 100. c. 1. n. 1. Talon II. (11.) p. 601. c. 1. n. °. de Souche, ibid. Tamerlan, surnommé Lenk, II. (i.) p. 35. c. 2. n. ††. II. (ii.) p. 625. c. 1. n. . Tana ou Tanaïs II. (1.) p. 41. c. 2. n. 4. Tanger II. (II.) p. 695, c. 1, n. 3. Tangout II. (n.) p. 1245. c. 2. n. 2.

Tapioca II. (II.) p. 359. c. 1. cont.

de la n. °°. de la p. 358. c. 2.

Tarif II. (II.) p. 973, c. 1, n. 1. des Chancelleries II. (1.) p. 481. c. 2. n. 2. Tarin II. (t.) p. 483. c. 2. n. 4. Taroudant II. (II.) p. 74. c. 1. n. 1. Tartane II. (II.) p. 181. c. 2. n. 00. Tasman II. (II.) p. 1558, c. 1, n. 1. — (Abel Janssen) H. (п.) p. 1687. addition à la p. 1558, - (Baie de) II. (II.) p. 1691. add. à la p. 1558. Tasmanie du Nord II. (II.) p. 1558. c. 1. n. 1. — du Sud, ibid. Tatars II. (1.) p. 41. c. 1. n. 2. — Batskie II. (II.) p. 1237, c. 2, n. 1. - Kin ou Nieutché (Empire des) II. (i.) p. 35. c. 2. n. †. — Kaptchaks ou Kiptchaks II. (1.) p. 442. c. 2. n. 5. Tauris II. (II.) p. 96. c. 2. n. 5. Taverne II. (II.) p. 492. c. 2. n. 3. Tavernicus I. p. 508. c. 1. n. 4. Tavernier II. (II.) p. 492. c. 2. n. 3. Tavoi-Poennamou II. (II.) p. 1558. c. 1. n. 1. Tavola de foro civile II. (1.) p. 525. n. 3. Taxal-Oerter I. p. 509. c. 2. n. 1. Tcha-Cathai H. (11.) p. 1037. c. 2. n. 000. Tchakhoun dordzi II. (II.) p. 1236. c. 2. n. 2. Tchama II. (II.) p. 1222. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1220, c. 2. Tchang-tching (Gerbillon) (Jean François) II. (11.) p. 1204, c. 1. n. 2. Tchaouch II. (1.) p. 469. c. 1. n. 1. II. (II.) p. 800. c. 1. n. 3. — Bachi II. (i.) p. 469. c. 1. n. 1. Tcharchi I. p. 518. c. 2. n. 3. Tchaschniguir-Ousta II. (II.) p. Tao-sfé II. (II.) p. 1219. c. 1. n. †.

784. c. 2. contin, de la n. 1. de la

p. 781, c. 2.

Tagrir II. (u.) p. 803. c. 1, n. *.

Tarazana II. (1.) p. 222, c. 2, n. *. Tarbelli Civitas II. (1,) p. 252.

c. 2. n. *.

Tchatri II. (a.) p. 937. c. 1. n. 1. Tché-hoang-ti II. (IL.) p. 1209. c. 1. n. oo. Tchélébi II. (II.) p. 784. c. 2. n. ††. Tcherkask ou Tsherkask I. p. 421. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 420. c. 1. — (vieux) II. (11.) p. 1298, c. 1. n. . — (nouveau), ibid. c. 2. Tcherkessie ou Tcherkassie voy. Circassie. Tchin voyez Sin. Tching II. (II.) p. 1209. c. 1. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. Tchong-Ki II. (II.) p. 1206. c. 2. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. - Koué II. (II.) p. 1207. c. 2. n. †. - Yong II. (II.) p. 1217. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1. Tchooktsaï dchourgan II. (II.) p. 1233, c. 2. n. 4. Tchoutries voy. Tchatri. Tehun-Sicou II. (II.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213, c. 1. Tchun-Tsieou II. (II.) p. 1217. c. 1. cont. de la n. †. de la p. <u>1213.</u> c. 1, Tebris voyez Tauris. Tekalifi-Ourfiyé II. (11.) p. 120. c. 1. n. 1. p. 962, c. 2. n. Tekfour ou Tékiour I. p. 526. c. 2. n. 3. Telamon II. (1.) p. 127. c. 1. n. 1. b. Tellier (Michel de) II. (u.) p. 85. c. 2. n. +++. - (François Michel le) Marquis de Louvois, v. Louvois. Temāmen Roussièlerin II. (11.) p. 1304. c. 1. n. 1. Temernikoff II. (II.) p. 1297. c. 1. Témoins I. p. 504, c. 1, n. 1. Temporal Lords v. Lords. Tems (gros) II, (II.) p. 491, c. 2. n. 1. Tensin II. (II.) p. 847. c. 2. n. ***. Tenue de Livres en Partie double II. (II.) p. 759. c. 1. n. •. — en Partie simple, ibid.

Tèrdjuman I. p. 524. c. 2. n. 4. II. (i.) p. 505. c. 2. n. 6. Terme II. (II.) p. 181. c. 2. n. ". - fatal I. p. 223, c. 2. n. 10. de huit Jours voy. Jours. - marin II. (II.) p. 181. c. 2. n. ***. Terminer (Différence entre terminer et annuler un Traité) II. (IL) p. 1359. c. 1. n. 2. Terre sainte (Mission de) II. (11.) p. 963. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 957, c. 1. Terres décimales (en Turquie) ll. (II.) p. 962. c. 2. n. . — tributaires (en Turquie), ibid. Tersanà I. p. 283, c. 1, n. 1, -Emini, ibid. Ter Veere II. (II.) p. 939. c. 2. n. 3. Teschen II. (II.) p. 1343, c. 1, n. 1. Testé II. (II.) p. 121. c. 1. n. '. Tetamachir-Qusta II. (II.) p. 784. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 781, c. 2. Tetaoun ou Tetawan ou Tetouan II. (II.) p. 74. c. 2. n. 4. Tetayan Tzar II. (II.) p. 1148. c. 1. cont. de la n. ***. de la p. 1147. c. 2. Tète II. (II.) p. 703. c. 2. n. 4. Tevki I. p. LIII. c. 2. n. ††††. Tevkiji I. p. LIV. c. 1. cont. de la n. ††††. de la p. LIII. c. 2. Texas II. (II.) p. 1582, c. 1, n. 1. Tezkéré II. (II.) p. 309. c. 1. n. . Thai-th sing II. (II.) p. 1233, c. 2. Thalmud II. (i.) p. 196. c. 1. n. °. Thamas-Kouly-Khan II. (II.) p. 637. c. 1. n. ". - Schah Thamas II II. (II.) p. 1260. c. 1. n. 5. Thase II. (II.) p. 183. c. 1. n. '. Thasiens, ibid. Thassos ou Thassus, ibid. Thé en Briques II. (11.) p. 1246. c. 2. n. 5. - saturno, ibidem. Théalde Visconti II. (II.) p. 1034. c. 1. contin. de la n. . de la p. 1031. c. 1.

Thèbes (Duché de) II. (1.) p. 262. c. 1. n. '. — (Sires de) v. Sires. Thédalde (Marquis) II. (11.) p. 1448. c. 1. n. '.

Theekuchen II. (11.) p. 1247. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1246. c. 2. Theifs (Tisza — Tibiscus) I. p. 508. c. 1. n. 2. II. (11.) p. 1422.

c. 2. n. 5. Théobald (Palais de Saint) II. (II.)

p. 785, c. 2, n. †.

Théodosie (Caffa ou Féodosie)

voy. Caffa et Féodosie.

Thérapeutique II. (II.) p. 1614. c. 2. n. ••.

Thérapeutiste, ibid.

Thérapia II. (II.) p. 1264. c. 1, n. 1, Thermal I. p. 253. c. 2, n. 1.

Thermes, ibid. c. 1.

Thessalie (Royaume de) II. (1.) p. 22. c. 2. n. 3.

Thévenot (Melchisedeck) II. (II.) p. 1217. c. 1. n. °°. p. 1692. c. 1. n. °.

Thévet (André) II. (II.) p. 475. c. 2. n. †.

Thian-Tseou II. (II.) p. 621, c. 1. n. ..

Thiodkanung In 377 c 1 r

Thiodkonung I. p. 377. c. 1. n. 1. Thogroul-Beg II. (II.) p. 959. c. 2. n. °°.

Thomas (Saint) II. (u.) p. 554. c. 2. n. 3.

Thomé (San), ibid.

Thorleif, surnommé Spak, I. p. 355. c. 2. n. 1.

Thsine II. (11.) p. 1208. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1207. c. 2.

Thulemeyer (Baron de) II. (II.) p. 1361, c. 2. n. ..

Tiare II. (1.) p. 319. c. 1. n. 1. Tiegenhof II. (11.) p. 1184. c. 1. n. *.

Tien-hia II. (II.) p. 1207. c. 2. n. †. Tierce-Opposition I.p. 212. c. 1, n. 5. Tiers-opposant, ibid. — Ordre de St. François voy. Ordre.
Tiessin voy. Teschen.
Tiflis II. (II.) p. 96. c. 2. n. 6.
Tillae I. p. XIII. c. 2. n. 7.
Timkowski (G. F.) II. (II.) p. 1248.
c. 1. n. .

Timour voyez Tamerlan. Tippou-Sâheb II. (II.) p. 652. c. 1. n. ..

Tireur II. (11.) p. 798. c. 2. n. 3. Tis II. (11.) p. 1201. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 1200. c. 1.

Titre (et Titres) des États-généranx des Provinces-Unies des Pays-Bas H. (II.) p. 971. c. 1. n. *. des États de Hollande, ibid. c. 2. — d'Or et d'Argent II. (1.) p. 197. c. 1. n. . - que le Pape donne aux Souverains catholiques II. (II.) p. 425. c. 1. n. ". - que les diverses Puissances donnent au Sultan ou Grand-Seigneur II. (1.) p. 211. c. 1. n. 1. - religieux de quelques Souverains II. (II.) p. 424. c. 2. n. 3. - de Roi d'Espagne conservé par l'Empereur Charles VI en vertu du Traité de Vienne, du 30 Avril 1725, II. (II.) p. 1387. c. 1. n. 6. — conservés par le Roi d'Espagne Philippe V, en vertu du Traité de Vienne, du 30 Avril 1725, ibid. - que les Souverains ottomans donnent aux autres Souverains I. p. 526, c. 2, n. 3.

Titulaire II. (I.) p. 309, c. 1, n. 1.
Tocsin II. (II.) p. 1243, c. 1, n. ".

Toile écrue II. (11.) p. 315. c. 1. n. †.

Toise H. (II.) p. 1240, c. 2, n. 2, — carrée II. (II.) p. 1241, c. 1, cont. de la n. 2, de la p. 1240, c. 2, — courante, ibid. — cube, ibid. — de Roi, ibid.

Toison d'or I. p. 457. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2.

Tomain ou Toman H, (u.) p. 95, c. 1, n. 2. Tombo II. (II.) p. 533, c. 1, n. . Tondja II. (II.) p. 1329. c. 1. n. 7. Tongo II. (II.) p. 1554. c. 2. n. - (Archipel de) v, Archipel. -Tabou II. (II.) p. 1554. c. 2. n. ***. Tonnage I. p. 382. c. 1. n. 2. II. (п.) р. 536, с. 1. п. 5. Tonne II. (II.) p. 547. c. 1. n. . d'Or II. (II.) p. 768. c. 1. n. +++. Tonneau I. p. 382. c. 1. n. 2. Tontouillah II. (II.) p. 1554. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 1553, c. 1. Topdji II. (II.) p. 127, c, 1, n, 2, a, - Bachi, ibidem. Tordjemann v. Terdjuman, Torghud II. (1.) p. 280. c. 2. n. 6. Torghudscha Beg, ibidem, Tormentum majus II. (II.) p. 178. c. 2. n. ***. Tornea II. (II.) p. 1165. c. 1. n. 1. Torok voy. Situa. Torre (della) II. (II.) p. 1448. c. 1. cont, de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. - do Tombo II. (n.) p. 533, c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 532. c. 1. Torres o Logodoro (Juges de) voy. Juges. Torriani II. (u.) p. 1448. c. 1. cent. de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. Toscane I. p. 280. c. 2. n. 2. et Barbaresques II. (II.) p. 1477. c. 1. n. 4. - et Maroc II. (II.) p. 1478. c. 1, cont, de la n. 4, de la p. 1477. c. 1. Touage II. (1.) p. 531. n. 1. Toucher à une Ile, à un Port H. (II.) p. 445. c. 1. n. 3. Touer II. (1.) p. 531, n. 1. Tough I. p. 523, c. 1, n. 2. Toughra I. p. Lm. c. 2. n. +++. Toughrakesch I. p. INV. c. 1. cont. de la n. + | + de la p. Liu. c. 2. Toulergi golo be dasara dchourgan H. (II.) p. 1233. c. 2, n. 3.

Tounsahlouah H. (II.) p. 1554. c, 2, cont, de la n, 3, de la p. 1553. c. 1. Tour (de la) II. (n.) p. 1448. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. - de Corduan, voy. Corduan. - de Londres II. (u.) p. 392, c. 1. n. 00. Tourchy II. (II.) p. 94. c. 1. n. 1. Tourkmantchai II. (II.) p. 1268. c. 1. n. 1. Tournois (Livres, Sols et Deniers) II. (II.) p. 384. c. 1. n. †. Tourville (Anne-Hilarion de Cotentin, Comte de) H. (11.) p. 87. c. 1. n. ††††. Tousivetoukhan II. (II.) p. 1236. c. 1. n. 2. Trade-winds II. (n.) p. 1036. c. 2. n. O. Traite foraine 1. p. LXXXIL addit. à la p. 189. — des Nègres II. (n.) p. 370. c. 1. n. †. - des Noirs, défendue dans les Etats danois II. (II.) p. 1048. c. 1. n. ***. Traité de Bade (de 1714) II. (u.) p. 205. c, 1. n. 1. - de Barrière (de 1706) II. (II.) p. 331, c. 1, n. ". - séparé d'Eimbeck (de 1830) II. (II.) p. 1346, c. 2. cont. de la n. 5. de la p. 1344. c. 1. - de Methuen (de 1703) voy. Methuen. - de Paris (de 1814) II. (n.) p. 17. c. 2. n. 3. - de Rastadt (de 1714) II. (II.) p. 205, c. 1, n. 1. — de Westphalie (de 1648) I. p. 463. c. 2. n. '. Traités entre la Porte ottomane et la République de Venise, depuis la Conquête de Constantinople jusqu'en 1595, II. (11.) p. 1480. c. 1. n. 1. Tranche II. (n.) p. 1299. c. 1. n. †.

Transactions de la Société agri-

cole et horticole de l'Inde II. (n.)

p. 1019. c. 1. cont. de la n. 3. de

la p. 1013, c. 1.

Transbordement des Marchandiscs d'un Navire à un autre II.
(1.) p. 284. c. 1. n. 1.

Transit II. (II.) p. 121. c. 1. n. †.

— (Acquit de), ibid. c. 2.

Translucide II. (II.) p. 1614. c. 2.

Translucidité, ibid.

Transport II. (II.) p. 889. c. 1. n. 2.
Transézites I. p. 30. c. 1. contin.

de la n. 1. a. de la p. 29. c. 1.

Trapier ou Drapier I. p. 456.
c. 2. n. †.

Trappe (la) II. (II.) p. 469, c. 1.

Travailler on Traveillir II, (II,) p. 115. c. 2. n. 3.

Trave (Rivière) I. p. 72. c. 1. n. 1. Trébisonde II. (1.) p. 33. c. 2. n. 4. Trentième (Impôt du) v. Dreissigst-Gebühren.

Trésorier ou Trefsler I. p. 456. c. 2. n. †.

Trèves commerciales I, p. 105. c. 1. n. 3.

Trévoux (Dictionnaire de) II. (u.) p. 356. c. 2. n. ●.

Tribonien (Tribonianus) I. p. 19. c. 1, n. 3.

Tribu II. (II.) p. 295. c. 1. n. °°.

Tribu II. (II.) p. 295. c. 1. n. °°.

Tribunal de Cassation (en France)

I. p. 206. c. 1. n. 2. — de la Gazarie II. (I.) p. 443. c. 2. n. 3. —

de Mathématiques (en Chine) II. (II.) p. 1206. c. 1. cont. de la n. °°°.

de la p. 1205. c. 2. — maritime (dans le Port de Kanphou en Chine)

I. p. 162. c. 1. n. 3. — des Quarante (à Venise) voy. Quarante.

— de la Romanie II. (I.) p. 443. c. 2. n. 3.

Tribunali di Prefettura (dans le Royaume de Sardaigne) I. p. 285. c. 1. n. 2.

Tribunaux d'Appel (en France) I. p. 204. c. 2. n. 2. — fédéraux (aux Etats-Unis de l'Amérique du Nord) I. p. 538. c. 1. n. 1.

Tribus rusticae I. p. 353. c. 2. n. ". — urbanae, ibid.

Tribut des Rois de Tunis à la Conronne de Sicile II. (1.) p. 274. c. 1. n. 1. — (prétendu) porté par les Puissances européennes en Chine II. (11.) p. 1240. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1239. c. 1.

Tricesima II. (II.) p. 1412. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1411. c. 2. Tricesimarius II. (II.) p. 1411. c. 2. n. 3.

Tricesimator, ibid.

Triclinium II. (1.) p. 465. c. 2. n. 9.
Trière II. (11.) p. 183. c. 1. cont.
de la n. 6, de la p. 178. c. 2.
Trieste I. p. 510. c. 1. n. 3.
Trimourti II. (11.) p. 1220. c. 2. n. ".
Tgivangia II. (1.) p. 304. c. 1. n. .

Trinacria, ibidem.
Trinitaires II. (11.) p. 327. c. 1.

Trinity House II. (u.) p. 547. c. 2.

Tripartitum Verboeczianum 1. p. 511. c. 2. n. 2.

Trirègne II. (1.) p. 320. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 319. c. 1.

Triregno, ibid.
Triregnum, ibid.

Trirème II. (n.) p. 183. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 178. c. 2.

Trissid II. (n.) p. 1086. c. 2. n. 5.

Triturable II. (n.) p. 359. c. 2. n. ..

Trituration, ibid. Triturer, ibid.

Trockne Wechsel I. p. 431. c. 1.

Trogman voy. Tèrdjuman. Trois Royaumes (les) voyez Royaume.

Tromp (Martin) II, (tt.) p. 589, c. 1. n. *.

Troupes tatares II. (II.) p. 1204. c. 1. n. **. Truchement I. p. 524, c. 2, n. 4. II. (i.) p. 505. c. 2. n. 6. Tsar ou Tschar I. p. 526, c. 2. Tscharschi voy. Tcharchi. Tschengje voy. Balkan. Tschesmé I. p. 522. c. 2. n. ". Tschinguis-Chan ou Gengiscan voy. Djinghiz-Khan. Tschiptschipkan II. (II.) p. 1201. c. 2. cont. de la n. *. de la p. 1200. Tschitschikar II. (II.) p. 1246. c. 2. n. 4. Tsée-Szé II. (II.) p. 1216. c. 1. cont. de la n. †. de la p. 1213. c. 1. Tsouchou (Chronique de) voyez Chronique. - (Chronologie de) II. (II.) p. 1217. c. 2. cont. de la n. ". de la p. 1205. c. 1. Tudela (Benjamin de) voy. Benjamin. Tum ou Tunc (Gérard) voy. Gérard. Tunis II. (II.) p. 186, c. 2, n. 2. Turban II. (II.) p. 1618, c. 2, n. 7. Turbé II. (II.) p. 786. c. 2. contin. de la n. 1. de la p. 781. c. 2. Turcopole II. (1.) p. 52. c. 1. n. . Turcopolier (grand), ibid. Turgeman voy. Terdjuman. Turkoman-Tischeji II. (n.) p. 1268. c. 1. n. 1. U.

Tutelo II. (II.) p. 812. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 811. c. 2. Tutelle II. (II.) p. 811. c. 2. n. . - dative, ibidem. - officieuse II. (II.) p. 812. c. 1. cont. de la n. *. de la p. 811, c. 2. - testamentaire, ibid. Tuteur II. (II.) p. 812. c. 1. cont. de la n. '. de la p. 811. c. 2. honoraire, ibid. — onéraire, ibid. - (Pro) voy. Pro-Tuteur. -(subrogé) voy. Subrogé. Tuteurs (en Prusse) I. p. 502. c. 2. n. 3. Tutor II. (II.) p. 811. c. 2, n. 2. Tutoria II. (II.) p. 812. c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 811. c. 2. Tutrice II. (II.) p. 812. c. 1. cont. de la n. . de la p. 811. c. 2. Tutun II. (II.) p. 476. c. 1. n. †. Type II. (II.) p. 108. c. 1. n. °. Typographie II. (11.) p. 835, c. 1. n. '. - établie à Serampour II. (II.) p. 1019. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 1013. c. 1. Typographique II. (IL) p. 835. c. 1. n. . Tyran II. (II.) p. 298. c. 2. n. .

Zélo.

Tzié II. (II.) p. 1206, c. 2, cont. de la n. ". de la p. 1205, c. 1.

Tzar II. (II.) p. 1146. c. 2. n. ". —

blanc II. (II.) p. 1148. c. 1. cont.

de la n. ".. de la p. 1147. c. 2.

Tzarskoïé-célo voy. Czarko-

Ukraine I. p. 419. c. 2. n. 1. II.
(II.) p. 1290. c. 1. n. 2.
Ulfljot I. p. 355. c. 1. n. 1.
Uliarius voy. Oléron.
Ulpien (Domitius Ulpianus) I. p.
15. c. 2. n. 7.
Ultimatum II. (II.) p. 1326. c. 1.
n. 5.

Umar û ascharath II. (1.) p. 227. c. 1. n. . — tebelchanah, ibid. c. 2. Umpire I. p. 328. c. 1. n. 1. Ungarische Erbstaaten I. p. 508. c. 1. n. 1. Union de Calmar, voy. Calmar. — des États-Unis de l'Amérique du Nord I. p. 539. c. 1. n. .

Uni-

Unitaires II. (II.) p. 427. c. 2. n. *. Université I. p. 509. c. 1. cont. de la n. 6. de la p. 508. c. 2. II. (i.) p. 159. c. 1. cont. de la n. 10. de la p. 157. c. 2. p. 161. c. 1. cont. de la même note. - de Paris II. (11.) p. 810. c. 1. n. ††.

Unmündige (en Prusse) I. p. 502. c. 1. n. *.

Unverzagt (G. J.) II. (II.) p. 1230.

Upsal ou Upsala I. p. 370. c. 1.

Upstad II. (u.) p. 1079. c. 1. n. 2. Upulo II. (II.) p. 1557. c. 2. n. 4.

Uruguay II. (II.) p. 140. c. 1. n. 4. p. 201. c. 2. n. 4.

Us et Coutumes de Tyr II. (1.) p. 27. c. 1. n. 4.

Usatici I. p. 145. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 144. c. 1.

Uscochi ou Uskoks II. (1.) p. 515.

Usselina (Guillaume) II. (II.) p. 988. c. 2. n. 3.

Ussue II. (n.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. . de la p. 1228. c. 2. Ustodium II. (II.) p. 1100. c. 2, n. 7. Usufruit I. p. 279. c. 2. n. 3.

Uti possidetis II. (II.) p. 1484. c. 1. в. .

V.

Vaandels II. (IL.) p. 746. c. 1. n. . Vaichies II. (II.) p. 937. c. 1. n. 1. Vair II. (1.) p. 249, c. 2, n. * 1. — (gros), ibid. — (menu), ibid.

Vaisseau amiral II. (II.) p. 860. c. 1. n. ". — d'Or I. p. 457. c. 2. cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2.

Val di Demona I. p. 294, c. 1, n. 1, - di Mazzara, ibid. - di Noto, ibidem.

Valachie II. (L) p. 44. c. 2. n. ". Valaques, ibid. c. 1.

Valentinois (Duché de) II. (II.) p. 303. c. 2. n. 1.

Valentyn (François) II. (II.) p. 1692, c. 1. n. †.

Validé II. (II.) p. 784. c. 1. n. °. — Sultane II. (II.) p. 784. c. 2. n. ††. Valken ier (Adrien) II. (II.) p. 747. c. 1. n. ".

Vallées I. p. 294. c. 1. n. 1. Valli, ibid.

Vallons, ibid.

Valve II. (11.) p. 742. c. 1. n. °. Vanikoro II. (11.) p. <u>1555.</u> c. 1. n. 000.

Varea (à) II. (i.) p. 531, n. 2. III.

Varech (Droit de) voyez Droit. et I. p. 267, c. 1. n. 2. Variétés I. p. 24. c. 1. cont. de

la n. 2. de la p. 23. c. 2. Vasal on Vassal I. p. 493. c. 1. n. 2.

Vassaux et Sujets prussiens, accrédités par des Cours étrangères I. p. 493. c. 2. n. 3.

Vassiers voy. Vaichies.

Vautorte II. (II.) p. 950, c. 2, n. ●●. Vayes de Boutigny I, p. 267, c. 2. n. 6.

Veda II. (II.) p. 1220. c. 2. n. ". Vedette II. (n.) p. 1241. c. 2. n. 3. Veere II. (n.) p. 939. c. 2. n. 3. Veherie II. (i.) p. 174. c. 2. n. ".

Vehier, ibid.

Veit (St.) am Flaum II. (II.) p. 1435. c. 1. n. °°.

Vekil I. p. 525, c. 2, n. 2, — Khardji II. (II.) p. 1094. c. 2. n. ***.

Vekili-Saltanet II. (II.) p. 793. c. 2. n. 1.

Vellon I. p. 299, c. 1, n. 1, Vellovèse II. (II.) p. 1447, c. 2, n. 5. Fenects I. p. 267. c. 1. n. 3.

114

Vénèdes (Royaume des) v. Royaume. Venedik-Boghazy II. (n.) p. 318. c. 1, n. 1. Venezuela II. (n.) p. 30, c. 1, n. 4. Venise II. (II.) p. 203. c. 1. n. 4. Vent-arrière II. (n.) p. 181. c. 1. n. ". - en Poupe, ibid. Venthe-Waaren II. (i.) p. 354. c. 2. n. 1. Vèpres siciliennes II. (1.) p. 154. c. 2. cont. de la n. 2. de la p. 153. Verboeczi (Etienne) I. p. 511. c. 2. Verden (Évêché de) II. (II.) p. 846. c. 1. n. 1. Verein (hannöversche) de 1834, Vergaadering des Huwelyks en kleine Zaaken II. (u.) p. 747. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 734. c. 2. Verge (Huissier à) II. (t.) p. 544, n. 1. Vergue II. (II.) p. 178. c. 1. n. . Verguer voy. Verge. Verguero II. (1.) p. 544, n. 1. Veros voy. Vair. Verschok voy. Verste. Version alexandrine de l'Écriture Sainte II. (11.) p. 295. c. 1. n. †. Verso I. p. 108. c. 1. n. 3. Verste II. (II.) p. 486. c. 1. n. '. Vestimenta II. (n.) p. 1264, c. 2. Vetulus de Monte voy. Vieux.

Vetulus de Monte voy. Vicux. Vexelstadga I. p. 361. c. 1. n. 2. Vézir I. p. 525. c. 1. n. 2. p. Lill. c. 2. n. †††. II. (II.) p. 793. c. 2 n. 1. — de l'Aisselle II. (II.) p. 793. c. 2. n. 2. II. (II.) p. 793. c. 2. n. 2. II. (II.) p. 793. c. 2. n. 1. — (Grand) voy. Grand. et II. (II.) p. 793. c. 2. n. 1. Via Juris II. (II.) p. 1106. c. 1. n. 1. Viae Curator II. (II.) p. 434. c. 2. n. 4.

Viaticus apparatus II. (11.) p. 445. c. 2. n. 4. Vice-versa II. (II.) p. 306, c. 1, n. 1. p, <u>1443.</u> c. 1. n. 2. Vicence (Nicolas de) II. (II.) p. 1034. c. 2. contin, de la n. . de la p. 1031, c. 1. Vichnou II. (n.) p. 1220. c. 2. n. ". Victorienne (Période) voy. Période. Victorius II. (II.) p. 1218. c. 1. n.º. Victuaille II. (II.) p. 114. c. 1. n. 3. Victualien Brüder I. p. 146. c. 2. n. 2. Vidame II. (1.) p. 174. c. 1. n. . de Venise à Aquilée II. (1.) p. 471. c. 1. n. 1. Vidamé II. (t.) p. 174. c. 1. n. '. Fidamesse, ibid. Vidameté, ibid. Vidamie, ibid. Vidamnat, ibid. Vidaure (Thérèse) II. (1.) p. 226. c. 2. n. 4. Vide-licet II. (II.) p. 1609, c. 1, n. 1. Viennoise II. (1.) p. 168, c. 1. cont. de la n. 3 de la p. 167. c. 2. Vieux (Veil ou Vieil) de la Montagne II. (11.) p. 1031, c. 1, cont. de la n. °. de la p. 1029. c. 1. Viguerie II. (1.) p. 174, c. 2, n. ". Viguier, ibid. Vilenie II. (n.) p. 924. c. 1. n. 1. Villes d'Étape voy. Etape. - en Angleterre, ibid. - Villes immédiates II. (n.) p. 1103. c. 1. n. †. libres et impériales I. p. 132. c. 2. n. 4. II. (II.) p. 1103, c. 1. n. †. - libres royales (en Hongrie) I. p. 508, c. 1, n. 4. — municipales II. (II.) p. 1103. c. 1. n. †. — de Refuge II. (n.) p. 294. c. 2. n. 1. - tavernicales (en Hongrie) I. p. 508. c. 1. n. 4. - taxées (en Hongrie) I. p. 509. c. 2. n. 1.

Villieus II. (1.) p. 507. c. 1. n. 1.

Virgifer II. (i.) p. 490. c. 1. n. 3. Viridomar II. (II.) p. 1448. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1447. c. 2. Visconti (Hugues Bassi de) I. p. 290. c. 1. n. 2. — (les) II. (ii.) p. 1448, c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1447, c. 2. — (Théalde ou Thibaud) voy. Théalde. Visdomini I. p. 165. c. 2. n. 2. Visigoths (Langue des) I. p. 25. c. 2. n. 6. Vistule I. p. 447. c. 2. n. 2. Vitaliens (Frères) voy. Frères. Fiz voy. Vide-licet. Fled II. (II.) p. 722. c. 1. n. . de Nun voyez Cap. Focaux I. p. 195, n. 1. Voies de Droit I, p. 239, c. 1, n. 2. — de Fait, ibid. II. (п.) р. 536. c. 2. n. S. Waag II. (n.) p. 1409. c. 2. n. 1. Wacken (N.) II. (II.) p. 1412. c. 2. n. **. Wadium I. p. 414. c. 1. n. 1. Wäst-Götha-Lagh-Book I. p. 369. c. 1. n. 4. Wagriens (les) I. p. 122. c. 1. cont. de la n. 1. de la p. 121. c. 2. Waibling (Maison) I. p. 121, c. 1. cont. de la n. 2. de la p. 120, c. 1. Waidelottes (les) I. p. 449, c. 2.

Waigatz (Détroit de) II. (II.) p.

Waïkato (Havre de) II. (11.) p. 1558.

Wali I. p. 520, c. 1, n. 1,

735. c. 2. n. **.

c. 2, n. 1.

p. 312. c. 1. n. 3.

c. 1. n. .

Vio curus II. (1.) p. 434. c. 2. n. 4.

Virement de Parties II. (II.) p. 755.

Virgarius II. (1.) p. 544. n. 1.

Vinnen ou Vinnius (Arnold) I. Voile latine II. (II.) p. 180. c. 1. n. †††. Voire II. (II.) p. 938. c. 2. n. 2. Voisinance II. (II.) p. 178. c. 1. n. 4. Voivodat on Voyvodat II. (II.) p. 1145. c. 1. n. 1. Voïvode ou Voyvode I. p. LIII. c. 2. n. †††. II. (i.) p. 44. c. 1. n. **. II. (II.) p. 127. c. 1. n. 2. b. p. 1145. c. 1. n. 1. Voïvodlik ou Voyvodlik I. p. LIII. c. 2. n. †††. Voix consultative II. (II.) p. 744. c. 2. n. ". - délibérative, ibid. c. 1. Volga II. (i.) p. 102. c. 1. n. 1. Vordingborg II. (II.) p. 1098. c. 2. n. **. Voulgares voy. Bulgares. Voyage de long Cours II. (II.) p. 190. c. 2. n. 2. - d'Outre-Mer II. (i.) p. 241. c. 2. n. 3. Fraicq I. p. 267. c. 1. n. 2. Vry Borghers H. (II.) p. 746. c. 1. n. . - Lieden, ibid. Vulgate II. (II.) p. 295, c. 1. n. *. Fulgo II. (u.) p. 1105. c. 1. n. 1.

W.

II. (11.) p. 390. c. 1, n. °. Wangaroa (Port de) II. (II.) p. 1558. c. 2. n. 1. Warberg ou Wardberg II. (11.) p. 1074, c. 1, n. '. Warègues (les) II. (II.) p. 1284. c. 2. n. 3. Warna-Sancra II. (II.) p. 937. c. 2. n. 1. Wassenah II. (II.) p. 1229. c. 1. cont. de la n. ♥♥. de la p. 1228. Water Recht (Hogeste) tho Wisby I. p. 375, c. 2, n. 3.

Walpole (Robert) Comte d'Oxford

Wechselordnung I. p. 31, c. 1. cont. de la n. 1, a. de la p. 29. c. 1. 114 *

Wechselrecht I. p. 30, c. 2, cont. de la n, 1, a, de la p, 29, c. 1. Wedde voy. Wette. Weichbild I. p. 421, c. 2, n. 1, a. Weichbildicum Magdeburgense, ibidem. Weichsel I. p. 447. c. 2. n. 2. Welikie-Louki II. (II.) p. 486. c. 1. n. 2. Wellesley (Richard Colley-Wellesley, Marquis) II. (11.) p. 654. c. 1. Wendes voy. Vénèdes. Werbentz I, p. 511, c. 2, n. 2. Wesley (John) II. (II.) p. 808. c. 2. cont. de la n. °. de la p. 807. c. 1. Westminster (Abbaye) II. (II.) p. 733. c. 2. n. 3. — (District de), ibid. et n. †. - Hall II. (11.) p. 734. c. 1. cont. de la n. 3. de la p. 733. c. 2. — (Palais de) II. (II.) p. 733. c. 2. n. 3. Wette ou Gewette I. p. 414. c. 1. n. 1. - (vorbürte), ibid. Wette Herren, ibid. c. 2. Wettgericht, ibid. c. 1. Wetthaftig, ibid. Wettordnung, ibid. Whitefield (George) II. (II.) p. 808. c. 2. cont. de la n. °. de la p. 807. c. 1. Whitehall (Palais de) II. (n.) p. 534. c. 1. n. 4.

Wickliff (Jean) I. p. 457. c. 1. n. '. Widah II. (II.) p. 1228, c. 2, n. 00. Wiedervergeltungs-Recht 1. p. 492, c. 1, n. 1. Wilkinga Saga voy. Saga. Willkühren I. p. 413, c. 1, n. 1. Willoughby (Hugues) II. (1.) p. 389. c. 2. n. 2. Windsor II. (II.) p. 729. c. 1. n. 3. Winton II. (II.) p. 840. c. 2. n. ". Wisby (Wisboe, Wisbuy, Wisbia, Wisburgum, Vispia) I. p. 66. c. 1. n. 5. p. 373, c. 1. n. 1. — Stadt-Lag på Gotland I. p. 67. c. 1. n. 1. Withing I. p. 454, c. 1, cont. de la n. 1. de la p. 450. c. 2. Withingat, ibid. Withingie, ibid. Wittenagemote I, p. 317, c. 1. Witzlaus I. p. 487. c. 1. n. 2. Woahou II. (II.) p. 835. c. 2. cont. de la n. 3. de la p. 834, c. 1. Wochenmärkte I. p. LXXXV. addition à la p. 501. Worbewez voy. Werbentz. Writ of error I. p. 320, c. 1, n. 1. - of execution I. p. 322, c. 2. n. 1. - of false Judgement I. p. 320, c. 2, n. 1, Wyfs (Albert de) II. (II.) p. 1410. c. 1. cont. de la n. 4. de la p. 1409.

Y.

c. 2.

Yacht II. (u.) p. 980. c. 1. n. ".
Yao II. (u.) p. 1205. c. 1. n. ". et
n. †. p. 1209. c. 1. cont. de la n. †.
de la p. 1207. c. 2.
Yar-Hissar II. (u.) p. 781. c. 1.
n. ".
Yassak-Kouli II. (u.) p. 1131.
c. 2. n. 6.

Wicklefites I. p. 457. c. 2. cont.

de la n. 1. de la p. 450, c. 2.

n, 2.

Yenitcheri-Aghassi II. (n.) p.
1315. c. 1. n. 1.

Yéou-vang II. (n.) p. 1211. c. 1.
cont. de la n. ", de la p. 1205. c. 1.

Yerkocki II. (n.) p. 1444. c. 1. n. 3.

Yesonkaï II. (n.) p. 35. c. 1. n. †

Yassaktchi II. (u.) p. 1132, c. 1.

Yngiald I. p. 387. c. 2. n. 8. Ynglinga-Saga voy. Saga. Ynglingiens I. p. 387, c. 2, n. 8. Yol-bouyourouldoucoull.(11.) р. 1460. с. 1. п. 1. Yorguis II, (II.) p. 1182, c. 2, n. 5. Yorke (Chevalier) II. (II.) p. 762. c. 2. n. **.

Young-Tching II, (II.) p. 1231. c. 2. n. 3.

Υπατετα Ι. p. 5. c. 1. n. 3.

"Υπατος, ibidem. II. (ι.) p. 12. c. 1.

Ystadt II. (n.) p. 1100. c. 2. n. 7. Yu-Ta II. (n.) p. 1209, c. 1. n. °.

Z.

Zaccaria (Benedetto) II. (1.) p. 107. c. 2. u. *.

Zago ou Zagou II. (i.) p. 469. c. 2. n. 6.

Zanchani (André) II. (11.) p. 1480. c. 2, n. 1.

Zanguebar II. (II.) p. 1551, c. 2.

Zanzale (Jacobus) v. Baradai. Zarab-Khané-Emini I. p. LXXXVIII. addition à la p. 517.

Zarskoż-Sélo voyez Czarko-Zélo.

Zecchini (de Venise) II. (1.) p. 20. c. 1. n. 2.

Zeehaan II. (II.) p. 1687. c. 2. n. †††. — (Baie du) II. (11.) p. <u>1691.</u> addition à la p. <mark>1558</mark>.

Zéelande II. (II.) p. 1558, c. 1. n. 1. Zégris II. (1.) p. 292. c. 1. contin. de la n. 2. de la p. 291. c. 1.

Zeïdeva II. (н.) р. <u>1408.</u> с. 1. н. ^{*}. Zeiller (Fr. Aloïse de) I. p. 511. c. 1. n. 1.

Zeiri II. (1.) p. 271. c. 1. n. 2. Zemichia ou Zunichia II. (1.)

p. 474, c. 2, n. 2, p. 478, c. 2, n. 1,

Zend II. (II.) p. 1227. c. 2. n. .

Zend-avesta II. (II.) p. 1228. c. 2.

cont. de la n. . de la p. 1227. c. 1. Zendjan II. (n.) p. 97. c. 1. n. 1. Zeng voy. Segna.

Zénith II. (n.) p. 1688. c. 1. n. . Zerbi (Dscherbe, Gerba, Gerbe, Gerbi, Zerba) II. (1.) p. 277. c. 1. n. 2.

Zerwan II. (II.) p. 1227. c. 1. n. ♥. Ziegelthee U. (11.) p. 1247. c. 1. cont. de la n. 5. de la p. 1246. c. 2.

Zimmy I, p. 518. c. 2. n. 6. Zinghan voy. Zendjan.

Zinsgut I. p. 500, c. 1, n. 1.

Zinut II. (II.) p. 1291. c. 2. n. *.

Ziska (Jean) I. p. 457. c. 2. n. ". Zoara II. (11.) p. 1176. c. 2. n. 3.

Zoccolanti II. (t.) p. 146. c. 2. n. 5. Zodiaque II. (II.) p. 1206. c. 2.

n. †††. Zoologie II. (II.) p. 810. c. 1. n. . Zoroastre II. (11.) p. 1227. c. 1. n. •. et p. 1228. c. 2. cont. de la

même note. Zurawna ou Zurawno II. (II.) p. 1289. c. 2. n. 6.

Zurow, ibid.

Zuyderzée I. p. 64. c. 1. n. 1. Zwingli (Ulrich) I. p. 466. c. 1. n. ..

Zwinglianisme, ibid. c. 2.

A BERLIN, DE L'IMPRIMERIE DE TROVVITZSCH & FILS.

ERRATA.

(On a relevé dans l'Errata quelques-unes seulement, des erreurs les plus graves. Quant aux fautes de ponctuation, on a cru inutile de les signaler.)

TOME I. (Supplément.)

- Page V. (Préface) ligne 4: d'en bas, au lieu de J. H. Meifsler lisez J. G. Misler.
 - 70. ligne 12. au lieu de pont lisez pour.
 - 71. ligne 16. au lieu de de concevoir lisez à concevoir.
 au lieu de d'expliquer lisez à expliquer.
 - 77. ligne 19. au lieu de leger lisez léger.
 - 95. ligne 13. au lieu de jusque presque à la fin lisez jusqu'au dernier presque.
 - 97. ligne 10. au lieu de intitulé lisez intitulée.
 - 112. ligne 7. d'en bas, au lieu de Pedrozano lisez Jean Baptiste Pedrezzano.
 - ligne 5. d'en bas, au lieu de Zarmora lisez Zornoza. ligne 3. d'en bas, au lieu de Padoano lisez Jean Padoano.
 - 113. ligne 6. d'en bas, au lieu de reservant lisez réservant, chaquefois que le même mot se présente.
 - note 1. col. 1. ligne 7. d'en bas, au lieu de separces lisez séparces,
 - 125. au lieu de SECT. IX. lisez SECT. XI.
 - 139. ligne 17. au lieu de dût lisez dut.
 - 144. ligne 15. au lieu de plaignait lisez plaignit. ligne 16. au lieu de proposait lisez proposa.
 - 145. note, col. 2. ligne 15. d'en bas, au lieu de resere lisez résère.
 - 156. note, col. 1. ligne 15. d'en bas, au lieu de legers lisez lègers.
 - 160. ligne 7. d'en bas, au lieu de repandu lisez répandu.
 - 161. ligne 3. au lieu de l'avidite lisez l'avidité.
 - 175. ligne 14. d'en bas, au lieu de commerciale lisez commercial.
 - 223. note 10. col. 2. ligne 2. d'en bas, au lieu de esperer lisez espérer.
 - 224, ligne 18. au lieu de rélatif lisez relatif.
 - 240. note *. col. 1. ligne 22. au lieu de d'une lisez d'une.
 - 259. ligne 8. d'en bas, au lieu de mésures lisez mesures.
 - 265. ligne 9. d'en bas, au lieu de Paréres lisez Parères, chaque fois que le même mot se présente.

Page 270. ligne 17. au lieu de démandeur lisez demandeur.

- 290, ligne 2, d'en bas, au lieu de revoquées lisez révoquées.
- 300. ligne 1. au lieu de reforme lisez réforme.
- 308. ligne 12. d'en bas, au lieu de réponsser lisez reponsser.
- · 314, note 1, col. 1, ligne 5. au lieu de reparer lisez réparer.
- 319, ligne 5, au lieu de réfusée lisez refusée.
- 367. note, col. 1. ligne 9. au lieu de survecut lisez survécut.
- 394, note 3, col. 1. ligne 5, au lieu de beurres lisez beurre.
- 398, note 7, col, 2, ligne 3, au lieu de Khersonèse lisez Chersonèse.
- 400. ligne 7. d'en bas, au lieu de réglementaires lisez réglémentaires.
- 408, note 1, col. 1, ligne 9, au lieu de incorpores lisez incorporés,
- 440. ligne 2. d'en bas, au lieu de eclairée lisez éclairée.
- 443. ligne 8. au lieu de reformée lisez réformée, chaque fois que le même mot se présente.
- 448. note, col. 1. ligne 2. d'en bas au lieu de le Wartha lisez la Wartha.
- 459. note, col. 2. ligne 26. au lieu de hesité lisez hésité.
- 460. note, col. 2. ligne 19. au lieu de deçu lisez déçu.
- 461. note, col. 2. ligne 14. au lieu de reformateur lisez réformateur.
- 463. note *. col. 1. ligne 11. d'en bas, au lieu de p. 169 176. lisez p. 796 – 853.
- 465. note, col. 1. ligne 20. au lieu de reserves lisez réserves, chaque fois que le même mot se présente.
 - note, col. 1. ligne 33. au lieu de Archévêques lisez Archevêques, chaque fois que le même mot se présente.
- 466. note, col. 2. ligne 23. au lieu de posséde lisez possédé.
- XIII. (Appendice) note 9. col. 2. ligne 5. d'en bas, au lieu de Équippement lisez Équipement.
- LXXIX. (Addenda) ligne 11. au lieu de Plaidorie lisez Plaidoirie.
 (Errata) p. 38. ligne 18. au lieu de Appendice du T. II. lisez T. II. Partie I. Appendice No. III. p. 502.
 - au lieu de p. 70. lisez p. 71.
 - au lieu de p. 324, ligne 7, lisez p. 325, ligne 7.
 - au lieu de p. 452. lisez p. 454.
 - au lieu de p. 527. ligne 12. lisez p. 527. ligne 12. d'en bas.

TOME II.

PARTIE I. (Supplément.)

Page 8. note 2. ligne 3. au lieu de Havan lisez Awani.

- 12. ligne 7. au lieu de habilité lisez habileté, chaque fois que le même mot se présente.

ligne 13. au lieu de tels lisez telles.

ligne 23. au lieu de leur lisez leurs.

Page 30, ligne 7. au lieu de pélérin lisez pèlerin, chaque fois que le même mot se présente.

- 31. note, col. 2. ligne 3. au lieu de expressement lisez expressément.
- 44. note **. col. 1. ligne 14. au lieu de des lors lisez dès-lors.
- 55. note, col. 2. ligne 11. d'en bas, au lieu de seduits lisez séduits.
- 58. note, col. 1. ligne 18. au lieu de fut lisez fût.
 note, col. 2. ligne 10. d'en bas, au lieu de répoussée lisez repoussée.
- 89. ligne 1. d'en bas, au lieu de Barout lisez Bairut.
- 113, ligne 17, au lieu de Emir lisez Emirs,
- 123, note 3, col, 1, ligne 2, d'en bas, au lieu de retribution lisez rétribution.
- 126, note *. col. 2. ligne 11, au lieu de separèrent lisez séparèrent.
- 140. ligne 5 d'en bas, au lieu de retracter lisez rétracter.
- 145, ligne 3. au lieu de Baile lisez Bayle, chaque fois que le même mot se présente.
- 180. ligne 1. d'en bas, au lieu de consequence lisez conséquence.
 ligne 5. d'en haut, au lieu de reservé lisez réservés.
- 243, ligne 12, d'en bas, au lieu de menageant lisez ménageant.
- 245. note, col. 1. ligne 10. au lieu de Législation lisez Légation. note, col. 1. ligne 25. au lieu de dangéreuses lisez dangereuses.
- 274, ligne 13, d'en bas, au lieu de fut lisez fût,
- 293. note, col. 2. ligne 7. d'en bas, au lieu de laissé lisez laissée.
- 350. note 1. col. 1. ligne 5. au lieu de siècle lisez siècles.
- 371, ligne 12. au lieu de réfusa lisez refusa.
 - ligne 11. d'en bas au lieu de décreta lisez décréta.
- 386. ligne 8. d'en bas, au lieu de L'année d'après lisez L'année suivante.
- 395. ligne 12. d'en bas, au lieu de magasins lisez magistrats.
- 404. ligne 3. d'en bas, au lieu de connu lisez connue.
- 405, ligne 7, d'en bas, au lieu de Sect. II, lisez Sect. III,
- 419. ligne 19. au lieu de menagements lisez ménagements.
 ligne 20. au lieu de usait lisez usaient.
- 423, ligne 4, d'en bas, au lieu de desquelles lisez desquels.
- 431, ligne 9, d'en bas, au lieu de reservant lisez réservant,
- 432, note 6, col. 2, ligne 1, d'en bas, au lieu de la lisez le.
- 438, ligne 3, d'en bas, au lieu de réfusait lisez refusait.
- 449. ligne 7. d'en bas, dans le Titre marginal au lieu de à Tripoli lisez à Tripoli de Syrie
- 491. ligne 13. d'en bas, placez au bout de la ligne la division qui est omise.
 - ligne 15. d'en bas, placez au bout de la ligne la division qui est omise.

(Errata) au lieu de p. 149. lisez p. 148.
- au lieu de p. 340. lisez p. 341.

TOME II. PARTIE II.

- Page 5. note, col. 2. ligne 2. d'en bas, au lieu de soyent en lisez soyent remis en.
 - 7. note 6. col. 2. ligne 2. d'en bas, au lieu de l'Ambasadeur lisez l'Ambassadeur.
 - 11, note 4, col. 2, ligne 1, au lieu de p. 343, lisez p. 443,
 - 12. note †. col. 2. ligne 2. d'en bas au lieu de françacis lisez français.
 - 19. ligne 2. d'en bas, au lieu de Belgique lisez Belge.
 - 26. ligne 13. au lieu de signe lisez signé.
 - 27. note, col. 2. ligne 5. au lieu de Steek lisez Steck.
 - 30. ligne 7. au lieu de régle lisez règle, chaque fois que le même mot se présente.
 - note 4. col. 1. ligne 4. au lieu de Capitainerie-général lisez Capitainerie-générale.
 - 32. note, col. 1. ligne 3. au lieu de Négociants lisez Négociations, note, col. 1. ligne 5. au lieu de Gastelins lisez Gastelius, note 5. col. 2. ligne 3. d'en bas, au lieu de T. TI. lisez T. I.
 - 36. ligne 11. d'en bas, au lieu d'execution lisez exécution.
 - 39, ligne 2, au lieu de XXX, lisez XXXIII,
 - 41. note, col. 1. ligne 3. au lieu de l'extrème onction lisez l'extrêmeonction.
 - note, col. 1. ligne 14. au lieu de attaché lisez attachée.
 - note ***†. col. 2. ligne 7. d'en bas, au lieu de Ecclesiastiques lisez Ecclésiastiques.
 - 43. note, col. 1. ligne 7. et 8. d'en bas, au lieu de Il y en a encore une autre sous lisez Il y a encore une autre Édition sous.
 - 53. ligne 17. au lieu de Procédures lisez Procédures.
 - 66c, ligne 13. au lieu de ce que soit lisez que ce soit.
 - 67, note 1, col, 1, ligne 5, au lieu de Chalmer lisez Chalmers.
 - 72, note 2, col. 1, ligne 1, au lieu de Cordouan lisez Corduan.
 - 78. ligne 3. d'en bas, au lieu de Mecklenbourg-Schwerin lisez Mecklenbourg-Schwerin, chaque fois que les mêmes mots se présentent.
 - note 1. col. 1. ligne 5. au lieu de 18 Ramazan lisez 30 Ramazan.
 - 79. ligne 1. au lieu de (né 15 Mai 1683, décédé 30 Mai 1756) lisez (né le 1 Septembre 1623, décédé le 21 Juin 1692).
 - 87. note ††††. col. 2. ligne 9. au lieu de baton lisez bâton.
 - 88. note † col. 2. ligne 1. et 2. au lieu de Ba-neok lis. Ban-cok.
 - 94. ligne 24. au lieu de des lisez de.
 - 100. ligne 18. au lieu de décédé lisez décède.
 - 102, ligne 13. au lieu de Suléyman II. lisez Suléyman I.
 ligne 19. au lieu de Louis XIII, en 1604 lisez sous le règne de Henri IV en 1609.

- Page 111, note 1. col. 1. supprimez tout ce qui est dit après la Citation du Recueil de Mr. d'Hauterive et de Cussy, et lisez:

 Le Texte de ce Traité, auquel Mr. de Hammer (Geschichte T. IX. p. 290. No. 190.) donne la date de 1596, en se référant au Mémoire du Sr. de la Croix, Paris 1684. I. p. 259., n'est rapporté dans aum Recueil. Mr. de Flassan, dans son Hist. de la Diplomatie, T. I. et II. ne fait mention que du Traité de 1581: il passe sous sileuce ceux de 1569 et de 1597.
 - 112. ligne 14. au lieu de conservera lisez conservera.
 - 126. note . col. 2. ligne 2. au lieu de d'Ohssan lisez d'Ohsson.
 - 132, ligne 3, d'en bas, au lieu de trouvent lisez trouvent.
 - 139, ligne 15, d'en bas, au lieu de abolis lisez abolies,
 - · 158, ligne 8, au lieu de Adolph lisez Adolphe,
 - 159, ligne 14, au lieu de accordées lisez accordés,
 - 188, note 1, col, 1, ligne 2, au lieu de quelqun lisez quelqu'un,
 - 190, ligne 4, d'en bas, au lieu de Bàtiments lisez Bâtiments.
 - · 203, note 4, col. 2, ligne 11, et 12. au lieu de celui-ci lisez celle-ci.
 - 222. note, c. 1. ligno 4. au lieu de Charles IV. lisez Charles VI.
 - 224. ligne 1. d'en bas, au lieu de Naples de Romanie lisez Athènes.
 - 236, ligne 7. au lieu de Shah lisez Schah.
 - 251, ligne 6, d'en bas, au lieu de ou lisez où.
 - 260. ligne 17. au lieu de à Brême et à Lubeck lisez à Brême, Hambourg et Lubeck.
 - note 2. col. 1. ligne 1. au lieu de Le Consulat général à Hambourg etc. etc. lisez: Le Consulat général à Hambourg à été institué par Décret royal en 1835 et les Vice-Consulats à Hambourg, à Brême, et à Lubeck, en 1837, avec l'Approbation du Ministre des Affaires étrangères.
 - 264. note 6. col. 1. ligne 1. d'en bas, au lieu de Schous lisez Schou, chaque fois que le même mot se présente.
 - 267. ligne 3. d'en bas, au lieu de authenthiques lisez authentiques.
 - · 283. note 4. col. 1. ligne 3. au lieu de Liberte lisez Liberté.
 - 286. ligne 8. au lieu de 1699 lisez 1669.
 - ligne 15. dans le Titre marginal au lieu de 1699 lisez 1669.
 - 296. note ††. col. 2. ligne 1. au lieu de celèbre lisez célèbre, chaque fois que le même mot se présente.
 - 298. note, col. 1. ligne 3. d'en bas, au lieu de Trevoux lisez
 Trévoux.
 - note †. col. 1. ligne 2. au lieu de Céremonies lisez Cérémonies.
 - 300. note, col. 1. ligne 15. d'en bas, au lieu de ôsé lisez osé.
 - 301. note, col. 2. ligne 6. d'en bas, au lieu de daus lisez dans.
 304. note, col. 2. ligne 2. au lieu de Lonis lisez Louis.
 - ligne 3. d'en bas, au lieu de revolution lisez révolution.

- Page 306, ligne 6, au lieu de suprème lisez supreme, chaque fois que le même mot se présente.
 - 307. ligne 5. d'en bas, au lieu de 1523 lisez 1823.
 - 310. note ". col, 2. ligne 4. au lieu de Barataire lisez Bérataire, chaque fois que le même mot se présente.
 - 319, ligne 19, au lieu de Consul-géneral lisez Consulgénéral.
 - 324. ligne 2. au lieu de un lisez un.
 - 329. ligne 1. d'en bas, au lieu de le 1 Mai à Vienne lisez le 1 Mai de la même année, à Vienne.
 - 335. note †. col. 2. ligne 3. d'en bas, au lieu de Cozp. lis. Corp.
 - 350. note 1. col. 1. ligne 1. au lieu de §. 11. lisez §. 17.
 - 351, ligne 4. au lieu de actuellèment lisez actuellement, ligne 11. au lieu de rétablies lisez rétablis.
 - note 3. col. 1. ligne 3. au lieu de Commerce lisez Commerce.
 - 352. ligne 7. d'en bas, au lieu de Pinatas lisez Pinatar.

 - 356, note . col, 2. ligne 7, au lieu de sons lisez sous.
 - 360. note, col. 2. ligne 4. au lieu de donnés lisez donné.
 - 361, note, col. 1. ligne 25, au lieu de d'nn lisez d'un.
 - 367. note 4. col. 1. ligne 3. au lieu de novo lisez nono.
 - 379, note, col. 2, ligne 1, au lieu de fregates lisez frégates.
 - 391, note col. 2, ligne 16, d'en bas, au lieu de Ministère lisez Ministère.
 - ligne 8. d'en bas, au lieu de Régistre lisez Registre, chaque fois que le même mot se présente.
 - 392, note °. col. 1. ligne 1. au lieu de Charl s lisez Charles.
 - 394. note, col. 2. ligne 12. au lieu de trouvaient lisez trouvaient. note, col. 2. ligne 17. au lieu de arrétaient lisez arrêtaient.
 - 396, ligne 3. au lieu de Arragon lisez Aragon.
 - 397, ligne 17, au lieu de Pére lisez Père,
 - 398, note 2, col. 2, ligne 6, au lieu de Diccionario lisez Diccionario.
 - 413. ligne 6. au lieu de qu'ils seront étendus lisez qu'elles seront étendues.
 - 415. ligne 8. au lieu de Août lisez Août.
 - 417. note 2. col. 2. ligne 3. au lieu de connaît lisez connaît.
 - 423, ligne 9, d'en bas, au lieu de sout lisez sont,
 - 426, note, col. 1. ligne 17. au lieu de Real lisez Réal.
 - 427. note °. col. 1. ligne 5. d'en bas, au lieu de péches lisez pêchés. note ††. col. 1. ligne 3. au lieu de connaît lisez connaît. note °. col. 1. ligne 1. d'en bas, au lieu de d'une lisez d'une.
 - 428, note, col. 2. ligne 8. d'en bas, au lieu de les lisez les.
 - 449. note 3. col. 2. ligne 4. au lieu de T. I. p. 81. lisez T. I. p. 79.
- 458. note 6. col. 1. au lieu de p. 231. lisez p. 234.
- 459. ligne 6. au lieu de Pélérinage lisez Pèlerinage, chaque fois que le même mot se présente.

Page 460, note 2. col. 2. ligne 5, au lieu de Maravédis lisez Maravedis.

- 463, note 3, col. 2, ligne 10, au lieu de fiile lisez fille.
- 465, note, col. 2, ligne 8, d'en bas, au lieu de) lisez O).
- 474. note **. col. 2. ligne 3. d'en bas, au lieu de 5 Mai 1660 lisez
 5 Mai 1600.
- 493. ligne 13. d'en bas, au lieu de Réligion lisez Religion, chaque fois que le même mot se présente,
- 506, ligne 14, au lieu de approuvous lisez approuvons.
- 510. ligne 8. au lieu de toute lisez toutes.
 note 1. col. 2. ligne 5. au lieu de couteux lisez coûteux.
- 515. ligne 16. d'en bas, au lieu de jeste lisez jesté.
- 521. ligne 20. au lieu de État lisez États.
- 522, ligne 18, au lieu de Portario lisez Portaria,
- 536. note 9. col. 2. ligne 1. d'en bas, au lieu de mêmo lisez même.
- 537. note 10. col. 2. ligne 3. d'en bas, au lieu de T. VII. lisez
 T. VII. p. 194.
- 548, note ***. col. 1, ligue 7, au lieu de l'espace lisez l'espace.
- 552. ligne 2. au lieu de Mecklembourg lisez Mecklenbourg, chaque fois que le même mot se présente.
 - 553. ligne 4. *au lieu de* deça *lisez* deçà, chaque fois que le même mot se présente.
- 562, ligne 6. au lieu de soumis lisez soumises, ligne 13, d'en bas, au lieu de uue lisez une,
- 568, ligne 4, d'en bas, au lieu de fidélement lisez fidèlement.
- 509. ligne 9. au lieu de enrégistrer lisez enregistrer, chaque fois que le même mot se présente.
- 570, ligne 10, au lieu de Justiee lisez Justice,
- 574. ligne 21. au lieu de Suède lisez Suède (et Norvège).
- 577. ligne 11. au lieu de soumis lisez soumises.
 ligne 12. au lieu de lesquels lisez lesquelles.
 - 582, ligne 22, au lieu de autres lisez autres.
- 589, note . col. 1. ligne 5. au lieu de chaine lisez chaîne.
- 596, ligne 15, au lieu de institués lisez instituées, ligne 16, au lieu de lesdits lisez lesdites,
 - 600. ligne 8. d'en bas, au lieu de sera exprimée lisez seront exprimées.
- 603. note, col. 1. ligne 7. au lieu de Algier lisez Algiers.
 note 1. col. 2. ligne 2. au lieu de confirmés lisez confirmés.
- 605. note . col. 2. ligne 3. d'en bas, *au lieu de* ainé *lisez* aîné, chaque fois que le même mot se présente.
- 622, note, col. 2. ligne 15. au lieu de régne lisez règne, chaque fois que le même mot se présente,
- 624. note, col. 1. ligne 10. au lieu de exportés lisez exportées. note, col. 2. ligne 7. d'en bas, au lieu de à lisez à.
- 626. note, col. 1. ligne 14. au lieu de qu'administrés lisez qu'administrées.

- Page 626, note, col. 2. ligne 10. au lieu de extrême lisez extrême, chaque fois que le même mot se présente.
 - 630. note, col. 1. ligne 8. d'en bas, au lieu de régistrées lisez registrées, chaque fois que le même mot se présente.
 - 632. note, col. 2. ligne 4. d'en bas, au lieu de n'ent lisez n'eût.
 - 637. note ". col. 2. ligne 5. au lieu de regné lisez régné, chaque fois que le même mot se présente (de même pour les mots régnait, régnant, régné).
 - 647, note . col. 1. ligne 6. au lieu de ainée lisez aînée.
 - 651. note ††. col. 1. ligne 4. d'en bas, au lieu de fut lisez fût.
 - 652, note . col. 1. ligne 5. d'en bas, au lieu de couta lisez coûts, chaque fois que le même mot se présente.
 - 655. note, col. 1. ligne 1. au lieu de s'élevèrent lisez s'éleva.
 - 658. note, col. 2. ligne 1. au lieu de Admirally lisez Admirally.
 note, ligne 4. d'en bas, en regard du mot Excédant au lieu
 de 49,308 lisez 49,398.
 - note, ligne 1. d'en bas, en regard du mot Déficit ou lieu de 2,187,781 lisez 2,187,786.
 - 682. ligne 2. au lieu de attachées lisez attachés.
 ligne 21. au lieu de cnvoyé lisez envoyé
 - 688. ligne 21. au lieu de Golway lisez Galway.
 - 691, ligne 13, au lieu de asssurer lisez assurer,
 - 702. note 1. col. 1. ligne 4. d'en bas, au lieu de Rénégat lisez Renégat, chaque fois que le même mot se présente.
 - 717. ligne 9. au lieu de antre lisez autre.
 - 718. ligne 13. au lieu de anglaise lisez anglaise.
 - 719. ligne 9. au lieu de Personnes lisez Personnes.
 - 731, note 1, col, 1, ligne 7, au lieu de Duees lisez Duces.
 note *. col, 1, ligne 5, au lieu de T, I, lisez T, I, VI.
 - 737. note ". col. 2, ligne 10, au lieu de Geboursen lisez Grbouwen.
 - 738, note 1, col. 2, ligne 1, au lieu de gnerre lisez guerre.
 - 741. note, col. 1. ligne 12. au lieu de septième lisez septième.
 - 743, note, col. 2. ligne 2. au lieu de envoyês lisez envoyés.
 - 744. note, col. 1. ligne 7. d'en bas, au lieu de Gouvernear lisez Gouverneur.
 - 750. note †. col. 1. ligne 2. au lieu de Geschichte lisez Geschichte.
 - 803. note, col. 1. ligne 7. au lieu de Nazyr lisez Nazir.
 ibidem au lieu de des Négociants lisez des Affaires des Négociants.
 - 837. note †. col. 1. ligne 2. au lieu de pénêtré lisez pénètré.
 - 855, ligne 12, et 13, au lieu de non obstant lisez nonobstant.
 - 872. ligne 20. au lieu de repètent lisez répètent.
 - 876, ligne 18, au lieu de sanctionnés lisez sanctionnées.
 - 879, note 2, col, 1, ligne 8, au lieu de qui lisez qui,

Page 886, col. 2. la note pour le mot Oda Baschi doit porter trois Asteriques.

ibidem la note pour le mot Beuluk Baschi doit porter deux Astériques.

905. ligne 18. au lieu de Exémptions lisez Exemptions.

913. note 3. col. 2. ligne 4. au lieu de T. IV. p. 419. lisez T. IV. p. 459.

920, ligne 5. d'en bas, au lieu de Sale lisez Salé.

934. ligne 9. au lieu de dans lisez dans.

- 947. note, col. 1. ligne 18. au lieu de Tresorier lisez Trésorier.

967, note 2, col. 2, ligne 4, au lieu de Isue lisez Issue.

- 970. note . col. 1. ligne 3. au lieu de qûi lisez qui.
- 982, note, col. 1. ligne 1. au lieu de Creanciers lisez Créanciers.
- 983. note, col. 1. ligne 6. au lieu de Gands lisez Gand.
- 1022. ligne 14. au lieu de insérées lisez insérés.
- 1043. note, col. 2. ligne 20. de la p., au lieu de Tu d'èla lisez Tu de la.
- 1064, ligne 14, d'en bas, au lieu de en lisez on.
- 1083, note . col. 1, ligne 2, au lieu de chateau lisez château, chaque fois que le même mot se présente.
- 1098. note, col. 1. ligne 15. au lieu de Zulphen lisez Zutphen.
- 1111, ligne 12. au lieu de echouer lisez echouer.
- 1136. note 1. col. 1. au lieu de Voyez plus haut etc. lisez Rousset,

Recueil, T. XVIII. p. 2. (en français.) - Modée. Utdrag, p. 227. (en suédois.) - Laugier, l. c. T. II. p. 383. (en français, avec la fausse date du 19 Juillet 1740, et p. 118. avec celle du 20 Janvier 1740.) - Moser, Versuch, T. VIII. p. 219. (en français.) - Mercure historique et politique, an. 1740. T. II. p. 42. (en français, avec la fausse date du 2 Décembre.) - Hempel, Staats-Lexicon, T. IX. (en latin et en allemand.) - Wenck, l. c. T. I. p. 504. (en suédois et en latin.) - von Hammer, Geschichte, T. VIII. Liv. LXVIII. p. 3. (avec la date du 20 Janvier 1740, et T. IX. Liste des Traités, p. 299. No. 338. avec la date du 22 Décembre 1739.) -Schoell, Hist. abrégée, T. XIII. Chap. LVIII. p. 338. T. XIV. Chap, LXI. p. 85. (cité). - Martens, Cours diplomatique, T. II. p. 968. (cité).

- 1177. ligne 4. d'en bas, au lieu de) lisez 3).
- 1185. ligne 7. au lieu de réglés, lisez réglées.
- 1207. note, col. 1. ligne 2. d'en bas, au lieu de) lisez O).
- 1212. note, col 2, ligne 29. de la p., au lieu de Freret lis. Fréret.
- 1216. note, col. 2. ligne 7. d'en bas, au lieu de repetait lisez répétait.
- 1232, ligne 18. au lieu de Kireef lisez Kiréeff. ligne 23, au lieu de Kireeff lisez Kiréeff.
- 1234. ligne 12. d'en bas, au lieu de achèter lisez acheter.
- 1252, ligne 2, d'en bas, au lieu de confirmé lisez confirmée.

- Page 1264, note ') '') au bas de la p. ajoutez T. H. Section I. p. 254, c. 2. contin. de la note 2, de la p. 253, c. 1.
 - 1291, ligne 3, d'en bas, au lieu de faite lisez fait.
 - 1297. note 4. col. 1. ligne 2. supprimez la Citation: Wenck, l.c. p. 538. (en français).
 - note 6. col. 2. ligne 1. au lieu de Antonowich lisez Antonowitch.
 - 1309, ligne 6, au lieu de Feldmarechal lisez Feldmaréchal,
 - 1336, ligne 6, d'en bas, au lieu de Gouvernemant lisez Gouvernement.
 - 1341. ligne 5. d'en bas, au lieu de Wurtemberg lisez Wurttemberg, chaque fois que le même mot se présente.
 - 1346, note † t. col. 2. ligne 2. d'en bas, au lieu de mille lisez milles.
 - 1347, note, col. 2. ligne 4, et 6, au lieu de mille lisez milles.
 - 1369, ligne 4. d'en bas, au lieu de accordés lisez accordées.
 - 1372, ligne 7. d'en bas, ou lieu de Gouvernement lisez Gouvernements.
 - . 1388. note 4. col. 2. ligne 4. au lieu de l'I e lisez l'Ile.
 - 1399. note, col. 1. ligne 4. à la suite du mot unentgeltlich ojoutez qui a la même Signification.
 - 1403, ligne 19, au lieu de Joseph II, lisez François II.
 - 1410. note, col. 1, ligne 8. au lieu de Eltschi lisez Eltchi.
 - 1424. note, col. 1. ligne 1. d'en bas, au lieu de 1698 lisez 1699.
 - 1436. note, col. 1. ligne 9. au lieu de vôter lisez voter, note, col. 14. au lieu de Vôtes lisez Votes.
 - 1437. note *. col. 2. ligne 19. au lieu de tirées lisez tirés. note *. col. 2. ligne 11. d'en bas, au lieu de garanties lisez garantis.
- 1447. ligne 4. au lieu de St. Pe lisez St. Pé.
- 1519. ligne 8. d'en bas, au lieu de de leurs lisez des.
- 1528. ligne 14. au lieu de de leurs lisez des.
- 1537. ligne 9. au lieu de de leurs lisez des.
- 1592, ligne 15, au lieu de modifiées lisez modifiés.
- 1612. note **. col. 1. ligne 11. d'en bas, au lieu de bruler lisez brûler.
- 1614. note, col. 1. ligne 13. de la c. au lieu de dégrés lisez degrés.
- 1615. note, col. 2. ligne 7. au lieu de pûreté lisez pureté. note °). col. 2. ligne 1. au lieu de ma lisez mã.
- 1667. ligne 5. au lieu de soit lisez soient.
- 1669. note °). col. 2, ligne 2. au lieu de le lisez (le.
- 1677. ligne 29. au lieu de plûpart lisez plupart.
- 1689. note, col. 1. ligne 7. d'en bas, au lieu de sterlings lisez sterling.
- 1718. Compagnie danoise, ligne 8. au lieu de Compagnie en Société lisez Compagnie ou Société.
- n. 1. a. de la p. 421. c. 2. Hsez I. p. 422. col. 2. contin. de la n. 1. a. de la p. 421. c. 2. Hsez I. p. 422. c. 1. n. 1. b.).

 Miroir des Souabes au lieu de ibidem lisez ibidem c. 2.



